

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 29/03/2022

N° : 2022/263

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 16 FÉVRIER 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

16 FÉVRIER 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Nassera BENMARNIA - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Alexandre DORIOU - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Roger GUICHARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Eric MERY - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Férouz MOKHTARI - Yves MORAINE - Lourdes MOUNIEN - Lisette NARDUCCI - Frank OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Didier REAULT - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marie BATOUX représentée par Audrey GARINO - Patrick BORE représenté par Caroline MAURIN - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Jean-Marc COPPOLA représenté par Audrey GARINO - Bernard DEFLESSELLES représenté par Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI représenté par Marc DEL GRAZIA - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - André MOLINO représenté par Michel ILLAC - Roland MOUREN représenté par Laurent SIMON - Yannick OHANESSIAN représenté par Pauline ROSSELL - Benoît PAYAN représenté par Joël CANICAVE - Julien RAVIER représenté par Pierre LAGET - Georges ROSSO représenté par Roland GIBERTI - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Gérard AZIBI - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Nadia BOULAINSEUR - Lyece CHOULAK - Sophie GUERARD - Sébastien JIBRAYEL - Anthony KREHMEIER - Claude PICCIRILLO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Dona RICHARD - Denis ROSSI - Laure ROVERA - Michèle RUBIROLA - Marcel TOUATI.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-001/21/CT

■ CT1 - Budgets Annexes du Territoire de Marseille-Provence - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021
DBP 21/19182/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative n° 1 est établie :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

A l'identique du budget primitif, les décisions modificatives sont présentées par nature avec présentation fonctionnelle et sont votées par chapitres.

Est présenté ci-après l'équilibre de la décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 des budgets annexes « Eau », « Assainissement ». Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Les budgets annexes « Crématorium », « Ports de Plaisance », « Opérations d'aménagement » ne font pas l'objet d'une décision modificative n°1 de l'exercice 2021.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence n° FET 003-141/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Approuve les décisions modificatives n° 1 de l'exercice 2021 de chaque budget du Territoire Marseille-Provence arrêtées aux montants inscrits dans les balances générales et qui s'équilibrent en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-002/21/CT

■ CT1 - Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021 DBP 21/19183/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative n° 1 est établie :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets ».
- A l'identique du budget primitif, les décisions modificatives sont présentées par nature avec présentation fonctionnelle et sont votées par chapitres.

Est présenté ci-après l'équilibre de la décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe précité.

Cette décision modificative ne concerne que le Territoire de Marseille Provence.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 004-142/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets » unifié des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets » unifié des Territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative n° 1 est établie :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets ».
- A l'identique du budget primitif, les décisions modificatives sont présentées par nature avec présentation fonctionnelle et sont votées par chapitres.

Est présenté ci-après l'équilibre de la décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe précité.

Cette décision modificative ne concerne que le Territoire de Marseille Provence.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 004-142/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets » unifié des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets » unifié des Territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-003/21/CT

**■ CT1 - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021
DBP 21/19184/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 17 Novembre 2020 par délibération n° FET 001-107/20/CT par le Conseil de Territoire Marseille-Provence et le 17 décembre 2020 par l'adoption du Budget Primitif 2021 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La décision modificative n°1 concerne des ajustements de crédits entre chapitres en fonctionnement. En investissement, il s'agit d'augmenter les dépenses d'équipement, suite à l'octroi de nouvelles subventions à hauteur de 26,65 M€.

Les mouvements de crédits relatifs à la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire seront inclus à la Décision Modificative n°1 qui sera proposée vote du prochain Conseil de la Métropole.

Après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 1 pour l'exercice 2021, la dotation de gestion à l'Etat Spécial de Territoire varie comme suit, :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 0,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 26 651 896,02 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

- La délibération n° FET 001-107/20/CT du 17 novembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n°1 de l'exercice 2021 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	0,00 euros
Section d'Investissement	26 651 896,02 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-004/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une exonération accordée aux kiosques implantés sur le domaine public sur la commune de Marseille DVDPAG 21/19191/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la mise en redressement judiciaire de la société Prestaliss et de la liquidation judiciaire de la Société d'Agences de Diffusion, principaux diffuseurs de presse nationale, la diffusion de journaux et magazines a été interrompue le 15 mai 2020.

Une reprise progressive de la distribution est constatée depuis octobre 2020. Cependant dans notre région, cette distribution passe par des dépôts qui, à ce jour, faute d'une existence juridique, ne sont pas mandatés par les messageries. Cette carence empêche la création administrative, le cautionnement et la livraison des nouveaux points de vente. Aussi Cinq kiosques sur Marseille n'ont pu exercer leur activité pendant trois mois. Il s'agit de ceux situés :

- 16 rue de la république 13001
- 3 place de Strasbourg 13001
- Place Stalingrad-angle rue Consolat 13001
- 5 place Castellane 13006
- 90 avenue du Prado 13008

Sur le fondement des compétences de la Métropole en matière d'occupation du domaine public, il est proposé d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation 2021 et pour une période équivalente à trois mois pour ces kiosques qui n'ont pu retirer un avantage de leur occupation du domaine ni même effectivement l'occuper.

D'autre part, suite à la requalification du grand centre-ville et notamment de la place Jean Jaurès dans le 1er arrondissement à Marseille, sept kiosques neufs (1 kiosque placier Ville de Marseille, un kiosque presse, trois kiosques alimentaires et deux kiosques poissons coquillages) ont été installés. Les cinq kiosques de commerce de bouche ont été livrés aux kiosquiers en septembre 2020 après 18 mois de fermeture.

En accord avec les kiosquiers dès le lancement de l'opération, l'aménagement intérieur, les abonnements aux réseaux énergie et adduction d'eau, étaient à la charge des occupants.

Cependant, la prise de possession des édicules est survenue sur une place dont les travaux n'étaient pas terminés. De plus, les crises économique et sanitaire sans précédent ont fortement impacté les revenus quasi inexistantes de ces commerçants.

Il est à préciser que les autorisations étant précaires et révocables, les occupants ne sont éligibles à aucune indemnisation selon les critères de la Commission d'Indemnisation Amiable.

C'est pourquoi sur le fondement des compétences de la Métropole en matière d'occupation du domaine public, il est proposé d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation 2021 les cinq kiosquiers de la place Jean Jaurès 13001 Marseille pour une période équivalente à deux mois.

Il convient donc d'approuver ces exonérations partielles de redevance d'occupation du domaine public-

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une exonération accordée aux kiosques implantés sur le domaine public sur la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation d'une exonération accordée aux kiosques implantés sur le domaine public sur la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-005/21/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19120/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **25 janvier 2021**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 12 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

- **Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire auprès du Tribunal Administratif pour la période de travaux ci-après précisée, le dossier suivant :**

- CVM-2019/12/9-2 : STUDIO B CAFE du 01/01/2020 au 03/06/2020,
- CVM-2020/12/47 : PIAZZA CAFE du 12/02/2019 au 03/06/2020,
- CVM-2021/01/49 : LA MIE CALINE du 10/06/2020 au 10/01/2021,
- CVM-2021/01/50 : LA MIE CALINE du 24/09/2019 au 30/06/2020,
- AUB-2020/12/07 : CAPPODOCE du 08/07/2019 au 31/12/2020
- LTD-2020/12/16 : B.A.D.R Voyages du 02/06/2020 au 02/12/2020,
- LTD-2021/01/17 : LE COMPTOIR DU MUSEE du 02/06/2020 au 02/12/2020,
- LTD-2021/01/18 : ROYAL ART MEUBLES du 11/03/2019 au 13/03/2020,
- PJJLP-2021/01/20 : PHARMACIE DE LA PLAINE du 12/10/2018 au 31/10/2020.

- **Ont été déclarés non recevables car situés hors des périmètres des travaux, les dossiers suivants :**

- CVM-2021/01/48 : LE GARAGE DES DOCKS du 12/02/2019 au 30/11/2020,
- LTD-2021/01/19 : SARL JUNGLE du 01/07/2019 au 30/06/2020,
- PJJLP-2021/01/19 : PHARMACIE DES MINIMES du 01/11/2018 au 30/06/2020.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération de 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
-----------	-----	---------	-----------------	-----------------------------	-------------------	------------------------	------------------------------

CVM-2020/07/28	CESAR CAFE	71, rue Davso - 13001 Marseille	12/02/2019 au 31/12/2019	J.AVIER	8 640,00	500,00	9 140,00
CVM-2020/09/37	LA CASERTANE	71, rue Davso - 13001 Marseille	12/02/2019 au 29/05/2020	R.GORINI	43 628,00	0,00	43 628,00
CVM-2020/10/39	PORTO VECCHIO 13	2, Place Gabriel Péri - 13001 Marseille	01/10/19 au 29/05/20	C.GIROUSSE	18 588,00	200,00	18 788,00
CVM-2020/10/40	CILIBERTI OPTIQUE	5-7 rue Méry - 13002 Marseille	21/10/19 au 01/07/20	Ph. DEWEERDT	7 144,00	575,00	7 719,00
CVM-2020/10/41	LA CUISINE DU SUD	27 Cours Estienne D'Orves - 13001 Marseille	12/02/2019 au 30/10/2019	JM.DAUPHIN	41 214,00	500,00	41 714,00
CVM-2020/12/46	LA DIVA	6, rue Saint Saens 13001 Marseille	01/07/2019 au 31/05/2020	Daniel GRIL	5 650,00	0,00	5 650,00
TOTAL					124 864,00	1 775,00	126 639,00

Montant des indemnisations déjà accordées €	510 191.00
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	636 830.00 €

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/10/11-2	AU PETIT NICE	39 rue Sibié 13001 Marseille	16/10/2019 au 16/10/2020	F TALON	32 689,00	1 000,00	33 689,00
PJJLP-2020/10/18	CHEZ IDA	7 rue Ferdinand Rey 13006 Marseille	12/10/2018 au 12/10/2020	E NABET	25 196,00	1 500,00	26 696,00
TOTAL					57 885,00	2 500,00	60 385,00

Montant des indemnisations déjà accordées	289 883,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE €	350 268,00

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/10/11	LA CASSE DU SCOOTER	78 cours Lieutaud 13006 MARSEILLE	11/03/19 au 13/03/20	F.DEMUYTER	4 203,00	800,00	5 003,00
LTD-2020/10/12	HARLEY DAVIDSON MASSILIA	158 cours Lieutaud 13006 MARSEILLE	13/03/19 au 29/02/20	JP COMBE	110 131,00	0,00	110 131,00
TOTAL					114 334,00	800,00	115 134,00

Montant des indemnisations déjà accordées	117 317.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	232 451.00 €

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/08/05	LA PHARMACIE DU BRAS D'OR	20 Cours Barthélémy / 13400 Aubagne	08/07/19 au 31/08/20	B.PERES	11 054,00	0,00,00	11 054,00
TOTAL					11 054,00	0,00,00	11 054,00

Montant des indemnisations déjà accordées	57 003.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	68 057.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **12** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **11** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 25 janvier 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Que le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-007/21/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 21/19176/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Jusqu'au 31 décembre 2019, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Cinq dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 5 632.05 euros (Cinq mille six cent trente-deux euros et cinq centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- RTM – sinistre du 2 juillet 2019 – montant : 1 721.81 euros,
- M. Jean-Michel MAZZOCCO – sinistre du 19 novembre 2019– montant : 1 835.50 euros,
- M. Lionnel MEDAGLIA – sinistre du 10 avril 2020– montant : 240.00 euros,
- M. Bruno NATALI– sinistre du 21 avril 2020– montant : 439.00 euros,
- M. Kamel KOURANE – sinistre du 30 avril 2020– montant : 1 395.74 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 007-008/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de La Ciotat pour la création d'une voie mutualisée depuis le boulevard de Lavaux

Information du Conseil de Territoire

DGEDPSV 21/19115/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever un cimetière dans le quartier de la Peyregoua, sur la commune de La Ciotat ; Et en parallèle, la ville de La Ciotat a engagé, à proximité immédiate de ce cimetière, des travaux en vue de construire une salle de concert communale. Pour accéder à ces deux équipements, la Ville et la Métropole ont acté le principe de créer une voie d'accès commune, depuis le boulevard de Lavaux.

Afin que les travaux de réalisation de cette voie d'accès mutualisée se passent dans les meilleures conditions en termes de coût et de coordination des prestations, il est apparu opportun que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité ; Et dans la mesure où le projet de cimetière porté par la Métropole était le plus avancé, il a été convenu que la maîtrise d'ouvrage unique soit assurée par la Métropole.

En application de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, le Bureau de la Métropole a ainsi approuvé, par délibération n°VOI 005-1273/16/BM du 15 décembre 2016, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 17/0543 notifiée le 12 septembre 2017 portant sur la réalisation de cette voie d'accès mutualisée et confiant à la Métropole, la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale.

Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux prévisionnelle estimée à 260 000 euros TTC et prévoyait la prise en charge par la commune, pour moitié, du coût réel des prestations exécutées et facturées.

La convention précisait que ce montant estimatif serait affiné ultérieurement dans le cadre des études de maîtrise d'œuvre. Sur la base du projet établi par la maîtrise d'œuvre, le marché relatif à la réalisation de cette voie d'accès, attribué en janvier 2020, s'élève à 306 772.69 euros TTC, avec une prise en charge pour moitié par la commune de La Ciotat.

Dans ce contexte, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale visant à ajuster le montant global et définitif de l'opération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le montant total de l'opération est ainsi porté de 260 000 € TTC (216 666,67 € HT) à 306 772,68 € TTC (255 643,90 € HT) et se répartit comme suit :

- Part Métropole : 153 386,34 € TTC
- Part Commune de La Ciotat : 153 386,34 € TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de La Ciotat pour la création d'une voie mutualisée depuis le boulevard de Lavaux

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de La Ciotat pour la création d'une voie mutualisée depuis le boulevard de Lavaux.

FET 008-006/21/CT

■ CT1 - Projets de la Métropole proposés dans le cadre la relance en vue d'un contrat métropolitain intégrateur des financements de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds européens

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 21/19204/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Eu égard à la crise sanitaire sans précédent générée par l'épidémie de COVID, la Métropole Aix-Marseille-Provence a très vite mis en place son plan d'urgence métropolitain.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les actions conduites en faveur de la continuité du service public, de la santé des habitants, de la solidarité envers les plus fragiles et les mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois doivent désormais s'intégrer dans une vision plus large de la transformation métropolitaine que les élus ont collectivement affirmée pour cette nouvelle mandature.

La délibération-cadre du 31 juillet 2020 « AMP 2R : la relance et le renouveau d'Aix-Marseille-Provence », adoptée à l'unanimité, est conçue comme un nouveau modèle de développement qu'il faut collectivement réussir pour faire face aux impacts en cascade de la pandémie et du confinement.

Cette stratégie répond à trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale, le virage écologique et passe par la mise en œuvre de huit « chantiers » stratégiques aux effets démultipliés pour prioriser l'investissement.

Dans le même temps, l'Union européenne et l'Etat français ont mis en place une série d'outils de financement pour soutenir l'activité économique mise à mal par la crise sanitaire, tout en accompagnant la transition écologique et numérique des entreprises.

France Relance présente un ensemble de mesures à destination des collectivités territoriales et des entreprises, qui font écho aux priorités politiques de la Métropole en matière d'investissement.

Dès le 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a adopté une délibération portant « engagement dans les processus de financement de soutien à la Relance de l'Etat et de l'Europe », et a ainsi acté sa volonté de soutenir les projets de la Métropole contribuant à la relance et au renouveau (AMP2R) et répondant aux attendus de France Relance, du Contrat d'avenir 2021-2027 et des fonds européens dédiés à la relance.

En articulation avec la Métropole, le Département a lui-même délibéré en décembre 2020 une liste de projets pour la relance, proposée à la contractualisation.

L'opportunité que représentent ces fonds ainsi que le calendrier très proche dans lequel ils vont être mis en place nous obligent à prendre position auprès de nos partenaires dès aujourd'hui et à proposer une méthode afin que les projets de notre territoire puissent bénéficier d'une part importante de ces crédits.

C'est pourquoi la présente délibération propose la mise en œuvre d'un contrat métropolitain (Etat, fonds européens, Région, Département, Métropole) qui pourrait être négocié à partir de nos objectifs stratégiques de relance et de renouveau, et à partir de la liste de projets que porte la Métropole. Cette liste figure dans le document en annexe, qui servira de socle de travail dans les prochaines étapes de contractualisation.

Ces projets ont été sélectionnés avec les présidents des Conseils de territoire pour veiller aux réponses nécessaires à la relance à l'échelle des six Territoires. Ils sont soutenus par les élus des six Territoires, qui sont appelés à formuler leur adhésion par un vote au sein de chaque Conseil de territoire, préalable au Conseil de la Métropole.

Ils sont également soutenus par les vice-présidents de la Métropole, comme réponse opérationnelle aux enjeux thématiques de la relance, en complète coordination transversale.

Ces projets affichent une totale convergence avec les objectifs dominants de l'ensemble des fonds vers lesquels nous orientons nos demandes de financement. Ils constituent le point de départ des discussions avec les co-financeurs potentiels, notamment Etat et Région, Département et Union Européenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
-
- L'accord du Conseil européen du 21 juillet 2020 sur *Next Generation EU*, le Plan de Relance européen de 750 milliards d'euros incluant 390 milliards de subventions dont 40 milliards d'euros pour la France ;
 - L'accord du 10 novembre 2020 entre le Parlement européen et le Conseil sur le cadre financier plurin annuel européen 2021-2027 et le plan de relance « *Next Generation EU* » ;
 - La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 relative à l'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment ses articles 11-I et 19-IV ;
 - La loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;
 - La loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
 - L'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
 - Les décrets n° 2020-344 du 27 mars 2020 et 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
 - Le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
 - Le décret n° 2020-1331 du 2 novembre 2020 modifiant le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
 - L'arrêté du ministre de la Santé du 14 mars 2020, article 1^{er} portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 particulièrement au regard des mesures concernant les établissements recevant du public ;
 - Les délibérations du conseil métropolitain relatives aux mesures d'urgence ;
 - La publication du Plan de Relance du Gouvernement français le 3 septembre 2020 de 100 milliards d'euros qui s'articule autour de 3 priorités, l'écologie, la compétitivité et la cohésion, pour redresser durablement l'économie française et créer de nouveaux emplois ;
 - La signature des accords de méthode par le Premier ministre et le Président des Régions de France, le 28 septembre 2020, précisant la mobilisation de l'Etat et des Régions sur les priorités stratégiques à inscrire dans les contrats de Plan Etat-Région (CPER) et les accords de Relance et de la mobilisation des moyens pour construire la Relance ;
 - Les mesures d'urgence économique mises en place par le Gouvernement le 29 octobre 2020 suite à la décision de re-confinement ;
 - La délibération HN 002-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les processus de financement de soutien à la Relance de l'Etat et de l'Europe ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les plans de relance européens, nationaux et régionaux peuvent permettre au tissu d'entreprises, aux habitants et aux collectivités de réduire les conséquences désastreuses du COVID-19 qui les menacent, et qu'ils peuvent soutenir une volonté affirmée d'investissement local. A ce titre, ils peuvent accompagner les projets face aux enjeux tant économiques, que sociaux et environnementaux (notamment pour la transition énergétique et le défi climatique) mais aussi stimuler un haut niveau d'innovation et de modernisation ;
- Que la Métropole, en accord avec ses six Conseils de Territoire, malgré ses contraintes budgétaires liées à la baisse des recettes fiscales et à la hausse des dépenses induites par les mesures sanitaires, affirme sa volonté de maintenir un effort d'investissement conséquent pour réussir sa relance et son renouveau ;
- Que la Métropole ne pourra pas financer seule l'ensemble des projets qu'elle a identifiés comme nécessaires dans les prochaines années et qu'elle ne réussira que par le partenariat étroit avec l'Europe, l'Etat, la Région et le Département ;
- Que les projets présentés en annexe estimés à près de 3,8 milliards d'euros sont aujourd'hui proposés dans les cadres contractuels ouverts par ces partenaires au titre de la Relance ;
- Que la proposition d'un contrat métropolitain intégrateur permettrait d'optimiser les financements de la relance, qui reposent sur plusieurs véhicules nationaux et européens.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur les Projets de la Métropole proposés dans le cadre la relance en vue d'un contrat métropolitain intégrateur des financements de l'Etat, de la Région, du Département et des fonds européens.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-009/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille pour la gestion des données dans le cadre du groupement de commande pour le marché d'assistance au relogement des ménages évacués

**Avis du Conseil de Territoire
 DOH 21/19085/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille de responsabilité conjointe sur un traitement de données à caractère personnel dans le cadre du groupement de commande pour le marché d'assistance au relogement des ménages évacués » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont conclu une convention de groupement de commande reçue au contrôle de légalité le 21 janvier 2020, conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique en vue de coordonner et mutualiser l'achat des prestations d'assistance au relogement temporaire et définitif des ménages, dans le cadre de situations d'urgence de l'habitat et d'opérations d'aménagement dans leur territoire de compétences.

Le marché a été attribué à l'association SOLIHA PROVENCE le 16 décembre 2020, pour une durée de quatre années.

Ce marché implique le traitement de données à caractère personnel comme les données d'identification des personnes concernées par les besoins en relogement, celles relatives à leur vie personnelle (situation de famille et matrimoniale) et à leur vie professionnelle (contrats de travail, bulletins de salaire), à leur logement d'origine et celui souhaité pour relogement, ou des informations d'ordre économique ou financier, ou encore relatives à la santé des personnes constituant le ménage.

L'association SOLIHA PROVENCE a la qualité de sous-traitant, au sens de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données, ci-après « le RGPD »). Conformément à cet article, les instructions au sous-traitant sont précisées dans une annexe du marché.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille sont responsables conjoints de ces traitements de données à caractère personnel, au sens de l'article 26 du RGPD. Conformément à cet article, il leur appartient donc de prévoir, par convention, les conditions de cette responsabilité conjointe.

La convention annexée a pour objet de préciser leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits des personnes concernées, et leurs obligations respectives quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14, par voie d'accord entre eux. Le point de contact privilégié pour les personnes concernées est la Ville de Marseille.

La convention prévoit également les contributions et obligations respectives des deux institutions dans l'analyse d'impact sur la protection des données qui sera conduite, conformément aux dispositions de l'article 35 du RGPD. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- L'article 28 du Règlement (UE) 2016/2079

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille de responsabilité conjointe sur un traitement de données à caractère personnel dans le cadre du groupement de commande pour le marché d'assistance au relogement des ménages évacués.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille de responsabilité conjointe sur un traitement de données à caractère personnel dans le cadre du groupement de commande pour le marché d'assistance au relogement des ménages évacués ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille de responsabilité conjointe sur un traitement de données à caractère personnel dans le cadre du groupement de commande pour le marché d'assistance au relogement des ménages évacués.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-010/21/CT

■ CT1 - Approbation de la première série de la programmation relative à l'Appel à projets 2021 du Contrat de Ville de Marseille-Provence DPV 21/19138/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2020.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la Communauté Urbaine dans le Contrat de Ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 7 septembre 2020 au 4 octobre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 janvier 2021 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Il est proposé d'approuver la participation de la Métropole correspondant à une première série d'actions pour le financement de 225 actions pour un total de 1 412 583 € :

- 3 actions concernant la commune de La Ciotat pour un montant de 15 000 €,
- 217 actions concernant la commune de Marseille pour un montant de 1 378 583 €,
- 3 actions concernant la commune de Marignane pour un montant de 14 000 €,
- 2 actions concernant la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 5 000 €.

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 55 actions pour un montant de 304 000 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 21 actions pour un montant de 128 986 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 2 actions pour un montant de 9 000 euros qui ont pour objectif d'assurer une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires et qui contribue à la remise en mouvement des parcours résidentiels des ménages.
- 9 actions pour un montant de 61 500 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 2 actions pour un montant de 9 900 euros qui ont pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 89 actions pour un montant de 549 497 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.

- 26 actions pour un montant de 125 000 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 21 actions pour un montant de 224 700 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 12 janvier 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une première série de 225 projets émergeant de l'appel à projets Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 7 septembre 2020 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la première série d'actions annuelles de la programmation 2021 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 1 412 583 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral des subventions dont le montant est inférieur à 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-011/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de financement pour le programme Impact jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil DPV 21/19140/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Le Contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence et ses partenaires, porte dans ses orientations prioritaires « l'enfance et la jeunesse ». La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa métropole alors que tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, en partenariat avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, et l'UPE 13, a répondu à l'Appel à projet de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) lancé en février 2015 dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse » destiné à favoriser l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées sur un territoire donné.

L'objectif de ce projet sur 3 ans intitulé « Impact Jeunes » vise à créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à Marseille et un sur la commune de Tarascon. L'objectif vise à rompre avec l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Les quartiers de Malpassé et de St Mauront ont ainsi été retenus. Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes important, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques.

En juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement a retenu le projet Impact Jeunes et une convention pluriannuelle entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Fondation D'Auteuil a été signée le 7 novembre 2016.

Par délibération n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole a accordé une participation totale prévisionnelle au projet Impact Jeunes de 300 000 euros répartie sur 2017, 2018 et 2019 et a approuvé la convention pluriannuelle afférente.

En 2020, la Fondation des Apprentis d'Auteuil et ses partenaires ont souhaité étendre le programme Impact Jeunes sur de nouveaux territoires. Candidat et lauréat en mars dernier de l'Appel à projet national « 100% inclusion » en faveur de la remobilisation des publics des quartiers prioritaires les plus éloignés de l'emploi, Impact Jeunes est déployé sur deux nouveaux territoires à Marseille dans le secteur de Belsunce-Noailles en centre-ville, ainsi que sur Val Plan-Le Clos- La Rose dans le 13^{ème} arrondissement.

Il est proposé au Conseil de territoire de cofinancer le projet Impact Jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil.

Ce projet répond à plusieurs ambitions :

- avoir un impact significatif et mesurable sur les jeunes avec un objectif d'augmenter l'accès à l'emploi.
- démontrer qu'en travaillant de manière décloisonnée et coopérative entre l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ, l'impact est plus fort.
- impliquer véritablement les jeunes en les associant sur l'ensemble du processus (de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre).
- faire la différence dans la proximité en intervenant à une échelle humaine sur des quartiers combinant à la fois une urgence à intervenir, mais également la présence d'acteurs clés permettant de favoriser une dynamique collective.
- impliquer fortement le monde économique afin de créer une confiance réciproque et de changer les représentations.

Le cofinancement de cette opération est estimé pour la Métropole à 120 000 euros par an sur trois ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017 relative à la participation financière de la Métropole au projet Impact Jeunes sur la période 2017 à 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 029-8299/20/CM du 31/07/2020 approuvant le règlement Budgétaire et financier de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'aider les jeunes de 13 à 30 ans des quartiers de la politique de la ville et de les amener vers une insertion sociale et professionnelle réussie, impliquant la levée des freins empêchant l'accès durable à l'emploi ;
- La nécessité d'affirmer la priorité donnée à une action globale et coordonnée à l'intention de la jeunesse ;
- L'obligation d'associer l'ensemble des acteurs économiques à une démarche d'insertion et ainsi, de rapprocher et mieux connecter les jeunes et les entreprises.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention pluriannuelle ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Fondation des Apprentis d'Auteuil fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement du projet Impact Jeunes retenu au titre du Programme « 100% inclusion, la fabrique de la remobilisation ».

Article 2 :

Est accordée une participation totale prévisionnelle globale de 360 000 euros en 2021, 2022 et 2023 à la Fondation des Apprentis d'Auteuil pour la mise en œuvre du Projet Impact Jeunes, sous réserve de l'approbation des budgets métropolitains afférents.

Article 3 :

Est accordée une participation de 120 000 euros pour l'année 2021.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 120 000 euros TTC, sont inscrits au budget 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-012/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 Travaux copropriétés dégradées

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 21/19146/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 - Travaux copropriétés dégradées » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'une stratégie territoriale de lutte contre d'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie vise le traitement de l'habitat privé dégradé des quartiers et centres anciens, ainsi que l'intervention sur les grandes copropriétés des années 60-70 qui appellent un traitement à l'échelle urbaine.

Particulièrement lourde sur le territoire marseillais, l'intervention sur les copropriétés s'appuie notamment sur un cadre conventionnel signé avec l'Etat : l'accord partenarial pour une stratégie sur les copropriétés dégradées de Marseille, le protocole de préfiguration du NPNRU et le plan initiative copropriétés qui vise à renforcer et compléter les outils existants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient sur les grandes copropriétés jugées prioritaires au regard de dysfonctionnements majeurs de gestion, de la dégradation du bâti et des problématiques sociales importantes. Cette intervention relève de deux modes opératoires : soit une maîtrise foncière en vue d'une démolition lorsque la situation s'avère irrécupérable – il s'agit alors d'opération d'aménagement confiée à un concessionnaire –, soit un accompagnement renforcé des syndicats et syndicats, incluant des expertises et des aides aux travaux et au redressement de la gestion.

Une opération d'investissement « Travaux copropriétés dégradées » a été créée pour ce deuxième type d'actions. Elle permet de financer l'engagement d'expertises pré-opérationnelles, la mise en œuvre d'outils d'animation en fonction des orientations des expertises (coût d'une équipe sur 2 ans pour l'élaboration des plans de sauvegarde et sur 5 ans pour leur mise en œuvre...), les aides financières pour la réalisation des programmes de travaux d'urgence, en complément de celles des autres partenaires.

Pour mener à bien l'ensemble des expertises et prestations d'ingénierie dont la Métropole est maître d'ouvrage, et pour aider financièrement les copropriétés dans leur démarche de redressement pérenne, il convient de réviser l'enveloppe initialement allouée. Aujourd'hui cette opération d'investissement correspond :

- à l'intervention sur 17 grandes copropriétés dégradées marseillaises dont les programmes sur 11 d'entre elles nécessitent d'être réévalués pour tenir compte de l'avancée des plans d'action (Plombière, Bel Horizon, Corot, Kallisté, Bellevue, Maison Blanche, Mail-Les gardians, La Maurelette, Consolat, Les Rosiers, Est Marseillais),
- à l'engagement d'une action sur la copropriété Florida Parc à Marignane,
- à la capacité à participer au portage de 570 lots en tant que copropriétaire transitoire.

Le coût HT de l'ingénierie de l'ensemble des dispositifs est éligible aux subventions de l'Anah ; les quotes-parts de travaux sur parties communes des lots en portage le sont aussi.

L'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées » inscrite au budget pour un montant de 8 628 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161092BP du programme 09, doit être révisée à hauteur de 10 815 260 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 19 443 260 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 - Travaux copropriétés dégradées » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux copropriétés dégradées » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 Travaux copropriétés dégradées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-013/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000100 PPA - Volet Habitat

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19147/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000100 « PPA Volet Habitat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'une stratégie territoriale de lutte contre d'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie vise le traitement de l'habitat privé des quartiers et centres anciens, ainsi que l'intervention sur les grandes copropriétés des années 60-70.

L'intervention sur le centre-ville de Marseille fait l'objet d'un cadre renforcé qui a donné lieu à la signature en 2019 d'un contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) pour accroître l'efficacité de l'action des acteurs publics et privés, et permettre l'innovation. Le périmètre du PPA couvre 1000 hectares du grand centre-ville. Ce contrat, qui permet de partager la gouvernance des opérations, s'articule avec le protocole de préfiguration du NPNRU et le plan initiative copropriétés pour optimiser les modes de financements de l'ingénierie, des travaux et des déficits d'aménagement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient prioritairement sur les quartiers anciens où la dégradation du bâti et les problématiques sociales sont importantes. Cette intervention nécessite des études préopérationnelles permettant de définir les outils à mettre en œuvre pour pallier les dysfonctionnements, et programmer les opérations d'accompagnement ou de renouvellement urbain requises pour un traitement d'ensemble pérenne.

Au sein du PPA ont été identifiés quatre secteurs constituant une première phase d'interventions prioritaires en renouvellement urbain et en requalification de l'habitat privé : Noailles-Ventre, Noailles-Delacroix, Belle de Mai, Euromed-Villette-Saint Lazare.

Une opération d'investissement « PPA – Volet Habitat – Etudes préopérationnelles phase 1 » a été créée pour financer l'ingénierie nécessaire au calibrage et à l'engagement des opérations d'amélioration, de restauration ou de restructuration de l'habitat privé ancien.

Aujourd'hui les cahiers des charges des études habitat sur Belle de Mai, Noailles, Euromed-Villette Saint Lazare, Belsunce, d'une part et d'autre part des études de conception urbaine et techniques sur Noailles, ont été rédigés de manière coordonnée et ont été chiffrés en vue du lancement des consultations en 2021.

L'enveloppe initiale prévisionnelle doit être révisée en conséquence.

Dans le cadre du PPA, le coût HT de l'ingénierie est éligible à des subventions, notamment de l'Anah.

L'opération d'investissement n°2020000100 « PPA – Volet Habitat » inscrite au budget pour un montant de 1 534 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 200092BP du programme 09, doit être révisée à hauteur de 3 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 534 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000100 « PPA Volet Habitat » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000100 « PPA Volet Habitat » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000100 PPA Volet Habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-014/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention relative à l'instruction et au suivi des opérations subventionnées en investissement par la Ville de Marseille dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2022
DPV 21/19137/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°15/0500/UAGP du 29 juin 2015, la Ville de Marseille a adopté le Contrat de Ville Intercommunal pour la période de 2015 à 2020 qui est le cadre de la politique contractuelle en direction des quartiers les plus en difficultés et porteurs de caractéristiques et de dynamiques urbaines et sociales très diverses.

Le Contrat de Ville cible la nouvelle géographie de la Politique de la Ville définie par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 soit trente-cinq quartiers prioritaires pour Marseille et trente-huit à l'échelle de Marseille Provence Métropole.

Il définit le projet urbain et social qui vise à une meilleure intégration des quartiers prioritaires dans le fonctionnement urbain social et économique de l'agglomération, réduisant ainsi les écarts de développement et les situations d'exclusion.

A la suite de la dissolution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Politique de la Ville et du transfert des compétences à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Métropole ont conclu une convention n°17/0655 approuvée par délibérations n°DEVT 001-2206/17/BM du 13 juillet 2017 du Bureau de la

Métropole et 17/1798 UAGP du 26 juin 2017 du Conseil Municipal confiant à la Métropole la gestion globale des opérations

D'investissement financées par la Ville dans le cadre de l'appel à projets annuel politique de la ville lancée par la Métropole en lien avec les partenaires financeurs.

Dans ce cadre, la Ville de Marseille alloue chaque année une enveloppe de crédits d'1,4 millions d'euros pour les projets d'investissement visant à soutenir les associations et les bailleurs sociaux dans l'aménagement d'espaces extérieurs, l'aménagement ou l'équipement de locaux de proximité. Ces projets viennent accompagner les porteurs dans la réalisation des actions de fonctionnement et permettent d'améliorer l'accueil des publics et le cadre de vie. C'est en moyenne 80 dossiers déposés par an qui sont instruits et une quarantaine de projets délibérés en Conseil Municipal.

Cette convention a pris fin au 31 décembre 2020. Initialement, cette date coïncidait avec la fin du contrat de ville. Celui-ci a été prolongé en 2019 jusqu'à fin 2022 par avenant approuvé par la Métropole et la Ville de Marseille respectivement le 26 septembre 2019 par délibération n° DEVT 016-6664/19/BM et le 16 septembre 2019 par délibération n°19/0951/UAGP.

Il paraît opportun de renouveler la convention de gestion des investissements politique de la ville financées par la Ville de Marseille jusqu'à la fin du contrat en ville au 31 décembre 2022 afin d'assurer une continuité cohérente dans le suivi de ces projets et de préciser les modalités d'application.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi de finances du 28 décembre 2018 qui prolonge la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération n°DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant au contrat de la Ville ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20CM du 31/07/2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il convient de renouveler la convention relative à l'instruction et au suivi des opérations subventionnées en investissement par la Ville de Marseille dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2022.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée passée par La Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ladite convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-015/21/CT

■ CT1 - Approbation des modifications sur la délibération du 15 décembre 2020 N° HPV 018-187/20/CT relative au report du versement des soldes des subventions 2019 du Contrat de ville en raison de la crise sanitaire du COVID 19 DPV 21/19177/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 10 septembre 2018 au 12 octobre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 8 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre

communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Par délibérations du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT et n° VU 058-717/19/CT relatives à l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, la Métropole a approuvé une programmation correspondant au vote de 491 actions pour un total de 3 431 790 euros.

Les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros auraient dû transmettre à la Métropole un bilan qualitatif et un compte-rendu financier de l'action avant le 30 septembre 2020 pour les actions programmées sur l'année scolaire 2019/2020, afin de recevoir le solde de 65% du montant de leur subvention.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités ou reporter des projets et des interventions. Conscients que les associations font face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire, les partenaires du Contrat de Ville que sont la Métropole, l'Etat et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ont souhaité se rapprocher de l'ensemble des porteurs de projet afin de prendre en compte leur situation spécifique et d'étudier les mesures liées au versement des subventions au cas par cas, en application de la circulaire du Premier Ministre du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions publiques.

Au regard des réponses transmises, les associations ci-dessous ont été dans l'incapacité de finaliser leurs actions en raison des incidences de la crise sanitaire et demandent une prolongation de leur action jusqu'à la fin du premier semestre 2021 :

- Emmaus Connect - Fondateur Abbé Pierre
- 118 Bis Astronef
- Association pour la Concertation et les Actions de Développement Local
- Massabielle (La source)
- Théâtre de la Mer
- Association 3 2 1
- Nini Cabaret
- Cinéma du Sud Tilt
- Léo Lagrange
- Les Francas
- Edusport
- Ecole des parents et Educateurs
- Association SIMONE
- Comité d'Animation et d'Intérêt du Relais Nature de Saint Joseph (CAIRN)

● Pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 30 septembre 2021. La liste de ces bénéficiaires figure en annexe 1.

● Pour les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et de reporter par voie d'avenant aux conventions initiales le versement du solde à la remise d'un bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action avant le 30 septembre 2021.

Cela représente un montant de 36 400 euros détaillé dans les tableaux en annexes.

Suite à une erreur matérielle, il est proposé d'accepter l'annulation et le remplacement de la délibération du 15 décembre 2020 N° HPV 018-187/20/CT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 n° FBPA 053-9155/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020 n° FBPA 029-8299/20/ CM portant sur le règlement budgétaire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT relative à l'approbation de la première série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence n° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose de reporter le versement du solde des subventions du contrat de ville issues de l'appel à projets 2019 pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19.

DELIBERE

Article 1 :

La délibération du 15 décembre 2020 N° HPV 018-187/20/CT est annulée par suite d'erreur matérielle.

Article 2 :

Est approuvée la prolongation de la durée initiale des projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 30 septembre 2021 pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros tel que présenté en annexe 1 sur le tableau ci-joint.

Article 3 :

Sont approuvés la prolongation de la durée initiale des projets ainsi que le report du versement des soldes de subvention pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 décrites en annexe 2 et dont les montants figurent dans la colonne Montant solde de la subvention Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4:

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 5 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 4, précisant la modification de la durée des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 6 :

Est autorisé le versement d'un solde de 65 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019 de l'appel à projets, soit 36 400 euros TTC, sont inscrits au budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 8 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-016/21/CT

■ **CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille - Approbation des conventions fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées par la ville de Marseille au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes**

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19194/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille - Approbation des conventions fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées par la ville de Marseille au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le GIP Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR HLM) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution du GIP a pris effet au 31 décembre 2019.

La dissolution du GIP entraînant sa liquidation, la personnalité morale du groupement subsiste uniquement pour les besoins de sa liquidation, c'est-à-dire, pour la réalisation des éléments d'actif et l'apurement du passif tels qu'ils figurent au bilan de clôture avant la liquidation.

Ainsi, la période de liquidation n'ayant pas pour objet de permettre l'engagement de nouvelles dépenses entrant dans l'objet du GIP, l'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics d'opérations relevant des programmes nationaux de renouvellement urbain prévues par les conventions PNRU et par le protocole de préfiguration NPNRU ainsi que les missions d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage du groupement ne pouvaient donc plus être assurées par le GIP après le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP.

La reprise de ces activités nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

En effet, au titre de ces engagements, le GIP MRU était bénéficiaire de subventions municipales, départementales et régionales et ce dans le cadre de conventions de financement définissant sa participation à la mutualisation des financements publics et ses missions d'ingénierie.

Aussi, des conventions doivent donc être conclues entre ces partenaires financeurs, le GIP MRU et la Métropole pour déterminer les modalités de reprise de ces engagements et du transfert de ces subventions au profit de la Métropole.

Le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des participations de la ville de Marseille est organisé dans le cadre de trois conventions de transfert distinctes.

- Une convention de transfert relative aux 9 Programmes de Renouvellement Urbain suivants :
 - « PRU FLAMANTS IRIS »
 - « PRU SAINT JOSEPH »
 - « PRU SAINT PAUL »
 - « PRU SAINT MAURONT »
 - « PRU CENTRE NORD »
 - « PRU SOUDE HAUTS DE MAZARGUES »
 - « PRU VALLON DE MALPASSE »
 - « PRU SAINT BARTHELEMY »
 - « PRU ANRU ISOLE RUISSEAU MIRABEAU »
- Une convention de transfert relative aux 5 Programmes de Renouvellement Urbain des XVème et XVIème arrondissements de Marseille :
 - « PRU PLAN D'AOU SAINT ANTOINE LA VISTE »
 - « PRU LA SAVINE »
 - « PRU NOTRE DAME LIMITE SOLIDARITE »
 - « PRU PLAN D'AOU AVENANT LA VISTE / PROJET DE LA VISTE »
 - « PRU NOTRE DAME LIMITE KALLISTE »
- Une convention de transfert relative aux opérations du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Afin d'assurer une continuité dans le suivi des conventions initiales et de leurs avenants passés entre la Ville de Marseille et le GIP MRU, chaque convention de transfert vaudra avenant aux conventions initiales qu'elle regroupe.

En matière de suivi, des revues de projets seront organisées afin d'une part, de s'assurer que les opérations de programme de rénovation urbaine soient menées à leur terme et d'autre part, de mesurer l'avancement des opérations du protocole de préfiguration du NPNRU.

En complément, la Ville de Marseille a approuvé par délibération n°20/0738/EFAG le principe de l'intégration d'une clause de gouvernance partagée dans le cadre du protocole de préfiguration NPNRU portant sur la création d'un comité de pilotage tripartite (Etat, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de Marseille) et ouvert aux maires de secteur selon les sujets suite à la dissolution du GIP MRU.

Le montant des soldes de subventions municipales transférés à la Métropole est de 15.311.840,09 €, solde auquel il convient d'ajouter les subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole pour un montant de 1.813.054,26 €.

Ce montant, fixé en annexe des conventions de transferts, se répartit comme suit :

- Pour les 9 Programmes de Renouvellement Urbain,

PRU	Montant à transférer à la Métropole	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole
Flamants Iris	479 149,13	5 319,21
Saint Joseph	388 168,04	16 823,45
Saint Paul	11 526,14	0,00
Saint Mauront	983 642,58	180 432,20
Centre Nord	1 383 780,24	389 071,50
Soude Hauts de Mazargues	938 675,84	125 826,39
Vallon de Malpassé	3 067 415,71	330 206,90
Saint Barthélémy	1 800 571,72	3 683,43
ANRU isolé Ruisseau Mirabeau	335 736,73	0,00
Total	9 388 666,13	1 051 363,08

- Pour les 5 Programmes de Renouvellement Urbain des XVème et XVIème arrondissements de Marseille,

PRU	Montant à transférer à la Métropole	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole
Plan d'Aou Saint Antoine la Viste	1 471 925,34	510 900,96
La Savine	1 309 624,89	199 141,02
Notre Dame Limite Solidarité	425 851,24	35 085,00
Plan d'Aou avenant la Viste	76 430,51	11 449,50
Notre Dame Limite kalliste	119 375,68	0,00

Total	3 403 207,66	756 576,48
--------------	---------------------	-------------------

- Pour les opérations du protocole de préfiguration du NPNRU.

	Montant à transférer à la Métropole	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole
Total	2 519 966,30	5 114,70

Il convient donc aujourd'hui d'approuver le transfert à la Métropole de ces engagements et des subventions municipales ainsi que les trois conventions permettant d'en assurer la mise en œuvre.

Ces conventions ont pour objet de fixer les modalités de transfert et de règlement à la Métropole des subventions municipales octroyées par la ville de Marseille au GIP MRU dans le cadre des Programmes de Renovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) sur Marseille.

Il est ainsi prévu que la Métropole percevra des subventions municipales :

- en sa qualité de maître d'ouvrage, y compris pour les missions d'ingénieries qu'elle exerce désormais dans le cadre de ces opérations de PRU et NPNRU sur la Ville de Marseille ;
- et en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics pour ces opérations de PRU et NPNRU. A ce titre, la Métropole sera chargée d'instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, de transmettre ces demandes à la Ville de Marseille, qui liquidera et versera à la Métropole le montant de la subvention municipale. La Métropole reversera alors aux différents maîtres d'ouvrages les subventions municipales ainsi perçues. Les modalités de ces reversements de subventions seront néanmoins définies dans des conventions spécifiques à conclure avec chaque maître d'ouvrages concerné.

Le GIP MRU, quant à lui, percevra les subventions municipales pour les opérations qui étaient placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles les dépenses ont été engagées avant le 31 décembre 2019, date de sa dissolution. Il sera en outre chargé d'assurer la finalisation de l'instruction et le reversement des subventions municipales appelées auprès de lui par les différents maîtres d'ouvrages avant le 31 décembre 2019.

Il est précisé que le transfert des subventions départementales a été validé par décision de la Présidente de la Métropole n° 20/424/D du 29 mai 2020 et que la convention de transfert est exécutoire depuis le 14 décembre 2020.

Une démarche de transfert identique est engagée avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et a fait l'objet d'une délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° 20-766 du 17 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille - Approbation des conventions fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées par la ville de Marseille au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissout au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et NPNRU ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille - Approbation des conventions fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées par la ville de Marseille au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagé sur la ville de Marseille - Approbation des conventions fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées par la ville de Marseille au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-017/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19195/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le GIP Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR HLM) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution du GIP a pris effet au 31 décembre 2019.

La dissolution du GIP entraînant sa liquidation, la personnalité morale du groupement subsiste uniquement pour les besoins de sa liquidation, c'est-à-dire, pour la réalisation des éléments d'actif et l'apurement du passif tels qu'ils figurent au bilan de clôture avant la liquidation.

Ainsi, la période de liquidation n'ayant pas pour objet de permettre l'engagement de nouvelles dépenses entrant dans l'objet du GIP, l'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics d'opérations relevant des programmes nationaux de renouvellement urbain prévues par les conventions PNRU et par le protocole de préfiguration NPNRU ainsi que les missions d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage du groupement ne pouvaient donc plus être assurées par le GIP après le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP.

La reprise de ces activités nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

En effet, au titre de ces engagements, le GIP était bénéficiaire de subventions municipales, départementales et régionales et ce dans le cadre de conventions de financement définissant sa participation à la mutualisation des financements publics et ses missions d'ingénierie.

Aussi, des conventions doivent donc être conclues entre ces partenaires financeurs et la Métropole pour déterminer les modalités de reprise de ces engagements et du transfert de ces subventions au profit de la Métropole.

Par délibération n°20-766 du 17 décembre 2020, la commission permanente du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a approuvé les termes de la convention cadre entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux modalités de transfert et de versement à la Métropole Aix-Marseille-Provence des subventions régionales octroyées au Groupement d'intérêt public Marseille rénovation urbaine dans le cadre des programmes de rénovation urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille.

Le montant des subventions et soldes de subventions transférés à la Métropole est de 12.742.341,04 €, solde auquel il convient d'ajouter les subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole pour un montant de 441.026,06 €.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver le transfert à la Métropole de ces engagements et des subventions régionales ainsi que la convention permettant d'en assurer la mise en œuvre.

Dans le cadre de cette convention, il est ainsi prévu que la Métropole percevra des subventions régionales :

- en sa qualité de maître d'ouvrage, y compris pour les missions d'ingénieries qu'elle exerce désormais dans le cadre de ces opérations de PRU et NPNRU sur la Ville de Marseille ;
- et en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics pour ces opérations de PRU et NPNRU. A ce titre, la Métropole sera chargée d'instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, de transmettre ces demandes à la Région, qui liquidera et versera à la Métropole le montant de la subvention régionale. La Métropole reversera alors aux différents maîtres d'ouvrages les subventions régionales ainsi perçues. Les modalités de ces reversements de subventions seront néanmoins définies dans des conventions spécifiques à conclure avec chaque maître d'ouvrages concerné.

Afin de garantir le transfert de l'ensemble des subventions sur les opérations transférées, les demandes de versement non effectuées par le GIP MRU avant le 31 décembre 2019 ainsi que les demandes de versements effectuées mais non réglées par la Région doivent être régularisées.

A cet effet, la Région autorise la Métropole, d'une part pour les subventions régionales appelées par les différents maîtres d'ouvrages auprès du GIP MRU avant le 31 décembre 2019 et les subventions régionales afférentes aux dépenses engagées par le GIP MRU avant le 31 décembre 2019 en sa qualité de maître d'ouvrage, mais non appelées par le GIP MRU auprès de la Région avant cette date, et d'autre part pour les subventions régionales afférentes aux dépenses engagées par le GIP MRU avant le 31 décembre 2019 en sa qualité de maître d'ouvrage, appelées par le GIP MRU mais n'ayant pu être versées en intégralité par la Région en application de son règlement financier à produire à l'appui de ses demandes de versement de subventions des justificatifs de dépenses attestés par le GIP MRU et à percevoir ces subventions, à reverser au GIP MRU les subventions régionales ainsi perçues et afférentes aux dépenses engagées par le GIP MRU en sa qualité de maître d'ouvrage avant le 31 décembre 2019 et à récupérer auprès du GIP MRU la part des subventions régionales qui lui a été versée et non utilisée par ce dernier pour les opérations faisant l'objet du transfert.

Les modalités de gestion des subventions régionales, à convenir entre la Métropole et le GIP MRU et découlant de l'application de la présente convention de transfert, feront l'objet d'une délibération et d'une convention spécifique à conclure entre la Métropole et le GIP MRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissout au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et NPNRU ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation de la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-018/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Air-Bel à Marseille - Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage**

Avis du Conseil de Territoire

DHPV 21/19212/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Air-Bel à Marseille-Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation de ses orientations lors du comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe depuis juin 2019 une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Suite à la crise sanitaire apparue au premier trimestre 2020, le budget participatif de fonctionnement s'inscrit dans une double stratégie de transition écologique et de solidarité identifiée clairement dans le cadre de l'exercice de prospective de la Métropole des Possibles :

- le Plan de Relance et Renouveau « AMP 2R » adopté par la Métropole le 31 juillet 2020
- la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2020-2022 adopté par la Métropole le 19 novembre 2020.

Ces deux dispositifs laissent une place prépondérante à la construction d'une politique de développement durable intégrant les problématiques de solidarité et d'inclusion travaillée avec les habitants – citoyens.

Le budget participatif de fonctionnement 2021 confère un caractère opérationnel à des enjeux portés de longue date par les dispositifs de la Politique de la Ville. Il représente l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics sur des sujets que la crise sanitaire a placé au premier plan.

Les habitants deviennent ainsi acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la philosophie du soutien aux actions citoyennes inscrite dans le Contrat de Ville 2015 – 2022. Les actions portant sur le cadre de vie, la réussite éducative, l'insertion, la santé rejoignent les préoccupations en terme du mieux vivre et du prendre soin, ouvrant parfois vers de nouvelles activités professionnelles. De nombreuses ressources sont ici réunies pour assurer une transition environnementale des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), modèle pour d'autres territoires de la métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 2021 prend la forme d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur le thème de la transition écologique et la qualité de vie dans les QPV, ouverte à tous les acteurs associatifs intéressés, pour travailler leurs propositions d'actions sur la base des besoins et des orientations définis par les habitants.

Pour l'année 2021, cette nouvelle phase d'expérimentation du budget participatif est située sur le quartier prioritaire d'Air-Bel sur la commune de Marseille (13011), territoire bénéficiant également d'un programme de rénovation urbaine.

Les habitants participeront à chaque étape-clé de l'opération, à savoir :

- Phase 1 : La définition et l'analyse des besoins formulés par les citoyens ;
- Phase 2 : La définition des objectifs territoriaux à atteindre ;
- Phase 3 : La hiérarchisation des priorités ;
- Phase 4 : La restitution de ces derniers éléments auprès des opérateurs ayant manifesté le souhait de s'inscrire dans cette démarche via l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) ;
- Phase 5 : Le choix des projets à mettre en œuvre ;
- Phase 6 : Le suivi de la réalisation et des impacts des projets sur le territoire en fin d'année

Les phases 1 à 4 et 6 se dérouleront sous la forme d'ateliers en présentiel, si les conditions sanitaires le permettent. En fonction du contexte et des mesures liées au COVID-19, elles pourront se tenir en distanciel.

La phase 5 de sélection des projets se déroulera sur l'espace public, durant une journée, à l'aide d'un système de vote pour les projets qui seront présentés sur des panneaux A0, selon des modalités identiques à l'expérimentation menée en 2019. En fonction de contexte sanitaire, ces modalités de sélection des projets pourront être organisées en ligne.

L'AMI sera ouvert aux opérateurs associatifs ou à but non lucratif à jour de leurs déclarations et disposant d'un numéro SIRET. En faisant acte de candidature, et en cas de dépôt d'un projet, ces derniers s'engageront, à l'issue des rencontres avec les habitants permettant de déterminer leurs attentes, à :

- proposer un projet s'inscrivant dans la thématique générale de l'AMI, à savoir la transition écologique et la qualité de vie dans les QPV, et répondant aux besoins des habitants ainsi identifiés,
- proposer un projet en fonctionnement et non en investissement,
- proposer un projet qui se déroulera sur 2021,
- proposer un projet pour lequel l'éventuelle subvention qui sera accordée ne se substituera pas au droit commun,
- proposer un projet dont les bénéficiaires seront les habitants du QPV d'Air Bel.

Les opérateurs intéressés pourront faire acte de candidature sur la plateforme d'innovation de la Métropole AMP : <https://innovation.ampmetropole.fr/4-les-appels-a-innovation.htm> grâce à un formulaire de candidature simplifié à compléter en ligne. Ce formulaire comportera les principales informations de la structure candidate (dénomination, statut juridique, n°SIRET, nom du représentant légal, nom du référent pour l'action, coordonnées, objet de la structure). Le formulaire reprendra l'ensemble des engagements définis ci-dessus et devra être signé par le représentant légal de la structure candidate.

L'AMI sera ouvert à partir du 15 Mars 2021 jusqu'au 21 Mars 2021 à minuit. L'ensemble des candidats seront ensuite informés par voie de messagerie du temps de rencontre entre habitants et opérateurs qui se tiendra la semaine du 22 mars (date à préciser en lien avec les habitants).

A l'issue de cette phase, les candidats disposeront jusqu'au 25 avril à minuit pour déposer leur proposition de projet sur la plateforme de la Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence : <http://www.polvillemarseille.fr/> Leur dossier devra contenir un dossier de demande de subvention, leurs pièces administratives ainsi qu'une note d'opportunité.

La sélection des projets par les habitants (phase 6) sera organisée au mois de Mai, en fonction des conditions sanitaires de la période et selon les échanges avec les habitants.

Cette démarche inédite en France sur le plan de l'ingénierie technique sera placée sous la responsabilité d'un Comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Monsieur le Vice-président de la Métropole, délégué à la Politique de la Ville, Président du COPIL
- Monsieur le Vice-président du Conseil de Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville
- Monsieur le Maire du 11^{ème} arrondissement de Marseille, ou son représentant,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Un représentant des services de l'Etat
- Deux représentants du conseil citoyen du territoire concerné
- Deux habitants du quartier prioritaire, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de candidatures multiples.

Le Comité de pilotage se réunira durant l'expérimentation sur convocation du Vice-président de la Métropole délégué à la Politique de la Ville, et aura pour objet successivement :

- La validation des projets retenus par les habitants et de leurs plans de financement,
- L'examen du bilan de cette expérimentation.

Le budget global alloué à cette expérimentation est de 95 000 euros sur l'année 2021.

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés dans le cadre du budget participatif sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Air-bel à Marseille-Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Air-Bel à Marseille - Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Air-Bel à Marseille - Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture"

DDEBA 001-019/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'association Centre d'Information sur le Bruit CidB pour 2021 sur le Territoire Marseille-Provence dans le cadre de l'adhésion métropolitaine 2021 au Club déciBel Ville
DEE 21/18848/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille-Provence, compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre, a la charge de l'évaluation et de la gestion du bruit dans l'environnement à savoir, la cartographie du bruit et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), réglementairement exigibles.

Sur le Territoire Marseille-Provence, la cartographie actualisée du bruit a été approuvée par le Conseil du 26 juin 2018.

Par suite, le Plan de Prévention associé, préalablement validé par les acteurs du Territoire et soumis à consultation publique réglementaire de 2 mois (1^{er} janvier 2019 - 28 février 2019), a été approuvé en Conseil de Territoire du 24 septembre 2019.

Conformément aux actions inscrites dans son PPBE, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a la volonté de compléter la réalisation obligatoire des documents suscités et de la valoriser au sein d'une démarche cohérente de bonnes pratiques en faveur de la qualité de l'environnement sonore par l'organisation d'événements de sensibilisation et de communication dans les communes de son territoire.

Pour faciliter la mise en œuvre d'actions en faveur d'une meilleure qualité de l'environnement sonore sur son territoire, Marseille-Provence s'est vu proposer l'expertise et l'accompagnement du Centre d'Information sur le Bruit (CidB).

Association reconnue d'utilité publique vouée à la promotion de la qualité de l'environnement sonore, le CidB a pour principales missions d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore. Le CidB est l'interlocuteur privilégié du grand public et de nombreux organismes publics ou privés intervenant dans le domaine de la gestion de l'environnement sonore. De par ses missions et son statut d'entité d'utilité publique, le CidB propose depuis plus de trente ans, un soutien aux collectivités qui veulent sensibiliser leur population au bruit et à ses effets, à travers des expositions, des réunions-débats ou par de la sensibilisation auprès du jeune public.

Dans le cadre de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club déciBel Ville pour l'exercice 2021, le CidB, qui anime le Club, propose d'assurer des campagnes de sensibilisation auprès de la population, et plus particulièrement le jeune public.

Cette action permettra au CidB d'étendre un peu plus ses missions d'information et de sensibilisation sur le territoire national, de déployer ses outils de sensibilisation destinés à divers publics sur la thématique du bruit et, le cas échéant, de les adapter voire de les améliorer.

La démarche initiée en 2019, se poursuivra en 2021 dans une des communes du Territoire, en vue, à terme, d'un déploiement sur l'ensemble du périmètre de Marseille-Provence.

La sensibilisation proposée pour 2021 est adaptée au public-cible.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Il s'agit d'une action de sensibilisation à destination du jeune public (écoliers) en milieu scolaire visant à les sensibiliser aux dangers du bruit sur la santé et adapter leurs comportements, et à s'assurer de la bonne intégration par les écoliers de l'information transmise (ex : seconde intervention par le CidB).

Pour l'organisation de l'évènement, la commune et/ou les établissements concernés mettront à disposition du CidB un local ainsi que la logistique adaptée à l'évènement et au nombre de personnes attendues : tables, chaises, vidéo-projecteur, pupitre ou équivalent pour les animateurs, ...

Les réflexions initiées pour la mise en place de cette action aboutiront à l'organisation de l'évènement durant l'année 2021 en fonction des disponibilités des principaux acteurs visés (enseignants essentiellement).

A partir des réflexions initiées préalablement, la mise en œuvre de cette action de sensibilisation tiendra compte du retour d'expérience associé en vue d'un éventuel déploiement à d'autres communes du Territoire Marseille-Provence.

Pour cette action de sensibilisation il est proposé de verser à l'association CidB une subvention d'un montant de 7 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029/8289/20/CM du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053/9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;
- La délibération VECO 012-533/19/CT du 24 septembre 2019 portant approbation du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement pour le Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place une action de sensibilisation sur le Bruit dans les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence pour renforcer la mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement et poursuivre les actions de sensibilisation initiées sur le Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Centre d'Information sur le Bruit (CidB) d'un montant de 7000 euros pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 établie entre le Conseil de Territoire Marseille-Provence et l'association CidB, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire (EST) 2021 du Territoire Marseille-Provence : Section de Fonctionnement - Sous-Politique G310 - Nature 65748 - Fonction 78.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 002-020/21/CT

■ **CT1 - ECOQUARTIER PARC DES CALANQUES : Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'association Théâtre du Centaure pour l'année 2021**

DEE 21/19095/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouvellement Urbain des « Hauts de Mazargues » située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou. La Métropole pilote cet EcoQuartier depuis 2017.

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire Marseille Provence à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

La démarche EcoQuartier permet, en premier lieu, de développer des actions sur les thématiques du développement durable mais elle permet également de poursuivre et développer les dynamiques générées par l'opération de renouvellement urbain et à maintenir une attention sur ces quartiers qui ont bénéficié d'investissements publics importants mais qui restent tendus et fragiles.

En complément du pilotage de la démarche EcoQuartier, le Territoire Marseille Provence souhaite soutenir des associations dont les actions bénéficient aux habitants de l'EcoQuartier et concourent à l'atteinte des objectifs du label.

Le soutien de ces associations permet également d'inscrire ces projets dans le temps.

Le théâtre du Centaure, compagnie de renommée internationale, s'est installé dans l'EcoQuartier en 2017.

Depuis son arrivée et en complément de ses œuvres artistiques, il porte un véritable projet de territoire basé sur la connexion à la nature et le « vivre ensemble » participant ainsi aux engagements n°7 « Mettre en œuvre les conditions du vivre ensemble et de la solidarité » et n°20 « Préserver et valoriser, la biodiversité, les sols et les milieux naturels » du label national.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le projet du théâtre pour le périmètre de l'EcoQuartier se nomme « Un Verger d'Utopies ».
Il comporte plusieurs volets :

1. Mise en place d'attelages écocitoyens qui participent au récit collectif du territoire, et une BiblioCalèche pour transporter à cheval des rêves de livres réalisés par les enfants,

2. Animation d'un jardin pédagogique en permaculture.
Il abrite aujourd'hui plus de 350 espèces vivaces. Ce jardin a été réalisé avec les habitants et pour les habitants lors d'ateliers réguliers, chantiers et formations. Il a vocation à s'étendre au-delà du Théâtre du Centaure, en partenariat avec les acteurs sociaux et éducatifs, rassemblant des habitants de tous âges et de toutes origines. Un verger pour construire notre citoyenneté et notre vivre ensemble.

3. Organisation et animation de la Cérémonie du Vergers d'utopies, prévue pour février 2021.
La nature est célébrée comme une œuvre artistique ; une programmation artistique annuelle au gré de la floraison des amandiers.

Le budget **prévisionnel** de l'association pour 2021 s'élève à 372 428,19 €. Le soutien de la Métropole via le Territoire Marseille Provence sera de 5 000 € soit 1,3 % du budget total de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération FPBA N°029 -8289/20/CM du 31 Juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 053/9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille-Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le travail de cette association favorise le « vivre-ensemble » entre les habitants des Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville et les populations environnantes ;
- Que les actions portées par l'association maintiennent ou renforcent les dynamiques engagées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain et permettent de continuer à suivre des quartiers qui ont bénéficié d'investissements publics importants ;
- Que le projet de l'association répond pleinement aux engagements n°7 et 20 du label national EcoQuartier.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros au Théâtre de Centaure pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 établie entre le Conseil de Territoire Marseille-Provence et le Théâtre du Centaure, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire « Marseille-Provence »

Fonctionnement : 5 000 euros - sous-politique G610 - Nature 65748 - Fonction 71

Crédits de paiements 2021 : versement unique et en intégralité selon Règlement budgétaire et Financier.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-021/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot n°24 partiel au profit de la SAS CORDERIE située au sein de la Zone Artisanale Concertée les Florides sur la commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 21/19072/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot n° 24 partiel au profit de la SAS CORDERIE située au sein de la Zone Artisanale Concertée les Florides sur la commune de Marignane » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 30 mars 2006 et du 09 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence et poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Afin de mettre en œuvre sa politique de développement économique et d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot numéro 24 partiel issu des parcelles cadastrées Section Z207P2, Z265, Z266, Z268, Z292 d'une surface totale d'environ 8 679 m² à la société SAS LA CORDERIE pour un montant global de 581 493 euros hors taxes.

L'acquéreur doit y réaliser un bâtiment d'environ 4 000 m² de SDP dont environ 300 m² de bureaux et locaux sociaux et environ 3 700 m² de surface d'exploitation.

La délibération n° URB 004-6588/19/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 a approuvé le protocole foncier qui formalisait cet accord et prévoyait que la signature de l'acte authentique devrait intervenir 18 mois plus tard.

Cependant, afin que la SAS CORDERIE puisse finaliser d'une part son dossier de financement bancaire pour lequel un accord verbal a été reçu et un passage en Commission effectué et d'autre part de définir et créer juridiquement la structure qui portera le projet immobilier, il convient d'établir un avenant au protocole foncier visant à proroger de six mois la date butoir de réitération de l'acte authentique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avenant au protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot n° 24 partiel au profit de la SAS CORDERIE située au sein de la Zone Artisanale Concertée les Florides sur la commune de Marignane ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 24 partiel dans la ZAC les Florides à Marignane doit permettre à la SAS Corderie de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication matériaux bi-composites ;
- Que l'approbation d'un avenant au protocole foncier initial prorogeant la validité de celui-ci permettra la finalisation du financement du projet.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot n°24 partiel au profit de la SAS CORDERIE située au sein de la Zone Artisanale Concertée les Florides sur la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-022/21/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée Z 276 constituant le lot n°18 sis au sein de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société BARJANE**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19083/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot n° 18 sis au sein de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société BARJANE » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 30 mars 2006 et du 09 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides, ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre une parcelle de terrain à bâtir cadastrée Z 276 constituant le lot 18 d'une surface totale de 36013 m² à la société BARJANE, qui a manifesté son intérêt pour cette acquisition.

La surface de plancher de l'opération envisagée par l'acquéreur sur le terrain viabilisé est inférieure ou égale à 7200 m² environ pour l'édification d'un projet lié à l'entreposage et la livraison de colis alimentaires et non alimentaires (projet porté par CHRONOPOST).

La constructibilité (surface de plancher globale maximale affectée au lot 18) est de 18 000 m² conformément aux termes du cahier des charges de cession de terrain.

La présente vente est consentie pour un montant de 3 601 300 euros (trois millions six cent un mille trois cents euros) hors taxes, à majorer du montant de la TVA sur marge, pour un terrain d'une surface de 36 013 m², conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054003T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 18 sis au sein de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société BARJANE ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession de la parcelle cadastrée Z 276 constituant le lot 18 de la ZAC des Florides à Marignane (13700) au bénéfice de la société BARJANE, permettra à cette société la réalisation d'un projet lié à l'entreposage et la livraison de colis alimentaires et non alimentaires (projet porté par CHRONOPOST).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux du lot n° 18 sis au sein de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société BARJANE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-023/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle BV0128 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues appartenant à la SCI LE POETE en vue de l'aménagement de la voie**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19087/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle BV0128 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues appartenant à la SCI Le POETE en vue de l'aménagement de la voie » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues (13220).

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir, moyennant le prix de 1 € hors taxe (un euro), l'emprise foncière impactée par ce projet d'une surface d'environ 8 m² à détacher de la parcelle cadastrée BV 0128 propriété de la SCI LE POETE et située boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues, conformément au plan joint à la présente.

Au terme des négociations entreprises à cette fin avec la SCI LE POETE, les parties se sont entendues sur un montant de 1 € (un euro).

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Un protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions et modalités de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13026000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avenant au protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle BV0128 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues appartenant à la SCI Le POETE en vue de l'aménagement de la voie ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SCI LE POETE d'une emprise d'environ 8 m² à détacher de la parcelle cadastrée BV 0128, permettra d'aménager le boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle BV0128 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues appartenant à la SCI Le POETE en vue de l'aménagement de la voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-024/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 128 m² à détacher de la parcelle CP0119 située chemin des Beugons à Marignane appartenant aux consorts LAUGIER en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/19088/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 128 m² à détacher de la parcelle CP0119 située chemin des Beugons à Marignane appartenant aux consorts LAUGIER en vue de son intégration

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En concertation avec la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à la régularisation d'une emprise de terrain d'environ 128 m², aménagée et affectée à usage de voirie, à détacher de la parcelle CP 0119 située chemin des Beugons à Marignane (13700).

Aussi, afin de régulariser la situation juridique dudit terrain en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain au terme des négociations entreprises à cette fin avec les consorts LAUGIER, les parties se sont entendues sur un montant de 20 480 euros auquel n'est pas applicable de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Un protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions et modalités de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13054000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- L'avenant au protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 128 m² à détacher de la parcelle CP0119 située chemin des Beugons à Marignane appartenant aux consorts LAUGIER en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des consorts LAUGIER d'une emprise d'environ 128 m², déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, à détacher de la parcelle cadastrée CP 0119, permettra de régulariser sa situation juridique et son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 128 m² à détacher de la parcelle CP0119 située chemin des

Beugons à Marignane appartenant aux consorts LAUGIER en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-025/21/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 819 m², nécessaire aux conduites d'eau potable sur une parcelle cadastrée 905N 1 appartenant aux Copropriétaires de la Cité saint Louis sise Chemin de Saint Louis au Rove dans le 15ème arrondissement de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19082/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 819 m², nécessaire aux conduites d'eau potable sur une parcelle cadastrée 905N 1 appartenant aux Copropriétaires de la Cité saint Louis sise Chemin de Saint Louis au Rove dans le 15ème arrondissement de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires de la Cité saint Louis, propriétaires, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 905 N n°1, en vue de régulariser la servitude liée à la présence des conduites d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires de la Cité saint Louis, représentés par Habitat Marseille Provence agissant en qualité de gestionnaire, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une superficie totale de 3 819 m², Chemin de saint Louis au Rove sur la

Commune de Marseille (13015), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien des conduites d'eau potable.

Les Copropriétaires de la Cité saint Louis, propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 819 m², nécessaire aux conduites d'eau potable sur une parcelle cadastrée 905N 1 appartenant aux Copropriétaires de la Cité saint Louis sise Chemin de Saint Louis au Rove dans le 15ème arrondissement de Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 3 819 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires de la Cité saint Louis sise Chemin de saint Louis au Rove dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 819 m², nécessaire aux conduites d'eau potable sur une parcelle cadastrée 905N 1 appartenant aux Copropriétaires de la Cité saint Louis sise Chemin de Saint Louis au Rove dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-026/21/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 590 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 844 OL 120 appartenant aux copropriétaires du Parc de la Sérane sise dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19084/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 1590 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 844 OL 120 appartenant aux copropriétaires du Parc de la Sérane sise dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des copropriétaires du Parc de la Sérane, propriétaires, sur la Commune de Marseille (13008) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 844 OL numéro 120, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les copropriétaires du Parc de la Sérane, représentés par le Cabinet THINOT agissant en qualité de gestionnaire, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visée au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 530 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1590 m², dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires du Parc de la Sérane, propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 590 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 844 OL 120 appartenant aux copropriétaires du Parc de la Sérane sise dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1 590 m², nécessaire au passage d' une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du Parc de la Sérane sise dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 590 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 844 OL 120 appartenant aux copropriétaires du Parc de la Sérane sise dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-027/21/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 345 appartenant à l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND sise rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule 13830

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19086/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 345 appartenant à l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND sise rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND, propriétaire, sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AE N n°345, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercices visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 25 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 75 m², rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND, propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 345 appartenant à l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND sise rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830) ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire au passage d' une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND sise rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule (13830), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AE 345 appartenant à l'indivision Robert-Pierre LAFOND / Colette LAFOND sise rue Henri Barbusse sur la Commune de Roquefort la Bédoule 13830.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-028/21/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 81 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AP 27 appartenant à Monsieur Patrice LEANDRI sise allée des Pins sur la Commune du Rove 13740

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19089/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 81 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AP 27 appartenant à Monsieur Patrice LEANDRI sise allée des Pins sur la Commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Patrice LEANDRI, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AP N n°27, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur Patrice LEANDRI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 27 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 81 m², Allée des Pins sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur Patrice LEANDRI, propriétaire a donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- . Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 81 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AP 27 appartenant à Monsieur Patrice LEANDRI sise allée des Pins sur la Commune du Rove (13740) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 81 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Patrice LEANDRI sise allée des Pins sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 81 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AP 27 appartenant à Monsieur Patrice LEANDRI sise allée des Pins sur la Commune du Rove (13740).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-029/21/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds au profit de la SA ENEDIS nécessaire à la création de deux canalisations souterraines sur trois parcelles 841OK0001-838OB0009-838OA0046 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sises dans le 8ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19090/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds au profit de la SA ENEDIS nécessaire à la création de deux canalisations souterraines sur trois parcelles 841OK0001 – 838OB0009 – 838 OA0046 appartenant

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

à la Métropole Aix-Marseille-Provence sises dans le 8^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, les travaux envisagés par la société ENEDIS doivent emprunter la propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence

C'est pourquoi la société ENEDIS, représentée par Le Directeur Régional ENEDIS Provence Alpes du Sud, Monsieur Cédric Boissier dûment habilité à cet effet, a entrepris des négociations auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire des parcelles cadastrées 841OK0001 – 838OB0009 – 838OA0046, pour entreprendre les démarches nécessaires à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds, sur la Commune de Marseille membre de la Métropole Aix Marseille Provence.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 792 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 2 376 m², dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille, afin de permettre à la société ENEDIS d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien du réseau électrique de distribution publique.

Les parties ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'une convention de constitution de servitude de passage demeurée annexée au présent rapport.

A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits de servitude consentis, ENEDIS s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié au propriétaire qui l'accepte, une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (20.00 €).

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds au profit de la SA ENEDIS nécessaire à la création de deux canalisations souterraines sur trois parcelles 841OK0001 – 838OB0009 – 838 OA0046 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sises dans le 8^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de consentir au profit de la société ENEDIS la servitude de passage en tréfonds de 2 376 m² permettant l'implantation en tréfonds de deux canalisations.
- Que Ladite constitution de servitude est nécessaire à l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique sis sur la Commune de Marseille, afin de permettre à la société ENEDIS d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude de passage en tréfonds au profit de la SA ENEDIS nécessaire à la création de deux canalisations souterraines sur trois parcelles 841OK0001 – 838OB0009 – 838 OA0046 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence sises dans le 8^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-030/21/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 468 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK 209 appartenant aux copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle sise sur la Commune de la Ciotat 13600**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19092/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 468 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK 209 appartenant aux copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle sise sur la Commune de la Ciotat (13600) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir la parcelle de terrain cadastrée AV 40, d'une emprise de 7 m² située 67 avenue de Lacanau 13700 Marignane, appartenant à Madame MANGIN et Monsieur DEJARDIN.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle, propriétaires, sur la Commune de la Ciotat (13600) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AK n°209, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle, représentés par Monsieur Claude DELVILLE agissant en qualité de Président de l'Association du Syndicat des Copropriétaires, consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, de façon permanente sur une longueur de 156 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 468 m², sur la Commune de la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle, propriétaires ont donc convenu de conclure cet accord par la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 468 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK 209 appartenant aux copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle sise sur la Commune de la Ciotat (13600).

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 468 m², nécessaire au passage d'une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle sise sur la Commune de la Ciotat (13600), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 468 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK 209 appartenant aux copropriétaires du lotissement du Bec de l'Aigle sise sur la Commune de la Ciotat (13600).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-031/21/CT

■ CT1 - Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-870/20/CM concernant un plan en annexe sur la commune de Saint-Victoret

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/19093/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-870/20/CM concernant un plan en annexe sur la commune de Saint-Victoret » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération URBA 030-870/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

maintenu et actualisé les périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui, de corriger une erreur matérielle qui s'est glissée dans le rapport sus visé en modifiant une annexe, en l'occurrence le plan 120 relatif à la Commune de Saint Victoret.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération URBA 030-8701/20/CM du 19 octobre 2020 maintenant et actualisant les périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence, à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-8701/20/CM concernant un plan en annexe sur la commune de Saint-Victoret.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de corriger une erreur matérielle et ainsi modifier le plan 120 annexé matérialisant un périmètre du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la commune de Saint-Victoret.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-8701/20/CM concernant un plan en annexe sur la Commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-032/21/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : Retrait de la délégation totale pour le Droit de Préemption Urbain à la SPL SOLEAM pour le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon 16ème

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19106/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : Retrait de la délégation totale pour le Droit de Préemption Urbain à la SPL SOLEAM pour le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon (16^{ème}) » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Par délibération URBA 036-9325/20/CM du 17 décembre 2020, il a été effectué la correction d'une erreur matérielle dans la dénomination sociale d'un délégataire, à savoir la mention « A la CDC Habitat » a été rectifiée par « A la société CDC Habitat Action Copropriétés »

Il convient, aujourd'hui afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais, d'acter une modification concernant une délégation sur le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon.

En effet, par délibération URB 043-79351/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la suppression de la ZAC Saumaty-Séon à Marseille.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Il s'agit donc aujourd'hui d'approuver le retrait de la délégation totale pour le DPU à la SPL SOLEAM sur le périmètre de l'ex ZAC SAUMATY-SEON (16^{ème}).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 043-79351/19/CM en date du 19 décembre 2019 approuvant la suppression de la ZAC Saumaty-Séon ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 approuvant la délégation du droit de préemption urbain et droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 036-9325/20/CM du 17 décembre 2020 concernant la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence – Correction d'une erreur matérielle de délibération URBA 0328-703/20/CM du 15 octobre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : Retrait de la délégation totale pour le Droit de Préemption Urbain à la SPL SOLEAM pour le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon (16^{ème}) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'amender la délibération du 15 octobre 2020 et ainsi retirer la délégation totale pour le Droit de Préemption Urbain à la SPL SOLEAM pour le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon (16^{ème}).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence : Retrait de la délégation totale pour le Droit de Préemption Urbain à la SPL SOLEAM pour le périmètre de l'ex ZAC Saumaty-Séon (16^{ème}).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 014-033/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2021 dans le cadre du protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis 2019-2030**

**Avis du Conseil de Territoire
DGS 21/19125/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 001-5737/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 21,079 millions d'euros.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat 32 800,5 K€HT
Ville de Marseille 14 873,5 K€HT
Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT
Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT
Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT
TOTAL 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'Opération d'Intérêt National (OIN).

Ainsi en 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser une participation de 4,2158 ME, l'EPAEM intégrant dans son budget 2021 voté par son conseil d'administration le 30 novembre 2020 les participations des partenaires.

Ce budget 2021 traduit la mise en œuvre de l'ensemble des propositions menées par l'EPAEM avec en dépenses des autorisations de programme de 85,4 millions d'euros et 65,4 millions d'euros de droits constatés. (Crédits de paiement).

La convention proposée prévoit un appel de fonds de la part de l'EPAEM à la notification de la convention, ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée ;
- Son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'approche stratégique nouvelle présentée ainsi que la massification de l'opération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-034/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux lots de volume et d'une emprise foncière issus du domaine public routier métropolitain situés Boulevard Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la Tour Mirabeau à Marseille
Régularisation de la délibération URB 057-7428/19/BM du 19 décembre 2019

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19127/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux lots de volume et d'une emprise foncière issus du domaine public routier métropolitain situés Boulevard Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la Tour Mirabeau à Marseille. Régularisation avec effet rétroactif de la délibération

URB 057-7428/19/BM du 19 décembre 2019 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

La Compagnie Maritime d'Affrètement – Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et la société Bouygues Immobilier vont implanter une tour à usage de bureaux de 85 mètres de hauteur au sein du périmètre d'Euroméditerranée.

Ce projet vient compléter une série de constructions qui dessine la « Skyline » marseillaise, dans le quartier d'affaires d'Arenc : La tour CMA – CGM, inaugurée en 2011, qui a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la Tour « la Marseillaise », en 2018.

La future construction se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique de la compagnie maritime CMA-CGM. Ainsi, l'ancien immeuble « le Mirabeau », sera démoli pour laisser place à la nouvelle « Tour Mirabeau ».

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la Tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leurs activités et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec un niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale avec un niveau « excellent ».

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40% sa consommation énergétique ; de plus, sa connexion à la boucle d'eau de mer « Thalassia » utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

La conception architecturale de ce bâtiment, et notamment son container en avancée et ses terrasses ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les personnes à mobilité réduite (obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des Risques d'Inondation), nécessite la cession par la Métropole Aix-Marseille Provence d'une emprise foncière au sol de 90m² issue du domaine public routier métropolitain ainsi que les deux lots de volume en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas procédé à l'évaluation de la valeur vénale des biens dans le délai d'un mois requis. Par conséquent, les parties se sont entendues sur un prix total de cession de ces biens de 11 700, 00 € Hors Taxes, sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par le Cabinet d'Expertise Foncière ROUANET.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE d'une emprise foncière de 90 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 807 D n°136 et des deux lots de volume.

Il est toutefois apparu depuis que le corps de la délibération URB 0577428/19/BM du 19 décembre 2019 est affecté d'une erreur matérielle : il mentionne que l'emprise de 90 m² provient de la parcelle cadastrée 807 D 136 alors qu'en réalité cette emprise provient du domaine public routier métropolitain, lequel a été dûment déclassé par délibération de la Métropole du 19 octobre 2019 n°VOI 017-7028/19/BM.

Suite à l'approbation de la cession par délibération en date du 19 décembre 2019, la SCCV Le Mirabeau a procédé par acte du 20 décembre 2019 à la Vente en l'Etat Futur d'achèvement de l'Immeuble à construire « Le Mirabeau » au profit d'un pool de Crédit bailleurs dont le chef de file est la Société Natiocredibail.

Ladite cession incluant notamment l'emprise au sol et volumes objets de la délibération du 19 décembre 2019, il est nécessaire de maintenir les effets juridiques des obligations nées entre la SCCV le Mirabeau et ses cocontractants. Ainsi, la présente délibération rectificative aura un effet rétroactif au 19 décembre 2019.

En conséquence, et afin de corriger cette erreur, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence confirme, avec effet rétroactif au 19 décembre 2019, son approbation de la cession aux conditions exposées dans le projet de protocole foncier qui était annexé à la délibération du 19 décembre 2019 et qui a lui-même été corrigé pour des raisons similaires à ce qui est indiqué ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux lots de volume et d'une emprise foncière issus du domaine public routier métropolitain situés Boulevard Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la Tour Mirabeau à Marseille. Régularisation de la délibération URB 057-7428/19/BM du 19 décembre 2019 ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille Provence au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille d'une emprise foncière et de deux lots volumes déclassés du domaine public routier métropolitain permettra de réaliser la construction de la Tour Mirabeau au lieu et place du siège historique de la Compagnie CMA-CGM au sein du périmètre Euroméditerranée à Marseille 2^{ème} arrondissement ;
- Que la délibération URB 057-7428/19/BM DU 19/12/2019 approuvant la cession présente une erreur matérielle puisqu'elle indiquait que l'emprise au sol de 90 m² était à détacher de la parcelle cadastrée 807 D n°136 alors qu'elle provient du domaine public routier métropolitain ;
- Que les conditions et modalités de cette cession convenue entre les parties sont contenues dans un projet de protocole foncier rectifié ci-annexé.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux lots de volume et d'une emprise foncière issus du domaine public routier métropolitain situés Boulevard Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la Tour Mirabeau à Marseille. Régularisation de la délibération URB 057-7428/19/BM du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est ad

URB 016-035/21/CT

■ CT1 - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire au bénéfice de la SOLEAM pour la mise en œuvre du projet urbain de la Zone d'Aménagement Concertée de Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19129/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire au bénéfice de la SOLEAM pour la mise en œuvre du projet urbain de la Zone d'Aménagement Concertée de Vallon de Régnv à Marseille 9ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement, en limite avec le 10^{ème}, et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régnv couvre un territoire d'environ 34 hectares.

La création de cette ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005. Elle a pour vocation d'accompagner le Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC.

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté politique de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le Boulevard Urbain Sud, dont le tronçon traversant la ZAC est aujourd'hui réalisé.

Une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015, la ZAC n'étant pas significativement lancée à cette époque.

Cette refonte du projet urbain réalisée entre 2016 et 2019 a permis de concevoir un nouveau plan de masse ambitieux visant à faire la couture entre la nature, la ville et les infrastructures, dont le Boulevard Urbain Sud, grâce à une composition urbaine et architecturale qui révèle les qualités paysagères du lieu tout en proposant un tissu urbain vivant et appropriable. Il a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Par ailleurs, la SOLEAM a engagé la mise à jour du dossier de réalisation de la ZAC au regard du nouveau projet urbain. Après finalisation, il devra être soumis à l'approbation du concédant.

Aujourd'hui afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny l'aménageur SOLEAM doit obtenir la maîtrise foncière de certaines emprises nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U522 Nord située à l'Est de la ZAC entre l'ancien chemin de Cassis et le boulevard Paul Claudel ainsi que pour la réalisation d'îlots de logements.

Les emprises impactées concernent aujourd'hui environ douze parcelles pour 10 350 m² environ sur lesquelles les discussions amorcées n'ont pas encore abouti à ce jour.

Aussi, tout en privilégiant les procédures amiables, il est préférable de sécuriser ces acquisitions par la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet ayant pour objectif de pouvoir réaliser des expropriations si les négociations à l'amiable avec les propriétaires venaient à échouer.

Au vu des acquisitions nécessaires à la réalisation de ces interventions publiques, et en application des articles L 121-1 et suivants, R 131-1 et R 131-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et du parcellaire visant respectivement à déclarer l'utilité publique du projet et à obtenir la cessibilité des propriétés impactées, au profit de la SOLEAM.

Le dossier portant sur l'utilité publique et le parcellaire qui sera prochainement déposé en Préfecture, comprendra notamment : une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages, l'appréciation sommaire des dépenses, une étude d'impact, un plan parcellaire et un état parcellaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Le projet de délibération portant sur la « Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire au bénéfice de la SOLEAM pour la mise en œuvre du projet urbain de la Zone d'Aménagement Concertée de Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet urbain développé dans le périmètre de la ZAC de Vallon de Régný ;
- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique avec celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la SOLEAM permettront de déclarer d'utilité publique l'acquisition de parcelles nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de la ZAC ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toute démarche et négociation au vu d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains concernés par l'opération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire au bénéfice de la SOLEAM pour la mise en œuvre du projet urbain de la Zone d'Aménagement Concertée de Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-036/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification de la durée du mandat - secteur Billard-Bricard - communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19130/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat. Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « avenant n°3 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification de la durée du mandat d'études du secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'étudier la possibilité de création d'une zone d'activités sur secteur Billard-Bricard, commune de Gignac-la-Nerthe, à proximité de la ZAC des Florides. Situé en bordure de la RD 368 et desservi par l'autoroute A55, ce site qui accueille déjà plusieurs entreprises, est classé au PLUi de la commune en zone AU2 (à urbaniser, non règlementée, à vocation d'activités économiques).

Par délibération du 3 juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard-Bricard et a approuvé un mandat avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à la création d'une ZAC à vocation économique. Dans le cadre de ce mandat, des études pré-opérationnelles et de positionnement économique ont permis de définir les premiers éléments de programmation urbaine et fonctionnelle ainsi que de proposer un périmètre d'aménagement sur une surface de 20 hectares environs.

L'opération est depuis le 1er janvier 2016 de compétence métropolitaine.

Au titre de ces études, des investigations sur un site de stockage de terres situé au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Un premier avenant à la convention de mandat approuvé le 18 octobre 2018 au Bureau de la Métropole (URB 029-4375/18/BM), a permis de faire évoluer les missions d'études mandatées à la SOLEAM suite à la découverte du site pollué. Cet avenant a notamment permis de supprimer les études préalables à un dossier de création de ZAC et d'intégrer la réalisation d'études de pollution et de sécurisation du site.

Un deuxième avenant à la convention de mandat approuvé le 20 juin 2019 au Bureau de la Métropole (URB 004-6109/19/BM) a permis d'élargir le périmètre initial, incluant deux nouveaux secteurs répartis sur les deux communes de Gignac-la-Nerthe et Marignane, ainsi que d'ajouter des nouvelles missions dont l'élaboration d'un schéma global d'organisation des trois périmètres et l'étude d'une variante sur la prise en compte de la pollution (implantation une société de valorisation des déchets sur le site pollué)

Les études n'ayant pas pu être menées comme il était prévu, notamment en raison de la crise sanitaire en 2020, il est nécessaire de repousser le délai d'exécution de deux ans soit jusqu'au 31 janvier 2023.

Sur la base des éléments exposés ci-dessus, un avenant n°3 est proposé ayant pour objet de décaler le délai d'exécution des études jusqu'au 31 janvier 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant sur "l'approbation de l'avenant n°3 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification de la durée du mandat du secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe".

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°3 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification de la durée du mandat d'études du secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification de la durée du mandat du secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-037/21/CT

■ CT1 - Exonération d'un mois de loyer pour cinq commerces dont trois boutiques à l'essai fermés administrativement pendant le deuxième confinement

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19134/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Exonération d'un mois de loyer pour cinq commerces dont pour trois boutiques à l'essai fermés administrativement pendant le deuxième confinement satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner à compter du 17 mars 2020, une série de premières mesures de confinement extrêmement fermes et étendues. Si ces nouvelles mesures étaient indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total des activités économiques, impactant fortement l'ensemble des entreprises et associations sur l'ensemble du territoire de la Métropole. L'analyse des différents cas rencontrés avait conduit le Conseil de la Métropole, sur proposition des territoires, à exonérer les loyers de certaines très petites et petites entreprises, commerces et associations situés sur les territoires de Marseille-Provence, du pays d'Aubagne et d'Istres Ouest Provence.

Au regard de la reprise de l'épidémie en automne dernier, le Président de la République a de nouveau ordonné à compter du 30 octobre 2020 un reconfinement pour 1 mois. Dans une moindre mesure, ces nouvelles dispositions se sont traduites par un impact des activités économiques notamment pour les commerces considérés comme non essentiels qui ont dû fermer sur la période du 30 octobre 2020 au 28 novembre 2020. Ainsi, sur le territoire de Marseille Provence trois commerces, bénéficiant du dispositif boutique à l'essai, n'ont pu exercer leurs activités dans leurs locaux loués à la Métropole. Ils ont alors sollicité la Métropole, en invoquant la perte juridique de la chose louée durant cette période afin de bénéficier d'une exonération de loyer sur celle-ci conformément à l'article 1722 du Code civil.

Par ailleurs, deux autres preneurs, situés sur le territoire d'Istres-Ouest-Provence, ont formulé la même demande.

La fermeture administrative ordonnée par le gouvernement fait en effet perdre au locataire la jouissance de son local et, partant, lui ouvre droit à la révision du loyer, laquelle peut elle-même n'être que temporaire.

En outre, au regard de l'intensité et des conséquences des mesures administratives prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour les très petites et petites entreprises, le gouvernement incite les bailleurs à annuler, et non simplement suspendre, les loyers pour les très petites et petites entreprises, qui ont été obligées de fermer pendant le confinement allant jusqu'à mettre en place des crédits d'impôts en faveur de ces bailleurs. Cette incitation est particulièrement prégnante lorsque lesdites entreprises sont en création comme les trois preneurs situés sur le territoire de Marseille-Provence, qui se sont rapprochés de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Les pièces-jointes à la présente délibération ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération portant sur « Exonération d'un mois de loyer pour les commerces occupant le patrimoine métropolitain du conseil de territoire Marseille-Provence ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au vu de la reprise de la propagation de l'épidémie de COVID-19 dans notre pays, le Président de la République a ordonné le 30 octobre 2020 de nouvelles mesures générales dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total de certaines activités économiques non essentielles, impactant fortement de nombreux commerces non essentiels du territoire Marseille-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée afin de renoncer au paiement de loyers par certains commerçants rendus fragiles par leur fermeture pendant le reconfinement ;
- Que cette fermeture administrative entraîne la perte juridique, de jouissance, de la chose louée justifiant une révision temporaire du loyer ;
- Qu'il est dès lors proposé d'exonérer les preneurs concernés d'un mois de loyer hors charges impôts et taxes pour la période couvrant le mois de novembre 2020.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'exonération d'un mois de loyer pour cinq commerces dont trois boutiques occupant le patrimoine métropolitain du conseil de territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-038/21/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19139/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence-Modification N°2-Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Dans ce Contexte, La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2020.

Par délibération URBA 002-9291/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a sollicité de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

Par arrêté 21/011/CC Madame la Présidente a engagé la modification n°2 du PLUi Marseille Provence.

Cette procédure de modification n°2 permettra notamment des adaptations d'emplacements réservés (ajouts, suppressions, rectifications), l'intégration de mesures favorisant la nature en ville, une meilleure prise en compte des risques naturels, l'évolution de droits à construire (majoration ou minoration) et des ajouts de protections patrimoniales ou environnementales. Certaines modifications permettront également de prendre en compte les remarques formulées par la commission d'enquête lors de l'élaboration du document.

Ainsi, au regard de son contenu, la procédure de modification n°2 fera l'objet d'une évaluation environnementale.

Ainsi, en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme les procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme soumises à évaluation environnementale font l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales notamment.

Dès lors, conformément à l'article L103-3 du Code de l'Urbanisme, il convient de définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Les objectifs poursuivis :

- Assurer l'adaptation du PLUi à la dynamique du Territoire ;
- Assurer l'amélioration de la prise en compte des risques naturels;
- Poursuivre les efforts engagés en matière environnementale et patrimoniale.

Les modalités de concertation avec le public

1. Les objectifs de la concertation

- Donner un accès au public à une information claire tout au long de l'élaboration du projet de modification ;
- Permettre au public de formuler ses observations

2. La durée de la concertation

Conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Les dates d'ouverture et de clôture de la concertation seront portées à la connaissance du public par voie d'affichage et par voie de publication dans 2 journaux locaux, au moins 15 jours avant la date d'ouverture et de clôture de la concertation.

3. Les modalités de la concertation

- Des éléments de présentation du champ d'application de la modification et des principaux enjeux abordés seront mis à disposition du public au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et dans chacune des 18 mairies des 18 communes membres du Territoire Marseille Provence. Le site internet de la Métropole permettra un accès à l'ensemble de ces éléments ;
- Un registre destiné à recevoir les observations du public sera mis à disposition du public au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et dans chacune des Communes membres du Conseil de Territoire ;
- Un registre dématérialisé sera également destiné à recevoir les observations du public à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-pluimp-modif2>
- Une adresse mail dédiée concertation-pluimp-modif2@mail.registre-numerique.fr permettra également de recueillir les observations du public.
- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités ci- dessous :

- En les consignant dans les registres susmentionnés.
- En les adressant par mail à l'adresse susmentionnée.
- Et /ou en les adressant par courrier à l'attention de la Direction de La Planification et de l'Urbanisme du Conseil de Territoire Marseille Provence BP 48014 – 13567 Marseille Cedex 02

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence – Modification n°2 – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- Que ladite procédure fera l'objet d'une évaluation environnementale ;
- Que ladite procédure est soumise à concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-039/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Château-Gombert 13013 - Approbation d'un avenant à la convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / RUE SCHEINER

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19189/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

Le Syndicat Mixte d'Équipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Equipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le constructeur est propriétaire d'une promesse de vente en vue de l'acquisition d'un terrain situé au 21/25 rue Etienne Miegé,(13013) cadastré Commune de Marseille, Quartier de Château Gombert (879), parcelle n°32. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UC2 du PLUi Marseille Provence en vigueur.

Le constructeur a déposé le 23/03/2020 une demande de permis de construire n° PC 013055 20 00218P0 relatif à la construction d'une SDP totale de 4574 m2 à destination de logements en accession libre.

Le Bureau de Métropole Aix-Marseille Provence a validé par délibération du 17 décembre 2020 les conditions de la convention de participation constructeur passée entre la Métropole, SOLEAM et BNP Paribas pour le projet rue Scheiner.

Le PC n° PC 013055 20 00218P0 déposé le 23/03/20 par le constructeur ayant été rejeté par la Ville de Marseille pour motif d'incomplétude, le constructeur a redéposé une demande de permis de construire n° PC 013055 21 00023PO le 13/01/2021.

L'avenant à la convention de participation vise à régulariser le n° de PC 013055 21 00023PO dans la convention de participation, les critères en termes financier et de SDP totale restant inchangés.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation et la SDP totale du projet restent inchangés. Le montant de la participation exigé des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est de :

- 105€ /m2 de locaux à usage de logements libres

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 de la convention en annexe, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

105€/m2x 4574m2 pour le programme de logements libres = 480 270 € actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence. ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Bureau de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant à la convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / SNC RUE SCHEINER.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation d'un avenant à la convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / SNC RUE SCHEINER ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation d'un avenant à la convention de participation constructeur avec BNP PARIBAS / SNC RUE SCHEINER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-040/21/CT

■ **CT1 - Zone Aménagement Concerté ZAC de Château-Gombert 13013 - Approbation d'une convention de participation constructeur avec la Société Civile Immobilière SCI CRAVERT chemin des Lamberts**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19102/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986.

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

Le Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Équipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le constructeur est propriétaire d'un terrain situé au 52 chemin des Lamberts,(13013) cadastré Commune de Marseille, Quartier de Château Gombert (879), section D, parcelle 330. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UCt2 du PLUi Marseille Provence en vigueur.

Le constructeur a déposé le 23/11/2020 une demande de permis de construire n° PC 013055 20 00793P0 relatif à la construction d'une SDP totale de 141m2 à destination de logements en accession libre.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigée des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est de :

- 105€ /m² de locaux à usage de logements libres

Aussi, en considération du programme de construction visé à l'article 3 de la convention en annexe, la participation est prévisionnellement fixée ainsi :

105€/m²x 141m² pour le programme de logements libres = 14 805 € actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de participation constructeur avec la SCI CRAVERT chemin des Lamberts.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation d'une convention de participation constructeur avec la SCI CRAVERT chemin des Lamberts ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de participation constructeur avec la Société Civile Immobilière SCI CRAVERT chemin des Lamberts.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-041/21/CT

**■ CT1 - Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Mer Terre - Approbation d'une convention pour l'année 2021
 DEE 21/19098/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Mer Terre est une association (loi 1901) qui met en œuvre tous les moyens nécessaires pour contribuer à la réduction des déchets en milieux aquatiques, avec une vision globale et transversale. Elle a pour objet principal de contribuer à la réduction de la pollution par les macros déchets, déchets solides et visibles à l'œil nu en milieux aquatiques, dans le périmètre initial du Contrat de Baie (hors extension).

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figurent les actions 13-07 et 13-11 relatives respectivement à la mise en place d'un programme de surveillance des macros déchets, sur tout le territoire du Contrat de Baie, ainsi qu'un programme de prévention et de gestion des macros déchets sur les Aygalades.

Cette association contribue à la réduction des macros déchets en :

- Développant des outils de caractérisation des déchets et d'aide à la décision,
- Accompagnant les pouvoirs publics et les entreprises dans la construction et la mise en œuvre de programmes de réduction, curatifs et préventifs, de la pollution des eaux par les déchets solides,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Identifiant, coordonnant et valorisant le réseau social qui organise les nettoyages bénévoles,
- Réalisant des outils et proposant des programmes de sensibilisation pour les décideurs, le grand public et les enfants,
- Centralisant les informations juridiques, scientifiques et politiques relatives à cette pollution,
- Participant à des groupes de travail et de réflexion afin d'influer les décideurs à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Les objectifs des actions portées par l'association MER TERRE dans le cadre du Contrat de Baie sont :

- La réduction des déchets « sauvages » en bordure littorale et en mer, et la préservation de la biodiversité, mais également sur les berges et dans le lit du ruisseau des Aygalades, et de fait, réduire les déchets transportés par le ruisseau.
- La conscientisation et l'éducation des citoyens sur les problèmes des déchets abandonnés sur terre et qui aboutissent en mer,
- La poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces qui en ont besoin,
- L'accompagnement et la sensibilisation des entreprises riveraines dans la prévention de la gestion des déchets dans le ruisseau des Aygalades,
- L'amélioration de la réputation de la baie de Marseille,
- La création d'un lien social autour de l'appartenance à un territoire (dispositif Adopt' 1 Spot)
- l'approche globale et unifiée de la problématique des déchets pour trouver des solutions en remontant aux origines et aux sources des déchets marins,
- l'identification des types de déchets, les secteurs d'activité impliqués et les voies de transfert afin d'aider à la mise en œuvre d'actions de réduction préventives et curatives.

Le montant global des actions 13_11 et 13_07 sur les Aygalades s'élève, pour l'année 2021, à **145 691Euros TTC**.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2021 de la Métropole, dans la proposition de MER TERRE que la partie technique du projet, à savoir la poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces, l'approche globale de la problématique des déchets et l'identification des types de déchets et les secteurs d'activité impliqués.

La partie sensibilisation des publics sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

Il est ainsi proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 8 000 euros TTC, soit environ 6% du montant total de ces opérations, pour 2021 et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association MER TERRE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA N° 053/9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- Approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ;
- Les fiches action 13-07 et 13-11 inscrites au Contrat de Baie.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association MER TERRE dans le cadre de la mise en œuvre des opérations 1307 et 1311 du Contrat de Baie, pour un montant de 8 000 euros TTC, pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole et l'association MER TERRE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique G610 - Nature 65748 - Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-042/21/CT

■ CT1 - Contrat de Baie Attribution d'une subvention à l'association Naturoscope - Approbation d'une convention pour l'année 2021 DEE 21/19099/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Contrat de Baie de la Métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 160 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Le programme d'actions de la phase 2 du Contrat de Baie, présenté en Comité de Baie étendu le 09 juillet 2019, a été approuvé par délibération n° 2019-339 par la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le 17 décembre 2019.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 avait déjà émis un avis favorable actant ainsi l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos.

Dans ce cadre, NATUROSOCPE, en partenariat avec l'Association Initiative et Education de la Jeunesse à l'Environnement (AIEJE), et le CPIE, a proposé 2 actions de sensibilisation des publics : une campagne intitulée « EcoGestes », et une opération intitulée « Campagne Inf'Eau'Mer » à destination des plaisanciers, des usagers des plages et du grand public. Ces actions ont été retenues dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elles sont retranscrites dans les Fiches Action 1701 et 1702 (ci-jointes).

NATUROSOCPE est une association à but non lucratif (loi 1901) créée en 1995, qui porte de nombreux projets fondamentaux pour l'information et la sensibilisation du public, la protection de l'environnement et de la qualité de la vie et l'éducation au public à l'Environnement.

Le Territoire Marseille-Provence envisage de signer une convention de partenariat pour l'année 2021, avec NATUROSOCPE posant le cadre général de la collaboration.

Dans le cadre de la fiche opération 1701 du Contrat de Baie, visant la sensibilisation des plaisanciers, et de la fiche opération 1702, visant la sensibilisation des usagers des plages (déployée sous forme de stand itinérant animé par deux intervenants dûment formés), le coût total est estimé à 91760 euros TTC, il est proposé que le Territoire Marseille-Provence verse une subvention d'un montant total de 10000 euros TTC, représentant environ 11% de l'opération.

En 2021, il est proposé de conclure une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille-Provence au profit de l'association NATUROSOCPE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053/9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association NATUROSCOPE, dans le cadre de la mise en œuvre des opérations 1701 et 1702 du Contrat de Baie, pour un montant de 10 000 euros TTC pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée conclue, entre la Métropole et l'association Naturoscope.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convocation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique G610 - Nature 65748 - Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 003-043/21/CT

■ CT1 - Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Septentrion - Approbation d'une convention pour l'année 2021

DEE 21/19100/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Le Contrat de Baie est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

SEPTENTRION est une association (loi 1901) dont les objectifs s'articulent autour de 3 axes de développement :

- Etudier pour comprendre,
- Partager pour sensibiliser,
- Transmettre pour former.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 14 « mise en place d'observatoires », et plus spécifiquement l'opération 14_05 portée par Septentrion Environnement « Mise en place et développement de la plateforme POLARIS » sur le périmètre initial du Contrat.

Cette association a pour but de contribuer à la connaissance et à la préservation du milieu marin en s'inscrivant dans un contexte de développement durable et s'appuyant notamment sur le patrimoine environnemental, écologique et culturel du littoral, en particulier le littoral méditerranéen.

L'association se définit comme une plateforme scientifique et pédagogique en milieu marin.

L'association Septentrion a pour projet de mettre en place et de développer une plateforme appelée « POLARIS » qui est une plateforme de test et de développement de méthodes d'observation destinées à acquérir de la connaissance sur le milieu marin pour le gestionnaire par un public de plongeurs-citoyens multi-niveaux de compétences.

Cette plateforme est un projet pilote de collaboration entre gestionnaires, scientifiques et citoyens en faveur de la connaissance et de la protection du milieu marin. Elle répond aux besoins des scientifiques et des gestionnaires d'élargir et de démultiplier l'acquisition de données de terrain sur un territoire géographique large en impliquant d'avantage les plongeurs-citoyens.

Par délibération POR 002-13/10/16 CT, le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention de 8.000€ à l'association SEPTENTRION dans le cadre de son projet POLARIS, correspondant à 15% du montant du projet.

Les actions menées en 2016 ont permis d'initier des échanges et collaborations multi-acteurs, de recueillir des besoins locaux et de tester des premiers protocoles via l'école de plongée environnementale de SEPTENTRION, auprès des plongeurs loisirs. Les trois prochaines années seront donc consacrées au véritable développement de cette plateforme d'observation du milieu marin.

Pour l'année 2017, la Métropole a versé une subvention de 8.000€ correspondant à environ 11% du projet.

Pour l'année 2019, la Métropole a versé une subvention de 11.000€ correspondant à environ 11% du projet.

Pour l'année 2020, la Métropole a versé une subvention de 10.000€ correspondant à environ 10% du projet.

Les objectifs de 2021 pour le projet POLARIS sont :

- La poursuite de l'animation du Comité de pilotage de POLARIS,
- La poursuite de la collecte des données et leur traitement,
- La création d'outils numériques en vue d'un élargissement du rayonnement d'action,
- Le transfert de la démarche de POLARIS au-delà de Septentrion Environnement,
- La valorisation de la démarche POLARIS.

Le montant global de l'action 14_05 proposée par l'association SEPTENTRION, s'élève pour l'année 2021, à **100 000 Euros TTC**.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2021 de la Métropole, dans la proposition de SEPTENTRION que la partie technique du projet POLARIS, à savoir la poursuite et la pérennisation de la plateforme, ainsi que la poursuite du traitement des données collectées. La partie sensibilisation, formation, supports

pédagogiques, sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

En 2021, il est proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 10 000 euros TTC, soit 10% du montant total de ces opérations, pour 2021 et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association SEPTENTRION.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 053/9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 10 000 euros pour l'année 2021 à l'association SEPTENTRION, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 14_05 du Contrat de Baie.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole et l'association SEPTENTRION.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G610 – Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-044/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement Création du parking relais la Boiserie à Marseille 12ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DPI 21/18307/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'échangeur des Faïenciens sur la rocade L2 Est permet d'accéder au réseau de tramway avec la ligne Noailles/les Caillols.

A proximité de cet échangeur, un bassin de rétention des eaux pour les besoins de la L2 a été réalisé, au-dessus duquel, il est prévu d'aménager un parking en silo.

Situé à un emplacement stratégique, ce parking permettra de capter les flux automobiles des secteurs Est et de la Vallée de l'Huveaune et dissuader ainsi l'entrée de ces véhicules dans la Ville.

Aménagé en parking relais, le parking «la Boiserie » aura une capacité de 330 places pour les véhicules légers, 40 places pour les vélos et 42 places pour les motos.

Par délibération VOI 002-2861/12/CC du 26 mars 2012, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a affecté l'autorisation de programme afin de lancer les études et financer les travaux du projet.

Dans le cadre des études d'Avant-Projet, compte tenu de l'évolution des trafics liée à l'attractivité du parking, en particulier au niveau du carrefour rue Boiserie/avenue Pierre Chevalier, il est apparu opportun de compléter le programme initial de l'opération par une mesure conservatoire en terme de desserte de l'ouvrage, en créant une voie nouvelle depuis longeant les aménagements le long de la L2 vers l'avenue Pierre Chevalier.

Un mouvement de tourne à gauche depuis l'avenue Pierre Chevalier vers la voie nouvelle de la Parette desservant le futur parking relais, est également envisagé, ainsi qu'un mouvement de tourne à droite depuis la rue de la Boiserie vers l'avenue Pierre Chevalier.

Ces compléments programmatiques permettent de préserver l'avenir en termes de capacité du réseau viaire.

Il convient dès lors de procéder à une revalorisation et une affectation à la hausse d'un montant de 1 500 000 euros HT portant l'opération à 9 073 912,10 euros HT afin de prendre en compte les coûts complémentaires liés aux études et travaux de la voie nouvelle.

Cette opération réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie d'un large cofinancement. Une aide prévisionnelle du FEDER a été accordée à hauteur de 1 837 333 euros HT, dans un premier temps. Au titre de la dotation de soutien à l'investissement local, l'Etat contribue pour un montant de

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

1 330 000 euros HT. Enfin, la Région Provence Alpes-Côte d'Azur complète la soutenabilité financière du projet à hauteur de 1 266 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 002-2861/12/CC du 26 mars 2012 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation du parking relai de la Boiseraie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation à la hausse de l'opération d'investissement « création du parking relais la Boiseraie à Marseille (12ème arrondissement) » pour un montant de 1 500 000 euros HT portant ainsi l'opération à 9 073 912,10 euros HT ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement liée à la création du parking relais la Boiseraie à Marseille 12ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-045/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille concernant l'opération d'aménagement des abords du Centre Bourse - Square Belsunce et place François Mireur - 13001

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19128/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a réalisé, en concertation avec la commune de Marseille, l'aménagement des abords du Centre Bourse comprenant un périmètre élargi englobant les voies périphériques de l'îlot Centre Bourse : Belsunce - Labourdette, François Mireur, Neuve St Martin, Henri Barbusse, Bir Hakeim, Fiocca, Beausset, pour une surface totale de 23 600 m².

Ces travaux d'aménagement ont eu pour objectif de requalifier ces espaces très fréquentés de l'hyper centre-ville, compris entre les aménagements liés au tramway du Cours Belsunce à l'Est et le centre commercial construit à la fin des années 1970 à l'Ouest.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille, la commune a décidé de transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation des travaux de vidéo protection, de gestion du stationnement, d'installation de jeux d'enfants et de bancs publics.

Ainsi par convention n°T190091CO approuvée par délibération n°PROX 007-118/19/CT en date du 26 mars 2019, une délégation de maîtrise d'ouvrage a eu lieu au bénéfice de la Métropole. Cette convention exécutoire le 23 septembre 2019 a eu pour conséquence de prévoir les études et travaux des espaces verts (plantations d'arbres considérés comme arbres d'alignement) ainsi que les travaux de génie civil concernant l'éclairage public avec fourniture, pose et raccordement du mobilier d'éclairage public, exclusivement de compétence métropolitaine (article 4 de la convention).

Or, à défaut de transfert des charges validé par une Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées, la Métropole se doit - dans le cadre des opérations d'investissement impactant l'éclairage public ou les espaces verts d'alignement - de prévoir un mécanisme de compensation vis-à-vis de ses communes membres.

Ce mécanisme de compensation financière permettra :

- D'une part de soutenir l'investissement de la Métropole dans le cadre de cette nouvelle compétence d'éclairage public et des espaces verts d'alignement
- D'autre part d'équilibrer la charge financière en fonction des opérations d'aménagement qui auront été lancées, ceci en modulant par fonds de concours la participation des communes membres de la Métropole en fonction du montant des travaux d'éclairage public qui seront réalisés sur leur périmètre communal.

Les parties ont donc convenu par avenant que les travaux d'éclairage public d'une part et ceux relatifs aux espaces verts d'alignement d'autre part, initiés dans le cadre de l'opération n°2015116200 relative à l'aménagement des abords du Centre Bourse – Belsunce sur la commune de Marseille sont de compétence métropolitaine et qu'à ce titre, en l'absence de transfert des charges, la commune de Marseille doit compenser budgétairement cette charge dans le cadre d'un fond de concours

Le montant total des travaux et de la maîtrise d'œuvre liée à l'éclairage public s'élève à 152 302 € TTC. Pour la partie « espaces verts », ce montant s'élève à 66 234 € TTC.

En conséquence, par le présent avenant, la commune de Marseille prend en charge un montant total prévisionnel de 182 688 € TTC par fonds de concours au titre de sa participation financière dans le cadre de l'opération n°2015116200 compte tenu du non transfert des charges opérées pour les compétences liées à l'éclairage public et aux espaces verts d'alignement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient de solliciter la commune de Marseille afin d’obtenir une compensation financière dans le cadre de la prise en charge des travaux d’éclairage public et des espaces verts d’alignement pour l’opération d’aménagement des abords du Centre Bourse - Belsunce.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant à la convention de maîtrise d’ouvrage unique et de financement entre la M2tropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille concernant l’opération d’aménagement des abords du Centre Bourse - Square Belsunce et place François Mireur - 13001.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-046/21/CT

■ CT1 - Lancement de la concertation préalable relative à la réalisation de la ligne BHNS entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 21/19131/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

L’agenda de la Mobilité approuvé le 15 décembre 2016 par le conseil de Métropole, prévoit la création d’un grand itinéraire de contournement de Marseille en transport collectif à haut niveau de service, entre le métro Capitaine Gèze, la Fourragère (BHNS B4), l’échangeur Florian puis l’infrastructure du Boulevard Urbain Sud (BUS) jusqu’à la Pointe Rouge (BHNS B5). Cet itinéraire est également appelé à recevoir des lignes de cars Métro Express de la Métropole, en correspondance avec les stations de métro Capitaine Gèze, Frais Vallon et la Fourragère.

La ligne BHNS B4 relie les pôles d'échanges « Capitaine Gèze » et « la Fourragère ». Elle assure ainsi une liaison directe entre les quartiers périphériques, dits prioritaires, évitant ainsi le centre-ville et permet la connexion entre les principaux axes structurants du périmètre. Cette ligne assure en outre la jonction avec des corridors de transports en commun structurants : métro lignes 1 et 2, autres lignes de BHNS, renforçant ainsi le maillage du réseau.

La création de cette nouvelle ligne de BHNS a été adoptée par :

- Délibération TRA 012-4154/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements.

La ligne BHNS B4 a vocation à devenir une des lignes les plus empruntées du réseau de transport en commun (TC) avec environ 25 000 usagers par jour.

Elle traverse les quartiers Gèze, Campagne Larousse, Fontvert, Picon, Busserine, St Jérôme, Malpassé, Frais Vallon, et la Fourragère.

L'opération comporte, outre l'infrastructure de transport pour le BHNS B4 et les équipements associés (priorité aux feux, stations BHNS, signalisation), le réaménagement du pôle d'échanges La Fourragère, des pistes cyclables et voies piétonnes, et des aménagements paysagers de qualité.

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de lancer une concertation préalable associant les habitants, les associations et les personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le pôle d'échanges multimodal Capitaine Gèze et le pôle d'échanges la Fourragère, selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une séance publique d'ouverture de la concertation ; les modalités d'organisation de cette réunion évolueront en fonction de la situation sanitaire COVID-19 ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines, installée dans les locaux des mairies des 11^{ème}/12^{ème}, 13^{ème}/14^{ème} et 15^{ème}/16^{ème} arrondissements. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation. Ces supports seront également disponibles par voie dématérialisée ; ; sur le site www.registre-numerique.fr
- Un registre numérique ;
- Un registre papier laissé sur les lieux d'exposition, afin de recueillir les avis du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération TRA 012-4154/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de lancer la procédure de concertation préalable pour la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le pôle d'échanges multimodal Capitaine Gèze et le pôle d'échanges la Fourragère ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le lancement de la concertation préalable relative à la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

- **VOIMOB 004-047/21/CT**

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'un lot de volume et de deux emprises au sol du boulevard Euroméditerranée-quai d'Arenc- opération Tour Mirabeau à Marseille, 2ème arrondissement DAEP 21/19142/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie en 2019 par la Compagnie Maritime d'Affrètement - Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et par la société Bouygues pour implanter une tour de 85 mètres de haut dans le périmètre d'Euroméditerranée.

Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour but de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Ce projet vient s'ajouter à une série de constructions qui dessine la « skyline » marseillaise dans le quartier d'affaire d'Arenc. La tour CMA-CGM, inaugurée en 2011, a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la tour « La Marseillaise » en 2018.

La future tour se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique, « Le Mirabeau », où s'est implantée la compagnie maritime CMA CGM. L'ancien immeuble « Le Mirabeau » sera démoli pour laisser place à la nouvelle tour Mirabeau.

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leur activité et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21 500 m2 sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec le niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale.

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40 % sa consommation énergétique et la connexion à la boucle d'eau de mer "Thassalia" utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre. Au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

Toutefois, la conception architecturale du bâtiment, avec son conteneur en avancée et ses terrasses, ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite, rendue obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des Risques Inondation, nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise occupée par un ancien jardin clos ainsi que des volumes en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

Une première phase, fin 2019, a porté sur les déclassements en volumes nécessaires à l'autorisation du Permis de construire initial, assorti en phase provisoire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Il convient maintenant de procéder au déclassement des emprises au sol restantes.

Les emprises au sol de 9m² environ et 10 m² environ (2' et 2'') et un volume d'une emprise au sol de 20 m² environ (2a), sont définis en pièces annexe (plans d'emprises).

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

L'objectif de ce déclassement est de céder à la SCCV Le Mirabeau Marseille (société détenue par CMA CGM et Bouygues-Immobilier) les emprises concernées et ainsi mettre en cohérence le futur alignement et le foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS, Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Une demande croissante en apport en bureau dans le périmètre Euroméditerranée et le quartier d'affaire d'Arenc.
- L'insertion de la tour dans la "skyline" marseillaise.
- Le premier déclassement opéré le 24/10/2019

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain des emprises au sol de 9m² environ et 10 m² environ (2' et 2'') et du volume d'une emprise au sol de 20 m² environ (2a), tels que définis en pièces annexe (plans d'emprises).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-048/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession n°08/024 relatif à la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille

**Avis au Conseil de Territoire
DPMOD 21/19166/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession de service public n°08/024 notifié le 18 mars 2008, la Communauté Urbaine, devenue depuis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société QPARK la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille. Ce Contrat d'une durée de 40 ans prendra fin le 7 août 2048.

La Métropole a décidé par la délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones.

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés. Ces dispositions ont été progressivement mises en place après négociation avec les délégataires dès le 1er novembre 2019 dans les parcs situés dans l'hyper-centre de la ville et se poursuivent dans les autres parcs depuis le mois de juillet 2020.

Les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse significative des recettes prévisionnelles du Délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, une compensation est prévue afin de préserver l'équilibre économique global du Contrat. Cette compensation financière ne pourra excéder 133 000 € HT par an (valeur 2020), soit 159 600 € TTC.

De manière cumulée, avec les avenants précédents, l'augmentation du montant du contrat de délégation de service public est de 0,001%.

Cet avenant est conclu conformément à l'article R. 3135-8 du code de la commande publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession n°08/024 relatif à la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vallier à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-049/21/CT

■ CT1 - Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Hôtel de Ville à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19169/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 023-5113/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion du parking Hôtel de Ville, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication sur les supports suivants :

- Le BOAMP du 5 mars 2019,
- Le Moniteur des Travaux Publics du 8 mars 2019,
- Le JOUE du 5 mars 2019 avec avis rectificatif du 7 mars 2019.

La procédure présente un caractère « restreint » de sorte que le dossier de consultation a été mis à la disposition des seuls soumissionnaires admis à présenter une offre

La date limite de remise des dossiers de candidatures a été fixée au 10 avril 2019 à 16h30.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 25 avril 2019 et a procédé à l'ouverture des plis déposés par les quatre candidats suivants :

- **Effia Stationnement ;**
- **Indigo Infra France ;**
- **QPark France ;**
- **SAGS**

Par courriers en date 10 mai 2019, des demandes de régularisation ont été adressées à tous les candidats, avec une date limite de remise fixée au 15 mai 2019. Tous ont remis les documents dans les délais requis.

La Commission s'est réunie le 23 mai 2019 en vue de sélectionner les Candidats admis à présenter une offre. L'analyse a conclu que les quatre candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes les rendant aptes à présenter des offres compétitives pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation du parking Vieux Port-Hôtel de Ville.

Le dossier de consultation a été mis à disposition des quatre soumissionnaires admis à présenter une offre via la plateforme de dématérialisation le 11 juillet 2019.

A la date limite de remise des offres, soit le 18 septembre 2019 à 16h30, trois plis ont été déposés sur la plateforme de dématérialisation.

Lors de sa séance en date du 3 octobre 2019, la Commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis des soumissionnaires suivants :

- **Q Park France**
- **Indigo Infra France**
- **Effia Stationnement**

Suite à l'avis formulé par la Commission de délégation de service public, en date du 3 décembre 2019, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des soumissionnaires. Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure.

Il présente les motifs de choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société Q-PARK France. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation du parking Hôtel de Ville sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation définie contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à la Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du parking Hôtel de Ville, sis à Marseille ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public en date du 3 décembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Délégation de Service Public pour l'exploitation du parking Hôtel de Ville à Marseille - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-050/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport de choix du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs réseau de transport - réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19199/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le réseau de transports de voyageurs des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans, prolongée de 6 mois et 5 jours supplémentaires, à compter du 1er janvier 2012 et jusqu'au 5 juillet 2021.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, la Métropole a souhaité redéfinir un périmètre plus pertinent et cohérent. C'est ainsi que par délibération n° TRA 007-6412/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La procédure a fait l'objet d'un avis de concession envoyé aux publications le 24 septembre 2019 au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin officiel des annonces des marchés publics.

La date limite de réception des candidatures a été fixée au 21 octobre 2019 à 16 heures. Le registre des dépôts mentionne 4 plis réceptionnés avant la date limite de réception.

La commission s'est réunie le 22 octobre 2019 pour procéder à l'ouverture des candidatures émanant de :

- KEOLIS SA
- Un groupement composé de : Société nouvelle de transport SUMA (mandataire), Union des Transporteurs de Provence, Rubans Bleus – Pastouret et Telleschi
- Un groupement composé de TRANSDEV SA (mandataire) et la Banque des Territoires
- Un groupement composé de VECTALIA TRANSPORT URBAIN (mandataire), TPF ingénierie, Arcadi, Eiffage construction Provence et Seven Occitanie

A l'issue de cette réunion, en application de l'article R. 3123-20 du Code de la commande publique, l'autorité concédante a invité le 05 novembre 2019, via le profil acheteur, les candidats ayant remis des dossiers ne comportant pas l'ensemble des documents et informations exigés par l'avis de concession à compléter leur dossier, avant le 12 novembre 2019 à 12h30. Elle a informé l'ensemble des candidats de la mise en œuvre de cette disposition.

Les pièces nécessaires ont été communiquées par les candidats dans les délais impartis.

La commission de délégation de service public s'est de nouveau réunie le 03 décembre 2019 pour analyser les candidatures et dresser comme la liste des candidats admis à présenter une offre.

Ainsi elle a déclaré irrecevable le candidat du groupement représenté par Société nouvelle de transport, SUMA, en ce qu'elle ne présentait pas une garantie professionnelle et technique suffisante.

Les trois autres candidats KEOLIS SA, le groupement représenté par TRANSDEV SA et le groupement représenté par VECTALIA TRANSPORT URBAIN ont été retenus pour avoir démontré offrir des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes qui les rendent aptes à présenter des offres compétitives, pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation du service public de transports routiers de personnes ainsi que des parkings relais et pôles d'échange sur le périmètre défini.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a informé les trois candidats qu'ils étaient admis à remettre une offre et leur a adressé le dossier de consultation des entreprises.

La date limite de réception des offres a été initialement fixée au 30 avril 2020 à 16h00 puis reportée au 30 juin 2020 à 16h00 conformément à l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19.

Faisant suite à l'envoi du DCE les candidats ont posé de nombreuses questions auxquelles il a été répondu dans les délais fixés par le règlement de la consultation.

Le 2 juillet 2020, les deux plis contenant les offres ont été ouverts émanant de KEOLIS SA et du groupement représenté par TRANSDEV SA. Les deux soumissionnaires ont déposé une offre de base et une offre variante.

Dans sa séance du 08 septembre 2020 la Commission Concession a procédé à une analyse détaillée des offres au regard des critères de jugement établis par le règlement de consultation.

Au vu de cette analyse, elle a rendu son avis sur les offres et a recommandé à l'autorité habilitée à signer la convention d'inviter les deux soumissionnaires sus-désignés à préciser certains aspects de leurs offres et d'engager une négociation avec ces derniers.

Les séances de négociations orales se sont déroulées les 12, 13 et 14 octobre 2020 puis les 2 et 3 décembre 2020. Les candidats ont remis leur offre finale avant la date limite fixée au 18 décembre 2020 à 12h00.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation ayant permis d'obtenir après l'offre initiale, une offre intermédiaire puis une offre finale permettant de dégager l'avantage économique global le meilleur pour le service public concédé.

Le présent rapport présente ainsi les motifs de choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (dite la Concession) soit la société TRANSDEV SA.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale de la convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La convention de Délégation de Service Public (dite la Concession) confie à l'attributaire l'exploitation du réseau de transport public de voyageurs, à ses risques et périls, ainsi que celle des parkings relais et pôles d'échanges.

Le concessionnaire fournit l'ensemble des moyens matériels et humains et assure également l'entretien et la maintenance des matériels et installations mis à sa disposition et nécessaires à l'exploitation des services concédés (dépôt, P+R, billettique, SAEIV, points d'arrêts, sanitaires de bout de lignes ...).

PRESENTATION DU FORFAIT DE CHARGES

La durée de l'exploitation est fixée à 9 ans à compter de la date de mise en service fixée le 06 juillet 2021 pour tenir compte du temps escompté pour l'amortissement des investissements demandés au délégataire.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation du Réseau de transport et des parkings relais et pôles d'échanges associés ;
- D'approuver le contrat de Délégation de Service Public dit « la Concession » et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans le dit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la présentation du rapport de choix du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs réseau de transport - réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-051/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de participation financière en matière d'éclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille concernant l'opération d'aménagement de la traverse de Gibbes à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19158/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé, en concertation avec la commune de Marseille, l'aménagement de la traverse de Gibbes (13003).

La superficie de la zone concernée par les travaux était de 1 800 m² environ.

Cet aménagement a consisté à réaliser une réfection complète de l'emprise de la traverse, en recalibrant et en restructurant les cheminements piétons, la circulation des véhicules, et les stationnements longitudinaux. Il s'agissait d'améliorer les cheminements et les traversées piétonnes. Le profil de la voie ainsi réaménagée comprend en section courante une chaussée de 5.50 mètres de largeur comprenant une file de circulation en sens unique de 3.50 mètres et un stationnement longitudinal de 2.00 mètres. Une seule pente en travers envoyant les eaux coté habitations dans un caniveau de 0.50 mètre, qui borde un trottoir de 2.00 mètres de largeur. Coté parking, une bordure chasse-roue dans la partie étroite, puis un trottoir de 2.00 mètres de large et des poches de stationnements longitudinaux, entre les entrées et sorties du parking.

L'éclairage public a été entièrement repris (massifs de fondation réalisés, nouveaux candélabres mis en place, câblages réalisés).

Concomitamment aux travaux de ces aménagements qui se sont terminés courant 2019 (levée des réserves au 5 juillet 2019), le Préfet de Région a indiqué -en réitérant sa position en cours d'année - que la Métropole avait obtenu par la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM, la compétence exclusive en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui incluait l'éclairage public en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie.

Compte tenu de cette position préfectorale, la Métropole a dû adapter son organisation vis-à-vis de cette nouvelle compétence.

Ainsi, désormais, et à défaut de transfert des charges validé par une Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées, la Métropole doit envisager une procédure financière de participation communale pour les opérations métropolitaines d'investissement impactant l'éclairage public

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ce mécanisme de compensation financière permettra :

- D'une part de soutenir l'investissement de la Métropole dans le cadre de cette nouvelle compétence d'éclairage public.
- D'autre part d'équilibrer la charge financière en fonction des opérations d'aménagement qui auront été lancées, ceci en modulant par fonds de concours la participation des communes membres de la Métropole en fonction du montant des travaux d'éclairage public qui seront réalisés sur leur périmètre communal.

Les travaux d'éclairage public initiés dans le cadre de l'opération n°2015118106 relative à l'aménagement de la traverse Gibbes sur la commune de Marseille (13003) étant de compétence métropolitaine, les parties ont donc convenu qu'à ce titre et en l'absence de transfert des charges, la commune de Marseille doit compenser budgétairement cette charge pour la métropole dans le cadre de fonds de concours.

Le montant total des travaux liés à l'éclairage public s'élève à 26 436 € TTC. (Voir annexe 1 de la convention : « détail des prestations »).

En conséquence, par la présente convention, la commune de Marseille prend en charge un montant total prévisionnel de 22 099 € par fonds de concours au titre de sa participation financière dans le cadre de l'opération n°2015118106 compte tenu du non transfert des charges opérées pour les compétences liées à l'éclairage public. Ce montant résulte du montant des travaux en euros TTC auquel sont soustraits le montant du FCTVA et des subventions éventuellement attribuées liées à cette compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Marseille afin d'obtenir une compensation financière dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public pour l'opération d'aménagement de la traverse Gibbes sur la commune de Marseille (13003).

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet délibérant portant sur l'approbation de la convention ci-annexée portant participation financière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille concernant l'opération d'aménagement de la traverse Gibbes sur la commune de Marseille 13003.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-052/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de participation financière en matière d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille concernant l'opération d'aménagement des chemins de Sormiou et du Roy d'Espagne**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19162/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence a réalisé, en concertation avec la commune de Marseille, l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou (chemins de Sormiou et du Roy d'Espagne - 13009).

La superficie de la zone concernée par les travaux était de 20 720 m² environ.
L'aménagement comprend :

- Un Secteur Sud : Chemin de Sormiou
- Un Secteur Nord : Chemin du Roy d'Espagne

Ces travaux d'aménagement urbain sont réalisés sous l'autorité de la Métropole Aix-Marseille Provence qui en est le maître d'ouvrage principal avec la Ville de Marseille pour certaines prestations spécifiques (Vidéo, Eclairage Public). La compétence « espaces verts » (plantation d'alignement et arrosage) incombe à la Métropole sans que son transfert ait donné lieu à l'évaluation des charges transférées et de la compensation financière correspondante.

Concomitamment aux travaux liés à ces aménagements, le Préfet de Région a indiqué - en réitérant sa position en cours d'année – que la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM attribue aux Métropoles la compétence exclusive en matière d'aménagement de l'espace métropolitain comprenant la voirie, incluant l'éclairage public en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie.

Compte tenu de cette position préfectorale, la Métropole a dû adapter son organisation vis-à-vis de cette nouvelle compétence.

Désormais, et à défaut de transfert des recettes correspondant aux charges validé par une Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées, il est nécessaire - dans le cadre des opérations d'investissement impactant l'éclairage public ou les espaces verts d'alignement - de prévoir un mécanisme de compensation financière par les communes membres.

Ce mécanisme de compensation financière permettra :

- D'une part de soutenir l'investissement de la Métropole dans le cadre de cette nouvelle compétence d'éclairage public et des espaces verts d'alignement
- D'autre part d'équilibrer la charge financière en fonction des opérations d'aménagement qui auront été lancées, ceci en modulant par fonds de concours la participation des communes membres de la Métropole en fonction du montant des travaux d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement qui seront réalisés sur leur périmètre communal.

Compte tenu que les travaux d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement initiés dans le cadre de l'opération n°2015118107 relative à l'opération d'aménagement « ANRU ZUS Soude Hauts de Mazargues » sont de compétence métropolitaine, et en l'absence de transfert des recettes correspondant aux charges, il est nécessaire que la commune de Marseille compense budgétairement ces charges au moyen d'un fonds de concours.

Le montant total des travaux liés à l'éclairage public s'élève à 95 992,58 € TTC.

Le montant total des travaux liés aux espaces verts d'alignement s'élève à 231 828,66 € TTC.

En conséquence, par la présente convention, la commune de Marseille prend en charge un montant total prévisionnel de 274 045 € par fonds de concours au titre de sa participation financière dans le cadre de l'opération n°2015118107 compte tenu de l'absence d'évaluation et de compensation des charges transférées pour les compétences liées à l'éclairage public et aux espaces verts d'alignement. Ce montant résulte du montant des travaux en euros TTC auquel sont soustraits le montant du FCTVA et des subventions éventuellement attribuées liées à cette compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Marseille afin d'obtenir une compensation financière dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public métropolitain et des espaces verts d'alignement pour l'opération d'aménagement impactant les chemins de Sormiou et du Roy d'Espagne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée portant participation financière en matière d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement des chemins de Sormiou et du Roy d'Espagne sur la commune de Marseille 13009.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 019-053/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19171/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur mettre à disposition gratuitement des titres transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

Ainsi une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille définissant ces modalités a été approuvée lors du Bureau Métropolitain du 28 mars 2019 et prolongée par avenant n°1 délibéré le 19 décembre 2019, puis par avenant n° 2 délibéré le 17 décembre 2020 par la Métropole. Celui-ci s'achève le 31 mars 2021.

Cependant, la Métropole s'est rapprochée de la Ville de Marseille pour mettre en place un nouveau partenariat entre les deux institutions qui permettra une distribution simplifiée, sécurisée et contrôlée de ces titres de transport aux personnes concernées.

Cette nouvelle convention fondée sur les principes suivants prendra effet au 1^{er} avril 2021.

A cette date, la distribution de titres anonymes valable 7 jours sera remplacée par la télédistribution d'un abonnement mensuel gratuit reconductible sur carte nominative.

La constitution des dossiers de demande de titres et la collecte des pièces justificatives restent à la charge de la Ville, seule capable de déterminer les ayants-droits de ce produit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-055/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale pour l'année 2021 - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 21/19135/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche de réduction des déchets en accord avec le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés voté en décembre 2019.

Au sein de cette démarche la sensibilisation aux bons gestes de réduction des déchets et l'accompagnement des acteurs du territoire pour réduire et valoriser au mieux leurs déchets, notamment plastique, sont nécessaires. La pollution plastique est un problème global et systémique. La loi anti gaspillage pour une économie circulaire de février 2020 fixe des objectifs ambitieux de réduction des emballages plastiques à usage unique d'ici fin 2025.

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016 et l'accompagnement de projets de réduction de l'utilisation des emballages plastique à usage unique.

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale a pour objectif d'agir pour promouvoir des comportements de citoyens responsables, actifs et respectueux de leur cadre de vie.

Au cours des années 2019 et 2020 elle a développé, en partenariat avec la Métropole, le projet « commerçants engagés pour des plages zéro déchet » en accompagnant les commerçants de deux plages de La Ciotat à réduire leur utilisation d'emballages plastique à usage unique afin de limiter la pollution plastique en mer.

Dans le cadre de cet accompagnement, 10 commerçants de La Ciotat se sont formellement engagés à adopter des éco-gestes. Les écocgestes les plus plébiscités concernaient la paille (« je ne distribue plus de paille » ou « je distribue une paille uniquement sur demande et dans un matériau recyclable »), la vaisselle réutilisable pour le café et la boisson fraîche, et les touillettes à café (en bois à la place du plastique). En parallèle ce dispositif se déploie également sur les plages de Saint-Cyr.

L'association souhaite poursuivre cet accompagnement auprès des commerçants de la Ciotat en 2021.

Présentation de l'action

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale souhaite poursuivre le déploiement des plages zéro déchet plastique à La Ciotat : concrètement, il s'agit d'accompagner les restaurants et commerces de bouche situés à proximité des plages à prévenir la production de déchets notamment plastiques (vaisselle jetable) dans le cadre de leur vente de boissons et nourriture aux usagers des plages. Le projet poursuit aussi l'objectif de favoriser l'engagement de la ville dans le domaine de la prévention des déchets marins.

La poursuite du projet sur l'année 2021 a pour objectif de :

- Renforcer l'accompagnement, et la recherche de solutions alternatives et innovantes à la vaisselle jetable, auprès des commerçants de plage sur la Ciotat ;
- Inciter la ville à valoriser l'engagement de ses commerçants en s'engageant à son tour ;
- Déployer cette démarche en engageant 5 commerçants supplémentaires en 2021 avec un objectif de réduction identifié : mise en place de la vaisselle consignée, arrêt de la distribution de pailles en plastique, utilisation de vaisselle recyclable.
- Rechercher des synergies entre les différentes démarches d'accompagnement développées par les associations du territoire.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	2 800 €	Vente de produits	0 €
Services extérieurs (déplacement, missions...)	500 €	Subventions : OFB Région Métropole AMP La Ciotat	14 500€ 4 000€ 6 000 € 3 500 € 1 000 €
Personnel	11 842		
Total charges	15 142 €	Total Recettes	14 500 €
Charges fixes de fonctionnement	3 008 €	Autofinancement	3 650€
Total général des charges	18 150 €	Total Recettes	18 150 €

L'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 3 500€ pour l'année 2021.

Par cette action l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets et de réduire les emballages plastique à usage unique.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 Juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets ainsi que la réduction des déchets d'emballages plastique à usage unique représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle de partenariat avec l'association Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale pour l'année 2021 et l'approbation d'une convention annuelle, ci annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-056/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume - EcoScience Provence pour l'année 2021 - Approbation d'une convention pluriannuelle

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 21/19136/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche de réduction des déchets en accord avec le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés voté en décembre 2019.

Au sein de cette démarche la sensibilisation aux bons gestes de réduction des déchets est fondamentale pour faire évoluer les comportements et ainsi réduire les déchets. Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016.

Les déchets des activités économiques représentent une part importante des déchets collectés. Des solutions doivent être recherchées pour faire évoluer les comportements des professionnels et faciliter l'adoption des bons gestes par les consommateurs.

L'association Souffleurs d'écume - Ecoscience Provence, créée en 2005, propose le déploiement du label Commerce Engagé® sur le territoire Marseille Provence. Ce label créé en 2006 par l'association recense un réseau de 600 commerçants sur 8 territoires déjà en place dont 2 sur la Métropole (Territoire du Pays d'Aix et ville de Miramas). Ecoscience Provence pilote également les labels Producteur Engagé® et Restaurant Engagé®.

Le Commerce Engagé est un outil permettant d'accompagner un territoire, ses commerçants et ses consommateurs, vers une démarche de consommation durable. Il s'inscrit dans une perspective de réduction des déchets, de décarbonisation des achats et de dynamisation du tissu économique et social local. Il permet aux professionnels de s'engager dans une démarche éco-responsable, notamment au niveau de la réduction des déchets, mais également aux habitants de changer leurs habitudes de consommations en facilitant l'identification des acteurs économiques engagés.

Présentation de l'action

L'association Eco Science, en partenariat avec Zéro Waste Marseille et le CPIE Côte Provençale, propose le déploiement du label Commerce Engagé sur deux zones tests du territoire.

L'objectif de ce projet est que chaque commerçant labellisé progresse dans ses gestes éco-responsables en matière de réduction des déchets, et qu'il communique vers sa clientèle pour qu'elle adopte une consommation plus durable. Les objectifs corrélés à ce projet concernent l'analyse des progressions annuelles, la contribution à un réseau d'échange de bonnes pratiques pour les commerçants et une réduction des tonnages.

Le projet débiterait en 2021 par la création d'une charte « Commerce Engagé », basée sur un diagnostic des pratiques et des attentes des acteurs locaux ; dont une enquête auprès d'une cinquantaine de commerces dans deux zones pilotes du territoire. A la suite de cette phase d'analyse, s'en suivrait une campagne de labellisations et un accompagnement individualisé pour les commerçants labellisés.

L'objectif de la convention cadre pluriannuelle (2021-2023) anticipe la labellisation de 150 à 250 commerçants d'ici 2023.

Budget prévisionnel 2021 de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Services extérieurs (locations, assurances...)	18 450 €	Subventions : Territoire Marseille Provence	30 270 €
Charges de personnel	15 295 €		
Total charges	33 745 €	Total Recettes	30 270 €
Charges fixes de fonctionnement	4 093 €	Autofinancement	7 568 €
Total général des charges	37 838 €	Total Recettes	37 838 €

L'association sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 30 270€ pour l'année 2021.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA / LIFE16 IPE FR 005 est sera soutenue par l'Europe à hauteur maximum de 30%.

Par cette action l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets les habitants et professionnels.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets des habitants et professionnels représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention pluriannuelle de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Souffleurs d'écume / EcoScience Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume / EcoScience Provence pour l'année 2021 et l'approbation d'une convention pluriannuelle, ci annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 003-057/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention-type de partenariat relative à l'acceptation en structure du réemploi ou de réutilisation des dispositifs de valorisation de tickets ma métropole dans ma poche

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 21/19143/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi de Transition énergétique pour la croissance verte définit un objectif de réduction de 10% des déchets ménagers repris dans le Schéma métropolitain de gestion des déchets. Ce schéma, délibéré par le conseil de la Métropole le 19 octobre 2017, fixe les axes prioritaires et les futures orientations d'une politique de gestion des déchets concertée et partagée par les six Territoires pour les dix prochaines années. Il prévoit de revisiter les grands principes de la gestion des déchets en agissant sur la réduction des quantités tout en augmentant significativement le taux de valorisation matière et organique.

Conformément à l'article L541-15-1 du code de l'environnement, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025, approuvé lors du conseil de

Métropole du 19 décembre 2019. Il s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et dans l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage à partir de 4 axes de travail:

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

Ce plan a pour objectif de réduire de 10 % le ratio annuel des déchets ménagers et assimilés par habitant en 2025 par rapport à 2015.

Pour atteindre cet objectif la Métropole doit accompagner l'évolution des comportements de chacun et encourager les bonnes pratiques qui permettent de réduire les déchets.

La Métropole développe un portail de services à destination des habitants du territoire appelé « Ma Métropole dans Ma Poche ». Ce portail est constitué d'un site Internet et d'une application mobile sous Android et Apple.

Ce portail de services permet notamment de gratifier la réalisation d'actions vertueuses en faveur de la réduction et du tri des déchets (réemploi, compostage, tri) par l'attribution de points aux utilisateurs du dispositif. Ces points seront acquis par les utilisateurs en scannant des QR Codes installés sur les équipements de réduction et tri de la collectivité, dans les structures partenaires, et pour toutes autres actions définies par la collectivité et qui participent à l'objectif de réduction et tri des déchets.

A partir d'un certain montant de point accumulés, l'utilisateur est récompensé par une médaille. Il peut, à partir de cette médaille, consommer tout ou partie des points accumulés en échange, d'un bon d'achats utilisable dans les structures du réemploi ou de réutilisation partenaires de la Métropole.

Une convention définit les termes et conditions du partenariat liant la Métropole Aix-Marseille-Provence et la structure partenaire pour l'acceptation de tickets « Ma Métropole dans Ma Poche », c'est l'objet de cette délibération. Cette démarche vertueuse permet à la fois d'encourager les bonnes pratiques des habitants mais également de créer une démarche circulaire en incitant à l'achat d'objets réemployés/réutilisés auprès des associations et acteurs de l'économie social et solidaire partenaires. Elle participe ainsi à l'objectif métropolitain de réduction des déchets dans une dynamique d'économie circulaire.

Après une première expérimentation de ce dispositif de valorisation des actions vertueuses des habitants sur le territoire Marseille Provence, son déploiement pourra être envisagé.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant le Schéma métropolitain de gestion des déchets ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la valorisation des actions vertueuses des habitants en faveur de la réduction et du tri des déchets représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire émet un avis favorable sur la convention-type de partenariat relative à l'acceptation en structure du réemploi ou de réutilisation des dispositifs de valorisation de tickets ma métropole dans ma poche, ci annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 004-054/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire Marseille Provence, ajustement du nouveau règlement de la Redevance Spéciale et de sa tarification

DGPROP 21/19154/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté-ci après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération N°DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a voté le règlement de la nouvelle Redevance Spéciale pour le Territoire Marseille Provence. Ce règlement s'inscrit pleinement dans le cadre fixé par le Schéma Métropolitain, qui par ailleurs lui-même répond aux objectifs du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Egalité des Territoires). Les points principaux de ce schéma régional sont rappelés ci-dessous :

- Réduire de 10% les déchets ménagers et assimilés ainsi que les déchets des activités économiques non dangereux entre 2015 et 2025;
- Favoriser le tri des 5 flux (déchets recyclables : bois, métal, plastique, papier-carton, verre) et à terme des 9 flux (dont les principales qui sont les textiles, plâtre et fraction minérale - fin 2025) ;
- Généraliser la redevance Spéciale à 2022 ;
- Valorisation des déchets à hauteur de 65% des flux globaux ;
- Trier à la source les bio-déchets au plus tard 31 décembre 2023.

Le Territoire Marseille Provence a donc mis en œuvre la réforme de cette Redevance Spéciale avec une mise en application progressive.

Rappel des principes d'éligibilité à la Redevance Spéciale :

- Production de déchets assimilables aux ordures ménagères : pas de sujétion technique particulière en terme de traitement des déchets ;
- Situation géographique du point de collecte : pas de sujétion technique particulière en terme de collecte ;
- Quantité de déchets produits :
 - Les producteurs produisant en dessous de 490 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables ne sont pas assujettis à la redevance spéciale.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Les producteurs produisant entre 491 et 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables sont assujettis à la Redevance Spéciale et de façon forfaitaire.
- Les producteurs produisant plus de 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables sont dans l'obligation de faire appel à un prestataire privé agréé.

Cette réforme de la Redevance Spéciale, ayant des impacts non négligeables pour les professionnels publics et privés sur le plan économique notamment ainsi que pour la Métropole elle-même en matière d'organisation et de moyens informatiques, a été réalisée avec prudence et méthode.

La conjoncture liée au COVID 19 a complexifié sa mise en œuvre.

Il est donc important de présenter au Conseil de Territoire les étapes déjà réalisées, les éléments qui ont pu évoluer depuis la délibération de juin 2018 et de présenter un planning définitif pour 2021.

Réduction des déchets – Evitement de collecte et de traitement pour la Métropole :

A ce jour, près de 40 ZAC ou ZAE (env. 2 500 professionnels) n'ont plus été collectées par le service public sur le principe de la collecte sans sujétion technique particulière (cf. art L2224-14 CGCT). A terme en avril 2021, plus de 100 zones seront arrêtées et 5 000 professionnels sont concernés.

Plusieurs dizaines de professionnels ont été exclus de la collecte en raison de leur quantité de déchets produits (rappel : exclusion à la RS à compter de 13 860 litres/semaine).

Accompagnement individuel des collectivités :

Des groupes de travail ont été mis en place pour les producteurs publics de déchets afin d'anticiper le lancement des marchés publics nécessaires à la transition de la collecte.

Des établissements de ces collectivités sont exclus sur les mêmes principes cités au point précédent : quantité et lieu d'implantation (ZAC ou ZAE).

Pour citer quelques exemples :

- Fin 2020 plus de 25 lycées sortis de la collecte du service public,
- 5 bâtiments « gros producteurs » du conseil départemental sortis également avec en plus un lancement de marchés de collecte et de traitement des bio-déchets pour les 65 collèges du territoire,
- Une projection de sortie d'une majorité d'établissements d'Aix Marseille Université pour mars 2021.
- L'ensemble des écoles élémentaires et des crèches pour la commune de Marseille. Un recensement exhaustif de tous les points de collecte avec leur quantité de déchets produits par chaque bâtiment communal afin d'évaluer la RS ou d'identifier ceux qui sont hors seuil.

Création de réseaux auprès des associations de professionnels et de commerçants :

Des échanges au moyen de réunion en présentiel, de webinaires, de courriels ont eu lieu avec différentes associations de commerçants ou de professionnels dans l'objectif de les sensibiliser à la gestion des déchets, de leur rappeler la réglementation, de les informer des conséquences de la nouvelle RS, et parfois de leur faire des simulations financières.

Réflexion sur la stratégie de lancement et de communication de la RS :

Un audit a été également fait auprès de 50 acteurs concernés ou impliqués dans ce projet afin de définir les attentes et compréhension de chacun.

A la suite de ce recensement, un webinaire a été organisé afin d'échanger sur la mise en œuvre globale du projet. Ce séminaire en ligne a réuni plus de 35 participants (élus, chambres consulaires, représentants de commerçants, prestataires de collecte, fonctionnaires métropolitains,) dans un objectif d'appréhender la stratégie de déploiement de la RS et les axes d'amélioration pour une meilleure adhésion au nouveau dispositif.

Il est également à noter que la conjoncture de 2020 a été très particulière avec la crise du COVID-19. Cette situation, particulièrement délétère pour les professions de la restauration et les bars se poursuit en 2021, avec une interdiction d'ouverture reconduite à minima jusqu'au mois d'avril, entraînant une extrême précarité dans ce milieu.

Considérant l'ensemble de ces éléments, il semble nécessaire de présenter des modifications des grilles tarifaires suite à des échantillonnages et des constats d'écart avec la production réelle de déchets, une révision de certains points du règlement de la Redevance Spéciale notamment sur l'incitation au tri et à la collecte séparative des bio déchets, et de définir le planning de déploiement de la RS et de sa facturation.

Il est donc proposé de valider les points suivants :

- Informer l'ensemble des professionnels dès le mois de **mars 2021** de la mise en œuvre de la nouvelle RS et d'une obligation d'inscription sur le logiciel métropolitain dédié avant le 1^{er} juillet 2021 afin de valider les éléments de sa situation. Dans le cas où il ne le ferait pas, et ce malgré une éventuelle relance de la Métropole, le producteur de déchets sera d'office mis dans le statut prédéfini par le logiciel de la Métropole (statut de producteur ou de redevable) ;
- Réviser **la franchise** de la TEOM et la ramener à un abattement de 1 014 €/an (calcul défini sur le RPQS 2019 et un équivalent de 490 litres/sem de déchets collectés) ;
- Appliquer une exonération aux professionnels de la restauration et débit de boissons abonnées à la RS actuelle sur 2021 qui seront facturés à partir de janvier 2022 :

5610A Restauration traditionnelle

5610B Cafétérias et autres libres-services

5621Z Services des traiteurs

5629A Restauration collective sous contrat

5629B Autres services de restauration n.c.a.

5630Z Débits de boissons

Pour les abonnés sous convention RS actuelle : Les établissements actuellement sous convention continueront d'être facturés au volume déclaré et non au forfait selon un phasage ci-dessous :

Dans tous les cas les établissements soumis à la fermeture administrative liée à la COVID seront exonérés durant la période.

Etablissements Publics

- Le Conseil Départemental, les établissements rattachés à l'AMU, les lycées jusqu'au 30 juin 2021
- Les établissements rattachés à l'Etat jusqu'au 30 septembre 2021. Les conventions seront résiliées à chaque date anniversaire (prolongation éventuelle pour arriver à septembre 2021).

Etablissements Privés

- jusqu'au 30 juin 2021. Un courrier devra leur être adressé au minimum un mois avant cette date.
 - Aux établissements des communes (hors Marseille) à compter de **janvier 2022** afin de réaliser l'inventaire des établissements et de leur permettre de voter le budget de l'année à venir.
 - Aux établissements de la Ville de Marseille à compter de **juillet 2021**, ceci afin de finaliser l'inventaire des établissements concernés par la RS. Aucun critère d'exclusion sur les deux années à venir en raison des marchés publics à réaliser.
- Valider les grilles tarifaires révisées dont les écarts avec la quantité réelle de déchets produits ont été constatés et d'exclure de nouveaux codes d'activité et codes juridiques en raison d'une non-production vérifiée de déchets ou de déchets non-assimilables à la collecte du service public.
- Créer et organiser un guichet unique RS disposant de moyens pour répondre aux demandes des producteurs et permettre leur accompagnement - le nombre de redevables passants de 2 300 à 30 000. Missions attendues : accueil téléphonique, site internet dédié, service RS renforcé et doté d'agents experts en prévention et réduction des déchets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018, approuvant l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le Territoire Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la Redevance Spéciale et de sa tarification.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de communiquer efficacement sur le dispositif de la nouvelle Redevance Spéciale qui implique de nombreux changements financier et organisationnel ;
- Qu'il convient de prendre en considération la conjoncture liée à la crise sanitaire ;
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les grilles tarifaires aux retours d'expérience et d'échantillonnages de terrains réalisés ;
- Qu'il convient de valider le planning de déploiement et de facturation ;
- Qu'il convient d'approuver les modifications du règlement de la Redevance Spéciale.

DELIBERE

Article 1 :

La tarification pour l'année 2021 de la Redevance Spéciale actuellement en vigueur reste inchangée par rapport à 2020, celle-ci est établie sur une base de 21,53 euros le mètre cube.

Article 2 :

Est approuvé le calendrier de communication (mars 2021) et de facturation à compter du 1^{er} juillet 2021 de la nouvelle redevance spéciale, intégrant l'exclusion de certaines collectivités et des catégories de codes d'activité.

Article 3 :

Est approuvée l'exonération des professionnels de la restauration et débit de boissons pour l'année 2021.

Article 4 :

Est approuvé le nouveau règlement de la Redevance Spéciale.

Article 5 :

Est approuvée l'annexe à la présente délibération fixant la grille de tarification applicable en référence au règlement de la nouvelle Redevance Spéciale.

Article 6 :

Est approuvée la création d'un guichet unique RS et le renfort en personnel et en moyens du service de la Redevance Spéciale et du Partenariat.

Article 7 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe collecte et traitement des déchets 2021 et suivants du territoire de Marseille-Provence, chapitre 70, nature 70612.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 005-058/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société URBASER ENVIRONNEMENT SAS

Information du Conseil de Territoire

DTD 21/19157/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 17 au 30 décembre 2020, la collecte des déchets ménagers et la propreté de la voirie sur la partie du territoire de Marseille Provence gérée par un prestataire privé dans le cadre du marché T17/044 (Propreté de la voirie dans le 15ème et 16ème arrondissements et Collecte des déchets ménagers et assimilés dans 80% du 2ème arrondissement et sur la totalité du 15ème et 16ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées le 26 au 27 décembre 2020 et du 29 décembre 2020 au 3 janvier 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT s'élevant à un montant de 30 981, 35 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société URBASER ENVIRONNEMENT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 26 au 27 décembre 2020 et du 29 décembre 2020 au 3 janvier 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 26 au 27 décembre 2020 et du 29 décembre 2020 au 3 janvier 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 26 au 27 décembre 2020 et du 29 décembre 2020 au 3 janvier 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet portant sur le protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 26 au 27 décembre 2020 et du 29 décembre 2020 au 3 janvier 2021.

***** **Commission "Eau - Assainissement"** *****

EAU 001-059/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 21/19004/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,
- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,
- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,
- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,
- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,
- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix- Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

Depuis 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à cette association et renouvelle chaque année son adhésion.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2021 d'un montant de 5 000 euros.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2021 d'un montant de 5 000 euros.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société URBASER ENVIRONNEMENT SAS.

EAU 002-060/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2021

Avis du Conseil de Territoire

DGECE 21/19013/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016 et a depuis renouvelé son adhésion chaque année.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2021 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2016 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2021 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et sur le paiement de la cotisation 2021 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 7 650 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-061/21/CT

■ CT1 - Budget Assainissement - Approbation de la révision de l'opération d'investissement pour la desserte sanitaire du quartier des Rascous à Allauch et de son affectation

**Avis du Conseil de Territoire
DEA 21/19141/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'opération d'assainissement collectif du quartier des Rascous à Allauch a été approuvée le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Les travaux projetés comprennent la pose d'environ 1 170 mètres de canalisations de diamètre 200 mm, ainsi que les branchements particuliers et les ouvrages annexes.

Au cours des études de conception, il a été décidé de modifier le tracé de la canalisation sanitaire projetée afin d'éviter la construction d'une station de relevage des eaux usées prévue initialement, d'éviter la mobilisation de réseaux privés et de permettre de raccorder quelques habitations supplémentaires. Cela implique un passage en sous-œuvre par fonçage sous le canal de Marseille. Le coût supplémentaire est estimé à 120 000 € HT.

L'opération d'investissement n°2017103300 pour la desserte sanitaire du quartier des Rascous, d'un montant de 800 000 € HT inscrite au budget assainissement enregistrée dans l'autorisation de programme n°2017103300 du programme assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 920 000 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2017103300 de 800 000 € HT à 920 000 € HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération pour un montant total de 920 000 € HT pour la desserte sanitaire du quartier des Rascous à Allauch afin de permettre sa réalisation ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'affectation de la révision de l'opération d'investissement pour un montant total de 920 000 € HT pour la desserte sanitaire du quartier des Rascous à Allauch afin de permettre sa réalisation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-062/21/CT

■ CT1 - GEMAPI - Attribution d'une subvention à l'association la Cité des Arts de la rue (ApCar) pour l'animation du collectif Gamarres et la sensibilisation de tous les publics autour des Aygalades et approbation d'une convention pour l'année 2021

**Information du Conseil de Territoire
DEE 21/19122/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie de la métropole marseillaise.

Le Contrat de Baie 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

L'association la Cité des arts de la rue (ApCar) a pour objet principal d'animer et développer la Cité des arts de la rue en tant que laboratoire des cultures et des pratiques urbaines, en relation avec son territoire d'implantation (Ville, Métropole, Région) et en lien avec l'ensemble de ses acteurs.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 17_14 relative à l'animation du collectif Gamarres et à la sensibilisation de tous les publics autour des Aygalades.

À ce titre l'association coordonne et gère les usages collectifs du site et assure l'interface avec la Ville propriétaire. Elle mène des actions artistiques et culturelles, de médiation, éducatives, de protection de l'environnement, de pratique sportive et des actions en faveur de l'emploi (en particulier les dispositifs de l'insertion par l'activité économique).

L'ApCar contribue ainsi à la restauration écologique des Aygalades à partir du jardin de la cascade.

Les objectifs de cette action portée par l'association la Cité des arts de la rue, sur ce fleuve orphelin, dans le cadre du Contrat de Baie et plus largement de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) qui figure au Contrat de Baie sont :

- Le rétablissement des fonctionnalités écologiques sur ce point de la trame bleue des Aygalades,
- La diminution de la pollution terrestre affectant les berges du cours d'eau,
- L'amélioration de la qualité des eaux douces se jetant en mer,
- La sensibilisation et l'information de la population locale sur l'existence de ce cours d'eau, son niveau et les causes de sa pollution, son impact dans le territoire côtier, la biodiversité végétale et animale de ses berges.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie ;
- La délibération DEA052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 15 février 2018 actant l'instauration de la Taxe GEMAPI ;

- La délibération du 17 décembre 2020 approuvant le programme d'action pluriannuel GEMAPI 2021-2024.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin ;
- La mise en œuvre d'une stratégie de communication/information/sensibilisation GEMAPI sur le territoire de la Métropole favorisant la réinscription des rivières dans la vie sociale et économique.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association la Cité des arts de la rue (ApCar) pour l'animation du collectif Gamarres et la sensibilisation de tous les publics autour des Aygalades et approbation d'une convention pour l'année 2021.

Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"

TCESDE 001-063/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Team Henri Fabre - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/18975/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer des relations commerciales et des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-D'azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel du territoire. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Le Projet Henri-Fabre est un projet de développement économique et territorial, public et privé, qui a pour objectif de développer un nouveau modèle économique plus collectif et collaboratif sur un territoire organisé répondant aux besoins des entreprises tant en matière d'innovation industrielle, d'infrastructures que de compétences.

Sur le plan économique, l'ambition du projet est de développer un tissu industriel plus innovant et plus compétitif pour accompagner les Donneurs d'Ordres, notamment en ayant des PME qui intègrent dans leurs offres des solutions plus innovantes et des briques technologiques de l'industrie du futur (IdFu) pour améliorer leur compétitivité. C'est aussi

profiter de la présence de plusieurs filières sur le territoire pour générer des pistes de croissance et de fertilisation croisée.

Créée en 2015 de présidence et vice-présidence alternée entre Airbus Helicopters et EDF, l'association TEAM Henri Fabre a la responsabilité de développer cette ambition industrielle.

TEAM Henri-Fabre est avant tout un pôle d'innovation dont la finalité est d'accompagner les entreprises du secteur industriel dans la création de richesse par l'innovation produit, procédés ou systèmes. Sa méthodologie s'appuie sur la collaboration et la mutualisation de projets entre partenaires industriels et académiques. Elle se matérialise par un technocentre situé sur le Technoparc des Florides, disposant de moyens innovants et de nombreuses expertises, issu de deux CRET avec des cofinancements Etat/Métropole Aix-Marseille-Provence/Région. Elle fédère au-delà du territoire de grands donneurs d'ordres et des PME pour accélérer les stades de pré-industrialisation et d'appropriation de procédés innovants.

La TEAM Henri-Fabre est soutenue par l'Etat, la Région et la Métropole dans la conduite de ses actions d'intérêt collectif. La constance de ce soutien est un gage de reconnaissance de l'efficacité des actions entreprises. Dès sa création, le Projet Henri-Fabre a bénéficié du soutien public, avec la labellisation « Plateforme Mutualisée d'Innovation » dans le PIA 3 en 2014. Le Technocentre Henri-Fabre inauguré en 2016 est lui-même issu de deux CRET, cofinancé par l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le soutien des acteurs publics, Etat, Région, Métropole, s'est également manifesté dans le PIA-PERF (Plateforme Emploi RH Formation ».

L'Etat et la Région financent l'association au titre des « actions collectives » qu'elle conduit. La subvention versée par la Métropole finance l'association au titre des « actions collectives » (70% du montant versé) et au titre des coûts liés au Technocentre (pour 30% de la subvention).

Les actions que conduira la THF pour l'année 2021 s'orientent autour de 3 grands thèmes et sont déclinées ci-après :

1. INNOVER : Accélérer l'innovation grâce à une méthodologie collaborative, agile et multi-filière

L'association TEAM Henri-Fabre développe une méthode originale, ouverte et frugale d'accélération de l'innovation par la mutualisation des enjeux entre industriels.

Dotée d'un conseil scientifique composé de grands Donneurs d'ordres et d'académiques représentant les différentes filières présentes sur le territoire métropolitain, THF fédère les acteurs autour d'enjeux technologiques partagés.

De ces enjeux en découle une feuille de route technologique qui se matérialise ensuite par la création de groupes de travail, puis de nouvelles plateformes technologiques ou de projets de R&D partagés.

En fonction des besoins, TEAM réunit les acteurs qu'elle aura identifiés comme les champions du domaine sur une recherche nationale, aussi bien au niveau académique qu'au niveau des PME ou sous-traitants à même de répondre au mieux à la problématique.

Ainsi, depuis 2017, plus de 25 projets ont été montés pour un montant de 27 M€ de R&D dans différents domaines de l'industrie du futur, que ce soit dans les nouveaux matériaux, la robotisation, les procédés innovants, l'économie circulaire, l'intelligence artificielle ou la réalité augmentée.

Les plateformes mutualisées représentent aujourd'hui plus de 15 M€ de moyens innovants. Elles sont déjà une vitrine dans plusieurs briques de l'industrie du futur et permettent d'aller vers la maîtrise industrielle des technologies clés de l'industrie du futur ou le développement précurseur de nouvelles technologies et nouveaux marchés.

Axe 1 : IDENTIFIER : Identifier les enjeux industriels, les compétences de l'écosystème et les technologies de rupture

Courant 2020, le séisme de l'épidémie de la COVID-19 n'a laissé aucune industrie indemne. Dialoguant avec des partenaires industriels de toutes tailles, représentant l'ensemble des filières industrielles présentes sur le territoire, la TEAM s'est trouvée au carrefour des disparités, constatant la solidité de certaines filières (Energie, Naval), les difficultés des industries de l'automobile et de l'aéronautique et la posture intermédiaire de l'industrie des transports, tandis que l'industrie de la santé a naturellement connu une pression inédite. Les acteurs de plus petite taille de l'écosystème métropolitain ont rapidement été impactés, d'abord par le confinement puis les décisions de précaution des donneurs d'ordres et, enfin, par les effets concrets de réduction des activités (baisse des productions par contraction des marchés, baisse du volume de commandes). Dans un contexte aussi incertain, THF s'est rapprochée de ses partenaires.

C'est dans cet état d'esprit, qu'à la suite d'une campagne de téléconsultations en tête-à-tête inédite avec ses partenaires membres du Conseil Scientifique, THF a souhaité réviser les ambitions de sa feuille de route, en ligne avec les « enjeux du monde d'après ». Ce mode de consultation en tête-à-tête, a permis une réponse à deux niveaux :

- Une mise à jour du cadre directeur des actions de l'association (feuille de route),
- Une intermédiation très ciblée et confidentielle sur la base des retours des membres du conseil, permettant une mise en relation à forte valeur ajoutée entre les acteurs (Donneur d'ordre, académique et PME).

La démarche a suscité de nombreux échanges inter-filières et fait émerger dès le mois d'octobre de nombreuses opportunités de collaboration jusqu'ici inédites. THF souhaite par conséquent reconduire cette campagne de consultation en 2021, afin de soutenir l'effort de relance de son écosystème. Deux classes d'informations se font jour, que THF anime à la manière d'une carte duale : un mapping des problèmes (les besoins techniques) se superpose à une carte des solutions (solutions innovantes, briques technologiques).

Axe 2 : STRUCTURER : Définir le plan d'actions en vue d'accélérer la montée en maturité des solutions procédés

a) Animation des groupes de travail thématiques :

En 2020, malgré l'impact de la crise sanitaire, qui a empêché la tenue de nombreuses sessions, THF a pu soutenir un certain nombre de groupes de travail en mode « hybride » (distanciel + présentiel, présentiel pure, distanciel pure), mais cela a néanmoins représenté une baisse importante de l'occurrence de ces sessions en présentiel où de meilleurs résultats sont obtenus. En 2021, THF tentera de reprendre un rythme de l'ordre de 10 sessions de travail par an. L'association souhaite renforcer l'impact des formes « hybrides » de ces sessions, afin de pouvoir s'adapter à des évolutions de la situation sanitaire (par exemple, renforcement des moyens numériques télé-présentiel, comme Klaxoon).

Les thématiques porteuses identifiées sont multiples. Il est envisagé, en 2021, la réalisation de session de groupes de travail sur des thématiques comme les usages du Graphène, les techniques de réparation innovantes (ColdSpray, etc...), les usages des sciences des matériaux au service de l'énergie décarbonée, l'apport du biosourcing dans l'écoresponsabilité des productions, etc.

Les projets collaboratifs peuvent être directement montés, soutenus ou simplement facilités par TEAM Henri-Fabre. L'émergence de projets collaboratifs répond à la nécessité, pour que l'innovation puisse devenir effective, d'une structuration en mode projet du processus de création de la solution technologique.

b) Soutenir l'émergence et l'initiation de projets collaboratifs :

TEAM s'appuie, au-delà de l'étape du démonstrateur, sur l'écosystème des offreurs de solutions de son réseau. L'émergence de projets collaboratifs correspond à l'étape de structuration de ce qui sera le projet collaboratif, et qui nécessite un travail prudent de construction du projet au sens strict, intégrant faisabilité technique, dimension commerciale et intérêts stratégiques (plus de 70% des projets promus par TEAM sont à ce jour financés par le dispositif RAPID d'innovation duale de l'AID (DGA, Ministère des Armées). Cette action d'émergence n'est soldée qu'à partir du lancement effectif du projet. Dans certains cas, pour des sujets complexes (techniquement ou stratégiquement), un dossier peut être repris un grand nombre de fois, voir son mode de financement changé, ou encore nécessiter une refonte complète. A ce jour une vingtaine de projets ont été lancés, en 5 ans. Le rythme d'émergence dépend de la richesse et de la maturité des thématiques examinées.

La dimension synergétique de cette démarche est illustrée par le rapprochement avec d'autres structures d'innovation (IRT, CRT, Agence régionale ou métropolitaine d'innovation, Cluster d'innovation diverses, Pôles de Compétitivités). Le contexte « post-COVID », plus que jamais, impose la sobriété, l'anticipation, et le regroupement des forces pour la poursuite de l'innovation.

THF souhaite poursuivre la démarche d'ouverture inter-régionale initiée en 2020, en particulier vers IRT, d'autres pôles de compétitivité dans les régions limitrophes, ou encore les Clusters d'Innovation de Défense.

2. INTÉGRER : Accompagner les entreprises dans l'intégration de nouvelles technologies ou procédés

Dans ce volet, l'objectif est d'aider les entreprises à intégrer des nouvelles technologies, compétences ou à transformer leurs modèles.

Depuis 2019 l'association est le coordinateur technique du Programme Parcours Sud Industrie (PSI 4.0). Ce programme qui est la déclinaison des 10 000 accompagnements nationaux, a pour objectif l'accompagnement à la transformation vers l'Industrie du Futur de 500 TPI et PMI régionales d'ici 2022.

C'est dans cette lignée que la TEAM Henri-Fabre candidate pour l'ouverture d'une plateforme d'accélération vers l'Industrie du Futur en 2021 afin de mettre en place auprès des TPI/PME un programme ayant pour objectif de favoriser leur développement par l'investissement dans les savoir-faire et les technologies de l'industrie du futur.

Enfin, la Plateforme Emploi RH Formation, dont TEAM Henri-Fabre est chef de file, est issue de la labellisation à l'appel à projet PIA « Territoire d'Innovation Pédagogique » obtenue en 2017. Elle concentre un ensemble d'actions

portées par les acteurs publics et privés permettant de répondre à l'évolution constante des besoins industriels : anticipation des besoins, usine à ingénierie de formation, détection et individualisation des parcours de compétences, labellisation de formation. Elle participe au Campus des Métiers et des Qualifications Industrie du Futur qui a obtenu une labellisation au titre de Campus d'Excellence.

Ainsi, TEAM Henri-Fabre pourra coordonner efficacement ces 3 dispositifs complémentaires pour accompagner la croissance des PME et ETI métropolitaines et régionales dans le domaine industriel :

Axe 1 : « Parcours Sud Industrie 4.0 » : Challenger, Appairer, Accompagner les entreprises dans leur transformation industrielle

Depuis 2019, la Région Sud intensifie son action pour booster l'industrie avec un programme ambitieux finançant l'accompagnement à la transformation vers l'Industrie du Futur de 500 TPI et PMI régionales d'ici 2022 : Parcours Sud Industrie, dans lequel TEAM Henri-Fabre est coordinateur technique.

Ce programme est mené par le groupement Industries Méditerranée et ses partenaires : TEAM Henri-Fabre, Captronic, CETIM, CCI métropolitaine Aix-Marseille-Provence, Inovsys, System Factory, TVT Innovation.

TEAM Henri-Fabre assure la coordination technique du dispositif : en effet, grâce à sa connaissance des acteurs technologues, TEAM Henri-Fabre a pour rôle d'appairer les entreprises inscrites dans le parcours avec le technologue expert en phase d'accompagnement. L'association est également au centre de la gestion du projet puisqu'elle y détache un de ses salariés en tant que PMO. A ce titre TEAM Henri-Fabre s'assure de l'avancement des entreprises au sein du parcours, de leur arrivée jusqu'à la pleine satisfaction de ces dernières.

Le dispositif vise à accompagner les TPI/PME du territoire à l'aide d'une offre agile et adaptable aux besoins des dirigeants d'entreprises : lors de cette première année pilote le groupement accompagne 90 entreprises ayant déjà intégré le parcours. En effet le groupement s'est vu attribué un lot initial de 52 entreprises complété, grâce à la promotion de l'opération, par un lot supplémentaire de 38 entreprises. Le succès de cette phase pilote repose sur une équipe et des processus rodés ainsi qu'une réserve d'experts diversifiée.

Grâce à la connaissance de différents experts et réseaux et grâce à ses représentations lors de divers événements (salons, GT, Tech days ...) TEAM Henri-Fabre a su constituer un pool de consultants mobilisables dans le cadre du Parcours Sud Industrie. Une équipe de 89 consultants est constituée. (32 pour assurer les diagnostics et 57 en accompagnements).

Pour l'année 2 du dispositif Parcours Sud Industrie 4.0, l'objectif sera d'accompagner 160 entreprises.

Axe 2 : PRACCIIS : Challenger, Appairer, Accompagner les entreprises dans leur transformation industrielle.

TEAM Henri-Fabre travaille depuis 2018 avec l'assentiment de la DGE afin de construire une offre d'accélération.

La notion de « Plateforme d'Accélération vers l'Industrie du Futur » est liée à l'appel à projets lancé par l'Etat et son opérateur, Bpifrance, qui vise à « soutenir financièrement des projets de diffusion des meilleurs savoir-faire et technologies propres à l'Industrie du futur (numérique, robotique, impression 3D, IoT, data, etc.) pour permettre la transformation des entreprises en accélérant leurs investissements dans l'innovation, clé de la nouvelle industrie française ».

THF a déposé son dossier de candidature le 06 novembre 2020.

La plateforme d'accélération participera à la transformation numérique des PME et ETI industrielles en aidant les dirigeants à réduire les risques liés à un investissement « industrie du futur » (technique, financier, organisation du travail, compétence/ formation des salariés). Une telle plateforme assure la diffusion de technologies et de processus industriels.

Les objectifs suivants sont assignés par le cahier des charges aux plateformes d'accélération vers l'Industrie du Futur :

- Sensibiliser les dirigeants de PME/ETI aux technologies et aux méthodes de l'Industrie du Futur.
- Réaliser des tests et des essais (preuves de concept industrielles) pour explorer les conditions de déploiement d'une nouvelle technologie,
- Amener les projets de transformation jusqu'à un stade de maturité où les entreprises sont en mesure de prendre le relais.

Axe 3 : PERF HF : Lancer et suivre la tranche 4 :

Le Programme d'Investissements d'Avenir PERF Henri Fabre (Plateforme Emploi Rh Formation) piloté par TEAM Henri Fabre depuis 2017 s'inscrit dans une dynamique depuis 2013 avec l'ensemble des acteurs intervenant sur le volet Emploi/ Formation.

Le PIA PERF Henri-Fabre est un ensemble d'actions portées par les acteurs publics et privés permettant de répondre à l'évolution constante des besoins industriels : anticipation des besoins, usine à ingénierie de formation, détection et individualisation des parcours de compétences, labellisation de formation, ...

La dernière étape du projet qui débutera en janvier 2021 devra permettre d'analyser la mise en œuvre opérationnelle du projet PIA-PERF, de faire ressortir l'évolution du projet, et d'apporter un regard systémique qui permette :

- De pérenniser la démarche de suivi dudit projet au-delà de la temporalité des financements Etat-Région,
- D'en amplifier l'application à l'ensemble des projets Emploi-Formation de l'Industrie du Futur portés par TEAM Henri-Fabre et le Campus d'Excellence Industrie du Futur Sud.

Durant cette dernière phase TEAM Henri-Fabre continuera d'assurer la coordination du projet.

3. DÉVELOPPER : Faire la promotion de l'attractivité industrielle et développer les opportunités de business

L'un des objectifs de TEAM Henri-Fabre est aussi d'asseoir son positionnement industriel, de mettre en valeur son écosystème dynamique et soucieux du collaboratif, de renforcer et de développer et d'attirer de nouveaux projets

La spécificité métropolitaine réside dans cet écosystème diversifié : une présence de plusieurs grands Donneurs d'ordres des filières de l'énergie, de l'aéronautique, du naval, du transport ... et la présence de leurs sous-traitants sur le territoire.

Le territoire se caractérise par ailleurs d'un écosystème de jeunes entreprises offreurs de solutions technologiques innovantes, en particulier dans le domaine du numérique, qui sont souvent trop petites pour être visibles des grands. L'association TEAM Henri-Fabre, créée en novembre 2015, est tout à la fois l'animateur de cette croisée d'écosystèmes et le technocentre le lieu où se retrouvent DO, PME, start-up et académiques pour lancer des projets d'innovation. Depuis plus de 5 ans TEAM Henri-Fabre aide les PME à mieux connaître les différentes filières et donneurs d'ordres : de les connaître, de comprendre leurs attentes et les conditions d'accès mais aussi à valoriser leurs expertises. C'est tout l'objet des deux prochains axes : attirer & rayonner et rendre possible des mises en relations entre entreprises

Axe 1 : ATTRACTIVITE ET RAYONNEMENT : Être l'ambassadeur référent sur l'IdFu, être le promoteur des actions industrielles du territoire.

Dans la continuité des dernières années, TEAM Henri-Fabre a pour objectif en 2021 de rendre accessible et de diffuser les informations liées à l'industrie du futur tant à ses adhérents qu'à ses non-adhérents. Pour cela, l'association dispose de plusieurs relais d'informations digitaux :

EMAILINGS : grâce à la base de données d'environ 5000 contacts la TEAM Henri-Fabre envoie très régulièrement :

- A la demande : des informations de ses partenaires par le biais d'emailings (événements, veilles technologiques, informations diverses) – environ 2/semaine
- Au trimestre : une newsletter dédiée industrie, dans laquelle elle met en valeur ses partenaires. THF expérimentera en 2021 une newsletter plus régulière permettant de zoomer sur certains projets.

SITE WEB : L'année 2020 a été consacrée au travail de refonte du site web de TEAM Henri-Fabre. THF a travaillé sur le marketing de son offre et mis plus en avant ses partenaires et les réseaux de partenaires. TEAM Henri-Fabre se veut être un point d'entrée pour donner de la visibilité aux actions du territoire. L'offre du Technocentre et de ses partenaires a été mise en exergue et rendue plus visible. Le nouveau site sera testé sur 2021.

Aussi, la TEAM a prévu des actions de communication multi-partenaires sur cette nouvelle année : Portes ouvertes du Technocentre : organisation d'une manifestation ouverte au grand public pour vulgariser l'industrie du futur, Shooting photos et vidéo du Technocentre : mise en valeur des nouveaux équipements, des nouvelles équipes sur le Technocentre et Floricity C, Motion design : une animation graphique pour mettre en valeur les activités de la TEAM. Un plan de communication dédié à la plateforme PRACCIIS sera déployé également dès l'ouverture de cette dernière.

Enfin, la TEAM Henri-Fabre participe à des manifestations porteuses de la dynamique de notre territoire :

Sur le Technocentre :

-Organisation de journées thématiques (à l'initiative de TEAM Henri-Fabre ou de ses partenaires : CETIM, Pôles de compétitivité, APPIM, RISING SUD, ...), environ 1/mois.

-Visites du Technocentre et présentation de l'écosystème - environ 2/semaine. Accompagnement de projets individuels d'entrepreneurs sur des sujets techniques : construction d'une offre globale, mise en relation avec des offreurs de solutions, organisation de réunions avec des financeurs de type grands groupes (Airbus Développement, EDF, Total Développement, Une rivière un Territoire... ou institutionnels).

Sur le territoire et hors France :

En s'appuyant sur les ambassadeurs du territoire : Pôles de compétitivités, acteurs de l'emploi, de la formation, structure de développement économiques, french fab...

- Organisation de journées de vulgarisation « industrie du futur » sur les différents territoires d'industrie de la région.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Participation à des salons internationaux : en 2021 la TEAM Henri-Fabre participera aux salons suivants : Salon du Bourget, Techshow, Global Industrie, APS MEETINGS, Hannover Messe, Vivatech, Journée du COFREND, APS MEETINGS, Industria,...
- La TEAM Henri-Fabre participera aux délégations étrangères sur lesquelles un intérêt industriel pour notre écosystème est favorable aux côtés de la ville de Marseille, de la Métropole Aix Marseille et de son agence de développement Provence Promotion.

Axe 2 : FERTILISATION CROISEE : Mettre en relation des industriels en inter-filières

Pour faciliter l'accès aux marchés et la diversification des PME en inter-filières industrielles, la TEAM Henri-Fabre organise :

- Des évènements de présentations donneurs d'ordres et PME/TPE offreurs de solutions.
- Des workshops OPEN INNOVATION sur des projets régionaux pour répondre à des défis industriels ou technologiques spécifiques

Ces manifestations permettent de comprendre les enjeux des industriels du territoire et de sourcer de nouvelles technologies. Ces évènements sont aussi une clef de succès pour le montage des projets collaboratifs.

Aussi, l'association accompagne des entreprises afin de les aider dans leur démarche de diversification marchés et filières et réalise ainsi la mise en relation entre acteurs.

Enfin l'association est le coordinateur d'un évènement réseaux multi filières annuels : « Le Business est dans le Pré ». Durant 1 journée les membres fondateurs du « Business est dans le Pré » (THF, Fun Business Club) mobilisent leurs réseaux afin de décroiser et rassembler les entreprises du territoire.

L'objectif étant d'accroître et développer des contacts, créer du business dans une ambiance propice à l'échange.

Ainsi, quelques 200 participants se rassemblent pour des rdv B2B l'après-midi avant de laisser place à des échanges moins formels en soirée. Les sociétés partenaires valorisent également leurs produits ou prestations sur le « village technologique » regroupant stands & démonstrations.

L'idée est de couvrir un large panel de besoins potentiels que ce soit en accompagnement stratégique, RSE ou cohésion d'équipe.

La manifestation est ensuite un lieu d'information et de réflexion, à travers des présentations de programmes susceptibles d'intéresser des sociétés du territoire tels que le Parcours Sud Industrie 4.0 ou encore le PIA PERF Henri-Fabre.

Enfin, le Business est dans le Pré est aussi l'occasion d'un partage d'expériences avec des témoignages de partenaires sur l'industrie du futur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- L'enjeu majeur que représente le projet Henri Fabre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi, et conformément aux objectifs stratégiques exprimés dans le cadre de l'Agenda du Développement économique métropolitain.
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la métropole approuvant l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Team Henri Fabre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-064/21/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association - Association Emergence(s) Compétences Projets - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs
DPEATSV 21/19078/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique. Sur le Territoire, sa stratégie repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé *ex-nihilo*.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des personnes éloignées de l'emploi visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accord successifs (2008-2012, 2013-2017) dont le dernier court pour la période 2018-2022. Ces derniers fixent le communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Les protocoles ont bénéficié d'un avis favorable par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis approuvé par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Cette nouvelle convention d'objectifs intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée ensuite de redéléguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen PLUS) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Dans une volonté de dynamiser la performance des 6 PLIE présents sur le territoire métropolitain, la Métropole a lancé une démarche évaluative en 2019, avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser, notamment, un nombre de personnes à accompagner plus conséquent et de préciser la notion de sortie en emploi.

C'est ainsi qu'à compter de 2021, 100 personnes par accompagnateur à l'emploi minimum est demandé pour chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain, sauf celui du PLIE MP Centre (90 personnes contre 65 personnes auparavant soit un accompagnement de 825 personnes supplémentaire par an), en adaptant un processus d'intégration des

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

personnes de 6 semaines maximum, conformément aux exigences du plan pauvreté et de déterminer une durée de parcours unique de 18 mois avec une période supplémentaire possible de 6 mois. L'ensemble des mesures est précisé dans la convention annexée au présent rapport.

Aussi, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole ».

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP CENTRE en 2019-2020 sur les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons.

2.890.000 € (dont 760 000 € représentant la participation du CD13) ont été versés par le Conseil de Territoire au PLIE MP CENTRE.

4635 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 3000 habitants des quartiers de la politique de la ville (Marseille et Septèmes-les-Vallons), dont 2265 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 2101 personnes ont quitté le dispositif à la fin 2019, Parmi ces dernières, 950 personnes ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 44% d'insertion réussie en moyenne.

En parallèle, dans le cadre de la relation entreprises et des achats responsables, les équipes du PLIE MP CENTRE ont permis de mobiliser près de 330210 heures d'insertion dans les marchés publics ou privés et associé plus de 358 entreprises locales à l'insertion professionnelle de 737 personnes accompagnées.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, le Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2021 à 1 070 418 euros. Ce montant intègre la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 380 000 euros au maximum.

Les modalités de versement de cette subvention font l'objet d'une convention d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'adoption des budgets principal et supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération VECO 013-1157/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- La délibération VECO 006-154/19/CT du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibéré favorablement le protocole d'accord du PLIE MP CENTRE 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Conseil Départemental sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence a attribué une subvention au PLIE MP CENTRE au titre de l'année 2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 070 418 euros pour l'année 2021 (dont 380 000 euros au maximum représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Emergence(s) pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence CENTRE (PLIE MP CENTRE).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP CENTRE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-065/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs

DPEATSV 21/19079/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre d'intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé *ex-nihilo*.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des personnes éloignées de l'emploi visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accords successifs (2008-2012, 2013-2017) dont le dernier court pour la période 2018-2022. Ces derniers fixent les communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Les protocoles ont bénéficié d'un avis favorable par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis approuvé par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Cette nouvelle convention d'objectifs intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée ensuite de redéléguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention de fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen PLUS) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Dans une volonté de dynamiser la performance des 6 PLIE présent sur le territoire métropolitain, la Métropole a lancé une démarche évaluative en 2019, avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser, notamment, un nombre de personnes à accompagner plus conséquent et de repréciser la notion de sortie en emploi.

C'est ainsi qu'à compter de 2021, 100 personnes par accompagnateur à l'emploi minimum sont demandés pour chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain, sauf celui du PLIE MP Centre (90 personnes contre 65 personnes auparavant soit un accompagnement de 825 personnes supplémentaires par an), en adaptant un processus d'intégration des personnes de 6 semaines maximum, conformément aux exigences du plan pauvreté et de déterminer une durée de parcours unique de 18 mois avec une période supplémentaire possible de 6 mois. L'ensemble des mesures sont précisées dans la convention annexée au présent rapport.

Aussi, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP EST en 2019-2020 sur les communes de Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, La Ciotat, Roquefort la Bédoule et Gémenos, 680 000 € (dont 370 000 € représentant la participation du CD13) ont été versés par le Conseil de Territoire au PLIE MP EST.

961 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 205 habitants des quartiers de veille de la politique de la ville (Matagots, Vieux La Ciotat, Abeille, La Maurelle, Fardeloup), dont 502 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 380 personnes ont quitté le dispositif à la fin 2019, Parmi ces dernières, 191 personnes ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 48% d'insertion réussie en moyenne.

En parallèle, dans le cadre de la relation entreprises et des achats responsables, les équipes du PLIE MP EST ont permis de mobiliser près de 39 813 heures d'insertion dans les marchés publics ou privés et associé plus de 206 entreprises locales à l'insertion professionnelle de 178 personnes accompagnées.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, le Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2021 à 294 276 euros, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 210 000 euros au maximum.

Les modalités de versement de la subvention font l'objet d'une convention d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'adoption des budgets principal et supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La délibération VECO 014-1158/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP EST.
- La délibération VECO 004-152/19/CT en date du 26 mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Conseil Département 13 dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester pour dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibéré favorablement le protocole d'accord du PLIE MP EST 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Conseil Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence a attribué une subvention au PLIE MP EST au titre de l'année 2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 294 276 euros pour l'année 2021(dont 210 000 euros au maximum représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP EST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-066/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association du PLIE MPM OUEST - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs DPEATSV 21/19080/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique. Sur le Territoire, sa stratégie repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST),
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE),
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Pour rappel, les trois PLIE MP sont installés depuis 1993 dans le paysage institutionnel de l'insertion par l'activité économique. A l'origine, leurs actions étaient très localisées (niveau municipal) puis sous l'impulsion de la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) devenue en 2016 Conseil de Territoire Marseille-Provence suite à la création de la Métropole, deux d'entre eux voient leur périmètre d'intervention s'étendre (niveau intercommunal) et un nouveau PLIE est créé *ex-nihilo*.

Ainsi, ils favorisent la mise en place de parcours individualisés sous la forme d'un accompagnement personnalisé des personnes éloignées de l'emploi visant le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Dès leur création, la gestion des 3 PLIE MP a été confiée à des structures associatives.

Le fonctionnement des 3 PLIE MP est précisé dans les protocoles d'accords successifs (2008-2012, 2013-2017) dont le dernier court pour la période 2018-2022. Ces derniers fixent les communes d'intervention ; les indicateurs de performance liés à l'inclusion des publics en insertion ; les modalités de participation des différents financeurs des 3 PLIE MP et du Fonds Social Européen (FSE). Les protocoles ont bénéficié d'un avis favorable par le Conseil de Territoire du 26 Juin 2018 puis approuvé par le Bureau de la Métropole du 28 Juin 2018.

Cette nouvelle convention d'objectifs intègre également la contribution du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13) par le biais d'un fonds de concours pour l'accompagnement à l'emploi des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) des 6 PLIE métropolitains. La Métropole est chargée ensuite de redéleguer ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des PLIE, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention de fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

Par ailleurs, la Métropole, en tant que futur Organisme Intermédiaire (OI) de gestion et de contrôle du FSE+ (Fonds Social Européen PLUS) 2021-2027 viendra compléter, par voie d'appels à projets, les moyens financiers destinés à l'atteinte des objectifs fixés par les protocoles.

Dans une volonté de dynamiser la performance des 6 PLIE présents sur le territoire métropolitain, la Métropole a lancé une démarche évaluative en 2019, avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser, notamment, un nombre de personnes à accompagner plus conséquent et de repréciser la notion de sortie en emploi.

C'est ainsi qu'à compter de 2021, 100 personnes par accompagnateurs à l'emploi minimum sont demandés pour chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain, sauf celui du PLIE MP Centre (90 personnes contre 65 personnes auparavant soit un accompagnement de 825 personnes supplémentaires par an), en adaptant un processus d'intégration des personnes de 6 semaines maximum, conformément aux exigences du plan pauvreté et de déterminer une durée de parcours unique de 18 mois avec une période supplémentaire possible de 6 mois. L'ensemble des mesures sont précisées dans la convention annexée au présent rapport.

Aussi, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Concernant le bilan de l'action du PLIE MP OUEST en 2019-2020 sur les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

590 000 € (dont 320 000 € représentant la participation du CD13) ont été versés par le Conseil de Territoire au PLIE MP OUEST.

829 personnes différentes ont été accompagnées à l'emploi dont 3000 habitants des quartiers de la politique de la ville (Centre-ville, Florida Parc), dont 650 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Parmi elles, 400 personnes ont quitté le dispositif à la fin 2019. Parmi ces dernières, 176 personnes ont trouvé un travail ou une formation d'une durée minimum de 6 mois soit 44% d'insertion réussie en moyenne.

En parallèle, dans le cadre de la relation entreprises et des achats responsables, les équipes du PLIE MP OUEST ont permis de mobiliser près de 33 845 heures d'insertion dans les marchés publics ou privés et associé des entreprises locales à l'insertion professionnelle des personnes accompagnées.

Compte tenu de cette présentation et des engagements pris dans le protocole d'accord 2018-2022, le Conseil de Territoire versera sa participation annuelle qui s'élève pour 2021 à 245 518 euros, ce montant intégrant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui représente 160 000 euros au maximum.

Les modalités de versement de cette subvention font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs qu'il convient d'approuver sous réserve de l'adoption des budgets principaux et supplémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La délibération du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP OUEST ;
- La délibération VECO 030-892/19/CT en date du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain en 2020 ;
- La délibération du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027 ;
- Que le Conseil de Territoire et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont délibéré favorablement le protocole d'accord du PLIE MP OUEST 2018-2022 ;
- Qu'il a été notifié les conclusions de la démarche évaluative auprès des directeurs des 6 PLIE de la Métropole ;
- Qu'il existe une convention du fonds de concours entre le Conseil Départemental Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2021-2022 dont la participation financière du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sera constatée dans la partie recettes au budget de l'EPCI ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence a attribué une subvention au PLIE MP OUEST au titre de l'année 2020.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 245 518 euros pour l'année 2021 (dont 160 000 euros au maximum représentant la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône) à l'association du PLIE MARSEILLE PROVENCE METROPLE OUEST pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence OUEST (PLIE MP OUEST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association du PLIE MARSEILLE PROVENCE METROPLE OUEST gestionnaire du PLIE MP OUEST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 006-067/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Éa Eco-entreprises

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 21/19107/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'Excellence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

Présentation de l'association Éa Eco-Entreprises :

Association créée en 1996, Éa Eco-entreprises a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Elle est composée d'un réseau d'acteurs qui rassemble entrepreneurs, scientifiques, chercheurs autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique et énergétique dans l'intérêt des générations futures en proposant une approche globale interdisciplinaire, propice au développement économique et à une vision systémique des problématiques de cette transition.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficaces existantes.

Fort de ses 166 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation régionale du pôle AQUAVALLEY depuis 2011, ce qui lui permet de mettre en œuvre différentes actions structurantes pour cette filière mais également pour les filières connexes telles que l'énergie, la biodiversité, les sites et sols pollués, au bénéfice de l'activité économique de l'ensemble.

Le programme d'actions 2021 de Éa Eco-Entreprises s'articule autour de plusieurs axes :

Axe 1 – Innovation (dont les actions relevant de l'usine à projets/innovation)

Axe 2 – International

Axe 3 – Europe

Axe 4 – Emploi – Formation

Axe 5 – Contribution aux OIR

Axe 6 – Croissance des entreprises

Pour 2021, la volonté de Éa Eco-Entreprises est d'inscrire le réseau dans une démarche pro-active en travaillant avec les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires, à l'élaboration d'AMI / AAP dans le cadre du Plan de relance, et plus généralement pour toutes les actions du territoire en faveur de la transition écologique et la création d'emplois durables.

Les éco-entreprises constituent l'un des piliers essentiels de la relance économique, compte tenu de la bonne santé du secteur d'activité et de sa capacité à créer des emplois durables en région.

Le dispositif proposé en 2021 pour la croissance des entreprises est fortement adapté au contexte post-Covid et poursuivra les objectifs suivants :

- suivre et diffuser les appels à manifestation d'intérêt / appels à projets du plan de relance,
- constituer un lien régulier entre les dispositifs régionaux de croissance des entreprises et les membres,
- favoriser la connaissance mutuelle Donneurs d'ordre publics privés / éco-entreprises,
- travailler avec les collectivités sur la commande publique durable.

L'association s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe 2 de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 17 000 € représentant 3,31 % du budget prévisionnel de 513 193 €.

La dépense se répartit de la façon suivante :

- 12 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 5 000 € sur le Budget Principal Métropolitain

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention Proposée	Convention d'objectifs

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

2021_559	Éa Eco-Entreprises	Budget principal Métropolitain	513 193 €	5 000 €	5 000 €	oui
2021_560	Éa Eco-Entreprises	CT2 Pays d'Aix	513 193 €	15 000 €	12 000 €	oui
TOTAL					17 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire,
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et du compte rendu financier signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Ea Eco-entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

TCESDE 007-068/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
MET_SISM 21/19108/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

Plan d'actions 2021

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité initiée par le Gouvernement. Le pôle se fixe pour 2021 les priorités ci-dessous :

1. Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (microélectronique, sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et intelligence artificielle) ;
2. Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
3. Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
4. Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
5. Être un cluster international de référence, visible et reconnu ;
6. Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
7. Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les cinq principaux marchés applicatifs visés par le Pôle SCS sont les suivants : l'industrie 4.0, les smart cities, la logistique et le transport, la e-santé et le bien-être et enfin, à titre exploratoire, le véhicule connecté.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes, détaillés en annexe de la convention d'objectifs.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 66.000 € représentant 7,13% du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 995.201€ et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 26 000€ pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 40 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_00458	Pôle SCS	CT1 Budget Principal Métropolitain	995,201 €	30 000 €	26 000 €	oui
2021_00459		CT2 EST du Pays d'Aix		50 000 €	40 000 €	
TOTAL					66 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SCS – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 008-069/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle EUROBIOMED - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 21/19109/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle Eurobiomed

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,
- support aux projets de R&D,
- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Depuis 10 ans, Eurobiomed a développé ses activités aussi bien dans la région Sud PACA qu'en région Languedoc - Roussillon. Cancer Bio Santé était quant à lui présent en Midi-Pyrénées. Une stratégie de fusion a été engagée entre

les deux entités à l'occasion de la création de la nouvelle région Occitanie où les deux Pôles de compétitivités intervenant sur la filière santé déployaient leurs actions sur un seul et même territoire.

Cette fusion s'est concrétisée lors de la candidature pour l'appel à projet de la phase IV des pôles et a reçu un avis favorable de l'État et des collectivités territoriales. Les deux pôles ont donc fusionné en septembre 2019 pour devenir l'un des plus grands réseaux d'acteurs de la santé en Europe.

Déjà reconnu sur le plan international, le cluster souhaite désormais transformer son organisation pour définitivement ancrer son rayonnement à l'échelle internationale et ainsi amplifier son impact dans la croissance des entreprises des régions Sud PACA et Occitanie.

Il convient de noter par ailleurs que Eurobiomed s'implique considérablement dans les projets du territoire métropolitain :

- Marseille Immunopôle : détection de projets, organisation de la rencontre thématique Immuno-Oncologie, développement des collaborations entre scientifiques, cliniciens et acteurs industriels...
- Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée Infection : émergence de projets collaboratifs, échanges avec les start-Ups incubées...
- Soutien au programme DHUNE (centre d'excellence visant à fédérer favoriser la recherche sur les maladies neurogénératives et le vieillissement et à fédérer les acteurs) : émergence de projets de R&D, interface entre cliniciens, chercheurs et industriels...
- Institut GIPTIS (lutte contre les maladies rares génétiques).
- Organisation à Marseille de la Convention d'affaires européenne BioFit 2019
- Co-construction de la feuille de route stratégique métropolitaine
- Projet de Technopôle d'Aubagne.

D'ici à 2022, Eurobiomed s'est ainsi fixé pour objectifs :

- de développer significativement son réseau pour atteindre 500 membres et devenir le premier pôle Européen dédié à l'accompagnement des PME de la HealthTech (croissance de 30% par rapport au nombre actuel de membres) ;
- de générer un flux de projets très dense soit 90 projets reçus par an dont 20% financés sur les principaux guichets (croissance de 20 % par rapport aux résultats actuels) ;
- d'organiser des événements d'envergure internationale pour renforcer l'attractivité de son territoire ;
- de poursuivre son implantation très décentralisée au cœur des territoires et des métropoles.

Le Pôle Eurobiomed s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 63 000 €, représentant 6 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1 041 228 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 58 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_338	Pôle EUROBIOMED	Budget Principal Métropolitain CT1	1 041 228 €	69 000 €	58 000 €	Oui
2021_744		CT2 Pays d'Aix		6 000 €	5 000 €	

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

TOTAL					63 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d’associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’attribution d’une subvention de fonctionnement au Pôle Eurobiomed - Approbation d’une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 009-070/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
MET_SISM 21/19111/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle Optitec :

Couvrant les filières photonique et imagerie, le Pôle OPTITEC réunit près de 220 membres et est composé d'industriels, d'établissements de recherche et d'organismes de formation, qui comptabilisent près de 75 000 emplois.

Le pôle OPTITEC couvre les deux grandes régions du sud de la France : Région Sud et Occitanie et s'attache à mener sur l'ensemble de son territoire une action de proximité avec ses adhérents et partenaires, à travers un programme d'animation et une action de terrain. Le pôle est implanté sur le technopôle de Château Gombert à Marseille et possède également une antenne dans la pépinière de Meyreuil.

Il est composé d'une équipe de 15 salariés, combinant une expertise de très haut niveau sur les technologies de la photonique et imagerie et des compétences fortes en matière de business développement.

OPTITEC a identifié sept défis majeurs qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité pour laquelle il a obtenu le renouvellement de sa labellisation en janvier 2019 :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plates-formes technologiques),
- financer la R&D et le développement,
- intégration depuis 2020, d'un nouveau domaine à fort potentiel : agriculture de précision.

Le Pôle OPTITEC structure son action autour de cinq domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : sécurité des biens, des sites sensibles et des personnes, instrumentalisation nucléaire, sous-marin, naval, aérien...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie et instrumentalisation médicale, biomédical et biotechnologies...
- Ville et mobilité intelligentes : voiture autonome, éclairage et réseaux d'informations...
- Industrie du futur : contrôle en ligne et contrôle non destructif, interaction homme machine, maintenance, formation...
- Agriculture numérique : phénotypage et détection précoce de maladie, imagerie embarquée....

Il couvre les domaines d'intervention traditionnels des pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

En 2021, les missions et rôle des instances de gouvernance s'inscriront dans la continuité de l'année précédente avec une nouvelle approche stratégique de développement de son réseau.

Le plan d'action s'articulera autour de 5 axes prioritaires :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Impulsion, accompagnement, labellisation et valorisation de projets R&D
- Déploiement des programmes d'accélération
- Animation du réseau et partenariats
- Formation
- Accompagnement à la croissance des entreprises sur le territoire régional, en Europe et à l'International.

OPTITEC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et a revu sa stratégie et son modèle économique, tout en respectant sa feuille de route inscrite dans la phase IV.

L'année 2021 sera rythmée par des animations qui auront lieu sur le territoire.

Une véritable stratégie de prospection sera mise en place pour identifier des entreprises, notamment industrielles, ayant des besoins en intégration de technologies photoniques ou étant des offreurs de briques technologiques.

En 2021, OPTITEC poursuivra son activité de soutien et d'expertise des projets innovants de ses entreprises membres en alliant le savoir-faire technique et les compétences business disponibles en interne afin de sourcer des projets prometteurs et les suivre depuis les développements R&D jusqu'à la mise en marché.

Comme en 2020, OPTITEC s'attachera à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share*, dédiée à la mise en relation entre offreurs et utilisateurs de biens ou de services devrait devenir une structure « annexe » d'OPTITEC, dénommée Programme d'Accélération de l'Investissement Photonique (PAIP). Elle vise à accélérer le processus de développement de produits innovants.

Enfin, OPTITEC est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

Le Pôle s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe 2 de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 52 000 €, représentant 4,4 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1 183 568 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40 000 € seront pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 12 000 € seront pris en charge sur l'état spécial du territoire (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2021	Budget prévisionnel action 2021	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_557	Pôle OPTITEC	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 402 455 €	1 183 568 €	45 000 €	40 000 €	oui
2021_558		CT2 Pays d'Aix			15 000 €	12 000 €	
TOTAL						52 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 010-071/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 21/19112/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Sur le territoire métropolitain, plusieurs projets de développement local sont ciblés :

- Le développement du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- le développement et l'implantation de la filière dirigeable sur le territoire de la Métropole ;
- le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence ;
- l'instruction, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Les solutions et systèmes pour la sécurité et la protection de l'environnement ;
- L'aéronautique et le spatial.

Le rôle du pôle est de :

- développer des solutions renforçant la sécurité du citoyen contre tout risque d'agression : risque industriel, risque naturel et malveillance ;
- développer les solutions de transport et de travail aérien réduisant l'empreinte carbone et écoresponsables sur tous leurs cycles de vie.

Le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 64 500 €, représentant 4,43 % du budget prévisionnel 2021 d'un montant de 1.455.620 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 20 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_655	Pôle SAFE	CT1 Budget Principal Métropolitain	1.455.620 €	45 000 €	40 000 €	OUI
2021_656		CT2 Pays d'Aix		25 000 €	20 000 €	
2021_657		CT5 Istres-ouest- Provence		4 500 €	4 500 €	
TOTAL					64 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 011-072/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage - Approbation de la convention d'objectif

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 21/19114/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM en date du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA), jusqu'alors mis en œuvre au territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole.

En vertu de la délibération précitée c'est l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

Initialement abondé par les fonds de reconversion des bassins miniers, le dispositif mobilise désormais les fonds de revitalisation susceptibles d'être affectés au territoire en cas de suppression d'emplois par un groupe assujéti, géré par les services de l'Etat (DIRECCTE). En conséquence, une convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abonde le fonds par le biais d'une subvention annuelle versée, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

A la date du 31 août 2020, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis 2003 à l'échelle du territoire du Pays d'Aix :

- 139 dossiers retenus propulsés
- 275 dossiers examinés en comités de sélection
- 13 échecs
- 1 386 283 € remboursés par les porteurs de projet
- 4.070.195 € engagés
- 682 emplois créés et pérennisés, 100 entreprises créées

A la date du 20 octobre 2020, 43 dossiers ont été reçus. Sur 12 projets présentés en comité de sélection, 6 ont été financés ; 2 dossiers ont été présentés au dernier comité d'engagement de 2020.

En 2021, l'association prévoit d'examiner environ 50 dossiers pour en déterminer l'éligibilité. Sur cette base, 9 à 12 dossiers pourraient être financés, après passage aux comités de sélection et d'engagement.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Pour le budget 2021, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 138 000 € pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 3 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 241 000 €, représentant **74,43** % du coût prévisionnel global de 323 800 € (cf. tableau ci-dessous)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2021_00 401	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	323.800 €	138 000 €	138 000 €	OUI
2021_00 402		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
2021_00 403		CT4 Pays d'Aubagne et de l'étoile		20 800 €	3 000 €	
TOTAL €						
258 800 €					241 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectifs, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % versé à la signature de la convention et sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2021 d'un montant de 450 600 € sera attribuée à l'association PAD (426 600 € pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 € sur le budget principal de la Métropole). Cette subvention fera l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises Technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement - Abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence-Amorçage - Approbation de la convention d'objectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 012-073/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'entrepreneuriat PME pour la gestion et l'animation du Carburateur - Approbation d'une convention DPEATSV 21/19123/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts,

qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « La Fabrique à Entreprendre ».

Un partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre a reposé sur une convention tri-annuelle pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier. Une convention annuelle entre l'Association et la Métropole Aix-Marseille Provence a pérennisé ce soutien jusqu'en 2020. Une nouvelle convention est proposée pour 2021.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole, Cosens, BGE Accés conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 4 Emplois Temps Plein : une directrice, une secrétaire-comptable, une chargée d'entreprise et une chargée de projet. Un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord (Cap Au Nord Entreprendre), les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services et tarifs adaptés) et de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

Les objectifs globaux de l'Association sont :

- Capter les entrepreneurs non accompagnés → améliorer le taux d'accompagnement
- Articuler l'offre du réseau → optimiser et sécuriser les parcours
- Sécuriser la croissance des entreprises → créer richesse et emploi
- Installer une synergie avec le territoire et ses acteurs économiques → connecté
- Impliquer les entreprises « locomotives » du territoire dans le projet
- Faire rayonner l'entrepreneuriat → valorisé
- Faire valoir le potentiel du territoire nord et agir sur son attractivité → défendre

BILANS

De Janvier à Septembre 2020 après quatre ans d'activité, le bilan reste positif malgré le contexte de la crise sanitaire :

- 621 porteurs de projets accueillis dont 45% de femmes et 55% d'hommes. 33% résidents des QPV.
- 56 entreprises résidentes
- 138 entreprises conseillées
- 100% d'occupation de l'espace
- 341 jeunes collégiens et lycéens accueillis et sensibilisés à l'entrepreneuriat
- 48 Ateliers, 655 permanences et 9 petits déjeuners thématiques ont été organisés

OBJECTIFS

Les objectifs 2021 restent :

- Le soutien à la création d'entreprises et l'hébergement de 50 jeunes entreprises sur 3 ans.
- L'orientation de 120 porteurs de projets par an relevant pour la plupart des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc.) vers les structures d'aide à la création d'entreprise qui composent le Bureau de l'Association.
- L'animation d'un réseau autour de la thématique de l'entrepreneuriat et la constitution d'un véritable lieu ressource ou Pôle de l'Entrepreneuriat.
- La diffusion de l'esprit d'entreprendre auprès de différents publics
- En 2021, la réflexion, amorcée en 2019, sur l'essaimage du modèle et l'évolution de la forme du Carburateur sera poursuivie.

Dans les objectifs, il est à noter également la mise en œuvre par la Métropole d'une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

En 2020, l'association PME a bénéficié d'une subvention à hauteur de 65 000€.

En 2021, l'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 100 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n°FBPA 033-8303/20/CM portant sur le Plan de relance de la Métropole : « AMP 2R » La Relance et le Renouveau d'Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier développement de l'activité et de l'emploi.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 65 000 euros pour 2021 à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur au titre de l'année 2021. Cela représente une participation à hauteur de 12,7% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 013-074/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 21/19126/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

Cette association, reconnue d'utilité publique, apporte donc un accompagnement technique et financier permettant à des personnes n'ayant pas accès aux crédits bancaires (notamment demandeurs d'emplois, allocataires des minimas sociaux, soit en situation de précarité sociale et financière), de pouvoir réaliser leurs projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi via des micro-crédits et des prêts d'honneur.

L'ADIE agit sur deux volets tels que :

- La création d'entreprises
 - L'accompagnement des micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité
 - Le micro-crédit professionnel qui consiste à financer les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux, à travers le microcrédit (jusqu'à 10 000€ de prêt)
 - La création ou le maintien de l'emploi salarié
 - Le microcrédit personnel pour l'emploi qui consiste à favoriser la recherche ou le maintien de l'emploi (par exemple financer l'achat ou la réparation d'un véhicule, financer une formation etc... (jusqu'à 5 000€ de prêt)
 - Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31 octobre 2020, 327 personnes dont 245 pour un projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié. En comparaison avec 2019 à la même date, l'ADIE avait financé 398 personnes.

Le bilan intermédiaire 2020, est ainsi ventilé par Conseil de Territoire (CT)

Bilan au 31 octobre 2020

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays Salonais	CT Pays d'Aubagne	CT Istres Provence	CT Pays de Martigues	Total au 17/09/2019
Nombre total de personnes financées	210	63	16	16	7	15	327
Pour un projet d'entreprise	161	43	14	12	2	13	245
Pour un projet d'emploi salarié	49	20	2	4	5	2	82

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Ainsi, au 31 octobre 2020, sur les 327 personnes financées, 211 sont des hommes (dont 170 pour un projet d'entreprise et 41 pour un emploi salarié) et 116 sont des femmes (dont 75 pour un projet d'entreprise et 41 pour un emploi salarié). Il s'agira donc de veiller pour 2021 à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

En outre, face à l'urgence sociale et économique causée par la COVID 19 qui impacte fortement les entrepreneurs du territoire, l'ADIE a lancé une aide spécifique de relance via un prêt d'honneur adapté afin d'aider tous les entrepreneurs à qui les banques ne prêteront pas en leur proposant un prêt à taux zéro, de 1 000€ à 10 000€ avec un différé de remboursement de 24 mois maximum et une durée de remboursement de 60 mois maximum. Ce fonds a été abondé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 125 000€ en juillet 2020.

Enfin, Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 48 000 euros au titre de l'année 2021 sous réserve de l'adoption du budget principal 2021. Cette subvention est décomposée comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 40 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 1 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

La participation financière de la Métropole représentant 5.8 % du coût total prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur le plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une convention d'abondement au fond de prêt d'honneur de l'ADIE sous forme d'avance remboursable.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 48 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2021.

La subvention sera répartie ainsi :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 40 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 1 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 014-075/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Grand Luminy - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19132/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le domaine technologique, aux côtés de l'aéronautique-mécanique, du maritime, de la logistique, des industries numériques et créatives, de l'environnement et l'énergie, la santé est une des filières d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, Bilhi Genetics, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à la filière santé, et plus spécifiquement le développement des biotechnologies, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delage) ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur interuniversitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du village d'entreprises de MI-Biopark à Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise. Elle est organisée en deux départements :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Animation et promotion. Les actions prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site et réseaux sociaux) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreux événements.
- Structure de soutien et d'accompagnement des entreprises. L'association assure une mission de pépinière d'entreprises de biotechnologie.

La pépinière propose aux sociétés laboratoires, bureaux, plateformes mutualisées, services administratifs une large gamme de services spécialisés autour des activités de R&D, dispensés par du personnel dédié.

A ce dispositif permettant aux entreprises de concentrer leurs ressources sur leur cœur de métier, vient s'ajouter un accompagnement stratégique dispensé par des chargés de mission spécialistes de ce secteur d'activité pour travailler sur les questions de modèles économiques, Business Plan, recherche de financements, marketing & communication, etc.

Les entreprises hébergées bénéficient également de l'accès au réseau de professionnels de Grand Luminy, et aux différentes opérations organisées tout au long de l'année (interventions d'experts, réunions d'information, formations mutualisées, etc.).

En 2019, l'association a perçu une subvention de 90 000 euros pour un budget de 907 091 euros, soit 9,9 %.

L'année 2019 a été marquée par la poursuite de la troisième édition du programme d'accélération de croissance des start-up « Go4Biobusiness » co-piloté avec le Pôle Eurobiomed. Grand Luminy a assuré le suivi de l'accélération de la startup Ekinnox, une medtech basée à Sophia Antipolis (06). Les axes d'accélération identifiés par le comité Go4BioBusiness concernaient le développement préindustriel, le développement commercial à l'international et la levée de fonds.

2019 a été une année spécifique car AGL a débuté une mutation afin d'établir une nouvelle stratégie pour rester un outil de développement performant, pour redéfinir son positionnement et pour développer une offre de service dans le cadre de groupes de travail en interne. Cette réflexion a été complétée en parallèle par une ingénierie d'accompagnement portée par Rising Sud. La montée en puissance et la diversification de l'offre de services aux entreprises (conseils, coaching, mise en réseau, prescripteur des différents dispositifs de financement) constitue un axe de développement prioritaire pour Grand Luminy

La pépinière a connu un niveau d'activité important puisque la quasi-totalité des locaux disponibles a été loué. Du fait de l'occupation presque maximale des bâtiments, la charge de travail des plateformes mutualisées a encore augmenté.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière quinze entreprises de pointe pour un effectif total de 98 salariés.

Les bâtiments dédiés à l'accueil d'entreprises sont loués à 100 % et la pépinière ne peut plus accueillir pour un certain temps de nouvelles startups. Les entreprises présentes sont plus structurées et n'ont pas forcément les mêmes besoins d'accompagnement que les startups. Seule la construction de nouvelles surfaces dédiées aux entreprises de biotechnologie permettrait aux entreprises les plus anciennes de se développer dans des locaux plus grands, permettant alors à la pépinière de reprendre son cycle et d'accueillir de nouveaux projets.

Pour 2020, la subvention s'est élevée à 90 000 euros pour un budget total de 910 000 euros, soit 9,89 %

L'année 2020 a été la première année de mise en œuvre de la stratégie de repositionnement de l'association qui se déroulera en plusieurs étapes. L'association a travaillé sur la création d'une nouvelle offre d'accompagnement et d'animation propre à la zone entreprise, tout en poursuivant la communication du Parc en fonction des ressources pouvant y être dédiées. Cette offre servira par la suite à saisir les opportunités de développement de surfaces d'hébergement de Grand Luminy sur la zone tout en consolidant ses finances. Elle sera ensuite étendue potentiellement aux futurs sites métropolitains dans le cadre du développement de la filière.

L'association est par ailleurs très impliquée dans les réflexions et travaux de la Métropole sur le développement économique du Parc en relation avec le projet de MI Biopark et la participation à la création d'un site Health Tech sur Sainte Marguerite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Grand Luminy – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 015-076/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association du Technopôle Marseille Provence - Approbation de deux conventions

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19144/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Technopôle Marseille Provence, à la fois campus scientifique et zone d'activités dédiée à l'innovation technologique, est aujourd'hui au cœur d'une dynamique de requalification urbaine et économique portée conjointement par deux directions opérationnelles de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Direction Générale Adjointe du Développement Economique, Emploi & Attractivité et la Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme et de la Stratégie Territoriale.

Chiffres clefs Technopole Marseille Provence

- 170 entreprises dont 50 start-up – 4000 salariés dont 660 chercheurs, 2000 étudiants
- Plusieurs leaders hi-tech de l'économie productive métropolitaine : Capsum, Provepharm, TraXens, etc
- Deux grandes écoles d'ingénieurs : Ecole Centrale Marseille et Polytech'Marseille (AMU)
- 8 laboratoires de recherche publique et plateformes technologiques associées
- Un écosystème complet de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes : Incubateur Impulse / Pépinière Marseille Innovation / Pôle de compétitivité Optitec
- Nouvelles implantations et salariés prévues à horizon 2022 : + 350 salariés minimum

En cohérence avec l'Agenda du Développement Economique métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place une stratégie de soutien aux Associations de zones d'activité, afin de faciliter le développement des entreprises et la simplification de leur relation avec les services publics dans une logique de performance territoriale et d'efficacité collective.

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient depuis 2019 la création et le lancement de l'Association du Technopôle Marseille Provence, en tant qu'interlocuteur privilégié et partenaire de sa stratégie de développement

territorial, le Technopôle étant la seule zone d'activités métropolitaine de cette envergure (4000 salariés, 170 entreprises) à ne pas disposer d'un tel outil structurant.

Rassemblée autour de ses membres historiques que sont Aix-Marseille Université, l'Ecole Centrale Marseille, la pépinière de start-up Marseille Innovation, les Clubs d'entreprises existants et les entreprises les plus innovantes du site, l'Association du Technopôle Marseille Provence a pour objectif à la fois de répondre à des problématiques concrètes telles que la mise en place des politiques RSE et le déploiement de solutions de mobilité mais aussi de fédérer la communauté technopolitaine, riche de ses nombreuses entreprises innovantes, laboratoires, étudiants et chercheurs, afin de créer de nouvelles synergies bénéfiques au développement économique du territoire et de l'innovation.

Plan d'action Fonctionnement global La feuille de route de 2021 est destinée à poursuivre la mise en œuvre concrète des missions suivantes, initiées avec succès en 2020, grâce notamment au recrutement d'un ETP :

- mise en place d'une stratégie marketing et de communication pour la communauté technopolitaine via le renforcement de la communication et la présence sur les réseaux sociaux.
- Mise en œuvre de la solution de collecte mutualisée des déchets suite à l'annonce de l'arrêt de la collecte par la Métropole Aix-Marseille Provence, et l'évaluation des besoins de plus de 60 entreprises réalisée en 2020
- la fédération et mobilisation des acteurs sur les thématiques de l'emploi et la résilience économique
- Prise de contact et multiplication du nombre d'adhérents
- Animation du réseau technopolitain en lien avec les projets d'aménagement en cours et les arrivées de nouvelles entreprises
- Rencontres avec les partenaires publics et du monde industriel pour stabiliser d'un mode de gouvernance et un positionnement au sein de l'écosystème de l'innovation local, national et international.

Parmi les actions 2021 de l'Association deux feront l'objet d'une subvention pour action spécifique : la mise en place de solutions de mobilité et la mise en place d'un dispositif de surveillance des accès autorisés, bénéficiant à l'ensemble des usagers.

Action spécifique « Mobilité » : L'Association du Technopôle Marseille Provence porte désormais le déploiement des actions du PDMIE de la zone d'activités, son suivi ainsi que l'évaluation de ses effets. Dans le cadre du PDMIE, l'Association du Technopôle Marseille Provence souhaite contribuer à la multiplication des covoiturages réguliers et à l'utilisation de solutions de mobilité douce. Suite aux conclusions des études menées en 2020, l'objectif pour 2021 est de proposer des solutions concrètes aux acteurs du Technopôle (tests, déploiement, monétisation, etc...) et de réussir à convertir les salariés aux nouvelles solutions, et la mobilisation financière des entreprises, via des ateliers de sensibilisation. Les données et les solutions testées par l'Association viendront par ailleurs appuyer les actions de la Métropole et ses partenaires dans le cadre de l'opération en cours de requalification des espaces publics du Technopôle, sous maîtrise d'ouvrage SOLEAM.

Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, constituent un des grands enjeux de l'attractivité des zones d'emploi. A ce titre, il est proposé de soutenir en 2021 les actions en faveur de la mobilité de l'Association du Technopôle d'un montant total de 15 000 euros (hors contributions volontaires) à hauteur de 33,33 % soit un montant de 5 000 euros.

Action spécifique « Surveillance des accès autorisés » : Conformément à « l'Etude Sûreté » réalisée par la section Prévention situationnelle de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, un dispositif de surveillance des accès autorisés des différents organismes du Technopôle a été mis en place depuis 2016 aux heures de faible fréquentation, afin de mettre un terme à la recrudescence d'incidents graves constatée à cette période.

Ce dispositif a été géré jusqu'en 2020 par le PC Sécurité de l'Ecole Centrale Marseille. L'Association du Technopôle Marseille Provence propose d'assurer à partir de 2021 la gestion de ce dispositif et d'élargir le périmètre afin d'intégrer les intérêts des entreprises adhérentes de l'association (notamment la zone des Baronnie).

La Métropole soutient depuis 2016 les acteurs du site dans leur engagement pour la mise en place des dispositifs de dissuasion et de prévention recommandés par la Direction de la Sûreté publique et plus récemment recommandés par la Police Nationale en 2020. A ce titre, il est proposé de soutenir en 2021 les actions prévues par l'Association pour la mise en place de dispositifs de surveillance du Technopôle dont le budget s'élève à 65 000 euros (*hors contributions volontaires*) à hauteur de 23% soit un montant de 15 000 euros.

Synthèse

En 2020, la Métropole avait soutenu les actions de l'association du Technopôle Marseille Provence pour un montant de 70 000 euros correspondant à 70% du budget 2020 total de l'Association de 100 000 euros (hors contributions volontaires), exclusivement sur des crédits du Conseil de Territoire Marseille Provence (Etat Spécial

du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320 - Chapitre 65– Nature 65748 – fonction 61).

Le budget prévisionnel total de la feuille de route 2021 de l'Association du Technopôle Marseille Provence s'élève à 140 000 euros (hors contributions volontaires). Il est proposé de soutenir le développement de l'Association du Technopôle Marseille Provence à hauteur de 50% soit un montant de 70 000 euros décomposé comme suit :

- 50 000 euros subvention de fonctionnement pour la réalisation de sa feuille de route globale
- 15 000 euros subvention action spécifique liée à la surveillance du site
- 5 000 euros subvention action spécifique pour la mise en œuvre de solutions concrètes liés aux déplacements des salariés (covoiturage et ateliers de sensibilisation).

NB : Au titre de la compétence Mobilité, le soutien 2021 de la Métropole aux actions liées à la mobilité des salariés s'effectue via le Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A710 nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir l'association du Technopôle Marseille Provence et la réalisation de sa feuille de route 2021 dans le contexte de renouveau urbain et économique du Technopôle Marseille-Provence ;
- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité des salariés de ses zones d'activités et des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...) ;
- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopôle de Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence et l'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image pour le Technopôle, site d'excellence académique et entrepreneuriale du territoire métropolitain ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association du Technopôle Marseille Provence - Approbation de deux conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 016-077/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille French Tech - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 21/19164/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, avec pour ambition de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des « Tech Champions », de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

L'association Aix Marseille French Tech est une structure appartenant à l'écosystème numérique sur le territoire, avec au sein de sa gouvernance, un collectif d'entrepreneurs.

En avril 2019, l'association Aix Marseille French Tech obtient le label « Capitale French Tech » validant ainsi la trajectoire stratégique et les moyens mis en œuvre par la nouvelle gouvernance.

La feuille de route de la Mission French Tech au niveau national a posé les priorités suivantes :

- l'hypercroissance des startups (le passage à l'échelle),
- le développement du financement des startups,
- la venue et la formation de talents,
- une technologie au service de tous ("Tech4good"), inclusive de tous les publics.

La feuille de route de la French Tech Aix-Marseille s'inscrit, dans la continuité des actions portées pendant l'année 2020, dans les axes de la feuille de route nationale en incluant les spécificités du territoire d'Aix-Marseille.

Dans ce cadre, les axes principaux du programme pour l'année 2021 sont les suivants :

✓ Mobiliser l'écosystème vers l'hypercroissance

Objectif : Jouer collectif pour faire détecter les pépites et faire grandir les tech champions en leur apportant des opportunités de visibilité, mise en relation business, financement...

- Faire circuler des informations et sourcer des pépites au sein du comité des structures d'accompagnement
- Développer des opportunités business pour les startups
- Faire la promotion du French Tech 120, du Next 40 et du « French tech for the planet »
- Déployer le programme « French Tech Central » sur le territoire pour lever les barrières au développement des startups en leur permettant d'accéder à des contacts qualifiés au sein des administrations
- Mettre en lumière les startups du territoire à travers de nouveaux formats vidéo et podcast
- Participer en nom collectif à des conférences, événements, jurys
- Participer à l'élaboration et la mise en place des plans de relance sur le territoire 2

✓ Booster l'international

Objectif : Consolider les ponts construits entre l'écosystème tech local et l'international. Aider les startups à s'étendre à l'international et aider à l'arrivée de startups/entreprises tech/fonds étrangers sur le territoire. Focus Afrique/Méditerranée.

- Soutien à la production d'Emerging Valley 2021, sommet dédié à l'innovation organique en Afrique et aux liens avec le territoire

- Aide au sourcing et/ou accompagnement à deux structures du territoire (Accélérateur M/ délégations internationales type CES, missions menées par les collectivités)
- Aide à la politique d'attractivité du territoire, notamment en coopération avec Provence Promotion

✓ **Développer le financement**

Objectif: Faciliter l'accès des startups aux sources de financement et attirer les investisseurs nationaux et internationaux sur le territoire.

- Organisation d'une à deux rencontres startups / investisseurs
- Organisation à intervalles réguliers d'ajerwork pour parler financement et networker
- Rencontre startups/investisseurs nationaux avec le Tour de France Digitale à Marseille

✓ **Mobiliser les talents**

Objectif: acculturer les jeunes à l'entrepreneuriat tech, soutenir l'accueil de nouvelles formations tech sur le territoire, rapprocher les demandeurs d'emploi des métiers en tension dans la tech, promouvoir la tech et l'entrepreneuriat au féminin

- Renouvellement du programme French Tech Tremplin
- Rapprocher les jeunes de la tech, des startups et de l'entrepreneuriat à travers des partenariats (IAE, Pépité, Rectorat Aix Marseille, 100 000 entrepreneurs...)
- Enrichissement du « livre blanc des métiers en startups » et diffusion avec des partenariats auprès des étudiants
- Organisation d'un moment de rencontre entre les startups qui recrutent et de potentiels candidats
- French Tech Central: organisation d'ateliers et de masterclass sur la thématique emploi

✓ **Promouvoir la tech inclusive et durable et renforcer les singularités du territoire**

Objectif : Soutenir les industries culturelles et créatives, filière tech émergente et différenciante, et œuvrer pour la construction d'une « Tech for Good », une tech inclusive et durable.

- Organisation de la troisième édition du Grand Bain, et déploiement d'une ligne éditoriale sur la « tech à impact » tout au long de l'année
- Participation au salon Viva Technology
- Promotion de la place des femmes dans la tech, à travers un nouveau format podcast en partenariat avec un média
- Partenariat avec des institutions et des événements culturels (MuCEM, Babel XP, Fiesta des Suds...) pour développer les Industries Culturelles et Créatives sur le territoire
- Proposition de contenu et d'ateliers sur la thématique de la santé
- Proposition de contenus et d'ateliers sur la thématique de la tech pour les océans, en lien avec la dynamique nationale « tech for good »
- Réflexion sur la digitalisation des centres-villes et proposition d'actions

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, il est proposé l'attribution d'une subvention de 140 000 euros, représentant 22.6 % du budget prévisionnel 2021 dont le montant s'élève à 619 000 € (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- Budget principal métropolitain : 70 000 €
- Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix : 70 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la Métropole de soutenir la dynamique French Tech qui rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain ;
- Les objectifs stratégiques de la Métropole en faveur d'un écosystème d'innovation et d'expérimentation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille-Provence à l'association Aix-Marseille French Tech - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 017-078/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Impulse - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 21/19165/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, Impulse, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités de l'Académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'INRA, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'Arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

La mission d'Impulse consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique menée au sein des laboratoires du territoire en les transformant en entreprises innovantes. L'incubateur apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Il détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes issus de la recherche académique, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Il sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

39% des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37% sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 21% des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 3 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros aux projets qu'il accompagne.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a contribué à :

- un investissement de 15 millions d'euros
- l'accompagnement et le financement de 206 projets donnant lieu à près de 175 entreprises innovantes créées
- la création de près de 1 650 emplois directs

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 51% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en amont et en complémentarité des pépinières d'entreprises. Il collabore étroitement tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix. Il est également un important prescripteur du Fonds Aix-Marseille Provence Amorçage (AMPA).

En 2020, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 12 nouvelles entreprises sur les 12 nouveaux projets incubés, et près de 100 emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé.

Quelques réalisations en 2020

Malgré la crise de la COVID 19, l'incubateur Impulse, durant l'année 2020 a poursuivi son programme d'animation. L'incubateur a pu déployer quelques actions en propre tout en participant également aux événements d'autres partenaires locaux afin de se faire connaître, de faire connaître son action et de sensibiliser un large public aux problématiques du transfert de technologie, de l'innovation, de la recherche, de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprise innovante. A titre d'exemple, on peut citer :

- « Atelier de présentation des modalités du concours iLab 2020 »
- « Participation au DeepTech Tour »
- « Facilitez votre parcours pour créer et développer votre entreprise » – Dans le cadre d'une demi-journée d'information, menée avec le pôle OPTITEC et la SATT Sud Est
- « Participation au 12/14 de l'Arbois - Les outils de valorisation et d'entrepreneuriat d'Aix- Marseille Université »
- « Participation à la formation Prestations Intellectuelles & Création d'Entreprises du CNRS »
- « Participation à la 2nd rencontre Polytech Marseille Entreprises »
- « Participation aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE Provence »
- « Participation aux comités de sélection du Dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) »
- « Permanence à l'activité de la CISAM »

Programmation 2021 :

Dans la continuité de son programme d'action 2020, l'incubateur Impulse prévoit d'organiser et programmer une série de nouvelles actions. Au-delà de l'intégration d'une dizaine de nouveaux projets de création d'entreprises et

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

de leur accompagnement, l'association poursuivra l'accompagnement des projets intégrés au cours des années 2019 et 2020, soit une trentaine de projets.

Le programme d'actions s'articule autour des 5 axes suivants :

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : Au fil des années, l'accompagnement de l'incubateur a su s'affiner et se professionnaliser : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné quotidiennement par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche : Participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ; présence sur de nombreux séminaires ou événements : CNRS, INRA, fête de la science, Forum de Polytech

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet : Réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ; réunions ouvertes aux autres incubateurs de la région.

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public : Mise en place d'une journée « portes ouvertes » valorisant les projets de l'incubateur.

5 – Partenariats : Poursuite de la stratégie de partenariats et collaborations avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est. Rapprochement avec l'Institut Paoli Calmettes en vue d'engager une action identique à celle menée avec l'INRA. Projet de convention de partenariat avec le CANCEROPOLE PACA.

Pour l'ensemble de ce programme d'actions, il est proposé d'attribuer à l'incubateur Impulse porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie-d'Aix-Marseille, au titre de l'année 2021, une subvention d'un montant de 51 000 €, représentant 10 % du budget prévisionnel 2021 de 520 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 35 000 €
- Etat spécial de territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2) : 16 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 027-7268/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'Association de préfiguration de l'incubateur interuniversitaire de l'académie d'Aix-Marseille.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Impulse – Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 018-079/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation pour 2021 pour la gestion de 4 pépinières d'entreprises innovantes - Approbation d'une convention MET_SISM 21/19167/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et l'entrepreneuriat figurent parmi les orientations stratégiques majeures de l'Agenda économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvé en mars 2017. Dans ce cadre, la Métropole soutient les acteurs ayant pour mission l'accueil et l'accompagnement des entreprises innovantes, tout particulièrement dans la période délicate et cruciale de leurs premières années d'existence.

Marseille Innovation compte parmi les opérateurs phare de l'écosystème d'innovation du territoire œuvrant dans ce sens, avec comme objectifs l'émergence de projets ainsi que l'aide à la création et au développement d'entreprises innovantes au travers d'un réseau de pépinières positionnées sur quatre sites représentant un ensemble de plus de 5.000 m² : deux situés sur le Technopôle de Château Gombert (hôtels technologique et Technoptic) et deux situés au centre-ville de Marseille (Pôle Media Belle de Mai et depuis 2018, CIC Place de l'Innovation).

L'activité déployée sur ces quatre sites permet un positionnement multi-filière, cohérent avec les filières stratégiques de la Métropole : le numérique représente la filière principale, avec 56% des startups hébergées, suivi par la santé (healthtech, biotech...), l'industrie du futur et le conseil en ingénierie, et le tourisme (y compris e-tourisme).

L'offre de services proposés par Marseille Innovation permet aux entreprises innovantes de bénéficier d'une offre immobilière adaptée et « plug and play » (c'est-à-dire prête à l'emploi) combinée à un accompagnement global et quotidien dispensé par l'équipe de Marseille Innovation (14 personnes) et renforcé par l'intervention d'experts et de mentors. Sélectionnés pour l'excellence de leur parcours, la qualité de leurs conseils et la puissance de leur réseau, ces intervenants externes apportent une expertise indispensable pour soutenir les jeunes créateurs dans toutes les dimensions du développement de leur entreprise : stratégie, développement commercial, levée de fonds, communication, marketing, ressources humaines, droit, comptabilité, fiscalité, intelligence économique, propriété intellectuelle, design, appui scientifique et technologique.

Au cours de la dernière décennie, plus de 800 jeunes entreprises innovantes ont été soutenues par Marseille Innovation. Elles ont généré près de 1 milliards d'euros de chiffre d'affaires et créé une moyenne de 300 nouveaux emplois chaque année. Depuis 2010, ces startups ont ainsi levé un total de 47 millions d'euros avec quelques entreprises aujourd'hui significatives sur le territoire : Provepharm, Enovacom, Traxens, Alertgasoil, IPortego, Seres Technologies, 3dRudder, Avis Vérifiés....

Marseille Innovation s'attache également à développer des partenariats à l'échelle nationale et internationale au bénéfice des startups qu'elle accueille, mais également dans le but d'attirer des projets de startups internationales sur le territoire métropolitain. Des partenariats ont ainsi été mis en place en 2019 avec l'incubateur Startup Garage from Facebook qui a choisi Marseille Innovation pour opérer son programme depuis la région Sud, mais également avec l'incubateur Berytech au Liban, le Technopark de Casablanca au Maroc ou encore l'accélérateur La Piscine à Montréal au Canada.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'activité de Marseille Innovation a été impactée de manière significative par la crise sanitaire, qui a notamment ralenti la progression du nombre d'entreprises accompagnées et générée des sorties prématurées du dispositif. Des actions de prospection ont cependant été menées, permettant l'accueil de 28 nouvelles entreprises sur les 4 sites (contre une cinquantaine en 2019). De même, les partenariats internationaux mentionnés ci-dessus, qui devaient être rendus opérationnels en 2020, ont été mis entre parenthèse du fait de la crise sanitaire mondiale. Ils seront réactivés en 2021 lorsque les conditions sanitaires seront réunies dans chacun des pays concernés.

La feuille de route 2021, détaillée en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport, a l'ambition de renforcer le positionnement de Marseille Innovation en tant qu'opérateur majeur de l'accueil et l'accompagnement de jeunes entreprises innovantes sur le territoire métropolitain. Elle s'inscrit dans la perspective d'une reprise d'activité à son niveau d'avant la crise et vise le développement de partenariats forts pour proposer de nouveaux produits et services à destination des jeunes entreprises innovantes. Le programme d'action s'articule autour des 3 axes suivants :

- Renforcer la prospection et créer le flux de projets nécessaire à la dynamique des 4 sites
- Déploiement d'un fond d'innovation (prêt d'honneur de 30K€) pour accompagner et financer au mieux les projets innovants qui souhaitent s'implanter sur le territoire
- Etudier le développement d'un projet à impact pour le territoire au travers d'une réflexion engagée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille sur le déploiement d'une nouvelle pépinière en centre-ville orientée « Tourisme, sport et mobilité »

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Marseille Innovation sur l'année 2021, il est proposé l'attribution d'une subvention d'un montant de 386 000 euros, représentant 25,7 % du budget prévisionnel d'un montant de 1 501 782 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des start-up innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement adapté ;
- L'enjeu majeur que représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence le soutien à Marseille Innovation en termes de développement économique, d'innovation et d'emplois ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017 ;

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 386 000 euros à l'Association Marseille Innovation au titre de l'année 2021, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée relative à l'octroi de ladite subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 au budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence du Conseil de Territoire – Sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 019-080/21/CT

■ **CT1 - Avenant n°2 de prorogation de délai - Projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Contrat de concession de travaux confiée à la SPL SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire

DGDE 21/19097/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de leur ancienneté, ces activités se sont organisées au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres et de facilités d'accès, par tous modes, qui rendent ce site unique et attractif à l'échelle méditerranéenne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activités dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat a été notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018. Le dernier procès-verbal de mise à disposition du terre-plein et du plan d'eau de l'État à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence) date du 6 octobre 2010.

La question de l'élargissement du périmètre du domaine public maritime est nécessaire, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime incontournable à la sécurité et exploitation de l'Anse du Pharo avec un tirant d'eau suffisant. Cette digue vise principalement à protéger le plan d'eau afin d'y créer des postes de travail à flot en support des activités techniques et commerciales.

Une demande écrite en ce sens a été transmise, par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, à la DDTM en date du 4 septembre 2017. La DDTM, par courrier en date du 29 novembre 2017 adressé à la Métropole, donne son accord de principe pour réexaminer le périmètre le mieux adapté au projet et a précisé que le départ du lancement de la procédure de demande d'extension du périmètre du port correspondait à l'élaboration d'un avant-projet sommaire (APS) devant être réalisé sur la base d'études préliminaires.

Au titre des clauses résolutoires prévues par l'article 3 du contrat de concession, figure notamment la non obtention de l'arrêté préfectoral délimitant le périmètre de la présente concession dans le délai de 12 mois à compter de la signature des présentes, prorogé par délibération ECO 003-5722/19/CM du 28 mars 2019 au 31 mars 2021.

A ce titre, le présent avenant a pour objet, dans son article 1^{er} de modifier les dispositions de cette clause résolutoire, au vu de la prolongation des études et des délais administratifs inhérents au traitement du dossier « loi sur l'eau » et d'octroi de l'autorisation correspondante par les services de la DDTM, ces derniers n'acceptant de s'engager que sur présentation d'un dossier d'études en phase APS. Désormais, seul le refus ferme et définitif des services de la Préfecture de valider la modification du périmètre de la concession par extension du plan d'eau pourra donc permettre d'exercer la clause résolutoire du contrat.

Cet allongement du délai d'obtention de l'arrêté préfectoral rend par ailleurs nécessaire de prolonger la durée de la concession pour la porter de 26 à 27 ans, et de modifier la durée prévisionnelle de la phase études, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent avenant.

En effet, les événements liés au COVID 19 ainsi que le décalage des élections municipales ont engendré un glissement du calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération, la Commission d'Appel d'Offres pour le choix du maître d'œuvre ayant eu lieu le 11 décembre 2020 après la désignation du nouveau conseil d'administration.

Aussi, et au vu du calendrier prévisionnel de l'opération, il convient de proroger les délais actuellement prévus au contrat de concession afin que la DDTM réexamine le périmètre le mieux adapté au projet et :

- de fixer un nouveau délai afin d'obtenir l'autorisation de l'élargissement de ce périmètre par la DDTM, le point 9 de l'article 3 du contrat de concession étant désormais remplacé par les dispositions suivantes : « 9. Refus ferme et définitif des services de la Préfecture de valider la modification du périmètre de la concession par extension du périmètre du plan d'eau ».

- de proroger le délai prévisionnel de la phase études, portant la durée de la concession à 27 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'ordonnance n°2016-65 du 26 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° DEV 012-1689/15 du 21 décembre 2015 relative à la convention n°17/0091 confiant à la SOLEAM la réalisation d'une étude de restructuration de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n°ECO 006-1051 /16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'avenant n°1 à la convention n°17/0091 ;
- La délibération n° MET 17/3817/CM du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n°MET 18/6177/CM du 22 mars 2018 portant sur l'approbation du contrat de concession de travaux au bénéfice de la SPL SOLEAM ;
- La délibération ECO 003-5722/19/CM du 28 Mars 2019 portant sur l'approbation de l'avenant de prorogation de délai -Projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Contrat de concession de travaux confié à la SPL SOLEAM
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du COVID 19 qui déclare l'urgence sanitaire pour une durée d'au moins deux mois à compter du 23 mars 2020 ;
- Le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La transmission pour information à la Commission Concession du 11 février 2021.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'impact de la crise sanitaire et du calendrier électoral sur l'activité économique et institutionnelle du territoire métropolitain.
- Le contrat de concession confié à la SPL SOLEAM.
- La nécessité de réaliser les études d'Avant-projets afin que la DDTM réexamine le périmètre le mieux adapté au projet.
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée de ce contrat d'un an à compter du 31 mars 2021.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 de prorogation de délai - Projet de restructuration de l'Anse du Pharo - Contrat de concession de travaux confié à la SPL SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 020-081/21/CT

■ CT1 - Bail civil entre la Ville de Marseille et la Métropole relatifs aux 21 et 22 au sein du Pôle de la Belle de Mai, sis 37/41 rue Guibal à Marseille 13003 - Approbation du nouveau bail

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 21/19178/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositifs de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Pôle Média de la Belle de Mai est un lieu majeur et emblématique de la filière numérique et des industries créatives et culturelles, qui compte parmi les six filières d'excellence définies comme prioritaires dans l'Agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvé en mars 2017.

A travers un bail signé le 9 février 2005, la Ville de Marseille a donné à bail à la Métropole les lots 21, 22 et 23, d'une superficie totale de 1 467,07 m², sis 37/41 RUE GUIBAL à Marseille (13003), pour une durée de quinze années. Ce bail, arrivé à terme au 29 février 2020, a été prolongé jusqu'au 28 février 2021 par décision, en raison des difficultés découlant d'une part de la crise sanitaire, d'autre part du piratage des systèmes d'information subis par la Ville de Marseille et la Métropole, et enfin du report des élections municipales de mars à juin 2020.

La Métropole et la Ville de Marseille se sont depuis rapprochées et ont décidé de conclure un nouveau bail pour les lots 21 et 22 (831 m²).

Le nouveau bail sera conclu pour une durée de 15 ans, prenant effet à compter du 1er mars 2021, pour se terminer le 29 février 2036 à minuit.

En tant que preneur, la Métropole pourra consentir une sous-location totale ou partielle à condition de respecter la destination du Pôle Média Belle de Mai.

Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de 58 396.80 € hors taxes, hors charges, TVA en vigueur. Cette tarification se situe dans la continuité du montant précédent. Le montant de la provision annuelle de charges s'élève à 45 705 € HT.

Compte tenu du contexte économique très difficile lié à la crise pandémique de 2020, la Ville de Marseille a accordé à titre exceptionnel à la Métropole une franchise de 50% du montant du loyer HT sur les deux premières années de prise à bail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de conclure un nouveau bail avec la Ville de Marseille concernant les lots 21 et 22 du Pôle Média de la Belle de Mai ;
- La priorité donnée au soutien à l'écosystème d'innovation et à la filière numérique, intégrant notamment les industries culturelles et créatives dans l'Agenda du développement économique de la Métropole, approuvé en mars 2017 ;
- L'enjeu majeur que représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence l'accueil et l'accompagnement d'entreprises innovantes, et l'impact de cette activité en termes de création d'emplois associés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Bail civil entre la Ville de Marseille et la Métropole relatifs aux 21 et 22 au sein du Pôle de la Belle de Mai, sis 37/41 rue Guibal à Marseille 13003 - Approbation du nouveau bail.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 13 AVRIL 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 AVRIL 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Frédéric GUELLE - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Pierre LAGET - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Eric MERY - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Frank OHANESSIAN - Grégory PANAGAUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Julien RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Laurence SEMERDJIAN - Nassera BENMARNIA représentée par Pierre HUGUET - Patrick BORE représenté par Caroline MAURIN - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Joël CANICAVE représenté par Olivia FORTIN - Bernard DEFLESSELLES représenté par Jean-Pierre GIORGI - David GALTIER représenté par Camélia MAKHLOUFI - Bruno GILLES représenté par Roland GIBERTI - Sophie GUERARD représentée par Eric MERY - Prune HELFTER-NOAH représentée par Christine JUSTE - Hervé MENCHON représenté par Jean-Marc SIGNES - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Didier PARAKIAN représenté par Yannick OHANESSIAN - Benoît PAYAN représenté par Sophie CAMARD - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Marie BATOUX - Eléonore BEZ - Nadia BOULAINSEUR - Martin CARVALHO - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Anthony KREHMEIER - Yannick OHANESSIAN - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Michèle RUBIOLA.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-082/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public UPFP et paiement de la cotisation annuelle 2021
DGEDPSV 21/19219/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) est une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, créée en 2010.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFPF) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

Cette Association regroupe la plupart des responsables publics de services funéraires et occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- Mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- Défendre l'intérêt de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession tant au niveau national qu'europpéen,
- Organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- Assurer une veille juridique,

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) constitue un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010. En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a renouvelé l'adhésion à cette association compte-tenu de son utilité en termes de partage des savoir-faire et des expertises avec les autres acteurs publics de ce secteur.

Aussi, pour permettre aux services de la Métropole de continuer à bénéficier des savoir-faire et des expertises partagées au sein de ce réseau, la Métropole souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2021.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2021 s'élève à 1105,00 € HT soit 1326,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération EPPS 003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de renouveler l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) afin de continuer à bénéficier des actions et du partage des savoir-faire et des expertises au sein d'un réseau que cette association peut apporter à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public et le paiement de la cotisation pour l'année 2021 d'un montant de 1 105,00 euros HT soit 1 326,00 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre Territoire Marseille Provence – Nature 6281 – Sous Politique F 220 – Code gestionnaire CREMA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-083/21/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 21/19240/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **29 mars 2021**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des **15** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ainsi que des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/02/14-2 : SUNCHILD BAZAAR du 01/01/2020 au 29/05/2020,
- CVM-2020/09/36 : AZUL du 21/01/2020 au 31/05/2020,
- CVM-2021/02/51 : N'GUYEN HOANG du 21/10/2019 au 01/07/2021,
- CVM-2021/02/52 : 231 EAST STREET du 10/06/2020 au 31/08/2020,
- CVM-2021/03/53 : GYPTIS BIJOUX du 01/08/2020 au 30/09/2020,
- CVM-2021/03/54 : O'BUCL du 10/06/2020 au 06/07/2021,
- CVM-2021/03/55 : LE PAR AZARD du 21/09/2020 au 31/03/21
- LTD-2020/02/20 : NEWTEC NUTRITION du 02/06/2020 au 31/12/2020,
- LTD-2021/03/21 : MOTO TOP du 02/06/2020 au 02/12/2020,
- LTD-2021/03/22 : BAR DU PEUPLE du 02/06/2020 au 11/03/2021,
- AUB-2021/03/08 : OPTIC 2000 du 08/07/2019 au 30/09/2020,
- PJJLP-2019/07/3-2 : BAR TABAC DE LA PLAINE du 11/09/2019 au 30/09/2020,
- PJJLP-2021/03/21 : MARIAGE EN IMAGES du 12/10/2018 au 31/01/2021,
- PJJLP-2021/03/22 : LES 3 ROIS du 01/03/2019 au 01/03/2020,
- MRG-2019/08/2-2 : BAR DU CENTRE du 01/10/2019 au 10/06/2020.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2019/12/9-2	STUDIO B CAFE	6 place Général de Gaulle 13001 Marseille	01/01/2020 au 03/06/2020	16 188,00	9 713,00	1 250,00	10 963,00
CVM-2020/08/30	L'ALCAZAR	2 place François Mireur 13001 Marseille	05/06/2019 au 31/12/2019	19 322,00	11 593,00	0,00	11 593,00
CVM-2020/10/38	PHARMACIE DAVSO	41 rue Francis Davso 13001 Marseille	01/01/2020 au 29/05/2020	21 668,00	13 001,00	1 500,00	14 501,00
CVM-2020/11/42	LE CAFE DU COMMERCE	8 place Général de Gaulle 13001 Marseille	12/02/2019 au 03/06/2020	155 220,00	93 132,00	1 500,00	94 632,00
CVM-2020/11/44	LE MARIUS	2 rue Méry 13002 Marseille	21/10/2019 au 29/06/2020	600,00	360,00	0,00	360,00

CVM-2020/11/45	LE PAIN DE L'OPERA	61, rue Francis Davso 13001 Marseille	12/02/2019 au 29/05/2020	53 561,00	32 137,00	1 000,00	33 137,00
TOTAL				266 559,00	159 935,00	5 250,00	165 186,00

Montant des indemnisations déjà accordées	636 830.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	802 016.00 €

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/12/14-2	VIVRE MOBILE	16, place Jean Jaurès 13001 Marseille	01/01/2020 au 01/12/2020	14 959,00	8 975,00	500,00	9 475,00
TOTAL				14 959,00	8 975,00	500,00	9 475,00

Montant des indemnisations déjà accordées	350 268,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	359 743,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/12/13	SELARL PHARMACIE A2B	11 cours Lieutaud 13006 Marseille	02/06/2020 au 02/12/2020	23 883,00	14 330,00	0,00	14 330,00
LTD-2020/12/14	DAELIM PROPULS ACCESSOIRES	134 cours Lieutaud 13006 Marseille	11/03/2019 au 13/03/2020	9 864,00	5 918,00	0,00	5 918,00
LTD-2020/12/15	VIVA SAMBA	54 cours Lieutaud 13006 Marseille	02/06/2020 au 02/12/2020	51 161,00	30 697,00	1 500,00	32 197,00

TOTAL	84 908,00	50 945,00	1 500,00	52 445,00
--------------	------------------	------------------	-----------------	------------------

Montant des indemnisations déjà accordées	232 451.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	284 896.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **15** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **10** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 mars 2021 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

FET 003-084/21/CT

■ **CT1 - Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre : Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°202110420 Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre**

Avis du Conseil de Territoire DGEDPSV 21/19254/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application de l'article 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des services d'intérêt collectif et gère, à ce titre, le Crématorium Saint-Pierre de Marseille.

Le Crématorium Saint-Pierre assure près de 4 000 crémations par an, entraînant naturellement une usure de ses équipements.

Dans ce cadre, il est nécessaire de maintenir les équipements de crémation en bon état de fonctionnement et de pouvoir réaliser les travaux sur les fours rebriquage, remplacement des sols, remplacement éventuel d'un four, les travaux relatifs au système de filtration ainsi que tous les travaux de sécurité.

De ce fait, il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2021104200 « Réfection des fours et équipements du Crématorium Saint-Pierre » relative aux travaux de réfection des fours pour un montant de 600 000 € HT soit 720 000 € TTC. Cette opération d'investissement sera inscrite au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation pour un montant de 600 000 € HT de l'opération d'investissement n°2021104200 relative à la « réfection des fours et équipements du Crématorium Saint-Pierre » ;
- La nécessité de prévoir la réfection et le renouvellement des fours du Crématorium Saint-Pierre, afin d'assurer la continuité du Service public ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre : Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2021104200 Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-085/21/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 21/19331/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Jusqu'au 31 décembre 2019, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la

réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 4 294.00 euros (Quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze euros) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Mme Sarah MOKHTARI – sinistre du 1^{er} octobre 2018 – montant : 1 700.00 euros,
- M. Jean-Claude SEROUL – sinistre du 15 octobre 2018 – montant : 2594.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 005-086/21/CT

■ CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décision modificative n°2 DBP 21/19386/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Est présenté ci-après l'équilibre de la décision modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau ». Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Les budgets annexes « Assainissement », « Crématorium », « Ports de Plaisance », « Opérations d'aménagement » ne font pas l'objet d'une décision modificative n°2 de l'exercice 2021.

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 00,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-141/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 001-001/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation du de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de procéder à des réajustements et à des transferts de crédits au sein du budget annexe « Eau »,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la décision modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » du Territoire Marseille-Provence arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

HPV 002-087/21/CT

■ CT1 - Avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la MAMP des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19103/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la MAMP des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co- financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013- 7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a tout d'abord autorisé le transfert à la Métropole des soldes de subventions par délibération n°115 du 14 avril 2020.

Les modalités de reprise de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage par la Métropole ont ensuite été définies dans le cadre d'une convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille, ci-après dénommée convention de transfert, approuvée par décision n°20/424/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020 et par délibération de la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône n°148 du 24 juillet 2020.

Cette convention de transfert a fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics confiée par le Département pour les opérations de PRU, s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes au Département et à effectuer le versement de la subvention à hauteur du montant validé par le Département après contrôle de ses services.

Par délibération CHL 002-9027/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020, la Métropole a approuvé, d'une part, les montants des versements de subventions départementales au profit de chaque maître d'ouvrage concerné, et d'autre part, la convention type à conclure avec chaque maître d'ouvrage concerné ayant pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées à chaque maître d'ouvrage par le Département des Bouches-du-Rhône pour les opérations relatives aux projets de renouvellement urbain.

Les conventions de versement particulières ont été établies conformément à cette convention type.

Cependant la subvention départementale octroyée au GIP Marseille Rénovation Urbaine, par délibération n° 242 du 22 octobre 2014 de la Commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, en vue d'accompagner la construction par l'association « Crèches du Sud » d'une crèche au sein du pôle Hoche-Caire, et ayant fait l'objet d'un transfert de sa gestion au profit de la Métropole dans le cadre de la convention de transfert conclue entre le Département, le GIP MRU et la Métropole a été réaffectée au profit de l'association « Crèches du Sud ».

En effet, La subvention départementale de 850 500 euros avait été octroyée au GIP Marseille Rénovation Urbaine, en vue d'accompagner la construction par l'association « Crèches du Sud » d'une crèche au sein du pôle Hoche-Caire, 14 rue des Frères Pérez 13003 Marseille, sur un foncier libéré par la démolition de l'immeuble dénommé « les Célibataires », de locaux annexes et d'un bâtiment commercial très dégradés.

Ce projet jouxtait l'immeuble de Bel Horizon ayant fait l'objet d'un arrêté de péril.

L'association a dû renoncer à ce dernier et rechercher un nouvel emplacement pour la réalisation de l'équipement. Il lui a été proposé, dans le cadre d'un programme immobilier d'ensemble dénommé « Les Echelles » réalisé par le promoteur COGEDIM au sein de la ZAC Saint-Charles à Marseille 3ème, la réalisation d'une crèche de 55 lits sur une superficie de 573,86 m².

En accord avec la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiaire du transfert de la subvention départementale de 850 500 euros associée à la réalisation de l'équipement concerné, la Commission permanente du Conseil départemental a acté, par délibération n° 205 du 11 décembre 2020, le transfert de la subvention départementale au bénéfice de l'association « Crèches du Sud » pour lui permettre de réaliser la crèche au sein du programme immobilier « Les Echelles ».

La gestion de cette réaffectation de subvention départementale sera directement assurée par le Département des Bouches-du-Rhône, dans le cadre d'une convention spécifique avec l'association Crèches du Sud.

Il convient donc de minorer de 850 500 euros le montant de 8.151.298,30 € ayant fait l'objet d'un transfert à la Métropole Aix Marseille-Provence.

Le montant des subventions et soldes de subventions transférés à la Métropole est désormais de 7 300 798,30 €, solde auquel il convient d'ajouter les subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole pour un montant de 48 056,45 €.

De plus, par délibération n° 207 du 11 décembre 2020, la Commission permanente du Conseil départemental a acté la rectification de maîtrise d'ouvrage des deux opérations détaillées ci-après, ayant fait l'objet d'un transfert contractuel à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la convention de transfert.

PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B : le maître d'ouvrage est la société Marseille Habitat.

- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches : le maître d'ouvrage est la société ERILIA.

De ce fait, il convient, aujourd'hui, d'approuver, tout d'abord, un avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille portant sur :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- la réaffectation au maître d'ouvrage Crèches du Sud d'une subvention départementale initialement octroyée au GIP Marseille Rénovation Urbaine, pour la construction d'une crèche dans le cadre du programme de rénovation urbaine Centre Nord,
- la modification de l'identification de deux maîtrises d'ouvrage dans le cadre des programmes de rénovation urbaine de Kallisté et de Plan d'Aou-Saint Antoine-La Viste.

Ensuite, du fait de l'approbation de l'avenant à cette convention de transfert, il convient, d'une part, d'approuver l'annexe financière modifiant les montants des versements de subventions départementales au profit de chaque maître d'ouvrage concerné approuvé par délibération CHL 002-9027/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020.

Et d'autre part d'autoriser la Présidente ou son représentant à signer les conventions de versement particulières impactées par l'avenant à la convention de transfert sur la base de la convention type approuvée par délibération CHL 002-9027/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la MAMP des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la MAMP des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la MAMP des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-088/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention tripartite pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété n°2 - Vieux La Ciotat - passée avec la ville de La Ciotat et l'ANAH**

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19276/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention tripartite pour la mise en œuvre d'un deuxième Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété « POPAC II » - Vieux La Ciotat passée avec la ville de La Ciotat et l'ANAH » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis septembre 2014, la commune de La Ciotat a engagé une démarche de requalification de son centre ancien. Elle a défini un programme d'actions de restructuration et de modernisation de ce quartier à mettre en œuvre sur 10 ans à partir d'une analyse précise et partagée de la situation du Vieux La Ciotat afin de construire un programme de transformation du quartier historique en un pôle d'attractivité pour les résidents.

Le diagnostic sur la thématique « Habitat » a mis en évidence un territoire très contrasté comprenant des logements très bien réhabilités répartis en bordure maritime et des îlots d'habitat, dégradé à très dégradé, situés au cœur du « Vieux La Ciotat » parfois dangereux.

Le Vieux La Ciotat représente environ 10 % de la population communale soit près de 3 500 habitants, avec un profil spécifique : petits ménages, forte proportion de personnes seules et beaucoup de jeunes (moins de 26 ans). Le tissu urbain du centre ancien est très dense, les rues étroites et peu accessibles en voiture. Dans ce centre historique où la plupart des immeubles (80 %) ont été construits avant 1900, un grand nombre de copropriétés ne sont pas organisées : moins de 20 % seraient gérées par un syndic. Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) qui ont pu être menées sur ces quartiers jusqu'en 2017 n'ont pas encore permis de freiner la déqualification du parc de copropriétés du centre-ville.

C'est ainsi que conjointement à une nouvelle OPAH à volet renouvellement urbain contractualisée pour la période 2018-2023 entre l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), la Région, le Département, la Métropole et la Ville, il a été décidé de mettre en place un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) afin d'agir sur l'organisation des copropriétés.

L'organisation des copropriétés est un préalable nécessaire à la bonne gestion, au vote des décisions, au redressement et à la revalorisation de ce patrimoine par l'engagement de travaux subventionnables dans le cadre de l'OPAH. L'enregistrement désormais obligatoire au registre des copropriétés, est également indispensable pour les mutations de lots. La stratégie de requalification du vieux la Ciotat préconise en effet une incitation à l'arrivée de nouveaux résidents tout en veillant à mieux intégrer les ménages en place.

Ce POPAC, d'une durée de 3 ans et financé par la Métropole, a permis de mettre en place une équipe opérationnelle dédiée pour réaliser au cas par cas le diagnostic des dysfonctionnements et apporter le conseil nécessaire pour y

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

remédier. L'ANAH, outre une aide méthodologique via son pôle copropriétés, a apporté un financement à hauteur de 50% des dépenses liées à l'animation du POPAC, plafonnées à 100 000 euros par an. Le programme visait trois objectifs principaux :

- consolider la connaissance des copropriétés potentiellement fragiles sur le territoire,
- mettre en place un partenariat dédié à ces copropriétés pour les accompagner dans une régularisation de leur situation, notamment juridique,
- prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre dans certaines copropriétés.

L'objectif était d'accompagner les copropriétés repérées comme inorganisées et fragiles aux cours du diagnostic « habitat » sur les 640 immeubles constitués en petites et très petites « multipropriétés » du centre ancien.

Le POPAC a permis de réaliser un travail étroit auprès des copropriétés pour enrayer la dégradation des immeubles et participer ainsi au renouveau durable du vieux La Ciotat. Ce programme a ainsi permis :

- de mobiliser le partenariat local (syndics, ADIL, ...) et institutionnel, Métropole, Ville de La Ciotat, Conseils Départemental et Régional,
- de guider les copropriétaires, dans l'organisation des copropriétés, l'enregistrement dans le registre des copropriétés, et de les aider dans leur projet de rénovation éventuelles,
- de les informer sur les outils et les aides mises à leurs dispositions dans le cadre de l'OPAH-RU en cours,
- et de leur permettre d'accéder au régime d'aides attribué au syndicat de copropriété.

Ce programme va prendre fin courant 2021. Aussi, au regard de la dynamique engagée et du nombre de copropriétés restant à accompagner, il est apparu nécessaire pour les acteurs de terrain de poursuivre cette action afin de maintenir cette dynamique, offrant une complémentarité nécessaire avec le dispositif de subventions aux travaux offert par l'OPAH, afin de poursuivre l'amélioration constante de l'habitat et des conditions de logement dans le Vieux la Ciotat.

En conséquent, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence acte la mise en place d'un deuxième POPAC par une convention tripartite entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'ANAH et la Ville de La Ciotat, dit « POPAC II » Vieux La Ciotat, sur 3 ans.

Afin d'assurer la mise en œuvre de ce programme, et à l'issue d'une mise en concurrence dans le cadre des marchés publics, la Métropole contractualisera dans le cadre d'un appel d'offres avec un prestataire spécialisé chargé de l'animation et de l'évaluation du POPAC II Vieux La Ciotat.

Le coût global de cette mission est évalué 360 000 euros TTC sur lequel il est escompté une subvention de 50% du HT par l'ANAH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention tripartite pour la mise en œuvre d'un deuxième Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété « POPAC II » - Vieux La Ciotat passée avec la ville de La Ciotat et l'ANAH.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention tripartite pour la mise en œuvre d'un deuxième Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété POPAC II - Vieux La Ciotat passée avec la ville de La Ciotat et l'ANAH.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention tripartite pour la mise en œuvre d'un deuxième Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété POPAC II - Vieux La Ciotat passée avec la ville de La Ciotat et l'ANAH.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-089/21/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - Programme d'intérêt Général Habiter Mieux - OPAH RU Lutte Contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - OPAH RU centre ancien La Ciotat
DOH 21/19277/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'ANAH. Les modalités d'attributions des subventions sur fonds propres sont précisées dans le Règlement des aides du conseil de territoire approuvé par délibération du conseil de Marseille Provence le 29 février 2019.

Ainsi sont présentées ici pour engagement, les subventions proposées dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » ; des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille Centre » et « Centre Ancien La Ciotat ».

-PIG « Habiter Mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, a approuvé une convention avec l'ANAH et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux - Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant n°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales. Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé un avenant N°2 de prolongation de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux - Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région de primes, complémentaires aux subventions de l'ANAH :

Il est proposé au conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 179 logements pour un total de 184 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 139 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 21 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 24 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 384 303 euros dont 136 903 euros de subventions sur fonds propres et 247 400 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'ANAH engagées à hauteur de 3 452 773 euros qui génèrent un montant de travaux global de 5 703 054 euros.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 1.

- L'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat » :

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- favoriser la production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- réorienter l'usage des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions à onze propriétaires suivants :

7 accédants à la propriété, s'engageant à réaliser des travaux à hauteur de >10% du prix de l'acquisition et à résider sur site pendant au moins six ans, l'aide de la métropole, globale et forfaitaire, s'élève à 5 000 euros par accédant, (soit 35 000 euros pour les quatre dossiers), complétée par une subvention de la Région de 2 500 euros pour un propriétaire, soit un total de subvention de 37 500 euros.

2 syndicats de copropriétaires, réalisant une réhabilitation des parties communes (dont une fait l'objet d'un péril ordinaire). L'aide de la métropole s'élève à 15 508 euros et vient compléter l'aide de l'ANAH de 38 229 euros pour des programmes de travaux s'élevant à 80 511 euros.

1 propriétaire bailleur conventionnant trois logements à loyers social et dont les locataires, ménages très modestes, seront accompagnés dans le cadre d'une intermédiation locative, assurée par une association agréé, GALILE. Les aides de la Métropole et de la Région s'élèvent à 10 800 euros venant compléter l'aide de l'ANAH de 57 000 euros pour des montants de travaux de 87 582 euros

Enfin, 1 propriétaire occupant réalisant la réhabilitation globale d'un logement très dégradé, permettant une forte amélioration énergétique (passage de l'étiquette F à l'étiquette D) pour un montant de travaux de 87 582 euros. La subvention de la Métropole s'élève à 3000 euros et le Département la complète par une prime de 1 800 euros.

Le montant total de ces programmes de travaux (hors travaux réalisés suite à accession) s'élève à 168 094 euros TTC pour lesquelles l'engagement de la Métropole s'élève à 63 808 euros dont 59 508 euros de subventions sur fonds propres, 2 500 euros de la Région et 1 800 euros du Département, en complément des subventions engagées par l'ANAH à hauteur de 95 229 euros.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 2.

- L'OPAH RU « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille Centre » :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'ANAH, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'ANAH, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'ANAH subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon la situation de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'ANAH en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération 2 copropriétés en difficulté, copropriétés traditionnelles en tissus ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Pour l'une d'elles, la copropriété du 1, rue Lafon - 13006, le programme de travaux a dû être réévalué de 1 048 721 euros TTC à 1 271 647 euros pour intégrer des travaux complémentaires nécessaires à la sortie de péril. La subvention de l'ANAH a été recalculée en conséquence. La part de la Métropole, validée par la délibération n° VU 069-728/19/CT du 17 décembre 2019, doit donc être actualisée, passant de 112 783 à 133 048 euros. L'engagement de ce montant actualisé annule et remplace celui engagé par délibération du 17 décembre 2019. Pour apporter de la trésorerie, cette subvention au profit du syndicat de copropriété donnera lieu à un préfinancement par une Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété, la SACICAP de Provence qui sera bénéficiaire du versement de l'aide métropolitaine à titre de remboursement.

Le montant total de ces programmes de travaux d'élève à 1 389 683 euros TTC pour lesquelles les aides de la Métropole s'élèvent à 146 617 euros de subventions sur fonds propres, en complément des subventions engagées par l'ANAH à hauteur de 1 198 327 euros.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 3.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à **594 728** euros de subventions dont 343 028 euros sur fonds propres, 249 900 euros avancés par la métropole pour le compte de la Région et 1 800 euros avancés par la métropole pour le compte du Département.

Pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n° HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'ANAH facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs respectivement du PIG « Habiter Mieux », de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre et de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ;
- Qu'il convient de corriger la base des erreurs de calcul reportées dans les tableaux de suivi des aides apportées aux propriétaires ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur Le montant de 112 783 euros engagé au profit
- de de la copropriété du 1, rue Lafon – 13006 par délibération n° VU 069-728/19/CT du 17 décembre 2019 dans le cadre du programme OPAH RU « LHI -Marseille centre » est dégagé

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexes, pour les montants suivants par programme :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Annexe	Programme	Nbre de logements	Nbre de dossiers	Montant engagé
Annexe 1	PIG « Habiter Mieux » CT1	Nombre de logements	163	384 303 euros
Annexe 2	OPAH RU « Centre ancien La Ciotat »	Nombre de logements	11	63 808 euros
Annexe 3	OPAH RU « LHI - Marseille centre »	Nombre de copropriétés	2	146 617 euros
TOTAL				594 728 euros

Article 2 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour un montant de **594 728 euros**, Sous politique D110, Nature 4581194007, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par la Région des avances faites par Marseille Provence Chapitre 13.

Article 3 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs de dépenses ; dans le cas d'une subvention complémentaire à une subvention de l'ANAH, sur présentation d'une fiche de synthèse établie par l'ANAH au moment du versement du solde de sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'ANAH ne renseigne qu'après avoir instruit la demande de versement et vérifié les justificatifs nécessaires au paiement, notamment les factures des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est habilité :

- à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- à solliciter le recouvrement des aides avancées pour le compte de la Région, pour un montant de 249 900 euros tel que précisé dans les annexes financières aux conventions du PIG Habiter Mieux et de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ;
- à solliciter le recouvrement des aides avancées pour le compte du Département, pour un montant de 1 800 euros tel que précisé dans l'annexe relative aux dossiers de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ;
- et à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-090/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions municipales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions types de reversement des subventions municipales à conclure avec les maîtres d'ouvrages

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19278/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions municipales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions types de reversement des subventions municipales à conclure avec les maîtres d'ouvrages » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la Ville de Marseille, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions municipales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le groupement depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le groupement.

Les modalités de reprise de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage par la Métropole ont été définies dans le cadre de trois conventions de transferts délibérées au Conseil de la Métropole du 18 février 2021 et par délibérations du Conseil Municipal n°20/050597EFAG du 23 novembre 2020 n° 20/0736/EFAG et 20/0738/EFAG du 21 décembre 2020.

Ces conventions de transferts ont fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre du renouvellement urbain engagé sur la Ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Il s'agit plus précisément de deux conventions de transferts relatives aux opérations de Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) et une convention de transfert relative aux opérations du protocole de préfiguration.

Dans ce cadre, la Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics confiée par la Ville de Marseille pour les opérations de PRU, s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes à la Ville de Marseille et à effectuer le versement de la subvention à hauteur du montant validé par la Ville de Marseille après contrôle de ses services.

Aussi, il convient aujourd'hui d'approuver, d'une part, les montants des versements de subventions municipales au profit de chaque maître d'ouvrage concerné, et d'autre part, de définir par convention les relations financières entre la Métropole et chaque maître d'ouvrage, en application des missions ainsi confiées à la Métropole par la Ville de Marseille pour la gestion des subventions municipales attribuées aux différents maîtres d'ouvrages pour les opérations du PNRU et du Protocole de préfiguration NPNRU engagés sur la ville de Marseille.

A ce titre, il est proposé d'approuver deux conventions types à conclure avec chaque maître d'ouvrage concerné

Une convention type pour les opérations relevant du PNRU et une convention type pour les opérations relevant du protocole de préfiguration du NPNRU ;

Ces conventions types ont pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées à chaque maître d'ouvrage par la Ville de Marseille pour les opérations du PNRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

Les conventions de reversement particulières seront conclues avec les différents maîtres d'ouvrage concernés. Elles seront établies conformément à la convention type correspondante et fixeront notamment, pour chaque opération, le montant de la subvention municipale en gestion à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions municipales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions types de reversement des subventions municipales à conclure avec les maîtres d'ouvrages.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions municipales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions types de reversement des subventions municipales à conclure avec les maîtres d'ouvrages ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions municipales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions types de reversement des subventions municipales à conclure avec les maîtres d'ouvrages.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-091/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions régionales octroyées pour les

opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation d'une convention type de reversement des subventions régionales à conclure avec les maîtres d'ouvrages

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19279/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions régionales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation d'une convention type de reversement des subventions régionales à conclure avec les maîtres d'ouvrages » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la Ville de Marseille, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions régionales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le groupement depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP dans le cadre des opérations relevant des PRU.

Les modalités de reprise de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage par la Métropole ont été définies dans le cadre d'une convention de transfert délibérée au Conseil de Métropole du 18 février 2021 et du Conseil Régional en date du 17 décembre 2020 par la convention cadre relative aux modalités

Cette convention de transfert a fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions régionales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics confiée par la Région pour les opérations de PRU, s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes à la Région et à effectuer le versement de la subvention à hauteur du montant validé par la Région après contrôle de ses services.

Aussi, il convient aujourd'hui d'approuver, d'une part, les montants des reversements de subventions régionales au profit de chaque maître d'ouvrage concerné, et d'autre part, de définir par convention les relations financières entre la

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Métropole et chaque maître d'ouvrage, en application des missions ainsi confiées à la Métropole par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la gestion des subventions régionales attribuées aux différents maîtres d'ouvrages pour les PRU engagés sur la ville de Marseille.

A ce titre, il est proposé d'approuver une convention type à conclure avec chaque maître d'ouvrage concerné ayant pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées à chaque maître d'ouvrage par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les opérations relatives aux projets de rénovation urbaine.

Les conventions de reversement particulières seront conclues avec les différents maîtres d'ouvrage concernés. Elles seront établies conformément à la convention type et fixeront notamment les opérations de PRU concernées et le montant, pour chaque opération, de la subvention régionale gérée par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions régionales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation d'une convention type de reversement des subventions régionales à conclure avec les maîtres d'ouvrages.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions régionales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation d'une convention type de reversement des subventions régionales à conclure avec les maîtres d'ouvrages ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions régionales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

réalisées sur Marseille - Approbation d'une convention type de reversement des subventions régionales à conclure avec les maîtres d'ouvrages.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-093/21/CT

■ CT1 - Approbation de la deuxième série de la programmation relative à l'Appel à projets 2021 du Contrat de Ville de Marseille Provence DPV 21/19297/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 7 septembre 2020 au 4 octobre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitent ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 janvier 2021 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 12 janvier 2021, il est proposé d'approuver le financement de 66 actions complémentaires déployées à Marseille, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 16 février 2021, pour un montant de 308 464 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 16 actions pour un montant de 53 000 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.

- 3 actions pour un montant de 30 000 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 2 actions pour un montant de 5 500 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 1 actions pour un montant de 3 000 euros qui ont pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 33 actions pour un montant de 169 964 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 2 actions pour un montant de 6 500 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 9 actions pour un montant de 40 500 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une deuxième série de 66 projets émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 7 septembre 2020 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la deuxième série d'actions annuelles de la programmation 2021 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 308 464 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-092/21/CT**■ CT1 - Approbation de la première série des avenants 2021 aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville
DPV 21/19306/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'est imposé comme une procédure adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des projets pluriannuels au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitent ont également été associés au processus d'instruction.

Comme stipulé dans la convention initiale, les montants des contributions financières consenties par la Métropole en 2021 seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

La première série d'actions faisant l'objet d'un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs représentent 81 actions pour un montant de 704 017 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi, de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une première série de 81 projets pluriannuels émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que ces projets ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants aux conventions pluriannuelles pour la réalisation de projets de la programmation du Contrat de Ville décrites sur le tableau en annexe 1 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets présentés en annexe 2 pour lesquels un avenant à la convention de financement pluriannuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant aux conventions pluriannuelles en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 704 017 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants de conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-094/21/CT

**■ CT1 - Approbation du report du versement des soldes des subventions 2020 du Contrat de ville en raison de la crise sanitaire du COVID 19
DPV 21/19304/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2022, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 décembre 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes

concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Par délibérations du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT et n° HN 022-28/07/20CT relatives à l'approbation de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, la Métropole a approuvé une programmation correspondant au vote de 491 actions pour un total de 3 431 790 euros.

Les bénéficiaires d'une subvention auraient dû transmettre à la Métropole un bilan qualitatif et un compte-rendu financier de l'action avant le 30 juin 2021 pour les actions programmées sur l'année civile 2020, afin de recevoir le solde de 65% du montant de leur subvention.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités ou reporter des projets et des interventions. Conscients que les associations font face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire, les partenaires du Contrat de Ville que sont la Métropole, l'Etat et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ont souhaité se rapprocher de l'ensemble des porteurs de projet afin de prendre en compte leur situation spécifique et d'étudier les mesures liées au versements des subventions au cas par cas, en application de la circulaire du Premier Ministre du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions publiques.

Au regard des réponses transmises, les associations ci-dessous ont été dans l'incapacité de finaliser leurs actions en raison des incidences de la crise sanitaire et demandent une prolongation de leur action jusqu'au 31 août 2021.

- Pour les bénéficiaires ayant reçu une notification pour l'attribution de la subvention, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 31 août 2021. La liste de ces bénéficiaires figure en annexe 1.
- Pour les bénéficiaires ayant signé une convention pour l'attribution de la subvention, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et de reporter par voie d'avenant à la convention initiale le versement du solde à la remise d'un bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action 31 août 2021. La liste de ces bénéficiaires figure en annexe 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 n° FBPA 053-9155/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020 n° FBPA 029-8299/20/ CM portant sur le règlement budgétaire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;

- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la première série de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° HN 022-28/07/20/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose de reporter le versement du solde des subventions du contrat de ville issues de l'appel à projets 2020 pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés la prolongation de la durée initiale des projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 31 août 2021 pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention par notification tel que présenté en annexe 1 sur le tableau ci-joint.

Article 2 :

Sont approuvés la prolongation de la durée initiale des projets ainsi que le report du versement des soldes de subvention pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 détaillées dans le tableau ci-joint en annexe 2.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le versement d'un solde de 65 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture"

DDEBA 001-095/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur FREE

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19274/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz. C'est donc la Métropole Aix-Marseille-Provence qui, intervenant dorénavant en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, devient signataire des conventions relatives à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par les opérateurs de communications électroniques et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par ces opérateurs.

Enedis a donc sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser l'opérateur FREE à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis et la FNCCR. Cette convention, adaptée à la concession de distribution publique d'électricité de Marseille, sécurise l'intervention de FREE et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;
- FREE verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé annuellement et par support ou, le cas échéant, par traverse. Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant est actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur FREE.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation des équipements du réseau de communications électroniques de l'opérateur FREE et l'exploitation dudit réseau compte tenu des enjeux de déploiement de la fibre optique (FTTH) dans l'aménagement du territoire de la commune de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la convention relative à l'usage des réseaux publics de distribution d'électricité conclue avec Enedis et FREE.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité pour l'opérateur FREE.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-096/21/CT

■ CT1 - ZAC de Château Gombert 13013 - Approbation de la convention de participation constructeur avec SCI MEDITERRANEE C/O PROMOGIM

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19244/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC de Château Gombert 13013 » - satisfait les conditions de L'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Equipeement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

Le Syndicat Mixte d'Equipeement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Équipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le constructeur est propriétaire d'une promesse de vente en vue de l'acquisition d'un terrain situé au 9,13 rue Etienne Miegé,(13013) cadastré Commune de Marseille, Quartier de Château Gombert (section 879), parcelles n°14, 24, 28, 67, 159, 162 et 163. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UC2 du PLUi Marseille Provence en vigueur.

Le constructeur a déposé le 22/12/2020 un permis de construire n° PC 0130552000935P0 relatif à la construction d'une SDP totale de 3 360 m² à destination de logements en accession libre.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigé des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est fixé pour des locaux à usage d'habitation à un montant de 105€/m² de SDP, ce qui représente pour le programme susvisé d'une surface de 3360 m² une participation globale de 352 800€ actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n° 001-001/20/CT du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI, en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération de la Métropole portant sur l'approbation de la convention de participation constructeur avec SCI MEDITERRANEE C/O PROMOGIM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de participation constructeur avec SCI MEDITERRANEE C/O PROMOGIM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de participation constructeur avec SCI MEDITERRANEE C/O PROMOGIM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-097/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Château-Gombert 13013- Approbation de la convention de participation constructeur avec Coralie GANDOLPHE

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19282/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté ZAC de Château-Gombert 13013 – satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Château Gombert, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille, a été créée par délibération du Conseil Municipal N°86/243/UCV, en date du 28 Avril 1986

Le dossier de réalisation de la ZAC de Château Gombert a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°88/113 UCV en date du 28 Mars 1988 qui comprenait le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC et le programme des Equipements Publics.

Le Syndicat Mixte d'Equipement de Marseille a décidé par délibération du Comité Syndical en date du 4 Juillet 1988 de confier à la société Marseille Aménagement, l'aménagement de la zone à travers une Convention de Concession devenue depuis Convention Publique d'Aménagement. La Ville de Marseille, directement en charge de cette opération, a reconduit Marseille Aménagement dans ses missions. Suite à la fusion absorption de la Société Marseille Aménagement avec la SOLEAM le 28 novembre 2013, SOLEAM est devenue l'aménageur de la ZAC de Château Gombert.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (anciennement SOMICA) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par Arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert a été transférée de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015.

A compter du 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC de Château Gombert relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient dès lors pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, ceci dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Equipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le Constructeur est propriétaire d'un bien situé 10 rue Benjamin Cremieux Résidence Le Clos du Château Villa 3 cadastré Commune de Marseille, Quartier Château Gombert (880), Section D, parcelle n°489. Ce terrain est situé dans la ZAC de Château Gombert et compris en outre en secteur UC2 du PLUi Marseille Provence en vigueur.

Le constructeur a déposé une déclaration préalable n° DP 2152 du 11/01/2021 relatif au changement d'affectation d'un garage en habitation créant 16 m2 de SDP logement.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigé des constructeurs en ZAC de Château-Gombert est fixé pour des locaux à usage d'habitation à un montant de 105€/m² de SDP, ce qui représente pour le programme susvisé d'une surface de 16m² une participation globale de 1 680 € actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI, en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération de la Métropole portant sur l’approbation de la convention de participation constructeur avec Coralie GANDOLPHE.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation de la convention de participation constructeur avec Coralie GANDOLPHE ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de la convention de participation constructeur avec Coralie GANDOLPHE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-098/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l’office Public 13 HABITAT d’emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parankes / La Claire, nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave**

Avis du Conseil de territoire DUFSV 21/19237/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille à Marseille 13^{ème} arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire, nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble des Parantes-La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Le programme des équipements publics a été calibré sur la base de la surface de plancher attendue, soit 38 555 m², à travers les opérations immobilières de BNPPI (197 logements), COGEDIM Provence (253 logements), et 13 Habitat (183 logements).

Il prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille.
- L'ensemble des réseaux, d'adduction d'eau, d'électricité télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma d'assainissement pluvial du secteur la Grave/Les Médecins. Ce schéma comporte la construction des bassins de rétention et le calibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

La Métropole a lancé les consultations nécessaires à la réalisation des ouvrages publics prévus dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble et le démarrage des travaux de réalisation de la U372.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière préalable à la réalisation de ces équipements, la Métropole a sollicité de Monsieur le Préfet, l'ouverture d'une enquête unique préalable à la DUP valant mise en compatibilité du PLU et une enquête parcellaire.

Suite à ces enquêtes et par arrêté du 18 septembre 2018, le Préfet a déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à cet ouvrage et autorisé le recours à l'expropriation des parcelles comprises dans le périmètre de l'enquête parcellaire.

Cet arrêté a fait l'objet de la mesure de publicité suivante :

- Affichage du 9 novembre 2018 au 9 décembre 2018 inclus au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Préalablement à ces enquêtes et dès le 19 décembre 2013, le Conseil d'administration de 13 Habitat, propriétaire de tenements fonciers concernés par ce projet a délibéré pour autoriser la cession à la CUM intégrée depuis lors dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente du transfert de propriété et pour permettre le démarrage des travaux, une convention de mise à disposition a été conclue entre les deux parties, le 22 novembre 2017.

Au terme des négociations, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition arrêté à 749 025 euros et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux auprès de l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT les emprises foncières à détacher des parcelles suivantes :

- Parcelle 882 E 0001 d'une superficie de 1 530 m² (bassin de rétention B2) ;
- Parcelle 882 E 0004 d'une superficie de 561 m² (bassin de rétention B3) ;
- Parcelle 882 E 0005 d'une superficie de 181 m² (bassin de rétention B3 + Digue) ;
- Parcelle 882 E 0006 d'une superficie de 3 325 m² (bassins B2 et B3 + Xaviers RG et Grave RD/RG) ;
- Parcelle 882 E0007 d'une superficie de 581 m² (bassin de rétention B3 + Digue) ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 3 809 m² (bassin de rétention B3).

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué à 749 025 euros HT, soit 75 euros par m² cédés.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis.
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13213000T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avenant au protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille à Marseille 13^{ème} arrondissement, dans le cadre du PAE les Paranges / La Claire, nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT des emprises de terrain cadastrées 882 E 1, 4, 5, 6, 7 et 8 pour 9 987 m² environ, situées chemin de la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire, nécessaires à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-099/21/CT

■ **CT1 - Acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire - Réalisation de la voie U372**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19239/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes / La Claire, nécessaires à la réalisation de la voie U372 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Ensemble des Parantes-La Claire à Marseille 13ème arrondissement.

Le programme des équipements publics, prévoyant notamment la réalisation de la voie U372, inscrite au PLU de la Ville de Marseille est destinée à permettre la liaison Paul Dalbret-Boulevard Bara par le franchissement du Canal de Marseille, a été calibré sur la base de la surface de plancher attendue, soit 38 555 m², à travers les opérations immobilières de BNPI (197 logements), COGEDIM Provence (253 logements), et 13 Habitat (183 logements).

La Métropole a lancé les consultations nécessaires à la réalisation des ouvrages publics prévus dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble et le démarrage des travaux de réalisation de la U372.

Le programme des équipements publics du PAE des Parantes – La Claire prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille.

- L'ensemble des réseaux, d'adduction d'eau, d'électricité télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma d'assainissement pluvial du secteur la Grave/Les Médecins. Ce schéma comporte la construction des bassins de rétention et le calibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière préalable à la réalisation de ces équipements, la Métropole a sollicité de Monsieur le Préfet, l'ouverture d'une enquête unique préalable à la DUP valant mise en compatibilité du PLU et une enquête parcellaire.

Suite à ces enquêtes et par arrêté du 28 septembre 2018, le Préfet a déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à cet ouvrage et autorisé le recours à l'expropriation des parcelles comprises dans le périmètre de l'enquête parcellaire.

Cet arrêté a fait l'objet des mesures de publicités suivantes :

Préalablement à ces enquêtes et dès le 19 décembre 2013, le Conseil d'administration de 13 Habitat, propriétaire de tènements fonciers concernés par ce projet a délibéré pour autoriser la cession à la CUM intégrée depuis lors dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente du transfert de propriété et pour permettre le démarrage des travaux, une convention de mise à disposition a été conclue entre les deux parties, le 22 novembre 2017.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert au titre onéreux auprès de l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT les emprises foncières suivantes :

- Parcelle 882 E 0001 d'une superficie de 3 984 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0005 d'une superficie de 837 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0006 d'une superficie de 343 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0007 d'une superficie de 110 m² (U372) ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 2521 m² (U372 emprise rampe PMR) ;

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avenant au protocole foncier ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Paranques / La Claire. Réalisation de la voie U372 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT des emprises de terrain cadastrées 882 E 1, 5, 6, 7 et 8 pour 7 795 m² environ, situées Chemin de la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement permettra la réalisation de la voie U372.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Paranques / La Claire, nécessaires à la réalisation de la voie U372.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-100/21/CT

■ CT1 - Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Habitat Marseille-Provence AMP dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy - Picon - Busserine

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19245/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Habitat Marseille Provence AMP dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

conformément à l'article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14ème arrondissement, est prévu un remodelage profond de ce quartier pour améliorer la qualité de vie de ses habitants et l'ouvrir sur la ville.

Il nécessite :

- le remodelage complet de trois quartiers comprenant plus de 2000 logements sociaux pour améliorer la qualité de vie de ses habitants,
- la requalification, la dédensification, et la diversification de l'habitat,
- la création et modernisation des équipements publics,
- un nouveau schéma viaire pour ouvrir le quartier avec un axe traversant l'ensemble du quartier, un maillage de voiries publiques et l'intégration du projet de la rocade L2,
- le développement de commerces et d'activités économiques autour d'une place de la gare et des entrées de quartier.

Aussi, plus précisément, dans le cadre de ce schéma viaire, la Métropole a réalisé une requalification des voies telles que les voies internes de la Busserine, de la rue Cade ou a créé de nouvelles rues.

De son côté, Habitat Marseille Provence AMPM, signataire de la convention d'octobre 2011 avec d'autres partenaires, a engagé des réhabilitations d'ensembles de logements et des résidentialisations telle que Saint Barthélémy 3.

Au terme des travaux, le cabinet ROLLIN, géomètres experts a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

Habitat Marseille Provence AMPM cède en pleine propriété, à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, en vue de l'intégration dans le domaine public routier métropolitain des voiries du quartier de la Busserine à Marseille 14ème arrondissement, les emprises foncières suivantes :

- Une emprise de 6 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 214 (dénommée provisoirement B 214 p2)
- Une emprise de 18 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 216 (dénommée provisoirement B 216 p2)

Ces terrains sont enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13214000T001

La Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété, au profit d'Habitat Marseille Provence AMPM qui l'accepte, en vue de régulariser des terrains situés en pied d'immeubles, les emprises foncières suivantes :

- Une emprise de 277 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 181 (dénommée provisoirement B181 p2)
- Une emprise de 81 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 B n° 181 (dénommée provisoirement B181 p4)

Ces terrains sont enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13214000T001.

Il convient de mentionner que ces deux dernières emprises ont fait l'objet d'une procédure de déclassement et de désaffectation du domaine public routier métropolitain par délibération du 20 juin 2019.

L'échange foncier se réalise, avec accord des parties, sans soulte, compte tenu de l'intérêt général du projet et en vertu de la convention ANRU Saint Barthélémy-Picon-Busserine.

L'avis des domaines n'est pas requis.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Habitat Marseille Provence AMP dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS, CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès d'Habitat Marseille Provence AMPM d'un ensemble d'emprises foncières d'une superficie totale de 24 m² permettra l'intégration dans le domaine public métropolitain des voies et espaces publics aménagés dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement.
- Que la cession de deux emprises d'une superficie totale d'environ 358 m² au profit d'Habitat Marseille Provence AMPM permettra à cette dernière de régulariser des emprises situées en pied d'immeubles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Habitat Marseille Provence AMP dans le cadre des aménagements du secteur Saint-Barthélémy – Picon – Busserine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-101/21/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société IMCARVAU d'un terrain à bâtir formant le lot 45 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19246/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société INCARVAU d'un terrain à bâtir formant le lot 45 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations avec la Société IMCARVAU, qui a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC Athélia V sur un tènement foncier d'une surface totale d'environ 4365 m² constitué par :

- la parcelle cadastrée CH 81 de 4252 m²,
- la parcelle cadastrée CE 945 de 93 m²,
- la parcelle cadastrée CE 946 de 20 m².

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est de 1774 m² pour l'édification d'un programme constitué de 1120 m² de bâtiments mixtes ateliers /entrepôts, de 347 m² de bureaux et de 307 m² de divers espaces (détente, accueil.)

La surface des espaces verts représente 39.4% de la surface du terrain soit 1723 m².

Il convient à présent d'opérer les opérations foncières permettant le transfert de propriété.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 327 375 euros HT auquel sera ajouté la TVA sur marge.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13028003T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société IMCARVAU d'un terrain à bâtir formant le lot 45 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot 45 situé au sein de la ZAC Athélia V à la Ciotat doit permettre à la société IMCARVAU, de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux – ateliers et entrepôts nécessaires à la relocalisation de leur activité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société IMCARVAU d'un terrain à bâtir formant le lot 45 dans la ZAC ATHELIA V à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-102/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille d'un lot de volume et de deux emprises au sol issues du domaine public routier métropolitain situés boulevard Euroméditerranée - Quai d'Arenc, nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19250/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La délibération « Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille d'un lot de volume et de deux emprises au sol issues du domaine public routier métropolitain situés boulevard Euroméditerranée-Quai d'Arenc, nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2eme arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Compagnie Maritime d'Affrètement – Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et la société Bouygues Immobilier vont implanter une tour à usage de bureaux de 85 mètres de hauteur au sein du périmètre d'Euroméditerranée.

Ce projet vient compléter une série de constructions qui dessine la « Skyline » marseillaise, dans le quartier d'affaires d'Arenc : La tour CMA – CGM, inaugurée en 2011, qui a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la Tour « la Marseillaise », en 2018.

La future construction se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique de la compagnie maritime CMA-CGM. Ainsi, l'ancien immeuble « le Mirabeau », sera démoli pour laisser place à la nouvelle « Tour Mirabeau ».

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la Tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leurs activités.

D'une hauteur de 85 mètres (21500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec un niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale avec un niveau « excellent ».

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40% sa consommation énergétique ; de plus, sa connexion à la boucle d'eau de mer « Thalassia » utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

La conception architecturale de ce bâtiment, nécessite de mettre en cohérence le futur alignement et le foncier. A ce titre, il convient de procéder à la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence de deux emprises foncières au sol de 9 m² environ et 10 m² environ (2' et 2'') et d'un volume correspondant à une emprise au sol de 20 m² (2a) issue du domaine public routier métropolitain, tels que définis sur le plan se trouvant en pièce annexe.

Afin de permettre ladite cession, le déclassement du domaine public desdites emprises a été approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 18 février 2021.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas procédé à l'évaluation de la valeur vénale des biens dans le délai d'un mois requis. Par conséquent, les parties se sont entendues sur un prix total de cession de ces biens de 3 230 € Hors Taxes, sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par le Cabinet d'Expertise Foncière ROUANET.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13202000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de déclassement du 18 février 2021 n° URB 005-9491/21/BM ;
- Le rapport d'expertise simplifié établi par le Cabinet d'Expertise Foncière ROUANET ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux emprises foncières au sol (2' et 2'') et d'un lot volume (2a) déclassés du domaine public routier métropolitain permettra de réaliser la construction de la Tour Mirabeau au lieu et place du siège historique de la Compagnie CMA-CGM au sein du périmètre Euroméditerranée à Marseille 2^{ème} arrondissement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille d'un lot de volume et de deux emprises au sol issues du domaine public routier métropolitain situés boulevard Euroméditerranée - Quai d'Arenc, nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ CT1 - Cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise de 4 m² située à Marseille 1er Arrondissement angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/19252/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de la Ville de MARSEILLE a approuvé le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification. Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 et de la création de la Métropole Aix-Marseille Provence à compter du 1^{er} janvier 2016, cette collectivité s'est substituée à la Ville de Marseille pour la gestion de cette concession.

Sur les pôles Korsec – Velten - Fabre et Nationale – Providence, les programmes d'ensemble visent :

- La production d'une offre de logements sociaux de qualité en petites unités par création ou restructuration de logements sociaux ;
- Le curetage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine bâti où se côtoient habitat dégradé et îlots industriels (Îlot Korsec et îlot des Bains) ;
- L'aménagement d'espaces publics (place Fare – Petites Maries et Place de la Providence)
- La restructuration ou la création d'équipements publics de proximité (Velten et Nationale – Providence) ;
- La construction de logements en accession aidée à la propriété.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Afin d'atteindre ces objectifs, la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont pour projet de réaliser sur le Pôle Nationale Providence la construction d'un immeuble mixte comprenant au rez-de-chaussée un centre municipal d'accueil d'enfants et des logements aux étages.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la SOLEAM auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de 4 m² issue du domaine public routier métropolitain, sise à l'angle ouest de la rue Nationale et de la rue de la Fare située au droit de la parcelle cadastrée 201 801 C 257, telle que matérialisée sous la lettre B sur le plan cadastral ci-annexé.

Au préalable, le déclassement du domaine public routier métropolitain de cette emprise a été approuvé par délibération VOI 025-1527/16/ CM en date du 15 décembre 2016.

Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de cette emprise de 4 m² à 1 € (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°13201000t001

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de déclassement du domaine public routier métropolitain du 15 décembre 2016 n° VOI 025 – 1527/16/CM ;
- L'avis de valeur rendu par la Direction Immobilière de l'Etat ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée de 4 m² issue du domaine public routier métropolitain lui permettra de réaliser un centre municipal d'accueil d'enfants dans le cadre de l'Opération Grand Centre-ville sur le pôle Nationale Providence à Marseille 1^{er} arrondissement.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés la cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière non bâtie d'une surface de 4 m² sise à l'angle ouest de la rue Nationale et de la rue de la Fare située au droit de la parcelle cadastrée 201 801 C 257 issue du domaine public routier métropolitain pour un montant de 1 € HT, auquel n'est pas appliqué la TVA, ainsi que le protocole foncier établi annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La désignation de L'Etude de Maîtres FERAUD et VOGLIMACCI, notaires à Marseille, 13008, 2 A Boulevard de Louvain est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de la SOLEAM et comprend notamment :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés à l'établissement du document d'arpentage
- Le remboursement de taxe foncière
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole Sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 588.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-104/21/CT

■ CT1 - Demande d'ouverture d'enquête parcellaire nécessaire à l'opération Phase II du projet de réalisation des voies U372 et U378

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19248/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande d'ouverture d'enquête parcellaire nécessaire à l'opération Phase II du projet de réalisation des voies U372 et U378 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Ensemble des Paroisses-La Claire à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Le programme des équipements publics a été calibré sur la base de la surface de plancher attendue, soit 38 555 m², à travers les opérations immobilières de BNPPI (197 logements), COGEDIM Provence (253 logements), et 13 Habitat (183 logements).

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix Marseille Provence a en charge la réalisation de la voie U372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave. Le programme de l'opération comprend également l'aménagement d'une section de voirie comprise entre le raccordement de la U372 sur le

chemin de la Grave et le Boulevard Bara : réaménagement du chemin de la Grave et création de la U378 sur environ 180m.

Afin d'assurer la maîtrise foncière préalable à la réalisation de ces équipements, la Métropole a sollicité de Monsieur le Préfet, l'ouverture d'une enquête unique préalable à la DUP valant mise en compatibilité du PLU et une enquête parcellaire Phase I, par délibération n° 001-375/16/BM du 30 juin 2016.

Suite à ces enquêtes et par arrêté du 18 septembre 2018, le Préfet a déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à cet ouvrage et autorisé le recours à l'expropriation des parcelles comprises dans le périmètre de l'enquête parcellaire.

Aussi il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'assure de la maîtrise foncière des terrains utiles à cette opération par voie amiable ou par voie d'expropriation et que soit approuvée à cet effet, l'ouverture de l'enquête parcellaire nécessaire à la Phase II du projet de réalisation de la voie U372 et U378 parallèlement à l'engagement des négociations amiables avec les propriétaires riverains concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Demande d'ouverture d'enquête parcellaire nécessaire à l'opération Phase II du projet de réalisation des voies U372 et U378 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'ouverture de l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra d'acquérir les terrains nécessaires à la Phase II, du projet de réalisation des voies U372 et U378 ;
- Que parallèlement, il est nécessaire d'engager toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le tracé du projet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la demande d'ouverture d'enquête parcellaire nécessaire à l'opération Phase II du projet de réalisation des voies U372 et U378.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-105/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un apport foncier par la SOLEAM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire aux travaux d'extension de la ligne du tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19247/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SOLEAM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement nécessaire aux travaux d'extension de la ligne du tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine, dénommée SOLEAM, est propriétaire de la parcelle cadastrée 210855 P0133 de 718 m² située au 13 boulevard des Aciéries à Marseille 13010 incluse dans le périmètre de la concession de la Capelette.

Cette parcelle étant nécessaire aux aménagements du tramway, la Métropole s'est rapprochée de la SOLEAM en vue de procéder à son acquisition et à sa mise à disposition anticipée pour le démarrage des travaux.

N'ayant plus l'utilité de cette parcelle dans le cadre de l'aménagement de la concession Capelette, la SOLEAM en a accepté la cession.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur le protocole foncier annexé à la présente délibération qui définit les conditions de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente transaction qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis
- Le remboursement de la taxe foncière

Cette acquisition ne donnera lieu à aucune contrepartie financière au profit de la SOLEAM car elle constitue un apport foncier du concessionnaire au profit de son concédant au titre de la concession d'aménagement de la Capelette.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier par la SOLEAM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement nécessaire aux travaux d'extension de la ligne du tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SOLEAM de la parcelle de terrain cadastrée 855 P133 pour 718 m² environ, située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10^{ème} arrondissement permettra d'engager les travaux pour l'extension du réseau de tramway de Marseille ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous la forme d'un apport foncier du concessionnaire au profit de son concédant au titre de la concession d'aménagement de la Capelette.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un apport foncier par la SOLEAM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 10^{ème} arrondissement nécessaire aux travaux d'extension de la ligne du tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-106/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13ème arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade - Abrogation de la délibération URB 013-2928/17/BM**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/19251/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13ème arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade. Abrogation de la délibération URB 013-2928/17/BM » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille est propriétaire d'un tènement foncier cadastré Quartier Château Gombert (879), Section E, numéros 0335 et 0291, situé Rue René Chaillan dans le 13^{ème} arrondissement, d'une contenance cadastrale respective de 221 m² et 1382 m².

Dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers – La Grave, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit réaliser un bassin de rétention (Bassin B6) sur le ruisseau de la Fumade sur la parcelle 879 E 0323.

Afin de réaliser cet aménagement, une piste d'accès par le Boulevard René Chaillan doit être créée.

A cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapproché de la Ville de Marseille en vue d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à la réalisation de ces travaux, soit l'intégralité de la parcelle 879 E 335 ainsi qu'une emprise d'une surface de 382 m² à détacher de la parcelle 897 E 291 en nature de terrain en friche.

Conformément à l'article L.3112-1 du Code Général de la Propreté des Personnes Publiques : « Les biens des personnes publiques, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ».

Compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés, de la présence d'un arrêté d'utilité publique, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé par délibération du 16 octobre 2017 la cession à l'euro symbolique des terrains en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Parallèlement, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération URB n° 013-2928/17/BM du 14 Décembre 2017, l'acquisition desdites emprises.

L'acte authentique de vente n'ayant pu être régularisé dans les délais mentionnés au protocole d'accord, il est nécessaire d'approuver désormais directement le projet d'acte de vente, ci-annexé.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13213000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La copie du projet d'acte établi par Maître Raphaël DUISIT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue Chaillan à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de ces emprises de terrain cadastrées 879 E 335 pour une superficie de 221 m² et la surface de 382 m² à détacher la parcelle 879 E 291 sises Rue René Chaillan à Marseille 13^{ème} arrondissement, permettra la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-107/21/CT

■ CT1 - Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Arrêt du bilan de la concertation

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19257/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Arrêt du bilan de la concertation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Depuis cette date, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plan Locaux d'Urbanisme et de Règlement Locaux de Publicité sur le périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des Règlements Locaux de Publicité :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité;
- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'appliquent (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement).

Par suite, la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 a prorogé de deux ans, le délai de dix ans de la loi Grenelle II pour permettre cette mise en conformité.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire Marseille Provence, adoptés avant la loi Grenelle II, ne sont pas conformes aux dispositions issues de ladite loi. C'est pourquoi, l'élaboration du RLPi a été prescrite à l'échelle intercommunale du Territoire Marseille Provence.

Conformément aux articles L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-11 et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole, par délibération du 13 juillet 2017, a prescrit l'élaboration du RLPi et préciser les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public après avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

En application des articles L. 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, la concertation préalable s'est déroulée, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de RLPi associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées, la concertation a débuté à compter du mois de juillet 2017. Elle s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet. En vue de l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole, lors de son conseil du 15 avril 2021, cette phase de concertation s'est arrêté le 26 mars 2021, elle aura donc duré 4 ans.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil d'en arrêter le bilan, en application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par l'élaboration du RLPi :

Au vu du contexte rappelé ci-avant, les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal sont les suivants :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- Identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales; et les protéger ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouvelles orientations.

2 - Les objectifs de la concertation du RLPi :

Les objectifs poursuivis sont :

- Donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation ;
- Sensibiliser la population aux enjeux de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;
- Permettre au public de formuler des observations ;

3 - Les modalités de la concertation du RLPi :

Les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 13 juillet 2017 ont été mises en œuvre tout au long de la concertation avec le public :

➤ Les outils d'information.

- « **Kit de la concertation** » présentant le projet de RLPi :

Dès le lancement de la procédure d'élaboration du RLPi, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, puis le Conseil de Territoire Marseille-Provence ont mis à disposition du public un kit de concertation dans toutes les communes du Territoire et au siège de la Métropole, comprenant :

- . Un registre de la concertation,
- . Les délibérations relatives aux modalités de la concertation et de la collaboration en date du 13 juillet 2017.

Ce kit de la concertation a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement de la procédure par 4 cahiers de concertation :

Cahier n°1 : Le Guide du Règlement Local de Publicité Intercommunal.
 Cahier n°2 : Le Règlement Local de Publicité Intercommunal Démarche et Contexte.
 Cahier n°3 : Le Règlement Local de Publicité Intercommunal, Les Orientations.
 Cahier n°4 : Le Règlement Local de Publicité Intercommunal, De Nouvelles Règles d’Affichage : Mode d’Emploi.

- Les panneaux de concertation :

Tout au long de la concertation, des panneaux de concertation ont été répartis sur tout le Territoire Marseille Provence avec le même niveau d'information, notamment dans toutes les Communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence (18) et au siège de la Métropole.

- Réunions de co-construction avec les acteurs du Territoire :

Plusieurs temps d'échange et de co-construction ont été organisés avec les acteurs du Territoire :

- 2 Réunions avec les professionnels de l’affichage, au siège de la Métropole, le 9 juillet 2018 et le 31 octobre 2018.
- 1 Réunion de travail avec l’Aéroport Marseille Provence afin de co-construire un règlement adapté à cette zone spécifique du territoire.
- 1 Réunion d’échange avec Paysage de France, qui s’est déroulée le 20 septembre 2018 au service Urbanisme de la Métropole.
- 5 Réunions de travail avec les services de l’Etat (DDTM, DREAL, ABF), en plus des réunions officielles des Personnes Publiques associées. Les 24 septembre 2018, 6 novembre 2018, 28 mars 2019, 9 décembre 2020 et le 13 janvier 2021, à la DDTM, DREAL, au service Urbanisme de la Métropole ou en visio-conférence.
- 2 Réunions d’échange avec les mairies de secteurs de la Ville de Marseille.

- Réunions publiques :

Dans le cadre de l’élaboration du RLPi, 5 réunions publiques ont été organisées, en phase réglementaire : une première réunion publique générale visant à présenter plus localement le projet de zonage et de règlement.

- Jeudi 29 novembre 2018, à Marseille, au Pharo pour l’ensemble du Territoire Marseille Provence.
- Vendredi 7 décembre 2018, à Marseille, à l’Alcazar, pour le secteur de la ville de Marseille,
- Lundi 10 décembre 2018, à Gignac-la-Nerthe, pour le bassin Ouest,
- Mercredi 12 décembre 2018, à la Ciotat, pour le bassin Est,
- Lundi 17 décembre 2018, à Allauch, pour le bassin Centre.

Ces réunions publiques s’adressaient aussi bien aux citoyens qu’aux associations locales et acteurs économiques du territoire. Elles avaient pour objet de présenter les grands éléments de diagnostic du Territoire en terme d’affichage publicitaire, d’enseignes et de pré-enseignes, puis d’expliquer les orientations politiques et leurs traductions réglementaires selon les zones identifiées.

Les réunions ont été annoncées à l’aide d’affiches et de communiqués de presse.

Les différents outils mis à disposition pour la concertation ont été rappelés lors de ces cinq réunions publiques.

- L’information sur Internet :

Une page dédiée au RLPi a été créée sur le site internet du Conseil de Territoire à l’adresse suivante :

<https://www.marseille-provence.fr/index.php/competences/urbanisme/le-reglement-local-de-publicite-intercommunal>

Cette page a permis l’information du public à propos des différentes étapes de la procédure (engagement et début de la concertation, construction des différentes pièces constitutives du document, organisation de réunions publiques) et l’accès dématérialisé à l’ensemble du Kit.

Enfin, les panneaux de concertation diffusés en communes et au siège de la Métropole, ont aussi été mis en ligne, tout comme les avis au public annonçant les réunions publiques organisées pour présenter le projet de Règlement ainsi que les PV des réunions publiques et les Power point présentés.

➤ **Les outils d'expression :**

- Registres mis à la disposition du public :

Ceux-ci ont été mis en place, dès le début de la concertation (juillet 2017) dans l'ensemble des Communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence ainsi qu'au siège de la Métropole.

Le public a pu y déposer ses contributions.

- Observations écrites adressées par courriers ou par mails :

Plusieurs moyens se sont présentés à la population pour s'exprimer notamment par l'envoi de courriers postaux à la Métropole ou aux communes concernées et de courriers électroniques.

- Par voie postale à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil de territoire Marseille Provence
Concertation sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal
BP 48014
13567 Marseille cedex 02

- Par courrier électronique à l'adresse suivante :

rlpi-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr

- Réunions publiques

Les sessions de réunions publiques évoquées précédemment ont également permis au public de présenter ses observations.

4 - Les résultats quantitatifs de la concertation :

Environ 150 personnes se sont mobilisées dans le cadre de cette concertation. Environ 100 personnes ont assisté aux réunions publiques organisées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucun courrier postal n'a été reçu dans le cadre de la concertation, environ 37 questions ont été envoyées par courriers électroniques, 7 personnes ont consigné leurs observations via les registres.

L'ensemble de ces expressions ont généré environ 50 requêtes.

La concertation s'est adressée à tout public, notamment les Comités d'Intérêt de Quartiers, les associations, la société civile dans son ensemble, les partenaires professionnels (afficheurs), les partenaires institutionnels (communes, Conseils Régional et Général, Chambres Consulaires, services de l'Etat, ...). Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques, ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres.

5 - Analyse qualitative des contributions issues de la concertation

Le bilan qualitatif fait une synthèse de l'ensemble des remarques et contributions émises tout au long de la démarche de concertation.

Tout au long de la phase d'élaboration du RLPi et de concertation préalable, la Métropole Aix Marseille a ainsi reçu une extraction régulière de toutes les requêtes afin de mieux intégrer les préoccupations citoyennes, dans le respect du cadre juridique.

Ainsi, à la lecture de l'ensemble des requêtes 4 grandes thématiques se dégagent :

- Cadre réglementaire

- Cadre environnemental et patrimonial
- Format d'affichage
- Harmonisation du zonage

Les avis exprimés mettent en exergue le souhait d'un projet respectueux du cadre de vie, des caractéristiques patrimoniales et des contraintes des activités économiques. L'ensemble des remarques formulées a été étudié et des réponses précises sont aujourd'hui intégrées au document.

Le plus grand nombre de requêtes porte sur la thématique de la protection du cadre de vie qui concerne la protection du littoral, des portes d'entrée du Parc National des Calanques, des sites patrimoniaux remarquables ou encore des monuments historiques.

La demande d'une réglementation plus stricte que la réglementation nationale en vigueur était l'objet de remarques formulées par le public.

La question du format de l'affichage et des supports d'affichage a été abordée par le public comme par les professionnels et acteurs du secteur.

Les avis en matière de délimitation des zones de publicité ont été pris en compte dans leur ensemble qu'ils concernent la délimitation des zones ZP1a vis-à-vis des zones UA du PLUi, la protection des paysages agricoles et les zones A ou encore l'harmonisation des zonages.

Ainsi, le projet de RLPI a été finalisé en tenant compte des remarques des habitants et acteurs du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 n°URB 025-2364/17/CM prescrivant l'élaboration du RLPI du Territoire Marseille Provence, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 4 février 2021, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Conseils Municipaux des Communes membres du Territoire Marseille Provence sur la synthèse des propositions issues de la concertation et le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal à arrêter ;
- La délibération d'arrêt du bilan de la concertation du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 avril 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Arrêt du Bilan de la concertation ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que, la Métropole Aix Marseille Provence a défini les modalités de la concertation et engagé la procédure d'élaboration de son Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), dans le cadre de deux délibérations prises le 13 juillet 2017;
- Que le Conseil de la Métropole a décidé que cette procédure devait s'inscrire dans le cadre de la délibération cadre du Conseil de la Métropole n°001-3635/18/CM du 22 mars 2018 (délibération cadre) portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, substituée à la délibération Cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;
- Que dans le cadre de la procédure d'élaboration du RLPi par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la concertation s'est déroulée du mois de juillet 2017 au 26 mars 2021 inclus ;
- Que la concertation avec le public a permis à environ 150 participants de s'exprimer sur le projet de RLPi tout au long de son élaboration et a fait émerger près de 50 observations ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 4 février 2021 a permis aux Maires d'échanger sur la concertation en cours et sur le projet de RLPi à arrêter ;
- Que les Conseils Municipaux des Communes membres du Territoire Marseille Provence ont émis un avis sur la synthèse des propositions issues de la concertation et sur le projet de RLPi à arrêter ;
- Que depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'adopter une délibération tirant le bilan de la concertation de la procédure d'élaboration du RLPi du Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence émette un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur l'Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Arrêt du bilan de la concertation ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Arrêt du bilan de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-108/21/CT

■ CT1 - Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille-Provence - Arrêt du Projet

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 21/19258/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de

délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Elaboration du règlement local de publicité intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence – Arrêt du Projet » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Loi Grenelle II, l'EPCI compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme est également compétent en matière de Règlement Local de Publicité

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Depuis cette date, la Métropole Aix Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et donc de Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

Lesdits documents sont élaborés à l'échelle du Territoire.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des Règlements Locaux de Publicité :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité;
- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'appliquent (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement).

Par suite, la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 a prorogé de deux ans, le délai de dix ans de la loi Grenelle II pour permettre cette mise en conformité.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire Marseille Provence, adoptés avant la loi Grenelle II, ne sont pas conformes aux dispositions issues de ladite loi. C'est pourquoi, l'élaboration du RLPI a été prescrite à l'échelle intercommunale du Territoire Marseille Provence.

Conformément aux articles L. 153-11 et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme et par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a prescrit l'élaboration du RLPI et préciser les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public et avec les autres Communes membres suivant avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Les grandes orientations du Projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal ont été débattues lors du Conseil de Métropole en date du 18 octobre 2018, après la tenue d'une conférence intercommunale des maires et un débat au sein des conseils municipaux des communes concernées.

L'étape suivante de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal est l'arrêt du document.

La présente délibération retrace dans un premier temps le processus de collaboration technique et politique mis en œuvre avec les communes du Territoire Marseille Provence pour construire le dossier, mais aussi avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées à l'élaboration. Dans un second temps, la délibération présente le projet de RLPI soumis à l'arrêt : elle détaille le contenu du dossier, les orientations du Projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal et leur traduction dans le RLPI.

Le processus de collaboration, de consultation et d'association

Il est rappelé que les modalités de collaboration avec les 18 communes du Territoire ont été convenues avec elles. Les modalités de collaboration ont été finalisées comme suit :

a. La « Conférence intercommunale »

Celle-ci se réunit, à l'initiative du Président, à 5 étapes de la procédure : 2 en application du Code de l'Urbanisme et 3 par choix de la Métropole Marseille Provence :

- Pour que, préalablement à l'adoption de la délibération arrêtant les modalités de la collaboration avec les Communes, ces modalités y soient examinées ;
- Pour que les orientations générales de l'avant-projet du Projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal y soit présentées avant la tenue du débat sur les orientations générales du RLPI au sein de l'organe délibérant de l'EPCI ;
- Pour que l'avant-projet de RLPI y soit présenté, avant que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'arrête ;
- Pour que, après l'enquête publique, les avis joints au dossier d'enquête, les observations du public et le rapport de la commission d'enquête y soient présentés ;
- Pour que le RLPI, tel que modifié après l'enquête publique, y soit présenté, avant que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'approuve.

b. Avis des Conseils Municipaux

Aux fins d'associer chacune des 18 Communes membres à l'élaboration du RLPI, leur conseil municipal sera invité à donner son avis sur les propositions de la conférence intercommunale, aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du RLPI à savoir :

- Préalablement à l'adoption de la délibération du Conseil de Métropole prescrivant le RLPI, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique ;
- Préalablement au débat sur les orientations générales du RLPI ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de RLPI par l'organe délibérant de l'EPCI mais aussi conformément à l'article L123-18 du Code de l'Urbanisme, une fois que ce dernier l'aura arrêté ;
- Préalablement à l'approbation du RLPI par l'organe délibérant de l'EPCI.

c. Un « Groupe de Travail RLPI » (GT RLPI)

Afin de permettre aux communes et à leurs maires de participer aux travaux d'élaboration du RLPI il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, un « groupe de travail RLPI ».

Il regroupera les maires des 18 communes membres - ou leurs représentants-, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par la vice-présidente à l'aménagement communautaire (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 Communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail assurera, notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPI et préparera les dossiers à soumettre à la Conférence intercommunale.

Ce groupe de travail s'est réuni treize fois depuis l'engagement de la procédure du RLPI du Territoire Marseille : il a permis d'associer l'ensemble des 18 communes à la construction du document et d'aboutir aujourd'hui au projet à arrêter.

Les Communes ont ainsi travaillé sur un même document, à un même rythme, avec une même ambition et dans le cadre d'une même procédure.

d. Réunions « locales ou thématiques »

Au cours de la procédure d'élaboration et autant que de besoin, des réunions portant sur un thème bien défini ont été organisées, à l'échelon communal et/ou à l'échelle des bassins de vie.

Ainsi différentes réunions se sont tenues d'une part avec les techniciens des communes en particulier pour travailler sur la partie réglementaire, mais aussi des réunions individuelles avec les élus et techniciens des dites communes.

La collaboration avec les communes a été la clef de voûte de la construction du RLPI du Territoire Marseille Provence.

Concernant la ville de Marseille deux réunions d'échange ont eu lieu avec les mairies de secteurs

Les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) : conformément au Code de l'Urbanisme, les PPA sont associées dès la prescription du document.

Trois réunions avec les PPA et les PPC ont rythmé la démarche d'élaboration du RLPI : le 31 mai 2018, le 25 septembre 2018 et le 11 février 2019.

Cette association a été renforcée avec certaines Personnes Publiques Associées par des échanges et des réunions supplémentaires : les services de l'Etat (DDTM, DREAL, ABF), les chambres consulaires, le Département, la Région...

Enfin, plusieurs réunions ont eu lieu avec les acteurs économiques et associations qui en ont fait la demande (Aéroport Marseille Provence, Association Paysage de France, afficheurs publicitaires).

Le RLPI est donc le fruit d'une construction multi-partenariale. En, quelques chiffres : plus de 30 réunions en communes, des réunions avec les directions (communales et intercommunales) et trois réunions avec les PPA/PPC

Projet de RLPI soumis à l'Arrêt

Le travail de co-construction mené avec les communes du Territoire dans le cadre des modalités de collaboration définies à l'engagement de la procédure, l'association des personnes publiques concernées et la concertation avec le public réalisé depuis l'engagement de la procédure, dont le Conseil de la Métropole a arrêté le bilan de la concertation par délibération distincte, ont permis d'élaborer le projet de RLPI présenté aujourd'hui au Conseil de la Métropole.

Il se compose :

- D'un rapport de présentation comprenant une introduction, des diagnostics, l'explication des choix, l'évaluation du projet, le résumé non technique et des annexes ;
- D'un règlement écrit et graphique ;
- Des annexes.

L'ambition du RLPi est de permettre de régir le droit d'affichage sur le Territoire Marseille Provence. C'est un document aux enjeux multiples, devant accorder protection de notre cadre de vie, liberté d'expression et nécessités économiques.

Il constitue la déclinaison du projet politique du Territoire en matière de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes.

Les orientations générales du RLP Intercommunal s'articulent autour de 4 axes principaux :

- Conforter l'attractivité du Territoire;
- Valoriser les paysages porteurs des identités locales;
- Améliorer le cadre de vie sur l'ensemble du Territoire;
- Assurer la lisibilité des activités économiques et culturelles.

Le règlement et le zonage, documents qui seront opposables une fois le RLPi approuvé, doit comporter l'ensemble des dispositions réglementaires concernant les dispositifs publicitaires et les pré-enseignes d'une part et les enseignes d'autre part. Comme pour les documents d'urbanisme, chaque zonage possède un règlement adapté aux orientations qui ont été définies pour le périmètre concerné par la zone.

Ainsi, différents zonages sont prévus sur le périmètre du Territoire Marseille Provence : centres historiques patrimoniaux, zones d'activités, routes principales des agglomérations notamment.

La partie réglementaire est opposable à toute personne publique ou privée pour l'affichage. Cette partie comporte un volet traitant de la publicité et un volet traitant des enseignes.

Concernant la publicité, le règlement comprend les grandes familles de zones de publicité restreinte suivantes:

- ZP1 : Centre villes et noyaux villageois.
- ZP2 : Paysages emblématiques et villages caractéristiques.
- ZP3 : Pénétrantes urbaines du territoire.
- ZP4 : Zones commerciales : pôles d'activités du port de Marseille et du site Euroméditerranée.
- ZP5 : Aéroport Marseille Provence.
- ZP6 : Quartier résidentiels et pôles de proximité/ Secteurs d'équipements.
- ZP7 : Secteurs d'interdiction de publicité.

Le règlement énonce également des principes réglementaires concernant les enseignes en distinguant 3 groupes de zones avec des règles spécifiques encadrant le nombre d'enseignes, la dimension, la hauteur des enseignes sur toiture et l'extinction nocturne, à savoir :

Les centres-villes, hameaux de bord de mer et d'étang.

Les zones commerciales et l'Aéroport.

Le reste du territoire.

L'élaboration du Règlement Local de Publicité du Territoire Marseille Provence vient rejoindre la démarche de protection des paysages et du cadre de vie engagée dans le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ; il constitue une réponse réglementaire aux objectifs et principes que s'est fixé le Territoire en la matière. Il vise à développer une politique territoriale et à donner une continuité aux 7 Règlements Locaux de Publicité communaux en vigueur.

Il a pour grands objectifs :

- d'assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire;
- de prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires et anticiper la caducité des RLP en vigueur;
- de protéger le cadre de vie, limiter la pollution visuelle et les atteintes à l'environnement, concilier lisibilité des acteurs économiques et protection des paysages.

Conformément à la délibération du 13 juillet 2017 définissant les modalités de collaboration avec les communes, le projet de RLPi a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux maires des 18 Communes membres, lors de la conférence intercommunale des maires du 4 février 2021. Par ailleurs, les Communes membres ont donné leurs avis sur le document préalablement à son arrêt.

Il convient désormais d'arrêter le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence. Celui-ci sera ensuite, avant l'enquête publique, transmis aux Personnes Publiques Associées et autres organismes. Ils disposent d'un délai de 3 mois pour rendre leur avis.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 n°URB 025-2364/17/CM prescrivant l'élaboration du RLPi du Territoire Marseille Provence, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 024-2363/17/CM du 13 juillet 2017 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille-Provence ;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 4 février 2021, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Communes membres du Territoire Marseille Provence sur le bilan de la concertation et le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal à arrêter ;
- La délibération d'arrêt du bilan de la concertation du Conseil de Métropole Aix-Marseille- Provence en date de ce jour ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence - Arrêt du Projet »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a, par deux délibérations prises le 13 juillet 2017, défini les modalités de collaboration avec les communes, engagé la procédure d'élaboration de son Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée et exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de Règlement Local d'Urbanisme ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 4 février 2021 a permis aux Maires d'échanger sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal préalablement à son arrêt ;
- Que Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a invité chaque maire à soumettre à l'avis de son Conseil Municipal le projet de PLUi compte tenu notamment des différents échanges intervenus lors de la conférence intercommunale du 4 février 2021 ;
- Que les communes membres du Territoire Marseille Provence ont émis un avis sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal à arrêter ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le projet de RLPi s'inscrit dans le prolongement du PLUi applicable sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille Provence émette un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « Elaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence – Arrêt du Projet »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence - Arrêt du Projet

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-109/21/CT

■ CT1 - Renouvellement des membres de la Commission du Site Patrimonial Remarquable de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19261/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Renouvellement des membres de la Commission du site Patrimonial Remarquable de Marseille » - satisfait les conditions de l'article L. 5218-7- du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération porté.

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) et le décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 institue les sites patrimoniaux remarquables en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et prévoit des dispositions transitoires pour les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date d'entrée en vigueur de ladite loi.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1^{er} janvier 2016 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence.

L'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille (AVAP) initiée en 2014, s'est inscrite dans le cadre des dispositions transitoires de la loi LCAP. Elle a été créée par délibération du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, et est devenue de fait le Site Patrimonial Remarquable de Marseille. Une nouvelle Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) de la Ville de Marseille a été créée par délibération n° URB 010-7113/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019.

Néanmoins, suite à l'élection des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 28 juin 2020, il convient de renouveler les membres de cette commission.

La CLSPR est présidée par le Président de l'EPCI compétent en matière de document d'urbanisme, qui peut en déléguer la présidence.

Cette commission est composée de membres de droit et de membres nommés.

Les membres de droit sont :

- le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et Préfet des Bouches-du-Rhône,
- le Maire de Marseille,
- un représentant de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC),
- et un représentant de la Direction Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) assiste avec voix consultative aux réunions de la commission.

Au titre des membres nommés, cette commission comporte un maximum de quinze membres désignés par l'autorité compétente après avis du Préfet.

Les membres nommés sont répartis par tiers entre :

- les élus locaux de la collectivité compétente,
- les personnes qualifiées,
- et les représentants d'associations ayant pour objet la protection, promotion ou mise en valeur du patrimoine.

Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.

Il est proposé la composition suivante :

- **Collège des élus :**

- **Titulaire** : Monsieur Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Conseiller de la Métropole - Conseiller de Territoire Marseille Provence - Conseiller d'arrondissement des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements Marseille,
Suppléance : Romain BRUMENT - Conseiller de la Métropole - Conseiller de Territoire Marseille Provence - Conseiller d'arrondissement des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements Marseille.

Titulaire : Madame Sarah BOUALEM - Conseillère de la Métropole – Vice-présidente du conseil de Territoire Marseille Provence déléguée à la Promotion et au Développement du tourisme - Conseillère d'arrondissement des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements Marseille,

Suppléance : Sophie ARRIGHI - Conseillère de la Métropole - Conseillère de Territoire Marseille Provence - Conseillère d'arrondissement des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements Marseille.

- **Titulaire** : Madame Mathilde CHABOCHE - Conseillère de la Métropole - Conseillère de Territoire Marseille-Provence - Adjointe à la Maire de Marseille en charge de l'urbanisme et du développement harmonieux de la ville – Conseillère d'arrondissement des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements de Marseille,
- **Suppléance** : Monsieur Jean-Marc COPPOLA - Conseiller de la Métropole - Conseiller de Territoire Marseille-Provence - Adjoint à la Maire de Marseille en charge de la culture pour toutes et tous, de la création, du patrimoine culturel et du cinéma - Conseiller d'arrondissement des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille.

- **Collège des associations :**

- **Titulaire** : Monsieur Jean-Marc CHANCEL - Architecte et Président de la Maison de l'Architecture et de la Ville PACA,
Suppléance : Madame Raphaëlle SEGOND - Architecte et membre du conseil d'administration de la Maison de l'Architecture et de la Ville PACA.
- **Titulaire** : Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL - Déléguée Départementale de l'Association Vieilles Maisons Françaises,
Suppléance : Madame Chantal de BOVIS - Déléguée Départementale Adjointe de l'Association Vieilles Maisons Françaises.
- **Titulaire** : Monsieur Georges AILLAUD, Président de l'association Comité du Vieux Marseille,
Suppléant : Monsieur Georges MERLIER, Administrateur de l'association Comité du Vieux Marseille.
- **Collège des personnes qualifiées :**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- **Titulaire** : Monsieur Corrado De GIULI MORGHEN - Architecte du Patrimoine, Association des Architectes du Patrimoine,
Suppléance : Madame Céline GIRARD - Architecte du Patrimoine, Association des Architectes du Patrimoine.
- **Titulaire** : Monsieur Fabrice DENISE - Conservateur en Chef du Patrimoine et Directeur du Musée d'Histoire de Marseille,
Suppléance : Madame Catherine DUBREUIL - Conseillère culturelle en charge de la valorisation du patrimoine à la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Marseille.
- **Titulaire** : Monsieur Philippe NEMBI – Entrepreneur - Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône,
Suppléance : Monsieur Olivier BIZOT – Entrepreneur - Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône.

La CLSPR est consultée lors de l'élaboration, la révision ou la modification du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (et, le cas échéant, du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur). Une fois qu'il est adopté, elle assure le suivi du document de gestion choisi.

Elle peut aussi proposer sa révision ou sa modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) ;
- La délibération URB003-4162/18/CM du 28 juin 2018 relative à la création de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 010-7113/19/CM du 24 octobre 2019 instituant la CLSPR de la Ville de Marseille et mentionnant sa composition ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du Conseil de Territoire du 15 Juillet 2020 portant l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis du Préfet sur la composition de la CLSPR ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur « Renouvellement des membres de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il est nécessaire de renouveler la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) de la Ville de Marseille sur le périmètre du SPR existant ;
- Que le conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Renouvellement des membres de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le renouvellement des membres de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-110/21/CT

■ **CT1-Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^e arrondissements, convention passée avec la SOLEAM-Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019-Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan-Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession-Abrogation de la délibération n° URBA 023-9312/20/CM du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19256/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13^e et 14^e arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 14 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{èmes} arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession

d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.
- 224 000 m² d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014, 29 juin 2015, 15 décembre 2016 et 21 septembre 2017 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012 à 2016 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitent une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels

et le potentiel valorisable : « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Il a donc été décidé de positionner un zonage AU fermé au PLUi, notamment sur le nord de la ZAC, dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. En effet ce zonage ne permet pas la délivrance de permis de construire et requiert une modification pour autoriser les constructions, d'autant qu'il est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine.

La métropole a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 mobilise l'agriculture urbaine au service d'une ville durable et annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020 la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles.

Par la suite, le PLUi devra évoluer vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme approuvé, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 ont donc présenté un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Compte tenu du parti pris ci-dessus, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues en cohérence avec le dossier de réalisation de la ZAC.

Avancement de l'opération au 31 décembre 2019 :

- Maîtrise foncière

Au 31 décembre 2019, l'Aménageur a acquis 325 860 m² de terrains sur un total de 349 316 m², soit un avancement de 93 %.

- Urbanisation

L'aménageur a cédé 18 272 m² de surface de plancher (hors équipement) dont 16 508 m² pour du logement, sur un total de 39 981 m² SDP hors équipement mais tenant compte des nouvelles et dernières orientations, soit un avancement de 45%.

Le foncier commercialisé correspond aux îlots 25H1, 25H2, 25G, 25D et au foyer de vie ARI. L'ensemble de ces commercialisations a été réalisé dans la Centralité Mirabilis.

La majorité de la surface de plancher s'est développée sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

La surface de plancher totale délivrée au titre du projet de la ZAC des Hauts de Sainte-Marthe est de 115 134 m2 dont 99 447 m2 pour du logement.

La surface de plancher totale projetée à terme compte tenu des nouvelles orientations est d'environ 146 000 m2 dont environ 139 900 m2 de logements.

- Permis de construire

En fin d'année 2019, 1499 logements ont été délivrés, dont 1184 développés sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 déjà réalisés le long de l'avenue du Merlan.

11 permis ont été délivrés sur des terrains maîtrisés par des promoteurs et 5 sur des terrains propriété de l'aménageur.

- Les chantiers de constructions

Au 31 décembre 2019, il y a un chantier de construction en cours. C'est l'îlot 25G dans la centralité mirabilis côté Nord, en face de l'école.

- Travaux d'aménagement

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de BDP Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m3 et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Entre 2012 et 2015 le développement opérationnel de Mirabilis a connu un ralentissement afin de mener à bien de nouvelles études permettant de répondre aux préconisations de l'ABF. Le nouveau plan masse de la Centralité a donné lieu à une évolution du document d'urbanisme intégré par mise en compatibilité dans le cadre de la procédure de DUP.

Depuis 2016 jusqu'en 2018, les travaux ont repris : viabilisation foyer de vie ARI, place Mirabilis et parvis école « Sainte Marthe Audisio », viabilisation de l'îlot 25 sud, aménagement des quais de bus, requalification des voies du secteur « Pâquerettes » pour la desserte du lycée « Simone Veil », aménagement de la voie U240 en limite du Parc Montgolfier.

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2019 s'élève à 22 208 774 euros TTC.

L'année 2019 a été marquée par le lancement de la troisième phase de développement de la centralité Mirabilis qui va se poursuivre jusqu'à l'horizon 2025 pour la viabilisation et l'aménagement urbain et paysager de l'îlot 25 Nord qui constitue la partie centrale du cœur de quartier de la centralité Mirabilis. L'îlot 25 Nord se compose de sept sous îlots à bâtir (25A, B, C, D, E, F et G) maillés par cinq voies nouvelles en damier et un cours piétons le long de la rue Gabriel Audisio.

Compte tenu du contexte et de la configuration de l'îlot 25 Nord sur lequel six chantiers concomitants sont prévisibles (lots 25 G, F, D, C, A et les travaux de VRD), une organisation maîtrisée a été prévue à l'intention des promoteurs à travers la mise à disposition d'équipements communs (installations de chantiers, aire de lavage, etc...) permettant d'assurer la gestion du chantier dans son ensemble.

Cette organisation commune de mutualisation de l'ensemble des dépenses de chantier se traduit par la mise en place d'une participation forfaitaire des promoteurs. L'objectif de ce dispositif est la mise en place d'une gestion optimale de la tenue des chantiers et une mutualisation des coûts des aménagements nécessaires pour un chantier tenu et maîtrisé.

Au 31 décembre 2019, six marchés de travaux sont actifs :

- un marché pour l'aménagement de la voie U240 du Parc Montgolfier (espaces verts),
- deux marchés pour la viabilisation de l'îlot 25 sud
- deux chantiers pour l'îlot 25 nord : le marché de terrassement et le marché des constructions modulaires de chantier ;
- le marché de finitions des trottoirs devant l'îlot 26C

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'activité de la concession sur l'année écoulée

L'année 2019 a été marquée par l'ouverture à la circulation de la voie nouvelle Avenue du Parc Montgolfier (U240) et le démarrage des travaux de terrassement de l'îlot 25 Nord et du premier chantier de construction.

- Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2019, les procédures d'expropriation et d'acquisition préalablement engagées se sont poursuivies.

- Commercialisation de terrains

L'année 2019 a été marquée par la signature de l'acte authentique avec le promoteur « CONSTRUCTA » sur l'îlot 25D

- Les permis de construire

Le permis de construire de l'îlot 27 SUD développé par le promoteur MARIGNAN a été délivré en 2019.

- Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours concernent :

- La viabilisation de l'îlot 25 Nord du quartier mirabilis comprenant 7 îlots à bâtir.
- La finalisation de la voie nouvelle U240 qui a été ouverte à la circulation le 20 septembre 2019 à l'issue de 18 mois de travaux.

L'activité de la concession dans les prochaines années :

Comme indiqué dans le préambule du rapport et dans le point 3 du chapitre 2 du compte rendu annuel d'activité proposé par SOLEAM, le principal objectif en 2020 était d'engager la procédure de réduction du périmètre de ZAC afin de pouvoir la présenter lors de la prochaine modification du PLUi. Cette procédure prend du retard.

Le deuxième objectif est de finaliser le cœur de quartier Mirabilis, notamment les travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la centralité.

L'année 2021 sera essentiellement consacrée au suivi de l'étude hydraulique et hydrologique et aux études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dont les travaux débuteraient en 2022 afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses de la ZAC se sont élevées à 5 604 545 euros TTC, réparties comme suit :

- foncier : 318 870 euros TTC
- études (hors honoraires techniques) : 210 291 euros TTC
- travaux (dont honoraires techniques) : 4 385 672 euros TTC
- dépenses annexes : 274 640 euros TTC
- rémunération société : 384 427 euros TTC
- frais financiers : 30 645 euros TTC

Les dépenses prévisionnelles 2019 étaient estimées à 8 716 492 euros, en baisse de 3 111 947 euros. Cette baisse de 3.1M€ des dépenses prévisionnelles est due :

- A la diminution du poste travaux de 2M€, principalement aux travaux sur Mirabilis.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Décalage de facturation (1.1M€) des travaux de terrassement, reportée en 2020.
- Diminution des dépenses de la voie verte et des travaux d'aménagement de l'ilot 25 sud. Le budget prévisionnel est à adapter.
- A la baisse de 200 000€ du poste études préalables due au décalage du lancement de la mission hydraulique en 2020.
- A la baisse de 200 000 € du poste honoraires techniques, moins coûteux que prévus sur la voie U240
- A la baisse de 200 000€ de la rémunération du concessionnaire qui suit l'évolution des dépenses payées.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2019 :

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 67 993 008 euros TTC.

Il est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 33 384 323 euros TTC
- dépenses études : 2 577 883 euros TTC
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 24 442 471 euros TTC
- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 2 280 672 euros TTC
- le budget rémunération s'élève à 4 377 271 euros TTC
- frais financiers : 930 388 euros TTC

A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 173 233 118 euros TTC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique, les dépenses prévisionnelles relatives aux secteurs Nord maintenues en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

*Concernant les dépenses du budget ZAC hors Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 161 251 862 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses d'acquisitions : 36 670 751 euros, soit 23% du budget global,
- dépenses études : 4 078 238 euros, soit 2 % du budget global
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 46 743 577 euros soit 31% du budget global, dont 1.6M€ d'aléas et 41.2M€ de travaux Mirabilis
- dépenses annexes comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord, estimé à 57M euros : 61 457 249 euros TTC soit 39% du budget global
- rémunération société : 6 596 600 euros TTC soit 4 % du budget global
- frais financiers : 956 202 euros TTC soit 1% du budget global.
- Au budget prévisionnel au 31 décembre 2019, la TVA résiduelle est positive et s'élève à 3 703 232 euros, elle vient en déduction des dépenses (avec un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération)

*Concernant les dépenses liées au domaine Montgolfier, le montant prévisionnel à terme s'élève à 14 410 832 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 1 954 376 euros TTC, soit 14 % des dépenses liées à la bastide,
- dépenses travaux (dont honoraires): 11 595 617 euros TTC soit 80% des dépenses liées à la réhabilitation du domaine,
- dépenses diverses : 228 600 euros TTC soit 2% des dépenses,
- rémunération du concessionnaire : 632 239 euros TTC soit 4% des dépenses liées à la bastide

La TVA reversée est négative, elle vient s'ajouter aux dépenses pour 142 168 euros.

*Les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier

- s'élèvent à 1 141 865 euros

Concernant les dépenses consolidées du bilan :

- dépenses d'acquisitions : 36 670 751 euros, soit 21% du budget global,
- dépenses études : 5 982 007 euros, soit 3 % du budget global,
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 65 486 423 euros soit 37% du budget global,
- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord) : 61 685 749 euros TTC soit 35% du budget global,
- rémunération société : 7 321 281 euros TTC soit 4 % du budget global,
- frais financiers : 956 157 euros TTC soit 1% du budget global,
- la TVA résiduelle s'élève à 3 571 437 euros.

Le montant prévisionnel des dépenses de la ZAC (hors domaine Montgolfier qui est pris en charge par la Ville de Marseille) s'élève à 161 251 862 euros TTC. Au CRAC au 31 décembre 2018, elles s'élevaient à 159 450 856 euros TTC.

Cette hausse de 1.8M€ TTC s'explique par :

- L'augmentation du poste foncier de 0.4 millions d'euros
- L'augmentation du poste honoraire de 0.18 millions d'euros, liés aux travaux Mirabilis
- L'augmentation du poste travaux Mirabilis de 1.9 millions d'euros comprenant entre autre l'augmentation des travaux de l'îlot 25 nord pour 3 millions d'euros et la baisse du coût prévisionnel des travaux du parc mirabilis pour 1.6 millions d'euros
- La hausse de la rémunération de 0.1 millions d'euros
- compensée par une baisse des frais financiers à hauteur de 0.2 millions d'euros et la baisse du poste aléas de 0.5 millions d'euros

L'augmentation de 3 millions du coût des travaux de l'aménagement de l'îlot 25 Nord relève d'une volonté de traitement plus qualitatif des aménagements urbains et paysagers, de la nécessité de gérer le phasage des chantiers avec des dessertes provisoires qui conduit à des dépenses supplémentaires. Selon l'aménageur, la prise en charge des remblais à l'interface des îlots à bâtir et du domaine public permet d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées pour la commercialisation des terrains à bâtir et de maîtriser les sols d'assises des voiries.

Elle se décompose comme suit :

- Un traitement plus qualitatif des aménagements urbains et paysagers de surface prenant en compte l'aménagement réalisé de la voie U240 : + 0.6M€
- La prise en charge des remblais des zones décaissées par les opérateurs immobiliers dans le cadre des terrassements : + 0.8M €
- Les dépenses liées à l'étalement du projet d'aménagement de l'îlot 25 Nord dans le temps et la nécessité

de gérer le phasage différencié des 7 sous-îlots) : + 1.6M€

RECETTES

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 4 384 146 euros TTC, réparties comme suit :

- Cessions : 1 210 880 euros TTC
- Participation aux équipements (Ville de Marseille) : 268 387 euros TTC
- Participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros TTC
- Budget annexe (divers produits gestion) : négatif à 95 121 euros TTC

Les recettes étaient estimées à 6 035 317 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en diminution de 1 651 171 euros, en raison :

- De la non cession au promoteur de l'îlot 25C du fait du non-respect de ses engagements.
- Du non encaissement de la subvention Pâquerettes due par la Métropole,

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2019

Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes TTC du bilan ZAC hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires s'élève à 18 384 770 euros TTC.

- les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 7 494 194 euros TTC,
- la recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 euros TTC,
- le reste des recettes (produits divers, etc) totalise des montants peu significatifs soit 222 483 euros TTC.

La trésorerie brute de la ZAC à fin 2019 est positive de 3 691 325 euros.

A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 101 556 635 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant :

- les recettes Montgolfier (Domaine et bastide) détaillées dans un bilan spécifique et qui sont entièrement financées par la Ville de Marseille
- les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Il se décompose comme suit :

- le budget annexe pour 86 128 626 euros TTC soit 84% du total des recettes hors participations publiques, dont entre autre :

- Le reste à réaliser sur les secteurs nord estimé à 73 millions d'euros soit 72% des recettes hors participations publiques
- Les participations constructeurs s'élevant à 12 375 142 euros TTC, soit 12% des recettes hors participations publiques.

- les recettes de cession pour 15 527 739 euros TTC soit 16% du total des recettes hors participations publiques.

Le montant prévisionnel des recettes hors participations publiques baisse de 679 167 euros par rapport au CRAC précédent.

Cette diminution est générée en majeure partie par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-532 000

euros TTC) dû à la réaffectation de l'ilot 25B pour un équipement public de proximité.

LA TVA est reversée au bénéfice de l'opération pour un montant de 3 703 232 euros.

Participations constructeurs

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2019, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 212 euros/m² de surface de plancher. Elle était également à 212 euros/m² au bilan précédent.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 12 367 092 euros TTC (montant identique à celui du CRAC de l'an dernier).

10 668 543 euros ont été perçus entre 2007 et 2019, le reste devrait être perçu entre 2020 et 2023.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 751 euros soit une augmentation de 2 millions d'euros par rapport au dernier bilan approuvé (45 804 755 euros)

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédant s'élève à 32 304 751 euros dont 12 M euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants :

- L'augmentation des dépenses pour 1.8 millions d'euros
- La baisse des recettes de cessions pour 0.5 millions d'euros
- Compensée par un crédit de TVA de 0.3 millions d'euros

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole Aix-Marseille Provence proposé dans le CRAC est le suivant :

Déjà versé au 31 décembre 2019 : 12 000 000 euros

2020 : 4 000 000 euros

2021 : 4 000 000 euros

2022 et suivantes : 12 304 751 euros.

Financement des équipements publics

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 169 362 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 653 895 euros TTC pour la ville de Marseille. Ce montant est inchangé.
- 4 083 585 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.

- 450 029 euros TTC pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant a été ajusté.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville de Marseille est réparti comme suit :

268 387 euros dans le cadre de travaux d'espaces verts déjà versés au 31 décembre 2019.

2022 : 3 385 508 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2022 : 450 029 au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes

2023 : 4 083 586 euros

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

Participation de la ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 031 488 euros, dont la totalité a été versée au 31 décembre 2019

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 553 000 euros TTC.

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la mise en valeur du domaine s'établit comme suit :

2021 : 550 000 euros

2022 : 7 276 500 euros

2023 : 5 821 200 euros

2024 et suivants : 905 300 euros

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du conseil municipal du 16 septembre 2019 et du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération au 31 décembre 2019 est positif à hauteur de 3 691 325 euros.

Emprunts :

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 13,5 millions d'euros, dont 11.4M€ ont été contractés au 31/12/2019.

Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie a été consentie par le concédant à hauteur de 17.5M euros.

L'échéancier du remboursement de cette avance par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au précédent CRAC approuvé.

Avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le présent avenant proposé a pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des hauts de sainte Marthe à marseille13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM – approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ;
- Que des erreurs matérielles se sont glissées dans la délibération du Conseil de Territoire n°URB 037-226/20/CT du 15 décembre 2020 relative à la concession d'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe passée avec la SOLEAM, l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019, la participation de la Métropole Aix Marseille Provence à l'équilibre du bilan et l'approbation de l'avenant n°14 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille,13è et 14è arrondissements passée avec la SOLEAM - approbation du compte rendu annuel d'activité à la collectivité au 31 décembre 2019 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – approbation de l'avenant 14 à la convention de concession ; Abrogation de la délibération n°URB 037-226/20/CT du Conseil de Territoire du 15 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-111/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté ZAC de Vallon de Regny - Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'Autorité Environnementale - Saisine du Préfet pour ouvrir une enquête publique préalable

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19285/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Vallon de Regny - Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'Autorité Environnementale - Saisine du Préfet pour ouvrir une enquête publique préalable » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement, en limite, aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gypis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régn y couvre un territoire d'environ 34 hectares.

La création de cette ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005. Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise, en créant un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC.

Par délibération n° 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a décidé de confier à un aménageur, après consultation, l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, a été retenue et le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1er janvier 2016.

Le choix a été fait de différer la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC afin de l'articuler avec le planning des travaux du le Boulevard Urbain Sud, dont le tronçon traversant la ZAC est aujourd'hui réalisé.

Une refonte du projet initial a été engagée dès 2015. Cela a permis de concevoir un nouveau plan de masse ambitieux et vertueux visant à affirmer le lien entre la nature, la ville et les infrastructures, grâce à une composition urbaine et architecturale qui révèle les qualités paysagères du lieu tout en proposant un tissu urbain vivant et

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

appropriable. Ce projet urbain a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Marseille Provence approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Ce nouveau projet nécessite une modification du dossier de réalisation de la ZAC et plus particulièrement du programme des équipements publics et une mise à jour de l'étude d'impact.

Le projet urbain étant soumis à étude d'impact et à autorisation au titre de la loi sur l'eau, il nécessite le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale unique auprès de l'Autorité compétente à savoir Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône.

La procédure d'instruction prévoit l'organisation d'une enquête publique préalable à l'obtention de l'autorisation environnementale sous l'égide du Préfet.

Ainsi, il est nécessaire d'autoriser Madame la Présidente à saisir l'Autorité Environnementale sur la base du dossier ci-annexé et de l'habiliter à demander à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture d'une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-001/20/CT du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI, en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «ZAC de Vallon de Regny à Marseille - Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'Autorité Environnementale- Saisine du Préfet pour ouverture de l'enquête publique préalable».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC de Vallon de Regny à Marseille - Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'Autorité Environnementale - Saisine du Préfet pour ouverture de l'enquête publique préalable ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Vallon de Regny à Marseille - Dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale auprès de l'Autorité Environnementale - Saisine du Préfet pour ouverture de l'enquête publique préalable.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-112/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la Société ENEDIS d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle 901 H 0001 située 269 avenue Roger Salengro à Marseille 15ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/19286/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société ENEDIS d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle 901 H 0001 située 269 avenue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (extension Castellane – La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R. 131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

ENEDIS étant propriétaire d'un tènement foncier nécessaire aux aménagements du tramway, avenue Roger Salengro, la Métropole s'est rapprochée d'ENEDIS en vue d'acquérir l'emprise impactée par le projet de tramway.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendus sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à 738 000 euros TTC (sept cent trente huit mille euros), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant se décompose en :

- Indemnité principale = 670 000 euros TTC
- Indemnité de remploi = 68 000 euros TTC et ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la T.V.A.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société ENEDIS d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle 901 H 0001 située 269 avenue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société ENEDIS d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 901 H 0001 pour 1 410 m² environ, quartier les Crottes, située 269 avenue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement permettra d'engager les travaux pour l'extension du réseau de tramway de Marseille.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la Société ENEDIS d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle 901 H 0001 située 269 avenue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-113/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention relative au fonctionnement et à l'entretien de la signalisation maritime des ports relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DIPORSV 21/19294/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention relative au fonctionnement et à l'entretien de la signalisation maritime des ports relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, depuis cette date, en charge de la compétence "Création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire" sur l'ensemble de son territoire et ainsi est substituée de plein droit aux communes membres dans toutes les délibérations et contrats se rapportant à cette compétence.

Ainsi, la métropole Aix-Marseille-Provence Marseille gère à ce titre 28 ports de plaisance répartis sur une façade littorale allant de Sausset-les-Pins à La Ciotat ainsi que sur l'Etang de Berre.

La signalisation maritime de ces ports s'effectue par des systèmes de phares et de balises.

La signalisation maritime est une compétence de l'Etat et les ESM (établissements de signalisation maritime) font partie intégrante du domaine public maritime (articles L. 2111-4 ou L. 2111-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques). En tant que propriétaire, l'Etat en assure la maîtrise d'ouvrage.

Des conventions d'entretien établies avec les communes, renouvelables par tacite reconduction, ont été transmises à la Métropole dans le cadre du transfert de compétence en matière de gestion des ports.

C'est sur la base de ces conventions que la Direction des Ports a honoré les factures émises par le service des Phares et Balises jusqu'en 2005. A cette date, le service des Phares et Balises est passé sous l'égide de la Direction Départementale de l'Equipeement et la facturation a cessé par volonté de mise à jour des conventions en cours du fait de l'évolution des ESM.

En 2010, le Service des Phares et Balises est repassé sous compétence Etat et les négociations ont repris pour mettre en place une nouvelle convention d'entretien.

La convention jointe est donc une mise à jour des anciennes conventions passées avec les communes prenant en compte l'évolution technologique des ESM ainsi que les modifications du parc sur notre domaine. Elle a pour objet de définir le concours financier que la Métropole apporte à l'Etat pour le fonctionnement et l'entretien du balisage des ports de plaisances et de leurs établissements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17/12/20 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation d'une convention relative au fonctionnement et à l'entretien de la signalisation maritime.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention relative au fonctionnement et à l'entretien de la signalisation maritime des ports relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative au fonctionnement et à l'entretien de la signalisation maritime des ports relevant de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-114/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2018-2019 (16 mois) de la Société Anse de la Réserve, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4**

Information du Conseil de Territoire DEE 21/19310/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot.
Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 12 ans.

La SASU Anse de la Réserve s'est substituée à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) dans les conditions prévues au contrat en date du 1^{er} septembre 2018.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018-2019 (16 mois).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) pour la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « Périmètre 4 » ;

- La délibération MER 002-6507/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public consentie à la CCIMP au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 4 ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 avril 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la métropole envisage d'adopter un rapport portant sur la présentation du rapport d'activité 2018/2019 de la société Anse de la Réserve, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux Port de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2018-2019 (16 mois) de la Société Anse de la Réserve, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4.

PORTS 003-115/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité de l'année 2018-2019 (16 mois) du Yachting Club de la Pointe Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - DSP 3

Information du Conseil de Territoire

DIPOR 21/19313/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Port de la Pointe-Rouge au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901. Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018-2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences au Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 003-6013/19/CM du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- La délibération TCM 019-8724/20/CM en date du 15 octobre 2020 portant approbation de l'avenant n°2 à la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités de l'année 2018-2019 du Yachting Club de la Pointe-Rouge (YCPR), délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins d'une partie du port de la Pointe-Rouge -Périmètre 3.
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 avril 2021.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018-2019 du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2018-2019 (16 mois) du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille - Périmètre 3.

PORTS 004-116/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019, CARENES SERVICES délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à Marseille

Information du Conseil de Territoire DEE 21/19315/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 approuvant la convention de délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carènes Services

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 1/343/CC du Conseil de Communauté du 26 mars 2007 approuvant la convention de Délégation de Service Public n° 07/064 du 24 mai 2007, relative à l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 Avril 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2019 de CARENES SERVICES, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de Carènes Services, délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019, CARENES SERVICES délégataire de service public en charge de l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à Marseille.

PORTS 005-117/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 21/19321/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; celle-ci gère 29 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot depuis le 1er janvier 2018 et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 006-473/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/130 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Sarl Nouvelle Aire l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er août 2013. Par délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la durée du contrat a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 006-473/13/CC du Conseil de Communauté en date du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation du service d'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille qui comprend la distribution des carburants et produits dérivés (huile, additifs...) » ;
- La délibération MER 002-6012/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°1 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement consentie à la société Nouvelle Aire au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération HN 029-8097/20/CM du Conseil de Métropole du 17 juillet 2020 portant approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions de délégations de service public relatives à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 Avril 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2019 de NOUVELLE AIRE, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du Port de la Pointe-Rouge.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de La Pointe Rouge, à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge, à Marseille.

PORTS 006-118/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry le Rouet

Information du Conseil de Territoire DEE 21/19327/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération POR 005/472/13/CC du 28 juin 2013 et convention de délégation de service public n°13/131, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société DG Services « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 29 juillet 2013. Un avenant approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 a permis de reporter le terme du contrat d'un an, soit jusqu'au 28 juillet 2020.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 005-472/13/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2013 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public relatif à « l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry le Rouet » ;
- La délibération POR 002-1415/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à l'arrêt de l'exploitation de l'aire de carénage et de la station d'avitaillement du 1^{er} janvier 2015 jusqu'au début de la saison estivale 2016 ;
- La délibération MER 001-1156/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 relatif à des modifications d'éléments du contrat effectuées à la suite de la mise aux normes de l'aire technique ;
- La délibération FAG 015-1546/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant sur l'approbation du protocole transactionnel relatif au montant de l'indemnisation versée au délégataire DG Services compte tenu du préjudice subi du fait de l'arrêt de l'exploitation de l'aire technique durant un an et demi ;
- La délibération MER 005-6015/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage consentie à la société DG Services ;
- La délibération HN 029-8097/20/CM du Conseil de Métropole du 17 juillet 2020 portant approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des conventions de délégations de service public relatives à l'exploitation du service public de l'avitaillement du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille et à l'exploitation des services publics d'avitaillement et de carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 Avril 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2019 de DG SERVICES, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage du Port de Carry-le-Rouet.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

DÉLIBÈRE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2019 de DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry-le-Rouet.

PORTS 007-119/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2018-2019 (16 mois) de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2**

**Information du Conseil de Territoire
DEE 21/19328/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2018-2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) pour la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « Périmètre 2 » ;
- La délibération MER 004-6014/19/CM du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la délégation de service public consentie à la SNM au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 avril 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire 2018-2019 (16 mois) a été remis par La Société Nautique de Marseille titulaire de la convention de délégation de service public, relative à « la gestion et l'animation des plans d'eau et terre-pleins sur une partie du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 2, n° 18/05.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet portant sur la présentation du rapport annuel d'activité 2018-2019 (16 mois) remis par la Société Nautique de Marseille (SNM) titulaire du contrat de DSP n° 18/05 relatif à la gestion et l'animation des plans d'eau et terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2.

PORTS 008-120/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1**

Information du Conseil de Territoire DEE 21/19329/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9200 postes à flot. Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans. Avec un périmètre modifié, le CNTL assure désormais la gestion de la panne de la Criée dite « panne des professionnels », mais plus le site de l'Anse de la Réserve qui compte tenu de ses spécificités et de la nécessité des investissements particuliers fait l'objet d'un autre contrat de délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération MER 001-6506/19/CM en date du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- La délibération MER 003-8037/19/CM en date du 19 décembre 2019 portant approbation de l'avenant n°2 à la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 avril 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités de l'année 2019 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille-Périmètre 1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et de l'animation de plans d'eau et de terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1.

PORTS 009-121/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation-SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à La Ciotat Edition 2020

Information du Conseil de Territoire DIPOR 21/19330/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences au Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TCM 018-8723/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 portant approbation de l'avenant n°1 relatif à la prolongation d'une édition supplémentaire des Nauticales et à l'accord transactionnel au titre de la réparation du préjudice subi suite à l'annulation du salon 2020 en raison de l'arrêt du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID-19 ;
- La délibération TCM 041-9378/20/CM du Conseil de la Métropole du 12 décembre 2020 portant approbation de la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de DSP pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole et annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 avril 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activités 2020 du groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à La Ciotat Edition 2020.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à La Ciotat Edition 2020.

Commission "Voirie - Mobilité"

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

VOIMOB 001-122/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Grand Port Maritime de Marseille pour l'aménagement des accès aux emprises portuaires dans le cadre de la création de la nouvelle gare maritime internationale de Cap Janet à Marseille 2ème et 15ème arrondissements
DPI 21/17896/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen au Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

Par délibération n°VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration des accès à la Porte 4 du Port de Marseille.

Cette convention, notifiée le 30 novembre 2017, a entériné la décision du Comité de Pilotage de la Charte Ville-Port en date du 10 juin 2016 de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération, dénommée dorénavant opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet, à la Métropole.

Cette opération nécessite des interventions au sein du domaine portuaire pour réaliser des ouvrages qui seront ensuite remis au Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) :

- Au niveau de la nouvelle porte : création d'un ouvrage de franchissement des voies internes au port (voie ferrée, voie royale, voie de liaison), y compris appuis et fondations, dispositifs de retenue ; création d'une rampe en remblai renforcé, y compris renforcement du sol ; équipements installés sur l'ouvrage et la rampe (réseaux, mâts d'éclairage, portique de signalisation)
- Au niveau de la porte 4 : élargissement de l'ouvrage, y compris appuis et fondations, dispositifs de retenue

Il convient d'établir une convention spécifique de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le GPMM, qui complète la convention de cofinancement et de partenariat approuvée en 2017, afin de définir précisément la liste des ouvrages réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole pour le compte du GPMM ainsi que les modalités de remise de ces ouvrages au GPMM à leur achèvement.

La convention est accompagnée d'un document nommé « Protocole de réalisation des travaux » qui précise les conditions de réalisation des travaux au sein de l'emprise portuaire dans une zone en activité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention de cofinancement et de partenariat de l'opération d'amélioration des accès routiers à la Porte 4 du GPMM ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet à Marseille (2ème et 15ème arrondissements) implique nécessairement la réalisation de travaux sur les emprises portuaires du GPMM ;
- Que les ouvrages réalisés sur ces emprises ont vocation à être remis au GPMM ;
- Qu'il convient de définir en conséquence la liste de ces ouvrages et les modalités de remise au GPMM ;
- Qu'il convient également de fixer les conditions de réalisation des travaux dans l'emprise portuaire ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le GPMM et son annexe ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de rapport concernant l'approbation de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Grand Port Maritime de Marseille pour l'aménagement des accès aux emprises portuaires depuis le domaine public dans le cadre de la création de la nouvelle gare maritime internationale dans le cadre de Cap Janet à Marseille 2^{ème} et 15^{ème} arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-123/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec le gestionnaire Délégué Infrastructure Port de Marseille pour la sécurisation de la voie ferrée dans le cadre de l'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime internationale de Cap Janet à Marseille 2ème et 15ème arrondissements**
DPI 21/17898/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : ferrée, de même que tout survol de la voie ferrée, ne peuvent être effectués que de nuit et avec une interception de la voie ferrée mise en place par le personnel du GDIPM (Représentant Travaux).

Par délibération n°VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration des accès à la Porte 4 du Port de Marseille.

Cette convention, notifiée le 30 novembre 2017, a entériné la décision du Comité de Pilotage de la Charte Ville-Port en date du 10 juin 2016 de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération, dénommée dorénavant opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet, à la Métropole.

Cette opération nécessite des interventions au sein du domaine portuaire et notamment la création d'un ouvrage de franchissement (pont) permettant de relier les circuits d'embarquement/débarquement de la gare maritime à la voirie publique.

Cet ouvrage franchit en particulier la voie royale qui est la voie de circulation principale du port et une voie ferrée qui est exploitée par le Gestionnaire Délégué des Infrastructures ferroviaires du Port de Marseille (GDIPM). Le GDIPM est titulaire d'un contrat de délégation du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) qui a la charge de la gestion, l'exploitation et de la maintenance des infrastructures ferroviaires du GPMM.

Ces infrastructures ferroviaires, dont la voie ferrée franchie par l'ouvrage à construire, ont un usage exclusivement de type fret et les interventions à proximité des voies ferrées sont soumises à des contraintes de sécurité importantes définies par le GDIPM mais similaires à celles en vigueur pour les infrastructures SNCF. En particulier les travaux à proximité immédiate ou en surplomb de la voie.

Certaines tâches peuvent être effectuées de jour en présence d'un annonceur du GDIPM.

Ce principe d'une présence indispensable de personnel du GDIPM avait ainsi été identifiée lors des études mais le volume de mobilisation du personnel n'a pu être défini précisément à cette étape car il dépend à la fois des conclusions des études d'exécution menées par l'entreprise en charge des travaux et des méthodes d'intervention retenues, et du délai des travaux concernés par les contraintes ferroviaires selon ces méthodes d'intervention.

Par ailleurs il n'était pas non plus souhaitable de laisser les candidats estimer ce poste dans leur offre dans le cadre d'une discussion directe avec le GDIPM car le risque de variation entre les prévisions et le besoin réel, après validation des études d'exécution et méthodologies par la maîtrise d'œuvre, est important ; le GDIPM étant une entité tiers qui n'a pas d'obligation de réponse aux sollicitations des candidats aurait été susceptible de fausser la concurrence. Il n'a donc pas été possible de fixer le coût de cette mobilisation dans l'estimation au niveau de l'appel d'offres pour les travaux et donc d'intégrer ce coût dans le marché.

Ainsi, le coût de mobilisation du personnel étant dans tous les cas à la charge du maître d'ouvrage, il convient qu'une convention fixant les coûts unitaires ainsi qu'une enveloppe financière basée sur les méthodes d'exécution validées soit conclue avec le GDIPM. Le montant de cette enveloppe financière s'élève ainsi à 44 225,00 € HT selon le détail ci-dessous :

Numéro	Désignation	Unité	Coût unitaire HT	Quantité prévisionnelle	Total
PB1	Rédaction d'un document sécurité	U	550,00 €	4	2 200,00 €
PB2	Mise à disposition d'un annonceur en journée	Jour	555,00 €	5	2 775,00 €
PB3	Mise à disposition d'un RPTX en journée	Jour	650,00 €	5	3 250,00 e
PB4	Mise à disposition d'un annonceur de nuit	Nuit	700,00 €	0	0,00 €
PB5	Mise à disposition d'un RPTX de nuit	Nuit	900,00 €	40	36 000,00 €
TOTAL					44 225,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération TRA 002-2906/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention de cofinancement et de partenariat de l'opération d'amélioration des accès routiers à la Porte 4 du GPMM ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet à Marseille implique nécessairement la réalisation de travaux sur les emprises portuaires du GPMM et particulièrement en surplomb de la voie ferrée exploitée par le GDIPM ;
- Que les interventions à proximité de la voie ferrée sont soumises à des contraintes de sécurité importantes impliquant la mobilisation de personnel du GDIPM ;
- Qu'il n'a pas été possible d'inclure le montant de la mobilisation de personnel du GDIPM dans le marché de travaux, notamment pour ne pas fausser la libre concurrence lors de l'appel d'offres des travaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention de mobilisation de personnel avec le GDIPM, convention fixant une enveloppe financière d'un montant de 44 225,00 € HT.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à la mobilisation de personnel de sécurité conclue entre le GDIPM et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des travaux d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime internationale de Cap Janet, à Marseille 2ème et 15ème arrondissements.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, soit 44 225 euros, sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2017103900 - Nature : 4581191002 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-124/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de co-maitrise d'ouvrage publique pour la réalisation de travaux d'intégration des réseaux électriques dans l'environnement coordonnés avec des travaux de voirie sis entre le 8 bis de l'avenue de Provence et la Résidence du Jardin des Hespérides à Cassis
DRMVEP 21/18522/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence aménage l'avenue de Provence au droit de la résidence des Hespérides sur la commune de CASSIS.

Cet aménagement consiste à élargir la voie afin de créer un cheminement piéton aux normes PMR sur un linéaire de 120 mètres environ. La réfection de la chaussée est prévue. Un mur de soutènement devra être créé en lieu et place de l'existant.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole souhaite réaliser des travaux d'enfouissement des réseaux électriques. A ce titre, le SMED13, en sa qualité d'autorité concédante et de maître d'ouvrage de distribution publique d'énergie électrique, doit être consulté afin que soient établies les modalités d'intervention sur ses réseaux.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole et le SMED13 ont ainsi défini par convention, les modalités techniques, administratives et financières d'une co-maitrise d'ouvrage publique pour la réalisation travaux d'intégration des réseaux électriques dans l'environnement coordonnés avec des travaux de voirie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'approbation d'une convention de co-maitrise d'ouvrage publique avec le SMED 13 pour la réalisation de travaux d'intégration des réseaux électriques avec des travaux de voirie sis entre le 8 bis de l'avenue de Provence et la Résidence du Jardin des Hespérides à CASSIS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-125/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention avec COMPLETEL-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/18867/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de COMPLETEL, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 007-3946/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 29 juin 2018, la convention n°18/0765 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec COMPLETEL le 23 octobre 2018.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec COMPLETEL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 007-3946/18/BM du 29 juin 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°18/0765 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de COMPLETEL ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La Lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société COMPLETEL est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°18/0765 a été conclue avec COMPLETEL relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de COMPLETEL ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec COMPLETEL-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

VOIMOB 005-126/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention avec VERIZON-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/18870/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de VERIZON, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 002-6564/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 26 septembre 2019, la convention n°19/0822 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec VERIZON le 21 octobre 2019.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec VERIZON.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 002-6564/19/BM du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°19/0822 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de VERIZON ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que la société VERIZON est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°19-0822 a été conclue avec VERIZON relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de VERIZON ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec VERIZON-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-127/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention TRAVAUX avec CITYFAST relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/18871/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment, à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de CITYFAST, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 002-7319/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 19 décembre 2019, la convention n°20/0012 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec CITYFAST 17/01/2020.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec CITYFAST.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 002-7319/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°20/0012 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de CITYFAST ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société CITYFAST est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°20/0012 a été conclue avec CITYFAST relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de CITYFAST ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec CITYFAST-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille (1ère phase) et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-128/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention avec COLT-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 21/18872/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment, à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de COLT, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 007-3946/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 29 juin 2018, la convention n°18/0676 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec COLT le 23 octobre 2018.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec COLT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 007-3946/18/BM du 29 juin 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°18/0676 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de COLT ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société COLT est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°18/0676 a été conclue avec COLT relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de COLT ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec COLT-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-129/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention avec SFR-Fibre-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/18873/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment, à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de SFR-FIBRE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 007-3946/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 29 juin 2018, la convention n°18/0764 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec SFR-FIBRE le 23 octobre 2018.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec SFR-FIBRE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 007-3946/18/BM du 29 juin 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°18/0764 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de SFR-FIBRE ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société SFR-FIBRE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'une convention n°18/0764 a été conclue avec SFR-FIBRE relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de SFR-FIBRE ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec SFR-Fibre-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-130/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention avec SFR-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/18875/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert

puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment, à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication de SFR, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 007-3946/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 29 juin 2018, la convention n°18/0766 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux de télécommunication a été conclue avec SFR le 23 octobre 2018.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication avec SFR.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 007-3946/18/BM du 29 juin 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°18/0766 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication de SFR ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société SFR est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°18/0766 a été conclue avec SFR relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux de télécommunication de SFR ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet relatif à l'approbation de la convention avec SFR-TRAVAUX relative aux travaux de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille 1ère phase et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-131/21/CT

■ CT1 - Déclaration de projet portant sur l'utilité de la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud phase 1 du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de 2 parcs relais

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/18999/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

PREAMBULE

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le projet d'extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille a fait l'objet d'une concertation préalable en 2018, au titre des dispositions de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme relatives à l'information et à la participation du public.

Par délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable relative à la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Conformément à l'article L. 123-2 du Code de l'Environnement, le projet est soumis à évaluation environnementale au titre de l'article L.122-1 du même code, et doit faire l'objet d'une enquête publique.

Bien que s'inscrivant essentiellement sur le domaine public communautaire, ce projet d'intérêt communautaire, nécessitera néanmoins l'acquisition d'assiettes foncières riveraines de la voirie existante. Ces parcelles appartiennent soit à des personnes privées, soit au domaine privé de collectivités territoriales ou de personnes publiques tierces.

Les négociations et procédures d'acquisitions foncières amiables sont privilégiées par la Métropole qui souhaite s'inscrire dans une démarche collaborative. Toutefois, à défaut d'accords avec les propriétaires concernés, la Métropole se réserve la possibilité d'acquérir ces terrains par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La Métropole a donc sollicité le Préfet de département pour qu'il déclare, après une enquête publique menée au titre des articles L123-1 et suivants du Code de l'Environnement, le projet d'utilité publique (DUP) conformément à l'article L110-1 du Code de l'expropriation, en vue de permettre ensuite, le cas échéant, à la Métropole d'engager une procédure d'expropriation. Dans cette perspective et afin de délimiter les emprises nécessaires à la réalisation du projet, le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 16 décembre 2020, prescrit l'ouverture d'une enquête parcellaire. Ce même arrêté a précisé les modalités de l'enquête parcellaire qui s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus. À cet égard, la Métropole demandera l'application de l'article 122-6 du Code de l'Expropriation afin que les emprises expropriées soient retirées de la propriété initiale pour les immeubles expropriés soumis à la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Par délibération TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le Conseil de Métropole a autorisé le dépôt du dossier d'enquête publique en préfecture pour les premières phases de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, et la création d'un dépôt de tramway et de parcs relais.

Ainsi, par courrier en date du 19 février 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'article L. 123-3 du Code de l'Environnement, a sollicité le Préfet de Région – Préfet du Département pour l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique et l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'Environnement.

Par décision n° E200000 19/13 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 24 mars 2020, une commission d'enquête a été désignée pour mener la procédure d'enquête publique unique du projet.

Par arrêté du 6 août 2020, le Préfet de la Région - Préfet du Département, a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique et l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Ce même arrêté précise les modalités de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Cette enquête publique a suscité un vif intérêt de la part des habitants qui ont été nombreux à consulter le dossier d'enquête publique et à formuler des observations dans les registres de l'enquête

La présente délibération vaut déclaration de projet au sens de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement.

1. RAPPEL DE L'OBJET DE L'OPERATION

1.1. Rappel des objectifs du projet indiqués dans le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP)

D'une longueur totale de 6,2 km, le projet d'extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire.

Il consiste à étendre le réseau de tramway de Marseille, au Nord, entre Arenc et Capitaine Gèze sur 1.8 km et, au Sud, entre la place Castellane et La Gaye sur 4.4 km.

Il s'accompagne de la création :

- de 12 nouvelles stations (3 au Nord et 9 au Sud) ;
- d'un bâtiment au sein du pôle d'échanges de Dromel accueillant un site de maintenance et de remisage de 30 rames ainsi qu'un parc relais d'environ 600 places publiques ;
- d'un parc relais d'environ 565 places (extensible à 1000 places) en superstructure et de 63 places de stationnement de surface au terminus de la phase 1 à La Gaye.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Parmi les nombreux avantages du projet, figurent la forte attractivité du système tramway, son évolutivité et la requalification urbaine des artères empruntées et des places emblématiques traversées. Cette revitalisation permettra notamment de concilier tous les usages de la voirie (piétons, transports en commun, véhicules particuliers, vélos, dessertes et stationnement) en cohérence avec les opérations connexes prévues.

En cohérence avec les enjeux identifiés, les objectifs généraux de l'opération sont déclinés de la manière suivante :

- la participation à la stratégie urbaine et de mobilité en cohérence avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU),
- le désenclavement des quartiers de la politique de la ville au Nord et au Sud,
- la desserte des grands équipements,
- la desserte de nouveaux quartiers et de grandes opérations en cours,
- le développement de l'intermodalité,
- la qualité et attractivité du service,
- la cohésion sociale et territoriale,
- la qualité de l'air et l'excellence environnementale.

Le projet d'extensions Nord et Sud du réseau de tramway présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) conformément aux documents de planification et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

Inscrit au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé, au Plan de Déplacements Urbains 2013-2023 approuvé par Marseille Provence Métropole et au Plan de Déplacements Urbains métropolitain 2020-2030 arrêté par Aix Marseille Provence Métropole, deux ambitions fondatrices s'imbriquent au travers du projet des extensions Nord et Sud – Phase 1 du réseau de tramway :

- le développement et l'amélioration du maillage en transports en commun,
- la requalification urbaine et l'amélioration du cadre urbain et paysager des secteurs traversés.

Ainsi, au-delà de la génération d'un axe de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) structurant pour le territoire, le projet des extensions Nord et Sud – Phase 1 du tramway permet une requalification et notamment un réaménagement de places publiques majeures :

- La place Castellane, intégrée au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille, et la place du général Ferrié qui seront profondément et durablement redessinées et apaisées,
- La place Bougainville qui bénéficiera également d'un réaménagement complet mettant en valeur sa morphologie atypique et les bâtiments la structurant.

Le projet s'accompagne également d'aménagements paysagers (arbres d'alignements, plate-forme végétalisée sur certains secteurs) renforçant la place de la nature en ville et améliorant l'insertion paysagère en milieu urbain.

Enfin, des cheminements sont créés tout au long du projet afin d'améliorer et sécuriser les déplacements des modes actifs. L'ensemble de ces aménagements crée une ambiance urbaine globalement apaisée tout au long du tracé.

L'extension Nord-phase 1 a la particularité de traverser le périmètre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Euroméditerranée et contribue à accompagner l'ensemble des projets urbains sur ce territoire. En effet, sur ce secteur le réaménagement est envisagé sur une emprise de 29 m (Avenue Salengro et Rue de Lyon). Depuis le terminus actuel d'Arenc, l'extension Nord comprend 3 nouvelles stations et emprunte les voies suivantes :

- le boulevard de Paris,
- la rue d'Anthoine,
- la traverse du Bachas et la rue du Marché dans le sens Sud vers Nord et l'avenue Roger Salengro Sud dans le sens Nord vers Sud,
- l'avenue Roger Salengro Nord et la rue de Lyon.

L'extension Sud – phase 1 prend son origine à la place Castellane et a son terminus à La Gaye. L'extension Sud nécessite la création de 9 nouvelles stations. Le terminus s'inscrit sur le début du chemin de la colline Saint-Joseph à l'intersection avec le futur Boulevard Urbain Sud (BUS). Elle emprunte du Sud au Nord les voies suivantes :

- l'avenue Viton.
- la rue Aviateur Le Brix
- la rue Augustin Aubert,
- le boulevard Schlœsing,

- l'avenue Jules Cantini,

Le bâtiment Dromel/Montfuron sera implanté en bordure du boulevard Schloësing entre l'avenue des tirailleurs et le boulevard de l'Huveaune sur la parcelle comportant l'actuel parking relais Dromel-Montfuron. Ce bâtiment accueillera le Site de Maintenance et de Remisage et un parc relais. Un autre parc relais sera créé au terminus Sud (La Gaye).

1.2. Rappel de quelques chiffres clés de desserte et de fréquentation

Les principaux chiffres clés de l'opération sont les suivants :

- création de 12 nouvelles stations,
- 6,2 km de nouveau tracé du réseau de tramway en extensions Nord et Sud,
- La mise à disposition d'un mode de transport structurant à environ 90 000 habitants et 70 000 emplois à l'horizon 2030,
- un tramway toutes les 5 min en heures de pointe,
- 15 min de parcours des arrêts Belsunce (au centre-ville de Marseille) à Capitaine Gèze (terminus de l'extension Nord),
- 24 min de parcours des arrêts Belsunce à La Gaye (terminus de l'extension Sud),
- 93 000 voyageurs attendus par jour,
- création de 6,8 km d'aménagements cyclables le long des extensions du projet
- deux nouveaux parcs relais : Dromel environ 600 places de stationnement / La Gaye environ 565 places de stationnement

2. PRISE EN CONSIDERATION DE L'ETUDE D'IMPACT ET DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE PAR LE PROJET ET PRESENTATION SYNTHETIQUE DES MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION (ERC)

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'affecter l'environnement soumises à ce titre à une étude d'impact au regard de la nouvelle nomenclature annexée à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

Tel est le cas de la réalisation d'une infrastructure de tramway et de ses aménagements d'accompagnement (notamment les voiries, les pistes cyclables, les cheminements piétons) qui constituent des catégories d'opérations susceptibles d'affecter l'environnement soumises à ce titre à une étude d'impact au regard de la nouvelle nomenclature annexée à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement.

L'étude d'impact du projet a été transmise pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale Provence-Alpes-Côte-D'azur (MRAE) a indiqué, le 03 août 2020, ne pas présenter d'observations sur le dossier porté par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, concernant l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

2.1. Synthèse des effets et impacts du projet

L'étude d'impact figurant au dossier de Déclaration d'Utilité Publique a porté sur le projet global, c'est-à-dire les extensions Nord et Sud phase 1, la création d'un parc relais à La Gaye et du bâtiment Dromel/Montfuron accueillant un site de maintenance et de remisage et un parc relais :

Dès la phase de conception, des études environnementales ont été menées sur la phase 1 du projet :

- Le risque hydraulique a été pris en compte de façon à ne pas modifier la carte d'aléa définie dans les Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI),
- Des études de trafics et notamment des projections de trafic avec l'arrivée du tramway, qui ont été ensuite des entrants pour les études acoustique et air,
- Plusieurs diagnostics ont été réalisés afin de prendre en compte une éventuelle pollution des enrobés de voiries ou des bâtiments à démolir,
- Une expertise écologique a permis de mettre en exergue une sensibilité faible en ce qui concerne la biodiversité du site,
- Une étude acoustique a permis de connaître l'ambiance sonore préexistante et les objectifs réglementaires à atteindre pour le tramway et d'envisager des protections acoustiques lorsque c'était nécessaire,
- Une étude air de niveau I a été réalisée. Le développement des transports en commun contribue au report

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

modal de manière plus générale dans l'ensemble de l'agglomération (590 500 déplacements annuels motorisés économisés) et donc à une baisse du trafic et des émissions atmosphériques.

Les mêmes études environnementales seront réalisées sur la phase 2 ultérieurement quand le projet phase 2 sera défini en vue d'appréhender les incidences du projet sur l'environnement dans sa globalité conformément à l'article L.122-1 III. du Code de l'environnement.

Les incidences (ou effets) à caractère « notable » du projet sur les différents facteurs caractérisant le site et son environnement sont synthétisées dans les chapitres suivants.

2.2. Effets positifs attendus du projet

Le projet des extensions de la ligne de tramway Nord et Sud phase 1 a été longuement réfléchi et concerté avec l'ensemble des parties prenantes en vue de maximiser ses incidences positives sur la desserte et la circulation au sein des quartiers concernés de la ville de Marseille. Ces incidences positives sont exposées synthétiquement ci-après :

- Amélioration de la desserte en transports en commun et de la fréquentation du réseau de tramway. Un gain de temps global annuel de 1 340 632 heures sur les déplacements des marseillais avec une connexion plus efficace avec l'ensemble des systèmes de transports collectifs, urbains, départementaux et ferroviaires. 590 500 déplacements annuels motorisés économisés dans l'agglomération marseillaise entraînant ainsi une réduction des émissions de GES et de la pollution (particules fines, notamment.).
- Amélioration des conditions de circulation pour les modes actifs par la création de cheminements dédiés le long du tramway.
- Amélioration des déplacements des personnes à mobilité réduite (transport en commun à plancher bas accessibles, passages piétons accessibles installés dans les deux types de zone 30 et 50, pentes adaptées sur l'aménagement urbain).
- Développement de l'intermodalité, le projet s'accompagnant de parcs relais (Dromel/Montfuron et La Gaye) et de stationnements pour les deux roues.
- Requalification des axes urbains et amélioration du paysage urbain.
- Amélioration de la desserte des équipements (sportifs, culturels, de loisir, de santé, administratifs et éducatifs).
 - Équipements sportifs : le Palais de la Glisse, le Palais des sports, le Stade Vélodrome,
 - Équipements culturels et de loisirs : le futur axe des événements d'Euromed, le parc du 26ème Centenaire, Parc Chanot,
 - Équipements de santé : l'ensemble des Hôpitaux sud (Sainte-Marguerite, Paoli Calmette, le centre Cardio Vasculaire Cantini), cliniques,
 - Équipements administratifs : mairie des 15 et 16ème arrondissements,
 - Équipements éducatifs : collège Sylvain Menu, collège Coin Joli Sévigné, collège Rosa Parks, des écoles primaires – maternelles, cité scolaire internationale,
- Amélioration des conditions de circulation en raison d'un report modal des véhicules légers vers les transports en commun.
- Réduction des nuisances acoustiques liées au trafic routier suite au report modal des véhicules légers vers les transports en commun.
- Amélioration de la sécurité des usagers par l'insertion du tramway en site propre et les aménagements annexes du projet.
- Augmentation de l'attractivité des secteurs traversés et opportunité de développement urbain, en proposant une offre de transport attractive traversant des quartiers accueillant de grandes opérations et des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- Création d'emplois et amélioration de l'accès à l'emploi en favorisant le développement économique des secteurs traversés, notamment en raison des gains de temps générés et de l'amélioration de la desserte qui auront un effet attractif sur les entreprises, création d'emplois en phase chantier (emplois directs) et pour les industries amont pour la fabrication des fournitures de chantier (emplois indirects).
- Effets positifs sur la qualité du sous-sol par une prise en compte de la pollution éventuelle des sols.
- Amélioration de la végétalisation des espaces publics traversés (plantation d'arbres, création de sections de plateformes tramway perméables et végétalisées

2.3. Impacts du projet en phase chantier et en phase d'exploitation et mesures ERC

Dans le cadre de l'étude d'impact, il a été identifié que le projet pourrait avoir des incidences sur son environnement en phase chantier et en phase exploitation.

Conformément à l'article R. 122-14 du Code l'Environnement, le maître d'ouvrage s'est engagé à mettre en œuvre un certain nombre de mesures visant à éviter, réduire ou compenser ces impacts et a identifié les modalités permettant leur suivi.

En l'occurrence, il est rappelé ci-après de manière synthétique les incidences du projet, en phase chantier comme en phase exploitation, ainsi que les mesures qui seront mises en œuvre pour éviter et réduire, les impacts identifiés. Les impacts résiduels après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction étant négligeables au cas présent, la mise en œuvre de mesures de compensation ne s'avère pas utile.

Les différents engagements du maître d'ouvrage sont détaillés dans le dossier d'enquête publique.

2.3.1. Effets en phase chantier

Des mesures seront mises en œuvre afin de limiter les éventuelles nuisances en phase chantier, nuisances qui sont par nature temporaires.

- Minimisation des nuisances au sein des quartiers résidentiels ou secteurs économiques :
Au sein des quartiers résidentiels qui seront traversés par le projet, des mesures d'organisation du chantier seront mises en œuvre en vue de préserver l'accès aux différents secteurs (par la mise en place de déviations temporaires) et de réduire les nuisances, telles que les émissions de poussières ou le bruit (par exemple, arrosage du chantier, utilisation d'engins conformes en termes de nuisances acoustiques et d'émissions atmosphériques, arrêt du chantier par fort vent, notamment).

Le projet traverse également des secteurs économiques, et notamment une zone commerçante au niveau de la place Castellane. Tout sera mis en œuvre afin de permettre le maintien des accès aux différents commerces et services le long du tracé, pour limiter les impacts sur la fréquentation des commerces. Des indemnités financières pourront être également envisagées en cas de préjudice certain, direct et anormal résultant de la réalisation des travaux.

- Limitation de la consommation foncière et conservation du bâti existant
Les impacts sur le bâti ont été limités au maximum avec le choix d'un tracé optimal, utilisant les emprises du domaine public et permettant de conserver au maximum les bâtiments riverains du projet.
- Maîtrise du risque inondation
- Une partie de l'emprise des travaux est localisée en zone inondable du ruisseau des Aygalades et de l'Huveaune. Des mesures en phase chantier permettront de réduire les risques en cas d'inondation (notamment les matériaux déblayés seront rapidement évacués et un suivi des conditions météorologiques sera réalisé pendant toute la durée du chantier).
- Limitation des incidences sur les milieux naturels et sur la biodiversité
En cas de décaissements, les mesures mises en œuvre permettront d'avoir des impacts résiduels négligeables sur le sous-sol, limitant le risque de pollution des sols et des eaux. En effet, le projet se rapproche au plus près du terrain naturel, tout en respectant les réglementations du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles d'inondations (PPRI) et les mesures classiques pour éviter tout risque de pollution.
Tout sera mis en œuvre pour limiter au maximum les impacts sur le milieu naturel notamment : le balisage des emprises à proximité des milieux naturels longés, la vérification de l'absence d'espèces protégées sur les emprises chantier, la réalisation des travaux aux périodes favorables, la limitation des éclairages nocturnes.
- Gestion optimisée du risque d'exposition à l'amiante
Le risque lié à la présence éventuelle d'amiante dans les bâtiments ou dans les enrobés de voirie à démolir a été localisé. Les déchets contenant de l'amiante seront évacués conformément à la réglementation. Enfin, les déchets divers susceptibles d'être produits seront gérés conformément à la réglementation.
- Maîtrise des impacts sur les réseaux publics de canalisation existants

Le tramway se situe en milieu urbain avec la présence de nombreux réseaux (assainissement, alimentation en eau potable, électricité, gaz, réseaux de télécommunications, éclairage public, signalisation lumineuse tricolore). Afin de limiter tout impact sur le fonctionnement des réseaux, les concessionnaires ont été sollicités pour recueillir les récolements des réseaux existants sur le tracé des extensions du réseau (phase 1). De plus, les travaux de dévoilement et / ou de protections des réseaux enterrés seront réalisés par les services techniques compétents des concessionnaires, ou par des entreprises agréées sous leur direction. La présence d'une canalisation de gaz a été également prise en compte pour éviter les risques de dommage lors de la réalisation des travaux.

- Protection du patrimoine architectural

Le projet traverse des secteurs présentant des sensibilités archéologiques. Un diagnostic archéologique est réalisé dans ces secteurs afin d'éviter toute destruction de vestiges. Des fouilles seront engagées si des vestiges le nécessitent, sous les directives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Pour ce qui concerne le patrimoine architectural et paysager, le réaménagement de la place Castellane (intégrée au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - AVAP) a été conçu en respectant les recommandations de l'AVAP. Ce réaménagement a été soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), lequel s'est d'ores et déjà prononcé favorablement dans le cadre du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

2.3.2 Effets en phase exploitation

Des mesures seront également mises en œuvre afin de limiter les nuisances en phase exploitation :

→ Limitation des impacts sur l'économie et les commerces

Afin de limiter le plus possible les nuisances pour les secteurs économiques, et en particulier pour les commerçants de la place Castellane, des concertations ont eu lieu et se poursuivront pour aboutir à des aménagements consensuels. Le projet apporte aux activités économiques des secteurs traversés une accessibilité et une visibilité améliorée ainsi qu'un environnement urbain qualitatif propice au développement des activités.

→ Maîtrise du risque inondation identifié par le PPRI

Les modélisations hydrauliques ont démontré que le risque inondation n'était pas aggravé. Le projet n'est pas de nature à modifier les PPRI et a pu être optimisé pour éviter toute aggravation du risque inondation.

→ Limitation des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

L'exploitation du tramway en phase 1 n'est pas susceptible d'entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines. De plus, afin d'éviter tout impact sur les eaux superficielles, la réalisation du site de maintenance et de remisage et du P+R s'accompagne de la mise en œuvre d'une collecte et d'un traitement avant rejet, préservant ainsi la qualité des eaux de l'Huveaune.

De plus, la réalisation d'aménagements paysagers contribuera à favoriser l'insertion du tramway au sein de son environnement mais également à améliorer la biodiversité en ville, en proposant notamment des habitats favorables aux oiseaux.

Enfin, l'adaptation des éclairages permettra de limiter les nuisances vis-à-vis de l'environnement en général, et plus particulièrement des espèces faunistiques dont les chiroptères,

→ Gestion des déchets

Les déchets divers susceptibles d'être générés (déchets des usagers du tramway et des parcs relais, déchets spéciaux issus du fonctionnement du Site de Maintenance et de Remisage) seront collectés et traités conformément à la réglementation.

→ Incidences sur la circulation et réduction des gaz à effet de serre

Le projet a été conçu de manière à rétablir des plans de circulation fonctionnels en limitant au minimum les modifications des plans de circulation existants.

Sur le secteur de l'extension Nord – phase 1, le projet accompagne l'aménagement urbain de l'opération d'intérêt général d'Euroméditerranée et ne dégrade pas la situation circulaire. Sur le secteur de l'extension Sud – Phase 1, la tendance générale est à la baisse des trafics routiers dans le corridor tramway, du fait de la complémentarité des nombreux projets multimodaux programmés dans le secteur.

En outre, la création de parc relais permettra d'offrir des solutions de stationnement qui favorisent le report modal vers les transports en commun.

Une étude air de niveau I a été réalisée. Le développement des transports en commun contribue au report modal de manière plus générale dans l'ensemble de l'agglomération (590 500 déplacements annuels motorisés économisés) et donc à une baisse du trafic et des émissions atmosphériques.

→ Limitation des nuisances sonores et vibratoires

L'ensemble du projet, et notamment la voie ferrée, a été conçu pour préserver l'ambiance acoustique et vibratoire des secteurs traversés. Cela se traduit par la mise en œuvre de poses de voies anti-vibratiles permettant d'atteindre les objectifs réglementaires et par des mesures d'accompagnement telles que l'isolation acoustique de certaines façades de bâtiments, lorsque cela est nécessaire, suite à l'étude acoustique. Ces dispositions acoustiques seront mises en œuvre et leur efficacité sera vérifiée une fois le tramway mis en service.

3. PRISE EN CONSIDERATION DES AVIS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Dans le cadre de la conception du projet, une concertation inter-administrative a été mise en œuvre et s'est décomposée comme suit :

- une phase de dialogue réalisée dans le cadre de la genèse et de la mise au point du projet,
- une phase formalisée de concertation sous l'autorité du Préfet.

Phase préalable

Au cours des études de mise au point du projet de juin 2018 à mars 2019, des réunions avec les différents services de l'État et des collectivités se sont tenues, tout d'abord afin de prendre en compte l'ensemble des données existantes sur l'aire d'étude, puis de partager l'avancement du projet et recueillir les avis des services.

La liste des services et collectivités rencontrés est la suivante :

- Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- DREAL Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE),
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM),
- Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC),
- Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM),
- Architecte des Bâtiments de France,
- Conseil Départemental des Bouches du Rhône,
- Établissement Public d'Aménagement d'EuroMéditerranée (EPAEM),
- Métropole Aix Marseille Provence, Ville de Marseille et les services techniques concernés,

Phase formalisée

La concertation formalisée a ensuite été conduite par le Préfet des Bouches-du-Rhône. Elle s'est déroulée entre les mois de juillet 2019 à fin janvier 2020. Les remarques formulées au cours de la concertation inter-administrative ont été prises en compte dans le dossier de Déclaration d'Utilité Publique et notamment l'étude d'impact et le Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a d'ailleurs rédigé un mémoire en réponse suite à cette concertation en vue d'expliquer de quelle manière elle entendait prendre en compte les avis des services et des collectivités territoriales.

4. RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET A LA DELIVRANCE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

La commission d'enquête a rendu son rapport et ses conclusions le 9 novembre 2020. Ces observations ont été notifiées par la préfecture à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 16 novembre 2020. La commission a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet assorti d'une réserve et de trois recommandations. Elle a émis un additif apportant des précisions sur la réserve formulée, notifié à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 novembre 2020.

Les principales observations telles qu'exposées ci-après portent sur l'information et la concertation avec les acteurs économiques, les riverains et les associations vélo, ainsi que sur la valorisation des espaces verts et le calendrier de mise en œuvre de la phase 2 du projet d'extensions Nord et Sud du tramway de Marseille.

Le maître d'ouvrage a analysé les observations formulées par la commission d'enquête et est en mesure de répondre favorablement à la réserve et aux recommandations.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Par ailleurs, la commission d'enquête a également émis un avis favorable sans réserve ni recommandation, sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L.181-1 du Code de l'Environnement.

5. PRISE EN CONSIDERATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE PUBLIQUE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

5.1. La réserve de la commission d'enquête

La commission d'enquête assortit son avis de la réserve suivante :

Réserve : le maître d'ouvrage doit entreprendre une concertation approfondie avec les acteurs économiques afin d'apporter les précisions nécessaires à la garantie du maintien des conditions d'exploitations viables pour ces activités. La réserve sera considérée comme levée dès lors qu'un compte rendu de réunion actant d'une solution de compromis sera approuvé par les acteurs représentatifs que sont la C.C.I.M.P et l'association de commerçants Prado-Castellane.

Deux réunions de concertation se sont tenues le 22 février 2021 et le 30 mars 2021 en présence de l'association de commerçants Prado-Castellane, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence avec des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au cours de cette réunion, le projet a été présenté et précisé localement.

A l'issue de cette concertation, un compte rendu a été rédigé actant de la solution de compromis suivante :

- Pour la conception du projet et le fonctionnement en phase exploitation :
 - o Maintien d'accès aux commerces pour les livraisons au moyen d'accès contrôlés à l'instar des zones piétonnes de Marseille,
 - o Maintien des accès aux zones de stationnement privatives à partir de la contre-allée ouest de l'avenue du Prado,
 - o Poursuite de la concertation pour l'adaptation localement du projet notamment la modification du mode de retournement des bus B1 et 19 sur l'avenue du Prado et l'accès à la contre allée Ouest du Prado.
 - o Poursuite du processus de concertation pour étudier les cas particuliers le nécessitant avec les commerçants de la place Castellane permettant l'adaptation au cas par cas des surfaces possibles d'implantation des terrasses et des aménagements au regard des contraintes techniques du projet,
- Pour la phase travaux
 - o Report du démarrage des travaux du tramway sur la place Castellane à compter du 4ème trimestre 2022 (hors phase de déviation des réseaux),
 - o Communication et concertation avec les commerçants en amont des phases travaux pour anticiper les impacts sur les activités

Les éventuelles modifications du projet, très localisées, ne remettent pas en cause l'équilibre global de l'opération.

5.2. Les recommandations de la commission d'enquête

Recommandation n°1 : poursuivre les concertations avec les riverains et les associations de vélo afin de prendre en compte leurs attentes en particulier en matière de circulation tant en phase travaux qu'après achèvement.

Le projet d'extension du tramway et le réaménagement urbain induit proposé par le maître d'ouvrage permettra une amélioration globale des circulations en modes actifs tout au long du tracé. En outre, les déplacements des cycles seront considérablement améliorés dans des secteurs où aucun aménagement spécifique n'existe à ce jour (création de 6,8 km d'infrastructures cyclables).

En complément de la concertation avec les services de la Ville de Marseille et de la Métropole, le maître d'ouvrage s'engage à informer les riverains tout le long du chantier sur les modifications des usages de l'espace public et notamment en matière de circulation par des moyens adaptés (flash info travaux, information des comités d'intérêt de quartier et travail conjoint avec les mairies de secteur). Des améliorations pourront être apportées au projet si des évolutions s'avèrent nécessaires, tout en restant compatibles avec l'ensemble des autres usages de l'espace public.

Le maître d'ouvrage s'engage ainsi à répondre favorablement à cette recommandation, en poursuivant l'information et la concertation avec les riverains et les associations de vélo.

En particulier des ajustements de projet ne remettant pas en cause l'équilibre global de l'opération sont envisagés et notamment :

- L'affectation de tout ou partie de la voie verte, initialement prévue au projet, aux cycles le long du parc du XXVI^{ème} centenaire,
- Le maintien de la dénivellation (a minima 5 cm) entre les aménagements cyclables et les trottoirs piétons partout où cela est possible,
- L'élargissement des pistes cyclables sur la rue de Lyon et l'avenue Salengro si cela est nécessaire après concertation,
- La modification de l'aménagement cyclable sur le Prado afin de ne pas préjuger de l'aménagement futur sur le reste de l'avenue du Prado.

Recommandation n°2 : soigner les espaces verts en minimisant l'abattage d'arbres, en densifiant les plantations de végétation basse, et en revalorisant le parc du 26^{ème} centenaire et les allées qui le traversent.

Le maître d'ouvrage propose dans le dossier de déclaration d'utilité publique un bilan végétal très positif avec : + 528 arbres par rapport à la situation actuelle, 1,5 hectares de plateforme végétalisée et une augmentation de la surface dédiée aux espaces verts.

Lors de la création du parc du XXVI^{ème} centenaire, le Maire de Marseille avait consenti à réserver une zone le long de l'avenue Cantini à l'intérieur du parc en vue de la création d'un système de transport et d'un recalibrage de cet axe. Cette bande, en partie propriété de la SCNF, fait l'objet d'une acquisition par la métropole dans le cadre de cette opération pour développer le système de transport et les différents usages de cet axe.

La revalorisation du parc du XXVI^{ème} centenaire est prise en compte par le maître d'ouvrage, avec la végétalisation de l'alignement d'arbres dans le parc et la plantation d'une double allée d'arbres venant structurer l'avenue Cantini, permettant de renforcer le caractère arboré du parc et de ses abords et d'améliorer la biodiversité en ville. Le projet veillera à restituer et valoriser la limite du parc située le long de l'infrastructure de tramway par les arbres existants et en recréant une végétalisation en limite d'emprise du parc. La restitution du parc et des espaces végétaux sera réalisée dès le démarrage du projet afin de limiter au strict nécessaire la durée d'intervention sur le parc.

Ce parc bénéficiera par ailleurs d'une meilleure accessibilité au travers des trois arrêts qui desserviront ses principaux accès. Ainsi, cet équipement pourra bénéficier à un nombre plus important de personnes en le rendant accessible via les infrastructures de transport structurantes.

En conclusion, le maître d'ouvrage s'engage à répondre favorablement à cette recommandation, en maintenant les objectifs du projet tant en termes de plantations, que de revalorisation des espaces verts.

Recommandation n°3 : accélérer la réalisation de la phase 2.

La phase 2 des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille fait partie du Plan des Déplacements Urbains 2013-2023 approuvé et du plan d'action défini dans le document de planification arrêté par la Métropole en décembre 2019 (Plan des Déplacements Urbains 2020-2030).

La Métropole a, par ailleurs, délibéré un programme d'opération en décembre 2019 permettant d'engager les études de conception de cette seconde phase d'extensions Nord et Sud.

Afin de répondre à cette recommandation, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre, au plus tôt, la réalisation de cette phase 2 du projet dont la première étape consiste à engager la concertation préalable sur le projet permettant de recueillir l'avis du public sur le projet. Dans cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération MOB 001-17/12/20 BM en date du 17 décembre 2020 le lancement de la concertation préalable pour la deuxième phase des extensions nord et sud du tramway de Marseille.

En outre, la Métropole est pleinement engagée dans la recherche de financement pour assurer la soutenabilité de ce projet. Cela conduit la Métropole à déposer un dossier à l'appel à projet « Transports collectif en site propre et pôle d'échanges multimodaux » lancé par l'Etat (Grenelle 4). Cette démarche fait l'objet d'une délibération soumise au bureau de la Métropole en avril 2021. Par ailleurs, cette opération est inscrite au contrat métropolitain 2021 – 2027 pour la relance et le renouveau de la Métropole Aix Marseille Provence en vue de financer avec ses partenaires les projets essentiels à la réussite de la relance.

6. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION JUSTIFIANT LE CARACTERE D'INTERET GENERAL

En application de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, la déclaration de projet doit notamment énoncer les motifs et les considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération.

Le projet d'extensions Nord et Sud (phase1) du réseau de tramway permet une prise en compte des enjeux environnementaux tout en offrant des aménagements qualitatifs des espaces urbains.

L'extension Nord et Sud du réseau de tramway constitue un projet majeur dans le Plan de Déplacements Urbains 2013-2023 de l'agglomération Marseillaise. Elle constitue en effet un projet structurant pour la future armature des déplacements de l'agglomération. Cette extension fait également partie de l'objectif du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030 arrêté le 19 décembre 2019, d'étendre les

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Transports à Haut Niveau de Service sur 55 km pour desservir plus des deux tiers des habitants et quatre emplois sur cinq. Ainsi, un axe Nord-Sud de tramway de 14 km sera mis en œuvre en deux phases :

- Phase 1 : d'Arenc à Capitaine Gèze au Nord ; de la place Castellane à La Gaye au Sud ;
- Phase 2 : de Capitaine Gèze à la Cité Castellane au Nord, de La Gaye à La Rouvière au Sud.

Il convient de rappeler qu'une opération ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social ou les éventuelles atteintes à d'autres intérêts publics qu'elle comporte, ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

Le projet des extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille représente un choix de développement urbain, durable et soutenable qui associe :

- Un projet de desserte de différents quartiers par un transport en commun structurant, efficace, de qualité et attractif en connexion avec d'autres transports en commun (métro, tramway, BHNS, bus) et améliorant ainsi les déplacements en transports en commun sur l'agglomération marseillaise,
- Un projet de desserte de nouveaux quartiers et de grandes opérations en cours, générateurs de déplacements avec notamment l'OIN Euromed II, la ZAC Cité de la Méditerranée, la ZAC Littorale au Nord, le Renouvellement Urbain secteur Sud et la ZAC de la Capelette au Sud,
- Un projet de désenclavement des quartiers prioritaires de la politique de la ville que sont au Nord Saint-Mauront / Bellevue, St Lazare / La Villette, des projets ANRU Saint-Mauront et Centre Nord et d'anciens bassins de proximité Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) Les Crottes, La Calade, La Cabucelle, Jean Jaurès / Le Canet, Arenc / Fonscombes et au Sud les bassins de proximité anciennement CUCS La Cravache, Capelette / Pont de Vivaux, Cours Julien / Plaine Lodi,
- Un projet de desserte des grands équipements que sont le futur axe des événements d'Euromed, le parc du 26ème centenaire, le Palais de la Glisse, le Palais des sports, le Stade Vélodrome et l'ensemble des Hôpitaux Sud (Sainte- Marguerite, Paoli Calmette, le centre Cardio Vasculaire Cantini),
- Un projet contribuant à la requalification urbaine des quartiers traversés par un aménagement de l'espace public comprenant des espaces pour les piétons et les cycles agrémentés d'aménagements paysagers de qualité,
- Un projet de développement de l'intermodalité avec l'aménagement du pôle d'échange multimodal à La Gaye, couplé au renforcement des pôles d'échanges existants de Gèze, de Sainte Marguerite / Dromel, d'Arenc et Castellane,
- Un projet de facilitation du report modal des modes motorisés vers les transports en commun avec la réalisation de deux parkings relais à la Gaye (environ 565 places extensible à 1000 places) et à Sainte Marguerite / Dromel (plus de 600 places) en complément de celui déjà créé au Pôle d'échanges Capitaine Gèze, aussi d'une capacité de plus de 600 places.
- Un projet de développement des modes actifs par la création de cheminements piétons et de pistes cyclables confortables et adaptés sur des voies ne présentant pas de cheminements cyclables à ce jour et préfigurant la ligne n°3 du plan vélo métropolitain approuvé en juin 2019 :
 - o Sur l'extension Nord phase 1, le boulevard de Paris, la rue d'Anthoine, l'avenue Salengro et la rue de Lyon comme des itinéraires structurants de pénétration,
 - o Sur l'extension Sud phase 1,
 - L'avenue Cantini, le boulevard Schlœsing, la rue Aubert et l'avenue Viton comme des itinéraires structurants de pénétration,
 - Le boulevard de la Pugette comme itinéraire local,
 - Un itinéraire de loisir le long du parc du 26ème Centenaire
- Un projet volontariste quant aux aménagements paysagers, avec la plantation de plus de 528 arbres supplémentaires le long du tracé, la végétalisation de la plateforme sur plus d'un hectare et demi et la plantation de plus d'un hectare de massifs permettant ainsi d'améliorer la biodiversité en ville ;
- Un projet environnemental prenant en compte les risques d'inondation et n'aggravant pas ces derniers, contribuant à réduire la production de gaz à effet de serre par report modal du trafic routier vers les transports en commun, proposant des aménagements paysagers le long du tramway permettant de contribuer à la végétalisation de la ville et de répondre aux enjeux du changement climatique ;

- Un projet de cohésion sociale et territoriale proposant une tarification solidaire appliquée pour les ayants droits à la Couverture Maladie Universelle Complémentaire, aux élèves boursiers des collèges et lycées ainsi qu'aux chômeurs de moins de 26 ans et la gratuité pour les titulaires du RSA, les seniors de plus de 65 ans non imposables ainsi que les chômeurs indemnisés non imposables ;
- Une réponse au besoin de soutien à l'économie locale par une politique d'investissement. Pour ce projet, pendant la phase travaux, il est estimé la création ou le maintien de 1200 emplois directs et de 1050 emplois indirects liés à l'infrastructure.

Le phasage des travaux tendra à maintenir une circulation satisfaisante de l'ensemble des modes de déplacements et une vie économique certes impactée par les travaux mais pérenne.

L'ensemble des travaux sera réalisé dans les règles de l'art et les techniques utilisées répondront aux différentes normes afin de réaliser le chantier le plus respectueux possible de son environnement urbain.

En ce sens, le projet d'extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais présente un bilan très largement positif et l'intérêt général de cette opération est pleinement justifié et démontré.

Dès lors, le maître d'ouvrage, la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée, conformément à l'article L. 126-1 du Code de l'environnement et à l'article L. 122-1 du code de l'expropriation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. ;
- La délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de la concertation préalable relative à la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille ;
- La délibération TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019 autorisant le dépôt du dossier d'enquête publique en préfecture pour les premières phases de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, et la création d'un dépôt de tramway et de parcs relais ;
- La délibération MOB 001-17/12/20 BM du 17 décembre 2020 approuvant le lancement de la concertation préalable pour la deuxième phase des extensions nord et sud du tramway de Marseille ;
- Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La prise en compte de l'étude d'impact et l'avis réputé favorable de l'autorité environnementale de l'Etat en date du 3 août 2020 ;
- La décision n° E200000 19/13 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 24 mars 2020, désignant une commission d'enquête pour mener la procédure d'enquête publique unique du projet ;

- L'arrêté préfectoral du 6 août 2020, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique et l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L.181-1 du Code de l'Environnement ;
- L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2020, prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire, sur le territoire de la commune de Marseille, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires aux travaux de réalisation de l'extension nord et sud du tramway de Marseille, de la création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- Le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête, et l'avis favorable émis sur l'utilité publique du projet, assorti d'une réserve et de trois recommandations du 7 novembre transmis à la Métropole Aix Marseille Provence le 16 novembre 2020 ;
- L'additif aux conclusions de la Commission d'Enquête portant précision sur les conditions de levée de la réserve du 9 novembre 2020 ;
- Le compte rendu actant d'une solution de compromis avec la CCIMP et l'association de commerçants Prado - Castellane ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- L'étude d'impact et les effets induits par le projet sur l'environnement ;
- L'avis de l'autorité environnementale ;
- L'avis favorable de la Commission d'Enquête à l'issue de l'enquête publique unique portant sur l'utilité publique et sur l'autorisation environnementale ;
- Les avis des collectivités territoriales et leurs groupements qui ont été consultés ;
- Les motifs justifiant de l'intérêt général de l'opération ;
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre le projet ;
- Les mesures visant à éviter, réduire ou compenser les impacts du projet sur l'environnement, ainsi que les modalités de leur suivi retenues, tel que plus amplement exposé au rapport de la présente délibération ;
- La réunion de concertation avec l'association des commerçants Prado Castellane et la Chambre de Commerce et d'Industrie du 22 février 2021 ;
- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour prendre en considération la réserve et les trois recommandations de la Commission d'Enquête ;
- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la déclaration de projet et de se prononcer sur l'intérêt général du projet d'extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille conformément à l'article L.122-1 du Code de l'Expropriation et à l'article L.126-1 du code de l'environnement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de 2 parcs relais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-132/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille DSP 14/005 Société Vieux-Port Hôtel de Ville - Q-PARK**

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19145/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté a approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille DSP 14/005 Société Vieux-Port Hôtel de Ville - QPARK.

VOIMOB 012-133/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du Délégué de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille - DSP 15/1623 Effia Stationnement Marseille

Information du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DPMOD 21/19149/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et le contrat n°15/1623 de délégation de service public sous la forme d'un affermage pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beugeard, confiée à la Société Effia Stationnement pour une durée de 7 ans. En janvier 2015 la Société dédiée Effia Stationnement Marseille s'est substituée dans les droits et obligations de la Société Effia Stationnement pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de la présentation du rapport d'activité 2019 du Délégué de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille - DSP 15/1623 Effia Stationnement Marseille.

VOIMOB 013-134/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n° 91/354 - Q-Park

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19150/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait confié en 1973 à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la construction et l'exploitation de ces sept parkings. Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en décembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Montheyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n°91/354 - Qpark.

VOIMOB 014-135/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat - DSP n°06/123 INDIGO

Information du Conseil de Territoire DPMOD 21/19151/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer leur attractivité et leur visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat – DSP n°06/123 INDIGO.

VOIMOB 015-136/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du Délégataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19152/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Le 30 mars 2014, la société dédiée Effia Stationnement Cassis s'est substituée dans les droits et obligations à la Société Effia Stationnement, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis.

VOIMOB 016-137/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°87/042 Q-PARK France**

Information du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19153/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Le contrat de concession n° 87/042 étant arrivé à échéance le 30 juin 2019, le présent rapport annuel du délégataire concerne uniquement la période d'exploitation du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°87/042 Q-PARK France.

VOIMOB 017-138/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n° 19/04

Information du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19155/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est aujourd'hui substituée.

Depuis le 1^{er} juillet 2019, la Société Indigo Infra France exploite le parc de stationnement Estienne d'Orves dans le cadre du contrat de délégation de service public n° 19/04, pour une durée de 7 ans.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

L'exploitation de ce parc ayant démarré le 1^{er} juillet 2019, le présent rapport annuel du délégataire concerne uniquement la période d'exploitation du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public INDIGO pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°19/04.

VOIMOB 018-139/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille DSP 07/136 - Société Marseillaise de Stationnement Q-Park

Information du Conseil de Territoire DPMOD 21/19156/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Pour une durée de douze ans. La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille DSP 07/136 – Société Marseillaise de Stationnement (QPark).

VOIMOB 020-140/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention pour l'année 2021 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville CVV - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19180/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV - a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents et dispose d'un local sur Marseille centre-ville. Son action se situe principalement sur la commune de Marseille.

Outre l'animation d'un atelier de réparation solidaire, elle propose des vélos écoles adultes et des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en ville auprès d'un large public. En parallèle, elle participe à des réunions régulières avec la Métropole sur la question des aménagements cyclables et des services vélos en ville.

Au titre de l'année 2020, l'association collectif vélo en ville avait déposé une demande de subvention en fonctionnement général d'un montant de 25 000 € et en fonctionnement spécifique pour l'organisation de la fête du vélo pour un montant de 20 000 €. Il a été accordé à l'association une subvention d'un montant de 40 000 € comprenant 20 000 € au titre du fonctionnement général et 20 000 € au titre du fonctionnement spécifique transformé en fonctionnement général au vu du contexte sanitaire et de l'annulation de la fête du vélo.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Pour l'année 2021, l'association collectif vélo en ville a déposé une demande de subvention portant sur trois volets :

- Une demande en fonctionnement général pour un montant de 20 000 euros ;
- une action spécifique portant sur le projet de fête du vélo organisée le 5 et 6 juin 2021 pour un montant de 20 000 euros ;
- une action spécifique de sensibilisation à la pratique du vélo au sein de l'EcoQuartier du parc des calanques pour un montant de 5 000 euros. Cet EcoQuartier émane de l'opération de Renouvellement Urbain des « Hauts de Mazargues » située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou. Il a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire « Marseille Provence » à obtenir cette étape et le 2ème EcoQuartier de la Métropole. Au sein de l'Ecoquartier, la Métropole a conduit la création de l'Allée des Calanques, une voie douce de 3 km qui traverse les 3 quartiers qui composent l'EcoQuartier.

Au vu des objectifs et actions de l'association et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain 2019-2024, il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 € en fonctionnement global, de 20 000 € pour l'organisation de la fête du vélo au titre de la mobilité, sur le Budget annexe Transports.

Au vu de l'objectif de l'association de proposer des actions de sensibilisation à la pratique du vélo dans l'EcoQuartier du parc des calanques, il est proposé d'accorder une aide de 5 000 € en fonctionnement spécifique pour l'organisation d'actions de promotion du vélo avec les habitants, au titre de l'aménagement du territoire, sur le Budget EST du territoire Marseille-Provence.

Il est précisé qu'au vu du montant accordé, les modalités seront définies dans la convention d'objectifs ci-jointe pour l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention pour l'année 2021 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville CVV - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

VOIMOB 021-141/21/CT

■ CT1 - Candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome à la place du Quatre Septembre

**Information du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19220/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci- après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projet « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projet s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de prolonger le réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome (Préfecture) vers la place du Quatre Septembre. Cette extension poursuit les objectifs de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun, de réduire la circulation automobile et de restructurer le réseau de bus en centre-ville.

En 2003, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a lancé une première phase de modernisation et d'extension du réseau de tramway marseillais avec la création des lignes Noailles-Les Caillols, Quatre Septembre-La Blancarde et Bougainville-Castellane. Toutefois, le tronçon rue de Rome/Préfecture – Quatre Septembre de ce projet n'a pas été réalisé.

L'opportunité de ce tronçon a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des TCSP. Un programme pour l'extension du réseau de tramway vers la place du Quatre Septembre a alors été élaboré et figure l'agenda de la Mobilité de la Métropole approuvé en décembre 2016.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

La desserte vers l'Ouest, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec une optimisation du réseau de bus.

Il permettra la desserte de certains des quartiers les plus densément peuplés du 6^{ème} et du 7^{ème} arrondissement de Marseille et facilitera l'accès à la colline. D'autre part l'extension du réseau de tramway contribuera à la valorisation de l'espace public d'un des axes les plus emblématiques de Marseille : Puget/ Corderie/Corse.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de la Métropole.

Ce projet porte sur un linéaire supplémentaire de 2,1 km (rue de Rome/Préfecture - place du 4 septembre) et implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service, dont le remisage et la maintenance seront assurés aux dépôts existants.

Le projet permettra d'atteindre des objectifs fixés par le PDU 2013-2023 et l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en matière de développement du réseau de TCSP. Le projet du PDU 2020-2030, arrêté le 19 décembre 2019, comprend également cette opération.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté par :

- La délibération TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et son affectation pour un montant de 1 800 000 d'euros Hors Taxes ;
- La délibération TRA 018-5108/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'autorisation de programme n°181432TP pour un montant de 75 000 000 d'euros Hors Taxes ;
- La délibération TRA 017-5107/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du

COUT GLOBAL	FINANCEUR	BASE SUBVENTIONNABLE	TAUX/BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT	TAUX/COUT GLOBAL
75 000 000 €	Etat GRENELLE 4 (TRAVAUX)	42 000 000€	25,00%	10 500 000 €	14,00%
	Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	75 000 000€	40,00%	30 000 000 €	40,00%
	Métropole Aix-Marseille Provence (Autofinancement)	75 000 000€	46,00%	34 500 000 €	46,00%

TOTAL	75 000 000,00 €
-------	-----------------

Quatre Septembre ;

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de l'appel à projet « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 75 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Le calendrier de réalisation prévisionnel est le suivant :

- 2021 – 2022 : Etudes
- 2023 : Enquête publique - Début des travaux de déviation de réseaux
- 2024 – 2027 : Travaux et mise en service

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA007-3245/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de l'opération d'extension du réseau de tramway de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre et son affectation pour un montant de 1 800 000 d'euros Hors Taxes ;
- La délibération TRA 018-5108/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'autorisation de programme n°181432TP pour un montant de 75 000 000 d'euros Hors Taxes ;
- La délibération TRA 017-5107/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome à la place du Quatre Septembre ;
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport relatif à la candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour l'extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome à la place du Quatre Septembre.

VOIMOB 022-142/21/CT

■ CT1 - Candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway - phase 2

Information du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19222/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projet « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projet s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à La Castellane, au Sud jusqu'à La Rouvière.

Une première phase d'extension du réseau de tramway est en cours de réalisation comprenant au Nord, un prolongement du réseau de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement de 4,2 km entre Castellane et La Gaye, ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des rames.

La deuxième phase de ce projet d'extension consiste à prolonger le tramway de Marseille vers le Nord sur une longueur de 6,3 km dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, entre Gèze et La Castellane et vers le Sud sur 1,5 km, entre La Gaye et La Rouvière.

Le principe d'extension du réseau de tramway a été adopté par :

- La délibération TRA 011-6416/19/CM, du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.
- La délibération TRA 004-7842/19/CM, du Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération à la Candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway – phase 2.

Le projet permettra notamment la réalisation d'un grand axe Nord-Sud participant à l'atteinte des objectifs fixés par le PDU 2013-2023 et l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en matière de développement du réseau de TCSP. Le projet du PDU 2020-2030, arrêté le 19 décembre 2019, identifie également cette opération.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de la Métropole. En proposant une liaison avec le centre-ville et avec les lignes structurantes (TER, Métro), l'extension du tramway permettra le désenclavement de nombreux quartiers prioritaires aujourd'hui peu accessibles en transports en commun, ainsi que la desserte de grands équipements et de pôles d'échanges multimodaux.

L'extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de répondre à la demande estimée à la mise en service, de permettre leur remisage et limiter les impacts sur l'exploitation, il est prévu de construire un centre de remisage supplémentaire au Nord de l'extension.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumis à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme dont le lancement et les modalités ont été approuvées par délibération n° MOB 001-8937/20/BM du 17 décembre 2020.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat une majoration du taux de subvention en raison de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet ainsi que la desserte de quartiers liés à la politique de la ville. La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue le dossier de candidature en conséquence avec l'ensemble des éléments et argumentaires requis justifiant l'obtention d'un bonus financier.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 256 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

COUT GLOBAL	FINANCEUR	BASE SUBVENTIONNABLE	TAUX/BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT	TAUX/COUT GLOBAL
-------------	-----------	----------------------	---------------------------	---------	------------------

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

256 000 000 €	Etat GRENELLE 4 (TRAVAUX)	156 000 000 €	25,00%	39 000 000 €	15,23%
	Conseil Départemental des Bouches- du-Rhône	256 000 000 €	40,94%	104 800 000 €	40,94%
	Métropole Aix- Marseille Provence (Autofinanceme nt)	256 000 000 €	43,83%	112 200 000 €	43,83%

TOTAL	256 000 000 €
-------	---------------

Le calendrier de réalisation prévisionnel est le suivant :

- 2021 – 2023 : Etudes
- 2024 : Enquête publique et début des travaux de déviation de réseaux
- 2025 : Démarrage des travaux

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 011-6416/19/CM, du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique ;
- La délibération TRA 011-6416/19/CM, du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique ;
- La délibération TRA 004-7842/19/CM, du Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération à la Candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway - phase 2 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MOB 001-8937/20/BM du 17 décembre 2020 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération pour la réalisation des extensions Nord et Sud du Tramway - Phase 2 ;
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 ;
- Que le projet permet de solliciter les bonus financiers proposés dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat au titre de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet ainsi que la desserte de quartiers liés à la politique de la ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de rapport relatif à la Candidature à l'appel à projet "Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux" lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération pour la réalisation de ligne de tramway pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway - phase 2.

VOIMOB 023-143/21/CT

■ CT1 - Candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements

Information du Conseil de Territoire

DGSDCT11 21/19223/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci- après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projet « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projet s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

L'agenda de la Mobilité approuvé le 15 décembre 2016 par le Conseil de Métropole, prévoit la création d'un grand itinéraire de contournement de Marseille en transport collectif à haut niveau de service, entre le métro Capitaine Gèze et la Fourragère par le BHNS B4, puis au-delà, via l'échangeur Florian et l'infrastructure du Boulevard Urbain Sud (BUS) par le BHNS B5. Cet itinéraire est également appelé à recevoir des lignes de cars Métro Express de la Métropole, en correspondance avec les stations de métro Capitaine Gèze, Frais Vallon et la Fourragère.

La ligne BHNS B4 relie les pôles d'échanges « Capitaine Gèze » et « la Fourragère ». Elle assure ainsi une liaison directe entre les quartiers périphériques prioritaires en évitant le centre-ville et elle permet la jonction avec des corridors de transports en commun structurants : métro lignes 1 et 2, et autres lignes de BHNS. La mise en service de cette nouvelle ligne participera en conséquence au renforcement du maillage du réseau de transport collectif. La présence de parkings relais aux pôles d'échanges de la ligne (Gèze, Frais Vallon, La Fourragère) encourage le report modal des véhicules particuliers vers les transports en commun, en développant l'intermodalité.

Elle traverse les quartiers Gèze, Campagne Larousse, Fontvert, Picon, Busserine, St Jérôme, Malpassé, Frais Vallon, et la Fourragère, et permet ainsi la requalification des espaces publics de ces secteurs.

La ligne BHNS B4 a vocation à devenir une des lignes les plus empruntées du réseau de transport en commun (TC) avec environ 24 000 voyageurs par jour.

L'opération comporte, outre l'infrastructure de transport pour le BHNS B4 et les équipements associés (priorité aux feux, stations BHNS, signalisation), le réaménagement du pôle d'échanges multimodal La Fourragère, la création d'aménagements cyclables et voies piétonnes, et des aménagements paysagers de qualité.

Par délibération TRA 012-4154/18 CM le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements).

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, par délibération MOB 001-9640/21/CM du 18 février 2021, la Métropole a approuvé le lancement d'une concertation préalable associant les habitants, les associations et les personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat une majoration du taux de subvention en raison de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet, la desserte de quartiers liés à la politique de la ville. La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue le dossier de candidature en conséquence avec l'ensemble des éléments et argumentaires requis justifiant l'obtention d'un bonus financier.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 31 000 000 euros HT
Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

COUT GLOBAL	FINANCEUR	BASE SUBVENTIONNABLE	TAUX/BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT	TAUX/COUT GLOBAL
31 000 000 €	CR CRET (ETUDES)	1 500 000 €	20,00%	300 000 €	0,97%
	Etat DSIL (ETUDES)	2 300 000 €	23,91%	549 930 €	1,77%
	Europe FEDER (TRAVAUX)	8 000 000 €	50,00%	4 000 000 €	12,90%
	Etat GRENELLE 4 (TRAVAUX)	24 900 000 €	25,00%	6 225 000 €	20,08%
	Métropole Aix-Marseille Provence (Autofinancement)	31 000 000 €	64,27%	19 925 070 €	64,27%

TOTAL	31 000 000 €
-------	--------------

Le calendrier de réalisation prévisionnel est le suivant :

- 2020-2021 : Etudes
- 2^{ème} trimestre 2021 : Concertation préalable
- 2022 - Fin 2023 : Travaux
- Fin 2023 - Début 2024 : Essais et mise en service

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 012-4154/18 CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MOB 001-9640/21/CM du 18 février 2021 approuvant le lancement de la concertation préalable ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de réaliser l'opération concernant la ligne BHNS B4 à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements) : entre Capitaine Gèze et la Fourragère ;
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 ; Que le projet permet de solliciter les bonus financiers proposés dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat au titre de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet, la desserte de quartiers liés à la politique de la ville.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport relatif à la candidature à l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 à Marseille 12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements.

VOIMOB 024-144/21/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine (H136p2) - Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 21/19224/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifié par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Le Projet de Rénovation Urbaine et le projet L2 ont permis la création d'une nouvelle rue à l'intérieur du quartier qui a été réalisée par la Métropole sur du foncier Logirem. L'ancienne rue de la Busserine est ainsi remplacée par un axe plus central. L'échange foncier entre la Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur la parcelle H136 p2 qui est une ancienne portion de la rue de la Busserine. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier de la H136 p2 pour une superficie d'environ 529 m² avant échange.

Une première délibération portant sur le déclassement de cette emprise a été adoptée en octobre 2019. Malheureusement, elle n'a pu être suivie d'effet, le constat de désaffectation n'ayant pas été concluant.

Une seconde délibération portant sur le déclassement a été prise le 31 juillet 2020 (MOB 042-8190/20/BM). A nouveau, le constat de désaffectation n'a pas abouti du fait des difficultés pour empêcher le passage des piétons qui continuent d'emprunter cette voie en franchissant les merlons de terre destinés à la clore.

Il convient donc d'annuler les deux délibérations précédentes (VOI 011-7022/19/BM et MOB 042-8190/20/BM) et de délibérer à nouveau pour ce déclassement.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain la portion désaffectée de la rue de la Busserine qui n'est plus accessible à la circulation générale.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie de la parcelle H136 p2 à déclasser est de 529 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération VOI 011-7022/19/BM
- La délibération MOB 042-8190/20/BM

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Projet de Rénovation Urbaine.
- La réalisation d'une nouvelle trame viaire
- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.
- La nullité des délibérations VOI 011-7022/19/BM et MOB 042-8190/20/BM par défaut de désaffectation

DELIBERE

Article 1 :

La délibération VOI 011-7022/19/BM est abrogée.

Article 2 :

La délibération MOB 042-8190/20/BM est abrogée.

Article 3 :

Est constaté la désaffectation, en pied d'immeuble, d'une emprise issue d'une portion de l'ancienne rue de la Busserine à Marseille, 14^{ème} arrondissement, conformément au plan joint.

Article 4 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une superficie de 529 m² dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 5 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 025-145/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de gestion temporaire de l'impasse provisoire du Liban - ZAC Littoral - 13015 à Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 21/19230/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de l'article L.321-14 du Code de l'urbanisme, l'Etablissement Public Euroméditerranée réalise la ZAC Littorale créée par arrêté préfectoral du 17/10/2013, dont le programme des équipements publics approuvé par arrêté préfectoral du 19/10/2015 vise notamment à créer et requalifier l'ensemble de la trame viaire existante au sein de son périmètre en vue d'accueillir de nouveaux programmes de constructions.

Un des premiers programmes immobiliers en construction est le nouveau centre ADOMA sur l'îlot nommé LYON-8C. Ce programme sera desservi à terme par une voie qui prolonge le Boulevard Allar vers l'Est depuis le carrefour avec la rue de Lyon. La réalisation de cette voirie définitive nécessite la démolition préalable du centre ADOMA actuel situé au n°54 Avenue Felix Zoccola. Cette démolition est conditionnée par le transfert des activités de ce centre dans le nouveau programme.

Aussi, il est nécessaire de doter le nouveau centre ADOMA d'une desserte provisoire en prolongeant l'actuelle Traverse du Liban (voie actuellement privée). Ces travaux seront réalisés et financés par l'EPAEM.

Le terrain d'assiette de cette voirie provisoire est une propriété de l'EPAEM qui a vocation à être ouverte à la circulation automobile dès son achèvement.

C'est pourquoi, l'EPAEM et la Métropole se sont rencontrés et ont décidé d'un commun accord de mettre en place, une convention de gestion en vertu de laquelle la Métropole, au titre de ses compétences en matière de voirie et de réseaux, accepte d'assurer l'entretien courant, la gestion et la sécurité de la voirie provisoire notablement destinée à la desserte du centre ADOMA

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les programmes définis dans la ZAC Littorale
- La nécessité de doter le nouveau centre ADOMA d'une desserte provisoire

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de gestion temporaire de l'impasse provisoire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 026-146/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement de la traversée du Rove - RD 568 sur la commune du Rove

DRMVEP 21/19231/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune du Rove et la Métropole Aix-Marseille Provence ont engagé depuis 2013 l'aménagement de la traversée du Village – RD 568.

La traversée du Rove/RD568 est longue de 1 830 mètres. La voie se raccorde à l'Ouest à la route du Rove/RD5 via le carrefour giratoire du Douard et au Sud-Est au boulevard de la Ricarde, dit carrefour de l'Heritage.

Voie départementale multifonctionnelle en traversée d'agglomération, la RD 568 est une route à grande circulation qui permet d'assurer notamment la circulation des transports exceptionnels. Le Département des Bouches du Rhône participe au financement des travaux de cette opération.

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence - réalisera les travaux de génie civil (terrassement, fourniture de grillage avertisseur) en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera aux opérations de câblage de communications électroniques tout en apportant son assistance technique et en fournissant les chambres, cadres, tampons et tuyaux nécessaires sur le domaine public.

Chaque partie prendra à sa charge les travaux lui incombant dans le cadre de la présente opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – et celles assurées par Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la traversée du Rove – RD 568 ;
- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacun.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 027-147/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19311/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Castellane et Préfecture à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 9 041,50 € HT soit 10 849,80 € TTC avec un taux de tva de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 028-148/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19312/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Ce dispositif a été mis en œuvre dans les parcs De Gaulle et Jaurès à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 4 318,83 € HT soit 5 182,60 € TTC avec un taux de tva de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 029-149/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/143 relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19314/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc République à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 603,67 € HT soit 1 924,40 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/143 relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 030-150/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19316/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet et Madie à Cassis, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 2 977,00 € HT soit 3 572,40 € TTC avec un taux de tva de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 031-151/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°19/04 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19317/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Estienne d'Orves à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 8 517, 25 € HT soit 10 220,70 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°19/04 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 032-152/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°09/149 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19318/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port - MUCEM à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 430,58 € HT soit 1 716,70 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°09/149 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - MUCEM à Marseille, portant sur la mise en œuvre d’heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 033-153/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°06/123 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d’heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19319/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d’accompagner la période des fêtes de fin d’année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Centre et Vieux-Port à La Ciotat, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 539,42 €HT soit 1 847,30 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°06/123 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 034-154/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19320/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille (le parking Timone ne faisant pas partie du dispositif), les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 11 588 € HT soit 13 905,60 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 035-155/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/136 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks et Espercieux à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DPMOD 21/19322/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Les Docks et Espercieux à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 2 500,50 € HT soit 3 000,60 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°07/136 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Les Docks et Espercieux à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 036-156/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/005 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19323/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Vieux-Port – Hôtel de Ville à Marseille, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour deux heures gratuites de stationnement.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 318 € HT soit 1 581,60 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public

n°14/005 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port - Hôtel de Ville à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 037-157/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Verdun et Port de Plaisance à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19324/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Verdun à La Ciotat (le parking Port de Plaisance n'étant pas concerné par le dispositif), les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 pour permettre aux usagers de profiter deux heures de stationnement gratuit.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SAGS afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 579,92 € HT soit 695,90 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Verdun et Port de Plaisance à La Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 038-158/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages P1 à P7, Providence, Tilleuls et Beaugeard à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19325/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 005-8851/20/CM du 19 novembre 2020, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2020 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beaugeard, pour deux heures gratuites de stationnement les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 3 400,83 € HT soit 4 081,00 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages P1 à P7, Providence, Tilleuls et Beugeard à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 039-159/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Département des Bouches-du-Rhône et la société Effia Stationnement Cassis, délégataire de service public, relative à l'occupation temporaire du parking du Bestouan à Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19326/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence portuaire, le Département des Bouches-du-Rhône effectue une opération de dragage du port de Cassis depuis le 15 octobre 2020.

Afin de limiter l'impact du chantier à l'égard des riverains d'une part, et au regard du procédé de dragage retenu, il a été décidé d'utiliser le parking en enclos du Bestouan pendant la durée des travaux qui devait s'achever le 31 mars 2021.

Toutefois, suite à des conditions météorologiques peu favorables survenues au cours de l'hiver, le programme de travaux a été perturbé, obligeant le Département à repousser la date de fin des opérations de quinze jours supplémentaires. Cette décision prolongeant la neutralisation de la totalité des places de stationnement dudit parking, exploité par la société EFFIA Stationnement Cassis dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public n°14/026, il a également été décidé de compenser le manque à gagner supporté par le Délégataire pour la période du 1^{er} au 15 avril 2021 en plus de la perte financière accusée depuis le 15 octobre 2020.

Lors de son approbation, cette occupation temporaire générerait un manque à gagner pour l'exploitant arrêté à 28 800 € HT soit 34 560 € TTC dont le Département des Bouches-du-Rhône devait s'acquitter auprès du délégataire. Compte tenu de la prolongation de durée de la convention, il est affecté à cette évaluation une perte financière supplémentaire de 14 890 € HT, soit 17 868 € TTC. L'ensemble du montant de la compensation à charge du Département des Bouches-du-Rhône s'élève à présent à 43 690 € HT soit 52 428 € TTC.

Il convient dès lors d'approuver un avenant à ladite convention entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Délégataire EFFIA Stationnement Cassis afin de modifier certaines dispositions relatives aux modalités techniques, pratiques et financières de cette occupation temporaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention avec le Effia Stationnement Cassis, délégataire de service public, relative à l'occupation temporaire du parking du Bestouan à Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 040-160/21/CT

■ CT1 - Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Aménagement d'un Transport à Haut Niveau de Service entre la gare de Vitrolles Aéroport Marseille Provence et l'Aéroport Marseille Provence de type transport par câble

Information du Conseil de Territoire DPMOD 21/19336/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de Transport à Haut Niveau de Service entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'Aéroport Marseille Provence (AMP) répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projets sus-mentionné.

Compte tenu des enjeux économiques du secteur aéroportuaire, de la complexité de la desserte de ce bassin et des nombreux projets de développement économique en cours ou à l'étude, il y a lieu de créer les conditions nécessaires

à l'amélioration de la desserte de ce secteur dans sa globalité, en développant largement le report modal vers les transports en commun, en particulier ferroviaire eu égard à la localisation de la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP).

Le transport ferroviaire propose une offre de bonne qualité à l'échelle des déplacements métropolitains depuis les corridors marseillais et salonnais, mais aussi à l'échelle régionale, depuis Avignon, Arles et Montpellier, pour les besoins de l'Aéroport. Pour autant, la qualité de cette offre de service est mise à mal par une accessibilité à la gare plus qu'insuffisante.

L'enjeu de desserte du secteur repose ainsi prioritairement sur la gare Ferroviaire Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et passe par l'amélioration de son accessibilité, autant vers le secteur des Estroublans et le centre-ville de Vitrolles, séparés de celle-ci par une falaise de 35 mètres de dénivelé, que vers l'Aéroport et Airbus Helicopters, en l'absence de liaison routière directe avec la gare.

Jusqu'à fin novembre 2020, la desserte entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'aéroport était assurée par ce dernier, avec un service gratuit de navettes aux 12 minutes. Parallèlement, Airbus Helicopters organisait le transfert de ses salariés par un service de cars à une fréquence de 6 minutes en Heure de Pointe. Chacun était intéressé pour substituer ces services privés par un service public de voyageurs, dont l'intérêt est avéré, au-delà de la desserte de ces deux établissements.

La crise sanitaire a ainsi accéléré ce transfert et, depuis le 1er décembre 2020, une ligne publique de transport par car a été mise en place pour desservir l'aéroport ainsi qu'Airbus Helicopters. Cette ligne reste cependant peu performante en terme de temps de parcours et de fiabilité car soumise aux aléas du trafic, et sous capacitaire en terme de places offertes, dans la perspective du retour à une situation économique d'avant-crise.

Le projet consiste donc en la réalisation de ce transport public en site propre et à Haut Niveau de Service, avec une liaison par câble, entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP), Airbus Helicopters et l'Aéroport Marseille Provence.

Après analyse et étude visant à définir le mode de transport collectif en site propre le mieux adapté, il s'avère qu'une liaison par câble satisfait aux exigences du niveau d'offre attendu, de régularité, de fiabilité et répond aux contraintes du site en terme de topographie.

- Le projet consiste à installer 3 stations sur un parcours d'1 kilomètre entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP), Airbus Helicopters et l'Aéroport jusqu'au terminal T1. Ce projet comprend trois cabines en ligne, en capacité de transporter jusqu'à 1200 personnes en heure de pointe du matin (1050 personnes avec bagages). Il est accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), quai à quai avec les trains express régionaux en arrivée sur Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et connecté au T1 devant le nouvel-aérogare de l'Aéroport actuellement en projet. Le trajet est réalisé en 6 minutes et présente l'avantage de ne pas obérer d'éventuels projets routiers nécessaires à l'aménagement de nouvelles zones économiques ;
- Parallèlement, une étude cofinancée par la Région, la Métropole et la Commune de Vitrolles a été réalisée en 2018 pour assurer la connexion entre le haut et le bas de la Cuesta, afin de relier le futur Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Cap Horizon à la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP). Cette connexion vient conforter l'accessibilité des Vitrollais au bassin d'emploi des Estroublans, d'Airbus Helicopters et de l'Aéroport. Une liaison mécanique assurera cette fonction, en intermodalité directe avec la liaison par câble jusqu'à l'Aéroport.

Le coût d'exploitation de cette opération est évalué à 1 274 000 euros par an.

L'étude de faisabilité pour la partie transport collectif en site propre a été réalisée.

Cette opération de Transport à Haut Niveau de Service entre la gare Vitrolles Aéroport Marseille Provence (VAMP) et l'Aéroport Marseille Provence respectera le calendrier prévisionnel suivant:

- Engagement des études opérationnelles en 2022
- Démarrage prévisionnel des travaux : 2024
- Mise en service : 2026

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est estimé à 31 000 000 euros HT.

Le montant subventionnable de cette opération, sur lequel est appelée cette subvention de l'Etat au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à 25 599 000 euros hors taxe correspondant au volet travaux du projet (hors études).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Etat « AAP Grenelle 4 »	15 %	3 839 850,00 euros
Fonds européens	65 %	16 639 350,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	5 119 800,00 euros
TOTAL	100 %	25 599 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Aménagement d'un Transport à Haut Niveau de Service entre la gare de Vitrolles Aéroport Marseille-Provence et l'Aéroport Marseille-Provence de type transport par câble.

VOIMOB 041-161/21/CT

■ **CT1 - Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 - Volet Etudes et Travaux et Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau - Volet Travaux**

Information du Conseil de Territoire DPMOD 21/19337/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projet sus-mentionné.

En saisissant les opportunités de développement à la fois au Sud de Marignane, pôle d'excellence aéronautique, et à l'Est des Pennes Mirabeau, la zone commerciale et de loisirs de Plan-de-Campagne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de prolonger son Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Le Zenibus, dans sa forme actuelle, est une ligne de Bus à Haut Niveau de Service mise en service en 2016.

Cette ligne du réseau Métropole Mobilité, longue de 17 kilomètres, dessert 4 communes à savoir : Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes-Mirabeau. L'objectif est de desservir des pôles économiques importants grâce à une extension de la ligne initiale du Bus à Haut Niveau de Service. Trois parkings-relais ont été intégrés : Parking-Relais Genevoix et Florides sur la commune de Marignane, Parking-Relais Versailles sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Ce projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service s'inscrit pleinement dans la restructuration du réseau de transport en commun telle qu'elle a été conduite en 2016 avec une hiérarchisation des lignes autour :

- De lignes de liaison entre communes (inter-
- cités) rapides et cadencées préfigurant les futures lignes du Réseau Express Métropolitain ;
- De lignes structurantes futures lignes Bus à Haut Niveau de Service reliant les pôles
- générateurs de déplacements aux quartiers d'habitat selon un niveau de service élevé ;
- De lignes de dessertes locales.

Ces projets de lignes Bus à Haut Niveau de Service bénéficieront d'une intermodalité renforcée tant avec les lignes de portée métropolitaine (Réseau Express interurbain et Transport Ferré Régional) qu'avec les lignes de desserte locale au sein des pôles d'échanges du réseau.

L'ensemble de ces projets sont inscrits dans les différents documents de planification que sont l'Agenda de la Mobilité Métropolitain de 2016, dans le Plan de Déplacements Urbains arrêté en décembre 2019, dans le SCOT et le Plan de Déplacement Urbain exécutoire de l'ex-CPA approuvés le 15 décembre 2015. Par ailleurs, d'importants résultats sont attendus en terme de gain de clientèle s'expliquant par l'augmentation de l'offre sur les lignes structurantes du réseau des bus de l'Etang, et des futures lignes de Bus à Haut Niveau de Service.

Avec la mise en place de l'extension des infrastructures précitées, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS.

- Une ligne ZENIBUS A de 14,5 kilomètres entre le futur pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne et la futur Gare Routière de Cap Horizon ;
- Une ligne ZENIBUS B de 12,1 kilomètres entre le futur terminus au Griffon et le terminus à la ZAC des Florides à Marignane.

Il est donc également prévu des interventions sur un tronç commun de 4 kilomètres environ entre les 2 lignes A et B entre la Gare Routière Cap Horizon et le futur Terminus du Griffon.

Ce projet d'extension sur une distance de près de 7 kilomètres se caractérise par :

- Un prolongement Sud vers le Technoparc des Florides (2,5 kilomètres), sur la commune de Marignane comprenant dans le programme la réalisation de 2 Parkings-Relais (Secteur Genevoix et secteur Technoparc des Florides) ;
- Un prolongement Est vers Plan-de-Campagne (4,4 kilomètres) accompagné d'un Parking-Relais aux Pennes-Mirabeau ;
- Des modifications sur le tracé actuel liées aux conditions futures d'exploitations. Allongement des stations présentes sur le tronç commun aux lignes A et B entre la ZAC Cap Horizon et le futur terminus du Griffon. Amélioration des conditions d'exploitation sur l'avenue de l'Europe à Vitrolles.

Le succès rencontré par la mise en service du Zenibus en 2016, incite à prolonger celui-ci pour desservir les deux pôles sus visés. En outre, le prolongement à l'Est permet la mise en connexion de cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service avec la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix au niveau de la future halte ferrée et du pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne, offrant ainsi la possibilité aux usagers d'une nouvelle connexion vers ou depuis Marseille.

L'opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- 2020 : Démarrage prévisionnel des études de faisabilité
- 2021 : Démarrage prévisionnel des études de niveau supérieur
- 2021 : Démarrage prévisionnel des travaux
- Fin 2025 : Mise en service

Coût global prévisionnel de cette opération, inscrite au PPI sous le numéro 2016800300, est estimé à 18 000 000 euros HT.

Le montant subventionnable de l'opération, sur lequel est appelée la subvention au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à **16 200 000** euros hors taxe (computation de 15 000 000 euros de travaux + 1 200 000 d'opérations induites).

En lien avec le Bus à Haut Niveau de Service Zenibus, et toujours dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite également conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire. Il est inscrit dans la directive Territoriale de 2007, en tant que point essentiel d'articulation et d'accès au réseau de transports collectifs, signalé

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

comme priorité dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et le SCOT exécutoire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2015, confirmé par l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en 2016 et inscrit au PDU de la Métropole tel qu'arrêté fin 2019.

Ce projet de pôle d'échanges multimodal est composé :

- D'une gare routière en parallèle à la RD543 au droit de la future halte ferroviaire de plan de campagne (projet MGA2) équipée de 7 quais et 3 arrêts le long de la RD 543 (services urbains et interurbains) ;
- D'un point billetterie (vente, distribution, informations de tires de transport), services et commerces ;
- De la signalétique et information multimodale ;
- De deux parkings en surface de part et d'autre des voies ferrées de respectivement 100 places au sud et 250/300 places au nord et du maintien d'une capacité d'extension au sud et au nord ;
- D'un parvis, de cheminements piétons et d'un espace de stationnement sécurisé pour les deux roues.

Le tracé de l'extension du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Zenibus a été modifié afin que son terminus rejoigne ce pôle d'échanges multimodal de Plan-de-Campagne, avec une possibilité d'extension vers la commune de Cabriès. Cette opération se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 2019 et suivants : DUP et acquisitions foncières
- 2021 : Désignation du MOE et démarrage des études de conception
- 2021/2022 : Obtention du PC et consultation des entreprises de travaux
- 2023/2024 : Travaux et mise en service conjointement avec la halte ferrée.

Il convient de noter par ailleurs que l'extension du Zenibus et la création du pôle d'échanges de Plan-de-Campagne ont fait l'objet d'un protocole d'intentions entre l'Etat, la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, la commune des Pennes-Mirabeau, la SNCF et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour permettre une coordination des calendriers prévisionnels de réalisation des différents projets connexes à la halte ferroviaire de Plan-de-Campagne.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération (y compris le coût de requalification de la RD543), inscrite au PPI sous le numéro 2019001600, est estimé à 13 050 000 euros HT.

L'assiette subventionnable sur laquelle a été sollicitée la demande de financement auprès du Département des Bouches-du-Rhône se porte à 7 350 000 euros hors taxe correspondant au projet dans sa globalité (volets Etudes et Travaux) hors foncier. Le coût du foncier est estimé à environ 6 000 000 euros hors taxe.

Le montant subventionnable de l'opération, sur lequel est appelée la subvention de l'Etat au titre de l'appel à projets Grenelle 4, est estimé à 6 500 000 euros hors taxe correspondant au volet travaux du projet (hors Foncier et Etudes).

L'objectif du développement de ce réseau est de s'inscrire dans les dispositions de la Loi de Transition Energétique, conformément à la délibération du 14 décembre 2017 prise par la Métropole, et de doter ces lignes de BHNS de véhicules propres, notamment au GNV, étant entendu que des projets de station GNV vont être développés à terme sur ce secteur géographique. Le planning de déploiement des Bus propres sera progressif et se fera sous décision de l'autorité organisatrice.

Ce projet de prolongement du Bus à Haut Niveau de Service s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en cohérence avec le projet de transport concerné

Le développement de la ligne vers l'Ouest assurera un meilleur accès à la ZAC des Florides et vers l'Est à la zone commerciale de Plan de Campagne, pouvant inciter les entreprises à intégrer cette offre pour les déplacements de leurs salariés. De la même manière, il assurera un meilleur accès aux autres lignes du réseau avec un important travail sur les pôles d'échanges multimodaux (Pierre Plantée, Les Pennes Mirabeau, accès à la gare de Vitrolles depuis Cap Horizon...).

Ce sera également l'occasion de permettre une intensification urbaine autour des stations et pôles d'échanges multimodaux. Par exemple, le centre-ville de Vitrolles est déjà très dense. Mais la réalisation du tracé existant a été accompagné d'un travail de recomposition de l'espace public sur une bonne partie du parcours, associé au projet de rénovation urbaine du quartier politique de la ville Vitrolles Centre (d'autres projets sont d'ailleurs actuellement en

cours). Cela a permis de repenser les usages et de favoriser le développement des modes alternatifs à la voiture individuelle par un traitement qualitatif des cheminements, et de faciliter l'accès au réseau de transports collectifs.

Concernant le nouveau terminus à Marignane, il se trouvera dans la ZAC des Florides qui a vocation à conforter le pôle aéronautique et spatial du territoire. Actuellement, on y retrouve environ 1600 salariés avec des prévisions à 2500 emplois à court terme et 4000 à 5000 emplois à la fin de la commercialisation, ainsi qu'une agence Pôle Emploi dont le territoire d'intervention concerne 4 communes (Les Pennes-Mirabeau, Gignac-la-Nerthe, Marignane et Saint-Victoret) et connaît donc des flux quotidiens.

Les différents services de la Métropole (développement économique, mobilité...) sont impliqués auprès des entreprises désireuses de développer des solutions de mobilité collective. Les deux entreprises les plus grosses pourvoyeuses d'emplois sont engagées dans une démarche en vue d'un Plan de Mobilité Employeur (PDME). Une réflexion est également en cours pour aboutir à terme à la réalisation d'un Plan de Mobilité Inter Employeur (PDMIE). Ces démarches vont dans le sens d'un développement de solutions alternatives à la voiture individuelle, d'autant plus qu'il existe peu de possibilité de stationnement sur les voies publiques de la ZAC. A noter également la présence de la ZAC des Paluns située à proximité et qui pourrait bénéficier de la nouvelle offre de transports collectifs.

Au niveau du terminus des Pennes-Mirabeau à Plan-de-Campagne, le pôle d'échanges multimodal qui sera créé s'inscrit dans un schéma complet d'intermodalité et de développement urbain. En effet, il sera associé à la réalisation de la halte ferrée de Plan-de-Campagne située sur l'axe Aix-Marseille et à l'interface de nombreuses lignes du Réseau Express Métropolitain (REM). Cette accessibilité renforcée servira de socle au développement d'un véritable quartier de gare comprenant une mixité de fonctions avec de l'habitat, des commerces, des équipements et des services. Le programme prévisionnel prévoit la construction de plusieurs centaines de logements (entre 550 et 650 logements), d'une résidence étudiante, de bâtiment accueillant des entreprises du tertiaire et artisanales, ainsi que divers équipements publics : groupe scolaire, équipement sportif, accueil petite enfance, jardins partagés...

D'autres espaces le long du parcours feront l'objet d'une attention particulière sur leurs possibilités de densification, notamment autour des pôles d'échanges multimodaux et au sein de la zone commerciale de Plan-de-Campagne. Elle pourra ainsi profiter du service performant de transports collectifs pour orienter la reconversion de certains secteurs traversés.

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat une majoration du taux de subvention en raison de la desserte de quartiers liés à la politique de ville / de la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme en lien avec le projet. La Métropole Aix-Marseille-Provence constitue le dossier de candidature en conséquence avec l'ensemble des éléments et argumentaires requis justifiant l'obtention d'un bonus financier.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Région Provence Alpes Côte-d'Azur « CRET »	3,00 %	680 000,00 euros
Département des Bouches-du-Rhône « PEM Plan de Campagne Plan Mobilité »	6,60%	1 500 000,00 euros
Etat « AAP Grenelle 4 »	25,00 %	5 675 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	65,40 %	14 845 000,00 euros

TOTAL	100,00 %	22 700 000,00 euros
-------	----------	---------------------

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : " candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 Volet Etudes et Travaux et Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau Volet Travaux ;
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projet de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 ;
 - Que le projet permet de solliciter le bonus financier proposé dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat au titre de la desserte des quartiers liée à la politique de la ville et de la densité et de la mixité des quartiers.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat – Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane - Phase 2 Volet Etudes et Travaux et Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau Volet Travaux.

VOIMOB 042-162/21/CT

■ CT1 - Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Renouvellement et automatisé du Métro NEOMMA - Nouveau Métro de Marseille - Volet systèmes d'exploitation et portes palières

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19338/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a arrêté en décembre 2020 son Plan de Déplacements Urbains (PDU) lequel définit la politique en matière de mobilité de l'établissement public pour les dix prochaines années se traduisant par la mise œuvre de nombreux projets structurants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat du projet NEOMMA (Nouveau Métro de Marseille) qui répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projet sus-mentionné.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des rames et des systèmes d'exploitation du métro. Elle est donc responsable de leur renouvellement. L'opération NEOMMA a pour objectif ce renouvellement ainsi que la migration vers une exploitation en pilotage automatique intégral du métro marseillais.

Les principaux objectifs de l'opération de renouvellement des rames sont les suivants :

- Répondre au vieillissement et à l'obsolescence des rames actuelles ;
- Répondre aux évolutions du trafic et du réseau ;
- Répondre aux attentes des clients et augmenter l'attractivité de ce mode ;
- Maîtriser les coûts ;
- Permettre l'accroissement de la fréquentation des lignes de métro par une augmentation de la capacité de l'offre de transport de 16,95% sur la ligne M1 et de 23% sur la ligne M2.

La mise en place des nouvelles rames de métro va permettre d'augmenter le nombre de places proposées passant de 472 passagers par rame à 500 sur le nouveau matériel roulant ainsi que de la possibilité de réduire l'intervalle de la fréquence de passage des rames et donc du cadencement du réseau par l'automatisation de la ligne.

Le projet NEOMMA se compose :

- D'une Tranche Ferme concernant le réseau existant y compris l'extension de la ligne M2 au terminus de la ligne station Capitaine Gèze. L'opération concerne :
 - ❖ Le matériel roulant composé de 38 rames de 4 voitures, les systèmes embarqués CBTC de pilotage automatique intégral et MAV ainsi que les interfaces associées ;
 - ❖ Le système de pilotage automatique intégral et de supervision, la logique traction, l'automatisation des zones de manœuvre et de remisage, l'adaptation des zones de remisage et de maintenance et les équipements de maintenance spécifiques
- Et de six Tranches Optionnelles :
 - ❖ Tranche n°1 destinée à l'extension de la ligne 2 vers Saint Loup avec création de 5 stations : 6 rames supplémentaires équipées des systèmes embarqués de pilotage automatique intégral et interfaces associées ;
 - ❖ Tranche n°2 destinée à l'extension d'une ligne avec création de 6 stations : 8 rames supplémentaires équipées des systèmes embarqués de pilotage automatique intégral et interfaces associées ;
 - ❖ Tranche n°3 destinée à l'extension d'une ligne avec création de 3 stations : 3 rames supplémentaires équipées des systèmes embarqués de pilotage automatique intégral et interfaces associées ;
 - ❖ Tranche n°4 et n°5 : Ajustement du parc avec 4 rames supplémentaires équipées des systèmes embarqués de pilotage automatique intégral et interfaces associées destinées à couvrir une évolution de fréquentation ;
 - ❖ Tranche n°6 : Ajustement du parc avec 1 rame supplémentaire équipée des systèmes embarqués de pilotage automatique intégral et interfaces associées destinées à couvrir une évolution de fréquentation. Les rames et systèmes seront mis à la disposition de la Régie des Transports Métropolitains (RTM) qui les maintiendra et les exploitera.

De mars 2011 à décembre 2015 plusieurs études préalables ou connexes au projet, travaux et marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre ont été votées et lancées concernant :

- Les arbitrages techniques nécessaires et les modes d'exploitation en automatisme intégral du projet ;
- Les volets exploitabilité et maintenabilité du projet ;

- La mise à disposition de moyens pour les expertises, les analyses et essais, les études et travaux ;
- Le Design ;
- Le volet façades de quais/portes palières recouvrant l'ensemble du périmètre technique et fonctionnel constitué des trains, des systèmes, des façades de quais, des moyens audio-visuels et des modifications d'infrastructure imposés par le projet ;
- Les contrôles et mesures (contrôle technique, conformité...).

Pour optimiser l'efficacité des achats et des opérations de maintenance des nouvelles rames du métro de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains (RTM) ont décidé de coordonner la sélection du prestataire chargé de la maintenance avec les opérations tendant au choix par la Métropole Aix-Marseille-Provence du titulaire du marché public relatif à l'achat des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation.

Pour permettre cette coordination entre achat et maintenance, une convention de groupement de commande entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains (RTM) a été signée en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Aux termes de la convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes.

Pour sa part, la Régie des Transports Métropolitains (RTM), propriétaire des équipements d'exploitation du métro prend en charge la fourniture et l'installation de façades de quais/portes palières permettant de garantir la sécurité des voyageurs sur les quais.

Afin de simplifier et de sécuriser l'interface entre les trains, les systèmes d'exploitation et les façades de quais et leurs systèmes propres, la Régie des Transports Métropolitains (RTM) a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence le pilotage de ce volet de l'opération dans le cadre global du projet NEOMMA. Pour ce faire, une Convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage a été adoptée au Conseil d'Administration de la RTM et au Conseil de Métropole du 17 Mai 2018.

La Régie des Transports Métropolitains (RTM) intervient par ailleurs dans l'opération NEOMMA en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les sujets d'exploitation et de maintenance des nouveaux systèmes qui seront déployés. A ce titre, les principales missions sont :

- Assistance à la préparation des marchés de fourniture et travaux ;
- Assistance aux réponses aux candidats aux consultations et à la rédaction des Rapports d'Analyse des Offres pour la Commission d'Appels d'Offres ;
- Fourniture des données d'entrées nécessaires à MAMP et aux titulaires des marchés ;
- Participation à l'élaboration de la co-activité et à l'organisation des travaux et essais pour les marchés en fonction des contraintes d'exploitation et de maintenance ;
- Participation aux dossiers de sécurité liés aux transports et aux ERP ;
- Coordination de la sécurité des travailleurs.

La Régie des Transports Métropolitains (RTM) est également client final de la Métropole, puisque la maintenance et l'exploitation de l'ensemble des nouveaux systèmes lui seront confiées. Elle travaille en étroite collaboration avec la Métropole Aix-Marseille-Provence (organisation de comités de pilotage sur l'avancement des projets RTM et de l'opération NEOMMA).

Cette opération " Renouvellement et automatisation du Métro NEOMMA (Volet systèmes d'exploitation et portes palières) " respectera le calendrier prévisionnel suivant :

Calendrier prévisionnel de la tranche ferme

- Exploitation avec le poste de signalisation de La Rose en configuration définitive : Décembre 2022
- Exploitation avec le Poste de Commande Centrale renouvelé Mars : 2023
- Exploitation en conduite semi-automatique lignes M1 et M2 : Mars 2025
- Exploitation en conduite intégralement automatique lignes M1 et M2 : Janvier 2027

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de ce volet de l'opération est estimé à 242 000 000 euros HT.
Le coût subventionnable prévisionnel de l'opération est estimé à 221 000 000 euros hors taxe comprenant : systèmes d'exploitation du métro renouvelés, moyens audio visuels, heurtoirs et métallerie, les portes palières

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Etat « AAP Grenelle 4 »	15 %	31 150 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	85 %	187 850 000,00 euros
TOTAL	100 %	221 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la candidature à l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Renouvellement et automatisation du Métro NEOMMA - Nouveau Métro de Marseille - Volet systèmes d'exploitation et portes palières.

VOIMOB 043-163/21/CT

■ CT1 - Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2021-2022

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19339/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L3111-8 du Code des Transports.

75 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Un règlement des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2021/2022 est applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il définit les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs , un règlement intérieur pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves enfin il définit aussi les ayants droits et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le code des Transports et notamment L 3111-8
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2021-2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 044-164/21/CT

■ **CT1 - Approbation du protocole avec le groupement de gendarmerie des Bouches du Rhône relatif au renforcement de la sécurisation des réseaux de transports en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DPMOD 21/19340/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci- après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application de l'article L.2261-1 du Code des transports et par délibération du 28 mars 2019, la Métropole a adopté un contrat d'objectifs pour la sûreté dans les transports, signé le 16 octobre 2019 avec le Préfet de Police.

Ce partenariat stratégique et opérationnel est mis en œuvre dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien et des Conseils Locaux de Sécurité dédiés aux transports, déployés depuis mars 2018 dans chaque district Police et compagnie de Gendarmerie.

La Métropole a également instauré début 2020 la gratuité des transports en commun pour les forces de l'ordre et de secours afin de faciliter et développer leur présence et leur circulation dans les transports métropolitains, via la création du Pass Métropole sûreté.

En application des instructions ministérielles demandant le renforcement de la sécurisation des transports en commun, le Groupement de Gendarmerie a initié en septembre une expérimentation en créant un groupe de Sécurisation des Transports (GST).

Le GST opère en renfort et en complément des personnels des compagnies de Gendarmerie déjà mobilisés dans le cadre du Contrat d'Objectifs.

Les 3 brigades constituant le GST sont composées de 12 effectifs réservistes de la Gendarmerie Nationale. Le GST a été mis en service le 24 septembre 2020 et fonctionne 4 à 5 jours par semaine, de 07h00 à 22h00, il est dédié à plein temps à la sécurisation des transports en commun en zones Gendarmerie sur le territoire métropolitain.

Le GST couvre le réseau routier de transport métropolitain (bus et cars) et le TER. Ses interventions sont ciblées sur les lignes sensibles du réseau en zones Gendarmerie, sur la base des renseignements et besoins transmis par le service Sécurité de la DGA Mobilité, en coordination avec les opérateurs de transport. Elles concernent aussi les abords des établissements scolaires, les gares ferroviaires et les gares routières.

Le GST assure une présence embarquée de façon aléatoire, sensibilise les usagers à la sécurité et assure l'assistance aux contrôleurs lors d'opérations de contrôles combinés.

Les brigades verbalisent les infractions aux mesures sanitaires COVID (port du masque), détention de stupéfiants, infractions au transport en commun (troubles à l'ordre public) et procèdent à la remise auprès de l'Officier de Police Judiciaire (cf. état d'ivresse, mineurs détenteurs de stupéfiants, détenteurs d'armes blanches).

Il est à noter que les interpellations concernent principalement le réseau TER.

Le fonctionnement du GST est pris en charge par le Groupement de Gendarmerie.

En soutien à ce dispositif, la Métropole souhaite contribuer au fonctionnement optimal du GST. Ce soutien pourra prendre la forme d'une cession gratuite de véhicules réformés sur un motif d'intérêt général.

Ce protocole est conclu pour une durée de deux années, renouvelable ensuite un an par tacite reconduction à la date anniversaire de sa signature, sauf dénonciation par l'une des parties à tout moment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les brigades du Groupement de Sécurisation des Transports de la Gendarmerie Nationale apportent un soutien significatif à la sûreté du réseau de transports métropolitains ;
- Que la Métropole souhaite participer au fonctionnement optimal du GST.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de l'approbation du protocole avec le groupement de gendarmerie des Bouches du Rhône relatif au renforcement de la sécurisation des réseaux de transports en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

VOIMOB 045-165/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de transfert temporaire de Maitrise d'ouvrage entre le Départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole concernant l'aménagement de la traversée du Rove

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19342/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole est compétente sur son territoire en matière de développement d'aménagement de l'espace. Dans ce cadre, elle projette l'aménagement de la RD568 en traversée du Rove.

Les objectifs de cet aménagement sont notamment de sécuriser et améliorer la lisibilité des échanges entre les différentes voies pour l'ensemble des usagers, de réduire les vitesses pratiquées, de valoriser l'aspect paysager de la traversée du Rove, de créer des pistes cyclables et des cheminements piétons, d'aménager des arrêts de bus, et d'améliorer les réseaux et notamment le réseau d'eaux pluviales.

Ce projet ayant vocation à répondre à des problématiques urbaines, la compétence d'aménagement relève donc de la Métropole Aix-Marseille Provence, cette dernière étant compétente sur son territoire en matière d'aménagement de l'espace.

Les travaux comprennent l'ensemble des prestations liées à la réalisation d'un tel aménagement : terrassements, mise en œuvre de bordures, enrobés, équipements de carrefours à feux, d'abris bus, aménagement paysager, réseaux, mobilier urbain.

La Métropole et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône se sont accordés sur les termes de la présente convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la traversée du Rove – RD568 sur la commune du Rove.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention ci-annexée, conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône pour le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant l'aménagement de la traversée du Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 046-166/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat pour les travaux d'amélioration technique et grosses réparations sur l'éclairage public
DRMVEP 21/19343/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence création, aménagement et entretien de voirie.

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de La Ciotat pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de La Ciotat, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 900 000 € HT / an sur trois ans en investissement. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune pour un montant équivalent d'autre part.

Une convention de fonds de concours est ainsi prévue pour approbation parallèlement à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de La Ciotat pour la réalisation des travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat pour la réalisation des travaux dans le cadre du marché public de travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 047-167/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la Convention de fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat pour les travaux d'amélioration technique et grosses réparation sur l'éclairage public**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19345/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La commune de La Ciotat agissant au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence, a notifié le 23 novembre 2020, à la société Engie Solutions Ineo Provence et Côte d'Azur, un marché public de travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

Le réseau d'éclairage public de la ville de la Ciotat comporte actuellement 4239 points lumineux (3126 points lumineux équipés en lampe et 1113 points lumineux équipés en platine Leds).

Ce marché a pour objet l'exploitation partielle, la surveillance, l'exécution des travaux de maintenance, de rénovation, de création et d'extension de l'ensemble des équipements d'éclairage des voies publiques de compétence métropolitaine sur le territoire de la commune de La Ciotat :

- prestations G0: exploitation du réseau hors gestion du marché à la charge du maître de l'ouvrage,
- prestations G2: surveillance, exécution des travaux de maintenance préventive et curative du réseau,
- prestations G3: réparation suite à incidents, création, extension et rénovation d'installations d'éclairage public, réalisation de travaux générateurs d'économie d'énergie et mutation du parc en système à Leds,
- prestations G6: géolocalisation des réseaux.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre de ce marché, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite rénover le réseau d'éclairage public de la commune de La Ciotat en réalisant un relamping en LED, avec des mises aux normes techniques, des installations d'automates pour les armoires électriques et des grosses réparations.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, compte tenu de l'objet même du marché susmentionné dont le périmètre d'exécution est limité au territoire de la seule commune de La Ciotat, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties sont convenues des termes de la convention mise en annexe.

La participation de la Commune s'élèvera à environ 50 % du coût total de l'opération (2 700 000 € HT) sur quatre ans, et dans la limite de 1 354 255 euros HT. Ce montant de fonds de concours prévisionnel constitue le plafond du fonds de concours pour lequel la commune de La Ciotat s'engage envers la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution de ce marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de La Ciotat pour la réalisation des travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat ci-annexée portant fonds de concours de la commune de La Ciotat pour la réalisation des travaux dans le cadre du marché public de travaux d'entretien et de prestations diverses concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire communal de la Ville de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 048-168/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage, de remboursement des travaux et de participation financière par fonds de concours pour l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur ouest sur la commune de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19346/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Commune et la Métropole Aix-Marseille Provence ont engagé un projet visant à aménager le secteur Ouest de l'avenue Lacanau, depuis le carrefour giratoire du 8 mai 1945 jusqu'au carrefour giratoire de l'allée des Oliviers.

Cette avenue connaît un trafic de véhicules pratiquant des vitesses excessives et les modes doux de déplacement ne sont pas suffisamment pris en compte. Par ailleurs, des établissements scolaires et des commerces sont situés le long de son tracé. Ainsi, des travaux visant à réduire les vitesses pratiquées, à assurer la sécurité des usagers, notamment des cycles et piétons, ainsi que d'embellissement s'avèrent nécessaires.

Afin que les travaux d'aménagement de l'avenue Lacanau depuis l'avenue du 8 mai 1945 jusqu'à l'allée des Oliviers se déroulent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, la solution la plus adaptée consiste à ce que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité.

La présente convention prise dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur ouest a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale :

- Le génie civil pour la fibre optique et la vidéosurveillance,
- La réalisation de l'arrosage,
- La réalisation des espaces verts.

La partie éclairage public fait l'objet d'un fonds de concours par la commune dans le cadre de la présente convention.

Elle a également pour objet de définir les conditions administratives du remboursement par la Commune pour les prestations relevant de sa compétence.

Elle a enfin pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur Ouest, depuis l'avenue du 8 mai 1945 à l'avenue des Oliviers, sur la commune de Marignane ;
- Qu'il apparaît opportun pour des raisons financières et techniques que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation de la convention ci-annexée, conclue avec la commune de Marignane, de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de participation financière portant sur l'aménagement de l'avenue Lacanau secteur Ouest, depuis l'avenue du 8 mai 1945 à l'avenue des Oliviers.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VOIMOB 049-169/21/CT

**■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique portant sur l'aménagement de la voie nouvelle Auphan Charpentier et de la rue des industriels à Marseille 13003
DRMVEP 21/19347/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 3ème arrondissement de Marseille, et en particulier les quartiers situés dans la Zone Urbaine Sensible Saint Mauront - Bellevue - la Cabucelle, constitue un secteur extrêmement paupérisé: habitat privé dégradé, voire insalubre, population en grande difficulté socio-économique.

Ces anciens faubourgs font partie du nord du grand centre-ville de Marseille. Le tissu urbain y est fait de la juxtaposition de formes urbaines contrastées : habitat populaire traditionnel, établissements industriels souvent en friche, et l'espace public est le plus souvent limité aux voiries ; il est de plus enclavé au nord par le boulevard « autoroutier » de Lesseps (jonction des autoroutes A7 et du Littoral), viaduc du boulevard de Plombières à l'est, viaduc du métro à l'ouest, enfin, l'autoroute A7 coupe en deux le village de Saint Mauront.

Ces quartiers présentent de graves dysfonctionnements et sont devenus un des lieux d'accueil des populations les plus défavorisées de la ville (étrangers primo-arrivants notamment).

L'enjeu de la requalification de ce site est lié à celui de la redynamisation du centre-ville de Marseille et à son extension vers le nord avec l'O.I. N Euroméditerranée. C'est pourquoi ce secteur a été intégré en 2001 au territoire du Grand Projet de Ville (GPV).

Le Programme de Renouvellement Urbain prévoit des interventions à la fois sur l'habitat (résorption de l'habitat insalubre Saint Mauront-Gaillard, plan d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marseille, construction de logements locatifs sociaux, intermédiaires et en accession), la réalisation d'aménagements et d'équipements.

L'intervention sur les espaces publics comprend :

- les voies de l'opération de rénovation de l'ancienne caserne Cardot (desservie par le Boulevard de Plombières) qui s'articuleront avec l'impasse Collet à l'ouest,
- la réhabilitation de la rue Félix Pyat (2ème phase),

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- l'aménagement d'espaces publics dont la place Arzial et le cheminement Arzial – Toursky
- la voirie primaire et les placettes dans le périmètre de la RHI Guichard Gaillard
- la liaison entre les boulevards Auphan et Charpentier (désenclavement des îlots Charpentier et Industrioux) et les espaces publics d'accompagnement.

Cette dernière opération relève d'une co-maitrise d'ouvrage ville / Métropole Aix-Marseille Provence. Par souci d'efficacité, et pour assurer la cohérence d'ensemble, il a été décidé de procéder pour cette opération par maîtrise d'ouvrage unique confiée à la Métropole.

Ainsi, le 19 février 2013, la commune et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Métropole Aix-Marseille Provence) a signé une convention de maîtrise d'ouvrage unique. Cette convention engage la phase opérationnelle en présentant les enjeux, les modalités de participation financière de chacune des parties et la liste des compétences reconnues à chaque collectivité sur ce projet.

Le coût prévisionnel de l'opération (valeur 2010) a été fixé à 1 810 878 € HT soit 2 165 810 € TTC. Il était réparti de la façon suivante :

- 505 921 € HT (28 %), soit 605 082 € TTC, pour les études et travaux relevant de la compétence communale.
- 1 304 957 € HT (72 %), soit 1 560 729 € TTC, pour les études et travaux relevant de la compétence de métropolitaine.

L'article 4.2 alinéa 4 sur la répartition du coût de l'opération précise que « la répartition financière prévisionnelle est susceptible d'évoluer du fait d'aléas ou de la modification des subventions. Le cas échéant la nouvelle répartition financière prévisionnelle sera entérinée par voie d'avenant ».

Les travaux sont terminés et ont permis de préciser la répartition financière entre la commune et la Métropole.

Les chiffrages de travaux et des prestations intellectuelles liées à ces travaux ayant évolué entre la commune de Marseille et la Métropole, il convient ainsi, d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage unique mettant à jour la répartition du coût de l'opération, conformément à l'article 4.2 alinéa 4 et à l'article 8 de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et précisant donc les compétences respectives de chaque partie.

Les parties ont donc, d'un commun accord, arrêté par voie d'avenant une nouvelle répartition financière du coût définitif de l'opération et défini une compensation financière par fonds de concours pour les espaces verts d'alignement réalisés. Le coût global de l'opération est désormais établi à 2 553 956,60 € TTC. Il est réparti de la façon suivante :

- 756 413,65 € HT (35,50 %), soit 907 696,38 € TTC, pour les études et travaux relevant de la compétence de la Ville,
- 1 371 883,60 € HT (64,50 %), soit 1 646 260,32 € TTC, pour les études et travaux relevant de la compétence de Métropole.

Conformément à l'art 4.2 de convention de base, la participation de Ville de Marseille sera minorée à hauteur de 35,50% de la subvention des partenaires en lieu et place des 28% mentionnés dans ledit article.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les coûts et la répartition financière des travaux réalisées dans le cadre de l'opération ANRU Saint Mauront : travaux d'aménagement de la voie nouvelle Auphan-Charpentier et de la rue des industriels à Marseille 13003 ;

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'avenant à la convention ci-annexée portant sur l'aménagement de la voie nouvelle Auphan Charpentier et de la rue des Industriels à Marseille – 13003.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2015118106 – Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C310.

VOIMOB 051-170/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune d'Allauch pour les travaux d'éclairage public et de réalisation d'espaces verts d'alignement intervenant dans le cadre de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19353/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagé dans la réalisation du lycée Enco de Botte situé sur la commune d'Allauch le long de l'Avenue de Provence en direction du quartier des Trois-Lucs sur la commune de Marseille qu'il a livré pour la rentrée 2019. Ce lycée permet d'accueillir depuis la rentrée 2019, 818 élèves provenant d'Allauch, Plan de Cuques et du nord des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements de Marseille.

L'Avenue de Provence et l'avenue Alfred Blachère desserve des espaces d'équipements sportifs et de loisirs (Stand de Tir municipal des Trois Lucs, terrains de tennis), le lycée Enco de Botte ainsi que des routes donnant accès à des zones agricoles, commerces et des habitations (isolées ou pavillonnaires).

L'aménagement de l'accès à ce lycée porte sur près de 2Km et 12m de large au minimum, et a pour objectif l'apaisement de la circulation automobile et la sécurisation des modes de déplacements doux, piétons et vélos entre

cet établissement éducatif, le quartier des Trois-Lucs à Marseille, et le chemin des Aubagnens à Allauch (création de pistes cyclables, trottoirs, bande multifonctions).

Les travaux ont consisté d'une part à aménager les accès au nouveau lycée en créant un carrefour giratoire au niveau de l'entrée principal de l'établissement, un carrefour de type tourne à gauche au niveau de l'accès des professeurs, les trottoirs et aménagements dédiés aux transports en commun (quais, abris bus et encoches de régulation), et d'autre part à requalifier la totalité du linéaire des avenues de Provence (commune d'Allauch) et Alfred Blachère (commune de Marseille) entre les giratoires des Aubagnens et des Trois Lucs, en réduisant la largeur de la chaussée de manière à créer une voie douce de trois mètres de large sur près de 2 kilomètres, séparée de la circulation générale par un îlot paysager. Ces travaux intègrent la modification et les compléments d'ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales, de même que le remplacement des équipements d'éclairage public dans leur intégralité (travaux en cours).

Les travaux se sont déroulés en deux phases :

- Phase 1 – Juillet / Décembre 2019 : 1 Lot (VRD)
- Phase 2 – Juin 2020 / Juin 2021 : 3 Lots (VRD / Espaces Verts / Eclairage Public)

Sur la phase 1 : 300 ml au droit du nouveau lycée ont été traités afin de sécuriser les accès des véhicules légers et des transports en commun. La Métropole a réalisé les travaux de fourniture et mise en œuvre du génie civil (fourreaux / câblé de terre) pour le nouvel éclairage public

Sur la phase 2 : 1.7 km de part et d'autre de la phase 1 de manière à assurer la jonction avec Marseille (Les trois lucs) et Allauch (Chemin des Aubagnens)

La Métropole Aix-Marseille Provence a assuré les travaux de génie civil (Lot VRD) et les travaux de fourniture et mise en œuvre des candélabres (Lot Eclairage Public).

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, compte tenu de l'objet des marchés susmentionnés dont le périmètre d'exécution est limité au territoire de la seule commune d'Allauch et comprenant des travaux d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties sont convenues des termes de la convention présentée ci-après en approbation.

L'opération de travaux étant portée par la Métropole Aix-Marseille Provence, celle-ci est donc maître d'ouvrage de cette opération.

Le montant total des travaux d'éclairage public s'élève prévisionnellement à 437 834,00 € TTC. Celui afférent aux travaux de réalisation d'espaces verts d'alignement, est fixé à un montant prévisionnel de 306 478 € TTC. Le fonds de concours de la commune s'établit à un montant d'un montant de 622 215 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune d'Allauch afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public et des espaces verts d'alignement réalisés sur l'avenue de Provence ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour les travaux d'éclairage public et des espaces verts d'alignement intervenant dans le cadre de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte à Allauch avenue de Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 052-171/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Marseille pour les travaux d'éclairage public et de réalisation d'espaces verts d'alignement intervenant dans le cadre de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19354/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagé dans la réalisation du lycée Enco de Botte situé sur la commune d'Allauch le long de l'Avenue de Provence en direction du quartier des Trois-Lucs sur la commune de Marseille qu'il l'a livré pour la rentrée 2019. Ce lycée permet d'accueillir depuis la rentrée 2019, 818 élèves provenant d'Allauch, Plan de Cuques et du nord des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements de Marseille.

L'Avenue de Provence et l'avenue Alfred Blachère dessert des espaces d'équipements sportifs et de loisirs (Stand de Tir municipal des Trois Lucs, terrains de tennis), le lycée Enco de Botte ainsi que des routes donnant accès à des zones agricoles, commerces et des habitations (isolées ou pavillonnaires).

L'aménagement de l'accès à ce lycée porte sur près de 2Km et 12m de large au minimum, et a pour objectif l'apaisement de la circulation automobile et la sécurisation des modes de déplacements doux, piétons et vélos entre cet établissement éducatif, le quartier des Trois-Lucs à Marseille, et le chemin des Aubagnens à Allauch (création de pistes cyclables, trottoirs, bande multifonctions).

Les travaux ont consisté d'une part à aménager les accès au nouveau lycée en créant un carrefour giratoire au niveau de l'entrée principal de l'établissement, un carrefour de type « tourne à gauche » au niveau de l'accès des professeurs, les trottoirs et aménagements dédiés aux transports en commun (quais, abris bus et encoches de régulation), et d'autre part à requalifier la totalité du linéaire des avenues de Provence (commune d'Allauch) et Alfred Blachère (commune de Marseille) entre les giratoires des Aubagnens et des Trois Lucs, en réduisant la largeur de la chaussée de manière à créer une voie douce de trois mètres de large sur près de 2 kilomètres, séparée de la circulation générale par un îlot paysager. Ces travaux intègrent la modification et les compléments d'ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales, de même que le remplacement des équipements d'éclairage public dans leur intégralité (travaux en cours).

Les travaux se sont déroulés en deux phases :

- Phase 1 – Juillet / Décembre 2019 : 1 Lot (VRD)
- Phase 2 – Juin 2020 / Juin 2021 : 3 Lots (VRD / Espaces Verts / Eclairage Public)

Sur la Phase 1 : 300 ml au droit du nouveau Lycée ont été traités afin de sécuriser les accès des véhicules légers et des transports en commun. La Métropole a réalisé les travaux de fourniture et mise en œuvre du génie civil fourreaux / câblote de terre pour le nouvel éclairage public

Sur la Phase 2 : 1.7 km de part et d'autre de la phase 1 de manière à assurer la jonction avec Marseille (Les trois lucs) et Allauch Chemin des Aubagnens

La Métropole Aix-Marseille Provence a assuré les travaux de génie civil (Lot VRD – phase 1 et 2) et les travaux de fourniture et mise en œuvre des candélabres (Lot Eclairage Public – phase 2).

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, compte tenu de l'objet des marchés susmentionnés dont le périmètre d'exécution est limité au territoire de la seule commune de Marseille et comprenant des travaux d'éclairage public et d'espaces verts d'alignement, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties sont convenues des termes de la convention présentée ci-après pour approbation.

Le montant total des travaux d'éclairage public s'élève prévisionnellement à 101 908 € TTC. Celui afférent aux travaux de réalisation d'espaces verts d'alignement, est fixé à un montant prévisionnel de 70 319 € TTC. Le fonds de concours de la commune s'établit à un montant de 143 974 € HT.

L'opération de travaux étant portée par la Métropole Aix-Marseille Provence, celle-ci est donc maître d'ouvrage de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Marseille afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public et des espaces verts d'alignement réalisés sur les avenues de Provence et Alfred Blachère ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour les travaux d'éclairage public et des espaces verts d'alignement réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte à Allauch (avenues de Provence et Alfred Blachère).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 053-172/21/CT

■ CT1 - Approbation de la Convention de fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux d'éclairage public découlant du marché public de performance pour les travaux d'éclairage public

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19355/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La commune de Carry-le-Rouet agissant au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence, a notifié le 26 juin 2020, à la société Bouygues Energie Services, un marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public.

Dans le cadre de ce marché, et à la demande de la Commune, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite engager la reconstruction énergétique et photométrique de son éclairage public sur la commune de Carry-le-Rouet. La réalisation de ces équipements doit permettre de rationaliser et ainsi mieux maîtriser sa consommation d'énergie, mais également faire de l'éclairage public un outil de promotion et de développement de l'activité économique et sociale, en améliorant les conditions d'éclairement des différentes voies et espaces publics.

Le patrimoine concerné se compose de 1100 foyers d'éclairage public. Les objectifs du marché sont de garantir à la Métropole la réduction des consommations énergétiques et le respect des objectifs de performance en termes de qualité de service.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, compte tenu de l'objet même du marché susmentionné dont le périmètre d'exécution est limité au territoire de la seule commune de Carry-le-Rouet, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties sont convenues des termes de la convention présentée ci-après pour approbation.

La participation de la Commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération, soit 1 390 578 euros hors taxes, et dans la limite de 695 289,11 euros HT. Ce montant de fonds de concours prévisionnel constitue le plafond du fonds de concours pour lequel la commune de Carry le Rouet s'engage envers la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution de ce marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Carry-le-Rouet afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public dans le cadre du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public passé avec la société Bouygues Energie Services.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public sur la commune de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 054-173/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux d'éclairage public
DRMVEP 21/18990/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Carry-le-Rouet, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux dans le cadre du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 1 668 694 € TTC d'investissement. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Enfin, une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autres part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Carry-le-Rouet pour la réalisation des travaux dans le cadre du marché public global de performance ayant pour objet les travaux d'éclairage public sur le territoire communal.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry-le-Rouet pour la réalisation des travaux d'éclairage public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VOIMOB 056-174/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention tripartite à conclure entre la Métropole, le Concessionnaire et La Banque Postale Leasing & Factoring

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19362/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le contrat Concession de service Public sous forme de délégation de service public en vue de l'exploitation du Réseau de transport la Métropole Mobilité - réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues avec le Groupement composé de TRANSDEV SA et la Caisse des dépôts et consignations, auquel s'est substituée de plein droit la société dédiée Transdev Alpilles Berre Méditerranée à l'exécution du contrat.

Par ce contrat, la Métropole confie à la société l'exploitation du service public de transports routiers de personnes ainsi que des parkings relais et pôles d'échange à l'intérieur d'un périmètre constitué des limites territoriales des communes suivantes : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Carry-le-Rouet, Charleval, Châteauneuf-les-Martigues, Eyguieres, Gignac-la-Nerthe, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Mallemort, Marignane, Pelissanne, Rognac, Saint Chamas, Salon-de-Provence, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Sénas, Velaux, Vernègues et Vitrolles. De plus, pour parvenir à un réseau structurant de transport en commun sur le Pays Salonais et le Bassin Est de l'Etang de Berre, le concessionnaire exploitera également les lignes interurbaines pertinentes de l'ex-réseau Carreize, des circuits scolaires, voire d'autres services de transport. Les communes visées par cet objectif sont notamment, sur un axe Nord-Sud : La Roque d'Anthéron, Lambesc, Rognes, Grans, Miramas, Cornillon-Confoux, Saint Chamas, Coudoux.

Le délégataire est rémunéré par un forfait de charges. De manière schématique, le concessionnaire perçoit les recettes commerciales pour le compte de la Métropole. Il verse à la Métropole le niveau des recettes sur lequel il s'est engagé dans son Compte d'Exploitation prévisionnel quel que soit le niveau de recettes commerciales qu'il aura perçues. De son côté, la Métropole verse au concessionnaire un forfait de charges correspondant à son engagement en termes de dépenses comprenant ses charges variables, fixes et de sous-traitance.

La Concession mettant notamment à la charge du Concessionnaire la fourniture et le financement du matériel roulant (autocars et autobus neufs), le Concessionnaire, agissant en qualité de crédit-preneur, a décidé de recourir pour partie de ces investissements à un financement par crédit-bail (le « Crédit-bail ») auprès de La Banque Postale Leasing & Factoring, agissant en qualité de crédit-bailleur. Ledit contrat de crédit-bail prévoit la livraison de quatre lots d'actifs constituant l'ensemble du matériel roulant financé selon ce montage. Les montants qui figurent dans chacun des quatre Echancier Prévisionnel sont calculés sur la base du Budget alloué au Lot d'Actifs concerné et de la Date Contractuelle de Livraison du Lot d'Actifs concerné et sont donc susceptibles d'être ajustés à la livraison effective de chacun des lots. Cet ajustement de loyer sera sans incidence sur le montant du forfait de charges global sur lequel le Groupe Transdev s'est engagé dans le contrat de Concession.

Le Crédit-Bailleur, le Concessionnaire et la Métropole concluront une convention tripartite (la « Convention Tripartite ») qui organise le sort de ce matériel roulant afin d'assurer la continuité de son affectation au service public de transport au terme normal ou anticipé de la Concession et met en place la délégation de paiement. Conformément aux dispositions des articles 1336 et suivants du Code civil, la société dédiée Transdev Alpilles Berre Méditerranée délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Crédit Bailleur le paiement des sommes dues au titre du Crédit-bail. Conformément au contrat de concession, les biens financés dans le cadre de ce dispositif feront retour gratuitement à la Métropole Aix-Marseille Provence au terme normal de la Concession.

Ainsi, par délibération du 18 février 2021, le Conseil de la Métropole a :

- approuvé le choix du Groupement (auquel s'est depuis substituée TRANSDEV ALPILLES BERRE MEDITERRANEE, société dédiée exclusivement à l'exécution de la Concession) en qualité de délégataire de Concessionnaire pour l'exploitation du réseau de transport la Métropole Mobilité – réseau Bus de l'Etang, Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues ;
- approuvé la Concession, établie pour une durée de neuf ans à compter du 6 juillet 2021, ainsi que ses annexes,
- approuvé « le dispositif de délégation de paiement prévu par la convention tripartite, conformément aux dispositions de l'article 1336 et suivants du Code civil, par lequel le groupement représenté par la Société TRANSDEV SA délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Crédit Bailleur pour le paiement des sommes dues au titre du Crédit-bail au titre du loyer concernant les matériels roulants, dans les conditions suivantes :
 - ce paiement est strictement limité à la composante du forfait de charges (Cfi) visant spécifiquement à payer le loyer dû par le Concessionnaire au Crédit-Bailleur.
 - Le montant du forfait de charges étant fixé dès l'origine et ne pouvant être modifié, l'augmentation éventuelle de la composante Cfi de fait d'une augmentation du taux d'intérêt, au titre du contrat de crédit-bail, n'aura pas de conséquence sur le montant global versé par la Métropole Aix-Marseille Provence au titre de la Concession, le risque de taux reposant sur le seul Concessionnaire.
 - L'assemblée délibérante sera saisie le moment venu pour accepter cette délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession. »

Dans ce contexte, la présente délibération a pour objet d'approuver la conclusion de la Convention Tripartite.

Il est rappelé que la Convention Tripartite a notamment pour objet de :

- transférer à la Métropole le bénéfice de l'option d'achat sur le Matériel Roulant stipulée au profit du Concessionnaire au titre du Contrat de Crédit-bail ;
- prévoir la délégation, par le Concessionnaire (délégant), de la Métropole (délégée) au profit du Crédit-Bailleur (délégataire), pour le paiement des sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Bail, dans la limite du montant égal à la somme de (i) de la Sous-Composante Cfi (hors TVA), (ii) de l'Indemnité Crédit-Bail (tels que ces termes sont définis dans la Concession) et (iii) des Coûts Additionnels éventuels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession. La délégation de paiement est une délégation parfaite qui emporte novation par

changement de débiteur, ayant pour effet, entre autres, de faire naître au profit du Crédit-Bailleur une créance nouvelle à l'encontre de la Métropole, d'un montant égal à la somme (x) des Loyers hors taxes (dans la limite de la Sous-Composante Cfi (hors TVA)), (y) de la Valeur de Résiliation (dans la limite de l'Indemnité Crédit-Bail) et (z) des éventuelles autres sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Bail (dans la limite du montant des Coûts Additionnels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession) ;

- prévoir le sort du Contrat de Crédit-Bail en cas de fin anticipée du Contrat de Concession. Dans un tel cas la Métropole pourra :
 - o soit se substituer au Concessionnaire dans le Contrat de Crédit-Bail et reprendre (en qualité de crédit-preneur) les engagements (TTC) souscrits par le Concessionnaire vis-à-vis du Crédit-Bailleur ;
 - o soit lever l'option d'achat anticipée aux conditions prévues par le Contrat de Crédit-Bail et acquérir auprès du Crédit-Bailleur le Matériel Roulant ;
 - o soit substituer au Concessionnaire tout tiers (en qualité de nouveau crédit-preneur) – et notamment un nouveau concessionnaire – dans le Contrat de Crédit-Bail sous réserve de l'accord préalable du Crédit-Bailleur, le tiers substitué reprenant alors les engagements souscrits par le Concessionnaire vis-à-vis du Crédit-Bailleur ;
- généralement, prévoir les obligations réciproques du Crédit-Bailleur et de la Métropole pour la mise en œuvre de la Convention Tripartite.

Au vu de l'exposé qui précède, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver la Convention Tripartite, portant sur l'objet rappelé ci-dessus et dont le projet est annexé ;

D'accepter la délégation de paiement, c'est-à-dire se libérer de la composante Cfi du forfait de charges directement entre les mains de l'organisme de crédit-bail pendant toute la durée de la Concession, ainsi que le cas échéant de l'Indemnité Crédit-Bail et des éventuels Coûts Additionnels définis à l'Annexe 42 du Contrat de Concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention tripartite à conclure entre la Métropole, le Concessionnaire et La Banque Postale Leasing & Factoring.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 057-175/21/CT

■ **CT1 - Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Frais Vallon à Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGMOB 21/19373/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans cet objectif, il est proposé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020 par l'Etat. Cet appel à projets s'inscrit dans la poursuite du soutien de l'Etat en faveur des transports du quotidien prévu par la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019. Il vise ainsi à promouvoir de nouveaux projets de transport collectif en site propre ainsi que de pôles d'échanges multimodaux.

Le projet de pôle d'échanges multimodal de Frais Vallon à Marseille, répond aux objectifs et critères d'éligibilité de l'appel à projets sus-mentionné. Il est inscrit au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole arrêté en décembre 2019 et constitue un des pôles d'échanges du réseau express métropolitain (REM), en intermodalité avec les Bus à Haut Niveau de Service B3, B4, B5 et le Métro M1.

Il s'inscrit non seulement dans le cadre du déploiement du réseau express métropolitain (REM) mais aussi dans le cadre du projet de requalification urbaine du quartier de Frais Vallon.

Il se situe en effet en limite des Quartiers prioritaires d'intérêt national Frais Vallon, la Rose et le Petit Séminaire, bénéficiaires du Nouveau Programme National de Renouvellement urbain (NPNRU). Il représente une réelle opportunité pour atteindre les objectifs fixés pour ces territoires par le protocole de préfiguration NPNRU (2018), à savoir :

- désenclaver ces quartiers et favoriser un meilleur dialogue urbain ;
- développer de multiples dispositifs en matière de mobilité (co-voiturage, modes doux, centrale de mobilité...) ;
- améliorer l'attractivité résidentielle pour y attirer de nouvelles populations (accessibilité renforcée, requalification des espaces publics...) ;
- faire de la proximité avec des pôles métropolitains dynamiques (en l'occurrence le campus universitaire de Saint-Jérôme et pôle d'activités de Château Gombert...) un facteur de développement économique.

Ce projet apporte une nouvelle attractivité au sein de ce quartier et réalise une couture urbaine au niveau de l'échangeur L2 de conception très routière

Le projet comprend les aménagements facilitant l'accès aux différents modes de déplacement afin de garantir la performance de l'équipement en terme d'accessibilité pour les transports collectifs et les modes actifs dans un rayon d'accessibilité de 500 mètres autour du pôle d'échanges multimodal. Les liaisons vers le Métro frais Vallon sont également aménagées et améliorées en terme d'accessibilité.

Le pôle d'échange comprend la réalisation d'une nouvelle gare routière ainsi qu'un parking-relais de 150 places. Son dimensionnement intègre 13 quais et des arrêts de passage afin d'accueillir 2 lignes du réseau express métropolitain (REM) : Aix/Malacrida - Saint loup ; Aubagne – Aéroport, mais aussi 6 lignes du réseau urbain, ainsi que les Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) B3 et B4 en passage, et le B5 en terminus.

Il comprend notamment les raccordements à la voirie (voie, modification de carrefour), en lien avec l'échangeur de la L2, des stationnements (abris-vélo sécurisés, parkings-relais) ainsi que des espaces d'attente confortables pour les voyageurs.

Cette opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- 2021 : Rédaction du programme
- 2022 - 2023 : Etudes complémentaires
- 2024 : Début des travaux
- Fin 2025 : Mise en service

La présente délibération vise désormais à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de l'appel à projet Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est estimé à 20 650 000 euros hors taxe ainsi réparti :

Coût des travaux : 18 150 000 euros hors taxes

Coût de maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre : 2 500 000 euros hors taxes

Le montant subventionnable de l'opération, sur lequel est appelée la subvention, est estimé à 18 150 000,00 euros hors taxes.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se décompose ainsi :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Etat « AAP Grenelle 4 »	10 %	1 815 000,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	90 %	16 335 000,00 euros
TOTAL	100 %	18 150 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : CT1 - Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Frais Vallon à Marseille
- Information du Conseil de Territoire
- Que le projet s'inscrit dans l'esprit et le cahier des charges de l'appel à projets de l'Etat « Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux » publié le 15 décembre 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la Candidature à l'appel à projets Transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux lancé par l'Etat - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Réalisation du pôle d'échanges multimodal de Frais Vallon à Marseille.

VOIMOB 058-176/21/CT

■ CT1 - Approbation de modifications tarifaires sur les réseaux de transports collectifs en vue d'une harmonisation progressive de la gamme tarifaire métropolitaine

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19389/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

Aussi, il est proposé d'apporter un certain nombre de modifications tarifaires visant à simplifier, ajuster et tester les produits tarifaires métropolitains suivants :

Mise en conformité de la tarification scolaire métropolitaine au regard de la réglementation relative à la complémentaire santé solidaire (CSS).

Conformément à la réglementation en vigueur, des tarifs solidaires pour les bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) sans participation financière (anciennement CMU-C) sont créés dans les gammes tarifaires scolaires sur présentation des justificatifs adéquats :

- une réduction de 50% est octroyée aux bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire sur les abonnements scolaires annuels. Dans ces conditions, le titre « Pass scolaire Zones 1 et 2 Boursiers » devient « Pass scolaire Zones 1 et 2 Boursiers/CSS » au tarif de 110€/an et le titre Pass scolaire Zone 2 Boursier » devient « Pass scolaire Zone 2 Boursier / CSS » au tarif de 30€/an).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Conditions particulières d'utilisation du réseau RTM par les élèves lors de déplacements scolaires.

En dehors des heures de pointe et sous réserve d'acceptation préalable par les services de la RTM, les élèves des établissements primaires situés sur le territoire de la Ville de Marseille pourront emprunter gratuitement le réseau de lignes régulières exploitées par la RTM à partir de la rentrée 2021, et à condition de voyager en groupe avec un titre valide encadré par un enseignant dans le cadre d'activités scolaires et périscolaires.

A cette fin, les responsables des écoles primaires de la ville de Marseille pourront venir à la caisse centrale de la RTM prendre un ticket valable sur les réseaux de bus, métro et Tramway dont la valeur est à zéro euro.

Le quota annuel de titres de transports, dédiés à cet usage exclusif, et calculé sur la base de l'usage actuel constaté.

La perte de recette est estimée à 112 000€ sur la base de 100 000 titres d'un voyage distribués.

Cette facilité est strictement limitée, en vertu des limites de la compétence métropolitaine, à l'utilisation des lignes régulières, selon les horaires en vigueur et dans la limite des places disponibles. Il est rappelé que l'organisation de transports spécifiquement dédiés aux sorties scolaires est du ressort des établissements, avec le soutien éventuel de la municipalité.

Simplification de la gamme tarifaire des réseaux Aix en bus et pays d'Aix Mobilité

Dans une logique de simplification de la gamme tarifaire des réseaux Aix en bus et pays d'Aix Mobilité, pour une harmonisation métropolitaine, il est proposé, à partir du 05 juillet 2021, de :

- supprimer les 6 titres spécifiques réservés à l'usage des seules lignes Diablines et réseau Urbains de proximité de Gardanne et Pertuis :
- le ticket «1 voyage Diablines, à 1,00€ et 1 voyage réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) à 1,00€
- le ticket «10 voyages Diablines à 8,00€, et 10 voyages réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) à 8,00€,
- l'abonnement mensuel Diablines, 15,00€ et l'abonnement réseaux urbains de proximité (Pertuis et Gardanne) » à 20,00€

Et rendre désormais ces lignes de proximité accessibles avec tous les titres de la gamme tarifaire Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus et ainsi permettre les correspondances en passant de ces lignes à une autre ligne, sans achat de titre supplémentaire.

Cette mesure est sans impact financier car ces titres représentent une part minime des recettes (1,3% des recettes 2019 et encore moins en 2020 du fait du confinement). Elle facilite l'usage du réseau et simplifie grandement la compréhension de la gamme tarifaire pour l'usager.

Tarifs promotionnels visant à promouvoir l'usage des réseaux de transports collectifs métropolitains

Afin de promouvoir l'usage des transports publics sur le périmètre de la Métropole, dans le cadre de sa stratégie de conquête clientèle, cette dernière se donne la possibilité, à l'occasion d'actions de marketing promotionnel et de communication, menées à l'initiative des services de la Métropole, de distribuer à titre gratuit des « Pass Métropole Découverte » dans la limite de 1110 forfaits par an soit :

- 500 Pass Métropole Découverte 24h,
- 500 Pass Métropole Découverte 7 jours,
- 100 Pass Métropole Découverte mensuels,
- 10 Pass Métropole Découverte annuels.

La valeur de ces titres est estimée à 28 000€.

Par ailleurs, il est proposé, suite à la crise sanitaire et à la baisse massive de fréquentation des transports en commun enregistrée ces derniers mois, d'organiser à l'occasion de la rentrée de septembre prochain une campagne métropolitaine de « reconquête » de la clientèle.

A cette occasion, la Métropole et ses opérateurs organiseront des opérations commerciales en proposant des produits tarifaires attractifs visant à reconquérir des clients ayant résiliés leurs abonnements en 2020 et à fidéliser des clients occasionnels.

A ce titre, une opération Grand Public sur une période courte d'un mois sera organisée sur le réseau RTM en septembre. Les usagers pourront bénéficier d'un Pass 7 jours acheté + 3 jours offerts et d'un Pass 30 jours + 15 jours offerts.

Par ailleurs, des opérations ciblées sur les clients de la RTM qui ont résilié leurs abonnements annuels ou leur Pass Permanent seront également réalisées. Ces clients pourront s'ils souscrivent à un pass permanent durant le mois de septembre, bénéficier d'un mois offert.

Les opérateurs en charge de l'exploitation des réseaux Aix en Bus et Bus de l'Etang proposeront également à cette occasion des opérations commerciales poursuivant le même objectif de reconquête et fidélisation de leur clientèle.

Enfin, la gamme tarifaire ne permet pas à ce jour de faire de geste commercial aux usagers en cas de dysfonctionnement du système billettique, des cartes de transport, de l'application de vente en ligne « La Métropole Mobilité » par exemple. Aussi, il est proposé d'autoriser la distribution gratuite de pass découverte 24h au titre de gestes commerciaux lorsque la situation l'impose pour indemniser les clients victimes de dysfonctionnements des services « la Métropole Mobilité ». Le recours à cette tarification ne sera possible que sur validation expresse de l'Autorité organisatrice de la mobilité.

Il convient donc par la présente délibération d'approuver l'ensemble de ces mesures tarifaires reportées dans l'annexe tarifaire jointe.

Par ailleurs, le déploiement en cours d'un système billettique métropolitain harmonisé nécessitera, pour des raisons techniques, d'adapter la structure tarifaire du réseau interurbain métropolitain Cartreize/leCar au début de l'année 2022.

Dans ces conditions, une étude visant à restructurer la tarification du réseau Cartreize/leCar et plus largement à définir à terme une stratégie tarifaire métropolitaine des transports collectifs sera conduite par les services métropolitains tout au long de l'année 2021.

L'objectif poursuivi sera de simplifier au maximum ces gammes tarifaires actuellement extrêmement complexes pour faciliter l'accès des usagers à ces services et ainsi lever un frein majeur à l'utilisation des transports collectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération MOB 007-9646/21/CM du 18 février 2021 approuvant la création d'un abonnement gratuit RTM 30 jours à destination des habitants des logements évacués de la Ville de Marseille ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de modifications tarifaires sur les réseaux de transports collectifs en vue d'une harmonisation progressive de la gamme tarifaire métropolitaine.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-177/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association un déchet par jour pour l'année 2021 - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 21/19287/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis aux Conseils de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence a voté fin 2019 son Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025.

Par ce plan, la Métropole a l'ambition d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du territoire afin que ceux-ci soient sensibilisés aux bons gestes de réduction des déchets ; mais aussi accompagnés afin qu'une meilleure valorisation des déchets soit faite une fois le déchet produit.

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016.

L'Association 1 Déchet par Jour, créée en 2016, a pour objectif de promouvoir une démarche de prévention des déchets auprès des différents publics. Depuis sa création, l'association a pu mobiliser 45 000 personnes sur les réseaux sociaux, rassembler 6 000 personnes lors de leurs événements et mener un important travail de partenariats avec les institutionnels, les entreprises mais également les associations et écoles au niveau régional.

Présentation de l'action

L'innovation du projet de l'association repose sur sa capacité à résonner auprès d'un public qui n'est aujourd'hui pas sensible à l'environnement et d'arriver par le biais de sensibilisations spécifiques, d'actions de ramassage et de communications ciblées, à faire prendre conscience de l'importance de la préservation de l'environnement et de la nécessité de prévenir la production de déchets.

L'association intervient régulièrement dans différents types de structures en adaptant les objectifs : valorisation des déchets, réduction des déchets à la source, sensibilisation et pédagogie autour du geste citoyen envers le respect de la planète et de son territoire de vie, ramassage spontané d'une zone prédéfinie, etc.

Pour l'année 2021, plusieurs objectifs de l'association participent à la stratégie du territoire :

1. Accompagner les habitants dans la réduction de leurs déchets à travers des temps forts de sensibilisation auprès de différents publics, notamment via des actions de ramassages de déchets sur le Territoire Marseille-Provence et la diffusion des éco-gestes permettant de réduire les déchets.
2. Porter un message autour du principe « le déchet est la responsabilité de tous ».
3. Inclure dans les communications autour des actions de l'association un message clair sur la prévention des déchets.
4. Evaluer l'impact des actions réalisées (nombre d'actions menées pour sensibiliser à la réduction & au tri des déchets ; nombre de personnes sensibilisées ; nombre d'actions de communication sur la prévention & le tri des déchets, typologie des déchets collectés lors des ramassages, ...)

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Afin de soutenir et développer ces actions, une demande de subvention pour le fonctionnement global de l'association a été déposée.

Budget prévisionnel de l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	19 600 €	Vente de produits	0 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	8 700 €	Subvention d'exploitation SUD PACA Bouche du Rhône	13 534 € 6 000 €
		Total Métropole AMP :	18 000 €
		Dont Territoire Marseille Provence Action spécifique Fonctionnement général	15 000 € 3 000 €
		Dont ville de Marseille	7 000 €
		Aides privées	11 816 €
Autres services extérieurs	5 000 €	Transfert de charges	11 747 €
Charges de personnel	28 797 €		
Total charges	68 097 €	Total Recettes	68 097 €
Emplois des contributions volontaires en nature	52 600 €	Contributions volontaires en nature	52 600 €
Total général des charges	120 697 €	Total Recettes	120 697 €

Pour le fonctionnement global de l'association, le territoire Marseille Provence de la Métropole est sollicité pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 3 000 € pour l'année 2021.

Par son rôle l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets, en accompagnant les différents publics du territoire à un changement de comportement.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention de fonctionnement global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets ainsi que l'accompagnement au changement de comportement représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association One piece of Rubbish / Un Déchet par Jour
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Attribution d'une subvention à l'association 1 Déchet par Jour pour l'année 2021 - Approbation d'une convention

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association One piece of Rubbish / Un Déchet par Jour pour l'année 2021 et l'approbation d'une convention pluriannuelle, ci annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-178/21/CT

■ CT1 - Approbation de la stratégie de réductions des déchets verts du Territoire Marseille-Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs végétaux

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 21/19289/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Par ce plan, la Métropole a l'ambition d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du territoire afin de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025.

Pour atteindre cet objectif plusieurs actions vont se déployer sur la Métropole dont le développement de la gestion autonome des déchets verts afin de valoriser en proximité cette ressource et ainsi réduire les coûts de gestion de ces déchets.

Cette action permettra également de participer à l'amélioration de l'état des sols et de limiter les impacts environnementaux liés au transport et au traitement de ces déchets ayant un fort impact en termes de pollution atmosphérique.

Sur le territoire Marseille Provence le flux de déchets verts représente un flux important estimé à 35 000 tonnes par an ce qui représente 6% des déchets ménagers et assimilés.

Au sein des 17 déchèteries plus de 21 000 tonnes de déchets verts ont été récupérées en 2019 et orientées vers la filière du compostage. Une partie de ces apports provient des services techniques des communes. Le reste des déchets verts est soit composté par les habitants, lorsqu'ils sont équipés de composteurs, soit déposés dans les bacs d'ordures ménagères, soit brûlés ce qui est interdit par la loi et passible d'une amende de 450 €. Brûler 50kg de déchets verts à l'air libre émet autant de particules que 13 000 km parcourus avec une voiture diesel récente.

Depuis 2018 un partenariat avec le GERES et plusieurs acteurs locaux a permis d'expérimenter des solutions de broyage des déchets verts pour de nombreux acteurs du territoire, grâce à un financement de l'ADEME et la Région.

Fort de ce constat, en lien avec les objectifs du plan métropolitain de prévention des déchets et le bilan de ces expérimentations, il apparaît nécessaire de valider une stratégie de réduction des déchets verts pour le territoire qui se structure autour de 3 axes :

1. **Sensibiliser aux alternatives existantes** pour la gestion des déchets verts et sur l'intérêt du broyat comme ressource (choix d'essences adaptées, broyage et paillage des déchets verts, compostage, ...) /
2. Accompagner le développement du **broyage des déchets verts**;
3. Poursuivre et amplifier l'utilisation des **composteurs de proximité** comme solution pour valoriser cette ressource.

La sensibilisation des habitants aux alternatives existantes pour la gestion des déchets verts, et sur l'intérêt du broyat comme ressource, s'appuiera sur les outils numériques de la Métropole mais également lors des opérations de proximité propices à la mobilisation des usagers sur ces alternatives (distribution composteurs, opération de broyage, animations lors du mois du compost, ...).

Par ailleurs une sensibilisation des services espaces verts des communes sur les solutions alternatives permettra de réduire les déchets verts produits en incitant à une valorisation de proximité (broyage, paillage).

Pour développer les solutions de broyage des déchets verts plusieurs opérations de broyage seront organisées au printemps et à l'automne. Ces stands seront l'occasion de proposer aux habitants une solution de proximité pour broyer leurs déchets verts et repartir avec du broyat mais également un temps de sensibilisation. L'utilisation de broyat en couche dans le jardin permet de retenir l'eau dans le sol, le protéger du froid tout en apportant des éléments nutritifs.

En complément de ces stands une aide ponctuelle à l'acquisition de broyeur électrique ou thermique, répondant aux normes européennes en vigueur à la date d'acquisition, sera proposée aux habitants du territoire Marseille Provence selon la procédure délibérée (annexe 1).

Cette subvention est fixée à hauteur de 40% du prix d'acquisition TTC, plafonnée à 250 €, dans la limite des crédits budgétaires dédiés à cette action d'un montant total de 50 000 € réparti comme suit :

- 2021 : 5 000 €
- 2022 : 12 500 €
- 2023 : 12 500 €
- 2024 : 12 500 €
- 2025 : 7 500 €

Seuls sont éligibles les broyeurs neufs ou d'occasion achetés à compter du 1^{er} septembre 2021 (date de la facture acquittée faisant foi).

Le Territoire Marseille-Provence poursuivra la promotion du compostage individuel et collectif avec pour objectif d'ici 2025 d'équiper 25% des foyers individuels et d'installer 340 sites de compostage de proximité.

Cette stratégie a pour objectif de baisser le volume de déchets dans les OMR et en déchèteries, d'inciter les habitants à adopter une gestion autonome de leurs déchets, ce qui limitera les déplacements pour le dépôt, et de contribuer à l'amélioration de l'état des sols grâce à la promotion du broyat comme amendement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code de l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets verts est un enjeu pertinent pour le Territoire Marseille Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver le principe du versement d'une subvention ponctuelle pour l'acquisition de broyeur électrique et thermique, au bénéfice des habitants du Territoire Marseille-Provence, telle que définie à l'annexe 1 de la présente délibération ;
- Que cette subvention est fixée à hauteur de 40% du prix d'acquisition TTC, plafonnée à 250 euros, dans la limite des crédits budgétaires dédiés à cette action ;
- Qu'il convient d'approuver la convention type d'attribution de la subvention précitée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la stratégie de réduction des déchets verts, la procédure et convention type pour l'aide à l'acquisition de broyeur de végétaux pour le Territoire de Marseille Provence. Une aide financière globale de 50 000 € pour les années 2021-2025 sera consacrée à la subvention pour l'achat de ces broyeurs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 003-179/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant au contrat Valorplast pour la reprise des emballages plastiques option filière

Information du Conseil de Territoire DGPROP 21/19390/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature avec Citeo du contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise des matériaux en option filière.

Ainsi le contrat signé avec l'éco-organisme Citeo permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier des soutiens financiers incitatifs liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'associant avec l'éco-organisme Citeo, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Ainsi, la reprise des matériaux issus de la collecte sélective à l'échelle de la Métropole se fait au travers de contrats de reprise en option filière : pour le verre, l'acier, l'aluminium, les papiers cartons, les briques élémentaires et les plastiques.

Concernant les plastiques, ces derniers, une fois triés, sont repris par la société Valorplast, en application du contrat option filière signé le 22 décembre 2017, en vue d'un recyclage matière. Valorplast est ainsi le repreneur unique à l'échelle de la Métropole pour les plastiques triés selon deux standards :

- le standard dit 1 « 3 flux bouteilles et flacons », correspondant aux flux d'emballages hors extension des consignes de tri des plastiques,
- le standard dit 2 option 1 « 3 flux rigides » et « 1 flux souples » correspondant aux flux d'emballages issus de l'extension des consignes de tri des plastiques.

Les standards définissent les modalités de conditionnement des différents emballages et donc les modalités de tri de ces produits sur les chaînes de tri.

Par délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature d'un avenant avec Citeo au contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la prise en compte d'un nouveau standard et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la société agréée, pour le standard dit « flux développement » pour les plastiques.

Pour rappel, la création de ce nouveau standard est le résultat de l'évolution des obligations réglementaires en matière de tri et valorisation matière, notamment par l'obligation d'ici 2022 de trier tous les emballages plastiques, appelé tri en Extension des Consignes de Tri (ECT). Le tri de ces nouveaux plastiques concerne les films, les pots et barquettes qui viennent ainsi s'ajouter aux bouteilles et flacons plastiques.

Dans le cadre de son renouvellement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué fin 2020 un nouveau marché de tri des recyclables issus de la collecte sélective. Ce nouveau marché est mutualisé sur trois Territoires : le Territoire du Pays d'Aix, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Territoire Istres-Ouest-Provence.

Les prestations de tri du nouveau marché ont ainsi démarré le 1^{er} janvier 2021 et permettent le tri de tous les matériaux dont les plastiques en ECT selon le standard dit « flux développement » (constitué de résines PET foncé et des pots et barquettes) d'ici le deuxième trimestre 2021.

Compte tenu,

- d'une part de l'existence de deux standards plastiques repris par Valorplast, c'est-à-dire le standard 1 des 3 flux hors ECT et le standard 2 des 4 flux ECT,
- du fait que Valorplast ne propose pas la reprise du Flux Développement,
- et d'autre part de la reprise du standard Flux Développement par Citeo,

il convient d'apporter une modification au contrat option filière avec Valorplast actant de la reprise des plastiques selon le standard dit 4 « hors flux développement » en plus des deux standards initialement repris, Valorplast conservant cette partie du gisement, le flux développement étant repris par Citeo.

L'objet du présent rapport est de formaliser par avenant au contrat Valorplast signé le 22 décembre 2017, le nouveau standard dit 4 « hors Flux Développement », d'acter sa reprise par Valorplast afin de permettre la prise en compte des tonnes de plastiques concernés dans les soutiens financiers versés par Citeo.

Le présent avenant reprend cette modification et les conditions associées à compter du 1^{er} mai 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la signature avec Citeo du contrat CAP 2022 pour la filière des emballages et des contrats de reprise matériaux option filière ;
- La délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant « flux développement » au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme Citeo relatif à la REP pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant au contrat Valorplast pour la reprise du nouveau standard dit « hors flux développement » pour les plastiques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'avenant au contrat Valorplast pour le reprise des emballages plastiques option filière.

PED 004-180/21/CT

■ CT1 - Approbation du contrat de reprise des emballages plastiques constitutifs du flux développement avec CITEO

Information du Conseil de Territoire DGPROP 21/19388/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature avec Citeo du Contrat pour l'Action et la Performance (CAP) 2022 pour la filière des emballages ménagers ainsi que les contrats de reprise des matériaux en option filière.

Ainsi le contrat signé avec l'éco-organisme Citeo permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier des soutiens financiers incitatifs liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'associant avec l'éco-organisme Citeo, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Ainsi, la reprise des matériaux issus de la collecte sélective à l'échelle de la Métropole se fait au travers de contrats de reprise en option filière : pour le verre, l'acier, l'aluminium, les papiers cartons, les briques élémentaires et les plastiques.

Par délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé la signature d'un avenant avec Citeo au Contrat pour l'Action et la Performance (CAP)

2022 pour la prise en compte d'un nouveau standard et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la société agréée, pour le standard dit « flux développement » pour les plastiques.

Pour rappel, la création de ce nouveau standard est le résultat de l'évolution des obligations réglementaires en matière de tri et valorisation matière, notamment par l'obligation d'ici 2022 de trier tous les emballages plastiques, appelé tri en Extension des Consignes de Tri (ECT). Le tri de ces nouveaux plastiques concerne les films, pots et barquettes qui viennent ainsi s'ajouter aux bouteilles et flacons plastiques.

Dans le cadre de son renouvellement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué fin 2020 un nouveau marché de tri des recyclables issus de la collecte sélective. Ce nouveau marché est mutualisé sur trois Territoires : le Territoire du Pays d'Aix, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Territoire Istres-Ouest-Provence.

Les prestations de tri du nouveau marché ont ainsi démarré le 1^{er} janvier 2021 et permettent le tri de tous les matériaux dont les plastiques en ECT selon le standard dit « flux développement » regroupant ainsi tous les nouveaux plastiques rigides en ECT (hors films).

Compte-tenu des délibérations citées précédemment et du contexte du nouveau marché de tri mutualisé, il convient désormais d'officialiser la reprise du Flux développement par Citeo actant un prix de reprise unique à zéro euros par tonne et la prise en compte des tonnages du flux développement dans les soutiens financiers versés par Citeo. Les conditions de rachat à zéro €/t du flux développement sont contrebalancées par un rachat plus important par Valorplast des autres résines plastiques ainsi épurées des ECT.

L'objet du présent rapport est d'approuver le contrat de reprise du Flux Développement par Citeo afin de permettre la prise en compte des tonnes de plastiques concernées dans les soutiens financiers versés par Citeo.

Le présent contrat reprend les conditions de reprise du Flux Développement à compter du 1^{er} mai 2021 jusqu'au 31 décembre 2022 et est valable pour les territoires

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 003-3311/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la signature avec Citeo du contrat CAP 2022 pour la filière des emballages et des contrats de reprise matériaux option filière ;
- La délibération n°DEA 016-6697/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant « flux développement » au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme Citeo relatif à la REP pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le contrat à conclure avec Citeo pour la reprise du standard dit « flux développement » pour les plastiques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation d'un contrat de reprise des emballages plastiques constitutifs du flux développement avec Citeo.

PED 005-181/21/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation de l'opération N° 2018101300 Etudes pour le nouveau centre de tri métropolitain

Information du Conseil de Territoire DGPROP 21/19391/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DEA 002-3602/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération d'investissement 2018101300 relative à « l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain ».

En effet, l'extension des consignes de tri des plastiques nécessite d'adapter les centres de tri par des modifications coûteuses qui vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

Les six territoires de la Métropole produisent désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes.

Les premières études réalisées ont montré le besoin dans un premier temps d'un centre de tri de collecte sélective de 58 000 tonnes de capacité, à implanter sur un terrain de 25 000 à 30 000 m².

Différents montages ont été envisagés. Il convient désormais de lancer une étude complémentaire pour définir précisément le ou les contrats qui seront nécessaires afin de réaliser et exploiter cet équipement de haute technicité.

L'opportunité de réalisation d'un centre de tri métropolitain ayant été confirmée par les premières études, l'objet de l'opération N°2018101300 « étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain ». Devient « études pour le nouveau centre de tri métropolitain ».

Par ailleurs, s'agissant d'un équipement à vocation métropolitaine, il convient de définir les modalités de participation des conseils de territoires aux frais d'études du futur centre de tri métropolitain en appliquant la clé de répartition définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Aussi, afin d'assurer la poursuite des études en vue de la création d'un centre de tri métropolitain, il est proposé d'approuver l'augmentation de l'opération N° 2018101300 "Etude stratégique d'opportunité d'un centre de tri métropolitain" pour un montant de 100 000 euros sur les 2 prochaines années.

Cette revalorisation porte ainsi le montant de l'opération à 220 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA 002-3602/18/CM du 15 février 2018 portant création de l'opération d'investissement « l'étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain » ;
- La délibération DEA 021-5928/19/BM du 16 mai 2019 relative à la demande de subvention pour l'opération d'investissement « étude stratégique d'opportunité de maîtrise d'un centre de tri métropolitain » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'étudier les conditions de mise en œuvre d'un centre de tri métropolitain des collectes sélectives ;
- Qu'il convient de revaloriser cette opération à hauteur de 100 000 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération N°2018101300 Etudes pour le nouveau centre de tri métropolitain.

PED 006-182/21/CT

■ CT1 - Attribution des subventions aux lauréats du volet 1 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille-Provence pour l'année 2021 - Approbation des conventions pluriannuelles

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 21/19293/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025. L'axe 4

de ce plan propose d'assurer un maillage du territoire en solution de proximité pour les habitants pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets ce qui permettra de leur donner une seconde vie.

Début 2020 la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire définit les objectifs nationaux en matière de réemploi/réutilisation (atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030) et précise que les déchetteries doivent être utilisées comme lieux de récupération d'objets en bon état ou réparables.

Fin 2020 la Métropole a lancé l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » sur 3 territoires avec pour objectif d'identifier et soutenir les projets qui s'inscrivent dans l'axe 4 du plan de prévention métropolitain selon 2 volets :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces de réemploi sur les 23 déchetteries équipées d'espace dédié ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

A la clôture de cet appel à projets, le 25 janvier 2021, vingt dossiers de candidatures ont été reçus avec une démarche collective très forte des acteurs du réemploi à l'échelle de la Métropole.

Pour le territoire Marseille Provence au global 9 dossiers ont été reçus dont 6 concernent le volet 1 « animation et gestion des espaces réemploi » sur les 6 déchetteries qui seront prochainement équipées d'un espace réemploi (Marseille Bonnefoy, Marseille Château-Gombert, Cassis, Gémenos, Gignac-la-nerthe, Saint-Victoret) ainsi qu'un dispositif associé à l'éco-mobile.

Les dossiers concernant le volet 2 de l'appel à projets seront traités dans un deuxième temps.

Les projets ont été appréciés au regard des solutions techniques proposées, de la capacité du porteur de projet à pouvoir porter techniquement et financièrement le projet ainsi que du gain pour la collectivité, à la fois en terme de réduction des déchets et de reproductibilité du projet. Chaque candidature a été analysée sur la base des six critères suivants :

1. Cohérence et pertinence du projet avec les objectifs du Plan de Prévention des Déchets métropolitain
2. Impact du projet sur la prévention des déchets
3. Impacts économique et social du projet / intégration du projet dans la stratégie économique du porteur de projet
4. Caractère exemplaire et novateur du projet
5. Développement d'une économie circulaire
6. Impact de l'intervention publique : effet levier de la subvention, caractère incitatif de l'aide demandée, impact de l'accompagnement, ...

Budget prévisionnel 2021 de l'action prévue par l'association DECLIC 13

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	10 750 €	Vente de produits	712 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	6 000 €	Subventions : Métropole AMP Territoire Marseille Provence	26 670 €
Charges de personnel		Autres recettes	
Charges fixes de fonctionnement	16 588	Autofinancement	5 956 €
Total général des charges	33 338 €	Total Recettes	33 338 €

L'association DECLIC 13 sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **26 670€** pour l'année 2021 dont 25 048€ en fonctionnement et 1 622€ en investissement.

Budget prévisionnel 2021 de l'action prévue par l'association EVOLIO PAE

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	19 880 €	Vente de produits	25 706 €
		Transfert de charge	2 600 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	10 029 €	Subventions :	
Autres services extérieurs	16 056 €	Métropole AMP	
		Territoire Marseille Provence	50 340 €
		Département	7 000 €
Impôts, taxes	1 091 €		
Charges de personnel	87 062 €	Autres recettes	54 562 €
Autres charges	1 290 €	Autofinancement	
Dotations aux amortissements et	4 800€		
Total général des charges	140 208 €	Total Recettes	140 208 €

L'association EVOLIO PAE sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **50 340€** pour l'année 2021 dont 47 460€ en fonctionnement et 2 880€ en investissement.

Budget prévisionnel 2021 de l'action prévue par l'association REGIE SERVICE 13:

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats matériels	2 250 €		
Services extérieurs (locations, assurances...)	12 350 €	Subventions :	
		Métropoles AMP	
		Territoire Marseille Provence	28 456 €
Impôts et taxes	1 685 €		
Charges de personnel	18 505 €	Autres recettes	
Charges fixes de fonctionnement	918 €	Autofinancement	7 252 €
Total général des charges	33 458 €	Total Recettes	35 708 €

L'association REGIE SERVICE 13 sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **28 456 €** pour l'année 2021 dont 26 656 € en fonctionnement et 1 800 € en investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- Le procès-verbal de l’élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération TCM 015-8720/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 octobre 2020 approuvant la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020- 2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16 771 de mise en œuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. - Approbation de l'appel à projets « réemploi – réparation – réutilisation 2020-2024 » et de la procédure de lancement associée.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d’augmentation des coûts ;
- Qu’il convient d’approuver les conventions pluriannuelles de partenariat avec les lauréats de l’appel à projets.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’attribution de subventions aux lauréats du volet 1 de l’appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation pour l’année 2021 et l’approbation des conventions pluriannuelles, ci-annexées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-183/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2021

**Avis du Conseil de Territoire
 DGECE 21/19005/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Institut Méditerranéen de l'Eau par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2020 à 11 340 euros.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2021 d'un montant de 11 340 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-184/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Vincent Coulomb

Avis du Conseil de Territoire

DVDPAG 21/19234/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis.

Monsieur Vincent Coulomb est propriétaire d'un bien situé au 38 rue Antoine Camoin lieudit La Pounche sur la commune d'Allauch.

Ce bien a été victime le 13 août 2018, d'un sinistre causé par une inondation due à un déversement anormal du réseau des eaux pluviales.

Sur le secteur de la rue Antoine Camoin, le réseau pluvial est existant mais insuffisant au vue de l'urbanisation de la zone. D'anciens canaux d'irrigation sont encore présents, même si non apparents, mais l'urbanisation importante de ce secteur rend difficile l'infiltration naturelle. Les eaux pluviales se concentrent dans ces réceptacles et sont susceptibles de déborder et de causer des inondations.

La Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial de la Métropole a effectué une étude de faisabilité pour envisager des travaux sur le réseau pluvial. Cette étude a mis en évidence de fortes contraintes d'exécution pour la mise en place d'un réseau pluvial de déconnexion.

Des investigations complémentaires doivent être réalisées pour envisager l'implantation d'un nouveau réseau pluvial prenant en compte la problématique d'exécution des travaux.

Dans l'attente de la réalisation de ces aménagements par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Coulomb a entrepris en novembre 2018 des travaux afin de se prémunir contre le risque d'un nouveau sinistre.

Il est proposé de conclure un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Vincent Coulomb afin d'établir la répartition des charges financières suite aux travaux réalisés par celui-ci.

Le montant total de travaux étant de 3 839,00 euros TTC, il est proposé que la Métropole prenne à sa charge 90% de ce montant soit 3 455,10 euros TTC, le solde restant à charge de Monsieur Coulomb soit 383,90 euros TTC.

Les parties à ce protocole transactionnel acceptent de renoncer expressément et irrévocablement à toute demande, réclamation, instance et/ou action à l'encontre de l'autre Partie relativement au différend résolu par le présent protocole et se considèrent remplies de leurs droits.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Vincent COULOMB.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du protocole transactionnel avec Monsieur Vincent COULOMB.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-185/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une charte de confidentialité sur les données issues du réseau Obépine

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 21/19238/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Obépine (OBservatoire ÉPI démiologique daNs les Eaux usées) est un consortium de recherche qui vise à promouvoir l'analyse des eaux usées pour y détecter d'éventuelles traces de virus SARS-CoV-2 comme outil de surveillance épidémiologique dans le cadre d'un plan de lutte intégrée contre l'épidémie de Covid-19.

Ce réseau a été créé en avril 2020 par des chercheurs et des enseignants-chercheurs est fait intervenir aujourd'hui des opérateurs publics et privés (Veolia, Suez, SIAAP, Saur...), des collectivités territoriales, des Agences de l'eau et des laboratoires experts dans une volonté commune d'exploiter les eaux usées pour analyser la circulation du SARS-CoV2 sur le territoire national.

Obépine a reçu pour mission de déployer un « Réseau Sentinelles » national. Une première phase de modélisation a permis d'identifier un panel d'environ 150 stations à partir desquelles vont être recueillies et analysées les données de charge virale SARS-CoV2 dans les eaux usées dans le cadre d'un suivi épidémiologique intégré, local et national des données.

La Station de Traitement des Eaux Usées de Marseille fait partie de ce panel et est, à ce titre, régulièrement suivie par le réseau Obépine.

Les données traitées par Obépine ont vocation à irriguer la recherche. Par un dialogue constant avec les opérateurs, les collectivités et les laboratoires conventionnés, Obépine s'engage à apporter une expertise technique et scientifique et à utiliser les résultats à des fins de recherche académique.

Par ailleurs, la charge virale SARS-CoV-2 (quantification du génome viral dans les eaux usées) représente un indicateur précoce, un outil privilégié de suivi dynamique de l'épidémie à l'échelle local qui peut permettre de développer des plans d'action locaux.

Dans l'objectif de sécurisation du partage des données acquises, le réseau Obépine a établi une charte de confidentialité.

Cette charte établit la transmission de rapports réguliers aux collectivités membres du réseau, ces rapports devant, 72 heures après cette diffusion, être mis en données ouvertes sur le site d'Obépine ainsi que sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Une mise à jour régulière des données sera également transmise aux collectivités signataires.

Par ailleurs, il convient de préciser que les seules données brutes issues des analyses de données de la STEU resteront des données confidentielles qui ne seront pas rendues publiques.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver la signature entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le réseau Obépine d'une charte de confidentialité.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la charte de confidentialité sur les données issues du réseau Obépine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de la charte de confidentialité sur les données issues du projet Obépine.

EAU 004-186/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de gestion avec la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la commune - Abrogation de la délibération n° TCM 024-9069/20/BM du 17 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DVDPAG 21/19385/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance et notamment la compétence " Défense Extérieure Contre l'Incendie " (DECI) sur l'ensemble de son territoire.

En application de l'article L. 5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services ont fait l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a rendu son rapport définitif le 4 décembre 2018 qui a été validé par délibérations concordantes entre la Commune et la Métropole.

Toutefois, les difficultés de mise en œuvre de la compétence DECI ont obligé la Métropole à mettre en place, à titre transitoire, des conventions de gestion avec les communes pour maintenir la continuité du service public, et cela depuis le 1^{er} janvier 2018.

Au terme de la 3^{ème} année d'exercice, la convention de gestion avec la ville de Marseille a pris fin au 31 décembre 2020.

Toutefois il convient de préciser que la lutte contre l'incendie et les secours de la commune de Marseille sont organisés selon un mode particulier, aussi bien pour des raisons historiques qu'au regard des enjeux que constitue sa défense.

Le Maire de Marseille, autorité de police administrative, dispose en effet d'une unité militaire (le Bataillon de Marins Pompiers de Marseille - BMPM) placée directement sous ses ordres par l'Etat conformément à l'article L. 2513-3 et suivants du CGCT.

En matière de défense extérieure contre l'incendie, au regard de l'ampleur des risques à combattre et du nombre de points d'eau incendie (PEI) à gérer, la police administrative spéciale et le service public communal de DECI sont, dans les faits et depuis toujours, réunis sous une même autorité.

Cette situation a conduit le Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille à jouer un rôle très sensiblement supérieur à celui normalement dévolu aux services d'incendie et de secours.

Cette unification des compétences au sein d'une même entité a toujours permis une grande réactivité dans le signalement des PEI défectueux et leur réparation, souvent en régie, permettant, y compris en dehors des heures ouvrables, de ne pas laisser de secteurs urbains dépourvus de moyens de distribution d'eau d'incendie.

Ainsi cette spécificité a été prise en compte par le décret n° 2015-235 organisant la DECI puisque celui-ci fait un cas particulier de la ville de Marseille.

La loi MAPTAM, quant à elle, si elle a pris en compte l'organisation particulière des services d'incendie et de secours de Marseille, n'a rien prévu pour le cas particulier de la DECI.

Sans préjuger d'une éventuelle évolution législative et afin de maintenir les conditions de réactivité nécessaires pour le maintien quotidien du réseau DECI sur la commune de Marseille en bénéficiant de l'expérience précieuse et incontournable apportée par le bataillon de marins pompiers pour l'exploitation de ce réseau incendie, il a ainsi été envisagé de mettre en place une convention de prestation de services entre la Métropole et la commune de Marseille.

Le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), mis à disposition de la commune de Marseille, assurera pour la commune de Marseille, les missions de contrôles, maintenance, petites réparations des 6500 points d'eau incendie publics.

Le BMPM assurera en complément, des missions de prescriptions de travaux et de propositions d'extension de réseau en lien avec le service public DECI métropolitain.

Pour la réalisation de ces missions, la Métropole mettra ses moyens à disposition du BPM et remboursera les charges de fonctionnement dans la limite du plafond de la programmation budgétaire définie par la Métropole.

La Métropole, attributaire de la compétence DECI, assurera le suivi de la convention avec d'un comité de pilotage technique qui permettra de suivre les prestations et dépenses réalisées et d'assurer la programmation technique et financière.

La convention sera conclue pour une durée de 3 ans. Il est à noter que cette convention a été initialement délibérée au Bureau Métropolitain du 17 décembre 2020. Toutefois, le bureau ne disposant pas d'une délégation d'attribution lui permettant d'adopter une telle convention, il convient ici d'abroger la délibération précitée et d'acter en Conseil de Métropole de son approbation.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° TCM 024-9069/20/BM du 17 décembre 2020 portant approbation d'une convention de gestion avec la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la commune.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'Approbation d'une convention de gestion avec la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la commune - Abrogation de la délibération n° TCM 024-9069/20/BM du 17 décembre 2020 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion avec la commune de Marseille relative à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie sur le territoire de la commune - Abrogation de la délibération n° TCM 024-9069/20/BM du 17 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de Loisirs
 - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-187/21/CT

■ CT1 - Mesures d'adaptation des subventions attribuées en 2020 au regard de la crise COVID 19 - Avenant à la convention ORANE

DCOM 21/19104/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations subventionnées par le Conseil de Territoire ont dû cesser temporairement leur activité, reporter ou annuler leur programme d'action et vont devoir faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

Afin de soutenir au mieux ces associations, le Conseil de Territoire a donc décidé de faire application de certaines des dispositions de la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relatives aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques versées par l'État ou ses établissements.

Subvention spécifique affectée à une action :

Pour toute subvention votée avant le 17 mars 2020, en ce qui concerne le statut de l'action, 5 situations ont été référencées :

1. L'association déclare avoir réalisé son action
2. L'association déclare reporter son action en 2020
3. L'association déclare reporter son action en 2021
4. L'association déclare avoir partiellement réalisé son action
5. L'association déclare avoir annulé son action.

Afin de ne pas fragiliser les associations en raison de l'impact de la pandémie COVID 19, il a été identifié au vu des déclarations des associations, 5 cas de figure pour statuer sur les sommes allouées :

1. Conserver la subvention
2. Conserver la subvention et reporter l'action en 2020
3. Conserver ou redéployer la part de subvention non utilisée sur l'exercice 2021
4. Reverser la totalité ou la part non utilisée de la subvention
5. Transformer la part de subvention non utilisée en subvention de fonctionnement général.

Pour mémoire, le Festival Marsatac, né à Marseille en 1999, est porté par l'association ORANE. Il s'agit d'un festival de musiques actuelles et de cultures urbaines. Chaque année, ce festival est porteur de nombreux partenariats : étudiants, culturels, médias, associatifs, professionnels et institutionnels.

Le festival Marsatac propose depuis 20 ans sur le territoire métropolitain un événement de qualité, à la notoriété installée, conjugué d'une programmation saluée par la critique pour son originalité. Pour l'ensemble de ces atouts, le festival Marsatac jouit d'une véritable singularité sur la carte des festivals nationaux et européens.

La délibération de décembre 2019 prévoyait l'attribution d'une subvention à l'association ORANE d'un montant de 100 000 € pour l'organisation du Festival MARSATAC qui devait avoir lieu les 26, 27 et 28 juin 2020 au Parc CHANOT.

Malheureusement l'urgence sanitaire a rendu impossible la tenue de l'évènement.

Au vu de la demande en date du 2 juillet 2020 de l'association ORANE de maintenir la subvention accordée compte tenu des dépenses engagées pour l'organisation du festival mettant en jeu la pérennité même de l'association, il est proposé, dans la cadre du présent rapport, un avenant à la convention votée lors du Conseil de Territoire du 17 décembre 2019. Cet avenant reprend les objectifs et résultats attendus initialement mais modifie la nature de la subvention correspondant au cas de figure n°5.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VECO 045-907/19/CT du Conseil de Territoire du 17 Décembre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'association ORANE pour le Festival MARSATAC- Approbation d'une convention ;
- La circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions attribuées aux associations, à la suite de la crise sanitaire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de soutenir les associations fragilisées par la situation de crise sanitaire ;
- Que l'association a déclaré sur l'honneur par courrier en date du 2 juillet 2020 auprès du Conseil de Territoire que les mesures prises en 2020 dans le cadre de l'urgence sanitaire ont rendu impossible la réalisation du Festival MARSATAC en juin 2020
- Que l'association a transmis l'ensemble des justificatifs des dépenses engagées pour l'organisation de l'évènement qui a dû être annulé au motif de crise sanitaire.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe de soutien à l'association ORANE selon les modalités prévues par la circulaire ministérielle n° 6166 du 6 mai 2020 et conformément aux règles édictées au sein de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention conclue avec l'association ORANE pour l'année 2020.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020 de l'état spécial du territoire CT1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-188/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

MET_SISM 21/19117/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants.

Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Le pôle Mer Méditerranée, porté par l'association Toulon Var Technologies, opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes dans les domaines d'actions stratégiques suivants (DAS) :

- Défense, Sûreté et Sécurité maritimes,
- Naval et Nautisme,
- Ressources énergétiques et minières marines,
- Ressources biologiques marines,
- Environnement et valorisation du littoral,
- Ports, logistique et transport maritime.

Axe transverse : Transformation numérique,

Axe transverse : Robotique,

Axe transverse : Transition écologique.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Labellisé pour la phase IV des pôles de compétitivité, le pôle Mer Méditerranée s'est coordonné avec le pôle Mer Bretagne Atlantique afin d'appuyer sa feuille de route sur une orientation «marché» plus marquée dans les 6 domaines d'actions stratégiques et les trois axes transverses mentionnés ci-dessus, facilitant l'introduction de nouvelles technologies et le partenariat avec d'autres pôles et structures de l'innovation.

La labellisation de projets innovants, l'une des missions principales confiées par l'Etat aux pôles est aujourd'hui complétée par un investissement plus important dans les missions d'accompagnement dans le développement économique des entreprises (conseil financier, veille nouveaux marchés, export).

Le pôle Mer Méditerranée propose à l'ensemble de ses membres :

- des services à l'accompagnement de projet d'innovation décomposés en phases distinctes (émergence/ ingénierie, financement/ labellisation/promotion),
- une fonction de relais des Appels à projets (régionaux, nationaux, européens, internationaux) et d'inscription aux actions collectives,
- une activité de promotion et de valorisation, en tant qu'organisateur ou partenaire de manifestations régionales, nationales et internationales telles que FOWT, CM2, Assises de l'économie maritime, Assises du port du futur, etc,
- la production de supports d'information et de communication.

Le pôle Mer Méditerranée compte 438 adhérents : 218 PME, 80 Groupes et Entreprises non PME, 77 Organismes de recherche et de formation, 63 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 140 (32%) issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels on compte 84 entreprises.

Depuis sa création le Pôle Mer Méditerranée a labellisé 467 projets dont 344 ont donné lieu à un financement, soit 73,66%

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a suivi depuis sa création 150 projets collaboratifs de R&D financés (+ 5 programmes européens). En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 388,52 millions d'euros de dépenses de Recherche & Développement. (Budget total projet hors programme européen).

En 2020, le Pôle a labellisé 39 projets pour un budget total des projets labellisés de 115,82 M€.

Parmi ces projets, 28 ont été financés pour un budget total de 22,61M€

Depuis plusieurs années, le Pôle Mer Méditerranée a réalisé un important travail de fond relatif à plusieurs projets dans le champ de la transition énergétique et des nouvelles énergies renouvelables sur la ZIP de Fos-sur-Mer, dont Vasco² notamment.

En outre, le Pôle Mer Méditerranée accompagne des projets sur le territoire métropolitain dans les domaines suivants :

- Développement de la filière Eolien Off-Shore au large du golfe de Fos
- Développement de la nouvelle filière industrielle de conception, réalisation et maintenance de navettes maritimes électro solaires pour le transport de passagers.

Par ailleurs, le pôle mer travaille de concert avec la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'animation du tissu économique local notamment au travers de l'organisation de FOWT :

➤ **FOWT, le plus grand événement dédié à l'éolien offshore flottant**

Plus de 600 participants et spécialistes du monde entier ont été accueillis les 7 et 8 septembre 2020 lors de la 7ème conférence internationale FOWT.

FOWT 2020 s'est déroulé à Marseille au Palais du Pharo en format présentiel et digital. Malgré le contexte sanitaire incertain, le pôle mer et ses partenaires ont réalisé un travail exceptionnel pour maintenir l'événement.

En 2020 la crise sanitaire liée au Covid 19 a frappé de plein fouet l'ensemble de l'économie et bien sûr les filières liées à la mer et au littoral. Le Pôle Mer Méditerranée s'est mobilisé auprès de ses adhérents pendant la période de confinement et post confinement pour les informer et les aider à passer cette période difficile.

Après le confinement et en accompagnement du plan de relance mis en place par l'Etat et ceux des Régions, les Pôles Mer ont d'ailleurs produit une contribution spécifique structurée en 10 propositions jugées prioritaires pour aider

les filières en grande difficulté et accélérer celles à fort potentiel.

Les actions menées en 2020 se prolongeront bien sûr en 2021 et pendant toute la durée de cette crise sanitaire sans précédent.

Le Pôle Mer Méditerranée a fait évoluer son organisation en désignant un référent « Plan de Relance » qui pourra s'appuyer sur les moyens de l'équipe et dialoguera également avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique. Il sera l'interlocuteur privilégié des Ministères, services de l'Etat en Région (DIRECCTE, DIRMM, DREAL...) et des Régions et Métropoles sur tous les sujets touchant au plan de relance (France Relance et déclinaison régionales).

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du pôle Mer Méditerranée, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'élèvera à 45 000 euros, représentant 1,27% du budget prévisionnel 2021 de 3 539 399 euros (hors contributions volontaires en nature).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 40 000 euros seront pris en charge sur le budget principal métropolitain;
- 5 000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire Istres Ouest Provence (CT5) ;

Pour mémoire, en date du 17 décembre 2020, le Bureau Métropolitain avait également accordé une subvention de 19 835 euros au Pôle mer au titre d'une action spécifique. L'attribution de ladite subvention au Pôle Mer Méditerranée s'inscrit dans le cadre du Livret bleu et notamment pour l'étude

portant sur le développement des formations aux métiers de la mer, zoom sur l'impact de la transformation digitale dans l'écosystème.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la métropole relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-189/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association du Parc d'Activité de Gémenos APAGE DPEATSV 21/19253/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE–PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

Le Parc d'Activités de Gémenos de la Plaine de Jouques à Gémenos a été créé en 1989, simultanément à ceux d'Aubagne et de la Ciotat, à l'initiative du Ministère de l'Industrie dans un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). Le parc d'activités de Gémenos s'étendant sur 80 hectares compte aujourd'hui 275 entreprises qui accueillent plus de 4000 emplois.

L'Association du Parc d'Activités de Gémenos « APAGE », régie par la loi de 1865, existe depuis la création du parc d'activités. Les 112 propriétaires sont tous adhérents. L'association recense également des cotisants volontaires, représentés par les locataires et les entreprises de la commune de Gémenos se situant en dehors de son périmètre. Au total, l'association regroupe, en 2020, 151 adhérents (dont 39 cotisants volontaires), chiffre en constante hausse.

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association œuvre à faciliter le développement des entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Dimension économique et sociale :

Les 7 associations de zones d'activité du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation de deux événements communs. Il s'agit d'une part d'une journée d'échanges entre les entreprises « Business Buzz » dont la dernière édition a eu lieu le 28/11/2019 au Château de la Roque Forcade sur laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence avait souhaité être visible (un budget de 3600 euros avait été alloué). D'autre part, une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost » est organisée mutuellement. L'édition 2020 a eu lieu en format numérique à distance et a rassemblé 350 participants.

- Dimension environnementale :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La gestion collective des déchets avec tri sélectif qui existe depuis une vingtaine d'année sur le parc d'activités (collecte des archives, des palettes, des DEEE...) s'est élargie à la collecte des ordures ménagères des entreprises suite à l'arrêt de la collecte des déchets par la collectivité publique planifiée au 13/01/2020.

En tant que membre fondateur et administrateur de l'association adhoc Mobilidées créée par l'ASL des Paluds, l'ALS Auchan et l'Apage, l'association du parc d'activité de Gémenos consacre 9500 euros HT de son budget 2021 dans des actions de mises en œuvre de leur PDIE : Plan de déplacement Inter-Entreprises. Egalement, l'association Mobilidées a été lauréate de l'AAP Appel à projet Solu-mob lancé en 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer l'application « Mobil'act » sur les exercices 2019 et 2020 (50% de leurs actions pluriannuelles soutenues soit un montant total de 97 500euros).

En ce qui concerne la sécurité, a été mise en place une commission de travail avec l'ASL des Paluds depuis 2017 sur le PPRI : Plan de Prévention des Risques d'Inondation (investissement dans l'expertise d'un bureau d'études, réunions d'information organisées...)

Enfin, l'Apage se charge de l'actualisation de la signalétique des 4 panneaux RIS du parc d'activité.

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 155 000 euros pour l'année 2021, en légère hausse par rapport à l'exercice précédent (146 000 euros). Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 48 000 euros, soit un tiers du budget total. L'association s'autofinance à hauteur de 40% du budget complété par la valorisation du bénévolat des chefs d'entreprises adhérents et de leurs salariés. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 15 000 euros.

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Apage depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Apage à hauteur de 10 000 euros pour l'exercice 2021, à l'instar de l'exercice précédent, dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à hauteur de 10 000 euros au titre de l'année 2021 à l'association Apage. Cela représente une participation à hauteur de 6.4% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-190/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Initiative Marseille Métropole au titre de l'année 2021

DPEATSV 21/19255/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE–PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique.

Par ailleurs la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

I- Présentation de l'Association

Initiative Marseille Métropole est l'une des 214 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aides sont proposés gratuitement aux porteurs de projets :

- Une assistance au montage du projet,
- Un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, recherche de financements et de garanties bancaires),
- Un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de parrainage

Depuis novembre 1994, date de la création de la plateforme, 21.318.500 d'euros (en prêts d'honneur) ont été engagés pour soutenir la création ou la reprise ou la croissance de 3 795 entreprises. Le taux de pérennité à trois ans est de plus de 80%. Depuis la création de l'association, près de 6 847 emplois ont été créés ou maintenus.

II- Bilan des actions menées en 2020

Pour la seule année 2020, 148 entreprises ont été financées (hors prêt COVID RESISTANCE) et elles ont généré 330 emplois directs, dont 302 créés et 28 maintenus.

Le montant total des prêts d'honneur (classique) accordés s'est élevé à 1.358.500 euros. Le prêt d'honneur bénéficie aux porteurs rencontrant des difficultés pour accéder en direct à un crédit bancaire permettant de compléter le financement de leur projet de création ou de reprise.

23 prêts du dispositif régional Mon Projet d'Entreprise (MPE), ex-nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE) sont venus s'ajouter au montant total des prêts accordés, à une hauteur de 103.000 euros.

De plus, le travail d'intermédiation bancaire accompli par IMM a permis une forte mobilisation de concours privés permettant des prêts bancaires associés aux demandes de prêts d'honneurs pour un montant de 8.717.470 euros.

Pour 2020, le bilan financier fait ressortir que pour 1 euro de prêt d'honneur accordé, 6,42 euros de prêt bancaire ont été mobilisés (effet levier 6,42).

La période COVID 19 semble avoir été à l'origine de cette baisse de l'effet de levier bancaire et du nombre de projets financés (148 contre 228).

Les secteurs d'activités les plus importants en matière de création d'entreprises sont les commerces, l'hôtellerie, les cafés, les restaurants et les services aux particuliers, suivis des services aux entreprises.

IMM s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), mais elle a également poursuivi la sensibilisation des porteurs de projets et des chefs d'entreprises soutenus.

Elle a accompagné la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'implantation de deux boutiques à l'essai dans le centre ville de Marseille, deux autres sont en cours d'étude (une à Marseille, une à Marignane) dans le cadre des engagements 2020.

Chiffres Clés

Au 31/12/20, IMM a finalement réalisé les résultats suivants sur son « ACTION COVID » :

- 740 dossiers de PRETS COVID présentés en COMITE COVID
- 554 dossiers de PRETS COVID acceptés en COMITE COVID - Soit un Taux d'acceptation de 75 % - Montant moyen des dossiers de PRETS COVID = 7870 €
- 68 COMITES COVID tenus en distanciel sur LIFESIZE sur 8 mois
- 80 bénévoles mobilisés par IMM

III- Les objectifs pour 2021

Pour 2021, Initiative Marseille Métropole compte amplifier la croissance de son activité au sein des politiques locales et territoriales en :

- accroissant le nombre d'entreprises financées, tout en conservant un taux de pérennité des entreprises soutenues stable,
- augmentant le nombre d'emplois maintenus ou créés au démarrage et lors du développement des entreprises,
 - facilitant l'accès des services à tous les porteurs de projet.

Pour plus d'efficacité, de nombreux moyens seront déployés en mobilisant plus de parrains et de marraines, en intégrant la démarche d'innovation dans les TPE, en développant la démarche RSE auprès des entreprises accompagnées et en amplifiant les partenariats et les synergies avec le réseau national pour optimiser le suivi.

- Accompagner le financement de 280 projets dont 190 en création d'entreprises, 60 en reprise d'activité et 30 en croissance,
- Suivre le développement de 146 entreprises financées dans le cadre du SUIVI MPE 2021
- Proposer systématiquement aux Créateurs les nouveaux Prêts d'Honneur BPI : PH Solidaire, PH Création-Reprise...
- Proposer le dispositif ARDAN à certains de nos Créateurs qui souhaitent se développer sensiblement.

Budget prévisionnel

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'examen du budget prévisionnel met en exergue les éléments suivants :

- La masse salariale est de 54% du total des charges
- Les subventions publiques représentent 80% du total des recettes de l'association

La subvention demandée au Conseil de Territoire Marseille-Provence est de 50 000 euros soit 6,9% du total des recettes.

Pour mémoire, en 2019, le Conseil de Territoire de Marseille-Provence a soutenu le fonctionnement de l'association à hauteur de 20 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille-Provence d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Initiative Marseille Métropole de 20 000 euros pour l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération cadre n°FBPA 033-8303/20/CM portant sur le Plan de relance de la Métropole : « AMP 2R » La Relance et le Renouveau d'Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et reprise d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant global de 20 000 euros pour 2021 à l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette délibération.

Budget prévisionnel

Charges	
Achat	3 800 €
Services extérieurs	34 333 €
Autres services extérieurs	137 581 €
Impôts et taxes	8 234 €
Charges de personnel	392 000 €
Autres charges de gestion courante	26 800 €
Emplois des contributions volontaires en nature	122 323 €
Total des charges	725 071 €
Produits	
vente de produits finis	0 €
subventions d'exploitation	579 989 €
<i>MAMP</i>	<i>50 000 €</i>
<i>Région PACA</i>	<i>177 240 €</i>
<i>Conseil Départemental 13</i>	<i>12 000 €</i>
<i>Ville de Marseille (fonctionnement)</i>	<i>320 745 €</i>
<i>FONDS SOCIAL EUROPEEN</i>	<i>20 000 €</i>
Autres Produits de gestion courante	47 400 €
Contributions volontaires en nature	97 682 €
total des produits prévisionnels	725 071 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 005-191/21/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée au titre de l'année 2021**

Avis au Conseil de Territoire

DPEATSV 21/19262/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de

l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence «AMP2R» rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités. Les Plans de déplacements inter-entreprises PDIE sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Présentation de l'association

La Cité des Entrepreneurs, association de loi 1901 a été créée en 2000. Elle met en place des actions destinées à faciliter les échanges, accueillir, informer, établir des passerelles entre les entreprises installées sur le périmètre d'Euroméditerranée ou attirées par ce grand projet de renouvellement urbain et de développement économique. Le programme d'intérêt national Euroméditerranée place Marseille au rang de première place économique d'Europe du Sud avec plus 37000 emplois privés et 6 500 emplois publics regroupés sur un territoire en pleine mutation.

Créée initialement pour fédérer les entreprises installées sur le secteur d'Euroméditerranée, l'association est aujourd'hui tournée vers le renouveau économique de la Cité Phocéenne et œuvre en faveur de l'insertion, l'emploi, la formation, l'innovation, des enjeux de développement durable, de RSE et d'attractivité du territoire, mais également de la mobilité.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée est une association loi 1901 qui a pour objectif l'animation et la promotion des entreprises attirées par le projet Euroméditerranée. Acteur économique incontournable de la ville de Marseille, l'association est un partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association est présidée par Sandra CHALINET et compte deux salariés permanents. L'association couvre aussi bien les entreprises implantées sur le secteur Euroméditerranée que celles intéressées par l'attractivité du projet. L'association totalise plus de 250 adhérents de l'aire métropolitaine.

Malgré la présence d'une offre de mobilité exhaustive, la voiture individuelle reste l'un des moyens privilégiés pour se rendre sur le territoire d'Euroméditerranée, dans le cadre des déplacements domicile-travail.

Lauréate de l'appel à projets Solumob, l'association a été dans le cadre de son projet au-devant des entreprises concernant le déplacement des salariés. La connaissance engrangée a permis de réfléchir à un plan d'actions et de renforcer sa légitimité sur la thématique. Aujourd'hui, les entreprises interpellent régulièrement la Cité sur le sujet de la mobilité.

La Cité, dont la mission est de répondre aux problématiques et besoins des entreprises, se veut leur porte-parole privilégié sur ces questions de mobilité sur le périmètre d'Euroméditerranée et prévoit en 2021 de programmer une action spécifique dans le domaine de la Mobilité, portant sur la mise en œuvre d'un plan de mobilité inter-entreprises (PDMIE).

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée propose de :

- Mettre en place et coordonner la gouvernance du Plan de Mobilité,
- Identifier les enjeux, objectifs et comptes de déplacements,
- Poursuivre le travail de diagnostics et d'état des lieux déjà engagé,
- Recruter un-e conseiller-e mobilité pour l'animation et le suivi du PDMIE,
- Renforcer le partenariat avec Laboratoire de Psychologie Sociale afin de compléter les indicateurs de suivi sur les changements de comportement,
- Accompagner la mise en œuvre de la ZFE (impacts habitudes mobilité, solutions alternatives adaptées aux besoins),

- Faire le lien entre les problématiques RH (recrutement/ « turnover ») par filière des entreprises et mettre en place des actions mobilité adaptées.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association La Cité des Entrepreneurs de 20 000 euros pour l'exercice 2021, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 15 000 euros afin de poursuivre le déploiement des plans de mobilité et plans de mobilité interentreprises,
- une subvention de fonctionnement spécifique de 5 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire d'émettre un avis sur la délibération suivante :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Cités des Entrepreneurs d'Euroméditerranée à hauteur de 20 000 euros au titre de l'année 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 006-192/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'association Cap Au Nord Entreprendre
- Approbation d'une convention**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/19264/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives à travers notamment la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains (PDU). Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...). Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PMDIE (Plan de Mobilités Inter-Entreprises). Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Par ailleurs la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- Le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements
- La promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois de faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations
- L'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, pro-actif dans les besoins du territoire.
- La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire
- Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire. Ainsi, l'association, dans le souhait de dynamiser le développement économique de Marseille Nord, a mis sur pied un plan de mobilité inter-entreprises. En 2021 elle entend développer l'éco mobilité pour réduire l'autosolisme et favoriser la pratique de mobilités vertueuses en incitant 10 à 14 entreprises à déployer des flottes de trottinettes électriques/vélos à assistance électrique.

En matière de Mobilité, l'Association vise en effet, à travers son PDMIE, à faciliter les déplacements des salariés des entreprises du secteur géographique, notamment sur les premiers et derniers kilomètres, proposer des solutions alternatives à l'autosolisme, mettre en œuvre les partenariats nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs, ainsi qu'un plan d'actions servant le développement et la promotion des mobilités durables parmi lesquelles :

- L'organisation d'offres de service : autopartage de véhicules électriques, covoiturage, notamment pour les salarié-e-s précaires, accompagnement au management de la mobilité ;
- Le soutien au développement de l'éco mobilité et de solutions de micro mobilité bas carbone pour les entreprises du territoire
- L'entretien pour le compte des acteurs économiques liés à l'association des relations avec les autorités organisatrices des transports ;
- Le conseil en mobilité ;
- L'utilisation en entreprise de l'outil Le Pilote ;
- Le soutien d'un projet de Parking Relais ;
- Le déploiement de solutions de micro mobilité bas carbone pour les entreprises du territoire.
- Le mentoring du Conseil Mobilité et l'accompagnement à l'incitation des entreprises à la pratique des micro mobilités, aux côtés de l'association de zone sur le périmètre du Technopole de Château-Gombert.

Enfin après la mise en place d'une solution mutualisée de collecte de déchets, CAP AU NORD ENTREPRENDRE souhaite aller plus loin et s'engager dans une démarche EIT axée synergies de substitution afin de transformer un maximum de déchets en ressources pour le territoire.

Ce projet poursuit plusieurs objectifs :

- Insuffler une réflexion durable au sein des acteurs locaux et initier une démarche de coopération entre eux
- Développer autonomie et résilience des territoires (et des acteurs) et relocaliser la consommation et le business
- Réduire la production de déchets sur le territoire
- Réduire la consommation de ressources
- Développer l'attractivité économique du territoire Nord

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement spécifique à l'association Cap Au Nord Entreprendre à hauteur de 71 000 euros pour l'exercice 2021, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 51 000 euros pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité inter-entreprises et le déploiement de solutions de micro mobilité, dans le cadre de la compétence Mobilité,
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à soumettre au Conseil de Territoire la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 71 000 € à l'association de zone d'activité Cap Au Nord Entreprendre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 007-193/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée au titre de l'exercice 2021 - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19266/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique.

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

I - Présentation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée :

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais.

Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Nb : Le territoire Est constitue un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

II - Chiffres Clés 2020 :

- 325 adhérents (214 en 2019 : soit une augmentation de +65%)
- 10 membres du CA
- 5 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 2 permanents

III - Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activités et des entreprises occupantes,
- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

IV- Résultats 2020 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises :

Durant l'année 2020 une cinquantaine d'événements ont été organisés, ceux-ci ont pris différentes formes :

- Petits déjeuners
- After-work
- 10 Déjeuners Business (dont 5 en présentiel)
- 1 soirée « Grands événements »
- 12 Rdv des experts (visioconférence organisée tous les mardis à 18H00 durant la crise sanitaire)
- Edition de 3 revues économiques

Pérennisation et développement d'une nouvelle commission : outre les commissions déjà existantes (industrie, formation, commerce, Capelette) une nouvelle commission « start up » a vu le jour en octobre 2020.

Actions en faveur de la mobilité :

L'association lauréate de l'Appel à Projets « Solu-mob » lancé par la Métropole, a obtenu une subvention de 94 750 € contribuant à :

- La création d'une plateforme de co-voiturage
- La mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire
- La création d'événements incitant les salariés à ne pas utiliser leurs voitures ou encore la mise à disposition de modes de transports alternatifs à la voiture (comme le vélo).

Dans le cadre de son action en faveur de l'amélioration de la mobilité, l'association LEHV est à l'initiative de la mise en œuvre d'un PDMIE (Plan de Mobilité Inter-Entreprises ou PDMEC : Plan de Mobilité Employeurs Commun selon la terminologie de la Loi d'Orientation des Mobilités) pour le territoire Est.

En 2020, l'association avec l'ambition d'accélérer cette mise en œuvre, a scindé ce plan en deux secteurs distincts, La Capelette, la Valentine. En soutien à ce projet ambitieux, la DGA Mobilité a accordé une subvention de 20 000 € (délibérée le 19/12/2019).

Un premier travail de diagnostic des flux et des besoins permet à LEHV de rassembler l'ensemble des entreprises sur ces deux zones d'intervention. A la Valentine, où d'importantes entreprises sont implantées (Arkema, Heineken, Leroy Merlin, Ikea, Panzani, Novotel & Ibis Hotel, Decathlon, Etablissement Français du Sang, Casino, Printemps...), d'une part, et sur la Capelette où l'on peut noter la présence de la Société des Eaux de Marseille, Pole Emploi, Henry Blanc, Delta Assurance ...

Nonobstant les impacts forts de la crise sanitaire liée à la Covid-19, ces actions sont poursuivies en 2021 dans le cadre de la commission mobilité de l'association.

Sur la base d'un public cible minimum de 1200 salariés pour chacun des deux secteurs, l'Association prévoit d'engager :

- L'animation de réunions
- L'aide d'un cabinet conseil expert pour la réalisation des plans d'actions et la formalisation des PDMEC
- La réalisation des supports de communication
- La mise en œuvre d'un événement de restitution

La mise en œuvre du plan d'actions de ces PDMEC répond par ailleurs aux besoins d'analyse de résultats des parties prenantes, par la mise en place d'indicateurs d'évaluation qui permettront de qualifier l'efficacité du dispositif et des fonds qui lui sont affectés.

Parmi eux :

- Nombre d'entreprises investies sur le projet (nombre de salariés représentés)
- Mise en place de solutions de transports alternatives à la voiture thermique solo
- Réduction du trafic routier sur la zone
- Baisse des émissions de gaz à effet de serre

Actions en faveur de l'emploi :

- Participation active au forum emploi du 9/10 (5 mars 2020)
- Participation active au Job boost 2020 (26 novembre 2020)

V- Programme d'actions 2021 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises :

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau.

Le programme d'animations aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

- Les rencontres entre les entreprises
- D'impliquer leurs adhérents
- D'attirer de nouvelles entreprises.

Au total 50 événements seront programmés sur 2021 :

- Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux.
- Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques.

- Rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce » « Commission Santé » et « Commission Capelette ».
- After-Work et Petit-Déj'.
- 2 évènements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R).
- 1 évènement VIP : le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire.
- Evènements sportifs

Actions en faveur de l'emploi :

Implication aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 9/10, la Mairie du 11/12 et au forum « Vallée de l'Huveaune » : Job Boost.

Marketing territorial :

Poursuite des parutions d'une revue économique (biannuelle) : visibilité sur les projets de l'association, découvrir/s'inscrire aux événements et de promouvoir les adhérents et partenaires

Actions en faveur de la mobilité :

Poursuite du déploiement du plan de déplacement inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune par la mise en œuvre de deux PDMEC (Plan de Mobilité Employeur Commun) sur les secteurs de La Capelette et de La Valentine.

VI - Budget prévisionnel 2021 :

Le budget prévisionnel 2021 est en augmentation avec 286 375 euros (contre 230 000 en 2020)

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2021, en apportant une subvention à hauteur de **20 000 euros** pour la compétence Développement Economique et **30 000 euros** pour la compétence Mobilité à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée soit un total de **50 000 euros**.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en terme de développement économique et d'emplois ;
- L'enjeu majeur, en terme de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'un montant total de **50 000 euros** à l'association « Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée » au titre de l'année 2021, décomposée comme suit :

- **20 000 euros** pour la compétence Développement Economique
- **30 000 euros** pour la compétence Mobilité

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 008-194/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre au titre de l'année 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/19267/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence «AMP2R» rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités. Les Plans de déplacements inter-entreprises PDIE sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Enfin la Métropole a affirmé à travers le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence «AMP2R» sa volonté de répondre à un objectif impératif de transition écologique encourageant les circuits courts et l'économie circulaire. Le soutien aux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) dont l'objectif est d'optimiser les ressources sur un territoire, s'inscrit dans ce cadre.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

La zone d'activité Athelia de La Ciotat a été créée en 1987, simultanément à ceux d'Aubagne et de Gémenos, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). La zone d'activité s'étendant sur près de 110 hectares regroupe aujourd'hui 300 entreprises de toutes tailles, qui emploient plus de 4 000 salariés. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V dont la commercialisation de 24ha de fonciers est en cours ; l'objectif étant d'accueillir 1500 emplois supplémentaires à terme.

Athelia Entreprendre, association loi 1901 créée en 2002, est devenu un acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'Est métropolitain et un partenaire de référence en matière de développement économique aux côtés des collectivités territoriales.

Chiffres clés :

- 195 adhérents (représentant près de 65% des entreprises de la zone d'activité)
- 17 administrateurs
- 105 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 4 personnes (3 CDI et 1 alternant)

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes.

- Dimension économique et sociale :

En organisant des événements reconnus, l'association favorise les échanges entre les entreprises. En 2020, a été lancé Athelia Le Club chargé d'organiser des rencontres privilégiées destinées exclusivement aux dirigeants des entreprises adhérentes.

Les sept associations de zones d'activité du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation de deux événements communs à savoir une journée d'échanges entre les entreprises « Business Buzz » et une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost. L'édition 2020 de Job Boost a été organisée sous un format numérique à distance compte tenu du contexte sanitaire (350 participants).

- Dimension environnement et énergie :

Des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis une double certification ISO 14 001 et 50 001 de la zone d'activité ainsi que l'obtention du label «Parc +». Souhaitant aller plus loin dans ses actions et s'engager dans une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale et l'association avec le soutien de la Région et de l'ADEME. a recruté une chargée de mission en Mai 2020. Elle pilote le projet EIT «PHOENIX, Vos flux ont une seconde vie» qui vise à créer des synergies de flux entre entreprises et diminuer la consommation des ressources à l'échelle de la zone industrielle.

- Promotion des mobilités alternatives :

Depuis 2009 la commission Mobilité Durable a mis en place un certain nombre d'actions. Plusieurs enquêtes de mobilité, en 2009, 2013 et 2018, ainsi qu'une analyse du risque routier ont été réalisées. Des résultats ont été obtenus comme par exemple la coordination des horaires de bus et de TER. Une variété de supports de communication ont été créés, notamment en lien avec la mise en place d'un site de covoiturage crée en 2012 et modernisé en 2018. Depuis 2018, le rapport PDMIE (Plan de Mobilité Inter-Entreprises) des entreprises de plus de 100 salariés partenaires de la commission Mobilité est réalisé par l'association du fait de l'obligation réglementaire qui les vise. Ce plan s'inscrit dans une démarche de développement durable et permet à ces entreprises d'initier des actions de mobilité pour ses salariés. Il sera à nouveau actualisé en 2021 avec notamment une analyse des risques routiers.

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 323 225 euros en 2021; avoisinant le budget de l'année 2020 s'élevant à 332 335 euros en 2020.

Le budget a été augmenté à partir de 2020 en raison du nouveau projet mené en matière d'écologie industrielle territoriale. Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 163 774 euros, soit un peu plus de 50% du budget total. Il est significatif de noter que l'autofinancement généré par les cotisations perçues et les partenariats privés conclus approche les 38%. L'association Athelia Entreprendre sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une subvention globale de 50 000 euros au titre de ses compétences Développement économique et Mobilité pour l'année 2021.

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Athelia Entreprendre depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre à hauteur de 25 000 euros pour l'exercice 2021, qui se répartit ainsi :

- une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.
- une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité,

une subvention de 5 000 euros pour des actions d'Ecologie Industrielle Territoriale dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Economique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille-Provence, zone d'Athelia à La Ciotat, en leur proposant des services adaptés ;
- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre au titre de l'année 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 009-195/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une aide financière à la société SATYS au titre de son implantation sur le Technoparc des Florides

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19308/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

1. Présentation de la société dans son environnement local

La société SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE est une filiale du groupe SATYS, groupe spécialisé dans la peinture d'aéronefs, l'aménagement intérieur d'aéronefs, de trains et la connectique dans les domaines aéronautiques et ferroviaires. Le groupe emploie 3 100 personnes sur 71 sites dispersés dans 12 pays.

En région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, SATYS est implanté à Marignane pour ses activités de peinture et d'étanchéité principalement.

Dans le cadre de la diversification de ses activités, le groupe SATYS a créé la société SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE (anciennement dénommée AST) en 2014, exploitant deux sites de production à Dugny (site du Bourget) et à Marignane (site in situ AIRBUS HELICOPTERS).

Le groupe a également acquis la société Prodem (PROtection DEs Métaux) en juin 2018.

SATYS SURFACE TREATMENT offre ainsi des solutions techniques et géographiques pour le traitement de pièces aéronautiques, spatiales et de défense. Les sociétés sont certifiées pour les procédés spéciaux Contrôle Non-Destructif, Traitement de Surface, Usinage Chimique et Peinture. A ce titre, SATYS SURFACE TREATMENT bénéficie de qualifications en procédés spéciaux de la plupart des donneurs d'ordre du secteur.

2. Le projet de développement

Le groupe SATYS a depuis peu initié une diversification dans le traitement de surface et a concrétisé la création d'un établissement à Marignane, zone d'aide à finalité régionale (AFR) sur le Technoparc des Florides, par la signature d'un bail en l'état futur d'achèvement avec le Groupe BARJANE le 11 juillet 2019.

Ce nouvel établissement permettra de développer des activités de traitement de surface dans la région marseillaise, au plus près des acteurs de la filière aéronautique installés.

L'activité de cet établissement sera issue d'un développement commercial du groupe sur les activités de traitement de surface, ainsi que de celle issue du rachat du fonds de commerce de la société PMA. Confrontée à des difficultés financières et environnementales (nécessité de libérer le site actuel sur Marseille pour fin 2020), la société PMA, à Marseille, a une activité de traitement de surface de pièces critiques pour l'aéronautique.

Cette reprise d'activité permettra ainsi de maintenir 60 emplois sur le territoire et de résoudre une problématique majeure de pollution sur le site actuel de PMA, localisé sur la ville de Marseille. Cette nouvelle usine sera une vitrine de l'usine du futur en traitement de surface avec plus de 15 millions d'euros d'investissements dans des moyens d'automatisation et des procédés innovants qui permettront le respect de l'environnement et des Hommes. La création de cette usine et son développement commercial devraient permettre la création de 20 à 30 emplois nets supplémentaires.

Cette opération s'inscrit donc parfaitement dans la stratégie métropolitaine au bénéfice de la filière aéronautique conformément à l'Agenda du développement économique. Elle favorise l'accélération et la modernisation du tissu industriel métropolitain via l'industrie du futur illustrée par l'action de Team Henri Fabre et le projet de Technocentre sur le technoparc des Florides.

L'entreprise a informé, récemment, la Métropole d'une évolution du projet d'usine sur les Florides depuis la notification du soutien de la Région SUD ne remettant pas en cause le taux plafond de cumul d'aides à finalité régionale, les éléments de la convention approuvée par la présente délibération reprennent les données inscrites dans la convention entre la Région SUD et SATYS ; ainsi que les éléments communiqués par l'entreprise.

3. Proposition d'intervention financière

L'assiette de dépenses de ce programme représentait un montant subventionnable de 20 666 000 € HT. Désormais, l'investissement représente 15,5 millions d'euros dont près de 50 % est consacré aux équipements industriels.

L'Etat a décidé d'accorder 400 000 € de subvention au titre de la Prime d'aménagement du territoire ;

La Région a décidé d'accorder, sur le fondement du régime cadre exempté de notification n°SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 26 juin 2014, 300 000 € de subvention, soit 1,45% de l'assiette financière éligible ;

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée afin d'abonder ce programme sur un montant de 100 000 €, ce qui représente 0,48% de l'assiette financière éligible.

Compte-tenu des perspectives de développement de la société SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE, il paraît souhaitable de soutenir, en complément de la Région, cette opération sur le fondement du Code général de la collectivités territoriales et de la réglementation européenne et plus particulièrement le régime cadre relatif aux aides à finalité régionale précité. Dans le cadre de ce régime cadre exempté, sont considérés comme des coûts admissibles les coûts suivants : les investissements dans les actifs corporels et incorporels et les coûts salariaux.

Dans ce contexte, il est proposé d'accorder à la société SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE une aide financière de 100 000 € pour la mise en œuvre de son projet d'implantation sur le Technoparc des Florides.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et de la Métropole AMP dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de soutenir le développement des entreprises innovantes de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Que l'implantation et l'ancrage d'entreprises et de talents nationaux et étrangers sur notre territoire constituent un axe majeur pour favoriser le développement économique en région et la création d'emplois ;
- Que la Région et la Métropole sont sollicitées pour soutenir les projets présentés par la société SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE afin de lui permettre de réaliser son projet d'implantation sur le Technocentre des Florides à Marignane ;
- Que la Région a délibéré le 13 décembre 2019 (N°19-860) d'une subvention pour la création d'une nouvelle usine SATYS à Marignane ;
- Que cette aide, en complément de l'aide régionale, s'inscrit dans le régime cadre exempté de notification n°SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
- Que le Bureau de la Métropole entend répondre favorablement à la demande de subvention d'un montant de 100 000 euros ainsi que la convention d'attribution de la subvention.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'un montant total de 100 000 euros à l'entreprise SATYS SURFACE TREATMENT PARIS MARSEILLE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 010-196/21/CT

■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association Cote Bleue Passion pour l'organisation de la course de nage en mer dans le Parc Marin de la Cote Bleue
DCOM 21/19350/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Cote Bleue Passion a pour objet de promouvoir et développer la découverte en mer de notre littoral et notamment du Parc Marin de la Cote Bleue.

A ce titre elle organise la 7ème édition de la Traversée des canards et des dauphins, course de nage en mer dans le Parc Marin de la Cote Bleue qui aura lieu le 16 mai 2021. Cette édition réunira environ 500 nageurs pour une course de 5 km qui partira du port de Carry le Rouet pour arriver à la plage du Rouet ainsi que deux boucles de 2,5km et de 500 mètres pour les plus jeunes et moins expérimentés.

L'association a été soutenue les années précédentes, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00141.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Cote Bleue Passion une subvention d'un montant de 3000€.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association Cote bleue Passion d'un montant de 3000€ au titre de l'exercice 2021

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 011-197/21/CT

■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association Athletic Club Phocéen pour l'organisation de la Ronde de Château Gombert DCOM 21/19356/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Athletic Club Phocéen a pour objet de promouvoir et développer la découverte de la nature par le sport. A ce titre elle organise la 20ème édition de la Ronde de Château Gombert course pédestre qui aura lieu le 18 avril 2021 sur le massif de l'Etoile. Cette édition réunira environ 500 coureurs et 90 bénévoles pour :

- une course NATURE de 10km
- une course TRAIL de 17,8km
- une course MARCHE de 8,5 km
- trois courses enfants (de 6 à 13 ans) dans le Domaine de la Nègre sur des distances adaptées à leurs catégories (800 à 2400 m)
- animations enfants Kid Athlé sur le Domaine de la Nègre.

Elle souhaite réaliser son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00141.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Athletic Club Phocéen une subvention d'un montant de 4 000€.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association Athletic Club Phocéan d'un montant de 4000€ au titre de l'exercice 2021

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 012-198/21/CT

■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association ART FOR GAIA pour l'organisation du spectacle FRED DCOM 21/19357/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association ART FOR GAIA a pour lignée artistique d'intégrer volontairement le croisement de domaines artistiques divers avec la danse. Cette réflexion multiple de l'art prend une place fondamentale dans la création de chaque pièce.

A ce titre le projet de création 2021 intitulé FRED réunit 5 disciplines artistiques : la danse, la poésie, la musique, la peinture et les arts numériques. La création vidéo sera réalisée par Jean Christophe Aubert. La création musicale par Nicolas Melmann, et l'écriture par Marion Deneux.

Les œuvres du plasticien Frédéric Luquet, sont le point de départ de FRED. Une rétrospective de sa vie à travers son œuvre picturale croisée aux enjeux environnementaux.

Ce projet sera présenté en Juillet – pour les Estivales à Allauch et dans le cadre des Nuits du Château 2021 pour le festival de danse de La Tour d'Aigues dans le département du Vaucluse.

L'association ART FOR GAIA sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00959.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association ART FOR GAIA une subvention d'un montant de 5000€.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association ART FOR GAIA d'un montant de 5000€ au titre de l'exercice 2021

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748. .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 013-199/21/CT

■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association Le Club des Marseillaises pour l'organisation de La Marseillaise Des Femmes
DCOM 21/19358/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

La Marseillaise des Femmes promeut depuis 10 ans le sport féminin et permet à de très nombreuses femmes de se fixer un rendez-vous annuel, source de motivation et de convivialité, mais aussi facteur d'intégration par le sport et soutien financier à la Fondation pour la Recherche Médicale (cancer du sein) et Amnesty International (Défense du Droit des Femmes). Plus de 9 000 participantes se retrouvent chaque année pour cette course à pied.

La 11^{ème} édition débutera par l'ouverture du Village vendredi 15 octobre jusqu'au dimanche 17 octobre, la course aura lieu le dimanche 17 octobre matin sur les plages du Prado à Marseille.

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021 dossier Astre N°2021_00960

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association le Club des Marseillaises une subvention d'un montant de 20 000 €.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association le Club des Marseillaises d'un montant de 20 000€ au titre de l'exercice 2021

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 015-200/21/CT

**■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association Jeunesse Sportive de Châteauneuf la Mède pour la mise en place d'une section de football adapté
DCOM 21/19360/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Jeunesse Sportive de Châteauneuf la Mède souhaite mettre en place une section de football adapté pour permettre aux personnes en situation de handicap du foyer de la Ville de la Mède de découvrir la pratique du football. L'association propose une section de foot adapté hebdomadaire pour les résidents du foyer de vie Jacquemus avec lequel elle a signé une convention. Un éducateur sportif de la JSCM met en place des séances autour de la pratique du football accompagné d'un moniteur éducateur du foyer tous les jeudis après-midi pendant deux heures trente.

L'association souhaite poursuivre son fonctionnement et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00977.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Jeunesse Sportive de Château neuf la Mède une subvention d'un montant de 5 000€.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à l'association Jeunesse Sportive de Château neuf la Mède d'un montant de 5 000€ au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 016-201/21/CT

**■ CT1 - Octroi d'une subvention à l'association ORANE pour l'organisation du festival MARSATAC qui se déroulera à Marseille du 11 au 13 juin 2021
DCOM 21/19399/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le Festival Marsatac, né à Marseille en 1999, est porté par l'association ORANE. Il s'agit d'un festival de musiques actuelles et de cultures urbaines. Chaque année, ce festival est porteur de nombreux partenariats : étudiants, culturels, médias, associatifs, professionnels et institutionnels.

Marsatac favorise l'émergence de talents locaux et régionaux en faisant le choix, depuis quelques années, de placer la création au cœur de ses préoccupations et en affirmant une réelle volonté d'impulser de nouveaux projets artistiques.

Pour ce faire, Marsatac accompagne le développement de jeunes artistes, crée le cadre de promotion de leurs œuvres et d'épanouissement de leurs carrières, permet la création de répertoires inédits et leur offre la formidable expérience des scènes et du public du festival.

Ce festival est largement couvert par les médias locaux, régionaux et surtout nationaux, donnant une visibilité importante au territoire.

Le public du festival est essentiellement étudiant (34%) à 80% issu de la région et à plus de 67% du territoire métropolitain. Plus de 60% du public a entre 18 et 29 ans. En 2019, ils étaient près de 30 000 sur la dernière édition.

Le festival Marsatac est soutenu par le Conseil de Territoire Marseille Provence depuis 2017.

Cette collaboration pérenne est le fruit de la convergence entre les compétences de la collectivité, notamment en matière de transport et d'environnement, et l'engagement pionnier sur le territoire du festival Marsatac en matière d'éco-responsabilité notamment dans le cadre de partenariat conventionné avec AREMACS et Clean my calanque.

L'association Orane, en 2021, poursuit son cycle de développement pour porter haut et fort les cultures urbaines et électroniques auprès du plus grand nombre, en s'appuyant sur : la mise en avant de la création « made in Marseille », l'émergence de jeunes artistes et nouvelles scènes, l'inclusion de projets en collaboration avec des acteurs sociaux et la transmission de ses savoir-faire aux générations futures.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Afin de favoriser l'accès à la culture par tous, l'association pratique une politique de tarifs réduits pour les étudiants, les personnes éligibles aux allocations familiales, inscrites auprès de pôle emploi et, pour les personnes à mobilité réduite. Pour les accompagnants de ces dernières, une invitation gratuite leur est délivrée.

Le festival 2021 aura lieu du 11 au 13 juin 2021 au Parc Chanot et sur les plages de Marseille. L'association est soutenue par la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et le Ministère de la Culture.

L'association souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00178.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association ORANE une subvention d'un montant de 100 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'action spécifique à l'association ORANE d'un montant de 100 000 € au titre de l'exercice 2021.

Article 2

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec l'association ORANE.

Article 3 :

Monsieur Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant dûment habilité, est autorisée à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 1 JUIN 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

1 JUIN 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Lyece CHOULAK - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Eric MERY - Danielle MILON - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Frank OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Anne VIAL - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Romain BRUMENT - Sabine BERNASCONI représentée par Roland GIBERTI - Patrick BORE représenté par Danielle MILON - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Bernard DEFLESSELLES représenté par Patrick GHIGONETTO - Olivia FORTIN représentée par Joël CANICAVE - Jean-Pierre GIORGI représenté par Roland GIBERTI - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par Laurence SEMERDJIAN - Jessie LINTON représentée par Gérard AZIBI - Didier PARAKIAN représenté par Yannick OHANESSIAN - Benoît PAYAN représenté par Sophie CAMARD - Julien RAVIER représenté par Emilie CANNONE - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Christian AMIRATY - Nassera BENMARNIA - Emmanuelle CHARAFE - Sophie GRECH - Sébastien JIBRAYEL - Anthony KREHMEIER - Eric LE DISSES - Bernard MARANDAT - Hervé MENCHON - Marie MICHAUD - Lourdes MOUNIEN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Michèle RUBIROLA - Jean-Yves SAYAG - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-202/21/CT

**■ CT1 - Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence - Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2020
DBP 21/19593/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2020 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2020 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2020 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes 305 020 405,87 euros
En dépenses 305 020 405,87 euros

Résultat

0,00 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2020, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-203/21/CT

■ CT1 - Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2020 du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DBP 21/19589/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de plaisance, du Crématorium, des Opérations d'aménagement, du Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2020 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2020 comme suit :

Les résultats de clôture de l'exercice 2020 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement	26 756 967,45 euros
Section de fonctionnement	1 340 833,79 euros
Solde	28 097 801,24 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	238 243,40 euros
Section de fonctionnement	24 997 102,17 euros
Solde	25 235 345,57 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement	- 1 831 093,51 euros
Section de fonctionnement	800 296,19 euros
Solde	- 1 030 797,32 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement	1 445 121,48 euros
Section de fonctionnement	3 627 784,46 euros
Solde	5 072 905,94 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	- 8 018 866,21 euros
Section de fonctionnement	1 345 950,19 euros
Solde	- 6 672 916,02 euros

Article 2 :

Est d'avis d'adopter et de déclarer que les Comptes de Gestion des services de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement du Territoire dressés par le Receveur pour l'exercice 2020, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

FET 003-204/21/CT

■ CT1 - Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 du Territoire des budgets annexes Eau, Assainissement, Ports de Plaisance, Crématorium, Opérations d'Aménagement

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 21/19590/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour approbation des Comptes Administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence suivants :

- Budget annexe EAU ;
- Budget annexe ASSAINISSEMENT ;
- Budget annexe PORTS DE PLAISANCE ;
- Budget annexe CREMATORIUM ;
- Budget annexe OPERATIONS D'AMENAGEMENT.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2020 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2020 est annexé à la présente délibération Le Conseil de Territoire en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2020 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2020 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 1 :

Constate et arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2020 dont les montants sont retranscrits ci-après :

BUDGET ANNEXE EAU

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	20 239 466,63	0,00	6 517 500,82	26 756 967,45
FONCTIONNEMENT	2 961 146,99	0,00	1 620 313,20	1 340 833,79
TOTAL	23 200 613,62	0,00	4 897 187,62	28 097 801,24

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	-4 706 932,80	0,00	4 945 176,20	238 243,40
FONCTIONNEMENT	24 412 431,90	8 255 610,80	8 840 281,07	24 997 102,17
TOTAL	19 705 499,10	8 255 610,80	13 785 457,27	25 235 345,57

BUDGET ANNEXE PORTS DE PLAISANCE

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	-1 032 086,24	0,00	-799 007,27	-1 831 093,51
FONCTIONNEMENT	1 583 982,67	1 032 086,24	248 399,76	800 296,19
TOTAL	551 896,43	1 032 086,24	550 607,51	1 030 797,32

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
----------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------	---------------------------------	------------------------------

INVESTISSEMENT	1 573 319,39	0,00	-128 197,91	1 455 121,48
FONCTIONNEMENT	3 022 049,90	0,00	605 734,56	3 627 784,46
TOTAL	4 595 369,29	0,00	477 536,65	5 072 905,94

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2020	RESULTATS DE L'EXERCICE 2020	RESULTATS DE CLOTURE 2020
INVESTISSEMENT	-2 373 052,87	0,00	-5 645 813,34	-8 018 866,21
FONCTIONNEMENT	1 908 900,78	1 908 900,78	1 345 950,19	1 345 950,19
TOTAL	464 152,09	1 908 900,78	-4 299 863,15	-6 672 916,02

Article 2

:

Est d'avis de donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2020, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de l'Eau, l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Reconnait l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2020 de Monsieur le Receveur des Finances et ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2020.

Article 4 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-205/21/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence - Adoption du Compte Administratif 2020 DBP 21/19594/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 4 Juin 2021 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole. En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparait dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2020 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2020 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes	305 020 405,87 euros
En dépenses	305 020 405,87 euros
Résultat :	0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2020 de Monsieur le receveur des Finances est en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-206/21/CT

■ CT1 - Budget Annexes du Territoire Marseille-Provence - Adoption de décisions modificatives de l'exercice 2021

DBP 21/19592/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les présentes décisions modificatives concernent des ajustements de crédits entre chapitres. En fonctionnement, il s'agit d'inscrire sur chaque budget des crédits réglementaires « allocations enfants handicapés », des mouvements sur opérations de gestion en contrepartie de la révision à la baisse d'autres prévisions (frais d'actes juridiques). En investissement, il s'agit d'ajuster les crédits entre opérations au plus près de la progression des réalisations. Ces mouvements sur les deux sections n'ont aucune incidence budgétaire.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative n° 3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » et les équilibres de la décision modificative n° 2 des budgets annexes « Assainissement », « Crématorium », « Ports de Plaisance ». Les maquettes budgétaires sont jointes en annexe.

Le budget annexe « Opérations d'aménagement » ne fait pas l'objet de décision modificative.

Equilibre de la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Ports de Plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2021 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-141/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 001-001/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation du de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-086/21/CT du 13 Avril 2021 portant approbation du de la Décision Modificative n°2 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de procéder à des réajustements et à des transferts de crédits au sein des budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance », « Crématorium ».

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la décision modificative n° 3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Eau » du Territoire Marseille-Provence arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire approuve la décision modificative n° 2 de l'exercice 2021 des budgets annexes « Assainissement », « Crématorium », « Ports de Plaisance » du Territoire Marseille-Provence arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-207/21/CT

**■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2
DBP 21/19595/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 17 Novembre 2020 par délibération n° FET 001-107/20/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 17 décembre 2020 par l'adoption du budget primitif 2021 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La décision modificative n°2 concerne des ajustements de crédits entre chapitres en fonctionnement.

En investissement, elle tient compte d'ajustements techniques à somme nulle entre différentes opérations, voire la réduction de crédits sur certaines opérations en fonction de leur avancement et l'augmentation de crédits de paiement rendue nécessaire par la progression de certaines réalisations.

Les mouvements de crédits relatifs à la décision modificative n°2 de l'Etat Spécial de Territoire seront inclus à la Décision Modificative n°2 qui sera proposée vote du prochain Conseil de la Métropole.

Après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 2 pour l'exercice 2021, la dotation de gestion à l'Etat Spécial de Territoire s'élève à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 92 241 572,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 134 423 396,02 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FET 001-107/20/CT du 17 novembre 2020 approuvant le budget primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 001-107/21/CT du 16 Février 2021 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n°2 de l'exercice 2021 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	- 925 000,00 euros
Section d'Investissement	86 500,00 euros

FET 007-208/21/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 21/19587/

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Jusqu'au 31 décembre 2019, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ, en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 415.83 euros (Quatre cent quinze euros quatre-vingt-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Thierry DRAY – sinistre du 1^{er} août 2019 – montant : 277.51 euros,
- M. Bernard ARRIGO – sinistre du 21 novembre 2019 – montant : 138.32 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 008-209/21/CT

■ **CT1 - Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement les plus impactant du secteur Salengro dans le cadre de la Zac citée de la Méditerranée à Marseille 2^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19564/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA), pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Les travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée à Marseille, et qui se sont déroulés entre Mai 2019 et Août 2020, ont occasionné des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ces travaux consistent à restructurer la totalité de l'avenue Roger Salengro, de façade à façade, avec l'objectif d'améliorer la circulation des piétons (élargissement des trottoirs) et des transports en commun (couloir de bus en site propre) tout en conservant deux voies de circulation Véhicules Légers. La durée des travaux, initialement prévu sur 6 mois, a été prolongée de 10 mois suite aux interruptions exceptionnelles dues à des travaux tiers (travaux TPNS, travaux réseaux angle Chanterac/salengro...), ainsi qu'à l'application de conditions sanitaires exceptionnelles (confinement COVID 19).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Afin de minimiser l'impact des travaux, liés à cette phase des travaux sur la vie économique locale, il est proposé, à titre exceptionnel et spécifique, d'élargir le périmètre d'application au secteur Salengro dans le cadre de la ZAC cité de la méditerranée à Marseille.

En conséquence, un périmètre d'indemnisation relatif à ce secteur impacté, défini en première instance, est joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC cité de la méditerranée ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à ce secteur concerné par les travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC cité de la méditerranée est de nature à répondre à ce besoin ;
- Que le dispositif d'aides financières et d'accompagnement des professionnels riverains mis en place entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée gardera un caractère exceptionnel et spécifique liés au prolongement de 10 mois du chantier d'aménagement du secteur Salengro, dans le cadre de la ZAC cité de la méditerranée, consécutif aux interruptions exceptionnelles dues à des travaux tiers (travaux TPNS, travaux réseaux angle Chanterac/salengro...) et à des conditions sanitaires exceptionnelles (confinement COVID 19).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du projet de délibération relatif à l'approbation de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement les plus impactant, du secteur Salengro dans le cadre de la Zac cité de la Méditerranée à Marseille.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

FET 009-210/21/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19415/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnités pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 17 mai 2021, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

La recevabilité des **04** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ainsi que du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2021/05/56 : NOUCHIG du 10/06/2020 au 27/11/2020,
- LTD-2021/04/23 : KARUKERA 13 du 02/06/2020 au 01/04/2021,
- PJJLP-2019/07/5-2 : WAAW du 02/09/2019 au 02/05/2021,
- PJJLP-2019/09/10-2 : LOTUS EXPRESS du 02/10/2019 au 02/05/2021.

Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
-----------	-----	---------	-----------------	-----------------------------	-------------------	------------------------	------------------------------

CVM-2020/11/43	TRABUC	31 rue Reine Elisabeth 13001 Marseille	12/02/2019 au 29/05/2020	46 532,00	27 919,00	0,00	27 919,00
CVM-2020/12/47	PIAZZA CAFE	8 place Général de Gaulle 13001 Marseille	12/02/2019 au 03/06/2020	3 745,00	2 247,00	500,00	2 747,00
CVM-2021/01/49	LA CALINE MIE	16 Rue St Ferréol - 24B rue Pavillon 13001 Marseille	15/02/2019 au 31/07/2020	93 761,00	56 257,00	0,00	56 257,00
CVM-2021/01/50	LA CALINE * MIE	6, place Gabriel Péri 13001 Marseille	24/09/2019 au 29/05/2020	61 132,00	36 679,00	0,00	34 173,00
TOTAL				205 170,00	123 102,00	500,00	121 096,00

Montant des indemnisations déjà accordées **	801 309.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-ville de Marseille	922 405.00 €

* L'expertise judiciaire a conclu à un préjudice économique pondéré de 36 679,00€. Cette évaluation étant supérieure à la demande initiale du requérant sur son dossier d'indemnisation, soit 34 173,00€, la CMIA a choisi de ne retenir que le montant de l'indemnisation sollicitée par le commerçant complété des frais annexes facturés.

** Un correctif a été apporté sur deux propositions d'indemnisations concernant les commerces LE STUDIO B CAFE (10213,00€ au lieu de 10963,00€) et LE MARIUS (403,00€ au lieu de 360€) modifiant le total général des indemnisations versées sur le chantier du centre-ville de Marseille. Dès lors, le total général à prendre en considération sur la délibération du 15 avril 2021 est de 801309,00€.

LA PL AINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2021/01/20	GRANDE PHARMACIE DE LA PLAINE	48, place Jean Jaurès 13006 Marseille	12/10/2018 au 31/10/2020	89 586,00	53 752,00	1 500,00	55 252,00
TOTAL				89 586,00	53 752,00	1 500,00	55 252,00

Montant des indemnisations déjà accordées	359 743,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	414 995,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2020/12/16	BADR VOYAGES	15 cours Lieutaud 13006 Marseille	02/06/2020 au 02/12/2020	8 910,00	5 346,00	1 240,00	6 586,00
LTD-2021/01/17	COMPTOIR DU MUSEE	3 Bld Garibaldi 13001 Marseille	02/06/2020 au 25/01/2021	12 229,00	7 337,00	0,00	7 337,00
LTD-2021/01/18	ROYAL ART MEUBLES	105 cours Lieutaud 13006 Marseille	11/03/2019 au 13/03/2020	10 260,00	6 156,00	0,00	6 156,00
TOTAL				31 399,00	18 839,00	1 240,00	20 079,00

Montant des indemnisations déjà accordées	284 896.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	304 975.00 €

Centre-Ville d'Aubagne

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AUB-2020/12/07	LA CAPPADOCE	19 Place des Quinze 13400 Aubagne	08/07/2019 au 01/09/2020	8 789,00	5 273,00	0,00	5 273,00
AUB-2021/03/08	OPTIC 2000	19 Place des Quinze 13400 Aubagne	08/07/2019 au 30/09/2020	72 402,00	43 441,00	0,00	43 441,00
TOTAL				81 191,00	48 714,00	0,00	48 714,00

Montant des indemnisations déjà accordées	68 057.00 €
Total général chantier centre-ville d'Aubagne	116 771.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 04 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 10 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mai 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 01 juin 2021.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 010-211/21/CT

■ CT1 - Modification de la tarification des kiosques situés sur le domaine public du Territoire Marseille Provence : regroupement tarifaire qui entraîne une diminution de la tarification en centre-ville

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 21/19498/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole gère les cent trente-neuf kiosques installés sur le domaine public du territoire de la commune de Marseille.

La Ville de Marseille était gestionnaire de ces kiosques jusqu'en juillet 2000. Afin de percevoir la redevance d'occupation correspondante, elle avait établi un découpage en trois zones du territoire, les tarifs étant appliqués en fonction de ce découpage et en fonction de l'activité exercée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a conservé cette tarification depuis 2000. Cette tarification est actée annuellement par les délibérations approuvant les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation temporaire et permanente du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence.

La zone 1 regroupe des voies situées dans l'hyper-centre de Marseille 13001 et 13006, la zone 2 couvre une superficie plus étendue située dans les 1^{er}, 2^{ème}, 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements de Marseille et la zone 3 rassemble les voies non comprises dans les zones 1 et 2.

Il apparaît que cette sectorisation géographique n'est plus pertinente au regard des évolutions urbaines. Il est aujourd'hui proposé de supprimer l'ancienne zone 1, et le nouveau zonage se découperait de la façon suivante : zone 1 regroupant les anciennes zones 1 et 2 et la nouvelle zone 2 concernant le reste du territoire marseillais ancienne zone 3.

Au-delà de la simplification du découpage tarifaire, cette modification vise, en diminuant les montants des tarifs applicables en centre-ville, à rendre plus attractif les kiosques encore inoccupés situés dans ce secteur. La conclusion de nouvelles autorisations d'occupation générerait la perception de redevances permettant de compenser la diminution des tarifs liée à la modification du zonage.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une modification de la délibération approuvant les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie pour l'année 2021 et la suppression de la zone 1 applicable aux droits de stationnement des kiosques installés de manière permanente sur le domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sectorisation géographique inscrite dans la délibération tarifaire approuvant les droits de voirie des kiosques installés sur le domaine public métropolitain fait apparaître un découpage en 3 zones ;
- Qu'il est proposé de supprimer la zone 1 et de l'intégrer dans la zone 2 ;
- Qu'il est nécessaire de modifier la délibération FBPA 031-9133-20-CM du 17 décembre 2020, conformément à l'annexe ci jointe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la modification de la tarification des kiosques situés sur le domaine public du Territoire Marseille-Provence regroupement tarifaire qui entraîne une diminution de la tarification en Centre-ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 011-212/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une exonération de la redevance d'occupation du Domaine Public 2021 pour les terrasses du pourtour du Vieux-Port de Marseille et du front de mer de la Ciotat et pour les kiosques fermés réglementairement et extension provisoire pour les terrasses du pourtour du Vieux-Port de Marseille jusqu'au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 21/19501/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite aux mesures du gouvernement pour un troisième confinement annoncé le 31 mars 2021, les restaurateurs et certains commerces fermés réglementairement, ne peuvent accueillir de public et, ce jusqu'aux prochaines annonces relatives au déconfinement progressif. Ces établissements n'occupent donc plus le domaine public et n'ayant pu exercer leur activité pendant ces périodes, n'ont plus perçu de revenus.

Sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite exonérer pour une durée 9 mois, du 1^{er} avril au 31 décembre 2021, du paiement de la redevance perçue pour l'année 2021 au titre du droit d'occupation du domaine public, les terrasses des établissements situés sur le pourtour du Vieux-Port de Marseille, les commerçants restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de la Ciotat. Pour les kiosquiers installés sur la commune de Marseille et fermés réglementairement, l'exonération proposée est d'une durée de 9 mois, du 1^{er} avril au 31 décembre 2021.

L'exonération sera accordée sous réserve que les occupants soient à jour du paiement de leur redevance d'occupation du Domaine Public.

De plus, la mise en place de mesures de distanciation va limiter l'accès de clientèle dans ces établissements.

A l'instar du précédent déconfinement, pour ce qui concerne certains commerçants du pourtour du Vieux Port de Marseille, titulaires d'une occupation temporaire du Domaine Public délivrée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, autorisant l'exploitation de la terrasse installée au droit de leur établissement, leur positionnement géographique permettra d'augmenter leur surface d'exploitation afin de compenser la perte de clientèle.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ainsi, les terrasses situées :

- Du 2 au 66 quai du Port ont la possibilité d'agrandir leur terrasse dans la limite d'un mètre dix (1,10m) à partir du devant du caniveau blanc.
- du 1 au 39 quai des Belges ont la possibilité d'agrandir leur terrasse dans la limite d'un mètre (1 m) à partir du cloutage au sol

Cette extension devra respecter l'espace dédié au cheminement des piétons qui reste conforme à la réglementation des personnes à mobilité réduite. Elle ne devra en aucun cas entraver les interventions des véhicules de secours.

Des arrêtés provisoires d'occupation du domaine public leur permettant d'augmenter leur surface d'exploitation comme indiqué ci-dessus, seront émis jusqu'au 31 décembre 2021.

Enfin, cette extension de terrasse fera l'objet d'une exonération jusqu'au 31 décembre 2021.

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver :

- une exonération des redevances d'occupation du Domaine Public :
- pour les restaurateurs du pourtour du Vieux Port de Marseille et du Front de mer de la Ciotat du 1^{er} avril au 31 décembre 2021; sous réserve que les occupants soient à jour du paiement de leur redevance d'occupation du Domaine Public
- pour les kiosques fermés réglementairement pour le mois 1^{er} avril au 31 décembre 2021, sous réserve que les occupants soient à jour du paiement de leur redevance d'occupation du Domaine Public
- L'extension provisoire de certaines terrasses du Vieux port de Marseille jusqu'au 31 décembre 2021
- L'exonération de ces extensions provisoires jusqu'au 31 décembre 2021

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'apporter un soutien économique aux restaurateurs occupant les terrasses du front de mer de la Ciotat ainsi que les établissements du pourtour du Vieux-Port de Marseille impactés par la situation sanitaire COVID 19, par une exonération d'une durée de 9 mois, allant du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021, sous réserve que les occupants soient à jour du paiement de leur redevance d'occupation du Domaine Public ;

- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des Redevances d'occupation du Domaine Public pour l'année 2021 pour les kiosquiers sur la commune de Marseille fermés réglementairement du fait de la situation sanitaire COVID 19, correspondante à une durée de 9 mois, allant du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021, sous réserve que les occupants soient à jour du paiement de leur redevance d'occupation du Domaine Public ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'autorisation d'extension des terrasses de certains établissements du Pourtour du Vieux Port ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'exonération de ces extensions provisoires jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une exonération pour une durée 9 mois, du 1^{er} avril au 31 décembre 2021, de la redevance d'occupation du Domaine Public 2021 pour les terrasses du pourtour du Vieux-Port de Marseille et du front de mer de la Ciotat et pour les kiosques fermés réglementairement et d'une extension provisoire pour les terrasses du pourtour du Vieux-Port de Marseille jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 012-213/21/CT

■ **CT1 - Travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la Zac citée de la Méditerranée à Marseille - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques**

Information du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19567/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération concomitante, à la présente séance du 04 juin 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé, le périmètre relatif aux entreprises impactées par les travaux d'aménagement du secteur Salengro, dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée à Marseille.

Les travaux d'aménagement du secteur Salengro, dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée à Marseille, qui se sont déroulés entre Mai 2019 et Août 2020, ont occasionné des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ces travaux consistent à restructurer la totalité de l'avenue Roger Salengro, de façade à façade, avec l'objectif d'améliorer la circulation des piétons (élargissement des trottoirs) et des transports en commun (couloir de bus en site propre) tout en conservant deux voies de circulation Véhicules Légers. La durée des travaux initialement prévue sur 6 mois a été prolongée de 10 mois suite aux interruptions exceptionnelles dues à des travaux tiers (travaux TPNS, travaux réseaux angle Chanterac/salengro...), ainsi qu'à l'application des conditions sanitaires exceptionnelles (confinement COVID 19). C'est dans ce contexte exceptionnel et spécifique que la Métropole Aix-Marseille-Provence, L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence assurera l'organisation de la CIA et l'avance des fonds pour la prise en charge financière des indemnités versées

aux professionnels riverains du chantier, ainsi que le coût des honoraires d'expertises judiciaires, permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.

- L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, pour sa part, s'engage à procéder au remboursement des indemnités accordées par la CMIA, préfinancées par la MAMP, ainsi que des frais d'honoraires d'expertises engagées pour l'étude et la valorisation des préjudices sur présentation d'un avis des sommes à payer. Par ailleurs, l'EPAEM désignera un référent chantier qui communiquera toute information relative à la bonne application de la convention de partenariat, ainsi que toutes actions de communication utiles à la mise en œuvre, au bon déroulement et au suivi du dispositif. Ses coordonnées sont communiquées à la CCIAMP et CMAR PACA. Enfin, il mettra en place une communication sur l'ouverture et le fonctionnement du dispositif.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- D'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- De les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- De leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- De les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- De délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Par délibération concomitante à la présente séance du 04 juin 2021 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée. Il a également été approuvé le périmètre relatif aux professionnels impactés par les travaux d'aménagement du secteur Salengro dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux d'aménagement, du secteur Salengro, dans le cadre de la ZAC citée de la méditerranée à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération relatif à l'approbation des travaux d'aménagement du secteur Salengro, dans le cadre de la ZAC citée de la Méditerranée à Marseille - Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-214/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Air-Bel à Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/18851/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'« Approbation de la convention Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Air-Bel à Marseille 11ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le NPNRU cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'euros.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix-en-Provence, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon-de-Provence).

La présente convention porte sur le quartier prioritaire d'Air Bel situé dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille identifié parmi les quartiers d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) : Air Bel, QP013038, Marseille.

Air-Bel fait l'objet depuis fin 2014 d'études urbaines et sociales qui ont permis d'engager une concertation avec les habitants et de dégager les fondamentaux d'un projet urbain partagé. Les premières orientations stratégiques ont ainsi pu être validées en réunion publique le 12 février 2017 :

- Agir sur l'Habitat
- Ouvrir le quartier
- Améliorer l'attractivité du quartier

Pour mémoire, le quartier d'Air Bel situé dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille s'étend sur plus de 21ha, il est composé d'un habitat social collectif (1 199 logements) construit entre 1971 et 1973 et regroupant 5 932 habitants.

A proximité de la Vallée de l'Huveaune, le quartier d'Air Bel est situé dans un secteur résidentiel en fort développement, mais reste précaire et isolé de la dynamique du territoire. L'offre de logements d'Air Bel est de bonne qualité initiale mais de plus en plus inadaptée à la demande, rendant difficile son positionnement sur le marché.

Ainsi, Air Bel dispose d'atouts favorables à son repositionnement dans la ville, à la condition de pouvoir reconfigurer et clarifier certains espaces. L'enjeu fondamental pour Air Bel est bien de sortir d'une spirale de spécialisation du quartier tout en maintenant et en révélant ses qualités actuelles pour en faire un quartier attractif demain.

Compte tenu de cet environnement, les objectifs du projet de renouvellement d'Air Bel sont donc :

- D'améliorer l'offre existante LLS afin qu'elle joue son rôle dans le marché et son environnement plus large, en accompagnant notamment la diversification typologique du patrimoine.
- De requalifier les équipements publics et créer une armature urbaine publique donnant une lisibilité claire au quartier et permettant de révéler ses atouts résidentiels.
- D'apporter une offre nouvelle variée (dans sa forme et sa typologie) offrant un parcours résidentiel ascendant dans un environnement résidentiel porteur.

L'efficacité environnementale et plus précisément la mise en œuvre d'un urbanisme favorable à la santé, constituent un objectif transversal de ce projet de renouvellement urbain.

La convention cadre métropolitaine, approuvée par délibération DEVT 008-6961/19/BM du 24 octobre 2019 intègre la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain ainsi que les moyens et les financements dédiés en complément aux politiques de droit commun en matière d'habitat (reconstitution de l'offre et relogement dans le neuf avec minoration de loyer).

La convention pluriannuelle d'Air Bel a été rédigée sur la base du dossier de présentation élaboré dans le cadre du protocole de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au NPNRU qui a été examiné par le Comité d'Engagement de l'ANRU le 19 décembre 2019.

L'ANRU et ses partenaires ont rendu un avis favorable sur le projet urbain et la stratégie d'ensemble sur le quartier. Pour un montant global du projet estimé à 130 M€ TTC, il a été validé pour le PRIN d'Air Bel un montant total maximum de concours financiers de l'ANRU de 60,4 M€, dont 36,9 M€ en subventions et 23,5 M€ en prêts.

Pour permettre la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU d'Air Bel, la Métropole Aix Marseille Provence, par délibération CHL 002-8705/20CM en conseil métropolitain du 15 octobre 2020 a permis la création de l'opération d'investissement : « NPNRU Air Bel » et l'affectation d'un montant global de 30 000 000 euros dont la répartition des crédits de paiement a été inscrite aux exercices budgétaires concernés.

Le projet urbain validé, la mise en œuvre du programme ainsi que les engagements des partenaires sont formalisés dans la présente convention pluriannuelle NPNRU. Les pièces constitutives de la présente convention sont les suivantes :

- La présente convention NPNRU du projet d'Air Bel ;
- Les annexes, répertoriées comme suit :
 - A – Présentation du projet ;
 - B – Contreparties en faveur du groupe Action Logement ;
 - C – Synthèse de la programmation opérationnelle et financière ;
 - D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet.

L'absence d'annexe(s) répertoriée(s) en A et D ne fait pas obstacle à la bonne exécution de la présente convention.

Les parties prenantes de la convention NPNRU pluriannuelle d'Air Bel sont :

- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) représentée par son directeur général, ou par délégation, par son délégué territorial dans le département,
- L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département
- La Métropole Aix-Marseille-Provence représentée par sa présidente, désignée « le porteur de projet »
- La commune de la Ville de Marseille, représentée par son Maire,
- Les organismes HLM concernés par les opérations programmées dans la présente convention : UNICIL, LOGIREM et ERILIA,
- Action Logement Groupe, représentée par le Président du Comité Régional d'Action Logement
- Action Logement Services, représentée par sa Directrice du Renouvellement Urbain ;
- La Foncière Logement, représentée par sa Présidente

Les partenaires associés sont dénommés ci-après :

- La Caisse des Dépôts,
- Le Conseil départemental des Bouches du Rhône.

Compte tenu de l'intérêt pour le quartier d'Air Bel retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer le projet de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence ;

Compte tenu de la nécessité de traduire les engagements de la Métropole au titre de la Convention du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine d'Air Bel ;

Il est proposé l'approbation et la signature de la Convention NPNRU d'Air Bel par le porteur de projet du renouvellement urbain, la Métropole Aix Marseille Provence.

A cet effet, il convient à la Métropole Aix Marseille Provence d'approuver la convention NPNRU d'Air Bel et ses annexes et d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant à signer la convention NPNRU Air Bel et tous les documents y afférents, ainsi que les avenants mineurs futurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention du Nouveau Programme National du renouvellement Urbain Air-Bel à Marseille 11^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention du Nouveau Programme National du renouvellement Urbain Air-Bel à Marseille 11^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention du Nouveau Programme National du renouvellement Urbain Air-Bel à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-215/21/CT

■ CT1 - Expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situé à Air Bel à Marseille : approbation des subventions pour les actions sélectionnées par les habitants pour 2021

Information du Conseil de Territoire DHPV 21/19584/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants. 21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional. La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation de ses orientations lors du comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe depuis juin 2019 une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Dans la continuité du Plan de relance de la Métropole et du Plan Pauvreté, le budget participatif de fonctionnement 2021 confère un caractère opérationnel à des ambitions croisant des enjeux de transition écologique et de solidarité, incluant l'expertise citoyenne et les priorités des habitants.

Ainsi par délibération CHL 001-18/02/21 CM en date du 18/02/2021, la Métropole a décidé d'engager une nouvelle action de budget participatif de fonctionnement sur le thème « Transitions écologiques et qualité de vie » sous forme d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) ouverts à tous les acteurs associatifs intéressés, pour travailler leurs propositions d'actions sur la base des besoins et des orientations définies avec des habitants.

Pour l'année 2021, cette nouvelle phase d'expérimentation est située sur le quartier prioritaire d'Air-Bel sur la commune de Marseille (13011), territoire bénéficiant également d'un programme de rénovation urbaine. Les habitants ont participé à chaque étape-clé de l'opération, à savoir la définition et l'analyse des besoins formulés par les citoyens, la délimitation des priorités et des objectifs territoriaux à atteindre, le partage de la démarche avec des acteurs associatifs intéressés pour s'inscrire dans la démarche.

Les opérateurs associatifs ont donc pu faire acte de candidature sur la plateforme d'innovation de la Métropole AMP : <https://innovation.ampmetropole.fr/4-les-appels-a-innovation.htm>. Chacun a pu compléter en ligne un formulaire de candidature simplifié comportant les principales informations de la structure candidate (dénomination, statut juridique, n° SIRET, nom du représentant légal, nom du référent pour l'action, coordonnées, objet de la structure). Cette phase s'est tenue du 15 mars 2021 au 21 mars 2021 à minuit.

Les associations ont par la suite pu travailler le contenu des projets avec quelques habitants d'Air Bel volontaires sur la base de critères choisis par eux :

- proposer un projet s'inscrivant dans la thématique générale de l'AMI, et répondant aux besoins des habitants,
- proposer un projet en fonctionnement et non en investissement,
- proposer un projet qui débutera au plus tôt sur l'année 2021,
- proposer un projet ne se substituant pas au droit commun,
- proposer un projet dont les bénéficiaires seront les habitants du QPV d'Air Bel.

Le choix des projets à mettre en œuvre est bien celui des habitants, qui se sont prononcés lors d'une phase de vote les 21 et 22 mai 2021.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du 25 mai 2021 auquel participaient des représentants de la Métropole, de l'Etat, de la Ville de Marseille, ainsi que des représentants des conseils citoyens et des habitants.

Il est proposé d'approuver la participation de la Métropole correspondant à un nombre d'actions dont le financement total n'excède pas 95 000 € (cf. liste des actions et des montants en annexe).

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification par mail ;
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI d'un montant supérieur à 5 000 € se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement (cf convention type annexée).

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. Cette dernière détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production des documents administratifs, du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier :

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée au plus le 30 juin 2022.

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/ CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence représenté par son Président Monsieur Roland GIBERTI
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° CHL 001-18/02/21 CM du 18 février 2021 relatif au lancement de l'AMI ;
- Le comité de pilotage du 25 mai 2021 ;
- Le projet de délibération portant sur « Expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situé à Air Bel à Marseille : approbation des subventions pour les actions sélectionnées par les habitants pour 2021 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI a décidé d'engager une nouvelle action de budget participatif de fonctionnement sur le thème « Transitions écologiques et qualité de vie » sous forme d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur le quartier prioritaire de la politique de la ville d'Air Bel ;
- Qu'il est proposé le financement d'actions issues de l'appel à manifestations d'intérêt lancé le 15 mars 2021 et sélectionnés par les habitants ;
- Que cette participation financière aux différentes actions décidées sur le périmètre du QPV d'Air Bel permet le renforcement d'une politique de développement durable et solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage du 25 mai 2021 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que la délibération sera présentée en Conseil métropolitain du 4 juin.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération portant sur l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence situé à Air Bel à Marseille : approbation des subventions pour les actions sélectionnées par les habitants pour 2021.

HPV 003-216/21/CT

■ **CT1 - Concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat passée avec la SOLEAM - Approbation des modalités de la concertation publique l'aménagement de l'îlot Renan à déclarer d'utilité publique**

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DOH 21/19431/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat passée avec la SOLEAM - Approbation des modalités de la concertation publique Aménagement de l'îlot Renan à déclarer d'utilité publique » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son centre ancien, notamment en confiant à Marseille Aménagement (devenu depuis Soleam) la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du Centre-ville, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Par délibération n°10 du 6 Juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat, approuvé par délibération du 19 octobre 2017, a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession prorogée à cette occasion jusqu'au 31 décembre 2021. Cet avenant prévoit sur le plan opérationnel d'assurer la sortie opérationnelle sur les îlots :

- CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements
- RENAN et Porte des temps : Créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port, le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des îlots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.

L'avenant n°18 approuvé le 19 décembre 2019 (délibération URB 045-7937/19/CM) précise :

- La reprise par la SOLEAM du portage foncier : mission de veille, entretien et confortement du foncier acquis ;
- La reprise par la SOLEAM des missions foncières : procédures/négociations amiables et déposer un dossier de demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'opération nécessaires à la finalisation des acquisitions foncières ;
- Le lancement d'un appel à projet sur les 2 îlots : Renan et Porte des Temps.

L'îlot Renan fait partie des immeubles symptomatiques des difficultés du centre-ville de La Ciotat et doit faire l'objet d'une profonde reconfiguration, qui apportera une plus-value significative sur le plan urbain et de l'habitat à l'échelle du cœur de ville.

Cette intervention implique des opérations de démolitions et de reconstructions qui aboutiront à la création de logements diversifiés, de locaux en rez-de-chaussée, ainsi qu'à la réalisation d'une place publique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, en particulier son alinéa 4 qui soumet à l'obligation de mettre en œuvre une concertation préalable formalisée « *les projets de renouvellement urbain* », il convient d'engager la concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants les associations locales et les autres personnes concernées sur la base des objectifs suivants :

L'objectif global est la revalorisation, le désenclavement et le renfort de l'attractivité du cœur de ville dans une perspective de développement durable.

Des objectifs spécifiques lui sont associés :

- La lutte contre l'indécence et l'insalubrité des logements
- La création de logements diversifiés permettant de répondre à la diversité des besoins
- Des enjeux d'aménagement urbains avec la nécessaire création de porosités dans un cœur de ville trop dense et la recherche de nouveaux liens
- La création de nouveaux logements commerciaux adaptés à la demande des investisseurs

Au terme de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme les modalités de la concertation sont librement définies par l'organe délibérant de la collectivité.

Il est donc proposé que cette concertation s'établisse comme suit :

- La parution d'au moins un article relatif à l'opération dans le journal municipal mensuel : « La Ciotat Information »,
- Une communication informant sur les modalités de la concertation sur le site internet de la Ville de La Ciotat,
- La mise en place d'une exposition permanente sur des panneaux au sein des ateliers du Vieux La Ciotat, situés 7 impasse Gamet 13600 La Ciotat, pendant une durée d'un mois durant les permanences d'accueil à savoir du lundi au vendredi de 8H30-12H00 et 14H00-17H00,
- La mise à disposition d'un registre officiel des remarques ou doléances qui sera tenu au sein du site de la concertation : ateliers du Vieux La Ciotat, situés 7 impasse Gamet 13600 La Ciotat.

Aujourd'hui, il s'agit donc d'approuver les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain et d'engager la concertation selon les modalités préalablement définies et détaillées en annexe.

A l'issue de cette concertation son bilan devra être approuvé par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat passée avec la SOLEAM - Approbation des modalités de la concertation publique l'aménagement de l'îlot Renan à déclarer d'utilité publique.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat passée avec la SOLEAM - Approbation des modalités de la concertation publique l'aménagement de l'îlot Renan à déclarer d'utilité publique.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat passée avec la SOLEAM - Approbation des modalités de la concertation publique Aménagement de l'îlot Renan à déclarer d'utilité publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-217/21/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - OPAH RU transitoire LHI Marseille Centre - OPAH RU du Vieux La Ciotat - Assistance à maîtrise d'ouvrage aux syndicats de Copropriétaires
DOH 21/19436/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attributions des subventions sur fonds propres sont précisées dans le Règlement des aides du conseil de territoire approuvé par délibération du conseil de Marseille Provence le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici pour engagement, les subventions proposées dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre, de L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du Vieux La Ciotat, ainsi que l'engagement de deux subventions pour une assistance à Maitrise d'ouvrage à deux syndicats de copropriété, en complément des aides de l'Anah.

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon la situation de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération 8 copropriétés en difficulté, copropriétés traditionnelles en tissus ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Pour l'une d'elles, la copropriété du 71 rue Loubière - 13006, le programme de travaux a dû être réévalué de 137 716 euros TTC à 140 147 euros pour intégrer des travaux complémentaires nécessaires à la sortie de péril. La subvention de l'ANAH a été recalculée en conséquence. La part de la Métropole, validée par la délibération n° HN 024-28/07/20 CT du 28 juillet 2020, doit donc être actualisée, passant de 14 456 à 14 187 euros. L'engagement de ce montant actualisé annule et remplace celui engagé par délibération du 28 juillet 2020.

Le montant total de l'engagement de la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU LHI s'élève à 97 032 euros de subventions sur fonds propres complémentaires à l'Anah.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions à cinq propriétaires suivants :

4 accédants à la propriété, s'engageant à réaliser des travaux à hauteur de >10% du prix de l'acquisition et à résider sur site pendant au moins six ans, l'aide de la Métropole, globale et forfaitaire, s'élève à 5 000 € par accédant, soit 20 000 € pour les quatre dossiers.

1 propriétaire occupant aux ressources très modestes, aidé par une subvention du Département afin d'alléger sa quote part pour financer les travaux en parties communes dans la Copropriété 6 rue Monnet. L'aide du Département s'élève à 2 000 euros.

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 22 000 euros dont 20 000 euros de subventions sur fonds propres et 2 000 euros du Département.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- Subvention pour Assistance à Maitrise d'Ouvrage : par délibération du 26 février 2019, le Conseil de Territoire a approuvé un Règlement des aides apportées en complément des aides de l'Anah. Ce règlement inclus, une aide prenant en charge l'assistance à maitrise d'ouvrage (AMO) nécessaire pour l'obtention d'une subvention de l'Anah, lorsque la copropriété est éligible aux aides au syndicat des copropriétaires, mais ne peut pas être assistée par une équipe opérationnelle, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce que l'équipe n'a pas la disponibilité pour répondre rapidement à la demande.

Deux copropriétés entrent dans ces critères et ont sollicité une subvention :

- La résidence Nord, 8 boulevard du Bosphore, 13015 Marseille sollicite une subvention estimée 2 030 euros,
- La copropriété 15 rue Mérino, 13005 Marseille, sollicite une subvention estimée à 3 150 euros.

Ces subventions prennent en compte les devis de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, moins la subvention de l'Anah. La métropole apportera son aide sur justificatifs : facture acquittée de la subvention, plan de financement incluant le coût total ttc moins la subvention de l'Anah.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner ces deux copropriétés, pour un montant total estimé à 5 180 euros.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 124 212 euros de subventions dont 122 212 sur fonds propres et 2 000 euros pour le compte du Département.

Pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté pour pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre ; de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ainsi que des copropriétés pouvant bénéficier d'aides au syndicat des copropriétaires par l'Anah, nécessitant pour cela une assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par un opérateur agréé Anah ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe

Annexes	Dispositif	Nbre de logements / Copropriétés	Nbre de dossiers	Montant engagé
Annexe	OPAH RU LHI Marseille centre	Nombre de copropriétés	9	97 032 euros
Annexe	OPAH RU du Vieux La Ciotat	5 logements Propriétaires occupants	5	22 000 euros
-	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les copropriétés éligibles à l'aide au syndicat (travaux sur parties communes)	2 Copropriétés	2	5 180 euros
TOTAL				124 212 euros

Article 2 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget pour un montant de 124 212 euros, Sous politique D110 Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Article 3 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs : titre de propriété, factures des travaux, facture de l'AMO, et/ou présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès du Département des Bouches du Rhône toute subvention avancée pour le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-218/21/CT

■ CT1 - Approbation du nouveau règlement en matière d'autorisation de changement d'usage pour un local d'habitation situé sur le Territoire de Marseille et déterminant les compensations

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19435/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du nouveau règlement en matière d'autorisation de changement d'usage pour un local d'habitation situé sur le territoire de Marseille et déterminant les compensations » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La présente délibération porte sur le régime des autorisations de changement d'usage, à savoir les autorisations permettant de modifier la nature d'occupation d'un local à usage d'habitation vers un autre usage, pour la commune de Marseille.

Le Code de la construction et de l'habitation (CCH) dans son article L 631-7-1 dispose que si la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, la délibération relative à l'approbation du règlement du changement d'usage est prise par l'organe délibérant de cet établissement.

A ce titre, une première délibération intervenue le 25 mai 2009 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM), pour entériner le transfert de la compétence relative au changement d'usage des locaux d'habitation et confirmer les critères de décision jusque-là mis en œuvre par le préfet, a été suivie d'une délibération de la Ville (2009-25 05 2009 09/0457/SOSP/Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat – changement d'usage des locaux d'habitations- critères d'autorisation pour la ville de Marseille (09-1873-DGUH). Puis le 25 mars 2010, la Communauté Urbaine (ville de Marseille - changement d'usage des locaux d'habitation- critères d'autorisation DUFH 10/4433/CC). AEC 004-2015/10/CC

Deux régimes d'autorisation ont été définis :

- L'un de droit personnel, attaché à la personne permet notamment l'exercice d'activité de professions libérales et services aux publics, dans certaines configurations ;

- L'autre de droit réel, vise à autoriser la modification définitive des locaux d'habitation à condition que le pétitionnaire réalise en contrepartie et de manière concomitante, la création de locaux d'habitation par la transformation d'un local à usage professionnel d'une surface équivalente.

En vertu de l'article L631-7-1A du CCH, conformément aux possibilités et évolutions autorisées par la loi du 24 mars 2014 , en confirmation d'une délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille du 26 Octobre 2015 , le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris une délibération en date du 21 décembre 2015 n° HTV 006-1615/15/CC visant à définir un régime d'autorisation temporaire de changement d'usage permettant à une personne physique d'effectuer ce type de location.

Aujourd'hui, afin de tenir compte des évolutions observées et de leur impact, la ville de Marseille propose une adaptation des règles en vigueur et de les réunir dans un règlement unique, permettant à tout pétitionnaire de disposer des règles en vigueur sur le territoire de la commune de Marseille, en fonction de la nature du changement d'usage sollicité et de sa situation.

Il revient dès lors à la Métropole Aix-Marseille-Provence de délibérer pour le nouveau règlement applicable sur le territoire de la ville de Marseille.

La ville de Marseille propose donc à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver une délibération présentant les modifications présentées ci-après et le projet de règlement joint en annexe qui inclut les nouvelles règles et les règles pré existantes lorsqu'elles n'ont pas été modifiées.

Évolution du contexte nécessitant une évolution de la réglementation locale :

Marseille a considérablement développé son attractivité touristique ces dernières décennies. Le développement du tourisme dans la commune correspond aussi à des modifications des formes de tourisme, constatées à l'échelle internationale. Parmi elles, le développement de la location d'appartements meublés par leurs propriétaires pour une durée temporaire.

Ces locations qui peuvent porter sur la location de la résidence principale du loueur pour une période restreinte, ou sur la location d'une résidence secondaire ont connu une forte envolée. Le nombre de demande d'autorisation de changement d'usage à ce titre est ainsi passé de 40 en 2016 à 534 en 2019. Malgré la pandémie, les chiffres de l'année 2020 montrent que la tendance se confirme avec 335 demandes déposées et déjà 89 demandes au 31 mars 2021.

Si le développement de l'hébergement de touristes constitue un apport certain en termes économique et de notoriété pour la ville, il peut aussi comporter des effets indésirables.

Le régime d'autorisation de la Ville de Marseille délibéré en 2015 apparait aujourd'hui particulièrement ouvert, avec une possibilité de demander le changement pour 5 logements, pour un même propriétaire sans compensation et pour une durée de 6 ans, renouvelable. Ce qui semble s'éloigner d'une location non professionnelle, par le nombre même des logements possiblement concernés.

A Marseille, comme dans de nombreuses communes, le développement de ces modalités d'hébergement impacte fortement certains secteurs: concurrence forte pour les logements disponibles de manière pérenne, concurrence pour l'hébergement touristique traditionnel soumis à des normes de contrôle plus importantes. Enfin, la présence de logements loués en location temporaire touristique au sein de résidences d'habitations crée fréquemment des nuisances pour les résidents permanents (bruits, non-respect des parties communes, etc.).

Parallèlement, on observe une évolution des demandes d'autorisation de changement d'usage pour mise en place d'une activité professionnelle, en partie en lien avec les formes de travail et notamment le développement de l'auto-entrepreneuriat. Le traitement et l'instruction de ces demandes sont confrontés à une définition imprécise du cadre des autorisations.

L'objectif de la Ville de Marseille est de veiller au maintien des surfaces habitables pour l'accueil pérenne des ménages, en conservant l'équilibre entre habitat et activités professionnelles et de réguler le développement de l'offre touristique de meublés.

Des adaptations semblent nécessaires pour :

- Prendre en compte la réalité des évolutions locales en terme de pression touristique, d'évolution des besoins et leur impact sur les changements d'usage ;
- Répondre aux dysfonctionnements impactant les copropriétés, dont le règlement n'anticipait pas le développement des meublés de tourisme ;
- Préciser les modalités concernant le changement d'usage professionnel sans compensation.

Il est ainsi proposé :

- De modifier certaines des règles d'autorisation de changement d'usage tant pour les locations touristiques de courtes durées que pour les motifs professionnels, avec ou sans compensation.
- De valider le règlement présenté en annexe ci jointe permettant de regrouper l'ensemble des règles en la matière.

Les modifications portées dans le règlement des autorisations de changement d'usage concernent notamment :

- La mise en place d'une règle subordonnant l'octroi des autorisations de changement d'usage sans compensation à la subsistance dans l'immeuble d'une surface destinée à l'habitation pérenne d'au moins 50% de la surface totale de l'immeuble (exceptée les demandes portant sur un immeuble entier ou sur un immeuble comportant une seule habitation).
- La réduction à une seule pour un même foyer fiscal du nombre d'autorisation sans compensation pour les locations touristiques de courtes durées (hors résidence principale).
- La réduction à 4 ans de la durée de l'autorisation sans compensation pour les locations touristiques de courtes durées.

D'autres modifications portent sur les conditions de compensation et les situations où l'autorisation peut être obtenue sans compensation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du nouveau règlement en matière d'autorisation de changement d'usage pour un local d'habitation situé sur le territoire de Marseille et déterminant les compensations.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du nouveau règlement en matière d'autorisation de changement d'usage pour un local d'habitation situé sur le territoire de Marseille et déterminant les compensations ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du nouveau règlement en matière d'autorisation de changement d'usage pour un local d'habitation situé sur le territoire de Marseille et déterminant les compensations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-219/21/CT

■ CT1 - Contrat de ville 2019/2022 - Approbation des avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville au titre de la deuxième série DPV 21/19485/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 dispose d'un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général, dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole, en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'est imposé comme une procédure adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019, par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des projets pluriannuels au service des habitants des quartiers prioritaires.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés devraient :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, ou des quartiers de veille.
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Comme stipulé dans la convention initiale, les montants des contributions financières consenties par la Métropole en 2021 seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

Il est proposé d'approuver le financement de 25 actions complémentaires dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 13 avril 2021, pour un montant de 319 850 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

La deuxième série d'actions faisant l'objet d'un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs représente 25 actions pour un montant de 319 850 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi, de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/ CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence représenté par son Président Monsieur Roland GIBERTI ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence numéro HN 022-28/07/20 CT en date du 28 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une deuxième série de 25 projets pluriannuels émanant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que ces projets ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 1 :

Sont approuvés les avenants aux conventions pluriannuelles pour la réalisation de projets de la programmation du Contrat de Ville décrites sur le tableau en annexe 1 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets présentés en annexe 2, pour lesquels un avenant à la convention de financement pluriannuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant aux conventions pluriannuelles en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 319 850 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants de conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-220/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la Troisième série de la programmation relative à l'Appel à projets 2021 du Contrat de Ville de Marseille Provence
DPV 21/19484/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 dispose d'un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé le 7 septembre 2020 au 4 octobre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental, afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 janvier 2021, auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

En complément des financements dédiés à l'appel à projets du Contrat de ville, la Métropole a souhaité renforcer les actions conduites au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires et des quartiers de veille à hauteur de 198 209 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 9 actions pour un montant de 78 881 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 2 actions pour un montant de 10 000 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».
- 8 actions pour un montant de 60 000 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 4 actions pour un montant de 20 500 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 4 actions pour un montant de 28 828 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification ;
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35% des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques ;
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/ CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence représenté par son Président Monsieur Roland GIBERTI ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence numéro HN 022-28/07/20 CT en date du 28 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une troisième série de 27 projets cohérente avec les priorités du contrat de ville et au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des quartiers de veille ;
- Que cette participation financière aux différentes actions permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la troisième série d'actions annuelles de la programmation 2021 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets en annexe 2 pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 198 209 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-221/21/CT

■ CT1 - Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat

DHPV 21/19509/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux, qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012. Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Enfin, par délibération du 24 septembre 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence et adopté un nouveau règlement. L'objectif étant d'accélérer la production de logements sociaux et de mettre en cohérence ce

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

dispositif d'aides avec les enjeux actuels, dont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence sont les suivants :

Pour les logements sociaux Prêt Locatif à Usage Social – PLUS et Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI :

- des forfaits de base PLUS et PLAI, différenciés selon 5 catégories de commune ou d'arrondissement classés selon les prix médians de vente au mètre carré des appartements, allant de 1 000 € à 5 000 € pour un logement PLUS et de 3 000 € à 7 000 € pour un logement PLAI.
- 4 primes, cumulables avec les forfaits, fondées sur les enjeux prioritaires actuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille Provence :
 - pour performance énergétique et environnementale (1 000 € par logement),
 - pour l'adaptation au handicap selon les préconisations du cahier des charges élaboré par l'association Handitoit Provence, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire (2 000 € par logement),
 - pour la réalisation de logements locatifs sociaux PLAI adaptés ou à loyer minoré (10 000 € par logement),
 - pour les opérations de logements réalisés en acquisition-amélioration, 4 niveaux de prime de 3 000 € à 18 000 € par logement voire au-delà selon le montant des travaux réalisés.
Exceptionnellement, pour les opérations comportant au moins 1 500 € HT de travaux au m² de surface utile les plus difficiles à équilibrer, la prime au logement pourra être majorée au-delà de 18 000 €. Cette décision sera proposée au vu de l'examen technique du dossier et des financements mobilisables.
Par ailleurs, lorsque la réhabilitation est rendue impossible et qu'il convient de démolir pour reconstruire, une prime spécifique en fonction de l'équilibre d'opération pourra être accordée dans la limite de 12 000 € par logement.

Pour les logements sociaux Prêt Locatif Social – PLS :

Un forfait de 3 000 € pour les logements étudiants réalisés en PLS à loyer et charges maîtrisés et pour les logements familiaux réalisés en PLS dans les communes ou arrondissements où le taux de logements sociaux est supérieur à 25 % et participant d'une démarche de renouvellement urbain, ce forfait étant conditionné à l'application d'un loyer PLS minoré.

Pour les réhabilitations de logements locatifs sociaux :

- un forfait de 2 000 € par logement réhabilité si les logements atteignent un bon niveau de performance énergétique et environnementale,
- un forfait de 10 000 € par logement restructuré, en cas de division de grands logements avec modification substantielle de la typologie et de la surface habitable.

Les aides directes concernent toutes les opérations de production nouvelle et de réhabilitation conduites par les bailleurs sociaux, qu'elles le soient dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ou du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, voire d'un simple prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Il s'agit de montants maximaux de subventions. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve la possibilité de plafonner les subventions, notamment en cas de montant de subvention à l'opération très important (au-delà de 500 000 €).

Un logement sera réservé par la Métropole par tranche consommée de 50 000 € de subvention attribuée, calculée hors des 4 primes prévus pour les logements PLUS-PLAI et hors logements-foyers et logements étudiants.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Les aides directes, précisées dans le tableau annexé, s'élèvent au montant total de 3 261 000 euros pour 37 opérations représentant 989 logements dont 836 logements subventionnés, soit :

- 32 opérations financées et agréées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre représentant 438 logements subventionnés PLUS-PLAI-PLS :
 - 143 PLUS et 284 PLAI, dont 22 PLAI adaptés Etat et 2 PLAI à loyer minoré, ainsi que 11 PLS à loyer minoré,
 - 370 logements neufs et 68 logements en acquisition-amélioration,
 - 3 logements respectant le cahier des charges Handitoit pour l'adaptation des logements aux personnes handicapées,
 - 51 logements éligibles à la prime pour performance énergétique et environnementale.
- 1 opération financée dans le cadre de l'ANRU représentant 4 logements neufs (1 PLUS - 3 PLAI)
- 4 opérations de réhabilitation représentant 394 logements sociaux réhabilités (avec performance énergétique et environnementale)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération VU 056-465/19/CT du 24 septembre 2019 relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'attribuer des aides directes pour le logement social et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Que les priorités retenues sont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social telles que précisées dans le tableau ci-annexé, d'un montant total de 3 261 000 euros pour 37 opérations représentant 989 logements dont 836 logements subventionnés.

Article 2 :

Est approuvé le modèle de convention de financement et de partenariat afférente entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les conventions afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2021 : Sous-politique D110, opération d'investissement n°2010116600, chapitre 4581194007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-222/21/CT

■ CT1 - Approbation des actions 2021 du programme des Cités éducatives de Marseille DPV 21/19483/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initiées en septembre 2019 par les ministères de l'Education nationale, de la jeunesse de la ville et du logement, le programme des Cités éducatives vise à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Elles consistent en une alliance des acteurs éducatifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : parents, services de l'État, des collectivités, associations, habitants autour de trois axes :

- Conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...);
- Promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...)
- Ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

80 sites ont été labellisés en France dans un premier temps pour 3 ans et 46 nouveaux sites l'ont été en 2021.

Trois sites en quartiers prioritaires ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille Centre-ville (1er, 2ème, une partie des 3èmes arrondissements) : 4 738 élèves.
- Marseille Malpassé-Corot (13ème arrondissement) : 2 632 élèves.
- Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) : 3 484 élèves.

L'instruction interministérielle du 13 février 2019 stipule que le programme des cités éducatives doit constituer le pilier du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022.

Les Cités éducatives représentent donc un levier important d'actions auprès des enfants et des familles les plus en difficultés des quartiers prioritaires et s'articulent avec le Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence au sein duquel l'éducation figure parmi les orientations stratégiques majeures.

Un travail partenarial a permis de co-construire un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale des Cités éducatives.

La Métropole a été sollicitée afin qu'elle soit pleinement associée et qu'elle devienne signataire des conventions triennales des 3 cités éducatives de Marseille par voie d'avenant.

Les trois cités éducatives bénéficient des crédits spécifiques de l'Etat (programme 147 politique de la ville) sur la période 2020-2021-2022 à hauteur de 3,7 millions d'euros, soit 400 000€ par an et par site auxquels s'ajoutent les financements des institutions partenaires, notamment la Ville de Marseille et la Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre et de l'animation des projets de territoire du contrat de ville et des instances partenariales des Cités éducatives, des actions ont donc été retenues afin de soutenir le programme.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville – Cités éducatives, les projets proposés doivent :

- S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville, les projets de territoire et le programmes des cités éducatives,
- Concerner les habitants des quartiers prioritaires labellisés « Cités éducatives » figurant dans la nouvelle géographie de la Politique de la Ville,
- Venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et partagée avec les partenaires assurant le pilotage des cités éducatives que sont la Ville de Marseille, l'Etat et l'Education Nationale.

La participation de la Métropole au Programme des Cités éducatives correspond au financement de 10 actions pour un total de 167 700 euros :

- 3 actions concernent la Cité éducative de Marseille Centre-ville pour un montant de 68 000 euros,
- 3 actions concernent la Cité éducative de Marseille Malpassé-Corot pour un montant de 37 000 euros,
- 4 actions concernent la Cité éducative de Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) pour un montant de 62 700 euros,

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 167 700 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/ CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence représenté par son Président Monsieur Roland GIBERTI ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence numéro HN 022-28/07/20 CT en date du 28 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- L'instruction du 13 février 2019 du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère de la ville et du logement portant déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives » ;
- La lettre de labellisation de la Cité éducative du 5 septembre 2019 du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement ;
- La délibération N° HN 023-28/07/20 CT du Conseil de Territoire approuvant les avenants N°1 des conventions triennales des Cités éducatives de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La proposition de financement de 10 projets pour le programme des Cités éducatives de Marseille ;
- Que les Cités éducatives constituent dans leur périmètre, selon l'instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 ;
- Que cette participation financière permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation du programme des Cités éducatives de Marseille décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle en annexe 2, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 3 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5000 euros.

Article 4 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35% des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 5 :

Les crédits nécessaires pour les actions du programme d'actions 2021 des cités éducatives, soit 167 700 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat spécial du territoire Marseille Provence Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-223/21/CT

■ **CT1 - Attribution de subvention et convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au lancement des projets équiper, connecter, accompagner dans le cadre du dispositif de la Fabrique Inclusive Numérique**

Information du Conseil de Territoire DHPV 21/19586/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans une logique de transition écologique, numérique et par envie d'efficacité et de clarté, l'Etat, notre collectivité, ainsi que d'autres organismes publics ou privés, ont engagé une démarche de dématérialisation des services et formalités administratives. Il en devient alors en partie notre travail, d'accompagner ou du moins d'outiller les acteurs et bénéficiaires de cette transformation.

Dans un même temps, la crise sanitaire du covid19 et le confinement sont venus accélérer cette requête, comme le montre l'expérience de déploiement du télétravail pour certaines activités nécessaires au maintien et à la continuité des dispositifs essentiels à notre territoire.

Les enjeux d'accès aux numériques ont été plus que jamais mis en évidence, à la fois comme outils professionnels, éducatifs, mais aussi d'accès aux droits, à la culture, à l'information, ou encore de maintien du lien social. Il n'est plus à démontrer l'importance de bien penser les innovations numériques autour des usagers afin qu'elles restent les garants d'utilité, d'efficacité et d'égalité.

Car ce que la crise a aussi mis en exergue, c'est l'ampleur de la grande précarité et fracture du numérique présente sur tout notre territoire et plus particulièrement dans les quartiers prioritaires de la ville. Il a en effet été identifié que 25% des ménages de la Métropole ne possèdent pas d'ordinateur et 12% n'ont pas de connexion. Plus encore, la précarité numérique ne concerne pas seulement un manque de matériel ou de connexion, mais elle est aussi la conséquence d'un besoin d'acculturation et d'un manque de compétence sur la prise en main des outils et les usages numériques.

L'intérêt du dispositif de Fabrique d'inclusion numérique est de proposer une solution pérenne et complète d'accompagnement à la transition numérique. En travaillant sur le triptyque « équiper, connecter, accompagner » nous souhaitons avoir une réponse au niveau du territoire des plus agiles et efficaces. Le dispositif de Fabrique Inclusive numérique s'inscrit à la fois dans le cadre du Contrat de Ville, mais aussi dans le plan AMP2R, le plan pauvreté et le plan de France Relance.

Ici l'objet de cette convention porte sur la phase II de la Fabrique de l'inclusion numérique ; après une première délibération qui a permis le financement d'études de préfigurations et d'outils.

Il s'agit donc maintenant de déployer le service et de consolider les dynamiques selon les besoins, autour de l'équipement, de la connexion et de l'accompagnement.

Le projet se décline en trois axes qui seront déployés selon les besoins et le contexte de chaque territoire :

Axe (1) « Equiper »

Pour cet axe il est question de formaliser par une convention la cession d'une partie des ordinateurs de la Métropole auprès de l'association « Anonymal » dans l'objectif d'équiper des familles dont les besoins corrélés avec l'éducation nationale nous ont été remonté, le tout afin de permettre une continuité pédagogique à la maison. Il s'agit en outre de 455 ordinateurs et 202 écrans au profit de l'association Anonymal qui aurait aussi en charge :

- La centralisation des différents diagnostics des besoins
- La récupération, le reconditionnement et la distribution du matériel sur les territoires ciblés
- L'accompagnement autour de l'équipement
- Le transfert de compétences de médiation et l'acheminement du matériel auprès d'acteurs relais

Axe (2) « Connecter »

Pour cet axe il est question de lancer une expérimentation de Connexion Solidaire. A travers un partenariat que nous tissons avec les bailleurs sociaux, les fournisseurs d'accès internet et les associations de la médiation numérique il est question de réduire considérablement le coût d'une connexion internet à des habitants en extrême précarité.

Cela peut prendre forme soit :

- Par une convention qui doit se passer entre les bailleurs sociaux et le fournisseur d'accès internet
- En s'inscrivant dans une expérimentation de pass-connexion impulsée par les bailleurs sociaux.

Ce que la Métropole propose ici c'est l'accompagnement au prototypage du projet afin d'en éprouver son efficacité et la montée en autonomie des partenaires pour que le dispositif puisse être reproduit à l'ensemble du parc par les bailleurs. Le dispositif nécessite en effet un diagnostic localisé, de la communication, et de la médiation afin d'identifier les besoins et les équipements.

Axe (3) « Accompagner »

Enfin il s'agira de déployer une stratégie globale d'accompagnement pensée à travers le groupe de travail autour de la Fabrique Inclusive Numérique : nous souhaitons dans un premier temps identifier les acteurs de proximité issus autant du monde associatif, que du travail social ou du service public.

Dans un second temps, ces professionnels et bénévoles au contact quotidien des publics seront outillés afin de pouvoir réaliser un diagnostic rapide du niveau d'illectronisme de chacun, complété par un diagnostic d'équipement et de connexion numériques.

En complément de ces outils, le groupe de travail a établi un référentiel des compétences et gestes nécessaires pour un accompagnement numérique de premier niveau.

C'est ce référentiel qui sera mobilisé afin d'assurer un transfert de savoir-faire vers les acteurs de proximité. Selon une déclinaison de 1, 2 ou 3 jours, les modules basés sur ce référentiel doivent permettre tant à des professionnels qu'à des bénévoles d'accompagner tout type de publics sur des usages de base comme la création d'une identité numérique (courrier électronique, profils de réseaux sociaux, etc.), la création de comptes sur les principaux services publics (santé, emploi, logement, etc.) et privés (banque, assurance), la consultation des droits, la création ou la modification de documents, l'utilisation d'un téléphone portable pour accéder à ces services, etc.

Nous avons décidé de commencer avec 6 expérimentations pour l'année à venir :

- 1 expérimentation sur le territoire du CT2 à savoir les villes d'Aix-en-Provence (axe 1,2), et de Pertuis et Gardanne (axe 1)
- 1 expérimentation sur le territoire du CT3 à Salon de Provence (axe 1,2)
- 1 expérimentation sur le territoire du CT6 à Martigues (axe 1,2) et Port de Bouc (axe 1)
- 2 expérimentations sur le territoire du CT1 sur les quartiers de Frais Vallon et Plan d'Aou sur la ville de Marseille (axe 1,2)
- 1 recherche-action sur l'ensemble de la Métropole (axe 3)

En outre, sur chaque expérimentation les associations seront chargées d'un :

- Diagnostic des besoins des habitants : besoin connexion, besoin équipement, besoin accompagnement et niveau d'acculturation
- Diagnostic des équipements d'un territoire en câble pour l'offre Numérisun (dans le cas du déploiement de l'axe 2)

- Cartographie des acteurs du territoire de la médiation et potentiels relais
- Communication de la démarche auprès des habitants
- Animation de la concertation habitant qui doivent être un minimum à accepter l'offre sur l'ensemble du bâtiment (dans le cas de l'axe 2)
- Médiation dans la réception de l'offre ou le transfert sur l'offre (dans le cas de l'axe 2)
- Equipement et médiation autour d'un équipement
- Formation et transfert de compétence

Afin de répondre à de tels enjeux, la dotation financière de la part de la Métropole est de 115 000 euros dont :

- 24 500 euros pour ANONYMAL pour le déploiement des actions sur le CT2
- 21 500 euros pour ANONYMAL pour le déploiement des actions sur le CT3
- 18 000 euros ARSENIC pour le déploiement des actions « équiper et connecter » sur l'ensemble de la Métropole
- 25 000 euros pour ARSENIC pour le déploiement de l'action « accompagner » sur l'ensemble de la Métropole
- 6 000 euros pour AACS pour le déploiement des actions sur le CT6
- 20 000 euros pour IFAC pour le déploiement des actions sur le CT1

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Arrêté du 26 mars 2019 portant création du label « numérique inclusif » ;
- La délibération du 31 juillet 2020 N°FBPA 033-8303/20/CM relative au Plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'instruction du 30 juillet 2020 relative à la part exceptionnelle de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et à l'accompagnement de la relance dans les territoires ;
- La délibération du 19 novembre 2020 n°CHL 003-8785/20/BM portant sur l'approbation de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2020-2022 ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'article L3212-3 code général de la propriété des personnes publiques concernant la cession des biens informatiques des collectivités ;
- Le projet de délibération portant sur « La Fabrique de l'inclusion Numérique ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que notre société est en pleine transformation numérique, nous mobilisant à penser une réelle stratégie d'accompagnement afin d'en agréer de sa réussite, et par anticipation des besoins à venir, la montée en compétence et la valorisation des métiers de médiateur numérique ;
- Que la crise sanitaire et sociale a mis en exergue une inégalité de droits déjà existante face à ces enjeux, nous invitant en tant que Métropole Solidaire, garante d'égalité à agir contre cette précarité ;
- Que la précarité numérique est un véritable frein à l'insertion pour les personnes en situation de fragilité économique ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que les besoins identifiés sur notre Métropole, première de France, sont immenses, appelant à la mutualisation des moyens ;
- Que le plan de relance AMP2R : Aix-Marseille-Provence Relance Résilience, nous invite à développer nos projets en priorisant les acteurs et compétences locales, les circuits courts de réemplois, d'économie solidaire, et favorisant les démarches éco-citoyennes et génératrices d'emplois, ce à quoi notre Fabrique du numérique répond intégralement ;
- Que le plan pauvreté s'inscrit autour de deux axes, l'emploi et l'inclusion, dans laquelle notre démarche d'aide d'accès aux droits, de chantier d'insertion et de formation s'inscrit ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution de subvention et convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au lancement des projets « équiper, connecter, accompagner » dans le cadre du dispositif de la Fabrique Inclusive Numérique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'attribution de subvention et convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au lancement des projets "équiper, connecter, accompagner" dans le cadre du dispositif de la Fabrique Inclusive Numérique.

HPV 011-224/21/CT

■ **CT1 - Affectation de la participation du Département dans le cadre de la convention de fonds de concours 2021-2022 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi PLIE du Territoire Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DGADUST 21/19591/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération CHL 006-9031/20/BM en date du 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

Chaque PLIE est chargé de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période de 5 ans, des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, de nouvelles modalités visant à redynamiser et à harmoniser l'activité des PLIE, en matière d'accompagnement sont appliquées par l'ensemble des PLIE métropolitains.

Eu égard à ces nouvelles modalités et à leur impact sur les modalités d'accompagnement, il convient de modifier les montants et de préciser les conditions d'affectation de la participation du Département au titre des actions d'intermédiation conduites par chacun des 6 PLIE, incluant relation entreprise et animation des clauses sociales d'insertion. S'agissant des PLIE Marseille Provence Est, PLIE Marseille Provence Centre et Marseille Provence Ouest, la nouvelle répartition est la suivante :

PLIE	Montant annuel alloué	Dont montant alloué au titre de la relation entreprise ou de la clause sociale d'insertion
PLIE Marseille Provence Est	210.000 €	10.000 €

PLIE Marseille Provence Centre	380.000 €	30.000 €
PLIE Marseille Provence Ouest	160.000 €	10.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'affectation de la participation du Département dans le cadre de la convention de fonds de concours 2021-2022 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les modalités de financement des PLIE et les contreparties publiques nécessaires à la mobilisation du Fonds social européen (FSE) ;
- Le contenu du projet d'avenant n°1 à la convention de fonds de concours 2021-2022 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours 2021-2022 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain.

**Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité
- Agriculture"**

DDEBA 001-225/21/CT

**■ CT1 - PCET - Programme d'Investissements d'Avenir PIA - Approbation d'une Convention Attributive de Subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ANRU pour la phase mise en œuvre du projet d'innovation Sirius à Frais Vallon Marseille 13ème
DEE 21/17949/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le programme d'actions « Sirius » conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille- Provence depuis 2015 sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13e arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) appelé « Villes durables et solidaires » financé par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI). Le SGPI a confié le pilotage de cet AMI à l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU)

Le programme « Sirius » consiste à mettre en place des actions environnementales innovantes dans un Quartier Prioritaire Politique de la Ville (QPV) ayant attiré au développement des énergies renouvelables, à la mise en valeur de la nature en ville, la diminution des déchets et au développement de l'agriculture urbaine.

Ces actions sont menées en parallèle et en lien étroit avec la définition d'un Programme de Renouvellement Urbain sur ce même quartier et piloté par la Direction de l'Habitat Opérationnel et du Renouvellement Urbain de la Métropole.

Le système d'octroi des subventions PIA se déroule en deux phases :

- Phase 1 dite de « maturation des projets » : phase d'études complémentaires permettant de préciser les éléments du dossier de candidature déposé en 2015,
- Phase 2 dite de « mise en œuvre des projets » : phase de lancement des investissements ou d'études complémentaires avant investissement.

La présente délibération concerne la phase 2 dite de « mise en œuvre des projets ».

Pour cette phase, il y a deux processus de signature :

- La signature par la Métropole AMP, en tant que pilote, d'une « convention-cadre » :

Cette convention permet d'acter, entre la Métropole et l'ANRU, les objectifs, le contenu et échéances des actions qui vont être réalisées.

La Métropole signe cette convention avec l'ANRU au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage du programme d'actions « Sirius ».

Cette convention a été adoptée par le Bureau Métropolitain du 22 mars 2018 par délibération n° ENV 001-3558/18/BM.

- La signature par chaque maître d'ouvrage d'une « Convention Attributive de Subvention » (CAS) pour les actions qu'ils portent en tant que Maître d'ouvrage,

La CAS, objet de la présente délibération, permet d'acter les subventions allouées à la Métropole par l'Etat.

Ces actions ont pu commencer grâce à plusieurs « Autorisations de Démarrage Anticipées » (ADA) délivrées par l'ANRU.

Aujourd'hui, seule une action est encore en cours.

Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA accordé	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

AMO pour le suivi opérationnel du projet d'innovation (ETUDE TERMINEE)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	190 000 €	190 000 €	80 %	152 000 €
Poste chargée de mission Environnement et Ecologie urbaine (1 ETP de 2017 à 2020) TERMINE	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	300 000 €	300 000 €	50 %	150 000 €
Etude de montage d'une micro-ferme urbaine (ETUDE EN COURS)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	30 000 €	30 000 €	80 %	24 000 €
		TOTAUX :	520 000 €	/	326 000 €

Une première CAS avait été délibéré par la Métropole AMP en octobre 2018 mais n'a finalement pas donné lieu à signature par les deux parties.

La convention a depuis été modifiée en accord avec les deux parties et il s'agit désormais de délibérer la CAS de la phase 2 afin que la Métropole puisse procéder aux demandes de paiement des subventions qui lui ont été octroyées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ENV 002-4413/18/BM portant approbation d'une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la phase "mise en œuvre" du projet d'innovation "Sirius" à Frais Vallon à Marseille, 13ème arrondissement ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 n° ENV 001-3558/18/BM portant approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation "Sirius".

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le programme « Sirius » lancé depuis 2015 sur le Territoire Marseille-Provence a pour objet l'innovation environnementale dans les Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville, et, qu'à ce titre, il contribue aux objectifs de l'Agenda Environnemental mis en œuvre conjointement par notre Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône mais également, au futur Plan Climat-Air-Energie Métropolitain ;
- Que les actions qui composent ce programme ont vocation à être reproductibles à d'autres Quartiers Prioritaires et contribuent donc à développer leur attractivité ;
- Que la signature de cette convention permettra de valider les subventions allouées par l'ANRU à la Métropole pour conduire ces études et actions environnementales sur ce quartier.

DELIBERE

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ENV 002-4413/18/BM portant approbation d'une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la phase "mise en œuvre" du projet d'innovation "Sirius" à Frais Vallon à Marseille, 13ème arrondissement.

Article 2 :

Est approuvée la « Convention Attributive de Subvention » (CAS) ci-annexée, fixant les modalités de subventions de l'ANRU à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole – opération 2017-107000 « programme sirius Frais Vallon » - Nature 1311 – fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 002-226/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec Enedis, relative à la redevance d'occupation du domaine public de la Ville de Marseille du réseau de distribution d'électricité

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19439/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

En application de la loi 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient sur le territoire de Marseille, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité, conformément aux articles L 5217-2 et L 5218-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT). La Métropole Aix-Marseille Provence s'est ainsi trouvée substituée de plein droit, pour l'exercice de cette compétence, à la ville de Marseille.

La Ville de Marseille et Electricité de France ont également conclu le 21 novembre 1994 une convention pour la redevance d'occupation du domaine public communal due au titre des ouvrages de transport et de distribution d'électricité. Cette convention reconduisait dans son principe la redevance d'occupation du domaine public (la « RODP ») de la Ville précédemment prévue par la convention de concession de distribution d'électricité du 13 juillet 1961.

Pour tenir compte de certaines évolutions législatives et réglementaires, ERDF, désormais dénommée Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis 2002 à la Ville de Marseille pour gérer et percevoir cette redevance, en ont redéfini les modalités de calcul par un avenant N°1 signé le 16 décembre 2011.

La RODP ainsi redéfinie se composait de deux termes : (i) un terme correspondant au montant du plafond de la redevance d'occupation du domaine public tel que calculé conformément aux articles L. 2333-84 et R. 2333-105 du Code général des collectivités territoriales et (ii) un terme complémentaire défini contractuellement.

Ces modalités de calcul de la RODP étant applicables jusqu'au 31 décembre 2020, date d'échéance de la convention précitée, les Parties avaient prévu de se rencontrer pour convenir ensemble de nouvelles modalités applicables à compter du 1er janvier 2021.

C'est à la suite de cette stipulation contractuelle qu'Enedis et la Métropole, légalement substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, se sont rapprochées en vue de définir de nouvelles modalités particulières et transitoires de calcul de la RODP.

La Convention présentée a donc pour objet de définir les modalités particulières et transitoires de calcul de la RODP relative aux ouvrages des réseaux publics d'électricité présents sur le territoire de la ville de Marseille. Elle consiste plus précisément à fixer, pour la période courant de 2021 à 2026, une RODP dont le niveau doit, de manière graduelle, rejoindre au 1^{er} janvier 2027 et pour les années suivantes celui découlant de l'application des seules dispositions réglementaires prévues par le Code général des collectivités territoriales (le « CGCT »).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec Enedis, relative à la redevance d'occupation du domaine public de la Ville de Marseille du réseau de distribution d'électricité.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention avec Enedis, relative à la redevance d'occupation du domaine public de la Ville de Marseille du réseau de distribution d'électricité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention avec Enedis, relative à la redevance d'occupation du domaine public de la Ville de Marseille du réseau de distribution d'électricité.

DDEBA 003-227/21/CT

■ CT1 - Approbation du contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la Ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF

**Information du Conseil de Territoire
DEE 21/19461/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

La Ville de Marseille et Electricité de France ont conclu le 21 novembre 1994, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique sur le territoire desservi par la concession.

En application de la loi 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient sur le territoire de Marseille, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité, conformément aux articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est ainsi trouvée substituée de plein droit, pour l'exercice de cette compétence, à la Ville de Marseille. A ce titre, la Métropole est venue aux droits et obligations de la ville de Marseille dans la convention de concession précitée. L'autorité concédante de la distribution publique d'électricité et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente négocie et conclut le contrat de concession, et exerce le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées par le cahier des charges de concession.

Le service public concédé distingue :

une mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité ;

une mission de fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente aux clients raccordés au réseau public de distribution.

Conformément aux articles L 111-52, L 121-4 et L 121-5 du Code de l'Energie, ces missions sont assurées :

par Enedis, pour la partie relative au développement et à l'exploitation du réseau public de distribution ;

par EDF pour la partie relative à la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente aux clients raccordés au réseau public de distribution.

Il est rappelé que :

- La mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution est financée par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité fixé par la Commission de régulation de l'énergie, en accord avec les orientations de politique énergétique définies par l'Etat, et sans préjudice des autres ressources financières prévues par les lois et règlements en vigueur. Ce tarif, unique sur l'ensemble du territoire national conformément au principe d'égalité de traitement inscrit dans le Code de l'Energie, garantit une cohésion sociale et territoriale.
- Les tarifs réglementés de vente d'électricité fixés nationalement par la Commission de régulation de l'énergie dans les conditions définies par le Code de l'Energie financent la mission de fourniture d'électricité. Ces tarifs garantissent l'égalité de traitement des clients et mettent en œuvre une péréquation tarifaire au profit de l'ensemble des concessions concourant ainsi à la cohésion sociale du pays.
- L'alimentation en électricité de la concession est assurée par l'ensemble du système électrique national dans lequel l'offre et la demande sont ajustées à tout instant, en tenant compte des contributions locales à l'équilibre national. Le réseau public de distribution d'électricité qui dessert la concession est interconnecté avec ceux situés sur les territoires des concessions limitrophes.
- En s'inscrivant dans un cadre régulé national et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de la distribution et de la fourniture d'électricité et des missions objet de la convention présentée dans ce rapport, Enedis et EDF mobilisent au service de la concession, chacun pour ce qui le concerne, des moyens mutualisés à la maille la plus pertinente. Cette mutualisation est un atout pour la continuité et la qualité du service concédé et l'efficacité économique de sa gestion.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le dispositif contractuel défini par la convention présentée dans ce rapport repose sur un modèle national de contrat de concession, dont les orientations ont été définies de façon concertée entre la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), France urbaine, EDF et Enedis. Ce modèle propose un cadre cohérent avec les missions respectives des parties, y compris en ce qui concerne la répartition de la maîtrise d'ouvrage sur le réseau concédé, et équilibré quant aux droits et obligations de chacune d'entre elles.

Un nouveau modèle de contrat de concession a été établi en 2018. Ce nouveau contrat rénove le fonctionnement de la concession de manière, notamment, à mieux prendre en compte les enjeux de la transition énergétique dans les territoires. Ce nouveau modèle constitue une possibilité et une opportunité d'anticiper le renouvellement du contrat de concession de Marseille arrivant à échéance en 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé, en accord avec Enedis et EDF, d'engager le renouvellement de leur contrat en 2021, en inscrivant le service concédé dans le cadre national ainsi organisé.

Cette volonté s'inscrit également dans une volonté de parallélisme avec le renouvellement de contrat porté par le SMED13 pour le reste du périmètre départemental, signé en décembre 2020.

Enfin, il est nécessaire de rappeler que le contrat et ses annexes, présentés dans ce rapport, ne constituent qu'une partie de l'ensemble du dispositif organisant le service public de l'électricité. Ils organisent le cœur du métier de gestion du réseau de distribution d'Enedis et de fourniture aux tarifs réglementés d'EDF. Après la signature de ce contrat à l'été 2021, s'engagera un travail plus vaste visant à établir un ensemble de conventions d'application opérationnelles et potentiellement supra-concessives, en concertation avec différents partenaires selon les thèmes abordés, qui traiteront de coopération entre les parties et de l'accompagnement de la transition énergétique du territoire (exemples : la mobilité électrique, l'accompagnement des projets urbains, la coordination des travaux, la précarité, etc.).

La Métropole, Enedis et EDF ont mené, de novembre 2020 à avril 2021 une série de réunions de travail permettant de négocier les termes du contrat autorisant une adaptation locale. En particulier, ils ont établi le bilan de la concession à fin 2019 et construit une vision prospective de la concession sur la durée du contrat qui est de 30 ans. Cette vision prospective est transcrite dans un Schéma Directeur des Investissements (SDI) d'Enedis et rendue opérationnelle par un programme pluriannuel d'investissement (PPI) sur une durée de 5 ans, qui sera donc renouvelé tous les 5 ans. Ce SDI-PPI est intégralement décrit dans l'annexe 2A au contrat qui constitue l'une des pièces principales du contrat. Pour le premier PPI 2021-2025, Enedis s'engage sur un niveau d'investissement élevé (55,1 M€ pour ce qui concerne les investissements de renouvellement et modernisation du réseau), que la Métropole estime à la hauteur des enjeux du réseau marseillais. Ce PPI donne la priorité au renouvellement du réseau basse tension incidentogène, particulièrement vétuste à Marseille et principale cause d'une qualité de distribution inférieure aux autres grandes concessions urbaines.

Parmi les autres points saillants du contrat on peut noter :

- L'évolution des redevances de concession, avec une augmentation de la redevance R1 de fonctionnement, dont le montant pour la première année du contrat s'élèvera à 637 946 euros, et la mise en place d'une redevance R2 d'investissement pouvant couvrir une fraction des dépenses d'investissement de l'autorité concédante visant à mettre en œuvre des actions relatives à la transition énergétique, notamment celles permettant de différer ou d'éviter le renforcement du réseau de distribution.
- Le maintien d'une maîtrise d'ouvrage du réseau intégralement portée par le concessionnaire Enedis.

Pour terminer, il est précisé que la Ville de Marseille a été tenue informée régulièrement des travaux de renouvellement du contrat et le projet de contrat a été discuté avec elle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la Ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération métropolitaine portant sur l'approbation du contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la Ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la Ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-228/21/CT

**■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle de terrain cadastrée section AN n° 592 sise rue Puits Madame à Marignane, appartenant à l'Etablissement Public Foncier PACA, nécessaire à l'aménagement du futur parking public Saint Pierre dans le cadre de la convention PNRQAD
 DUFVS 21/18798/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD), la commune de Marignane et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) ont conclu une convention d'intervention foncière en date du 27 juin 2013, destinée à soutenir la production d'opérations mixtes en centre ancien.

La commune a ainsi confié à l'EPF PACA une mission d'intervention foncière qui consiste, d'une part, à mettre en œuvre une démarche de veille foncière et, d'autre part, à procéder à des acquisitions stratégiques.

Cette convention a été suivie de deux avenants en date de 21 décembre 2018, puis du 21 décembre 2020 portant ainsi sa durée jusqu'au 31 décembre 2021, afin notamment de permettre la cession de parcelles propriétés de l'EPF dans le cadre de l'opération de l'îlot Puits Madame.

Celle-ci comporte deux volets : un programme immobilier d'une vingtaine de logements et un parking public sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, par délibération n° DEVT 015-4410/18/BM en date du 18 octobre 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant 2 à la convention pluriannuelle du projet de requalification des quartiers anciens dégradés de Marignane, retenu au titre du PNRQAD. La stratégie de reconquête urbaine du centre ancien de Marignane se

formalise notamment par la création et l'aménagement de poches de stationnement qu'il s'agit de poursuivre par le parking Saint Pierre.

L'EPF s'est donc porté acquéreur des parcelles assiette de cette opération et a procédé au remembrement foncier nécessaire, impliquant divers frais de portage, de démolition et de sécurisation.

Dans le cadre de la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Marignane et l'EPF PACA, une consultation d'opérateurs restreinte pour la réalisation du programme a été menée et à l'issue de laquelle la SARL MIDI PROMOTION HABITAT a été retenue. Les travaux sont en cours.

La réalisation du parking Saint Pierre nécessite aujourd'hui l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'EPF PACA de la parcelle non bâtie cadastrée section AN n° 592 d'une contenance de 517 m² environ, en nature de terrain nu sise rue Puits Madame à Marignane.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présents arrêtés à 179 475 euros HT et 215 370 euros TTC et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant est détaillé en annexe et correspond à la ventilation des dépenses supportées par l'EPF PACA incluant la valeur vénale du terrain, les frais de gestion, de démolition, de portage et d'assurance.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

En conséquence, il convient que le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition.

Compte tenu de l'exemption de l'EPF il n'y aura pas de remboursement entre les parties des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13054004.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEVT 015-4410/18/BM en date du 18 octobre 2018 portant approbation de l'avenant 2 à la convention pluriannuelle du projet de requalification des quartiers anciens dégradés de Marignane ;
- Le protocole foncier ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'EPF PACA de la parcelle de terrain cadastrée section AN n° 592 d'une contenance 517 m² environ sise rue Puits Madame à Marignane, permettra la réalisation du parking public Saint Pierre dans le cadre de la mise en œuvre du PNRQAD sur la commune de Marignane.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition de la parcelle non bâtie cadastrée section AN n° 592 d'une contenance de 517 m² environ, sise rue Puits Madame à 13700 Marignane, auprès de l'EPF PACA, pour un montant de 179 475 euros HT (cent soixante-dix-neuf mille quatre cent soixante et quinze euros) et 215 370 euros TTC (deux cent quinze mille trois cent soixante-dix euros), ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition.

Il n'y aura pas de remboursement entre les parties des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence Opération 2015110400 chapitre 4581191007. Le paiement sera effectué sur justificatif de la publicité foncière, en 2022, sous réserve du vote du budget.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-229/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 842 I 89 située 212, avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19442/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 842 I 89 située 212, avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1), et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La société RTE est propriétaire d'une parcelle dont une partie est actuellement occupée par du domaine public (trottoir, entrée charretière) sise 212 avenue Jules Cantini (13008), et qui est nécessaire aux aménagements du tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de la société RTE en vue d'acquérir l'emprise impactée par le projet de Tramway.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à 3851 € TTC (trois mille huit cent cinquante et un euros), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- indemnité principale : 3 210 € (trois mille deux cent dix euros)
- indemnité de emploi : 641 € (six cent quarante et un euros)

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13208003

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société RTE d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 842 I 0089 pour 107 m² environ, située 212, avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement permettra d'engager les travaux pour l'extension du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur La délibération : Acquisition à titre onéreux auprès de la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 842 I 89 située 212, avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-230/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Martine PLAUCHEUR des lots 4 et 8 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement Coin Joli, sis sur la parcelle cadastrée 853 V82 située 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19446/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Martine PLAUCHEUR des lots 4 et 8 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli », sis sur la parcelle cadastrée 853 V82 située 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Un immeuble en copropriété dépendant du lotissement dénommé « Coin Joli », situé sur la parcelle cadastrée 853 V0082 de 307 m² et composé de 10 lots de copropriété appartenant à trois copropriétaires distincts, est impacté en totalité par le projet de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'assurer de la maîtrise totale de l'ensemble des lots de copropriété.

Madame Martine PLAUCHEUR est propriétaire des lots de copropriété numéros 4 et 8 consistant en un appartement et un stationnement extérieur. Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Madame Martine PLAUCHEUR en vue de procéder à l'acquisition amiable de ces lots.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 181 600 € TTC (cent quatre-vingt-un mille six cents euros), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 26 février 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille Provence à Madame PLAUCHEUR – qui a accepté en retour cette proposition.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- indemnité principale : 165 000 € (cent soixante-cinq mille euros)
- indemnité de emploi : 13 600 € (treize mille six-cents euros)
- indemnité accessoire : 3 000 € (trois-mille euros)

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame PLAUCHEUR des lots 4 et 8 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0082 d'une superficie de 307 m², et situé au 78 rue Augustin Aubert Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Martine PLAUCHEUR des lots 4 et 8 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli », sis sur la parcelle cadastrée 853 V82 située 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-231/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'ETABLISSEMENT Public d'Aménagement Euroméditerranée dit EPAEM d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DUFSV 21/19492/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (dit EPAEM) d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Une convention de maîtrise ouvrage unique signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM définit les conditions techniques et financières selon lesquelles la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des études et travaux d'aménagements urbains induits par le prolongement du tramway entre Arenc et l'avenue du Capitaine Gèze.

L'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique, signé le 09 janvier 2020, précise, entre autre, les attributions de chacune des parties en matière d'opérations foncières ainsi que les principes de répartition financières, de mise à disposition et démolitions des bâtis existants en fonction des secteurs définis ci-après.

- Secteur Nord de la rue de Lyon entre la rue Allar et l'avenue Capitaine Gèze : L'EPAEM prend à sa charge les coûts des acquisitions foncières et des libérations d'emprises nécessaires à l'élargissement de la rue de Lyon à 29 mètres ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Secteur sud, du sud de la rue Allar jusqu'au site poste source d'ENEDIS (parcelle H0001) : la Métropole prend à sa charge les coûts des acquisitions foncières et des libérations d'emprises nécessaires à l'élargissement de la rue de Lyon pour la mise en œuvre de l'opération tramway.
- Secteur sud, du sud de la parcelle H0001 jusqu'à la rue Roger Salengro : les emprises nécessaires pour les besoins de l'opération tramway ont été acquises par l'EPAEM dans le cadre de la DUP de la ZAC Littorale. La Métropole prend en charge les coûts de ces acquisitions foncières et frais associés au prorata de la largeur nécessaire au projet de tramway.

Il convient donc à présent que la Métropole procède à l'acquisition auprès de l'EPAEM d'un ensemble d'emprises desdites parcelles, correspondant à la largeur nécessaire au projet Tramway.

Sont concernées les parcelles listées dans le tableau ci-dessous :

Identifiant parcelle	Adresse	Surface totale de la parcelle en m ²	Emprises à acquérir en m ²
215901 H0005	251 avenue Roger Salengro	1147	234
215901 H0058	253 avenue Roger Salengro	139	120
215901 H0006	249 avenue Roger Salengro	940	358
215901 H0007	243 avenue Roger Salengro	288	157
215901 H0008	239 avenue Roger Salengro	123	84
215901 H0009	237 avenue Roger Salengro	96	81
215901 H0031	219 avenue Roger Salengro	964	437
215901 H0032	223 avenue Roger Salengro	124	91
215901 H0033	225 avenue Roger Salengro	368	176
215901 H0034	229 avenue Roger Salengro	233	134
215901 H0035- H0036	231 avenue Roger Salengro	299	183
215901 H0056	16 boulevard de Vintimille	2484	464
215901 A0099	99 rue de Lyon	3223	856
215901 A0105	Rue de Lyon	1252	145
215901 A0106	Rue de Lyon	1403	430
215901 K0057	59 rue de Lyon	14830	1219

Conformément à l'article 5.4 de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage, les transferts de propriété des emprises situées au Nord de la rue Allar seront opérés à titre gratuit tandis que ceux des parcelles situées au sud de la rue Allar seront conclus à titre onéreux sur la base du cout d'acquisition supporté par l'EPAEM au prorata de la surface nécessaire au projet du Tramway.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la convention et au vu des avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition des terrains objet des présentes, arrêté au prix total de 2 609 912 € HT (deux millions six cent neuf mille neuf cent douze euros HT) auquel sera ajouté la TVA ou la TVA sur la marge, le cas échéant, et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette option fiscale (TVA ou TVA sur la marge) dépend du mode d'acquisition de chaque parcelle par l'EPAEM.

Le projet de protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le n°13215012.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole AMP doit acquérir auprès de l'EPAEM un ensemble d'emprises bâties et non bâties à détacher de plusieurs parcelles dont l'EPAEM est propriétaire, sises rue de Lyon et rue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement, pour les besoins de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille vers le Nord.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dit EPAEM d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-232/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle de terrain cadastrée AI 104 d'environ 204 m² sise lieudit La Grande vigne à Septèmes-les-Vallons, appartenant à Madame Michèle RAPHAEL, nécessaire à l'aménagement du carrefour giratoire de la zone d'activité du Pré de l'Aube à Septèmes-les-Vallons
DUFSV 21/19494/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'aménager le carrefour giratoire de la zone d'activité du Pré de l'Aube à Septèmes-les-Vallons.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame Michèle RAPHAEL de la parcelle non bâtie cadastrée AI 104 d'une contenance d'environ 204 m² sise lieudit La Grande vigne à Septèmes-les-Vallons.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition de la parcelle objet des présents arrêtés à 3 672 euros HT (trois mille six cent soixante-douze euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13106000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame Michèle RAPHAEL de la parcelle de terrain cadastrée AI 104 d'une contenance d'environ 204 m² et située lieudit La Grande vigne à Septèmes-les-Vallons, permettra la réalisation du carrefour giratoire de la zone d'activité du Pré de l'Aube à Septèmes-les-Vallons.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition de la parcelle non bâtie cadastrée section AI n°104 d'une contenance de 204 m² environ, sise lieudit la Grande Vigne à Septèmes-les-Vallons (13240), auprès de Madame Michèle RAPHAEL, pour un montant de 3672 € HT (trois mille six cent soixante-douze euros HT) auquel n'est pas appliqué de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-233/21/CT

**■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la SCCV Le Mirabeau d'un lot de volume et de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 807 D 136 et 807 D 132 situées Boulevard Mirabeau à Marseille 2ème arrondissement
DUFSV 21/19503/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Compagnie Maritime d'Affrètement – Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et la société Bouygues Immobilier vont implanter une tour à usage de bureaux de 85 mètres de hauteur au sein du périmètre d'Euroméditerranée.

Ce projet vient compléter une série de constructions qui dessine la « Skyline » marseillaise, dans le quartier d'affaires d'Arc : La tour CMA – CGM, inaugurée en 2011, qui a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la Tour « la Marseillaise », en 2018.

La future construction se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique de la compagnie maritime CMA-CGM. Ainsi, l'ancien immeuble « le Mirabeau », sera démoli pour laisser place à la nouvelle « Tour Mirabeau ».

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la Tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leurs activités.

D'une hauteur de 85 mètres (21500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec un niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale avec un niveau « excellent ».

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40% sa consommation énergétique ; de plus, sa connexion à la boucle d'eau de mer « Thalassia » utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre.
Enfin, au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

La conception architecturale de ce bâtiment, nécessite de mettre en cohérence le futur alignement et le foncier. A ce titre, il convient de procéder à l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de deux emprises foncières au sol de 64 m² environ et 20 m² environ (B' et D) et d'un volume correspondant à une emprise au sol de 18 m² (Volume 1000 du lot B), tels que définis sur le plan se trouvant en pièce annexe.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas procédé à l'évaluation de la valeur vénale des biens dans le délai d'un mois requis. Par conséquent, au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix total de cession de ces biens de 10 400 € Hors Taxes, sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par le Cabinet d'Expertise Foncière ROUANET.

Le projet de protocole annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance du 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13202000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 05-3-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le rapport d'expertise immobilière établi par le Cabinet Rouanet
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession par la SCCV Le Mirabeau au profit de la Métropole Aix Marseille Provence de deux emprises foncières au sol (B' et D) et d'un lot de volume 1000 du lot B nécessaire à la mise en cohérence du futur alignement et du foncier permettra de participer à la réalisation de la construction de la Tour Mirabeau au lieu et place du siège historique de la Compagnie CMA-CGM au sein du périmètre Euroméditerranée à Marseille 2^{ème} arrondissement.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition du lot de volume « 1000 » (LOT B) et de deux emprises de terrain non bâties d'une contenance respective de 64 m² à détacher de la parcelle cadastrée 807 D 136 (LOT B') et 20 m² à détacher de la parcelle cadastrée 807 D 132 (LOT D), sises Boulevard Mirabeau à Marseille, 2^{ème} arrondissement auprès de la SCCV Le Mirabeau, pour un montant de 10400 € Hors Taxes (dix mille quatre cents euros HT) auquel il n'est pas appliqué de TVA ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'Etude de Maîtres FERAUD et VOGLIMACCI, notaires à Marseille, 13008, 2 A Boulevard de Louvain est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et aux divisions volumétriques
- Le remboursement de taxe foncière
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits aux budgets 2021 et suivants de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence, Opération 2015110400- Chapitre 21.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé et à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-234/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Diocésaine de Marseille d'une emprise bâtie à détacher de la parcelle cadastrée 888 L 111 située Avenue des Chutes Lavie à Marseille 13^{ème} arrondissement

DUFVS 21/19519/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association Diocésaine de Marseille est propriétaire d'une bande de terrain en nature de terrain végétalisé pour l'essentiel, de voirie bitumée et sur laquelle est également édifié un bâti de 70 m² environ qui est mis à disposition précaire au profit de l'Association La Fibre Solidaire, cadastrée 888 L 111 et située Avenue des Chutes Lavie à Marseille, 13^{ème} arrondissement.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette parcelle correspond à l'emprise d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sous le numéro 13-023-16 (anciennement numéro 13-046), prévu pour un élargissement de voirie au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, cette dernière a été mise le 8 mars 2019 en demeure par l'Association Diocésaine de Marseille d'acquiescer la parcelle précitée au titre du droit de délaissement prévu par les articles L.152-2 et suivants du Code l'Urbanisme. Le code de l'Urbanisme précise aux articles L.230-1 et suivants que la collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en Mairie de la demande du propriétaire.

Les discussions entre les services de la Métropole et le propriétaire se sont poursuivies au-delà dudit délai c'est pourquoi la mise en demeure initiale a pris la forme d'une acquisition amiable. Elle se justifie par la nécessité de sécuriser dans ce secteur saturé à proximité d'un carrefour de taille importante, la circulation des piétons, cyclistes et automobilistes.

Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 245 000 euros (deux-cent-quarante-cinq mille euros).

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix Marseille-Provence, l'Association Diocésaine de Marseille a accepté, compte tenu de l'intérêt général du projet, de céder à la Métropole Aix Marseille-Provence une emprise de 2 138 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 88 L 111 d'une contenance totale de 2 151 m², au prix de 245 000 euros HT (deux-cent-quarante-cinq-mille euros) conformément à l'avis de valeur vénale susvisé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- le remboursement de taxe foncière
- le cas échéant, d'autres obligations en nature

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13213007

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 13 août 2020 ;
- Le protocole foncier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain bâtie de 2 138 m² environ à détacher de la parcelle bâtie cadastrée 888 L 111 d'une superficie totale de 2 151 m² environ sise Avenue des Chutes Lavie à Marseille 13^{ème} arrondissement, grevée par l'emplacement réservé 13-023-16 au PLUI permettra de réaliser un élargissement de la voirie dans un secteur déjà-sous tension et de garantir ainsi une bonne circulation routière dans le secteur considéré.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition d'une emprise de terrain bâtie de 2138 m² environ à détacher de la parcelle bâtie cadastrée 888 Section L n°111 d'une contenance totale de 2 151 m² environ, grevée par l'emplacement réservé 13-023-16 au PLUI, sise Avenue des Chutes Lavie, 13^{ème} arrondissement auprès de l'Association Diocésaine de Marseille, pour un montant de 245 000 € HT (deux cent quarante-cinq mille euros) auquel n'est pas appliqué de TVA ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'Etude de Maîtres FERAUD et VOGLIMACCI, notaires à Marseille, 13008, 2 A Boulevard de Louvain est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence et comprend :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- le remboursement de taxe foncière
- le cas échéant, d'autres obligations en nature

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au budget de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence -Opération -2015110400 - Chapitre 4581191007 – Chapitre 21

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé et à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-235/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 d'environ 6 161 m² situées 32 Avenue Fernand Sardou à Marseille 16ème arrondissement appartenant à la SOLEAM et nécessaires à la réalisation du futur PEM de Saint-André**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19521/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La délibération « Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 d'environ 6 161 m² situées 32 Avenue Fernand Sardou à Marseille 16^{ème} arrondissement appartenant à la SOLEAM et nécessaires à la réalisation du futur PEM de Saint-André » satisfait les conditions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et, l'organisation de la mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de réaliser le futur Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Saint-André à Marseille 16^{ème} arrondissement associé à la création d'une halte ferroviaire en vue d'une mise en service concomitante.

Ce Pôle d'échange multimodal, situé au cœur de la zone d'activités Saumaty Séon et proche du hameau de St André, assurera l'intermodalité entre le tramway Nord Sud dans le cadre de son prolongement jusqu'à la Cité La Castellane au nord ; la future halte ferroviaire incluse dans le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, et la desserte bus de l'ensemble de ce secteur.

Acté au projet de PDU approuvé le 19 décembre 2019, ce PEM constitue l'un des pôles majeurs au nord du territoire marseillais, en particulier du quartier de la Castellane et de la Bricarde, avec un objectif de desserte TER à « un quart d'heure » en heure de pointe. Il accueillera également un Parking relais, de manière à favoriser le rabattement VP vers le réseau ferroviaire et le tramway.

Par délibérations n° TRA 011-6416/19/CM et n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019, ce PEM a été intégré au programme de l'opération de prolongement du tramway Nord Sud phase II, laquelle a été actée dans le projet de PDU approuvé lors du conseil métropolitain du 19 décembre 2019.

La décision ministérielle portant sur la ligne nouvelle Provence Côte-d'Azur (LNPCA) en date du 23 juin 2020 a confirmé le principe de la création de la halte ferroviaire de Saint-André et vient conforter le positionnement de ce PEM.

En qualité de concessionnaire d'aménagement sur le secteur de l'ancienne ZAC DE SAUMATY-SEON et alors titulaire d'un droit de préemption exclusif dans son périmètre, à la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SOLEAM a exercé le droit de préemption urbain et a acquis en juin 2020 les parcelles cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 occupées par « CAP JANET » et accueillant une concession automobile NISSAN aux termes d'un bail commercial en cours.

En effet, ces parcelles de terrain incluses dans le périmètre de la concession de la ZAC susvisée sont concernées au PLUI par un zonage UEb2 correspondant à une vocation économique d'activités productives et font l'objet de l'emplacement réservé n° T-022, destiné à la réalisation du PEM Saint-André, lui-même intégré au programme de l'opération de prolongement du tramway Nord Sud phase II.

Ainsi, afin de permettre la réalisation de ce projet, et conformément aux accords intervenus entre la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SOLEAM a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 d'une contenance d'environ 6 161 m² situées 32 Avenue Fernand Sardou à Marseille 16^{ème} arrondissement.

Au vu de l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat en date du 1^{er} avril 2021 et déduction faite du loyer perçu par la SOLEAM pour l'année 2020 et 2021, l'acquisition est prévue pour un montant de 3 523 292,72 euros hors taxe et 3 543 292,72 euros TTC. Ce prix d'acquisition est détaillé comme suit :

Le prix de revente initial d'un montant total de 4 078 670,77 euros HT est composé :

- du prix du foncier pour un montant de 3 847 383,00 euros ;
- des frais de notaires associés d'un montant de 37 065,35 euros ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- de la rémunération de l'aménageur d'un montant de 194 222,42 euros.

Ce prix de revente initial a été diminué des loyers perçus en 2020 et 2021 par la SOLEAM pour un montant total de 555 378,05 euros HT qui se décompose comme suit :

- 194 291,21 euros HT pour l'année 2020 ;
- 361 086,84 euros HT pour l'année 2021.

Le prix de revente est ainsi de 3 523 292,72 HT et 3 543 292,72 euros TTC en ce compris 20 000 € de TVA.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le projet d'acte de cession ci-annexé.

Le projet d'acte de cession annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance du 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13216004.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° TRA 011-6416/19/CM du 19 décembre 2019 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase et la nouvelle Autorisation de Programme en cours de création ;
- La délibération n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 portant arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La décision du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire en date du 23 juin 2020 portant sur la ligne nouvelle Provence Côte-d'Azur (LNPCA) ;
- La délibération n° URBA 025-8696/20/CM en date du 15 octobre 2020 portant approbation de l'avenant n°21 au contrat de concession de SAUMATY-SEON ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'Etat en date du 1^{er} avril 2021 ;
- Le projet d'acte de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter un projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux des parcelles de terrains cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 d'environ 6 161 m² situées 32 Avenue Fernand Sardou à Marseille 16^{ème} arrondissement appartenant à la SOLEAM et nécessaires à la réalisation du futur PEM de Saint-André.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 O 0161, O 0168 et O 0111 d'environ 6 161 m² situées 32 Avenue Fernand Sardou à Marseille 16^{ème} arrondissement appartenant à la SOLEAM et nécessaires à la réalisation du futur PEM de Saint-André.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-236/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives relative à la cession à titre onéreux au profit de la Société NEUROCHLORE d'une parcelle de terrain en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9^{ème} arrondissement DUFVS 21/19441/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé, par la délibération n° URB 055-7425/19/BM du 19 décembre 2019, la promesse de vente d'une emprise de terrain non bâtie d'une contenance de 7094 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section B numéro 66 (issue de la division de la parcelle cadastrée 851 M 51), sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement, à la société NEUROCHLORE, ou à toute autre société qu'elle se substituerait, pour un montant de 336 000 euros TTC.

Ladite promesse de vente a été signée en date du 18 février 2020 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le 14 février 2020 pour la société NEUROCHLORE.

Aux termes de l'article 6 de cette promesse, il a été notamment stipulé que la signature de l'acte authentique de vente devrait avoir lieu au plus tard dans le délai de dix-huit mois à compter du jour de signature de la promesse soit le 18 août 2021.

L'article 23.2.4 de ladite promesse de vente prévoit par ailleurs une condition suspensive d'obtention par la société NEUROCHLORE d'un arrêté de permis de construire exprès autorisant la construction d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher minimum de 3360 m² comprenant des bureaux et des laboratoires ainsi que l'obtention du caractère définitif de ce permis de construire. Pour ce faire, la société NEUROCHLORE s'est engagée à déposer son permis de construire dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la promesse soit au plus tard le 18 août 2020.

La demande de permis de construire n'ayant pu être déposée par la société NEUROCHLORE que le 18 décembre 2020 sous le numéro PC 013055 20 00916P0 pour la construction d'un immeuble d'une surface de plancher de 2650 m², cette condition suspensive ne pourra pas être réalisée dans les délais fixés.

En conséquence, les parties se sont rapprochées et ont convenu de modifier la promesse de vente par un avenant visant à proroger de 6 mois le délai de réitération par acte authentique reportant la signature de l'acte authentique au plus tard le 18 février 2022 sauf cas prorogation automatique.

Toutes les autres stipulations de ladite promesse restent inchangées.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13209002T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°URB 055-7426/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- L'avenant à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'une promesse de vente a été conclue en février 2020 entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le et la société NEUROCHLORE laquelle contenait des clauses suspensives liées aux modalités de dépôt du permis de construire qu'il convient de reporter ;
- Que l'approbation d'un avenant à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives prorogeant de 6 mois la validité de celle-ci, permettra l'obtention du permis de construire à caractère définitif et ainsi la réitération par acte authentique de la vente du terrain à la société NEUROCHLORE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant, ci-annexé, à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives relative à la cession d'une emprise de terrain non bâtie d'une contenance de 7094 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section B numéro 66 (issue de la division de la parcelle cadastrée 851 M 51), sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9ème arrondissement, à la société NEUROCHLORE, ou à toute autre société qu'elle se substituerait, ledit avenant reportant la date de réitération de la promesse de vente au 18 février 2022 sauf cas prorogation automatique.

Toutes les autres stipulations de ladite promesse restent inchangées.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé, l'acte authentique et tous documents inhérents à la cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-237/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives relative à la cession à titre onéreux au profit de la Société HALIODX d'une parcelle de terrain en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9ème arrondissement
DUFSV 21/19469/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé, par la délibération n° URB 055-7426/19/BM du 19 décembre 2019, la promesse de vente d'une emprise de terrain non bâtie, d'une contenance de 10805 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section M numéro 66 (issue de la division de la parcelle cadastrée 851 M 51),

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

et pouvant accueillir la construction d'un bâtiment d'une superficie de 6640 m², sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9ème arrondissement, à la société HALIOdX, ou toute autre société qui lui serait substituée se substituerait, pour un montant de 664 000 euros TTC.

Ladite promesse de vente a été signée en date du 18 février 2020 pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le 14 février 2020 pour la société HALIOdX.

Aux termes de l'article 6 de cette promesse, il a été notamment stipulé que la signature de l'acte authentique de vente devrait avoir lieu au plus tard dans le délai de dix-huit mois à compter du jour de signature de la promesse soit le 18 août 2021.

L'article 21.2 de ladite promesse de vente prévoit par ailleurs une condition suspensive d'obtention par la société HALIOdX d'un arrêté de permis de construire exprès autorisant la construction d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher minimum de 6640 m² comprenant des bureaux et des laboratoires ainsi que l'obtention du caractère définitif de ce permis de construire. Pour ce faire, la société HALIOdX s'est engagée à déposer son permis de construire dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la promesse soit au plus tard le 18 août 2020.

La demande de permis de construire n'ayant pu être déposée par la société HALIOdX que le 22 décembre 2020 cette condition suspensive ne pourra pas être réalisée dans les délais fixés.

En conséquence, les parties se sont rapprochées et ont convenu de modifier la promesse de vente par un avenant visant à proroger de 6 mois le délai de réitération par acte authentique, reportant la signature de l'acte authentique au plus tard le 18 février 2022 sauf cas de prorogation automatique.
Toutes les autres stipulations de ladite promesse restent inchangées.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13209002T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°URB 055-7426/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- L'avenant à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'une promesse de vente a été conclue en février 2020 entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société HALIOdX laquelle contenait des clauses suspensives liées aux modalités de dépôt du permis de construire qu'il convient de reporter ;
- Que l'approbation d'un avenant à cette promesse synallagmatique de vente prorogeant de 6 mois sa validité permettra l'obtention du permis de construire à caractère définitif et ainsi la réitération par acte authentique de la vente du terrain à la société HALIOdX.

DELIBERE

Article 1 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives relative à la cession d'une emprise de terrain non bâtie d'une contenance de 10805 m², à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section M numéro 66 (issue de la division de la parcelle cadastrée 851 M 51) , sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9ème arrondissement, à la société HALIOdX, ou toute autre société qui lui serait substituée, ledit avenant reportant la date de réitération de la promesse de vente au 18 février 2022 sauf cas de prorogation automatique.

Toutes les autres stipulations de ladite promesse restent inchangées.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ci-annexé, l'acte authentique et tous documents inhérents à la cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-238/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de Madame et Monsieur BARTOLOMEI d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 T156 située 47, rue Eugène Cuenot à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19451/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Madame et Monsieur BARTOLOMEI d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 T156 située 47, rue Eugène Cuenot à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Madame et Monsieur BARTOLOMEI sont propriétaires d'une parcelle bâtie dont une emprise de 4m² est actuellement occupée par du domaine public en nature de trottoir sise 47, rue Eugène Cuenot (13009), et qui est nécessaire aux aménagements du tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Madame et Monsieur BARTOLOMEI en vue d'acquérir l'emprise impactée par le projet de tramway.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes à l'euro symbolique s'agissant en fait d'une régularisation foncière, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 26 février 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame et Monsieur BARTOLOMEI qui ont accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame et Monsieur BARTOLOMEI d'une emprise de 4 m² en nature de trottoir, à détacher de la parcelle cadastrée 853 T0156 de plus grande contenance, et située au 47, rue

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Eugène Cuenot Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à l'euro symbolique auprès de Madame et Monsieur BARTOLOMEI d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 T156 située 47, rue Eugène Cuenot à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-239/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès d'Habitat Marseille Provence Aix-Marseille-Provence Métropole d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 208842 I0078 située 204 avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement et d'un lot de volume sis sur la parcelle 209853 M0077 située 19 rue Aviateur Le Brix à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19458/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis, dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire. Sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès d'HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE (dit « HMP AMPM ») de deux emprises de terrains à détacher des parcelles cadastrées 208 842 I0078 située 204 avenue Jules Cantini à Marseille 8^{ème} arrondissement et 209 853 M0077 située 19 rue Aviateur Le Brix à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramwa» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Habitat Marseille Provence AMPM est propriétaire d'un tènement foncier situé à l'angle de l'avenue Viton et de la rue Aviateur Le Brix, nécessaire aux aménagements du tramway.

De même, dans le secteur du Rouet, au niveau de l'immeuble Cantini, une régularisation foncière de parcelle est également à prévoir ; une emprise HMP AMPM étant occupée par du domaine à usage public (trottoir) et devant faire l'objet d'une réfection dans le cadre de travaux du tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de HMP AMPM en vue d'acquérir les emprises impactées par le projet de tramway détaillées dans le tableau ci-dessous.

Identifiant parcelle	Adresse	Surface cadastrale	Emprises à acquérir	Nature du terrain
208842 I0078	204 avenue Jules Cantini	261 m ²	42 m ²	Régularisation du domaine public (trottoir)
209853 M0077	19 rue Aviateur Le Brix	3433 m ²	Volume à créer sur une surface de 189 m ²	Muret et plantations de clôture

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition des biens objet des présentes à l'euro symbolique correspondant à une régularisation foncière, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 24 mars 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille Provence à Habitat Marseille Provence AMPM qui a accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous les n° 13209005 et n° 13208003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les projets d'acte ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 1er juin 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès d'Habitat Marseille Provence AMPM d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée 208 842 10078 située 204 avenue Jules Cantini 13008 Marseille et d'un lot de volume à créer sur la parcelle 209 853 M0077 située 19 rue Aviateur Le Brix 13009 Marseille permettra d'engager les travaux pour l'extension du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès d'Habitat Marseille Provence Aix-Marseille-Provence Métropole d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 208842 10078 située 204 avenue Jules Cantini à Marseille 8ème arrondissement et d'un lot de volume sis sur la parcelle 209853 M0077 située 19 rue Aviateur Le Brix à Marseille 9ème arrondissement nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-240/21/CT

**■ CT1 - Echange foncier sans soulte de terrains entre la Métropole AMP et la LOGIREM SA d'HLM dans le cadre des aménagements du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14ème arrondissement - Abrogation de la délibération URBA 037-8524/20/BM du 15 octobre 2020
DUFSV 21/19500/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy- Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement, et au titre d'une convention portant autorisation d'occupation temporaire en date du 11 août 2014, la

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

SA LOGIREM a autorisé la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole Provence à prendre possession des terrains lui appartenant préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage du chantier dans ses phases 1 et 2, portant sur l'aménagement des voiries des quartiers de Picon et de la Busserine.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètres experts a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est quant à elle propriétaire de fonciers qui permettraient à la SA LOGIREM de reconfigurer les limites résidentielles, avec la résidentialisation d'espaces proches des logements sociaux.

Aussi, afin de permettre d'une part l'intégration dans le domaine public routier métropolitain des nouvelles voies aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy- Picon-Busserine, et d'autre part la résidentialisation des espaces en pied d'immeubles de la SA LOGIREM, les parties sont convenues de procéder à un échange sans soulte et la Métropole a procédé aux démarches nécessaires au déclassement et à la désaffectation d' une parcelle issue de son Domaine public.

Cet échange sans soulte et le protocole y afférant ont été approuvés par délibération URBA 037-8524/20/BM du 15 octobre 2020 par le Bureau de la Métropole.

Cependant la délibération prise le 31 juillet 2020, portant sur le déclassement de la parcelle H136p2, objet notamment dudit échange, n'a pu être suivie d'effet, le constat de désaffectation n'ayant pas été concluant, des piétons continuant d'emprunter cette voie en franchissant les merlons de terre destinés à la clore.

Une nouvelle délibération a été approuvée par le Conseil de Territoire le 13 avril 2021 constatant la désaffectation et approuvant le déclassement de cette ancienne portion de la rue de la Busserine.

En conséquence, la délibération du 15 octobre 2020 doit être abrogée; la cession de l'une des emprises n'ayant pas au préalable fait l'objet d'une désaffectation efficiente.

C'est pourquoi il convient à présent d'actualiser les modalités de cet échange foncier entre la SA LOGIREM et la Métropole Aix Marseille-Provence de la manière suivante :

La SA LOGIREM cède en pleine propriété, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La parcelle cadastrée Section 894 H n°155 d'une contenance cadastrale de 2740 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°156 d'une contenance cadastrale de 211 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°158 d'une contenance cadastrale de 158 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°111 d'une contenance cadastrale de 29 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°112 d'une contenance cadastrale de 2 718 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°116 d'une contenance cadastrale de 392 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°167 d'une contenance cadastrale de 386 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°168 d'une contenance cadastrale de 1445 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°170 d'une contenance cadastrale de 45 m²
- Une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 159 (dénommée provisoirement H 159 p2)
- Une emprise de 53 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°166 (dénommée provisoirement H 166 p2)
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°221 d'une contenance cadastrale de 103 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°222 d'une contenance cadastrale de 565 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°224 d'une contenance cadastrale de 40 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°225 d'une contenance cadastrale de 172 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°158 d'une contenance cadastrale de 1 554 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°159 d'une contenance cadastrale de 129 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°227 d'une contenance cadastrale de 923 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°229 d'une contenance cadastrale de 1151 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°232 d'une contenance cadastrale de 8627 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°236 d'une contenance cadastrale de 718 m²
- Une emprise de 92 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p1)

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Une emprise de 39 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p2)
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p3)
- Une emprise de 17 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 177 (dénommée provisoirement H 177 p1)
- Une emprise de 32 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 76 (dénommée provisoirement H 76 p1)
- Une emprise de 54 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 76 (dénommée provisoirement H 76 p2)
- Une emprise de 2 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 179 (dénommée provisoirement H 179p1)

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13214000.

En contre-échange, la Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété à la SA LOGIREM les emprises foncières suivantes :

- Une emprise de 529 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 177 (anciennement nommée H 136 p2). Cette emprise constituant une portion désaffectée de la rue de la Busserine a été déclassée du domaine public routier par délibération VOIMOB 024-144/21/CT du 13 avril 2021.
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°178 (anciennement nommée H 136 p3)
- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°179 (anciennement nommée H 136 p4).
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 135 (dénommée provisoirement H 135 p1)
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 176 (dénommée provisoirement H 176 p1)

L'échange foncier se réalise, avec accord des parties, sans soulte, compte tenu de l'intérêt général du projet et en vertu de la convention ANRU Saint Barthélémy-Picon-Busserine. L'avis des domaines n'est pas requis.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette transaction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URBA 037-8524/20/BM du 15 octobre 2020 ;
- Le Protocole foncier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SA LOGIREM d'un ensemble d'emprises foncières d'une superficie totale d'environ 22403 m² permettra l'intégration dans le domaine public métropolitain des voies et espaces publics aménagés dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que la cession de cinq emprises d'une superficie totale d'environ 546 m² au profit de la SA LOGIREM permettra à cette dernière la résidentialisation des espaces en pied d'immeubles ;
- Qu'il convient compte tenu des formalités de désaffectation et de déclassement d'une des parcelles issues du domaine public de la Métropole de prendre une nouvelle délibération pour actualiser les modalités de cet échange foncier entre la SA LOGIREM et la Métropole Aix Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

La délibération URBA 037-8524/20/BM du Bureau de la Métropole du 15 octobre 2020 est abrogée.

Article 2 :

Sont approuvés l'échange sans soulte réalisé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA LOGIREM et le protocole foncier annexé à la présente délibération par lequel :

La SA LOGIREM cède en pleine propriété, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La parcelle cadastrée Section 894 H n°155 d'une contenance cadastrale de 2740 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°156 d'une contenance cadastrale de 211 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°158 d'une contenance cadastrale de 158 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°111 d'une contenance cadastrale de 29 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°112 d'une contenance cadastrale de 2 718 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°116 d'une contenance cadastrale de 392 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°167 d'une contenance cadastrale de 386 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°168 d'une contenance cadastrale de 1445 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 H n°170 d'une contenance cadastrale de 45 m²
- Une emprise de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 159 (dénommée provisoirement H 159 p2)
- Une emprise de 53 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°166 (dénommée provisoirement H 166 p2)
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°221 d'une contenance cadastrale de 103 m² 1
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°222 d'une contenance cadastrale de 565 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°224 d'une contenance cadastrale de 40 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°225 d'une contenance cadastrale de 172 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°158 d'une contenance cadastrale de 1 554 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°159 d'une contenance cadastrale de 129 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°227 d'une contenance cadastrale de 923 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°229 d'une contenance cadastrale de 1151 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°232 d'une contenance cadastrale de 8627 m²
- La parcelle cadastrée Section 894 B n°236 d'une contenance cadastrale de 718 m²

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Une emprise de 92 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p1)
- Une emprise de 39 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p2)
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 152 (dénommée provisoirement H 152 p3)
- Une emprise de 17 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 177 (dénommée provisoirement H 177 p1)
- Une emprise de 32 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 76 (dénommée provisoirement H 76 p1)
- Une emprise de 54 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 76 (dénommée provisoirement H 76 p2)
- Une emprise de 2 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 179 (dénommée provisoirement H 179p1)

En contre-échange, la Métropole Aix-Marseille-Provence cède en pleine propriété au profit de la SA LOGIREM :

- Une emprise de 529 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 177 (anciennement nommée H 136 p2). Cette emprise constituant une portion désaffectée de la rue de la Busserine a été déclassée du domaine public routier par délibération VOIMOB 024-144/21/CT du 13 avril 2021.
- Une emprise de 11 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°178 (anciennement nommée H 136 p3)
- Une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n°179 (anciennement nommée H 136 p4).
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 135 (dénommée provisoirement H 135 p1)
- Une emprise de 1 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 H n° 176 (dénommée provisoirement H 176 p1)

S'agissant de foncier destiné à la réalisation de voies et espaces publics, le présent échange foncier, fait à l'amiable, est réalisé sans soulte en vertu de la convention ANRU Saint Barthelemy-Picon-Busserine.

Article 3 :

Maitre Mathieu DURAND, notaire associé, Tour Méditerranée - 65, Avenue Jules Cantini - 13298 MARSEILLE CEDEX 20, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

S'agissant d'un échange de parcelles il n'y aura pas de remboursement entre les parties des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente seront pris en charge par moitié par chacune des parties.

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2021 et suivants et de l'Etat spécial du Territoire Marseille-Provence ; Opération 2015110400 – Nature 4581191007 – Chapitre 21.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence, ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents au présent échange.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-241/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un transfert de propriété par la SOLEAM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la clôture de la concession d'aménagement Mardirossian Marseille 15ème arrondissement
DUFVS 21/19510/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010, la convention de concession d'aménagement, « Mardirossian - Madrague Plan » à conclure avec la SOLEAM.

Cette concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans recouvrait un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille en date du 16 décembre 2015, l'opération a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023.

Par la suite, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant (avenant à la convention de concession d'aménagement du 3 juin 2016).

Cette opération avait pour but de redonner au secteur, un caractère attractif visant le développement de l'offre en logements et en activités économiques ; permettant ainsi de développer environ 90 000 m² de surface de plancher.

Toutefois, le périmètre d'intervention de SOLEAM a finalement été réduit au seul secteur de Mardirossian, afin d'y aménager les terrains qui étaient déjà maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

SOLEAM a alors confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service à délocaliser du territoire d'Euro Méditerranée avec des bâtiments que la Ville de Marseille souhaitait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude avait été transmise à la Ville de Marseille ; Toutefois, cette dernière n'a jamais donné suite.

SOLEAM avait en parallèle engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018 et commandé des études de maîtrise d'œuvre en vue de l'élargissement de la traverse Mardirossian ; Toutefois, la phase AVP de ces études n'a finalement pas pu être engagée. En effet, la Ville de Marseille a renoncé à l'acquisition du foncier et le projet de construction ainsi que les modalités d'aménagement du terrain que doit desservir la future traverse Mardirossian, n'ont pas été arrêtées.

Les objectifs qui avaient été fixés dans le cadre de cette opération n'ont donc pu être atteints. C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM ont convenu de mettre un terme, de façon anticipée à cette opération et de clôturer la concession d'aménagement.

A ce titre, par délibération du Bureau de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE en date du 15 octobre 2020 il a été approuvé un bilan de pré-clôture en date du 31 décembre 2019, à l'issue duquel une part du trop-perçu de la participation de la Métropole est affectée à l'acquisition par la Métropole des biens de retour, pour un montant de 3 588 960 euros selon valeur estimée par les Domaines.

Aussi, en vue de clôturer la concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan », il convient de procéder dès à présent au transfert de propriété des parcelles objet de l'opération, afin que tous les biens appartenant à la SOLEAM dans le cadre de cette concession reviennent dans le patrimoine de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE exerçant ainsi son droit de reprise conformément aux dispositions du cahier des charges de la concession.

Les parcelles en nature de terrain nu et comportant un immeuble en ruine sont listées dans le tableau ci-dessous :

Préf	Sect	Numéro	Rue	Contenance		
				ha	a	ca
905	K	14	34 Traverse Mardirossian		1	23
905	K	13	32 Traverse Mardirossian			57
905	K	27	343 Rue de Lyon		2	27
905	K	28	341 Rue de Lyon		70	60
905	K	30	339 Rue de Lyon		2	42
905	K	31	337 Rue de Lyon		2	09
905	I	3	3 chemin de la commanderie		1	23
905	K	32	335 rue de Lyon		6	27
905	K	29	331 rue de Lyon		3	78
905	K	33	331 rue de Lyon		3	58
905	K	26	347 rue de Lyon		4	52
905	K	25	Rue de Lyon		5	58

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de ce bien à 2 990 800, 00 € HT soit 3.588.960,00 € TTC

Le projet d'acte notarié annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et sera réitéré préalablement à la clôture définitive de la concession à l'appui d'une décision commune entre les parties actant de la fin de la mission de la SOLEAM.

Ces parcelles sont concernées par le projet de site du futur Technocentre NORD qui se compose par ailleurs de l'actuel Garage CABUCELLE.

Il est prévu de créer sur ce site un centre technique mutualisé pour plusieurs directions fonctionnelles de la Métropole : Direction de Pôle Propreté Cadre de Vie et Valorisation des Déchets, Direction de Pôle Voirie Espaces Publics, et Direction des Moyens Généraux et Logistique.

Le Technocentre NORD aura pour activités des bureaux et vestiaires, centres de stockages et magasins, et reprendra les activités de l'actuel Garage Cabucelle (ateliers d'entretiens et parkings de poids lourds).

Etant donné la taille et la complexité du site, une étude d'AMO a été lancée en janvier 2021, pour le recueil et la définition des besoins, ainsi que les études de faisabilité et programmation, en commun avec le site du Centre Technique Métropolitain Est (Ancienne usine Rivoire & Carret).

L'objectif de cette opération est de rendre ces deux sites efficaces, de les mettre aux normes, et de travailler le confort (notamment thermique) tout en correspondant aux besoins de chacune des directions concernées.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13215009 pour les parcelles 905 K 13 – 14 – 25 à 33 et sous le numéro 132215013 pour la parcelle 905 I 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°URBA 011-15/10/20 BM du Bureau de la Métropole approuvant le bilan de pré clôture de la ZAC Mardirossian et la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État en date du 14 février 2020,
- Le projet d'acte notarié établi par Maître Martine AFLALOU-TAKTAK ;
- Le traité de concession d'aménagement ;
- Le cahier des charges de la concession d'aménagement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission de la SOLEAM prorogée jusqu'au 7 janvier 2023, est arrivée à son terme par décision commune du concédant et du concessionnaire ;
- Que la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE peut, dans ce cas, exercer son droit de reprise sur les parcelles objets de la concession d'aménagement ;
- Que les parcelles sont concernées par un projet de centre technique mutualisé pour plusieurs directions fonctionnelles de la Métropole : Direction de Pôle Propreté Cadre de Vie et Valorisation des Déchets, Direction de Pôle Voirie Espaces Publics, et Direction des Moyens Généraux et Logistique.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'exercice du droit de reprise sur les biens objet de la concession MARDIROSSIAN correspondant au transfert par la SOLEAM de la propriété des parcelles bâties et non bâties, d'une contenance totale de 10 214m² situées dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille et cadastrées comme suit :

Préf	Sect	Numéro	Rue	Contenance		
				ha	a	ca
905	K	14	34 Traverse Mardirossian		1	23
905	K	13	32 Traverse Mardirossian			57
905	K	27	343 Rue de Lyon		2	27
905	K	28	341 Rue de Lyon		70	60
905	K	30	339 Rue de Lyon		2	42
905	K	31	337 Rue de Lyon		2	09
905	I	3	3 chemin de la commanderie		1	23
905	K	32	335 rue de Lyon		6	27
905	K	29	331 rue de Lyon		3	78
905	K	33	331 rue de Lyon		3	58
905	K	26	347 rue de Lyon		4	52
905	K	25	Rue de Lyon		5	58

Pour un montant de 2 990 800, 00 € HT (deux millions neuf cent quatre-vingt-dix mille huit cent euros) soit 3.588.960,00 € TTC (trois millions cinq cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros) ainsi que le projet d'acte annexé à la présente délibération.

Il est précisé que ces montants correspondant à une part du trop-perçu de la participation de la Métropole à la concession Mardirossian et relevant du bilan de pré-clôture ne donneront pas lieu à paiement effectif.

Article 2 :

Maître Martine AFLALOU-TAKTAK, Notaire à Marseille associée de l'Etude EXCEN Marseille, situé à MARSEILLE 6ème, 65 Avenue Jules Cantini, Tour Méditerranée, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Au même titre que le prix de l'acquisition correspond à une part du trop-perçu de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la concession Mardirossian et ne donneront pas lieu à paiement effectif, il en va de même concernant tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, ainsi que le remboursement des taxes foncières.

L'ensemble de ces frais liés à la présente acquisition seront donc inscrits au bilan de clôture de la concession et viendront en diminution du solde positif à reverser à la Métropole par l'aménageur.

Article 4 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte notarié de transfert de propriété d'immeubles ci-annexé, et tous documents inhérents au présent transfert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-242/21/CT

■ **CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Réalisation du Hub urbain d'innovation pour tous**
DPAUCV 21/19290/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence a été approuvé par délibération du Conseil métropolitain URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement du territoire de Marseille Provence sur la commune de Marseille.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain et de développement économique la Métropole souhaite permettre la réalisation du « HUB urbain d'innovation pour tous », projet novateur tourné vers les métiers du numérique. Il vise à la réalisation d'un site multifonctionnel avec notamment la mise en place d'un laboratoire de recherche et de développement destiné à permettre l'accès à des infrastructures technologiques de pointe. Il est également prévu la création d'un campus numérique proposant une offre de formation professionnelle en lien avec les métiers du numérique et avec une politique d'insertion ambitieuse.

Les activités développées au sein du site accueilleront un public diversifié : des entreprises, des usagers et des habitants. Le projet répondra également aux besoins d'hospitalité en offrant de l'hébergement pour des résidents et des usagers.

Situé sur les avenues structurantes que sont l'avenue des Aigalades à l'ouest et le boulevard du Capitaine Gèze au sud, le futur «HUB urbain d'innovation pour tous » bénéficie de la proximité des transports en commun (métro, bus, futur tramway), des autoroutes A7 et A55 et d'une position clef au sein du quartier. Il s'inscrit en continuité du parc Billoux et du futur parc des Aigalades.

La réalisation de ce projet, situé en zone UEb2 (zone urbaine réservée aux pôles d'activités plurifonctionnels) nécessite que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en vigueur soit adapté.

La Commune de Marseille a donc saisi le Conseil de Territoire Marseille Provence en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour l'aménagement du « Hub Urbain d'innovation pour tous ».

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLUi, qui permet notamment d'adapter les dispositions du document par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLUi, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Le Conseil de Territoire doit donc saisir le Conseil de la Métropole afin de lui demander l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLUi pour la réalisation du Hub urbain d'innovation pour tous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- La demande écrite de la Commune de Marseille auprès du Conseil de Territoire sollicitant la mise en compatibilité du PLUi.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet d'aménagement du « Hub urbain d'innovation pour tous » revêt un caractère d'intérêt général, en répondant aux enjeux économiques et environnementaux portés par le Territoire Marseille Provence et la Métropole, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCoT en vigueur ;
- Qu'il convient, pour permettre sa réalisation, d'adapter les règles du PLUi du territoire Marseille Provence en vigueur par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence saisit le Conseil de la Métropole afin qu'il engage la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi en vue de la réalisation du Hub urbain d'innovation pour tous.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-243/21/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité : Projet urbain en faveur de la mixité sociale - Quartier de Figuerolles sur la commune de Gignac-la-Nerthe
DUF 21/19467/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence a été approuvé par délibération du Conseil métropolitain URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement du territoire de Marseille Provence sur la commune de Gignac la Nerthe.

Dans le cadre de sa politique de mixité sociale, la Métropole poursuit son engagement pour assurer l'équilibre social des territoires et encourage la commune de Gignac-la-Nerthe à poursuivre la mise en œuvre sur son territoire d'une politique d'offre de logement diversifiée et adaptée à l'ensemble des catégories de population tout au long de leur parcours résidentiel.

Le projet présente un caractère d'intérêt général.

La mixité sociale est un principe retenu par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et le Document d'Orientation et d'Objectifs du SCOT. Ils fixent comme l'une des orientations stratégiques la réalisation d'au moins 30 % de logements sociaux dans l'ensemble des nouvelles opérations significatives d'aménagement et de renouvellement. Cet objectif pourra être plus intense dans les territoires qui sont en déficit comme c'est le cas sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Le projet urbain du quartier Figuerolles, pour la réalisation notamment d'un programme de logement comportant 30% a minima de logements sociaux, s'inscrit dans cet objectif, en garantissant une cohérence dans le développement urbain et en répartissant la croissance démographique en fonction des potentiels de développement du territoire d'Aix Marseille Provence.

De même, le PADD du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) s'inscrit également dans cet objectif. Il fixe le nombre de logements neufs sur le territoire de Gignac-la-Nerthe à 800 à produire entre 2014 et 2030 pour accueillir une croissance démographique permettant le desserrement des ménages. Cet objectif vise à poursuivre les efforts engagés dans le précédent Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Contrat de Mixité Sociale 2017-2019 (67 logements créés en 2017, 360 en 2018 et 123 en 2019 soit 550 logements) dont les effets de production du volume de constructions sont échelonnés jusqu'en 2030.

La réalisation des objectifs de production de logements a privilégié les capacités constructives existantes en milieu urbain (zone U) sur la commune de Gignac-la-Nerthe pour la période 2014-2020 au titre du premier Contrat de mixité sociale. Celles-ci ont favorisé la création de plus de 90 % des objectifs résidentiels en zone urbaine, contre moins de 10% en extension de l'urbanisation.

Dans ce cadre, l'ensemble des communes du territoire se mobilisent pour accroître l'offre globale de logements sociaux, en cohérence avec les enjeux de rééquilibrage du parc sur le territoire.

A l'échelle de l'Est Etang de Berre, Gignac-la-Nerthe est un rouage essentiel de la conurbation de ce bassin de vie. La mise en œuvre locale du projet intercommunal matérialisé par le PLUi vise à conforter son rôle de centralité de bassin grâce à son potentiel de développement et à son positionnement entre deux pôles d'échanges, celui de la gare de Pas des Lanciers et celui de la ZAC d'activité des Florides, via le boulevard urbain multimodal à créer sur la RD 368, conformément à la préconisation du Plan de Déplacement Urbain.

Le site de l'opération d'aménagement s'étire sur une superficie d'environ 5 hectares. Il s'agit d'un secteur de renouvellement urbain dont l'identité urbaine est à reconstruire. Sa proximité immédiate avec le centre-ville doit contribuer à la dynamisation de ce dernier.

Dans cette perspective, la commune a fait le choix d'un urbanisme raisonné et durable. En effet, elle s'appuie sur ce potentiel, qu'elle accompagne et complète par un maillage adapté, et recherche une articulation juste des conditions d'accessibilité et du développement.

Pour ce faire, elle a reconduit dans son programme d'action au PLUi, une Orientation d'Aménagement de Programmation le long de la RD 368. (L'OAP Boulevard Urbain Multimodal). Le projet engagé aujourd'hui a pour ambition la transformation de la RD 368 en Boulevard Urbain Multimodal (BUM). Aujourd'hui cette traversée routière se décompose en cinq séquences le long desquelles l'aménagement routier doit prendre en compte l'urbanisation existante et à venir et rechercher les conditions de sa mutation en BUM, notamment en rétablissant les transversales et la sécurisation de l'ensemble des accès.

Dans le cadre du projet urbain, l'ouverture à l'urbanisation du quartier Figuerolles s'inscrit dans l'une de ces séquences, il annonce le renforcement du caractère urbain par la construction notamment d'un programme de logements d'ensemble comportant a minima 30% de logements sociaux. Il constitue un front bâti le long de la voie à aménager, où ponctuellement des commerces pourront être implantés en rez-de-chaussée. Le projet devra proposer un aménagement apaisé tenant compte des contraintes de circulation, de desserte des équipements et de fréquentation ; aménager les modes actifs et faciliter et sécuriser les traverses piétonnes.

De plus, le projet urbain du quartier de Figuerolles ne modifie pas les orientations générales d'urbanisme définies dans le PADD mais répond à ses objectifs. De manière plus globale, il répond à l'intérêt général par différents aspects : réalisation de logements sociaux (30% a minima), requalification, apaisement et sécurisation de la route départementale, renouvellement urbain, redynamisation du centre-ville.

La Commune de Gignac-la-Nerthe a donc saisi le Conseil de Territoire Marseille Provence en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi, en vue d'un projet urbain en faveur de la mixité sociale dans le quartier de Figuerolles.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLUi, qui permet notamment d'adapter les dispositions du document par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLUi, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Le Conseil de Territoire doit donc saisir le Conseil de la Métropole afin de lui demander l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du PLUi pour la réalisation d'un projet urbain en faveur de la mixité sociale sur le quartier de Figuerolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La demande écrite de la Commune de Gignac-la-Nerthe auprès du Conseil de Territoire sollicitant la mise en compatibilité du PLUi.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet urbain en faveur de la mixité sociale dans le quartier de Figuerolles via une ouverture à l'urbanisation, pour la réalisation notamment d'un programme de logements, comportant a minima 30% de logements sociaux la sécurisation/apaisement de la route départementale, la revitalisation du centre-ville revêt un caractère d'intérêt général, en répondant aux enjeux de mixité sociale et en assurant l'équilibre social des territoires portés par le Territoire Marseille Provence et la Métropole, en compatibilité avec les objectifs et les orientations du SCOT en vigueur ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLUi du Territoire Marseille-Provence en vigueur par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence saisit le Conseil de la Métropole afin qu'il engage la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour le projet urbain en faveur de la mixité sociale du quartier de Figuerolles à Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-244/21/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit au profit du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) nécessaire au confortement du canal du tunnel du Rove sur le domaine public métropolitain rue Jean Monnet à Marignane DUFSV 21/19452/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Un glissement de terrain s'est produit dans les talus du canal du tunnel du Rove lors du dernier trimestre 2019, traversant la commune de Marignane engendrant également de nombreux dégâts sur la chaussée et les habitations limitrophes.

Des travaux de confortement de ce canal doivent impérativement être effectués rapidement pour faire face aux risques d'effondrement majeurs, permettant ainsi la préservation de la chaussée et des habitations situées en tête de talus.

Ces travaux ont été programmés par le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), propriétaire dudit tunnel, et consistent en l'implantation de tirants en tréfonds et en bordure de la voirie « rue Jean Monnet » à Marignane et jouxtant les parcelles cadastrales BL 126, 346, 16 et 17.

En effet, les études géotechniques réalisées sur le site ont confirmé la nécessité de réaliser une paroi tirantée en bordure de la rue Jean Monnet ; les tirants passant sous la rue à une profondeur comprise entre 5 et 20 m.

L'implantation de ces ouvrages en tréfonds, telle que matérialisée sur le plan ci-joint, est destinée à assurer la tenue tant de la chaussée que des habitations en tête de talus sur environ 130 mètres linéaires.

Le GPMM s'est alors rapproché de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'établir une convention de servitude à titre gratuit autorisant l'implantation desdits ouvrages dans le sous-sol de la rue Jean Monnet relevant de son domaine public.

L'article L 2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques autorise la constitution de servitude pouvant grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L1, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent.

L'implantation des ouvrages susvisés en tréfonds de la voirie « rue Jean Monnet » n'étant pas incompatible avec l'affectation de cette dernière, les parties ont donc convenu de conclure une convention de constitution de servitude de passage en tréfonds annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053 - 9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de constitution de servitude.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds au droit de la rue Jean Monnet à Marignane relevant du domaine public métropolitain jouxtant les parcelles cadastrées BL 126, 346, 16 et 17, au profit du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) permettra l'implantation d'ouvrages nécessaires à la sécurisation et au confortement du canal du tunnel du Rove.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit au droit de la rue Jean Monnet à Marignane, relevant du domaine public métropolitain, jouxtant les parcelles cadastrées BL 126, 346, 16 et 17, au profit du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) ainsi que le projet de convention de servitude annexée à la présente délibération

Article 2 :

L'ensemble des frais liés à la constitution de servitude est à la charge du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et comprend tous les frais, droits et honoraires inhérents à la régularisation de l'acte authentique de constitution de servitude.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui ~~sera~~ **sera** réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-245/21/CT

■ CT1 - Projet Urbain Partenarial de Vallon de Regny à Marseille - Approbation des avenants n°1 aux conventions de PUP avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19460/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet Urbain Partenarial Vallon de Régny à Marseille 9ème arrondissement – Avenants n°1 aux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° URB 051-7943/19/CM du 19 décembre 2019 le Conseil de la Métropole a approuvé un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Vallon de Regny », relatif à l'aménagement d'un secteur de 379 700 m² dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

Ce périmètre englobe la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régny ainsi que plusieurs emprises foncières situées en franges où des opérations de logements, d'initiatives privées, sont projetées et bénéficieront des équipements publics à réaliser par SOLEAM aménageur de la ZAC via la concession d'aménagement qui leur a été confiée.

C'est le cas de l'opération portée par les sociétés COFFIM et VINCI (SCCV Marseille Sainte Marguerite et SCCV Marseille U522) qui réalisent une opération immobilière de 356 logements sur un foncier situé hors ZAC entre le Bd de Ste Marguerite et le Bd Roux.

Ce programme doit être desservi par des équipements publics réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM : la voie U 522 prévue au PLUi ainsi que ses maillages sur le réseau public viaire, l'élargissement et le réaménagement de l'ancien chemin de Cassis. Il bénéficiera aussi du futur groupe scolaire à réaliser par SOLEAM pour le compte de la Ville de Marseille.

En application des articles L. 332.11.3 et 332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'Urbanisme les sociétés VINCI et COFFIM, la Métropole Aix Marseille Provence, la Ville de Marseille et la SOLEAM se sont rapprochées afin de définir le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics nécessaires pour l'accueil des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier. Ces échanges ont abouti à la contractualisation des conventions de PUP suivantes :

- La convention de Projet Urbain Partenarial n°1 avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite dont le projet immobilier prévoit une surface de plancher de 13 915 m² dont 11 913 m² affectés à du logement, soit 201 logements et 2 002 m² affectés à de l'activité. Ce projet immobilier a fait l'objet d'un permis de construire n°13055 1701032 PO délivré le 07 août 2018. La SCCV Marseille Sainte Marguerite a accepté de participer financièrement aux équipements publics réalisés par SOLEAM par le versement d'une contribution de 1 717 542 euros.
- La convention de Projet Urbain Partenarial n°2 avec la SCCV Marseille U522 dont le projet immobilier prévoit une surface de plancher de 9 332 m² affectés à du logement, soit 155 logements. Ce projet immobilier a fait l'objet d'un permis de construire n°13055 16 01008 PO délivré le 22/03/17 et d'un permis modificatif délivré le 19/07/18. La SCCV Marseille U522, a accepté de participer financièrement aux équipements publics réalisés par SOLEAM par le versement d'une contribution de 1 284 669 euros.

Ces deux conventions ont été approuvées par délibération n° URB 051-7943/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Préalablement au Conseil de la Métropole, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé par délibération n°19-34798 UAGP du 25 novembre 2019 l'institution par la Métropole de ce périmètre de PUP et les deux conventions précitées.

Ces conventions ont été signées le 27 février 2020 et ont fait l'objet de mesures de publicité conformément aux articles R 332-25-1 et R 332-25-2 du Code de l'Urbanisme.

Les décalages de planning des différents opérateurs conduisent à apporter des modifications à ces deux conventions de PUP afin d'adapter les délais d'exécution des travaux à réaliser par SOLEAM relatifs :

- à la voie nouvelle à créer entre le Bd de Ste Marguerite et l'ancien chemin de Cassis dénommée U522, au traitement du carrefour avec le Bd de Ste Marguerite ainsi qu'à l'aménagement de la portion du Bd de Ste Marguerite au droit de l'opération de la SCCV Marseille Ste Marguerite, dont un premier tronçon devait initialement être livré en septembre 2021
- à l'élargissement de la portion de l'ancien chemin de Cassis, compris entre la U522 et le Boulevard Urbain Sud, dont l'achèvement prévisionnel est précisé pour décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la « Projet Urbain Partenarial Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement – Avenants n°1 aux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 » ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative au projet Urbain Partenarial Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement – Avenants n°1 aux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet Urbain Partenarial Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Avenants n°1 aux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-246/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement d'aménagement conduit sous Maîtrise d'Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19443/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121500 – Aménagement conduit sous Maîtrise d'Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Projet de Rénovation Urbaine (PRU) Abeilles/ Maurelle/ Matagots, a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération FCT 030-21/12/15 CC du 21/12/2015, pour les opérations ayant été identifiées de compétence et de maîtrise d'ouvrage communautaire.

Les opérations qui demeurent de compétence communale restent à la charge de la commune de La Ciotat.

Pour ces dernières, une convention de maîtrise d'ouvrage unique n°16/0242, a été signée entre la commune de la Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence qui porte sur l'aménagement des espaces extérieurs et le réaménagement de l'équipement sportif Valentin Magri.

La première phase de travaux concernant les aménagements extérieurs est terminée à ce jour ; la deuxième phase concernant la rénovation de l'équipement sportif Valentin Magri est en fin d'études (phase consultation des entreprises).

Le bilan financier de l'opération objet de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, établi à ce jour, fait apparaître un dépassement de l'enveloppe initiale, qui est dû, d'une part, à un surcoût enregistré sur la première phase de travaux (aménagement des espaces extérieurs) et d'autre part, à la revalorisation du coût estimatif de la deuxième phase de travaux (aménagement de l'équipement sportif Valentin Magri).

La gestion de la crise Covid, le rallongement des délais de réalisation et les conditions économiques actuelles induisent un surcoût qu'il y a lieu de prendre en compte.

Aussi, l'opération d'investissement n°2015121500 « Aménagement conduit sous Maîtrise d'Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine » inscrite au budget pour un montant de 7 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 3 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 000 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l’approbation de la révision et de l’affectation de l’opération d’investissement n°2015121500 « Aménagement conduit sous Maîtrise d’Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation de la révision et de l’affectation de l’opération d’investissement n°2015121500 « Aménagement conduit sous Maîtrise d’Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de la révision et de l’affectation de l’opération d’investissement n°2015121500 Aménagement conduit sous Maîtrise d’Ouvrage La Ciotat Rénovation Urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-247/21/CT

■ CT1 - Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence Les Nauticales

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 21/19464/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l’article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 – Amélioration de l'Habitat Ancien » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis 2003, la Métropole Aix-Marseille-Provence accueille au sein du territoire Marseille-Provence, sur le domaine public du port de plaisance de La Ciotat, le Salon Nautique « Les Nauticales ». Dans le cadre de sa politique favorisant un plus grand dynamisme des activités nautiques, traduite au sein de son Livre Bleu, ainsi que le développement de services d'excellence pour ses citoyens, la Métropole a souhaité pérenniser la tenue de son salon nautique. Fort de ses 200 exposants, d'un site exceptionnel de 30 000 mètres carrés en plein centre-ville de la Ciotat, le prestige et l'affluence de ce salon classent ce dernier à la quatrième place des salons nautiques de France.

Depuis 2010, l'organisation du salon nautique est assurée dans le cadre d'une délégation de service public, sous le contrôle de la collectivité. Le renouvellement en 2015 de la DSP a vu retenir le groupement GRAND PAVOIS /SAFIM en qualité de délégataire pour assurer les éditions 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Compte tenu du bilan qualitatif positif des dernières éditions, il est apparu opportun que la Métropole poursuive son implication dans l'organisation et le contrôle de cette manifestation.

C'est pourquoi, par délibération MER 004-5520/19/CM du 28 février 2019, et après avis favorable de la

CCSPL du 13 février 2019, la Métropole a approuvé le principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation du salon pour les éditions 2021 à 2025 et a approuvé les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire.

Cette procédure a fait l'objet d'une consultation dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession ainsi que les articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Toutefois, à la date limite de remise des offres, aucun pli n'a été déposé. La Commission de Délégation de Service Public du 03 octobre 2019 a donc constaté l'absence d'offre et le caractère infructueux consécutif de la procédure.

Par délibération n° MER 007-8041/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le principe de relancer une procédure de Délégation de Service Public en vue de l'organisation du salon nautique pour les éditions 2021 à 2025, dans le respect des dispositions des articles L 3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique, et L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, après avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 10 décembre 2019.

La présente procédure a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié le 30 janvier 2020 sur les supports suivants :

- Journal Officiel de l'Union Européenne
- Bulletin officiel des annonces des marchés publics
- Revue spécialisée correspondant au secteur économique concerné : Le Marin

Il s'agissait d'une procédure de type ouverte, qui implique que le dossier de consultation a été mis à la disposition des candidats dès la publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

La date limite de remise des plis était fixée au 24 avril 2020. En application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de remise des offres a été reportée au 30 juin 2020. Ce

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

délai supplémentaire a été rendu nécessaire afin de laisser le temps aux soumissionnaires, en période de crise sanitaire et de confinement, de prendre les mesures nécessaires et de pouvoir rendre des offres concurrentielles.

A cette date, deux entreprises ont déposé un dossier de candidature sur la plateforme de dématérialisation :

- L'association Grand Pavois Organisation (GPO)
- La société La Provence

La Commission Concession s'est réunie le 08 septembre 2020 et après analyse des candidatures, a décidé de retenir les deux candidats suivants :

- L'association Grand Pavois Organisation (GPO)
- La société La Provence

Les plis contenant les dossiers d'offres ont été ouverts le 09 septembre 2020 en présence de la Direction juridique Schémas, Grands projets et Contentieux et de la Direction Mer, du Littoral, des Milieux Aquatiques, des Ports et de l'Energie.

La Commission Concession en date du 20 octobre 2020 a analysé les offres et a émis un avis favorable à l'engagement des négociations avec les deux soumissionnaires.

Le rapport de présentation, ci-joint annexé, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de l'ensemble de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente également au Conseil de la Métropole les motifs du choix du candidat retenu au terme de ces négociations et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public.

La situation exceptionnelle née de l'épidémie du Covid-19 a plusieurs conséquences qui menacent la pérennité de l'évènement. L'édition 2020 du salon nautique "Les Nauticales", a été annulée le 10 mars (4 jours avant l'inauguration) suite à l'arrêté du Ministère des Solidarités et de la Santé du 9 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19, interdisant tout rassemblement de plus de 1000 personnes.

En application de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, portant diverses mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19, la date limite de remise des offres a été reportée au 30 juin 2020. Ce délai supplémentaire a été rendu nécessaire afin de laisser le temps aux soumissionnaires, en période de crise sanitaire et de confinement, de prendre les mesures nécessaires et de pouvoir rendre des offres concurrentielles.

Ainsi, suite à la crise sanitaire, par délibération n° TCM 018-8723/20/CM du 15 octobre 2020, le conseil de la Métropole a approuvé la prolongation du contrat pour une édition supplémentaire, pour un motif d'intérêt général tenant à la continuité du service, au regard d'une part, des délais incompressibles de la procédure d'attribution ainsi que des circonstances exceptionnelles qui ont menacé la pérennité de l'évènement.

En conséquence, le contrat approuvé dans le cadre de la présente délibération porte sur l'organisation des éditions 2022 à 2026.

L'organisation de cet évènement doit permettre de :

- promouvoir au plan national et à l'international le premier pôle national de plaisance que constituent les 29 ports de plaisance gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et favoriser la promotion de la politique métropolitaine dans ce domaine ;
- promouvoir l'ensemble des activités économiques, industrielles, commerciales et tertiaires liées au nautisme, à la plaisance et aux loisirs marins, contribuer au développement économique dans le domaine des activités de la plaisance et en particulier à l'animation du port de La Ciotat ;
- favoriser la sensibilisation aux politiques publiques, les rencontres et la concertation entre tous les acteurs du monde de la plaisance et de la mer.

Les principales missions assurées par le délégataire sont les suivantes :

- concevoir l'organisation et l'aménagement du salon dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante ;
- prendre à sa charge l'aménagement de l'espace Métropole AMP sous la direction de l'autorité délégante ;
- gérer les installations et équipements nécessaires à l'accueil des exposants ;
- assurer la commercialisation des espaces à terre et à flot du salon notamment lors du Salon Nautique de Paris ;
- coordonner l'intervention des associations, clubs, professionnels, sportifs ou scientifiques pour l'organisation de l'animation du Salon ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- assurer la communication (plan média, identité visuelle) et le service de presse du Salon. De façon spécifique, le délégataire devra intégrer dans sa proposition un plan de communication intégrant la préparation du ou des événements métropolitains destiné à la promotion du salon, ainsi que l'action du délégataire au sein du salon nautique ;
- prendre en charge l'ensemble des dépenses et notamment celles occasionnées par la libération du plan d'eau ;
- encaisser les recettes auprès des usagers ;
- organiser la mise en place du salon, en installant les équipements, accessoires et commodités nécessaires et en coordonnant l'installation des exposants et autres participants ;
- exploiter le Salon durant les journées d'ouverture ;
- déployer des moyens humains en vue d'assurer une coordination locale du salon tout au long de l'année ;
- impulser ou proposer au délégant une « labellisation Les Nauticales » des événements nautiques, lagunaires, littoraux et/ou portuaires existants ou à venir sur le territoire de la Métropole.

Ces missions seront assurées dans le respect des objectifs fixés par la collectivité délégante.

A l'occasion de chacune de ces éditions, la Métropole mettra à la disposition du délégataire, les espaces nécessaires du bassin des Capucins à La Ciotat, soit 28 000 m² de terre-plein d'exposition et 17 300 m² de plan d'eau, contre le versement d'une redevance d'occupation du domaine public.

Compte tenu des contraintes particulières de service public, la Métropole s'engage sur la base du compte d'exploitation prévisionnel à participer aux dépenses du service par le versement d'une contribution financière forfaitaire prévue au contrat.

Les tarifs et la redevance de mise à disposition seront indexés annuellement à compter de 2023 selon les modalités prévues au contrat.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le choix de la Provence en qualité de délégataire de service public, d'approuver le contrat de délégation et ses annexes, ainsi que le montant de la contribution financière forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences au Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° MER 007-8041/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le principe d'une délégation de service public ;
- Les procès-verbaux de la Commission de Délégation de Service Public du 08 septembre 2020 et de la Commission Concession du 20 octobre 2020 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération de la Métropole portant sur l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation du service public pour l'organisation et l'exploitation du salon nautique « Les Nauticales ».

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence "Les Nauticales".

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence Les Nauticales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-248/21/CT

**■ CT1 - Contrat de Baie - Paiement de la subvention pour l'année 2021 au Parc National des Calanques dans le cadre de la convention pluriannuelle
DEE 21/19520/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Contrat de Baie de la métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 160 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Le programme d'actions de la phase 2 du Contrat de Baie, présenté en Comité de Baie étendu le 09 juillet 2019, a été approuvé par délibération n° 2019-339 par la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le 17 décembre 2019.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 avait déjà émis un avis favorable actant ainsi l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos.

Dans le cadre de ce nouveau programme d'action, le Parc National des Calanques a proposé les opérations suivantes :

- Une opération intitulée « Réalisation d'un suivi des usages et de la fréquentation du Parc National des Calanques ».
- Une opération intitulée « Réalisation d'une étude de fréquentation en mer dans le Parc National des calanques et les aires marines voisines »
- Une opération intitulée « Appel à idées Educalanques – partenariat éducatif 2ème génération 2019-2021 ».

Le Parc National des Calanques est un Etablissement public situé au Bât A, 141 avenue du Prado – 13008 MARSEILLE, dont une partie des missions fondamentales est axée sur l'éducation à l'environnement et au développement durable.

La Métropole a signé une convention de partenariat pluriannuelle, avec le Parc National des Calanques posant le cadre spécifique de cette collaboration.

La convention pluriannuelle a été approuvée par délibération n° TCM 023-8580/20/BM le 27 octobre 2020.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le montant total de l'aide accordée au Parc National des Calanques est de 40 840 Euros, inscrit au budget principal. Il est prévu un versement de 14 420€ euros pour l'année 2021 conformément à l'échéancier des versements :

- 2020 : 12 000 euros
- 2021 : 14 420 euros
- 2022 : 14 420 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération n° TCM 023-8580/20/BM du 27 octobre 2020 portant approbation de la convention pluriannuelle 2020-2022 avec le Parc National des Calanques.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la métropole marseillaise 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin ;
- Convention pluriannuelle avec le Parc National des Calanques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention d'un montant de 14 420€ au titre de l'année 2021 conformément à l'échéancier des versements indiqué dans la convention.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique G610 – Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-249/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société PRESENTS concernant le marché CSPS n°11-140 pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le Boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges**

Information du Conseil de Territoire DGSDCT1I 21/19203/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze ainsi que la création d'un pôle d'échanges.

Cette opération consistait à étendre vers le nord, la ligne 2 de métro, depuis la station Bougainville jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze, prolongement sur lequel a été créé une station supplémentaire.

Ce prolongement s'est accompagné de la création d'un pôle d'échanges et d'un parc relais en liaison directe avec la station.

Elle a représenté un intérêt stratégique pour Marseille, notamment dans le développement de son réseau de transports collectifs en site propre, contribuant à ce titre au désenclavement de plusieurs quartiers périphériques au nord de Marseille et de la gare de bus de Bougainville.

En date du 07 septembre 2011, le marché n° 11/140 portant sur la mission de coordination de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de l'opération d'extension de la ligne 2 du métro de Marseille entre Bougainville et Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges, a été notifié à la société PRESENTS.

Le marché était passé pour un montant forfaitaire de 48 248,00 € HT, ainsi décomposé :

- 3 626,00 € HT au titre de la tranche ferme ;

(Phase Conception Générale relative au niveau Avant-Projet et Projet)

- 44 622,00 € HT au titre de la tranche conditionnelle relative à l'ensemble des missions de la phase Réalisation.

La durée prévisionnelle globale d'exécution des prestations du marché était estimée à 48 mois (45 mois pour les phases Conception et Réalisation jusqu'à la phase Réception, 3 mois pour la phase Essais et Marche à blanc jusqu'à la mise en service).

La durée estimée de la tranche ferme était évaluée à 9 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

La durée estimée de la tranche conditionnelle était évaluée à 39 mois à compter de la date d'affermissement de la tranche conditionnelle.

Des faits nouveaux et imprévus ont modifié les conditions environnementales des sites d'intervention et contraint tous les intervenants à modifier leurs dispositions contractuelles d'exécution. Ces aléas ont significativement complexifié

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

les modes opératoires et de fait la gestion de la sécurité requise pour tous les opérateurs mais également pour celle des tiers.

Par délibération n° FCT 009-072/14/CC du 25/04/2014, l'entité adjudicatrice a été autorisée à approuver l'avenant n° 1 au marché 11/140, d'un montant de 17 8982 € HT, portant le nouveau montant du marché à 66 230 € HT (soit, 79 476 € TTC).

Cet avenant a eu pour objet de prendre en compte les prestations supplémentaires, de visites non prévues dans le marché initial, mais aussi liées à l'augmentation de la durée de la Tranche Conditionnelle.

Le 16 juillet 2020, le titulaire a formulé une réclamation concernant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour tenir compte de la transmission des OS n° 8, 9 et 10, prolongeant la mission CSPS jusqu'au 31/12/2018 (soit 24 mois de plus par rapport à l'avenant n° 1)

Le 11 août 2021, le titulaire a formulé une réclamation complémentaire pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, pour tenir compte du fait que la mise en service du pôle d'échange GEZE n'ayant eu lieu que fin décembre 2019, la mission CSPS a donc duré 12 mois de plus (soit 36 mois de décalage au total).

Le montant total de la réclamation présentée par le groupement s'élève à 26 299 €HT.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au titulaire, dans un courrier en date du 15 mars 2021 de ramener ce montant à 23 356 €HT.

Le titulaire ayant accepté cette proposition par courrier en date du 18 mars 2021, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage. Aussi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, le protocole transactionnel accepté par le titulaire permet de ramener le montant de la demande d'indemnisation initiale de 26 299 €HT à 23 356 €HT.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°11-140 relatif à la coordination sécurité et protection de la santé pour le Prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Bougainville vers le Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par la société PRESENTS concernant le marché susvisé ;
- La délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges ;
- La délibération FCT 009-072/14/CC du 25/ avril 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant l'avenant n° 1 au marché 11/140 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°11-140, et entraîne que la société PRESENTS renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la présentation du rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société PRESENTS, concernant le marché de CSPA n° 11-140 pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges.

VOIMOB 002-250/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention de fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour des opérations d'éclairage public**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19344/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage, déléguée avec la commune de Marseille, afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité, qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

Par délibération la Métropole a approuvé lors de son Bureau du 17 décembre 2020, la passation d'un avenant modifiant le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (18 838 825 € TTC au lieu de 12 344 825 € TTC), permettant ainsi de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de la compensation communale.

Suite à l'adoption de cette délibération, la commune de Marseille n'a pas approuvé le dit avenant et a souhaité réviser la gestion de ses opérations d'investissement en matière d'éclairage public.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Au sein d'un nouvel avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, elle envisage désormais de réactualiser le nombre et les montants de ces opérations. Ainsi sont désormais prévues, les opérations suivantes :

- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 1/7
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 2/3
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 4/5
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 6/8
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 9/10
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 11/12
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 13/14
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 15/16
- DT/DICT Géoréférencement réseaux d'éclairage
- Déploiement horloges astronomiques
- Réfection éclairage Boulevard Michelet
- Réfection éclairage Cours Julien
- Réfection éclairage Boulevard Romain Rolland
- Réfection éclairage secteur Loubon/National/Belle de mai
- Réfection éclairage Corniche Kennedy T2
- Réfection éclairage Cours Honoré Estienne d'Orves
- Enfouissement réseaux les Goudes
- Travaux de modernisation et requalification du parc d'éclairage
- Escalier Saint Charles
- Modernisation éclairage Les Vaudrans RD 4 Peintre Roux

Le montant total prévisionnel de ces nouvelles opérations d'investissement s'élève à 17 108 825 € TTC.

Par la présente, les parties ont convenu d'acter le montant du fonds de concours par une convention distincte.

Dans le cadre de cette convention, le montant maximal du fonds de concours est établi à 6 791 569 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de permettre à la Métropole Aix-Marseille Provence de solliciter la commune de Marseille dans le cadre d'un fonds de concours pour le financement d'opérations d'investissement ayant pour objet des travaux d'éclairage public sur son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention ci-annexée relative aux opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-251/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19352/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La commune de Châteauneuf-les-Martigues agissant au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence, a notifié au groupement ECOTEC-AEI, un marché public global de performance pour des travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public de la commune.

Dans le cadre de ce marché et à la demande de la Commune, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite rationaliser et ainsi mieux maîtriser sa consommation d'énergie, mais également faire de l'éclairage public un outil de promotion et de développement de l'activité économique et sociale, en améliorant les conditions d'éclairage des différentes voies et espaces publics.

Le patrimoine concerne uniquement les voies métropolitaines et se compose de 2370 foyers d'éclairage public.

Les objectifs du marché sont de garantir l'optimisation des consommations énergétiques, de respect des objectifs de performance en termes de qualité de service et notamment le taux de panne.

Les objectifs poursuivis par la Métropole sont notamment :

- La sécurisation des installations (les armoires de commande, les réseaux d'alimentation aériens et souterrains, et les ensembles support /massif/fixation/lanterne des installations ;
- L'amélioration de la performance énergétique ;
- Le développement d'un programme de rénovation et de reconstruction reposant sur des concepts adaptés aux usages et aux contextes, et participant à la mise en place d'une « identité lumière » ;
- L'optimisation de la maintenance en l'adaptant aux usages et aux contextes ;
- L'optimisation des composantes des coûts d'investissement et de fonctionnement ;
- La poursuite des efforts dans la prise en compte des préoccupations de développement durable.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants, exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Ainsi, compte tenu de l'objet même du marché susmentionné dont le périmètre d'exécution est limité au territoire de la seule commune de Châteauneuf-les-Martigues, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après pour approbation.

Le coût global des travaux est estimé à 1 944 146 euros TTC soit 1 620 121 euros HT euros TTC. La participation de la Commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération, et dans la limite de 810 061 euros HT.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Châteauneuf-les-Martigues, et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution de ce marché.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Châteauneuf-les-Martigues afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public dans le cadre du marché public global de performance pour des travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public passé avec le groupement ECOTEC-AEI.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour des travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-252/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune d'Allauch pour les travaux d'éclairage public intervenant dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch - Annule et remplace la délibération n°URBA 001-9711/21/BM du 15 avril 2021

**Information du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19596/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagé dans la réalisation du lycée Enco de Botte situé sur la commune d'Allauch le long de l'Avenue de Provence en direction du quartier des Trois-Lucs sur la commune de Marseille qu'il l'a livré pour la rentrée 2019. Ce lycée permet d'accueillir depuis la rentrée 2019, 818 élèves provenant d'Allauch, Plan de Cuques et du nord des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements de Marseille.

L'Avenue de Provence et l'avenue Alfred Blachère desserve des espaces d'équipements sportifs et de loisirs (Stand de Tir municipal des Trois Lucs, terrains de tennis), le lycée Enco de Botte ainsi que des routes donnant accès à des zones agricoles, commerces et des habitations (isolées ou pavillonnaires).

L'aménagement de l'accès à ce lycée porte sur près de 2Km et 12m de large au minimum, et a pour objectif l'apaisement de la circulation automobile et la sécurisation des modes de déplacements doux, piétons et vélos entre cet établissement éducatif, le quartier des Trois-Lucs à Marseille, et le chemin des Aubagnens à Allauch (création de pistes cyclables, trottoirs, bande multifonctions).

Les travaux ont consisté d'une part à aménager les accès au nouveau lycée en créant un carrefour giratoire au niveau de l'entrée principal de l'établissement, un carrefour de type « tourne à gauche » au niveau de l'accès des professeurs, les trottoirs et aménagements dédiés aux transports en commun (quais, abris bus et encoches de régulation), et d'autre part à requalifier la totalité du linéaire des avenues de Provence (commune d'Allauch) et Alfred Blachère (commune de Marseille) entre les giratoires des Aubagnens et des Trois Lucs, en réduisant la largeur de la chaussée de manière à créer une voie douce de trois mètres de large sur près de 2 kilomètres, séparée de la circulation générale par un îlot paysager. Ces travaux intègrent la modification et les compléments d'ouvrages nécessaires à la gestion des eaux pluviales, de même que le remplacement des équipements d'éclairage public dans leur intégralité (travaux en cours).

Les travaux se sont déroulés en deux phases :

- Phase 1 – Juillet / Décembre 2019 : 1 Lot (VRD)
- Phase 2 – Juin 2020 / Juin 2021 : 3 Lots (VRD / Espaces Verts / Eclairage Public)

Sur la phase 1 : 300 ml au droit du nouveau Lycée ont été traités afin de sécuriser les accès des véhicules légers et des transports en commun. La Métropole a réalisé les travaux de fourniture et mise en œuvre du génie civil (fourreaux / câblette de terre) pour le nouvel éclairage public.

Sur la phase 2 : 1.7 km de part et d'autre de la phase 1 de manière à assurer la jonction avec Marseille (Les trois-lucs) et Allauch (Chemin des Aubagnens).

La Métropole Aix-Marseille Provence a assuré les travaux de génie civil (Lot VRD) et les travaux de fourniture et mise en œuvre des candélabres (Lot Eclairage Public).

En raison de la position prise par le Préfet de Région courant d'année 2019, il incombe désormais à la Métropole de prendre en charge l'éclairage public. Toutefois, à défaut de transfert des charges résultant de cette compétence validée par une Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées, la Métropole se doit dans le cadre de ses opérations d'investissement, de prévoir un mécanisme de compensation vis-à-vis de chaque commune membre concernée.

Ce mécanisme de compensation financière permettra de soutenir l'investissement de la Métropole dans le cadre de cette nouvelle compétence d'éclairage public

Les parties ont donc convenu que les travaux d'éclairage public relatifs à l'aménagement de l'avenue de Provence et initiés dans le cadre de l'opération n°2017106800 visant la réalisation de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte sur la commune d'Allauch, sont de compétence métropolitaine et qu'à ce titre, en l'absence de transfert des charges, la commune d'Allauch doit compenser budgétairement cette charge dans le cadre d'un fonds de concours.

Par délibération n°URBA 001-9711/21/BM en date du 15 avril 2021, la Métropole a approuvé un montant prévisionnel de travaux surévalué compte tenu des charges non encore transférés. Il apparaît nécessaire de préciser ce montant en modifiant la convention annexée à cette délibération.

Pour rappel, le montant total estimatif des dépenses objet d'un remboursement par fonds de concours a été fixé initialement à 744 312 euros TTC. Ce montant prévisionnel est désormais ramené dans le cadre de cette nouvelle convention à 437 834 euros TTC.

Une compensation communale par fonds de concours est prévue dans le cadre de la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune d'Allauch afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'éclairage public sur l'avenue de Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours pour les travaux d'éclairage public dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de l'accès au Lycée Enco de Botte à Allauch avenue de Provence.

VOIMOB 007-253/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille-Provence

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19535/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie » sans transfert de la compétence relative à la gestion de l'éclairage public.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises, afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Pour autant, la Métropole doit rembourser les communes gestionnaires de l'éclairage public sur leur territoire respectif, en contrepartie d'une diminution de leur attribution de compensation.

A ce titre, par délibération n°VOI 007-8048/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, une autorisation de programme n° 2020101600 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » d'un montant de 17 080 000 € a été inscrite au Budget Primitif 2020. Celle-ci fut revalorisée à hauteur de 30 000 000 € par délibération n°FBPA 044-9146/20/CM du 17 décembre 2020.

En raison de l'établissement et de la validation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée, il est apparu nécessaire de réajuster le montant de l'autorisation de programme à 38 500 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'augmentation de l'autorisation de programme n°2020101600.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la revalorisation de l'affectation de l'opération n°2020101600 intitulée « Dépenses liées à la gestion de l'Eclairage Public sur les communes du Territoire Marseille Provence » pour un montant de 8 500 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 30 000 000 euros à 38 500 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants : Opération 2020101600 - Autorisation de Programme 191141BP.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté en CP : 7 295 232,92 euros TTC

Année 2021 : 9 600 125,00 euros TTC

Année 2022 et suivants : 21 604 642,08 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-254/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public DRMVEP 21/19161/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence, les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille, relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier, par convention de mandat, certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Châteauneuf-les-Martigues, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux liés à la modernisation de l'éclairage public

métropolitain, et par la suite, dans le cadre du marché public global de performance pour les travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public – Réseaux Métropolitains

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 623 894 euros TTC en partie réalisation. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation des travaux dans le cadre du marché public global de performance pour les travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public – Réseaux Métropolitains, sur le territoire communal.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation des travaux dans le cadre du marché public global de performance pour les travaux de rénovation et de maintien du parc d'éclairage public - Réseaux Métropolitains, sur le territoire communal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-255/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la Convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour des opérations d'éclairage public - Abrogation de la délibération n°URBA 007-8982/20/BM

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DRMVEP 21/19348/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, avec la commune de Marseille, afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité, qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

Par délibération la Métropole a approuvé lors de son Bureau du 17 décembre 2020, la passation d'un avenant modifiant le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (18 838 825 € TTC au lieu de 12 344 825 € TTC), permettant ainsi de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de la compensation communale.

Suite à l'adoption de cette délibération, la commune de Marseille n'a pas approuvé le dit avenant et a souhaité réviser la gestion de ses opérations d'investissement en matière d'éclairage public.

Au sein d'un nouvel avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, elle envisage désormais de réactualiser le nombre et les montants de ces opérations. Ainsi sont désormais prévues, les opérations suivantes :

- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 1/7
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 2/3
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 4/5
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 6/8
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 9/10
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 11/12
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 13/14
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 15/16
- DT/DICT Géoréférencement réseaux d'éclairage
- Déploiement horloges astronomiques
- Réfection éclairage Boulevard Michelet
- Réfection éclairage Cours Julien
- Réfection éclairage Boulevard Romain Rolland
- Réfection éclairage secteur Loubon/National/Belle de mai
- Réfection éclairage Corniche Kennedy T2
- Réfection éclairage Cours Honoré Estienne d'Orves
- Enfouissement réseaux les Goudes
- Travaux de modernisation et requalification du parc d'éclairage
- Escalier Saint Charles
- Modernisation éclairage Les Vaudrans RD 4 Peintre Roux

Le montant total prévisionnel de ces nouvelles opérations d'investissement s'élève à 17 108 825 € TTC.

Dans le cadre de cet avenant sont fixés le montant de l'attribution de compensation qui sera retenu par la Métropole et le plafond du fonds de concours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des travaux d'investissement d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URBA 007-8982/20/BM du 17 décembre 2020 du Bureau de la Métropole.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage délégué, ci-annexé, conclu avec la commune de Marseille pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-256/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 à la convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19577/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, la Métropole Aix Marseille Provence a conclu avec la RTM, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en date du 9 juillet 2018 ayant pour objet d'organiser les modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du projet de renouvellement du métro de Marseille.

A ce titre, la RTM transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la métropole Aix Marseille Provence pour les études et la réalisation des travaux de portes palières de l'ensemble des stations du réseau de métro de Marseille.

L'article 5 de la convention prévoit expressément que le coût prévisionnel des études et travaux, du programme d'aménagements de quais des stations de métro et d'installation de façades de quais, initialement estimé à

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

65 663 098,00 € HT sera actualisé et arrêté par voie d'avenant à l'issue de l'attribution des marchés d'études et de travaux nécessaires à la réalisation de l'opération

Le marché de fourniture et pose des façades de quai dans le cadre du projet de renouvellement des rames de métro et des systèmes nécessaires à leur exploitation future en pilotage automatique intégral du métro marseillais NEOMMA ayant été attribué le 11 février 2021 il convient en conséquence d'arrêter le coût prévisionnel des études et des travaux ainsi réactualisé.

Ce coût prévisionnel en diminution de 1 912 126,06 € HT s'élève à 63 750 971,94 € HT et comprend les frais de maîtrise d'œuvre, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôles réglementaires ainsi que le coût du marché de fournitures et services.

L'article 6 de cette même convention précise les modalités de participation financière de la RTM et l'échéancier correspondant. Il convient également d'actualiser l'annexe à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant sur le programme et l'échéancier financier de l'opération qui distingue la part de financement de la RTM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention avec la Régie des Transports Métropolitains de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de renouvellement du métro de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-257/21/CT

■ CT1 - Engagement de la Métropole sur la poursuite du projet du Boulevard Urbain Sud à Marseille 8ème, 9ème et 10ème arrondissements

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Information du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19235/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (BUS) sur la commune de Marseille.

Le Boulevard Urbain Sud constitue une opération essentielle pour le développement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

Les principales fonctions assurées par le Boulevard Urbain Sud sont les suivantes :

- Améliorer le maillage routier : en créant un contournement du centre-ville, qui assure un raccordement des quartiers sud de la ville aux réseaux structurants ;
- Renforcer l'attractivité du réseau de transports en commun, par la création de sites propres susceptibles d'accueillir le BHNS B5 entre Frais Vallon et la Pointe-Rouge, ainsi que la ligne métro express Aubagne-Valmante. Il facilite également l'interconnexion multimodale, avec les parkings relais de la Gaye envisagé avec le projet d'extension Sud du tramway, et celui de Valmante ;
- Rééquilibrer les différents modes de transport au profit des modes doux, par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons. Le BUS est ainsi identifié comme support intégral de la ligne 7 (Pointe Rouge - Gèze) et partiel de la ligne 3 (Joliette - Luminy) du plan Vélo approuvé par le Conseil de la Métropole le 20 juin 2019.

Suite à l'enquête publique organisée à l'automne 2015, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016.

Malgré l'action contentieuse engagée par deux requérants, deux juridictions distinctes, le Tribunal administratif de Marseille en première instance, et la Cour Administrative d'appel de Marseille ont confirmé l'utilité publique du projet. Les deux arrêts de la Cour d'Appel rendus le 03 novembre 2020 n'ont pas fait l'objet de pourvoi en cassation après confirmation par le secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat.

Confortée par ces deux décisions, la Métropole entend poursuivre la réalisation du BUS, dont un 1^{er} tronçon entre l'échangeur Florian et le boulevard Sainte-Marguerite a été mis en service le 1^{er} juillet 2020.

En effet, compte tenu de l'ampleur du projet, la Métropole a engagé les démarches d'acquisitions foncières et la réalisation des travaux selon le découpage fonctionnel et opérationnel suivant :

- 1^{ère} tranche fonctionnelle = Florian / de Lattre de Tassigny :
 - 1^{er} tronçon = Florian / Bd Sainte Marguerite
 - 2^{ème} tronçon = Bd Sainte Marguerite / de Lattre de Tassigny
 - 2^{ème} tranche fonctionnelle = de Lattre de Tassigny / Parangon
 - 3^{ème} tronçon = de Lattre de Tassigny / Chemin du Roy d'Espagne
 - 4^{ème} tronçon = Chemin du Roy d'Espagne / Parangon

Le 1^{er} tronçon, entre l'échangeur Florian et le bd Sainte Marguerite a fait l'objet de deux enquêtes parcellaires successives, en décembre 2016 et janvier 2018, pour déterminer les propriétaires des parcelles impactées par le projet. Par la suite, l'ensemble des démarches entreprises, foncières et techniques, a permis de mettre en service ce tronçon opérationnel le 1^{er} juillet 2020.

En ce qui concerne les tronçons suivants, il convient de poursuivre les démarches foncières avec le lancement de l'enquête parcellaire entre le bd Sainte-Marguerite et l'avenue de Lattre de Tassigny, et avec celui de l'enquête parcellaire complémentaire simplifiée entre l'avenue de Lattre de Tassigny et la traverse Parangon, suite à l'enquête parcellaire intervenue en juin 2019. D'une manière générale, les parcelles privées acquises au titre du 1^{er} tronçon représentent un tiers de la totalité des superficies de parcelles privées à acquérir.

Toutefois, l'article 2 de l'arrêté d'utilité publique du projet précise que « les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté », soit le 8 septembre 2021.

Il est donc nécessaire de proroger les effets de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2016. Depuis cette date, aucune modification substantielle n'a été apportée au projet déclaré d'utilité publique, en terme de tracé, d'emprises foncières ou de conception technique ; l'impact financier de l'opération est également maîtrisé dans les limites du budget initial. Dès lors, en l'absence de circonstance nouvelles, la demande de prorogation émanant de la Métropole sera directement sollicitée auprès de l'autorité Préfectorale ayant délivré l'arrêté de DUP initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 011-1340/15/CC du 25 septembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération VOI 002-789/16/BM du 19 septembre 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté Préfectoral du 08 Septembre 2016, déclarant d'utilité publique la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille ;
- La délibération FAG021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de proroger pour une période de cinq ans la durée de validité de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 portant utilité publique la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte de la présentation du rapport relatif au projet de délibération relatif à la poursuite du projet de réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements).

VOIMOB 012-258/21/CT

**■ CT1 - Clôture de la convention de mandat relative à l'acquisition des emprises foncières, aux études et travaux nécessaires à l'élargissement de la traverse Camp Long à Marseille 13014 - Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes
DRMVEP 21/19475/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de sa politique de développement urbain, la Ville de Marseille a décidé, par délibération du 22 décembre 2000, d'ouvrir à l'urbanisation un vaste territoire situé au Nord-Est du noyau villageois de Sainte Marthe.

Elle a par la suite créé la ZAC des Hauts de Sainte Marthe par délibération du 13 décembre 2004, puis approuvé son dossier de réalisation le 13 novembre 2006, permettant ainsi de répondre aux objectifs de production de logements alors fixés par le 1er Programme Local de l'Habitat approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 26 juin 2006.

Située entre le boulevard Notre-Dame de Santa-Cruz et l'avenue du Merlan, la traverse Camp Long constitue un barreau transversal qui permet de relier l'est de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe (avenue Gabriel Audisio) au réseau viaire structurant proche (avenues de l'escadrille Normandie-Niemen et Salvador Allende), et doit permettre le passage des transports en commun pour desservir cette opération d'aménagement durable.

Pour autant, la traverse Camp Long constituait un véritable goulot d'étranglement, au cœur d'un réseau de voiries dense et structuré, qui avec l'aménagement de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe devait connaître une augmentation conséquente de trafic.

Au vu des enjeux, il a été donc nécessaire d'élargir la traverse actuelle sur une quinzaine de mètres et de la requalifier sur le solde de son linéaire (60 mètres environ). Cette intervention a nécessité l'acquisition d'une partie de parcelle privée, frappée d'emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme, pour disposer les emprises nécessaires à la réalisation d'une voirie au gabarit cohérent et fonctionnel.

Pour la mise en œuvre de ce projet, dans le cadre de la délibération n°VOI 011-897/13/CC en date du 13 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de faire appel à la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage portant à la fois sur la procédure d'appropriation publique de l'emprise nécessaire actuellement privée et sur les études et les travaux d'aménagement.

La mission étant désormais terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 10 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète de ses missions :

- réception des ouvrages, levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage.

Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception le 3 avril 2018 (Ordre de service n°6) avec levée des réserves en date du 11 juillet 2018 (Ordre de service n°7).

La voie a été ouverte à la circulation dès la réception des travaux, notamment pour permettre la desserte de la ZAC des Hauts de Sainte-Marthe par le bus (ligne 3), mis en service en septembre 2018.

La date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et de reprise des désordres couverts par cette garantie a été fixé au 3 avril 2019.

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 2 décembre 2020, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 396 765,20 euros TTC (taux de TVA à 20%) comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte :	324 165,20 euros TTC
- la rémunération de la SPL SOLEAM :	72 000,00 euros TTC

TOTAL :	396 765,20 euros TTC

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 454 000,00 euros TTC.

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence s'élevant à 57 234,80 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée ;
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes.

DELIBERE

Article unique :

Est donné quitus à la SPL SOLEAM dans le cadre de la convention de mandat n°141166CO concernant l'acquisition des emprises foncières, les études et les travaux nécessaires à l'élargissement de la traverse Camp Long à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-259/21/CT

■ CT1 - Clôture de la convention de mandat relative à la création d'une voie entre le boulevard de Plombières et l'impasse Collet dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Saint-Mauront à Marseille 3ème arrondissement - Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19476/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'opération de renouvellement du site de l'ancienne caserne Cardot, en cohérence avec l'objet d'amélioration de cadre de vie des habitants des quartiers de Saint-Mauront, un projet urbain a été réalisé visant :

- la réalisation d'un programme de logements et d'équipements ;
- facilitant les échanges dans le quartier en améliorant l'accessibilité et la desserte locale du secteur par la création d'une voie publique dans le prolongement de l'impasse du Collet en direction de la rue des Frères Cubbedu ;
- l'amélioration des voiries en intégrant les contraintes du site, les nuisances sonores et environnementales (pollution) liées au trafic automobile ;
- la poursuite de la valorisation paysagère du site par l'aménagement de qualité d'espaces publics et cœurs d'îlots, plantés en pleine terre ;
- la réalisation de constructions respectueuses des spécificités du site.

Cet aménagement s'inscrit dans le cadre du Programme Local de l'Habitat et du Programme de Renouvellement Urbain de Saint Mauront.

Pour la mise en œuvre de ce projet, dans le cadre de la délibération n°RNOV 005-902/13/CC en date du 13 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait décidé de faire appel à la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage portant sur la création d'une voie de liaison entre le boulevard de Plombières, y compris le carrefour à feux, et l'impasse Collet, conformément au périmètre du mandat et aux caractéristiques des voies publiques communautaires.

La mission étant désormais terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 10 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète de ses missions :

- réception des ouvrages, levée des réserves de réception ;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ;
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage.

Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception par lot et sur les dernières tranches de travaux : lot 1 (maçonnerie, fondations profondes et serrurerie), le 23 janvier 2017, lot 2 (VRD et mobilier urbain) le 6 mars 2017 et lot 3 (éclairage et signalisation lumineuse tricolore) le 5 janvier 2017. La levée des réserves s'est opérée en date du 17 mars 2017 (pour le lot 1), du 17 mai 2017 (pour le lot 2) et du 27 juillet 2018 (pour le lot3).

La voie a été ouverte à la circulation à la date des dernières levées de réserve, soit le 27 juillet 2018.

La date d'expiration des délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages et de reprise des désordres couverts par cette garantie a été fixée au 17 mars 2018 pour le lot 1, le 17 mai 2018 pour le lot 2 et le 27 juillet 2019 pour le lot 3.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 25 avril 2019, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 1 978 375,30 euros TTC (taux de TVA à 20%) comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte :	1 861 015,30 euros TTC
- la rémunération de la SPL SOLEAM :	117 360,00 euros TTC

TOTAL :	1 978 375,30 euros TTC

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 2 067 492,99 euros TTC.

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence s'élevant à 89 117,69 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée,
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la clôture de la convention de mandat relative à la création d'une voie entre le boulevard de Plombières et l'impasse Collet dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement - Quintus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et réédition des comptes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-260/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération :
Dépenses non localisables DNL dédiées à la gestion de l'espace public
DRMVEP 21/19481/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise des travaux qui ne sont pas localisées géographiquement, mais sont nécessaires à la gestion courante de son espace public.

Une opération dédiée n°2019101700 intitulée « Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la gestion de l'espace public » a ainsi été créée pour un montant de 10 000 000 €, inscrite au budget primitif 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole créée et affectée par délibération n°VOI 006-5274/18/CM du 13 décembre 2018.

Cette opération se décline en sous-opérations :

- Une opération de grosse réparation et de modernisation de la signalisation verticale qui comprend l'ensemble des travaux et des interventions de voirie nécessaire sur la signalisation de police, c'est-à-dire : mise en place, fourniture et retrait de panneaux de signalisation défectueux ou inadaptés.
- Une opération spécifique pour la signalisation horizontale des voies (marquage routier, peinture, tous modes d'utilisation de voirie).
- Une opération d'étude et de diagnostics comprenant la mise en place d'un planning d'intervention sur la voirie afin de moderniser la signalisation directionnelle existante et à venir.
- Une opération d'intervention sur les murs de soutènement à consolider ou à construire (<4m).
- Une opération destinée à l'acquisition de matériels spécifiques à la gestion de l'espace public et de la voirie (fourniture et pose d'obstacles de voirie, acquisition de matériels de signalisation sur la voie publique).
- Une opération consacrée au contrôle de la réfection des tranchées sur l'espace public. Suite à l'intervention d'exploitants de réseaux, la Métropole intervient pour contrôler la bonne réfection des tranchées et engager si nécessaire des travaux de reprise de tranchées après mise en demeure des intervenants fautifs. Ces interventions peuvent faire l'objet d'émissions de titre de recettes au bénéfice de la Métropole.

L'opération ayant été initialement dimensionnée pour deux années consécutives d'exécution (2019 et 2020), il est nécessaire de la réévaluer tout d'abord pour financer de nouvelles dépenses en 2022 et 2023, ensuite pour financer notamment le développement des pistes cyclables, et enfin d'assurer la fin de l'exercice 2021.

En conséquence il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 18 500 000 euros TTC (+ 8 500 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation de l'opération : « Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la gestion de l'espace public ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019101700 intitulée « Dépenses non localisables (DNL) dédiées à la gestion de l'espace public » pour un montant de 8 500 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 10 000 000 euros TTC à 18 500 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-261/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Aménagement de l'avenue de la Fourragère à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19482/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a souhaité aménager l'avenue de la Fourragère à Marseille (12^{ème} arrondissement).

Ce projet concernait une requalification l'avenue de la Fourragère, sur le tronçon situé entre l'avenue des Borromées jusqu'à l'avenue Saint Jean du Désert. Cette portion de voie était très dégradée : les chaussées étant trop larges, favorisant les vitesses élevées et les stationnements non règlementaires.

L'aménagement a consisté à traiter 12 500m² de surface de voie comprenant : un recalibrage de la chaussée, la réalisation de pistes cyclables, le rescindement partiel des trottoirs et la mise en place de mobiliers urbains. Enfin, les quais bus ont été mis aux normes PMR et la matérialisation des stationnements ont notamment été aménagés.

Dans cet objectif, l'opération n°2012114700 intitulée : Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère a été créée par délibération n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012, pour un montant de 250 000 euros TTC. Elle a été réévaluée une première fois à 1 100 000 euros TTC par délibération n°FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 ; une seconde fois, par la délibération n°VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 portant le montant de l'autorisation de programme à 1 700 000 euros TTC.

Lors de l'exécution du marché de travaux, il est apparu que dans le cadre du terrassement de la chaussée, la surface des zones à purger s'est avérée plus importante que celle prévue initialement dans le marché. Il a donc été nécessaire d'appliquer de la grave bitume 0/14 en plus grande quantité pour conforter la structure de la chaussée. Ceci a engendré une augmentation du montant du marché de travaux initial.

En outre, du fait de la prolongation des délais des travaux en raison d'un retard de livraison et pose de candélabres par la Ville de Marseille, le marché de maîtrise d'œuvre en suivi de réalisation a dû être révisé par voie d'avenant.

En conséquence et compte tenu de ces éléments, une réévaluation du montant de l'enveloppe financière est nécessaire.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 1 750 000 euros TTC (+ 50 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue de la Fourragère à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2012114700 intitulée « Marseille - Aménagement de l'avenue de la Fourragère », pour un montant de 50 000 euros TTC, portant le montant de l'opération de 1 700 000 euros TTC à 1 750 000 euros TTC, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 141141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-262/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du carrefour Zenatti / Lapin Blanc à Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19493/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La physionomie du carrefour, formé par l'intersection de l'avenue André Zenatti, l'avenue du Lapin Blanc et la rue Musso, dans le 8^{ème} arrondissement de la commune de Marseille, est mal perçue par les différents usagers et favorise les comportements susceptibles de provoquer des accidents de la route.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage donc la création d'un carrefour, permettant d'apaiser la circulation, d'améliorer la perception de l'espace, de faciliter les mouvements tournants et de sécuriser les déplacements des personnes à mobilité réduite, piétons et cyclistes.

L'amorce de pistes cyclables sur la rue Musso est prévue dans ce projet.

Afin de réaliser cette opération, il est nécessaire de créer une opération d'investissement n° 2021104900, intitulée « Aménagement d'un carrefour giratoire av Zenatti / av du Lapin Blanc - 13008 Marseille » pour un montant de

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

350 000 euros TTC inscrite dans la décision modificative 2021, enregistrée dans l'autorisation de programme 211141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création du carrefour angle des avenues André Zenatti, Lapin Blanc, et de la rue Musso.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du carrefour Zenatti / Lapin Blanc à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-263/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile CMV à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19490/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des Jeux Olympiques 2024, la Ville de Marseille a présenté un projet permettant d'accueillir les sports de voile sur le site du stade nautique du Roucas Blanc. La France ayant été lauréate pour l'accueil des Jeux olympiques de 2024, la Ville de Marseille entreprend la modernisation du site du Roucas Blanc par la réalisation d'un projet permettant d'accueillir les jeux selon les chartes imposées par l'organisation Paris 2024 et de disposer à terme d'une structure permettant de maintenir les activités proposées à ce jour (sports de voile et de glisse...), de permettre

au Centre Municipal de Voile (CMV) d'améliorer l'accueil et la promotion des sports nautiques et de permettre au pôle France de Voile, déjà installé sur le site, de disposer d'une structure performante pour la préparation et la formation d'athlètes de haut-niveau.

La Métropole s'est engagée à réaliser l'accès à ce site par un carrefour giratoire, l'aménagement des abords immédiat des allées piétonnes, ainsi l'accès au parvis du centre nautique et un tronçon de voirie sur la promenade Georges Pompidou 8^{ème} arrondissement.

Le projet d'aménagement du carrefour d'accès au site Olympique est un projet de requalification d'un tronçon de voie pour créer un accès direct sur la base nautique au niveau du croisement entre la promenade Georges Pompidou et la rue du Commandant Rolland.

Le projet portera notamment sur :

- La prise en compte des éléments structurants existants : front bâti, cheminements, traversées piétonnes, stationnement, déposes minutes et arrêts de bus.
- Le déplacement de la piste cyclable existante sur chaussée, protégée de la circulation automobile par un îlot séparateur.
- La gestion de la topographie permettant une meilleure gestion des eaux pluviales.
- Le respect et la sécurité liés aux usages avec la présence sur site des écoles de navigation, d'une base nautique, des locaux de la Direction de la mer et des clubs nautiques.
- La valorisation de l'espace situé au droit du parvis d'entrée du site en harmonie avec l'aménagement de la base nautique.
- Un traitement paysager de l'ensemble du site par une approche qualitative des ambiances, du végétal et de la nature des espaces proposés.
- La circulation et le stationnement des véhicules légers et Poids lourds.

A cet effet, une opération d'investissement 2019103300 « Marseille 13008 – Rond-Point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) », pour un montant de 1 200 000 € a été créée par délibération n°VOI 013-5281/18/CM du 13 décembre 2018.

Suite à la consultation des différents intervenants (concessionnaires, Métropole et commune de Marseille), le périmètre initial de l'opération représentant une surface de 5100 m² s'est agrandi de 3500 m² vers l'avenue du Colonel Serot afin de traiter l'espace viaire en lien avec le futur centre municipal de voile. Aussi, une réévaluation du montant de l'enveloppe financière apparaît nécessaire.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 2 000 000 euros TTC (+ 800 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile (CMV) à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile CMV à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-264/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Aménagement de la Corniche entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5 sur la commune de Sausset-les-Pins**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19495/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5), sur la commune de Sausset-les-Pins.

La Corniche est une voie touristique qu'il convient de requalifier. Les travaux sont localisés entre le rond-point de l'Hermitage et l'avenue de la Côte Bleue (850ml), soit une surface d'environ 8 300m².

Le projet de voirie envisagé, consiste à réaliser la réfection de la chaussée et des trottoirs. Il s'agit en outre de faire un état des lieux de la falaise située en contrebas de la voie.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019101600 « Aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-les-Pins », pour un montant de 200 000 € a été créée par la délibération n°VOI 014-5272/18/CM en date du 13 décembre 2018.

Ce montant prenait en charge la partie étude de l'opération.

Désormais, suite à la connaissance de l'estimation des travaux, il apparaît nécessaire de modifier l'enveloppe financière.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 2 500 000 euros TTC (+ 2 300 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la Corniche (entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5) sur la commune de Sausset-les-Pins.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Aménagement de la Corniche entre le carrefour de l'Hermitage et l'avenue de la côte bleue/RD 5 sur la commune de Sausset-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 019-265/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement du rond-point de la ZAC du Pré de l'Aube RD543 - route d'Apt, sur la commune de Septèmes-les-Vallons

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19487/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'aménagement du carrefour RD 543 qui dessert notamment la ZAC du Pré de l'Aube sur la commune de Septèmes-les-Vallons.

Le projet concerne une voie d'une longueur de 280 mètres linéaires. Il s'étend du carrefour d'accès au lotissement à l'accès au complexe sportif.

L'aménagement envisagé prévoit :

- la réalisation d'un giratoire avec chaussée en enrobé, au droit du carrefour RD543/ZAC du Pré de l'Aube ;
- la création d'un muret de pied de talus permettant d'élargir l'emprise du projet afin de réaliser la piste cyclable et le trottoir côté Ouest de la voie ;
- la création de trottoirs en enrobé de 1,50m de part et d'autre de la voie ;
- la création d'une piste cyclable bidirectionnelle en bordure Ouest de la RD 543 entre le complexe sportif et l'entrée du lotissement au Sud de l'aménagement ;
- la mise en place de deux quais de bus de part et d'autre du giratoire ;
- la reprise de l'éclairage public ;
- le renforcement du réseau pluvial.

L'opération n°2012116600 relative à l'« aménagement du rond-point de la ZAC du Pré de l'Aube RD543 - route d'Apt, sur la commune de Septèmes-les-Vallons » a été créée par délibération n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012, pour un montant de 100 000 euros TTC. Ce montant prenait en charge les études générales de l'aménagement.

Les études ont permis d'établir une estimation prévisionnelle des travaux fixée à 1 500 000 euros TTC, en conséquence l'opération nécessite d'être revalorisée afin de prendre en compte ces travaux ainsi que les frais inhérents à la maîtrise d'œuvre

Il convient de porter cette autorisation de programme à un montant de 1 600 000 euros TTC (soit + 1 500 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du rond-point de la ZAC du Pré de l'Aube RD543 – route d'Apt, sur la commune de Septèmes-les-Vallons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement du rond-point de la ZAC du Pré de l'Aube RD543 - route d'Apt, sur la commune de Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-266/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Aménagement de la rue des Catalans à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19480/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a engagé d'importants travaux de requalification de la rue des Catalans et des voies adjacentes : rue de Suez, rue Papety, rue César Aleman et rue Charras.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans cet objectif, l'opération n°2018106400 intitulée : « Aménagement de la rue des Catalans à Marseille » a été créée par délibération n°004-4244/18/CM du 28 juin 2018, pour un montant de 1 150 000 euros TTC. Elle a été réévaluée à 2 800 000 euros TTC par délibération n°VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018. Une délibération n° VOI 004-5458/19/BM du 28 février 2019 a établi celle-ci à 4 000 000 euros TTC.

Des investigations complémentaires ont révélé la nécessité d'améliorer la collecte des eaux pluviales du secteur par la modification des exutoires permettant de protéger le milieu marin et l'installation de nouvelles canalisations. Ces aménagements, qui nécessitent de creuser des tranchées, doivent impérativement être réalisés avant la remise à neuf des revêtements de voirie.

Il est envisagé de porter cette opération à hauteur de 4 560 000 euros TTC (+ 560 000 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la rue des Catalans et de ses voies adjacentes à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération : Aménagement de la rue des Catalans à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-267/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/1960**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la traversée du Vieux Village d'Allauch, en continuité des travaux réalisés en 2009 sur la partie basse et sur la partie haute (travaux réalisés de septembre 2013 à juillet 2015), dans le respect et la mise en valeur du caractère provençal du site.

L'opération de travaux porte sur le Cours du Onze novembre, les rues Frédéric Cheillon et Fernand Rambert et la place Benjamin Chappe.

Le coût prévisionnel global des travaux est de 2 500 000 € HT.

Les travaux pourront être réalisés en deux tranches :

- Tranche 1 : Cours du Onze novembre : 1 850 000 € HT
- Tranche 2 : Rues Cheillon, Rambert et place Chappe : 650 000 € HT

Le Cours du Onze novembre représente un vaste espace (4500 m² environ) situé aux portes de la vieille Ville d'Allauch, dans un environnement présentant par ailleurs de fortes contraintes topographiques. A ce jour, il est presque exclusivement affecté à la circulation automobile. La Métropole envisage aujourd'hui de requalifier cet espace dans le cadre d'un aménagement qualitatif, afin de le restituer aux usagers piétons et d'en faire le siège de prestations à même de redynamiser le centre-ville (manifestations, marché...).

Les rues Frédéric Cheillon et Fernand Rambert (2500 m² environ) permettent de traverser en sens unique le Village d'Allauch, entre la Cours du Onze novembre et la place Beléou. Ces voies desservent en outre la principale rue commerçante du Village. La réfection qualitative de cet axe s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Avenue Marcel Pagnol, en 2019, et du projet de requalification du Cours du Onze novembre.

Il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2021104800, intitulée « Allauch – Aménagement du Cours du Onze novembre » pour un montant de 2 500 000 euros TTC inscrite dans la décision modificative 2021, enregistrée dans l'autorisation de programme 211141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du Cours du Onze novembre sur la commune d'Allauch.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-268/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement BHNS des Bus de l'Etang ZENIBUS - Budget annexe des transports publics

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19583/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U) de la Métropole, arrêté en décembre 2019, est structuré autour de lignes et de pôles d'échanges premium afin d'offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. Le Zenibus, BHNS reliant Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau dans sa phase 1 et ses prolongements vers Plan de Campagne et vers le Technoparc des Florides, est l'une de ces lignes premium. Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le trafic, il a été décidé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS.

- Une ligne ZEN A : PEM Cap Horizon à Vitrolles<-> PEM de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau, extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne.
- Une ligne ZEN B : Technoparc des Florides à Marignane <-> Pôle d'Echange du Griffon à Vitrolles, extension de 2,5 km de la future ligne B au Sud vers la ZAC des Florides (Marignane).

Le coût total du programme modificatif de la phase 2 a été arrêté à 18,75 Millions d'euros HT soit 22,5 Millions d'euros TTC.

En conséquence, l'opération n°2016800300 « BHNS Bus de l'Etang ZENIBUS » d'un montant de 16 827 429,83 € HT doit être révisée pour un montant de 1 922 570,17 € HT. Cette révision porte le montant de l'opération 2016800300 enregistrée dans l'Autorisation de Programme n°168490TP du programme 49 de la Métropole Aix Marseille Provence à 18 750 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement BHNS des Bus de l'Etang ZENIBUS - Budget annexe des transports publics.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 023-269/21/CT

■ CT1 - Approbation du programme modificatif de la phase 2 du BHNS ZENIBUS et du prolongement vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane avec la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19571/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U) de la Métropole, arrêté en décembre 2019, affiche notamment comme objectifs à l'horizon 2030 :

- Une réduction de la part modale de la voiture à moins de 50 %,
- Une augmentation de 50% de l'utilisation des transports en commun métropolitains,
- Une augmentation de la part modale du vélo de 1 % à 5 %.

Le P.D.U est structuré autour de lignes, de pôles d'échanges premium afin d'offrir des transports fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. Le Zenibus, BHNS reliant Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau dans sa phase 1 et ses prolongements vers Plan de Campagne et vers le Technoparc des Florides, est l'une de ces lignes premium.

Rappel des aménagements réalisés dans le cadre de la phase 1 du BHNS-ZENIBUS mise en service en 2016 :

L'itinéraire actuel de la phase 1 représente 17km entre le square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et le lycée Maurice Genevoix à Marignane.

La ligne est constituée d'aménagements ponctuels répartis en différents points du tracé :

- 2.9 km de site propre pour les deux sens ;
- 33 carrefours et giratoires équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du ZENIBUS ;
- 33 stations composées de deux arrêts et réalisées selon le design spécifique de la ligne ;
- 2 terminus (square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et lycée Genevoix à Marignane).

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, appelé phase 2, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM.

Ce programme prévoyait:

- Les aménagements nécessaires aux extensions à l'Est vers Plan de Campagne et au Sud vers le Technoparc des Florides à Marignane,
- Des aménagements complémentaires sur le tracé actuel du ZENIBUS identifiés sur le boulevard de l'Europe à Vitrolles et sur le boulevard Cailloux à Saint-Victoret,
- La réalisation de 3 Parc-Relais localisés à proximité du Lycée Maurice Genevoix à Marignane, dans le Technoparc des Florides et aux abords du Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau.

D'un point de vue financier, ce programme initial était estimé à 15,297 Millions d'euros HT (*hors foncier*).

Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le tracé. Il a été décidé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS à savoir :

- Une ligne ZEN A : PEM Cap Horizon à Vitrolles<-> PEM de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau,
- Une ligne ZEN B : Technoparc des Florides à Marignane <-> Pôle d'Echange du Griffon à Vitrolles.

Les principales caractéristiques de cette nouvelle phase du projet de BHNS-ZENIBUS sont:

- Une Extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur Pôle d'Echange Multimodal de Plan de Campagne.
Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
 - 4 stations,
 - 4350m de couloirs de bus,
 - La réalisation d'un P+R de 29 places aux Pennes-Mirabeau,
 - 4400m d'itinéraires cyclables,
 - 600m de trottoirs en agglomération sur la commune des Pennes-Mirabeau,
 - L'extension du principe de priorité aux carrefours à feux vidéo-surveillés.
- Une Extension de 2,5 km de la future ligne B au Sud vers la ZAC des Florides (Marignane).
Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
 - 2 stations,
 - 300m de couloirs de bus,
 - La réalisation de l'extension de la piste bidirectionnelle existante jusqu'au rondpoint de la barque.
- Un Tronc commun de 4km environ pour les deux lignes ZEN A et ZEN B sur la commune de Vitrolles.
Ce tronc commun s'accompagne de :
 - L'allongement de 8 stations,
 - La réalisation d'un pôle d'échange au Griffon,
 - L'intégration du futur Réseau Express Métropolitain (REM) sur les arrêts Grand Vitrolles et Griffon/Clinique,
 - La réalisation d'une station supplémentaire sur le boulevard de l'Europe,
 - La suppression de l'arrêt Athènes-Rome.
- Des améliorations sur la ligne actuelle centrées sur la commune de Marignane.
Ces améliorations comprennent :
 - L'amélioration des conditions de circulation du BHNS sur la rue Jean Giono,
 - La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet en faveur des transports en commun.

Le coût total du programme modificatif de la phase 2 a été arrêté à 18,75 Millions d'euros HT soit 22,5 Millions d'euros TTC (contre 15,297 Millions d'euros HT initialement).

Ce nouveau montant intègre également une provision de 750 000,00 € HT nécessaire à la maîtrise foncière pour la réalisation du projet.

L'objectif de mise en service des deux lignes de BHNS ZEN A et ZEN B est fixé pour fin 2025.

Lors du comité de pilotage du 13 avril 2021, le programme modificatif de la phase 2 de BHNS-ZENIBUS incluant la mise en service des lignes ZEN A et ZEN B a été présenté et approuvé à l'unanimité par les participants.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du programme modificatif de la phase 2 du BHNS ZENIBUS et du prolongement vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane avec la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 024-270/21/CT

■ CT1 - Approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des contrats de délégation de service public relatifs à l'exploitation des parcs en ouvrages les Docks et Espercieux, République et Blancarde

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19574/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Gagneraud Construction/Qpark France en tant que délégataire, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage, des parcs de stationnement Espercieux et Les Docks (anciennement Arvieux) sis à Marseille rue des Docks 13002. Ce contrat arrive à échéance le 31 août 2021.

Par délibération TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société INDIGO la gestion en affermage du parc de stationnement République à Marseille. Ce contrat arrive à échéance le 31 août 2021.

Par délibération TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Indigo la gestion en affermage du parc de stationnement Blancarde à Marseille. Ce contrat arrive à échéance le 31 août 2021.

Par délibérations TRA 014-7103/19/CM, TRA 012-7101/19/CM et TRA 013-7102/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de concessions de service public d'une durée de 7 ans, pour l'exploitation des parkings Docks Espercieux, République (dont la gestion a été unifiée au sein d'un même contrat avec Phocéens) et Blancarde (dont la gestion a été unifiée au sein d'un même contrat avec Timone) situés à Marseille.

Le calendrier initial des procédures de mise en concurrence devait aboutir aux approbations du choix des titulaires, lors d'un Conseil de la Métropole prévu initialement le 30 juin 2021.

Or, le calendrier institutionnel actuel ne permet plus une approbation du choix des titulaires par le Conseil, rendant ainsi impossible une notification des contrats avant le 1^{er} septembre 2021.

Cette situation créerait une interruption du service public qui serait fortement préjudiciable aux usagers des parkings.

Ainsi afin d'assurer la continuité de ces services publics, une prolongation des contrats n°07/136, 07/143 et 07/180 sous la forme d'une modification unilatérale pour motif d'intérêt général s'avère indispensable. Il est proposé de prolonger les actuels contrats de concession jusqu'au 1^{er} décembre 2021, durée strictement nécessaire permettant d'achever les procédures et de procéder au choix des titulaires respectifs au Conseil de la Métropole du mois d'octobre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Que le calendrier institutionnel actuel ne permettant plus une approbation du choix des titulaires par le Conseil et rendant ainsi impossible une notification des contrats avant le 31 août, date de fin des contrats n°07/136, 07/143 et 07/180 ;
- La nécessité d'assurer la continuité du service public du stationnement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la prolongation par modification unilatérale pour motif d'intérêt général des contrats de délégation de service public relatifs à l'exploitation des parcs en ouvrages les Docks et Espercieux, République et Blancarde.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 025-271/21/CT

**■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de trottoir de la rue du Jarret à Marseille, 4ème arrondissement
DAEP 21/19420/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la perspective d'étoffer l'offre de résidence étudiante sur la Ville de Marseille et notamment celle destinée aux étudiants de la faculté de médecine de La Timone, un terrain en friche situé à l'angle du boulevard Françoise Duparc et la rue du Jarret est destiné à accueillir 120 logements étudiants.

L'ensemble d'habitations de 6 étages prévoit un local à vélo, avec 38 stations de recharge électrique. Sa desserte est également assurée par le bus.

Son implantation est projetée dans un retrait d'alignement par rapport aux immeubles qui constituent le front bâti de la rue du Jarret.

Le trottoir en pied du futur bâti restera fonctionnel.

La réalisation de cette opération immobilière en bordure du Boulevard Françoise Duparc requalifié nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une surlargeur du trottoir désaffecté de la rue du Jarret de 68m2 et portés sur le plan joint.

Cette surlargeur est incluse dans la parcelle cadastrée.

Le cheminement piéton sera maintenu au droit de l'immeuble projeté sur la rue du Jarret.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale à déclasser est de 68 m² environ est portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le retrait de l'alignement de la rue du Jarret ;
- La nécessité de construction de logements étudiants.

DELIBERE

Article 1 :

Est constaté la désaffectation d'un retrait d'alignement, rue du Jarret, à Marseille 4ème arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'un retrait d'alignement désaffecté de la rue du Jarret pour une superficie totale de 68 m² environ dans le 4ème arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VOIMOB 026-272/21/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une surlargeur désaffectée de la rue de la Pagode à Marseille, 15ème arrondissement

DAEP 21/19228/CT Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur de la Savine, situé dans le quartier des Borels dans le 15^{ème} arrondissement, fait l'objet d'un vaste programme de rénovation urbaine pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics.

C'est un territoire prioritaire de la politique de la ville qui comporte environ 780 logements pour 2500 habitants.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la Soleam par la Ville de Marseille. Cette concession a fait l'objet d'un avenant du 3 juin 2016, substituant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille.

Le programme d'aménagement du secteur bas de la Savine doit venir compléter la recomposition urbaine de l'entrée de quartier, par la création d'une nouvelle centralité. Celle-ci comprenant logements sociaux et logements en accession, des commerces en pied d'immeubles, s'articulant autour d'espaces publics requalifiés, ainsi que la création du terminal du Bus à Haut Niveau de Service, reliant Bougainville à St-Antoine.

Dans la zone située entre le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine et la rue de la Pagode, le projet d'aménagement prévoit la construction d'environ 60 logements pour une surface de plancher de 4700 m² ainsi que 530 m² de locaux commerciaux en rez-de-chaussée (côté chemin du Vallon des Tuves), pour lesquels sont prévus des commerces de proximité et un local service/associatif.

Actuellement, la rue de la Pagode comporte deux parties :

- Sa partie haute (760 m²) a été déclassée par délibération du bureau de la Métropole d'Aix Marseille Provence du 19 décembre 2019.

- Sa partie basse, orientée Est-ouest, desservait des bâtiments situés dans la zone du projet immobilier et qui sont maintenant démolis ou condamnés.

La réalisation de cette opération immobilière et des aménagements publics nécessitent le déclassement du domaine public routier métropolitain, d'une surlargeur (D2sur le plan joint) de 25 m² de la partie basse de la rue de la Pagode. Cette surlargeur est incluse dans la parcelle cadastrée OI 170, quartier Les Borels.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale (D2) à déclasser est de 25 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Le programme de rénovation urbaine sur le secteur Savine Tuves ;
- La désaffectation de la rue de la Pagode pour sa surlageur concernée.

DELIBERE

Article 1 :

Est constaté la désaffectation d'une surlageur de partie basse de la rue de la Pagode -quartier Les Borels- à Marseille 15ème arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une surlargeur désaffectée de la rue de la Pagode pour une superficie totale de 25 m² environ dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

VOIMOB 027-273/21/CT

**■ CT1 - Déclassement du domaine routier métropolitain du Vallat des Brayes - Lieudit Le Bestouan - Commune de Cassis
DRMVEP 21/19402/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis de nombreuses années, la voie Vallat de Brayes est une voie fermée par un portail.

La voie transférée à la Métropole Aix Marseille Provence sur toute sa longueur de 320 mètres, est interdite à toute circulation publique terrestre.

A son entrée, la voie Vallat des Brayes longe et surplombe le parking du Bestouan sur 100 mètres, puis traverse des propriétés privées jusqu'à se terminer en impasse.

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) qui a été approuvée par le Conseil de Métropole en décembre 2019 destine la voie Vallat des Brayes à la desserte privée d'un projet hôtelier de 65 chambres et 10 villas hôtelières.

Ce projet correspond au Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUI. En effet, le PADD fixe comme grands objectifs la nécessité de conforter l'attractivité du territoire notamment par le volet touristique.

La voie Vallat des Brayes restera close par un portail et fermée à la circulation du public.

Sa vocation est la desserte du complexe touristique.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale à déclasser est de 812.m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La fermeture à la circulation publique de la voie Vallat des Brayes -Lieudit Le Bestouan ;
- Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

DELIBERE

Article 1 :

Est constaté la fermeture de la voie Vallat des Brayes à Cassis.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de la voie Vallat des Brayes transférée au procès-verbal Initial pour une longueur de 320 mètres.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 028-274/21/CT

■ CT1 - Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de Pôle d'échanges Multimodal de Plan de Campagne sur la commune des Pennes Mirabeau

Avis du Conseil de Territoire

VOIM 028-01/06/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la 2^{ème} phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne à l'est de la A51 en bordure de la RD543 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Le potentiel de clientèle de cette halte ferroviaire, évaluée à 7M€, est estimé entre 500 et 1350 montées/descentes par jour en fonction du type de desserte (omnibus ou semi-directe).

En parallèle, en décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Agenda structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont le futur pôle d'échanges de Plan de Campagne.

En effet, en lien avec le projet de halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Pour mémoire la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône de 2007, ainsi que les plans de déplacement urbains des anciens EPCI (MPM et CAP) identifiaient déjà la nécessité de réaliser cet équipement, par ailleurs intégré au document d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau. Pour évaluer la faisabilité de cette opération, la Métropole a réalisé une étude de faisabilité en 2016 qui a permis de préciser les conditions d'insertion urbaine et paysagères, ainsi que le fonctionnement de l'équipement.

Enfin, l'opération a fait l'objet :

- D'une approbation de programme en date du 28 juin 2017
- D'une autorisation de programme en date du 13 décembre 2018
- D'une modification de l'autorisation de programme en date du 24 octobre 2019 portant le montant total de l'opération à 13 050 000 € HT dont 5 700 000 € d'acquisitions foncières

Les objectifs de cette opération sont notamment de réduire la part modale de la voiture sur le corridor nord de Marseille, dont le trafic est en constante augmentation. Il s'agit d'encourager le rabattement des usagers sur le réseau ferroviaire structurant, mais aussi de constituer un système de transport connecté avec l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Zenibus entre Marignane et les Pennes Mirabeau.

Le programme retenu a pour objectif la construction du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne. Il sera constitué des éléments ci-dessous :

- Un parking relais de 100 places du sud de la voie ferrée
- Un parking relais de 300 places au nord de la voie ferrée
- 6 à 7 quais bus au sein de la gare routière et 3 arrêts le long de la RD 543

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Un ou plusieurs kiosques comprenant notamment une billetterie, des bureaux d'exploitation, un abris vélo sécurisé, un espace d'attente des voyageurs, un local pour conducteurs, des sanitaires.

Le projet est soumis à une concertation au titre du 4° de l'article L 103-2 du code de l'urbanisme : « La création d'une gare ferroviaire ou routière de voyageurs, de marchandises ou de transit ou l'extension de son emprise, lorsque le montant des travaux dépasse 1 900 000 euros ».

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité à la commune des Pennes-Mirabeau et aux communes de Bouc-Bel-Air, Cabriès et Septèmes-les-Vallons, communes limitrophes du projet,
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire du Pays d'Aix et de la ville des Pennes-Mirabeau,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants
- Mairie des Pennes Mirabeau et mairies des communes de Bouc-Bel-Air, Cabriès et Septèmes-les-Vallons, communes limitrophes du projet,
- Siège du Conseil de territoire du Pays d'Aix,
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observations,
- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser aux Pennes-Mirabeau.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant 15 jours minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des modalités de concertation publique pour le projet de pôle d'échanges Multimodal de Plan de Campagne sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-275/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée**

Information du Conseil de Territoire

DTD 21/19514/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par les marchés Z18-027 et Z18-028, la Métropole a confié à la société SUEZ des prestations de transfert, tri et valorisation des déchets ménagers issus de collectes sélectives réalisées sur l'ensemble du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 24 mois renouvelables deux fois un an à compter du 5/02/2018.

Le marché Z18027 concerne la zone nord-ouest du territoire Marseille Provence et le marché Z18028, la zone sud-est.

Dans le cadre de ces marchés, Suez met à disposition des centres de transfert pour l'accueil des déchets apportés par les véhicules de collecte de la Métropole ou ceux de ses prestataires. Ces déchets sont ensuite récupérés par les repreneurs désignés par AMPM, ou transférés par le titulaire vers un ou plusieurs centres de tri proposés par lui pour traitement avant enlèvement par les repreneurs agréés.

En raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 survenue au mois de mars 2020, la fréquence des tournées de collecte a été diminuée. Or, l'unité utilisée pour le calcul de la rémunération de ces marchés étant la tonne entrante, la diminution du nombre de tournées et donc de tonnage collecté a impacté cette rémunération avec des frais fixes restés identiques.

Les pertes sur ces deux marchés sont arrêtées à la somme de 66 726,34 € au titre de la période allant du 15 mars au 23 juillet 2020.

La Métropole consciente de l'impact de cette crise sanitaire sans précédent sur le tissu économique et social souhaite accompagner au mieux ses partenaires, dans le respect des contraintes budgétaires et juridiques qui sont les siennes.

C'est dans ce cadre et dans un souci de partage de l'effort, qu'il convient de régler par protocole transactionnel le versement d'une indemnisation à hauteur de 50% de la perte d'activité constatée, à savoir 33 363,17 € de façon à réduire l'impact de la crise sanitaire sur ces deux marchés pour la période du 15 mars 2020 au 23 juillet 2020.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SUEZ RV Méditerranée afin de procéder au versement de cette indemnisation.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incite proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour la perte d'activité liée à la crise sanitaire sur la période du 15 mars 2020 au 23 juillet 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur le protocole transactionnel ayant pour objet d'indemniser la perte d'activité liée à la crise sanitaire de la société SUEZ RV Méditerranée, titulaire des marchés Z18-027 et Z18-028, pour la période du 15 mars 2020 au 23 juillet 2020.

PED 002-276/21/CT

■ CT1 - Approbation des conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation" sur Marseille Provence - Attribution des subventions

**Avis du Conseil de Territoire
DTD 21/19523/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025. L'axe 4 de ce plan propose d'assurer un maillage du territoire en solution de proximité pour les habitants pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets ce qui permettra de leur donner une seconde vie.

Début 2020, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire définit des objectifs nationaux en matière de prévention des déchets dont l'objectif d'atteindre en 2023 une proportion de 5% des emballages réemployés et de 10% en 2027.

Fin 2020 la Métropole a lancé l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » sur 3 territoires avec pour objectif d'identifier et soutenir les projets qui s'inscrivent dans l'axe 4 du plan de prévention métropolitain selon 2 volets :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces de réemploi sur les 23 déchèteries équipées d'espace dédié ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

À la clôture de cet appel à projets, le 25 janvier 2021, vingt dossiers de candidatures ont été reçus avec une démarche collective très forte des acteurs du réemploi à l'échelle de la Métropole.

Par délibération du 15 avril 2021, le Bureau de Métropole, après avis du Conseil de Territoire, a validé 3 conventions pluriannuelles concernant le volet 1 « animation et gestion des espaces réemploi ».

Pour le volet 2 « développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers », 2 dossiers sur 3 ont été retenus pour le caractère innovant et expérimental de leurs projets qui présentent un fort potentiel de reproductibilité.

Présentation des projets

- L'association L'Incassable a pour objectif de déployer une filière de réemploi d'emballages alimentaires avec une première expérimentation sur le réemploi d'emballages en verre et une sensibilisation des ménages autour du réemploi.
Actuellement, les emballages en verre sont recyclés, quand ils sont triés par les habitants, via une collecte sélective en points d'apports volontaires. Le projet va permettre d'expérimenter le réemploi et le lavage des bouteilles de bière de 75 cl. En partenariat avec 6 à 7 brasseries artisanales, qui produisent et/ou vendent des bières sur le territoire de la Métropole, mais également avec 10 à 15 points de vente. Sur la zone d'expérimentation, ce sont 103 brasseries qui produisent près de 21 000 HL., soit environ 300 000 bouteilles de 75 cl. Chaque année.
En parallèle à ce projet financé par la Métropole, une expérimentation sur le réemploi et le lavage de fûts de bière en inox, en alternative à l'utilisation de fûts en plastiques jetables, sera également développée par l'association.
- La recyclerie sportive, portée par l'association 3S-Séjour Sportif Solidaire, déploie une recyclerie spécialisée dans la collecte et la valorisation de matériels sportifs de tout type via les citoyens et professionnels dont les ressourceries (+40 sports). Une fois nettoyé, réparé ou transformé ce matériel sera redistribué solidairement via des boutiques permanentes ou éphémères, braderies, e-boutiques en complément d'une sensibilisation de tous les acteurs de la filière (du citoyen au producteur).
L'association 3S-Séjour Sportif Solidaire a déjà ouvert 4 recycleries sportives en France (3 en Ile de France et 1 en Gironde avec pour 2019, 150 tonnes de matériel collecté, 400 animations de sensibilisation et 5 000 adhérents).

L'innovation de ces projets repose sur leur capacité à faire évoluer le comportement des administrés pour les encourager aux bonnes pratiques, notamment en matière de réemploi-réutilisation, leur fournir des solutions de proximité et leur faire prendre conscience de la nécessité de prévenir la production de déchets.

Les projets ont été appréciés au regard des solutions techniques proposées, de la capacité du porteur de projet à pouvoir porter techniquement et financièrement le projet ainsi que du gain pour la collectivité, à la fois en terme de réduction des déchets et de reproductibilité du projet. Chaque candidature a été analysée sur la base des six critères suivants :

1. Cohérence et pertinence du projet avec les objectifs du Plan de Prévention des Déchets métropolitain
2. Impact du projet sur la prévention des déchets
3. Impacts économique et social du projet / intégration du projet dans la stratégie économique du porteur de projet
4. Caractère exemplaire et novateur du projet
5. Développement d'une économie circulaire

6. Impact de l'intervention publique : effet levier de la subvention, caractère incitatif de l'aide demandée, impact de l'accompagnement, ...

Budget prévisionnel 2021 de l'action prévue par l'association l'Incassable :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	3 388 €	Vente de produits	5 150 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	18 400 €	Subventions : ADEME	30 000 €
Autres services extérieurs	33 200 €	Métropole AMP	
		CT1	10 000 €
		CT2	5 000 €
		Aides privées	27 000 €
Charges de personnel	23 737 €	Autres recettes	1 979 €
Impôts et taxes	87 €		
Autres charges de fonctionnement	317 €		
Dotation aux amortissements et provisions	2 968 €	Reprises sur amortissement	2 968 €
Total général des charges	82 096 €	Total Recettes	82 096 €

L'association L'INCASSABLE sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 10 000 €.

Budget prévisionnel 2021 de l'action prévue par l'association 3S-Séjour Sportif Solidaire

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	3 267 €	Vente de produits	7 868 €
		Transfert de charge	
Services extérieurs	5 320 €	Subventions : Métropole AMP	
		Déchets-AAP RRR	10 000 €
		QPV	2 000 €
		Département	1 500 €
		Région	2 500 €
		Etat	2 500 €
		ADEME	10 933 €
Impôts, taxes	175 €		
Charges de personnel	29 837 €	Autres recettes	2 500 €
Autres charges	1 553 €		
Total général des charges	39 801 €	Total Recettes	39 801 €

La ressourcerie 3 S-Séjour Sportif Solidaire sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 10 000 € pour l'année 2021.

Par l'ensemble de ces actions, les deux associations citées ci-dessus participent à l'objectif de la Métropole et du territoire de déployer des solutions de réemploi de proximité pour les habitants et de sensibiliser à la réduction des déchets les habitants et professionnels.

Il est proposé de répondre favorablement à ces demandes de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.
- La délibération TCM 015-8720/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 octobre 2020 approuvant la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020- 2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La décision n°16 771 de mise en œuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. - Approbation de l'appel à projets « réemploi – réparation – réutilisation 2020-2024 » et de la procédure de lancement associée.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.
- Qu'il convient d'approuver les conventions pluriannuelles de partenariat avec les lauréats du volet 2 de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 ».

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution de subventions aux lauréats du volet 2 de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation » pour l'année 2021 et l'approbation des conventions pluriannuelles, ci-annexées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-277/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention passée avec l'association EAU SOLEIL PACA relative à la mise en oeuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin Santini**

**Avis du Conseil de Territoire
DGECE 21/19275/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°DEA 002-4015/18/BM, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 a approuvé la convention n°18/0751 avec l'association EAU SOLEIL PACA dans le cadre de l'appel à projets 2017-2018 pour la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de contribuer financièrement à hauteur de 24 500 € (équivalent à 29,81% du budget total prévisionnel du projet qui s'élève à 82 190 €) au projet porté par l'association EAU SOLEIL PACA suivant : réalisation d'un réseau d'eau par pompage solaire dans le Village d'Anatamikétraka au Nord Est de Madagascar.

Par délibération n°DEA 014-5921/19/BM, le Bureau de la Métropole du 16/05/2019 a approuvé l'avenant n°1 relatif au changement du lieu du projet dans le village voisin, Ampohibé, suite à des problèmes d'ordre administratif rencontrés avec l'association locale, la commune et le partenaire local.

Aujourd'hui, étant donné les retards générés par la pandémie Covid19, l'association EAU SOLEIL PACA n'a pu finaliser le raccordement des installations. Dès que les conditions sanitaires permettront les déplacements à l'International, l'association mettra en œuvre toutes les dispositions avec ses partenaires locaux pour terminer le projet.

Cependant, la convention arrivant à son terme le 26 novembre 2021, l'association EAU SOLEIL PACA demande la prolongation d'un an, soit jusqu'au 27 novembre 2022.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° REX 002-2325/10/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n° DEA 002-4015/18/BM du 28/06/2018 portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin-Santini" 2017/2018 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 013-5233/18/CM du 13 décembre 2018 portant sur le lancement de l'appel à projets 2018-2019 pour la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention n°18/0751 approuvée par délibération du 28 juin 2018 relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini attribuée à l'association EAU SOLEIL PACA ;
- L'avenant n°1 à la convention n°18/0751 approuvé par délibération 014-5921/19/BM du 16 mai 2019 relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin-Santini attribuée à l'association EAU SOLEIL PACA.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au regard des retards générés par la pandémie Covid19 depuis le début de l'année, l'association EAU SOLEIL PACA n'a pu finaliser le raccordement des installations prévu dans le cadre de la convention n°18/0751 du 28 juin 2018 ;
- Qu'il convient de prolonger la convention n°18/0751 conclue avec l'association EAU SOLEIL PACA d'un an jusqu'au 27 novembre 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant n°2 à la convention passée avec l'association EAU SOLEIL PACA relative à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau dans le cadre de la loi Oudin Santini.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-278/21/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de quasi-régie 2 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune

Information du Conseil de Territoire
DEE 21/19301/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

En application du programme pluri annuel d'action adopté en Conseil de Métropole du 19 décembre 2020, la mise en œuvre de la compétence GEMAPI s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire incluse dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, SMBVH.

A cet effet, le SMBVH assure sur ce périmètre, en lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Par convention de délégation de compétences, le syndicat se voit confier par ses membres, sur ce périmètre, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, concourant :

- À l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- À la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- À la prévention et à la défense contre les inondations.

Par ailleurs, par conventions de quasi-régie, la Métropole confie des missions de prestations de services et d'études au SMBVH, telles que des missions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien et d'aménagement de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune. En effet, le SMBVH est habilité, conformément à l'article 3.6 de ses statuts révisés en date du 22 février 2019, à mener des missions en vue de la préservation et de la restauration des milieux aquatiques et la prévention des inondations, au-delà du territoire du bassin versant de l'Huveaune.

La convention de quasi-régie n° 2 (n° Z200431COV) confie au SMBVH une mission de participation à l'Astreinte GEMAPI ainsi qu'une mission d'assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau hors Bassin versant de l'Huveaune.

L'objet de l'avenant 2 de la convention de quasi régie n° 2 (n° Z200431COV) est de compléter la convention de quasi régie n°2, en vue de confier au SMBVH les missions suivantes :

- Etudes pour l'établissement de plan pluriannuel de restauration et d'entretien des cours d'eau orphelins côtiers Ouest de la Métropole, hors bassin versant Huveaune
- Assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau orphelins côtiers Ouest de la Métropole hors bassin versant de l'Huveaune et le suivi du PPGE (Plan Pluri annuel de GEstion) des Aygalades.

Afin de mener à bien les dossiers correspondants à ces nouvelles missions, le présent avenant prévoit le prolongement de la durée de la convention de quasi-régie n°2 jusqu'au 30 juin 2022.

L'incidence financière du présent avenant est de 70 000 € TTC, portant le montant financier de la convention de quasi régie n°2 (n° Z200431COV) de 26 000 € TTC à 96 000 € TTC, imputé sur le Budget Annexe GEMAPI 2021 section fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération en date du 28 mars 2019 n° MET 19/10167/CM d'approbation de la convention de délégation de compétence avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 28 mars 2019 n° MET 19/10183/CM d'approbation de la convention de quasi-régie n° 1 avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'approbation de la convention de quasi-régie 2 avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'actualisation des conventions avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13350/CM d'approbation de la phase 2 du Contrat de Rivière ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13431/CM d'approbation du PAPI ;
- La délibération du décembre 2020 sur l'actualisation des conventions entre la Métropole Aix- Marseille-Provence et le SMBVH ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant 2 à la convention de quasi-régie 2 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de quasi-régie 2 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur GEMAPI - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de quasi-régie 2 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

EAU 003-279/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Stogaz pour la Constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour la réalisation de la desserte sanitaire des quartiers Bausset-Raphelle à Marignane sur la propriété de la Société Stogaz DEASV 21/19398/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 26 juin 2014, par la délibération DEV 004-121/14/BC, le Bureau de la Métropole a approuvé la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société STOGAZ pour permettre la constitution d'une servitude de passage de canalisations sur la propriété de STOGAZ pour la desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe

Afin de procéder aux travaux de réalisation du passage des canalisations, le marché n° Z20-0048 a été notifié le 18/02/2020 au Groupement RAMPA TP, SOGEA, RTP et Pompage Rhône Alpes.

Le respect des prescriptions techniques de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT13) positionne le puits d'entrée du fonçage sous la ligne de chemin de fer, entre les deux bâtiments du site de STOGAZ à une profondeur importante et dans la partie SEVESO du site.

A l'issue de nombreux échanges entre le responsable du site de STOGAZ, les représentants techniques de RDT13, les représentants de la Métropole en leur qualité de maître d'œuvre et le titulaire du marché de travaux, il a été décidé de modifier le tracé de la canalisation afin de déporter le puit prévu pour qu'il débouche en dehors de l'emprise du périmètre SEVESO du domaine de STOGAZ.

Cette modification induit, de ce fait, un nouveau tracé sur le domaine de STOGAZ modifiant le tracé des canalisations sur les parcelles cadastrées BY 34, BY 32 et BY 33 ainsi que la position des branchements particuliers de STOGAZ sur la parcelle BY 34.

Il convient donc de conclure un avenant à la convention du 26 juin 2014.

Cette modification est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEV 004-121/14/BC du 26 juin 2014 portant approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société STOGAZ pour permettre la constitution d'une servitude de passage de canalisations sur la propriété de STOGAZ pour la desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant à la servitude de passage en tréfonds de canalisations sur la propriété de STOGAZ pour la desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la servitude de passage de canalisations en tréfonds de canalisations sur la propriété de STOGAZ pour la desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe modifiant

- le tracé des canalisations sur les parcelles cadastrées BY 34, BY 32 et BY 33 ;
- la position des branchements particuliers de STOGAZ sur la parcelle BY 34.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 004-280/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un avenant à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône relative à une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - Desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 21/19401/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 28 février 2019, par la délibération DEA 024-5445/19/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT13) pour permettre la constitution d'une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe

Afin de procéder aux travaux de réalisation du passage des canalisations, le marché Z20-0048 a été notifié le 18/02/2020 au Groupement RAMPA TP, SOGEA, RTP et Pompage Rhône Alpes.

Le respect des prescriptions techniques de RDT13 positionne le puits d'entrée du fonçage sous la ligne de chemin de fer, entre les deux bâtiments du site de STOGAZ à une profondeur importante et dans la partie SEVESO du site.

A l'issue de nombreux échanges entre le responsable du site de STOGAZ, les représentants techniques de RDT13, les représentants de la Métropole en leur qualité de maître d'œuvre, et le titulaire du marché de travaux, il a été décidé de modifier le tracé de la canalisation afin de déporter le puits prévu pour qu'il débouche en dehors de l'emprise du périmètre SEVESO du domaine de STOGAZ.

Cette modification induit de ce fait un nouveau tracé des canalisations sur la parcelle cadastrée BT 63, appartenant à la RDT13 :

- Longer sur environ 90 ml le chemin de fer du Pas des Lanciers à Bel-Air La Mède », du PK 6+866 au PK 6+ 780 selon le plan joint ;
- Traverser sur environ 10 ml par fonçage la ligne du chemin de fer de « Pas des Lanciers à Bel-Air La Mède », au PK 6+780 selon le plan joint.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Il convient de conclure un avenant à la convention du 28 février 2019 afin d'acter de la nouvelle emprise nécessaire aux travaux.

La Métropole s'acquittera d'une indemnité libératoire de 5 712,00€ et de frais de dossier de 962,87€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant à la servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphelle et Billard à Marignane et Gignac-la- Nerthe modifiant le tracé des canalisations sur la parcelle cadastrée BT 63 et autorisant à :

- Longer sur environ 90 ml le chemin de fer du Pas des Lanciers à Bel-Air La Mède », du PK 6+866 au PK 6+ 780 selon le plan joint ;
- Traverser sur environ 10 ml par fonçage la ligne du chemin de fer de « Pas des Lanciers à Bel-Air La Mède », au PK 6+780 selon le plan joint ».

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement 2021 du Territoire Marseille Provence en section d'investissement sur l'opération d'investissement 2011122500 - 3DEAA – sous politique F110 –nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-281/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ **CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux d'assainissement 2021/2025**

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 21/19454/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération générique « Travaux d'assainissement 2021/2025 » permet d'engager des travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'assainissement.

Ces travaux nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'assainissement sont réalisés afin de lutter contre la pollution en milieu naturel et de réaliser des économies d'eau.

Ces travaux consistent à des extensions, dilatations, renouvellements en tranchées ou par gainage, des déviations et des améliorations sur les réseaux d'eaux usées du Territoire Marseille-Provence.

L'opération d'investissement n°2021101700 relative aux travaux d'assainissement 2021/2025 sur les communes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, d'un montant de 27 000 000€ HT inscrite au budget annexe de l'assainissement, et enregistrée dans l'autorisation de programme 211111AS du programme 11 Assainissement, a été affectée par délibération TCM 014-9351/20/CM du 17 décembre 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 27 millions euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Contrat Métropolitain – Fiche A14 »	13.89 %	3 750 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	83.11 %	23 250 000 euros
TOTAL	100 %	27 000 000 euros

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante « Travaux d'assainissement 2021/2025 » ;
- Qu'il convient d'approuver les demandes de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'assainissement 2021/2025".

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 006-282/21/CT

■ CT1 - Approbation de la rétrocession par le Département des Bouches-du-Rhône au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence de divers délaisés de la RD9 affectés au bassin du Réaltor sur la Commune de Cabriès

Avis du Conseil de Territoire DEASV 21/19468/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors de la réalisation du passage à 2 X 2 voies de la RD9, le Département des Bouches-du-Rhône avait acquis des terrains appartenant à des propriétaires privés et à la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM), se trouvant entre l'emprise des travaux de la RD9 et le bassin du Réaltor.

Le 28 février 2020, le Département des Bouches-du-Rhône a sollicité la régularisation foncière de cette opération conformément à l'article 12 de la Convention tripartite du 29 Janvier 2010 conclue entre le Département, la Société des Eaux de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a été intégrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ainsi il revient à la Métropole de procéder à la régularisation foncière de plusieurs emprises représentant une superficie totale de 23 509 m² afin de permettre l'accès à la retenue du Réaltor et d'assurer l'entretien de ses berges.

Il s'agit d'acquérir 20 parcelles issues de la division de 16 parcelles de plus grande importance, qui se décomposent comme suit :

Références cadastrales avant détachement	Identification de l'emprise acquise par MAMP	superficie acquise (m ²)	zonage PLU	EBC	nature du terrain
F 1283	F 1283 d	2254	Npr		eau - lac
F 1284	F 1284 f	420	Npr		eau - lac
F 1285	F 1285 h	657	Npr		eau - lac
F 1286	F 1286 j	380	Npr		eau - lac
F1288	F 1286 l	2866	Npr		eau - lac
F 1295 (ex F 3)	F 1295 s + r	1593	Npr		bois
F 1292 (ex F4)	F 1292 o + p + n + q	2709	Npr		bois
F6	F6 b	244	Npr		bois
CR 106	CR 106i	532	N-f1		bois
CR 1	CR 1a	2302	Npr et N-f1	oui	bois
CR79	CR 79c	219	Npr et N-f1		bois
CR 81	CR 81e	5722	Npr et N-f1	oui	bois
CR83	CR 83g	496	N-f1		bois
AE 71 (ex AE 19)	AE 71a	585	Npr		bois
Domaine public (section cadastrale F)	DP2	1581	Npr		bois
Domaine public (section cadastrale CR)	DP1	949	Npr		
Total à céder en m²			23509		

Conformément à l'avis de la Direction Immobilière de l'État n°2020-019V0435 du 23 mars 2020, prorogé le 23 Février 2021, sollicité par le Département, ces emprises seront acquises au prix de 1,55 €/m², soit un prix total de 36 438,95€ HT. Il est précisé que ce prix du m² reste identique au montant de la cession par MPM au Département le 13 Octobre 2015.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Eau du Territoire Marseille Provence, en section d'Investissement : opération budgétaire 2021102500, nature 2111, autorisation de programme 211122EA.

Les frais relatifs à la publication de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13019001.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° AGER 006-977/09/BC du 19 février 2009 autorisant la signature de la convention tripartite n°10/1042 du 29 Janvier 2010 conclue entre le Département, la Société des Eaux de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention tripartite du 29 Janvier 2010 conclue entre le Département, la Société des Eaux de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction Immobilière de l'État n°2020-019V0435 du 23 mars 2020, prorogé le 23 Février 2021.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la rétrocession par le Département des Bouches-du-Rhône de divers délaissés de la RD9 affectés au bassin du Réaltor sur la Commune de Cabriès

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la rétrocession par le Département des Bouches-du-Rhône de divers délaissés de la RD9 affectés au bassin du Réaltor sur la Commune de Cabriès.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 007-283/21/CT

■ CT1 - Instauration de périmètres de protection pour le Canal de Marseille et ses ouvrages annexes, dont la retenue du Réaltor - Approbation de la démarche et des dossiers d'enquête préalable à la délimitation des périmètres de protection du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 21/19466/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Construit durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, le Canal de Marseille transporte les eaux de la Durance de Saint-Estève-Janson jusqu'à La Ciotat, en traversant 21 Communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont Aix-en-Provence et Marseille. Il constitue la ressource, parfois unique, en eau brute destinée à la consommation humaine, pour 35 communes de la Métropole, et environ 1,2 million d'habitants. En 2017, la totalité des prélèvements dans la Durance par cet ouvrage s'élevait à 169,7 millions de m³. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Maîtrise d'Ouvrage du Canal de Marseille est assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est entièrement situé sur le territoire métropolitain.

Le Canal de Marseille est soumis à des risques importants de pollution et de dommages : risque routier, risque d'intrusion des eaux de ruissellement dans le canal et risques structurels, pression urbaine croissante.

Par ailleurs, la réglementation impose la mise en place de périmètres de protection autour des captages d'eau destinée à la consommation humaine, afin d'éviter les pollutions liées aux activités humaines usuelles et de réduire le risque de pollution accidentelle qui pourrait entraîner une contamination de l'eau et par conséquent une crise sanitaire. Il est à noter que cette démarche traduit dans la réglementation actuelle, des dispositions réglementaires instaurées au XIX^{ème} siècle.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit engager les démarches nécessaires à la préservation de la qualité de l'eau transitant par le Canal de Marseille et à la pérennisation de cet ouvrage.

Le dossier, joint au présent rapport, a été établi, au titre de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, en vue de la délimitation des périmètres de protection autour du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes, dont la retenue du Réaltor.

L'autorisation de prélèvement du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes a été régularisée au titre de l'article L.214-6 du Code de l'Environnement modifié par l'Ordonnance n°2005-805 du 18 juillet 2005. En effet, le Canal de Marseille et ses ouvrages annexes ont été construits au XIX^{ème} siècle, dans le respect de la réglementation alors en vigueur.

L'autorisation sera délivrée par arrêté du Préfet, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette procédure permet, outre la prise en compte des droits des tiers, d'instaurer autour du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes, des périmètres de protection indispensables pour empêcher la détérioration des ouvrages et pour limiter les risques de pollution de la ressource sollicitée.

Il est proposé au Bureau de la Métropole, d'approuver le principe d'instauration de périmètres de protection pour le Canal de Marseille et ses ouvrages annexes dont la retenue du Réaltor, d'approuver le dossier d'enquête préalable à l'instauration desdits périmètres et d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Provence-Alpes-Côte-D'azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'instruction de ces dossiers et l'ouverture d'une enquête publique à ce sujet.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement (en particulier l'article L.214-6, L. 215-4 et L. 215-5) ;
- Le Code de la Santé Publique (en particulier ses articles L. 1321-1 et suivants, L. 1324-3 et R. 1321-1 et suivants) ;
- Le Code de l'Urbanisme (en particulier ses articles L. 126-1, R. 126-1 et R. 126-2)
- La loi du 4 juillet 1838, autorisant la création du Canal de Marseille ;
- La loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret du 25 mai 1864 relatif aux dérivations d'Aubagne, la Penne sur Huveaune et Gémenos ;
- Le décret impérial du 25 mai 1864 portant augmentation de la dotation du Canal de Marseille Le décret du 23 juin 1879 relatif à la dérivation de La Ciotat ;
- Le décret n°2005-115 du 7 février 2005 portant application des articles L. 211-7 et L. 213-10 du Code de l'Environnement et de l'article L. 151-37-1 du Code Rural.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 25 février 1856 relatif à la Police du Canal de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral du 18 novembre 1857 autorisant la construction du barrage de Réaltor ;
- L'arrêté préfectoral du 11 avril 1867 complémentaire à l'arrêté préfectoral du 25 février 1856 ;
- L'arrêté d'utilité publique du 13 avril 1876 relatif barrage de Saint Christophe ;
- La circulaire n°97-2 du 2 janvier 1997 relative à la mise en place de périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine.
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le rapport de l'hydrogéologue agréé "Avis d'Hydrogéologue Agréé, définition des périmètres de protection de la retenue du Réaltor pour l'alimentation en eau potable, Serge SOLAGES – Hydrogéologue agréé en matière d'Hygiène publique, Décembre 2019" ;
- Le rapport de l'hydrogéologue agréé "Avis d'Hydrogéologue Agréé relatif à la protection de la ressource en eau de l'agglomération marseillaise et à la définition des périmètres de protection du Canal de Marseille hors bassin du Réaltor, Docteur Jean-Paul SILVESTRE

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'instauration de périmètres de protection pour le Canal de Marseille et ses ouvrages annexes, dont la retenue du Réaltor, propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'approbation des dossiers d'enquête

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

préalable à la délimitation des périmètres de protection du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'instauration de périmètres de protection pour le Canal de Marseille et ses ouvrages annexes, dont la retenue du Réaltor et l'approbation de la démarche et des dossiers d'enquête préalable à la délimitation des périmètres de protection du Canal de Marseille et de ses ouvrages annexes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 008-284/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention d'occupation du domaine public sur les terrains d'emprise foncière du canal de Marseille par les réseaux de communications électroniques de la société SFR FTTH

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 21/19179/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 5215.28 du Code Général des Collectivités Territoriales, les ouvrages et installations nécessaires à l'exercice des compétences d'adduction, de production et de distribution de l'eau potable par la Métropole Aix-Marseille-Provence lui ont été affectés de plein droit dès son institution. Dans ce cadre, la MAMP est amenée à instruire des demandes d'implantation d'infrastructures souterraines sur son domaine public non routier.

Dans l'objectif de permettre le déploiement du réseau FTTH de SFR, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°DEA 005-781/16/BM du 19 septembre 2016, la convention d'occupation du domaine public non routier des emprises foncières du Canal de Marseille par les réseaux de communication électroniques de la Société Française de Radiotéléphonie-Numericable.

Par convention n°17/0267 conclue entre la Société Eau de Marseille Métropole, SFR et la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 03 avril 2017 pour une période allant jusqu'au 30 juin 2029, SFR a installé, mis en service, exploité et entretenu un réseau de télécommunication par fibre optique ci-après dénommés « équipements techniques » sur les terrains d'emprise foncière du Canal de Marseille dont la MAMP est propriétaire : d'une part depuis le hameau de Cazan, situé sur la commune de Vernègues, jusqu'au quartier du Merlan situé à Marseille et d'autre part depuis le quartier du Merlan jusqu'au lieu-dit Bon rencontre sur la commune de Plan-de-Cuques.

En date du 26 novembre 2019, l'opérateur SFR a sollicité la MAMP afin de régulariser l'utilisation d'un fourreau existant et déployer 2 fourreaux sur environ 15 ml (génie civil à créer), Allée de Caseneuve à Lançon de Provence. Compte tenu des délais réduits inhérents à la réalisation des opérations, les différentes parties signataires ont convenu d'acter le déploiement des deux fourreaux ci-dessus évoqués par courrier daté du 17 décembre 2019, un avenant devant venir formaliser juridiquement le courrier sus cité.

En date du 17 septembre 2020, SFR FTTH a de nouveau sollicité les services métropolitains afin de procéder au déploiement de la fibre sur la commune de Gémenos à l'aide d'infrastructures traversant le canal de Marseille.

Par ailleurs, la MAMP et la SEMM ont entrepris un travail d'uniformisation de leurs conventions d'occupation du domaine public. A ce titre, de nouveaux tarifs relatifs aux frais d'instruction perceptibles par ces dernières ont été actés. Il convient donc de les modifier en ajustant conséquemment l'article correspondant.

Il est donc proposé de régulariser par convention l'ensemble des thématiques mentionnées plus haut avec la société SFR FTTH.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des postes et des télécommunications électroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- La délibération n° FAG 004-804/16/CM du 19 septembre 2016 approuvant la redevance pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les fourreaux non utilisés sur le domaine public non routier concernant les opérateurs de télécommunication
- La délibération DEA 005-781/16/BM du 19 septembre 2016 approuvant la convention d'occupation du domaine public non routier sur les emprises foncières du Canal de Marseille par les réseaux de communication électroniques de la Société Française de Radiotéléphonie-Numericable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La convention n°17/0267 du 03 avril 2017 autorisée l'occupation du domaine public non routier sur les emprises foncières du Canal de Marseille par les réseaux de communication électroniques de la Société Française de Radiotéléphonie-Numericable.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention d'occupation du domaine public sur les terrains d'emprise foncière du canal de Marseille par les réseaux de communications électroniques de la société SFR FTTH.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'occupation du domaine public sur les terrains d'emprise foncière du canal de Marseille par les réseaux de communications électroniques de la société SFR FTTH.

EAU 009-285/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise RAMPA TRAVAUX PUBLICS SAS relatif au marché Z18399 : travaux de dévoiement feeder DN 1200 Allende - L2 - Marseille 13014

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 21/19470/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'entreprise RAMPA TP a été attributaire du marché n° Z18399 pour les travaux de dévoiement du feeder DN 1200 Allende 13014 Marseille, notifié le 10/08/2018 pour un montant de 1 395 434,00 € HT soit 1 674 520,80 € TTC et une durée de 11 mois.

Les travaux prévus au marché été réalisés en totalité.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

L'entreprise RAMPA TP a adressé un mémoire en réclamation d'un montant de 261 814,36 € HT soit 314 177,23 € TTC au titre de demande de rémunération complémentaire déclinée en 9 chapitres décrivant les aléas de chantier rencontrés lors des travaux ainsi que les coûts directs et indirects en résultant, chiffrés par le titulaire :

- perte de rendement pour longement des réseaux non identifiés : 16 500,00 €
- passage en sous œuvre du cadre pluvial : 47 983,02 €
- perte de rendement pour démolition galerie et réseaux chauffage abandonnés : 27 500,00 €
- perte de rendement pour démolition Venturi : 28 606,60 €
- perte de rendement pour travaux à grande profondeur : 55 000,00 €
- arrêt chantier : transfert équipe : 11 974,74 €
- arrêts d'équipe – contexte social et délai d'analyse de potabilité : 35 750,00 €
- perte de rendement due à la co-activité : 22 000,00 €

perte de cadence pour adaptation et gestion circulation pour raccordement Raimu : 16 500,00 €.

Au regard des éléments avancés, et afin de prévenir tout contentieux, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise RAMPA TP, les parties se sont rapprochées pour tenter de formaliser un accord amiable en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, dans le respect des intérêts des deux parties.

Il est donc proposé par la présente délibération, après concessions réciproques, d'adopter le protocole transactionnel ci-joint qui ramène la réclamation de l'entreprise RAMPA TP à 198 974,74 € HT, soit 238 769,69 € TTC.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise RAMPA TP.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix Marseille Provence et l'entreprise RAMPA TRAVAUX PUBLICS SAS relatif au marché Z18399 : travaux de dévoiement feeder DN 1200 Allende – L2 – Marseille 13014.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 010-286/21/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19526/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

La même année, en vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite, en 2017, dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau. Cette étude a permis, dans un premier temps, de délimiter les contours de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, tout en favorisant la cohérence hydrographique, le renforcement des solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire.

Le service GEMAPI de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créé en juin 2018 au sein de la Direction Générale Adjointe du Développement Urbain et Stratégie Territoriale.

L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L. 211-7.1 du Code de l'Environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence se déploie selon ces 4 items, tout en tenant compte de missions complémentaires indissociables.

Les EPCI peuvent instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Ainsi, par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a arrêté le principe d'une taxe.

A l'issue de la phase 1 de la démarche SOCLE, et dans le cadre d'une organisation temporaire et intermédiaire, la compétence GEMAPI s'exerce soit en pilotage métropolitain pour les syndicats dissous (rivières de la Touloubre, la Cadière, le Bolmon-Jaï) et bassins versants dits orphelins (les Aygalades, les bassins versants côtiers, les bassins versants des affluents de la Durance) soit en partenariat métropolitain pour les syndicats conservés ou en période transitoire (rivières de l'Huveaune, l'Arc, la Durance, l'Eze et les Dignes du Rhône).

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE permet de compléter et de consolider l'inventaire et le diagnostic des ouvrages GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Le programme d'action ainsi que l'estimation précise des moyens techniques humains et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont conduit, par délibération en date du 17 décembre 2020, au dimensionnement de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) et, par délibération du 17 décembre 2020 à la validation du programme d'action GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de cette feuille de route pour les années 2021 à 2024.

Par ailleurs, les travaux de la démarche SOCLE ont permis d'élaborer le schéma définitif d'organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les conclusions de la démarche SOCLE ont souligné :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- L'opportunité de conserver la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, les risques liés aux inondations, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une vision intégrée de ces divers enjeux.
- La cohérence hydrographique de prendre en compte les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est l'Etang de Berre, d'une part et d'autre part, les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est La Méditerranée.
- L'optimisation d'un scénario organisant l'exercice de la compétence GEMAPI par une structure métropolitaine GEMAPI en charge, en particulier, de la répartition du montant de la taxe GEMAPI et deux structures EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau), l'une « EPAGE BERRE » en charge des bassins versants dont le récepteur est l'Etang de Berre, l'autre « EPAGE MER » en charge des bassins versants dont le milieu récepteur est La Méditerranée.
- La possibilité pour les structures existantes telles que le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), devenues EPAGE en 2019, d'étendre leur périmètre géographique, respectivement
 - : pour le SABA, aux bassins versants de l'Arc, de La Cadière et de La Touloubre ainsi que les bassins orphelins de Berre et l'Ouest de Berre,
 - pour le SMBVH, aux bassins versants de l'Huveaune, les Aygalades ainsi que l'ensemble des bassins versants Orphelins côtiers

Ainsi, afin d'optimiser la mise en œuvre opérationnelle du programme pluriannuel 2021-2024 GEMAPI, conciliant la prise en compte du risque inondation avec la restauration des milieux aquatiques, le scénario d'une structure GEMAPI interne à la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'un « EPAGE BERRE » et d'un « EPAGE MER » s'avère le plus efficient.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SMBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1^{er} janvier 2018 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- La délibération DEA 007-2806/18CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 ;
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA ;
- L'arrêté préfectoral SABA EPAGE ;
- L'arrêté préfectoral du 22 février 2019 relatif à l'entrée en vigueur des statuts du SMBVH ;
- L'arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SMBVH et délimitation de son périmètre d'intervention
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de la délibération portant sur l'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

EAU 011-287/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Cycl'Eau pour l'organisation de la première édition du salon Cycl'Eau Aix-Marseille Région-Sud les 1er et 2 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire DGEDP 21/19531/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La gestion de l'eau revêt un enjeu majeur présent et futur pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En effet, le bassin Rhône-Méditerranée-Corse est de plus en plus exposé aux risques naturels. Aussi, face à ces bouleversements et aux attentes en matière de préservation de l'environnement et de biodiversité, une réflexion doit être menée sur les modèles actuels et les infrastructures de gestion de l'eau en zones urbaines comme rurales.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'association loi 1901 Cycl'Eau via le salon « Cycl'Eau Aix-Marseille Région Sud » organisé les 1^{er} et 2 décembre 2021.

Cette première édition du salon vise à rassembler les acteurs et décideurs de la filière eau au Sein de l'Aréna du Pays d'Aix afin de préparer aux changements majeurs dus à la législation, au réchauffement climatique et aux évolutions technologiques.

Ce salon permettra donc aux différents acteurs et intervenants du secteur de la gestion de l'eau d'échanger, de débattre, de s'informer, de se former et d'anticiper les prochaines mutations du secteur.

Aussi, pour permettre la réalisation de cette édition 2021, l'association Cycl'Eau sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention de 15 000 euros HT.

Cette action contribuant au rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'acteur majeur en matière de gestion de l'eau, il est proposé de soutenir l'association Cycl'Eau pour l'organisation de la première édition du « Cycl'Eau Aix-Marseille Région Sud » via l'octroi d'une subvention de 15 000 euros HT.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter la délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Cycl'Eau pour l'organisation de la première édition du salon Cycl'Eau Aix-Marseille Région-Sud les 1^{er} et 2 décembre 2021 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Cycl'Eau pour l'organisation de la première édition du salon Cycl'Eau Aix-Marseille Région-Sud les 1^{er} et 2 décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-288/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention complémentaire à l'association - Emergence(s) Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs

DPEAT 21/19271/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément au protocole d'accord PLIE MP CENTRE 2018-2022, le présent rapport vise à honorer l'engagement du Territoire Marseille-Provence à intervenir annuellement à hauteur de 1 445 000 euros, dont 380 000 euros provenant du fonds de concours du Conseil Départemental, afin d'accompagner à l'emploi les

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

personnes qui en sont le plus éloignées et qui résident dans les communes d'Allauch, de Marseille, de Plan-de-Cuques et de Septèmes-les-Vallons.

Dans ce cadre et, dès 2021, le PLIE MP CENTRE souhaite accompagner à l'emploi 900 personnes supplémentaires, par rapport à 2020 et mettre en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes comme sollicités par la Métropole.

Par la délibération du Conseil de Territoire TCESDE 002-064/21/CT, il a été attribué au titre de la subvention 2021 un montant de 1 070 418 euros correspondant aux financements :

- Du Conseil Départemental : 380 000 euros,
- Du Territoire Marseille Provence : 690 418 euros.

En déclinaison des accords conclus au titre du protocole 2018-2022, il est proposé de délibérer le complément de subvention 2021, permettant ainsi au PLIE MP CENTRE de clôturer son budget annuel et de remplir ses objectifs et ses contrats.

Il s'agit ainsi pour le Conseil de Territoire de solder sa contribution annuelle qui s'élève pour 2021 à 374 582 euros.

Les objectifs à réaliser ainsi que les modalités de versement de cette subvention complémentaire font l'objet d'une convention d'objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VECO 013-1157/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- La délibération VECO 006-154/19/CT du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP CENTRE) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération MET 20/17041/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération TCESDE 002-064/21/CT du 16 Février 2021 attribuant une subvention à l'association - Emergence(s) Compétences Projets - pour la mise en œuvre du PLIE MP CENTRE pour l'année 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que le Conseil de Territoire a émis un avis favorable au protocole d'accord du PLIE MP CENTRE 2018-2022 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire d'un montant de 374 582 euros pour l'année 2021 à l'association Emergence(s) Compétence Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence CENTRE (PLIE MP CENTRE).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP CENTRE.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-289/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention complémentaire à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs DPEAT 21/19272/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément au protocole d'accord PLIE MP EST 2018-2022, le présent rapport vise à honorer l'engagement du Territoire Marseille-Provence à intervenir annuellement à hauteur de 340 000 euros euros, dont 210 000 euros provenant du fonds de concours du Conseil Départemental, afin d'accompagner à l'emploi les personnes qui en sont le plus éloignées et qui résident dans les communes de Carnoux-en-Provence, de Cassis, de Ceyreste, de La Ciotat, de Roquefort-la-Bédoule et de Gémenos.

Dans ce cadre et, dès 2021, le PLIE MP EST souhaité accompagner à l'emploi 50 personnes supplémentaires par rapport à 2020, et mettre en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes comme sollicités par la Métropole.

Par la délibération TCESDE 003-065/21/CT du 16 Février 2021, il a été attribué au titre de la subvention 2021 un montant de 294 276 euros correspondant aux financements :

- Du Conseil Départemental : 210 000 euros,
- Du Territoire Marseille Provence : 84 276 euros.

En déclinaison des accords conclus au titre du protocole 2018-2022, il est proposé de délibérer le complément de subvention 2021 permettant ainsi au PLIE MPM EST de clôturer son budget annuel, de remplir ses objectifs et ses contrats.

Il s'agit ainsi pour le Conseil de Territoire de solder sa contribution annuelle qui s'élève pour 2021 à 45 724 euros.

Les objectifs à réaliser ainsi que les modalités de versement de cette subvention complémentaire font l'objet d'une convention d'objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VECO 014-1158/17/CT du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP EST.
- La délibération VECO 004-152/19/CT en date du 26 mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST) ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération MET 20/17041/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Conseil Département 13 dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération TCESDE 003-065/21/CT du 16 Février 2021 attribuant une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du PLIE MP EST pour l'année 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que le Conseil de Territoire a émis un avis favorable au protocole d'accord du PLIE MP EST 2018-2022 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire d'un montant de 45 724 euros pour l'année 2021 à l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence EST (PLIE MP EST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP EST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

TCESDE 003-290/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention complémentaire à l'association du PLIE MPM OUEST - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2021 - Approbation d'une convention d'objectifs DPEAT 21/19273/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément au protocole d'accord PLIE MP OUEST 2018-2022, le présent rapport vise à honorer l'engagement du Territoire Marseille-Provence à intervenir annuellement à hauteur de 295 000 euros dont 160 000 euros provenant du fonds de concours du Conseil Départemental afin d'accompagner à l'emploi les personnes qui en sont le plus éloignées et qui résident dans les communes de Carry-le-Rouet, de Châteauneuf-les-Martigues, d'Ensuès-la-Redonne, de Gignac-la-Nerthe, Le Rove, de Marignane, de Saint-Victoret et de Sausset-les-Pins.

Dans ce cadre et, dès 2021, le PLIE MP OUEST souhaite accompagner à l'emploi 60 personnes supplémentaires par rapport à 2020 et mettre en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes comme sollicités par la Métropole.

Par la délibération TCESDE 004-066/21/CT du 16 Février 2021, il a été attribué au titre de la subvention 2021 un montant de 245 518 euros correspondant aux financements :

- Du Conseil Départemental : 160 000 euros,
- Du Territoire Marseille Provence : 87 518 euros.

En déclinaison des accords conclus au titre du protocole 2018-2022, il est proposé de délibérer le complément de subvention 2021 permettant ainsi au PLIE MPM OUEST de clôturer son budget annuel, de remplir ses objectifs et ses contrats.

Il s'agit ainsi pour le Conseil de Territoire de solder sa contribution annuelle qui s'élève pour 2021 à 47 482 euros.

Les objectifs à réaliser ainsi que les modalités de versement de cette subvention complémentaire font l'objet d'une convention d'objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 17 Décembre 2017 portant approbation du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP OUEST ;
- La délibération VECO 030-892/19/CT en date du 26 Mars 2019 approuvant les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain en 2020 ;
- La délibération MET 20/17041/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération TCESDE 004-066/21/CT du 16 Février 2021 attribuant une subvention à l'association du - PLIE MPM OUEST - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest pour l'année 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que le Conseil de Territoire a émis un avis favorable au protocole d'accord du PLIE MP OUEST 2018-2022 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion des crédits FSE 2014-2020 et souhaite le rester dans le cadre du FSE+ 2021-2027.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire d'un montant de 47 482 euros pour l'année 2021 à l'association du PLIE MARSEILLE PROVENCE METROPLE OUEST pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence OUEST (PLIE MP OUEST).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2021 ci-annexée conclue avec l'association du PLIE MARSEILLE PROVENCE METROPLE OUEST gestionnaire du PLIE MP OUEST.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant dûment habilité est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 007-291/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Printemps du livre pour l'organisation du Printemps du livre à Cassis les 22, 23 et 24 Mai 2021
DCOM 21/19585/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le printemps du livre de cassis, manifestation culturelle créée en 1987 sur proposition du ministère de la culture a atteint une renommée nationale solidement ancrée grâce à l'association originale du livre et de multiples écritures artistiques diverses.

Au cours des dernières années plus de 200 grands écrivains économistes musiciens photographes ou comédiens français et étrangers y ont participé parmi lesquels Jorge Amado, Patrick Chamoiseau, Jean D'Ormesson, Douglas Kennedy, David Foenkinos, Vargas Llosa ...etc.

Les rencontres ont été conçues par l'association le Printemps du Livre et animées par Patrick Poivre D'Arvor. Le bilan est très positif pour les organisateurs de l'Association et les opérateurs de cette manifestation devenue incontournable, et qui est aujourd'hui un rendez-vous très attendu dans le monde littéraire.

L'association, soutenue depuis 2017, souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021 dossier Astre N°2021_01018.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Le printemps du livre une subvention d'un montant de 25 000 €.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 57 du règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique à l'association Le printemps du livre d'un montant de 25 000€ au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec l'association Le printemps du livre.

Article 3 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant dûment habilité, est autorisée à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 008-292/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de partenariat avec la société Upswing Prod pour l'organisation d'une épreuve du circuit Pro Sailing Tour pour l'année 2021

Avis du Conseil de Territoire

DEE 21/19496/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Inscrit au calendrier officiel de la Fédération Française de Voile, le nouveau circuit « Pro Sailing Tour 2021 » se déroulera du 5 mai au 7 août 2021 en France et en Espagne et fera escale dans le Vieux-Port à Marseille du 21 au 25 Juillet 2021. Ce nouveau circuit de multicoques de classe Ocean Fifty est organisé par la société spécialisée en production événementielle et audiovisuelle « Upswing Prod ».

La classe Ocean Fifty rassemble des multicoques de 15 mètres de long et de large, dotés de technologies performantes qui leur permettent de décoller à l'aide de foils et d'atteindre des vitesses record favorisant ainsi la compétition et le spectacle.

Avec cette nouvelle compétition, Upswing Prod a pour ambition de faire vivre les courses en immersion totale par le grand public. Pour cela, elle met en scène les six bateaux et les 30 membres d'équipages lors des courses de chaque étape.

C'est l'occasion aussi de proposer au grand public, une série documentaire immersive intitulée simplement « Ocean Fifty », filmée au cœur de la vie des équipages. Elle sera matérialisée au travers de cinq épisodes de 50 minutes qui seront dédiés non seulement au suivi de l'ensemble des équipages pendant la course, mais aussi aux villes hôtes et à leurs acteurs liés à la mer et au nautisme.

L'objectif visé par la classe Ocean Fifty et Upswing Prod est de toucher un nouveau public et ainsi démocratiser la voile de compétition. Tout cela en dévoilant le quotidien des hommes et des femmes qui vivent de leur passion pour leur sport, pour la mer et les océans.

En perspective des Jeux Olympiques 2024, cet événement est également un vecteur privilégié pour amener le public du territoire vers la mer et les régates.

Aussi, compte tenu des retombées d'un tel événement pour le territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer à son organisation dans le cadre d'un partenariat avec la société organisatrice, la Société Upswing Prod.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code des Transports.
- Le projet de délibération métropolitaine relative à la convention de partenariat avec la Société Upswing Prod pour l'organisation d'une épreuve du circuit Pro Sailing Tour pour l'année 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur la convention de partenariat avec la Société Upswing Prod pour l'organisation d'une épreuve du circuit Pro Sailing Tour pour l'année 2021 ;
- Que l'évènement Pro Sailing Tour, qui fera une étape à Marseille du 21 au 25 juillet 2021, contribuera au rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la mise en valeur de son littoral ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à l'organisation de cet évènement en apportant un appui logistique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de partenariat avec la Société Upswing Prod pour l'organisation d'une épreuve du circuit Pro Sailing Tour pour l'année 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 009-293/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Carnoux football club pour la création d'une section féminine

DCOM 21/19525/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Carnoux football club souhaite promouvoir le sport au féminin en s'appuyant sur l'équipe éducative. L'association proposera aux jeunes filles des séances découverte de la pratique, des actions de promotion au sein des écoles ainsi que des stages hebdomadaires gratuits durant les vacances scolaires. Elle sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00983.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Carnoux football club une subvention d'un montant de 5000€.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'association Carnoux football club d'un montant de 5000€ au titre de l'exercice 2021

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 010-294/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention d'investissement au CNRS Délégation PACA pour le projet de structuration de la plateforme technologique MAS du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique au sein du Technopôle Marseille-Provence dans le cadre de la compétence Développement Economique et Attractivité

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/19524/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique (LMA) est une Unité de Recherche du CNRS (UMR 7031) rattachée à l'Institut des Sciences de l'Ingénierie et des Systèmes du CNRS. Il a pour objectif d'assurer le continuum Recherche fondamentale-Ingénierie-Technologie dans ses domaines d'expertise : l'Acoustique et la Mécanique des solides.

Acteur scientifique reconnu au niveau international, le laboratoire a développé depuis des décennies une expertise en instrumentation (mesure de données physiques grâce à des capteurs appropriés), synthèse sonore et informatique en temps réel via son équipe de recherche « Son » spécialisée dans les fréquences audibles « SON ». Les domaines d'applications sont multiples :

Bâtiment : réduction du bruit ...

Transports : confort acoustique, réduction du bruit, diagnostic des dégradations des rails ...

Spatial : cabine de tests de résistance de satellites au bruit de décollage ...

Nucléaire : vibrations non linéaires des crayons de combustible dans les réacteurs ...

Réalité virtuelle et augmentée : postes de conduite, jeux vidéo, multimédia ...

Santé : audition, implants cochléaires ...

Culture : facture d'instruments de musique réels ou numériques ...

Le LMA est par ailleurs un acteur historique des fondements de la musique électronique, ayant dès 1978 accueilli le laboratoire d'informatique et d'acoustique musicale du célèbre chercheur Jean-Claude Risset, l'un des précurseurs mondiaux de la synthèse des sons par ordinateur (constructions des sons, simulation de voix, etc).

Fort de cet héritage en « *informatique musicale* », les axes de recherche développés par la plateforme sont la modélisation physique des instruments de musique et la synthèse sonore. Grâce aux équipements de pointe du LMA, la plateforme MAS se positionne ainsi au carrefour des problématiques *recherche/industrie/création artistique*, autour des thématiques liées à la Musique (performance, conception d'instruments, composition), à l'Audio (systèmes temps-réel) et aux Sons (analyse, production et contrôle).

Depuis quelques années, l'augmentation des capacités informatiques a permis la génération de sons en temps réel, ouvrant ainsi la possibilité d'interagir directement avec la matière sonore, de modifier les paramètres de la synthèse et d'apprécier immédiatement le résultat.

Ce concept appliqué aux instruments de musique permet de concevoir des instruments virtuels pour lesquels la production du son est assurée par une synthèse sonore en temps réel. Le musicien, joue de son instrument en modifiant les paramètres de la synthèse sonore via une interface homme machine (ensemble de capteurs). Le LMA a une expertise reconnue dans ce domaine et a été récemment sollicité par le CEA-List pour le projet ANR *Inventhea*. La plateforme marseillaise est par ailleurs depuis 2017 l'un des centres certifiés ABLETON (Marseille Ableton Certified Center), ABLETON étant l'un des deux outils informatiques phares (avec Max/MSP) du domaine de la synthèse sonore par algorithmes.

- Descriptif du projet d'investissement pour lequel la subvention est attribuée.

Basé sur le modèle de projets interdisciplinaires mis en place par exemple au sein du Technopole de Paris Saclay (ex : « La Scène de Recherche » de l'Ecole Normale de Paris Saclay), le projet de structuration de la plateforme MAS propose, via la réalisation grandeur nature de plusieurs projets issus d'une collaboration entre les chercheurs du LMA et des artistes, de promouvoir les savoir-faire du laboratoire auprès de l'écosystème de l'innovation local et national des industries créatives et numériques : grands groupes des TIC, industriels de l'instrumentation audio mais aussi aux start-up et au public de jeunes ingénieurs du Technopole.

La réalisation de ces œuvres servira aussi de support de workshops pédagogiques avec les élèves ingénieurs de l'Ecole Centrale Marseille. Les prototypes réalisés feront l'objet à terme d'une sortie de résidence c'est-à-dire d'un événement public, accessibles à tous au sein du campus de l'Ecole Centrale Marseille, valorisant les synergies et le potentiel d'innovation du Technopôle Marseille Provence.

Le Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique souhaite ainsi valoriser ses recherches interdisciplinaires et réactualiser une dynamique de partenariat avec le monde industriel, à l'heure du numérique et des outils liés aux technologies de partage de signaux en temps réel et aux objets connectés (notamment la problématique de la diminution du temps de latence).

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite soutenir la valorisation de ces compétences, porteuses d'un fort potentiel au sein de la filière « Industries numériques et créatives », définie comme l'une des filières d'excellence de la Métropole Aix-Marseille Provence, et comme un axe de la stratégie d'attractivité du Technopole Marseille Provence, pôle de l'innovation technologique et entrepreneuriale du territoire métropolitain.

Le projet de structuration global pour l'année 2021/2022 repose sur trois grands principes :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La réalisation grandeur nature de prototypes illustrant les savoir-faire technologiques du laboratoire et leur collaboration avec un ou plusieurs artistes, au sein du campus de l'Ecole Centrale
- La réalisation de workshops pédagogiques associés à chaque œuvre en partenariat avec l'Ecole Centrale Marseille
- La mise à disposition sous forme de briques technologiques du travail du laboratoire utilisé pour le projet, pour d'autres partenaires industriels et économiques

Des bénéfices transversaux pour le territoire technopolitain et métropolitain

Le renforcement de l'attractivité et du rayonnement du Technopôle Marseille Provence en cohérence avec la stratégie de développement définie dans l'Agenda de Développement Economique et le renforcement de son positionnement comme « Smart territoire »

La valorisation des compétences technologiques à travers l'installation de ces démonstrateurs bénéficiera bien sûr au laboratoire lui-même mais aussi à l'ensemble du Technopôle Marseille Provence, en cohérence avec la stratégie de requalification en cours et la volonté de ré-affirmer son positionnement sur l'innovation technologique et numérique (« Smart ») au sein du territoire métropolitain par rapport à ses homologues que sont le Technopole de l'Arbois-Méditerranée et le Parc Technologique de Luminy

Le potentiel d'innovation au sein de la filière d'excellence métropolitaine « Industries créatives et numériques »

Les procédés maîtrisés par le LMA et leurs recherches utilisent des outils de programmation numérique adressant la communication en temps réel nécessitant de forts volumes d'échanges de données à distance via les réseaux. Si le domaine d'application reste orienté vers le son en lien avec l'histoire du laboratoire, les principes et dispositifs testés et mises au point peuvent s'adapter à toute forme de signaux et permettent de proposer des systèmes d'échanges fiables et stabilisés, indépendamment des facteurs liés au débit ou la bande passante.

Le développement de ces recherches du LMA s'inscrit donc dans le développement progressif des outils de communication numériques à distance et impacte au-delà du milieu créatif et des industriels de l'instrumentation audio mais aussi toute l'industrie des TIC via les outils proposés par les fournisseurs d'accès internet mais aussi les plateformes de services, et les acteurs de la réalité augmentée.

Les bénéfices à moyen et long terme du projet de la plateforme proposée, contribueront à faire identifier le laboratoire comme une ressource technique pour les acteurs structurants de la filière « Industries créatives et numériques » (grands groupes mais aussi start-up).

En ce sens le projet s'inscrit également dans la continuité du travail de la DGADEEA pour la valorisation des plates-formes technologiques du territoire et le soutien de la structuration des filières d'excellence du territoire tel que le préconise l'Agenda du Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille Provence : « Secteur en plein boom à l'échelle métropolitaine, les industries créatives représentaient déjà en 2010, 28.000 salariés privés hors intermittence et 4,9 Milliards de CA à l'échelle des Bouches du Rhône. »

Le projet proposé par le LMA répond par ailleurs aux trois orientations suivantes de l'Agenda du Développement Economique de la Métropole :

Contribuer à la structuration et la visibilité des grands pôles d'excellence
Développer l'attractivité des Campus Orientation « S'AFFIRMER COMME UNE METROPOLE COMPETITIVE »

Renforcer nos moyens pour devenir un territoire démonstrateur et d'expérimentation
 Orientation « DEVELOPPER LA METROPOLE ENTREPRENEURIALE ET INNOVANTE »

Montant total du projet : 236 861 euros

Montant du projet d'investissement : 183 061 euros

Après instruction, il est proposé d'attribuer au Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique une subvention d'un montant de 90 000 €, soit 38 % du montant total du projet global et 49% du projet d'investissement.

Co-financement projet global : Fonds propres LMA : 105 950 euros / 45%

MAMP : 90 000 euros / 38 % CD13 : 20 000 euros / 9% Ecole Centrale Marseille : 10 911 euros / 4% Privés : 10 000 euros / 4% Autres : 20 000 euros / 9%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La forte dimension innovante du projet et ses bénéfices transversaux pour le rayonnement du Technopole Marseille Provence, en cohérence la stratégie définie dans l'Agenda du Développement Economique de la Métropole AMP et le renforcement de son positionnement comme « Smart territoire » ;
- Le potentiel d'innovation du projet au sein de la filière d'excellence métropolitaine « Industries créatives et numériques ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention annuelle d'investissement au CNRS Délégation PACA, pour le projet de structuration de la plateforme « MAS », du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique au sein du Technopôle Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 011-295/21/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Confédération Générale des CIQ de la Ville de Marseille et des Communes environnantes
DCOM 21/19502/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le comité d'intérêt de Quartier (CIQ) est une association issue de la loi 1901, qui a pour but principal de défendre les intérêts généraux des habitants d'un périmètre, pour tout ce qui a trait à leur vie citoyenne, matérielle et intellectuelle. Ses administrateurs sont des bénévoles qui agissent auprès des autorités politiques et administratives. Ils contribuent à l'expression directe des habitants du quartier, en ce qui concerne la vie quotidienne.

L'ensemble des CIQ est regroupé au sein de la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes qui a pour but d'appuyer et de coordonner leurs actions.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Les actions et les objectifs poursuivis par l'association correspondent aux objectifs que le Territoire Marseille Provence souhaite valoriser en matière de proximité.

L'association a été soutenue les années précédentes. Elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021, dossier Astre N°2021_00082.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes une subvention d'un montant de 60 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes d'un montant de 60 000 € au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes.

Article 3 :

Monsieur Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant dûment habilité, est autorisé à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 012-296/21/CT

■ CT1 - Prise en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la réalisation de la mission de l'Association Grand Luminy - Approbation d'un avenant à la convention d'objectif 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/19563/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Alors que l'ensemble des acteurs économique subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend maintenir son soutien aux associations qui rencontrent des difficultés dans l'exécution de leurs missions, tout particulièrement lorsque celles-ci visent à accompagner les entreprises du territoire.

En raison de l'épidémie de covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leur activité, adapter, reporter ou annuler leur programme d'action. Dès lors, afin de les soutenir au mieux, la Métropole souhaite adapter les modalités et conditions de son intervention en appliquant la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques.

Le Bureau de la Métropole du 17 décembre 2019, a voté l'attribution d'une subvention de fonctionnement au bénéfice de l'Association Grand Luminy.

En raison de la crise sanitaire et de la période de confinement imposée, l'association n'a pu mettre en œuvre son programme d'actions conformément aux prévisions et a été amenée à ajuster en conséquence son budget prévisionnel. Or le solde de la subvention est versé au prorata des dépenses effectivement réalisées par rapport au budget prévisionnel.

Aussi, afin de ne pas pénaliser l'association du fait de l'application de cette règle, il est proposé de modifier par avenant les termes de l'article 4.4 « Ajustement de la subvention » de la convention n° IT 2DO SUB, à l'instar des associations qui ont déjà bénéficié de cette mesure dans le cadre de la délibération du 18 février 2021 n° ECOR 002-9440/21/BM. Il s'agit de supprimer les clauses de proratisation de la convention initiale signée avec l'Association Grand Luminy, dans l'objectif de permettre le versement total de la subvention de fonctionnement global.

Le montant de la subvention attribuée par le Bureau du 17 décembre 2019, reste quant à lui, inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'au cœur de la société civile, les associations occupent une place essentielle dans la vie collective de la Nation et notre modèle de société ;
- Que les missions exercées par les associations sont essentielles pour accompagner la création d'entreprises et par voies de conséquences l'économie et le développement de notre territoire ;
- Que les associations doivent faire face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire inédite que nous traversons ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence se doit d'être aux côtés des associations qui rencontrent des difficultés dans l'exécution des projets et actions qu'elle soutien ;
- Que l'association Grand Luminy a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que son activité et l'atteinte des objectifs fixés par convention ont été impacté par la crise sanitaire que nous traversons ;
- Qu'une convention a été signée l'association Grand Luminy.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la prise en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la réalisation de la mission de l'Association Grand Luminy - Approbation d'un avenant à la convention d'objectif 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 5 OCTOBRE 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

5 OCTOBRE 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Jean-Marc COPPOLA - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Christine JUSTE - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Eric MERY - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Catherine VESTIEU - Anne VIAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Gérard AZIBI représenté par Jessie LINTON - Marie BATOUX représentée par Joël CANICAVE - Julien BERTEI représenté par Mireille BALLETTI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Emilie CANNONE représentée par Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Lyece CHOULAK représenté par Catherine VESTIEU - Bernard DEFLESSELLES représenté par Caroline MAURIN - Olivia FORTIN représentée par Eric SEMERDJIAN - Audrey GARINO représentée par Sophie GUERARD - Prune HELFTER-NOAH représentée par Sébastien BARLES - Sébastien JIBRAYEL représenté par Roland CAZZOLA - Cédric JOUVE représenté par Agnès FRESCHER - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par David GALTIER - Anthony KREHMEIER représenté par Laure ROVERA - Hervé MENCHON représenté par Pierre LEMERY - Danielle MILON représentée par Roland GIBERTI - Benoît PAYAN représenté par Sophie CAMARD - Didier REAULT représenté par Frédéric GUELLE - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Laurence SEMERDJIAN.

ETAIENT REPRESENTES EN COURS DE SEANCES :

Mesdames et Messieurs :

Monsieur Jean-Marc COPPOLA représenté par Monsieur Pierre HUGUET à 15h30

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Emmanuelle CHARAFE - Cédric DUDIEUZERE - Bruno GILLES - Vincent KORNPROBST - Eric LE DISSES - Bernard MARANDAT - Frank OHANESSIAN - Didier PARAKIAN - Claude PICCIRILLO - Véronique PRADEL - Stéphane RAVIER - Dona RICHARD - Michèle RUBIROLA - Martine VASSAL.

SONT PARTIS EN COURS DE SEANCES :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Mesdames et Messieurs :

Madame Sabine BERNASCONI à 16h29 - Madame Nadia BOULAINSEUR à 16h13 - Madame Sophie CAMARD à 15h42 - Madame Laure Agnès CARADEC à 15h55 - Monsieur Jean Marc COPPOLA à 15h30 - Madame Sandrine D'ANGIO à 16h04 - Monsieur Lionel DE CALA à 16h15 - Madame Samia GHALI à 16h13 - Monsieur Denis ROSSI à 15h38 - Monsieur Georges ROSSO à 15h56 - Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT - Monsieur Jean-Yves SAYAG à 16h16 - Monsieur Patrick AMICO à 17h00 - Monsieur Sébastien BARLES à 17h00 - Madame Nassera BENMARNIA à 17h00 - Monsieur Joël CANICAVE à 17h00 - Monsieur Roland CAZZOLA à 17h00 - Madame Mathilde CHABOCHE à 17h00 - Madame Lydia FRENTZEL à 17h00 - Madame Agnès FRESCHER à 17h00 - Madame Sophie GUERARD à 17h00 - Monsieur Pierre HUGUET à 17h00 - Madame Christine JUSTE à 17h 00 - Monsieur Pierre LEMERY à 17h00 - Madame Jessie LINTON à 17h00 - Madame Anne MEILHAC à 17h00 — Monsieur Eric MERY à 17h00 - Madame Marie MICHAUD à 17h00 - Madame Férouz MOKHTARI à 17h00 - Monsieur Lourdes MOUNIEN - Madame Lisette NARDUCCI à 17h00 - Monsieur Yannick OHANESSIAN à 17h00 - Monsieur Christian PELICANI à 17h00 - Madame Perrine PRIGENT à 17h00 - Madame Pauline ROSSELL à 17h00 - Madame Laure ROVERA - Monsieur Eric SEMERDJIAN à 17h00 - Madame Aïcha SIF à 17h00 - Monsieur Jean-Marc SIGNES à 17h00 - Monsieur Gilbert SPINELLI à 17h00 - Monsieur Etienne TABBAGH à 17h00 - Madame Nathalie TEISSIER à 17h00 - Monsieur Marcel TOUATI à 17h00 - Madame Catherine VESTIEU à 17h00 - Madame Anne VIAL à 17h00.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-297/21/CT

■ CT1 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 21/19674/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci après pour avis au Conseil de Territoire.

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes 2020 des Budgets annexes du Territoire Marseille Provence a été approuvé par le vote du Compte Administratif le 4 juin 2021.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- Le résultat de clôture de la section de fonctionnement constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice auquel s'ajoutent les résultats antérieurs de clôture ;
- Le solde d'exécution de la section d'investissement, laissant apparaître un besoin ou un excédent de financement de la section
- Les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au Budget Supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, prévue par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées, consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du Compte Administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats de l'exercice 2020 sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2020		Résultats de clôture Fonctionnement (Exploitation) 2020	Résultats de clôture d'investissement 2020 (B)	Restes à Réaliser en Recettes 2020 (C)	Résultats cumulés Investissement 2020 (B+C)	Part affectée à l'investissement 2021 (D)	Solde maintenu en section de Fonctionnement (Exploitation) (A-D)
	Fonctionnement / Exploitation	Investissement						
Budget Eau	1 620 313,20	6 517 500,82	1 340 833,79	26 756 967,45	0,00	26 756 967,45	0,00	1 340 833,79
Budget Assainissement	8 840 281,07	4 945 176,20	24 997 102,17	238 243,40	0,00	238 243,40	0,00	24 997 102,17
Budget Ports de Plaisance	248 399,76	-799 007,27	800 296,19	-1 831 093,51	1 831 093,51	0,00	0,00	800 296,19
Budget Crématorium	605 734,56	-128 197,91	3 627 784,46	1 445 121,48	0,00	1 445 121,48	0,00	3 627 784,46
Budget Opérations d'Aménagement	1 345 950,19	-5 645 813,34	1 345 950,19	-8 018 866,21	8 018 866,21	0,00	0,00	1 345 950,19

Il convient de prendre en compte la correction d'une erreur matérielle dans la délibération FPBA 015-10091-21CM concernant le résultat d'investissement du budget Crématorium. En effet, celui-ci s'établit à 1 445 121,48 € comme indiqué dans la maquette du Compte Administratif 2020 et du Compte de Gestion et non pas 1 455 121,48 € comme mentionné dans la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Corrige la délibération FPBA 015-10091-21CM du 04 juin 2021 en ce qui concerne le résultat cumulé d'investissement du Budget annexe Crématorium qui s'établit à 1 445 121,48 euros.

Article 2 :

Il est décidé d'affecter les résultats 2020 des Budgets annexes du Territoire Marseille-Provence comme suit :

Budget annexe « Eau » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 1 340 833,79 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement se clôture avec un excédent de 26 756 967,45 euros.

L'excédent d'exploitation qui s'élève à 1 340 833,79 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté lors de l'adoption du Budget Supplémentaire 2021 en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement qui s'établit, hors restes à réaliser, à 26 756 967,45 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en recettes.

Budget annexe « Assainissement » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 24 997 102,17 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement se clôture avec un excédent de 238 243,40 euros.

L'excédent d'exploitation qui s'élève à 24 997 102,17 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Le résultat de clôture de la section d'investissement qui s'établit, hors restes à réaliser, à 238 243,40 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en recettes.

Budget annexe « Ports de plaisance » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 800 296,19 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement se clôture avec un déficit de 1 831 093,51 euros. Ce dernier est couvert par des restes à réaliser pour un montant équivalent.

L'excédent d'exploitation qui s'élève à 800 296,19 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Le résultat de clôture de la section d'investissement qui s'établit, hors restes à réaliser, à - 1 831 093,51 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en dépenses.

Budget annexe « Crématorium » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 3 627 784,46 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement se clôture avec un excédent de 1 445 121,48 euros.

L'excédent d'exploitation qui s'élève à 3 627 784,46 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Le résultat de clôture de la section d'investissement qui s'établit, hors restes à réaliser, à 1 445 121,48 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en recettes.

Budget annexe « Opérations d'aménagement » :

Le résultat de clôture 2020 de la section d'exploitation s'établit à 1 345 950,19 euros.

Le résultat cumulé 2020 de la section d'investissement se clôture avec un déficit de - 8 018 866,21 euros. Ce dernier est couvert par des restes à réaliser pour un montant équivalent

L'excédent d'exploitation qui s'élève à 1 345 950,19 euros est maintenu en section d'exploitation et sera porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du Budget Supplémentaire 2021.

Le résultat de clôture de la section d'investissement qui s'établit, hors restes à réaliser, à - 8 018 866,21 euros sera inscrit sur la ligne budgétaire codifiée 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du Budget Supplémentaire 2021 en dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-298/21/CT

■ CT1 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du budget supplémentaire 2021 du Territoire Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 21/19808/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes. Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-141/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 001-001/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-086/21/CT du 13 Avril 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°2 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-206//21/CT du 1er Juin 2021 portant approbation de Décisions Modificatives des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-204//21/CT du 1er Juin 2021 portant approbation des comptes administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats cumulés, issus de la clôture de l'exercice 2020.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2021 du Territoire de Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale des Budgets Annexes Eau, Assainissement, Ports de Plaisance, Crématorium et Opérations d'aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget PORTS DE PLAISANCE :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	1 006 046,90 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	1 006 046,90 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	1 526 576,93 euros
Recettes de la Section d'investissement	1 526 576,93 euros

Concernant le Budget OPERATIONS D'AMENAGEMENT :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	1 345 950,19 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	1 345 950,19 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	8 118 866,21 euros
Recettes de la Section d'investissement	8 118 866,21 euros

Article 3 :

La balance générale du budget annexe Eau est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget EAU :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	3 029 728,47 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	3 029 728,47 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	- 7 068 458,99 euros
Recettes de la Section d'investissement	10 273 902,61 euros

Article 4 :

La balance générale du budget annexe Assainissement est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget ASSAINISSEMENT :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	25 598 032,71 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	25 598 032,71 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	- 3 498 650,81 euros
Recettes de la Section d'investissement	14 878 564,14 euros

Article 5 :

La balance générale du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget CREMATORIUM :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	3 410 851,96 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	3 410 851,96 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	303 067,50 euros
Recettes de la Section d'investissement	4 598 337,74 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-299/21/CT

■ CT1 - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets - Adoption du Budget Supplémentaire 2021 du Territoire Marseille-Provence

**Information du Conseil de Territoire
DBP 21/19821/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitements des Déchets.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes. Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 004-142/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 002-002/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-204//21/CT du 1er Juin 2021 portant approbation des comptes administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2021 du Territoire de Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale du Budget Annexe Collecte et Traitements des Déchets.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Le Budget COLLECTE ET TRAITEMENTS DES DECHETS :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	2 062 607,40 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	2 062 607,40 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	- 1 994 166,67 euros
Recettes de la Section d'investissement	- 1 994 166,67 euros

FET 004-300/21/CT

■ CT1 - Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2021

DBP 21/19809/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Etat Spécial de territoire Marseille-Provence, voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Pour ce budget, il ne s'agira que d'ajustements.

Après les ajustements relatifs au Budget Supplémentaire pour l'exercice 2021, la dotation de gestion à l'Etat Spécial de Territoire s'élève à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 92 241 572,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 152 903 757,30 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FET 001-107/20/CT du 17 novembre 2020 approuvant le budget primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 001-107/21/CT du 16 Février 2021 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 006-207/21/CT du 01 juin 2021 approuvant la décision modificative n°2 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Approuve le budget supplémentaire de l'exercice 2021 de L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 4 239 211,00 euros
Section d'Investissement 18 480 361,28 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-301/21/CT

■ **CT1 - Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Modernisation du Crématorium Saint-Pierre et de son affectation**

Avis du Conseil de Territoire DGEDPSV 21/19740/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Crématorium Saint-Pierre, construit il y a plus d'un siècle assure près de 4000 crémations par an. Les infrastructures du Crématorium sont aujourd'hui devenues vieillissantes et nécessitent des travaux de modernisation afin d'accueillir dans les meilleures conditions les familles endeuillées.

C'est dans ce cadre que le Crématorium a engagé depuis plusieurs années un programme d'investissements visant à améliorer la qualité et la sécurité de ses équipements, démarche devenue indispensable dans un secteur relativement concurrentiel.

Aussi, afin de réaliser ces différents travaux d'amélioration, il est proposé de renforcer l'autorisation de programme intitulée « Modernisation du Crématorium Saint-Pierre », pour un montant de 671 000 € HT sur la ligne investissement 2017100200

Cette révision porte le montant de l'opération 2017100200 d'un montant de 750 000 € HT à montant révisé de 1 421 000 € H.T.

Grâce à cette révision d'opération, les travaux suivants vont pouvoir être exécutés :

- ablage de la façade de l'ancien Crématorium

- olissage des marches de l'escalier de l'ancien Crématorium,
- éalisation d'un local technique et mise en place d'un groupe électrogène ;

P

R

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix Marseille Provence est compétence pour la gestion du Crématorium Saint-Pierre ;
- Qu'il convient d'améliorer les infrastructures vieillissantes du Crématorium Saint-Pierre ;
- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 671 000€ H.T. selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 671 000 € H.T. selon le budget de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant l'approbation de la révision de l'opération d'investissement Modernisation du Crématorium Saint-Pierre et de son affectation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-302/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la troisième série des avenants 2021 aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville
DPV 21/19811/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- e développement des activités économiques et l'emploi, L
- a cohésion sociale, L
- e cadre de vie et renouvellement urbain, L
- a citoyenneté et les valeurs de la république. L

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'est imposé comme une procédure adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des projets pluriannuels au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés devraient :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, ou des quartiers de veille.
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitent ont également été associés au processus d'instruction.

Comme stipulé dans la convention initiale, les montants des contributions financières consenties par la Métropole en 2021 seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- près examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante. A
- ous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire S
- ous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante. S

Il est proposé d'approuver le financement de 45 actions complémentaires dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 01 juin 2021, pour un montant de 264 500 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 3 actions pour un montant de 67 500 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée. 1
- actions pour un montant de 3 000 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ». 1
- actions pour un montant de 8 000 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés. 1
- 1 actions pour un montant de 123 000 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse. 2
- actions pour un montant de 33 500 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts. 4
- actions pour un montant de 29 500 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne. 5

La troisième série d'actions faisant l'objet d'un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs représente 45 actions pour un montant de 264 500 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- onstitution du dossier réglementaire C
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la

Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- réduction du dossier de suivi, de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. P
- réduction des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale, L
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes). L

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une troisième série de 45 projets pluriannuels émanant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que ces projets ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les avenants aux conventions pluriannuelles pour la réalisation de projets de la programmation du Contrat de Ville décrites sur le tableau en annexe 1 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets présentés en annexe 2 pour lesquels un avenant à la convention de financement pluriannuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant aux conventions pluriannuelles en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 264 500 euros, sont inscrits au budget 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants de conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 007-303/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à répondre à l'appel d'offres de la Ville de Marseille concernant le marché de regroupement d'ossements**

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 21/19635/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des reprises administratives des concessions, le service funéraire de la Ville de Marseille envisage de procéder à la crémation des défunts se trouvant dans des concessions précitées, du fait de l'abandon de ces dernières.

Afin de procéder à ces crémations, la Ville de Marseille se voit dans l'obligation de lancer un appel d'offres.

Après deux marchés infructueux, la Ville de Marseille va lancer début octobre 2021 une consultation sans publicité et sans mise en concurrence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite répondre pour le compte de la Régie du Crématorium Saint Pierre à cet appel d'offres concernant le marché de regroupement d'ossements.

En effet, la proximité du crématorium Saint-Pierre par rapport au service funéraire de la Ville de Marseille ainsi que l'avis favorable du conseil d'exploitation du crématorium du 07 septembre 2021 justifient la candidature à cet appel d'offres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation du 7 Septembre 2021.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le fait que la Métropole Aix-Marseille-Provence se porte candidate pour répondre à l'appel d'offres de la Ville de Marseille relatif au regroupement d'ossements ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à répondre à l'appel d'offres de la Ville de Marseille concernant le marché de regroupements d'ossements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 008-304/21/CT

■ CT1 - Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de l'extension Nord et Sud du Tramway de Marseille phase 1

**Information du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19709/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'extensions Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille a fait l'objet d'une concertation préalable en 2018, au titre des dispositions de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme relatives à l'information et à la participation du public.

Par délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable relative à la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille.

Par délibération n° MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de Tramway de Marseille.

Les travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille vont occasionner des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains du chantier. Ces travaux consistent à étendre le réseau de tramway au Nord entre Arenc et Gèze sur 1,8 km et au Sud entre la Place Castellane et la Gaye sur 4,4 km. Le projet traverse le territoire de quatre secteurs : le 2ème secteur (2ème et 3ème arrondissements), le 4ème secteur (6ème et 8ème arrondissements), le 5ème secteur (9ème et 10ème arrondissements) et le 8ème secteur (15ème et 16ème arrondissements).

Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer la répartition modale des déplacements au profit des transports en commun. Ce projet développera une offre mobilité par l'intermodalité avec le réseau routier et les autres modes de transports en commun. Il permettra également d'apaiser les places Castellane et du Général Ferrié et complètera la desserte des quartiers. Enfin, sur le plan environnemental, il contribuera à réduire l'usage de l'automobile en ville, développer les espaces verts tout le long du tracé ainsi que de créer un corridor cyclable qualitatif. La durée prévisionnelle des travaux d'aménagements urbains est prévue de 2021 à 2025.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation, relatif aux entreprises riveraines impactées par les travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille, délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace, a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron ;
- Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- Par délibération TRA 022-4617/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable relative à la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Par délibération n° MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de Tramway de Marseille.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1) ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à ces secteurs concernés par les travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1) est de nature à répondre à ce besoin.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération relatif à l'approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de l'extension Nord et Sud du Tramway de Marseille phase 1.

FET 009-305/21/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19692/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des **05 juillet et 13 septembre 2021**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

05 juillet 2021

- 1) La recevabilité des **12** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- | | | |
|---|--------------------------------------------------------------------|---------|
| - | M-2020/08/30-2 : L'ALCAZAR du 01/01/2020 au 28/02/2020, | CV |
| - | M-2021/06/57
MAXILIVRES du 10/06/2020 au 03/03/2021, | CV
: |
| - | M-2021/06/58
LA BRASSERIE DE LYON du 19/05/2021 au 24/07/2021, | CV
: |
| - | M-2021/06/59
L'INSTANT COIFFURE du 01/01/2021 au 14/05/2021, | CV
: |
| - | D-2021/06/24 : PHARMACIE LIEUTAUD ALM du 11/03/2019 au 13/03/2020, | LT |

-	D-2021/06/25 : ASIA FAST FOOD du 02/06/2020 au 01/04/2021,	LT
-	D-2021/06/26 : LOLLIPOP MUSIC STORE du 01/09/2019 au 31/12/2019,	LT
-	D-2021/06/27 : VIP MOTO du 02/06/2020 au 01/04/2021,	LT
-	D-2021/06/28 : ARCHEA CRISTALLINE du 11/03/2019 au 13/03/2020,	LT
-	LP-2021/06/23 : VAPORISSIMA du 01/07/2019 au 31/12/2020,	PJJ
-	LP-2019/09/8-2 : FIONA KEL du 02/10/2019 au 30/04/2021,	PJJ
-	B-2021/06/09 : LE COQUET du 08/07/2019 au 01/10/2020,	AU

13 septembre 2021

La recevabilité des **09** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement) :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

-	M-2021/08/60 O SAVEURS D'AILLEURS du 25/05/2021 au 30/06/2021,	CV :
-	M-2021/09/61 MEZZO DI PASTA du 21/06/2021 au 21/07/2021,	CV :
-	M-2021/09/62 PHARMACIE CHATEL du 04/01/2021 au 06/07/2021,	CV :
-	M-2021/09/63 LE COMMIS D'OFFICE du 04/01/2021 au 28/02/2021,	CV :
-	LP-2019/08/6-3 L'ART DE LA FROMAGERIE du 01/09/2020 au 30/04/2021	PJJ :
-	D-2021/08/29 ROSICADA du 02/06/2020 au 30/11/2020,	LT :
-	D-2021/08/30 CROSS NUTRITION du 02/06/2020 au 30/11/2020,	LT :
-	S-2021/08/01 O DELICE DE ST-LOUP du 01/07/2020 au 01/09/2021,	BU :

A été déclaré non recevable car l'établissement n'est plus en activité :

-	D-2021/08/31 KIOSQUE LAURENT GEULIN du 11/03/2019 au 13/03/2020	LT :
---	--------------------------------------------------------------------	---------

Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille), de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une

pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

05 juillet 2021

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/02/14-2	SUNCHILD BAZAAR	48 rue DAVSO 13006 MARSEILLE	01/01/2020 au 29/05/2020	8 012,00	4 807,00	500,00	5 307,00
CVM-2021/03/53	GYPTIS BIJOUX	56, rue Vacon 13001 Marseille	01/08/2020 au 30/09/2020	3 178,00	1 907,00	0,00	1 907,00
CVM-2021/03/54	O'BUCI *	2, rue Dumarsais 13001 Marseille	10/06/2020 au 06/07/2020	0,00	0,00	0,00	0,00
CVM-2021/02/52	231 EAST STREET MARPEMI	33 rue Pavillon 13001 Marseille	10/06/2020 au 31/08/2020	29 718,00	17 831,00	0,00	17 831,00
TOTAL				40 908,00	25 545,00	500,00	25 045,00

Montant des indemnisations déjà accordées	922 405.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	947 450.00 €

* L'expertise judiciaire a conclu à l'absence d'un préjudice économique.

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/07/3-2	BAR TABAC DE LA PLAINE	Angle rue St Savournin 1 place Jean Jaurès 13005 Marseille	11/09/2019 au 30/09/2020	17 388,00	10 433,00	1 400,00	11 833,00
PJJLP-2021/03/22	LES 3 ROIS	21, rue des Frères Barthelemy 13006 Marseille	01/03/20 au 01/03/21	9 543,00	5 726,00	750,00	6 476,00
TOTAL				26 931,00	16 159,00	2 150,00	18 309,00

Montant des indemnisations déjà accordées	414 995,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	433 304,00 €

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2021/02/20	NEWTEC NUTRITION	5 cours Lieutaud 13006 Marseille	02/06/2020 au 31/12/2020	10 376,00	6 226,00	0,00	6 226,00
LTD-2021/03/21	MOTO TOP	36 cours Lieutaud 13001 Marseille	02/06/2020 au 02/12/2020	18 700,00	11 220,00	1 240,00	12 460,00
LTD-2021/04/23	KARUKERA 13**	10 cours Julien 13006 Marseille	02/06/2020 au 30/04/2021	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				29 076,00	17 446,00	1 240,00	18 686,00

Montant des indemnisations déjà accordées	304 975.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	323 661.00 €

****** L'expertise judiciaire a conclu à l'absence d'un préjudice économique.

Place de la République / Avenue Jean Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG-2019/08/02-2	BAR DU CENTRE	1 Place de la République – 13700 Marignane	01/10/19 au 10/06/20	8 635,00 €	5 181,00 €	0,00€	5 181,00 €
TOTAL				8 635,00 €	5 181,00 €	0,00€	5 181,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées	65 949,00 €
Total général chantier MARIGNANE II	71 130.00 €

13 septembre 2021

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/09/36	AZUL	73 rue Francis Davso - 13001 Marseille	21/01/2020 au 31/05/2020	6 451,00 €	3 871,00 €	500,00€	4 371,00 €
CVM-2021/02/51	N'GUYEN HOANG	6 Rue Méry 13002 Marseille	19/10/2019 au 30/06/2020	6 094,00 €	3 656,00 €	650,00€	4 306,00 €
CVM-2021/03/55	LE PAR AZAR	31 Grand Rue 13002 Marseille	21/09/2020 au 31/03/2021	3 522,00 €	2 113,00 €	0,00€	2 113,00 €
CVM-2021/05/56	SAS NOUCHIG	45, rue Vacon 13001 Marseille	10/06/2020 au 27/11/2020	12 353,00 €	7 412,00 €	0,00€	7 412,00 €
TOTAL				28 420,00	17 052,00	1 150,00	18 202,00

Montant des indemnisations déjà accordées	947 450.00 €
-------------------------------------------	--------------

Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille**965 652.00 €****LA PLAINE – Place Jean JAURES**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/07/5-2	WAAW	32, rue des Trois rois 13006 Marseille	02/09/2019 au 02/05/2021	75 740,00	45 444,00	0,00	45 444,00
PJJLP-2019/09/10-2	LOTUS EXPRESS	46, rue des Trois Mages 13006 Marseille	02/10/2019 au 02/05/2021	18 290,00	10 974,00	600,00	11 574,00
PJJLP-2021/03/21	MARIAGE EN IMAGES	36 Place Jean Jaurès 13001 Marseille	12/10/2018 au 31/01/2021	22 938,00	13 763,00	0,00	13 763,00
TOTAL				116 968,00	70 181,00	600,00	70 781,00

Montant des indemnisations déjà accordées**433 304,00 €****Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE****504 085,00 €**

Cours Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2021/03/22	BAR DU PEUPLE	30, boulevard Garibaldi 13001 Marseille	02/06/2020 au 11/03/2021	6 028,00	3 617,00	0,00	3 617,00
LTD-2021/04/23	KARUKERA 13	10 cours Julien 13006 Marseille	02/06/2020 au 30/04/2021	1 874,00	1 124,00	0,00	1 124,00
TOTAL				7 902,00	4 741,00	0,00	4 741,00

Montant des indemnisations déjà accordées	323 661.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	328 402.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 21 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 18 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 05 juillet 2021 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 septembre 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération relatif à l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagements sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FET 010-306/21/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJASV 21/19798/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 629.78 euros (Six cent vingt-neuf euros soixante-dix-huit centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- | | | |
|---|----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| - | | M. |
| | Franck LOUAAS– sinistre du 13 mars 2021 – montant : 470.00 euros, | |
| - | | M. |
| | Jean Claude DROULIN – sinistre du 1 ^{er} avril 2021 – montant : 159.78 euros, | |

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 011-307/21/CT

■ **CT1 - Exonération partielle des pénalités de retard à la société COLAS FRANCE pour le marché d'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille 13004**

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19793/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix Marseille Provence a notifié le 14 août 2018 un marché public n°Z18614 à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE (devenue COLAS FRANCE) ayant pour objet la requalification du boulevard de la Blancarde à Marseille.

Le marché est passé pour un montant estimatif de 1 088 307,77 € HT soit 1 305 969,32 € TTC.

Par avenant n°1 notifié le 20 Février 2020 de nouveaux prix ont été intégrés au marché. Le montant estimatif du marché a été porté à 1 179 041,86 € HT.

Un avenant n°2 a par la suite été notifié le 15 juillet 2021 transférant le dit marché à l'entité COLAS FRANCE, qui se substitue à cette date à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire s'est engagé à réaliser une réfection complète de l'emprise de la voie, en recalibrant et en restructurant les cheminements piétons et la circulation des véhicules.

Le marché prévoit que les prestations débutent à compter de la notification et s'achève au terme du délai de garantie de parfait achèvement. Le délai d'exécution des prestations est fixé à six mois à compter de la date fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux incluant une période de préparation de six semaines.

Par ordre de service, le démarrage des travaux a été acté le 21 janvier 2019. Par prolongation de délais et suspension de travaux actés par ordre de service, la période d'exécution s'est allongée pour une échéance au 6 février 2020.

Or à cette dernière date, la société titulaire n'a pu réaliser l'ensemble des prestations contractuelles du marché. En application de l'article 6.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché, le titulaire s'est exposé à des pénalités de retard à compter de ce terme.

En date du 17 mars 2020, un confinement strict lié à la crise sanitaire du Covid-19 a été décrété sur le territoire national. Le titulaire a dû suspendre le chantier afin de se conformer à la réglementation sanitaire alors en vigueur. Un constat d'interruption des travaux a donc été établi à cette date.

Par ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020, diverses mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des contrats publics pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 ont été adoptées par le gouvernement. A ce titre, l'ordonnance dispose en son article 6 – 1° que « *lorsque le titulaire ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou plusieurs obligations du contrat ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le titulaire une charge manifestement excessive, ce délai est prolongé (...)* ».

Prenant en compte une situation de force majeure, aucun ordre de service de suspension ou de prolongation n'a été établi.

Conformément aux recommandations de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP), la reprise du chantier a pu être actée le 11 Mai 2020 après concertation avec l'ensemble des intervenants.

Le chantier s'étant achevé le 15 juin 2020, la société COLAS FRANCE est redevable du paiement de pénalités de retard conformément aux clauses contractuelles du marché n° Z18614.

En raison de la situation particulière liée à la crise sanitaire intervenue courant d'année 2020, et compte tenu que la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances dans une fiche du 1er avril 2019 sur les pénalités de retard dans les marchés publics mentionne que : « *l'application des pénalités de retard est un droit contractuel de l'administration, à l'application duquel elle peut renoncer (...). La renonciation peut être unilatérale (par décision motivée de l'autorité compétente) ou contractuelle. La jurisprudence invite désormais l'acheteur à faire une application raisonnée des pénalités de retard* », il est envisagé de moduler l'application de ces pénalités de retard en renonçant partiellement à les appliquer durant toute la période d'urgence sanitaire s'étendant du 17 mars 2020 au 15 juin 2020, la période d'urgence sanitaire s'arrêtant au 10 juillet 2020 (loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 instaurant l'urgence sanitaire de 2 mois soit jusqu'au 24 mai 2020 , prolongé par la loi n°2020-546 du 11 mai jusqu'au 10 juillet 2020).

Le montant total des pénalités de retard s'élève à 65 000 €. Ce montant se décompose en fonction de deux périodes :

- Sur la période non couverte par la période d'urgence sanitaire (entre le 7 février et le 16 mars 2020, 39 jours de retard d'exécution ont été établis. Cette durée porte le montant des pénalités à 19 500 €. Ce montant a été appliqué au titulaire.

- Sur la période comprise entre le 17 mars et le 15 juin 2020 – période couverte par l'urgence sanitaire-, le retard représente 91 jours soit 45 500 € de pénalités. Il est proposé au Conseil de la Métropole d'exonérer la société COLAS FRANCE, du paiement de ces dernières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux liés au marché n° Z18614 d'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille (13004) se sont achevés le 15 juin 2020 ;
- Qu'en application des dispositions de l'article 6.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières dudit marché, le constat d'un retard de 91 jours de retard a eu lieu entre la date de début de la période d'urgence sanitaire le 17 mars 2020) et la réception des travaux (le 15 juin 2020), conduit à calculer un montant de pénalités de 45 500 euros, soit 3,9% du montant du marché ;
- Que le retard de réception constaté ne relève pas de la responsabilité de la société COLAS FRANCE, mais est la conséquence directe et exclusive des périodes d'urgence sanitaire amenant à suspendre impérativement toute activité pour ladite société.
- Qu'il convient de renoncer à l'application des pénalités de retard pour la période du 17 mars au 15 juin 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'exonération partielle des pénalités de retard encourues par la société COLAS FRANCE sur la période du 17 mars au 15 juin 2020 pour un montant de 45 500 € au titre du marché n° Z18614 relatif à l'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille (13004).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-308/21/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et dégradé - Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2ème et Blancarde et Cinq avenues

dans le 4ème - Approbation du Compte rendu annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 28 - Approbation de la rectification de l'avenant 23

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19422/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 passée avec Marseille Habitat – Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement – Approbation du compte rendu annuel au 31 Décembre 2020 – Approbation de l'avenant 28 – Approbation de la rectification de l'avenant 23 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne, comprenant un volet coercitif sous la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne » suite au transfert des compétences concernées.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- De traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- D'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- Et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Sans attendre la mise en place d'un cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé, du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise d'immeubles privés dégradés, dans un délai court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ». La revente des

immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Aussi, par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses opérateurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtriser chacun 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2024 par délibération 17 décembre 2020. Concernant le lot n°1, c'est l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600918C0 qui acte de nouveaux objectifs et l'avenant n°27 qui proroge la durée de la convention de concession jusqu'au 31 décembre 2024.

Par délibérations du Conseil Métropolitain des 20 juin, 24 octobre et 19 décembre 2019, la Métropole a approuvé le lancement de procédures d'expropriation au bénéfice de Marseille Habitat sur 37 immeubles afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux à engager sur ces immeubles. Toutefois, une priorisation d'intervention sur 35 immeubles, sur les 41 initialement visés, a été actée avec le concessionnaire en 2020 pour tenir compte des évolutions opérationnelles constatées et des contraintes budgétaires.

L'état d'avancement opérationnel global au 31 décembre 2020 est le suivant :

Sur les 134 immeubles inscrits en concession sur lesquels Marseille Habitat travaille activement :

73 immeubles sont ciblés pour une maîtrise globale :

- 48 immeubles entiers ont été acquis
- 25 immeubles sont en cours d'acquisition, parmi lesquels :
 - 5 sont en cours d'acquisition amiable
 - 20 immeubles font l'objet d'un dossier déposé en Préfecture pour être maîtrisés par voie d'expropriation

5 immeubles sont ciblés pour acquérir des lots en copropriété pour impulser, par la présence du concessionnaire, des travaux de réhabilitation globale et pérenne (16 lots maîtrisés).

20 immeubles sont traités par leurs propriétaires.

36 immeubles ne feront pas l'objet d'une intervention foncière par le concessionnaire, dont 7 immeubles ayant fait l'objet d'une délibération pour approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique, en vue de leur expropriation pour créer des logements sociaux qui ne seront pas traités par le concessionnaire faute de moyens financiers. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, PPA, etc.

Par ailleurs, l'action du concessionnaire a permis de traiter :

49 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

8 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

Depuis l'entrée en vigueur de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat, un Compte Rendu Annuel, à la Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2019.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le compte rendu annuel de la concession d'« Eradication de l'Habitat Indigne » - lot n°1 dont le bilan pour l'exercice 2020 s'établit ainsi :

Acquisitions :

3 immeubles entiers ont été acquis en 2020 ;

30 lots ont été acquis à l'amiable, dans 8 copropriétés, dans la perspective de la maîtrise complète des immeubles (34 rue Jean Roque 13001 ; 36, rue Jean Roque – 13001 ; 49, rue des Bons Enfants – 13006 ; 6, rue

d'Aubagne – 13001 ; 8, rue du Capitaine Gallinat – 13005 ; 80, rue Perrin Solliers – 13006 ; 4, rue Porte Baussenque – 13002 et 3, rue de la Palud - 13001) ;

4 lots ont été préemptés dans une copropriété en vue de faire du portage et d'impulser la rénovation de l'immeuble (64, rue d'Aubagne – 13001).

Procédures de déclaration d'utilité publique (DUP):

La constitution des dossiers de demande de DUP, pour la maîtrise foncière des immeubles ciblés a constitué une activité importante de la concession en 2020. Il s'agit pour l'opérateur de constituer pour chaque immeuble un dossier avec un volet enquête publique et un volet enquête parcellaire. L'utilité publique est motivée par la création de logements sociaux publics ou privés/conventionnés avec l'ANAH.

Sur les 37 immeubles visés pour faire l'objet d'une maîtrise foncière par DUP :

- 9 sont d'ores et déjà acquis et 1 immeuble sous compromis de vente
- 17 dossiers ont été déposés en Préfecture dont 8 ont été soumis à enquête publique
- 7 ne seront pas traités dans le cadre de la concession
- 3 sont en cours de rédaction dont 1 DUP aménagement à déposer par la Ville de Marseille

Relogements :

Le concessionnaire a procédé à 12 relogements en 2020 pour 3 ménages de l'immeuble 6, rue Frangin, 1 ménage au 6, rue d'Aubagne, 2 ménages au 49, rue Bons Enfants, 2 ménages au 2, rue Baussenque, 1 ménage au 16, rue d'Aubagne, et 2 ménages au 38, Jean Roque, 1 ménage au 59, rue des Petites Maries.

Cessions :

1 cession a été réalisée en 2020 :

- cession à un bailleur social de 4 lots au 64 rue d'Aubagne – 13001 consistants en un logement, une cave et un local.

Etudes :

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2020.

Travaux :

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 9 immeubles de la concession en 2020.

Des travaux de restructuration et réhabilitation ont été poursuivis dans 1 immeuble (10, rue des Vignerons - 13006).

Des travaux de réhabilitation de lots en diffus ont été réalisés dans deux immeubles (travaux de restructuration dans le local du 52/54 rue d'Aubagne – 13001, travaux réparation des colonnes d'évacuation des eaux usées au 49, rue des Bons Enfants – 13006).

Travaux d'office :

Pas de travaux d'office réalisés en 2020.

Gestion transitoire :

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 18 immeubles.

Communication :

Aucun frais de communication en 2020.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2020 joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au 31 décembre 2024, terme de l'opération.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2020, les dépenses réalisées s'établissent à 3 424 363 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2019, qui les estimaient à 5 194 136 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 2 128 370 euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 3 396 095 euros. Cette baisse est due au délai de réflexion des propriétaires, suite aux propositions d'acquisition à l'amiable de leur bien inscrits en DUP, qui ne reviennent vers le concessionnaire que lorsqu'ils se rendent compte qu'ils n'auront pas la capacité de réaliser eux même une réhabilitation globale et pérenne. De nombreux accords ont été obtenus en 2021.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 399 286 euros par rapport aux 717 757 euros prévus au CRAC au 31 décembre 2019. Cette baisse provient essentiellement du retard des travaux de démolition de l'immeuble de fond de cours du 133, bd de la Libération – 13001 qui seront réalisés en 2021.

Le montant des frais financiers s'établit à 459 euros, en baisse par rapport aux prévisions.

Au 31 décembre 2020, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 26 788 364 euros, soit un taux d'avancement de 66,9% par rapport au prévisionnel final.

Les recettes :

Sur l'exercice 2020, les recettes s'élèvent à 169 691 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2019 (1 327 998 euros). Cet écart est essentiellement dû à des recettes de cession aux bailleurs sociaux reportées. En effet, la Métropole souhaite mettre en place en 2021 un déstockage global des immeubles dégradés acquis par ces opérateurs.

Au 31 décembre 2020, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 811 903 euros soit un taux d'avancement de 63,19 % du montant prévisionnel total des recettes.

Ainsi les grands équilibres du bilan prévisionnel de l'opération sur la durée de la concession évoluent comme suit :

- Les dépenses sont estimées à 40 034 451 euros en hausse de 0,57% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2019 (39 803 487 euros).
- Les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 13 944 589 Euros en hausse de 0,48% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2019 approuvé (13 876 677 euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes, s'élève à 26 110 000 euros. Ce montant est identique par rapport au CRAC approuvé en 2019, le nombre d'immeubles supplémentaires à traiter est fixé à 35 compte tenu des estimations élevées du montant des prix des immeubles très dégradés acquis par voie d'expropriation, par rapport aux prix estimés du montant des cessions de ces mêmes immeubles à des bailleurs afin de les réhabiliter de manière globale et pérenne pour produire des logements sociaux.

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération se décompose en : 10 410 000 ont été versés par la Ville de Marseille jusqu'au 31 décembre 2015 lorsqu'elle était concédante, et 15 700 000 restant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont 11 800 000 euros ont été payés au 31 décembre 2020, le versement du solde étant budgété selon l'échéancier suivant :

2021 : 3 000 000 euros

2022 : 400 000 euros

2023 : 500 000 euros

Il convient d'approuver un avenant n°28 à la convention de concession pour approuver ce nouvel échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Il convient également de modifier l'avenant 23 à la convention de concession, approuvé en séance du 20 juin 2019 par délibération n°DEVT 004-6462/19/CM, actualisant la liste des immeubles inscrits en concession EHI, comportant une erreur matérielle concernant les références cadastrales de l'immeuble 20, rue d'Anvers 13001, copropriété comportant deux parcelles dont une a été omise.

Solde de trésorerie

Fin 2020, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 95 329 euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession reste inchangée, elle a été fixée au 31 décembre 2024 par avenant n°27.

En résumé :

Le montant total des dépenses passe de 39 803 487 euros euros (délibéré au CRAC 2019) à 40 034 451 euros.

Le montant des recettes propres passe 13 876 677 euros à 13 944 589 euros,

Le montant de la participation publique (participation d'équilibre) reste identique et s'établit à hauteur de 26 110 000 euros.

La durée de l'opération est de 17 ans et court jusqu'au 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9155-20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 passée avec Marseille Habitat - Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement - Approbation du compte rendu annuel au 31 Décembre 2020 - Approbation de l'avenant 28 - Approbation de la rectification de l'avenant 23 .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé – Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 passée avec Marseille Habitat – Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement – Approbation du compte rendu annuel au 31 Décembre 2020 – Approbation de l'avenant 28 - Approbation de la rectification de l'avenant 23.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 passée avec Marseille Habitat - Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement - Approbation du compte rendu annuel au 31 Décembre 2020 - Approbation de l'avenant 28 - Approbation de la rectification de l'avenant 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-309/21/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et dégradé - Concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 25

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19423/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé - concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 25 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne, comprenant un volet coercitif sous la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est

répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne » suite au transfert des compétences concernées.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- De traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- D'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- Et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Sans attendre la mise en place d'un cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise d'immeubles privés dégradés dans un délai court, pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ». La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Aussi, par délibération de principe du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtrise foncière d'immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2024 par délibération 17 décembre 2020. Concernant le lot 2, c'est l'avenant n°21 à la convention de concession n°T1600919CO qui acte de nouveaux objectifs et c'est l'avenant 24 qui proroge la durée de la convention de concession jusqu'au 31 décembre 2024.

Par délibérations du Conseil Métropolitain des 20 juin, 24 octobre et 19 décembre 2019, la Métropole a approuvé le lancement de procédures d'expropriation au bénéfice d'Urbanis Aménagement sur 50 immeubles, afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux à engager sur ces immeubles. Toutefois, une priorisation d'intervention sur 29 immeubles sur les 50 initialement visés a été actée avec le concessionnaire en 2020 pour tenir compte des évolutions opérationnelles constatées et des contraintes budgétaires.

Sur le plan opérationnel, le bilan de la concession au 31 décembre 2020 est le suivant :

- 25 immeubles acquis par le concessionnaire parmi l'ensemble des immeubles intégrés à la concession par avenants successifs,
- 4 immeubles acquis depuis l'assignation des nouveaux objectifs,
- 57 lots maîtrisés pour portage dont 33 ont été revendus,
- 97 logements livrés dont 43 logements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Urbanis Aménagement et 54 logements réalisés par d'autres opérateurs privés ou publics,
- 16 immeubles ont fait l'objet d'un dépôt de dossier en Préfecture pour être maîtrisés par voie d'expropriation.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2020 joint en annexe. Le bilan de l'exercice 2020 s'établit comme suit :

Acquisitions :

L'année 2020 aura été marquée par une accélération du rythme des acquisitions, avec notamment une intensification des négociations amiables avec les propriétaires en parallèle des expropriations lancées.

3 immeubles ont été maîtrisés en 2020 :

- 50/52 rue de la Joliette et 49 rue Pierre Albrand (13002) : ces immeubles entiers ont été maîtrisés suite à la prise des ordonnances d'expropriation rendues par le juge en 2020.

- 7 traverse Sainte Marie (13003) : immeuble maîtrisé à l'amiable en octobre 2020.

Le concessionnaire a également acquis en 2020 39 lots de copropriété au sein de 8 immeubles dont la maîtrise foncière intégrale est visée. 7 immeubles supplémentaires seront maîtrisés à court terme en intégralité et 6 immeubles à moyen terme.

7 lots ont également été acquis dans le cadre d'un portage provisoire pour le redressement de 2 copropriétés fragiles (6/8 rue Desaix dans le 3^{ème} arrondissement et 19 rue de la Crau dans le 14^{ème}).

Procédures de déclaration d'utilité publique (DUP):

La constitution des dossiers de demande de DUP pour la maîtrise foncière des immeubles ciblés a constitué une activité importante de la concession en 2020. Il s'agit pour l'opérateur de constituer pour chaque immeuble un dossier avec un volet enquête publique et un volet enquête parcellaire. L'utilité publique est motivée par la création de logements sociaux publics ou privés/conventionnés avec l'ANAH.

8 nouveaux dossiers de demande de DUP ont été déposés en Préfecture en 2020 : 23 traverse Donaz (13015), 4 rue du Bon Pasteur (13002), 7 et 9 rue Battala (13003), 5 rue Séraphin (13015), 97 boulevard Oddo/13 rue Séraphin (13015), 80 et 88 rue Hoche (13003).

Certains de ces dossiers ont été déposés simultanément pour bénéficier d'une cohérence dans l'instruction, même si chaque procédure à l'immeuble est indépendante.

Il a été acté en 2020 que 3 dossiers de DUP déposés en 2019 auprès de la Préfecture n'auraient pas de suite opérationnelle. Il s'agit du 4 rue du Bon Pasteur (13002) suivi par la Ville de Marseille dans le cadre de la procédure de péril, du 70 rue Clovis Hughes (13003) dont l'utilité publique semble présenter un fort risque contentieux et du 315 rue de Lyon (13015) objet d'une procédure judiciaire en cours.

Relogements

En 2020, sur 76 ménages identifiés, 12 ont été relogés en 2020 ce qui porte à 27 le nombre de ménages déjà relogés définitivement.

Des réunions de travail régulières entre le concessionnaire et le service relogement opérationnel de la Métropole permettent d'assurer un suivi fin de la situation des ménages et leurs parcours.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- 15 Boulevard Charpentier (13003) : le concessionnaire est propriétaire de 3 lots au sein de cette copropriété et membre actif du conseil syndical. Des travaux en parties communes ont été réalisés et ont permis la levée de l'arrêté de péril en février 2020. Le concessionnaire a impulsé un suivi de la gestion et un suivi technique via l'intégration au dispositif POPAC métropolitain (programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés).

- 6/8 rue Desaix (13003): le concessionnaire a poursuivi en 2020 son intervention dans cette copropriété à travers du portage de lot pour impulser et financer des travaux de sortie de péril. Urbanis Aménagement s'est rendu propriétaire de 4 lots en 2020 constituant l'immeuble de fond de cour sur lequel porte l'essentiel des pathologies. Les clefs de répartition des charges de copropriété ont également été modifiées en 2020 afin d'alléger les appels de fonds travaux des copropriétaires de l'immeuble sur rue.

- Copropriété du « Mail G » (13014):

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro+). En 2020, Urbanis Aménagement a orienté son action vers du portage ciblé de logements appartenant à des propriétaires endettés : trois logements ont été acquis dans ce cadre.

- Copropriété « Bel Horizon I et II » (13003):

Urbanis Aménagement a été missionné pour accompagner les deux copropriétés dans l'élaboration d'un programme de travaux (choix du maître d'œuvre et suivi opérationnel et financier), assister les gestionnaires de copropriété dans l'élaboration d'un plan de financement et de préfinancement, aider à la préparation des assemblées générales afférentes aux programmes de travaux. En 2020, la copropriété Bel Horizon I a réalisé des travaux de parties communes et a perçu une avance de l'ANAH. Les études concernant la mise en sécurité des allèges sont encore en cours. Pour Bel Horizon II, Urbanis Aménagement a accompagné la copropriété dans la finalisation du financement des travaux de mise en sécurité et dans la rédaction de la consultation de la mission de maîtrise d'œuvre.

Les copropriétés ont également été accompagnées par le concessionnaire dans le suivi des procédures réglementaires de sécurité.

L'opération RHI/THIRORI Bon Pasteur (13002)

Il s'agit d'une opération avec un financement de l'ANAH, sur la Résorption de l'habitat insalubre et sur le traitement de l'habitat insalubre rémissible et les opérations de restauration immobilière. Cela concerne les 24, 26, 28, 30, 32, 34, 34 bis et 36 rue du Bon Pasteur. Les 32 et 34 bis ont été réhabilités grâce à des financements ANAH mais hors RHI/THIRORI.

Les travaux de gros œuvre des 34 et 36 rue du Bon Pasteur ont été réceptionnés en 2020. Ces immeubles vont être cédés sous forme de plateaux nus à aménager, pour réalisation de logements conventionnés avec l'ANAH.

Concernant les immeubles 24 à 30 rue du Bon Pasteur concernés par l'Opération de Restauration Immobilière ORI (arrêté de DUP d'Août 2015), un seul immeuble a répondu aux injonctions de travaux (le n°24) et a réalisé les travaux. Le propriétaire du n°30 a commencé les travaux tardivement et devrait être en capacité de les terminer. En revanche, les propriétaires des 26 et 28 ne sont pas en capacité de réaliser les travaux et le concessionnaire engagera la maîtrise foncière de ces biens à l'amiable ou via un arrêté de cessibilité.

Cessions

5 immeubles acquis avant la définition des nouveaux objectifs de l'opération ont fait l'objet de promesses de vente avec des acquéreurs privés. Il s'agit des immeubles suivants :

- 7 traverse du Prieur (13015) : projet de réhabilitation lourde avec création de logements conventionnés avec l'ANAH et intermédiation locative,

- 11 rue Battala (13003) : projet de réhabilitation de 8 logements conventionnés avec l'ANAH avec une approche environnementale forte et intermédiation locative,

- 34 rue du Bon Pasteur (13002) : projet de réhabilitation de 4 logements conventionnés avec l'ANAH et gestion locative sociale,

- 36 rue du Bon Pasteur (13002) : projet de création de 8 logements conventionnés ANAH avec intermédiation locative et 2 locaux,

- 34 bis rue du Bon Pasteur (13002) : 2 logements conventionnés ANAH cédés au même acquéreur que le 36 rue du Bon Pasteur.

Toutes ces ventes sont encadrées et sécurisées par des cahiers des charges définissant la nature du projet engagé, la qualité des travaux à réaliser, les délais de réalisation et les produits de sortie. Une clause d'inaliénabilité et un pacte de préférence sont prévus et insérés dans les actes notariés.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2020 joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au 31 décembre 2024, terme de l'opération.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2020, les dépenses s'élèvent à 3 263 249 euros et sont supérieures aux prévisions qui les estimaient à 2 766 909 euros. Les acquisitions d'immeubles se sont nettement accélérées en 2020. De même, le coût des travaux de sécurisation et de gardiennage est plus élevé que prévu, en lien avec les nouvelles acquisitions.

Au 31 décembre 2020, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 23 503 372 euros, soit un taux d'avancement de 60% par rapport au prévisionnel final. Le poste acquisitions est aujourd'hui à un taux d'avancement de 52% (41% lors du précédent CRAC approuvé). Les postes le plus avancés sont ceux des honoraires sur travaux avec un avancement à 99% et des travaux de reconstruction avec un avancement de 83%.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2024, le montant prévisionnel des dépenses atteint 39 420 520 euros. Il est en hausse par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2019 : cela est dû essentiellement aux postes acquisitions et frais annexes et au poste travaux dont les montants ont augmenté en 2020. Il se répartit entre budget « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (39%), « rémunération Urbanis Aménagement » (26%), « travaux de reconstruction et de parking » (13%), « travaux d'aménagement » (9%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « frais annexes » (4%), « études générales » (1,5%), « honoraires sur travaux » (1%), et « frais financiers » (0,5%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2020, les recettes s'élèvent à 4 200 euros (hors participation du concédant) et sont conformes aux prévisions. Ces recettes proviennent des intérêts perçus au titre des placements financiers.

Au 31 décembre 2020, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 9 035 669 euros soit un taux d'avancement de 73 % du montant prévisionnel total des recettes.

Les postes les plus avancés sont les postes cession de lots d'immeubles restructurés (100%), subventions (90%), cession de lots réhabilités en diffus (88%), subventions (80%) et cession de terrains (68%). Les postes les moins avancés sont les cessions de parking (0%), d'immeubles (31%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions d'immeubles, il s'agit essentiellement des prévisions de vente d'immeubles au terme des procédures de maîtrise foncière engagées ou à engager sur les immeubles très dégradés. Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 boulevard Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à fin décembre 2024, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 14 546 471 euros en hausse par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2019 approuvé (12 283 603 euros). Cette hausse s'explique par l'augmentation du montant de cession des immeubles réajusté notamment en fonction de la plus-value des travaux à réaliser par le concessionnaire et par la hausse des subventions potentiellement mobilisables.

Ainsi les grands équilibres du bilan prévisionnel de l'opération sur la durée de la concession évoluent comme suit :

- les dépenses globales passent de 37 083 793 euros à 39 420 520 euros ;
- les recettes globales passent de 12 283 603 euros à 14 546 471 euros, hors participation du concédant ;

Il en résulte un déficit opérationnel de 24 811 253 euros inchangé par rapport au précédent CRAC approuvé et couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Cette participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste identique et s'établit à hauteur de 24 811 253 euros se décompose en : 10 000 000 d'euros versés par la Ville de Marseille jusqu'au 31 décembre 2015 lorsqu'elle était

concedante, et 14 811 253 euros restant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur lesquels 7 829 034 euros ont été versés au 31 décembre 2020.

La participation restant à verser par la Métropole jusqu'à la fin de l'opération est de 6 982 219 euros. L'échéancier de versement s'établit comme suit :

2021 : 3 500 000 euros

2022 : 2 200 000 euros

2023 : 1 000 000 euros

2024 : 282 219 euros

Il convient d'approuver un avenant n°25 à la convention de concession pour approuver ce nouvel échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Solde de trésorerie brute

Fin 2020, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 3 442 422 euros dû au report de certains décaissements durant l'année 2020, en raison notamment du contexte sanitaire.

En résumé :

Le montant total des dépenses passe de 37 083 793 euros (délibéré au CRAC 2019) à 39 420 520 euros.

Le montant des recettes propres passe de 12 283 603 euros à 14 546 471 euros,

Le montant de la participation publique (participation d'équilibre) reste identique et s'établit à hauteur de 24 811 253 euros.

La durée de l'opération est de 17 ans et court jusqu'au 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenç, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 25.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 25 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 25.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-310/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement sur le Parc Kalliste passée avec Marseille Habitat à Marseille 15ème arrondissement - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19425/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement sur le Parc Kalliste à Marseille 15ème arrondissement passée avec Marseille Habitat - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres, à compter du 31 décembre 2015, par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Parc Kallisté est composé aujourd'hui de huit copropriétés constituant 507 logements, d'un terrain issu de la démolition du bâtiment et d'une monopropriété constituée du terrain issu de la démolition du bâtiment B. La concession porte sur l'ensemble de ces propriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments, en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B, H, E et G et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Les comptes-rendus annuels au concédant ont été successivement examinés et dûment approuvés par l'assemblée délibérante.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2020 qui constate l'avancement de l'opération et

Il s'établit comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2020 : 22 lots ont été acquis par Marseille Habitat soit 17 logements, 2 locaux commerciaux et 4 garages pour un montant total de 558 940 euros, frais annexes inclus.

Copropriété	Total Logements	Logements acquis en 2020	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	80	1	21
B	132	0	132
C	38	1	6
D	74	2	15
E	16	3	8
F	90	2	11
G	129	7	64
H	113	3	112
I	80	3	24
Total	752	22	395

Au total, ce sont donc 395 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat. 245 logements ont depuis été démolis entre 2019 et 2021 et 13 logements et un garage ont depuis été cédés à des propriétaires occupants d'immeubles démolis.

Concernant le bâtiment H, évacué et vacant suite à l'arrêté d'insécurité imminente de janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait initié en 2018 une procédure visant à la carence du syndicat des copropriétaires. Suite au rendu de l'expertise fin 2019, la Métropole a assigné courant 2020 le syndicat des copropriétaires et les 4 derniers propriétaires devant le Tribunal Judiciaire afin d'obtenir le jugement de carence du syndicat des copropriétaires. Le président du Tribunal a déclaré l'état de carence le 26 juin 2020. L'assemblée délibérante de la Métropole a approuvé lors du conseil métropolitain du 15 octobre 2020 le projet simplifié d'acquisition publique du bâtiment H, en vue de sa démolition et a autorisé la Présidente de la Métropole à saisir le Préfet pour demander l'utilité publique du projet.

Le projet simplifié d'acquisition publique a été mis à disposition du 7 décembre 2020 au 8 janvier 2021 inclus, à l'espace accompagnement habitat avec un registre pouvant recueillir les observations du public. Le projet a également été mis en ligne aux mêmes dates sur le site internet de la Métropole. Aucune observation n'a été consignée.

Entre temps, Marseille Habitat a réussi à acquérir 3 lots à l'amiable et a repris les négociations avec l'administrateur de la succession du dernier lot restant à acquérir. Cette vente devrait finalement se conclure à l'amiable début 2021. Aussi, le recours à la procédure d'expropriation approuvée sur les 4 derniers lots ne devrait donc pas être nécessaire.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements ou annexes vendus à des propriétaires occupants issus d'immeubles à démolir. Il n'y a pas eu de cessions en 2020.

- Travaux :

Ce poste s'élève en 2020 à 1 032 665 euros et correspond pour l'essentiel à :

- Les démolitions des bâtiments B et H : Dès le 3^{ème} trimestre 2020, Marseille Habitat a pu démarrer les travaux de désamiantage du bâtiment H. La déconstruction a débuté début décembre 2020. Le coût de cette opération sur 2020 s'élève à 985 028 euros. La démolition totale du bâtiment et la remise en état des sols sera effective au 1^{er} trimestre 2021. Par ailleurs, une dernière facture concernant la démolition du bâtiment B a été facturée en 2020.
- La neutralisation et la protection des logements acquis : elle est nécessaire pour éviter des situations d'occupation ou trafics illicites. Ce poste a coûté 44 171 euros en 2020. Cela concerna la fourniture, la livraison et la pose de 30 portes sécurisées sur le bâtiment G, 1 sur le bâtiment A et la dépose d'un compteur gaz au bâtiment I.

Un autre poste travaux d'un montant de 169 435 euros a été mis en œuvre : il s'agit de la réalisation d'un cheminement piéton à l'arrière des bâtiments G et H, permettant de faciliter les déplacements des habitants pour rejoindre les équipements publics (école et centre de santé) et les transports en commun. Il s'agit d'une réalisation sous maîtrise d'ouvrage déléguée par les copropriétés G et I. Cette réalisation est ponctuée de petits aménagements ludiques en bois réalisés par l'association Cabanon Vertical et dont l'utilisation sera optimisée dès lors que la situation sanitaire le permettra. La dépense liée à cet aménagement est en partie impactée sur 2020 et le solde le sera sur l'exercice 2021.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Le montant des dépenses sur ce poste s'élève à 670 536 euros en 2020 et se décompose essentiellement comme suit :

- 350 157 euros de charges de copropriétés,
- 183 044 euros de taxes foncières,
- 65 486 euros de frais concernant la remise aux normes de 3 logements sur les bâtiments A, F et I,
- 43 345 euros de frais liés à des contentieux locatifs et aux procédures engagées dans le cadre des occupations illicites sur les bâtiments G, A et I.
- 25 479 euros d'entretien courant sur les logements loués par Marseille habitat et sur la Ville Valcorme.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 44 439 euros en 2020. Il s'agit d'une part des frais d'hébergement facturés par ADOMA, pour le relogement provisoire de 3 familles issues du bâtiment H, pour lesquelles un logement définitif correspondant aux souhaits des familles n'a pas encore été trouvé, et d'autre part, de frais de garde meuble, de déménagement et de procédure.

Sur le plan des relogements des ménages, 12 ménages locataires de Marseille Habitat et issus des bâtiments A, I, G et H ont été relogés en 2020. 7 ont été relogés dans le patrimoine de bailleurs sociaux et 5 se sont relogés dans le parc privé.

- Rémunération :

Le montant de la rémunération du concessionnaire s'élève en 2020 à 406 861 euros, avec une rémunération fixe et une rémunération variable en fonction de l'avancée des acquisitions et des travaux.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au 31 décembre 2024, terme de l'opération.

- Dépenses :

Sur l'exercice 2020, les dépenses réalisées s'élèvent à 3 143 488 euros. Elles sont donc très inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 5 397 800 euros. Ceci s'explique par le montant des acquisitions réalisées qui est largement inférieur aux prévisions. Le contexte sanitaire particulier n'a pas favorisé les transactions immobilières. Le coût de la gestion transitoire est également inférieur aux prévisions et est également lié à la baisse du rythme des acquisitions.

Au 31 décembre 2020, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 30 149 070 euros, soit un taux d'avancement d'environ 58% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés par rapport au prévisionnel final sont ceux des frais financiers (82%), de la rémunération du concessionnaire (72%), des acquisitions de lots en copropriété (67%) et de la gestion transitoire (67%).

Au terme de la concession en 2024, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 51 648 970 euros, ce qui est inférieur de 717 408 euros au prévisionnel du CRAC 2019 approuvé. Il se répartit principalement entre budget « acquisitions de lots en copropriété » (42%), budget « travaux » (17%), budget « gestion transitoire » (16%) et budget « rémunération du concessionnaire » (10%).

- Recettes :

Sur l'exercice 2020, les recettes s'élèvent à 725 819 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan, ce qui est inférieur aux prévisions du CRAC 2018 qui les estimaient à 2 424 769 euros. Cela est dû à la demande de solde auprès de l'ANRU, formalisée fin 2020, pour la démolition du bâtiment B et dont le versement interviendra en 2021.

Les recettes 2020 proviennent essentiellement des revenus locatifs pour 528 370 euros et de la perception d'une subvention de 197 449 euros du Conseil Régional prévue dans la convention ANRU.

Au 31 décembre 2020, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 10 188 026 euros, soit un taux d'avancement de 32% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 31 776 144 euros. Il est en baisse de 720 832 euros par rapport au montant approuvé lors du CRAC 2019. Cela est dû en grande partie à la minoration des recettes de cession de charge foncière escomptées suite à la libération des fonciers B et H.

Ce prévisionnel se répartit entre subventions (73%), produits de gestion (14%) produits de cession (13%).

Ainsi le bilan global de l'opération évolue comme suit par rapport au dernier CRAC approuvé :

Le montant total des dépenses passe de 52 366 378 euros à 51 648 970 euros TTC.

Le montant total des recettes passe de 32 496 976 euros à 31 776 144 euros TTC.

Soit un déficit de 19 872 826 euros, arrondi à 19 900 000 euros.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation prévisionnelle du concédant à l'équilibre de l'opération se maintient donc à 19 900 000 euros.

Le concessionnaire d'aménagement Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2020 une participation de 16 350 000 euros dont 6 100 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante (jusqu'au 31 décembre 2015).

L'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la métropole à l'équilibre du bilan de la concession reste identique à ce qui avait été approuvé en décembre 2020 par avenant n°7 :

- 2021 : 1 500 000 euros
- 2022 : 2 050 000 euros
- 2023 : 0 euro
- 2024 : 0 euro

- Solde de trésorerie :

Fin 2020, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 346 540 euros.

En résumé :

- **Le montant total des dépenses passe de 52 366 378 euros (CRAC 2019 approuvé) à 51 648 970 euros.**
- **Le montant des recettes propres passe de 32 496 976 euros (CRAC 2019 approuvé) à 31 776 144 euros.**
- **Le montant de la participation d'équilibre est inchangé et arrondie à 19 900 000 euros.**

La durée de la concession est de 12 ans et se termine en 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9155-20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement sur le Parc Kalliste à Marseille 15ème arrondissement passée avec Marseille Habitat - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement sur le Parc Kalliste, à Marseille 15ème arrondissement, passée avec Marseille Habitat - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement sur le Parc Kalliste, à Marseille 15ème arrondissement, passée avec Marseille Habitat - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-311/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19427/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville et ses partenaires, un protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot, dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS). Une convention cadre pour la Métropole Aix Marseille Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en conseil de la Métropole. Le comité d'engagement de l'ANRU de 27 février 2020 a validé pour l'acquisition complète des bâtiments A et C du Parc Corot et leur démolition.

Le 28 juin 2018, par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en aménagement du territoire, a lancé le projet d'aménagement du Parc Corot et ses abords, autour de la traverse Signoret et de la rue Jean Marsac, d'une superficie d'environ 93 400 m² et situé sur la Commune de Marseille.

La copropriété du Parc Corot fait partie d'une des cinq grandes copropriétés de Marseille inscrites en suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » (PIC), lancé à Marseille le 10 octobre 2018 par le Ministre chargé du logement. Ce plan partenarial prévoit une série de nouveaux outils et de financements devant permettre d'apporter des solutions en matière de prévention, de redressement ou de recyclage de copropriétés.

Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Descriptif et diagnostic

Le Parc Corot est une résidence en copropriété localisée au 130, avenue Corot dans le 13^{ème} arrondissement de la Commune de Marseille. Elle est composée de 7 bâtiments d'habitation comprenant au total 376 logements, de 4 bâtiments abritant 40 garages, d'un bâtiment de 5 commerces. Le bâtiment A (96 logements) a été évacué le 28 novembre 2018 suite à un arrêté municipal pour insécurité des équipements communs, les ménages ont été relogés par la Ville.

Des diagnostics, juridiques, techniques, sociaux et urbains, réalisés entre 2008 et 2015 dans le cadre du Programme de rénovation urbaine (PRU) Saint Paul-Corot avec l'ANRU la Métropole et ses partenaires, ont permis de prendre acte des difficultés notables auxquelles est confrontée cette copropriété, notamment : dégradation préoccupante du bâti et des équipements collectifs, insuffisance de la gestion urbaine, impayés de charges très élevés, vacance, squats et insécurité publique.

Objectifs de la Métropole sur le quartier du Parc Corot

L'objectif général de la Métropole est de permettre la mutabilité de ce quartier vétuste en résorbant l'habitat insalubre, en apportant une offre diversifiée de logements, et, de retrouver un fonctionnement urbain et social satisfaisant.

De manière plus détaillée il s'agira donc :

- D'engager des opérations de réhabilitation, de rénovation du bâti et de démolition des bâtiments dont les conditions nécessaires de redressement en copropriété ne sont pas réunies,
- De scinder la copropriété en créant un syndicat par immeuble d'habitation afin de mettre en place les conditions d'une gestion et d'une gouvernance pérennes,
- De réaliser des équipements publics qualitatifs qui créeront les conditions d'une plus grande mixité sociale et du rétablissement du lien entre les habitants et avec les autres quartiers.

Périmètre de la concession

Suite à une consultation d'opérateurs la Métropole a nommé un concessionnaire, CDC « Habitat Action Copropriétés », mandataire solidaire d'un groupement réunissant CDC Habitat, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, pour une durée de 8 ans. Cette concession a été notifiée 14 mai 2020, son périmètre d'une superficie d'environ 93 400 m², comprend les parcelles du Parc Corot lui-même ainsi que des terrains publics et privés à proximité, autour de la traverse Signoret et de la rue Jean Marsac.

Les principales missions confiées au concessionnaire

- Acquisitions des immeubles ou de lots en diffus, par voie amiable, par voie de préemption ou d'expropriation,
- Acquisitions de parcelles ou portions de parcelles voisines incluses dans le NPNRU et aux abords,
- Gestion des biens et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- Neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- Relogements et accompagnement social des ménages,
- Démolition des bâtiments A et C, soit 162 logements,
- Viabilisation du foncier libéré,
- Cession du foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- La réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) liés à l'individualisation des copropriétés ainsi que la réfection et la création des voies et des espaces publics nécessaires,
- Suivi animation du plan de sauvegarde,
- Réalisation d'une étude patrimoniale afin d'estimer le potentiel de redressement des bâtiments E, F, G et H,

- Coordination et animation des actions précitées.

Les missions confiées au concessionnaire s'inscrivent dans le contexte suivant :

- Nomination, par le Tribunal de Grande Instance de Marseille, d'un administrateur judiciaire depuis le 13 janvier 2017 pour l'ensemble de la copropriété à l'exception du bâtiment D,
- Procédure de carence en cours, sur les bâtiments A et C, initiée par l'administrateur judiciaire en juin 2018 en lien avec la Métropole. Le Tribunal de Grande Instance de Marseille a désigné le 10 avril 2019 des experts judiciaires. Ces derniers ont rendu leurs rapports d'expertises fin juillet 2020 pour le bâtiment C et fin novembre 2020 pour le bâtiment A. Le calendrier prévisionnel de cette procédure s'appuie sur un jugement prévisionnel de carence au troisième trimestre 2021 pour le bâtiment A et en décembre 2021 pour le bâtiment C. Sous réserve d'un jugement favorable, une prise d'arrêté de DUP en vue d'une ordonnance d'expropriation dans le courant du second semestre 2022 pour les bâtiments A et C.

Stratégie et programmation

La programmation des interventions du concessionnaire s'articule autour d'une stratégie, définie par la Métropole, à deux niveaux :

- Une première phase d'opérations validées par la Métropole et par le comité d'engagement de l'ANRU du 27 février 2020 portant sur le NPNRU du Grand-Saint-Barthélémy-Grand-Malpassé, comprenant la démolition des bâtiments A et C,
- Une seconde phase restant à valider par la Métropole, sur la base d'une étude habitat en cours. Cette étude permettra de définir le potentiel de réhabilitation et de redressement des immeubles E, F, G, H.

Le contenu du CRAC repose sur une hypothèse validée par la Métropole de 162 logements (démolition des bâtiments A et C) et de la démolition potentielle de 104 logements supplémentaires qui resteront à définir.

En fonction de la stratégie qui sera affinée prochainement et qui devra ensuite être approuvée et délibérée par la Métropole il sera demandé au concessionnaire les missions suivantes :

- Redressement et résidentialisation des immeubles qui seront conservés ;
- Démolition des immeubles ne pouvant être conservés (acquisition, neutralisation, relogements, viabilisation du terrain et cessions).

Activité de la concession en 2020 :

Il est proposé aujourd'hui d'examiner le compte-rendu d'activité au 31 décembre 2020 qui constitue le premier exercice de la concession s'étalant sur la période du 15 mai 2020 au 31 décembre 2020.

- Acquisitions de lots en copropriété

46 lots de logements principaux ont été acquis par le concessionnaire dont principalement 30 sur le bâtiment A et 8 sur le bâtiment C, 1 garage a également été acquis.

Bâtiment	Total Logements	Logements acquis en 2020	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	96	30	30
C	66	8	8
D	50	2	2
E	22	1	1
F	32	2	2
G	68	3	3
H	42	0	0
Total	376	46	46

Le bâtiment A, évacué pour insalubrité des équipements communs fin 2018, est ainsi maîtrisé à 31% au 31 décembre 2020 ; le bâtiment C à 12%.

Les négociations amiables sont réalisées conformément à l'avis des Domaines émis le 14 février 2019 pour CDC Habitat Social dans le cadre de la convention de portage. Cette estimation globale (sur l'ensemble des bâtiments) propose des fourchettes de prix en fonction des bâtiments, des typologies et de l'état des logements.

En 2020, le coût moyen total des acquisitions au bilan est de :

- 21 000 euros par logement sur les bâtiments A et C (soit en moyenne 350 euros/m²),
- 53 000 euros par logement sur les autres bâtiments (soit en moyenne 617 euros/m²),
- 2 000 euros par garage.

Pour mémoire, dans le bilan initial les prix d'acquisitions avaient été estimés à :

- 350 euros/m² pour le bâtiment A et 380 Euros/m² pour le C
- 700 euros/m² pour les autres bâtiments

Le tableau ci-dessous permet de mettre en évidence une cohérence des prix entre les transactions réalisées en 2020 et le budget initial de la concession.

	Coût réel moyen 2020 des acquisitions	Coût prévisionnel des acquisitions du bilan initial
Bâtiment A	308 euros /m ²	350 euros /m ²
Bâtiment C	395 euros /m ²	380 euros /m ²
Autres bâtiments	620 euros /m ²	700 euros /m ²
Garages	2 000 euros	2 000 euros

- Relogements

Trois relogements définitifs ont été effectués en 2020

- Etudes

Une mission d'étude habitat (technique et patrimoniale) a été lancée fin 2020. Cette mission, d'une durée de 6 mois, menée par le bureau d'études TEB Conseil, sera finalisée au 3^{ème} trimestre 2021 et permettra, entre autres, de connaître les potentiels de redressement des bâtiments. Ces résultats, permettront à la Métropole de définir une stratégie pour les bâtiments E, F, G et H, comme évoqué ci-dessus.

- Gestion transitoire

Sur l'année 2020, sur les 46 logements acquis, 5 logements étaient loués et sont désormais gérés transitoirement :

- 4 logements dans le bâtiment C,
- 1 logement dans le bâtiment F15.

Bilan financier 2020 et perspectives :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2020 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession.

Dépenses :

Sur l'exercice 2020, les dépenses réalisées s'élèvent à 1 596 000 Euros HT. Elles sont inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 3 009 000 Euros HT. L'écart de dépenses (- 1 413 000 soit -47%) s'explique essentiellement par le fait que l'exercice a commencé véritablement mi 2020 (concession notifiée le 15 mai 2020) alors que le budget initial était bâti sur une année complète.

- Le montant des acquisitions en volume est inférieur de moitié aux prévisions du budget initial de la concession. Cet écart s'explique par le fait que la campagne d'acquisitions à l'amiable massive ne s'est conduite que sur 6 mois au lieu de 12,
- De même, le démarrage effectif d'une étude habitat portant sur les volets techniques et patrimoniaux, initialement prévue au quatrième trimestre 2020, a été décalé sur le 1^{er} trimestre 2021,
- Ce décalage du démarrage effectif de la concession a également entraîné une consommation de frais financiers très inférieures à ce qui avait été initialement prévu par le concessionnaire.

Au terme de la concession en 2028, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 38 658 000 euros HT, inférieur de 713 000 euros par rapport au budget initial (39 371 000 euros HT). Cette nouvelle prévision tient compte d'une actualisation des postes de budget après les 6 premiers mois d'activités du concessionnaire sur site. Les dépenses de répartissent essentiellement dans les grands postes suivants :

- Foncier (38% des dépenses totales) avec un montant de 14 786 000 Euros HT prévus au lieu de 14 518 000 euros HT inscrit au budget initial. La hausse de ce poste de 268 000 euros s'explique par la réévaluation de certains postes (+100 000 euros sur les charges de contentieux locatif, +156 000 euros sur les relogements et +12 000 euros sur les acquisitions de garages).
- Travaux (31 %) avec un montant prévu de 12 017 000 euros HT au lieu de 11 495 000 euros HT au budget initial. L'augmentation de 522 000 euros s'explique principalement par un rééquilibrage du poste « maintenance, petit entretien et travaux de réhabilitation » qui au regard de l'activité des 6 premiers mois et du très mauvais état général des logements avait été largement sous-évalué lors du budget initial (soit +912 000 euros). En revanche, le poste « travaux parties communes » initialement prévu à 780 000 Euros a été réduit de moitié (soit -390 000 euros) suite à une estimation plus fine.
- Etudes, ingénierie (13%) : ce poste s'établit à 5 064 000 euros HT au lieu de 3 715 000 euros HT initialement prévu. Cette hausse de 1 349 000 euros provient, sur demande du commissaire au compte de l'aménageur, du reclassement de la rémunération de Urbanis Aménagement (membre du groupement dont le mandataire solidaire est CDC Habitat Action Copropriétés) dans le budget Etudes et non dans la rémunération de l'aménageur comme cela avait été initialement prévu.
- Frais divers, financiers et aléas (11%) : ce poste s'établit à 4 228 000 euros HT au lieu de 5 620 000 euros HT initialement prévu soit une diminution de 1 392 000 euros, Cet écart s'explique d'une part, par une forte diminution de la prévision des frais financiers sur emprunt (-1 332 000 euros) due à une nouvelle prévision élaborée à partir de taux d'intérêt plus favorables qu'initialement prévus et, d'autre part, par une prévision de charges d'impôts fonciers moindre que prévu (-60 000 euros).
- Honoraires et frais de gestion (7%) : ce poste constitue la rémunération de l'aménageur pour un montant prévisionnel de 2 564 000 euros HT inférieur de 1 460 000 euros HT par rapport au budget initial en raison du reclassement de la rémunération d'Urbanis aménagement dans le budget Etudes (-1 349 000 euros) comme déjà mentionné ci-dessus et d'une réévaluation à la baisse de 111 000 euros.

Recettes :

Sur l'exercice 2020, les recettes s'élèvent à 8 000 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Constitué des premiers loyers encaissés sur l'année, le montant est légèrement inférieur aux prévisions estimées à 10 000 euros.

Au 31 décembre 2020, le montant de la participation à l'équilibre du bilan versé par la Métropole s'élève à 560 000 euros comme cela était prévu. On notera que le bilan fourni par l'aménageur ne mentionne pas ce montant sur l'exercice 2020, car les fonds ont été perçus en trésorerie au tout début de l'exercice 2021.

Ainsi, le montant prévisionnel de la participation du concédant à l'équilibre inscrit au bilan en 2021 de l'aménageur cumule, à hauteur de 1 560 000 euros, la participation 2020 (560 000 euros) et le montant budgété sur le seul exercice 2021 par la Métropole (1 000 000 euros).

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 21 607 000 euros en légère hausse (+ 452 000 euros) par rapport au budget initial (21 155 000 euros). Cet écart se répartit de la manière suivante :

- Les produits de cession (16%) : inchangés
- Les subventions de l'ANRU validées au comité d'engagement du 27 février 2020 (50%) et les subventions attendues (31 %) qui devront faire l'objet d'une validation : +761 000 euros
- Les subventions de l'ANAH (2%) : -309 000 euros
- Les produits des loyers (1%) : inchangés

Bilan global de l'opération

Le montant total des recettes prévisionnelles est 21 607 000 euros pour un montant de dépenses prévisionnelles de 38 658 000 euros HT et une TVA nette à verser de 3 179 000 euros.

Ainsi, la concession présente à terme en 2028, un déficit prévisionnel de 20 230 000 euros couvert par une participation à l'équilibre de la Métropole de 20 280 000 euros (inchangée par rapport au budget initial) et une trésorerie positive de 50 000 euros (remboursée à la Métropole).

Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan :

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 20 280 000 euros, le concessionnaire a déjà perçu au 31 décembre 2020 une participation de 560 000 euros.

Au regard du CRAC 2020, l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la concession est le suivant :

- 2021 : 1 000 000 euros
- 2022 : 3 120 000 euros
- 2023 : 3 120 000 euros
- 2024 : 3 120 000 euros
- 2025 : 3 120 000 euros
- 2026 : 3 120 000 euros
- 2027/28 : 3 120 000 euros

Solde de trésorerie :

Fin 2020, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 1 665 000 euros.

En résumé :

- Le montant total des dépenses passe de 42 550 000 euros TTC (bilan initial approuvé dans le traité de concession) à 41 837 000 euros TTC.

- Le montant des recettes propres passe de 21 155 000 euros TTC (bilan initial approuvé au traité de concession) à 21 607 000 euros TTC.

- Le montant de participation à l'équilibre de la Métropole est inchangé et s'élève à 20 280 000 euros.

- le différentiel entre, la différence des dépenses et des recettes propres avec la participation publique, s'explique par une trésorerie positive de 50 000 euros en fin de concession reversée à la Métropole.

- la durée prévisionnelle de la concession est de 8 ans ; son terme est fixé à ce jour au 15 mai 2028.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9105-20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés, à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-312/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 20

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19428/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat passée avec SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 20 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Par délibération du 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte-tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement – opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 Juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 Décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 Décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 3 Juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

L'évolution de l'opération :

Les missions de l'opérateur et les paramètres de l'opération ont été ajustés à l'occasion des divers comptes rendu annuels et par avenants : n°9, 10, 11, 12, 13 et 14.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession prorogée à cette occasion jusqu'au 31 décembre 2021. Cet avenant prévoit :

- **Sur le plan opérationnel** d'assurer la sortie opérationnelle sur les ilots :

CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements

RENAN et Porte des temps : Créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port, le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des ilots avec réhabilitation de bâtis et construction neuve qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.

-

D'a

actualiser le montant et le versement de la participation à l'équilibre

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de la Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté de 413 721 euros à 2 953 194 euros. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les ilots Renan et Portes du temps sont couvertes par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 000 euros HT repartit sur la durée de la concession.

L'avenant n°16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a :

- modifié le montant de la subvention d'équilibre d'un montant global de 2 733 646 euros et précisé l'échéancier du versement 409 986 euros versé en 2017 et le solde qui sera perçu en 2018 pour 1 400 000 euros et 2019 pour 923 660 euros,

- modifié le montant de la participation aux équipements publics d'un montant de 2 195 386 euros et précisé l'échéancier du versement qui sera versé en 2019 pour 332 655 euros en 2020 pour 1 397 046 euros et 2021 pour 465 685 euros.

- ajusté de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics sur la base de 5% du montant HT des dépenses pour les missions de réalisation de l'équipement public, du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

L'avenant n°17 (19/0626) notifié le 3 septembre 2019, le compte rendu d'avancement au 31 décembre 2018 a été approuvé par délibération n° URB 036-6458/19/CM. Ce compte -rendu précise : la modification du montant et de l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant.

L'avenant n°18 approuvé le 19 décembre 2019, délibération URB 045-7937/19/CM, précise :

la reprise par la SOLEAM du portage foncier : mission de veille, entretien et confortement du foncier acquis ;

la reprise par la SOLEAM des procédures et négociations amiables nécessaires à la finalisation des acquisitions foncières ;

le lancement d'un appel à projet sur les 2 îlots : Renan et Porte des Temps.

Cet avenant a pour objet de modifier les modalités de rémunération du concessionnaire, les missions complémentaires sont confiées à la SOLEAM sous forme de forfait : une mission de portage foncier : 5 000 euros/an sur 2 ans soit 10 000 euros, une mission foncière (DUP/acquisitions) : 15 000 euros/an sur 2 ans soit 30 000 euros, une mission de réalisation d'appel à projet sous forme de marché public : 20 000 euros. Cette rémunération ne nécessite pas une augmentation de l'affectation d'autorisation de programme et n'impactera pas le versement 2020 plafonné à 1,7 millions euros.

Par avenant n°19 approuvé par délibération CHL 006-9332/20/CM du 17 décembre 2020 et notifié le 2 février 2021, la durée de la concession a été prorogée de 2 ans soit 31 décembre 2023. La modification du montant et les modalités de la participation totale ont été adoptées.

Aujourd'hui, il s'agit :

d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM, et de mettre en place les conditions pour permettre de mener à terme les opérations de cette concession, notamment en prorogeant de 2 années supplémentaires la durée de la concession, dont l'échéance est portée au 31 décembre 2025, afin de permettre la finalisation des acquisitions, la réalisation des travaux d'aménagement et le lancement et suivi des marchés publics de cession du foncier.

A cet effet la SOLEAM a établi un Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL), arrêté au 31 décembre 2020 et présenté à l'assemblée délibérante conjointement au présent avenant n°20 afin d'informer la Collectivité sur la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que sur son évolution prévisionnelle.

Le nouveau bilan prévisionnel actualisé fait état des évolutions suivantes par rapport au précédent compte rendu annuel approuvé :

Le montant total des dépenses passe de 17 912 647 euros à 18 008 318 euros TTC.

Le montant des recettes propres de l'opération passe de 6 964 467 euros à 7 093 727 euros.

Le montant de la participation globale du concédant, évolue de 11 123 896 euros TTC à 10 914 591 euros TTC, soit une baisse de 209 305 euros TTC.

Cette participation publique se décompose comme suit :

- 5 522 818 euros déjà versés par la ville de La Ciotat lorsqu'elle était concédante de l'opération ;
- une participation de la Métropole aux aménagements publics qui passe de 3 291 712 euros à 2 298 790 euros, baisse notamment liée au choix programmatique sur l'îlot Renan ;
- une participation à l'équilibre du bilan à la charge de la Métropole, concédant actuel, qui passe de 2 309 366 euros à 3 092 983 euros, ceci étant lié à la variation à la baisse de la participation aux équipements.

Compte tenu de cette variation à la hausse et du montant encaissé au 31 décembre 2020 de 2 942 605 euros, il est prévu :

En 2021 : que la SOLEAM rembourse à la Métropole 633 239 euros

En 2022 : que La Métropole verse à la SOLEAM 783 617 euros

Le montant de la participation de la Métropole aux équipements baisse d'un montant de 3 291 712 euros TTC à 2 298 790 euros TTC, compte tenu des nouvelles orientations données à cette opération d'aménagement avec l'aménagement de la placette sur la moitié de l'îlot Renan. Ceci représente une baisse de 992 922 euros TTC. Il est prévu :

En 2021 : la Métropole verse à la SOLEAM 933 239 euros

En 2022 : la SOLEAM rembourse à la Métropole 558 145 euros

Aussi l'avenant n°20 a pour objet, de modifier la durée, le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant.

En résumé :

-Le montant total des dépenses passe de 17 912 647 euros (CRAC 2019 approuvé en 2020) à 18 008 318 euros TTC.

-Le montant des recettes propres passe de 6 964 467 euros (CRAC 2019 approuvé en 2020) à 7 093 727 euros TTC.

-Le montant des participations publiques (participation d'équilibre + participation aux équipements/aménagements) baisse de 11 123 896 euros TTC à 10 914 591 euros TTC, soit -209 305 euros TTC.

La durée de l'opération est de 23 ans en étant prorogée de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat passée avec SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 20.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat passée avec SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 20.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat passée avec SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 20.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-313/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement RHI St Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19429/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement RHI St Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,
- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,
- la gestion transitoire des biens acquis,
- le relogement et l'accompagnement des ménages,
- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,
- la démolition et la mise en état des sols,
- l'aménagement des dessertes des futures constructions,
- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,
- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- **Rappel Historique**

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément à l'article L300-4 et suivant du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession

et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du Conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015, par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

- L'opération inscrite en en ZUS a permis la contractualisation dans le cadre du PRU Saint Mauront du financement de la voirie de desserte de l'opération par l'ANRU au bénéfice du concessionnaire aménageur.

- L'avenant 1 a permis d'ajuster la participation de la Collectivité à l'équilibre de l'opération, et l'avenant n°2 a permis de gérer le versement d'une avance remboursable au démarrage de l'opération.

- Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

-- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2007 et son avenant n°1 approuvés par délibération n°08/0513/SOSP du 30 juin 2008 ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 6 857 815 euros TTC à 7 386 903 euros TTC et ramené la participation d'équilibre de la Ville à 1 522 085 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et son avenant n°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et son avenant n°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et son avenant n°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2011 et son avenant n°6, approuvés par délibération n°12/0632/SOSP du 25 juin 2012, a porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 671 310 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 son avenant n°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et son avenant n°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le cœur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et son avenant n°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et son avenant n°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 010-2391/17/CM du 28 Juin 2017 a ramené le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 241 031 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 et son avenant n°13, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 002-4664/18/CM du 18 Octobre 2018 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 432 051 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros et ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2021.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 et son avenant n°14, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 003-7954/19/CM du 19 décembre 2019 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 13 179 922 euros TTC et porté la participation de la Métropole à 2 371 300 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 approuvé par délibération du bureau de la Métropole AMPM n° CHL-009-8791/20/BM du 19 novembre 2020 a porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 13 245 894 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 2 371 300 euros.

Il est aujourd'hui proposé d'examiner le compte rendu annuel de l'opération au 31 décembre 2020, qui est issu des échanges entre le concédant et le concessionnaire :

Avancement de l'opération :

- Maitrise foncière : L'opération en partie nord est achevée dans son volet Foncier. Pour la partie sud, et suite à l'aboutissement en 2018 du processus d'expropriation (DUP d'aménagement) les acquisitions sont également achevées. Certains dossiers sont néanmoins devant la justice, certains propriétaires ayant contesté le prix fixé en première audience. Les montants fixés par le juge ont été consignés par la SOLEAM puis débloqués à la demande des anciens propriétaires. Les dossiers en attente d'un arrêt de la cours d'appel voient leurs sommes maintenues en consignation.

- Subventions : Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), 673 786 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2019 (ANRU, MRU) sur un total de 1 168 004 euros, soit 57 %. En 2020, la dernière phase de Travaux VRD n'ayant pas encore démarré, aucun nouvel acompte n'a été demandé.

Pour le déficit foncier, 1 461 889 euros a déjà été versé de 2014 à 2018 par l'État sur un total attendu de 2 782 509 euros soit 53 %. Une demande de subvention a été faite fin 2019 pour 558 850 euros mais aucun n'acompte a été versé en 2020. Un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 198 845 euros soit 21%. Le deuxième acompte de 44 799 euros n'a pas été demandé en 2020.

- Social et relogement : 59 ménages ont été suivis dont 42 sont issus de la partie Sud. 54 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 29 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 5 ménages sont actuellement relogés de façon temporaire dont 2 en résidence ADOMA, 2 en résidence hôtelière et 1 dans un logement propriété de SOLEAM. Il reste donc 8 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins.

- Etudes techniques et travaux : les travaux de démolition de la phase 1 (2-6-8-10A-12 rue Gaillard) ont été effectués au début de l'année 2019 et achevés le 12 juin 2019. Les travaux de démolition de la phase 2 (12, 14, 16, 18, 20, 22, 32 rue Guichard, ainsi que le 70, rue Felix Pyat) ont été achevés le 24/08/20. Fin 2020, il ne reste plus que l'immeuble du 10 Gaillard (mosquée) à démolir. En juillet 2020, SOLEAM a publié le marché de travaux VRD partie sud (phase III). Fin 2020, suite à un lot infructueux, ce marché n'était pas encore attribué.

- Aménagements transitoires : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créée en 2014 a toujours été très satisfaisante et l'expérience est concluante. Ce jardin a constitué un véritable espace de convivialité dans le quartier et de nombreuses familles s'y sont investies. Cette activité a été déplacée au premier trimestre 2019 sur un autre site à proximité de la place Arzial avant le démarrage des travaux de démolition

partie sud, permettant une transition dans de bonnes conditions. En 2020, le jardin partagé relocalisé à côté de la place Arzial fonctionne toujours aussi bien.

- Cession : L'emprise Amidonnerie a été cédée en 2013 au Nouveau Logis Provençal qui a livré la résidence Amidonnerie (38 logements) en 2015. Il n'y a pas eu de cession en 2020 mais SOLEAM et CDC Habitat social ont travaillé sur la promesse de vente de l'îlot Bons Voisins (42 logements).

- Sur les années à venir jusqu'à la fin de l'opération au 30 octobre 2023, l'activité prévisible est la suivante :

- Maîtrise foncière : SOLEAM a acquis l'immeuble du 10 Gaillard (mosquée) début 2020. La maîtrise foncière est donc à ce jour finalisée. Il restera à déconsigner les indemnités (dans le cadre de la DUP d'aménagement) dont le paiement fait encore obstacle.

- Subventions : des versements d'acomptes et de soldes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus. Concernant les subventions ANRU, les demandes de solde seront à adresser impérativement avant le 30 juin 2021.

- Social et relogement : accompagnement des 8 ménages en plan de relogement.

- Etudes techniques et travaux : les dernières démolitions sont en cours. Les travaux de VRD partie sud débuteront début 2021.

- Cession : la cession de l'emprise « Bons Voisins » à CDC Habitat Social devrait se finaliser mi 2021. L'acquisition du 10 Gaillard permet d'envisager la cession de l'emprise dite « Bons Voisins Est » qui pourrait être cédée à la Foncière Logement (DIGNEO) pour y développer un petit programme de logements locatifs libres.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 qui s'établit comme suit :

- Dépenses :

- Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 959 928 euros, soit une diminution de 998 288 euros, (-51%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- Une diminution des études et travaux (-778 210 euros) essentiellement lié au décalage à 2021 des travaux de VRD phase 3 (-524 611 euros) et au report du paiement des factures de travaux de démolition des derniers immeubles de l'îlot sud (-217 177 euros) mais les travaux sont réalisés.

- Une diminution des dépenses annexes (-26 837 euros) essentiellement liée à des provisions surestimées,

- Une diminution des dépenses foncières (-102 962 euros) résultant essentiellement sur des déconsignations qui n'ont pu avoir lieu en 2020,

- Une diminution de la rémunération du concessionnaire (-55 113 euros) liée à une diminution des dépenses sur lesquelles elle est indexée,

- Au 31 décembre 2020, le montant cumulé des dépenses s'élève à 11 500 641 euros soit 88 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes fonciers (4 925 018 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles), travaux (3 902 466 soit 68% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (1 186 365 euros soit 92% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (127 652 euros soit 89% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles) et rémunération de l'aménageur (1 006 401 euros soit 85% des dépenses prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses passe de 13 245 894 euros à 13 638 342, soit une augmentation de 392 448 euros (3 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 s'expliquant essentiellement par l'augmentation du budget travaux (+267 636 euros) notamment à cause de surcoûts de travaux de démolition (+67 216 euros) et de l'appel d'offre pour les VRD phase 3 (+287 491 euros).

Il se répartit entre budget foncier (4 904 676 euros soit 36 %), travaux (5 764 921 euros soit 42 %), dépenses annexes (1 294 902 euros soit 10 %), les frais de relogement (143 513 euros soit 1 %), frais financiers (352 737

euros soit 3 %)et rémunération de l'aménageur (1 177 593 euros soit 9%). Cette répartition est proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2020, les recettes s'élèvent à 550 002 euros, montant inférieur de 69 % au prévisionnel, car les montants d'acomptes escomptés pour les subventions n'ont pas été perçus. Pour la subvention opérationnelle Anah partie sud (558 849 euros), la demande a été reçue par l'Anah mi-novembre 2019 mais l'acompte n'a pas encore été versé en 2020. Pour les subventions d'aménagement MRU + Anru (416 479 euros), les demandes ont été reportées car les travaux de VRD n'ont pu débuter en 2020.

- Au 31 décembre 2020, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 831 409 euros soit 49 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (357 567 euros soit 34 % des recettes prévisionnelles), subventions/participations des collectivités et de l'ANRU aux espaces publics (673 786 euros soit 62% des recettes prévisionnelles), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (1 504 164 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (80 220 euros soit 100 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes hors tva passe de 5 451 333 euros à 5 797 295 euros (hors participation d'équilibre), soit une hausse de 345 962 euros (6%) au regard du bilan approuvé en 2019 s'expliquant d'abord par une notification d'octroi par l'ANAH le 21 février 2021 d'une subvention de déficit foncier de la partie opérationnelle sud pour un montant maximum de 1 787 301 € soit un montant supérieur à la précédente prévision de 669 603 euros. Néanmoins, par mesure de prudence il est appliqué un abattement prenant en compte la possibilité par l'ANAH de réduire l'assiette subventionnable lors de la présentation des demandes de versement. Ensuite une augmentation prévisionnelle de la subvention Anru mobilisable du fait du décalage de la date d'expiration de la subvention initialement fixée au 31 décembre 2020 et reportée au 30 juin 2021, ce report permettant à l'aménageur de présenter des factures de VRD phase 3. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 069 024 euros soit 18,5 %), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 367 702 euros soit 23,5 %), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (3 280 670 euros soit 56,5 %) le reste du chiffre d'affaires (79 900 euros soit 1,5 %) provenant de produits financiers et produits divers.

Ainsi le bilan global de l'opération à terme évolue comme suit :

- les dépenses augmentent de 392 448 euros, passant de 13 245 894 euros à 13 638 342 euros.
- les recettes augmentent de 345 962 euros, passant de 5 451 333 euros à 5 797 297 euros.

Soit un déficit global de 7 841 045 euros comprenant 555 745 de TVA reversée et 7 285 300 euros de participation à l'équilibre des concédants.

- Participations des concédants

Les participations financières des concédants se répartissent entre participation à l'équilibre du bilan et participation aux équipements publics ci-dessous détaillées. Le montant global de 7 528 900 est inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2019.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 7 285 300 euros, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2019.

4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole. 1 822 759 euros ont été payés par la Métropole au 31 décembre 2020.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 548 541 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

548 541 euros en 2021

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2019 est négatif de 442 546 euros, en augmentation par rapport aux prévisions du bilan précédent à -281 671 euros, essentiellement lié à la diminution des recettes en 2020 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2021, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée négative de 854 560 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Participation de la Métropole aux équipements publics dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole participe financièrement aux voiries primaires et les placettes réalisées par la SOLEAM dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 215 672 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 27 930 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

27 930 euros en 2021

- Avenant à la convention de concession d'aménagement

Au regard des contraintes techniques nécessitant la réalisation des travaux d'aménagement en 2 phases, la seconde s'enclenchant après la construction du gros œuvre de la résidence Bons Voisins qui n'est pas commencée, il est proposé de proroger cette concession d'aménagement de 2 ans soit une échéance reportée au 30 octobre 2023. Cette variation du planning nécessite un avenant à la convention de concession d'aménagement en 2020. La participation financière de la Métropole à l'équilibre de l'opération reste constante et les conditions de son échéancier de versement sont maintenues.

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

En résumé :

-Le montant total des dépenses passe de 13 245 894 euros (délibéré au CRAC 2019) à 13 638 342 euros.

-Le montant des recettes propres passe de 5 716 992 euros à 6 109 440 euros.

-Le montant de la participation publique (participation d'équilibre+ aménagement) reste identique et s'établit à hauteur de 7 528 902 euros.

-La durée de l'opération est de 17 ans et court jusqu'au 30 décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement RHI St Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement RHI St Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement RHI St Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-314/21/CT

■ **CT1 - Stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne - Bilan annuel des opérations test réalisées en partenariat avec l'Association Foncière Logement-DIGNEO et le SA HLM UNICIL**

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19432/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie de lutte contre l'habitat indigne – Bilan annuel des opérations test réalisées en partenariat avec l'Association foncière Logement/DIGNEO et la SA HLM UNICIL » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La lutte contre l'habitat indigne et dégradé sur le territoire de Marseille a été identifiée comme l'un des axes majeurs de la politique de développement et d'aménagement urbain de la Métropole. Elle s'appuie sur l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées, signé le 21 décembre 2017 pour 10 ans, ainsi que sur le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) conclu entre la Métropole, l'Etat, la Ville de Marseille et d'autres partenaires institutionnels le 15 juillet 2019 pour une durée de 15 ans. La mise en œuvre des politiques de lutte contre l'habitat dégradé implique un travail de long terme, dans le cadre de projets urbains concertés entre les différentes parties prenantes, s'appuyant sur des dispositifs opérationnels et juridiques à calibrer dans le temps. Ces projets sont en cours de contractualisation avec l'ANRU dans le cadre du NPNRU de Marseille.

En amont de la définition de ces projets, deux problématiques opérationnelles doivent être traitées : la nécessaire mise en sécurité de certains immeubles dégradés et la production d'une offre de logements à proximité des futurs projets urbains, de nature à fournir des solutions de relogements aux ménages issus des immeubles à maîtriser dans le cadre de ces projets.

Ainsi, une action de moyen terme doit être menée, visant à enrayer la dégradation des immeubles les plus dégradés, tout en recréant une offre de logements de qualité sur le centre-ville de Marseille. La Métropole a ainsi identifié des immeubles dégradés en diffus sur le territoire du grand centre-ville, qu'elle maîtrise ou doit maîtriser via ses concessions d'aménagement, pour les proposer à des opérateurs en vue de leur réhabilitation à moyen terme. Cette action, portée par la Métropole et la Ville de Marseille dans le cadre du PPA, s'organise en 3 axes stratégiques nécessaires pour calibrer l'intervention publique :

1. Connaître le patrimoine dégradé à recycler
2. Tester de nouveaux modes de faire
3. Adopter une méthode globale de traitement du foncier mobilisable

Ces trois axes, menés en parallèle, se sont notamment appuyés sur deux partenariats conclus entre la Métropole et des opérateurs désireux de s'engager dans la lutte contre l'habitat indigne sur ce territoire : l'Association Foncière Logement via sa filiale *DIGNEO* et la SA HLM UNICIL.

La présente délibération dresse le bilan annuel du travail mené en partenariat avec ces deux opérateurs.

- **Le partenariat entre la Métropole et DIGNEO**

Dans le cadre de son plan d'investissement volontaire du groupe Action Logement conventionné en avril 2019, l'Association Foncière Logement s'est engagée à participer à la lutte contre l'habitat indigne ou insalubre, avec le soutien de l'État. L'outil dédié de cet engagement, appelé *DIGNEO*, est un dispositif d'intervention opérationnel visant à produire du logement de qualité, dont 25% maximum de logement social, prioritairement à destination des salariés des entreprises, sur les quartiers anciens et dégradés, dans le respect et la protection du patrimoine architectural et urbain.

Le partage de cet objectif de résorption de l'habitat indigne avec la Métropole, notamment sur le territoire de la Ville de Marseille, a été acté entre la Métropole et le groupe Action Logement, via la délibération en date du 19 décembre 2019, puis la signature d'un protocole de Coopération « Investissement et Mixité », signé par les parties le 21 février 2020.

Dès lors, un travail partenarial et expérimental a été engagé par les équipes de la Métropole, ses concessionnaires d'aménagement SOLEAM et Marseille Habitat et l'équipe pluridisciplinaire de *DIGNEO*, dont le rôle est de proposer des opérations de réhabilitation de ces immeubles, ainsi que l'équilibre économique associé. L'AFL intervient sur un « panier » composé d'immeubles dont la réhabilitation est plus ou moins complexe, afin d'atteindre un équilibre global permettant de pallier les surcoûts liés aux difficultés techniques des chantiers. Leur intervention aboutira à la réhabilitation de 9 immeubles en centre-ville et d'un tènement situé dans le 3^e arrondissement, soit un total d'environ 64 logements locatifs produits, dont 4 en locatif social, pour une surface estimée de 3 800 m² de SDP.

- **Le partenariat entre la Métropole et la SA HLM UNICIL**

Par la délibération métropolitaine en date du 19 décembre 2019 a été acté le partenariat entre la Métropole et la SA HLM UNICIL, filiale du groupe Action Logement, pour travailler ensemble à la lutte contre l'habitat indigne sur le territoire de la Ville de Marseille. Un protocole de partenariat a été signé en date du 11 février 2020. Celui-ci s'inscrit d'une part

dans la stratégie de lutte contre l'habitat indigne en centre ancien mais également dans le cadre de l'accord partenarial sur les copropriétés dégradées. Par ce partenariat, UNICIL se propose d'accompagner la Métropole sur ces thématiques en mobilisant plusieurs modes d'intervention :

- Acquisition de lots de copropriété en vue de la production d'une offre locative adaptée, notamment au sein de copropriétés nécessitant un redressement, et revente en cohérence avec la stratégie arrêtée par la Métropole et ses partenaires ;
- Acquisition et réhabilitation de bâtiments entiers au sein de grandes copropriétés ou en centre ancien, suivie d'une gestion durable et unitaire par le bailleur social;
- Consolidation de l'expertise de syndic et gestionnaire de copropriétés dégradées.

Dans ce cadre, UNICIL intervient sur 3 grandes copropriétés nécessitant une intervention publique en vue de leur redressement : le « Mail G » (14^{ème}), « La Maurelette » (15^{ème}) et « les Facultés » (Aix-en-Provence). Elle intervient de la même manière sur une petite copropriété dégradée du centre-ville. En lien avec la Métropole et les opérateurs mobilisés sur ces copropriétés, UNICIL se positionne comme acquéreur de logements en vue de les réhabiliter et de proposer une offre de logements sociaux tout en prenant part au redressement juridique et financier des copropriétés et à la gestion de celles-ci. Le nombre précis de logements à acquérir sera déterminé par la collectivité en lien avec le projet porté sur l'ensemble de la copropriété ciblée.

UNICIL intervient également en acquisition-amélioration sur 6 immeubles situés en hyper centre-ville de Marseille. A ce titre, 29 logements sociaux familiaux seront créés et réhabilités, pour une surface estimée de 2 000 m² de SDP.

Une démarche de qualification en tant que syndic spécialisé sur les questions de copropriétés dégradées (certification « QualiSR Syndic Prévention Redressement ») est en cours d'étude par le bailleur social.

- **Bilans et retours d'expérience**

Au terme de la première année de ces deux partenariats, l'identification des problématiques rencontrées permet la mise en perspective des solutions trouvées et des avancées réalisées. Ces problématiques ont notamment été liées :

Sur les opérations en acquisition-amélioration :

- Au manque de données, études ou diagnostics en début de partenariat, qui ont été conduites par la suite, dans une démarche d'apprentissage au fur et à mesure de l'avancée des dossiers ;
- Aux contraintes techniques et réglementaires portant sur les immeubles, laissant peu de marges de manœuvre dans les projets de réhabilitation proposés ;
- A l'occupation des immeubles par des locataires ou commerçants souhaitant rester dans leur quartier, avec peu de solutions de relogement et/ou relocalisation, la conduite de travaux structurels pérennes en site occupé s'avérant difficile ;
- A la difficulté financière d'équilibrer les opérations du fait du montant important de travaux.

Sur le portage de lots en copropriété :

- Aux divers stades d'avancement des opérations menées sur les copropriétés, nécessitant parfois des études complémentaires pour affiner le choix du mode d'intervention publique ;
- A la fragilité juridique et financière des copropriétés ;
- Aux différends existants entre les copropriétaires et parfois les syndics avant l'intervention d'UNICIL ;
- A l'importance des coûts des travaux, ne pouvant pas être assumés par certains copropriétaires.

Diverses solutions techniques et opérationnelles ont été mises en œuvre. Ces solutions n'existent que dans le cadre d'un suivi fin et régulier des dossiers, ainsi que dans l'accompagnement rapproché des parties prenantes du projet et des habitants.

Le travail partenarial engagé a également permis de mettre à jour les enjeux de l'intervention sur l'habitat indigne en diffus. Il se donne aujourd'hui les ambitions suivantes, qui seront à maintenir dans le cadre des projets urbains visant à traiter l'habitat indigne dans un cadre plus global de renouvellement urbain :

- Intervenir finement sur des réhabilitations en tissu constitué, dans le respect du patrimoine urbain et de l'ambiance du quartier ;
- Respecter et mettre en valeur le patrimoine architectural, en lien avec la réglementation en vigueur (SPR notamment) ;
- Produire des logements de qualité, assurant un confort d'usage en toute saison ;
- Accompagner les actuels occupants des immeubles, en leur proposant des solutions de relogement temporaire ou définitif et/ou en identifiant la place qui peut leur être donnée dans la mise en œuvre du projet ;

- Consolider le montage opérationnel et juridique grâce à la mobilisation d'une équipe pluridisciplinaire, croisant les diverses thématiques et problématiques du traitement de l'habitat indigne ;
- Consolider les équilibres financiers en mobilisant tous les partenaires financiers au niveau local et national ;
- Maîtriser et optimiser les coûts de l'opération, notamment les coûts de travaux ;
- Maîtriser et optimiser les délais de mise en œuvre des opérations.

Ces objectifs constituent l'ambition portée conjointement par la Ville de Marseille et la Métropole dans le cadre de la production d'une offre de logement à moyen terme, sur la base d'immeubles dégradés maîtrisés par la puissance publique à recycler en logement social. Les immeubles ciblés dans le cadre de cette stratégie de recyclage sont au nombre de 120 environ et assureront, à terme, une production d'environ 800 logements, majoritairement situés dans le centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne – Bilan annuel des opérations test réalisées en partenariat avec l'Association foncière Logement/DIGNEO et la SA HLM UNICIL.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne – Bilan annuel des opérations test réalisées en partenariat avec l'Association foncière Logement/DIGNEO et la SA HLM UNICIL.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie de lutte contre l'habitat indigne – Bilan annuel des opérations test réalisées en partenariat avec l'Association foncière Logement/DIGNEO et la SA HLM UNICIL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-315/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention tripartite Métropole, ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la Ville pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19434/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'effondrement de deux immeubles de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et les nombreuses évacuations d'immeubles dangereux mises en œuvre par la Ville de Marseille pour protéger leurs occupants dans le cadre de sa compétence en matière de police spéciale de l'habitat, ont conduit l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole et le Département à déployer des mesures d'urgence pour accompagner les ménages dans un processus d'hébergement hôtelier d'abord puis dans la recherche de solutions de logements temporaires, le temps de la réalisation des travaux dans leurs logements d'origine ou d'un relogement définitif lorsque le retour dans l'immeuble n'est pas envisageable.

Par délibération du Conseil métropolitain du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté une « stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé » visant à développer une action métropolitaine volontaire dans ce domaine.

L'un des volets de cette intervention métropolitaine porte sur le domaine des prestations relatives à l'accompagnement et au relogement des ménages évacués :

- A partir de novembre 2018 : organisation opérationnelle de l'Espace d'accueil des ménages évacués (Direction Politique de la Ville MAMP), puis Métropole partenaire de la convention multipartite pour la mission menée par France Horizon jusqu'en décembre 2020.
- Participation de la Métropole à la MOUS d'accompagnement au relogement des ménages évacués, menée par Soliha Provence en 2019 et 2020 : appui technique à la Ville de Marseille dans le cadre de la convention de coopération Ville/Métropole, et participation financière visant à soulager l'effort de la Ville et de l'Etat en groupement de commande pour cette prestation (apport de 1,67 Million €).
- Prise de relais pour assurer la continuité de ces deux missions dont l'Etat était directement partie prenante : mise en œuvre d'un groupement de commande Ville/Métropole, et conduite de la consultation par la Métropole avec un démarrage effectif au 1^{er} janvier 2021 de la prestation confiée à Soliha Provence pour une durée de 4 ans.

A ce jour, 626 ménages sont accompagnés dans le cadre de cette prestation : 401 ménages logés temporairement en parc relais Soliha issus de 216 immeubles évacués, 125 ménages en parc hôtelier aux frais avancés par la Ville et une centaine de ménages hébergés hors du dispositif accueillis à l'EAPE pour différentes prestations. La répartition de l'occupation du parc temporaire Soliha est prévue à 75% pour les besoins de la Ville afin de répondre aux obligations de substitution aux propriétaires défaillants en lien avec des mesures de police de l'habitat, et à 25% pour les besoins de la Métropole et de ses opérateurs d'aménagement dans le cadre des maîtrises publiques d'immeubles.

Lors de sa visite officielle à Marseille, et à l'occasion de sa participation au comité de pilotage du 25 novembre 2020 du contrat de PPA, la ministre du logement a affirmé sa volonté de soutenir cette stratégie de relogement/hébergement, sous la forme d'une subvention exceptionnelle pour 2021, sur la base des dépenses éligibles dans le droit commun, avec des engagements de résultat en contrepartie de l'accompagnement financier de l'État.

La Ville de Marseille et la Métropole ont formalisé leur demande conjointe le 23 février 2021, par courrier adressé à Madame la Préfète déléguée pour l'égalité des chances. Cette demande de subvention porte sur certaines des dépenses occasionnées par l'hébergement temporaire et l'accompagnement social des personnes évacuées suite à un arrêté de mise en sécurité ou lorsque leur logement d'origine fait l'objet d'une procédure de maîtrise publique en vue d'une réhabilitation profonde.

Ces prestations sont assurées dans le cadre du marché spécifique conclu dans le cadre du groupement de commande entre la Ville et la Métropole, et attribué à Soliha Provence.

Le coût total estimé de la dépense d'assistance à l'accompagnement des ménages relogés dans le cadre de situations d'urgence et hors coûts d'hébergement temporaire (en hôtel ou en appartement) est estimé à 5 000 000 euros environ par an.

L'estimation du montant des dépenses annuelles éligibles au titre de la participation de l'État aux mesures d'accompagnement des familles s'élève à 3 466 000 euros avec un montant prévisionnel maximal de contribution financière de l'État d'environ 50% soit 1 733 000 euros répartis entre la Métropole et la Ville au prorata des dépenses à la charge de chaque collectivité.

Ainsi le montant prévisionnel maximum est de 558 931,33 euros pour la Métropole et de 1 174 068,67 euros pour la Ville. Si le montant total effectif des dépenses n'atteint pas le montant fixé, la participation de l'État sera ajustée en conséquence à hauteur de 50 % des dépenses effectives de chaque collectivité.

La présente convention soumise à délibération a pour objet de détailler les modalités de versement de la subvention accordée par l'Etat au titre des missions menées par la Ville et la Métropole pour l'accompagnement et le relogement des ménages dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- **Vu**
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention

tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au logement confié à SOLIHA.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au logement confié à SOLIHA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-316/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention entre l'Etat et le Territoire Marseille-Provence déterminant les modalités de versement de l'aide financière de l'État dénommée Aide au Logement Temporaire 2 pour l'année 2021 DHPV 21/19724/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Métropoles dont Aix-Marseille-Provence sont compétentes en matière d'aménagement d'entretien et de gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage.

Par Délibération n° FPBA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence la gestion des Aires d'accueil des Gens du Voyage.

Conformément au Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage, le Territoire Marseille Provence en tant que gestionnaire de l'équipement public, met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil de Saint-Menet d'une capacité de 48 places caravane, sis au chemin du Mouton 13011 Marseille ;

Une aide financière est versée par l'Etat aux EPCI qui gèrent une aire d'accueil des gens du voyage. Le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et le gestionnaire de l'aire d'accueil qui a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT2.

Il convient de délibérer afin d'approuver cette convention pour l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de la Sécurité sociale et notamment ses articles L851-1 et R851-2 et suivants ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la
- Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage

Le décret n° 2001-568 du 29 juin 2001 relatif à l'aide aux collectivités et organismes gérant des aires d'accueil de gens du voyage et modifiant le Code de la Sécurité Sociale et le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le décret n° 2014-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l'aide versée aux gestionnaires d'accueil des gens du voyage ;
- La circulaire DSS/2B/2001/372 du 24 juillet 2001 relative aux conditions d'attribution de l'aide aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale gérant une ou plusieurs aires d'accueil des gens du voyage prévu à l'article L.851-1 du Code de la Sécurité Sociale.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément au Schéma Départemental d'accueil des gens du voyage, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille-Provence met à disposition des gens du voyage l'aire d'accueil de Saint-Menet d'une capacité de 48 places caravane, sis chemin du Mouton 13011 Marseille ;
- Qu'une aide financière dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT 2 est versée par l'Etat aux EPCI qui gèrent une aire d'accueil de gens du voyage ;
- Que le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et le gestionnaire de l'aire d'accueil ;
- Que le montant est déterminé en fonction du nombre de places et de l'occupation effective de celle-ci.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre l'Etat et le Territoire Marseille Provence déterminant les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée Aide au Logement Temporaire 2 ALT2 pour l'exercice 2021.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ci annexée.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence-Sous Politique D220-Nature 74718-Fonction 554.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-317/21/CT

■ CT1 - Equipement de Mazargues gens du voyage : approbation d'une nouvelle convention d'occupation temporaire type et du règlement intérieur DHPV 21/19734/CT

Monsieur le Président du Conseil de territoire Marseille Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil du territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a transmis de nouvelles compétences aux communautés urbaines, dont la compétence « aménagement, entretien,

gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Par délibération du 19 février 2015, la communauté urbaine « Marseille Provence Métropole » a approuvé les principes cadres de l'exercice de cette nouvelle compétence et a pris acte des engagements pris par les communes antérieurement au transfert de compétence.

Dans ce contexte La Ville de Marseille a transféré à la communauté urbaine son contrat de Délégation de Service Public pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur sa commune. Cette DSP concernait la gestion de deux équipements :

- L'aire permanente d'accueil des gens du voyage de saint Menet d'une capacité de 48 places caravanes, sise Chemin du mouton dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille,

- la structure d'accueil de Mazargues-Eyraud d'une capacité de 40 places, sise 47 bd de Lattre de Tassigny dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

Depuis sa création au 1^{er} Janvier 2016, La Métropole d'Aix Marseille Provence compétent en « aménagement, entretien, gestion des aires d'accueil des gens du voyage », se substitue aux droits et obligations de l'ancienne communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Par Délibération n° FPBA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole Aix - Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence la gestion des Aires d'accueil des Gens du Voyage.

Le site de « Mazargues-Eyraud » créé en 1993 par la Ville de Marseille, pour la relocalisation à proximité immédiate, du camping du même nom, n'a jamais été intégré comme « aire permanent d'accueil » aux différents Schémas Départementaux des Aires d'Accueil des Gens du Voyage, eu égard à son caractère manifestement sédentaire, de ses « auto-constructions » sur la plupart des emplacements et de ses insuffisances techniques au vu de la circulaire UHC/IUH1/12 no 2001-49 du 5 juillet 2001.

Dans ce contexte des discussions sont en cours avec la commune de Marseille sur le devenir de cet équipement.

Pour autant et ce depuis le transfert en 2014 et depuis 2016, La Métropole Aix-Marseille-Provence est le gestionnaire de ce site et en assure son exploitation en régie depuis 2019.

A l'analyse des différents contrats de séjour existants, il s'avère que ces derniers sont obsolètes ou caducs.

Aussi, il convient de revoir le cadre contractuel et de proposer une nouvelle convention d'occupation temporaire adaptée à la bonne gestion des lieux.

Cette convention sera bien évidemment proposée à chaque occupant actuel ainsi qu'aux nouveaux occupants.

Cette convention étant adossée au Règlement Intérieur, ce dernier doit être mis à jour pour tenir compte de la nouvelle configuration.

Il est donc proposé d'approuver une nouvelle convention d'occupation temporaire ainsi qu'un nouveau règlement intérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité pour une bonne gestion de la structure d'accueil de Mazargues d'approuver une nouvelle convention d'occupation temporaire type et de modifier le règlement intérieur de l'équipement en conséquence

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire type, pour l'équipement de Mazargues-Eyraud à vocation des gens du voyage.

Article 2 :

Est approuvé le nouveau règlement intérieur de l'équipement de Mazargues-Eyraud à vocation des gens du voyage.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cet effet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 011-318/21/CT

■ CT1 - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de sécurité incendie du bâtiment A - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19741/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de sécurité incendie du bâtiment A - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Lors de la séance du 30 mars 2017 délibération n° DEVT 005-1840/17/CM, était approuvée la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement ainsi que la convention d'OPAH copropriété de la « Résidence Plombières » établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Parmi les objectifs de l'OPAH copropriété figure la réalisation de travaux sur les parties communes. Cette opération constitue une des actions prioritaires dans le cadre de l'accord partenarial pour la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, acté entre les collectivités territoriales, l'Etat, l'Anah, la Ville, l'ANRU et les partenaires institutionnels.

Dans le cadre de cet accord partenarial, le préfet, suite à l'incendie de la copropriété Maison Blanche (13 014) en aout 2019, a demandé au bataillon des marins pompiers de Marseille (BMPM) de réaliser des visites de bâtiments de 4ème famille (immeubles de moyenne hauteur (IMH) depuis les dernières évolutions réglementaires), afin de préciser les actions en mesure d'améliorer le niveau de sécurité vis-à-vis de risques d'incendie et de panique.

Une visite du BMPM en date du 1er octobre 2019 sur la tour A (IMH) de la résidence Plombières a fait l'objet d'un rapport de visite pointant des améliorations possibles de la sécurité incendie de cet immeuble. Dans ce contexte, l'opérateur de suivi animation de l'Opah Plombières, dans le cadre de sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la Métropole, a échangé avec le BMPM et établi un projet de renforcement de la sécurité incendie de la tour A validé par un courrier du BMPM en date du 19 février 2020.

Des travaux de renforcement de la sécurité incendie du bâtiment A doivent donc être entrepris.

Le montant total des travaux nécessaires s'établit à 1 530 000 euros TTC, y compris honoraires et assurances.

Ces travaux sont éligibles aux aides de l'ANAH et de la Métropole, au profit du syndicat de copropriété.

La subvention de l'ANAH s'établit à 1 325 000 euros.

La subvention complémentaire de la Métropole, d'un montant de 205 000 euros, permet de couvrir la totalité de la dépense. Elle donne lieu à une convention de financement entre la Métropole, et le syndicat de copropriété permettant :

- d'une part, de fixer la participation financière de la Métropole,
- d'autre part, d'organiser la gestion des financements et les modalités de versement.

Son approbation est l'objet du présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de sécurité incendie du bâtiment A - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de sécurité incendie du bâtiment A - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de sécurité incendie du bâtiment A - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 012-319/21/CT

■ CT1 - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation de travaux de sécurité incendie sur le bâtiment A - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété -SACICAP-

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19743/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation de travaux de sécurité incendie sur le bâtiment A- Approbation d'une

convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Lors de la séance du 30 mars 2017, était approuvée la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la « Résidence Plombières » à Marseille 3^{ème} arrondissement ainsi que la convention d'OPAH établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Parmi les objectifs de l'OPAH copropriété figure la réalisation de travaux sur les parties communes.

Cette opération constitue une des actions prioritaires dans le cadre de l'accord partenarial pour la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, acté entre les collectivités territoriales, l'Etat, l'Anah, la Ville, l'ANRU et les partenaires institutionnels.

Dans le cadre de cet accord partenarial, le préfet, suite à l'incendie de la cité Maison Blanche (13014) en aout 2019, a demandé au bataillon des marins pompiers de Marseille (BMPM) de réaliser des visites de bâtiments de 4ème famille (immeubles de moyenne hauteur (IMH) depuis les dernières évolutions réglementaires), afin de préciser les actions en mesure d'améliorer le niveau de sécurité vis-à-vis de risques d'incendie et de panique.

Une visite du BMPM en date du 1er octobre 2019 sur la tour A (IMH) de la résidence Plombières a fait l'objet d'un rapport de visite pointant des améliorations possibles de la sécurité incendie de cet immeuble. Dans ce contexte, l'opérateur de suivi animation de l'OPAH Plombières, dans le cadre de sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la Métropole, a échangé avec le BMPM et établi un projet de renforcement de la sécurité incendie de la tour A validé par un courrier du BMPM en date du 19 février 2020.

Des travaux de renforcement de la sécurité incendie du bâtiment A doivent donc être entrepris.

Par délibération concomitante, le Bureau de la Métropole autorise Madame la Présidente ou son représentant à signer une convention de financement des travaux avec le représentant du syndicat de copropriété.

Cette convention a pour objet de définir le montant et les modalités de versement de la subvention octroyée par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah est défini comme suit :

répartition des financements		
ANAH		1 325 000 euros
La Métropole		205 000 euros
	Total	1 530 000 euros

Ces financements couvrent 100% du montant TTC des travaux de sécurité incendie du bâtiment A, y compris les honoraires techniques, les honoraires du gestionnaire et l'assurance dommage ouvrage.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux de sécurité incendie du bâtiment A.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 53 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficultés.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés.

Le préfinancement des aides attribuées par l'ANAH et par la Métropole au Syndicat des copropriétaires pourra être pris en compte dans le cadre d'une convention spécifique de préfinancement selon les modalités décrites dans la convention ci-jointe, à signer avec les SACICAP, l'Agence Nationale pour l'Habitat, ainsi que le Syndicat des copropriétaires.

Les modalités principales sont :

- versement direct des aides accordées par les financeurs auprès de la Sacicap ;
- ouverture d'un compte travaux spécifique par le Syndicat bénéficiaire ;
- versement sur demande du Syndicat bénéficiaire des aides accordées proportionnellement à l'avancement des travaux et des paiements ;
- contrôle des membres du Comité de Suivi constitué spécialement pour le suivi, l'animation et le contrôle de l'exécution des travaux ;
- libération des fonds.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation de travaux de sécurité incendie sur le bâtiment A- Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation de travaux de sécurité incendie sur le bâtiment A- Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation de travaux de sécurité incendie sur le bâtiment A- Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 013-320/21/CT

■ CT1 - Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cassis

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19744/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cassis » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La présente délibération porte sur le régime des autorisations de changement d'usage, à savoir les autorisations permettant de modifier la nature d'occupation d'un local à usage d'habitation vers un autre usage, pour la commune de Cassis.

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires, dont le territoire du Pays d'Aix.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L.6317-1 du Code de la Construction et de l'Habitation). Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du CCH).

Conformément aux dispositions de l'article L. 631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartient aux maires des Communes autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article L.6317, de solliciter Monsieur le Préfet lui demandant de rendre applicable les dispositions prévues par l'article L.631-7 Code de la Construction et de l'Habitation, à savoir instaurer une autorisation préalable de changement d'usage.

Cassis est une commune bénéficiant d'un fort attrait touristique (Par décret en date du 13 février 2015, la commune de Cassis a été reclassée en station de tourisme. Ce classement valable pour une durée de 12 ans s'inscrit dans la continuité de l'obtention en décembre 2014 de la dénomination "commune touristique" par arrêté Préfectoral) favorisant des flux importants de visiteurs.

Cette situation a favorisé une transformation des locaux à usage d'habitation principale ou secondaire en offre d'hébergements saisonniers avec :

- 705 meublés déclarés sur la commune de Cassis soit une captation de 12 % des logements ;
- Un basculement de résidences principales en résidences secondaires, avec une augmentation de 31 % des résidences secondaires sur Cassis depuis 2007, principalement due à la transformation en meublés de tourisme de résidences principales.

Par ailleurs, les locaux d'habitation disponibles sur le marché locatif ont un prix au m2 élevé (entre 15 et 17 euros). Cela se traduit par une tension sur le marché immobilier.

Le contexte local est marqué par la rareté du foncier disponible sur le territoire de la ville, et, par les faibles perspectives d'évolution des terrains constructibles compte tenu des règles d'urbanisme applicables et des servitudes d'utilité publique présentes sur la commune. Tenant compte également de la situation créée par le développement, dans cette commune, de locations saisonnières de logements pour des séjours de courtes durées, conduisant à renforcer la tension entre l'offre et la demande de logements, et de l'importance de ne pas aggraver la pénurie de logements, il devient nécessaire, pour la commune de Cassis, de pouvoir contrôler les changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire communal.

Ainsi, sur sollicitation de la commune, le Préfet a, par arrêté en date du 27 décembre 2018, rendu applicables sur son territoire les dispositions des articles L. 631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

La commune de Cassis a, par suite, demandé le 10 décembre 2020 à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de Cassis, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage. Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation préalable de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de

locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cassis.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 014-321/21/CT

■ CT1 - Approbation des avenants de prorogation de sept conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19745/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur « l'approbation des avenants de prorogation de sept conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1ère commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les bâtiments A, C, E, F, G et H. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 7 mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le syndicat du bâtiment D reste géré par un syndic professionnel (Foncia).

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Il a été décidé en priorité un engagement sur des opérations de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux, son estimation financière et son mode de financement.

La réalisation de ces travaux d'urgence a donné lieu à l'approbation de 7 conventions de financement entre la Métropole d'une part et, d'autre part, le syndicat principal et 6 syndicats secondaires (bâtiments C, D, E, F, G, H).

- Ainsi, par délibération n° DEVT 001-6147/19/BM, la Métropole a approuvé en séance du 20 juin 2019, six conventions de financement de travaux urgents conclues avec les syndicats secondaires de copropriétaires des bâtiments C, E, F, G et H, et avec le syndicat principal placés en administration provisoire. Pour rappel, le bâtiment « A », frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 ayant entraîné son évacuation et sa neutralisation, ne fait pas l'objet de travaux urgents. Ces conventions de financement ont été notifiées le 26 septembre 2019 et rendues exécutoires à compter de cette date pour une durée ne pouvant excéder 30 mois.
- De même, par délibération n° DEVT 002-7460/19/BM, la Métropole a approuvé en séance du 19 décembre 2019 la convention de financement des travaux urgents conclue avec le syndicat secondaire

du bâtiment D, géré par un syndic professionnel. La convention de financement a été notifiée le 3 juin 2020 et rendue exécutoire jusqu'au 31 décembre 2021.

Les montants des subventions apportées par la Métropole aux syndicats sont inchangés par rapport aux plans de financement initiaux, soit :

- Syndicat principal : 6 000 euros
- Bâtiment C : 64 500 euros
- Bâtiment D : 53 900 euros
- Bâtiment E : 21 400 euros
- Bâtiment F : 36 400 euros
- Bâtiment G : 82 900 euros
- Bâtiment H : 31 800 euros

Aujourd'hui, les travaux sur le bâtiment C ont pris fin en juillet 2021, il reste encore à finaliser les éléments de clôture (trésorerie, solde des demandes de subvention...). En outre, les travaux prévus sur les bâtiments D, E, F, G, H sont en cours de réalisation mais ont subi des décalages dans la programmation de passation de marché sur une période marquée par crise sanitaire. Il est donc nécessaire de proroger les conventions passées avec les syndicats des bâtiments C, E, F, G, H et du syndicat principal de 12 mois à compter de leur dates d'échéances (26 mars 2022), et de 15 mois pour la convention passée avec le syndicat du bâtiment D à partir de sa date d'échéance (31 décembre 2021).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation des avenants de prorogation de sept conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Approbation des avenants de prorogation de sept conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des avenants de prorogation de sept conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 015-322/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention cadre entre la Ville de Marignane, la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées OPAH RU II Centre ancien de Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19746/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention cadre entre la Ville de Marignane, la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération DEVT 002-6148/19/BM du 20 juin 2019 la Métropole a approuvée une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane.

Pour rappel, la commune de Marignane s'est engagée depuis 2011 dans une restructuration majeure de son centre-ville, qui connaissait une dévalorisation importante de l'état des logements, une désaffectation des commerces et services. L'habitat ancien devenait un parc social de fait avec des poches d'indignité, ce qui soulignait une perte d'attractivité continue depuis 20 ans.

Le projet de Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) engagé en 2012 est le projet structurant du centre historique qui prévoit des démolitions d'immeubles dégradés, des logements nouveaux, des équipements et des aménagements de l'espace public. Il s'accompagne d'une OPAH RU II centre ancien visant l'amélioration du parc privé ancien.

Le centre ancien de Marignane comporte 1 362 logements et 2200 habitants. Les logements sont privés à 88%. Une grande majorité d'entre eux (532 logements) se trouvent dans le secteur sud de Jaurès, cible prioritaire de l'OPAH RU. Les tendances observées sont une désertion des propriétaires occupants, qui ne seraient plus que 150 sur l'ensemble du périmètre de l'OPAH.

Le but de cette « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » pour les 5 ans à venir est de donner aux propriétaires du centre-ville la confiance, les moyens et l'envie de rénover leur patrimoine avec 3 enjeux :

1. rendre plus efficace la lutte contre l'habitat indigne,

2. maintenir les propriétaires occupants présents et favoriser l'installation de nouveaux accédants en centre-ville,
3. encourager des réhabilitations de qualité par immeuble avec les propriétaires, occupants ou bailleurs.

Les objectifs sont de :

- mettre un terme à la « banalisation de l'habitat indigne » qui entraîne des conséquences graves sur la santé, le cadre de vie des habitants et l'attractivité du centre-ville,
- viser l'efficacité énergétique et lutter contre la précarité énergétique,
- promouvoir la modération des loyers et les dispositifs fiscaux pour sécuriser de nouveaux investisseurs,
- valoriser le patrimoine architectural et urbain du centre-ville,
- identifier les copropriétés non organisées et les accompagner dans leur mise en copropriétés,
- réhabiliter les parties communes des propriétaires bailleurs en mono-propriété,
- adapter les logements aux personnes en situation de perte d'autonomie.

Dans le cadre de cette OPAH et considérant que les propriétaires modestes ne peuvent pas tous s'inscrire dans les dispositifs opérationnels déployés par les pouvoirs publics, faute de disposer de ressources financières suffisantes et/ou d'accès aux réseaux bancaires traditionnels, le soutien apporté par la SACICAP (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété aux syndicats de copropriétés et aux propriétaires occupants prend deux formes :

- des avances de subvention,
- des prêts « missions sociales » complémentaires, sans intérêt pour financer le reste à charge des propriétaires occupants modestes et très modestes.

Il est proposé aujourd'hui d'approuver une convention ayant pour objet de mettre en place un dispositif de préfinancement par la SACICAP des subventions octroyées par la Métropole et la Ville, ainsi que des subventions de la Région et du Département avancées par la Métropole, en faveur des copropriétés fragiles ou en difficulté ainsi qu'aux propriétaires occupants modestes ou très modestes. Cette mobilisation financière des SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État. L'effort de chaque SACICAP a pour limite ses propres moyens et éventuellement les moyens qu'elle aura pu mobiliser auprès d'autres SACICAP dans le cadre de l'exécution de la convention cadre conclue entre l'Etat et l'Union d'Economie Sociale pour l'Accession à la Propriété (PROCIVIS UES-AP) agissant au nom et pour le compte des SACICAP couvrant la période 2018-2022.

Le préfinancement par la SACICAP de Provence prend la forme d'un prêt sans intérêt, au profit du bénéficiaire éligible, des subventions octroyées par la Métropole, la Région et le Département au sein du périmètre de l'OPAH RU de la Ville de Marignane. Cet apport de trésorerie aux propriétaires et copropriétaires éligibles permet la réalisation des travaux. Une fois les travaux achevés, la SACICAP perçoit les subventions à titre de remboursement du préfinancement accordé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention cadre entre la Ville de Marignane, la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention cadre entre la Ville de Marignane, la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention cadre entre la Ville de Marignane, la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 016-323/21/CT

■ CT1 - Opération Grand Centre-Ville de Marseille - Opérations de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - Premier et deuxième programmes de travaux déclarés d'utilité publique portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase - Demande d'ouverture des enquêtes parcellaires et approbation des programmes précis des travaux à réaliser

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19747/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé pour la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre-Ville de Marseille - Opérations de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - Premier et deuxième programmes de travaux déclarés d'utilité publique portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase – Demande d'ouverture des enquêtes parcellaires et approbation des programmes précis des travaux à réaliser » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, transférée à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la

- propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit des études pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016. Elle porte sur cinq pôles situés en hyper centre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a eu pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Ce dispositif s'est avéré insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il est donc prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du Code de l'Urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ce recours à la restauration immobilière a fait l'objet d'une concertation publique au titre de l'article L103.2 du code de l'urbanisme dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 17 mai 2018.

Par délibérations URB 024-4183/18/CM du 18 juin 2018 et URB 019-4637/18/CM du 18 octobre 2018 il a été approuvé l'engagement des procédures pour obtenir du Préfet la déclaration d'utilité publique de deux programmes de travaux sur quinze immeubles dans une première phase et, dans une deuxième phase, treize autres immeubles dégradés de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » :

• **ORI 1 :**

- 31, rue Coutellerie 13002
- 43, rue Coutellerie 13002
- 47, rue Coutellerie 13002
- 11, rue Saint Saëns 13001
- 7, rue Molière 13001
- 2, rue Bernard du Bois 13001
- 6, rue Bernard du Bois 13001
- 3, rue Francis de Pressensé 13001
- 43, rue Francis Davso 13001
- 49, rue Francis Davso 13001
- 63, rue Francis Davso 13001
- 44, rue d'Aix 13001
- 39, rue des Dominicaines 13001
- 8, rue Mazagran 13001
- 25, rue Coutellerie 13002

• **ORI 2 :**

- 13, rue Fare 13001

- 15, rue Mazagran 13001
- 18, rue Mazagran 13001
- 21, rue Fonderie Vieille / 11, impasse Fonderie Vieille 13002
- 29, rue Coutellerie 13002
- 29, rue Francis de Pressensé 13001
- 30, rue des Petites Maries 13001
- 35, rue Mazagran 13001
- 37, rue Mazagran 13001
- 52, rue d'Aix 13001
- 75, rue Longue des Capucins 13001
- 4, rue Saint Pons 13002
- 7, rue Pressensé 13001

Les arrêtés préfectoraux n°2019-42 et 2019-64 ont déclaré d'utilité publique, au profit de la SOLEAM, les Opérations de Restauration Immobilière (ORI) portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase, au sein du périmètre d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites Grand Centre-Ville.

Ces programmes de travaux déclarés d'utilité publique peuvent à présent être prescrits individuellement aux propriétaires au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, leur laissant un délai variant entre 15 et 18 mois pour les réaliser. A défaut, la puissance publique pourra solliciter l'expropriation pour remédier à la carence.

Etant précisé que certains immeubles dégradés ont dès à présent été acquis à l'amiable par la Soleam. Il s'agit des immeubles du 3, rue Francis de Pressensé et 39, rue des Dominicaines concernés par l'ORI 1 et de l'immeuble du 21, rue Fonderie Vieille / 11, impasse Fonderie Vieille concerné par l'ORI 2.

L'objet du présent rapport est d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes parcellaires au profit de la SOLEAM au titre des articles R313-26 et suivants du Code de l'Urbanisme, la délivrance des arrêtés prescrivant l'ouverture des enquêtes parcellaires en vue de délimiter les immeubles nécessaires à la réalisation des travaux de restauration immobilière qui en découleront sur avis du commissaire enquêteur, et à solliciter alors les actes subséquents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre-Ville de Marseille - Opérations de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - Premier et deuxième programmes de travaux déclarés d'utilité publique portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase – Demande d'ouverture des enquêtes parcellaires et approbation des programmes précis des travaux à réaliser.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre-Ville de Marseille
 - Opérations de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - Premier et deuxième programmes de travaux déclarés d'utilité publique portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase – Demande d'ouverture des enquêtes parcellaires et approbation des programmes précis des travaux à réaliser.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre-Ville de Marseille - Opérations de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - Premier et deuxième programmes de travaux déclarés d'utilité publique portant sur les quinze immeubles de la première phase et les treize immeubles de la deuxième phase – Demande d'ouverture des enquêtes parcellaires et approbation des programmes précis des travaux à réaliser.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 017-324/21/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution des subventions aux propriétaires privés - PIG Habiter Mieux - OPAH RU La Ciotat - OPAH RU Marignane - OPAH RU LHI Marseille Centre
DOH 21/19748/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attribution des subventions sur fonds propres sont précisées dans le Règlement des aides du Conseil de Territoire approuvé par délibération du Conseil de Marseille Provence le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici pour engagement, les subventions proposées dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Habiter mieux », de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du Vieux La Ciotat, de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Marignane, de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre.

- Le PIG « Habiter mieux » :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1er janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales. Par délibération du 24 octobre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé un avenant N°2 de prolongation de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » de Marseille Provence sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;

- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par l'EPCI et la Région de primes, complémentaires aux subventions de l'Anah.

Il est proposé au Conseil de subventionner dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » la réhabilitation de 91 logements pour un total de 97 primes (certains dossiers donnent lieu à plusieurs primes), selon le tableau ci-annexé :

- 44 primes répondent à l'objectif de performance énergétique
- 40 primes de réduction de loyer sont octroyées à des propriétaires bailleurs conventionnant leur logement en loyer social ou très social ;
- 13 primes régionales aident les propriétaires à réaliser les travaux liés au maintien à domicile de personnes âgées, handicapées.

La somme totale engagée par la Métropole dans le cadre du PIG « Habiter Mieux » s'élève à 302386 euros dont 84 051 euros de subventions sur fonds propres et 218 335 euros d'avances faites par la Métropole pour le compte de la Région.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur de 2 588 314 euros qui génèrent un montant de travaux global de 4 238 297 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions à 8 bénéficiaires suivants :

- 5 syndicats de copropriété pour des travaux de sortie de péril, avec réfection de cages d'escalier, de toiture/façade, et de réhabilitation d'immeuble,
- Une SCI pour la transformation d'un local en logement locatif à loyer maîtrisé
- Deux propriétaires occupants pour la réhabilitation d'un logement et de travaux en copropriété.

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 106 247 euros dont 2 000 euros de subventions de la Région, 7 800 euros de subventions du Département et 96 447 euros sur fonds propres de la Métropole.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU de Marignane

Par délibération DEVT 002-6148/19/BM du 20 juin 2019 l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de

Marignane, avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région

Les orientations stratégiques de cette « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » pour les 5 ans à venir sont de donner aux propriétaires du centre-ville la confiance, les moyens et l'envie de rénover leur patrimoine avec 3 enjeux :

- Rendre plus efficace la lutte contre l'habitat indigne
- Maintenir les propriétaires occupants présents et favoriser l'installation de nouveaux accédants en centre-ville
- Encourager des réhabilitations de qualité par immeuble avec les propriétaires, occupants ou bailleurs

Il est proposé au Conseil de verser des subventions aux 4 bénéficiaires suivants :

- 2 propriétaires occupants pour des travaux dans leurs logements
- 2 propriétaires bailleurs pour des réhabilitations de 4 logements très dégradés

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 42 876 euros dont 6 209 euros de subventions de la Région, 24 979 euros de subventions du Département et 11 688 euros sur fonds propres de la Métropole.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon la situation de dégradation.

Le conseil de Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération 10 copropriétés en difficulté, copropriétés traditionnelles en tissus ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Pour l'une d'elles, la copropriété du 95 rue d'Aubagne - 13001, le programme de travaux a dû être réévalué de 327 068 euros TTC à 343 392 euros pour intégrer des travaux complémentaires nécessaires à la sortie de péril. La subvention de l'ANAH a été recalculée en conséquence. La part de la Métropole, validée par la délibération n° HPV 016-185//20 CT du 15 décembre 2020, doit donc être actualisée à 30 894 euros. L'engagement de ce montant actualisé annule et remplace celui engagé par délibération du 15 décembre 2020.

Le montant total de l'engagement de la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU LHI s'élève à 282 787 euros de subventions sur fonds propres complémentaires à l'Anah.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

Pour l'ensemble de ces opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 734 296 euros de subventions dont 474 973 euros sur fonds propres, 226 544 euros avancés pour le compte de la Région et 32 779 euros pour le compte du Département.

Pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par le territoire Marseille Provence, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région ;
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre ; de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ainsi que des copropriétés pouvant bénéficier d'aides au syndicat des copropriétaires par l'Anah, nécessitant pour cela une assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par un opérateur agréé Anah ;

- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont les listes sont jointes en annexe :

Annexes	Dispositif	Nbre de logements / Nbre de Copropriétés	Nbre de bénéficiaires	Montant engagé
Annexe 1	PIG « Habiter mieux »	91 logements	62	302 386 euros
Annexe 2	OPAH RU Vieux La Ciotat	3 logements 5 copropriétés	8	106 247 euros
Annexe 3	OPAH de Marignane	7 logements	7	42 876 euros
Annexe 4	OPAH RU LHI Marseille centre	10 copropriétés	10	282 787 euros
TOTAL			78	734 296 euros

Article 2 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget de l'état spécial du Territoire Marseille Provence pour un montant de 734 296 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondantes au remboursement par la région et par le département des avances faites par la Métropole Aix-Marseille-Provence seront constatées au budget de l'état spécial du Territoire Marseille Provence Sous Politique D 110 - Nature 7472 et 7473.

Article 3 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs : titre de propriété, factures des travaux, facture de l'AMO, et/ou présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de la Région Sud et du Département des Bouches du Rhône toute subvention avancée pour le compte de ces collectivités.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 018-325/21/CT

■ CT1 - Attribution des subventions d'investissement Politique de la Ville 1ère série sur le Territoire Marseille Provence au titre de l'année 2021

DPV 21/19802/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

L'appel à projets annuel politique de la ville qui concerne les communes de Marseille, La Ciotat, Marignane et Septèmes a été lancé en septembre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les opérations d'investissement retenues pour des financements de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont détaillées ci-après et bénéficient de cofinancement.

Le montant total de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 276 215 euros, dont la répartition s'établit comme suit :

Sur le territoire de La Ciotat, il est proposé de soutenir 4 structures :

ERILIA souhaite améliorer la qualité de vie de ses locataires en s'engageant dans un processus de concertation, d'accompagnement et de réalisation d'aménagement d'espaces extérieurs. Les premières phases de travaux ont déjà fait l'objet d'un vote en 2019. Il s'agit de poursuivre les démarches engagées.

Ainsi, sur trois résidences, le bailleur porte les deuxièmes phases des projets suivants :

- Sur la résidence de Logis de Brunet, il est proposé de réorganiser les espaces extérieurs afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et sécuriser les déplacements. La troisième phase de travaux consiste à aménager une voie verte (mobilier urbain) par la création de liaisons piétonnes douces principales et secondaires ; et la réalisation d'espaces de jeux multifonctions.

Plan de financement :

Coût du projet : 150 000€

Métropole : 40 000€

Conseil Départemental : 40 000€

Ville de la Ciotat : 40 000€

Autofinancement : 30 000€

- Sur la Résidence Fardeloup, le projet global prévoit de requalifier l'espace devant la maison de quartier. La troisième phase de travaux consiste à reprendre l'espace festif existant par la plantation des plantes grimpantes et la mise en place d'agès ; conforter le chemin des écoliers en sécurisant le parcours et en améliorant la signalétique ; favoriser la lecture des espaces extérieurs par la mise en œuvre de mobilier, de revêtement et de plantations.

Plan de financement :

Coût du projet : 150 000€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 30 000€

ERILIA est également propriétaire de la résidence Provence 1.2.3.4. La première tranche des travaux consiste à aménager des espaces végétalisés et de convivialité identifiés avec les habitants comme zone de jeu libre pour les enfants : plantations, revêtement de sol, béton et maçonnerie, mobilier, muret.

Plan de financement :

Coût du projet : 150 000€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 30 000€

La LOGIREM poursuit ses travaux d'amélioration du cadre de vie de la résidence de la Treille grâce à une démarche participative, à la volonté de donner une nouvelle identité présentielle et de créer un nouvel espace du « bien vivre ensemble ». La troisième phase consiste à réhabiliter le jeu de boules ; matérialiser une stratégie d'éloignement des pieds d'immeuble ; sécuriser la pinède et y installer du mobilier sportif ; et restaurer l'olivieraie (taille des arbres, signalétique et plantations).

Plan de financement :

Coût du projet : 169 000€
Métropole : 40 000€
Conseil Départemental : 40 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Autofinancement : 49 000€

L'Association Pain et Partage est conventionnée Atelier et Chantier d'Insertion depuis 2005. Sa vocation est de pouvoir permettre la professionnalisation et la remobilisation socio-professionnelle de personnes en situation d'exclusion du monde du travail par les métiers de la boulangerie et de la livraison. Elle poursuit son développement permettant d'allier des enjeux de production à destination des particuliers, d'animation locale et d'accès à l'alimentation de qualité pour le plus grand nombre.

Le projet d'investissement vise à aménager un local permettant la création d'un laboratoire de production (pain bio, viennoiserie pâtisserie...) et un espace de vente à la Ciotat. Il consiste à acquérir :

- 2 véhicules de livraison de type utilitaire
- du matériel de boulangerie (four, pétrins, chambre froide...)
- l'aménagement d'une terrasse extérieure

L'attribution de la subvention est conditionnée à la signature du bail avec la ville de la Ciotat et l'autorisation administrative de l'aménagement de la terrasse extérieure.

Plan de financement :

Coût du projet : 337 371€ hors taxe

Métropole : 90 000€
Conseil Départemental : 90 000€
Ville de la Ciotat : 40 000€
Etat : 20 000€
Autofinancement : 49 000€

Le Vieux La Ciotat est un quartier regroupant de nombreux enjeux économiques, sociaux, d'aménagement et d'accessibilité (rues étroites, pavées et escarpées). Il abrite des commerces de proximité, des équipements publics, des lieux culturels et touristiques. Le secteur est enclavé et peu accessible aux personnes à mobilité réduite (personnes âgées ou handicapées...) de par la topographie et l'aménagement.

L'association Wimoov travaille à la mise en œuvre d'une solution de mobilité durable pour les publics désirant se déplacer sur le centre-ville et pouvant rencontrer des freins.
Afin de finaliser l'expérimentation/réalisation de l'étude de faisabilité qu'elle mène, un transport électrique de type Vélo Taxi est envisagé, une alternative à la marche à pieds.

Le projet investissement consiste à acquérir un vélo taxi personnalisé (flocage des partenaires) et une batterie pour la mise en place d'un service de micro mobilité au centre-ville.

Plan de financement :

Coût du projet : 8 630€
Métropole : 4 315€
Ville de la Ciotat : 2 015€
Autofinancement : 2 300€

Sur le territoire de Marignane, il est proposé de soutenir une structure.

L'Association des Initiatives et du Renouveau a pour objet d'accueillir les publics et de renforcer les solidarités au sein du quartier de la Chaume. Lieu de convivialité, elle fédère du lien entre les différentes générations. Elle s'appuie sur un partenariat hétérogène permettant d'orienter les familles en fonction des besoins.

La mobilité est une vraie problématique. Les habitants sont souvent tributaires de l'organisation des transports en commun, ce qui ne facilite pas les déplacements sur le pourtour de Marignane.

De plus, suite à la crise sanitaire de ces derniers mois, l'association souhaite renforcer l'offre d'animation culturelle, pédagogique et de loisirs et proposer davantage de sorties de proximité. Les frais de locations représentent un coût important.

Le projet investissement consiste à acquérir un véhicule de type minibus pour proposer plus de sorties, faciliter les déplacements et réduire les frais de locations.

Plan de financement :

Coût du projet : 23 990€
Métropole : 7 200€
Etat : 10 000€
Autofinancement : 6 790€

Sur le territoire de Septèmes-les-Vallons, il est proposé de soutenir une structure.

L'Association pour la Gestion et l'Animation des Equipements Sociaux et Culturels gère le Centre Social de la Gavotte Peyret. Lieu de proximité, de rencontres et d'échanges entre les générations, il favorise le développement de liens familiaux et des initiatives des usagers ; et offre un accueil, des activités et des services.

Des travaux réalisés (local désaffecté et espace d'accueil) par le logeur VILOGIA sont en cours d'achèvement. Le réaménagement des locaux permettra de créer un coin cyber animé par un Adulte Relais dédié à la médiation socio numérique au sein des différents secteurs d'activités.

Parallèlement, le renouvellement du réseau téléphonique interne est impératif car le système actuel est en effet obsolète et ne permet pas une mise en lien du standard avec les différents bureaux, notamment le nouveau local.

Le projet d'investissement consiste en l'acquisition d'un parc informatique (ordinateurs, baie de brassage, standard, postes téléphoniques...) et d'un réseau téléphonique (téléphones fixes, onduleur, serveur...) pour équiper les bureaux des différents secteurs d'activité et permettront également de raccorder le nouveau local intergénérationnel.

Plan de financement :

Coût du projet : 29 254 €
Métropole : 11 700 €
Conseil Départemental : 11 700 €
Autofinancement : 5 854 €

Sur le territoire de Marseille secteur Grand Sud Huveaune, il est proposé de soutenir une structure.

L'association Synergie Family gère depuis le 1er juillet 2018 cinq Maisons Pour Tous/Centres sociaux sur la Ville de Marseille dans le cadre d'une Délégation de Service Public et pour une durée de six ans.

Trois d'entre eux sont situés sur territoire Grand Sud Huveaune mettent en place des ateliers numériques qui portent sur plusieurs thématiques (soutien à la scolarité, apprentissage pour utilisation administrative...) et sont mutualisés entre les différents secteurs jeunesse, enfance, familles et également mis à disposition des usagers dépourvus d'outils à domicile.

Le projet d'investissement consiste à acquérir 30 tablettes répartis sur les Maisons Pour Tous la Rouguière, les Caillols et Romain Roland - la Pauline, soit dix pour chaque équipement.

Plan de financement :

Coût du projet : 7 500€
Métropole : 3 000€
Conseil Départemental : 3 000€
Autofinancement : 1 500€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération n°DEVT 005-4211/18/CM du 28 juin 2018 portant création et affectation de l'opération « Financement des investissements Politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que suite à l'appel à projet, il est nécessaire de délibérer pour l'attribution des subventions d'investissement Politique de la Ville au titre de l'année 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions du Conseil de Territoire Marseille Provence aux organismes et associations suivants :

Sur la commune de La Ciotat :

- | | |
|--------------------------------|--------------|
| - ERILIA – Logis Brunet : | 40 000 euros |
| - ERILIA – Fardeloup : | 40 000 euros |
| - ERILIA – Provence 1.2.3.4 : | 40 000 euros |
| - LOGIREM – La Treille : | 40 000 euros |
| - Association Pain et Partage: | 90 000 euros |
| - Association Wimoov: | 4 315 euros |

Sur la commune de Marignane :

- Association des Initiatives et du Renouveau : 7 200 euros

Sur la commune de Septèmes-les-Vallons

- AGAESC Centre social Gavotte Peyret : 11 700 euros

Sur la commune de Marseille :

- Synergie Family : 3 000 euros

Article 2:

Sont approuvées les conventions correspondantes ci-annexées passées avec les organismes ou les associations susvisées.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 276 215 euros, sont inscrits au budget 2021 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-politique E110 - Opération 2018105800 - Chapitre 4581191007 - Nature 20422 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 019-326/21/CT

■ CT1 - Approbation de la deuxième série actions 2021 du programme des Cités éducatives de Marseille DPV 21/19806/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initiées en septembre 2019 par les ministères de l'Education nationale, de la jeunesse de la ville et du logement, le programme des Cités éducatives vise à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Elles consistent en une alliance des acteurs éducatifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : parents, services de l'État, des collectivités, associations, habitants autour de trois axes :

- Conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...) ;
- Promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...)
- Ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

80 sites ont été labellisés en France dans un premier temps pour 3 ans et 46 nouveaux sites l'ont été en 2021

Trois sites en quartiers prioritaires ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille Centre-ville (1er, 2ème, une partie du 3ème arrondissements) : 4 738 élèves.
- Marseille Malpassé-Corot (13ème arrondissement) : 2 632 élèves.
- Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) : 3 484 élèves.

L'instruction interministérielle du 13 février 2019 stipule que le programme des cités éducatives doit constituer le pilier du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022.

Les Cités éducatives représentent donc un levier important d'actions auprès des enfants et des familles les plus en difficultés des quartiers prioritaires et s'articulent avec le Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence au sein duquel l'éducation figure parmi les orientations stratégiques majeures.

Un travail partenarial a permis de co-construire un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale des Cités éducatives.

La Métropole a été sollicitée afin qu'elle soit pleinement associée et qu'elle devienne signataire des conventions triennales des 3 cités éducatives de Marseille par voie d'avenant.

Les trois cités éducatives bénéficient des crédits spécifiques de l'Etat (programme 147 politique de la ville) sur la période 2020-2021-2022 à hauteur de 3,7 millions d'euros, soit 400 000€ par an et par site auxquels s'ajoutent les financements des institutions partenaires, notamment la Ville de Marseille et la Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre et de l'animation des projets de territoire du contrat de ville et des instances partenariales des Cités éducatives, des actions ont donc été retenues afin de soutenir le programme.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville – Cités éducatives, les projets proposés doivent :

- S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville, les projets de territoire et le programmes des cités éducatives,
- Concerner les habitants des quartiers prioritaires labellisés « Cités éducatives » figurant dans la nouvelle géographie de la Politique de la Ville,
- Venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et partagée avec les partenaires assurant le pilotage des cités éducatives que sont la Ville de Marseille, l'Etat et l'Education Nationale.

La participation de la Métropole au Programme des Cités éducatives correspond au financement de 5 actions pour un total de 32 300 euros :

- 4 actions concernent la Cité éducative de Marseille Malpassé-Corot pour un montant de 29 300 euros,
- 1 actions concernent la Cité éducative de Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) pour un montant de 3 000 euros,

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget, soit 32 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- L'instruction du 13 février 2019 du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère de la ville et du logement portant déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives » ;
- La lettre de labellisation de la Cité éducative du 5 septembre 2019 du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement ;
- La délibération N° HN 023-28/07/20 CT du Conseil de Territoire approuvant les avenants N°1 des conventions triennales des Cités éducatives de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 5 projets pour le programme des Cités éducatives de Marseille ;
- Que les Cités éducatives constituent dans leur périmètre, selon l'instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 ;

- Que cette participation financière permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation du programme des Cités éducatives de Marseille décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle en annexe 2, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 3 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5000 euros.

Article 4 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires pour les actions du programme d'actions 2021 des cités éducatives, soit 32 300 euros TTC, sont inscrits au budget 2021 de l'Etat spécial du territoire Marseille Provence Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 020-327/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant aux conventions de financement 2021 à la suite de la fusion absorption de l'ASMAJ-Groupe ADDAP 13 et l'association CADE DPV 21/19807/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n° DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi,
- La cohésion sociale,
- Le cadre de vie et renouvellement urbain,
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Au titre du contrat de ville et suite à l'instruction de l'appel à projets annuel politique de la ville 2021, le Conseil de territoire a approuvé par délibération n° HPV002-010/21/CT du 18/02/2021 une subvention de 56 000 euros à l'association CADE pour la mise en œuvre de l'action suivante : "Accès au droit des étrangers et au droit de la nationalité".

En complément de ce premier financement, la Métropole a souhaité renforcer les actions en faveur de l'accès aux droits et a approuvé par délibération n° HPV007-220/21/CT du 1/06/2021 une subvention supplémentaire de 17 000 euros à l'association CADE.

Depuis 2020, l'association CADE et l'association ASMAJ- Groupe ADDAP 13 travaillent à leur rapprochement afin de mutualiser leurs moyens en matière d'accès aux droits.

Ainsi, un traité de fusion a été arrêté :

- par le conseil d'administration de l'association ASMAJ chargé de l'administration de l'association en application de l'article 8 de ses statuts, et réuni sur cet ordre du jour le 26 mars 2021 ;
- par le conseil d'administration de l'association CADE chargé de l'administration de l'association en application de l'article 6 de ses statuts, et réuni sur cet ordre du jour le 09 mars 2021

Le traité de fusion-absorption signé le 27 mai 2021 précise les orientations et objectifs :

- Maintenir l'existence de deux acteurs majeurs et historiques de l'accès au Droit à Marseille
- Constituer un acteur de l'accès au droit fort au service de l'inclusion sociale
- Construire des coopérations territorialisées entre les associations du Groupe

De plus, dans le cadre de ce rapprochement, l'association ASMAJ reprend les actifs et passifs de l'association CADE tels qu'ils existaient à la date de réalisation de la fusion. Cette opération a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021 sur les plans fiscal et comptable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/ CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 ;
- La délibération n° HPV002-010/21/CT du 18/02/2021 relative à l'approbation de la première série de la programmation 2021 du contrat de ville Marseille Provence,
- La délibération n° HPV007-220/21/CT du 1/06/2021 relative à l'approbation de la troisième série de la programmation 2021 du contrat de ville Marseille Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'accès aux droits est un enjeu prioritaire du contrat de ville Marseille Provence,
- Que les organismes ASMAJ-GROUPE ADDAP 13 et CADE cherchent à conforter leurs compétences ainsi que leurs capacités de réponses en direction des publics les plus vulnérables des QPV et à mettre en place d'une stratégie de coopération,
- Que le traité de fusion a été approuvé par les associations ASMAJ-GROUPE ADDAP 13 et CADE.

DELIBERE

Article 1 :

Est acté le traité de fusion-absorption entre l'ASMAJ- Groupe ADDAP 13 et l'association CADE qui aura pour dénomination sociale : ASMAJ - CADE - Groupe ADDAP 13.

Article 2 :

Est actée la reprise des subventions attribuées à l'association CADE par l'association absorbante ASMAJ - CADE - Groupe ADDAP 13 et l'engagement de cette dernière à réaliser les objectifs de l'association CADE.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention 2021/5592/A pour le financement du projet "Accès au droit des étrangers et au droit de la nationalité".

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention 2021/5592/E pour le complément de financement du projet "Accès au droit des étrangers et au droit de la nationalité".

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 021-328/21/CT

■ CT1 - Approbation de la quatrième série de la programmation relative à l'Appel à projets 2021 du Contrat de Ville de Marseille-Provence DPV 21/19810/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- e développement des activités économiques et l'emploi, L
- a cohésion sociale, L
- e cadre de vie et renouvellement urbain, L

a citoyenneté et les valeurs de la République.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 7 septembre 2020 au 4 octobre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 janvier 2021 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

En complément des financements dédiés à l'appel à projets du Contrat de ville, la Métropole a souhaité renforcer les actions conduites au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires et des quartiers de veille à hauteur de 165 200 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- | | | |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| - | actions pour un montant de 23 700 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée | 3 |
| - | actions pour un montant de 106 000 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse. | 10 |
| - | action 1 pour un montant de 7 500 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts. | 1 |
| - | actions pour un montant de 28 000 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne. | 2 |

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- stitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs. Con
- duction du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Pro
- duction des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole : Pro
 - le
dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les
documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une quatrième série de 16 projets cohérente avec les priorités du contrat de ville et au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des quartiers de veille ;
- Que cette participation financière aux différentes permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la quatrième série d'actions annuelles de la programmation 2021 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les crédits nécessaires pour la 4^{ème} série des actions de la programmation 2021, soit 165 200 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 022-329/21/CT

**■ CT1 - Approbation de l'avenant aux conventions de financement 2021 à la suite de la fusion entre l'Association Services Médiation et Médiance 13
DPV 21/19812/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Au titre du contrat de ville et après instruction de l'appel à projets annuel politique de la ville 2021, le Conseil de territoire a approuvé des financements au bénéfice de l'Association Services Médiation (ASM):

- par délibération n° HPV002-010/21/CT du 18/02/2021, pour une subvention de 6 000 euros pour la mise en œuvre de l'action " Formation linguistique et Compétences de base ".
- par délibération n° HPV 092/21/CT du 13/04/2021, un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs pour l'attribution :
- d'une subvention de 6 000 euros pour la mise en œuvre de l'action "Médiation Habitat
- d'une subvention de 6 000 euros pour la mise en œuvre de l'action " Médiation sociale et accès aux droits".

Depuis 2020, Médiance 13 et l'Association Services Médiation travaillent à leur rapprochement afin de mutualiser leurs moyens en matière d'accès aux droits. Ces deux associations ont pour vocation d'intervenir et d'accompagner les publics vulnérables principalement dans les quartiers prioritaires. Elles ont une relation historique forte, un partenariat fonctionnel et des synergies multiples qui ont conduit les administrateurs à mettre en œuvre une fusion.

Ainsi, un traité a été approuvé :

- par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Association Services Médiation le 29/04/2021
- par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'association Médiance 13 le 29/04/2021

Ce traité de fusion vise à améliorer la visibilité de l'action des structures et avec pour effet :

- Pour le public : optimiser de l'activité, logique de territoire,
- Pour les partenaires financiers et techniques privés et publics : avoir un seul interlocuteur et rationaliser le service rendu par territoire,
- Pour Médiance 13 et ASM : renforcer de l'ancrage territorial.
- La fusion a pris effet le 01/05/2021. Toutefois, dans le cadre de ce rapprochement, l'association Médiance 13 reprend les actifs et passifs de l'Association Services Médiation tels qu'ils existaient à la date de réalisation de la fusion. Cette opération a un effet rétroactif au 1er janvier 2021 à zéro heure sur les plans fiscal et comptable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 ;
- La délibération n° HPV002-010/21/CT du 18/02/2021 relative à l'approbation de la première série de la programmation 2021 du contrat de ville Marseille Provence,
- La délibération n° HPV 008-092/21/CT du 13/04/2021 relative à l'approbation de la première série des avenants 2021 aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'accès aux droits est un enjeu prioritaire du contrat de ville Marseille Provence,
- Que l'Association Services Médiation et Médiance 13 cherchent à conforter leurs compétences et leurs capacités de réponses en direction des publics des QPV,
- Que le traité de fusion a été approuvé par les associations Services Médiation et Médiance 13,

DELIBERE

Article 1 :

Est acté le traité de fusion-absorption entre l'Association Services Médiation et Médiance 13 qui aura pour dénomination sociale : Médiance 13

Article 2 :

Est actée la reprise des subventions attribuées à l'Association Services Médiation par l'association absorbante Médiance 13 et l'engagement de cette dernière à réaliser les objectifs de l'Association Services Médiation.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle d'objectifs n° 2021/7242/C/CPO/F3/321 pour le projet " Médiation Habitat ".

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle d'objectifs n° 2021/7242/C/CPO/F3/322 pour le projet " Médiation sociale et accès aux droits ".

Article 5 :

Est approuvé le changement d'attribution de la subvention politique de la ville à l'Association Médiance 13 pour le projet " Formation linguistique et Compétences de base ".

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 023-330/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un versement complémentaire au titre de la participation financière due par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public GIP Marseille Rénovation Urbaine MRU en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19829/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation d'un versement complémentaire au titre de la participation financière due par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public GIP Marseille Rénovation Urbaine MRU en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants. Satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019. Selon l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution du GIP a pris effet au 31 décembre 2019 et une période de liquidation a été ouverte pour une durée d'un an renouvelable.

En application de l'article 10 de la convention constitutive du groupement, chaque membre est tenu à une contribution aux activités et aux charges du groupement déterminé par protocole entre les membres signataires.

En vertu du protocole d'application de la convention constitutive ainsi conclu entre les membres du groupement, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence prennent en charge les dépenses du GIP MRU non financées par les autres partenaires du groupement au titre de leurs participations respectives.

Il est précisé que depuis l'avenant n°1 au protocole, conclu notamment suite à la création de l'ANRU, l'ANRU s'est substituée à l'Etat pour le financement des dépenses de fonctionnement du groupement.

Par ailleurs, initialement, la ville de Marseille prenait en charge 77,1% du solde des dépenses du GIP, et la Communauté Urbaine de Marseille, 22,9%.

Depuis la signature de l'avenant n°4 au protocole d'application, approuvé par délibération n°DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la ville de Marseille prend en charge 16% de ce solde, et la Métropole Aix-Marseille-Provence (venant aux droits de l'ex-Communauté Urbaine de Marseille) 84% de ce solde.

Dans le cadre des opérations de liquidation du groupement, il a été évalué pour chaque financeur la part des contributions restant dues et devant faire l'objet d'un versement pour solde des participations financières au GIP MRU.

Sur l'ensemble de la durée d'existence du groupement, après analyse des écarts entre les versements effectués par la Métropole (2 179 944,20 €) et les sommes effectivement dues au GIP ou ayant fait l'objet d'un remboursement par le GIP à la Métropole (2 936 776,52 €), la Métropole était initialement redevable de la somme de 756 832,32 € au titre de sa participation aux charges du groupement.

Cette participation, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 005-8385/20/CM du 31 juillet 2020, a depuis été versée au groupement.

Cependant, depuis cette délibération, la participation de l'ANRU au financement des postes, initialement calculée sur la base de postes à temps plein, a dû être réévaluée, compte tenu de l'existence de postes à temps partiel.

La participation de l'ANRU a ainsi été réévaluée au prorata du temps de travail effectif des agents, pour la période de 2016 à 2019.

Or, en vertu du protocole d'application de la convention constitutive et de ses avenants, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence prennent en charge les dépenses du GIP non financées par les autres partenaires du groupement au titre de leurs participations respectives.

De ce fait, la Métropole doit verser au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine un complément de participation d'un montant de 47 561,19 €.

Cette somme due doit être régularisée et versée par la Métropole dans le cadre des opérations de liquidation du groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155//20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation d'un versement complémentaire au titre de la participation financière due par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un versement complémentaire au titre de la participation financière due par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public GIP Marseille Rénovation Urbaine MRU en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation d'un versement complémentaire au titre de la participation financière due par la Métropole au Groupement d'Intérêt Public GIP Marseille Rénovation Urbaine MRU en application du protocole d'application de la convention constitutive du groupement et de ses avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité -
Agriculture"***

DDEBA 001-331/21/CT

■ CT1 - Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2020

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19758/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour info :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le compte rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2020 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF. Le CRAC 2020 a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n°ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2020 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2020.

DDEBA 002-333/21/CT

■ CT1 - Présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz 2020

Information du Conseil de Territoire DEE 21/19843/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole continue d'exercer cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensues depuis 2015.
- 9 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).
- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la Métropole par la loi depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la Métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour 2020 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2020 ont fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz pour 2020 a été remis dans les délais prévus par la loi, par GRDF, titulaire du contrat de concession de distribution publique de gaz.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant sur la présentation du Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz pour l'année 2020.

DDEBA 003-332/21/CT

**■ CT1 - PCET - Programme d'Investissements d'Avenir PIA - Approbation d'une Convention Attributive de Subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ANRU pour la phase mise en œuvre du projet d'innovation Sirius à Frais Vallon Marseille 13ème
DEE 21/19763/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le programme d'actions « Sirius » conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille- Provence depuis 2015 sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13e arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) appelé « Villes durables et solidaires » financé par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI). Le SGPI a confié le pilotage de cet AMI à l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU)

Le programme « Sirius » consiste à mettre en place des actions environnementales innovantes dans un Quartier Prioritaire Politique de la Ville (QPV) ayant attiré au développement des énergies renouvelables, à la mise en valeur de la nature en ville, la diminution des déchets et au développement de l'agriculture urbaine.

Ces actions sont menées en parallèle et en lien étroit avec la définition d'un Programme de Renouvellement Urbain sur ce même quartier et piloté par la Direction de l'Habitat Opérationnel et du Renouvellement Urbain de la Métropole.

Le système d'octroi des subventions PIA se déroule en deux phases :

- se 1 dite de « maturation des projets » : phase d'études complémentaires permettant de préciser les éléments du dossier de candidature déposé en 2015, Pha
- se 2 dite de « mise en œuvre des projets » : phase de lancement des investissements ou d'études complémentaires avant investissement. Pha

La présente délibération concerne la phase 2 dite de « mise en œuvre des projets ».

Pour cette phase, il y a deux processus de signature :

- signature par la Métropole AMP, en tant que pilote, d'une « convention-cadre » : La
Cette convention permet d'acter, entre la Métropole et l'ANRU, les objectifs, le contenu et échéances des actions qui vont être réalisées.
La Métropole signe cette convention avec l'ANRU au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage du programme d'actions « Sirius ».
Cette convention a été adoptée par le Bureau Métropolitain du 22 mars 2018 par délibération n° ENV 001-3558/18/BM.

- signature par chaque maître d'ouvrage d'une « Convention Attributive de Subvention » (CAS) pour les actions qu'il porte en tant que Maître d'ouvrage, La

La CAS, objet de la présente délibération, permet d'acter les subventions allouées à la Métropole par l'Etat. Ces actions ont pu commencer grâce à plusieurs « Autorisations de Démarrage Anticipées » (ADA) délivrées par l'ANRU.

Aujourd'hui, seule une action est encore en cours.

Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv.PIA accordé	Montant de la subvention accordée par le PIA
AMO pour le suivi opérationnel du projet d'innovation (ETUDE TERMINEE)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	190 000 €	190 000 €	80 %	152 000 €
Poste chargée de mission Environnement et Ecologie urbaine (1 ETP de 2017 à 2020) TERMINE	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	300 000 €	300 000 €	50 %	150 000 €
Etude de montage d'une micro-ferme urbaine (ETUDE EN COURS)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	30 000 €	30 000 €	80 %	24 000 €
		TOTAUX :	520 000 €	/	326 000 €

Une première CAS avait été délibérée par la Métropole AMP en octobre 2018 mais n'a finalement pas donné lieu à signature par les deux parties.

La convention a depuis été modifiée en accord avec les deux parties et il s'agit désormais de délibérer la CAS de la phase 2 afin que la Métropole puisse procéder aux demandes de paiement des subventions qui lui ont été octroyées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ENV 002-4413/18/BM portant approbation d'une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la phase "mise en œuvre" du projet d'innovation "Sirius" à Frais Vallon à Marseille, 13ème arrondissement abrogée par la délibération du 1^{er} juin 2021 DDEBA 001-225/21/CT;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 n° ENV 001-3558/18/BM portant approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation "Sirius".

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le programme « Sirius » lancé depuis 2015 sur le Territoire Marseille-Provence a pour objet l'innovation environnementale dans les Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville, et, qu'à ce titre, il contribue aux objectifs de l'Agenda Environnemental mis en œuvre conjointement par notre Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône mais également, au futur Plan Climat-Air-Energie Métropolitain ;
- Que les actions qui composent ce programme ont vocation à être reproductibles à d'autres Quartiers Prioritaires et contribuent donc à développer leur attractivité ;
- Que la signature de cette convention permettra de valider les subventions allouées par l'ANRU à la Métropole pour conduire ces études et actions environnementales sur ce quartier.

DELIBERE

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 1^{er} juin 2021 n° DDEBA 001-225/21/CT portant approbation d'une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la phase "mise en œuvre" du projet d'innovation "Sirius" à Frais Vallon à Marseille, 13ème arrondissement.

Article 2 :

Est approuvée la « Convention Attributive de Subvention » (CAS) ci-annexée, fixant les modalités de subventions de l'ANRU à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole – opération 2017-107000 « programme sirius Frais Vallon » - Nature 1311 – fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-335/21/CT

**■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à des travaux de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne propriété des Consorts VENAUT
DUFSV 21/19640/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux en vue de l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et du prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides.

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés, permettront d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la commune d'Ensues-la-Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le Plan Local d'Urbanisme et, repris au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence.

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- n secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche). U
- n secteur UB2p, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux. U

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 022 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 003 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des Bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de Projet Urbain Partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération :

- Une première phase de travaux correspondant à l'aménagement du chemin du Val de Ricard,
- Une seconde phase avec la création d'une voie de bouclage dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Aussi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

Dans le cadre de la création de la voie de bouclage (chemin des Bastides), la Métropole Aix-Marseille- Provence a conclu avec les Consorts VENAUT un accord concernant l'acquisition d'une emprise de 21 m² issue de la parcelle AA 49 de plus grande contenance pour un montant de 252€ (deux cent cinquante-deux euros) auquel n'est pas appliquée de TVA.

Compte tenu du montant de la transaction inférieure à 180 000 € (seuil apprécié à l'échelon de l'opération), l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'est pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent : les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition, ainsi que le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13033000T001.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des Consorts VENAUT d'une emprise de terrain, sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, permettra la réalisation de la voie de bouclage chemin des bastides /chemin du Val de Ricard.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de 21m² à détacher de la parcelle AA 49 de plus grande contenance, sise avenue de la Côte Bleue, auprès des Consorts VENAUT, pour un montant de 252 € HT (deux cent cinquante-deux euros HT) auquel n'est pas appliquée de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maitres BONETTO-CAPRA-MAITRE-COLONNA, notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique C140 - Opération 2013120006 — Chapitre 21.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole foncier ci annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous les documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-336/21/CT

■ CT1 - Concession de la ZAC de Château Gombert - Marseille 13ème arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19649/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession de la ZAC de Château Gombert – Marseille 13^{ème} arrondissement – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention, notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n° URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n° AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte. La dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

Objectifs de la concession

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville de Marseille.

L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Programme

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises. Ce programme est complété par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2860 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants, de 3 grandes écoles d'ingénieurs, d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal et Métropolitain pour le Logement.

Missions du concessionnaire

La convention de concession notifiée en octobre 1988 prévoit que le concessionnaire assure :

- L'acquisition d'équipements et de foncier nécessaire au développement de la ZAC
- Le montage et suivi des études et travaux nécessaires aux aménagements publics
- Le suivi comptable et l'équilibre financier de l'opération

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 18 de la convention de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
6. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée :

- Aux acquisitions foncières de 1.6 hectares de terrains appartenant au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour 1 956 000 € TTC
- Au dévoiement du Fossé des Bessons en bordure du projet immobilier SNI afin d'éviter débordements et inondations sur le terrain pour 60 177 € TTC
- Au lancement des études AVP pour le projet de requalification du cœur de Technopôle
- A la production d'une étude AVP pour l'aménagement des ruisseaux de la Grave et de la Fumade

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 4 204 678 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 2 639 993 € TTC, soit un écart de – 1 564 685 €. Cet écart est principalement dû à :

- une baisse de 941 136€ TTC des dépenses sur le poste budget foncier (baisse du prix d'acquisition des parcelles auprès du CD13)
- une baisse de 248 806 € TTC des dépenses sur le budget études qui s'explique notamment par les études pour la requalification des espaces urbain et équipements du technopole qui ont été décalées

- une baisse de 294 451 € des dépenses du budget travaux qui s'explique notamment par la mise en attente des travaux de Déplacement du cheminement piétonnier parc Champêtre pour 168 000 €
- une baisse de 94 953 euros du budget Rémunération de l'aménageur liée à la diminution des dépenses et recettes concrètement réalisées sur l'exercice

Sur l'exercice 2020 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 780 436 euros, en baisse de 869 143 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par le différé de la plupart des compromis de vente de terrains pour de l'activité (Présage, Viaxoft, Kassiope/Bastide Alu) initialement prévus d'être signés sur 2020.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 94 713 318 € TTC en baisse de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 94 713 318 € TTC. Ce montant baisse de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (95 734 901 euros). Cette baisse résulte essentiellement de la baisse du budget « Foncier » (- 941 134 euros TTC) qui s'explique par l'ajustement des prix des parcelles acquises auprès du CD13 en 2020.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 94 713 318 € TTC. Le montant prévisionnel total des recettes diminue de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (95 734 901 euros). Cette diminution s'explique principalement par le fait que la Région n'a pas accordé la subvention au titre du CRET provisionnée au CRAC établi au 31/12/2019 pour 3 074 000 € TTC.

Cette recette perdue serait compensée par des hausses sur les cessions à venir, dues à une meilleure valorisation des prix des terrains cédés.

Il est également attendu de nouvelles participations financières de la part des constructeurs.

Participation

Le budget participations d'un montant de 12 839 009 € TTC est composé comme suit :

- la participation Métropole à l'équilibre qui s'élève à 11 465 009 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Elle doit être versée de 2022 à 2025.

- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros (inchangée). La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation a été versée dans son intégralité.

La Métropole a versé une avance de 21 606 026 € TTC à la SOLEAM pour l'opération ZAC Château-Gombert dont 13 708 000 € TTC ont déjà été remboursés. Le solde restant à rembourser de 7 894 026 € TTC sera versé à la Métropole selon l'échéancier suivant :

2022 : 2 866 251€

2023 : 2 866 251€

2024 : 2 161 524€

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

En matière de travaux :

- Le lancement des travaux du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC
- Le lancement des travaux de requalification de l'allée des Maraichers
- La finalisation des raccordements des programmes constructeurs

En matière foncière :

- Le lancement d'Appels à Projets sur les terrains CD13 maîtrisés
- La régularisation foncière de la traverse « Belin »

En matière d'études :

- La poursuite des études de MOE du projet de requalification du cœur de Technopôle
- La poursuite des études de MOE pour le réaménagement des berges de la Grave et de la Fumade

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Le bilan prévoit d'échelonner les dépenses et recettes restant à réaliser sur trois années supplémentaires.

Avenant n°24 à la concession

Un avenant n°24 à la concession d'aménagement T1600900CO (ex 03/0006) est soumis parallèlement au conseil de Métropole du 7 octobre, il a pour objets de :

- Proroger la durée de la concession de trois ans et de porter son échéance au 27 octobre 2025
- De prendre en compte une rémunération de 7% sur la valeur vénale (170 000€) des voies cédées gratuitement à l'ASL Max Plank, soit 11 900 €
- De modifier l'échéancier de versement de la participation Métropole à l'équilibre comme suit :
2022 : 2 866 251€
2023 : 2 866 251€
2024 : 2 866 251€
2025 : 2 866 256€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la « Concession de la ZAC de Château Gombert – Marseille 13^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession de la ZAC de Château Gombert – Marseille 13^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession de la ZAC de Château Gombert – Marseille 13^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-337/21/CT

■ CT1 - Concession de la ZAC Saumaty-Seon - Marseille 16^{ème} arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19651/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession de la ZAC Saumaty-Seon - Marseille 16^{ème} arrondissement. Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La ZAC de Saumaty-Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988

approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal de Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°21, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 a prorogé la durée de la concession d'une année, jusqu'au 13 janvier 2022.

Par Délibération URB 043-7935/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la suppression de la ZAC de Saumaty-Séon à Marseille.

Par ailleurs, le conseil Métropolitain, par délibération n° URBA 026-9676/21/CM du 18 février 2021, a retiré la délégation totale du droit de préemption urbain à la SOLEAM sur cette opération.

Le CRAC au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 025-8696/20/CM du 15 octobre 2020.

L'objet du présent rapport est de présenter au bureau de la Métropole le CRAC, valant bilan de pré-clôture de cette concession établie au 31 décembre 2020.

Objectifs de la concession

La concession (anciennement ZAC) de Saumaty-Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de Saint-André, Saint-Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Programme

Le programme global de construction représente 200 000 m² de SDP dont :

- 140 000 m² en locaux d'activité,
- 60 000 m² en logement,

Le programme des équipements publics de la concession d'aménagement de Saumaty-Séon porte sur :

- La Réalisation de VRD
- La requalification de voiries existantes
- La création de voies nouvelles

- Des équipements publics : un stade + un parc public / une maison pour tous / une crèche d'entreprises

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre de la convention de concession établie en novembre 1988, et en vue de la réalisation de sa mission, le concessionnaire est chargé, entre autres, de :

- Acquérir et gérer la propriété, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération,
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet (suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, études nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction, mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social etc.)
- Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire ainsi qu'aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité,
- De manière générale, réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme, suivi et coordination de la réalisation des aménagements et équipements, suivi comptable et de l'équilibre financier de l'opération, assurer en temps réel une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération etc.)

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, les articles 18 et 19 de la convention de concession prévoient qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

7. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
8. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
9. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
10. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
11. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
12. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée à :

- La fin des travaux pour le bouclage de la rue Henri et Antoine Maurras et leur réception en juillet 2020,
- La poursuite de la procédure de remise des ouvrages aux directions opérationnelles de la Métropole et aux concessionnaires avec un travail de récolement par une maîtrise d'œuvre, des aménagements réalisés,
- L'accompagnement du projet d'habitat participatif de l'association Corail avec l'appui d'un nouveau porteur de projet, UNICIL,
- La finalisation des dernières commercialisations (terrains à bâtir Razzoli, Guichard, Maurras)
- La préemption d'un terrain correspondant à la concession NISSAN CAP JANET AUTO concerné par une réservation du PLUi pour le Pôle multimodal de Saint-André au premier trimestre 2020, à la demande de la Métropole.

Il est à noter aussi :

- Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent aux terrains d'assiette de voies publiques qui sont en cours de rétrocession à la Métropole.
- Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 172 900 m² de surface de plancher (soit 86 % de l'objectif de 200 000 m² SDP), dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 81 % de l'objectif de 140 000 m² SDP) et 60 000 m² pour du logement (soit 100 % de l'objectif de 60 000 m² SDP).
- Les équipements publics de la concession (anciennement ZAC) ont été réalisés, avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, des places, une Maison pour Tous et des parkings.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 6 003 248 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 4 782 560 € TTC, soit un écart de – 1 220 688 € TTC (une variation de - 20 %).

Cet écart est principalement dû aux baisses de dépenses suivantes :

- – 845 676 € TTC sur le poste Budget Foncier (le montant de l'acquisition issue de la préemption NISSAN CAP JANET AUTO s'est avéré moins important que prévu),
- – 40 458 € TTC sur le poste Budget Honoraires Techniques (montant prévu initialement en 2020 inférieur du fait de besoins moins importants),
- – 104 154 € TTC sur le poste Budget Mise en état des sols,
- – 149 113 € TTC sur le poste Budget Travaux secteur Séon (l'élargissement du carrefour Rabelais/Elie Pelas n'a pas eu lieu et le montant prévu aux travaux de parachèvement n'a pas été consommé),
- – 62 088 € TTC sur le poste Budget Travaux secteur Saumaty (le montant prévu pour travaux de parachèvement n'a pas été consommé),
- – 18 911 € TTC sur le poste Budget Rémunérations,

Le montant des recettes prévues en 2020 était de 893 660 € TTC, le montant des recettes réalisées est de 1 004 571 €, soit un écart de + 110 911 € (variation de + 12 %).

Cet écart est principalement dû à l'augmentation de recettes (130 760 € TTC) sur le poste Produits de Gestion (perception de 2,5 trimestres de loyer issu de la société Prestige Auto au lieu d'1 seul).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le budget du bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 45 496 694 € TTC en baisse de – 616 486 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, hors TVA résiduelle (1 713 837 €), s'élève à 43 782 854 € TTC. Ce montant prévisionnel de dépenses est en baisse de – 634 261 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Cette diminution des dépenses résulte essentiellement des baisses de :

- – 845 283 € TTC du poste Budget Foncier
- – 39 947 € TTC du poste Budget Travaux Séon (Diminution du budget parachèvement suite aux retours des services concessionnaires et à l'arbitrage DAD/SOLEAM),
- – 60 000 € TTC du poste Budget Travaux Saumaty (Diminution du budget parachèvement suite aux retours des services concessionnaires et à l'arbitrage DAD/SOLEAM),

Compensée par certaines augmentations :

- + 29 419 € TTC du poste Budget Mise en état des sols,
- + 142 994 € TTC du poste Budget Honoraires techniques (dont + 61 740 € TTC pour la création d'un poste lié aux missions d'accompagnement à la remise d'ouvrage. Ce poste ne sera pas nécessairement consommé),
- + 114 568 € TTC du poste Budget dépenses annexes (permettre les différents travaux inhérents à la clôture de l'opération)
- + 23 992 € TTC du poste Budget rémunérations.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 45 496 694 € TTC. Ce montant prévisionnel total des recettes est en baisse de – 616 486 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (46 113 180 € TTC).

Cette diminution des recettes s'explique principalement par la baisse de – 1 613 512 € TTC du poste Budget Cessions biens de retour due à la non réitération du compromis de vente pour le terrain Rouvière mais aussi et surtout à la diminution du prix de rétrocession de CAP JANET AUTO à la Métropole après déduction des loyers perçus par la SOLEAM.

Cette baisse substantielle est compensée en partie par des augmentations de recettes sur certains postes :

- + 486 560 € TTC pour le poste Budget divers (intégration des loyers suite à l'acquisition par préemption de CAP JANET AUTO),
- + 466 715 € TTC d'augmentation du poste Participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération. Un trop-perçu de 378 387€ devait être restitué au concédant à la clôture de la concession. Compte tenu de la hausse de sa participation, la Métropole versera 88 328 €.

Participations

Le Budget Participations d'un montant de 14 761 162 € TTC est composé comme suit :

- La participation Métropole à l'équilibre de + 88 328 € TTC, en augmentation de + 466 715 € TTC par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Elle doit être versée en totalité en 2022 (88 328 €). S'agissant d'un CRAC valant bilan de pré clôture, cette hausse prévisionnelle de participation ne donne pas lieu, à ce stade, à un avenant au contrat de concession. Le montant définitif de la participation sera stabilisé lors de l'approbation du bilan de clôture.
- La participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de 11 251 000 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité,
- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 3 267 544 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité,
- La participation en apport foncier Métropole de 154 290 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.

Perspectives 2021 jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement au 13 janvier 2022

En 2021, les principaux objectifs sont, en termes de travaux et d'aspects fonciers :

- La poursuite des actions visant à formaliser les reprises en gestion sur les ouvrages restant à rétrocéder auprès des services de MAMP et concessionnaires à savoir, les études de MOE « VISA/DET/AOR » et les travaux de remise à niveau, liés au vieillissement des voies dans les secteurs Séon et Saumaty,
- La démolition du 63-65 rue Condorcet et la sécurisation du site,
- La démolition du 1 Impasse Guichard,
- La finalisation des commercialisations de la traverse Razzoli (64+65), du terrain Maurras, du terrain 1 Impasse Guichard (réitérations),
- La régularisation foncière de l'ensemble des parcelles considérées comme des délaissés ou accompagnements de voirie,
- Le rachat par la Métropole à la SOLEAM de CAP JANET AUTO,

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de Saint Louis à Marseille 16^{ème} arrondissement. Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession de la ZAC Saumaty-Seon - Marseille 16^{ème} arrondissement. Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession de la ZAC Saumaty-Seon - Marseille 16^{ème} arrondissement. Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-338/21/CT

■ **CT1 - Concession de la ZAC Saint Louis - Marseille 15^{ème} arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19652/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « « Concession d'aménagement de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement avec Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007.

La ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 23 avenants portant notamment sur, la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2022.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de

la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu cultuel pour une constructibilité globale de 40 000 m² SDP.

Le projet de construction d'un édifice cultuel ayant été abandonné, la Ville de Marseille a résilié le bail consenti à l'association cultuelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019.

Ainsi le programme des équipements publics de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons.

L'avenant n°22 (19/0711) approuvé par délibération URB 032-6454/19/CM du 11 juillet 2019 et notifié le 13 septembre 2019, a prorogé de deux années supplémentaires la durée de la concession d'aménagement, portant son échéance au 03 février 2022.

Le CRAC au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 026-8697/20/CM du 15 octobre 2020 ainsi que l'avenant n°23 au contrat de concession de Saint-Louis T1600902CO, modifiant le montant de la participation et son échéancier.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession (CRAC) établi au 31 décembre 2020.

Objectifs de la concession

La ZAC de Saint-Louis a été créée en 1998 dans le but d'amorcer une reconversion économique du secteur suite à la fin de l'exploitation des abattoirs de Marseille mais aussi pour redynamiser l'offre de logements du quartier. Ceci afin d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Programme

Le programme global de construction représente 40 000 m² de SDP dont :

- 27 500 m² en locaux d'activité dont 20 000 m² réalisés,
- 12 500 m² en logement dont 12 800 m² réalisés (y compris 580 m² en projet transitoire).

Le programme des équipements publics de la concession d'aménagement de Saint-Louis porte sur :

- La réalisation des équipements : réseaux, aménagement des voiries (VRD),
- La requalification et l'extension de voiries existantes,

Après plus de vingt ans d'activité, les programmes suivants ont été réalisés :

- La résidence « La Rose des Sables » : programme de 148 logements sociaux locatifs réalisés par AMETIS et vendus à ERILIA et 19 logements en accession,
- Le village d'entreprises « URBAN PARK » (SOGIMA),
- Une cuisine centrale (API Restauration),
- Le groupe scolaire Saint-Louis (maternelle et élémentaire),
- Le Conservatoire des Arts et Métiers (CNAM) PACA,
- L'Ecole de la 2ème Chance.

D'autres projets en cours et à venir :

- L'extension du village d'entreprises (SOGIMA) sur le lot H,
- Des commerces et bureaux sur le lot G1,
- Développement à terme d'un poste source par ENEDIS sur le lot Fa.

Des projets en attente :

- Lot G2 : anciennement Plateforme Innovante d'Insertion Professionnelle,
- Lot Fb : pas de prospect identifié.

Des projets provisoires :

- Parc de stockage des poteaux d'éclairage public (Foncier MAMP),
- La Caravelle : programme transitoire en partenariat avec ENEDIS.

Mais aussi :

- L'ensemble des voiries et aménagements d'espaces publics (hormis la place de l'Horloge) a été réalisé. Ces espaces ont été traités de manière qualitative avec une volonté de végétalisation et d'intégration d'espaces dédiés aux mobilités douces (pistes cyclables et larges trottoirs) facilitant l'arpentage du site.

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession établie en février 1998, et en vue de la réalisation de sa mission, le concessionnaire est chargé, entre autres, de :

- Acquérir et gérer la propriété, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération,
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet (suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, études nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction, mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social etc.)
- Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire ainsi qu'aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité,
- De manière générale, réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme, suivi et coordination de la réalisation des aménagements et équipements, suivi comptable et de l'équilibre financier de l'opération, assurer en temps réel une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération etc.)

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, les articles 19 et 20 du cahier des charges de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

13. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;

14. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
15. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
16. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
17. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
18. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée à :

- Des études mutualisées portant sur des diagnostics de pollution des sols à l'échelle de l'ensemble des terrains restant à céder,
- La gestion et la sécurisation des lots à bâtir libres d'occupation en cours de cession ou restant à commercialiser,
- La finalisation des opérations de remise en gestion des ouvrages de voirie réalisés en 2019,

Mais aussi :

- La réalisation d'études pour réamorcer un processus de réflexion sur le secteur et déterminer les potentialités qu'offrait la ZAC en termes urbain et économique.

Plusieurs enjeux ont été identifiés :

- Travailler avec le tissu économique endogène en présence. La question d'un projet de pôle d'économie circulaire et inclusive est aujourd'hui en réflexion ainsi que la thématique des occupations transitoires.
- Valoriser le patrimoine du site des anciens abattoirs
- Soigner les qualités paysagères du site

L'objectif est la définition d'orientations précises avant de monter d'éventuels Appels à Projet et Appels à Manifestation d'Intérêt. La question de la prorogation de la durée de la concession est donc pertinente.

Cette prorogation doit faire l'objet d'un avenant n°24 au contrat de concession de Saint-Louis T1600902CO (98/055) prorogeant de deux années la concession jusqu'au 03 février 2024. L'approbation de cet avenant est soumise en parallèle au Conseil de la Métropole du 07 octobre 2021.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 1 048 220 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 782 792 € TTC, soit un écart de – 265 428 € TTC (une variation de – 25 %).

Cet écart est principalement dû aux baisses de dépenses suivantes :

- – 190 610 € TTC sur le poste Budget Travaux (non exécutés en 2020),
- – 32 207 € TTC sur le poste Budget Honoraires Techniques,
- – 46 638 € TTC sur le poste Budget Rémunération (suivant l'évolution des dépenses et des recettes).

Le montant des recettes prévues en 2020 était de 1 294 602 € TTC, le montant des recettes réalisées est de 214 703 €, soit un écart de – 1 079 899 € (variation de – 83 %).

Cet écart est essentiellement dû aux baisses de recettes suivantes :

- – 1 019 509 € TTC sur le poste Budget Cessions Activités du fait, principalement, de la non réitération de la cession du lot G2 à Formation et Métiers (le compromis de vente a été résilié par courrier LRAR du 06/08/2020 avec l'accord du concédant).
- – 60 390 € TTC sur le poste Budget Divers (ce montant sera régularisé en 2021).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le budget du bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 10 613 061 € TTC en hausse de + 97 694 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, hors TVA résiduelle (118 984 €), s'élève à 10 732 046 € TTC. Ce montant prévisionnel de dépenses est en hausse de + 87 177 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Cette augmentation des dépenses résulte essentiellement des hausses de :

- + 77 129 € TTC du poste Budget Etudes (études urbaine et économique complémentaires)
- + 56 922 € TTC du poste Budget Dépenses annexes (charges de gestion réévaluées pour intégrer les dépenses régulières d'évacuation de dépôt sauvage et travaux de sécurisation),
- + 33 238 € TTC du poste Budget Rémunération.

Compensée par certaines diminutions :

- – 32 422 € TTC du poste Travaux (réajustement des postes),
- – 47 689 € TTC du poste Budget Honoraires techniques.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 10 613 061 € TTC. Ce montant prévisionnel total des recettes est en hausse de + 97 694 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (10 515 367 € TTC).

Cette augmentation des recettes s'explique principalement par les hausses de :

- + 18 459 € TTC du poste Budget Cessions Activités,
- + 79 235 € TTC du poste Budget Divers (intégration d'une année supplémentaire de loyer du parc à poteaux).

Participation

Le Budget Participations d'un montant de 4 002 726 € TTC, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2019, est composé comme suit :

- La participation Métropole à l'équilibre de + 856 515 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. 209 718 € TTC ont déjà été versés. Les 646 797 € TTC restants seront versés en 2021.
- La participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de 936 382 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité,
- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 2 209 829 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.

Perspectives 2021

En 2021, le principal objectif vise les commercialisations des lots restant à céder en y intégrant des appels à projets pour la recherche de partenariats et financements permettant l'occupation transitoire des friches. Cela, en s'appuyant sur les études urbaine et économique réalisées en 2020.

Afin de mettre en œuvre ces orientations dans les meilleures conditions, il est donc proposé de proroger la durée de la concession d'aménagement de la ZAC Saint-Louis de deux années.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-339/21/CT

■ CT1 - Concession ZAC de Saint Just - Convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19653/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque » sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Cette concession relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Objectifs

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Programme

La ZAC de Saint Just d'une superficie de 8 hectares, est située en limite du 4ème et du 13ème arrondissement de Marseille. Elle s'étend depuis le Bd Lambert au Nord jusqu'à la rue Ste Adélaïde au Sud, et, entre l'avenue de St Just à l'Ouest et le Bd du Maréchal Juin à l'Est.

La Zac de St Just se caractérise par la présence :

- du viaduc du boulevard Fleming, qui scinde la Z.A.C. en deux moitiés inégales;
- du bâtiment du Conseil général des Bouches du Rhône (Hôtel du Département) – de la salle de spectacle du Dôme.

L'aménagement de la ZAC a été initié sur la partie Nord du Boulevard Fleming accompagnant l'implantation de l'Hôtel du Département et de la salle de spectacle, avec la réalisation d'équipements publics d'infrastructures tels

que les espaces extérieurs (parvis, espaces verts, réseaux.) et une gare d'échanges de bus permettant la connexion avec le métro St Just situé sous le bâtiment du Conseil Départemental.

La partie située au Sud du boulevard Fleming reste à aménager avec la réalisation d'équipements publics en connexion avec la programmation prévue sur l'îlot « Ste Adélaïde » compris entre le boulevard Fleming et la rue Sainte Adélaïde, ainsi que celle de l'îlot dit « Meyer » situé hors ZAC mais aux abords immédiats de celle-ci, entre la rue Ste Adélaïde et le boulevard Meyer.

Missions du concessionnaire

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 20 du cahier des charges du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée :

- Aux travaux liés à l'aménagement des voies Saint-Adélaïde et Impasse Saint-Simon pour 689 909 € TTC
- A la finalisation du confortement du mur mitoyen avec la Poste pour 133 466 € TTC

Le programme immobilier « La calanque » a été livré en 2020. Le projet d'hôtel « le Decisium » devrait être livré en 2021.

Ecart constatés sur l'année 2020

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 1 756 253 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 931 052 € TTC, soit un écart de – 825 201 €. Cet écart est principalement dû :

- au décalage opérationnel du lancement des études de recollement en vue de la rétrocession des anciens ouvrages de la ZAC
- à une sous consommation du budget études sur les voies Saint Adélaïde et Impasse Saint Simon
- au retard sur les travaux du Parking et du trottoir avenue de Saint-Just compte tenue de la découverte de pollution

Le montant des recettes de l'opération en 2020 est nul (absence de cession et de versement de participation Métropole).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 24 835 847 € TTC en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan établi au 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 24 835 847 € TTC. Ce montant prévisionnel est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation du coût des travaux pour l'aménagement des rues St Adélaïde et St Bruno induits par la crise sanitaire et les interactions avec des chantiers voisins.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan s'élève à 24 835 847 € TTC. Ce montant prévisionnel est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la participation Métropole à l'équilibre nécessaire pour compenser l'augmentation des dépenses.

Participation Métropole

Le budget participations d'un montant de 5 285 665 € TTC est composé comme suit :

- la participation de la Métropole à l'équilibre qui s'élève à 2 212 957 € TTC, est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. 1 250 000 € TTC ont déjà été versés à la SOLEAM par la Métropole. 962 957 € TTC restent à verser (dont 100 000 € TTC en 2021 et 862 957 € TTC en 2022).

- la participation de la Métropole aux Equipements qui s'élève à 1 682 320 € TTC, est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. L'intégralité de cette participation a été versée.

- la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan qui s'élève à 1 390 388 € TTC est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019, L'intégralité de cette participation a été versée.

Un rapport destiné à approuver un avenant n° 26 à la concession d'aménagement pour acter l'évolution de la participation de la Métropole est présenté en parallèle au Conseil de Métropole du 7 octobre 2021.

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

En matière d'études :

- La poursuite des études de maîtrise d'oeuvre du parking public au 42 avenue de Saint-Just et des études de requalification du trottoir avenue de Saint-Just

En matière de travaux :

- Le lancement des travaux d'aménagement du parking public au 42 avenue de Saint-Just et de requalification du trottoir avenue de Saint-Just
- La finalisation des travaux des voies rue Saint-Adélaïde et Impasse Saint-Simon
- Les travaux de parachèvement de la ZAC en prévision de la clôture de l'opération

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération. Ces pièces sont annexées au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Concession ZAC de Saint Just - la convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession ZAC de Saint Just passée avec la SOLEAM Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-343/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté du Rouet - Marseille 8ème arrondissement - Concession d'aménagement passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 - Bilan de pré-clôture

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19657/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté du Rouet – Marseille 8^{ème} arrondissement – SOLEAM – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis la création du parc du 26ème Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais. Dans ce contexte, le projet de la ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et la création à proximité du parc, d'environ 1 100 logements.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.
Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 1er mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (désormais SOLEAM) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2000.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir les terrains et gérer les biens acquis
- Réaliser les équipements publics définis
- Assurer l'ensemble des études et
- Assurer la gestion comptable de l'opération
- Assurer la commercialisation des terrains équipés
- Mettre en œuvre les conventions de participations constructeurs pour les terrains privés
- Assurer la coordination indispensable à la bonne fin de l'opération

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 19 du cahier des charges au Traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée aux travaux liés à la rétrocession des voiries et réseaux à la Métropole.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 255 681 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 80 281 € TTC, soit un écart de 175 400 € TTC. Cet écart est principalement dû au retard du projet immobilier du Prado Alto et au décalage des travaux que la SOLEAM doit finaliser au droit de ce programme de construction.

Aucune recette n'était prévue, ni n'a été perçue en 2020.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 fait apparaître une très légère augmentation des dépenses de 588 € TTC, et une stabilisation des recettes. Le budget global s'élève à 74 327 314 € TTC.

Les écarts constatés s'expliquent essentiellement par l'actualisation du montant des travaux des abords de l'opération Prado Alto.

Concernant la participation des collectivités à l'équilibre de l'opération, la participation globale estimée à 22 605 830 € reste inchangée :

- ⇒ 21 549 980 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille (participation à l'équilibre de l'opération en tant que concédant de l'opération jusqu'en 2016).
- ⇒ 1 055 850 euros de participation à l'équilibre de l'opération à la charge de la Métropole.
709 995 euros ont été déjà perçus par la SOLEAM

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont de finaliser les travaux aux abords de l'opération Prado Alto, rue Rège, et de finaliser la rétrocession des ouvrages à la Métropole, Soleam ayant pris du retard sur la rétrocession des voies, le long de l'avenue Cantini et la traverse des Juifs, pour pouvoir prononcer la clôture de cette opération. Cette concession d'aménagement expire au 13 août 2021.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour 2021, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'Aménagement Concerté du Rouet – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture. ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'Aménagement Concerté du Rouet - Concession d'aménagement passée avec la SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-344/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagementr Concerté de la Jarre - Marseille 9ème arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19658/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre – Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/2000, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues qui a fait l'objet d'un processus de rénovation urbaine engagé depuis 2011 dans le cadre du programme contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le secteur du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des

Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Cette opération d'aménagement a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1^{er} janvier 2016.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017. Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique par arrêté du Préfet du 05 mars 2020.

Par délibération n°URB 027-4373/18/BM du 18 Octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour acter la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Marseille, de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du Parc de la Jarre en lien avec les travaux d'aménagement du Parc conduits par la Ville.

Cette convention prévoyait que l'aménagement de cette section soit réalisée sur une portion de l'Avenue de la Jarre, faisant partie du domaine public métropolitain ainsi que sur des emprises à détacher de l'emprise du futur Parc. Ces aménagements devant être remis en gestion, après réalisation, à la Métropole. En effet, la domanialité des sections de l'Allée des Calanques situées en amont et en aval du secteur longeant le Parc est métropolitaine. La prise en gestion par la Métropole de la totalité du linéaire, se révèle indispensable pour la réussite et la bonne appropriation par la population.

En 2019, la Ville de Marseille a engagé les travaux d'aménagement du Parc de la Jarre et a réalisé une première portion de l'aménagement de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre sur 70 mètres linéaire. Elle a finalisé la première tranche du Parc de la Jarre. Ce dernier est ouvert au public depuis février 2020.

La deuxième portion de l'Allée des Calanques à réaliser par la Ville de Marseille impacte la parcelle C18, propriété de la Ville de Marseille ainsi qu'une portion de la parcelle privée C19 acquise récemment par SOLEAM pour les besoins de la liaison douce et pour la réalisation de la seconde tranche de travaux du Parc qui permettra de créer une nouvelle entrée côté Sud.

La Ville de Marseille a constaté que cette portion restant à aménager nécessitait la réalisation non anticipée de certains ouvrages (ouvrages de soutènement et reconstitution de murs de clôture). Elle a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence pour en transférer la maîtrise d'ouvrage à la SOLEAM, ces ouvrages n'ayant pas été prévus dans le marché de travaux de la Ville.

Au vu de cette situation le Conseil de Métropole a approuvé par délibération n°URBA 013-9302/20/CM du 17 décembre 2020 une convention cadre avec la Ville de Marseille et la SOLEAM pour permettre à la SOLEAM, déjà chargée de la réalisation des autres sections de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC ainsi que de l'acquisition du foncier pour les besoins du Parc, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la section restant à réaliser. Cet aménagement intégrera les murs et les éléments de serrurerie nécessaires à la clôture des parties Est et Sud du Parc. Cette convention précise les modalités de financement entre la Ville et la Métropole et définit également les modalités de mise à disposition et de cession des emprises foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Le même rapport a approuvé également la modification du Programme des Equipements Publics pour actualiser les financements et les maîtrises d'ouvrage ainsi que les ouvrages déjà réalisés et restant à réaliser.

La modification du Programme des Equipements Publics et la convention cadre ont été approuvés par la Ville de Marseille lors du Conseil Municipal du 23 novembre 2020.

Concession d'aménagement :

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence, concédant de l'opération, exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production par l'aménageur d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 20 du traité de concession prévoit que :

- 1- Le concessionnaire établit chaque année un bilan prévisionnel actualisé des activités objet du contrat, faisant apparaître, d'une part l'état des réalisations en recettes et en dépenses au 31 décembre de l'année précédente et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser estimées en fonction des conditions économiques de l'année en cours ainsi que, éventuellement, la charge résiduelle en résultant pour le concédant ;
- 2- Le concessionnaire établit chaque année un plan global de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses.
- 3- Le concessionnaire adresse pour approbation au concédant, avant le 15 juin de chaque année, un compte rendu financier comportant notamment en annexe :
 - 1/ le bilan financier prévisionnel actualisé
 - 2/ le plan de trésorerie actualisé de l'opération
 - 3/ une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice, comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir. Le concédant a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.
 - 4/ Le concédant peut, s'il le désire, pour tenir compte des choix définitifs qui seront faits en matière de programme à l'issue de la phase d'études et de montage diligentée par le concessionnaire, demander les adaptations nécessaires en matière financière.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'année 2020 :

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a été principalement consacrée :

- à la poursuite des procédures de maîtrise foncière pour les besoins de l'aménagement des derniers équipements de la ZAC
- à la réalisation de travaux de parachèvement d'une portion de l'avenue de la Jarre

Le montant des dépenses prévues en 2020 étaient de 450 953 euros TTC, le montant des dépenses réalisées et de 308 781 euros TTC soit un écart de – 142 172 euros TTC qui est principalement dû à :

- un écart de + 20 000 euros sur le poste foncier lié à une acquisition non envisagée initialement en 2020
- un écart de – 36 226 sur le poste études lié à des besoins moins important que prévu
- un écart de -97 042 euros sur le poste travaux et honoraires essentiellement lié au décalage des travaux de parachèvement de l'Avenue de la Jarre.
- Un écart de – 13 007 euros sur le poste dépenses annexes du fait de dépenses d'entretien moins importantes que prévues
- Un écart de -15 896 euros sur le poste rémunération du concessionnaire du fait du décalage de certaines rémunérations sur dépenses et recettes en 2021

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 666 260 euros TTC conforme à ce qui était envisagé au précédent bilan.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel de l'opération au 31 décembre 2020 fait apparaître un montant de dépenses à terme de 26 484 621 euros TTC. Il se répartit selon les postes suivants :

- Budget foncier : 9 642 348 euros
- Budget études : 949 483 euros
- Budget travaux et honoraires : 10 572 292 euros
- Budget démolitions : 789 857 euros
- Dépenses annexes : 770 208 euros
- Rémunération : 2 280 284 euros
- Frais financiers : 674 557 euros
- TVA : 805 592 euros

Le montant total des dépenses à terme est en baisse de 1 642 771 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- Une baisse de 217 192 euros du budget foncier
- Une augmentation non significative de 27 euros du poste études
- Une baisse de 1 591 503 euros du budget travaux et honoraires techniques liés à la décision de ne pas engager de travaux de réaménagement du bassin de rétention existant ni de travaux de réhabilitation de la serre de la jarre au frais de la concession
- Une hausse de 8 723 euros des dépenses annexes
- Une baisse de 104 421 euros du budget rémunération
- Une augmentation de 261 595 euros du poste TVA

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 21 084 828 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements en baisse de 227 665 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart à la baisse s'explique essentiellement par la suppression de la recette de cession d'une emprise foncière nécessaire à l'extension du Parc de la Jarre.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 2 420 958 euros, en baisse de 1 415 106 euros, par rapport au dernier bilan approuvé au 31 décembre 2020.

Elle se compose de 1 744 634 euros sous forme d'apport foncier et 1 553 366 euros en numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, précédant concédant.

877 042 euros seront remboursés par SOLEAM à la Métropole. Etant donné que 674 000 euros ont déjà été versés par la Métropole en tant que concédant, 1 551 042 euros sont prévus d'être remboursés par SOLEAM en 2022.

Une délibération approuvant les modifications de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que la prorogation de deux années de la concession, dans le cadre de l'avenant n°24 à la convention de concession d'aménagement est présentée en parallèle pour approbation au Conseil de Métropole du 7 octobre 2021.

Participation de la Métropole au coût de certains équipements de voiries :

Cette participation s'élève à 2 978 835 euros TTC, inchangée par rapport au dernier bilan et dont 757 161 euros ont déjà été versés. Le versement du solde de cette participation d'un montant de 2 221 674 euros en 2022 est inchangé par rapport au dernier bilan.

Trésorerie de l'opération : elle est positive au 31 décembre 2020 pour un montant de 2 809 628 euros.

Perspectives 2021

En 2021 les principaux objectifs sont :

- De poursuivre les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des voies
- De réaliser les travaux d'une section de l'Allée des Calanques le long du parc de la Jarre

Par ailleurs, afin de finaliser les travaux nécessaires aux derniers équipements publics de la ZAC il est proposé de proroger de deux années la concession d'aménagement soit jusqu'au 6 avril 2024.

Les bilans annexés au CRAC, établis par la SOLEAM, reprennent les dépenses et recettes réalisées à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre – Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre – Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre – Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-349/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre - Marseille 9^{ème} arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19665/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'aménagement Concerté de la Jarre - Marseille 9^{ème} arrondissement - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/2000, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues qui a fait l'objet d'un processus de rénovation urbaine engagé depuis 2011 dans le cadre du programme contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Cette opération d'aménagement a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1^{er} janvier 2016.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité présentant le bilan de l'opération au 31 décembre 2020, prévoit un montant total des dépenses au terme de l'opération à 26 484 621 euros TTC, en baisse de 1 642 771 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. L'approbation du CRAC au 31 décembre 2020 est présentée au Bureau de Métropole du 7 octobre 2021.

Aussi, conformément au bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2020, il convient de :

- proroger de deux années la concession d'aménagement afin de finaliser les travaux nécessaires aux derniers équipements publics de la ZAC. Ainsi le terme de la concession est porté au 6 avril 2024.
- Modifier le montant de la participation à l'équilibre de l'opération.
Cette participation s'élève à 2 420 958 euros, en baisse de 1 415 106 euros, par rapport au dernier bilan approuvé au 31 décembre 2020.
Elle se compose de 1 744 634 euros sous forme d'apport foncier et 1 553 366 euros en numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, précédant concédant.
877 042 euros seront remboursés par SOLEAM à la Métropole. Etant donné que 674 000 euros ont déjà été versés par la Métropole en tant que concédant, 1 551 042 euros sont prévus d'être remboursés par SOLEAM en 2022.

L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

- Déjà versé : 674 000 euros
- Exercice 2021 : 0 euros
- Exercice 2022 : - 1 551 042 euros

Il est proposé d'approuver ces éléments financiers via l'avenant n°24 à la convention de concession d'aménagement.

La participation de la Métropole aux équipements publics de voiries d'un montant de 2 978 835 euros TTC, ainsi que le versement du solde en 2022 demeurent inchangés

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'aménagement Concerté de la Jarre - Marseille 9^{ème} arrondissement - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'aménagement Concerté de la Jarre - Marseille 9^{ème} arrondissement - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession. ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'aménagement Concerté de la Jarre - Marseille 9^{ème} arrondissement - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-345/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Regny - Marseille 9^{ème} arrondissement - Concession d'aménagement passée avec la Soléam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19659/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – SOLEAM – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. »

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

La création de cette ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005. Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant de compléter et d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise. Il s'agit de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Après mise en concurrence, Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, a été retenue et s'est vue confier par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille une concession d'aménagement par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1er janvier 2016.

Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Le choix a été fait de différer la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC afin de l'articuler avec le planning des travaux du Boulevard Urbain Sud, dont le tronçon traversant la ZAC est aujourd'hui réalisé.

Seuls les aménagements de voiries et espaces publics accompagnant le collège et le centre de gérontologie livrés en février 2016 ont été réalisés par l'aménageur.

Le Programme des Equipements Publics de la ZAC a été modifié plusieurs fois entre 2016 et 2019 afin de prendre en compte les incidences de l'évolution du projet urbain et les besoins exprimés par la Ville de Marseille en termes d'équipements scolaires, sportifs ou culturels.

Une refonte du projet initial a été engagée dès 2015. Cela a permis de concevoir un nouveau projet urbain plus ambitieux et vertueux visant à affirmer le lien entre la nature, la ville et les infrastructures. Il a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Marseille Provence approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Au regard du nouveau projet urbain, il sera nécessaire notamment de modifier le dossier de réalisation de la ZAC incluant une modification du programme des équipements publics, des modalités prévisionnelles de financement et une mise à jour de l'étude d'impact. Les études réglementaires sont en cours de finalisation et en amont une demande d'autorisation environnementale détaillant les incidences sur l'environnement du projet sera déposée en Préfecture.

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence, concédant de l'opération, exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production par l'aménageur d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 18 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

5. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
6. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
7. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;

8. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité:

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a été principalement consacrée :

- à la poursuite des ateliers de co-conception au cours du premier trimestre ;
- aux études nécessaires à la mise à jour du dossier de réalisation et du programme des équipements publics, au regard de la refonte du projet urbain, ainsi qu'à la poursuite de l'étude d'impact et du dossier loi sur l'eau ;
- à la poursuite des études relatives à la conception de la nouvelle voie U522 à créer entre le Bd de Ste Marguerite et le Bd Paul Claudel ;

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 1 502 683 euros TTC, le montant des dépenses réalisées est de 1 020 258 euros TTC soit un écart de – 482 424 euros TTC, principalement dû à :

- un écart de -194 531 euros sur le poste études préalables lié à la suspension des ateliers de co-conception du fait de la crise sanitaire, du changement de gouvernance et de la procédure de modification du dossier de réalisation
- un écart de -130 573 euros du poste acquisition du fait d'une prévision de frais trop importante et non consommée
- un écart de – 96 104 euros du poste travaux dû essentiellement au fait que les travaux engagés sur la Bastide des Trembles ont été limités à la mise en sécurité du bâtiment.
- Un écart de + 112 548 euros du poste dépenses annexes lié notamment à des charges de gestion plus importantes que prévues : à la hausse de la taxe foncière, à la réalisation de travaux de sécurisation pour protéger les terrains de la ZAC exposés aux décharges sauvages.
- Un écart de -208 668 euros du poste rémunération du concessionnaire

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 269 493 euros TTC avec un écart à la hausse de 2 999 euros par rapport aux prévisions.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel de l'opération au 31 décembre 2020 fait apparaître un montant de dépenses à terme de 93 359 546 euros TTC. Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 158 531 euros
- Acquisitions (dont U522) : 16 425 435 euros
- Travaux et honoraires : 40 483 545 euros
- Travaux médiathèque et maison de quartier : 8 000 000 euros
- Dépenses annexes : 1 571 825 euros
- Frais financiers : 954 390 euros
- Rémunération de l'aménageur : 6 327 520 euros
- Groupe scolaire : 15 405 381 euros
- TVA : 3 032 919 euros

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 3 490 211 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse est principalement due à l'augmentation du budget travaux qui intègre des chiffrages actualisés par la maîtrise d'œuvre de SOLEAM. Il s'agit des travaux nécessaires à la réalisation du programme de construction prévue par le nouveau plan masse.

A noter que la hausse significative des travaux (et honoraires de maîtrise d'œuvre) sur les secteurs Est et Ouest de la ZAC, pour un montant de 6 147 492 euros, est compensée pour partie par la consommation d'une partie du budget Aléas pour un montant de 2 435 024 euros.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 61 796 833 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements. Ce poste est en hausse de 174 538 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart à la hausse s'explique par la cession à un propriétaire privé de délaissés fonciers et la valorisation de fonciers qui ne seront pas aménagés dans le cadre de la ZAC.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 4 828 318 euros dont :

- 1 512 647 euros ont déjà été versés en février 2015 par la Ville de Marseille, précédant concédant
- 3 315 671 euros à verser par la Métropole.

La participation du concédant à l'équilibre est en hausse de 3 315 671 euros par rapport au dernier bilan approuvé au 31 décembre 2019. Cette augmentation vient compenser les hausses constatées au niveau des travaux.

Une délibération approuvant le versement de cette participation dans le cadre d'un avenant n°16 à la convention de concession d'aménagement est présentée en parallèle pour approbation au Conseil de Métropole du 7 octobre 2021.

Participation des collectivités affectées aux équipements publics :

- La participation de la Ville de Marseille aux équipements municipaux s'élève à 21 399 468 € TTC répartie de la manière suivante :
 - Participation aux équipements scolaires : 12 999 468 euros TTC (une convention de financement acte les modalités de versement)
 - Participation pour la réalisation de la Médiathèque et de la Maison de quartier au sein d'un même bâtiment : 8 400 000 € TTC.
- La participation de la Métropole aux équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur s'élève à 5 334 924 euros TTC et reste inchangée par rapport au dernier bilan :
 - 1 335 118 euros ont déjà été versés au 31 décembre 2020.
 - Le solde est prévu d'être versé en 3 fois entre 2021 et 2023.

Avance de Trésorerie :

Afin de pallier le déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012.

Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016.

En application des modalités financières de transfert de cette opération par la Ville à la Métropole, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du bilan au 31 décembre 2016.

Le plan de trésorerie prévisionnel tel que ressortant du CRAC au 31 décembre 2020, met en évidence un décalage entre les recettes de commercialisation de l'opération et les dépenses de travaux.

Ainsi, il est proposé que le remboursement de l'avance de 9 500 000 € prévu en 2023 soit modifié selon l'échéancier suivant :

2022 : 3 315 671€

2025 : 6 184 329€

Cette modification doit faire l'objet d'un avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie. L'approbation de cet avenant est soumise en parallèle au Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021.

Rémunération de l'aménageur sur dépenses :

La réalisation de la ZAC Vallon Regny a été ralentie (travaux du BUS et reprise du projet urbain). Ceci génère une incohérence entre la prestation fournie et le niveau de rémunération de l'aménageur tel que prévu initialement. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 2 361 122 euros soit 5% du montant des dépenses prévisionnelles. 151 173 euros restent à rembourser au titre de l'avance et le seront en 2021.

Perspectives 2021

En 2021 les principaux objectifs sont :

- En ce qui concerne les études : de poursuivre celles relatives au nouveau dossier de réalisation et les études de conception des espaces publics de la ZAC
- De poursuivre les négociations amiables pour la maîtrise du foncier impacté par la voie U522 Nord et de déposer un dossier de DUP en Préfecture pour les acquisitions qui ne pourraient être réalisées à l'amiable
- En ce qui concerne les travaux : d'engager les travaux relatifs à la U522 Sud et à la requalification de l'ancien chemin de Cassis

Les bilans annexés au CRAC, établis par la SOLEAM, reprennent les dépenses et recettes réalisées à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.L

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – SOLEAM – Approbation du CRAC au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-350/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Regny - Marseille 9ème arrondissement - Concertation préalable et participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement - Modalités d'organisation

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19666/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « zone d'aménagement concerté de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement – Concertation préalable et participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement – Modalités d'organisation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régnys couvre un territoire d'environ 34 hectares.

La création de cette ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005. Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant de compléter et d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise. Il s'agit de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Après mise en concurrence, Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, a été retenue et s'est vu confier par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille une concession d'aménagement par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1^{er} janvier 2016.

Le choix a été fait de différer la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC afin de l'articuler avec le planning des travaux du Boulevard Urbain Sud, dont le tronçon traversant la ZAC est aujourd'hui réalisé.

Seuls les aménagements de voiries et espaces publics accompagnant le collège et le centre de gérontologie livrés en février 2016 ont été réalisés par l'aménageur.

Le Programme des Equipements Publics de la ZAC a été modifié plusieurs fois entre 2016 et 2019 afin de prendre en compte les incidences de l'évolution du projet urbain et les besoins exprimés par la Ville de Marseille en termes d'équipements scolaires, sportifs ou culturels.

Une refonte du projet initial a été engagée dès 2015. Cela a permis de concevoir un nouveau projet urbain plus ambitieux et vertueux visant à affirmer le lien entre la nature, la ville et les infrastructures. Il a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Marseille Provence approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Le nouveau projet urbain nécessite de modifier le dossier de réalisation de la ZAC et la réalisation d'une étude d'impact. Les études réglementaires sont en cours de finalisation.

Au vu de la surface de plancher projetée, environ 85 000 m² et des choix proposés notamment en matière de rétention des eaux de pluies paysagée et intégrée dans un parc public, le projet urbain est soumis à étude d'impact et à autorisation au titre de la loi sur l'eau. Ainsi, il convient de déposer une demande d'autorisation environnementale unique auprès de l'Autorité Environnementale à savoir Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône.

Cette procédure, régie par le code de l'environnement, nécessite l'organisation d'une concertation préalable au titre de l'article L.121-16 dudit code. Préalablement au dépôt, une concertation préalable sur le projet de la ZAC de Vallon Regny et ses incidences sur l'environnement devra être organisée.

La procédure d'instruction prévoit également l'organisation d'une enquête publique préalable à l'obtention de l'autorisation environnementale sous l'égide du Préfet.

Par délibération n°URBA 014-9865/21/CM, du 15 avril 2021, le Conseil de la Métropole a autorisé Madame la Présidente à saisir l'Autorité Environnementale pour une demande d'autorisation environnementale et l'a habilitée à demander à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture d'une enquête publique.

Modalités de la concertation :

Ainsi, afin de mener à bien la phase de concertation, il est prévu :

- L'organisation d'une réunion publique présentant le projet et ses incidences sur l'environnement dont les modalités seront adaptées en fonction de l'évolution du contexte sanitaire.
- La mise à disposition d'un dossier au public :
 - Le dossier détaillant le projet urbain et son impact sur l'environnement, sera mis à la disposition du public afin qu'il puisse faire part de ses observations pendant un délai de 30 jours.
 - Les observations pourront être recueillies par voie électronique, mais aussi par la mise à disposition d'un dossier détaillant le projet et ses impacts accompagné d'un registre, au siège de la Métropole, en Mairie centrale (Rue Fauchier) et en Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille aux heures habituelles d'ouverture au public.

Le public sera informé du lancement de la concertation et de ces modalités par un avis mis en ligne sur le site internet de la Métropole ainsi que par un affichage au siège de la Métropole, en Mairie centrale (Rue Fauchier) et en Mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, 15 jours avant l'organisation de la concertation.

Cet avis indiquera notamment l'adresse du site internet sur lequel le dossier pourra être consulté. Les observations et propositions du public déposé par voie électronique devront parvenir à la Métropole dans un délai de 30 jours à compter de la date de début de la participation du public.

Elles pourront également être consignées dans les registres dédiés à cette concertation préalable au siège de la Métropole, en Mairie centrale (Rue Fauchier) et en Mairie du 9^{ème} et 10^{ème} arrondissement de Marseille.

A l'issue de la phase de concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- Le projet de délibération portant sur la « zone d'aménagement concerté de Vallon de Regny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Concertation préalable et participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement – Modalités d'organisation »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « zone d'aménagement concerté de Vallon de Regny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Concertation préalable et participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement – Modalités d'organisation »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la zone d'aménagement concerté de Vallon de Regny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Concertation préalable et participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement – Modalités d'organisation.

Cette proposition mise aux point est adoptée.

URB 011-351/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Regny - Marseille 9ème arrondissement - Convention de concession passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n° 16 au traité de concession

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19667/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille, 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de

la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement, aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régnys couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant de compléter et d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise. Il s'agit de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC. Après mise en concurrence, Marseille Aménagement, devenue SOLEAM s'est vu confier par concession l'aménagement de cette zone. Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1er janvier 2016.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité présentant le bilan de l'opération au 31 décembre 2020, prévoit un montant total des dépenses au terme de l'opération de 79 451 003 euros HT soit 90 326 627 euros TTC, hors dépenses de TVA, soit une augmentation des dépenses de 3 417 151 euros HT par rapport au dernier bilan approuvé (3 490 211 euros TTC en comptabilisant la TVA résiduelle). L'approbation du CRAC au 31 décembre 2020 est présentée au Bureau de Métropole du 7 octobre 2021.

Aussi, conformément au bilan prévisionnel du CRAC au 31/12/2020, il convient de prévoir une participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération d'un montant de 3 315 671 euros qui sera versée à la SOLEAM en 2022.

A noter que le CRAC fait également apparaître un remboursement de l'avance de trésorerie d'un montant de 3 315 671 € en 2022. Une délibération en ce sens est présentée au Conseil de Métropole du 7 octobre 2021.

Pour mémoire, une participation d'équilibre d'un montant de 1 512 647 euros a déjà été versée par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

La participation de la Métropole aux équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur, d'un montant de 5 334 924 euros TTC, ainsi que le solde des versements échelonnés entre 2021 et 2023 demeurent inchangés.

Il est proposé d'approuver ces éléments financiers via l'avenant n°16 à la convention de concession d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention de concession passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 16 au traité de concession ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention de concession passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 16 au traité de concession ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny Marseille 9^{ème} arrondissement – Convention de concession passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 16 au traité de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-352/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Regny - Marseille 9ème arrondissement - Concession d'aménagement passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19668/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régny – Marseille 9^{ème} arrondissement – SOLEAM – Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement, aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant de compléter et d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise. Il s'agit de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC. Après mise en concurrence, Marseille Aménagement, devenue SOLEAM s'est vu confier par concession l'aménagement de cette zone. Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Afin de pallier un déficit de trésorerie provisoire, une convention d'avance de trésorerie a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Marseille par délibération n°12/0547/DEVD du 25 juin 2012 pour le versement d'une avance de 4 500 000 euros en une seule fois en 2012.

Par délibération n°15/0471/UAGP du 29 juin 2015, le conseil municipal de la Ville de Marseille a approuvé l'avenant n°1 à cette convention pour acter que le remboursement de l'avance initialement prévue en 2018 était décalée en 2020.

Par délibération n°15/1016/UAGP du 26 octobre 2015 le conseil municipal de la Ville de Marseille a approuvé l'avenant n°2 pour acter une avance de trésorerie d'un montant global de 9 500 000 euros dont 5 000 000 euros à rembourser en 2018 et 4 500 000 en 2020.

Par délibération n°15/1210/UAGP du 16 décembre 2015 le conseil municipal de la Ville de Marseille a approuvé un avenant n°3 pour acter la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité d'autorité concédante dans le cadre de la concession d'avance relative à la ZAC de Vallon Regny.

Par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet 2017, le conseil de la Métropole a approuvé l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie dont l'objet est de reporter en 2023 le remboursement de 9 500 000 euros.

Le plan de trésorerie prévisionnel tel que ressortant du Compte Rendu Annuel à la Collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2020, soumis en parallèle pour approbation au Bureau de la Métropole du 7 octobre 2021, met en évidence un décalage des recettes de commercialisation de l'opération et une augmentation des dépenses de travaux.

Ainsi, il est proposé que le remboursement de l'avance de 9 500 000 € prévu en 2023 soit modifié selon l'échéancier suivant :

- 2022 : 3 315 671€
- 2025 : 6 184 329€

Il est proposé d'approuver ces modifications par avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régnys Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régnys – Marseille 9^{ème} arrondissement – Concession d'aménagement passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté de Vallon Régnys – Marseille 9^{ème} arrondissement – SOLEAM – Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-346/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté Garoutier à La Ciotat - Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération Les Voiles 3

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19661/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération « Les Voiles 3 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° 14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n° 21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a tiré le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n° 23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n° 20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération n° 10 du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, le programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de la Commune de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS la Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100 % de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat. L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix Marseille Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération en date du 15 décembre 2016, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2015 et l'avenant N° 3 à la concession d'aménagement.

Par délibération en date du 14 décembre 2017, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2016.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2017.

Par délibération en date du 31 juillet 2020, la métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°4 de prolongation de la durée de la concession de 4 ans, prenant fin en 2024.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'assemblée délibérante l'approbation de la convention de participation financière à l'aménagement de la ZAC du Garoutier pour l'opération « Les Voiles 3 ».

La Ville a décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

Dans les opérations se situant sur des fonciers de la ZAC non maîtrisés par l'aménageur, les constructeurs sont tenus à verser une participation aux équipements publics, dans la mesure où la ZAC est exonérée de TLE.

La Métropole doit approuver le montant de la participation financière entre le constructeur, la SCCV Les Cerisiers, et l'Aménageur, SAS La Ciotat Garoutier Aménagement, filiale d'OGIC.

Dans la ZAC du Garoutier, jusqu'en 2019, 8 maisons individuelles et 1393 m2 de petits collectifs ont fait l'objet de permis déposés par des propriétaires privés dans le cadre de la ZAC, avec convention de participation financière.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le contrat de concession initial présentait un bilan équilibré, et c'est une concession dont le risque financier est porté par l'aménageur. La Métropole ne participe pas financièrement à la réalisation des équipements publics.

Pour mémoire le montant de la participation par m² de SDP (Surface de Plancher) de logement réalisée est calculé comme suit :

- La totalité des dépenses pour la réalisation des équipements publics à la charge de l'aménageur s'élève à 5 174 900€.
- La constructibilité prévisionnelle de la ZAC est de 65 000 m2 de Surface de Plancher, dont 48 750 M2 de logements libres ou à prix maîtrisés.

Ainsi, la totalité des dépenses divisé par la surface de plancher de logements libres ou à prix maîtrisés, conduit à un coût de participation de 106,15 €/m2.

Ce montant a été délibéré par la Métropole le 15 décembre 2016.

En 2021, deux opérations sont en cours de réalisation sur du foncier non maîtrisé par l'aménageur : les « Voiles 2 » et « Les Voiles 3 ».

Pour l'opération « Les Voiles 3 » : 36 Maisons individuelles en accession pour une SDP totale de 2572m².
Le permis de construire N°013028 20 B0070 qui a été obtenu le 14/01/2021, sur la parcelle CD 98 d'une surface de terrain de 1299,33 m².

La participation due à l'aménageur est fixée à 106,15 €/ m2 de SDP. Pour 2572 m² de SDP en logement en accession, elle s'élève à 273 017, 80 € HT.

Le projet proposé, ainsi que les modalités financières de participation demandées sont conformes au programme de la ZAC du Garoutier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- Le projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération « Les Voiles 3 »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération Les Voiles 3
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération Les Voiles 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-347/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat - Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération Les Voiles 2

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 21/19662/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à la Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération « Les Voiles 2 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° 14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n° 21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a tiré le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n° 23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n° 20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération n° 10 du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, le programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de la Commune de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS la Ciotat Garoutier Aménagement, filiale à 100 % de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat. L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix Marseille Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération en date du 15 décembre 2016, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2015 et l'avenant N° 3 à la concession d'aménagement.

Par délibération en date du 14 décembre 2017, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2016.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la métropole Aix Marseille Provence a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité sur la ZAC de Garoutier au 31 décembre 2017.

Par délibération en date du 31 juillet 2020, la métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°4 de prolongation de la durée de la concession de 4 ans, prenant fin en 2024.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'assemblée délibérante l'approbation de la convention de participation financière à l'aménagement de la ZAC du Garoutier pour l'opération « Les Voiles 2 ».

La Ville a décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

Dans les opérations se situant sur des fonciers de la ZAC non maîtrisés par l'aménageur, les constructeurs sont tenus à verser une participation aux équipements publics, dans la mesure où la ZAC est exonérée de TLE.

La Métropole doit approuver le montant de la participation financière entre le constructeur, la SCCV Les Cerisiers, et l'Aménageur, SAS La Ciotat Garoutier Aménagement, filiale d'OGIC.

Dans la ZAC du Garoutier, jusqu'en 2019, 8 maisons individuelles et 1393 m2 de petits collectifs ont fait l'objet de permis déposés par des propriétaires privés dans le cadre de la ZAC, avec convention de participation financière.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le contrat de concession initial présentait un bilan équilibré, et c'est une concession dont le risque financier est porté par l'aménageur. La Métropole ne participe pas financièrement à la réalisation des équipements publics.

Pour mémoire le montant de la participation par m² de SDP (Surface de Plancher) de logement réalisée est calculé comme suit :

- La totalité des dépenses pour la réalisation des équipements publics à la charge de l'aménageur s'élève à 5 174 900€.

La constructibilité prévisionnelle de la ZAC est de 65 000 m2 de Surface de Plancher, dont 48 750 M2 de logements libres ou à prix maîtrisés

Ainsi, la totalité des dépenses divisé par la surface de plancher de logements libres ou à prix maîtrisés, conduit à un coût de participation de 106,15 €/m2.

Ce montant a été délibéré par la Métropole le 15 décembre 2016.

En 2021, deux opérations sont en cours de réalisation sur du foncier non maîtrisé par l'aménageur : les « Voiles 2 » et « Les Voiles 3 ».

Les « Voiles 2 » : 8 villas sont construites, dont 6 seront en accession pour 517,03 m2 de SDP, et 2 seront des logements sociaux. Le Permis de construire n° 13028 19 B009 a été obtenu le 2 août 2019, sur la parcelle CD 1708 d'une surface de 1915 m².

Pour 517,03 m² de SDP en logement en accession, la participation du constructeur s'élève à 54 882,73 € HT.

Le projet proposé, ainsi que les modalités financières de participation demandées sont conformes au programme de la ZAC du Garoutier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à la Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération Les Voiles 2 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à la Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération « Les Voiles 2 »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à la Ciotat – Approbation de la convention de participation avec la SCCV Les Cerisiers au coût des équipements publics de l'opération « Les Voiles 2 », pour un montant de 54 882,73 € HT, qui sera versée à l'aménageur de la ZAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-340/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement de la Savine à Marseille, 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19654/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille, 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15^{ème} arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la convention de concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans. La durée de cette convention a été prorogée par la Ville en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis par la Métropole en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme du nouveau projet de rénovation urbaine (PNRU) prévoit pour la phase 1 :

- La démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- La reconstruction de 389 logements sociaux répartis sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- La création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- Le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

Le périmètre de l'opération d'aménagement de la Savine se développe sur un territoire d'environ 14 hectares bordé par le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine, le boulevard du Bosphore et la Traverse Bérenger, et englobant l'entier plateau de la Savine haute.

La seconde phase du projet à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022 et sur l'actualisation du bilan financier.

Par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 28 Juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Entre 2017 et 2019, la SOLEAM a pu acquérir la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation des aménagements programmés au titre du Programme National de Rénovation Urbaine. Ainsi, les travaux de démolition et d'aménagement ont pu être engagés sur l'ensemble des secteurs opérationnels définis au programme de la concession. Les chantiers auront à se poursuivre au-delà de 2020, au gré du décalage des plannings opérationnels des opérations de bâtiment.

Enfin, par avenant 8 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 20 Juin 2019, il a été acté l'échéancier de versement de la participation du concédant au regard des besoins de trésorerie induits par les nouvelles acquisitions foncières à réaliser, et de la modification du montant global de cette participation ; les conditions de rémunération forfaitaire et de rémunération de liquidation ; l'échéancier de prise de

rémunération par anticipation.

Le CRAC au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 010-8497/20/BM du 15 octobre 2020.

L'objet du présent rapport est de présenter au bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2020.

Objectifs de la concession

Cette concession d'aménagement a pour principaux objectifs de:

- Reconstruire le plateau haut de la Savine en frange du coteau autour du Parc du Canal,
- Constituer un cœur de quartier à l'entrée du vallon des Tuves,
- Aménager un système d'espaces paysagers donnant une identité au quartier du Vallon notamment par la création de mails,
- Réaliser des équipements de proximité (centre social, crèche, sportifs et récréatifs) et assurer au Nord du site une nouvelle liaison viaire entre le Vallon et le plateau.

Programme

Le programme global de construction représente 11 390 m² de SDP répartis en logements locatifs sociaux, logements libres et surfaces de commerces.

Le programme des équipements publics de la concession d'aménagement de la Savine porte sur :

- La réalisation de VRD comprenant la requalification de voiries existantes et la création de voies nouvelles,
- L'aménagement du Parc du Canal et de jardins partagés.

Le projet d'aménagement de l'ensemble des voiries et espaces publics, prévu dans la concession se détaille comme suit :

- Les travaux de requalification du secteur Boulevard et Mail de la Savine sont achevés.
- Les travaux du secteur de la Nouvelle Voie de Maillage et Parc Canal sont réceptionnés au premier semestre 2021.
- La phase 1 des travaux du secteur Carrefour Tuves-Bosphore se termine début 2021 alors que la phase 2 démarrera mi 2022 du fait du retard pris par l'opération de I3F.
- Le secteur du Boulevard Circulaire Sud a démarré en novembre 2020 pour une réception prévue entre le dernier trimestre 2021 et début 2022.
- Le secteur du Chemin du vallon des Tuves démarrera au entre fin 2021 et début 2022 après que la SOLEAM a la maîtrise foncière (phase NPNRU).

Par ailleurs sur le site haut, le bailleur social LOGIREM a livré en 2017, 145 logements sociaux en lisière du parc (résidence « La Mûre » et « Couronne »). La Ville de Marseille a finalisé les travaux de la crèche et le centre social et livrera le bâtiment au premier trimestre 2021.

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé, entre autres, de :

- Acquérir et gérer la propriété, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui,

situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération,

- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet (suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, études nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction, mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social etc.)
- Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire ainsi qu'aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité,
- De manière générale, réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme, suivi et coordination de la réalisation des aménagements et équipements, suivi comptable et de l'équilibre financier de l'opération, assurer en temps réel une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération etc.)

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

19. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
20. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
21. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
22. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
23. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
24. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

Au 31/12/2020, l'ensemble des opérations d'aménagement programmées (hors Chemin du Vallon des Tuves, prévu en NPNRU) est en phase opérationnelle.

L'année 2020 a principalement été consacrée :

- A des études pré-opérationnelles complémentaires pour l'emplacement du bassin de rétention du Boulevard Circulaire Sud,
- A la réception des travaux d'aménagement du secteur Boulevard et Mail de la Savine,

- A la poursuite des travaux du secteur Nouvelle Voie de Maillage et Parc du Canal et du secteur Carrefour Tuves/Bosphore,
- Au démarrage des travaux en novembre 2020 du secteur Boulevard Circulaire Sud,
- A la poursuite des procédures de maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation du secteur Chemin du Vallon des Tuves

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 11 045 662 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 5 616 550 € TTC, soit un écart de – 5 429 112 € TTC (une variation de - 49 %).

Cet écart est principalement dû aux baisses de dépenses suivantes :

- 117 108 € TTC sur le poste Budget Etudes,
- 229 104 € TTC sur le poste Acquisitions Privés (l'acquisition des parcelles visées n'a pu aboutir à l'amiable en 2020. En attente de l'obtention de l'arrêté d'expropriation),
- 327 048 € TTC sur le poste Protocole Foncier Concédant (transfert effectif décalé en 2021),
- 308 256 € TTC sur le poste Budget Honoraires Techniques (avancement ralenti donc reporté en 2021),
- 45 469 € TTC sur le poste Démolitions,
- 183 600 € TTC sur le poste Dépollution (reporté en 2021 du fait du retard pris par I3F),
- 4 087 573 € TTC sur le poste Travaux (les dépenses restantes glissent en 2021),
- 37 365 € TTC sur le poste Budget Dépenses annexes,
- 84 589 € TTC sur le poste Budget Rémunération.

Le montant des recettes prévues en 2020 était de 6 732 255 € TTC, le montant des recettes réalisées est de 4 325 118 €, soit un écart de – 2 407 137 € (variation de – 36 %).

Cet écart est principalement dû aux baisses de recettes suivantes :

- 286 650 € TTC sur le poste Budget Participations (versement du solde reporté en 2021),
- 2 118 188 € TTC sur le poste Budget Subventions (versement de 750 937 € du Conseil Régional n'a pas été perçu en 2020 et le solde de 1 314 150 € de participation aux équipements de la Ville de Marseille sera perçu en 2021)

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le budget du bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 32 655 257 € TTC en augmentation de + 89 308 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, hors TVA résiduelle (2 140 401 €), s'élève à 34 795 656 € TTC. Ce montant prévisionnel de dépenses est en augmentation de + 119 756 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019.

Cette augmentation des dépenses résulte essentiellement de l'augmentation substantielle de + 879 944 € TTC du Budget Travaux issue des accostages financiers réalisés.

Cette importante augmentation est compensée par les baisses de :

- 83 620 € TTC du poste Acquisitions Privés,
- 288 887 € TTC du poste Fonds de Commerce (suppression de l'achat du fonds de commerce de la pharmacie qui a fermé),
- 372 000 € TTC du poste Budget Dépollution (réévaluation de la provision budgétaire),
- 61 294 € TTC du poste Budget Rémunération.

Il est à noter qu'une vigilance sera à porter par le concédant quant à l'augmentation du budget Travaux qui pourrait avoir des conséquences sur la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 32 655 257 € TTC. Ce montant prévisionnel total des recettes hors solde de TVA est en augmentation de + 89 308 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (32 565 949 € TTC).

Cette augmentation des recettes s'explique par l'augmentation de + 89 308 € TTC du poste Budget Divers (augmentation des recettes locatives).

Cession à la Métropole de biens de retour :

Il est à noter que les recettes ci-dessus prévoient le rachat par la Métropole des fonciers qui n'auraient pas de preneur, pour un montant de 2 522 904 euros dont 5 820 euros ont été versés au 31 décembre 2020, la perception du solde est décalée d'une année en regard du dernier CRAC approuvé soit 2 517 084 euros en 2023.

Participation

Le Budget Participations d'un montant de 13 819 349 € TTC est composé comme suit :

- La participation de la Métropole à l'équilibre de 3 646 590 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Le solde doit être versé en 2021 et 2022 (842 989 € en 2021 et 1 302 699 € en 2022).
- La participation Métropole aux équipements de 9 056 109 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Le solde doit être versé en 2021 (377 113 €).
- La participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de 500 000 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.
- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 616 650 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Le solde doit être versé en 2021 (286 650 €).

Perspectives 2021 et 2022

Entre 2021 et 2022, les principaux objectifs sont :

En terme de travaux :

- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 616 650 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Le solde doit être versé en 2021 (286 650 €).
- Participation financière de la SOLEAM à la dépollution de TU01 entre 2021 et 2022,
- Démolitions sur parcelle I 169 Troin (Mail et Tu01/03) en 2022,
- Poursuite des travaux de tous les secteurs en phase opérationnelle et procédures de réception pour remise d'ouvrages à la Collectivité,
- Lancement des Appels d'offres pour le secteur Chemin du Vallon des Tuves au second semestre 2021 pour un démarrage travaux fin 2021, début 2022.

En terme d'acquisitions foncières :

- Les acquisitions prévues dans le secteur du **Chemin du Vallon des Tuves** font l'objet d'une DUP au titre de laquelle la SOLEAM poursuit les démarches d'obtention des arrêtés de cessibilité et ordonnance d'expropriation en vue d'obtenir la maîtrise foncière nécessaire au lancement des travaux d'aménagement au dernier trimestre 2021,
- Poursuite par la SOLEAM du rachat des emprises foncières LOGIREM nécessaires aux aménagements menés par l'aménageur,
- Poursuite des démarches d'acquisition du cœur de la Savine Haute auprès de la LOGIREM (suivant le calendrier des démolitions par cette dernière) et globalement de la mise en œuvre du protocole foncier signé en 2019,

- Poursuite des transferts des terrains Ville de Marseille nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement et commercialisations, par voie d'apport en nature.

En terme d'études :

- Remise par la SOLEAM de l'étude PRO finalisée du secteur **Chemin du Vallon des Tuves** à son concédant,
- Poursuite des missions de maîtrise d'œuvre « PRO à AOR ».

En terme de subvention :

- Le solde de la subvention PNRU a été acté après accord par l'ANRU au 30/06/2021, date butoir à laquelle les demandes de solde devront être déposées.
- Une demande de bascule partielle (d'un secteur à identifier) en NPNRU est à formuler auprès de l'ANRU, selon l'avancement des chantiers au premier semestre 2021.
- La prévision d'encaissement est plafonnée selon les prévisionnels de dépenses et recettes au 30/06/21. Le solde correspond à des reports en NPNRU qui seront sollicités auprès de l'ANRU dans la cadre de la clôture du PNRU.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-341/21/CT

■ **CT1 - Concession d'Aménagement de La Valentine - Marseille 11ème arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 - Bilan de pré-clôture**

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 21/19655/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Valentine Marseille, 11^{ème} arrondissement - SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Le dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978. Le PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980 et le programme des équipements publics par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11ème arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la

qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints (300 000m² environ de SDP d'activités et 150 logements), le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, consistant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, conformément à cet article de loi et à l'article 18 du traité de concession il est prévu que le concessionnaire adresse chaque année au concédant :

9. Un état prévisionnel actualisé des dépenses et des recettes de l'opération;
10. Le plan de trésorerie actualisé de l'opération, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses ;
11. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
12. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

Les travaux de voirie se sont achevés en 2019. L'année 2020 a principalement été consacrée à la préparation de la remise en gestion à la Métropole des ouvrages de voiries réalisés et à des travaux d'entretien du site.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 147 518 euros TTC, le montant des dépenses réalisées est de 184 421 euros TTC, soit un écart de 36 903 euros TTC. Cet écart est principalement dû à une augmentation des dépenses d'études (+9 448 euros) et des charges de gestion (+54 466 euros), compensés par une diminution du coût des honoraires techniques (-29 462 euros)

En termes de recettes, il était prévu la cession d'une parcelle de 444 m² à la société DHIMMO13 pour un montant de 26 460 euros afin d'agrandir le terrain d'assiette de son projet de construction de locaux d'activités situé route de la Valentine. Cette cession a été décalée à 2021.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31 décembre 2020 fait apparaître un écart des dépenses de 149 878 euros TTC. Les recettes sont inchangées par rapport au bilan prévisionnel approuvé dans le cadre du CRAC 2019. Le budget global s'élève donc à 48 098 147 euros TTC.

La hausse du budget prévisionnel s'explique principalement par une augmentation des dépenses d'études de 35 483 euros (dont 25 200 euros concernant l'engagement d'un AMO pour accompagner la rétrocession des ouvrages de voirie) et de charges de gestion de 107 296 euros TTC.

Concernant la participation du Concédant, elle est prévisionnellement fixée à 5 120 060 euros. Elle est en augmentation de 128 309 euros compte tenu de l'augmentation des dépenses et de la stabilité des recettes par rapport au précédent CRAC. Ce montant sera définitivement arrêté lors de l'approbation du bilan de clôture.

L'aménageur a déjà perçu 6 190 297 euros, dans la mesure où le budget de l'opération était supérieur lors de précédents CRAC. Le trop-perçu représente donc à ce stade, un montant de 1 070 237 euros qui sera définitivement arrêté et remboursé à la Métropole à la clôture de la concession prévue fin 2021.

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

- De solder les dernières factures d'études et d'honoraires de maîtrise d'œuvre correspondant notamment à des prestations déjà réalisées ;
- D'achever la procédure de remise en gestion des ouvrages de voirie (AMO, travaux d'entretien du site et de mise en sécurité d'ouvrage de voirie...) et de clôturer l'opération (bilan financier, rétrocessions foncières) ;
- De conclure les cessions de parcelle avec DHIMMO13 : cession d'une parcelle de 444 m² et acquisition d'une bande de terrain de 12 m² à l'euro symbolique le long de la route de la Valentine.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Valentine Marseille, 11^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le CRAC au 31 décembre 2020 ci-joint, qui vaut bilan de pré-clôture transmis par la SOLEAM pour l'opération Concession d'aménagement Valentine à Marseille.
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « la concession d'aménagement de la Valentine Marseille, 11^{ème} arrondissement-Convention passée avec la SOLEAM-Approbation du CRAC au 31/12/2020-Bilan de pré-clôture ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Valentine Marseille, 11^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020 – bilan de pré-clôture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-342/21/CT

■ CT1 - Concession d'Aménagement de La Capelette - Marseille 9 et 10^{èmes} arrondissements - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19656/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille, 9^{ème} et 10^{èmes} arrondissements - SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité. Cette opération a fait l'objet d'une clôture comptable par délibération de la Ville de Marseille en 2015.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil Municipal de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le dossier de réalisation de la ZAC Capelette a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°07/1238/TUGE du 10 décembre 2007.

Le programme global de construction prévoit de développer 207 000 m² en opération mixte avec 142 000 m² de logements dont 20% de logements sociaux et d'accession à prix maîtrisé (environ 2000 logements), 40 000 m² à usage de bureaux et 25 000 m² destinés au commerce en rez-de-chaussée des bâtiments.

Ce programme de construction est accompagné par la réalisation de voiries et cheminements visant à améliorer la desserte globale du quartier et par la réalisation d'équipements de proximité (équipements sportifs, une crèche et un groupe scolaire).

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir également :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire et d'une crèche réalisés à la fin des années 2000 dans le cadre de la concession.
- Un pôle de loisirs, avec le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) qui a été ouvert au public le 11 décembre 2009 et la parcelle privée mitoyenne dont le projet initial de centre commercial n'est plus à l'ordre du jour.

L'opération a été en partie réalisée (1422 logements, 4 000 m² de bureaux, 15 000 m² d'activité), mais a connu des difficultés de mise en œuvre opérationnelle liées à la non-maîtrise du foncier, à l'alourdissement du bilan financier, mais également à une forte évolution du contexte.

En effet aujourd'hui, le secteur n'a plus seulement les caractéristiques d'une entrée de ville, il représente une centralité. Il concentre aujourd'hui de nombreux enjeux en termes de développement urbain par le biais notamment de la prolongation d'une ligne de tramway, l'implantation d'un pôle d'échange multimodal, et des projets de requalification de voies structurantes.

Une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 a mis en évidence que la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduisait à absorber l'intégralité de sa participation financière prévisionnelle à l'équilibre du bilan de la concession et ne permettait pas de conduire l'opération à son terme. Il a alors été acté de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- Une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie à engagement financier constant
- Une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera retenu à l'issue de ces études

Cette reprise du parti d'aménagement était également rendue nécessaire par les répercussions du Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette approuvé en février 2017. Cette étude conduite par la Métropole concédant de l'opération à partir du 1^{er} janvier 2016, a été lancée en 2019 et se poursuit encore actuellement. La validation de la programmation est attendue pour la fin 2021 – début 2022.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir les terrains et gérer les biens acquis
- Assurer le montage administratif, juridique et financier de l'opération
- Réaliser les équipements publics définis
- Assurer la commercialisation des terrains équipés
- Assurer la gestion comptable de l'opération
- Assurer l'ensemble des études et la coordination indispensable à la bonne fin de l'opération

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, les articles 18 et 19 du cahier des charges au Traité de concession prévoient qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

13. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
14. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
15. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
16. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2020 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle de loisirs
- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette
- un sous bilan pour la réalisation du groupe scolaire Capelette

Compte rendu de l'année 2020 de la Concession Capelette

L'année 2020 a principalement permis :

- D'acquérir du foncier lié à la mise en œuvre de la ZAC Capelette, à savoir : l'ilot 15 : dernier îlot à construire rue Alexander à proximité du futur groupe scolaire et le solde de la parcelle M2 rue Curtel en face du collège Louise Michel) pour un montant de 4 326 798€ TTC
- De poursuivre la réalisation de travaux (parking fonderie notamment, intervention sur les réseaux) et d'engager les études de maîtrise d'œuvre préalable à la construction du groupe scolaire « Capelette » pour un montant de 1 493 072€ TTC

Pour l'année 2020, les charges de gestion s'élèvent à 416 673 € TTC liées essentiellement à l'entretien et la réparation d'ouvrages réalisés par la SOLEAM encore propriété de la SOLEAM.

Les conventions d'occupation précaires consenties sur des biens propriétés SOLEAM permettent d'apporter une recette de 126 864€ TTC en 2020.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 7 827 304 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 6 708 996 € TTC, soit un écart de 1 118 308 € TTC. Cet écart est principalement dû à des reports de dépenses l'année suivante.

En terme de recettes, en 2020 il était prévu 1 889 412 € TTC, le montant des recettes perçues en 2020 s'élève à 126 864 € TTC, soit un écart de 1 769 498 € TTC. Cet écart est principalement dû à des reports de recettes sur 2021, notamment la cession du foncier pour la réimplantation de l'entreprise Sanitor.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération Concession Capelette

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 fait apparaître une augmentation des dépenses de 1 805 790 € HT, ainsi que des recettes de 1 805 787 € HT par rapport au bilan prévisionnel approuvé inscrit au CRAC 2019. Le budget global s'élève à 174 189 706 € TTC.

Les écarts constatés s'expliquent essentiellement par la recette du foncier du cinéma non prévu initialement et l'objectif de maintien de la participation de la Métropole à budget constant.

Concernant la participation des collectivités aux équipements et à l'équilibre de l'opération, la participation globale cumulée est estimée à 77 468 015 € :

- 45 950 307 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille (participation à l'équilibre de l'opération en tant que concédant de l'opération jusqu'en 2016, participations aux groupes scolaires Cap Est et Capelette), 25 376 840 euros ont été versée à ce jour.
- 31 517 706 euros de participation à l'équilibre de l'opération à la charge de la Métropole dont le montant est inchangé depuis l'approbation du CRAC précédent.

Un avenant n° 21, soumis au conseil de Métropole du 7 octobre 2021 permet de modifier l'échéancier de versement du solde de cette participation dont 17 000 000 euros ont été versés à ce jour.

Perspectives 2021 pour la concession Capelette

En 2021, les principaux objectifs sont :

- Poursuite des acquisitions foncière pour permettre le recalibrage de voiries et commercialiser des îlots constructibles
- Finalisation de travaux et engagement de nouveaux travaux pour la réalisation de voiries (principalement liaison Bonnefoy/RabatauTravaux) et nécessaires à la réalisation du groupe scolaires, dévoiement de réseaux (9M € prévus sur 3 ans)
- Engagement des travaux de construction du groupe scolaire (environ 17 millions € sur 3 ans)
- La commercialisation de foncier pour une recette attendues d'environ 12 millions d'euros à terme.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille, 9^{ème} et 10^{èmes} arrondissements – Convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille, 9^{ème} et 10^{èmes} arrondissements – Convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille, 9^{ème} et 10^{èmes} arrondissements – Convention passée avec la Soleam - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-348/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement Capelette - Marseille 9 et 10^{èmes} arrondissements - Convention passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°21 au traité de concession

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19664/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille, 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny. Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité. Cette opération a fait l'objet d'une clôture comptable par délibération de la Ville de Marseille en 2015.

Le site de la Capelette accueille également :

Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire et d'une crèche réalisés à la fin des années 2000 dans le cadre de la concession.

Un pôle de loisirs, avec le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) qui a été ouvert au public le 11 décembre 2009 et la parcelle privée mitoyenne dont le projet initial de centre commercial n'est plus à l'ordre du jour.

La ZAC Capelette : d'une superficie de 75 ha a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le dossier de réalisation de la ZAC Capelette, approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°07/1238/TUGE du 10 décembre 2007.

Le programme global de construction prévoit de développer 207 000 m² en opération mixte avec 142 000 m² de logements dont 20% de logements sociaux et d'accession à prix maîtrisé (environ 2000 logements), 40 000 m² à usage de bureaux et 25 000 m² destinés au commerce en rez-de-chaussée des bâtiments. Elle a été en partie réalisée (1422 logements, 4 000 m² de bureaux, 15 000 m² d'activité), mais a connu des difficultés de mise en œuvre opérationnelle, justifiant une reprise du parti d'aménagement, liées à la non-maîtrise du foncier, à l'alourdissement du bilan financier, et également à la forte évolution du contexte du secteur depuis la création de la concession d'aménagement. En effet, aujourd'hui, le secteur n'a plus seulement les caractéristiques d'une entrée de ville : le quartier représente également une vraie centralité de cœur de ville. Il concentre ainsi aujourd'hui de nombreux enjeux en termes de développement urbain par le biais notamment de la prolongation d'une ligne de tramway, l'implantation d'un pôle d'échange multimodal, et des projets de requalification de voies structurantes.

La reprise du parti d'aménagement était également rendue nécessaire par les répercussions du Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette approuvé en février 2017.

Cette étude de remise à plat, conduite par la Métropole a été lancée en 2019 et se poursuit encore actuellement. La validation de la programmation est attendue pour la fin 2021 – début 2022.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole du 7 octobre 2021 fait état d'un glissement des recettes et des dépenses nécessitant de modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole comme suit :

- 2021 : 400 000 Euros
- 2022 : 2 741 308 Euros
- 2023 : 11 376 401 Euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Capelette – Marseille 9 et 10èmes arrondissements – Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 21 au traité de concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement Capelette – Marseille 9 et 10èmes arrondissements – Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 21 au traité de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Capelette – Marseille 9 et 10èmes arrondissements – Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n° 21 au traité de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-334/21/CT

■ **CT1 - Concession d'aménagement du Vallon de Malpassé passée avec la SOLEAM à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020**

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19426/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement du Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Le PRU doit permettre la mutation d'un quartier comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste. Il s'agit d'accompagner la mutation du quartier en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres nord à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée par avenants portant son échéance au 31 janvier 2023.

Plus particulièrement, par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette concession vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à permettre la reconstruction de logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2020.

Le CRAC établi au 31 décembre 2020

Depuis 2013, les études urbaines d'aménagement, études techniques et foncières ont été engagées et précisées. Les premières opérations d'acquisitions foncières et d'aménagement d'espaces publics ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Collectivité les jardins partagés des Lauriers, le square et la descente des Cèdres.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2020 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions foncières et la commercialisation des lots à bâtir :

Soleam est chargée d'acquérir des terrains auprès du bailleur HMP et de la Ville de Marseille, de les remembrer, de créer les espaces et équipements publics prévus au schéma d'aménagement de la concession, de viabiliser puis céder des lots constructibles.

L'Association foncière logement (AFL) doit réaliser un programme mixte d'habitations et de commerces sur le lot 2 du schéma d'aménagement. Suite à un arbitrage entre la Métropole et la Soléam, l'acquisition auprès du bailleur social Habitat Marseille Provence (HMP) s'est faite à l'euro symbolique en 2020, contrairement à ce qui était initialement prévu, en contrepartie de travaux de remblaiement du site à la charge du concessionnaire. La cession de l'emprise foncière à l'AFL a également eu lieu en 2020 à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

Un ensemble constitué d'une résidence « séniors », de logements en accession et de commerces doit être édifié sur les lots 4-6. La négociation en vue de la pré-commercialisation de ce lot a été plus longue qu'envisagée. La promesse d'acquisition des lots 4-6 est prévue au premier trimestre 2022. La vente à Amétis devant être réalisée à un coût inférieur au prévisionnel, une renégociation avec HMP a été engagée pour diminuer le prix d'achat du terrain. Par ailleurs, la surface de ce lot a dû être réduite par rapport au programme initial pour permettre la reconstruction par la Ville de Marseille de l'école Bouge et l'élargissement de la rue Marathon.

Une opération complexe de deux immeubles de logements, dont des logements locatifs sociaux PLS, séparés par une voie publique, doit prendre place sur le lot 10, incluant l'actuel centre commercial. Ce projet sera engagé après l'acquisition des murs et fonds commerciaux. Le dossier de déclaration d'utilité publique déposé au 2ème trimestre 2019 pour permettre l'expropriation a été suspendu, sur demande de la Métropole, afin de redéfinir le projet urbain sur le lot. Dès lors, au vu du calendrier opérationnel de la concession, une réflexion est en cours pour transférer l'opération dans une nouvelle concession NPNRU du Grand-Saint-Barthélémy- Grand-Malpassé en cours d'élaboration.

- les études et les travaux d'aménagement :

Les travaux ont été engagés au 1^{er} trimestre 2020 pour la « descente des Cèdres ». Cependant, en raison de la crise sanitaire, ceux-ci ont été retardés ; ainsi, la livraison initialement prévue pour fin 2020 a été décalée sur 2021.

Une étude de faisabilité a été réalisée pour la mission de parachèvement de l'esplanade des Cèdres, dont la réalisation est dépendante de l'achèvement des travaux du lot 4/6 par le promoteur.

Les travaux de la traverse des Cyprès et du square des Cèdres ont été engagés en 2020, la Métropole a demandé une modification du programme (modification du gabarit de la voie) tenant également compte du projet immobilier du lot 21 (patios de Malpassé). La livraison aura lieu au premier semestre 2021.

Dans la perspective de la date prochaine de clôture de la concession (janvier 2023), et concomitamment à la préparation d'une nouvelle convention NPNRU sur le secteur, il est proposé de mettre en place une nouvelle concession d'aménagement, dont le périmètre inclura également le secteur adjacent de l'ensemble d'habitat social « Bellevue », permettant de réaliser les dernières opérations. Le contenu de cette nouvelle concession est en cours de définition pour son inscription dans l'avenant n°1 à la convention du NPNRU « Grand-Saint-Barthélémy-Grand-Malpassé ». Les opérations susceptibles d'y être inscrites pour le secteur Malpassé concernent l'ensemble des opérations du lot 10, l'acquisition du lot 11 auprès de la Ville et le lancement d'un appel à projet, le parachèvement des espaces publics du lot 3.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2020

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2019 approuvé au Conseil Métropolitain du 17

décembre 2020.

LES DEPENSES

Les dépenses réalisées au cours de l'année 2020 s'élèvent à 2 821 079 euros TTC au regard des 3 112 176 euros prévus. L'écart (-291 097 euros) par rapport au budget prévisionnel provient principalement :

- De dépenses moins élevées que prévues :
 - de décalages des acquisitions prévues sur les lots 4-6 et de la parcelle propriété de 13Habitat en vue de la réalisation du projet de traverse des Cyprès initialement prévues en 2020 (- 673 365 euros). Ces décalages entraînent également des retards sur des études techniques (géomètre...) et sur la taxe foncière (respectivement -22 692 euros et -15 895 euros) ;
 - L'acquisition du lot 2 à l'euro symbolique et initialement prévue pour 247 646 euros ;
 - une rémunération moindre du concessionnaire (-110 262 euros) ;
 - des coûts sur études de dépollution moins élevés que prévu (-90 444 euros) et des coûts d'honoraires techniques moins élevés, notamment sur le square des cèdres, (-79 227 euros) ;
 - certains coûts de travaux moindres que prévus (-26 138 euros).
- Une augmentation des postes suivants
 - Les travaux de la traverse de Cyprès et du square des Cèdres qui ont été engagés au premier semestre 2020, suite à la modification substantielle du programme. Cette modification a entraîné une consommation du budget plus importante que prévu sur 2020 ; (+607 508 euros sur 2020) ;
 - l'avancement de la mise en conformité des travaux des coûts des travaux de mise en conformité du lot 2 initialement prévus en 2021 et réalisé en 2020 (+ 367 064 euros).

Les dépenses cumulées au 31 décembre 2020 réalisées s'élèvent à 6 340 011 euros TTC (44,5 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 140 924 euros TTC pour les études soit 73,9 % du budget total prévisionnel des études,
- 292 552 euros TTC d'honoraires techniques soit 44,4 % du budget total prévisionnel des honoraires,
- 1 155 822 euros TTC pour les acquisitions foncières soit 25,3 % du budget total prévisionnel du foncier,
- 3 944 124 euros TTC pour les travaux, soit 53,2 % du budget travaux,
- 165 671 euros TTC pour les dépenses annexes soit 56,2 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,
- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,
- 640 009 euros de rémunération soit 57,9 % du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, à 14 232 395 euros TTC; en augmentation de 9 454 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2019.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 190 620 euros TTC pour le budget études (1,3 % des dépenses totales) en stabilité par rapport au CRAC précédent,
- 658 983 euros TTC pour le budget d'honoraires techniques en diminution de 60 000 euros du fait de coûts de maîtrise d'œuvre des travaux de la traverse des Cyprès moins élevés que ce qui était prévu au CRAC 2019,
- 4 571 207 euros TTC pour les acquisitions foncières (32,1 % des dépenses totales), en diminution de 252 979 euros du fait de la fixation du prix d'acquisition du lot 2 en 2020 à 1 euro symbolique,

- 7 410 468 euros TTC pour les travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (52,1% des dépenses totales) ; la hausse de 292 871 euros par rapport aux prévisions du CRAC 2019 s'explique principalement par le basculement de l'acquisition du lot 2 à l'euro symbolique et initialement prévu à 247 248 euros en aléas, et par un réajustement de prévisions sur d'autres opérations (traverse des Cyprès et descente des cèdres),
- 294 671 euros TTC pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (2,1 % des dépenses totales), en augmentation de 10 157 euros, en raison de charges de copropriété plus importante liée aux locaux du centre commercial,
- 909 euros TTC de frais financiers,
- 1 105 537 euros TTC de rémunérations (7,8 % des dépenses totales), en augmentation de 19 405 en raison de la rémunération sur dossier à l'euro symbolique sur le lot 2.

LES RECETTES :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2020 s'élèvent à 1 euros TTC (correspondant à la cession du lot 2 à l'AFL à l'euro symbolique), au regard des 74 784 euros TTC attendus.

- Elles sont en diminution de 74 783 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage de la cession du lot 4 (63 240 euros) et d'un terrain complétant le lot 1 (11 543 euros).

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2020, les recettes s'élèvent à 5 175 144 euros TTC, soit 37,8% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 881 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 7,5 %,
- à la subvention de l'ANRU pour 600 160 euros (60% de taux d'avancement), à la subvention Région pour 73 214 euros (10% de taux d'avancement),
- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier, de 964 834 euros au titre de sa participation aux équipements du PRU et de la Métropole pour 2 740 402 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre des équipements de sa compétence, soit un taux d'avancement du versement des participations Ville et Métropole de 46,9 %,
- à des produits financiers et divers pour 16 322 euros.

Au terme de la concession :

- Les recettes (hors participations du concédant) s'élèvent à un montant global prévisionnel de 5 528 581 euros TTC (5 540 081 euros TTC au CRAC 2019), en diminution de 11 500 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 2 815 082 euros TTC (en diminution de 11 543 euros par rapport au CRAC 2019)

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soleam, signée le 23 novembre 2016 ;

- l'ANRU estimée à 1 000 160 euros TTC ;

- la Région pour 732 139 euros TTC.

- Les produits financiers et divers

- Ces produits s'élèvent à 16 366 euros TTC en hausse de 43 euros par rapport au CRAC 2019.

- La participation de la Ville, alors concédante jusqu'au 31/12/2015, à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM, se sera élevée à 210 332 euros.
- La Métropole aura versé à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 7 543 159 euros, inchangé par rapport au précédent CRAC.

Au 31 décembre 2020, 2 740 402 euros TTC ont déjà été versés, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant sous réserve de l'adoption du budget métropolitain pour 2022 :

- 2021 : 1 000 000 euros TTC

- 2022 : 2 593 202 euros TTC

- 2023 : 1 209 555 euros TTC

- La participation aux équipements liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soleam n°16/077 d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2022

Avance :

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2023.

En résumé :

- Le montant total des dépenses passe de 14 222 941 euros TTC (approuvé au CRAC 2019) à 14 232 395 euros TTC.

- Le montant des recettes propres passe de 5 540 081 euros TTC (approuvé au CRAC 2019) à 5 528 581 euros TTC.

- Le montant des participations publiques (participation d'équilibre + participation aux équipements/aménagements) est inchangé et s'élève à 7 753 159 euros TTC. A ce montant se rajoute la participation aux équipements liée au conventionnement ANRU d'un montant de 392 147 euros TTC, elle aussi, inchangée.

- Le différentiel entre le montant total des dépenses et la somme des recettes propres et des participations publiques s'explique par l'écart entre la TVA versée et la TVA perçue.

- La durée de la concession est de 10 ans ; son terme, inchangé, est fixé au 30 janvier 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé - Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-366/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Louis à Marseille, 15ème arrondissement - Convention passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°24

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19767/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Louis à Marseille, 15ème arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n°24 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement avec Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007.

La ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 23 avenants portant notamment sur, la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2022.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu culturel pour une constructibilité globale de 40 000 m² SDP.

Le projet de construction d'un édifice culturel ayant été abandonné, la Ville de Marseille a résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019.

Ainsi le programme des équipements publics de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons.

L'avenant n°22 (19/0711) approuvé par délibération URB 032-6454/19/CM du 11 juillet 2019 et notifié le 13 septembre 2019, a prorogé de deux années supplémentaires la durée de la concession d'aménagement, portant son échéance au 03 février 2022.

Le CRAC au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 026-8697/20/CM du 15 octobre 2020 ainsi que l'avenant n°23 au contrat de concession de Saint-Louis T1600902CO, modifiant le montant de la participation et son échéancier.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole l'avenant n°24 au contrat de concession de Saint-Louis T1600902CO (98/055), ci-annexé.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité présente le bilan de l'opération au 31 décembre 2020 ainsi que les objectifs pour les années à venir. L'approbation du CRAC au 31 décembre 2020 est présenté au Bureau de Métropole du 07 octobre 2021.

Aussi, pour atteindre les objectifs de la ZAC dans la continuité des actions menées en 2020, il convient de proroger la concession d'aménagement de deux années.

Pour mémoire, l'année 2020 a principalement été consacrée à la réalisation :

- Des études mutualisées portant sur des diagnostics de pollution des sols à l'échelle de l'ensemble des terrains restant à céder,
- La gestion et la sécurisation des lots à bâtir libres d'occupation en cours de cession ou restant à commercialiser,
- La finalisation des opérations de remise en gestion des ouvrages de voirie réalisés en 2019,

Mais aussi :

- La réalisation d'études pour réamorcer un processus de réflexion sur le secteur et déterminer les potentialités qu'offrait la ZAC en termes urbain et économique.

Plusieurs enjeux ont été identifiés :

- Travailler avec le tissu économique endogène en présence. La question d'un projet de pôle d'économie circulaire et inclusive est aujourd'hui en réflexion ainsi que la thématique des occupations transitoires.
- Valoriser le patrimoine du site des anciens abattoirs
- Soigner les qualités paysagères du site

L'objectif est la définition d'orientations précises avant de monter d'éventuels Appels à Projet et Appels à Manifestation d'Intérêt. La question de la prorogation de la durée de la concession d'aménagement est donc pertinente.

Il est alors proposé d'approuver cette prorogation de deux années de la concession jusqu'au 03 février 2024 via l'avenant n°24 au contrat de concession de Saint-Louis T1600902CO (98/055).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Louis à Marseille, 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°24. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Louis à Marseille, 15^{ème} arrondissement – Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n°24. »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint-Louis à Marseille, 15^{ème} arrondissement-Convention passée avec la Soleam – Approbation de l'avenant n°24.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-367/21/CT

■ **CT1- Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement convention passée avec la Soleam - Approbation du Bilan de clôture établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19769/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement convention passée avec la Soleam - Approbation du Bilan de clôture établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010, la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » à conclure avec la SOLEAM.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier

2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017, le périmètre d'intervention de SOLEAM a été réduit au secteur de Mardirossian, avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié.

La participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7 approuvé par délibération du 28 juin 2018.

Le Bilan de Pré-clôture établi au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 011-8498/20/BM du 15 octobre 2020. Le terme de l'opération était alors prévu pour le 7 janvier 2023.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le Bilan de Clôture de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2020 qui prévoit le terme de la concession fin 2021 et de donner à la SOLEAM le quitus de ses missions.

Objectifs de la concession

Cette concession d'aménagement avait pour principaux objectifs de redonner au secteur un caractère attractif visant au développement de l'offre en logement et en activité économique.

Programme

Le programme global de construction était destiné à la commercialisation d'environ 8 200 m² de terrains.

Le programme des équipements publics de la concession d'aménagement portait sur la réalisation des équipements secondaires (réseaux, aménagement des voiries).

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé, entre autres, de :

- Acquérir et gérer la propriété, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération,
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet (suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, études nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction, mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social etc.)
- Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire ainsi qu'aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité,
- De manière générale, réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme, suivi et coordination de la réalisation des aménagements et équipements, suivi comptable et de l'équilibre financier de l'opération, assurer en temps réel une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération etc.)

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

25. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
26. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
27. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
28. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
29. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
30. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Bilan de Clôture

Avancement de l'opération

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession s'est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur serait désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux est encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de SOLEAM a été restreinte à une partie du secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Sur ce dernier site, SOLEAM avait confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service à délocaliser du territoire d'Euro Méditerranée avec des bâtiments

que la Ville de Marseille souhaitait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude avait été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

La SOLEAM avait engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian avaient été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille. La phase AVP de ces études n'a finalement pas été engagée. En effet, la Ville a renoncé à l'acquisition du foncier et le projet de construction et les modalités d'aménagement du terrain que doit desservir la traverse Mardirossian élargie n'ont pas été arrêtées.

Pour ces raisons, la Métropole et la SOLEAM sont convenus de mettre un terme à cette opération et de clôturer la concession d'aménagement.

Compte rendu de l'année 2020 et évolution du bilan de clôture de l'opération

L'année 2020 a été consacrée à l'élaboration du projet d'acte notarié visant à encadrer le transfert des fonciers de la SOLEAM à la Métropole.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 153 793 €, le montant des dépenses réalisées est de 72 877 €, soit un écart en baisse de 80 916 €.

Cet écart est principalement dû au fait que la prise de rémunération sur recette prévue en 2020 a été différée à 2021.

Le montant des recettes réalisées est de 1 656 €.

Les dépenses définitives du bilan de clôture recalé au 31/12/2021 sont de 7 683 610,85 € TTC, TVA résiduelle comprise.

Un excédent de trésorerie de 60 306,46 € TTC sera reversé à la Métropole à la clôture de la concession. Ce montant est en diminution de 62 937,54 € par rapport au bilan de pré-clôture établi au 31/12/2019 notamment car la SOLEAM a pris en charge les frais de cession à la Métropole d'un montant de 40 700 € qui vient en diminution du solde à reverser.

Participation

- Le bilan de clôture fait état d'une restitution par l'aménageur au concédant d'un montant de de 60 306,46 €.

Activité prévue jusqu'à la clôture de la concession (2021)

La signature de l'acte authentique afin d'entériner la cession des biens de retours à la Métropole a eu lieu au mois de septembre.

6 079,50€ correspondant à la taxe foncière restant à payer sur 2021 et à la rémunération afférente sont provisionnés dans le bilan de clôture de l'aménageur.

Transfert du foncier à la Métropole

Par délibération URB 014-241/21/CT du 1er juin 2021, a été approuvée la cession par la SOLEAM des terrains détenus par cette dernière, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la clôture de la concession d'aménagement Mardirossian Marseille, 15ème arrondissement.

Ainsi, ces parcelles, d'une contenance totale de 10 214m², sont acquises par la Métropole afin que tous les biens appartenant à la SOLEAM dans le cadre de cette concession reviennent dans son patrimoine conformément aux dispositions du cahier des charges de la concession.

La Direction de l'Immobilier de l'État a évalué leur valeur vénale à 2 990 800, 00 € HT soit 3.588.960,00 € TTC.

Il est à noter que ce montant, imputé sur le trop-perçu de participation par SOLEAM conformément à la délibération approuvant le bilan de pré clôture, ne donnera pas lieu à un paiement effectif de la Métropole.

Le projet d'acte notarié, annexé à ladite délibération, définit les conditions de cette acquisition foncière et sa réitération a eu lieu préalablement à la clôture de la concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement convention passée avec la Soleam - Approbation du Bilan de clôture établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la Soleam - Approbation du Bilan de clôture établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement convention passée avec la Soleam - Approbation du Bilan de clôture établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-368/21/CT

■ CT1 - Concession de Château-Gombert - Convention passée avec la Soleam - Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 21/19774/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession de Château-Gombert, convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 – Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention, notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n° URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n° AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte. La dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

Objectifs de la concession

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville de Marseille.

L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Programme

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises. Ce programme est complété par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et

chercheurs et 2860 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants, de 3 grandes écoles d'ingénieurs, d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal et Métropolitain pour le Logement.

Missions du concessionnaire

La convention de concession notifiée en octobre 1988 prévoit que le concessionnaire assure :

- L'acquisition d'équipements et de foncier nécessaire au développement de la ZAC
- Le montage et suivi des études et travaux nécessaires aux aménagements publics
- Le suivi comptable et l'équilibre financier de l'opération

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 18 de la convention de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

31. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
32. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
33. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
34. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
35. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
36. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée :

- Aux acquisitions foncières de 1.6 hectares de terrains appartenant au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour 1 956 000 € TTC
- Au dévoiement du Fossé des Bessons en bordure du projet immobilier SNI afin d'éviter débordements et inondations sur le terrain pour 60 177 € TTC
- Au lancement des études AVP pour le projet de requalification du cœur de Technopôle

- A la production d'une étude AVP pour l'aménagement des ruisseaux de la Grave et de la Fumade

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 4 204 678 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 2 639 993 € TTC, soit un écart de – 1 564 685 €. Cet écart est principalement dû à :

- une baisse de 941 136€ TTC des dépenses sur le poste budget foncier (baisse du prix d'acquisition des parcelles auprès du CD13)
- une baisse de 248 806 € TTC des dépenses sur le budget études qui s'explique notamment par les études pour la requalification des espaces urbain et équipements de la technopole qui ont été décalées
- une baisse de 294 451 € des dépenses du budget travaux qui s'explique notamment par la mise en attente des travaux de Déplacement du cheminement piétonnier parc Champêtre pour 168 000 €
- une baisse de 94 953 euros du budget Rémunération de l'aménageur liée à la diminution des dépenses et recettes concrètement réalisées sur l'exercice

Sur l'exercice 2020 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 780 436 euros, en baisse de 869 143 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par le différé de la plupart des compromis de vente de terrains pour de l'activité (Présage, Viaxoft, Kassiope/Bastide Alu) initialement prévus d'être signés sur 2020.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 94 713 318 € TTC en baisse de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 94 713 318 € TTC. Ce montant baisse de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (95 734 901 euros). Cette baisse résulte essentiellement de la baisse du budget « Foncier » (- 941 134 euros TTC) qui s'explique par l'ajustement des prix des parcelles acquises auprès du CD13 en 2020.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 94 713 318 € TTC. Le montant prévisionnel total des recettes diminue de 1 021 583 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2019 (95 734 901 euros). Cette diminution s'explique principalement par le fait que la Région n'a pas accordé la subvention au titre du CRET inscrite provisionnée au CRAC établi au 31/12/2019 pour 3 074 000 € TTC.

Cette recette perdue serait compensée par des hausses sur les cessions à venir, dues à une meilleure valorisation des prix des terrains cédés.

Il est également attendu de nouvelles participations financières de la part des constructeurs.

Participation

Le budget participations d'un montant de 12 839 009 € TTC est composé comme suit :

- la participation Métropole à l'équilibre qui s'élève à 11 465 009 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. Elle doit être versée de 2022 à 2025.

- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros (inchangée). La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation a été versée dans son intégralité.

La Métropole a versé une avance de 21 606 026 € TTC à la SOLEAM pour l'opération ZAC Château-Gombert dont 13 708 000 € TTC ont déjà été remboursés. Le solde restant à rembourser de 7 894 026 € TTC sera versé à la Métropole selon l'échéancier suivant :

2022 : 2 866 251€

2023 : 2 866 251€

2024 : 2 161 524€

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

En matière de travaux :

- Le lancement des travaux du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC
- Le lancement des travaux de requalification de l'allée des Maraichers
- La finalisation des raccordements des programmes constructeurs

En matière foncière :

- Le lancement d'Appels à Projets sur les terrains CD13 maitrisés
- La régularisation foncière de la traverse « Belin »

En matière d'études :

- La poursuite des études de MOE du projet de requalification du cœur de Technopôle
- La poursuite des études de MOE pour le réaménagement des berges de la Grave et de la Fumade

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réalisé à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

L'approbation du CRAC est soumise en parallèle au Bureau de la Métropole du 7/10/2021.

Le bilan prévoit d'échelonner dépenses et recettes restant à mettre en œuvre sur trois années supplémentaires.

Compte tenu des modifications à apporter au contrat de concession, un avenant n°24 à la convention T 1600900CO est soumis à l'approbation du Conseil de Métropole.

Avenant n°24 à la concession

L'avenant n°24 à la concession d'aménagement T1600900CO (ex 03/0006) a pour objets de :

- Proroger la durée de la concession de trois ans et de porter son échéance au 27 octobre 2025
- De prendre en compte une rémunération de 7% sur la valeur vénale (170 000€) des voies cédées gratuitement à l'ASL Max Plank, soit 11 900 €
- De modifier l'échéancier de versement de la participation Métropole à l'équilibre comme suit :

2022 : 2 866 251€

2023 : 2 866 251€

2024 : 2 866 251€

2025 : 2 866 256€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Concession de Château-Gombert, convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 – Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession de Château-Gombert, convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 – Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession de Château-Gombert, convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 – Approbation de l'avenant n°24 au traité de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-370/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement ZAC de Saint Just - Convention passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n°26

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19790/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM – Approbation de l'avenant n°26 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque » sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Cette concession relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Objectifs

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Programme

La ZAC de Saint Just d'une superficie de 8 hectares, est située en limite du 4ème et du 13ème arrondissement de Marseille. Elle s'étend depuis le Bd Lambert au Nord jusqu'à la rue Ste Adélaïde au Sud, et, entre l'avenue de St Just à l'Ouest et le Bd du Maréchal Juin à l'Est.

La Zac de St Just se caractérise par la présence :

- du viaduc du boulevard Fleming, qui scinde la Z.A.C. en deux moitiés inégales;
- du bâtiment du Conseil général des Bouches du Rhône (Hôtel du Département) - la salle de spectacle du Dôme.

L'aménagement de la ZAC a été initié sur la partie Nord du Boulevard Fleming accompagnant l'implantation de l'Hôtel du Département et de la salle de spectacle, avec la réalisation d'équipements publics d'infrastructures tels que les espaces extérieurs (parvis, espaces verts, réseaux.) et une gare d'échanges de bus permettant la connexion avec le métro St Just situé sous le bâtiment du Conseil Départemental.

La partie située au Sud du boulevard Fleming reste à aménager avec la réalisation d'équipements publics en connexion avec la programmation prévue sur l'îlot « Ste Adélaïde » compris entre le boulevard Fleming et la rue Sainte Adélaïde, ainsi que celle de l'îlot dit « Meyer » situé hors ZAC mais aux abords immédiats de celle-ci, entre la rue Ste Adélaïde et le boulevard Meyer.

Missions du concessionnaire

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 20 du cahier des charges du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a principalement été consacrée :

- Aux travaux liés à l'aménagement des voies Saint-Adélaïde et Impasse Saint-Simon pour 689 909 € TTC
- A la finalisation du confortement du mur mitoyen avec la Poste pour 133 466 € TTC

Le programme immobilier « La calanque » a été livré en 2020. Le projet d'hôtel « le Decisium » devrait être livré en 2021.

Ecart constaté sur l'année 2020

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 1 756 253 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 931 052 € TTC, soit un écart de – 825 201 €. Cet écart est principalement dû :

- au décalage opérationnel du lancement des études de recollement en vue de la rétrocession des anciens ouvrages de la ZAC
- à une sous consommation du budget études sur les voies Saint Adélaïde et Impasse Saint Simon
- au retard sur les travaux du Parking et du trottoir avenue de Saint-Just compte tenue de la découverte de pollution

Le montant des recettes de l'opération en 2020 est nul (absence de cession et de versement de participation Métropole).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2020 est de 24 835 847 € TTC en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan établi au 31/12/2019.

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 24 835 847 € TTC. Ce montant prévisionnel est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation du coût des travaux pour l'aménagement des rues St Adélaïde et St Bruno induits par la crise sanitaire et les interactions avec des chantiers voisins.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan s'élève à 24 835 847 € TTC. Ce montant prévisionnel est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la participation Métropole à l'équilibre nécessaire pour compenser l'augmentation des dépenses.

Participation Métropole

Le budget participations d'un montant de 5 285 665 € TTC est composé comme suit :

- la participation de la Métropole à l'équilibre qui s'élève à 2 212 957 € TTC, est en hausse de 280 147 € TTC par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. 1 250 000 € TTC ont déjà été versés à la SOLEAM par la Métropole. 962 957 € TTC restent à verser dont 100 000 € TTC en 2021 et 862 957 € TTC en 2022.
- la participation de la Métropole aux Equipements qui s'élève à 1 682 320 € TTC, est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019. L'intégralité de cette participation a été versée.
- la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre du bilan qui s'élève à 1 390 388 € TTC est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019, L'intégralité de cette participation a été versée.

Perspectives 2021

En 2021, les principaux objectifs sont :

En matière d'études :

- La poursuite des études de maîtrise d'oeuvre du parking public au 42 avenue de Saint-Just et des études de requalification du trottoir avenue de Saint-Just

En matière de travaux :

- Le lancement des travaux d'aménagement du parking public au 42 avenue de Saint-Just et de requalification du trottoir avenue de Saint-Just
- La finalisation des travaux des voies rue Saint-Adélaïde et Impasse Saint-Simon
- Les travaux de parachèvement de la ZAC en prévision de la clôture de l'opération

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération. Ces pièces sont annexées au CRAC soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole le 7 octobre 2021.

L'évolution de la participation du concédant fait l'objet d'un avenant n°26 à la convention de concession

qui a pour objets de :

1. Augmenter la participation métropole à l'équilibre du bilan de 280 147 € TTC
2. Modifier l'échéancier de versement de la participation Métropole à l'équilibre

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- Le projet de délibération portant sur la « Concession d'aménagement ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM – Approbation de l'avenant n°26 »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Concession d'aménagement ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM – Approbation de l'avenant n°26 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement ZAC de Saint Just – Convention passée avec la SOLEAM – Approbation de l'avenant n°26.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-359/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle sise avenue Lacanau à Marignane, cadastrée AV 1 appartenant à Madame Mireille JATIVA, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain DUFVS 21/19700/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire Métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence effectue des travaux d'aménagement de l'avenue de Lacanau à Marignane.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation foncière d'un terrain cadastré AV 1, d'une contenance de 9 m² environ, déjà aménagé et affecté à usage de voirie, situé au carrefour de l'avenue de Lacanau et de l'avenue Fernand Carnaud à Marignane (13700) et appartenant à Madame Mireille JATIVA.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 300 euros HT (trois cents euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13054000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame Mireille JATIVA de la parcelle de terrain cadastrée AV 1, d'une contenance d'environ 9 m², située au carrefour de l'avenue de Lacanau et de l'avenue Fernand Carnaud à Marignane et déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition de la parcelle non bâtie cadastrée section AV n°1 d'une contenance de 9 m² environ, sise avenue Fernand Carnaud à Marignane (13700), auprès de Madame Mireille JATIVA, pour un montant de 300 € HT (trois cents euros HT) auquel n'est pas appliqué de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique C130 - Opération n°2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-360/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Amédée DENIS du lot 6 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement Coin Joli, sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0077 située 38 boulevard Gustave Ganay à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19710/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Amédée DENIS du lot 6 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement "Coin Joli", sis sur la parcelle cadastrée 853 V77 située 38, boulevard Gustave Ganay à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Un immeuble en copropriété dépendant du lotissement dénommé « Coin Joli », situé sur la parcelle cadastrée 853 V0077 de 393 m² et composée de 9 lots appartenant à trois copropriétaires distincts, est impacté en totalité par le projet de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'assurer de la maîtrise totale de l'ensemble des lots de copropriété.

Monsieur Amédée DENIS est propriétaire du lot de copropriété numéro 6 consistant en un appartement de type studio situé au sous-sol représentant 61/1000èmes des parties communes.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Monsieur Amédée DENIS en vue de procéder à l'acquisition amiable de ce lot.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 89 000 € HT (quatre-vingt-neuf

mille euros HT), non soumis à la TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 2 juillet 2021 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille-Provence à Monsieur Amédée DENIS qui a accepté en retour cette proposition.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- Indemnité principale : 80000 euros
- Indemnité de emploi : 9000 euros

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Amédée DENIS du lot 6 de l'immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0077 située 38 boulevard Gustave Ganay à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Monsieur Amédée DENIS du lot 6 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0077 d'une superficie de 393 m2, et situé au 38 boulevard Gustave Ganay à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Amédée DENIS du lot 6 de l'immeuble en copropriété dépendant du lotissement Coin Joli sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0077 située 38 boulevard Gustave Ganay à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-361/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de Monsieur Patrick CAMOIN d'une emprise de terrain de 7 m² issue de la parcelle cadastrée 853 O 0049 située 16 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19712/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Monsieur Patrick CAMOIN d'une emprise de terrain de 7 m² à détacher de la parcelle cadastrée 853 O49 située 16, avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Monsieur Patrick CAMOIN est propriétaire de la parcelle cadastrée 853 O 0049 sise 16, avenue Viton à Marseille 9ème arrondissement, dont une emprise de 7 m², actuellement aménagée en trottoir, est impactée par le projet de tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Monsieur Patrick CAMOIN en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 € symbolique (un euro), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 26 février 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Patrick CAMOIN qui a accepté en retour cette proposition le 22 mars 2021.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de Monsieur Patrick CAMOIN d'une emprise de terrain de 7 m² issue de la parcelle cadastrée 853 O 0049 située 16 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Monsieur Patrick CAMOIN d'une emprise de terrain de 7m² issue de la parcelle cadastrée 853 O 0049 située 16 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de Monsieur Patrick CAMOIN d'une emprise de terrain de 7 m² issue de la parcelle cadastrée 853 O 0049 située 16 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-362/21/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la société ENGIE d'une emprise de terrain de 533 m² issue de la parcelle cadastrée 901 I0011 située 39, rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19733/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la société ENGIE d'une emprise de terrain de 553 m² issue de la parcelle cadastrée 901 I0011 située 39 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La société ENGIE est propriétaire de la parcelle cadastrée 215901 I0011 sise 39, rue de Lyon à Marseille 15ème arrondissement, dont une emprise de 533 m², actuellement aménagée en parking de surface (2 emplacements asphaltés), voirie privée et espaces verts, est impactée par le projet de tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de la société ENGIE en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 42041 euros (quarante-deux mille quarante et un euros), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 14 avril 2021 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille-Provence à la société ENGIE qui a accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13215012.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Acquisition à titre onéreux auprès de la société ENGIE d'un emprise de terrain de 553 m2 issue de la parcelle cadastrée 901 I0011 située 39 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société ENGIE d'une emprise de 533 m² à détacher de la parcelle cadastrée 901 I0011 sise 39, rue de Lyon à Marseille 13015, permettra d'engager les travaux pour l'extension Nord du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la société ENGIE d'une emprise de terrain de 553 m2 issue de la parcelle cadastrée 901 I0011 située 39 rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-364/21/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur des emprises foncières nécessaires à l'élargissement et la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3ème arrondissement

DUFVS 21/19742/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dès 2003, la Ville de Marseille a approuvé les principes de renouvellement durable de la « Façade Maritime Nord » afin d'enrayer le processus de déclin et de créer les conditions favorables au développement économique, à la diversification de l'habitat et à la requalification du cadre de vie sur ce périmètre de près de 1 000 ha.

La Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier (EPF PACA) ont signé en 2003 une convention opérationnelle d'observation et de veille foncière active sur le périmètre dit « Docks Libres-Moulins-Villette » afin d'éviter des mutations foncières à des prix trop élevés et de contrôler le devenir des terrains stratégiques pour réaliser de futurs projets urbains.

Dans ce cadre, l'EPF PACA a acquis en 2005 les terrains dits des « Docks Libres » consistant en d'anciens entrepôts industriels sur 27 500 m² situés 406 boulevard National à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Par la suite, une convention d'intervention foncière en phase impulsion sur le site « Docks Libres- Moulins-Villette » a été signée en 2015 par la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole et l'EPF PACA ayant pour objet notamment la finalisation du projet de recomposition des Docks Libres et la poursuite d'une mission de veille et d'action foncière sur le secteur Moulins et sur l'îlot Villette.

Cette convention d'intervention foncière a fait l'objet d'un avenant en 2019 afin notamment de permettre à l'EPF PACA d'accompagner la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre l'habitat dégradé en constituant, par acquisitions amiables, préemptions et expropriations, la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre de logement.

Le renouvellement urbain de ce secteur s'accompagne de la nécessité d'améliorer la desserte des programmes réalisés ou en cours et de constituer les conditions favorables à une bonne desserte inter-quartier. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié par mandat à la SOLEAM la réalisation pour son compte de l'élargissement et de la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème}.

Le protocole foncier objet des présentes a pour objet l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'EPF PACA moyennant la somme de 1 euro symbolique d'emprises foncières constituant des reliquats de l'opération Docks Libres, impactées au PLUi par un emplacement réservé pour la requalification de la rue Caravelle.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'est pas requis.

En conséquence, il convient que le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le protocole foncier d'acquisition ci-annexé.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13203000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20 CM du 17/12/2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'EPF PACA des parcelles de terrain cadastrées section 813 M numéros 119-123 et 129 d'une contenance totale de 1 426 m² environ permettra la réalisation de l'élargissement et de la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition des parcelles non bâties cadastrées section 813 M numéros 119-123 et 129 d'une contenance de 1 426 m² environ, sises rue Caravelle à Marseille 13003, auprès de l'EPF PACA, et 1 euro symbolique (un euro) non assujetti à la TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude des notaires associés SAS EXCEN MARSEILLE sise Tour Méditerranée- 65 avenue Jules Cantini - 13298 Marseille cedex 20 est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ainsi que le remboursement des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021 et suivants de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-Politique C130 – Opération n°2015110400 - chapitre 4581191007.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-356/21/CT

**■ CT1 - Cession à titre onéreux des parcelles cadastrées BS 134 et BS 147 constituant le lot n° 11 sis au sein de la Zone d'Aménagement Concerté ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société Civile Immobilière SCI Vitrolles
DUFSV 21/19684/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2006 et du 9 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation

d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides, ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'étant substituée à la Communauté Urbaine, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La SCI VITROLLES est une entreprise familiale spécialisée dans la distribution et la mise aux normes d'usines qui produisent des principes actifs à usage pharmaceutique.

L'activité historique de distribution de matières premières pour l'industrie pharmaceutique de l'entreprise se développe et la capacité de stockage du site actuel est insuffisante.

Aussi cette société s'est rapprochée de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'acquérir un lot à bâtir au sein de la ZAC des Florides pour réaliser un projet de construction consistant en un bâtiment en R+1 d'une surface de plancher totale estimée à 2 300m² à usage de laboratoire physico-chimique, de stockage et de bureau répartie comme suit :

- 500m² de Laboratoire physico-chimique
- 1 600m² de stockage
- 200m² de bureaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre deux parcelles de terrain à bâtir cadastrées BS134 et BS147 (issue de la parcelle BS143 par document d'arpentage à publier à l'acte) constituant le lot n°11 de la ZAC des Florides à Marignane d'une surface totale de 5005 m² à la SCI VITROLLES ou à toute filiale s'y substituant conformément au protocole foncier en annexe, qui a manifesté son intérêt pour cette acquisition.

La présente vente est consentie pour un montant de 485 485 euros (quatre cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-cinq euros) hors taxes, à majorer du montant de la TVA sur marge, pour un terrain d'une surface de 5005 m², conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054003T001

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- Le protocole foncier.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession des parcelles cadastrées BS 134 et BS 147 (issue de la parcelle BS143 par document d'arpentage à publier à l'acte) constituant le lot n°11 de la ZAC des Florides à Marignane (13700) au bénéfice de la SCI VITROLLES, permettra à cette société la réalisation d'un projet de construction à usage de laboratoire physico-chimique, de stockage et de bureaux.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la cession par la Métropole-Aix-Marseille-Provence des parcelles cadastrées BS 134 et BS 147 (issue de la parcelle BS143 par document d'arpentage à publier à l'acte) constituant le lot 11 de la ZAC des Florides à Marignane (13700) au bénéfice de la SCI VITROLLES ou à toute filiale s'y substituant conformément au protocole foncier en annexe, moyennant le prix de 485 485 euros hors taxes, à majorer du montant de la TVA sur marge, pour un terrain d'une surface de 5005 m², conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, ainsi que le protocole foncier ci-annexé.

Article 2 :

L'étude de Maitres BONETTO-CAPRA-MAITRE-COLONNA, notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente vente est mis à la charge de l'acquéreur.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2021 et suivants – Budget annexe Opérations d'aménagement – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-358/21/CT

**■ CT1 - Cession à titre onéreux au profit de Monsieur et Madame PIREs d'une parcelle de terrain issue du domaine public routier Métropolitain située 29 boulevard Victor Hugo et rue Ventoux à Gignac-la-Nerthe en vue de rectifier l'alignement
DUFSV 21/19699/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En concertation avec la Mairie de Gignac-la-Nerthe, il a été constaté que l'alignement au droit de la parcelle AX 311, située au 19 du boulevard Victor Hugo, présentait un retrait d'environ 12 m². Provenant de l'urbanisation de la commune, qui a donné lieu à la création de la rue du Ventoux dans le prolongement de l'avenue Charles de Gaulle, ce renforcement de trottoir en rupture avec l'alignement doit être rectifié.

Ce décroché de trottoir induit un stationnement illicite contraignant les piétons à cheminer sur la chaussée et obligeant les automobilistes qui se dirigent de la rue du Ventoux vers l'avenue Charles de Gaulle à marquer le Stop au-delà de l'axe de la voie.

Aussi, il a été proposé aux époux PIREs, propriétaires de la parcelle cadastrée section AX 311, de se porter acquéreurs de l'emprise de trottoir implanté en retrait de l'alignement de la rue du Ventoux, supprimant ainsi une « dent creuse » d'environ 12 m² tel que matérialisé sous la lettre A sur le plan cadastral ci-annexé.

Au préalable, le déclassement du domaine public routier métropolitain de cette emprise a été approuvé par délibération n° VOI 020-7617/19/BM du 19 décembre 2019.

La cession de cette emprise d'environ 12 m² ne gênera en aucune manière l'usager, car ce retrait de forme triangulaire ne présente aucun intérêt du point de vue de la circulation des piétons et après cession le trottoir sera pourvu à cet endroit de la même largeur que celui de la rue du Ventoux. Le cheminement piéton sera ainsi conservé à l'identique et la suppression de la « dent creuse » limitera le stationnement anarchique sur le trottoir, ce qui sera bénéfique à la circulation piétonne et automobile.

Enfin, les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente des acquéreurs.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix de cession du bien objet des présents arrêtés à 541 € H.T. (cinq cent quarante et un euros H.T.) conformément à l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat et sur les modalités de la cession projetée.

Une proposition financière en date du 23 juin a été adressée par Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur et Madame PIREs qui ont accepté en retour cette proposition.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente cession foncière et met à la charge des époux PIREs les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant ;
- les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 de la 28/08/2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 de la 23/11/2015 portant fixation des limites des territoires ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° VOI 020-7617/19/BM du 19 décembre 2019 portant déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de trottoir en retrait de l'alignement - Rue du Ventoux à Gignac-la-Nerthe
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- Le protocole foncier ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit des époux PIRES d'une parcelle de terrain issue du domaine public routier métropolitain 12 m² environ au droit de la parcelle AX 311, située 19 boulevard Victor Hugo et rue du Ventoux à Gignac-la-Nerthe permettra de rectifier l'alignement de la voie.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvée la cession d'une parcelle de terrain issue du domaine public routier métropolitain de 12 m² environ au droit de la parcelle AX 311, située 19 boulevard Victor Hugo et rue du Ventoux à Gignac-la-Nerthe (13180), au profit des époux PIRES, pour un montant de 541 euros hors taxe (cinq cent quarante et un euros H.T.) auquel n'est pas appliqué de TVA, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres BONETTO - CAPRA - COLONNA, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge des époux PIRES et comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 588.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-373/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V ZAC - Lieu-Dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à La Ciotat - Abrogation de la délibération n° URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19841/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V ZAC –Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à la Ciotat-Abrogation de la délibération n°URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020, le Bureau de la Métropole s'est prononcé en faveur de la cession au profit de la société ARGUYDAL d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V à La Ciotat.

Toutefois une erreur matérielle, liée à une erreur de retranscription sur les documents d'arpentage, a été commise, mentionnant la parcelle CK 98 pour le redécoupage de la parcelle CH 54 au lieu de CH 98.

Il convient donc de retirer cette délibération et de faire approuver une nouvelle délibération ainsi que le protocole ci annexé dont les conditions juridiques et financières demeurent identiques au précédent.

Dans le cadre de la commercialisation de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V à la Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé des négociations avec la société ARGUYDAL, Groupe BROUSSE VERGEZ, qui a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC Athélia V.

Les parties se sont entendues sur la cession d'un tènement foncier formant le lot 14 et le lot 13 en partie d'une surface totale d'environ 7850 m² constitué par :

- La parcelle cadastrée CK 726 de 5094 m² (Lot 14),
- La parcelle cadastrée CH 98 de 595 m² issue de la parcelle cadastrée CH 54 (Lot 13 en partie),
- La parcelle cadastrée CK 731 de 2161 m² issue de la parcelle cadastrée CK706 (Lot 13 en partie).

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est de 3 140 m² pour l'édification d'un programme de 2 000 m² de bâtiments mixtes activités/entrepôts et de 1 140 m² de bureaux.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 588 750 euros HT auquel sera ajouté la TVA sur marge.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V ZAC –Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à la Ciotat- Abrogation de la délibération n°URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS, Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V ZAC - Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à la Ciotat- Abrogation de la délibération n°URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la société Arguydal d'un terrain à bâtir formant le lot 14 et le lot 13 en partie sis dans la zone d'aménagement concerté ATHELIA V ZAC - Lieu dit Grand Roumagoua et Petit Roumagoua à la Ciotat - Abrogation de la délibération n°URBA 034-8521/20/BM du 15 octobre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-354/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'un avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement**

Avis du Conseil du Territoire DGADUST 21/19671/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à

deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation d'un avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille 9^{ème} arrondissement, satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le processus de rénovation urbaine engagé depuis 2011 sur le secteur « Soude Hauts de Mazargues » dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, dans le cadre du programme contractualisé avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, a contribué à donner une cohérence à un territoire situé aux confins sud de la Ville de Marseille et à proximité du Parc National des Calanques.

Le Parc de la Jarre et la voie douce dénommée « l'Allée des Calanques » constituent deux équipements structurants de ce projet.

Un premier tronçon de l'Allée des Calanques a été aménagé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans le cadre des restructurations de l'Avenue de la Martheline et de l'Avenue de la Barquière en 2015, suivi de l'aménagement d'un deuxième tronçon dans le cadre du réaménagement de l'avenue de la Soude en 2016.

En 2018, la Métropole a engagé les travaux sur le secteur de la Cayolle qui sont aujourd'hui achevés. Parallèlement, la SOLEAM, aménageur de la ZAC de la Jarre a engagé les études et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement des sections comprises dans la ZAC.

Par délibérations N°18/0691/DDCV du 8 octobre 2018 la Ville de Marseille et N°URB 027-4373/18/BM du 18 Octobre 2018 la Métropole ont approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement pour acter la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville, de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du Parc de la Jarre. Ces travaux sont en lien avec ceux du Parc de la Jarre conduits par la Ville.

Ainsi En 2018, la Ville de Marseille a engagé les travaux d'aménagement du Parc de la Jarre et a réalisé une première portion de l'aménagement de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre sur 70 mètres linéaire. La première tranche du Parc de la Jarre a été finalisée et ouverte au public en février 2020.

La deuxième portion de l'Allée des Calanques à réaliser par la Ville de Marseille impacte la parcelle C18, propriété de la Ville de Marseille, ainsi qu'une portion de la parcelle privée C19 acquise par SOLEAM pour les besoins de la liaison douce et pour la réalisation de la seconde tranche de travaux du Parc.

La Ville de Marseille a constaté que cette deuxième portion restant à aménager nécessitait la réalisation non anticipée de certains ouvrages (ouvrages de soutènement et reconstitution de murs de clôture). Elle a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence pour en transférer la maîtrise d'ouvrage à la SOLEAM, ces ouvrages n'ayant pas été prévus dans le marché de travaux de la Ville.

Au vu de cette situation, la SOLEAM chargée de réaliser les autres sections de l'Allée des Calanques dans le périmètre de la ZAC, a repris la maîtrise d'ouvrage de la section restant à réaliser. Aussi, il convient de mettre fin à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement (n° VDM 2018-1221 et n° MAMP n°2018-1004) et d'arrêter les sommes dues par la Métropole à la Ville de Marseille correspondant au montant des ouvrages

réalisés par la Ville et remis en gestion à la Métropole. Les dépenses engagées par la Ville sur la portion réalisée s'élèvent à 122 500, 90 euros TTC.

Ces travaux repris par la Soleam, font l'objet d'une participation de la Ville pour les ouvrages assurant la délimitation du Parc.

Les modalités de financement ont été précisées dans une convention cadre entre la Ville, la SOLEAM et la Métropole approuvée par le Conseil Municipal de la Ville par délibération n°20/0646/UAGP du 23 novembre 2020 et par délibération n°URBA 013-9302/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020.

Aussi, il convient de mettre fin à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement (n° VDM 2018-1221 et n° MAMP n°2018-1004) et d'arrêter les sommes dues par la Métropole à la Ville de Marseille au montant des ouvrages réalisés par la Ville et remis en gestion à la Métropole. Les dépenses engagées par la Ville sur la portion réalisée s'élèvent à 122 500, 90 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant de clôture à la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relative à la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille, 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-355/21/CT

■ **CT1 - Approbation du projet d'acte contenant adhésion à ordonnance d'expropriation et quittance à titre onéreux entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Guylaine MARC épouse COSTANTINO concernant un immeuble à usage commercial et d'habitation situé 62, 64 Avenue de Saint Antoine à Marseille 15ème arrondissement, cadastré 904 L 202 nécessaire à la réalisation du Pôle d'échange Multimodal de Saint-Antoine**
DUFSV 21/19681/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre d'une démarche de requalification des quartiers, en lien étroit avec les communes, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend améliorer les services à la population en répondant aux demandes de mobilité et d'accessibilité notamment en développant les transports publics multimodaux.

Le quartier de Saint-Antoine se trouve au Nord de Marseille, dans le quinzième arrondissement. Il se situe au sein du quartier prioritaire « Castellane, La Bricarde, Plan d'Aou, Saint-Antoine ».

La gare de Saint-Antoine est une gare urbaine située dans le noyau villageois, près de Plan d'Aou, de l'Hôpital Nord et du centre commercial Grand Littoral.

Le noyau villageois de Saint-Antoine s'est développé le long de l'axe historique qu'est l'ancienne RN 8 route de Lyon.

Depuis la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, la commune de Marseille a engagé plusieurs opérations de rénovation urbaine des quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) située sur son territoire.

Le projet de PEM (Pôle d'échange Multimodal) à Saint-Antoine a été retenu car il vise à améliorer l'efficacité des services de transports collectifs au nord de la ville de Marseille avec une offre alternative à la voiture.

Le quartier de Saint-Antoine est en effet desservi par :

- Le TER, ligne Aix-Gardanne-Marseille ;
- Les bus de la RTM, dont un bus à haut niveau de service ;
- Les bus de la SMITEEB (réseau de transports collectifs de l'Etang de Berre) ;
- La ligne ferroviaire Aix- Marseille qui bénéficie actuellement de travaux de modernisation.

Cet aménagement doit permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'améliorer le niveau des services proposés aux usagers et donc d'attirer de nouveaux usagers, notamment les usagers de la route, dans le but de modifier et orienter leur comportement dans de nombreux déplacements vers une mobilité durable et d'améliorer la qualité de vie des habitants du corridor Aix-Marseille.

Il s'agit donc de créer un pôle de convergence entre la partie nord de la Métropole et sa partie plus urbaine au sud avec un rôle d'interface entre le réseau RTM, BHNS et les lignes régulières structurantes venant du Pays d'Aix.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Requalification de l'espace public autour de la gare de Saint-Antoine ;

- Désenclavement des quartiers Nord par la création de nouvelles haltes et la mise en œuvre d'une offre ferroviaire périurbaine ;
- Amélioration de la fréquence de la ligne et de la qualité de service.

Le PLU de Marseille voté en 2013, a institué les emplacements réservés permettant la réalisation du PEM, lesquels ont été maintenus au PLUi approuvé en janvier 2019.

En vue de l'acquisition des terrains nécessaires aux travaux de réalisation de ce pôle, parallèlement aux négociations amiables entreprises, le Conseil de la Communauté Urbaine lançait en 2008 une procédure de déclaration d'utilité publique.

Dans ce cadre, la réalisation du pôle d'échange de Saint-Antoine à Marseille 15^{ème} a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 février 2019 et une enquête publique et parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par l'opération s'est déroulée du 27 mars 2019 au 12 avril 2019.

Par arrêté de cessibilité en date du 26 décembre 2019 les parcelles nécessaires à la réalisation du pôle d'échange de Saint-Antoine ont été déclarées cessibles et une ordonnance d'expropriation a été rendue par Madame le juge de l'Expropriation du Département des Bouches-du-Rhône en date du 19 février 2020.

L'immeuble occupé à usage commercial et d'habitation cadastré sous le numéro 904 L0202 situé 62-64 avenue de Saint-Antoine à Marseille 15^{ème} arrondissement, objet du projet d'acte contenant adhésion-quittance, appartenait à Mme Guylaine MARC épouse COSTANTINO. Celui-ci a été inclus dans l'ordonnance d'expropriation en date du 19 février 2020 opérant le transfert de propriété à la Métropole.

Le projet d'acte a pour objet de permettre à la Métropole de prendre possession du terrain concerné par le projet de réalisation du pôle d'échange de Saint-Antoine à Marseille 15^{ème}.

Madame Guylaine MARC épouse COSTANTINO a accepté d'adhérer à l'ordonnance d'expropriation moyennant une indemnité, décomposée de la manière suivante, conforme à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat :

- Indemnité principale 326 000 € ;
- Indemnité de emploi 33 600 € ;

à laquelle se rajoute une indemnité accessoire pour perte de loyers d'un montant de 20 000 €, demandée par Mme MARC épouse COSTANTINO et non contestée, ce qui porte à une indemnité totale de 379 600 €.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 1321500404.

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le projet d'acte contenant adhésion-quittance ci-annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article 5218-7 ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- Le projet d'acte contenant adhésion-quittance.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne possession d'un immeuble à usage commercial et d'habitation, cadastré 904 L0202 d'une superficie cadastrale de 280 m², comprenant 2 locaux commerciaux et 3 appartements, appartenant à Madame Guylaine MARC épouse COSTANTINO, situé 62, 64 avenue de Saint-Antoine à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du pôle d'échange de Saint-Antoine.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le projet d'acte contenant adhésion-quittance par lequel Madame Guylaine MARC épouse COSTANTINO adhère à l'ordonnance d'expropriation à titre onéreux, moyennant versement à son profit d'une indemnité totale de 379 600 euros HT (trois cent soixante dix neuf mille six cent euros) à laquelle n'est pas appliquée de TVA pour l'immeuble d'une superficie cadastrale de 280 m² situé 62-64 avenue de Saint-Antoine à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastré 904 L 202.

Ladite indemnité sera décomposée de la manière suivante :

- Indemnité principale 326 000 € ;
- Indemnité de emploi 33 600 € ;

à laquelle se rajoute une indemnité accessoire pour perte de loyers d'un montant de 20 000 €, demandée par Mme MARC épouse COSTANTINO et non contestée, ce qui porte à une indemnité totale de 379 600 €.

Article 2 :

L'étude de Maitres FERAUD-VOGLIMACCI, notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Budget Voirie Père : 2015118100 – Fils 2015118110.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le traité d'adhésion ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-357/21/CT

■ CT1- Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille. : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-8701/20/CM concernant un plan en annexe sur la commune de Gémenos

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19690/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération, « Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-870/120CM concernant un plan annexe sur la commune de Gémenos » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération URBA 030-8701/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le

territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui, de corriger une erreur matérielle qui s'est glissée dans le rapport sus visé en modifiant une annexe, en l'occurrence le plan 80 relatif à la Commune de Gémenos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URBA 030-8701/20/CM du 19 octobre 2020 maintenant et actualisant les périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence, à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de Marseille Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-8701/20/CM concernant un plan en annexe sur la commune de Gémenos.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de corriger l'erreur matérielle et ainsi modifier le plan 80 annexé matérialisant un périmètre du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la commune de Gémenos.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence à l'exception de la Ville de Marseille : Correction d'une erreur matérielle dans la délibération URBA 030-870/20/CM concernant un plan annexe sur la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-363/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention pour la mise à disposition d'un portail des services Guichet unique dans le cadre de la dématérialisation des Déclarations d'intention d'aliéner DIA entre la Métropole et les communs membres**

**Information du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19737/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La répartition des compétences en termes d'urbanisme et de foncier nécessite de partager des données et des procédures de traitements entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres sous une forme collaborative.

Pour ce qui est du foncier, conformément à l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme la mise en œuvre du Droit de Préemption Urbain (DPU) est une compétence de la Métropole. Elle instruit donc les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), conformément à l'article R 213-5 du code de l'urbanisme après transmission des dossiers déposés en commune qui restent guichet unique.

Pour sécuriser les procédures de DIA, et respecter strictement des délais, la Métropole a mis en place un outil de gestion des DIA à l'échelon métropolitain en déployant sur l'ensemble du territoire l'application métier CART@DS. La Métropole a fait le choix d'un outil d'instruction des DIA sécurisé et interfacé au SIG (Système d'Information Géographique) permettant l'enregistrement et le traitement des DIA. Cette base de donnée centralisée a également participé à la mise en place, à l'échelle Métropolitaine, d'un outil d'analyse des DIA (géo localisées) et contribue à la constitution de l'observatoire foncier.

Le dépôt dématérialisé des DIA entre dans le cadre de simplification et de modernisation des services publics, à l'heure où une grande majorité de services sont accessibles en ligne. Il s'inscrit pleinement dans la démarche Action publique 2022, qui vise à améliorer la qualité des services publics et à moderniser l'action publique, tout en maîtrisant les dépenses et en optimisant les moyens.

Le fondement juridique de la dématérialisation des échanges est l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration.

L'article L. 423-3 du code de l'urbanisme, issu de la loi ELAN dans son article 62, prévoit que « les communes dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500 disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme »

En l'absence de dispositions spéciales, comme c'est le cas pour les DIA, c'est exclusivement le code des relations entre le public et l'administration (CRPA) qui encadre la dématérialisation des échanges avec les administrés.

Ainsi l'article L 112 – 8 du Code des Relations entre le public et l'administration dispose que « toute personne, dès lors qu'elle s'est identifiée préalablement auprès d'une administration, peut (...) adresser à celle-ci par voie électronique une demande de déclaration, un document ou une information.

Il résulte du décret saisine par voie électronique dit « SVE » que toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique les demandes d'autorisation d'urbanisme.

L'application de ce principe a été différé au 1^{er} janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. Mais à compter de cette date, les DIA pourront être adressées aux communes par voie électronique.

Afin d'être en mesure de poursuivre leur mission de guichet unique et de les réceptionner de façon dématérialisée, les collectivités devront donc mettre en place au plus à partir du 1^{er} janvier 2022, une procédure de téléservice de SVE (saisie par voie électronique).

A cet effet, la Métropole, propose de mettre à disposition et d'administrer gratuitement un portail guichet unique (GU) pour l'enregistrement dématérialisé des DIA pour le compte des 92 communes.

Ce mode opératoire permettra de canaliser et de centraliser tous les dossiers de DIA pour en simplifier la gestion et offrir un service homogénéisé à l'ensemble des notaires et des professionnels de l'immobilier.

Ce portail sera le guichet d'enregistrement dématérialisé de chaque commune et éditera automatiquement des accusés d'enregistrement. Il sera interfacé avec l'outil de gestion des DIA métropolitain CART@DS et permettra ainsi l'intégration automatique des nouveaux dépôts des DIA dans l'outil d'instruction, le suivi des demandes par chaque guichet communal et le transfert aux instructeurs métropolitains. Cet outil facilitera donc grandement la mise en œuvre des tâches dévolues aux communes.

Une convention type est proposée au vote du bureau dans le cadre de la mise à disposition du portail Guichet Unique lié au logiciel CART@DS par Aix Marseille Provence Métropole pour préciser les modalités de cette mise à disposition auprès des communes et encadrer les engagements des parties. Elle sera ensuite adressée et proposée aux communes pour signature.

Ainsi, les communes signataires acteront par cette convention leur volonté d'adhérer à cette téléprocédure qu'elles mettront en place dans leur commune pour la SVE (saisine par voie électronique) des DIA, cette téléprocédure excluant tout autre mode de SVE pour les DIA.

Les communes s'engageront également conformément à la réglementation, à informer par des moyens suffisants le public sur la mise en place du nouveau téléservice d'enregistrement des DIA.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera quant à elle, à titre gracieux les services d'exploitation et de support et agira pour le compte de la commune vis-à-vis de l'éditeur du logiciel CARTADS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La convention de mise à disposition

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre à disposition des communes à titre gracieux un dispositif donnant lieu de « Guichet unique » interfacé avec l'outil CART@DS afin de canaliser et centraliser la réception des DIA sous forme dématérialisée ;
- Que la convention type ci annexée sera proposée aux communes membres et permettra de matérialiser les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la mise à disposition d'un portail des services « Guichet unique » dans le cadre de la dématérialisation des Déclarations d'intention d'aliéner (DIA) entre la Métropole et les communes membres.

URB 037-365/21/CT

■ CT1 - Bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2020 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DUFSV 21/19749/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de développement et d'aménagement économique et en matière de politique locale de l'habitat.

Néanmoins, la mise œuvre de ces compétences a nécessité de conclure un partenariat de niveau métropolitain avec l'EPF PACA afin de créer les conditions pour définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement en matière d'habitat, en lien avec le programme local de l'habitat (PLH), en matière d'économie, en lien avec le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique (DOFIE) mais, également, s'agissant de la valorisation foncière autour des pôles Gare.

La Métropole doit accompagner la dynamique des Territoires et des communes qui sont confrontés à une insuffisance de logements en quantité pour répondre à la demande et en qualité pour assurer les parcours résidentiels des ménages.

Ce partenariat fait l'objet de plusieurs conventions d'intervention foncière, en phase anticipation, impulsion ou impulsion-réalisation ainsi que du dispositif spécifique de la convention multi-sites habitat qui ont concouru en 2020 à la réalisation des projets urbains à vocation d'habitat, d'économie ou mixtes parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA.

Territoire de Marseille Provence

Commune de Marseille

- La convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a depuis fait l'objet de trois avenants approuvés respectivement les 19 octobre 2017, 18 mai 2018 et 22 octobre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Château-Gombert II, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur la vallée de l'Huveaune n° 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 26 mars 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville (OGCV) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet de deux avenants approuvés respectivement les 28 juin 2018 et 26 février 2019.
- La convention quadripartite d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018. Cette convention a fait depuis l'objet d'un avenant approuvé le 19 décembre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Noailles (rue d'Aubagne) conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Maison Blanche conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 28 février 2019.
- La convention d'intervention foncière sur le site Hoche-Versailles conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019.

Commune d'Allauch

- La convention d'intervention foncière sur le site des Embucs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Allauch et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet, d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune de La Ciotat

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat conclue entre la CUMPM, la commune de la Ciotat et l'EPF PACA approuvée par délibération du Conseil de la CUMPM du 20 novembre 2015. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

Commune de Septèmes-les-Vallons

- La convention d'anticipation foncière sur le site friche industrielle-centre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Septèmes-les-Vallons et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020. Cette CAF a pris le relais d'une CIF approuvée le 21 décembre 2015.

Commune de Plan-de-Cuques

- La convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Pour le territoire de Marseille Provence, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 52 567 689,54 € (cinquante-deux-millions-cinq-cent-soixante-sept-mille-six-cent-quatre-vingt-neuf euros cinquante-quatre centimes).

Territoire du Pays d'Aix

Commune des Pennes Mirabeau

- La convention d'intervention foncière sur le site des Pallières II conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

- La convention d'intervention foncière sur le site Quartier de la Gare à Plan de Campagne conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune des Pennes Mirabeau et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Commune de Simiane-Collongue

- La convention d'intervention foncière sur le site Centre village conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Simiane-Collongue et l'EPF PACA.

Commune de Pertuis

- La convention d'intervention foncière sur le site Entrée de ville – Route de Villelaure conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.
- La convention d'anticipation foncière sur le site Jas de Beaumont Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA., approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site ZAC du Jas de Beaumont conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pertuis et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la ZAE de Pertuis conclue entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la commune de Pertuis et l'EPF PACA. Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 1.

Commune de Bouc-Bel-Air

- La convention d'intervention foncière sur le site Bel Ombre conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Bouc-Bel-Air et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune d'Eguilles

- La convention d'intervention foncière sur le site des Jalassières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Eguilles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Commune de Venelles

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de venelles et l'EPF PACA
- La convention d'anticipation foncière sur le site les Logissons 2 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelle et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Venelles centre-ville conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.
- La convention d'intervention foncière sur le site Venelles Sud conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Venelles et l'EPF PACA.

Commune de Vitrolles

- La convention d'intervention foncière sur le site des Aymards-Couperigne-Estroublancs conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016. Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 4.

Commune de Peyrolles-en-Provence

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site de la ZAE du Val de Durance conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles-en-Provence et l'EPF PACA.

Pour le territoire du Pays d'Aix, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 57 307 328,80 € (cinquante-sept-millions-trois-cent-sept-mille-trois-cent-vingt-huit euros quatre-vingt centimes).

Territoire du Pays Salonais

Commune de Pelissanne

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Cassades et de l'Ensoleillée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site les Viougues conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Pelissanne et l'EPF PACA.

Commune de Lançon-Provence

- La convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant qui a réduit le périmètre d'intervention.
- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site des Sardenas secteur Nord conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA,
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site des Reïssous conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Commune d'Aurons

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur les sites Quartier Saint-Pierre, les Ferrages Sud, la Maison et la Chamade conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aurons et l'EPF PACA.

Commune de Sénas

- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le secteur centre-ville les Saurins conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Sénas et l'EPF PACA

Pour le territoire du Pays Salonais le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 7 058 434,13 € (sept-millions-cinquante-huit-mille-quatre-cent-trente-quatre euros treize centimes).

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Commune d'Aubagne

- La convention d'intervention foncière sur le site de la zone d'activités des Paluds dans le cadre de sa requalification conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Aubagne et l'EPF PACA. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du bureau de la métropole du 30 mars 2017.

Pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 48 417,60€ (quarante-huit-mille-quatre-cent-dix-sept euros soixante centimes).

Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence

Commune de Miramas

- La convention d'intervention foncière en développement économique sur le site les Molières conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF PACA, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018.
- La convention d'intervention foncière sur le site Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement conclue entre la Métropole AMP, la commune de Miramas et l'EPF PACA approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017. Cette convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018.

Commune d'Istres

- La convention d'intervention foncière sur le secteur AREVA connexe au pôle gare de Miramas en développement économique conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Istres et l'EPF PACA approuvée par délibération de Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

Pour le territoire du Pays d'Istres Ouest Provence, le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application des conventions susvisées s'élève à 12 902 419,84 € (douze-millions-neuf-cent-deux-mille-quatre-cent-dix-neuf-euros quatre-vingt-quatre centimes).

Convention multi-sites habitat

- La convention Habitat à caractère multi-sites conclue entre MPM et l'EPF approuvée par délibération du Conseil de Communauté du 28 Juin 2013, en vue de l'adhésion au dispositif des communes, dans le cadre de la mise en œuvre du PLH et poursuivant un objectif de production de logements en mixité sociale sur des sites ciblés. Cette convention a été élargie à l'ensemble du territoire métropolitain par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, et a pris le relais des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires.

Pour le territoire métropolitain le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA en application de la convention susvisée s'élève à 39 276 487,51 € (trente-neuf-millions-deux-cent-soixante-seize-mille-quatre-cent-quatre-vingt-sept euros cinquante-un centimes).

En application de l'article L 5211-37 du Code Général de Collectivités Territoriale et par souci de transparence et d'information aux élus, il y a lieu de porter à connaissance le bilan 2019 de l'action de l'EPF PACA avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole

Ainsi, le bilan porte à 169 160 777,30 € (cent-soixante-neuf-millions-cent-soixante-mille-sept-cent-soixante-dix-sept euros trente centimes) le montant du stock foncier détenu par l'EPF PACA au 31 décembre 2020 pour le compte de la Métropole.

Le montant des engagements financiers totaux pris par l'EPF PACA dans les conventions signées avec la Métropole est de 494 000 000,50 € (quatre-cent-quatre-vingt-quatorze-millions d'euros cinquante centimes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA fait l'objet de plusieurs conventions, en phase anticipation-impulsion ou impulsion-réalisation parmi lesquelles certaines donnent lieu à un stock foncier détenu par l'EPF PACA;
- Qu'il y a lieu de prendre connaissance du bilan au 31 décembre 2020 de l'action de l'EPF PACA, avec un récapitulatif du stock qu'il détient en application des conventions susvisées, et des montants correspondants afin de suivre périodiquement l'avancement des opérations qu'il réalise pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation du bilan des acquisitions et des cessions opérées au 31 décembre 2020 par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

URB 040-369/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société RS2N

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19775/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société RS2N » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par acte en date du 13 novembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné à bail à la société RS2N des locaux à usage de bureaux au sein de la Maison du Développement Industriel située 38 rue Frédéric Joliot Curie, 13013 Marseille.

Le bail a été conclu pour une durée de 9 ans renouvelable par tacite reconduction, ayant commencé à courir le 13 novembre 2017.

RS2N est une société de service en ingénierie scientifique qui utilise de nombreux ordinateurs puissants dont les besoins en électricité sont importants. Ces appareils dégagent également beaucoup de chaleur et une climatisation puissante adaptée est nécessaire. Les locaux loués par la Métropole sont conçus pour répondre à des besoins techniques standards d'entreprises tertiaires classiques. La société RS2N a donc rencontré rapidement une inadéquation des locaux avec son activité.

Plusieurs demandes d'intervention ont ainsi été formulées par RS2N depuis 2019 sans que la Métropole n'intervienne, considérant, conformément à l'article 5.5 du bail, que la société avait accepté de louer les locaux en état et que les travaux d'aménagements (adaptation de la climatisation et de l'électricité) étaient à sa charge. La Métropole n'étant responsable que des grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil.

Suite à ces désagréments rendant impossible le maintien dans les lieux et consécutivement à la crise sanitaire qui a fragilisé sa situation financière, RS2N a sollicité en 2020 auprès de la Métropole l'autorisation de résilier son bail commercial de façon anticipée.

Le bail pouvait être résilié, conformément au statut des baux commerciaux, par périodes triennales avec préavis de 6 mois. RS2N pouvait donc résilier son bail le 12/11/2020, le 12/11/2023 et le 12/11/2026 en respectant ce préavis. Or la demande de RS2N est intervenue fin juin 2020, le préavis de 6 mois ne pouvait donc pas être respecté pour un départ en novembre 2020.

La Métropole a donc proposé à la société RS2N de signer un avenant au bail commercial existant pour pouvoir le résilier de façon anticipée (avec préavis d'un mois et information aux éventuels créanciers inscrits).

Dans un contexte de crise sanitaire et en période estivale, les délais de signatures de l'avenant ont été largement allongés. Ce dernier a été signé par RS2N le 08/09/2020 et par la Métropole le 09/11/2020.

Toutefois, la société RS2N n'a pas attendu la notification de l'avenant et le préavis de départ pour quitter les lieux et a déménagé en août 2020. Après de nombreuses relances de la part de la Métropole pour obtenir de RS2N un courrier de préavis en bonne et due forme, ce dernier a finalement été transmis par le biais du cabinet d'avocats VLG représentant la société le 06/05/2021.

Les loyers ont donc continué à être appelés par la Métropole jusqu'à cette date. La société RS2N refuse toutefois de payer les loyers après son départ effectif des locaux (20 août 2020).

En cet état les parties, soucieuses de trouver une solution équitable, se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend.

Les principales conditions du protocole ci-annexé sont les suivantes :

La société RS2N renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole et s'engage à payer les sommes restant dues au titre des loyers et charges sur la période jusqu'à août 2020 soit la somme de 16 854,07 € TTC.

En contrepartie, la Métropole concède à la société RS2N que la résiliation du bail signé en 2017 ait lieu fin août 2020. Elle renonce par ailleurs à tout recours à l'encontre de la société RS2N pour le défaut de paiement des charges sur la période postérieure à août 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les pièces-jointes à la présente délibération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société RS2N.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les défaillances de RS2N liées au non-paiement de sa dette depuis août 2020 ;
- Les défaillances de la Métropole liées à l'absence de réparation des climatisations depuis 2019 ;
- Que le projet de protocole d'accord transactionnel permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société RS2N.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-371/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine PRU et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain NPNRU engagés sur la ville de Marseille - Modification de la délibération n°CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021 - Approbation des avenants aux conventions tripartites fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 21/19825/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille - Modification de la délibération n°CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021 - Approbation des avenants aux conventions tripartites fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine, satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur son territoire, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions municipales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le groupement depuis cette date.

Aussi, et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine du GIP MRU.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des missions du GIP MRU de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre de trois conventions de transfert distinctes conclues le 26 mars 2021 entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations du Conseil Municipal n° 20/0597/EFAG du 23 novembre 2020, n°20/0736/EFAG et n°20/0738/EFAG du 21 décembre 2020 et n°21/0036/EFAG du 8 février 2021, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021.

- Une convention de transfert a ainsi été conclue pour les 9 Programmes de Renouvellement Urbain suivants :

« PRU FLAMANTS IRIS »
« PRU SAINT JOSEPH »

« PRU SAINT PAUL »
« PRU SAINT MAURONT »
« PRU CENTRE NORD »
« PRU SOUDE HAUTS DE MAZARGUES »
« PRU VALLON DE MALPASSE »
« PRU SAINT BARTHELEMY »
« PRU ANRU ISOLE RUISSEAU MIRABEAU »

- Une convention de transfert a été conclue pour les 5 Programmes de Renouvellement Urbain suivants des XVème et XVIème arrondissements de Marseille :

« PRU PLAN D'AOU SAINT ANTOINE LA VISTE »
« PRU LA SAVINE »
« PRU NOTRE DAME LIMITE SOLIDARITE »
« PRU PLAN D'AOU AVENANT LA VISTE / PROJET DE LA VISTE »
« PRU NOTRE DAME LIMITE KALLISTE »

- Une convention de transfert a été conclue pour les opérations du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Ces conventions ont ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des opérations de PRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

Elles prévoient :

- le règlement, par la Ville de Marseille, au GIP Marseille Rénovation Urbaine des subventions municipales appelées auprès du groupement par les différents maîtres d'ouvrages avant le 31 décembre 2019, ainsi que le règlement à son profit des subventions municipales pour les opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles des dépenses ont été engagées par le groupement avant le 31 décembre 2019 date de sa dissolution, pour un montant global de 1 819 816,84 € ;

- le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions municipales, anciennement attribuées au GIP Marseille Rénovation Urbaine, pour un montant de 15 311 840,09 € ainsi que des avances sur subventions perçues par le GIP Marseille Rénovation Urbaine pour un montant de 1 813 054,26 €.

Il est ainsi prévu que la Métropole percevra des subventions municipales :

- en sa qualité de maître d'ouvrage, y compris pour les missions d'ingénieries qu'elle exerce désormais dans le cadre de ces opérations de PRU et NPNRU sur la Ville de Marseille ;

- et en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics pour ces opérations de PRU et NPNRU. A ce titre, la Métropole est chargée d'instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, de transmettre ces demandes à la Ville de Marseille, qui liquidera et versera à la Métropole le montant de la subvention municipale. La Métropole reversera alors aux différents maîtres d'ouvrages les subventions municipales ainsi perçues.

Le GIP MRU, quant à lui, perçoit les subventions municipales pour les opérations qui étaient placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles les dépenses ont été engagées avant le 31 décembre 2019, date de sa dissolution. Il est en outre chargé d'assurer la finalisation de l'instruction et le reversement des subventions municipales appelées auprès de lui par les différents maîtres d'ouvrages avant le 31 décembre 2019.

Cependant, le montant des dépenses engagées par le groupement avant le 31 décembre 2019 pour les opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage a, depuis la conclusion de ces conventions, été actualisé et définitivement arrêté.

De ce fait, le montant de la subvention municipale à percevoir par le groupement pour certaines opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage s'en trouve modifié.

Cette actualisation impacte donc également le montant des soldes des subventions municipales à transférer à la Métropole ainsi que le montant des avances sur subventions déjà perçues par le GIP MRU et devant être reversées à la Métropole.

Par ailleurs, il s'avère également nécessaire d'actualiser, suite à des erreurs matérielles, le montant des avances déjà perçues par le GIP MRU pour certaines opérations pour lesquelles le groupement assurait une mission de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrages.

Enfin, suite à l'instruction des demandes de paiement réceptionnées par le groupement avant sa dissolution pour certaines opérations pour lesquelles le groupement assurait une mission de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrages, il s'avère nécessaire d'actualiser le montant à verser par la ville de Marseille au GIP MRU ainsi que le montant à clôturer pour la ville de Marseille.

Il convient donc de conclure un avenant à chaque convention de transfert afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Afin d'assurer une continuité dans le suivi des conventions initiales et de leurs avenants passés entre la Ville de Marseille et le GIP MRU, chaque avenant à la convention de transfert vaudra, pour les programmes concernés par cet avenant, avenant à la convention initiale conclue entre la Ville et le GIP MRU.

Ainsi, le montant des soldes de subventions transférés à la Métropole est désormais de 15.286 584,19 €. Le solde des subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole est désormais de 1.843 636,45 €.

Ce montant, fixé en annexe des avenants aux conventions de transfert, se répartit comme suit :

- Pour les 9 Programmes de Renouvellement Urbain :

PRU	Montant à transférer à la Métropole en €	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole en €
Flamants Iris	479 149,13	5 319,21
Saint Joseph	388 168,04	17 237,07
Saint Paul	11 526,14	0,00
Saint Mauront	983 642,58	180 157,43
Centre Nord	1 383 780,24	419 264,70
Soude Hauts de Mazargues	938 672,54	125 822,37
Vallon de Malpassé	3 067 940,38	330 206,90
Saint Barthélémy	1 789 274,51	3 685,59
ANRU isolé Ruisseau Mirabeau	335 684,11	0,00
Total	9 377 837,67	1 081 693,27

- Pour les 5 Programmes de Renouvellement Urbain des XVème et XVIème arrondissements de Marseille :

PRU	Montant à transférer à la Métropole en €	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole en €
Plan d'Aou Saint Antoine la Viste	1 474 111,57	510 900,96
La Savine	1 291 139,67	199 141,02
Notre Dame Limite Solidarité	425 851,24	35 085,00
Plan d'Aou avenant la Viste	76 430,51	11 449,50
Notre Dame Limite kalliste	119 375,68	0,00
Total	3 386 908,67	756 576,48

- Pour les opérations du protocole de préfiguration du NPNRU

	Montant à transférer à la Métropole en €	Provision déjà perçue par le GIP à reverser à la Métropole en €
Total	2 521 847,85	5 366,70

Le montant des soldes de subventions transférés à la Métropole est donc minoré de 25 255,90 € et le montant des subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole est majoré de 30 582,19 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille - Modification de la délibération n°CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021 - Approbation des avenants aux conventions tripartites fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine- » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille - Modification de la délibération n°CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021 - Approbation des avenants aux conventions tripartites fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative au Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille - Modification de la délibération n°CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021 - Approbation des avenants aux conventions tripartites fixant les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des participations municipales octroyées au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-372/21/CT

■ CT1 - Projet partenarial d'aménagement - Avenant n°1 au contrat

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 21/19826/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet partenarial d'aménagement-avenant n°1 au contrat », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil métropolitain a approuvé la stratégie territorialisée de lutte contre l'Habitat indigne sur l'ensemble de son territoire. Ce projet prévoit notamment la mise en place d'outils idoines pour répondre à cet objectif.

Ainsi, le 15 juillet 2019, la Présidente, autorisée par le Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, a signé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire, cœur de la Métropole.

Ce contrat, signé pour une durée de 15 ans, engage la Métropole dans une politique volontariste aux côtés des partenaires locaux (Etat, ville de Marseille, Conseil Départemental des Bouches du Rhône, EPAEM, ANAH, ANRU, Caisse des Dépôts et Consignations, EPF PACA et AR HLM).

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit une série d'engagements des parties pour conduire et réaliser un projet de développement de ces 1000 hectares dont les 5 objectifs sont :

- Lutter contre l'habitat indigne,
- Améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle,
- Permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers,
- Restaurer le patrimoine bâti,
- Redynamiser la fonction économique.

Ce contrat de PPA prévoit que les interventions soient menées dans une démarche de développement urbain global, mettant donc en œuvre, de manière coordonnée, des actions en matière de développement économique, des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie, de la mobilité et bien évidemment dans le domaine de l'habitat privé ancien.

En s'engageant dans le PPA, les 10 signataires ont convenu que ce projet devait bénéficier d'un portage politique et technique fort, afin de garantir la réussite de la mise en œuvre dans la durée de cette opération complexe et étalée sur un temps long. Ils se sont également engagés à mettre au service du projet collectif une ingénierie et des finances notamment.

Dans cet objectif, un nouveau pacte de gouvernance a été l'objet d'échanges entre les partenaires et a été présenté en comité de pilotage du projet. Il permet de matérialiser le copilotage du projet par la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette dernière assurant la coordination et l'animation. La création d'un

comité scientifique et d'un collège de maîtrise d'usage doit également nourrir les réflexions et actions des partenaires.

Concernant les instances nécessaires au pilotage et à l'organisation des compétences dans le cadre du PPA, l'avenant organise :

- Un comité de pilotage composé des élus métropolitains et communaux, des représentants de l'État, des Partenaires signataires du présent protocole. Ce comité de pilotage, coprésidé par (le Président ou) la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence et le (ou la) Maire de Marseille, en présence du (ou de la) Préfet(te) de Région, Préfet(te) du département des Bouches du Rhône ou leurs représentants, se réunira sur proposition du comité technique ou à la demande de l'un des signataires. Il sera préparé et animé conjointement par la Ville et la métropole, le secrétariat étant assuré par la Métropole.
- Un comité de pilotage restreint est créé afin d'assurer entre deux comités de pilotage, le suivi politique des décisions prises lors des COPIL. Il est le lieu d'information et d'arbitrage des projets urbains intervenants sur le périmètre du PPA. Il est composé de l'adjoint(e) à l'Urbanisme de la Ville de Marseille, d'un (e) représentant (e) élu (e) de la Métropole, des 2 directeurs (trices) généraux (ales) de services et/ou leur représentant et de 2 représentants (es) de l'Etat.
- Un comité technique restreint a pour mission de préparer l'ordre du jour du COPIL restreint. Il est composé à minima des coordinateurs du PPA de chaque institution. Il se réunit à minima tous les mois.
- Un comité technique partenarial est chargé de la mise en œuvre du dispositif et de la bonne coordination des interventions. Il est composé des représentant(e)s techniques des signataires du PPA et, en tant que de besoin, de partenaires non signataires. Il est co-animé par les référents PPA de la Métropole et de la Ville, en collaboration avec le directeur de projet PPA de l'État placé auprès du Préfet. Il associe également le DG de la SPLA-IN.
- Les différentes thématiques du projet seront menées par des groupes de travail dont la composition variera selon les besoins. Dans ce cadre, des référents seront désignés sur toutes les missions nécessitant une coordination périodique ou thématique.

Concernant le copilotage du projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, l'avenant fixe les engagements suivants :

La Métropole s'engage à :

- Nommer un référent PPA et construire une équipe projet multi-thématique dédiée au pilotage du projet
- Co-animer le PPA en participant aux différents comités de pilotage, comités techniques et ateliers thématiques
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études et leur financement en fonction de ses domaines de compétences
- Financer les études selon ses domaines de compétences
- Contribuer à la concertation dont le pilotage sera assuré par la Ville de Marseille
- Proposer et assurer avec la Ville la communication commune
- Organiser les différents comités de pilotage, comités techniques, et ateliers thématiques.

La Ville de Marseille s'engage à :

- Nommer un référent PPA et construire une équipe projet multi-thématique dédiée au pilotage du projet
- Co-animer le PPA en participant aux différents comités de pilotage, comités techniques et ateliers thématiques
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études et leur financement en fonction de ses domaines de compétences
- Financer les études selon ses domaines de compétence
- Piloter la concertation avec la contribution de la Métropole Elle pourra, dans le cadre d'un financement partenarial, suggérer la mise en place d'outils spécifiques dont la création d'un espace d'information dédié.
- Proposer et assurer avec la Métropole la communication commune

Par ailleurs, le nouveau pacte de gouvernance pour le PPA crée un comité scientifique et un collège de maîtrise d'usages.

Les partenaires souhaitent s'adjoindre le concours d'un Conseil scientifique composé de spécialistes reconnus dans les domaines de la Ville Durable.

Accompagnant le projet dès son engagement et fort de l'expertise de ses membres, sa vocation consiste à alimenter les réflexions, stimuler l'innovation, éclairer les orientations et prises de décisions en formulant conseils et recommandations au Comité de Pilotage.

Organe consultatif, il est sollicité pour ce faire en tant que de besoin sur la vision prospective et la cohérence d'ensemble du projet, les choix stratégiques en matière de pilotage, de participation des publics ou d'évaluation de l'action ainsi que sur les modalités pratiques de mise en œuvre. Il propose au Comité de Pilotage un programme de travail annuel traitant de thématiques structurantes destinées à alimenter le projet et rend compte régulièrement de son avancée. Il cherche à articuler ce programme de travail avec celui des agences et organismes missionnés par les signataires pour contribuer à l'élaboration du Projet d'ensemble.

Il est composé de 12 membres, respectant le principe de parité, désignés à part égale par la Ville de Marseille, la Métropole et l'Etat pour une durée de 3 ans renouvelable.

Un représentant du Conseil Scientifique pourra siéger au Comité de Pilotage du PPA.

Le collège des maîtrises d'usages apporte une connaissance fine du quotidien résultant des pratiques de l'espace tel qu'il est perçu et vécu par les habitants du centre-ville de Marseille. Ces maîtrises d'usages se fondent sur un savoir-faire et des compétences liées à des mobilités, à l'utilisation d'équipements, la fréquentation de lieux ou la localisation de sa résidence.

La composition du collège des maîtrises d'usages est travaillée en amont avec l'ensemble des résidents, des usagers du territoire ainsi que des collectifs citoyens. Ce collège sera donc composé de représentants de la société civile, d'habitants et d'usagers.

Cette expertise du quotidien pourra être mobilisée à chacune des phases du projet, de son élaboration à sa réalisation, son évaluation et sa capitalisation.

Un représentant du collège des maîtrises d'usages pourra siéger au Comité de Pilotage du PPA.

Ce nouveau pacte de gouvernance se traduit dans un avenant n°1 au contrat de Projet Partenarial d'Aménagement pour le centre-ville de Marseille, modifiant les chapitres suivants :

- B.5. La gouvernance du contrat
- C.2. Modalités d'intervention

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 précisant la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et dégradé ;
- La délibération URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation du contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le « Projet partenarial d'aménagement-avenant n°1 au contrat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Projet partenarial d'Aménagement-avenant n°1 au contrat »;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.
- Que les partenaires du Projet Partenarial d'Aménagement pour le centre-ville de Marseille souhaitent s'adjoindre le concours d'un comité scientifique et d'un collège de maîtrises d'usages

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le projet partenarial d'Aménagement - Avenant n°1 au contrat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-353/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES & PAYSAGES SA - Marché de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement et la création des voiries et réseaux divers de la ZAC Athelia V sur la commune de La Ciotat
DGADUST 21/19669/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES & PAYSAGES SA – Marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la création des voiries et réseaux divers de la ZAC Athelia V sur la commune de La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V, située à l'est du territoire métropolitain sur la commune de La Ciotat.

Le dossier de réalisation, qui précise les principes d'aménagement de cette ZAC, a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire n°AEC-9203/CC du 15 février 2013.

L'aménagement de cette zone destinée à l'accueil d'activités tertiaires et de petites industries de pointe, a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis par la Métropole Aix-Marseille Provence.

En sa qualité de maître d'ouvrage, la Métropole Aix-Marseille Provence a passé un marché de maîtrise d'œuvre n°12/104 qui a été notifié le 13 août 2012, pour un coût prévisionnel de travaux de 9 900 000,00€ HT et un taux de rémunération de 3,20%, soit 316 800,00€ HT d'honoraires.

Un avenant (n°1) au marché de maîtrise d'œuvre a été conclu le 9 décembre 2013, afin de réviser le coût des travaux suite à la modification du programme et d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Le coût des travaux a été porté à 13 980 000,00€ HT et la rémunération du maître d'œuvre a été ramené à 2,68%, soit 374 664,00€ HT d'honoraires.

A l'occasion de l'établissement du Décompte Général Définitif (DGD), le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES & PAYSAGES SA a saisi le comité de conciliation de règlement amiable pour obtenir une rémunération complémentaire suite à des travaux supplémentaires qui avaient été réalisés à la demande de la Métropole au titre de la phase d'études courant sur les années 2012 à 2014 et de la phase de suivi des travaux courant sur les années 2014 à 2017.

La demande de règlement des frais détaillée dans le mémoire en réclamation du groupement s'élève à 78 798,00 € HT. Celui-ci a été analysé par les services techniques de la Métropole, maître d'ouvrage, qui ont proposé d'exclure les frais réputés inclus dans le montant du marché de travaux.

Ainsi, le montant de la compensation financière proposée par la Métropole s'élève à la somme de 69 498,00€ HT, soit un écart de -9 300,00€ HT par rapport au montant d'indemnisation de 78 798,00€ HT demandé par les sociétés.

Le Comité Consultatif de Règlement Amiable (C.C.R.A.) des différends en matière de marchés publics de Marseille, a validé l'accord financier en séance du 28 janvier 2021, sur la base de l'analyse réalisée par la Métropole. Par conséquent, le groupement titulaire du marché de travaux de maîtrise d'œuvre acceptent, en contrepartie des prestations effectuées au profit de la Métropole et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité par la voie du présent protocole transactionnel, pour un montant de 69 498,00€ HT.

Le protocole transactionnel joint en annexe est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle à 69 498,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES 1 PAYSAGES SA – Marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la création des voiries et réseaux divers de la ZAC Athelia V sur la Commune de La Ciotat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l' « Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES 1 PAYSAGES SA – Marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la création des voiries et réseaux divers de la ZAC Athelia V sur la Commune de La Ciotat ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS France SA et ATELIER VILLES 1

PAYSAGES SA – Marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement et la création des voiries et réseaux divers de la ZAC Athelia V sur la Commune de La Ciotat

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-374/21/CT

■ **CT1 - Approbation des modalités de mise en oeuvre de la concertation préalable pour le renforcement de la protection du plan d'eau au Frioul à Marseille 7ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19417/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La digue Est du Port du Frioul à Marseille présente depuis plusieurs années des désordres importants et son état de dégradation nécessite des travaux conséquents de réhabilitation.

Le profil de la digue sera intégralement repris pour résister aux houles cinquantennales. Les 320 mètres de partie historique de la digue Est seront réaménagés de façon à restituer une promenade basse le long du quai et une promenade haute, à la façon de la digue Berry.

Dans le cadre de cette opération, il sera étudié également la protection globale du plan d'eau par la mise en place d'un nouvel ouvrage, qui permettrait de protéger les équipements existants.

En effet, la moitié du plan d'eau est soumise aux houles venant du Sud-Est, ce qui le rend très vulnérable en cas de fort coup de vent.

Ce nouvel ouvrage permettrait de protéger les équipements existants.

Par délibération n°MER 02 8036/19/CM du 19 décembre 2019, ont été approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019106600 relative à la réhabilitation de la digue Est du Frioul et la création d'un ouvrage de protection à Marseille (7^{ème} arrondissement) pour un montant de 2 000 000 euros TTC.

Des aides financières seront sollicitées auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Ville d Marseille, l'ADEME, l'Agence de l'Eau, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

En application de l'article L121-18 du Code de l'Environnement, une Déclaration d'Intention a été envoyée à la Préfecture et fait l'objet d'une publication pendant un délai de deux mois afin de permettre l'ouverture d'un droit d'initiative aux tiers.

En vertu de l'article L121-17 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé d'organiser une concertation préalable dont les modalités ont été présentées dans la Déclaration d'Intention.

Le présent rapport a pour objet d'approuver ces modalités.

A l'issue de la concertation préalable, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Ensuite, conformément à l'article R121-21 du Code de l'Environnement, le bilan de la concertation sera rendu public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment l'article L.121-15-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MER 002 8036/19/CM du 19 décembre 2019 de Conseil de la Métropole approuvant la création et l'affectation de l'opération d'aménagement ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une concertation préalable est nécessaire pour le renforcement de la protection du plan d'eau au Frioul à Marseille (7^{ème} arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des modalités de mise en œuvre de la concertation préalable pour le renforcement de la protection du plan d'eau au Frioul à Marseille 7^{ème} arrondissement.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 002-375/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, les villes de Carry Le Rouet, Marseille et Saint-Chamas pour le dépôt et le lancement communs du dossier de demande d'autorisation et de l'enquête publique dans le cadre de la mutualisation des procédures de dragage d'entretien et de valorisation par rechargement de plage de sédiments portuaires et des bases nautiques

Information du Conseil de Territoire DIPOR 21/19713/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, le Département, les villes de Marseille, Carry Le Rouet et de Saint-Chamas sont gestionnaires de différents ports et bases nautiques dans le département. Ces zones portuaires et de bassin nautique sont soumises au cours du temps à une accumulation de sédiments d'origine variée.

Dans ce contexte, le dragage des sédiments est indispensable pour assurer la pérennité des usages. On parle alors de dragage d'entretien. Le dragage d'entretien permet de restituer un tirant d'eau à une partie ou à tout le plan d'eau existant.

Chaque opération de dragage doit faire l'objet d'une autorisation des services de l'Etat. Dans le but de faciliter l'instruction des demandes d'autorisation auprès de ces mêmes services et également l'action de ces gestionnaires de ports et des bases nautiques, il est convenu en accord avec les services de l'Etat de déposer un dossier de demande d'autorisation de dragage d'entretien, commun aux gestionnaires, pour l'ensemble des ports et bases nautiques concernés.

La démarche mutualisée s'établit donc entre les « partenaires » suivants : La Métropole Aix-Marseille-Provence, Le Département des Bouches du Rhône, la Ville de Carry Le Rouet, la Ville de Marseille et la Ville de Saint-Chamas.

Les ports et bases nautiques concernés sont :

- Les 27 ports sous gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - o Port Albert Samson, Berre L'Etang
 - o Port des Heures Claires, Istres
 - o Port du Canet, Saint Chamas
 - o Port de Sausset les Pins, Sausset les Pins
 - o Port de Carry le Rouet, Carry Le Rouet
 - o Port du Rouet, Carry Le Rouet
 - o Port de la Madrague de Gignac, Ensues La Redonne
 - o Port de Figuière, Ensues La Redonne
 - o Port du Petit Méjean, Ensues La Redonne
 - o Port du Grand Méjean, Ensues La Redonne
 - o Port de la Vesse, Le Rove
 - o Vieux Port, Marseille
 - o Port du Vallon des Auffes, Marseille
 - o Port de Malmousque, Marseille
 - o Port de la Fausse Monnaie, Marseille
 - o Port de la Pointe Rouge, Marseille
 - o Port de la Madrague de Montredon, Marseille
 - o Port de l'Escalette, Marseille
 - o Port des Goudes, Marseille
 - o Port des Croisettes, Marseille
 - o Port de Callelongue, Marseille
 - o Port de Sormiou, Marseille
 - o Port de Morgiou, Marseille
 - o Port du Frioul, Marseille
 - o Port Neuf de La Ciotat, La Ciotat
 - o Port des Capucins, La Ciotat
 - o Port de Saint jean, La Ciotat.
- Les 8 ports sous gestion du Département :
 - o Le port du Sagnas, Saint Chamas,
 - o Le port du Pertuis, Saint Chamas,
 - o Le port du Jaï, Marignane.
 - o Le port de Niolon, Le Rove.
 - o Le port de La Redonne, Ensues la Redonne
 - o Le port de Carro, Martigues.
 - o Le port de Cassis, Cassis.
 - o Le port de La Ciotat (Port Vieux), La Ciotat.
- Les 2 bases nautiques de Marseille : Roucas Blanc et Corbières
- La base nautique de Carry Le Rouet : base nautique du Rouet

- La base nautique de Saint Chamas : base nautique de Saint Chamas (ou Port Notre Dame)
- La base nautique des Heures Claires comprise dans le Domaine Public Maritime du port des Heures Claires à Istres (gestion MAMP)
- Les plages identifiées pour un rechargement des sédiments de dragage : les plages du Rouet, de cap Rousset et Fernandel à Carry le Rouet, la plage de Saint Jean à La Ciotat, les plages du Prophète, Huveaune, Borely, Bonneveine et Vieille Chapelle à Marseille.

La démarche vise à obtenir une autorisation décennale préfectorale commune de dragage d'entretien, fondée sur des planifications opérationnelles concertées. Cette autorisation commune donnera ensuite droit à tous les partenaires et sous leur seules décision et responsabilité, de lancer les opérations de travaux de dragage d'entretien qu'ils souhaitent dans les conditions et les prescriptions données par cet arrêté commun.

Le cadrage de la procédure règlementaire liée à l'obtention de l'arrêté préfectoral décennal de dragage d'entretien a conduit à retenir la démarche suivante conformément au Code de l'Environnement :

- Dépôt d'un seul dossier de demande d'autorisation accompagné d'une étude d'impact portant sur l'ensemble des opérations de dragage d'entretien prévues ou non prévisibles ;
- Procédure d'instruction commune, avec enquête publique unique et délivrance d'un arrêté préfectoral commun.

En conséquence, il est nécessaire de désigner par convention un mandataire des partenaires auprès du Préfet dans le cadre de l'instruction administrative de ce dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, les villes de Carry le Rouet, Marseille et Saint-Chamas pour le dépôt et le lancement commun du dossier de demande d'autorisation et de l'enquête publique dans le cadre de la mutualisation des procédures de dragage d'entretien et de valorisation par rechargement de plage de sédiments portuaires et des bases nautiques.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, les villes de Carry le Rouet, Marseille et Saint-Chamas pour le dépôt et le lancement commun du dossier de

demande d'autorisation et de l'enquête publique dans le cadre de la mutualisation des procédures de dragage d'entretien et de valorisation par rechargement de plage de sédiments portuaires et des bases nautiques.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône, les villes de Carry le Rouet, Marseille et Saint-Chamas pour le dépôt et le lancement commun du dossier de demande d'autorisation et de l'enquête publique dans le cadre de la mutualisation des procédures de dragage d'entretien et de valorisation par rechargement de plage de sédiments portuaires et des bases nautiques.

PORTS 003-376/21/CT

■ CT1 - Renouveaulement de l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence Alpes-Côte d'Azur UPACA et paiement de la cotisation 2021

Information du Conseil de Territoire DIPOR 21/19717/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient. Aussi, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional, l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur (UPACA) en Méditerranée ou national, la Fédération Française des Ports de Plaisance. L'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur (UPACA) est l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires des ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA, elle vit et évolue au travers des besoins, des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- Fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,
- Anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- Est une interface entre les gestionnaires des ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires,
- Assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- Entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement la Région Sud, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,
- Négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment,
- Collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,
- Participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement,
- A des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels du nautisme (par exemple la Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la pêche, en règle générale, tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.
- Assure et coordonne des programmes de formations sur tous les métiers et les règlements en lien avec l'activité portuaire,

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

L'Union des Ports de Plaisance PACA est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une

politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports (24 sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence et 2 sur le Conseil de Territoire de Istres Ouest-Provence et 2 sur le Conseil de Territoire du Pays salonais.

Dans ce cadre, et compte tenu des actions menées par l'UPACA à destination de ses membres, gestionnaires des ports de plaisance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° MER 006-3659/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Il est à noter que les actions effectuées par UPACA au titre de la cotisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été définies conjointement pour les exercices 2020-2021 dans un plan de charge précis dont le bilan d'activités pour 2020/2021 est joint en annexe justifiant les réalisations effectuées par l'UPACA (Rapport d'activité extrait du rapport d'activité Régional, ou spécifique avec les documents et les rapports joints ou adressés sur le site UPACA au travers de liens directs précis).

Le montant de la cotisation, pour l'exercice 2021 calculé sur la base du nombre d'anneaux gérés en régie directe, est fixé à 17 451,35 euros (15 368,85 euros pour le Conseil de Territoire Marseille Provence, 1249,50 euros pour le Territoire Istres Ouest Provence et 833 euros pour le Territoire du Pays Salonais).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur le renouvellement et l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement et l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération du Conseil de Métropole relative au renouvellement et l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2021.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-380/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de participation avec la Préfecture des Bouches-du-Rhône et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la station de métro Jules Guesde**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19505/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice des transports depuis le 1er janvier 2016, envisage de rendre accessible le réseau de métro de Marseille aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Par délibération DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite.

Par délibération DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a complété la liste des stations concernées par l'opération de mise en accessibilité des stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite.

Par délibération TRA 005-3629/18/CC du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations de métro de Marseille.

Par délibération TRA 007-007-5731/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité de la station Rond-point du Prado, pour un montant de 8 millions d'euros, inscrite au budget annexe Transports opération n°201191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole « métro et tramway en activité ».

Par délibération TRA 001-7090/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la fusion de deux autorisations de programme et son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite-Dromel.

Dans le cadre de ce programme de mise en accessibilité, la station Jules Guesde (2° arrondissement de Marseille) est actuellement en phase études.

Le parti technique adopté est de procéder à la démolition de la descenderie actuelle pour la reconstruire en extrémité de l'îlot Bon Pasteur, sur le domaine public métropolitain de la place Jules Guesde, via la création d'une nouvelle descenderie équipée d'escaliers fixes et mécaniques complétée par un ascenseur pour les PMR.

La station de métro Jules Guesde est incluse dans le périmètre de la ZAC Saint-Charles, Porte d'Aix.

En tant qu'aménageur de la zone, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) est chargé de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone.

Par arrêté préfectoral en date du 31 décembre 1997, il a été décidé d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, celles-ci relevant désormais du régime des participations en ZAC.

La présente convention de participation a pour objet de déterminer les conditions et les modalités aux travers desquelles la Métropole participe au coût des équipements publics inscrits au Programme des Equipements Publics de la ZAC Saint-Charles en application de l'article L.311.4 (dernier alinéa) du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;
- La délibération DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole complétant la liste des stations concernées par l'opération de mise en accessibilité des stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;
- La délibération TRA 005-3629/18/CC du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations de métro de Marseille ;
- La délibération TRA 007-007-5731/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole approuvant l'affectation de l'opération de mise en accessibilité de la station Rond-point du Prado pour un montant de 8 millions d'euros inscrite au budget annexe Transports opération n°201191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole « métro et tramway en activité » ;
- La délibération TRA 001-7090/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite-Dromel ;
- Les décrets n° 95-1102 et n° 95-1103 du 13 octobre 1995 inscrivant la ZAC SAINT CHARLES PORTE D'AIX dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- L'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 1997, décidant la création de la ZAC ST CHARLES PORTE D'AIX - arrêté de création prorogé par arrêté préfectoral du 6 décembre 1999 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 4 Août 2000 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et son règlement ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;

- Que le Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole a complété la liste des stations concernées par l'opération de mise en accessibilité des stations de métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;
- Que le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations de métro de Marseille ;
- Que le Conseil de la Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité de la station Rond-point du Prado pour un montant de 8 millions d'euros inscrite au budget annexe Transports opération n°201191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole « métro et tramway en activité » ;
- Que le Conseil de la Métropole a approuvé la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite-Dromel. ;
- Que la station de métro Jules Guesde est incluse dans le périmètre de la ZAC Saint-Charles, Porte d'Aix ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), en tant qu'aménageur de la zone, est chargé de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de participation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Préfecture des Bouches du Rhône et l'EPAEM pour la station métro Jules Guesde relative au versement de la participation financière de la Métropole au coût des équipements publics de la ZAC en application de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme (dernier alinéa) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de participation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Préfecture des Bouches du Rhône et l'EPAEM pour la station de métro Jules Guesde.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-377/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation et au financement de l'Axe Cap Pinède - Capitaine Gèze à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DPI 21/18515/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération VOI 003-8044/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études et à la réalisation de l'axe Gèze, portant le montant total à 10 400 000 € TTC.

Cette opération intègre la démolition de la passerelle existante et la réalisation d'aménagements provisoires (portage assuré par la Métropole), préalablement à la requalification complète de l'axe Cap pinède – Capitaine Gèze (portage assuré par l'EPAEM).

La convention n°19/0585 notifiée le 21 août 2019 entre la Métropole et l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée approuvée par délibération VOI 005-6512/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 confiait à l'EPAEM la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux de requalification de l'axe routier et de ses équipements attenants, entre le carrefour Cap Pinède et le franchissement de l'autoroute A7.

Par délibération VOI 011-8052/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé un avenant n°1 à la convention n°19/0585 ; qui avait pour objet :

- de modifier le programme de l'opération en intégrant un bassin de rétention sous la place Gèze ;
- de déterminer le financement de la Métropole à hauteur de 5 361 608 € HT, ainsi que l'échéancier du financement apporté par la Métropole.

A ce titre, il prévoyait d'assurer le financement des études jusqu'en phase PRO sur les secteurs 1, 3 et 4 de l'opération et du bassin de rétention, et jusqu'à la phase ACT sur le secteur 2 uniquement.

Sur la base des dossiers d'Avant-Projet établis sur les espaces publics des secteurs 1 à 3 et le bassin de rétention, l'enveloppe financière prévisionnelle (108,3 M€ HT) peut être confirmée. Pour ce qui concerne les travaux, le secteur 4 (boulevard Gèze) et une partie du secteur 1 (mise à double sens de la rue Rhin Fidelity) peuvent s'inscrire dans une seconde phase opérationnelle, leur financement pouvant être différé.

Il convient désormais pour poursuivre l'opération de conclure un avenant n°2 afin de valider l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération, ainsi que l'échéancier de financement correspondant à une 1^{ère} phase opérationnelle : secteurs 1 (hors mise à double sens de la rue Rhin Fidelity), 2 et 3.

Le Conseil de ce jour a approuvé la revalorisation de l'autorisation de programme AP 141082 BP correspondantes, pour ce qui concerne la participation financière de la Métropole pour la partie relative aux infrastructures (hors bassin de rétention).

Parallèlement, le Conseil de ce jour approuve la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour le bassin de rétention sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 003-8044/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études de la réalisation de l'axe Gèze à Marseille ;
- La délibération VOI 005-6512/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la Convention de la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze, avec l'EPAEM ;
- La délibération VOI 011-8052/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant l'avenant n°1 à la convention n°19/0585 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap Pinède - Capitaine Gèze ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention n°19/0585 avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation et au financement de l'Axe Cap Pinède - Capitaine Gèze à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-383/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la réalisation de la percée depuis la rue de Lyon vers le Pôle d'échange Capitaine Gèze

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19644/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération.

L'extension Nord de cette opération se déroule au sein du périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée. Sa mise en oeuvre nécessite en conséquence une démarche concertée avec l'EPAEM.

La Métropole est compétente pour mettre en oeuvre le système de transport tramway et ses accessoires, les locaux d'exploitation, les réseaux divers, le traitement des espaces concernés par la plate-forme du tramway.

L'EPAEM est compétent pour réaliser les aménagements urbains (réseaux et aménagements de voirie) dans les périmètres des ZAC (Cimed et Littorale) dont il est l'aménageur.

Dans le cadre de la mise en oeuvre des aménagements urbains des espaces publics dans le périmètre d'Euroméditerranée, l'EPAEM, doit réaliser une percée entre la rue de Lyon et le pôle d'échanges multimodal Capitaine Gèze qui intègre la réalisation d'une passerelle piétonne.

Pour la mise en oeuvre du système de transport, la Métropole doit créer des locaux techniques dans le périmètre d'aménagement des espaces publics de la percée portée par l'EPAEM. Cette sous station est prévue à l'intérieur de la passerelle piétonne créée par l'EPAEM.

Les travaux d'aménagements des espaces publics pour la percée entre la rue de Lyon et le pôle d'échanges multimodal Capitaine Gèze envisagés par l'EPAEM en tant qu'aménageur et les travaux de construction des locaux d'exploitation du tramway par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'opération tramway phase 1 étant étroitement imbriqués sur le périmètre géographique de la percée, les parties décident de désigner un maître d'ouvrage unique, l'EPAEM, afin que les études et les travaux d'aménagements urbains et de génie civil liés s'inscrivent dans une démarche de cohérence globale au vu de l'unicité du projet.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention dite de maîtrise d'ouvrage unique en application de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique afin d'en déterminer les modalités. .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 mars 2021 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente pour mettre en oeuvre le système de transport tramway dans le cadre de l'opération d'extensions nord et sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que, sur la partie Nord du tracé entre Arenc et Gèze, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est compétent pour réaliser les aménagements urbains dans les périmètres des ZAC dont il est l'aménageur ;
- Qu'il convient, au vu de l'unicité du projet, de désigner l'EPAEM maître d'ouvrage unique de la réalisation de la percée depuis la rue de Lyon vers le pôle d'échanges capitaine Gèze ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante entre l'EPAEM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en déterminer les modalités ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la réalisation de la percée depuis la rue de Lyon vers le pôle d'échange capitaine Gèze.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-378/21/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation de l'axe Gèze à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT1I 21/18519/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération VOI 003-8044/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études et à la réalisation de l'axe Gèze, portant le montant total à 10 400 000 € TTC.

Cette opération intègre la démolition de la passerelle existante et la réalisation d'aménagements provisoires (portage assuré par la Métropole), préalablement à la requalification complète de l'axe Cap pinède – Capitaine Gèze (portage assuré par l'EPAEM).

La convention n°19/0585 notifiée le 21 août 2019 entre la Métropole et l'Etablissement public d'Aménagement Euroméditerranée approuvée par délibération VOI 005-6512/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 confie à l'EPAEM la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux de requalification de l'axe routier et de ses équipements attenants, entre le carrefour Cap Pinède et le franchissement de l'autoroute A7.

L'avenant n°1 à cette convention, notifié le 6 janvier 2020 et approuvé par délibération VOI 011-8052/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 prévoyait d'assurer le financement des études jusqu'en phase PRO sur les secteurs 1, 3 et 4 de l'opération et du bassin de rétention, et jusqu'à la phase ACT sur le secteur 2 uniquement.

Au regard de l'avancement du projet, l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération peut être confirmée.

Un avenant n°2 soumis à l'approbation du Conseil de ce jour valide l'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération ainsi que l'échéancier de financement correspondant à une première phase opérationnelle : secteur 1 (hors mise à double sens de la rue Rhin Fidélité), et secteurs 2 et 3.

Cet avenant présenté au Conseil de ce jour, a par conséquent une incidence financière sur l'opération d'investissement 2013108300 sur la partie de l'investissement ne relevant pas du bassin de rétention.

Pour ce faire, l'opération d'investissement 2013108300 d'un montant de 10 400 000 euros TTC inscrite au budget de l'état spécial de Territoire Marseille Provence enregistrée dans le Programme 08 de l'autorisation de programme AP 141082BP doit être révisée pour un montant de 35 000 000 euros, portant le montant total de l'opération à 45 400 000 euros ; elle intègre la part de financement apportée par la Métropole à hauteur de 40 365 859 euros (hors bassin de rétention).

Parallèlement, le Conseil de ce jour approuve la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour le bassin de rétention sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 003-8044/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux études de la réalisation de l'axe Gèze à Marseille ;
- La délibération VOI 005-6512/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole approuvant la Convention de la réalisation et au financement de la requalification de l'axe Cap Pinède/Capitaine Gèze, avec l'EPAEM.
- La délibération VOI 011-8052/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole approuvant l'avenant n°1 à la convention n°19/0585 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap Pinède – Capitaine Gèze ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation pour un montant de 59 900 000 euros de l'opération relative aux études et travaux de la réalisation de l'axe Gèze ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation de l'axe Gèze à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-381/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention tripartite avec l'Etat et la SRL2 pour la réalisation de compléments au dossier de sécurité de la L2 en vue de la mise en circulation des lignes BHNS B4, B5 et lignes REM dans ses ouvrages souterrains

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19642/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à son examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le projet de PDU soumis à enquête publique du 20 avril au 21 mai 2021, prévoit la création d'un grand itinéraire de contournement de Marseille en transport collectif à haut niveau de service, entre le métro Capitaine Gèze, la Fourragère (BHNS B4), l'échangeur Florian puis l'infrastructure du Boulevard Urbain Sud (BUS) jusqu'à la Pointe Rouge (BHNS B5). Cet itinéraire est également appelé à recevoir des lignes de cars Métro Express de la Métropole, en correspondance avec les stations de métro Capitaine Gèze, Frais Vallon et la Fourragère.

La ligne BHNS B4 relie les pôles d'échanges « Capitaine Gèze » et « la Fourragère ». Elle assure ainsi une liaison directe entre les quartiers périphériques, dit prioritaires, évitant ainsi le centre-ville et permet la connexion entre les principaux axes structurants du périmètre. Cette ligne assure en outre la jonction avec des corridors de transports en commun structurants : métro lignes 1 et 2, autres lignes de BHNS, renforçant ainsi le maillage du réseau.

La création de cette nouvelle ligne de BHNS a été adoptée par délibération TRA 012-4154/18 CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements.

La ligne BHNS B4 a vocation à devenir une des lignes les plus empruntées du réseau de transport en commun (TC) avec environ 25 000 usagers par jour.

L'itinéraire de contournement desservi par les lignes BHNS B4, B5 et lignes de cars Métro Express « Aubagne-Aéroport » et « Aix Malacrida-Marseille St Loup » empruntera sept tranchées couvertes de la liaison autoroutière A507 (L2). Or, lors de la mise en service de la Rocade L2, la construction et l'exploitation sont assurées par l'Etat et la SRL2, le Dossier de Sécurité des ouvrages souterrains établi conformément à l'article L118-2 du Code de la Voirie Routière, ne prévoyait pas la circulation de lignes « régulières » de transport de voyageurs.

C'est pourquoi, la décision qui sera délivrée par le Préfet pour autoriser la mise en circulation de ces lignes de transport dans les ouvrages souterrains de la rocade L2 nécessite de compléter le Dossier de Sécurité, et de réaliser des compléments d'études sur l'Etude Spécifique de Dangers.

Dès lors, pour garantir la cohérence et la validité du Dossier de Sécurité des ouvrages souterrains de la L2, une convention est établie pour confier à l'Etat et à la SRL2, chacun en ce qui les concerne au vue de leurs prérogatives respectives, la production de ces compléments d'étude ; la Métropole finance l'intégralité de ces études évaluées à 30 500 € HT, soit 36 600 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 012-4154/18 CM du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne de BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il s'avère nécessaire compléter le Dossier de Sécurité de la L2 pour autoriser la mise en circulation de lignes de transports régulières dans ses ouvrages souterrains ;
- Qu'il convient d'approuver une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la SRL2 pour la réalisation des compléments au dossier de sécurité de la L2 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la SRL2 pour la réalisation de compléments au dossier de sécurité de la L2 en vue de la mise en circulation des lignes BHNS B4, B5 et lignes REM dans ses ouvrages souterrains.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-384/21/CT

■ **CT1 - Approbation du bilan de la concertation préalable concernant l'aménagement de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4 entre les Pôles d'échanges Gèze et la Fourragère à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19645/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le projet de PDU, soumis à Enquête Publique entre le 20 avril et le 21 mai 2021, prévoit la création d'un grand itinéraire de contournement de Marseille en transport collectif à haut niveau de service, entre le métro Capitaine Gèze, la Fourragère (BHNS B4), l'échangeur Florian puis l'infrastructure du Boulevard Urbain Sud jusqu'à la Pointe Rouge (BHNS B5). Cet itinéraire est également appelé à recevoir des lignes de cars du Réseau Express Métropolitain, en correspondance avec les stations de métro Capitaine Gèze, Frais Vallon et la Fourragère.

La création de la nouvelle ligne de BHNS B4 a été adoptée par délibération TRA 012-4154/18 CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante.

Cette ligne BHNS reliera les pôles d'échanges « Capitaine Gèze » et « la Fourragère ». Elle assurera une liaison directe entre les quartiers périphériques, dit prioritaires en évitant ainsi le centre-ville, et elle permettra la connexion entre les principaux axes structurants du périmètre. Elle traversera les quartiers Gèze, Campagne Larousse, Fontvert, Picon, Busserine, St Jérôme, Malpassé, Frais Vallon, et la Fourragère.

Cette ligne assurera en outre la jonction avec des corridors de transports en commun structurants : Métro lignes 1 et 2, autres lignes de BHNS, renforçant ainsi le maillage du réseau.

Ainsi, la ligne BHNS B4 a vocation à devenir une des lignes les plus empruntées du réseau de transport en commun marseillais avec environ 29 000 usagers par jour.

L'opération comporte, outre l'infrastructure de transport pour le BHNS B4 et les équipements associés (priorité aux feux, stations BHNS, signalisation), le réaménagement du pôle d'échanges La Fourragère, des pistes cyclables et voies piétonnes, et des aménagements paysagers de qualité.

Sur la base des premières études techniques réalisées par le groupement de maîtrise d'œuvre « SETEC/GAUTIER+CONQUET », une concertation préalable dont le lancement a été approuvé par la délibération MOB 001-9640/21/CM du 18 février 2021 du Conseil de la Métropole, a été organisée du mardi 27 avril 2021 au vendredi 28 mai 2021.

Les modalités de cette concertation préalable, présentées ci-après, ont fait l'objet d'un avis de presse dans les annonces légales du journal « La Marseillaise » en date du 16 avril 2021 et « La Provence » en date du 22 avril 2021.

La concertation s'organisait ensuite sous deux formats :

- Une exposition publique et des panneaux de présentation du projet, d'une durée de 4 semaines, s'est tenue dans les locaux du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence située au Palais du Pharo ainsi que dans les 3 mairies de secteur des arrondissements concernés par le projet. Des plaquettes d'information du projet étaient également mises à disposition sur ces lieux, ainsi qu'un registre papier afin de recueillir les avis du public.
- Une plateforme numérique offrant au public un accès dématérialisé à :
 - o Une présentation du projet, et notamment aux panneaux de concertation et à la plaquette d'information en format numérique ;
 - o Un registre numérique de recueil des avis.

Les observations formulées sur les registres sont au nombre de cent vingt-sept et portent d'une manière générale sur les thématiques suivantes :

- Les aménagements cyclables
- Le fonctionnement circulaire
- Les conditions de stationnement dans certains secteurs du projet

Les remarques exprimées au cours de cette consultation du public ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport. Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux du projet, ni ses caractéristiques. Les questions et remarques des usagers donneront lieu, si nécessaire, à des approfondissements lors des études de conception détaillées.

Les conclusions de ce bilan ont conforté la Métropole dans ses intentions de poursuivre les études sur le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 012-4154/18/CM du 28 juin 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements) ;
- La délibération n° MOB 001-9640/21/CM du 18 février 2021 approuvant le lancement de la concertation préalable relative à la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements) ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la concertation préalable relative à la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille (12^{ème}, 13^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} arrondissements) s'est effectivement déroulée du 27 avril 2021 au 28 mai 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de réalisation de la ligne BHNS B4 entre les pôles d'échanges Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation du bilan de la concertation préalable concernant l'aménagement de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4 entre les pôles d'échanges Gèze et la Fourragère à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-379/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de travaux avec la Société Méditerranéenne de Stationnement relative au déplacement du débouché de la grille de ventilation du parc de stationnement Castellane/Cantini pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/18588/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel /Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé à la réalisation de travaux modificatifs du parc de stationnement Castellane/Cantini portant sur le déplacement du débouché de la grille de ventilation.

Or, l'exploitation dudit parc est confiée à la Société Méditerranéenne de Stationnement au titre du contrat de délégation de service public n°91/342 entériné par la délibération n° 90/332/E du Conseil Municipal de la ville de Marseille en date du 11 juin 1990 au droit de laquelle s'est substituée la Communauté urbaine de Marseille-Provence par délibération n° FAG/16/356 en date du 20 décembre 2002.

Ainsi, il y a lieu d'établir une convention avec la Société Méditerranéenne de Stationnement afin de définir les droits et obligations des parties dans ses attendus juridiques, techniques et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la voirie routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°205-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG/16/356 du 20 décembre 2002 approuvant le transfert des droits et obligations de la compétence « parkings en ouvrage concédés » de la Ville de Marseille à la Communauté urbaine de Marseille ;
- Le règlement de voirie approuvé par délibération n°VOI4/1071/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence MAMP, le 18 décembre 2006 ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet nécessite qu'il soit procédé à la réalisation de travaux modificatifs du parc de stationnement Castellane/Cantini portant sur le déplacement du débouché de la grille de ventilation ;
- Que la Société Méditerranéenne de Stationnement est délégataire de l'exploitation du parc de stationnement Castellane/Cantini ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les droits et obligations des parties dans ses attendus juridiques, techniques et financiers ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de travaux entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Méditerranéenne de Stationnement relative au déplacement du débouché de la grille de ventilation du parc de stationnement Castellane/Cantini pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-386/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un contrat de location avec la SAFIM pour la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway - Phase 1

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19708/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de La Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération.

Par arrêté n°2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré le projet d'utilité publique.

Dans le cadre de cette extension projetée, il est prévu la création d'un centre de remisage de tramway et d'un parking relais sur le site Dromel/Montfuron pour répondre aux besoins de l'exploitation du réseau étendu mais également pour offrir une capacité de stationnement pour les usagers du transport public sur ce secteur afin de favoriser le report modal. La mise en service de cet ouvrage, dont les travaux doivent débuter en 2021, est prévue fin 2024.

Les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages conduisent la métropole à fermer le parking relais de Dromel pendant la durée du chantier.

Pour compenser en partie la perte de la capacité de stationnement pour les usagers des transports en commun (environ 600 places), la Métropole a recherché des solutions transitoires. Le Parc Chanot, situé à proximité du pôle d'échanges de Dromel/Montfuron d'une part, et de la station Rond Point du Prado d'autre part, peut offrir des capacités de stationnement (environ 300 places) en dehors des grands événements.

Par convention n°85/102 entre la Ville de Marseille et la SAFIM, la Ville de Marseille a confié la gestion et l'usage du Parc Chanot à la SAFIM.

Afin de proposer cette offre de stationnement de substitution aux usagers des transports en commun, il est nécessaire de conclure un contrat de location entre la SAFIM et la Métropole pour l'année 2021 (période d'octobre à décembre 2021) pour les places de stationnement ainsi que pour les services associés permettant de contrôler les usagers utilisant ce service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 mars 2021 ;
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- La délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 mai 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente pour mettre en oeuvre le système de transport tramway dans le cadre de l'opération d'extensions nord et sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que pour réaliser le futur site de maintenance et de remisage du tramway et le futur parking relais de Dromel, il est nécessaire de fermer le parking relais actuel pendant la durée des travaux ;
- Que la SAFIM, dans le cadre de son contrat d'exploitation du Parc Chanot avec la ville de Marseille, offre à la location des places de stationnement ;
- Qu'il convient d'approuver le contrat de location entre la SAFIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de proposer une offre de stationnement de substitution aux usagers des transports en commun ainsi que pour les services associés permettant de contrôler les usagers utilisant ce service ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un contrat de location avec la SAFIM pour la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway - Phase 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-395/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention entre la société Artplexe canebière et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les servitudes, l'entretien et la maintenance des ouvrages réalisées par la société Artplexe au sein du parking Gambetta à Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19784/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 011-3687/18/BM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention d'intervention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Artplexe canebière concernant la réalisation d'un complexe cinématographique construit en partie au-dessus du parking souterrain public métropolitain Gambetta sis Allée Léon Gambetta à Marseille. Cette convention avait pour objet de définir le cadre des contraintes techniques, économiques et de sécurité liées au parking.

Par délibération TRA 012-7329/19/BM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole approuvait l'avenant n°1 à ladite convention suite à l'apparition de contraintes structurelles entraînant la suppression définitive de 50 places de stationnement au lieu de 10 places initialement envisagées.

Conformément à l'article 2 de la convention tripartite, et vu la date prévisionnelle de fin des travaux du programme Artplexe au dernier semestre 2021 avec une ouverture du complexe cinématographique prévue au mois d'octobre, les Parties se sont rapprochées afin de définir par convention les modalités d'entretien et de maintenance des infrastructures réalisées par la société Artplexe au sein du parking Gambetta.

L'objet de la présente convention a ainsi pour but l'identification des ouvrages et équipements réalisés par la société Artplexe dont les obligations d'entretien, de maintenance et de réparation des équipements lui incombent. Par ailleurs, la convention définit les modalités de déploiement d'un batardeau en cas d'orages par la société Artplexe induits par les choix techniques réalisées par celle-ci et dont la gestion lui appartient.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis au projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille-Provence doit émettre un avis au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention entre la société Artplexe canebière et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les servitudes, l'entretien et la maintenance des ouvrages réalisées par la société Artplexe au sein du parking Gambetta à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-390/21/CT

■ **CT1 - Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings Docks et Espercieux à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19777/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 014-7103/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion des parkings Docks et Espercieux, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 30 octobre 2019 aux JOUE, BOAMP, et le 1^{er} octobre 2019 au Moniteur.

La procédure présente un caractère « restreint » de sorte que le dossier de consultation a été mis à la disposition des seuls soumissionnaires admis à présenter une offre

La date limite de remise des dossiers de candidatures a été fixée au 2 décembre 2019 à 16h30.

La Commission Concession s'est réunie le 3 décembre 2019 et a procédé à l'ouverture des plis déposés par les six candidats suivants :

Effia Stationnement ;

QPark France ;

SAGS

Interparking

Transdev Park

Indigo Infra

La Commission s'est réunie le 16 janvier 2020 en vue de sélectionner les Candidats admis à présenter une offre. L'analyse a conclu que les six candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes les rendant aptes à présenter des offres compétitives pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation des parkings Docks et Espercieux.

Le dossier de consultation a été mis à disposition des quatre soumissionnaires admis à présenter une offre via la plateforme de dématérialisation le 2 juillet 2020.

A la date limite de remise des offres, soit le 21 septembre 2020 à 16h30, quatre plis ont été déposés sur la plateforme de dématérialisation.

L'ouverture des offres s'est tenue le 21 septembre 2020 à 16h35. Les soumissionnaires ayant remis une offre sont, dans l'ordre de dépôt :

Q-Park ;

Indigo ;

SAGS ;

Interparking

Suite à l'avis formulé par la Commission Concession, en date du 16 décembre 2020, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des soumissionnaires. Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure.

Il présente les motifs de choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société QPARK. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa prise d'effet, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation des parkings Docks et Espercieux sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation définie contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à la Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation des parkings Docks et Espercieux, sis à Marseille ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 014-7103/19/CM du 24 octobre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings Docks et Espercieux ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- Les Procès-verbaux de la Commission Concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings Docks et Espercieux à Marseille - Approbation du choix du délégataire - contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-391/21/CT

■ CT1 - Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19778/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 012-7101/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion des parkings République et Phocéens, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été publié 30 octobre 2019 aux JOUE, BOAMP, et le 1^{er} novembre 2019 au Moniteur.

Il s'agit d'une procédure « restreinte », de sorte que le dossier de consultation n'a été remis qu'aux seuls soumissionnaires admis à présenter une offre.

La date limite de remise des dossiers de candidatures était fixée au 2 décembre 2019 à 16h30.

La Commission Concession réunie le 3 décembre 2019 a procédé à l'ouverture des plis déposés par les cinq candidats suivants :

Effia Stationnement ;

Indigo Infra ;

QPark France ;

SAGS ;

Interparking.

La Commission s'est réunie le 16 janvier 2020 en vue de sélectionner les candidats admis à présenter une offre. L'analyse a conclu que les cinq candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes les rendant aptes à présenter des offres compétitives pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation des parkings République et Phocéens.

Le dossier de consultation a été mis à disposition des cinq soumissionnaires admis à présenter une offre via la plateforme de dématérialisation le 2 juillet 2020.

A la date limite de remise des offres, soit le 21 septembre 2020 à 16h30, quatre plis ont été déposés sur la plateforme de dématérialisation.

L'ouverture des offres s'est tenue le 21 septembre 2020 à 16h35. Les soumissionnaires ayant remis une offre sont, dans l'ordre de dépôt :

Q-Park France;

Indigo Infra;

SAGS ;

Interparking.

Suite à l'avis formulé par la Commission Concession, en date du 16 décembre 2020, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des soumissionnaires. Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure.

Il présente les motifs de choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société INDIGO. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa prise d'effet, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation des parkings République et Phocéens sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation définie contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à la Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation des parkings République et Phocéens, sis à Marseille ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération TRA 012-7101/19/CM du 24 octobre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019;
- Les Procès-verbaux de la Commission Concession de délégation de service public.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille-Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur la délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-392/21/CT

■ CT1 - Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19779/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 013-7102/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la Délégation de Service Public, sous forme d'affermage d'une durée de 7 ans, comme mode de gestion des parkings Timone et Blancarde, sis à Marseille.

Sur cette base, un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 30 Octobre 2019 aux JOUE, BOAMP, et le 1^{er} novembre 2019 au Moniteur.

La procédure présente un caractère « restreint » de sorte que le dossier de consultation a été mis à la disposition des seuls soumissionnaires admis à présenter une offre

La date limite de remise des dossiers de candidatures a été fixée au 2 décembre 2019 à 16h30.

La Commission Concession s'est réunie le 3 décembre 2019 et a procédé à l'ouverture des plis déposés par les cinq candidats suivants :

Effia Stationnement ;

Indigo Infra

QPark France ;

SAGS ;

Interparking.

La Commission s'est réunie le 16 janvier 2020 en vue de sélectionner les Candidats admis à présenter une offre. L'analyse a conclu que les cinq candidats offraient des garanties techniques, économiques et financières satisfaisantes les rendant aptes à présenter des offres compétitives pour assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde.

Le dossier de consultation a été mis à disposition des quatre soumissionnaires admis à présenter une offre via la plateforme de dématérialisation le 2 juillet 2020.

A la date limite de remise des offres, soit le 21 septembre 2020 à 16h30, trois plis ont été déposés sur la plateforme de dématérialisation.

L'ouverture des offres s'est tenue le 21 septembre 2020 à 16h35. Les soumissionnaires ayant remis une offre sont, dans l'ordre de dépôt :

Q-Park ;

SAGS ;

Indigo Infra.

Suite à l'avis formulé par la Commission Concession, en date du 16 décembre 2020, une phase de négociations a été engagée avec l'ensemble des soumissionnaires. Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure.

Il présente les motifs de choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société QPARK. Celle-ci s'est engagée à créer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, une société dédiée à l'exécution de la délégation, qui lui sera substituée dans ses droits et obligations en qualité de délégataire.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 7 ans à compter de sa prise d'effet, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'exploitation des parkings Timone et Blancarde sis à Marseille, à ses risques et périls. Le délégataire se rémunérera à titre principal par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 11 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation définie contractuellement. Au titre de la mise à disposition des équipements, le délégataire versera annuellement à la Métropole une redevance annuelle révisable, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde, sis à Marseille ;
- d'approuver le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération TRA 012-7101/19/CM du 24 octobre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- Les Procès-verbaux de la Commission Concession de délégation de service public.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Délégation de Service Public pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde à Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-394/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public n°19/04 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19783/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de délégation de service public n°19/04 notifié le 17 juin 2019 (ci-après désigné « le Contrat »), la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié au Délégué INDIGO l'exploitation, l'entretien et la maintenance du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille. Ce contrat s'achèvera le 1er juillet 2026.

Par délibération n° MOB 010-9280/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de la Métropole approuvait l'avenant n°1 au contrat n°19/04 qui avait pour objet une adaptation du programme de travaux. Cet avenant a été notifié le 25 février 2021.

En cours d'exécution du contrat, il apparaît nécessaire d'adapter la formule d'indexation des tarifs et de la redevance prévue à l'article 28 du contrat afin que le calcul des deux indexations puisse être effectué concomitamment et non de façon décalée. Cependant, la part fixe de la redevance étant due au 1^{er} janvier de l'année, le titre de recette a été émis en appliquant la formule d'actualisation prévue au contrat. Il est donc nécessaire de procéder au remboursement du trop-perçu soit 10 830,60€ HT (12 996,72€ TTC).

Par ailleurs, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers lors de manifestations ponctuelles.
Les éléments précités nécessitent la passation d'un avenant n°2 au contrat n°19/04.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole procédera au remboursement du montant trop-perçu de la redevance fixe.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille-Provence doit émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public n°19/04 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-393/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession n° 09-149 concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille 2ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19782/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession de service public n° 09-149 conclu le 29 octobre 2009, la Communauté Urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Vinci Park France (aujourd'hui Indigo Infra France) la construction et l'exploitation du parc de stationnement J4 (renommé Vieux Port-MUCEM) sis à Marseille. Ce contrat d'une durée de 40 ans prendra fin le 4 novembre 2049.

L'avenant n°5 à ce contrat, approuvé par délibération TRA 008-7097/19/CM du 24 octobre 2019, prévoit d'une part la mise en œuvre de la nouvelle politique tarifaire et d'autre part, une compensation financière annuelle permettant de préserver l'équilibre économique global du contrat.

Lors de l'exécution de cet avenant, il est apparu nécessaire au moment de l'exécution financière d'adapter la formule de compensation prévue au bénéfice du délégataire.

De plus, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers lors de manifestations ponctuelles.

Les éléments précités nécessitent la passation d'un avenant n°6 au contrat n°09/149.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession n°09-149 concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port MUCM à Marseille 2ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-396/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport annuel 2020 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le Territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19791/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

Un contrat de délégation de service public, n°T1802DSP, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2018. Sa durée est de 5 ans à compter de la date de notification. Il arrivera à échéance le 17 juillet 2023.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

A titre d'information, sur l'année 2020, par avenant approuvé en Conseil de Métropole le 19 décembre 2019 (délibération VOI 010-8051/19/CM), le périmètre d'intervention du délégataire a été étendu aux tranchées couvertes du Boulevard Urbain Sud (BUS) (13010) – tronçon situé entre le carrefour Florian et la rue Verdillon - à compter de leur mise en service, le 1^{er} août 2021.

En 2020 le nombre total d'intervention (172) dans les ouvrages concernés a été le suivant :

- | | |
|----------------------------------|--------------------|
| - Pour le tunnel de la Major : | 34 interventions ; |
| - Pour le tunnel Joliette : | 28 interventions ; |
| - Pour le tunnel Saint-Charles : | 10 interventions ; |
| - Pour le tunnel du Vieux Port : | 77 interventions ; |

- Pour les tranchées couvertes du boulevard Urbain Sud : 23 interventions.

Le compte d'exploitation sur cette période fait apparaître un chiffre d'affaires de 23 155,00 euros et des charges d'exploitation de 10 262,00 euros soit un bénéfice d'exploitation de 12 893,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020 concernant le contrat de Délégation de Service Public n° T1802DSP a été remis par la société Gibbes Pharo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la présentation du rapport annuel 2020 du délégataire de service public, remis par la société Gibbes Pharo, titulaire du contrat de délégation relatif à l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille-Provence, contrat n° T1802DSP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-397/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière relative l'exploitation de certaines données du fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voiries

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19792/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est dotée d'un logiciel dénommé « TRAXY » qui permet d'accéder au Fichier National des accidents corporels. Ce fichier comporte les données relatives aux accidents corporels de la circulation, fichier constitué et administré par l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière (ONISR).

Ce fichier permet à la Métropole de prendre en considération les données chiffrées d'accidents corporels sur ses aménagements viaires et de définir ainsi une stratégie prophylactique permettant d'éviter leur survenance.

Afin d'accéder à cet outil, une convention a été signée le 30 juillet 2018 pour une durée de trois ans entre la Métropole et l'Etat (Ministère de l'Intérieur via l'Observatoire National interministériel de la Sécurité Routière). Cette convention est arrivée à échéance le 30 juillet 2021. Il est envisagé de la renouveler afin que la Métropole puisse continuer à exploiter les données qui l'intéressent.

La nouvelle convention sera établie pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties. Elle ne comporte pas de contrepartie financière entre celles-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage de continuer l'exploitation des données issues du fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de sa voirie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de la convention ci-annexée portant exploitation de certaines données du fichier national des accidents corporels au titre de la gestion et de l'exploitation de voirie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-385/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°10 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage relative à la réalisation d'une bretelle routière souterraine entre le boulevard Schloesing et l'entrée du Tunnel Prado Carénage à Marseille 8ème et 10ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19705/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 06 février 1989, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le contrat de concession avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) lui confiant le financement, la conception, la construction et l'exploitation du tunnel routier Prado-Carénage pour une durée de 30 ans à compter de sa mise en service, qui a eu lieu le 18 septembre 1993.

La concession Prado Carénage a été modifiée à plusieurs reprises depuis 1993 par voie d'avenants.

L'avenant n°3 au contrat de concession, approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 19 décembre 1994, a notamment allongé la durée de la concession de deux ans, portant ainsi la durée initiale à 32 ans.

De même, dans sa séance du 27 juin 2005, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'avenant n°8 au contrat de concession, confiant à SMTPC la réalisation des accès et des aménagements intérieurs de la liaison souterraine « Rège » entre la rue Louis Rège et le tunnel Prado Carénage.

1. HISTORIQUE

En 2013, dans le cadre de sa politique de mobilité, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a engagé les études d'extension de la ligne 3 du tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Pôle Gèze, et au Sud jusqu'à la Gaye.

Au sud de la place Castellane, l'extension emprunte l'avenue Cantini, la place Ferrié, le bd Schlœsing, elle dessert ensuite le Pôle d'échanges Dromel, et enfin le parking relais de la Gaye.

Cet itinéraire tramway entraîne la suppression des passerelles routières de la place du Général Ferrié, ce qui engendre un report au sol de la circulation concernée. Pour rétablir la liaison entre les quartiers Est et Sud-Est de la Ville avec le réseau structurant de voiries, il est nécessaire de créer un nouvel ouvrage permettant le franchissement du carrefour Ferrié : la bretelle souterraine Schlœsing.

2. SCHEMA CONTRACTUEL

Par courrier du 07 janvier 2014, le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a demandé à la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage d'étudier une solution de dénivellation de la circulation routière sous la place Ferrié permettant d'assurer le fonctionnement du carrefour Ferrié en tenant compte du passage prioritaire des tramways entre l'avenue Cantini et le boulevard Schlœsing, tel qu'envisagé dans le cadre du projet d'extension de la ligne T3.

L'ouvrage proposé est constitué d'un cadre souterrain bidirectionnel, à une voie de circulation par sens, d'une longueur d'environ 855 mètres, incluant :

- Une section de 360 mètres d'ouvrage existant,
- Une section d'environ 495 mètres à construire (trémie d'entrée/sortie comprise).

Compte tenu de la dimension de l'ouvrage à créer, de sa gratuité, de l'environnement urbain dans lequel il s'insère, et de son caractère techniquement indissociable de ceux exploités par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage, particulièrement au regard de l'imbrication des équipements ou installations de sécurité, les études réalisées ont conduit la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à envisager la possibilité de faire réaliser cet ouvrage dans le cadre d'une prolongation du contrat de concession.

Deux projets d'avenants et une convention tripartite ont été établis en ce sens et approuvés au Conseil Communautaire du 21 décembre 2015.

Par lettre du 18 février 2016, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité, a demandé au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence (venant aux droits de la Communauté Urbaine à compter du 01 janvier 2016) de bien vouloir retirer cette délibération, aux motifs que :

- les avenants envisagés modifiaient substantiellement l'un des éléments essentiels du contrat de délégation initial ;
- les travaux et prestations projetés auraient dû être soumis à une procédure de mise en concurrence.

Compte tenu des observations formulées, le Conseil de la Métropole, dans sa séance du 28 avril 2016, a procédé au retrait de ladite délibération et a demandé au Président de la Métropole, de proposer des solutions techniques, juridiques et financières permettant de réaliser la prolongation de la ligne 3 du tramway en direction du Sud dans des conditions acceptables pour le fonctionnement urbain et soutenables pour les finances de la collectivité.

Les Services de l'Etat ont été sollicités pour faire émerger des solutions autorisant la réalisation de la bretelle Schlœsing selon un schéma contractuel juridiquement sécurisé.

Ainsi, un groupe de travail associant les services de la Métropole et les différents services de l'Etat sous l'égide de la Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été constitué en 2017. Le Préfet a fait appel à cette occasion à la Mission interministérielle d'appui au Financement des Infrastructures (FIN INFRA) pour disposer des éléments d'expertises juridiques, techniques et financières, en vue d'analyser les propositions faites par la Métropole pour la réalisation de cette opération.

Parallèlement, dans un important arrêt du 23 décembre 2016 relatif au Plan de Relance Autoroutier, le Conseil d'Etat a admis un schéma contractuel comparable à celui faisant l'objet du projet de Bretelle Schlœsing.

Suite aux études complémentaires menées pour préciser le modèle économique, le schéma contractuel initialement envisagé en décembre 2015 a été optimisé pour intégrer les améliorations conjoncturelles des conditions financières (baisse du taux d'actualisation, fiscalité, ...).

3. APPROBATION ET ENTREE EN VIGUEUR DE L'AVENANT N°9

Compte tenu des travaux et études complémentaires menées, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération VOI 001-2842/17/CM dans sa séance du 19 octobre 2017, l'avenant n°9 à la concession du tunnel Prado Carénage qui définissait les conditions et modalités selon lesquelles la Métropole confiait au concessionnaire le financement, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien-maintenance de la Bretelle Schlœsing, et qui modifiait en ce sens le périmètre de la Concession du tunnel Prado-Carénage.

Pour amortir les coûts de financement, conception, construction de cette bretelle ainsi que de financement de l'indemnité de transfert du Tronçon Prado Sud existant, soit 96,985 M€ HT, tout en assumant les charges d'exploitation et d'entretien-maintenance afférentes, l'avenant prévoyait une prorogation de la durée de la concession de 7 ans et 11 mois.

L'article 2 de l'avenant n°9 prévoyait que l'entrée en vigueur de ses dispositions ne pouvait intervenir qu'à la date d'obtention de la décision favorable de la Commission européenne sur la compatibilité du Projet Schlœsing avec les règles d'aides d'Etat en matière de compensation de service public.

A cet égard, et dès le 27 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée, sous l'égide de la Préfecture de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, des Autorités Françaises, représentées par le Secrétariat Général des Affaires Européennes, pour entamer une procédure de pré-notification, puis de notification en application de l'article 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de « La Mesure » constituée par la réalisation du projet Schlœsing donnant lieu à l'allongement de la durée de la concession du tunnel routier Prado-Carénage en compensation de la réalisation des travaux.

Suite à l'instruction de ces procédures par les instances européennes, et par décision du 21 novembre 2019, la Commission Européenne a confirmé que la réalisation de la Bretelle Schlœsing et la prolongation de la concession du tunnel Prado Carénage respectent les critères de compatibilité du marché intérieur prévus par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dès lors, les dispositions contractuelles de l'avenant n°9 qui confiait à la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage le financement, la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien-maintenance de la Bretelle Schlœsing, sont intégralement entrées en vigueur à compter de la notification de la décision de la Commission Européenne, soit le 26 novembre 2019.

4. JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT N°10

Dans le cadre de l'instruction de la procédure de notification, la Commission Européenne a invité les autorités françaises à homogénéiser, eu égard à certains projets comparables instruits sur le territoire national voire européen, certains critères fondant d'une part les simulations financières du projet, et d'autre part les modalités de contrôle et d'ajustements de la compensation accordée pour la réalisation du projet.

Ainsi la durée de l'allongement de la concession jugée nécessaire a été réduite à sept ans et quatre mois (au lieu de sept ans et onze mois), prolongeant ainsi la concession Prado-Carénage jusqu'au 18 janvier 2033 (au lieu du 16 août 2033).

Par ailleurs, les autorités françaises se sont engagées à amender la clause relative au contrôle de l'absence de surcompensation de l'allongement de la durée de concession présente dans l'avenant n°9. Cette clause, dans sa nouvelle formulation, a pour effet d'abaisser de manière automatique, dans l'hypothèse d'un surcroît de trafic, le niveau des péages sur la période d'allongement de la concession, et d'autre part d'adapter, dans certains cas, la durée de la concession.

Les autorités françaises se sont également engagées à transmettre à la Commission la version finale de la concession Prado-Carénage, en ce compris l'avenant n°10 reprenant les modifications introduites par l'instruction de la procédure à l'échelon européen.

Dès lors, le présent avenant n°10 a pour objet de retranscrire stricto sensu les engagements des autorités françaises devant la Commission européenne, sans incidence sur les dispositions techniques ou financières initialement établies par l'avenant n°9.

L'avenant n°10 a été présenté à la Commission de concession lors de sa séance du 14 septembre 2021, qui a émis un avis favorable.

En conséquence il vous est demandé :

- D'approuver le projet d'avenant n°10 à la concession du Tunnel Prado Carénage ;
- D'autoriser la Présidente ou son représentant à signer cet avenant ;
- D'autoriser la Présidente ou son représentant à signer tous actes et documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La délibération n°89/096/UCV du 6 février 1989 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 5/580/CC du 27 juin 2005 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 001-2842/17/CM 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Décision de la Commission européenne du 21 novembre 2019 portant sur l'Aide d'État SA.51533 (2019/N) - France - Projet Schlœsing ;
- L'avis de la Commission de concession du 14 septembre 2021;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet Schlœsing et la mesure d'allongement de la concession Prado Carénage compensant sa réalisation respectent les critères de compatibilité du marché intérieur prévus par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Qu'il convient de retranscrire les engagements des autorités françaises devant la Commission européenne pendant l'instruction de la notification de la mesure d'allongement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°10 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado

Carénage relative à la réalisation d'une bretelle routière souterraine entre le boulevard Schloësing et l'entrée du Tunnel Prado Carénage à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-382/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19643/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis :

La Charte Ville-Port, signée en 2013 par les institutions publiques (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental 13, Communauté urbaine de Marseille, Ville de Marseille), le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et Euroméditerranée, affirme la nécessaire adaptation des bassins de Marseille et la réallocation des sites par blocs d'exploitations cohérents.

Consécutivement à la restructuration des terminaux à passagers engagée par le Grand Port Maritime de Marseille (relocalisation du trafic Maghreb au Cap Janet et du trafic Corse à Arenç) une étude de préféabilité a été conduite par la DREAL et le GPMM en faveur du réaménagement de la porte 4 du port située dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette étude a mis en avant le fait que les voiries d'accès à la porte 4 supportent un trafic routier intense (jusqu'à 3040 véhicules/heure en entrée/sortie de la porte 4 au moment des débarquements) mélangeant les poids lourds porte-conteneurs qui desservent le terminal de Mourepiane, les cars de tourisme, les taxis, les véhicules particuliers du terminal croisière, les embarquements et débarquements des passagers des ferries.

Ce trafic routier est générateur de conflits d'usages et pose des problèmes de confort et de sécurité pour les piétons. Par ailleurs la porte 4 souffre d'un manque de visibilité de l'accès et des points de dépose ainsi qu'un déficit de places de stationnement.

L'étude de préféabilité a permis de retenir une solution de réaménagement des voiries pour améliorer l'accessibilité en dédoublant la porte 4 via la création d'une porte 4bis dédiée aux flux vers l'international.

Le Comité de pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 a acté que la Métropole assurerait la maîtrise d'ouvrage du projet d'aménagement de la desserte routière du terminal international en articulation avec les travaux pilotés par le Grand Port Maritime de Marseille dans son emprise.

Cette opération est inscrite à l'avenant n°2 du Contrat de Plan État-Région 2015-2020 adopté par l'Assemblée régionale du 13 juillet 2016 et retranscrit dans la convention départementale d'application des Bouches du Rhône, adoptée par l'Assemblée régionale du 3 novembre 2016, sur la base d'une enveloppe budgétaire évaluée à 10,5 M€ HT.

A cet égard, par délibération VOI 009-1277/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole, a été approuvée une convention de partenariat et de financement, permettant la prise en charge d'une partie de l'investissement.

Ainsi, au titre de ladite convention, les cofinancements étaient stipulés selon la clé de répartition suivante :

- | | |
|------------------------------------------------|-----------------|
| - Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : | 4 000 000 euros |
| - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : | 2 500 000 euros |
| - Métropole Aix-Marseille-Provence : | 4 000 000 euros |

Par décision n° 20/1123/D du 24 décembre 2020, la Métropole a approuvé la demande de subvention complémentaire auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de plusieurs opérations, dont l'amélioration de la desserte routière porte 4 à Marseille.

Ainsi, les cofinancements s'établissent désormais selon la clé de répartition suivante :

COUT GLOBAL	FINANCEUR	BASE SUBVENTIONNABLE	TAUX/BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT	TAUX/COUT GLOBAL
10 500 000,00 €	Conseil Régional (CPER)	10 500 000,00 €	23,81%	2 500 000,00 €	23,81%
	Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	10 500 000,00 €	46,19%	4 850 000,00 €	46,19%
	Métropole Aix-Marseille Provence (Autofinancement)	10 500 000,00 €	30,00%	3 150 000,00 €	30,00%
Ville de Marseille		0,00 €	0%	0,00 €	
TOTAL				10 500 000,00 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 009-1277/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016, approuvant convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille à Marseille (15ème arrondissement) ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La Décision n° 20/1123/D du 24 décembre 2020, approuvant la demande de subvention complémentaire auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le financement des opérations relatives à la desserte routière porte 4, Boulevard Urbain Sud 1ère phase, requalification du cours Lieutaud et requalification de la Rocade du Jarret à Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : amélioration de l'accès à la Porte 4 du Port de Marseille ;
- Qu'il convient de modifier par voie d'avenant la convention n°17/0832 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention n°17/0832 de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration de l'accès à la porte 4 du Port de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 019-387/21/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée de la place Fernand Benoit à Marseille - 9ème arrondissement
DAEP 21/19716/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Marseille souhaite aménager un jardin dont une partie du terrain se situe sur une ancienne emprise de voie publique délaissée, en forme de triangle, situé au coin Nord-Est de la place Fernand Benoit.

Cette parcelle triangulaire est un terrain restant du domaine public après les aménagements de voirie effectués en 2015 dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine des Hauts de Mazargues – La Soude.

La place Fernand Benoit est maintenant bordée par l'avenue de la Barquière, infléchissant en partie Nord, entre la résidence « Les Cyclamens » et l'avenue de la Soude.

Le nouveau tracé laisse un triangle-rectangle sans utilité pour la circulation publique. Cette emprise ne fait l'objet d'aucun aménagement de voirie réalisable.

Après son déclassement, ce délaissé de voirie sera cédé à la Ville de Marseille qui souhaite restaurer le site dans le cadre du réaménagement du quartier Les Hauts de Mazargues-La Soude.

Ce délaissé est mitoyen de la parcelle N120 aménagée par la Direction des Parcs et Jardins de la Ville de Marseille.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale à déclasser est de 710 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'aménagement des voiries Hauts de Mazargues - La Soude ;
- Le projet d'extension du jardin public par la Ville de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une emprise de la rue de la place Fernand Benoit. à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'un délaissé de voirie à l'angle Nord-Est de la place Fernand Benoit, d'une superficie de 710 m² environ.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-388/21/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'un volume en tréfonds, montée de la Rotonde à Marseille - 7^{ème} arrondissement DAEP 21/19728/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au droit du n° 329, la corniche du Président John Fitzgerald Kennedy est surplombée par une voie piétonne étroite reliant la montée de la Napoule aux escaliers Prophète –dite montée de la Rotonde-, bordée par diverses propriétés ne comportant aucun accès automobile possible. Cette traverse piétonne a été transférée dans le domaine public routier métropolitain. Elle s'appuie sur la falaise longeant la corniche Kennedy.

Un propriétaire riverain a fait part à la Métropole Aix Marseille Provence de son projet consistant à percer la falaise pour réaliser un tunnel entre ses deux maisons situées de part et d'autre de la montée de la Rotonde.

Ce passage sera creusé dans la roche au fond du garage de la première maison et passera sous la montée de la Rotonde pour arriver au niveau de la gaine d'ascenseur existante de la deuxième maison.

A cet endroit précis – numéro 329-, aucune utilisation d'intérêt public n'est envisageable. De même aucun projet d'élargissement ou de stationnement n'est possible étant donné la configuration du terrain.

Le volume constitué par le tunnel se situe plusieurs mètres sous la montée de la Rotonde. En raison de la pérennité du projet, le principe d'une Autorisation d'Occupation Temporaire a été abandonné au profit d'une cession.

Ce déclassement est motivé par la proposition d'achat du volume par ce propriétaire riverain.

Il convient donc de déclasser du domaine public routier métropolitain le lot de volume situé à l'intérieur du rocher sous la montée de la Rotonde, d'une surface de 3 m² environ. Il est délimité en hauteur et profondeur par les lots inférieur et supérieur destinés à rester dans le domaine public et décrits dans l'état descriptif de division en volume au 1/100 annexé au présent rapport.

Après déclassement, cette emprise sera versée dans le domaine privé de la Métropole puis cédée à titre onéreux par la Métropole au propriétaire riverain intéressé.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie. Ce volume ne participant pas à la circulation publique peut être déclassé sans enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le faible impact de l'aménagement prévu et l'impossibilité d'aménager un ouvrage public à cet endroit précis ;
- Que ce volume en sous-sol n'est pas accessible au public.

DELIBERE

Article 1 :

Est constatée l'absence d'affectation physique au domaine public du volume considéré.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain tel que défini sur le plan descriptif de division en volume au 1/100 annexé au présent rapport, pour une superficie d'environ 3 m²

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-389/21/CT

**■ CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain de plusieurs délaissés de la Carraire de l'Aiguille - Gignac-la-Nerthe
DAEP 21/19730/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le site « des Aiguilles » sur la commune d'Ensuès-la-Redonne a fait l'objet d'une procédure de création d'une Zone d'Aménagement Concerté approuvée par délibération de la Communauté urbaine du 30 mars 2006.

La Communauté urbaine a concédé à la société Barjane la réalisation de cette opération.

Localisée presque en totalité sur la commune d'Ensuès-la-Redonne, la ZAC des Aiguilles est située en bordure de l'A55, desservie par deux échangeurs autoroutiers et de la RD9. Elle se trouve à 10 minutes de l'aéroport international de Marseille Provence et à 20 minutes de la gare TGV Aix en Provence.

La ZAC des Aiguilles a vocation à accueillir différentes activités liées aux secteurs de la logistique et des transports, de la messagerie et un pôle de vie regroupant des bureaux et des services à l'attention des visiteurs.

Avant les récents travaux d'assainissement, des reliquats du chemin nommé « Carraire de l'Aiguille » situé administrativement sur la commune de Gignac la Nerthe, étaient envahis par la végétation et son extrémité fermée par un portail depuis de nombreuses années.

La société Barjane a sollicité la Métropole Aix Marseille Provence en vue d'acquérir le reliquat de la Carraire de l'Aiguille et l'extrémité de la voie fermée par un portail.

Pour mener à bien ce projet, il est nécessaire de déclasser les merlons désaffectés de la Carraire de l'Aiguille qui disparaissent dans la végétation et son extrémité jusqu'à l'A55.

Après déclassement, ces emprises seront versées dans le domaine privé de la Métropole en vue d'une cession à la société Barjane.

Il a donc été décidé de déclasser du domaine public routier métropolitain les portions désaffectées de la Carraire de l'Aiguille et fermées à la circulation publique. Ce déclassement ne requiert pas d'enquête publique.

La superficie totale à déclasser est de 1916 mètres carrés environ, portées sur le plan de déclassement joint.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les parties de la Carraire de l'Aiguille qui ne sont plus accessibles à la circulation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'utilité publique de la ZAC des Aiguilles ;
- L'apport économique de la ZAC des Aiguilles.

DELIBERE

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de trois emprises de la Carraire de l'Aiguille à Gignac la Nerthe.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de reliquats et délaissés de voirie de la Carraire de l'Aiguille à Gignac la Nerthe d'une superficie de 1916 m² environ.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-398/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°Z210056COV de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Carnoux-en-Provence pour les travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune DRMVEP 21/19794/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Carnoux-en-Provence pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention n°Z210056COV de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue le 27 janvier 2021 entre la Métropole et la commune de Carnoux-en-Provence pour des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Ces prestations consistent à réaliser des travaux d'investissement sur le réseau d'éclairage public par le remplacement du matériel existant énergivores de type Ballon fluorescent par des appareils économes en énergie de type LED, ce qui permettra de réduire les puissances installées de 50% et ainsi réduire la facture d'électricité. La Commune souhaite aussi profiter des travaux de génie civil pour enfouir les réseaux électriques, de télécommunications et de fibre optique qui sont encore en aérien, ce qui permettra d'améliorer la qualité de desserte chez les riverains ainsi que l'aspect visuel.

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier la convention n°Z210056COV et ses annexes financières pour y incorporer une participation du Département des Bouches-du-Rhône et reventiler les prestations en fonction du programme de réalisation 2021-2022.

L'attribution de compensation prévisionnelle 2021 de la commune sera minorée d'un montant de 352 530 €. La commune s'engage à verser à la Métropole un fond de concours correspondant au reste à charge de l'opération et dont le montant prévisionnel est évalué à 345 562 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°URBA 005-8980/20/BM en date du 17 décembre 2020 ;
- La convention Z210056COV exécutoire à compter du 27 janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant la convention Z210056COV relative à la réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune de Carnoux-en-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'avenant n°1 à la convention Z210056COV ci-annexé portant Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carnoux-en-Provence pour l'opération de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 023-399/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Carnoux-en-Provence pour les travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19795/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Carnoux-en-Provence pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Dans ce cadre juridique, la commune de Carnoux-en-Provence, en collaboration avec la Métropole Aix-Marseille Provence, a souhaité continuer de réaliser des travaux d'investissement sur le réseau d'éclairage public par le remplacement du matériel existant énergivores de type Ballon fluorescent par des appareils économes en énergie de type Led. Cet équipement permettra ainsi de réduire les puissances installées de 50% et de diminuer la consommation électrique.

Les secteurs concernés sont les suivants :

- Allée des Alpilles sur lequel il est prévue le remplacement des candélabres de type boule ballon fluorescente.
- Allée du Garlaban sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.

- Allée de la Sainte Baume sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Allée du Mont Ventoux sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Cardinal Lavigerie sur le lequel il est prévue le remplacement des candélabres de type ballon fluorescent.
- Allée Charles Gounod sur lequel les lanternes sont de type SHP posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Allées Edgar Degas sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Avenue Auguste Rodin sur lequel l'éclairage est sur des candélabres et des poteaux Enedis avec des lanternes de type ballon fluorescente, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose et le remplacement des candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Allées Fragonard sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Avenue Pierre Puget sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique, du réseau téléphonique et de la fibre optique.
- Impasse Debussy sur lequel les lanternes sont de type ballon fluorescente posée sur des poteaux Enedis, il est prévu de réaliser une tranchée pour la pose de candélabres et d'y inclure l'enfouissement des lignes électrique du réseau téléphonique et de la fibre optique.

Pour ce faire, une convention n°Z210056COV de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue le 27 janvier 2021 entre la Métropole et la commune de Carnoux-en-Provence pour des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur ces diverses voies communales.

Afin de pouvoir financer cette opération, il est envisagé de solliciter auprès de la commune, un fonds de concours conformément aux articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, qui disposent que des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après

Ces modalités financières viennent ainsi compléter la convention de maitrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Carnoux-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exécution de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Carnoux-en-Provence afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur ces diverses voies de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Carnoux-en-Provence pour les travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 024-400/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant n°2 à la convention n°Z200057COV portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public
DRMVEP 21/19796/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit

la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune.

Ces travaux concernent la rénovation du parc d'éclairage public de la commune et la mise en discrétion des réseaux.

Un précédent avenant n°1 a été adopté par délibération n°VOI 017-7614/19/BM en date du 19 décembre 2019 qui a modifié le montant prévisionnel des dépenses, en l'augmentant à hauteur de 1 613 765 € TTC

La commune a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'envisager l'adoption d'un nouvel avenant. Cet avenant a pour objet de modifier la convention n° Z200057COV en limitant l'enveloppe financière des travaux et des études qui y est mentionnée, seulement aux opérations déjà réalisées, soit 725 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°VOI 014-7025/19/BM en date du 24 octobre 2019 ;
- La convention Z200057COV exécutoire à compter du 26 janvier 2020.
- La délibération VOI 017-7614/19/BM en date du 19 décembre 2019
- L'avenant n°1 à la convention Z200057COV exécutoire à compter du 30 janvier 2020

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant n°2 la convention Z200057COV relative à la réalisation d'opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'avenant n°2 à la convention Z200057COV ci-annexé portant Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360

VOIMOB 025-401/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19800/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille-Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune

Ces travaux concernent la rénovation du parc d'éclairage public de la commune et la mise en discrétion des réseaux.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Saint-Victoret.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maitrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution de l'opération de rénovation du parc d'éclairage public de la commune comprenant la mise en discrétion des réseaux.

Désormais, dans le cadre de cette convention de fonds de concours, la commune de Saint-Victoret s'engage à reverser montant de 302 083 € à la Métropole Aix-Marseille Provence, concernant un montant prévisionnel de travaux établi à 725 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Saint-Victoret afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux liés à l'opération de rénovation du parc d'éclairage public de la commune et de mise en discrétion des réseaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Saint-Victoret pour des opérations d'éclairage public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 026-406/21/CT

■ CT1 - Résiliation de la convention n°Z210221COV de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Saint-Victoret concernant l'opération de travaux de distribution d'énergie électrique

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19842/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Saint-Victoret pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, la Métropole a passé une convention n°Z200221COV avec la commune de Saint-Victoret afin de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux de distribution d'énergie électrique sur le territoire de la Commune de Saint-Victoret.

Ces travaux, d'un montant estimatif de 3 576 000 € TTC, devaient être réalisés courant d'année 2021.

En raison d'un accord convergeant entre la commune de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille Provence, il est envisagé de mettre un terme à cette convention.

En effet, le programme de travaux n'ayant pu débuter en 2021, et la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ne s'étant pas encore exprimée sur le transfert des charges associées à l'éclairage de voirie, il ne peut être envisagé de manière pérenne une programmation de travaux pluriannuelle.

Aussi, et conformément à l'article 6.2 de la convention, après accord entre les deux collectivités, il est envisagé la résiliation de la dite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les deux parties, pour un motif lié à la bonne administration tant de la Métropole que de la commune, souhaitent résilier la convention n°Z200221COV de distribution d’énergie électrique sur le territoire de la Commune de Saint-Victoret.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet portant sur la délibération de la résiliation de la convention n°Z200221COV de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Saint-Victoret concernant l'opération de travaux de distribution d'énergie électrique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 027-402/21/CT

**■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°Z19166COV de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Sausset-les-Pins pour des opérations d'éclairage public
DRMVEP 21/19814/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit

la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention n°Z191066COV de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue le 16 décembre 2019 entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour des travaux d'éclairage public sur diverses voies de la commune.

Ces prestations consistent à réaliser des travaux de rénovation sur le réseau d'éclairage public de la commune. Ainsi sont concernées par ces travaux d'extension et de modernisation de l'éclairage public : l'avenue René Lacoste, la corniche, le rond-point des trois communes, l'allée Jacques Brugnon, le chemin des Bastides, l'allée des pins maritimes, Mare Nostrum, et diverses autres voiries communales.

Afin de mettre à jour le calendrier des dépenses réalisées (et à réaliser) dans le cadre de ces travaux et de budgétiser le montant de la participation du Département, il est apparu nécessaire de modifier la convention n°Z191066COV par le présent avenant conformément à son article 5.2.

L'attribution de compensation prévisionnelle 2021 de la commune sera minorée d'un montant de 23 728 € en raison de la prise en compte de la participation obtenue par le Département sur cette opération (165 827 €). La commune s'engage à verser à la Métropole un fond de concours correspondant au reste à charge de l'opération et dont le montant prévisionnel est évalué à 23 060 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n°VOI 016-6724/19/BM en date du 26 septembre 2019 ;
- La convention Z191066COV exécutoire à compter du 16 décembre 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant la convention Z191066COV relative à la maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-les-Pins pour des opérations d'éclairage public.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'avenant n°1 à la convention Z191066COV ci-annexé portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Sausset-les-Pins pour des opérations d'éclairage public.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 028-403/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Sausset-les-Pins pour des opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19816/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Dans ce cadre juridique, la commune de Sausset-les-Pins, en collaboration avec la Métropole Aix-Marseille Provence, a souhaité réaliser des travaux de rénovation sur le réseau d'éclairage public de la commune. Ainsi sont concernées par ces travaux d'extension et de modernisation de l'éclairage public : l'avenue René Lacoste, la corniche, le rond-point des trois communes, l'allée Jacques Brugnon, le chemin des Bastides, l'allée des pins maritimes, Mare Nostrum, et diverses autres voiries communales.

Pour ce faire, une convention n°Z191066COV de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue le 16 décembre 2019 entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour des travaux de rénovation de l'éclairage public sur ces diverses voies communales.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Sausset-les-Pins.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après. Un fonds de concours d'un montant de 23 060 euros sera sollicité auprès de la commune de Sausset-les-Pins.

Le Département des Bouches du Rhône participe à la réalisation de cette opération à hauteur de 165 827euros.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maitrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Sausset-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Sausset-les-Pins afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux de rénovation de l'éclairage public sur son territoire communal.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour les opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 029-404/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-les-Pins pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune : Tranche 2021
DRMVEP 21/19835/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence, les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour les opérations de fonctionnement.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Sausset-les-Pins, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, des travaux nécessaires à la rénovation de l'éclairage public sur diverses voies limitativement prévues ci-dessous. Ces travaux auront lieu avant la fin de l'année 2021 et concerneront la mise en place d'ampoule à led notamment avec mise en place d'une télégestion de l'éclairage public sur ces voies.

Les lieux et voies d'intervention, sur la tranche 2021 sont les suivants :

- La Rue Lamartine
- La Traverse des Girards
- La Corniche phase N°4
- L'Allée Brugnon
- L'Avenue Jean Moulin
- Le Boulevard Armand Audibert
- L'Avenue Rolland Garros

- La Rue Charles Gounod
- L'Allée des Muriers
- La Rue des îles
- La Rue du château
- L'Avenue du Frioul
- L'Avenue Pierre Matraja

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 179 676 euros TTC en partie réalisation. Une partie de ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Sausset-les-Pins pour la réalisation en 2021 de travaux nécessaires à la rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune : Tranche 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-les-Pins pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune : tranche 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 030-405/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Sausset-les-Pins pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune : Tranche 2021**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19837/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins pour les opérations de fonctionnement.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Dans ce cadre juridique, la commune de Sausset-les-Pins, en collaboration avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité réaliser des travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies limitativement prévues ci-dessous. Ces travaux auront lieu avant la fin de l'année 2021 et concerneront la mise en place d'ampoule à led notamment avec télégestion de l'éclairage public sur ces voies.

Les lieux et voies d'intervention, sur la tranche 2021 de travaux sont les suivants :

- La Rue Lamartine
- La Traverse des Girards
- La Corniche phase N°4
- L'Allée Brugnon
- L'Avenue Jean Moulin
- Le Boulevard Armand Audibert
- L'Avenue Rolland Garros
- La Rue Charles Gounod
- L'Allée des Muriers
- La Rue des îles
- La Rue du château
- L'Avenue du Frioul
- L'Avenue Pierre Matraja

Pour ce faire, une convention Maîtrise d'Ouvrage Déléguée entre la Métropole et la commune de Sausset-les-Pins est en cours d'approbation pour les travaux relevant de cette opération dont le montant est estimé à 179 676 € TTC (soit 149 730 € HT).

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Sausset-les-Pins. Le montant du fonds de concours est plafonné à 74 865 €.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Sausset-les-Pins et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exécution de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Sausset-les-Pins afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge de l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour l'opération de travaux de rénovation de l'éclairage public sur diverses voies de la commune : Tranche 2021.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 15 NOVEMBRE 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

15 NOVEMBRE 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Sarah BOUALEM - Nadia BOULAINSEUR - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Sandrine D'ANGIO - Marc DEL GRAZIA - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Christine JUSTE - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Eric MERY - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Grégory PANAGOUDES - Patrick PAPPALARDO - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Doudja BOUKRINE représentée par Saphia CHAHID - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Martin CARVALHO représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Lyece CHOULAK représenté par Férouz MOKHTARI - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Lionel DE CALA représenté par Stéphanie GRECO DE CONINGH - Bernard DEFLESSELLES représenté par Caroline MAURIN - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES représentée par Claude FERCHAT - Cédric DUDIEUZERE représenté par Sandrine D'ANGIO - Olivia FORTIN représentée par Laurence SEMERDJIAN - Audrey GARINO représentée par Marie BATOUX - Sophie GUERARD représentée par Christine JUSTE - Cédric JOUVE représenté par Agnès FRESCHER - Vincent KORNPROBST représenté par Anne MEILHAC - Eric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Sandrine MAUREL représentée par Marie MARTINOD - Hervé MENCHON représenté par Sébastien BARLES - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Frank OHANESSIAN représenté par Laurence SEMERDJIAN - Yannick OHANESSIAN représenté par Joël CANICAVE - Didier PARAKIAN représenté par Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Julien RAVIER représenté par Pierre LAGET - Didier REAULT représenté par Frédéric GUELLE - Pauline ROSSELL représentée par Pierre LEMERY - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Nathalie TESSIER représentée par Christian PELLICANI - Marcel TOUATI représenté par Laure ROVERA - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Christian AMIRATY - Gérard AZIBI - Mireille BENEDETTI - Corinne BIRGIN - Alexandre DORIOL - Bruno GILLES - Sébastien JIBRAYEL - Bernard MARANDAT - Claude PICCIRILLO - Stéphane RAVIER - Michèle RUBIROLA - Laurent SIMON.

Etaient représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Monsieur Christian PELLICANI représenté par Madame Sophie CAMARD à 15h53 - Madame Lisette NARDUCCI représenté par Madame Nassera BENMARNIA à 15h40.

Sont partis en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Madame Laure-Agnès CARADEC à 16h45 – Monsieur René CARPENTIER à 15h54 - Madame Lisette NARDUCCI à 15h40 – Monsieur Patrick PAPPALARDO à 15h53 - Monsieur Christian PELLICANI à 15h53 – Monsieur Georges ROSSO à 15h57 – Madame Martine VASSAL à 15h45.

Etaient représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Monsieur Christian PELLICANI représenté par Madame Sophie CAMARD à 15h53 - Madame Lisette NARDUCCI représenté par Madame Nassera BENMARNIA à 15h40.

Sont partis en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Madame Laure-Agnès CARADEC à 16h45 - Monsieur René-Francis CARPENTIER à 15h54 - Madame Lisette NARDUCCI à 15h40 - Monsieur Patrick PAPPALARDO à 15h53 - Monsieur Christian PELLICANI à 15h53 - Monsieur Georges ROSSO à 15h57 - Madame Martine VASSAL à 15h45.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-407/21/CT

■ CT1 - Budget 2022 - Approbation de l'Etat Spécial de Territoire

FET 001-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par courrier en date du 29 octobre 2021, l'exécutif de la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié à Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence les montants des dotations de gestion attribuées au Territoire pour l'élaboration du Budget primitif 2022 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 93 435 037,00 euros
- Au titre de l'enveloppe d'investissement : 157 000 000,00euros (enveloppe à répartir entre les opérations portées respectivement sur l'Etat Spécial de Territoire et celles inscrites sur le Budget Principal, tout en restant sous maîtrise d'ouvrage du Conseil de Territoire Marseille Provence).

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2022 en dépenses et recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit approuver le budget primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du Budget Primitif 2022. Il s'équilibre en dépenses et recettes comme indiqué ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Section de fonctionnement : 106 405 727,00 euros

Section d'investissement : 122 327 155,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-408/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention cadre avec les Etablissements Hospitaliers relative à la crémation des pièces anatomiques

Avis du Conseil de Territoire

FET 002-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêts collectifs et notamment en matière de Crématorium.

Conformément au décret n°97-1048 du 6 novembre 1997 et la circulaire n°53 du 26 juillet 1991 relative à la mise en œuvre de procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés, les établissements hospitaliers publics ou privés doivent faire procéder à la crémation des pièces anatomiques provenant des blocs opératoires par des installations de crémation agréées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant en mesure de répondre à ces nécessités, grâce aux installations du Crématorium Saint-Pierre, il est opportun d'envisager le renouvellement d'une collaboration institutionnelle entre les établissements hospitaliers qui en feraient la demande et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de la prestation de crémation, une redevance sera perçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la délibération tarifaire en vigueur.

La délibération DEA 008-989/16/BM du 17 octobre 2016 approuvant la convention cadre avec les établissements hospitaliers arrive à échéance en janvier 2022, il convient donc de la renouveler. Cette convention conforme aux règles édictées par l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999, modifié par l'arrêté du 20 mai 2014 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets à risques infectieux et assimilés et pièces anatomiques, a une durée de 5 (cinq) ans.

Chaque établissement hospitalier demandeur fera l'objet d'une convention signée sur le modèle de la présente convention cadre.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention cadre avec les Etablissements hospitaliers relative à la crémation des pièces anatomiques ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable du projet de délibération portant l'approbation d'une convention cadre avec les Etablissements hospitaliers relative à la crémation des pièces anatomiques.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre du Territoire Marseille Provence – Sous Politique A430 – Nature 7061 – Code Gestionnaire CREMA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-409/21/CT

■ CT1 - Approbation du montant des redevances de crémation du crématorium saint-pierre pour l'année 2022

Avis du Conseil de Territoire

FET 003-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix Marseille Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêts collectifs et notamment en matière de Crématorium.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2022

Par délibération FBPA 030-9132/20/CM du 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille- Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2021 du Crématorium Saint-Pierre. Les valeurs applicables étaient les suivantes :

LIBELLES	TAFIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	427.50	513,00
Crémation Enfants – 16 ans	GRATUIT	GRATUIT
Crémation Corps Réduits + 5 ans	107.20	128,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	427.50	513,00

Crémation Pièces Anatomiques	96,67	116
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,84	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	189,17	227,00

Il est proposé pour l'année 2022 de ne pas augmenter les tarifs de crémation. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges et le budget du crématorium dégage des recettes suffisantes permettant de les compenser.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de
- Compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation du Crématorium Saint-Pierre du 7 septembre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du montant des redevances de crémations du crématorium saint-pierre pour l'année 2022 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du montant des redevances de crémations de Crématorium Saint-Pierre applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 comme suit :

LIBELLES	TARIFS EURO HT	MONTANT TVA	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	427.50	85,50	513,00
Crémation Enfants – 16 ans	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT

Crémation Corps Réduits + 5 ans	106,67	21,33	128,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	427.50	85,50	513,00
Crémation Pièces Anatomiques	96,67	19,33	116,00
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	4,17	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	189,17	37.83	227,00

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Sous Politique A430 Natures 7060 et 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-410/21/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

FET 004-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

A partir du 1er janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 492.70 euros (Quatre cent quatre-vingt-douze euros et soixante-dix centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Mme Claudine BARLES– sinistre du 5 janvier 2021 – montant : 192.70 euros,
- Mme Marie-Lucie DOMINICI – sinistre du 20 mai 2021 – montant : 300.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 005-411/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel avec la société GTM SUD, INTER TRAVAUX, Les Mutuelles du MANS ASSURANCES et ALLIANZ IARD, relatif à un sinistre responsabilité administrative de travaux publics intervenu lors de la réalisation du parking des Mimosas à CASSIS

Information du Conseil de Territoire

FET 005-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci après pour information au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a entrepris, en qualité de maître d'ouvrage, la création du parking Les MIMOSAS dans le centre-ville de CASSIS.

Elle a attribué le marché public de travaux « réalisation du parking des MIMOSAS à CASSIS » à un groupement d'entreprises composé des sociétés CAMPENON BERNARD devenue GTM SUD, GTM et SOLETANCHE.

Le groupement d'entreprises a choisi de sous-traiter la réalisation des prestations de terrassement à la société INTER TRAVAUX.

En avril 2013, les quatre bâtiments situés à proximité direct du chantier et appartenant à la SCI MOLINAR, dont les époux DI MARINO sont les représentants, ont subi des fissures.

ALLIANZ, assureur de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, a mandaté le cabinet EQUAD en qualité d'expert.

A la suite de plusieurs réunions contradictoires entre les différents intervenants et leurs assureurs, le procès-verbal de constatation mentionne que « les microfissures sur les bâtiments de la propriété SCI MONTIMAR sont apparues lors des travaux » et que « le montant des réparations s'élève à 78 400,70 euros avec application d'une vétusté de 10%, soit en vétusté déduite 70 560,63 € ».

Le lien de causalité étant établi entre les travaux réalisés et les fissures constatées sur les propriétés voisines, la responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence était retenue en qualité de maître d'ouvrage sur le fondement d'une responsabilité sans faute.

La société ALLIANZ IARD s'est substituée à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 40 560,62 euros et conformément aux stipulations de son contrat d'assurance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a supporté le montant de la franchise s'élevant à 30 000 euros.

La société ALLIANZ a également indemnisé Monsieur GABLE, également victime de dommage de travaux publics, pour un montant de 2 981 euros.

La société ALLIANZ et la Métropole Aix-Marseille-Provence venant aux droits de la Communauté Urbaine Marseille Provence ont introduit une requête au fond devant le Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la société GTM SUD, venant aux droits de la société CAMPENON BARNARD et la société INTER TRAVAUX aux fins d'obtenir leur condamnation in solidum à la somme de 43 541,62 euros au profit de la société ALLIANZ IARD et la somme de 30 000 euros au profit de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, devenue Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'instance est actuellement pendante devant le Tribunal Administratif de Marseille.

C'est dans ce contexte, que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et proposent de régler le différend par les engagements et concessions réciproques suivants .

- La société INTER TRAVAUX et son assureur MMA d'une part et la société GTM SUD, venant aux droits de CAMPENON BERNARD d'autre part acceptent de prendre en charge 50% de la somme 73 541,62 euros, répartie de la manière suivante :

INTER TRAVAUX	18 385,90 € 13 885,90 € par MMA 4 500 € franchise supportée par INTER TRAVAUX
GTM SUD Venant aux droits de CAMPENON BERNARD	18 385,90 €

- ALLIANZ et La Métropole Aix-Marseille-Provence venant aux droits de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, se déclare remplies de leurs droits et actions afférents aux dommages matériels et immatériels consécutifs aux désordres objet du protocole et renoncent expressément et irrévocablement à leurs prétentions fondées sur ce sinistre conformément aux dispositions de l'article 2044 et suivants du Code civil.
- Moyennant le règlement des sommes objet du protocole, la société ALLIANZ et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, se désisteront à l'égard de GTM SUD venant aux droits de CAMPENON BERNARD ainsi qu'à l'encontre de la société INTER TRAVAUX de l'instance entreprise devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du protocole d'accord transactionnel ci-annexé, entre ALLIANZ et la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-412/21/CT

■ CT1- Tarification Métropolitaine des aires d'accueil des gens du Voyage 2021/2022

Avis du Conseil de Territoire

DHPV 21/19874/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Tarification Métropolitaine des aires d'accueil des gens du voyage 2021/2022. Satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement, d'Entretien et de Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage :

- Depuis le 1^{er} janvier 2016 pour 4 Conseils de Territoire (Le Conseil de Territoire Marseille Provence, Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues)
- Depuis le 1^{er} janvier 2018, pour l'intégralité de la Métropole (Le Conseil de Territoire du Pays Salonais et du Pays d'Istres Ouest Provence).

Les aires permanentes d'accueil de la Métropole telles que définies par la loi du 5 juillet 2000 modifiée et mentionnées comme telles dans le Schéma départemental sont les suivantes ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Territoires	Secteurs	Modes de gestion	Structures d'Accueil concernées	Capacité d'accueil
Marseille Provence	Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Régie métropolitaine	Saint Menet	24 places familles
Pays d'Aix	Aix en Provence	Délégation de Service Public	Le Réaltor	80 places familles
	Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	Délégation de Service Public	La Malle	30 places familles
	Fuveau/Meyreuil	Délégation de Service Public	Rives Hautes	23 places familles
Pays Salonais	Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	Délégation de Service Public	La Garenne	25 places familles
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne	Marché Public	Vallon des Vaux	25 places caravanes
Istres Ouest Provence	Miramas / Saint-Chamas	Régie métropolitaine	Les Molières	47places caravanes
Pays de Martigues	Martigues	Régie métropolitaine + Marché	Le Bargemont	14 places caravanes

Outre les aires permanentes d'accueil telles que précitées, il convient aussi de mentionner le terrain de grand passage situé à Istres et inscrit dans le Schéma départemental.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère aussi actuellement la structure d'accueil de Mazargues-Eyraud d'une capacité de 40 places, sise 47 bd de Lattre de Tassigny dans le 9ème arrondissement de Marseille, où les familles se sont sédentarisées depuis de très nombreuses années et qui a fait l'objet dans sa plus grande partie « d'auto-constructions ».

La tarification des 8 aires permanentes d'accueil et de l'aire de grand passage a été instaurée à partir de 2 principes avec :

- pour les équipements dotés de comptages dissociés pour les fluides (électricité / eau potable) :

- Une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou non-paiement de la quittance.
- Une redevance forfaitaire par jour et par place qui correspond notamment :
 - au droit de stationner sur la place,
 - à l'accès aux services de gestion dispensés sur l'Aire d'Accueil,
 - à la mise à disposition des bâtiments sanitaires,
 - à la collecte des ordures ménagères,
 - à l'accès aux réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux usées,
 - aux frais de maintenance et d'entretien général de l'aire d'accueil.
 - au paiement des fluides (eau/électricité) consommés, à prix coûtant (Abonnements et taxes comprises)

- pour les équipements techniques dépourvus de comptages dissociés :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou non-paiement de la quittance.
- Une redevance globale et forfaitaire par jour et par place qui comprend aussi les consommations d'eau et d'électricité.

Quant à la tarification de la structure d'accueil de Mazargues-Eyraud, compte tenu de ses spécificités, elle s'opère avec :

- une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou de non-paiement de la quittance.
- une redevance mensuelle par place
- le paiement de l'eau à un prix forfaitaire/m3 appliqué à la consommation réelle, le titulaire de l'emplacement devant contracter un abonnement d'électricité auprès d'un fournisseur d'énergie.

Ces tarifications n'évoluent que très rarement compte tenu du caractère social de ces équipements, et sont issues soit des tarifications communales avant leurs transferts à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée aux droits et obligations, soit de nouveaux règlements intérieurs délibérés (l'insertion de la tarification dans ces documents ayant un caractère obligatoire) - soit d'une délibération métropolitaine.

D'autre part, il apparaît nécessaire aussi de préciser certaines données telles que le montant de la caution de l'aire de grand passage d'Istres.

Il convient donc d'approuver les tarifications, telles que pratiquées conformément aux règlements intérieurs de chacune des aires permanentes/structure d'accueil des gens du voyage et terrains de grands passages tels que :

1) Aires permanentes d'accueil des gens du voyage

- Aires « le Realtor » (Aix en Provence), « la Malle » (Bouc Bel Air), « Rives hautes » (Fuveau), « la Garenne » (Salon de Provence) actuellement gérées via une Délégation de Service Public :

Caution/dépôt de garantie : 100 €

Redevance forfaitaire par jour et par place famille : 3,3 €

Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire de « saint-Menet » (Marseille) :

Caution/dépôt de garantie : 100 €

Redevance forfaitaire par jour et par place famille : 2 €

Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire « les Molières » (Miramas/ Saint Chamas) :

Caution/dépôt de garantie : 100 €

Redevance globale forfaitaire par jour et par place caravane : 9 € consommation d'eau et d'électricité incluse.

- Aire « Le Bargemont » (Martigues) :

Caution/dépôt de garantie : 80 €

Redevance forfaitaire par jour et par place caravane : 2,6 €

Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire du « Vallon des Vaux » (Aubagne) :

Caution/dépôt de garantie : sans objet

Redevance forfaitaire par jour et par place caravane: 2 €

Coût consommation eau et électricité : à la consommation réelle au prix de

Eau : 3,45€ /m3

Electricité : 0,10 €/KWh

2) Aire de grand passage :

Aire de grand passage d'Istres

Caution/dépôt de garantie par caravane : 100 €

Redevance forfaitaire par jour et par caravane : 5,5 € (consommation eau et électricité incluse)

3) Structure d'accueil des gens du voyage :

Structure de Mazargues-Eyraud (Marseille) :

Caution/dépôt de garantie : 150 €

Redevance forfaitaire par mois et par caravane : 95 €

Coût consommation eau : à la consommation réelle au tarif de 3,00 €/m3, le titulaire de l'emplacement devant contracter un abonnement d'électricité auprès d'un fournisseur d'énergie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la tarification métropolitaine des aires d'accueil des gens du voyage ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de regrouper et clarifier l'ensemble de la tarification des Aires d'Accueil des gens du Voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « tarification Métropolitaine des aires d'accueil des gens du voyage 2021/2022 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la tarification métropolitaine des aires d'accueil des gens du voyage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-413/21/CT

■ CT1 - Approbation du report du versement des soldes des subventions 2020 du Contrat de ville en raison de la crise sanitaire du COVID 19

DPV 21/19863/CT

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 décembre 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Par délibérations du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT, N° VU H222807 20 et MET20/15536/BM relatives à l'approbation de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, la Métropole a approuvé une programmation correspondant au vote de 470 actions pour un total de 3 482 661 euros.

Les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros auraient dû transmettre à la Métropole un bilan qualitatif et un compte-rendu financier de l'action avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire 2020/2021, afin de recevoir le solde de 65% du montant de leur subvention.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités ou reporter des projets et des interventions. Conscients que les associations font face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire, les partenaires du Contrat de Ville que sont la Métropole, l'Etat et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ont souhaité se rapprocher de l'ensemble des porteurs de projet afin de prendre en compte leur situation spécifique et d'étudier les mesures liées au versements des subventions au cas par cas, en application de la circulaire du Premier Ministre du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions publiques.

Au regard des réponses transmises, les associations ci-dessous ont été dans l'incapacité de finaliser leurs actions en raison des incidences de la crise sanitaire et demandent une prolongation de leur action jusqu'à la fin du premier semestre 2021 :

- Polly Maggou – F2020C145
- Incita- F2020D217

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Ecole des parents et des Educateurs des bouches du Rhône – F2020O059
- Ecole des parents et des Educateurs des bouches du Rhône – F2020O175
- Association Méditerranéenne de Sciences appliquées – F2020C040
- Planning familial - F2020D052
- Nini cabaret – F2020L134
- Association ILHUP - F2020D225

• Pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 30 juin 2022. La liste de ces bénéficiaires figure en annexe 1.

• Pour les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et de reporter par voie d'avenant aux conventions initiales le versement du solde à la remise d'un bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action avant le 30 juin 2022. Cela représente un montant de 25 025 euros détaillé dans les tableaux en annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 n° FBPA 053-9155/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020 n° FBPA 029-8299/20/ CM portant sur le règlement budgétaire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT relative à l'approbation de la première série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose de reporter le versement du solde des subventions du contrat de ville issues de l'appel à projets 2020 pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées la prolongation de la durée initiale des projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 01 juin 2022 pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros tel que présenté en annexe 1 sur le tableau ci-joint.

Article 2 :

Sont approuvés la prolongation de la durée initiale des projets ainsi que le report du versement des soldes de subvention pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 décrites en annexe 2 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant solde de la subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 4, précisant la modification de la durée des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets

Article 5 :

Est autorisé le versement d'un solde de 65 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019 de l'appel à projets, soit 25 025 euros TTC, sont inscrits au budget 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-414/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la quatrième série des avenants 2021 aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville
DPV 21/19864/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'est imposé comme une procédure adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des projets pluriannuels au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés devraient :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, ou des quartiers de veille.
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Comme stipulé dans la convention initiale, les montants des contributions financières consenties par la Métropole en 2021 seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

Il est proposé d'approuver le financement de 48 actions complémentaires dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du mois d'octobre 2021, pour un montant de 446 115 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 12 actions pour un montant de 174 265 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 3 actions pour un montant de 26 650 euros qui relèvent de l'axe 2 « Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi ».

- 1 action pour un montant de 6 000 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 28 actions pour un montant de 212 200 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.
- 1 action pour un montant de 8 000 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts.
- 3 actions pour un montant de 19 000 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

La quatrième série d'actions faisant l'objet d'un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs représente 48 actions pour un montant de 446 115 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi, de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une quatrième série de 47 projets pluriannuels émanant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que ces projets ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les avenants aux conventions pluriannuelles pour la réalisation de projets de la programmation du Contrat de Ville décrites sur le tableau en annexe 1 et dont les montants figurent dans la colonne Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets présentés en annexe 2 pour lesquels un avenant à la convention de financement pluriannuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant aux conventions pluriannuelles en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 446 115 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants de conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-415/21/CT

■ CT1 - Approbation de la cinquième série de la programmation relative à l'Appel à projets 2021 du Contrat de Ville de Marseille-Provence DPV 21/19862/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 7 septembre 2020 au 4 octobre 2020 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 12 janvier 2021 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

En complément des financements dédiés à l'appel à projets du Contrat de ville, la Métropole a souhaité renforcer les actions conduites au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires et des quartiers de veille à hauteur de 17 000 euros répartis comme suit selon les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

- 1 action pour un montant de 7 000 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 1 action pour un montant de 10 000 euros qui œuvrent pour une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 janvier 2021 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une cinquième série de 2 projets cohérente avec les priorités du contrat de ville et au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des quartiers de veille ;
- Que cette participation financière aux différentes permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la cinquième série d'actions annuelles de la programmation 2021 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2021, soit 17 000 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-416/21/CT

■ CT1 - Demande de subventions auprès de l'Etat - Crédits programmation Contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021

Avis du Conseil de Territoire DHPV 21/19894/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération portant sur «la demande de subventions auprès de l'Etat-crédits programmation contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique. Les Contrats de Ville constituent le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Contrats de Ville ont pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales, les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre des Contrats de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats d'ici le mois de juillet 2019 sur la base d'une évaluation à mi-parcours permettra d'intégrer les priorités gouvernementales et prendra la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques de l'ensemble des signataires ajouté au Contrat de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel des Contrats de Ville et des dispositifs spécifiques de la Politique de la Ville : les Ateliers Santé Ville (ASV) et les Programmes de Réussite Educative (PRE).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Par courrier, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 807 224 euros pour l'année 2021.

Pour l'exercice 2021, les crédits de fonctionnement consacrés par l'Etat à la poursuite du Contrat de Ville sur le territoire métropolitain correspondent à une enveloppe globale de 457 224 euros.

De la même manière pour l'exercice 2021, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Ateliers Santé Ville correspondent à une enveloppe de 200 000 euros, déclinée de la façon suivante :

- En faveur du Territoire de Marseille Provence pour une enveloppe de 120 000 euros sur 4 postes. 3 postes de coordonnateur Atelier Santé Ville, et 1 poste de coordonnateur métropolitain.
- En faveur du Territoire du Pays d'Aix pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire du Pays Salonais pour une enveloppe de 20 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire Istres-Ouest-Provence pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville

Poste ASV 2021	Montant prévisionnel en euros	Montant réel en euros
ASV 13 /14	0	0
ASV Huveaune	0	0
ASV 15/16	30 000	30 000
ASV centre-ville	30 000	30 000
ASV santé mentale	30 000	30 000
Coordination métropolitaine des ASV	30 000	30 000
ASV Aix	30 000	30 000
ASV Salon-Berre	20 000	20 000
ASV Istres-Miramas	30 000	30 000
TOTAL	200 000	200 000

Le plan de cohésion sociale du 30 juin 2004 et la loi de programmation du 18 janvier 2005 ont apporté des moyens et des outils complémentaires à ceux déjà existants pour accompagner les jeunes de 2 à 16 ans (et dans certains cas de 16 à 18 ans) qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à la réussite scolaire et éducative. Le dispositif « Programme de Réussite Educative » vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des enfants et des jeunes, dans le cadre d'un suivi individualisé (le parcours de réussite éducative).

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais déploie ce dispositif sur les quartiers prioritaires des villes de Salon de Provence et de Berre l'Etang Au titre de l'exercice 2021, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) contribue financièrement pour un montant de 150 000,00 euros. »

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Madame la Présidente à solliciter les subventions et à signer les actes qui en découleront.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « Demande de subventions auprès de l'Etat-crédits programmation contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021 » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la demande de subventions auprès de l'Etat-crédits programmation contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à la demande de subventions auprès de l'Etat-crédits programmation contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021 ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 002-417/21/CT

■ CT1 - Cession d'actions au bénéfice de la Ville de SALON-DE-PROVENCE - Nouvelle répartition de l'actionnariat - Modification des statuts de la SOLEAM

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/19924/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession d'actions au bénéfice de la Ville de Salon-de-Provence. Nouvelle répartition de l'actionnariat. Modification des statuts de la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), créée le 30 mars 2010, a pour objet de mener des actions ou des opérations d'aménagement exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur propre compte.

Le capital social de 5 000 000 d'euros est actuellement détenu comme suit :

- 79.16% par la Métropole, soit 3 957 600 euros,
- 20% par la Ville de Marseille, soit 1.000.000 euros,
- Le solde est réparti à parts égales entre les communes de Cassis, Gémenos, La Ciotat et Aubagne pour 0.21% chacune, soit 10.600 euros par commune.

La Ville de Salon-de-Provence a souhaité entrer au capital de la SOLEAM pour se doter d'un outil opérationnel.

Par délibération du 11 mai 2021, son Conseil Municipal a approuvé la participation de la Ville de Salon-de-Provence au capital de la SOLEAM par le rachat à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 106 actions au prix unitaire de 100 euros - soit une prise de participation de 10 600 euros - et a désigné les représentants de la Ville de Salon-de-Provence au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOLEAM.

Par délibération modificative du 20 octobre 2021, la Ville de Salon-de-Provence a modifié la désignation de ses représentants au sein de ces instances.

La Ville de Salon-de-Provence disposera ainsi d'un siège au Conseil d'Administration de la SOLEAM et sera représentée aux Assemblées Générales des actionnaires.

Par ailleurs, la Ville de Cassis a délibéré le 18 mai 2021 pour sortir du capital de la SOLEAM en précisant qu'elle cède ses actions à la Ville de Roquefort-La Bédoule.

La Ville de Roquefort-La Bédoule a délibéré le 29 septembre 2021 pour acter le rachat des 106 actions, à 100 € l'unité, auprès de la Ville de Cassis, et désigner ses représentants au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOLEAM.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Lorsque la Métropole aura délibéré sur la cession des actions à la Ville de Salon-de-Provence, la répartition du capital sera la suivante :

Métropole Aix-Marseille-Provence 78,95% 10 sièges d'administrateurs	3 947 000€
Ville de Marseille 20% 3 sièges d'administrateurs	1 000 000€
Ville d'Aubagne 0,21% 1 siège d'administrateur	10 600€
Ville de Gémenos 0,21% 1 siège d'administrateur	10 600€
Ville de La Ciotat 0,21% 1 siège d'administrateur	10 600€
Ville de Salon-de-Provence 0,21% 1 siège d'administrateur	10 600€
Ville de Roquefort-la-Bédoule 0,21% 1 siège d'administrateur	10 600€

Les statuts de la SOLEAM doivent donc être modifiés pour acter les nouvelles répartitions du capital et des sièges, ainsi que la nouvelle composition du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- Le projet de délibération portant sur la « Cession d'actions au bénéfice de la ville de Salon-de-Provence. Nouvelle répartition de l'actionnariat. Modification des statuts de la SOLEAM ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « Cession d'actions au bénéfice de la Ville de Salon-de-Provence. Nouvelle répartition de l'actionnariat. Modification des statuts de la SOLEAM ».

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Cession d'actions au bénéfice de la Ville de Salon-de-Provence. Nouvelle répartition de l'actionnariat. Modification des statuts de la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-418/21/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Approbation de la modification n°1

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19853/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Approbation de la modification n°1.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Dans ce contexte, La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

Dans ce contexte, et au terme de cinq années de procédures, la Métropole Aix-Marseille Provence, après avis du Conseil de Territoire, a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence par délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019.

Après une année d'application de ce document d'urbanisme sur les 18 communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence, la Métropole a prescrit la modification n°1 du PLUi par délibération du 17 décembre 2020.

L'objet de cette modification est essentiellement de corriger des erreurs matérielles ou d'améliorer la rédaction de certaines règles afin d'éviter toute ambiguïté dans leur application.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées ainsi qu'aux maires des communes concernées.

Ainsi, les avis de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône et du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS13) ont été joints au dossier d'enquête publique.

Les services de l'Etat ont émis un avis favorable sous réserve notamment de modifier l'article 6.7 (risque incendie de forêts) des dispositions générales du règlement du PLUi relatif à la largeur des voies d'accès proposée à 5,5 mètres dans le dossier d'enquête publique. Ces derniers demandent de maintenir une largeur de voie à 6 mètres tel que dans le PLUi actuellement en vigueur (contre 5,5 mètres dans le projet de modification n°1).

Cette observation a également formulé par le SDIS des Bouches-du-Rhône.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le projet a également été notifié à l'Autorité Environnementale par procédure d'examen au cas par cas le 15 février 2021. La Mission Régionale d'Autorité environnementale a rendu son avis le 12 avril 2021 par Décision n° CU-2021-2799 indiquant que le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille-Provence n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Par décision N°E21000017/13 du Tribunal Administratif le 16 février 2021, une commission d'enquête composée de trois membres titulaires (dont le Président Monsieur François RESCH) a été désignée.

Cette modification qui ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de Marseille-Provence, a donc été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du lundi 10 mai au vendredi 11 juin 2021.

Répondant aux dispositions de l'article R.123-11 du code de l'environnement, la publicité réglementaire a été réalisée.

Le dossier d'enquête publique a été mis à disposition du public sous forme dématérialisée (dossier numérique) dans les 18 lieux d'enquête, et sous format papier dans cinq lieux d'enquête identifiés dans l'avis d'enquête publique.

La commission d'enquête a tenu au total 24 permanences sur l'ensemble du Territoire Marseille-Provence et au siège de la Métropole.

Pendant la durée de l'enquête, le public a pu formuler ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, par courrier électronique, sur les registres d'enquête papiers mis à disposition dans 5 lieux d'enquête ou bien encore par courrier adressé au Président de la Commission d'Enquête.

Le dossier d'enquête publique était constitué :

- Des pièces administratives liées à l'enquête publique ;
- Du projet de modification du PLUi transmis au Personnes Publiques Associées ;
- Des avis émis par les personnes publiques associées (PPA) et par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).

Aux termes de l'enquête, le 18 juin 2021, la commission d'enquête a dressé un procès-verbal de synthèse des observations. Le mémoire en réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adressé au Président de la commission d'enquête par courrier en date du 25 juin 2021.

La commission d'enquête, dans son rapport et ses conclusions motivées remis le 9 juillet 2021, a émis à l'unanimité un avis favorable à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence assorti d'une réserve. Le rapport relate le déroulement de l'enquête et examine les observations et avis recueillis.

L'unique réserve de la commission est la suivante :

« Les dispositions de l'article 6.7 des dispositions générales, « Risque incendie de forêt » (conditions d'accès, d'implantation et de sécurité) devront respecter celles de l'annexe A du Porter à Connaissance et des articles A2.1.2.2 des Plans de Préventions des Risques d'Incendie de Forêt ».

Il est proposé de lever la réserve en revenant dans les dispositions générales du règlement (article 6.7 - risque incendie de forêts) à une largeur de voie de 6 mètres tel que dans le PLUi en vigueur contre 5,5 mètres proposée à l'enquête publique de cette procédure de modification n°1.

Ces documents ont été mis à la disposition du public, et ce pour un an, sur les sites internet : www.ampmétropole.fr, www.marseille-provence.fr et <https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-pluimp-modif1>. Une copie en a été adressée aux 18 communes et au Préfet pour être tenue à disposition du public.

Afin de mettre en évidence les modifications proposées, un document en annexe de la présente délibération les détaille.

Les conseils municipaux ont été appelés à émettre un avis sur le projet de modification n°1 du PLUi prêt à être soumis au Conseil de Métropole. Ce projet a également été soumis pour avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - Le Code de l'Urbanisme ;
 - La loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) ;
 - La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
 - La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
 - La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
 - La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
 - La délibération n° URB 001-190/20/CT du Conseil de Territoire du 15 décembre 2020 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLUi ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération n° URBA 001-9290/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 sollicitant de Madame la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
 - L'arrêté n° 21/010/CM du 3 Février 2021 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ayant pour objet l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
 - La désignation n° E210000017/13 du Tribunal Administratif du 16 février 2021 d'une commission d'enquête ;
 - L'arrêté n°21/064/CT du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 06 avril 2021 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
 - Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête remis le 9 juillet 2021 ;
 - Les avis des conseils municipaux sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Approbation de la modification n°1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis favorable de la commission d'enquête émis à l'unanimité sur le projet de modification n°1 assorti d'une réserve ;
- La prise en compte de la réserve ;
- Que les modifications proposées s'inscrivent dans le champ d'application d'une modification telle que définie par le Code de l'Urbanisme ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver la procédure de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-419/21/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°2 - Bilan de la concertation

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19854/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°2 - Bilan de la concertation » remplit les conditions de l'article L 5218-7 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Dans ce contexte, La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

Par délibération URBA 002-9291/20/CM du 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a sollicité de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

Par arrêté 21/011/CM en date du 3 Février 2021, Madame la Présidente a engagé la modification n°2 du PLUi Marseille Provence.

Cette procédure de modification n°2 permettra notamment des adaptations d'emplacements réservés (ajouts, suppressions, rectifications), l'intégration de mesures favorisant la nature en ville, une meilleure prise en compte des risques naturels, l'évolution de droits à construire (majoration ou minoration) et des ajouts de protections patrimoniales ou environnementales. Certaines modifications permettront également de prendre en compte les remarques formulées par la commission d'enquête lors de l'élaboration du document.

Ainsi, au regard de certaines modifications, susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, la procédure de modification n°2 fait l'objet d'une évaluation environnementale, et en application de l'article L.103-3, le conseil de la Métropole a donc défini par délibération n°URBA 001-9651/21/CM du 18 Février 2021 les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation dans le cadre de la modification du PLUi. La concertation a débuté le 15 Avril 2021 et s'est terminée le 15 Septembre 2021.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil d'en arrêter le bilan, en application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme.

1. Les enjeux et objectifs de la modification du PLUi :

- Assurer l'adaptation du PLUi à la dynamique du Territoire ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Assurer l'amélioration de la prise en compte des risques naturels;
- Poursuivre les efforts engagés en matière environnementale et patrimoniale.

2. Les objectifs de la concertation

Les objectifs poursuivis sont :

- Donner un accès au public à une information claire tout au long de l'élaboration du projet de modification ;
- Permettre au public de formuler ses observations

3. Les modalités de la concertation

- Déroulement de la concertation

La concertation s'est déroulée du 15 avril au 15 septembre 2021 inclus, conformément à la délibération du 18 février 2021, elle a fait l'objet de mesures de publicité diverses, de manière à porter l'information à un large public :

- L'ouverture de la concertation a fait l'objet d'un avis publié dans La Provence et La Marseillaise le 29 mars 2021 ainsi que d'un affichage la semaine du 29 mars 2021 et pendant toute la durée de la concertation au siège de la Métropole, dans les 18 communes du territoire Marseille-Provence et les 8 mairies de secteur de la ville de Marseille.

- La clôture de la concertation a fait l'objet d'un avis publié dans La Provence et La Marseillaise le 26 août 2021, ainsi que d'un affichage la semaine du 24 août 2021, au siège de la Métropole, dans les 18 communes du territoire Marseille-Provence et les 8 mairies de secteur de Marseille.

- L'annonce de la concertation a été relayée sur les comptes Twitter, Facebook et LinkedIn de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Les modalités de la concertation

➤ Outils d'information

Pendant toute la durée de la concertation, un registre accompagné d'un dossier de présentation et d'information (plaquette n°1) précisant les objectifs poursuivis de la procédure de modification n°2 du PLUi a été tenu à la disposition du public sur le site du registre dématérialisé (www.registre-numerique.fr/concertation-pluimp-modif2), au siège de la Métropole, dans les 18 communes du territoire Marseille-Provence et les 8 mairies de secteur de Marseille.

Le dossier a été complété par cinq cartes (carte des risques - carte du zonage simplifié - carte du Patrimoine Naturel - carte du Patrimoine Urbain - carte des Patrimoines Urbains et Naturels) les 15 et 17 juin 2021, et par une deuxième plaquette intitulée « les qualités urbaines et environnementales du territoire Marseille Provence au cœur de la modification n°2 du PLUi », la semaine du 12 juillet 2021.

➤ Outils d'expression

Différents supports étaient tenus à disposition du public pour lui permettre d'exprimer ses observations :

- Un registre papier tenu à disposition au siège de la Métropole, dans les 18 communes du territoire Marseille-Provence et les 8 mairies de secteur de Marseille ;

- Un registre dématérialisé ouvert sur le site www.registre-numerique.fr (www.registre-numerique.fr/concertation-pluimp-modif2)

- Le public pouvait adresser ses observations par voie postale à la Direction de la Planification et de l'Urbanisme ;

- Les contributions pouvaient également être adressées par courriel sur une adresse dédiée : concertation-pluimp-modif2@mail.registre-numerique.fr

4. Les résultats quantitatifs de la concertation

- Plus de 450 contributions ont été reçues.
- 85% des contributions ont été exprimées par voie dématérialisée (courriel ou registre numérique).

La concertation s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les Comités d'Intérêt de Quartiers, les associations.

5. Analyse qualitative des contributions issues de la concertation

Le bilan qualitatif fait une synthèse de l'ensemble des contributions émises tout au long de la démarche de concertation. Ainsi, l'ensemble des requêtes ont été classées selon une grille d'analyse organisée autour de 2 grandes thématiques:

- **Aménagement**
- **Environnement**

Le plus grand nombre des requêtes porte sur la thématique de l'aménagement. Les contributions émises à l'échelle de cette thématique tournent autour de plusieurs objets : le zonage et la constructibilité, et les projets urbains.

La thématique sur l'environnement se place en seconde position. Les requêtes abordent principalement la nature en ville en passant par la préservation du cadre de vie, de gestion des espaces agricoles et naturels, de risques, de patrimoine.

De plus, la majeure partie des contributions recueillies sortent du cadre du projet de modification. À ce titre, ces contributions ne pourront pas être prises en compte dans le cadre de cette procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB002-191/20/CT du Conseil de Territoire du 15 décembre 2020 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLUi ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° URBA 002-9291/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 sollicitant de Madame la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté n° 21/011/CM du 3 Février 2021 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ayant pour objet l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n°URBA 001-9651/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2021 ayant pour objet la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le bilan de la concertation joint en annexe ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence – Modification n°2 - Bilan de la concertation »

Où le rapport ci-dessus,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole a défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation dans le cadre de la délibération du 18 Février 2021 ;
- Que dans le cadre de la procédure de modification du PLUi, la concertation s'est déroulée du 15 avril au 15 septembre 2021 inclus ;
- Que plus de 450 observations ont été recueillies au terme de cette concertation ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'adopter une délibération tirant le bilan de la concertation de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le bilan de la concertation de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-421/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une Convention d'Aménagement Rural CAR conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture sur le Territoire Marseille Provence DUFSV 21/19855/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée le 1^{er} janvier 2016, regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 hectares dont 60 000 hectares de surface agricole utile.

Les territoires et les communes membres ont exprimé dans leurs documents de planification Schéma de Cohérence territoriale (SCOT) et le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) leur ambition de maintenir et de développer les activités agricoles dans leurs fonctions tant économique que paysagère et environnementale ainsi que sous l'angle de l'aménagement du territoire. La préservation des terres agricoles est un enjeu fort pour les générations futures. Le changement climatique impose de développer de nouvelles formes de consommation, privilégiant des réseaux de distribution locaux, et d'agir afin de limiter la pression foncière liée au développement urbain et de pérenniser et d'accompagner le développement agricole sur le territoire.

Une politique foncière d'anticipation est nécessaire pour permettre l'accessibilité du foncier aux agriculteurs et garantir la vocation des espaces agricoles sur le long terme. De fait, la connaissance du marché foncier rural et des secteurs de frange ainsi que le remembrement rural sont des enjeux majeurs pour mener une politique d'aménagement de l'espace agricole et améliorer la structure des exploitations.

Le dispositif foncier développé consiste en un partenariat avec la SAFER en deux temps : la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de niveau métropolitain, outil de connaissance et d'appropriation du foncier rural et agricole, et la Convention d'Aménagement Rural (CAR), outil de suivi et d'accompagnement de l'activité agricole dont le Conseil de Territoire Marseille-Provence s'est doté dès 2012.

Par délibération du 22 mars 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une Convention d'intervention Foncière avec la SAFER, à l'échelle de la totalité du territoire de la Métropole, qui a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité, à partir de sa connaissance du marché foncier, en complément de la transmission des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA), et plus particulièrement d'études de faisabilité et de mise en place d'une procédure d'intervention par l'exercice du droit de préemption de la SAFER. Enfin, elle permettrait à Marseille Provence Métropole de disposer d'un véritable observatoire foncier avec une analyse détaillée du marché foncier à partir des DIA et d'un accès à un portail cartographique.

La surveillance et l'intervention ponctuelle en préemption sur le marché foncier ne sont cependant qu'une partie de l'activité de la SAFER.

En effet, cette dernière intervient plus largement en tant qu'outil d'aménagement de l'espace rural, répondant aux missions qui lui ont été confiées :

- Installation et amélioration des structures foncières agricoles

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Protection de l'environnement
- Appui technique aux collectivités dans le cadre du développement local

Dans ce contexte, la SAFER est un acteur de terrain au contact des professionnels agricoles, des élus et des propriétaires fonciers qui constitue un partenaire indispensable de la collectivité pour mettre en œuvre sa politique agricole.

A ce titre une première Convention d'Aménagement Rural avec la SAFER a été conclue en 2012 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, renouvelée à deux reprises en 2015 et 2018. Ce partenariat spécifique consiste en une offre de service élaborée « sur mesure » en fonction des problématiques spécifiques du territoire et s'appuie sur un ensemble de dispositifs techniques et financiers susceptibles d'être mis en œuvre par la SAFER et destinés à accélérer le remembrement foncier, à proposer des aides aux exploitants pour l'accès au foncier et favoriser la mise en location des friches.

La présente Convention d'Aménagement Rural entre le Conseil de Territoire de Marseille-Provence et la SAFER a pour objet de poursuivre les actions mises en œuvre pour une nouvelle durée de six ans et de compléter les axes d'intervention de la SAFER à travers le programme Haies et Biodiversité conduit par la SAFER et la possibilité pour la Métropole de soutenir cette action en allouant des aides aux porteurs de projets en complément de l'accompagnement et de la participation financière de la SAFER.

Ce programme s'inscrit pleinement dans les politiques publiques en faveur de l'agroforesterie et de la reconquête de la biodiversité et notamment dans « plantons des haies » du plan de relance national.

Il y a lieu de prévoir une enveloppe financière globale et annuelle de 53 000 euros TTC, qui s'inscrit dans la continuité de celle déjà prévue les années précédentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 004-1157/07/CC du 17 décembre 2007 du Conseil de Communauté, approuvant le principe de mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable sur le territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 005-2016/10/CC du 25 mars 2010 du Conseil de Communauté approuvant la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable ;
- La délibération AEC 005-244/12/CC du Conseil de Communauté du 26 mars 2012 approuvant la convention d'aménagement rural (CAR) conclue avec la SAFER ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 du Conseil de Communauté approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La délibération ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 approuvant l'élaboration d'un projet alimentaire territorial PAT à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière métropolitaine ;
- La délibération URB-001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération AGRI 005-9906/21/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 avril 2021 approuvant la feuille de route 2021-2024 du Projet Alimentaire Territorial

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la convention d'aménagement rural conclue en 2012 avec la SAFER arrive à échéance le 20 novembre 2021
- Que l'approbation d'une nouvelle convention d'aménagement rural (CAR) d'une durée de validité de six ans renouvelable permettra de poursuivre sur le territoire intercommunal agricole et naturel ce partenariat basé sur l'animation de terrain et sur la mise en œuvre d'outils techniques et financiers destinés à orienter l'activité agricole.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'aménagement rural (CAR) ci annexée conclue avec la SAFER.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 et suivants du Conseil de Territoire Marseille Provence - Sous Politique C 130 -Nature 6228 et 65748 –Fonction 581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-422/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'EPF PACA sur le site de la zone d'activités des Aiguilles

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19856/CT

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'EPF PACA sur le site de la zone d'activités des Aiguilles » satisfait les conditions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique de son territoire.

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), régi par les dispositions des articles L 321-1 et suivants de Code de l'Urbanisme, l'accompagne pour mettre en œuvre sa stratégie foncière afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Le territoire métropolitain connaît une urbanisation dense. Les espaces de mitage sont nombreux et les opportunités foncières de développement sont rares.

Idéalement située au sein de l'agglomération marseillaise, la commune de Gignac-la-Nerthe possède une implantation géographique stratégique, à proximité de grands axes routiers, de l'aéroport international, de la gare TGV, du grand port maritime de Fos et de grandes villes comme Marseille, Martigues ou encore Aix-en-Provence.

Son accessibilité et sa situation géographique à la confluence de plusieurs bassins d'emploi à l'échelle de l'aire urbaine marseillaise lui offrent un potentiel important et confortent sa vocation économique.

Dans ce contexte, la commune de Gignac la Nerthe travaille avec la Métropole Aix-Marseille-Provence à la réalisation d'une opération de développement économique en renouvellement sur l'actuelle zone des Aiguilles. Celle-ci se développe sur 37 ha pour accueillir principalement des entreprises pour 800 emplois. Cette zone active mais peu qualitative, vieillissante et parfois confuse dans son organisation (accueil d'activités très diverses) fait l'objet d'une Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) et est identifiée comme « secteur à enjeux particuliers » de développement économique.

En termes de programmation, l'objectif poursuivi, consiste à conforter la vocation industrielle (BTP, transport-logistique, stockage et traitement des déchets) et artisanale de la zone tout en assurant un lien avec la future ZAC des Aiguilles implantée à l'Ouest du chemin Carraire de l'Aiguille sur la commune d'Ensuès la Redonne, en cours de réalisation avec le concessionnaire ENSUA et destinée à l'accueil d'activités de petite logistique.

Un village d'entreprises selon le concept d'Idea Park est envisagé au Nord, en bordure de la RD48a. Le long de cette route, les terrains situés dans la continuité de ce village d'entreprises seront dédiés à des activités artisanales et des bureaux.

L'aire d'accueil des gens du voyage situé à l'angle Nord-Est du périmètre sera aménagée et séparée de la zone d'activités par une zone agricole de transition.

Ainsi, la Métropole, la commune et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour initier une mission d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation sur ce site à enjeux afin d'assurer une veille foncière active et le lancement d'études visant à élaborer la stratégie de développement au sein de la zone d'activités des Aiguilles en articulation avec les zones économiques situées à proximité.

La présente convention a pour objectif de définir aussi bien sur le plan technique que financier le partenariat entre la commune de Gignac-la-Nerthe, la Métropole et l'EPF PACA.

Elle prendra effet à compter de sa signature et prendra fin le 31 décembre 2026, elle pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 12 000 0000 € (douze-millions d'euros). La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre de la garantie de rachat des biens qui seront acquis par l'EPF PACA et du remboursement des débours en cas de caducité de la convention ou abandon d'un site d'intervention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal du 15 juillet 2020 de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
Le projet de délibération portant sur L'approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'EPF PACA sur le site de la zone d'activités des Aiguilles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gignac-la-Nerthe souhaitent mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste pour répondre aux enjeux de développement économique du territoire;
- Qu'il est nécessaire de mobiliser l'EPF PACA en vue de la conduite d'une mission de maîtrise foncière en phase impulsion-réalisation et de portage destinée à accompagner la requalification de la zone d'activités des Aiguilles;
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac la Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site de la zone d'activité des Aiguilles ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.
- commune de Gignac la Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site de la zone d'activité des Aiguilles ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.
- commune de Gignac la Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site de la zone d'activité des Aiguilles ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur L'approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'EPF PACA sur le site de la zone d'activités des Aiguilles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-423/21/CT

■ CT1 - Principe d'acquisition d'une emprise de terrain issue de la parcelle cadastrée 853 A0056 située boulevard Schloesing à Marseille 9ème arrondissement propriété de l'Etat et utilisée par le Ministère des Armées, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19859/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération .Le projet de délibération sur le « Principe d'acquisition d'une emprise de terrain issue de la parcelle cadastrée 853 A0056 située boulevard Schloësing à Marseille 9ème arrondissement propriété de l'Etat et utilisée par le Ministère des Armées, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » qui satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Site de Remisage et de Maintenance (SMR) des rames de tramway est également prévue sur le site Dromel / Montfuron pour répondre aux besoins liés à l'exploitation de l'ensemble du réseau.

Le dépôt permettra à terme la maintenance et le remisage de 30 rames de tramway. Un parc-relais de plus de 600 places sera réalisé en superstructure.

Le tènement foncier sur lequel sera édifié le projet est constitué de trois parcelles dont une parcelle est la propriété de l'Etat mais dont le Ministère des Armées est utilisateur. L'emprise est actuellement aménagée en terrain vague non viabilisé, servant en partie pour du stationnement.

Suite à différents échanges entre les parties, il s'est avéré que son acquisition ne sera pas préjudiciable au fonctionnement des services de l'Armée basés sur le site dit « Quartier Rendu ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage donc à acquérir auprès de l'Etat une emprise de 9400 m² à détacher de la parcelle cadastrée 853 A0056 située boulevard Schloësing à Marseille 9ème arrondissement, dont le ministère des Armées est utilisateur.

Le principe d'acquisition exprimé par la Métropole Aix-Marseille-Provence et matérialisé par l'engagement d'acquérir annexer est une étape obligatoire qui permettra au Ministère des Armées de prendre une décision de déclaration d'inutilité aux besoins du ministère des armées et de déclassement du domaine public du bien.

Une fois le déclassement du domaine public de l'Etat approuvé, le bien incorporera son domaine privé et sera ensuite remis à France Domaine qui procèdera à la vente, dans les conditions habituelles de forme. En effet, la procédure d'exercice du droit de priorité régie par les articles L240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme pourra être mise en œuvre.

Dans l'attente, l'armée a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à prendre possession de manière anticipée du terrain afin d'engager les premiers travaux indispensables.

Le bien sera enregistré au patrimoine métropolitain sous le n° de site 13209005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155//20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le « Principe d'acquisition d'une emprise de terrain issue de la parcelle cadastrée 853 A 0056 située boulevard Schloësing à Marseille 9^{ème} arrondissement propriété de l'Etat et utilisée par le Ministère des Armées, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'approbation du principe d'acquisition est une étape obligatoire qui permettra à l'Etat d'enclencher le processus de mise en œuvre du droit de priorité régie par les articles 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme
- Que l'acquisition auprès de l'Etat d'une emprise de terrain de 9 400 m² à détacher de la parcelle cadastrée 853 A0056 utilisée par le Ministère des Armées permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de Tramway
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Principe d'acquisition d'une emprise de terrain issue de la parcelle cadastrée 853 A 0056 située boulevard Schloësing à Marseille 9^{ème} arrondissement propriété de l'Etat et utilisée par le Ministère des Armées, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le principe d'acquisition d'une emprise de terrain issue de la parcelle cadastrée 853 A 0056 située boulevard Schloësing à Marseille 9^{ème} arrondissement propriété de l'Etat et utilisée par le Ministère des Armées, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-424/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société anonyme à Directoire et à Conseil de surveillance dénommée SURAVENIR d'une emprise de terrain de 272 m² issue de la parcelle cadastrée 849 H0161 située 140 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19860/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société anonyme à Directoire et à Conseil de surveillance dénommée « SURAVENIR » d'une emprise de terrain de 272 m² issue de la parcelle cadastrée 849 H0161 située 140 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway. Satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, à la création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La société SURAVENIR est propriétaire de la parcelle cadastrée 849 H0161 sise 140, avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, dont une emprise de 272 m², actuellement aménagée en voirie et trottoir, est impactée par le projet de tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée du Président de la société SURAVENIR en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 € symbolique TTC (un euro) auquel n'est pas appliqué de TVA, et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière en date du 19 mars 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société SURAVENIR qui a accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération n°001-001/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société anonyme à Directoire et à Conseil de surveillance dénommée « SURAVENIR » d'une emprise de terrain de 272 m2 issue de la parcelle cadastrée 849 H 0161 située 140 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société SURAVENIR d'une emprise de terrain de 272m² issue de la parcelle cadastrée 849 H161 située 140, avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille. Que la Métropole envisage de prendre une délibération portant sur « l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance dénommée « SURAVENIR » d'une emprise de terrain de 272 m² issue de la parcelle cadastrée 849 H0161 située 140 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance dénommée « SURAVENIR » d'une emprise de terrain de 272 m² issue de la parcelle cadastrée 849 H0161 située 140 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 010-425/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière bâtie située 49 avenue du Docteur Heckel à l'angle de l'Avenue de la Valbarelle et du Docteur Heckel, Marseille, 11ème arrondissement à détacher des parcelles cadastrées 866 K 58, K 39 et K 42 auprès de la Ville de Marseille et constitution de servitude DUFSV 21/19757/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par acte notarié du 20 mars 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition à titre gratuit, d'une partie du site dit « Rivoire et Carret » auprès de la Ville de Marseille qui en était propriétaire depuis 2004 ; cette démarche, était justifiée d'une part, par la nécessité de regrouper sur cet emplacement les services de la Propreté Urbaine et d'autre part, ce site devait recevoir le projet d'une voie de contournement à réaliser par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Le solde du terrain, est demeuré propriété de la Ville de Marseille et a notamment permis la construction du bâtiment du Bataillon des Marins-Pompiers de la Valbarelle.

Dans ce contexte, il est donc à présent confirmé de faire de l'ensemble du site de Rivoire et Carret, un pôle stratégique dédié aux activités logistiques et opérationnelles liées à l'exercice de la compétence métropolitaine propreté urbaine.

Pour mener à bien ce projet, il convient de maîtriser la totalité du foncier, à l'exception de l'emprise du Bataillon des Marins Pompiers, qui demeurera la propriété de la Ville de Marseille. Cette acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence porterait ainsi sur les parcelles cadastrées :

- 211 866 K 58 P1 de 10638 m²
- 211 866 K 58 P3 de 179 m²
- 211 866 K 39 de 45 m²
- 211 866 K 42 de 256 m²

Soit une emprise totale de 11 118 m², tel que cela est matérialisé sur le plan de division OPSIA établi sous le numéro 2006223/06 du 13 mai 2020, ci-annexé.

Les négociations engagées entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ont permis d'aboutir à un accord par lequel les parties acceptent la concrétisation de cette opération par l'établissement d'un projet d'acte de vente, fixant les modalités de cette acquisition, ci-annexé.

Il est donc proposé d'approuver cette acquisition moyennant le prix de vente de 3 000 000 euros H.T (trois millions d'euros H.T), conformément à l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n°2020-211V0863, en date du 31 juillet 2020, ci-annexé, prorogé le 06/08/2021.

Par ailleurs, afin d'organiser le bon fonctionnement entre ces deux entités voisines (Pôle stratégique métropolitain et Bataillon des Marins Pompiers), diverses servitudes, de passage, de tour d'échelle, d'écoulement d'eaux pluviales, de vue et d'aération seront constituées au sein de l'acte de vente, selon les modalités définies au projet d'acte précité.

Concomitamment la Ville de Marseille doit approuver cette cession au Conseil Municipal.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de taxe foncière ;

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13211004.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15/07/2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-17/12/20 CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire Marseille-Provence
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat en date du 06/08/2021 ;
- Le projet d'acte de vente notarié ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de poursuivre les démarches foncières d'acquisition débutées en 2014, du site de Rivoire et Carret afin d'en maîtriser la totalité et ce, afin d'y implanter le pôle stratégique de la Direction de la Propreté Urbaine en termes logistiques et administratifs.
- Qu'il convient de prévoir parallèlement l'établissement des diverses servitudes nécessaires à la bonne interaction entre lesdits services métropolitains et la desserte du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, située sur la parcelle limitrophe

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une emprise foncière bâtie à détacher des parcelles cadastrées 866 section K n°58 p1, n°58 p3, n°39 et 42, soit une contenance totale de 11 118 m², sises 49 Avenue du Docteur Heckel et Avenue de la Valbarelle, Marseille, 11^{ème} arrondissement, auprès de la Ville de Marseille, pour un montant de 3 000 000 € H.T. auxquels il n'est pas appliqué de TVA (TROIS MILLIONS D'EUROS H.T.), ainsi que le précise le projet d'acte authentique de vente annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est approuvée également, la constitution au profit de la Ville de Marseille, sur les parcelles précitées, de l'ensemble des servitudes de passage, de tour d'échelle, d'eaux pluviales et d'aération ainsi que de vue et d'aération nécessaires à la bonne interaction et organisation entre le Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille, et les services métropolitains utilisateurs du site de Rivoire et Carret.

Article 3 :

Maître Martine AFLALOU-TAKTAK, Notaire à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique de vente et de constitution de servitudes, et tous actes inhérents à cette cession.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière et constitution de servitudes sont inscrits au budget de la Métropole, Opération père 2021-103-000« Création techno-centre » - Fonction 7212 - Nature 2021 / 23158.

Article 6 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 011-426/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une emprise de terrain déclassée du domaine public de voirie nécessaire au remembrement de trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire

URB 011-15/11/21 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une emprise de terrain déclassée du domaine public de voirie nécessaire au remembrement de trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) des Aiguilles, à vocation d'activités économiques, créée depuis 2002, s'étend sur un territoire qui s'inscrit entre la RD48a au nord, la RD9 à l'ouest et l'A55 au sud.

Par délibération du 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine avait retenu la société BARJANE, à laquelle s'est substituée la société ENSUA, en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement de la ZAC des Aiguilles.

A ce titre, la société ENSUA commercialise les lots à bâtir de cette ZAC et entre autres les lots F, G et H pour le remembrement desquels a été omis l'incorporation d'une voie transférée par la commune de Gignac la Nerthe à la Métropole Aix-Marseille-Provence par procès-verbal de transfert en 2003.

Aussi, cette ancienne voie dite « Carraire de l'Aiguille » ayant fait dans un premier temps, l'objet d'une délibération en date du 5 octobre 2021 approuvant son déclassement du domaine public routier, est désormais cadastrée AE0025 – AE0026 et AE 0027 d'une contenance totale de 1 916 m².

Il convient à présent de mettre en oeuvre les opérations foncières permettant son transfert de propriété.

Les négociations engagées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ENSUA ont permis d'aboutir à l'établissement d'un protocole foncier annexé à la présente délibération, fixant les modalités juridiques et financières.

La présente vente est consentie pour un montant de 18343.50 TTC (dix-huit mille trois cent quarante-trois euros et 50 centimes TTC) auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré sous le numéro d'identification ASTECH 13033001T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une emprise de terrain déclassée du domaine public de voirie nécessaire au remembrement de trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe ».,

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la société ENSUA, concessionnaire de la ZAC des Aiguilles, de remembrer trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles en vue de leur commercialisation par l'incorporation d'une voie déclassée dite « Carraire de l'Aiguille ».
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une emprise de terrain déclassée du domaine public de voirie nécessaire au remembrement de trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société ENSUA d'une emprise de terrain déclassée du domaine public de voirie nécessaire au remembrement de trois lots à bâtir de la ZAC des Aiguilles à Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire

**Avis du Conseil de Territoire
DIPOR 21/19465/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de délégation de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Annulation de l'édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans, soit pour l'organisation des éditions 2016 à 2020 et prolongé d'un an par avenant (TCM 018-8723) suite à l'annulation de l'édition 2020.

Eu égard au contexte épidémique qui perdure, l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au 16 février 2021 et le régime transitoire de sortie de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} avril 2021. Or, le salon devait normalement avoir lieu du 20 au 28 mars 2021. Ces échéances, auxquelles s'ajoutent les nouveaux confinements, ont eu plusieurs conséquences :

1/ Elles ont rendu extrêmement complexe l'organisation du salon dont l'importance et l'envergure doivent contribuer au rayonnement du territoire.

2/ Elles ont généré beaucoup d'incertitudes quant à la possibilité de tenir le Salon le jour J avec des conséquences financières importantes pour la Métropole.

3 / Enfin, en tout état de cause, il était impératif pour la Métropole de préserver la sécurité des usagers et dans ce cadre d'éviter les rassemblements.

Considérant ce qui précède, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé de ne pas tenir l'édition 2021 des Nauticales et a procédé à la résiliation unilatérale du contrat n°15/1706 pour motif d'intérêt général par une délibération n° TCM 041-9378/20/CM du 17 décembre 2020. Cette résiliation est intervenue conformément aux dispositions des articles L.6 et L.3136-3 du code de la commande publique.

Le présent protocole a pour objet de régler les conséquences financières de cette résiliation qui a engendré un préjudice au délégataire pour un montant de 16 977€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La Code de la Commande Publique ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence
- La délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole n°POR 001-1414/15/CC approuvant le contrat de délégation de service public n°15/1706 attribué au groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM ;
- La délibération n°TCM 041-9378/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 approuvant la résiliation unilatérale pour motif d’intérêt général du contrat de DSP n° 15/1706.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le projet de la délibération portant sur l’approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d’intérêt général du contrat de délégation de service public pour l’organisation et l’exploitation du Salon nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Annulation de l’édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d’intérêt général du contrat de délégation de service public pour l’organisation et l’exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l’annulation de l’édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l’approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d’intérêt général du contrat de délégation de service public pour l’organisation et l’exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l’annulation de l’édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation du protocole indemnitaire au titre de la résiliation pour motif d’intérêt général du contrat de délégation de service public pour l’organisation et l’exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l’annulation de l’édition 2021 des Nauticales en raison de la crise sanitaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-428/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création de l’opération et de l’affectation d’une autorisation de programme concernant la réalisation d’un Pôle d’échanges multimodal à Saint André à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
 DPMOD 21/19568/CT**

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
 Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de Pôle d'Echange Multimodal de St André, dont la programmation est actée depuis le PDU de la Communauté Urbaine de Marseille de 2013, fait partie des opérations reconduites dans le projet de PDU Métropolitain arrêté par délibération au Conseil du 19 décembre 2019. Ce Pôle d'Echange Multimodal fait partie intégrante du prolongement du tramway phase II, en intermodalité avec le projet de halte ferroviaire de St André. Il revêt ainsi une place importante dans le dispositif de transport métropolitain, à l'articulation entre le train, le tramway et le bus.

Le PEM de St André fait partie du projet de Ligne Nouvelle Provence Cote d'Azur (LNPCA), en lien avec la création d'une nouvelle halte ferroviaire, en amont du village de St André. Il est fléché dans la décision ministérielle du 23 juin 2020 sur la LNPCA, ce qui lui confère le rôle d'un pôle d'échange multimodal majeur pour la Métropole. Par ailleurs, le programme d'extension du tramway phase II a également été approuvé dans sa séance du conseil métropolitain du 19 décembre 2019.

Pour réaliser l'opération, un emplacement réservé est d'ores et déjà identifié au PLUI et permet d'engager des procédures d'acquisitions foncières selon opportunité. Une première acquisition foncière est en cours suite à une Déclaration d'Intention d'Aliéner. Il s'agit d'un terrain de 6 131 m² localisé avenue Fernand Sardou sur lequel est installée la concession NISSAN avec une surface de plancher de 2 000 m² proposé pour un montant de 3 550 000€ HT.

Les études pré-opérationnelles sont évaluées à hauteur de 60 000€ HT et les travaux d'aménagement du Pôle d'échanges à 6 390 000€ HT. Soit un montant total de l'opération de 10 000 000€ HT.

Sur ces bases, il est proposé la création et l'affectation d'une opération d'investissement n°2021002700 d'un montant total de 10 000 000€ HT soit 12 000 000€ TTC inscrite au Budget Annexe Transports et enregistrée dans l'autorisation de programme 211540TP du programme n° 54 de la Métropole, pour les acquisitions foncières et les études pré opérationnelles concernant le PEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant la réalisation d'un Pôle d'échanges multimodal à Saint André à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-429/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention Z200011 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'électricité ENEDIS pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille phase 1**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19646/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017, la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'électricité a été conclue avec ENEDIS.

Par délibération n° TRA 001-7318/19/BM en date du 19 décembre 2019, la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec ENEDIS portant exclusivement sur les travaux d'anticipation.

Par délibération n° MOB 003-8151/20/BM en date du 31 juillet 2020, l'avenant 1 à la convention n°20-0011 portant sur les travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés a été conclue avec ENEDIS portant exclusivement sur les travaux proprement dits.

Il y a lieu d'établir un avenant n°2 à ladite convention qui vise tant à annuler l'avenant 1 en raison des modifications induites par le projet, rendant caduques les considérations prévues au sein dudit avenant que de définir les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation et de financement des travaux proprement dits et complémentaires de déviation des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Initialement l'incidence financière était la suivante :

Montant à charge de la Métropole	Montant à charge d'ENEDIS
348 366,35 € HT	18 561,23 € HT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Après amendement par le présent avenant N°2, l'incidence financière au regard des surcoûts, s'établit

Montant à charge de la Métropole	Montant à charge d'ENEDIS
393 330,95 € HT	4 383 303,00 € HT

Ainsi après consolidation des coûts, après avenant N°2 la répartition finale s'établira aux montants suivants :

Montant à charge de la Métropole	Montant à charge d'ENEDIS
741 697,30 € HT	4 401 864,23 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 001-7318/19/BM du 19 décembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°20-0011 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution d'électricité ;
- La délibération n° MOB 003-8151/20/BM en date du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°1 à la convention n°20-0011 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés de distribution d'électricité ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société ENEDIS est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'une convention n°20-0011 a été conclue avec ENEDIS relative aux travaux anticipés de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'un avenant n°1 à la convention n°20-0011 a été conclue avec ENEDIS relative aux travaux proprement dits de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à ladite convention qui vise tant à annuler l'avenant 1 en raison des modifications induites par le projet, rendant caduques les considérations prévues au sein dudit avenant que de définir les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation et de financement des travaux proprement dits et complémentaires de déviation des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention nZ200011 relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité pour l'opération d'extension vers le Nord et le Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un site de maintenance et de remisage.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-430/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement de l'avenue Eugène Julien sur la commune de CEYRESTE DRMVEP 21/19868/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de requalifier et élargir la partie métropolitaine de l'avenue Eugène Julien en impasse sur la commune de Ceyreste.

Cette voie présente un profil en long très pentu et un profil en travers de 6 mètres de large. Elle dessert plusieurs équipements : camping, centre aéré, terrains de sport. Le plateau faisant office d'aire de retournement est le point de départ de nombreuses randonnées en zone Natura 2000.

Il s'agit de traiter 320 mètres linéaires de voies.

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille-Provence - réalisera les travaux de génie civil (terrassement, fourniture de grillage avertisseur) en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera aux opérations de câblage de communications électroniques tout en apportant son assistance technique et en fournissant les chambres, cadres, tampons et tuyaux nécessaires sur le domaine public.

Chaque partie prendra à sa charge les travaux lui incombant dans le cadre de la présente opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille-Provence, et celles assurées par Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue Eugène Julien sur la commune de Ceyreste ;
- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacune des parties.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille-Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-431/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement de l'avenue du Maréchal Gallieni, de l'avenue Louis Crozet, et du boulevard Michelet à La Ciotat
DRMVEP 21/19869/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole envisage l'aménagement de l'avenue Gallieni. Cette voie à sens unique, axe structurant sortant du vieux La Ciotat, est agrémentée de nombreux commerces et activités

L'objectif de l'aménagement est de sécuriser le cheminement piéton, de créer une piste cyclable descendante en contre-sens de l'avenue Louis Crozet pour être prolongée jusqu'au centre ancien.

Les carrefours des avenues Gallieni/Michelet et Crozet/Michelet devront être améliorés, pour faciliter la circulation aux heures de pointe, pour sécuriser les traversées piétonnes ainsi que les accès de la nouvelle résidence de l'îlot Crozet.

Le projet de requalification de l'avenue Gallieni s'inscrit dans le cadre de la restructuration des voies du vieux La Ciotat.

Il s'agit d'une vaste opération linéaire urbaine supportant un important transit intra-urbain, permettant de relier le centre-ville au quartier péri-urbain Est de la ville et constitue une des voies sortantes de la vieille ville.

Cette opération s'accompagne d'une mise à niveau de l'éclairage public présent sur le site et d'un enfouissement de réseaux électriques et de télécommunications.

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille-Provence, réalisera les travaux de génie civil (terrassement, fourniture de grillage avertisseur) en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera aux opérations de câblage de communications électroniques tout en apportant son assistance technique et en fournissant les chambres, cadres, tampons et tuyaux nécessaires sur le domaine public.

Chaque partie prendra à sa charge les travaux lui incombant dans le cadre de la présente opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille-Provence, et celles assurées par Orange. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire MarseilleProvence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue du Maréchal Gallieni, de l'avenue Louis Crozet, et du boulevard Michelet sur la commune de La Ciotat ;

- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacune des parties.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-432/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'avenue des Carrières sur la commune de Roquefort-la-Bédoule

DRMVEP 21/19902/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le parc d'activités de la Plaine du Caire comprend un axe principal, l'avenue des Carrières, où la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise un réseau pluvial.

L'extension de la zone d'activités nécessite la requalification de cette avenue qui présente un fort trafic de poids lourds de type semi-remorque. En effet, cet axe principal présente un profil en travers routier, Dépourvu de cheminement piétons, de stationnements et de pistes cyclables.

L'intersection avec l'avenue Ampère sera améliorée en proposant un aménagement permettant de réduire la vitesse et d'organiser une tourne à gauche.

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille Provence - réalisera les travaux de génie civil (terrassement, fourniture de grillage avertisseur) en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera aux opérations de câblage de communications électroniques tout en apportant

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

son assistance technique et en fournissant les chambres, cadres, tampons et tuyaux nécessaires sur le domaine public.

Chaque partie prendra à sa charge les travaux lui incombant dans le cadre de la présente opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire Marseille-Provence, et celles assurées par Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de l'avenue des carrières sur la commune de Roquefort La Bedoule ;
- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacune des parties.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-433/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant n°1 à la convention n°Z200060COV de maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan de Cuques pour des opérations d'éclairage public
DRMVEP 21/19870/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence création, aménagement et entretien de voirie.

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Plan de Cuques pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Plan de Cuques pour des opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune.

Ces travaux concernent la réfection de l'éclairage sur divers lieux de la commune.

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier la convention n° Z200060COV en augmentant le montant des dépenses de travaux d'éclairage.

En effet, la commune envisage de réaliser des travaux pour un montant de 190 000 € TTC de travaux alors que la convention initiale prévoyait initialement 100 170 € TTC.

En conséquence la Métropole et la commune propose une modification de ladite convention par voie d'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La délibération n°VOI 015-6723/19/BM en date du 26 septembre 2019 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant n°1 la convention Z200060COV relative à la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan de Cuques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention Z200060COV ci-annexé portant Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan de Cuques pour des opérations d'éclairage public.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-434/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de mise à disposition à titre de gracieux par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Région Provence Alpes Côtes d'Azur, du domaine public métropolitain situé : rue Peyssonnel tronçon de voie localisé entre les rues d'Anthoine et Urbain V, à Marseille 13003

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19875/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole souhaite mettre à disposition une partie de son domaine public situé rue Peyssonnel entre les rues d'Anthoine et Urbain V, en vue de la mise en œuvre de la Cité scolaire Internationale de Marseille (CSI) réalisée par la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

En effet, par délibération n°18-373, la Région a décidé d'approuver le programme de l'opération de construction de la CSI dans le cadre de l'exercice d'une mission de service public relative à l'Education.

La Cité Scolaire Internationale est envisagée comme un équipement rayonnant à l'échelle de la Métropole et de la Région en parfaite complémentarité avec l'offre éducative existante. Pour ce faire, un important travail a été conduit avec les services académiques pour garantir la mise en réseau de ce futur établissement avec les groupes scolaires élémentaires de proximité ainsi que les collèges et lycées qui développent enseignements internationaux.

La Région sera particulièrement vigilante à ce que la Cité scolaire internationale vienne conforter les quatre lycées des Bouches du Rhône qui accueillent des sections internationales : Marseilleveyre et Saint-Charles à Marseille, Georges Duby à Luynes, Frédéric Mistral à Avignon. De plus, ce futur établissement entretiendra bien sûr des relations privilégiées avec l'Ecole internationale de Manosque et le Centre international de Valbonne

La structure pédagogique définie avec le Rectorat concerne 2 100 élèves (900 à 1 000 lycéens, 700 collégiens et 400 élèves en élémentaire) comprenant notamment les espaces d'enseignements, de restauration, les équipements sportifs, le stationnement, les logements de fonction et l'internat.

La réalisation de cette opération entre dans le champ de la compétence obligatoire dévolue à la Région s'agissant des lycées. Il est organisé en partenariat avec les collectivités concernées suivantes : la Ville de Marseille, pour l'enseignement primaire et le Département des Bouches du Rhône, pour le collège.

La Région a aussi approuvé le principe de l'implantation de la CSI au sein de la ZAC Cimed sur l'emprise foncière des îlots 1C2 et 1 B qu'elle a acquis et qui sont situés entre la rue Urbain V et la rue d'Anthoine.

Néanmoins en raison de l'ambition du programme, il s'est avéré que ces deux îlots seuls ne permettraient pas sa réalisation. Aussi, d'un commun accord avec la Métropole, le principe de la mise à disposition d'une partie de la rue Peyssonnel a été étudié.

L'emplacement mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille Provence au bénéfice de la Région, dans le cadre de la présente convention, sera strictement affecté à la desserte exclusive des entités fonctionnelles de la CSI, parvis sécurisé de l'établissement, espace à usage piétonnier, et accessible aux véhicules si nécessité d'entretien et de maintenance.

Considérant la destination et l'usage de l'espace mis à disposition dans le cadre de la réalisation, du fonctionnement et de l'exploitation d'un équipement public d'enseignement, la présente convention est consentie pour une durée de 10 (dix) ans renouvelable tacitement.

La mise à disposition de l'emprise aura lieu à titre gracieux en raison de l'intérêt et le caractère publics du projet poursuivi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de permettre à la Région Provence Alpes Côtes d'Azur de réaliser ladesserte des entités fonctionnelles de la Cité Scolaire Internationale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de la convention ci-annexée relative à la mise à disposition du domaine public situé ruePeyssonnel (entre les rues d'anthoine et Urbain V).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-435/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Plan de Cuques concernant des opérations d'éclairage public

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19876/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Plan de Cuques pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Plan de Cuques pour des opérations d'éclairage public réalisées sur le territoire de la commune.

Ces travaux concernent la réfection de l'éclairage sur divers lieux de la commune.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Plan de Cuques.

Le montant des travaux liés à cette opération s'établit prévisionnellement à 190 000 € TTC ;

Le Département des Bouches du Rhône a accordé une subvention à hauteur de 58 433 €.

La commune, dans le cadre de cette convention fonds de concours, participera pour un montant de 54 071 €.

Une retenue sur l'attribution de compensation de la commune (46 328 €) et une récupération du montant du FCTVA (31 168 €) permettra à la Métropole d'équilibrer le plan de financement de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Plan de Cuques afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux liés à l'opération de réfection de l'éclairage sur divers lieux de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour des ~~plans~~ d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan de Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-436/21/CT

■ CT1 - Information sur la stratégie de facilitation de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19887/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la délibération MOB 001-9841/21/CM portant sur « l'approbation de la nouvelle stratégie métropolitaine des services de recharge pour véhicules électriques » du 15 avril 2021, la Métropole s'est orientée vers un schéma d'autorisations d'occupation du domaine public pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

La délivrance de ces autorisations d'occupation du domaine public relève du Conseil de Territoire Marseille Provence, compétente en matière de voirie, sur le territoire de ses communes.

Par ailleurs, la délivrance de ces autorisations d'occupation du domaine public demeure une compétence communale sur les autres territoires de la métropole.

Afin de concilier rapidité du déploiement, diversité de l'offre et prise en compte des progrès technologiques, il convient de permettre une délivrance rapide des autorisations d'occupation du domaine pour l'implantation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, tout en veillant à ne pas instaurer le monopole d'un opérateur.

C'est la raison pour laquelle la Métropole a engagé une procédure de mise en concurrence en vue de l'attribution d'un accord-cadre à trois opérateurs différents. Chacun de ces opérateurs sera, dans un premier temps, attributaire d'un groupe d'une quarantaine d'infrastructures dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 10 ans.

Cette première « génération » de trois conventions permettra le déploiement très rapide de 120 points de charges environ sur le territoire de Marseille Provence.

L'accord-cadre permettra ensuite de consulter à nouveau, dans des délais très courts, les trois opérateurs retenus et de délivrer rapidement les conventions ultérieures d'occupation pour les infrastructures suivantes. En effet, les opérateurs ainsi sélectionnés pourront ensuite être remis en concurrence entre eux pour attribution des points de charges suivants sans qu'une nouvelle publicité ne soit nécessaire.

Cette procédure simplifiée assurera une réactivité permettant une réponse rapide aux besoins très évolutifs dans ce domaine.

Dans l'hypothèse où le niveau de concurrence apparaîtrait insuffisant, la Métropole conserverait la possibilité d'attribuer des conventions d'occupation à d'autres opérateurs en procédant à une nouvelle procédure de publicité

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

et de mise en concurrence. L'accord-cadre stipule en effet qu'il ne confère aucune exclusivité aux trois opérateurs qui en sont titulaires.

Hors voirie métropolitaine cet accord cadre pourra être également utilisé par d'autres opérateurs. Les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques qui imposent à l'autorité compétente la mise en œuvre d'une procédure de publicité pour la délivrance des autorisations d'occupation du domaine prévoient en effet une dérogation lorsque cette délivrance « s'insère dans une opération donnant lieu à une procédure présentant les mêmes caractéristiques » ou encore « s'inscrit dans le cadre d'un montage contractuel ayant, au préalable, donné lieu à une procédure de sélection » (article L.2122-1-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques).

L'accord-cadre attribué par la Métropole après une procédure de publicité et de sélection préalable pourra ainsi être utilisé pour que d'autres personnes publiques, situées sur le territoire métropolitain. En accord avec la Métropole, ces derniers pourront délivrer, à l'issue de la mise en compétition des trois opérateurs préalablement retenus, des autorisations d'occupation de leur domaine pour l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Cet accord-cadre sera également à la disposition des autres communes de la Métropole pour la délivrance, d'autorisations d'occupation de leur domaine pour l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Le dispositif mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour objectif de concilier efficacement rapidité du déploiement, diversité de l'offre et prise en compte des progrès technologiques grâce à un outil au service de l'ensemble de son territoire sur la base du volontariat pour les autres personnes publiques et les communes des territoires autres que Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'information sur la stratégie de facilitation de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-437/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n° 6 au contrat de concession n°06/123 pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/19888/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession n°06/123 notifié le 22 août 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (société Vinci Park devenue Indigo Infra France) la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port jusqu'au 30 avril 2037.

Par délibération TRA 028-7866/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole approuvait l'avenant n°5 au contrat n°06/123 qui avait pour objet d'introduire une deuxième demi- heure gratuite sur les parcs Centre et Vieux-Port pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2020, afin de redynamiser le centre-ville de la Ciotat suite aux travaux de réaménagement et de piétonisation.

Lors de l'exécution de cet avenant, il est apparu nécessaire d'adapter la formule de compensation prévue au bénéfice du délégataire.

Par ailleurs, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers horaires lors de manifestations ponctuelles.

Les éléments précités nécessitent la passation d'un avenant n°6 au contrat n°06/123.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 6 au contrat de concession n°06/123 pour la réalisation et l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-438/21/CT

■ **CT1 - Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres pendant les deux week-ends des 11 et 12, 18 et 19 décembre 2021, précédant les fêtes de fin d'année**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19892/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant deux week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place au sein des parkings de la ville de Marseille, La Ciotat, Cassis et Aubagne.

Sur les parkings des autres Territoires, cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h. Cela concerne les communes de Martigues, Istres et Salon de Provence.

La Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans les créneaux susvisés à l'exception de tout autre frais. Les délégataires transmettront à l'issue de la période, un état récapitulatif de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 11 et 12, 18 et 19 décembre 2021, précédant les fêtes de fin d'année.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-439/21/CT

■ CT1 - Approbation des conditions de prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des déchets de l'association Emmaüs Pointe-Rouge pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023

**Avis du Conseil de Territoire
 DTD 21/19771/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Emmaüs dont l'objet est la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, accueille, héberge et accompagne vers l'insertion des personnes et familles en grande difficulté sociale.

Le Mouvement Emmaüs a notamment développé des structures d'insertion par l'activité économique basée sur la collecte, le tri et le recyclage de produits, plus particulièrement les vêtements et les équipements électriques ou électroniques.

L'idée que l'économie, au travers une activité de récupération, de réemploi et de vente, peut être vecteur de solidarité, anime de nombreuses structures du Mouvement Emmaüs. C'est dans cette perspective, que l'association Emmaüs reçoit sur ses sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel des objets usagés issus des ménages. Les produits sont triés, réparés si nécessaire par les membres de l'association, et pour une partie d'entre eux revendus sur ces deux sites. Grâce à cette activité, l'association permet d'éviter que certains biens, non encore en fin de vie, ne soient injectés dans le circuit de collecte des déchets ménagers.

Jusqu'à maintenant, les textiles, cartons et articles ménagers qui n'étaient pas vendus étaient amenés sur les plateformes métropolitaines pour y être traités, la Métropole prenant en charge ce coût de traitement. En 2018, 359 tonnes de déchets ont ainsi été traitées, en 2019 ce sont 234 tonnes qui ont été prises en charge et en 2020,

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
 Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

206 tonnes ont fait l'objet d'un traitement par les services de la MAMP pour le compte de l'association Emmaüs Pointe-Rouge.

Cependant, les déchets d'activités économiques ne peuvent aujourd'hui plus faire l'objet d'un traitement à la charge de l'Établissement Public Métropolitain, la compétence déchets transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ne concernant que les déchets ménagers et assimilés.

Toutefois, au regard de la mission d'intérêt général exercée par l'association Emmaüs Pointe Rouge, et afin de lui permettre d'assumer celle-ci, la Métropole a décidé de continuer à prendre en charge les coûts de traitement de ces déchets.

Le financement de ces apports en plateforme métropolitaine porté initialement par le budget collecte doit dès lors être assuré par le budget principal métropolitain. En effet, le soutien à la mission d'intérêt général exercée par l'association Emmaüs dépasse le cadre de la compétence collecte et traitement des déchets. Ainsi, la perte de recettes sur le budget collecte sera compensée par une participation du BPM d'un montant équivalent.

Dans le même temps, afin de s'inscrire dans les axes du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, le territoire de Marseille Provence souhaite qu'Emmaüs Pointe-Rouge s'associe à l'objectif commun d'améliorer encore plus la valorisation des produits récupérés et qui n'ont pas été vendus.

Après concertation entre les parties, l'objectif est qu'à l'horizon 2023 aucun déchet issu de l'activité de l'association ne se retrouve dans le circuit de traitement des déchets ménagers et assimilés. Afin d'atteindre cet objectif et orienter les actions de valorisation à mettre en œuvre, des caractérisations des produits jetés ont été réalisées par la collectivité. Cette catégorisation des déchets doit induire la mise en œuvre d'un plan d'actions par l'association.

Ainsi, pour la période d'octobre 2021 à septembre 2022, il est proposé de n'accueillir, sur les plateformes gérées par la Métropole, que 250 tonnes de déchets hors cartons pour Emmaüs Pointe-Rouge. Dans la mesure où ils seront amenés sur les sites en lots homogènes, tous les cartons, flux entièrement valorisable, continueront à être accueillis hors quotas.

Les véhicules apportant des cartons mélangés avec les autres déchets seront refusés à l'entrée du site. Deux caractérisations des apports de déchets seront réalisées dans l'année 2022 afin d'aider à la décision et améliorer les gestes de tri.

Pour la période suivante d'octobre 2022 à septembre 2023, l'objectif fixé est d'exclure complètement des apports les textiles et d'améliorer toujours plus le tri des déchets sur la base des caractérisations qui auront été réalisées.

Il est ainsi nécessaire d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19/10/2017 approuvant les axes principaux du schéma métropolitain de Gestion des Déchets

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de permettre à Emmaüs de poursuivre sa mission d'intérêt général de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
- Qu'il est nécessaire d'améliorer la valorisation des déchets issus de l'activité de l'association Emmaüs Pointe Rouge ;
- Qu'il convient d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs Pointe Rouge pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conditions de prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des déchets de l'association Emmaüs Pointe-Rouge pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-440/21/CT

■ CT1 - Approbation des conditions de prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des déchets de l'association Emmaüs Saint Marcel pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023

Avis du Conseil de Territoire DTD 21/19772/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'association Emmaüs dont l'objet est la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, accueille, héberge et accompagne vers l'insertion des personnes et familles en grande difficulté sociale.

Le Mouvement Emmaüs a notamment développé des structures d'insertion par l'activité économique basée sur la collecte, le tri et le recyclage de produits, plus particulièrement les vêtements et les équipements électriques ou électroniques.

L'idée que l'économie, au travers une activité de récupération, de réemploi et de vente, peut être vecteur de solidarité, anime de nombreuses structures du Mouvement Emmaüs. C'est dans cette perspective, que l'association Emmaüs reçoit sur ses sites marseillais de la Pointe Rouge et de Saint Marcel des objets usagés issus des ménages. Les produits sont triés, réparés si nécessaire par les membres de l'association, et pour une partie d'entre eux revendus sur ces deux sites. Grâce à cette activité, l'association permet d'éviter que certains biens, non encore en fin de vie, ne soient injectés dans le circuit de collecte des déchets ménagers.

Jusqu'à maintenant, les textiles, cartons et articles ménagers qui n'étaient pas vendus étaient amenés sur les plateformes métropolitaines pour y être traités, la Métropole prenant en charge ce coût de traitement. En 2018, 368 tonnes de déchets ont ainsi été traitées, en 2019 ce sont 329 tonnes qui ont été prises en charge et en 2020, 267 tonnes ont fait l'objet d'un traitement par les services de la MAMP pour le compte de l'association Emmaüs Saint Marcel.

Cependant, les déchets d'activités économiques ne peuvent aujourd'hui plus faire l'objet d'un traitement à la charge de l'Établissement Public Métropolitain, la compétence déchets transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ne concernant que les déchets ménagers et assimilés.

Toutefois, au regard de la mission d'intérêt général exercée par l'association Emmaüs Saint Marcel, et afin de lui permettre d'assumer celle-ci, la Métropole a décidé de continuer à prendre en charge les coûts de traitement de ces déchets.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le financement de ces apports en plateforme métropolitaine porté initialement par le budget collecte doit dès lors être assuré par le budget principal métropolitain. En effet, le soutien à la mission d'intérêt général exercée par l'association Emmaüs dépasse le cadre de la compétence collecte et traitement des déchets. Ainsi, la perte de recettes sur le budget collecte sera compensée par une participation du BPM d'un montant équivalent.

Dans le même temps, afin de s'inscrire dans les axes du schéma métropolitain de gestion des déchets approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, le territoire de Marseille Provence souhaite qu'Emmaüs Saint Marcel s'associe à l'objectif commun d'améliorer encore plus la valorisation des produits récupérés et qui n'ont pas été vendus.

Après concertation entre les parties, l'objectif est qu'à l'horizon 2023 aucun déchet issu de l'activité de l'association ne se retrouve dans le circuit de traitement des déchets ménagers et assimilés. Afin d'atteindre cet objectif et orienter les actions de valorisation à mettre en œuvre, des caractérisations des produits jetés ont été réalisées par la collectivité. Cette catégorisation des déchets doit induire la mise en œuvre d'un plan d'actions par l'association.

Ainsi, pour la période d'octobre 2021 à septembre 2022, il est proposé de n'accueillir, sur les plateformes gérées par la Métropole, que 250 tonnes de déchets hors cartons pour Emmaüs Saint Marcel. Dans la mesure où ils seront amenés sur les sites en lots homogènes, tous les cartons, flux entièrement valorisable, continueront à être accueillis hors quotas.

Les véhicules apportant des cartons mélangés avec les autres déchets seront refusés à l'entrée du site. Deux caractérisations des apports de déchets seront réalisées dans l'année 2022 afin d'aider à la décision et améliorer les gestes de tri.

Pour la période suivante d'octobre 2022 à septembre 2023, l'objectif fixé est d'exclure complètement des apports les textiles et d'améliorer toujours plus le tri des déchets sur la base des caractérisations qui auront été réalisées.

Il est ainsi nécessaire d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19/10/2017 approuvant les axes principaux du schéma métropolitain de Gestion des Déchets

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de permettre à Emmaüs de poursuivre sa mission d'intérêt général de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
- Qu'il est nécessaire d'améliorer la valorisation des déchets issus de l'activité de l'association Emmaüs Saint Marcel ;
- Qu'il convient d'approuver les conditions de prise en charge par la Métropole des déchets de l'association Emmaüs Saint Marcel pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conditions de prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des déchets de l'association Emmaüs Saint Marcel pour la période d'octobre 2021 à septembre 2023.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 003-441/21/CT

■ CT1 - Actualisation du règlement intérieur des déchèteries du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence DTD 21/19773/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire de Marseille Provence (CT1) de la Métropole Aix-Marseille-Provence est doté d'un réseau de 17 déchèteries sur l'ensemble de la zone géographique. Ces installations ont un rôle essentiel dans la gestion des déchets ménagers et assimilés. Il s'agit d'équipements de proximité très utilisés par la population qui apporte sur les différents sites des déchets spécifiques occasionnels qui ne peuvent faire l'objet d'une collecte ordinaire en raison de leur nature, poids, quantités ou encombrement.

Les déchèteries sont des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et l'utilisateur est au cœur du dispositif de collecte et de valorisation des déchets. En 2020 la quantité de déchets apportés sur les différents sites, s'élève à près de 100 000 tonnes, dont plus de 75% a été dirigée vers des filières de valorisation matière.

La définition des conditions d'application et de délimitation du périmètre du service de collecte des déchets ménagers et assimilés en déchèterie est essentielle et revient à l'autorité organisatrice du service. C'est l'objet principal du règlement intérieur des déchèteries.

Celui-ci a également pour vocation d'apporter une information la plus complète possible aux utilisateurs en y intégrant l'ensemble des droits et devoirs de l'Administration et des usagers.

Depuis la rédaction précédente (2019), des modifications ont été ou vont être apportées dans les conditions d'utilisation des installations. En conséquence, le règlement existant doit être réactualisé pour tenir compte des évolutions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ensemble des sites.

Les principales modifications sont les suivantes :

- Modification des véhicules autorisés à accéder aux équipements ;
- Modification des horaires d'ouverture au public des 17 déchèteries ;
- Interdiction de réception des batteries de voitures électriques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du schéma métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté n° 21/766/CM du 12 octobre 2021 de la Présidente de la Métropole portant approbation des modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser le règlement des déchèteries du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin d'apporter à la connaissance de l'ensemble des utilisateurs la délimitation du périmètre de ce service public, ainsi que les modifications présentes et en projet concernant l'utilisation des sites.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le règlement des déchèteries du Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille-Provence de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent règlement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 004-442/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société URBASER ENVIRONNEMENT SAS

**Information du Conseil de Territoire
DTD 21/19906/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 5 au 8 octobre 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT s'élevant à un montant de 24 167, 17 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 15 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société URBASER ENVIRONNEMENT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 5 au 8 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 5 au 8 octobre 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 5 au 8 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 5 au 8 octobre 2021.

PED 005-443/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société NOE CONCEPT

**Information du Conseil de Territoire
DTD 21/19907/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er ; 4ème ; 5ème ; 6ème ; 7ème ; 8ème ; 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société NOE CONCEPT de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 2 au 8 octobre 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société NOE CONCEPT s'élevant à un montant de 168 465 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 6.25 % sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société NOE CONCEPT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société NOE CONCEPT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021 ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

PED 006-444/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société NICOLLIN

Information du Conseil de Territoire DTD 21/19908/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société NICOLLIN de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 2 au 8 octobre 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société NICOLLIN s'élevant à un montant de 91 212, 95 euros TTC.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société NICOLLIN afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société NICOLLIN pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

PED 007-445/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée

Information du Conseil de Territoire DTD 21/19909/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société SUEZ RV Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 2 au 8 octobre 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société SUEZ RV Méditerranée s'élevant à un montant de 62 832 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 17,65% sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SUEZ RV Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 2 au 8 octobre 2021.

PED 008-446/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société ORTEC Environnement

Information du Conseil de Territoire

DTD 21/19912/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régi de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société ORTEC Environnement de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées le 6 et 7 octobre 2021.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ORTEC Environnement d'un montant de 20 076,32 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 12% sur le prix de la prestation.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société ORTEC Environnement afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 6 et 7 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ORTEC Environnement pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 6 et 7 octobre 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 6 et 7 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées le 6 et 7 octobre 2021.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-447/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches du Rhône relative à une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - Desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe
DEASV 21/19760/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le 28 février 2019, par la délibération DEA 024-5445/19/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT13) pour permettre la constitution d'une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Le 1 juin 2021 par la délibération EAU 004-280/21/CT, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé un avenant à la convention relatif au tracé des ouvrages.

Lors de l'exécution du fonçage horizontal, par ST FORAGE au mois de juin 2021, et à l'approche de la fosse de sortie, une poche avec une résistance plus importante qu'escomptée aurait été rencontrée. Cette zone sensible n'avait pas été identifiée lors des essais géotechniques car elle est ponctuelle, Cet aléa de travaux a eu pour conséquence de désaxer la poussée du tube et de causer une altimétrie du fil d'eau de sortie plus basse que celle annotée dans le plan d'exécution.

Les travaux ont dû être interrompus le 29 juin 2021 jusqu'à début septembre.

Le 2 juillet 2021, la RDT13, propriétaire de la voie ferrée, a imposé à l'occupant d'émettre un avis technique sur la procédure corrective proposée par le titulaire du marché. Souhaitant bénéficier d'un avis extérieur, la Maîtrise d'Ouvrage a demandé au titulaire du Groupement RAMPA TP, SOGEA, RTP et Pompage Rhône Alpes de missionner un bureau d'études en sa qualité d'expert.

La proposition de réalisation des travaux correctifs, établie dans le cadre de la procédure transmise par le titulaire du Groupement RAMPA TP, SOGEA, RTP et Pompage Rhône Alpes, a reçu un avis favorable émis par le cabinet d'expert Prima GROUPE le 9 juillet 2021.

Il convient de conclure un avenant n°2 à la convention du 28 février 2019 afin d'acter :

- Les modifications de diamètre du fourreau sur la portion concernée
- Le nouveau tracé avec les plans modifiés.
- Les modalités d'exécutions selon l'avis technique du bureau d'étude PRIMA Groupe joint en annexe
- La tarification de la surveillance et de la sécurité chantier assurées par un annonceur ferroviaire de la RDT13

La Métropole s'acquittera de frais de dossier supplémentaires de 962,87€, ainsi que des frais liés à la sécurité et la surveillance de chantier estimés à 18 000€ H.T (prix unitaire de 600€ H.T./jour).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 024-5445/19/BM du 28 février 2019 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT13) pour permettre la constitution d'une servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° EAU 004-280/21/CT du 01 juin 2021 approuvant l'avenant 1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementales de Transports des Bouches du Rhône relative à une servitude de passage de canalisation sous une voie ferrée – Desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la Nerthe ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - Desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la servitude de passage de canalisations sous une voie ferrée - desserte sanitaire et adduction d'eau potable des quartiers Bausset Raphèle et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe modifiant le tracé des canalisations sur la parcelle cadastrée BT 63 et autorisant à :

- La correction de la trajectoire du fonçage la ligne du chemin de fer de « Pas des Lanciers à Bel-Air La Mède », au PK 6+780 selon le plan joint »,
- Réaliser les opérations selon le mode opératoire validé par l'avis technique de Prima Groupe du 9 juillet 2021,
- Mise en place d'un tube acier Ø1000 mm à la pente d'écoulement désirée de la longueur suffisante par portions de 1 ml pour corriger la pente,
- La rémunération des frais de surveillance et de sécurité chantier assurées par un annonceur ferroviaire de la RDT13.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement 2021 du Territoire Marseille-Provence en section d'investissement sur l'opération d'investissement 2011122500 - 3DEAA – sous politique F110 –nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-448/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du patrimoine pluvial de la commune de Ceyreste destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Information du Conseil de Territoire
DGECE 21/19883/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Lors de sa création, la Communauté Urbaine Marseille-Provence (CUMPM), et ses communes membres ont considéré que l'intitulé de compétence transférée « Eau et assainissement » excluait la compétence communale en matière de gestion des eaux pluviales, aujourd'hui désignée sous l'intitulé gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT].

Conséquemment, la reconnaissance expresse de ce transfert de compétence impliquait de procéder au transfert de propriété à titre gratuit au profit de la CUMPM des biens de ses communes membres affectés à la compétence « gestion des eaux pluviales », en application des dispositions de l'article L 5215-28 du CGCT.

Toutefois, du fait de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les droits et obligations de la CUMPM à compter du 1er janvier 2016, c'est désormais au profit de la Métropole que doit être organisé le transfert de propriété des biens des communes affectés à la compétence de « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », dans les conditions prévues par l'article L 5217-5 du CGCT.

Par délibération DEA 006-4801/18/BM du 13 décembre 2018, une convention-type de mise à disposition du patrimoine pluvial des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvée. Cette convention a été adressée aux différentes communes membres du Conseil de territoire de Marseille Provence.

Cette convention a été signée le 01 octobre 2019 par la commune de CEYRESTE et le 08 novembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Suite à des études complémentaires dans la commune de CEYRESTE, il a été porté à notre connaissance de nouveaux éléments tels que des réseaux et ouvrages supplémentaires à transférer.

L'avenant à la convention a pour objet la délimitation des biens utilisés pour l'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L 2226-1 [du CGCT] », mis de plein droit à disposition de la Métropole par la commune de CEYRESTE jusqu'au transfert de propriété à intervenir.

A cet égard, pour l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L 5217-5 du CGCT, l'avenant à cette convention vaudra procès-verbal contradictoire précisant la consistance et la situation juridique des biens et droits qui seront ultérieurement transférés en pleine propriété à la Métropole. Sur la base de cet avenant, le transfert de propriété de ces biens sera opéré à titre gratuit par acte authentique distinct, le cas échéant passé en la forme administrative entre la Métropole et la commune de CEYRESTE.

En ce qui concerne les réseaux, le transfert de propriété prendra effet dès l'entrée en vigueur de l'avenant conclu avec la commune de CEYRESTE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la compétence « Gestion des eaux pluviales », il est nécessaire de transférer les biens contenus dans l'avenant appartenant à la commune de Ceyreste ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention n°Z190903COV.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant suite à la mise à disposition du patrimoine pluvial de la commune de Ceyreste destiné à être transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-449/21/CT

**■ CT1 - Mesures d'adaptation des subventions attribuées en 2020 au regard de la crise COVID 19 -
Association CLUB DES MARSEILLAISES
DAJA 21/19850/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations subventionnées par le Conseil de Territoire ont dû cesser temporairement leur activité, reporter ou annuler leur programme d'action et vont devoir faire face aux conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à cette crise sanitaire.

Afin de soutenir au mieux ces associations, le Conseil de Territoire a donc décidé de faire application de certaines dispositions de la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relatives aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques versées par l'État ou ses établissements.

Subvention spécifique affectée à une action :

Pour toute subvention votée avant le 17 mars 2020, en ce qui concerne le statut de l'action, 5 situations ont été référencées :

1. L'association déclare avoir réalisé son action
2. L'association déclare reporter son action en 2020
3. L'association déclare reporter son action en 2021
4. L'association déclare avoir partiellement réalisé son action
5. L'association déclare avoir annulé son action.

Afin de ne pas fragiliser les associations en raison de l'impact de la pandémie COVID 19, il a été identifié au vu des déclarations des associations, 5 cas de figure pour statuer sur les sommes allouées :

1. Conserver la subvention
2. Conserver la subvention et reporter l'action en 2020
3. Conserver ou redéployer la part de subvention non utilisée sur l'exercice 2021
4. Reverser la totalité ou la part non utilisée de la subvention
5. Transformer la part de subvention non utilisée en subvention de fonctionnement général.

Pour mémoire La Marseillaise des Femmes promeut depuis 10 ans le sport féminin et permet à de très nombreuses femmes de se fixer un rendez-vous annuel, source de motivation et de convivialité, mais aussi facteur d'intégration par le sport et soutien financier à la Fondation pour la Recherche Médicale (cancer du sein) et Amnesty International (Défense du Droit des Femmes). Plus de 9 000 participantes se retrouvent chaque année pour cette course à pied.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La délibération de novembre 2019 prévoyait l'attribution d'une subvention à l'association CLUB DES MARSEILLAISES d'un montant de 20 000 € pour l'organisation de la course LA MARSEILLAISE DES FEMMES. Malheureusement l'urgence sanitaire a rendu impossible la tenue de l'évènement.

Au vu de la demande de l'association CLUB DES MARSEILLAISES de maintenir la subvention accordée compte tenu des dépenses engagées pour l'organisation de l'évènement mettant en jeu la pérennité même de l'association, il est proposé de conserver la subvention conformément au cas N°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La délibération n° FCT 001-651/19/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 12 novembre 2019 portant approbation du budget 2020. Approbation de l'Etat Spécial du Territoire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de soutenir les associations fragilisées par la situation de crise sanitaire ;
- Que l'association a déclaré sur l'honneur par courrier auprès du Conseil de Territoire que les mesures prises en 2020 dans le cadre de l'urgence sanitaire ont rendu impossible la réalisation de la course LA MARSEILLAISE DES FEMMES en 2020.
- Que l'association a transmis l'ensemble des justificatifs des dépenses engagées pour l'organisation de l'évènement qui a dû être annulé au motif de crise sanitaire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe de soutien à l'association LE CLUB DES MARSEILLAISES selon les modalités prévues par la circulaire ministérielle n° 6166 du 6 mai 2020 et conformément aux règles édictées au sein de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020 de l'état spécial du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-450/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association ROCA FORTIS DPEATSV 21/19702/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son Plan de Déplacements Urbains PDU. Autorité organisatrice, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activité.

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que leurs actions s'adressent également aux deux genres. Ainsi, à l'issue de l'exercice, une analyse genrée des actions menées devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

La commune de Roquefort La Bédoule dispose sur son territoire de deux zones d'activités économiques.

- Les Fourniers, sur le site de l'ancienne cimenterie Romain Boyer, est un espace dédié aux activités artisanales d'une vingtaine d'entreprises et s'étend sur 5 ha développés et 5 ha en projet.
- La zone d'activités économiques de la Plaine du Caire, créée en 1986 par la Commune et étendue en 2010 par le Conseil de Territoire Marseille Provence s'étend sur 32 ha et accueille une centaine de TPE et PME. L'ensemble représente environ un millier d'emplois.

L'association d'entreprises Roca Fortis Entreprises Développement s'est créée en juillet 2016.

Chiffres clés :

- 18 administrateurs,
- 52 adhérents
- 5 commissions
- 1 permanent à temps partiel recruté depuis fin 2018

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des entreprises de Roquefort La Bédoule et des communes voisines : des démarches ont été entreprises par l'association Roca Fortis auprès de la commune de Carnoux et en projet auprès de la commune de Cassis,
- Proposer des offres de services mutualisés aux entreprises,
- Représenter les adhérents auprès des autorités territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Entreprises,
- Participer à la bonne gestion de la zone d'activité en faisant remonter les éventuels dysfonctionnements constatés aux collectivités.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'association Roca Fortis a pour projet d'entreprendre une démarche intercommunale sur les communes de Roquefort La Bédoule, Carnoux et Cassis et axe celle-ci sur les thématiques de la mobilité et d'écologie industrielle territoriale. L'association a commencé à travailler avec le prestataire Ekodev de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite à la mise en relation par la collectivité sur le sujet de la mobilité.

Enfin, l'association Roca Fortis travaille en partenariat avec les six autres associations d'entreprises du bassin Est sous la marque T2R (regroupant Apage, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon et Roca Fortis) et ainsi participe à l'organisation des deux événements phare de leur regroupement à savoir Business Buzz en faveur du développement des réseaux des entreprises et Job Boost à destination des demandeurs d'emploi. L'édition 2020 du Job Boost a eu lieu en format numérique à distance en raison du contexte sanitaire et a rassemblé 350 participants.

L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 20 000 euros pour l'année 2021.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Roca Fortis à hauteur de 5 000 euros pour l'exercice 2021, à l'instar de l'exercice précédent, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros pour 2021 à l'association Roca Fortis au titre de l'année 2021. Cela représente une participation à hauteur de 11% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2021 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-451/21/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à l'association Cap Au Nord Entreprendre pour son action dans le domaine de l'Écologie Industrielle Territoriale - Approbation d'un avenant à la convention n° Z210477COV
MET_SISM 21/19803/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé, à travers le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R », sa volonté de répondre à un objectif impératif de transition écologique encourageant les circuits courts et l'économie circulaire. Le soutien aux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) dont l'objectif est d'optimiser les ressources sur un territoire à travers la mise en place de synergies entre acteurs, s'inscrit dans ce cadre.

La Métropole envisage de définir une feuille de route dédiée à l'Ecologie Industrielle et Territoriale. Les démarches portées par les Associations de Zones d'Activités (AZA) constituent une première action concrète y contribuant.

La Métropole soutient déjà l'association PIICTO et propose de renforcer l'accompagnement des démarches infra-territoriales comme première action structurée sur le volet EIT, en répondant à la sollicitation de l'Association de Zone d'Activités (AZA) Cap Au Nord Entreprendre pour une subvention complémentaire en 2021, basée sur de l'animation.

En effet, pour que des synergies se concrétisent entre acteurs, la mise en place d'une démarche d'EIT nécessite une animation opérationnelle durant plusieurs mois et ce, en plusieurs phases. Il s'agit d'identifier les acteurs intéressés et les synergies potentielles, puis d'accompagner chaque synergie afin de lever les freins

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

réglementaires, techniques et financiers pour permettre qu'elles se concrétisent. Cela s'inscrit sur le moyen terme avec la mobilisation d'un animateur dédié, voire de prestataires pour les accompagner, mais également sur le long terme afin de pérenniser la démarche et d'initier de nouvelles synergies. Plusieurs AZA proactives ont engagé des démarches avec des niveaux de maturité différents.

Située sur le Territoire Marseille-Provence, Cap Au Nord Entreprendre a lancé son projet EIT dénommé "OPTIMIZ" en 2020 suite au soutien de la Région et de l'ADEME et sollicité un soutien de la Métropole, à travers sa demande de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2021, concernant l'animation de ses démarches EIT. Cette AZA, après avoir mis en place des solutions mutualisées de collecte de déchets, souhaite aller plus loin en lançant une démarche d'EIT ayant pour objectif d'identifier de nouvelles synergies inter-entreprises et doit mobiliser des prestataires en 2021 pour réaliser des diagnostics et être accompagnée dans l'animation territoriale.

Présentation de l'association Cap Au Nord Entreprendre

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009, est issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche). Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire de Marseille Nord, qu'il s'agisse de start-up, de TPE/PME, d'ETI ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements ;
- la promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire), aider au développement et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois et faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations ;
- l'influence et le lobbying : être force de proposition auprès des grands décideurs économiques et proactif dans les besoins du territoire ;
- la création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire ;
- enfin, plus généralement, réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire.

Concernant le projet EIT, après la mise en place d'une solution mutualisée de collecte de déchets, Cap Au Nord Entreprendre souhaite aller plus loin et s'engager dans une démarche EIT axée autour des synergies de substitution afin de transformer un maximum de déchets en ressources pour le territoire.

Ce projet poursuit plusieurs objectifs :

- Insuffler une réflexion durable au sein des acteurs locaux et initier une démarche de coopération entre eux
- Développer autonomie et résilience des territoires (et des acteurs) et relocaliser la consommation et le business
- Réduire la production de déchets sur le territoire
- Réduire la consommation de ressources
- Développer l'attractivité économique du territoire Nord

Le projet « OPTIMIZ » de Cap Au Nord Entreprendre est structuré en 2 phases :

1ère phase (2020-2021) :

- diagnostic territorial des flux de matière. L'objectif était de choisir, au regard de l'importance des gisements de déchets et des besoins en ressources, de la présence d'activités industrielles et de l'implication des acteurs économiques, le micro-territoire ou la filière professionnelle la plus opportune pour initier la démarche. Cap Au Nord Entreprendre a été accompagné sur cette phase par le bureau d'étude Inex qui a modélisé l'analyse à travers la plateforme Inex Circular. Le diagnostic a mis en avant les atouts du territoire avec la diversité des entreprises présentes, la présence d'industries et d'acteurs déjà engagés dans le secteur des déchets et de l'économie circulaire, ainsi que l'intérêt de rechercher des synergies dans les filières BTP, industrielle, agro-alimentaire, restauration et artisanale.

2nde phase (2021-2024) :

- lancement de l'animation de la démarche par de la communication auprès des entreprises, de l'animation d'ateliers/réunions/visites, la saisie des données de flux dans un outil, l'identification de synergies pérennes, l'accompagnement à la concrétisation des synergies, la mise en relation des parties prenantes, le reporting et la valorisation de la démarche.

Une première synergie a été mise en œuvre : valorisation de palettes issues du réemploi.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Plusieurs pistes de nouveaux projets collectifs ont émergé :

- Achats groupés de contrats d'énergie verte
- Installations mutualisées de panneaux solaires, de bornes électriques...
- Collecte mutualisée de mégots de cigarettes, de masques jetables pour valorisation...
- Mutualisation de formations
- Réflexion sur de nouvelles filières de valorisation des biodéchets (méthanisation, alimentation animale, substitut agricole...)
- Projets de récupération de chaleur fatale
- ...

Le projet « OPTIMIZ » a été soutenu par la Région et l'ADEME par le biais de l'appel à projets « Ecologie Industrielle et Territoriale » comme suit :

- une subvention de 20 000 € obtenue en 2020 pour la 1ère phase (2020-2021)
- une subvention de 96 625 € obtenue en 2021 pour la 2nde phase (2021-2024)

Pour l'exercice 2021, le budget de l'action EIT de Cap Au Nord Entreprendre a été estimé à 44 437 € et l'association sollicite une subvention de 10 000 €, soit 22,5 % du budget total.

Lors du Bureau métropolitain du 15 Avril 2021, l'association Cap Au Nord Entreprendre s'est vue octroyer une subvention de fonctionnement de 71 000 € répartie comme suit :

- 20 000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence pour les actions menées au titre de la compétence Développement Économique ;
- 51 000 € pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.

Compte tenu des objectifs de Cap Au Nord Entreprendre, il est proposé d'attribuer une subvention complémentaire de 10 000 € pour l'exercice 2021 au titre du développement économique sur l'action d'animation EIT.

Cette subvention complémentaire fera l'objet d'un avenant n°1 à la convention n° Z210477COV, cf. ci-joint.

Cette enveloppe totale de 10 000 € sera mobilisée sur l'État Spécial du Territoire - Conseil de Territoire de Marseille-Provence - (CT1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que la Métropole souhaite se doter d'une feuille de route en matière d'économie circulaire dont l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est un des axes et entend, pour l'initier, soutenir dans un premier temps certaines associations conduisant des démarches structurantes en la matière.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence approuve la délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à l'association Cap Au Nord Entreprendre pour son action dans le domaine de l'Écologie Industrielle Territoriale et l'approbation d'un avenant à la convention n° Z210477COV.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-452/21/CT

■ CT1 - Prise en compte de l'impact de la crise sanitaire sur la réalisation des missions à caractère économique de l'association Athelia Entreprendre

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19872/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Alors que l'ensemble des acteurs économique subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire la Métropole Aix-Marseille-Provence entend maintenir son soutien aux associations qui rencontrent des difficultés dans l'exécution de leurs missions, tout particulièrement lorsque celles-ci visent à accompagner les entreprises du territoire.

En raison de l'épidémie de covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leur activité, adapter, reporter ou annuler leur programme d'action. Dès lors, afin de les soutenir au mieux, la Métropole souhaite adapter les modalités et conditions de son intervention en appliquant la circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques.

Les Bureaux et Conseils de Territoires de la Métropole en date du 17 décembre 2019, du 19 décembre 2019, du 28 mai 2020, du 29 mai 2020 et du 31 juillet 2020 ont voté l'attribution de subventions de fonctionnement pour l'année 2020 au bénéfice de l'association suivante : Athélia Entreprendre

En raison de la crise sanitaire et de la période de confinement imposée, ces associations n'ont pu mettre en œuvre leur programme d'actions ou feuille de route conformément aux prévisions et ont été amenées à ajuster en conséquence leur budget prévisionnel. Or les soldes de subvention sont versés au prorata des dépenses effectivement réalisées par rapport au budget prévisionnel.

Aussi, afin de ne pas pénaliser les associations du fait de l'application de cette règle, il est proposé de modifier les termes du Règlement Budgétaire et Financier de la délibération mentionnée ci-dessous. Il s'agit de supprimer les clauses de proratisation dans l'objectif de permettre le versement total des subventions de fonctionnement global soit le solde de 2 000€ pour Athélia Entreprendre sur une subvention de 10 000€ validée par la délibération ci-dessous :

Délibération n° : ECO 054-7295/19 BM « Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Athelia Entreprendre de la zone d'activités de La Ciotat ».

Les montants des subventions attribuées par les Bureaux du 17 décembre 2019, du 19 décembre 2019, du 28 mai 2020, du 29 mai 2020 et du 31 juillet 2020 restent quant à eux, inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° ECO 054-7295/19 BM « Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Athelia Entreprendre de la zone d'activités de La Ciotat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- qu'au cœur de la société civile, les associations occupent une place essentielle dans la vie collective de la Nation et notre modèle de société.
- que les missions exercées par les associations sont essentielles pour accompagner la création d'entreprises et par voies de conséquences l'économie et le développement de notre territoire
- que les associations doivent faire face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire inédite que nous traversons
- que la Métropole Aix-Marseille-Provence se doit d'être aux côtés des associations qui rencontrent des difficultés dans l'exécution des projets et actions qu'elle soutien
- que chaque association citée précédemment a transmis une attestation sur l'honneur indiquant que son activité et l'atteinte des objectifs fixés par convention ont été impacté par la crise sanitaire que nous traversons

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la modification de la délibération n° : ECO 054-7295/19 BM visant à la suppression de la clause de révision du montant subventionné mentionné à l'article 58-4 du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 005-453/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à l'association Athelia Entreprendre pour son action dans le domaine de l'Écologie Industrielle Territoriale - Approbation d'une convention

MET_SISM 21/19805/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé, à travers le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R », sa volonté de répondre à un objectif impératif de transition écologique encourageant les circuits courts et l'économie circulaire. Le soutien aux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) dont l'objectif est d'optimiser les ressources sur un territoire à travers la mise en place de synergies entre acteurs, s'inscrit dans ce cadre.

A ce jour, aucune feuille de route métropolitaine n'a été définie sur le volet « EIT ». Cependant, un premier besoin a été identifié : soutenir les démarches portées par les Associations de Zones d'Activités (AZA) proactives.

La Métropole soutient déjà l'association PIICTO et propose de renforcer l'accompagnement des démarches infra-territoriales comme première action structurée sur le volet EIT, en répondant à la sollicitation de l'Association de Zone d'Activités (AZA) Athelia Entreprendre pour une subvention complémentaire en 2021, basée sur de l'animation.

En effet, pour que des synergies se concrétisent entre acteurs, la mise en place d'une démarche d'EIT nécessite une animation opérationnelle durant plusieurs mois et ce, en plusieurs phases. Il s'agit d'identifier les acteurs intéressés et les synergies potentielles, puis d'accompagner chaque synergie afin de lever les freins réglementaires, techniques et financiers pour permettre qu'elles se concrétisent. Cela s'inscrit sur le moyen terme avec la mobilisation d'un animateur dédié, voire de prestataires pour les accompagner, mais également sur le long terme afin de pérenniser la démarche et d'initier de nouvelles synergies. Plusieurs AZA proactives ont engagé des démarches avec des niveaux de maturité différents.

Sur le territoire Marseille Provence, Athelia Entreprendre a lancé son projet EIT dénommé "PHOENIX" en 2020 suite au soutien de la Région et de l'ADEME et sollicité un soutien de la Métropole, à travers sa demande de subvention de fonctionnement pour l'exercice 2021, concernant l'animation de ses démarches EIT.

Cette AZA, après avoir mis en place des solutions mutualisées de collecte de déchets, souhaite aller plus loin en lançant une démarche d'EIT ayant pour objectif d'identifier de nouvelles synergies inter-entreprises. Pour ce faire, elle doit mobiliser des prestataires en 2021 pour réaliser des diagnostics et être accompagnée dans l'animation territoriale.

Présentation de l'association Athelia Entreprendre

La zone d'activité Athelia de La Ciotat a été créée en 1987, simultanément à celles d'Aubagne et de Gémenos, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). La zone d'activité s'étendant sur près de 110 hectares regroupe aujourd'hui 300 entreprises de toutes tailles et plus de 4 000 salariés. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V de 24 ha dont la commercialisation est en cours ; l'objectif étant d'accueillir 1500 emplois supplémentaires à terme.

Athelia Entreprendre, association loi 1901 créée en 2002, est devenue un acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'Est métropolitain. C'est un partenaire de référence en matière de développement économique aux côtés des collectivités territoriales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Chiffres clés :

- 195 adhérents (représentant près de 65% des entreprises de la zone d'activité)
- 17 administrateurs
- 105 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 4 personnes (3 CDI et 1 alternant)

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement des entreprises adhérentes.

Sur la thématique environnement et énergie, des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis une double certification ISO 14 001 et 50 001 de la zone d'activité ainsi que l'obtention du label « Parc + ». L'association a souhaité aller plus loin dans ses actions et s'engager dans une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale afin de créer des synergies de flux entre entreprises et diminuer la consommation des ressources à l'échelle de la zone industrielle.

Le projet « PHOENIX, Vos flux ont une seconde vie » a fait l'objet d'un soutien en 2019 de la Région et de l'ADEME par le biais du cadre d'intervention « Pacte territorial pour la transition écologique et économique - Promouvoir la coopération et la mutualisation interentreprises par l'Ecologie Industrielle et Territoriale », à travers une subvention de 76 500 € pour la période allant de 2019 à 2022.

Une chargée de mission a été recrutée en Mai 2020 mais le projet a connu plusieurs retards du fait de la crise sanitaire.

Le projet Phoenix est structuré autour de 4 axes :

- Gestion des flux de matière
- Gestion de la biodiversité
- Mobilité durable
- Gestion énergétique

L'objectif de cette démarche est d'expérimenter des outils et actions de performance environnementale qui pourront ensuite être essaimés. Le cabinet Eco-Conseils Méditerranée accompagne le projet. 8 entreprises pilotes sont impliquées et ont réalisé des diagnostics de flux. Athelia Entreprendre, propose désormais la réalisation de diagnostics pour le reste des entreprises adhérentes de la zone afin de développer le panel de synergies de substitution ou de mutualisation possibles. L'objectif est d'en réaliser 30 au total.

Ces diagnostics alimentent ensuite la plateforme ACTIF (outil proposé par la CCIAMP) qui a pour objectif de faciliter l'identification d'opportunités de synergies interentreprises. Les résultats de ces diagnostics et des synergies qui auront été mises en avant seront formalisés dans un guide d'optimisation des flux pour chaque entreprise ayant participé à l'opération. Des outils de communication et de sensibilisation vont être également développés et fournis aux entreprises.

Des pistes de synergies ont déjà été identifiées :

- Récupération et valorisation de cartons et palettes
- Collecte mutualisée (mégots de cigarettes, masques jetables)
- Valorisation de biodéchets
- Groupement d'achat (consommables, espaces verts, maintenance)
- Don de mobilier, de bigs bags
- Mutualisation de main d'œuvre
- Réutilisation de déchets de céramiques
- Mise à disposition d'isolants rigides, de matériaux de BTP
- ...

Une application type « Le BonCoin » spécial Athelia est en cours de développement, en lien avec la refonte du site web existant. Elle permettra de faciliter les échanges sur les zones que ce soit de la matière, du matériel ou encore la mise à disposition ou location de ressources comme des salles de réunion inutilisées ou encore les parkings.

L'association souhaite aujourd'hui pouvoir continuer à travailler et préserver les synergies qui auront été identifiées lors de ce projet même après la fin du versement des subventions de la part de l'ADEME et la Région PACA et recherche dès à présent des subventions pour pérenniser le projet en 2022. L'objectif est de faire en sorte que l'écologie industrielle et territoriale puisse faire partie intégrante du parc d'activités au travers des services et de l'expertise proposée par la commission environnement énergie de l'Association Athelia Entreprendre

Pour l'exercice 2021, le budget de l'action EIT de Athelia Entreprendre a été estimé à 112 206 € et l'association sollicite une subvention de 5 000 € auprès de la Métropole, soit 4,45 % du budget total.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Lors du Bureau métropolitain du 15 Avril 2021, l'association Athelia Entreprendre s'est vue octroyer une subvention de fonctionnement de 20 000 € répartie comme suit :

- 10 000 € par le Conseil de Territoire Marseille Provence, pour les actions menées au titre de la compétence Développement Économique ;
- 10 000 € pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.

Compte tenu des objectifs de l'association Athelia Entreprendre, il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 € pour l'exercice 2021 au titre du développement économique sur l'action d'animation EIT et en complément de la subvention déjà attribuée lors du bureau métropolitain du 15 Avril 2021.

Les subventions attribuées en 2021 feront l'objet d'une convention avec Athelia Entreprendre, cf. ci-joint, le montant global des subventions ayant dépassé le seuil des 23 000 €.

Cette enveloppe complémentaire de 5 000 € sera mobilisée sur l'État Spécial du Territoire - Conseil de Territoire de Marseille-Provence - (CT1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que la Métropole souhaite se doter d'une feuille de route en matière d'économie circulaire dont l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) est un des axes et entend, pour l'initier, soutenir dans un premier temps certaines associations conduisant des démarches structurantes en la matière.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée au titre de l'exercice 2021 :

- Une subvention complémentaire de 5 000 € à l'association Athelia Entreprendre.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée relative à l'octroi de ladite subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 5 000 € sur l'État Spécial du Territoire Conseil de Territoire Marseille-Provence en section de fonctionnement, sous politique B370 – chapitre 65 - nature 65748 - fonction 67

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 006-454/21/CT

■ CT1 - Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Grand Luminy

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 21/19858/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La santé est une des filières d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies, et plus particulièrement l'immunologie, sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germande, Bilhi Genetics, Click4Tag, Coral Biome...).

Afin d'offrir un environnement favorable à la filière santé, et plus spécifiquement au développement des biotechnologies, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delage).

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'Association Grand Luminy depuis 2009 à hauteur de 90 000 € par an pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du village d'entreprises de MI-Biopark à Luminy. L'Association Grand Luminy loue 3 500 m² au sein du village d'entreprises de Luminy.

De par son rôle de pépinière, l'Association Grand Luminy propose aux sociétés laboratoires, bureaux, plateformes mutualisées, services administratifs une large gamme de services spécialisés autour des activités de R&D, dispensés par du personnel dédié.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

A ce dispositif permettant aux entreprises de concentrer leurs ressources sur leur cœur de métier, vient s'ajouter un accompagnement stratégique dispensé par des chargés de mission spécialistes de ce secteur d'activité pour travailler sur les questions de modèles économiques, Business Plan, recherche de financements, marketing & communication, etc.

Les entreprises hébergées bénéficient également de l'accès au réseau de professionnels de Grand Luminy, et aux différentes opérations organisées tout au long de l'année (interventions d'experts, réunions d'information, formations mutualisées, etc.).

L'Association Grand Luminy accueille aujourd'hui dans la pépinière quinze entreprises de pointe pour un effectif total de 98 salariés.

En plus du soutien financier apporté à l'Association Grand Luminy, la Métropole souhaite y adhérer. Cette adhésion lui permettra de participer aux Assemblées Générales et aux Conseils d'Administration et de suivre les activités de la pépinière.

L'association a pour objet statutaire :

- de promouvoir l'entrepreneuriat et d'accompagner dans leur développement les entreprises innovantes, plus particulièrement dans la filière biologie/santé et notamment sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- de contribuer à la promotion, l'animation et au développement du complexe scientifique, entrepreneurial, culturel et de loisirs de Marseille Luminy.

L'Association se compose uniquement d'adhérents, personnes physiques ou entités entrant dans l'une des catégories ci-après :

- **Etablissements d'enseignement supérieur, de recherche et de formation**

Etablissements d'enseignement supérieur, de recherche et de formation, ainsi que les entités sous leur tutelle, Associations d'enseignement ou de culture scientifique disposant d'une compétence spécifique ou d'un objet en lien avec les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la formation.

- **Entreprises innovantes et Structures d'accompagnement**

Entreprises innovantes et cabinets de conseil intervenant pour le compte d'entreprises innovantes, Organismes publics ou privés dont l'activité principale est dédiée à l'accompagnement des entreprises innovantes.

- **Usagers**

Adhérents ayant la qualité d'entreprise hébergée par l'Association à la date de leur adhésion ou du renouvellement de celle-ci.

- **Membres d'honneur**

Toute personne ayant rendu des services signalés à l'Association, et dont l'adhésion a été agréée en tant que telle.

- **Partenaires**

Collectivités territoriales, établissements publics ou autres organismes « financeurs », qui apportent à l'Association des concours, financiers ou en nature.

Les membres partenaires sont dispensés de cotisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les actions de l'Association Grand Luminy représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de soutien au développement de la filière santé ;
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend adhérer à l'Association Grand Luminy pour l'année 2021 ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole approuvant l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Grand Luminy.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 007-455/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de partenariat avec la Fédération Compagnonnique Régionale les Compagnons du Tour de France pour la réalisation de mobiliers urbains sur le centre sportif de Fontainieu - 13014 Marseille

Information du Conseil de Territoire DGEP 21/19877/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1^{er} janvier 2017 pour la gestion du Centre sportif de Fontainieu, situé dans le 14^e arrondissement de Marseille

Ce site est ouvert tous les jours de la semaine pour accueillir le public. Les installations sont également mises à disposition d'associations ou d'établissements scolaires dans le cadre de leur pratique sportive régulière ou de stages ainsi que pour l'organisation de formations.

Afin de doter le centre sportif Fontainieu de tables et de mobilier urbain permettant d'améliorer les conditions d'accueil du public, tout en étant en accord avec la politique métropolitaine visant à préserver les forêts de son territoire et à réduire la biomasse combustible afin de prévenir les incendies de forêt, il a été convenu d'utiliser le bois provenant des nombreux chantiers de coupe sur l'ensemble des massifs forestiers du territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « Milieux Forestiers » depuis l'approbation de la délibération ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017. La gestion de cette compétence lui permet de développer des actions permettant de préserver ses forêts et de mettre en place une politique incitative de valorisation de ces espaces.

Le bois, qui sera utilisé pour la création de ce mobilier urbain, a été coupé dans le cadre d'un marché de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie porté par la Direction Forêt de la Métropole. Le coût de cette prestation

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

s'est élevé à 7 750 € HT (9 300 € TTC). Ce bois provient du massif du Concors Sainte Victoire et du massif Montaignet. Par la suite, le sciage du bois en planche, le séchage du bois ainsi que le transport du bois jusqu'au Centre Sportif de Fontainieu a été réalisé dans le cadre du marché T212042A00, intitulé « Valorisation de bois brut destiné à des chantiers d'insertion sur le site du Centre Sportif de Fontainieu » établi par le service équipements sportifs. Ce marché, notifié le 17/03/2021, a été attribué à Monsieur Serge Jourdan, Entrepreneur de travaux Forestiers pour un montant de 17 250 € HT (soit 20 700 € TTC)

Ainsi, afin de mettre en œuvre ce projet, la Métropole AMP souhaite s'appuyer, via une convention de partenariat sur l'expérience et le savoir-faire d'un organisme réputé (La Fédération Compagnonnique Régionale "les Compagnons du Tour de France") permettant d'utiliser le stock de bois existant sur le site du centre sportif de Fontainieu dans le but de fabriquer divers mobiliers urbains.

La FCR s'engage à assembler sur le site de Fontainieu le mobilier urbain à l'aide du bois mis à disposition gracieusement par la Métropole, à savoir 3 bancs simples et 4 tables avec bancs attenants. Il est précisé que le bois présent sur site a déjà été prédécoupé par le scieur aux dimensions choisies par la Métropole.

Les articles de quincaillerie nécessaires à l'assemblage du mobilier sont fournis par la Métropole. Le coût de ces articles est estimé à 500 € TTC et sera financé par le budget alloué au fonctionnement du site de Fontainieu (budget du Territoire Marseille Provence).

Par ailleurs, il est important de noter que la FCR se dégage de toute responsabilité liée à l'installation ou la fixation au sol du dit mobilier.

Chaque mobilier sera gravé avec le logo de la Métropole AMP et celui de la FCR.

Une communication sur le partenariat entre la Métropole et la FCR sera mise en place dans le cadre d'une communication interne et externe, dans tout média (presse, internet, etc.) et sur tout type de support.

La convention de partenariat est conclue pour l'année scolaire 2021/2022 à compter de sa date de signature et à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du conseil de la métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition et modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales ;
- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La notification du 17 mars 2021 du marché n° T212042A00 « Valorisation de bois brut destiné à des chantiers d'insertion sur le site du Centre Sportif de Fontainieu ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au partenariat proposé avec la Fédération Compagnonnique Régionale répond à la volonté d'amélioration d'accueil au public du centre sportif de Fontainieu en accord avec la politique forestière menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération d'approbation d'une convention de partenariat avec la Fédération Compagnonnique Régionale Les Compagnons du Tour de France pour la réalisation de mobiliers urbains sur le centre sportif de Fontainieu - 13014 Marseille.

TCESDE 008-456/21/CT

■ **CT1 - Octroi d'une subvention à l'association Les amis du Théâtre Silvain et de l'art contemporain pour l'organisation du Festival des mots et des étoiles les 19, 20 et 21 juillet 2021 au château BORELY à Marseille**

DCOM 21/19359/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Créé en 2011 par MCO Congrès avec l'appui de l'association des Amis du Théâtre Silvain, le Festival des Mots des Etoiles a toujours eu pour vocation de donner accès à une nouvelle offre théâtrale au plus grand nombre grâce à une programmation variée et accessible, des billets vendus à tarif mesuré, un lieu citoyen ouvert sur la ville et la mer.

Son développement rapide et solide a mis à jour une forte attente du public pour le type de pièces proposées à une période de l'année où les autres lieux de programmation théâtrale sont pour beaucoup fermés. Plus de 4 000 spectateurs sont au rendez vous chaque année dans l'arène à ciel ouvert du théâtre Sylvain à Marseille.

Cette année, l'édition 2021 aura lieu au château BORELY du 19 au 21 juillet 2021.

L'association a été soutenue les années précédentes, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2021 dossier Astre N°2021_00078.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association Les amis du Théâtre Silvain et de l'art contemporain une subvention d'un montant de 20 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'action spécifique à l'association Les amis du Théâtre Silvain et de l'art contemporain d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2021.

Article 2 :

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec l'association Les amis du Théâtre Silvain et de l'art contemporain.

Article 3 :

Monsieur Le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant dûment habilité, est autorisée à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, chapitre 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 13 DÉCEMBRE 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 DÉCEMBRE 2021

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Valérie BOYER - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Lyece CHOULAK - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Alexandre DORIOU - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Audrey GARINO - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Férouz MOKHTARI - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Grégory PANAGOUDES - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Ulrike WIRMINGHAUS.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Marion BAREILLE représentée par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Romain BRUMENT représenté par Julien BERTEI - Martin CARVALHO représenté par Denis ROSSI - Hervé MENCHON représenté par Aïcha SIF - Eric MERY représenté par Mathilde CHABOCHE - André MOLINO représenté par Michel ILLAC - Didier PARAKIAN représenté par Laure-Agnès CARADEC - Benoît PAYAN représenté par Anthony KREHMEIER - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Nadia BOULAINSEUR - Emmanuelle CHARAFE - Jean-Marc COPPOLA - Samia GHALI - Sophie GUERARD - Eric LE DISSES - Bernard MARANDAT - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Lionel ROYER-PERREAUT - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL.

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-457/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une exonération de la redevance d'occupation du Domaine Public 2022 pour l'Etablissement français du Sang lors de ses campagnes de collecte sur le Vieux Port de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DVDPAG 21/19954/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etablissement Français du Sang (EFS) est un établissement public administratif de l'Etat, sous tutelle du Ministère de la Santé. Il a en charge de collecter, préparer, qualifier et distribuer les produits sanguins en vue de leur transfusion. Il est donc le garant de la sécurité de la chaîne transfusionnelle, du donneur au receveur. L'EFS contribue ainsi à une mission sanitaire d'intérêt public

A ce titre, l'EFS organise régulièrement des campagnes de collecte sur des sites extérieurs à ses établissements habituels et notamment sur le Vieux Port de Marseille.

Sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite autoriser l'EFS à s'implanter sur le domaine public du Vieux-Port.

L'article L.2125-1 du CG3P prévoit des exceptions limitatives au caractère onéreux de l'occupation privative du domaine public, notamment la possibilité que certaines occupations privatives du domaine public soient consenties à titre gratuit, lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous.

L'occupation par l'EFS du domaine public du Vieux-Port remplit ces conditions de gratuité. Il est donc envisagé d'exonérer du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation du domaine public, l'Etablissement Français du Sang (EFS) lors de ses différentes campagnes de collecte sur le Vieux-Port de Marseille durant toute l'année 2022.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM
du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'ESF exerce une mission sanitaire d'intérêt public qui bénéficie gratuitement à tous ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver une exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'Etablissement Français du Sang (EFS) lors de ses différentes campagnes de collecte sur le Vieux-Port de Marseille pour l'année 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur l'exonération du paiement de la redevance perçue au titre du droit d'occupation du domaine public, pour l'Etablissement Français du Sang (EFS) lors de ses différentes campagnes de collecte sur le Vieux Port de Marseille pour l'année 2022.

FET 002-458/21/CT

■ CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décisions Modificatives de l'exercice 2021

Avis du Conseil de Territoire

DBP 21/20046/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur la dernière décision modificative des budgets annexes du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2021.

La présente décision modificative concerne uniquement le budget annexe « Ports de Plaisance ». En section d'investissement, suite à l'intégration de la darse du J4, près du Mucem, il convient de réajuster les écritures d'ordre sur l'exercice.

Sur la section de fonctionnement, il s'agit d'un transfert de crédits entre chapitres, suite à la condamnation de la Métropole dans le dossier NAVIMUT.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative n° 3 du budget annexe « Ports de Plaisance ».

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les autres budgets annexes ne sont pas concernés par cette décision modificative. La maquette budgétaire du budget « Ports de Plaisance » est jointe en annexe.

Equilibre de la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Ports de Plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	19 467 463,34 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-141/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire

Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 001-001/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire

Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-086/21/CT du 13 Avril 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°2 des budgets annexes du Territoire

Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-206/21/CT du 1^{er} juin 2021 portant approbation des Décisions Modificatives des budgets annexes du Territoire

Marseille Provence.

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 002-298/21/CT du 5 octobre 2021 portant approbation du budget supplémentaire 2021 des budgets annexes du Territoire

Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décisions Modificatives n°3 de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur les Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décisions Modificatives n°3 de l'exercice 2021 ;
- La nécessité de procéder à des réajustements au sein du budget « Ports de Plaisance ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la décision modificative n° 3 de l'exercice 2021 du budget annexe « Ports de Plaisance » du Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-459/21/CT

■ CT1 - Budget annexe Collecte et traitement des déchets du Territoire Marseille Provence - Approbation de la décision modificative n°4 de l'exercice 2021

Information du Conseil de Territoire DBP 21/20058/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en section de fonctionnement et d'investissement du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » du Territoire de Marseille-Provence :

Equilibre de la Décision Modificative de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire de Marseille-Provence :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	-970 000 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	- 2 308 695 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 004-142/20/CT du 15 Décembre 2020 portant approbation du Budget primitif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 002-002/21/CT du 16 Février 2021 portant approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 003-204//21/CT du 1er Juin 2021 portant approbation des comptes administratifs de l'exercice 2020 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la décision modificative de l'exercice 2021 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets » du Territoire de Marseille Provence, arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

FET 004-460/21/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Adoption de la dernière décision modificative de l'exercice 2021 DBP 21/20057/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Etat Spécial du territoire Marseille-Provence, voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Cette décision modificative, la dernière de l'exercice 2021 ne concerne que la section d'investissement.

Elle tient compte d'ajustements techniques à somme nulle entre différentes opérations, constitués par la réduction de crédits de paiement sur certaines opérations en fonction de leur avancement et l'augmentation de crédits de paiement rendue nécessaire par la progression de certaines réalisations.

Il n'y a aucune variation des dotations de gestion, ainsi, après les ajustements relatifs à cette décision modificative, les dotations de gestion à l'Etat Spécial du Territoire s'élèvent à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 92 241 572,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 152 903 757,30 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2021 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland Giberti en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FET 001-107/20/CT du 17 novembre 2020 approuvant le budget primitif 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 001-107/21/CT du 16 Février 2021 approuvant la décision modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 006-207/21/CT du 01 juin 2021 approuvant la décision modificative n°2 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 004-300/21/CT du 5 octobre 2021 approuvant le budget supplémentaire de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de réajuster les crédits de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial du Territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la décision modificative n°3 de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	00,00 euros
Section d'Investissement	00,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-461/21/CT

■ CT1 - Budget Primitif 2022 - Approbation des budgets annexes du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 21/19978/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2022. Ces budgets annexes sont établis :

- Selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Opérations d'aménagements » ;
- Selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération, ainsi que les maquettes budgétaires.

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 19 204 176,41 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 34 626 668,46 euros

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 30 809 035,97 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 36 433 335,91 euros

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Ports de plaisance » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 11 264 476,79 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 5 444 548,95 euros

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 2 104 387,10 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 771 424,49 euros

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Opérations d'aménagement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 75 495 539,26 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 82 409 555,46 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Territoire de Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budget Primitif 2022 - Approbation des Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur le Budget Primitif 2022 - Approbation des Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le Budgets Primitifs 2022 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-463/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 Réhabilitation 122 Canebière

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19941/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 – Réhabilitation 122 Canebière » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le programme des travaux de réhabilitation structurelle du 122 Canebière doit être revu en raison de l'apparition d'aléas de chantier.

En effet, le chantier a dû être suspendu suite à l'apparition de fissures dans les bâtiments mitoyens, et à l'intervention de l'expert désigné par le Tribunal Administratif.

Le projet a dû être intégralement réétudié, afin d'avoir une intervention minimale sur la structure du bâtiment, nécessitant des études supplémentaires, et impliquant des choix plus contraignants et plus onéreux pour la reprise des planchers.

De plus, l'Architecte des Bâtiments de France, suite à sa visite sur site, a demandé à ce que les fenêtres sur rue datant du 18^{ème} siècle soient conservées et rénovées, en les doublant par des fenêtres intérieures pour traiter la thermique du bâtiment.

Cela représente un surcoût important, et a nécessité une nouvelle étude spécifique par un architecte du patrimoine.

Aussi, l'opération d'investissement n°2019104200 "Réhabilitation 122 Canebière" inscrite au budget pour un montant de 800 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 191011BP du programme 01, doit être révisée à hauteur de 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 200 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 Canebière ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 Canebière » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 Canebière ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 007-464/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à MARSEILLE 13013 - Aménagement de l'avenue Alphonse Daudet

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/20025/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage la requalification de l'avenue Alphonse Daudet et de la place de l'église située à Marseille (13013).

En 2015, une première approche du projet souhaitée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portait sur la requalification des rues du noyau villageois (avenue Alphonse Daudet et boulevard des Tilleuls) afin de rendre les trottoirs plus circulables et faciliter la circulation des bus.

Par la suite, le programme de travaux a fortement évolué. L'opération a ouvert son périmètre à l'aménagement de la place Emile Zola, située au droit de l'église à l'intersection du boulevard des Tilleuls.

Cette évolution quantitative du projet prévoit également un traitement qualitatif pour mettre l'accent notamment sur la place de l'église Saint Just (surface d'environ 2 350 m²). La pose d'un revêtement qualitatif en dallage de calcaire et

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

pavage de gré, revêtement sur l'intégralité de l'espace piétonnisé. Ce traitement permettra de valoriser l'église et les pieds de façades, ce qui représente un surcoût mais assure un aménagement pérenne. Par ailleurs, le trottoir de la rue Alphonse Daudet, au droit de la place sera élargi pour des mesures de sécurité et totalement rénové.

Tous ces éléments entraînent un coût plus important qu'initialement.

En raison de ces différents surcoûts, l'opération d'investissement n°2011101000 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'avenue Alphonse Daudet » inscrite au budget pour un montant initial de 500 000 € doit être revalorisée de 350 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 850 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2011101000 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'avenue Alphonse Daudet » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2011101000 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'avenue Alphonse Daudet » ;
- Qu'il convient de procéder à l'aménagement l'avenue Alphonse Daudet et de la place de l'église située à Marseille (13013).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2011101000 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'avenue Alphonse Daudet » pour un montant de 350 000 € TTC portant le montant de l'opération de 500 000 € à 850 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 141141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 008-465/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à MARSEILLE 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20026/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise dans le 12ème arrondissement de la Ville de Marseille.

Le projet initial prévoyait l'aménagement de ces deux axes viaires.

Par délibération n°VOI 010-5278/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018, une autorisation de programme d'un montant de 2 000 000 € a été créée. Elle a été revalorisée par délibération n°VOI 002-8043/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 à hauteur de 2 900 000 €.

En cours de phase études, le périmètre de l'opération a notablement évolué.

Ainsi, la surface à réaménager représente désormais une superficie de près de 7 100 m². Les travaux comprendront :

- sur la rue Meisserel : la reprise des revêtements de surface en enrobé et report de stationnements ;
- sur la rue Montaigne : le remplacement des bordures de trottoirs existantes par des bordures en pierres calcaires avec reprise des revêtements de trottoirs en béton désactivé et chaussée en enrobé ;
- le remplacement du revêtement de la chaussée de la place de l'Eglise de Saint Barnabé par de l'enrobé ;
- le remplacement du revêtement dégradé de la place de l'Eglise par des pavés en calcaires

En outre, la rue Montaigne est une rue très dynamique et commerçante, elle comporte de nombreuses habitations. En coordination avec le service des arrêtés de la Ville de Marseille, de la RTM, des riverains, des commerçants et de la Mairie de Secteur, il a été convenu, pour limiter la gêne occasionnée lors de la réalisation des travaux, que ceux-ci soient exécutés en différentes phases dont certaines de nuits. Ce nouveau phasage nécessite un ajustement des études et du coût.

En raison de ces contraintes techniques, de l'augmentation du périmètre d'aménagement et du traitement plus qualitatif de celui-ci, l'opération d'investissement n°2019103500 intitulée « Marseille 13012 – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise » inscrite au budget pour un montant initial de 2 900 000 € doit être revalorisée de 600 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 500 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019103500 intitulée « Marseille 13012 – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019103500 intitulée « Marseille 13012 – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise » ;
- Qu'il convient de procéder à la requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise à Marseille (13012).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019103500 intitulée « Marseille 13012 – Requalification de la rue Montaigne et de la place de l'Eglise » pour un montant de 600 000 € TTC portant le montant de l'opération de 2 900 000 € à 3 500 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 009-466/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à ROQUEFORT-LA-BEDOULE - Poursuite Aménagement Parc Activités Plaine du Caire I et II

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/20027/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement du parc d'activités de la Plaine du Caire I et II comprenant l'aménagement et la requalification d'une partie de l'avenue des Carrières (entre la RD559 et le n°308 de l'avenue).

En effet l'extension de la zone d'activités nécessite la requalification de cette avenue qui présente un fort trafic de poids lourds.

Cet axe principal présente un profil routier, dépourvu de cheminement piétons, de stationnement et de piste cyclable.

Afin de procéder à la requalification de cette partie de voie, la Métropole a proposé un aménagement de voirie réalisé en trois tronçons :

- Tronçon 1, élargissement de l'emprise par la création d'un mur de soutènement pour l'aménagement d'un trottoir et d'une piste cyclable (375ml de voie soit 3 450 m² à traiter),
- Tronçon 2, élargissement par la mise en place de murets en Gabions pour assurer la continuité du cheminement piétons et cyclable (420ml de voie soit 3 864 m² à traiter),
- Tronçon 3, prolongement du cheminement piétons et création de places de stationnements (230ml de voie soit 3 381 m² à traiter).

L'opération d'investissement fait l'objet actuellement d'une autorisation de programme n°2002161500 pour un montant de 927 194 €.

Compte tenu du linéaire de voirie concerné dépassant le kilomètre de voirie, et, de l'élargissement des emprises nécessitant la réalisation de murs de soutènement sur 400 mètres linéaires, une revalorisation de l'autorisation de programme apparaît nécessaire.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève sur la base du projet réalisé en trois phases à 4 500 000 €.

En conséquence, l'opération d'investissement n°2002161500 intitulée « Roquefort-La-Bedoule – Poursuite Aménagement Parc Activités Plaine du Caire I et II » inscrite au budget pour un montant initial de 927 194 € doit être revalorisée de 3 572 806 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 500 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2002161500 intitulée « Roquefort-La-Bedoule – Poursuite Aménagement Parc Activités Plaine du Caire I et II » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2002161500 intitulée « Roquefort-La-Bedoule – Poursuite Aménagement Parc Activités Plaine du Caire I et II » ;
- Qu'il convient de procéder à l'aménagement et la requalification d'une partie de l'avenue des Carrières (entre la RD559 et le n°308 de l'avenue) dans le cadre de l'aménagement du parc d'activités de la Plaine du Caire I et II sur la commune de Roquefort-la-Bedoule.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2002161500 intitulée « Roquefort-La-Bedoule – Poursuite Aménagement Parc Activités Plaine du Caire I et II » pour un montant de 3 572 806 € TTC portant le montant de l'opération de 927 194 € à 4 500 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 010-467/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à CEYRESTE - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20033/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement du haut de l'avenue Eugène Julien sur la commune de Ceyreste.

Ce nouvel aménagement, sur environ 350m, a pour objectifs la sécurisation des déplacements des modes doux, la formalisation de places de stationnement et la réduction de la vitesse des véhicules depuis le chemin du Garlaban jusqu'au parking du centre aéré.

Le projet prévoit l'aménagement d'une chaussée à double sens de largeur 5 mètres contiguë avec une bande cyclable montante de largeur 1,50 mètres matérialisée par un marquage au sol et un revêtement de teinte différente portant la largeur totale à 6,50m.

Un trottoir continu de largeur 1,80 mètres minimum sera aménagé côté Est. Le stationnement au droit du camping sera rétabli et de nouvelles places de stationnement seront créées. Elles pourront être longitudinales ou en bataille en fonction de l'emprise disponible.

Par délibération n°VOI 015-5469/19/BM du Bureau de Métropole en date du 28 février 2019, une autorisation de programme d'un montant de 1 500 000 € a été créée.

Lors de la réalisation des études, il est apparu nécessaire d'élargir le profil en travers pour intégrer une bande cyclable ce qui a eu pour conséquence d'augmenter la surface à aménager.

En outre divers aménagements ont dû être ajoutés en phase conception. Ainsi, l'aménagement paysager du site, le réseau d'arrosage des espaces verts, les acquisitions foncières, les caractéristiques géologiques du site (terrain rocheux calcaire), la réalisation de murs de soutènement, le réseau d'éclairage, les réseaux fibre optique, le déplacement d'un poste transformateur et l'absence d'exutoire sur lequel se raccorder, ont nécessité une prise en compte de travaux complémentaires.

Ainsi, l'opération d'investissement n°2019104100 intitulée « Ceyreste – Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien » inscrite au budget pour un montant initial de 1 500 000 € doit être revalorisée de 1 200 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 2 700 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération 2019104100 intitulée « Ceyreste - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération 2019104100 intitulée « Ceyreste - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien » ;
- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien sur la commune de Ceyreste.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération 2019104100 intitulée « Ceyreste - Aménagement du Haut de l'avenue Eugène Julien » pour un montant de 1 200 000 € TTC portant le montant de l'opération de 1 500 000 € à 2 700 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2022 et suivants de l'EST du Conseil de Territoire Marseille Provence: Opération 2019104100 -Autorisation de Programme 191141BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit : CP Exercices antérieurs : 17 644 €

CP Année 2022 : 600 000 €

CP Année 2023 : 2 082 356 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 011-468/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à MARSEILLE 13016 - Aménagement de la place Maletterre

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/20038/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement de la place Maletterre et de la rue de la convention adjacente à la place, dans le 16ème arrondissement de la Ville de Marseille.

Le projet nécessite un traitement du sol accessible aux personnes à mobilité réduite devant l'église.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Les stationnements seront conservés sur les deux contre-allées de l'église, qui seront traitées en plateaux uniques.

La surface totale de requalification est de 900 m² pour la place et 310 m² pour la rue de la convention.

Par délibération n°VOI 013-3382/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 14 décembre 2017, une autorisation de programme d'un montant de 450 000 € a été créée. Une revalorisation du montant de l'autorisation de programme à hauteur de 500 000 € a été réalisée par délibération n°VOI 005-5273/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018

Un traitement qualitatif en cours d'études, a été souhaité pour mettre l'accent sur cette place emblématique du quartier de l'Estaque.

Ainsi, la pose d'un revêtement en pierre naturelle recouvrant l'intégralité de l'espace piétonnisé a été retenu pour valoriser l'église et les pieds de façades, ce qui représente un surcoût financier mais assure un aménagement pérenne. Par ailleurs, du mobilier supplémentaire (rampe handicapé, bancs, fontaine), des arbres et diverses reprises de l'existant (emmarchements, garde-corps du belvédère) se sont ajoutés au projet.

Toutes ces modifications techniques nécessitent une révision de l'enveloppe financière allouée à l'opération.

En conséquence, l'opération d'investissement n°2018100900 intitulée « Marseille 13016 - Aménagement de la place Maletterre » inscrite au budget pour un montant de 500 000 € doit être revalorisée de 130 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 630 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2018100900 intitulée « Marseille 13016 - Aménagement de la place Maletterre » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2018100900 intitulée « Marseille 13016 - Aménagement de la place Maletterre » ;
- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la place Maletterre à Marseille (13016).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2018100900 intitulée « Marseille 13016 - Aménagement de la place Maletterre » pour un montant de 130 000 € TTC portant le montant de l'opération de 500 000 € à 630 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 181141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 012-469/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à ALLAUCH - Aménagement du Cours du Onze Novembre - Correction d'erreur matérielle Délibération URBA 036-10172/21/CM du 4 Juin 2021**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20040/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage de requalifier la traversée du Vieux Village d'Allauch, en continuité des travaux réalisés en 2009 sur la partie basse et sur la partie haute (travaux réalisés de septembre 2013 à juillet 2015), dans le respect et la mise en valeur du caractère provençal du site.

L'opération de travaux porte sur le Cours du Onze novembre, les rues Frédéric Cheillon et Fernand Rambert et la place Benjamin Chappe.

Le coût prévisionnel global des travaux est de 2 500 000 € HT. Les travaux pourront être réalisés en deux tranches :

Tranche 1 : Cours du Onze novembre : 1 850 000 € HT

Tranche 2 : Rues Cheillon, Rambert et place Chappe : 650 000 € HT

Le Cours du Onze novembre représente un vaste espace (4500 m² environ) situé aux portes de la vieille Ville d'Allauch, dans un environnement présentant par ailleurs de fortes contraintes topographiques. A ce jour, il est presque exclusivement affecté à la circulation automobile. La Métropole envisage aujourd'hui de requalifier cet espace dans le cadre d'un aménagement qualitatif, afin de le restituer aux usagers piétons et d'en faire le siège de prestations à même de redynamiser le centre-ville (manifestations, marché...).

Les rues Frédéric Cheillon et Fernand Rambert (2500 m² environ) permettent de traverser en sens unique le Village d'Allauch, entre la Cours du Onze novembre et la place Beléou. Ces voies desservent en outre la principale rue

commerçante du Village. La réfection qualitative de cet axe s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Avenue Marcel Pagnol, en 2019, et du projet de requalification du Cours du Onze novembre.

Par délibération, n°URBA 036-10172/21/CM en date du 4 juin 2021, le Conseil de la Métropole a adopté la création d'une autorisation de programme à hauteur de 2 500 000 € TTC. Une erreur matérielle a été relevée concernant ce montant qui correspond à la partie hors taxes des travaux et non au montant TTC prévisionnel des travaux.

En raison de cette erreur, il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de l'opération d'investissement l'opération n°2021104800 intitulée « Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre ». Cette opération, inscrite au budget pour un montant initial de 2 500 000 € doit être revalorisée de 500 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 €. Cette revalorisation permettant de prendre en compte le montant de TVA (20% du montant HT des travaux).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2021104800 intitulée « Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2021104800 intitulée « Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre » ;
- Qu'il convient de rectifier l'erreur matérielle soulevée dans le cadre de l'établissement du montant de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du Cours du Onze Novembre à Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

revalorisation et l'affectation de l'opération n°2021104800 intitulée « Allauch - Aménagement du Cours du Onze Novembre » pour un montant de 500 000 € TTC portant le montant de l'opération de 2 500 000 € à 3 000 000 €, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 211141BP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 013-470/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement MARSEILLE 13014 - Aménagement du chemin des Bessons

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20024/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix Marseille Provence envisage de requalifier le chemin des Bessons entre le Boulevard Anatole de la Forge et la voie d'accès à la carrière de Sainte Marthe, situé sur la commune de Marseille (13014).

L'aménagement concerne une longueur 1 300 mètres linéaires ce qui représente une surface d'environ 14 500m².

Du fait d'une circulation importante de poids lourd notamment, le projet consiste à sécuriser les cheminements piétons, à organiser le stationnement et à intégrer un aménagement cyclable.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022101900, intitulée « MARSEILLE 13014 - Aménagement du chemin des Bessons » doit être créée et affectée pour un montant de 200 000 euros TTC inscrite au Budget Primitif 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études préalables et la maîtrise d'œuvre en phase conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101900 intitulée MARSEILLE 13014 - Aménagement du chemin des Bessons ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101900 intitulée MARSEILLE 13014 - Aménagement du chemin des Bessons ;
- Qu'il convient de procéder à la requalification du chemin des Bessons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101900 intitulée « MARSEILLE 13014 - Aménagement du chemin des Bessons » pour un montant de 200 000euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 014-471/21/CT■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement MARSEILLE 13014 - NPNRU - Requalification de l'avenue Raimu

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/20044/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage la requalification de l'avenue Raimu, dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du Grand Saint-Barthélemy - Grand Malpassé.

L'opération consiste à requalifier l'avenue Raimu entre l'avenue Alexandre Ansaldi et l'avenue Salvador Allende, ainsi que les rues de Beaucaire et de La Crau et de les connecter à l'avenue Raimu.

L'opération comprend, aussi, la création d'une place au nord de la Plaine des Loisirs et l'aménagement des deux parvis des écoles du groupe scolaire Emile Vayssière, du parvis du théâtre du Merlan et de l'escalier reliant le théâtre du Merlan à la Plaine des Loisirs.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La requalification de l'avenue Raimu se traduira essentiellement par la réduction du profil actuel de 2x2 voies à deux voies de circulation, deux sens confondus. Cette réduction du profil permettra d'aménager un site propre pour les bus, créer des places de stationnement, accompagner l'aménagement par des plantations et créer une piste cyclable bidirectionnelle répondant ainsi à l'objectif du Plan Vélo (ligne 4 « Nord »).

En conséquence, une opération d'investissement n°2022102600, intitulée « MARSEILLE 13014 - Requalification de l'avenue Raimu » doit être créée et affectée pour un montant de 750 000 euros TTC inscrite au Budget Primitif 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études préalables et la maîtrise d'œuvre en phase conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102600 intitulée « MARSEILLE 13014 - Requalification de l'avenue Raimu » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102600 intitulée « MARSEILLE 13014 - Requalification de l'avenue Raimu » ;
- Qu'il convient de procéder à l'aménagement la requalification de l'avenue Raimu, dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102600 intitulée « MARSEILLE 13014 - Requalification de l'avenue Raimu » pour un montant de 750 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 015-472/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rénovation et création de fontaines à boire sur le Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20030/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence assure la gestion et l'amélioration du parc des fontaines à boire sur le Territoire Marseille Provence, incluant les opérations de création, de remplacement, de valorisation, d'amélioration (circuit fermé, économies d'eau), et d'opérations courantes.

Ces actions menées ont également une finalité écologique : économies d'eau, voire optimisation des consommations électriques et sont susceptibles de bénéficier de subventions, qui seront sollicitées auprès des partenaires concernés (Europe, Département, Région).

Afin d'identifier les prestations et travaux réalisés, la création d'une opération d'investissement est nécessaire.

En effet, actuellement, outre le fait que ces ouvrages sont anciens et vétustes, le parc de fontaines est en augmentation, soit lors des aménagements structurants et requalification menées sur le territoire (Jarret, Centre-ville, etc), soit par la création de nouveaux points de fontaines à boire: création de nouveaux points d'eau, mise en conformité (économies et gestion de l'eau) des points existants.

Le parc est vieillissant et demande un investissement sur les fontaines les plus anciennes.

Par ailleurs, il est nécessaire d'améliorer le parc existant - notamment pour des raisons d'économies d'eau - en réalisant des suppressions de fontaines à boire en eau perdue, par des fontaines à boutons ou mise en place de fontaines en eau recyclée, afin de les transformer en fontaines ornementales (exemple des fontaines Delibes et Treille à Marseille).

En conséquence il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2022101800, intitulée

« Rénovation et création de fontaines à boire sur le territoire Marseille Provence » pour un montant de 1 200 000 euros TTC inscrite au Budget Primitif de 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022101800 intitulé « Rénovation et création de fontaines à boire sur le Territoire Marseille Provence » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l’affectation de l’opération d’investissement n°2022101800 intitulé « Rénovation et création de fontaines à boire sur le Territoire Marseille Provence » ;
- Qu’il convient de procéder à la rénovation et à la création de fontaines à boire sur le Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022101800 intitulé « Rénovation et création de fontaines à boire sur le territoire Marseille Provence » pour un montant de 1 200 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 016-473/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à PLAN DE CUQUES - Aménagement parking Bailet

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DRMVEP 21/20028/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage la création d'un parking et la sécurisation des cheminements deux roues et piétons sur la rue Baillet, dans un secteur en pleine expansion urbaine, le long d'un projet de parc municipal de la commune de Plan-de-Cuques.

Une autorisation de programme d'un montant de 500 000 € a été créée et affectée par délibération n°VOI 017-5285/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018.

Le programme initial comprenait la création d'un parking fonctionnel dénué d'espaces verts et d'aménagement cyclable.

En cours d'études, le projet a connu des modifications importantes en matière d'aménagements paysagers et cyclables. Le projet comprend les aménagements des abords de ce parking. Ainsi, la plantation de nouveaux arbres et le renforcement végétal général du site permet une meilleure insertion du projet dans son environnement. De plus le traitement des sols offrira une porosité accrue afin de s'inscrire dans une démarche environnementale de qualité. Enfin, une voie verte sera créée avec l'intégration des arbres existants. Des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux pluviales viendront compléter l'aménagement.

Dans ces conditions, le coût prévisionnel de l'opération, suivant le nouveau programme est estimé à 1 000 000 € TTC.

En conséquence, l'opération d'investissement n°201900700 intitulée Plan-de-Cuques Aménagement parking Baillet inscrite au budget pour un montant initial de 500 000 € doit être revalorisée de 500 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 000 000 €. Cette revalorisation permettra de tenir compte des montants d'étude, de travaux et des reconnaissances techniques préalables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et l'affectation de l'opération n° 2019100700 intitulée « Plan-de-Cuques - Aménagement parking Bailet ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à PLAN DE CUQUES - Aménagement parking Bailet ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la revalorisation et l'affectation de l'opération n° 2019100700 intitulée Plan-de-Cuques - Aménagement parking Bailet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération n°2019100700 intitulée Plan-de-Cuques – Aménagement parking Bailet pour un montant de 500 000 € TTC portant le montant de l'opération de 500 000 euros à 1 000 000 euros, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141BP.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 017-474/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20035/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La Métropole Aix-Marseille Provence assure l'entretien et des travaux de grosses réparations des voies sur le territoire Marseille Provence.

Le domaine viaire Marseille Provence comporte plus de 2000 kilomètres de voies répartis sur les 18 communes constituant le territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de cet entretien des voies il apparaît nécessaire d'établir une opération pluriannuelle d'investissement sur la période 2022-2023 n° 2022101700 intitulée « Grosses réparations de voiriesur le territoire Marseille Provence » pour un montant de 50 000 000 euros TTC inscrite au BudgetPrimitif de 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101700 intitulée « Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101700 intitulée « Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101700 intitulée « Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022101700 intitulée « Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence » pour un montant de 50000 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 018-475/21/CT

■ CT1 - Approbation des droits de voirie - Redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le Territoire Marseille Provence pour l'année 2022

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/20041/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole. A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation des droits de voirie, redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2022 » satisfait aux conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément aux articles L5217-2 et L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix- Marseille-Provence est compétente en matière de « construction, aménagement, et entretien de voirie » ainsi qu'en matière de « signalisation » sur le Territoire Marseille Provence. Elle est ainsi propriétaire et gestionnaire du domaine public routier métropolitain sur ce périmètre.

A ce titre, il lui appartient notamment d'autoriser l'occupation privative de ce domaine en cas d'emprise au sol via la délivrance de permissions de voirie et de percevoir les droits de voirie et redevances d'occupations afférentes, conformément à l'article L2331-4 du CGCT et L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Conformément à l'article L. 2125-3 du CG3P, la Métropole détermine librement les tarifs de ces droits et redevances, sous réserve de tenir compte des avantages de toute nature procurés au bénéficiaire du titre d'occupation, le même principe étant applicable aux indemnités dues en cas d'occupation sans droit ni titre.

Les tarifs tels qu'annexés au projet de délibération du Conseil de la Métropole précité sont applicables aux occupations autorisées ou constatées à compter du 1er janvier 2022, ainsi qu'aux occupations préexistantes à cette date.

Par ailleurs, la Métropole met à disposition divers éléments de mobilier urbain et réalise certains travaux pour compte de tiers, notamment les travaux d'office nécessaires au maintien de la sécurité routière conformément au Code de la voirie routière. Les tarifs de ces mises à disposition et de ces interventions doivent également être définis.

Compte tenu de la situation économique générale, il apparaît opportun de ne pas prévoir d'augmentation de ces tarifs, applicables au territoire de Marseille Provence, par rapport aux tarifs de l'année 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant approbation des droits de voirie, redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le Territoire Marseille Provence pour l'année 2022.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant approbation des droits de voirie, redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le Territoire Marseille Provence pour l'année 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à l'actualisation des tarifs des droits de voirie, des redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le territoire Marseille Provence pour l'année 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation des droits de voirie, redevances d'occupation du domaine public routier et d'autres prestations annexes applicables sur le Territoire Marseille Provence pour l'année 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 019-476/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune d'Allauch

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20083/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 106-3125/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 059-4111/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune d'Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 151-7807/19/CM du 19 décembre 2019, la Métropole délèguait par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune d'Allauch qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

Cette convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 2 à la convention de gestion « Eclairage Public » et n° 4 à la convention de gestion « Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme » de la commune d'Allauch.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 106-3125/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 059-4111/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune d'Allauch ;
- Les délibérations n° FAG 178-4995/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 065-7721/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion avec la commune d'Allauch ;
- La délibération n° FAG 151-7807/10/CM du 19 décembre 2019 validant la convention de gestion « Eclairage Public » avec la commune d'Allauch ;
- La délibération FBPA 068-9170/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune d'Allauch ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Allauch ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Allauch.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune d'Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 020-477/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DACP 21/20084/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° FAG 080-6387/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carnoux-en-Provence qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée de la convention de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Carnoux-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 080-6387/19/CM du 20 juin 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Carnoux-en-Provence ;
- Les délibérations n° FAG 067-7723/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FPBA 069-9171/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Carnoux-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 décembre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Carnoux-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 021-478/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Carry-le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20085/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 108-3127/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 060-4112/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Carry-Le-Rouet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 008-5967/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carry-le-Rouet qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Carry-Le-Rouet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 108-3127/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 060-4112/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Carry-Le-Rouet ;
- Les délibérations n° FAG 179-4996/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 064-7720/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion avec la commune de Carry-le-Rouet ;
- La délibération n° FAG 008-5967/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Carry-le-Rouet ;
- La délibération n° FAG 064-7720/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Carry-le-Rouet ;
- La délibération n° FBPA 070-9172/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Carry-le-Rouet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 décembre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Carry-le-Rouet ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Carry-le-Rouet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion de l'éclairage public et de l'avenant n° 4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Carry-le-Rouet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 022-479/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20086/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 109-3128/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 061-411/18/CM du 26 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Cassis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 009-5968/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Cassis qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°3 et n° 4 aux conventions de gestion de la commune de Cassis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations n° FAG 109-3128/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 061-411/18/CM du 26 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Cassis ;
- La délibération n° FAG 180-4497/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019 les conventions de gestion de la commune de Cassis ;
- La délibération n° FAG 009-5968/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Cassis ;
- Les délibérations n° FAG 069-7725/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA071-9173/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 décembre 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de

gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dans la création d'offices de tourisme de la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 023-480/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Ceyreste**

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20088/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ainsi, par délibération n° FAG 110-3129/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 067-4119/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Ceyreste des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 079-6386/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ceyreste qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Ceyreste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 110-3129/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 067-4119/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Ceyreste ;
- Les délibérations n° FAG 181-4998/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 070-7726/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion de la commune de Ceyreste ;
- La délibération FAG 079-6386/19/CM du 20 juin 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Ceyreste ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n° FAG 070-7726/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Ceyreste ;
- La délibération n° FBPA 072-9174/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Ceyreste ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation des avenants n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation des avenants n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation des avenants n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 024-481/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire

DACP 21/20089/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 010-5969/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Châteauneuf-les-Martigues qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n° 3 à la convention de gestion de la commune de Châteauneuf-Les-Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 010-5969/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- Les délibérations n° FAG 071-7727/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 073-9175/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion Eclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion Eclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention de gestion Eclairage public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 025-482/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Ensues-La-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DACP 21/20090/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 029-6766/19/CM du 26 septembre 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ensues-La-Redonne qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Ensues-La-Redonne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 029-6766/19/CM du 26 septembre 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Ensues-La-Redonne ;
- Les délibérations n° FAG 072-7728/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 074-9176/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Ensues-La-Redonne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2021.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Ensues-La-Redonne ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Ensues-La-Redonne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Ensues-La-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 026-483/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Gémenos**

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20091/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 113-3132/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 062-4114/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Gemenos des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 011-5970/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Gémenos qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention de gestion a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Gémenos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 113-3132/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 062-4114/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Gémenos ;
- La délibération n° FAG 184-5001/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 073-7729/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion avec la commune de Gémenos ;
- La délibération n° FAG 011-5970/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Gémenos ;
- La délibération n° FAG 073-7729/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Gémenos ;
- La délibération n° FBPA 075-9177/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Gémenos ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gémenos ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gémenos.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 027-484/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Gignac-la-Nerthe**

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20092/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 082-6389/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Gignac-La-Nerthe qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n° 3 à la convention de gestion de la commune de Gignac-La-Nerthe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 082-6389/19/CM du 20 juin 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Gignac-La-Nerthe ;
- Les délibérations n° FAG 074-7730/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 076-9178/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Gignac-La-Nerthe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Gignac-La- Nerthe ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Gignac-La-Nerthe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Gignac-La-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 028-485/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DACP 21/20093/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibérations° FAG 115-3134/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 063-4115/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole décidait de confier à la commune de La Ciotat une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 012-5971/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de La Ciotat qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de La Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 115-3134/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 063-4115/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de la Ciotat ;
- Les délibérations n° FAG 169-4986/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 075-7731/19/CM prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion de la commune de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 012-5971/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de La Ciotat ;
- La délibération n° FAG 075-7731/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de La Ciotat ;
- La délibération n° FBPA 077-9179/20/CM du 17 décembre 2021 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 029-486/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune Le Rove

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20094/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 078-6385/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Le Rove qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Le Rove.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 078-6385/19/CM du 20 juin 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Le Rove ;
- Les délibérations n° FAG 076-7732/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 078-9180/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Le Rove ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Le Rove ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Le Rove.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Le Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 030-487/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20095/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 117-3136/17/CM du 14 décembre 2017 et par délibération n° FAG 064-4116/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marignane des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- compétence Politique de la Ville
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 017-5976/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marignane qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 117-3136/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 064-4116/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Marignane ;
- Les délibérations n° FAG 171-4988/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 077-7733/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion de la commune de Marignane ;
- La délibération n° FAG 017-5976/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Marignane ;
- La délibération n° FAG 077-7733/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Marignane ;
- La délibération n° FBPA 079-9181/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Marignane
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" et n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 031-488/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme de la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DACP 21/20096/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 105-3124/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 065-4117/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Marseille des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI
- compétence Tourisme

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 020-5717/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Marseille qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019 et qui a ensuite été reconduite.

Une nouvelle délibération spécifique n° FBPA 023-9839/21/CM du 15 avril 2021 a approuvé l'exercice de la compétence « Eclairage public » par convention de gestion pour une durée ne pouvant excéder quatre ans.

S'agissant de la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie », une convention de gestion spécifique a également été approuvée par délibération n° TCM 007-9893/21/CM du 15 avril 2021 pour une durée de 3 ans.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence « Tourisme » et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger à nouveau d'un an la durée de cette convention de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence « Promotion du tourisme donc création d'offices du tourisme » de la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 105-3124/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 065-4117/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Marseille ;
- Les délibérations n° FAG168-4985/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 078-7734/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 080-9182/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion de la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont création d'offices de tourisme" de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 032-489/21/CT

■ CT1- Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Plan de Cuques

Avis du Conseil de Territoire DACP 21/20097/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°

2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Plan-de-Cuques qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Plan-de-Cuques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Plan-de-Cuques ;
- Les délibérations n° FAG 080-7736/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 081-9183/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Plan-de-Cuques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Plan de Cuques .
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Plan de Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Plan de Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 033-490/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Roquefort-la-Bédoule

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20098/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ainsi, par délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Roquefort-la-Bédoule qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Roquefort-La-Bédoule.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 013-5972/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Roquefort-La-Bédoule ;
- Les délibérations n° FAG 080-7736/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 082-9184/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Roquefort-La-Bédoule ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Roquefort-la-Bédoule ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Roquefort-la-Bédoule.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 034-491/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Saint-Victoret

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20099/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 014-5973/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Saint Victoret qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Saint Victoret.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 014-5973/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Saint-Victoret ;
- Les délibérations n° FAG 079-7735/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 083-9185/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Saint-Victoret ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Saint-Victoret ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Saint-Victoret.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 035-492/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Sausset-les-Pins

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20100/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibérations n° FAG 121-3140/17/CM du 14 décembre 2017 et n° FAG 066-4118/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Sausset-les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Par délibération n° FAG 015-5974/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Sausset-les-Pins qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

Cette convention conclue a été prolongée par avenants.

Aujourd'hui, afin de continuer à assurer une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n° 3 et n°4 aux conventions de gestion de la commune de Sausset-les-Pins.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations n° FAG 121-3140/17/CM du 14 décembre 2017 et FAG 066-4118/18/CM du 28 juin 2018 validant les conventions de gestion avec la commune de Sausset-Les-Pins;
- Les délibérations n° FAG 175-4992/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 082-7738/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 les conventions de gestion de la commune de Sausset-Les-Pins ;
- La délibération n° FAG 015-5974/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Sausset-les-Pins ;
- Le délibération n° FAG 082-7738/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Sausset-les-Pins ;
- La délibération n° FBPA 084-9186/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 201 les conventions de gestion avec la commune de Sausset-les-Pins ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-les-Pins ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-les-Pins.

DELIBERE

Article unique :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public et de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" de la commune de Sausset-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 036-493/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de l'éclairage public de la commune de Septèmes-les-Vallons

**Avis du Conseil de Territoire
DACP 21/20101/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 016-5975/19/CM du 16 mai 2019, la Métropole a délégué par convention de gestion la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Septèmes-les-Vallons qui détenait toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019.

La convention a été prolongée par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 016-5975/19/CM du 16 mai 2019 validant la convention de gestion de l'éclairage public avec la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Les délibérations n° FAG 083-7739/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 085-9187/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion « éclairage public » avec la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Septèmes-les-Vallons.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion pour la gestion de "l'éclairage public" de la commune de Septèmes-les-Vallons.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 037-462/21/CT

■ CT1 - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire de Marseille Provence - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2022

**Information du Conseil de Territoire
DBP 21/20059/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille-Provence pour l'exercice 2021. Ce budget annexe est établi :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Depuis l'exercice 2020, l'ensemble des dépenses et recettes liées à la gestion des déchets des Territoires, Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence.

A compter de 2022 et afin de respecter le principe d'unité budgétaire, le budget annexe Collecte et Traitement des déchets devient métropolitain, regroupant ainsi les six Territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Ainsi, ce budget présentera une vision consolidée des activités en matière de gestion des déchets.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Primitif du budget annexe pour le Territoire de Marseille. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Equilibre du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)	242 662 996,37 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	39 475 536,82 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Territoire de Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'il est présenté ci-dessus.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-494/21/CT

■ CT1 - OPAH RU de la Ciotat - Animation de l'OPAH - Approbation de la convention de financement entre la Ville de la Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'intensification de la mission technique de l'équipe d'animation de l'OPAH RU au regard du programme d'embellissement des façades et paysages de Provence du Conseil Départemental

Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19897/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « OPAH RU de la Ciotat – Animation de l'OPAH - Approbation de la convention de financement entre la Ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence relative à l'intensification de la mission technique de l'équipe d'animation de l'OPAH RU au regard du programme « d'embellissement des façades et paysages de Provence » du Conseil Départemental » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Pour rappel, par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région. Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement,
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété,
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés,
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés,
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres,
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires,
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – volet copropriétés dégradées, est l'outil essentiel à la réhabilitation du vieux la Ciotat auquel a été associé le programme « Embellissement des façades » du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, permettant de rénover l'habitat, le cadre de vie, d'assurer des conditions de vie décentes aux habitants et accéder à une réelle mixité sociale.

Cette complémentarité entre l'OPAH et l'opération d'embellissement des façades dynamise les projets de réhabilitation. L'aide départementale aux façades ayant été portée à hauteur de 70% du montant des travaux, elle a permis de proposer une quinzaine de dossiers de ravalement de façades en un an.

Toutefois, elle engendre une demande accrue de visites techniques pour l'opérateur privé de l'OPAH, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, puisque le dossier de ravalement de façade ne peut être validé sans une vue d'ensemble de l'état de l'immeuble.

Aussi, afin de permettre à Soliha Provence, opérateur de la Métropole, sur le centre ancien de La Ciotat, d'assurer à la fois les visites des parties communes et des logements, et d'assurer l'interface entre le CAUE / propriétaires / syndics, sans que le surcroît de travail entraîne des retards sur l'organisation des visites et des rendus préjudiciables au dispositif dont les résultats sont en forte progression ; il est donc nécessaire de réviser le temps de travail du technicien qui n'avait pas été calibré à l'origine sur ce volume supplémentaire engendré par les dossiers de ravalement de façades.

Pour assurer un maximum de dossiers traités et ainsi une mission optimale, ce temps de travail a été estimé à 2 jours par semaine soit 0,4 équivalent temps plein (ETP).

Compte tenu de l'impulsion générée par la campagne de ravalement sur le travail de l'équipe d'animation d'OPAH, la ville de la Ciotat versera à la Métropole Aix-Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'OPAH, une participation de 32 500 euros pour contribuer à cet effort. Cette participation fait l'objet d'une convention de financement entre la Ville et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'OPAH RU de la Ciotat – Animation de l'OPAH - Approbation de la convention de financement entre la Ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence relative à l'intensification de la mission technique de l'équipe d'animation de l'OPAH RU au regard du programme « d'embellissement des façades et paysages de Provence » du Conseil Départemental.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'OPAH RU de la Ciotat – Animation de l'OPAH - Approbation de la convention de financement entre la Ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence relative à l'intensification de la mission technique de l'équipe d'animation de l'OPAH RU au regard du programme « d'embellissement des façades et paysages de Provence » du Conseil Départemental.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'OPAH RU de la Ciotat – Animation de l'OPAH - Approbation de la convention de financement entre la Ville de la Ciotat et la Métropole Aix Marseille Provence relative à l'intensification de la mission technique de l'équipe d'animation de l'OPAH RU au regard du programme d'embellissement des façades et paysages de Provence du Conseil Départemental.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-495/21/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention cadre entre la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées centre ancien La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DOH 21/19898/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention cadre entre la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées centre ancien La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Dans le cadre de cette OPAH et considérant que les propriétaires modestes ne peuvent pas tous s'inscrire dans les dispositifs opérationnels déployés par les pouvoirs publics, faute de disposer de ressources financières suffisantes et/ou d'accès aux réseaux bancaires traditionnels, le soutien apporté par la SACICAP (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété aux syndicats de copropriétés et aux propriétaires occupants prend deux formes :

- des avances de subvention,
- des prêts « missions sociales » complémentaires, sans intérêt pour financer le reste à charge des propriétaires occupants modestes et très modestes.

Il est proposé aujourd'hui d'approuver une convention ayant pour objet de mettre en place un dispositif de préfinancement par la SACICAP des subventions octroyées par la Métropole, ainsi que des subventions de la Région et du Département avancées par la Métropole, en faveur des copropriétés fragiles ou en difficulté ainsi qu'aux propriétaires occupants modestes ou très modestes. Cette mobilisation financière des SACICAP s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu le 19 juin 2018 entre le réseau PROCIVIS et l'État. L'effort de chaque SACICAP a pour limite ses propres moyens et éventuellement les moyens qu'elle aura pu mobiliser auprès d'autres SACICAP dans le cadre de l'exécution de la convention cadre conclue entre l'Etat et l'Union d'Economie Sociale pour l'Accession à la Propriété (PROCIVIS UES-AP) agissant au nom et pour le compte des SACICAP couvrant la période 2018-2022.

Le préfinancement par la SACICAP de Provence prend la forme d'un prêt sans intérêt, au profit du bénéficiaire éligible, des subventions octroyées par la Métropole, la Région et le Département au sein du périmètre de l'OPAH RU de la Ville de la Ciotat. Cet apport de trésorerie aux propriétaires et copropriétaires éligibles permet la réalisation des travaux. Une fois les travaux achevés, la SACICAP perçoit les subventions à titre de remboursement du préfinancement accordé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention cadre entre la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées centre ancien La Ciotat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention cadre entre la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées centre ancien La Ciotat.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention cadre entre la Métropole et les SACICAP dans le cadre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et rénovation urbaine à volet copropriétés dégradées centre ancien La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est

HPV 003-496/21/CT

■ CT1 - Réhabilitation de l'habitat ancien - Attribution de subventions aux propriétaires privés - OPAH RU Centre ancien La Ciotat DOH 21/19900/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de territoire apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides qu'il gère par délégations des aides à la pierre. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités, l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah). Lorsque l'aide n'est pas une prime forfaitaire, les subventions engagées constituent un plafond et la subvention versée sera réduite, le cas échéant, au prorata des travaux effectivement réalisés.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, la Métropole a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de Territoire de subventionner dans le cadre de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat trois dossiers suivants :

- une copropriété très dégradée réalisant une réhabilitation globale des parties communes (cage d'escalier, réfection de la toiture, réfection des façades) pour un montant de 122 238 euros,
- un propriétaire occupant aux ressources très modestes réalisant 4 964 euros de travaux d'adaptation du logement,
- un propriétaire occupant aux ressources modestes réalisant des travaux d'économie d'énergie (isolation du toit) pour un montant de 13 619 euros.

Le montant total des travaux s'élève à 140 821 euros. L'aide apportée par l'Anah s'élève à 76 886 euros, l'aide de la métropole s'élève à 22 800 euros comprenant 20 000 euros sur fonds propres et 2 800 euros versés pour le compte du Département. La Ville de La Ciotat apportant aussi une aide d'un montant de 5 218 euros.

La somme totale engagée par la Métropole s'élève à 22 800 euros dont 20 000 euros de subventions sur fonds propres et 2 800 euros d'avance faite par la Métropole pour le compte du Département.

Ces aides accompagnent les subventions de l'Anah engagées à hauteur d'environ 76 886 euros qui génèrent un montant de travaux global dépassant la somme de 127 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région ;
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux propriétaires privés dont la liste est jointe en annexe :

– OPAH RU du Vieux La Ciotat : bénéficiaires : 1 Copropriété et 2 logements de propriétaires pour un montant engagé de 22 800 euros incluant 20 000 euros d'aides de la métropole et 2 800 € d'aides du Département.

Article 2 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 22 800 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581191007, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ». Les recettes correspondant au remboursement par le Département des avances faites par le Territoire Marseille Provence sont inscrites sur le compte 1323.

Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'ANAH de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'ANAH, pièce que l'ANAH ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter le recouvrement des subventions du Département, pour un montant de 2 800 euros tel que précisé dans l'annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-497/21/CT

■ **CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement Grand Centre-Ville à Marseille passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant n° 12 à la concession.**

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19899/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession Opération Grand Centre-Ville à Marseille passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à la requalification du centre-ville sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat n°T1600914CO.

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels au concédant (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes incluant la redéfinition des objectifs suivants ajustés à 25 pôles de projet prioritaires :

- .Produire 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,
- .Produire de 11 600 m2 locaux d'activité ou commerce et 9 000 m2 d'équipements,
- .Améliorer 2 000 logements par une incitation des propriétaires grâce à un système d'aides aux travaux,
- .Ravaler 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre-ville,
- .Créer et améliorer 47 000m2 de voiries et d'espace public pour renouveler l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

Par délibération URB 002-3276/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a été approuvé, conjointement au compte rendu annuel pour 2016, l'avenant n°8 à la concession d'aménagement n°T1600914CO prorogeant la concession jusqu'au 31 décembre 2025 compte tenu du délai des procédures d'urbanisme nécessaires à la mise en œuvre des opérations engagées.

Par délibérations du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 ont été conjointement approuvés une convention au titre des articles L5215-27 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, afférente au programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération « Grand Centre-Ville » ainsi que l'avenant n°2 à la convention financière tripartite n°2017-81192 entre la Métropole, la ville de Marseille et la SOLEAM actualisant la participation globale de la ville de Marseille à la concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » au montant global de 31 429 665 euros TTC,

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2020 a été approuvé conjointement au compte rendu annuel au 31 décembre 2019, l'avenant n° 11 à la concession d'aménagement n°T1600914CO, actualisant l'échéancier de versement des participations. A l'occasion de ce CRAC l'objectif de production de logement a été réduit de 1400 à 1100 logements compte tenu des délais nécessaires à la maîtrise foncière des immeubles anciens privés et au regard du délai restant dans la concession d'aménagement.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession « Grand Centre-Ville », et son avenant n°12.

Tel est le contexte dans lequel ont été examinés les équilibres opérationnels du bilan de la concession « Grand

Centre-Ville », qui évoluent de la manière suivante :

-Le montant total des dépenses passe de 195 643 337 euros TTC à 183 363 441 euros TTC,

-Le montant total des recettes privées et subventions passe de 52 346 585 euros TTC à 43 340 029 euros TTC,

Les participations publiques au financement de l'opération évoluent de manière suivante :

-la participation d'équilibre passe de 60 525 423 euros à 51 326 249 euros, comprenant 36 186 249 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

-la participation aux aménagements métropolitains passe de 47 598 177 euros à 53 523 968 euros sur lesquels la TVA est récupérable,

-la contribution de la ville de Marseille pour le financement du programme des équipements municipaux et à la gestion de services inscrits à opération est maintenue à 31 429 665 euros TTC, pour partie en participation et pour partie en acquisition *in fine*.

-l'apport en nature de foncier gratuit reste valorisé à 3 743 500 euros.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2020 affiche par poste les variations suivantes :

DEPENSES :

*Etudes :

La dépense cumulée à fin 2020 s'établit à 2 778 523 euros, études sur l'habitat privé comprises.

Globalement, sur la durée de la concession ce poste, passe de 4 165 573 euros TTC, hors études habitat privé, à 4 107 615 euros TTC.

Il est prévu un budget de 534 105 euros pour l'exercice 2021.

*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe de 27,3 millions d'euros à 28,03 millions d'euros (dont 25,03 million d'euros de budget foncier).

Globalement, sur la durée de la concession, la dépense passe de 75 918 484 euros TTC à 62 657 226 euros TTC. Cette diminution est due à la baisse des objectifs de la production de logements compte tenu de l'échéance de la concession et du déroulé des procédures de maîtrise foncière par expropriation, de la faible capacité des immeubles privés en tissu ancien. L'objectif de production a ainsi été ramené à 700 logements.

Il est prévu sur ces postes un budget de 2 863 636 euros (dont 1 451 929 euros de foncier) pour l'exercice 2021.

*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement publics dont la SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage, ainsi que la maîtrise d'œuvre.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération passe 20,9 millions d'euros TTC à 31,77 millions d'euros TTC. Il est prévu un budget de 12 275 896 euros pour l'exercice 2021.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 84 287 104 euros TTC à 84 432 434 euros TTC (hors reste à programmer).

*TVA résiduelle :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 1 101 837 euros à 130 373 d'euros de TVA

recupérée.

RECETTES :

*Cessions foncières :

Depuis le début de la concession la recette foncière encaissée passe de 3 765 351 euros à fin 2019 à 4 544 483 euros à fin 2020.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 54 023 268 euros à 50 098 166 euros TTC (dont 11 millions d'euros de cession à la Ville de Marseille),

La baisse globale de ce poste résulte pour l'essentiel de la baisse de l'objectif de production de logements.

Une recette foncière de 1 517 780 euros est prévue pour l'exercice 2021.

*Subventions :

Depuis le début de la concession le montant des subventions perçues par la SOLEAM passe de 1 733 412 euros à 1 975 190 euros.

Globalement ce poste passe de 7 089 156 euros en 2019 à 2 456 375 euros en 2020.

Cette diminution, d'environ 4 millions d'euros, s'explique principalement par la non acceptation de deux dossiers (Jean Jaurès et Mazagran) présentés dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), délibéré le 14 décembre 2017 entre la Métropole Aix-Marseille et la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 17 520 euros en 2021.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

*Participation aux équipements publics métropolitains :

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,
- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,
- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.
- pôles Trois Rois / Curiol / Olivier / Nau : requalification de la Place Jean Jaurès,
- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,
- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme correspond à une surface créée ou requalifiée de 50 650 m².

Le budget global de ce programme est ajusté de 47 598 177 euros TTC à 53 523 968 euros TTC (du fait de l'augmentation du coût des travaux sur les équipements Mazagran et Jean Jaurès). Des versements à hauteur de 22 455 040 euros ont été faits de 2016 à fin 2020.

La participation prévue pour l'année 2021 est de 3 000 000 euros.

*Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre passe de 60 525 423 euros à 51 326 249 euros, dont :

. 15 140 000 euros versés par la Ville de Marseille lorsqu'elle était concédante.

. 36 186 249 euros à la charge de la Métropole concédant qui a déjà versé 22 455 040 euros à fin 2020.

*Participation aux équipements municipaux :

Le programme des équipements municipaux et prestations d'un montant de 31,5 millions d'euros, réalisés dans le cadre de l'opération, objet la convention de création et de service n°2019-80198 signée entre la Ville et la Métropole et de la convention financière tripartite associée n°2017-81192, comprend :

-les équipements achetés *in fine* à prix coûtant TTC par la Ville, pour un montant global de 11 millions d'euros TTC, afin de permettre à la ville la mobilisation de subventions auprès de l'ANRU :

.pôles Noailles : équipement intergénérationnel Domaine Ventre
.pôles Noailles : équipement jeunesse 44 Aubagne
.pôle Nationale-Providence : centre municipal d'animation pour les jeunes enfants

Au 31 décembre 2020, 2,9 millions d'euros ont été dépensés sur ces équipements.

-les équipements financés par une participation au reste à charge, pour un montant global de 20 millions d'euros TTC

.pôle Korsec : les équipements sportifs et associatifs Korsec,
.pôle Nadar-Pouillon : le Jardin des Récollettes,
.pôle Folies Bergères : la requalification du passage,
.pôle Opéra : l'annexe de l'Opéra Municipal 3-5, rue Molière
.pôle Flammarion : la création du groupe scolaire 8 classes
.pôle Flammarion : la provision pour équipement de proximité

Au 31 décembre 2020, 2 millions d'euros TTC ont été dépensés sur ces équipements.

A la demande de la Ville, le programme des équipements publics municipaux inscrit dans la concession d'aménagement GCV sera réexaminé pour tenir compte de ses nouvelles orientations stratégiques. A ce stade, les budgets prévisionnels présentés à l'occasion de ce CRAC ne tiennent pas compte de ces éventuelles évolutions.

Prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades : 425 393 euros TTC.

La mission imputable à la concession a été clôturée à fin 2017 au profit d'un mandat spécifique passé par la ville de Marseille avec la SOLEAM à compter de 2018.

*Apport en nature :

Les apports en nature par la ville de Marseille, réalisés ou transférés au profit de la concession, sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros.

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros a été reporté à échéance de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2018 est de -2 613 824 euros.

La SOLEAM a contracté des emprunts en 2019 et 2020 pour un montant total de 12 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, 2 millions d'euros ont été remboursés. Le remboursement du solde se fera sur les exercices suivants et jusqu'en 2025.

Pour l'année 2021, il est prévu de rembourser 980 591 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession Opération Grand Centre-Ville à Marseille passée avec la SOLEAM.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession Opération Grand Centre-Ville à Marseille passée avec la SOLEAM.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession Opération Grand Centre-Ville à Marseille passée avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-498/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des subventions départementales

Avis du Conseil de Territoire DOH 21/19901/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

subventions départementales » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la Ville de Marseille, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous en date du 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assurées par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions départementales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre d'une convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations de la Commission permanente du Conseil départemental n° 115 du 14 avril 2020 et n° 148 du 24 juillet 2020, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 20/424/D du 29 mai 2020.

Cette convention de transfert a ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

L'annexe 1 de la convention initiale comportait une erreur matérielle dans la l'identification des maîtres d'ouvrages bénéficiaires des reversements de subventions départementales pour les opérations suivantes :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B ;
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches.

En effet, contrairement à ce qui est indiqué dans cette annexe, le maître d'ouvrage, pour chacune de ces opérations, n'est pas la Ville de Marseille.

Aussi, par délibération n° 207 du 11 décembre 2020, la Commission permanente du Conseil départemental a acté la rectification de maîtrise d'ouvrage de ces deux opérations :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B : le maître d'ouvrage est désormais la société Marseille Habitat.
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches : le maître d'ouvrage est désormais la société ERILIA.

Lors de sa séance du 15 avril 2021, CHL 001-9740/21/BM, la Métropole a validé l'avenant à la convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Il convient dès à présent de définir par convention les relations financières entre la Métropole et ces deux maîtres d'ouvrage en application des missions confiées à la Métropole par le Département en matière de gestion de co-financements publics pour les PRU engagés sur Marseille.

Ces deux conventions ont pour objet de fixer les modalités d'instruction et de règlement par la Métropole des subventions octroyées à chaque maître d'ouvrage par le département pour les opérations relatives aux projets de renouvellement urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des subventions départementales.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des subventions départementales.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrages concernés des subventions départementales octroyées pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de deux conventions de reversement des subventions départementales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-499/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrage concernés des subventions municipales octroyées par la Ville de Marseille pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de trois conventions de reversement des subventions municipales

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 21/19948/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrage concernés des subventions municipales octroyées par la Ville de Marseille pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de trois conventions de reversement des subventions municipales » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur son territoire, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions municipales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des cofinanceurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le groupement depuis cette date.

Aussi, et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine du GIP MRU.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des missions du GIP MRU de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre d'une convention de transfert conclue le 26 mars 2021 entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations du Conseil Municipal n° 20/0597/EFAG du 23 novembre 2020 et n°21/0036/EFAG du 8 février 2021, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021.

Cette convention a ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU pour le financement de neuf PRU et a notamment défini, par opération, l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Cependant, le montant des dépenses engagées par le groupement avant le 31 décembre 2019 pour les opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage a depuis été actualisé et définitivement arrêté.

De ce fait, le montant de la subvention municipale à percevoir par le groupement pour certaines opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage s'en trouve modifié. Cette actualisation impacte donc également le montant des soldes

des subventions municipales à transférer à la Métropole ainsi que le montant des avances sur subventions déjà perçues par le GIP MRU et devant être reversées à la Métropole.

Par ailleurs, il s'avère également nécessaire d'actualiser le montant des avances déjà perçues par le GIP MRU pour certaines opérations pour lesquelles le groupement assurait une mission de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrages. La Métropole Aix-Marseille-Provence, lors de sa séance du 7 octobre 2021, a approuvé l'avenant à la convention de transfert du 26 mars 2021 entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrage concernés des subventions municipales octroyées par la Ville de Marseille pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de trois conventions de reversement des subventions municipales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrage concernés des subventions municipales octroyées par la Ville de Marseille pour les opérations de renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de trois conventions de reversement des subventions municipales.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Reversement aux maîtres d'ouvrage concernés des subventions municipales octroyées par la Ville de Marseille pour les opérations de

renouvellement urbain réalisées sur Marseille - Approbation de trois conventions de reversement des subventions municipales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-500/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500
Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19935/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500 – Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) – Territoire Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire Marseille Provence apporte des subventions sur fonds propres complémentaires aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre de conventions partenariales signées avec l'ensemble des collectivités partenaires, l'État et l'Anah.

Les Programmes d'intérêt général (PIG) relèvent de ce type de conventionnement, il s'agit d'un dispositif "socle" d'aide à l'amélioration de l'Habitat privé ancien. Le PIG "Habiter mieux" qui s'est déroulé de 2015 à 2020 a couvert l'ensemble des communes du Territoire Marseille-Provence.

Après son évaluation, il est apparu nécessaire de poursuivre l'accompagnement de la réhabilitation privée sur le Territoire Marseille Provence en ajustant les objectifs.

Le nouveau dispositif quinquennal à l'élaboration est destiné à répondre aux besoins de travaux des propriétaires privées en matière :

- de lutte contre l'habitat indigne ;
- de captation des logements vacants ;
- de mise sur le marché de logements privés à loyer sociaux et très sociaux ;
- l'accompagnement des copropriétés ;
- de lutte contre la précarité énergétique ;
- d'adaptation du logement à la perte de mobilité.

Il prévoit notamment un accompagnement renforcé des propriétaires occupants les plus modestes avec un volet d'aide à l'auto-réhabilitation.

Ce dispositif, attendu des communes, a un effet préventif et curatif contre la spirale de dégradation par le soutien des propriétaires modestes ; il a un rôle de veille et de repérage des situations plus complexes, notamment les copropriétés en difficultés.

L'enveloppe financière d'investissement pluriannuelle comprend :

- la rémunération des prestataires assurant l'animation auprès des propriétaires ;
- les subventions propres du Conseil de Territoire Marseille Provence venant compléter les aides de l'Anah et faisant l'avance des aides de la Région et du Département.

Les dépenses relatives à la convention de PIG d'une durée de 5 ans, s'étaleront sur 8 ans jusqu'au solde complet des aides aux travaux d'une validité de 3 ans. Le coût de l'ingénierie est subventionné par l'Anah.

L'opération d'investissement n°2022100500 "Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence" d'un montant de 6 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221092BP du programme 09, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500 "Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence" ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500 "Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence" ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500 "Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence".

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-501/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100200 NPNRU - Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19936/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100200 – NPNRU Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le NPNRU cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'euros.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ce programme concerne 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix-en-Provence, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon-de-Provence).

La présente convention porte sur les quartiers prioritaires du Grand Saint-Barthélemy situé dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille et du Grand Malpassé situé dans le 13^{ème}, identifiés parmi les quartiers d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) : QPV Malpassé Corot (QP013042) et QPV Bon secours/Les Rosiers/Marine Bleue/Grand Saint-Barthélemy/Saint-Jérôme (QP013049), Marseille.

Le Grand Saint-Barthélemy et le Grand Malpassé forment un vaste territoire de 500 ha, regroupant 50 000 habitants, situé à cheval sur les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille, constituant l'ancienne ZUP N°1. Compte-tenu de leurs difficultés sociales, économiques et urbaines, ces quartiers sont classés dans les années 80 en zones prioritaires de la Politique de la Ville où d'importants projets de rénovation ont vu le jour. Lancés entre 2005 et 2011, les PRU des Flamants/Iris, du Vallon de Malpassé, de Saint-Paul et de Saint-Barthélemy-Picon-Busserine ont

amorcé de vastes transformations (1 500 démolitions, 400 reconstructions de logements sur site, 2 000 réhabilitations) qui se traduisent par une multiplicité d'opérations dont certaines sont désormais visibles. En parallèle, le projet de la L2 a permis notamment d'envisager de nouvelles coutures entre les quartiers tout en souffrant d'une intégration urbaine non aboutie.

Ces investissements massifs ont permis d'améliorer ponctuellement le cadre de vie sur les secteurs concernés et d'engager un processus de diversification fonctionnelle et résidentielle.

Le secteur reste cependant encore fortement marqué par une masse de logements sociaux ou copropriétés dégradées qui font l'objet d'une dépréciation lourde impactant l'ensemble des cités.

En 2018, dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'ANRU, il s'avère nécessaire de développer une stratégie globale d'intervention en passant d'une multiplicité de projets éparpillés à un projet de territoire qui poursuit et rassemble les dynamiques en cours.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc mené depuis 2018 une réflexion multiscalaire (de la grande échelle avec la vision stratégique sur les 500 hectares à une échelle plus fine, résolument tournée vers l'opérationnel sur ce territoire) en vue d'un conventionnement. Les études ont permis d'aboutir à :

- Une vision stratégique du renouvellement urbain construite sur l'ensemble du territoire,
- Des projets urbains définis sur des territoires de projets.

Le projet s'articule autour de 4 objectifs :

Rendre attractif l'habitat

Adapter la densité des quartiers, notamment en supprimant les « monstres » urbains

Améliorer le confort d'habiter dans le patrimoine appartenant aux bailleurs

Traiter l'habitat privé dégradé en intervenant fortement sur les copropriétés dégradées

Libérer le foncier pour la diversification

Désenclaver les quartiers

Créer un maillage de rues publiques et transformer les routes en rues

Développer l'accessibilité aux transports en commun en s'appuyant notamment sur la voie ferrée et le BHNS B4 (Bus à Haut Niveau de Service).

Affirmer/Mettre en valeur le paysage du territoire

Révéler le grand paysage et le rendre plus accessible

Développer la trame verte de la grande échelle aux pieds d'immeubles

Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique et d'emploi

Développer l'activité commerciale sur les flux

Requalifier les équipements publics comme base d'une attractivité retrouvée

La mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain sur le territoire du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé est portée par secteur de projet.

3 grands secteurs de projet opérationnels sont identifiés et comportent d'ores et déjà des opérations inscrites dans la présente convention :

- Raimu/Flamants/Copropriété du Mail
- Font-Vert / Cité SNCF
- Malpassé / Bellevue / Villecroze / Corot

Trois autres secteurs font l'objet d'études dans le cadre du NPNRU et pourront faire l'objet d'interventions de la part des bailleurs ou des collectivités à moyen-long terme, en fonction de la capacité des acteurs à pouvoir intervenir :

- Oliviers A / Lilas / Mimosas
- Le Merlan
- Les Rosiers

La convention cadre métropolitaine, approuvée par délibération DEVT 008-6961/19/BM 24 octobre 2019 intègre la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain ainsi que les moyens et les financements dédiés en complément aux politiques de droit commun en matière d'habitat (reconstitution de l'offre et relogement dans le neuf avec minoration de loyer).

La convention pluriannuelle du Grand Saint-Barthélemy-Grand Malpassé a été rédigée sur la base du dossier de présentation élaboré dans le cadre du protocole de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au NPNRU qui a été examiné par le Comité d'Engagement de l'ANRU le 27 février 2020.

L'ANRU et ses partenaires ont rendu un avis favorable sur le projet urbain et la stratégie d'ensemble sur le quartier. Pour un montant global du projet estimé à 252 000 000 euros TTC, il a été validé pour le PRIN du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé un montant total maximum de concours financiers de l'ANRU de 96 400 000 euros, dont 69 900 000 euros en subventions et 26 500 000 euros en prêts.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille Provence dans la convention NPNRU du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé représentent une somme estimée à 61 600 000 euros TTC sur 10 ans.

Sur la base de cette enveloppe, il sera sollicité auprès de l'ANRU et ses partenaires une participation financière de 34 000 000 euros.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont répartis en trois familles distinctes d'intervention financières au sein du PRIN du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé:

1. **Maître d'ouvrage du pilotage et de l'ingénierie du NPNRU.** En tant que porteur des projets NPNRU, la Métropole Aix-Marseille-Provence pilote les études et les moyens d'ingénieries associées au projet.

- Un budget de 9 800 000 euros TTC nécessaire au pilotage à l'ingénierie et la concertation-communication du projet NPNRU du Grand Saint-Barthélemy Grand Malpassé a été estimé pour une période 10 ans.

2. **Maître d'ouvrage d'opération en aménagement.** Par ses compétences métropolitaines, la Métropole est MO des opérations de voiries et d'espaces publics.

- Un budget de 49 500 000 euros TTC a été estimé pour conduire cette opération (études, acquisition foncière, travaux, réseaux, mobiliers).

3. **Partenaire financier dans les projets NPNRU.** La Métropole accorde une subvention réglementée aux opérations de requalification du patrimoine au sein des NPNRU.

Les opérations de réhabilitation et de restructuration des logements locatifs sociaux sont sous la maîtrise d'ouvrage des bailleurs. Les opérations de requalification concernant 900 logements et représente un coût estimé à 60 000 000 euros TTC par les bailleurs.

- Sur la base de cette enveloppe, la participation de la Métropole-Aix Marseille Provence est de 3 300 000 euros.

L'opération d'investissement n°2022100200 "NPNRU - Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé" d'un montant de 61 600 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221240BP du programme 24, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100200 « NPNRU Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé »;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100200 « NPNRU Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé »;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100200 « NPNRU Grand Saint Barthélémy - Grand Malpassé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-502/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100300 NPNRU - Castellane Bricarde

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 21/19937/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100300 – NPNRU Castellane Bricarde » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les-Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politiques de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politiques de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'€.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ceux sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Les 11 quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

- Centre Nord / Saint-Mauront (Marseille PRIN)
- Air Bel (Marseille PRIN),
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers (Marseille PRIN)
- Frais Vallon / La Rose (Marseille PRIN)
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert (Marseille PRIN)
- Saint-Antoine/ Bricarde / Castellane (Marseille PRIN) faisant ici l'objet du présent rapport
- Solidarité / Kallisté (Marseille PRIN)
- La Savine (Marseille PRIN)
- La Cabucelle / Les Crottes (Marseille PRIN)
- La Maille I (Miramas PRIN)
- Les Aigues-Douce (Port-de-Bouc PRIN)

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU. Il a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Une convention cadre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en conseil de la Métropole ; elle permet d'intégrer la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer dans l'ensemble des quartiers identifiés par le NPNRU.

Suite aux études conduites dans le cadre du protocole de préfiguration, il a été convenu de porter une intervention conséquente de renouvellement urbain dans les dix prochaines années sur le secteur La Castellane/ La Bricarde.

Les orientations encadrant cette intervention ont été présentés en Comité d'Engagement de l'ANRU le 27 février 2020.

Dans le contexte urbain des quartiers concernés, centralité métropolitaine, et étant donné la proximité à la A55 et à des importants pôles économiques GPMM, Zone Franche, Grand Littoral, l'enjeu du renouvellement urbain sur ce secteur sera en premier lieu de reconquérir une attractivité résidentielle, de réussir une intégration urbaine des quartiers au tissu environnant, de sortir de la spirale de dégradation des conditions de vie, afin que ces territoires puissent s'intégrer pleinement dans la dynamique métropolitaine

Situé dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille, le QPV Castellane Bricarde d'environ 37,5 ha regroupe plus de 6 900 habitants. L'habitat collectif social construit entre les années 1971 et 1973 comprend 1921 logements répartis entre trois entreprises sociales pour l'habitat (ERILIA, LOGIREM et UNICIL).

Le projet de territoire sur ce secteur est décliné en terme de renouvellement urbain autour de 4 axes :

❖ Habitat – la reconfiguration des ilots et diversification du patrimoine

- Avec avant tout l'objectif d'éradiquer la spécialisation du quartier et la dépréciation du patrimoine, d'apaiser le cadre de vie des habitants afin de diversifier progressivement les produits logements
- Reconfigurer les ilots par des démolitions ciblées créant des ouvertures et des nouveaux accès aux quartiers, permettant de réduire les tailles monumentales des résidences, des résoudre les dysfonctionnements engendrés par la surdensité et favorisant ainsi l'appropriation des espaces par les habitants

689 logements démolis ciblés (pour installer la trame urbaine publique et désenclaver)

50 logements LLS neufs sur site (jauge maximale).

❖ Ouverture reconnexion, mobilité et développement économique - opérations d'aménagement d'ensemble

Cette thématique, qui vise à la sécurisation des quartiers par l'ouverture et la mobilité, se décline sur l'ensemble des maîtrises d'ouvrage avec :

- La création d'une trame viaire et d'espaces publics métropolitains au sein des quartiers bailleurs prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sûreté et anticipant les évolutions et mutations futures.

Ces opérations regroupent les rues de désenclavement pour Castellane :

- 3 axes traversant Est /Ouest permettant de désenclaver le cœur du quartier et de générer un flux (rue Yves Giraud, la rue du Pescadou reliant plusieurs équipements et le mail central où sa continuation piétonne le long du jardin Barnier Mollard permettra de renforcer la liaison Castellane Bricarde et d'accéder à des équipements publics
- 1 chemin piéton Nord Sud pour Castellane reliant la piscine au bras vert du canalet de Marseille se trouvant en lisière du quartier

Sur la Bricarde : 1 axe Nord Sud désenclavent le quartier et connectant le bd Barnier et l'avenue Millie Mathis

- L'organisation du réseau de transport : extension tram et création PEM de Saint-Antoine et Saint-André
- La création d'une trame « verte » - la connexion des plusieurs espaces naturels en tant qu'axes piétons structurants et vecteurs des mobilités : parc de la Jougarelle, jardin Barnier Mollard et coteau Canova
- Dans le cadre des réhabilitations et résidentialisations des immeubles la création d'installations/aménagements pour soutenir la mobilité active
- Réduction des freins psycho – sociaux à travers des programmes pédagogiques dans les établissements scolaires et dans les centres sociaux

❖ Favoriser l'épanouissement des jeunes en faisant des équipements publics des leviers d'attractivité résidentielle

- Amélioration des équipements publics création de pôles d'équipements, en favorisant la mixité des usages, la mutualisation et la synergie entre les équipements : restructuration d'un groupe scolaire et reconfiguration des deux autres groupes scolaires, création d'une crèche associative, relocalisation d'un centre social et reconfiguration pour l'autre.
- La création d'un réseau d'acteurs de la réussite éducative

- ❖ Favorisent un urbanisme circulaire et l'économies des ressources
 - Aménagements d'espace verts « équipements nature » afin d'activer un corridor écologique pour la préservation de la nature et de la biodiversité.
 - Soutien d'un urbanisme circulaire avec la valorisation des matériaux des démolitions en tant que réel gisement de matières premières réutilisables sur l'ensemble des réaménagements du projet. Démarrage d'une dynamique circulaire avec possibilité de réinsertion non délocalisable
 - Soutenir l'efficacité énergétique via la requalification du parc de logements existants,
 - Création des espaces publics avec un traitement de perméabilisation des sols,

Du point de vue du déroulement opérationnel de l'intervention, il a été établi l'engagement prioritaire des opérations de désenclavement (démolitions et aménagements espaces publics)

Le comité de Pilotage s'est tenu en novembre 2021 pour examiner la programmation complémentaire pour laquelle le concours financier de l'ANRU sera sollicité lors d'un nouveau Comité d'Engagement prévu le premier trimestre 2022.

Le NPNRU Castellane Bricarde – fera ensuite l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU via une convention, dont l'objectif de signature est fixé fin 2022.

Seront concernés par les premiers démarrages opérationnels du NPNRU en 2022, les actions suivantes :

Sur La Castellane et La Bricarde:

- engagement du processus de relogement des ménages concernés par les premières démolitions de logements sociaux (sous MO bailleur) en 2022
- lancement des premières actions de réhabilitation des bâtiments (sous MO bailleurs) en 2022
- lancement des études de maîtrise d'œuvre des premières opérations d'espaces publics (sous MO AMP)
- lancement des premières opérations d'aménagement transitoire (sous MO AMP)
- La restructuration du groupe scolaire (sous MO VdM) en 2021
- La relocalisation du centre social de la Castellane en 2022

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la convention NPNRU de La Castellane La Bricarde représentent la somme de 24 420 000 euros TTC sur 10 ans.

Sur la base de cette enveloppe, il sera sollicité auprès de l'ANRU et ses partenaires une participation financière de 8 250 000 euros.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont répartis en quatre familles distinctes d'intervention financières au sein du PRIN de La Castellane La Bricarde :

4. Maître d'ouvrage du pilotage et de l'ingénierie du NPNRU. En tant que porteur des projets NPNRU, la Métropole Aix Marseille Provence pilote les études et les moyens d'ingénierie associés au projet.
 - Un budget de 3 312 000 euros TTC nécessaire au pilotage à l'ingénierie et la concertation-communication du projet NPNRU de La Castellane La Bricarde a été estimé pour une période 10 ans.
5. Maître d'ouvrage d'opération en aménagement. Par ses compétences métropolitaines, la Métropole est MO des opérations de voiries et d'espaces publics.
 - Un budget de 17 868 000 euros TTC a été estimé pour conduire cette opération (études, acquisition foncière, travaux, réseaux, mobiliers et espaces verts).
6. Maître d'ouvrage d'opération en investissement pour l'installation de la Maison du Projet dans le cadre de l'opération d'aménagement du NPNRU.
 - Un budget de à 240 000 euros TTC a été estimé pour l'installation de la Maison du Projet ;
7. Partenaire financier dans les projets NPNRU. La Métropole accorde une subvention réglementée aux opérations de requalification du patrimoine au sein des NPNRU.

Les opérations de réhabilitation et de restructuration des logements locatifs sociaux sont sous la maîtrise d'ouvrage des bailleurs. Les opérations de requalification concernant 769 logements et représente un coût estimé à 44 000 000 euros TTC par les bailleurs.

L'opération d'investissement n°2022100300 "NPNRU - Castellane Bricarde" d'un montant de 24 420 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221240BP du programme 24, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100300 NPNRU - Castellane Bricarde ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100300 « NPNRU - Castellane Bricarde »;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100300 NPNRU - Castellane Bricarde .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-503/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100400 NPNRU - Frais Vallon - La Rose**

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 21/19938/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100400 « NPNRU – Frais Vallon – La Rose » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les-Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel. La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cible à l'échelle nationale 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt national et 200 Quartiers Politique de la Ville d'intérêt régional, avec un concours financier (répartis entre subventions et prêts bonifiés Action Logement) de 10 milliards d'€.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ceux sont 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Les 11 quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

- Centre Nord / Saint-Mauront (Marseille PRIN)
- Air Bel (Marseille PRIN)
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers (Marseille PRIN)
- Frais Vallon / La Rose (Marseille PRIN), faisant ici l'objet du présent rapport
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert (Marseille PRIN)
- Saint-Antoine / Bricarde / Castellane (Marseille PRIN)
- Solidarité / Kallisté (Marseille PRIN)

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La Savine (Marseille PRIN)
- La Cabucelle / Les Crottes (Marseille PRIN)
- La Maille I (Miramas PRIN)
- Les Aigues-Douce (Port-de-Bouc PRIN)

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 avec l'ANRU. Il a permis de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre et de mobiliser les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.

Une convention cadre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en conseil de la Métropole ; elle permet d'intégrer la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer dans l'ensemble des quartiers identifiés par le NPNRU.

Suite aux études conduites dans le cadre du protocole de préfiguration, il a été convenu de porter une intervention conséquente de renouvellement urbain dans les dix prochaines années sur le secteur de Frais-Vallon/La Rose. Ce territoire de plus de 100 Ha n'avait pas fait l'objet d'intervention dans le cadre du premier programme de renouvellement urbain et concerne environ 9 000 habitants en QPV.

Les orientations encadrant cette intervention ont été présentées en Comité d'Engagement de l'ANRU le 27 février 2020.

Dans le contexte urbain des quartiers concernés, et étant donné leur proximité directe avec des points de connexion au réseau métropolitain (L2, stations de Métro), l'enjeu du renouvellement urbain sur ce secteur sera en premier lieu de réussir l'intégration urbaine des quartiers HLM à la ville, et de sortir de la spirale de dégradation des conditions de vie, pour que ces quartiers redeviennent attractifs et agréables à vivre, et afin qu'ils puissent s'intégrer pleinement dans la dynamique métropolitaine.

Le projet de territoire sur ce secteur est décliné en terme de renouvellement urbain autour de 6 axes :

- ❖ La restauration de l'attractivité de l'habitat
 - Avec avant tout l'objectif d'enrayer la dépréciation d'un patrimoine social en perte d'attractivité, et afin de diversifier progressivement les produits logements ;
 - En adaptant la densité des quartiers, pour favoriser leur intégration à leur environnement, résoudre les dysfonctionnements induits par la surdensité, et combattre l'effet repoussoir engendré, parfois, par la monumentalité des bâtiments ;
 - En améliorant le confort d'habiter des logements sociaux, et en éradiquant l'habitat privé dégradé du noyau villageois de la Rose ;
 - En réalisation des aménagements urbains et des programmes immobiliers de qualité, prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sûreté.
- ❖ La mise en valeur du paysage et l'installation de leviers d'attractivité
 - En révélant le paysage naturel, (14ha de colline boisée, 2km de ruisseau du Jarret) ;
 - Par l'installation d'« équipements-repères » à rayonnement inter-quartiers et de lieux d'activités ;
 - En améliorant l'offre en équipements, services et commerces de proximité pour améliorer la vie de quartier ;
 - Avec la restauration du rôle de centralité de proximité que jouait naguère le noyau villageois de la Rose.
- ❖ La transition environnementale
 - Par l'efficacité énergétique de tous les logements pour réduire les consommations et améliorer le reste pour vivre des ménages, et relever l'enjeu du confort d'été.
 - En renaturant l'espace urbain, pour diminuer l'imperméabilisation des sols et le risque d'inondation à proximité du Jarret et favoriser la biodiversité.
- ❖ Un maillage à faire évoluer pour favoriser l'intégration à la Ville et organiser l'intensité des flux
 - En créant les connexions manquantes entre quartiers et vers les centralités de proximité ;
 - En apaisant les voiries primaires, par le traitement des coupures urbaines, et permettant la continuité et le confort des parcours piétons et modes doux, ainsi que leur sécurisation ;
 - Par l'organisation du réseau de transports pour favoriser desserte locale en même temps qu'une connexion efficace aux pôles d'emplois et aménités de la Métropole.
- ❖ La création de lieux d'échange et de convivialité

- En créant de véritables espaces publics au sein des quartiers bailleurs, favorisant la vie locale et la connexion entre fonctions urbaines.
 - Par la reconquête des espaces délaissés et la requalification des espaces résidentiels déqualifiés pour favoriser les usages et leur bonne gestion.
 - En favorisant la mixité des usages, la mutualisation d'équipements, et également les déplacements vers des aménités extérieures.
- ❖ Un développement économique adapté, s'appuyant sur des pôles de mobilités accessibles et intégrés
- Utiliser le potentiel de reconnexion à la Ville, et à la Métropole, pour inscrire ce secteur dans la dynamique économique métropolitaine et améliorer les liens avec les zones d'emploi et d'activité
 - Faire évoluer les fonciers autour de l'échangeur L2 du métro de Frais Vallon et la gare métro-bus de la Rose de manière à en favoriser l'intégration et l'accessibilité depuis les quartiers, et à permettre l'installation d'activités profitant des flux.
 - Favoriser l'installation de commerces et services de proximité

Du point de vue du déroulement opérationnel de l'intervention, il a été établi l'engagement prioritaire des opérations sur les sites de la Bégude Nord (La Rose Est) et Frais Vallon.

Le Comité de Pilotage du 13 juillet 2021 a examiné la programmation pour laquelle le concours financier de l'ANRU sera sollicité sur les autres sites de projet fin 2021 lors d'un nouveau Comité d'Engagement.

Le NPNRU de Frais Vallon – La Rose fera ensuite l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU via une convention, dont l'objectif de signature est fixé fin 2022.

Seront concernés par les premiers démarrages opérationnels du NPNRU en 2022, les actions suivantes :

Sur Frais Vallon – La Rose :

- Engagement du processus de relogement des ménages concernés par les premières démolitions de logements sociaux (sous MO bailleur) en 2022
- Lancement des premières actions de réhabilitation des bâtiments (sous MO bailleurs) en 2021
- Lancement des études de maîtrise d'œuvre des premières opérations d'espaces publics (sous MO AMP)
- Lancement des premières opérations d'aménagement transitoire (sous MO AMP)

Les engagements financiers de la Métropole Aix Marseille Provence dans la convention NPNRU de Frais Vallon-la Rose représentent la somme de 35 600 000 euros TTC sur 10 ans.

Sur la base de cette enveloppe, il sera sollicité auprès de l'ANRU et ses partenaires une participation financière de 13 500 000 euros.

Les engagements financiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont répartis en quatre familles distinctes d'intervention financières au sein du PRIN de Frais Vallon-La Rose :

8. Maître d'ouvrage du pilotage et de l'ingénierie du NPNRU. En tant que porteur des projets NPNRU, la Métropole Aix Marseille Provence pilote les études et les moyens d'ingénieries associés au projet.
 - Un budget de 4 800 000 euros TTC nécessaire au pilotage à l'ingénierie et la concertation-communication du projet NPNRU de Frais Vallon-La Rose a été estimé pour une période 10 ans. Sur la base de cette enveloppe, le concours financier de l'ANRU et des partenaires financiers sera sollicité à hauteur de 1 560 000 euros.
9. Maître d'ouvrage d'opération en aménagement. Par ses compétences métropolitaines, la Métropole est MO des opérations de voirie et d'espaces publics.
 - Un budget de 25 860 000 euros TTC a été estimé pour conduire cette opération (études, acquisition foncière, travaux, réseaux, mobiliers et espaces verts). Sur la base de cette enveloppe, le concours financier de l'ANRU et des partenaires financiers sera sollicité à hauteur de 11 850 000 euros.

10. Maître d'ouvrage d'opération en investissement pour l'installation de la Maison du Projet dans le cadre de l'opération d'aménagement du NPNRU.

- Un budget de à 240 000 euros TTC a été estimé pour l'installation de la Maison du Projet ;
Sur la base de cette enveloppe, le concours financier de l'ANRU et des partenaires financiers sera sollicité à hauteur de 110 000 euros.

11. Partenaire financier dans les projets NPNRU. La Métropole accorde une subvention réglementée aux opérations de requalification du patrimoine au sein des NPNRU.

Les opérations de réhabilitation et de restructuration des logements locatifs sociaux sont sous la maîtrise d'ouvrage des bailleurs. Les opérations de requalification concernant 1 104 logements et représentent un coût estimé à 67 000 000 euros TTC par les bailleurs.

- Sur la base de cette enveloppe, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 4 700 000 euros.

Il est donc proposé de poursuivre la mise en œuvre du projet NPNRU de Frais Vallon-La Rose.

Pour ce faire, il convient de créer et affecter l'opération d'investissement n°2022100400 "NPNRU - Frais Vallon - La Rose" d'un montant de 35 600 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221240BP du programme 24.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100400 « NPNRU – Frais Vallon – La Rose » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100400 NPNRU - Frais Vallon - La Rose ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100400 NPNRU - Frais Vallon -La Rose.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 011-504/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 Financement investissements Politique de la Ville - Phase 2

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19940/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 – Financement investissements Politique de la Ville Phase 2 » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville et des Contrats de Ville.

Le Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence fixe des orientations en matière d'investissement qui permettent notamment, dans les quartiers en difficulté, l'aménagement d'espaces extérieurs, de locaux ou de leur équipement en matériel en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants et les offres d'accueil.

Pour le financement de ce type de projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose d'allouer des crédits d'investissement à hauteur de 3 000 000 euros sur 3 ans.

L'attribution des subventions par la Métropole Aix-Marseille-Provence sera conditionné au respect des principes suivants :

- Les projets devront se situer dans les quartiers prioritaires (conformément au décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 qui fixe la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ; concernant le Contrat de Ville Marseille-Provence, les quartiers ciblés sont au nombre de trente-huit : trente-cinq à Marseille, deux à Marignane, un à Septèmes-les-Vallons) ou dans leur immédiate périphérie et dans les trois quartiers de « veille active » de la Ciotat.
- Seules les associations loi 1901, les bailleurs sociaux, les établissements publics et les organismes à but non lucratif pourront bénéficier de ces subventions.
- Les subventions seront attribuées par la Métropole dans la limite de 80% maximum du coût du projet sur la base d'un dossier complet.

- Les projets retenus concernent en particulier l'aménagement (travaux de construction, d'amélioration ou de réparation) des espaces extérieurs et des locaux ou l'équipement en matériel. Les investissements financés devront être destinés à servir de façon durable l'activité du bénéficiaire.
- La décision attributive de subvention fera l'objet d'une convention qui définira précisément les modalités d'application.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse allouer des subventions d'investissement dans le cadre du Contrat de Ville et selon les critères susmentionnés. Cette opération sera réalisée sur le Territoire Marseille Provence.

L'opération d'investissement n°2022100700 "Financement investissements Politique de la Ville - Phase 2" d'un montant de 3 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221103BP du programme 10, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 « Financement investissements Politique de la Ville Phase 2 » ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 « Financement investissements Politique de la Ville Phase 2 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 Financement investissements Politique de la Ville Phase 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 012-505/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention T21055-COV relative à l'instruction et au suivi des opérations subventionnées en investissement par la Ville de Marseille dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2022

DPV 21/19968/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°15/0500/UAGP du 29 juin 2015, la Ville de Marseille a adopté le Contrat de Ville Intercommunal pour la période de 2015 à 2020 qui est le cadre de la politique contractuelle en direction des quartiers les plus en difficultés et porteurs de caractéristiques et de dynamiques urbaines et sociales très diverses.

Le Contrat de Ville cible la nouvelle géographie de la Politique de la Ville définie par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 soit trente-cinq quartiers prioritaires pour Marseille et trente-huit à l'échelle de Marseille Provence Métropole.

Il définit le projet urbain et social qui vise à une meilleure intégration des quartiers prioritaires dans le fonctionnement urbain social et économique de l'agglomération, réduisant ainsi les écarts de développement et les situations d'exclusion.

A la suite de la dissolution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Politique de la Ville et du transfert des compétences à la Métropole Aix Marseille Provence, la Ville de Marseille et la Métropole ont conclu une convention n°T21055-COV approuvée par délibérations n° HPV 006-014/21 CT du 16 février 2021 du Conseil de territoire et 21/0038/EFAG du 8 février 2021 du Conseil Municipal confiant à la Métropole la gestion globale des opérations d'investissement financées par la Ville dans le cadre de l'appel à projets annuel politique de la ville lancé par la Métropole en lien avec les partenaires financeurs.

Dans ce cadre, la Ville de Marseille alloue chaque année une enveloppe de crédits d'1,4 millions d'euros pour les projets d'investissement visant à soutenir les associations et les bailleurs sociaux dans l'aménagement d'espaces extérieurs, l'aménagement ou l'équipement de locaux de proximité. Ses projets viennent accompagner les porteurs dans la réalisation des actions de fonctionnement et permettent d'améliorer l'accueil des publics et le cadre de vie. C'est en moyenne 80 dossiers déposés par an qui sont instruits et une quarantaine de projets délibérés en Conseil Municipal.

Cette convention de gestion a été initialement conclue jusqu'au 31 décembre 2021. Il convient de prolonger par avenant sa durée de trois mois soit jusqu' 31 mars 2022, afin d'assurer une continuité cohérente dans le suivi de ces projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi de finances du 28 décembre 2018 qui prolonge la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de proroger la convention relative à l'instruction et au suivi des opérations subventionnées en investissement par la Ville de Marseille dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2022

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention T21055-COV relative à l'instruction et au suivi des opérations subventionnées en investissement par la Ville de Marseille dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal 2015-2022.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 013-506/21/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille - Approbation de la décision de transfert ANRU portant transfert d'opérations du Protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19975/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille-Approbation de la décision de transfert d'opération du protocole de préfiguration du Nouveau programme Nationale de Renouvellement Urbain du Groupement d'intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la métropole d'Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Le GIP MRU a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR HLM) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution du GIP a pris effet au 31 décembre 2019.

Dans ce cadre et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU.

La reprise de ces activités nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

En effet, au titre de ces engagements, le GIP était bénéficiaire de subventions de l'ANRU.

Les subventions de l'ANRU relative au Programme National de Rénovation Urbaine ont déjà fait l'objet d'un transfert au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les deux décisions de transfert ANRU ont été approuvées par la Métropole par décision n°21/298/D du 17 mai 2021.

Aussi, une décision de transfert doit à présent être conclue entre l'ANRU, le GIP MRU et la Métropole pour les opérations du Protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain afin de déterminer les modalités de reprise de ces engagements et du transfert des subventions de l'ANRU au profit de la Métropole.

Il s'agit plus précisément de vingt-deux opérations contractualisées sous maîtrise d'ouvrage du GIP MRU dont sept opérations ont déjà été engagées auprès de l'ANRU par le groupement.

Les quinze opérations devront faire l'objet d'une demande d'engagement auprès de l'ANRU par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les sept opérations déjà engagées auprès de l'ANRU par le GIP MRU sont les suivantes :

Numéros d'opération ANRU (IDTOP)	Intitulé des opérations
C0322-14-0017	CB1 - Etudes urbaines et sociales de la Solidarité à la Savine
C0322-14-0044	CD 8 - Etude urbaine et sociale La Cabucelle
C0322-14-0005	CA1 - Etudes urbaines et sociales Frais Vallon / La Rose / Petit Séminaire
C0322-14-0051	CB3a bis - AMO PDS Kallisté - Expertises complémentaires phase d'élaboration
C0322-14-0019	CB5 - Accompagnement de la transition La Savine
C0322-14-0022	CB9 - Concertation - Communication Saint-Antoine / La Bricarde / La Castellane
C0322-14-0036	I.1 - Maisons mobiles du projet

Les quinze opérations contractualisées sous maîtrise d'ouvrage du GIP MRU dans le cadre du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain sont les suivantes :

Numéros d'opération ANRU (IDTOP)	Intitulé des opérations
C0322-14-0003	A5 - Mise en place et suivi des outils de pilotage et de coordination
C0322-14-0006	CA4 - Concertation - Communication Frais Vallon / La Rose / Petit Séminaire
C0322-14-0009	CA9 - Etudes urbaines et sociales Grand Saint Barthélémy
C0322-14-0018	CB4- Concertation - Communication Solidarité
C0322-14-0032	CB12 - GUSP renforcée 2017-2018 Consolat-Mirabeau
C0322-14-0034	CB14 - Etudes urbaines et sociale Campagne Lévêque
C0322-14-0043	CA 13 - Etudes urbaines et sociales PRIR secteur Cadran Nord-Est L2
C0322-14-0004	B9 - Concertation -Communication secteur Grand Centre-Ville – GPMM
C0322-14-0007	CA5 - Etudes urbaines et sociales Malpassé Corot
C0322-14-0008	CA8 - Concertation - Communication Saint Paul Corot / Villecroze / Rougny / Malpassé / Oliviers / Lilas
C0322-14-0031	CB10 - Etudes urbaines et sociales Consolat Mirabeau
C0322-14-0002	A4 - AMO sécurité des sites et des chantiers
C0322-14-0010	CA11 - Concertation - Communication Grand Saint Barthélémy
C0322-14-0016	CA15 - Concertation - Communication PRIR Cadran Nord Est L2
C0322-14-0033	CB13 - Concertation - Communication Consolat Mirabeau

Il convient donc aujourd'hui d'approuver le transfert, du GIP MRU à la Métropole Aix-Marseille Provence, des opérations du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; ;
- Le projet de délibération portant sur le « Transfert des aides financières dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille-Approbation de la décision de transfert d'opération du protocole de préfiguration du Nouveau programme Nationale de Renouvellement Urbain du Groupement d'intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille-Approbation de la décision de transfert d'opération du protocole de préfiguration du Nouveau programme Nationale de Renouvellement Urbain du Groupement d'intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative au Transfert des aides financières dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille-Approbation de la décision de transfert d'opération du protocole de préfiguration du Nouveau programme Nationale de Renouvellement Urbain du Groupement d'intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 014-507/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant relatif au report du versement des soldes des subventions 2020 du Contrat de ville en raison de la crise sanitaire du COVID 19

DPV 21/20048/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, on assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 décembre 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Par délibérations du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT et N° HN 22- 2807/20/CT relatives à l'approbation de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence, la Métropole a approuvé une programmation correspondant au vote de 509 actions pour un total de 3 639 790 euros.

Les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros auraient dû transmettre à la Métropole un bilan qualitatif et un compte-rendu financier de l'action avant le 30 septembre 2021 pour les actions programmées sur l'année scolaire 2020/2021, afin de recevoir le solde de 65% du montant de leur subvention.

En raison de l'épidémie de COVID 19, de nombreuses associations ont dû cesser temporairement leurs activités ou reporter des projets et des interventions. Conscients que les associations font face à des conséquences économiques, financières et sociales inhérentes à la crise sanitaire, les partenaires du Contrat de Ville que sont la Métropole, l'Etat et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ont souhaité se rapprocher de l'ensemble des porteurs de projet afin de prendre en compte leur situation spécifique et d'étudier les mesures liées au versements des subventions au cas par cas, en application de la circulaire du Premier Ministre du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions publiques.

Au regard des réponses transmises, les associations ci-dessous ont été dans l'incapacité de finaliser leurs actions en raison des incidences de la crise sanitaire et demandent une prolongation de leur action jusqu'à la fin du premier semestre 2021 :

- Le théâtre de la Mer
- Léo Lagrange
- Sud side CMO
- AGA CSC Del Rio

● Pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant le 30 juin 2022. La liste de ces bénéficiaires figure en annexe 1.

● Pour les bénéficiaires d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, il est proposé d'accepter la prolongation de la durée initiale de ces projets et de reporter par voie d'avenant aux conventions initiales le versement du solde à la remise d'un bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action avant le 30 juin 2022.

Cela représente un montant de 7 399 euros détaillé dans les tableaux en annexes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- **Vu**
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ; La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Délibération du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 n° FBPA 053-9155/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020 n° FBPA 029-8299/20/ CM portant sur le règlement budgétaire ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 026-104/19/CT relative à l'approbation de la première série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la deuxième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence ;
- Le circulaire ministériel n° 6166 du 6 mai 2020 relative aux mesures d'adaptation des règles de procédures et d'exécution des subventions au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, attribuées aux associations pendant la crise sanitaire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de reporter le versement du solde des subventions du contrat de ville issues de l'appel à projets 2020 pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées la prolongation de la durée initiale des projets et la production du dossier de suivi et de bilan avant 01 juin 2022 pour les bénéficiaires qui ont reçu une subvention inférieure à 5 000 euros tel que présenté en annexe 1 sur le tableau ci-joint.

Article 2 :

Sont approuvés la prolongation de la durée initiale des projets ainsi que le report du versement des soldes de subvention pour les actions impactées par la crise sanitaire du COVID 19 décrites en annexe 2 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant solde de la subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Est approuvé le modèle d'avenant à la convention annuelle en annexe 3, précisant la modification de la durée des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets

Article 5 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Est autorisé le versement d'un solde de 65 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019 de l'appel à projets, soit 7 399 euros TTC, sont inscrits au budget 2021 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 015-508/21/CT

**■ CT1 Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille
DGADUST 21/20052/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 et CHL 004-10557/21/CM du 7 octobre 2021 le Conseil de Métropole a approuvé le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille et son avenant n°1.

L'objectif principal du PPA est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille sur un périmètre de plus de 1 000 hectares répartis en 7 arrondissements : le 1° et parties du 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7° et 8°, concernant près de 200 000 habitants.

Conclu pour une durée de 15 ans, le projet associe la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat, la Ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, Euroméditerranée, l'Agence Nationale de d'Amélioration de l'Habitat, l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, La Banque des Territoires, l'Etablissement Public Foncier PACA, et l'Association Régionale des organismes HLM PACA Corse.

Il définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager :

- la lutte contre l'habitat indigne et la restauration du patrimoine bâti,
- l'amélioration de l'attractivité et de la qualité résidentielle,
- la redynamisation de la fonction économique et commerciale.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le PPA porte 11 actions :

- Compléter le corpus d'études existantes pour construire le schéma d'orientations stratégiques d'une intervention globale sur le centre-ville de Marseille à la hauteur des enjeux
- Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de concertation à l'échelle du PPA
- Construire une stratégie pour le logement et l'hébergement temporaire
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie foncière
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de redynamisation économique et commerciale
- Instaurer une Grande Opération d'Urbanisme (GOU)
- Créer un nouvel outil d'aménagement, une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National (SPLAIN)
- Elaborer et mettre en œuvre plusieurs opérations d'aménagement, dont les premières concernent 4 secteurs (phase 1)
- Travailler sur des mesures dérogatoires ou faisant évoluer la réglementation nationale pour renforcer les outils de lutte contre l'habitat privé dégradé
- Construire une organisation interne à la Métropole pour porter le projet global et conduire une réorganisation entre la Ville et la Métropole en matière de police de l'habitat
- Etablir et mettre en œuvre les modalités opérationnelles de prise en compte du patrimoine bâti dans les opérations

Dans le cadre du nouveau pacte de gouvernance du PPA, adopté en octobre 2021 sous forme d'avenant n°1 au contrat, le co-pilotage du projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille a été renforcé, notamment en ce qui concerne les actions relatives à l'élaboration d'un schéma d'orientations stratégiques pour le centre-ville de Marseille et d'une stratégie de concertation et d'information à cette échelle.

C'est pour la mise en œuvre de ces éléments que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille concluent une convention constitutive de groupement de commande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 004-8076/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation du contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille ;
- La délibération CHL 004-10557/21/CM du 7 octobre 2021 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat du Projet Partenarial d'Aménagement ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la passation de contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture"

DDEBA 001-509/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100100 Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 21/19934/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100100 – Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre des aménagements et réhabilitations des bâtiments de l'Immobilier d'entreprises, il est prévu de réaliser des travaux tous corps d'état permettant de répondre à la fois aux urgences d'aménagement et au gros entretien et renouvellement des installations techniques.

De plus, la loi ELAN du 23 novembre 2018 a fixé des objectifs ambitieux quant à la consommation d'énergie des bâtiments. Ainsi, les consommations énergétiques du parc tertiaire devront être réduites par rapport à 2010 : de 40% en 2030, de 50% en 2040 et de 60% en 2050.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le 23 juillet 2019, le décret n°2019-771 dit « Décret Tertiaire » a permis de préciser les modalités d'application de l'article 175 de la loi ÉLAN quant aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments à usage tertiaire.

Dans le cadre de son projet de Plan Climat Air Energie et de son agenda environnemental, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite poursuivre ses objectifs de réduction des consommations d'énergie, de réduction des émissions de GES et de développement de la production locale d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, le recours à la production d'électricité photovoltaïque est une des solutions privilégiées par la Métropole pour son patrimoine et devra participer à atteindre un taux de couverture de 22% des besoins d'énergie primaires sur le territoire (électrique et thermique) en 2025, 36% en 2030 et 100% en 2050.

Des études de potentiel photovoltaïque ont été réalisées sur 15 bâtiments en 2020, mettant en lumière des projets très intéressants permettant des économies d'énergie conséquentes et dont les temps de retour sur investissement sont inférieurs à 10 ans.

En effet, les études ont démontré des gains financiers selon deux biais :

- des économies de fonctionnement grâce à l'autoconsommation (réduction de notre consommation électrique)
- des recettes annuelles liées à la revente d'électricité sur le réseau

Par ailleurs, l'installation de bornes de recharge électrique contribuera également aux engagements de réduction des émissions de GES,

Pour soutenir cette politique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'Etat dans le cadre de la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) pour des subventions relatives à l'installation de centrales photovoltaïques sur notre patrimoine à hauteur de 80% du montant d'investissement.

Afin de pouvoir réaliser ces travaux, il convient de créer l'opération d'investissement n°2022100100 « Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises » d'un montant de 1 855 000 euros HT, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221011BP du programme 01, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100100 – Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100100 « Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100100 Travaux d'aménagement et de réhabilitation liés au développement durable sur les immobiliers d'entreprises.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 002-510/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur CELESTE

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19957/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) dote la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence obligatoire pour la concession de la distribution publique d'électricité et de gaz.

Par délibération n°TCM 003-10182/21/CM du 4 juin 2021, la Métropole a approuvé le nouveau contrat de concession pour la distribution publique d'électricité pour la ville de Marseille entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ENEDIS et EDF. Ce contrat a été signé en date du 8 juillet 2021 par les parties et exécutoire à compter du 26 juillet 2021, date de sa notification aux titulaires. Il entre en vigueur au 1^{er} août 2021 par disposition contractuelle.

Ainsi, en tant qu'autorité concédante du réseau de distribution d'électricité, il revient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autoriser l'utilisation des ouvrages du réseau public de distribution d'électricité par des opérateurs de communications électroniques à des fins de déploiement de la fibre optique. Elle est à ce titre signataire, aux côtés d'Enedis, de conventions relatives à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par les opérateurs de communications électroniques et perçoit la redevance pour l'utilisation du réseau par ces opérateurs.

Un modèle national de convention a été co-rédigé par Enedis, et la FNCCR. Cette convention, adaptée à la concession de distribution publique d'électricité de Marseille, sécurise l'intervention de l'opérateur et engage ce dernier au formalisme nécessaire que le distributeur Enedis et la Métropole Aix-Marseille-Provence entendent imposer à propos de ce déploiement d'un réseau nouveau sur les supports BT/HTA.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

- la mise en place sur le réseau public de distribution d'électricité et l'exploitation d'un système de fibres optiques ne doivent générer aucune charge économique supplémentaire ni pour l'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité, ni pour le distributeur ou pour les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité ;
- un opérateur ne peut s'opposer à la mise en techniques dites discrètes (enfouissement, pose en façade) des réseaux sur appuis communs. Il s'engage à déposer préalablement ou simultanément son réseau en cas d'un programme d'enfouissement de réseaux ;
- la mise à disposition des appuis consentie au titre de la présente convention s'exerce indépendamment de l'échéance du contrat de concession de distribution d'électricité publique en cours ;

- L'opérateur de communications électroniques verse un droit d'usage relatif à l'utilisation du réseau public de distribution d'énergie électrique à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire dudit réseau.

Conformément au contrat de concession, son montant est fixé annuellement et par support ou le cas échéant, par traverse. Ce montant est versé en une seule fois pour une durée de mise à disposition des supports de 20 ans. Ce montant est actualisé en fonction de la volumétrie prévisionnelle durant toute la durée de la convention.

En septembre 2021, Enedis a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser l'opérateur CELESTE à utiliser les infrastructures du réseau public de distribution d'électricité desservant la commune de Marseille, en vue de l'implantation d'un réseau de communications électroniques par fibres optiques.

CELESTE est en effet mandaté par la société SNEF pour le déploiement de la fibre dans le cadre d'un marché remporté par cette dernière pour la Ville de Marseille. CELESTE est ainsi amené à déployer la fibre optique noire sur la ville de Marseille pour permettre de raccordement des caméras de vidéo-surveillance en domaine public jusqu'aux postes de contrôle de la ville. Ce projet doit être mené entre septembre 2021 et juin 2022. Il est donc proposé de conclure une convention avec ENEDIS et l'opérateur CELESTE, conformément au modèle national.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au transfert du contrat de concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur CELESTE.;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la métropole envisage d'adopter un projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur CELESTE.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article unique:

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur l'approbation d'une convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité par l'opérateur CELESTE.

DDEBA 003-511/21/CT

■ **CT1 - Nuisances sonores environnementales - Mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement PPBE du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement n°2022102700 pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/20032/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Nuisances sonores environnementales – Mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Territoire Marseille Provence est compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre géographique et donc par conséquent, de l'évaluation et de la gestion des nuisances sonores, à savoir le bruit routier, le bruit aéroportuaire, le bruit ferroviaire et le bruit des activités industrielles.

La Directive européenne 2002/49/CE impose, dans les grandes agglomérations, la réalisation de cartes de bruit et de plan d'actions, ou Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Ce dernier vise à ~~par~~ les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit et protéger les zones calmes.

La cartographie du bruit actualisée du Territoire de Marseille Provence a été approuvée par le Conseil de Territoire par délibération n°VECO 010-335/18/CT du 26 juin 2018.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, issu de cette cartographie, a été approuvé par le Conseil de Territoire par délibération n°VECO 012-533/19/CT du 24 septembre 2019.

Parmi les actions programmées au PPBE, figure le co-financement d'écrans acoustiques (ou murs antibruit) en bordures d'infrastructures autoroutières, gérées par l'Etat, et situées sur le Territoire.

Le Territoire s'est engagé à cofinancer de tels ouvrages afin d'améliorer la qualité sonore du cadre de vie des riverains d'autoroutes.

La présente délibération vise à créer une opération de cofinancement d'écrans acoustiques autoroutiers identifiés comme prioritaires par les services de l'Etat, gestionnaire de voie, et visant à réduire l'exposition des riverains aux nuisances par la résorption de Points Noirs du Bruit (PNB), bâtiments particulièrement exposés aux nuisances sonores, sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit (PNB) sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, inscrite au CPER 2015-2020. Le montant de l'enveloppe financière de l'Etat disponible pour l'opération s'élève à 4 200 000 euros sur l'ensemble de la Métropole.

Les éléments d'analyse technico-financière ont permis aux services de l'Etat de dégager différents scénarii d'écran acoustique dont, ci-dessous, le projet retenu par les parties concernées.

Le projet correspond au scénario « 1bis » présenté à l'issue du comité de pilotage du 23 juillet 2021, comprenant un écran acoustique sur Martigues ainsi qu'un écran sur Septèmes-les Vallons. Ce dernier revêt les principales caractéristiques suivantes :

- Protection de 36 logements,
- Localisation : le long de l'autoroute A7, dans le sens Marseille-Aix, au niveau de la Basse Bédoule,
- Coût 2 768 000 euros TTC.

Le montant total des travaux envisagés (scénario 1bis) est estimé à 2 768 000 euros TTC.

La répartition des financements Etat et collectivités, validées par toutes les parties, sont les suivants :

	Montant total TTC	Remarques
Etat	65%	1 799 200 euros TTC
Collectivités	35%	968 800 euros TTC

Il a été acté entre les parties intéressées la répartition à parts égale de la part collectivité entre la Commune et le Territoire, soit :

- Septèmes-les-Vallons : 484 000 euros soit 17,5% du montant total
- Territoire Marseille Provence : 484 000 euros soit 17,5% du montant total

Les montants communiqués par les services de l'Etat sont estimés au moyen d'études d'avant-projet.

De nombreux montants annexes ne sont en effet pas encore estimés dont notamment les montants d'études détaillées, le coût des études connexes à savoir les études géotechniques, les missions de coordonnateur CSPS, d'AMO planification OPC, de contrôle extérieur études et travaux, l'assistance à la communication et études diverses (ex : la recherche d'amiante).

La création et l'affectation d'une opération d'investissement n°2022102700 « Ecran acoustique Septèmes-les-Vallons » d'un montant de 600 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221180BP du programme 18, permettra la mise en œuvre de l'opération précédemment citée et plus particulièrement le lancement des investissements de co-financement, pour la part incombant au Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Nuisances sonores environnementales – Mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement n°2022102700 pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Nuisances sonores environnementales – Mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement n°2022102700 pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération Nuisances sonores environnementales – Mise en œuvre du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement n°2022102700 pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 004-512/21/CT

■ CT1 - Nuisances sonores environnementales - Approbation d'une convention pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit
DGDU 21/20102/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille Provence est compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre géographique et donc par conséquent, de l'évaluation et de la gestion des nuisances sonores, à savoir le bruit routier, le bruit aéroportuaire, le bruit ferroviaire et le bruit des activités industrielles.

La Directive européenne 2002/49/CE impose, dans les grandes agglomérations, la réalisation de cartes de bruit et de plan d'actions, ou Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Ce dernier vise à ~~par~~ les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit et protéger les zones calmes.

La cartographie du bruit actualisée du Territoire Marseille Provence a été approuvée par le Conseil de Territoire par délibération n°VECO 010-335/18/CT du 26 juin 2018.

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, issu de cette cartographie, a été approuvé par le Conseil

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

de Territoire par délibération n°VECO 012-533/19/CT du 24 septembre 2019.

Parmi les actions programmées au PPBE, figure le cofinancement d'écrans acoustiques (ou murs antibruit) en bordure d'infrastructures autoroutières, gérées par l'Etat, et situées sur le Territoire.

Le Territoire s'est engagé à cofinancer de tels ouvrages afin d'améliorer la qualité sonore du cadre de vie des riverains d'autoroutes.

La présente délibération vise à approuver la convention de cofinancement d'écrans acoustiques autoroutiers identifiés comme prioritaires par les services de l'Etat, gestionnaire de voie, et visant à réduire l'exposition des riverains aux nuisances par la résorption de Points Noirs du Bruit (PNB), bâtiments particulièrement exposés aux nuisances sonores, sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit (PNB) sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, inscrite au CPER 2015-2020.

La répartition des financements Etat et collectivités, validée par toutes les parties, est la suivante :

	Clef	Montant
Etat	65%	1 799 200 €
AMP	17,5%	484 400 €
Ville de Septèmes-les-Vallons	17,5%	484 400 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention de cofinancement entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Septèmes-les-Vallons, pour la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des points Noirs du Bruit.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention avec l'Etat, et la Ville de Septèmes-les-Vallons, relative à la réalisation d'un écran acoustique sur la commune de Septèmes-les-Vallons dans le cadre d'une opération de résorption des Points Noirs du Bruit.

Article 2 :

Monsieur le président ou son représentant est autorisé à signer cette convention, et tous les documents afférents

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, Opération n° 2022102700 « Ecran acoustique Septèmes les Vallons », chapitre 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-513/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée CD 1099 située Avenue des Charmettes à la Ciotat, appartenant aux Consorts ROMERA/CORRADI en vue de son intégration dans le domaine public Métropolitain**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 21/19913/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée CD 1099 située Avenue des Charmettes à la Ciotat, appartenant aux Consorts ROMERA/CORRADI en vue de son intégration dans le domaine public Métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation foncière d'une parcelle de terrain déjà aménagée à usage trottoir et de voirie de 72 m² environ, située Avenue des Charmettes à LA CIOTAT, cadastrée CD 1099 et appartenant aux Consorts ROMERA-CORRADI.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition de la parcelle objet des présentes, arrêté à la somme de sept mille deux cent euros HT (7200 €) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à la somme de sept mille deux cent euros HT (7200 €).

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001

Il convient que le Conseil de Territoire approuve le protocole foncier ci annexé qui définit les conditions de la vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée CD 1099 située Avenue des Charmettes à la Ciotat, appartenant aux Consorts ROMERA/CORRADI en vue de son intégration dans le domaine public Métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux une emprise de terrain située avenue des Charmettes à la Ciotat déjà aménagée à usage de voirie et de trottoir pour permettre son intégration dans le domaine public Métropolitain.
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée CD 1099 située Avenue des Charmettes à la Ciotat, appartenant aux Consorts ROMERA/CORRADI en vue de son intégration dans le domaine public Métropolitain.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être saisi pour avis du projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée CD 1099 située Avenue des Charmettes à la Ciotat, appartenant aux Consorts ROMERA/CORRAD I en vue de son intégration dans le domaine public Métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-514/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Daniel CECCHINI des lots 5, 9 et 10 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement "Coin Joli", sis sur la parcelle cadastrée 853 V82 située 78, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19917/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération. Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Daniel CECCHINI des lots 5 – 9 et 10 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli », sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0082 située 78 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Un immeuble en copropriété dépendant du lotissement dénommé « Coin Joli », situé sur la parcelle cadastrée 853 V0082 de 307 m² et composé de 10 lots de copropriété appartenant à trois copropriétaires distincts, est impacté en totalité par le projet de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'assurer de la maîtrise totale de l'ensemble des lots de copropriété.

Monsieur Daniel CECCHINI est propriétaire des lots de copropriété suivants :

- Lot 5 consistant en un appartement de type 2 de 45 m² en rez-de-jardin,
- Lots 9 et 10 consistant en deux morceaux de terrain en friche représentant 7/978èmes des parties communes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'assurer de la maîtrise totale de l'ensemble des lots de copropriété impacté par le projet.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Monsieur Daniel CECCHINI en vue de procéder à l'acquisition amiable de ces lots.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 233 320 € TTC (deux cent trente-trois mille trois cent vingt euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- Indemnité principale : 211 200 euros
- Indemnité de emploi : 22 120 euros

Il est à noter que la valeur vénale du bien établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat a été calculée en valeur occupée, aussi, compte tenu du fait que le vendeur s'engage à faire son affaire personnelle de son relogement il convient de majorer de 10% la valeur vénale initiale (l'écart moyen en valeur libre étant de 15 %).

En effet l'occupant déclare avoir eu parfaitement connaissance des droits dont il bénéficie en matière de relogement, et déclare expressément ne pas souhaiter en bénéficier.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La saisine de madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Monsieur Daniel CECCHINI des lots 5, 9 et 10 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0082 d'une superficie de 307 m², et situé au 78, rue Augustin Aubert Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
-
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition auprès de Monsieur Daniel CECCHINI des lots 5, 9 et 10 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0082 d'une superficie de 307 m², et situé au 78, rue Augustin Aubert Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Daniel CECCHINI des lots 5 – 9 et 10 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli », sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0082 située 78 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 003-515/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Syndicale Libre du Village Automobile de trois emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 855 P 0135 - P 0136 et P 0139 situées 7 place du Général Ferrié à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway**

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 21/19920/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter du la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération. La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Syndicale Libre du Village Automobile de trois emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 855 P 0135 – P 0136 et P 0139 situées 7 place du Général Ferrié à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

L'Association Syndicale Libre (dite ASL) du Village Automobile est propriétaire de trois parcelles cadastrées 210855 P0135, P0136 et P0139 situées 7 place de Général Ferrié à Marseille 10^{ème} arrondissement sur lesquelles est implanté un Village Automobile regroupant plusieurs concessionnaires de véhicules neufs et d'occasions.

La Métropole s'est donc rapprochée de l'ASL du Village Automobile en vue de procéder à l'acquisition amiable des emprises nécessaires à l'élargissement de voirie au niveau de la place Ferrié et du Village Automobile afin de réaliser une future station de tramway à savoir :

- Une emprise de 164 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0135 d'une contenance de 199m² non bâtie correspondant à un espace vert sur lequel est implanté la guérite du gardien (local préfabriqué) ainsi que l'entrée principale du village auto.
- La parcelle cadastrée 855 P0136 de 4 m² occupée par de la voirie interne (place d'exposition).
- Une emprise de 660m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0139 d'une contenance de 3190m² non bâtie, occupée par de la voirie interne (places d'exposition) et de l'espace vert.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 183 160 € TTC (cent quatre-vingt-trois mille cent soixante euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant se décompose en :

- Indemnité principale : 165 600 euros
- Indemnité de remploi : 17 560 euros

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13210005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisie de la Présidente de la Métropole Aix- Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Syndicale Libre du Village Automobile de trois emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 855 P 0135 – P 0136 et P 0139 situées 7 place du Général Ferrié à Marseille 10^{ème}

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'un tènement foncier situé place du Général Ferrié auprès de l'ASL du Village Automobile permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que la métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Syndicale Libre du Village Automobile de trois emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 855 P 0135 – P 0136 et P 0139 situées 7 place du Général Ferrié à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de l'Association Syndicale Libre du Village Automobile de trois emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 855 P 0135 – P 0136 et P 0139 situées 7 place du Général Ferrié à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-516/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Samy NGUYEN VAN de la parcelle cadastrée 853 V 0079 située 70 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19926/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération. La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Samy NGUYEN VAN de la parcelle cadastrée 853 V 0079 située 70 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Monsieur Samy NGUYEN VAN est propriétaire de la parcelle cadastrée 853 V0079 située 70, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, d'une contenance de 308 m², sur laquelle est édifiée une maison en R+1 composée de deux appartements :

- en RDC, un appartement de type 3 (ancien garage) d'une superficie de 65 m² entièrement rénové et bénéficiant d'aménagements de bonnes qualités. Cet appartement est occupé par un locataire.
- au 1er étage, un appartement de type 4 en duplex (Mezzanine) d'une superficie de 120m² parfaitement rénové et bénéficiant également d'aménagements de bonnes qualités. Cet appartement est occupé par le propriétaire.

Ce bien bénéficiant également d'un terrain d'agrément et d'une petite piscine est impacté par lesdits travaux.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Monsieur Samy NGUYEN VAN en vue de procéder à l'acquisition amiable de ce bien.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 750 000 € H.T. (sept cent cinquante mille euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant se décompose en :

- Indemnité principale : 680 913 euros

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Indemnité de remplacement : 69 087 euros

Il est à noter que la valeur vénale du bien établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat a été calculée en valeur occupée. Aussi, compte tenu du fait que d'une part, le bien est vendu libre avec jouissance différée et que d'autre part le vendeur s'engage à faire son affaire personnelle de son logement et de celui de son locataire, il convient de majorer d'environ 7% la valeur vénale initiale, l'écart moyen en valeur libre étant de 15 %.

En effet le propriétaire occupant précise avoir eu parfaitement connaissance des droits dont il bénéficie en matière de logement, et déclare expressément tant pour son compte que pour celui de son locataire dispenser la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder à son logement dans les conditions visées par l'article L 314-2 du code de l'urbanisme, souhaitant en faire son affaire personnelle.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière libre de toute occupation et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - Le protocole foncier ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Samy NGUYEN VAN de la parcelle cadastrée 853 V 0079 située 70 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que l'acquisition auprès Monsieur Samy NGUYEN VAN de son bien immobilier sis sur la parcelle cadastrée 859 V0079 située 70, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, d'une contenance de 308 m², sur laquelle est édifiée une maison en R+1 composée de deux appartements, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que la métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Samy NGUYEN VAN de la parcelle cadastrée 853 V 0079 située 70 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway ;
- Que le Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur Samy NGUYEN VAN de la parcelle cadastrée 853 V 0079 située 70 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau du tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-517/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI SAMSAN de la parcelle cadastrée 853 V 0080 située 72 avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19944/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI SAMSAN de la parcelle cadastrée 853 V0080 située 72, avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La SCI SAMSAN est propriétaire de la parcelle cadastrée 859 V0080 située 72, avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, d'une contenance de 307 m², sur laquelle est édifiée une maison en R+1 composée de deux appartements :

- en RDC, un appartement de type 3 d'une superficie de 65 m² entièrement rénové et bénéficiant d'aménagements de bonnes qualités. Cet appartement est occupé par un locataire.

- au 1er étage, un appartement de type 3 d'une superficie annoncée de 120m² parfaitement rénové et bénéficiant également d'aménagements de bonnes qualités. Cet appartement est occupé par le propriétaire.

Ce bien, bénéficiant également d'un terrain d'agrément et d'une grande terrasse aménagée avec cuisine d'été, est impacté par lesdits travaux.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de la SCI SAMSAN en vue de procéder à l'acquisition amiable de ce bien.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 550 010 € HT (cinq cent cinquante mille et dix euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant se décompose en :

- Indemnité principale : 499100 euros
- Indemnité de emploi : 50910 euros

Il est à noter que la valeur vénale du bien établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat a été calculée en valeur occupée. Aussi, compte tenu du fait que d'une part, le bien est vendu libre avec jouissance différée et que d'autre part le vendeur s'engage à faire son affaire personnelle de son relogement et de celui de son locataire, il convient de majorer d'environ 7% la valeur vénale initiale, l'écart moyen en valeur libre étant de 15 %.

En effet, le propriétaire occupant précise avoir eu parfaitement connaissance des droits dont il bénéficie en matière de relogement, et déclare expressément tant pour son compte que pour celui de son locataire dispenser la Métropole Aix

Marseille Provence de procéder à son relogement dans les conditions visées par l'article L 314-2 du code de l'urbanisme, souhaitant en faire son affaire personnelle.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière libre de toute occupation et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 9 juin 2021;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI SAMSAN de la parcelle cadastrée 853 V0080 située 72, avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération de l'acquisition auprès la SCI SAMSAN de son bien immobilier sis sur la parcelle cadastrée 859 V0080 située 72, avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, d'une contenance de 307 m², sur laquelle est édifiée une maison en R+1 composée de deux appartements, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI SAMSAN de la parcelle cadastrée 853 V0080 située 72, avenue de Tahure à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-518/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes/La Claire - Réalisation de la voie U372 - Régularisation de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 21/20045/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parantes/La Claire – Réalisation de la voie U372 – Régularisation de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble des Parantes-La Claire à Marseille 13ème arrondissement.

Le programme des équipements public a été calibré sur la base de la surface de plancher attendue, soit 38 555 m², à travers les opérations immobilières de BNPPI (197 logements), COGEDIM Provence (253 logements), et 13 Habitat (183 logements°).

Il prévoit la réalisation des ouvrages suivants :

- La voie U372 à partir du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Paul Dalbret et le chemin de la Grave y compris les carrefours de raccordements entre ces voies et l'ouvrage routier de franchissement du canal de Marseille.
- L'ensemble des réseaux, d'adduction d'eau, d'électricité télécommunication, assainissement sanitaire et pluvial liés aux besoins des projets d'urbanisation. L'alimentation en gaz sera réalisée conformément aux termes de la convention conclue par la Métropole avec GRdF.
- Une partie des ouvrages hydrauliques (bassin J3 et recalibrage des ruisseaux dans l'emprise du périmètre) prévus dans le schéma d'assainissement pluvial du secteur la Grave/Les Médecins. Ce schéma comporte la construction des bassins de rétention et le calibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

La Métropole a lancé les consultations nécessaires à la réalisation des ouvrages publics prévus dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble et le démarrage des travaux de réalisation de la U372.

Afin de s'assurer la maîtrise foncière préalable à la réalisation de ces équipements, la Métropole a sollicité de Monsieur le Préfet, l'ouverture d'une enquête unique préalable à la DUP valant mise en compatibilité du PLU et une enquête parcellaire.

Suite à ces enquêtes et par arrêté du 18 septembre 2018, le Préfet a déclaré d'utilité publique les travaux nécessaires à cet ouvrage et autorisé le recours à l'expropriation des parcelles comprises dans le périmètre de l'enquête parcellaire.

Cet arrêté a fait l'objet de la mesure de publicité suivante :

- Affichage du 9 novembre 2018 au 9 décembre 2018 inclus au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Préalablement à ces enquêtes et dès le 19 décembre 2013, le Conseil d'administration de 13 Habitat, propriétaire de tènements fonciers concernés par ce projet a délibéré pour autoriser la cession à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole intégrée depuis lors dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'attente du transfert de propriété et pour permettre le démarrage des travaux, une convention de mise à disposition a été conclue entre les deux parties, le 22 novembre 2017.

Au terme des négociations, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition arrêté à 75 euros HT par m² et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ainsi, il a été proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux auprès de l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT les emprises foncières correspondant à l'assiette de la U 372 à détacher des parcelles suivantes pour une superficie totale de 7795 m² environ dans l'attente des documents d'arpentage définitifs.

- Parcelle 882 E 0001 d'une superficie de 3 984 m² environ ;
- Parcelle 882 E 0005 d'une superficie de 837 m² environ ;
- Parcelle 882 E 0006 d'une superficie de 343 m² environ ;
- Parcelle 882 E0007 d'une superficie de 110 m² environ ;
- Parcelle 882 E 0008 d'une superficie de 2521 m² environ ;

Régulièrement saisie, la D.I.E a évalué la valeur vénale de ce bien à 75 euros par m² cédés.

Par délibération n°URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération. Ce protocole définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°13213000T001.

Par suite, l'acte authentique de vente a été signé le 19 octobre 2021. Cet acte est en tous points conforme à l'accord des parties et au projet de protocole foncier qui a été approuvé par la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021.

Il est toutefois apparu depuis que le corps de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 est affecté d'une erreur matérielle : il mentionne à l'article 4 : les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au budget de la Métropole – Sous Politique C311-Opération 2015108500-Chapitre 4581151085, alors qu'il s'agit de l'imputation budgétaire ci-dessous :

- Opération 2015110400 – sous politique C130- fonction 588- nature 2111.

La délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 est donc affectée d'une erreur matérielle à laquelle il convient de remédier pour permettre le paiement du prix d'acquisition.

En conséquence, il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence confirme, avec effet au 15 avril 2021, son approbation de l'acquisition aux conditions exposées dans le projet de protocole foncier qui était annexé à

la délibération n° URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 ainsi que son approbation du protocole foncier demeuré inchangé, et de nouveau annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - Le protocole foncier ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parankes/La Claire – Réalisation de la voie U372 – Régularisation de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le corps de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 est affecté d'une erreur matérielle en ce qu'il mentionne à l'article 4: les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits au budget de la Métropole – Sous Politique C311-Opération 2015108500-Chapitre 4581151085, alors qu'il s'agit de l'imputation budgétaire - Opération 2015110400 – sous politique C130- fonction 588- nature 2111.
- Qu'il convient, pour permettre le paiement du prix d'acquisition, de rectifier la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021 en confirmant l'approbation de l'acquisition en indiquant la nouvelle imputation budgétaire.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition onéreuse auprès de l'office Public 13 HABITAT d'emprises de terrain situées Chemin de la Grave à Marseille 13ème arrondissement, dans le cadre du PAE les Parankes/La Claire – Réalisation de la voie U372 – Régularisation de la délibération URBA 016-9725/21/BM du 15 avril 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-519/21/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales URSSAF d'une emprise de terrain de 29 m² à détacher de la parcelle cadastrée 853 O 0055 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 21/19916/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération. La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 O 0055 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;

Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

L'URSSAF est propriétaire d'une parcelle cadastrée 853 O 55 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement d'une surface de 616 m², dont une emprise de 29 m² actuellement aménagée en trottoir à usage public (juste à l'amorce d'une voie privée) est nécessaire aux travaux d'extension du tramway.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée du représentant de l'URSSAF en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 € TTC symbolique (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conforme à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
 - Le protocole foncier ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 O 55 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'URSSAF d'une emprise de terrain de 29 m² issue de la parcelle cadastrée 853 O 0055 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 O 0055 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 853 O 0055 située 18 avenue Viton à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation des travaux d'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-520/21/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès d'Habitat Marseille Provence des emprises foncières nécessaires à la création des voies nouvelles U 236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement - Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph - Annulation de la délibération n°URB 004-4350/18/BM du 18 Octobre 2018 (erreur matérielle)**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19927/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Joseph –Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition à l'euro symbolique par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Habitat Marseille Provence de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées section 895 C numéros 57, 72 et 76 pour une superficie totale de 7 949 m² environ situées traverse du Vieux-Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain, ainsi que la constitution d'une servitude en tréfonds pour le passage d'un réseau des eaux pluviales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13014000 pour le site et n° 13014000T001 pour le terrain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat non requis ;
- Le protocole foncier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès d'Habitat Marseille Provence de trois emprises foncières d'une superficie totale de 7 949 m² à détacher des parcelles cadastrées section 895 C numéros 52, 72 et 76, et la constitution d'une servitude de passage pour une canalisation d'eaux pluviales en tréfonds de la parcelle cadastrée section 895 C n°72 permettront de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Joseph Vieux-Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement.
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès d'Habitat Marseille Provence des emprises foncières nécessaires à la création des voies nouvelles U 236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement - Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph - Annulation de la délibération n°URB 004-4350/18/BM du 18 Octobre 2018 (erreur matérielle)
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable de l'acquisition à l'euro symbolique auprès d'Habitat Marseille Provence des emprises foncières nécessaires à la création des voies nouvelles U 236 et U299 à Marseille 14 ème arrondissement - Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph - Annulation de la délibération n°URB 004-4350/18/BM du 18 Octobre 2018 (erreur matérielle)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-521/21/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 858 H 172, située rue Adrienne Ranc-Sakakini, à Marseille 13010, au bénéfice de la SCI Marseille Prud'hommes et constitution de servitudes**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/19918/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur la cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 858 H 172, située rue Adrienne Ranc-Sakakini, à Marseille 13010, au bénéfice de la SCI Marseille Prud'hommes et constitution de servitudes.

Suite à la réalisation des travaux d'aménagement de la voie nouvelle U430 à Marseille 10^{ème} arrondissement, la SCI MARSEILLE PRUD'HOMMES a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit d'une emprise de 482 m2, à détacher de la parcelle cadastrée section 858 H 172, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue de la remembrer à sa propriété limitrophe cadastrée section 858 H 164.

Cette emprise appartenant au domaine privé de la Métropole constitue un reliquat de la voie U430 et ne représente plus d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 50 000euros HT.

La SCI MARSEILLE PRUD'HOMMES a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la constitution de diverses servitudes au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cession et de constitution de servitudes et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13210000T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - Le protocole foncier ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 858 H 172, située rue Adrienne Ranc-Sakakini, à Marseille 13010, au bénéfice de la SCI Marseille Prud'hommes et constitution de servitudes.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de la voie U 430 sur la commune de MARSEILLE ont été réalisés par la Métropole Aix- Marseille Provence
- Que la cession de cette emprise en nature de reliquat de voie ne revêt pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais permettrait à l'acquéreur de compléter la réalisation d'un programme immobilier dénommé les « Hauts de Saint Loup ».
- Que la métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 858 H 172, située rue Adrienne Ranc-Sakakini, à Marseille 13010, au bénéfice de la SCI Marseille Prud'hommes et constitution de servitudes.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 858 H 172, située rue Adrienne Ranc-Sakakini, à Marseille 13010, au bénéfice de la SCI Marseille Prud'hommes et constitution de servitudes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-522/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SARL TECHNIREL d'un terrain à bâtir formant le lot 18 sis dans la zone d'Aménagement Concerté Athélia V - Secteur Haut de Mistral - La Ciotat

**Avis du Conseil de territoire
DUFSV 21/19929/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SARL TECHNIREL d'un terrain à bâtir formant le lot 18 sis dans la zone d'Aménagement Concerté Athélia V - Secteur Haut de Mistral - La Ciotat Avis du Conseil de territoire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire sur la commune de La Ciotat un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant substituée à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV. Elle se distingue par son positionnement environnemental dans un site exceptionnel, en limite de grands espaces naturels boisés et protégés. Le parti d'aménagement de la ZAC vise à intégrer au mieux les constructions dans les pentes avec des activités mixtes d'activités technologiques et/ou tertiaires, et de développer des activités dans les parties planes du vallon du Roumagua.

Depuis plus de 30 ans, la SARL TECHNIREL développe, fabrique et commercialise des stations de relevage de haute qualité à destination domestique, industrielle ou collective. Son site de production de 1 000 m², à Ollioules (83), ne correspond plus au besoin de développement de l'entreprise, ni à ses perspectives de croissance, aussi la société a pour projet de relocaliser son siège social et ses activités au sein de la ZAC Athélia V.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations avec la société TECHNIREL, ou à toute filiale s'y substituant conformément au protocole foncier en annexe, en vue de la cession d'un tènement foncier d'une surface totale d'environ 6620 m², représentant le lot 18, constitué par :

- la parcelle cadastrée CH 52 de 2069 m²,
- la parcelle cadastrée CH 59 de 3465 m²,
- la parcelle cadastrée CH 72 de 132 m².
- la parcelle cadastrée CH 75 de 98 m²,
- la parcelle cadastrée CH 84 de 81 m²,
- la parcelle cadastrée CK 710 de 757 m²
- la parcelle cadastrée CK 716 de 18 m²

La surface de plancher totale envisagée par l'acquéreur dans le cadre de son projet est d'environ 2400 m² pour l'édification d'un programme constitué de 1800 m² de bâtiments d'activité/entrepôts et de 600 m² de bureaux.

La surface des espaces verts représente 45.2% de la surface du terrain.

Il convient à présent d'opérer les opérations foncières permettant le transfert de propriété.

Régulièrement saisie la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien 496 500 euros HT (quatre cent quatre-vingt-seize mille cinq cents euros) à majorer du montant de la TVA sur marge, conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13028003T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 23 juillet 2021 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

- Le projet de délibération portant sur Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SARL TECHNIREL d'un terrain à bâtir formant le lot 18 sis dans la zone d'Aménagement Concerté Athélia V - Secteur Haut de Mistral - La Ciotat

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot 18 situé au sein de la ZAC Athélia V à la Ciotat doit permettre à la SARL TECHNIREL, de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux – ateliers et entrepôts nécessaires à la relocalisation de leur activité.
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la « cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SARL TECHNIREL d'un terrain à bâtir formant le lot 18 sis dans la zone d'Aménagement Concerté Athélia V-Secteur Haut de Mistral-La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SARL TECHNIREL d'un terrain à bâtir formant le lot 18 sis dans la zone d'Aménagement Concerté Athélia V - Secteur Haut de Mistral - La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-523/21/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 127 et 234 situées Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, nécessaires à la restructuration d'un immeuble mitoyen

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19977/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 127 et 234 situées Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, nécessaires à la restructuration d'un immeuble mitoyen » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification. Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 et de la création de la Métropole Aix-Marseille- Provence à compter du 1er janvier 2016, la Métropole s'est substituée à la ville de Marseille pour la gestion de cette concession.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil métropolitain a approuvé la stratégie territorialisée de lutte contre l'Habitat indigne sur l'ensemble de son territoire. Ce projet prévoit notamment la poursuite et la mise en place d'outils idoines pour répondre à cet objectif.

S'agissant des Pôles Korsec - Velten - Fabre et Nationale - Providence, les programmes d'ensembles visent :

- La production d'une offre de logements sociaux de qualité en petites unités par création ou restructuration de logements sociaux;
- Le curage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine bâti où se côtoient habitat dégradé et friches industrielles (Ilot Korsec et Ilot des Bains);
- L'aménagement d'espaces publics (Place Fare – Petite Maries et Place de la Providence) ;
- La restructuration ou la création d'équipements publics de proximité (Velten et Nationale-Providence) ;
- La construction de logements en accession aidée à la propriété.

Afin d'atteindre ces objectifs, la SOLEAM a pour projet de réaliser la réhabilitation globale des immeubles sis 15-17 rue de la Fare et 69 rue Longue des Capucins situés sur la Place Fare - Petites Maries.

C'est pourquoi la SOLEAM a manifesté son intention pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, des parcelles cadastrées 801 B 127 d'une contenance de 64 m² et 801 B 234 d'une contenance de 14 m² en nature de reliquat de voirie.

Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de ces emprises à la somme totale de 23 400,00 euros HT (soit 4200 euros pour la parcelle 234 et 19 200 euros pour la parcelle 127).

La SOLEAM a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à ladite cession
- Le remboursement de taxe foncière

Préalablement, le déclassement du domaine public routier métropolitain de cette emprise a été approuvé par délibération n°VOI 023-1525/16/CM.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de 13201002T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de valeur de la Direction Immobilière de l'Etat en date du 14 octobre 2021 ;
- Le projet d'acte de vente notarié ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 127 et 234 situées Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, nécessaires à la restructuration d'un immeuble mitoyen. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 234 et 801 B 127 respectivement situés Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries, Marseille 1er arrondissement, permettra de réaliser le projet de restructuration du 69 rue Longues des Capucins à Marseille 1er arrondissement.
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 127 et 234 situées Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, nécessaires à la restructuration d'un immeuble mitoyen.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être saisi pour avis du projet de délibération susmentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux au profit de la SOLEAM de deux parcelles cadastrées 801 B 127 et 234 situées Angle Rue de la Fare et 20 A Rue des Petites Maries à Marseille 1er arrondissement, nécessaires à la restructuration d'un immeuble mitoyen.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-524/21/CT

■ CT1 - Approbation des principes de mise en oeuvre des mesures compensatoires relatives aux espèces protégées dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Florides

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 21/19865/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération « Approbation des principes de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux espèces protégées dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Florides » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique. La mobilisation d'une offre foncière et immobilière au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un enjeu majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située principalement sur le territoire de la commune de Marignane a été créée en 2006 et aménagée en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette ZAC à vocation économique est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie totale de 87 hectares.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération du conseil de communauté en date du 9 janvier 2009. À ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC, des inventaires faune et flore avait été réalisés en 2007 par ECOMED, afin d'identifier et de localiser les espèces présentes sur le site. Ces inventaires avaient mis en évidence, l'existence de deux plantes protégées l'Alpiste paradoxal (*Phalaris paradoxa* L.) et le Bugrane sans épine (*Ononis mitissima* L.). Ces deux espèces végétales ont fait l'objet d'une dérogation exceptionnelle des destructions d'espèces protégées et de leurs habitats validés par le CNPN au titre des articles L.411-1, L.411-2 et L.412-2 du code de l'environnement. Un arrêté préfectoral a été délivré en date du 3 août 2009, et avait donné lieu à des mesures de réduction de compensation, notamment la création d'une zone humide dans un parc paysager aux fonctions hydrauliques, la transplantation des espèces végétales protégées par le Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles (CBN Med), qui était en charge de la récolte, de la conservation, de la culture et de la rédaction de l'itinéraire technique de deux espèces ainsi que l'acquisition d'environ 14,05 hectares de compensation à proximité immédiate de la ZAC, sur le site du Bolmon, pour les deux espèces de flore dont 1,5 hectares de zone humide.

Afin de poursuivre la commercialisation des lots non aménagés, le renouvellement des études « faune-flore » a été engagé en 2020. A ce titre, il est apparu de nouveaux enjeux de protection s'agissant de la présence, sur le périmètre du Technoparc, d'habitats favorables à l'Outarde canepetière notamment. Il s'agit d'un des oiseaux les plus menacés des plaines cultivées de France, la fragilité des effectifs et les menaces qui pèsent sur cette espèce en danger d'extinction ont conduit à un troisième Plan National d'Actions (PNA 2020-2029) mis en œuvre sur 10 ans en faveur de l'Outarde canepetière. Cette espèce bénéficie d'une protection nationale et européenne.

En outre, ont été identifiés des impacts environnementaux pour d'autres espèces protégées, telles que la Cisticole des joncs, le Faucon crécerelle et les espèces associées à cet oiseau, la Couleuvre de Montpellier et le Minioptère de Schreibers ainsi que sur des habitats de zones humides (Roselières à *Phalaris arundinacea* et végétations à petits héliophytes et friches héliophytes).

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence travaille actuellement à la détermination de mesures d'évitement et de réduction des impacts environnementaux de son projet sur les espèces et milieux identifiés.

Toutefois, outre les mesures de préservation qui pourront être proposées, il est apparu nécessaire de procéder à la mise en place d'un mode opératoire destiné à la mise en œuvre de mesures de compensation adéquates ainsi que des mesures de gestion et de suivi correspondantes.

Fort de ce constat, les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont initié des discussions avec leurs partenaires afin de définir l'ensemble des mesures requises et la répartition des contributions respectives de chacun qui seront traduites par la conclusion de partenariats, l'un avec la CDC Biodiversité, et l'autre avec le Conservatoire du Littoral ainsi que la SAFER.

D'une part, des discussions ont été engagées avec la SAFER et le Conservatoire du littoral afin de procéder, sur le territoire du Bolmon, à des acquisitions foncières pour un total de 19 ha environ dont 6 ha de zones humides, et à assurer la gestion de ces espaces de façon à ce que l'efficacité des mesures soit atteinte et évaluée régulièrement pendant toute la durée du partenariat.

A ce titre, la SAFER sera chargée sur le volet agricole de procéder aux acquisitions foncières, pour le compte de la Métropole et de réaliser un accompagnement des propriétaires de terrains agricolables en friche afin que ceux-ci puissent faire l'objet de mise à bail au profit d'agriculteurs ayant pour objet des cultures compatibles avec la préservation des espèces à protéger.

Sur le volet protection de l'environnement, la SAFER aura pour mission de favoriser la contractualisation d'Obligations Réelles Environnementales (ORE) afin d'inscrire durablement une protection environnementale sur des terrains privés. Ce dispositif foncier issu de la loi pour la reconquête de la biodiversité a pour objet de promouvoir le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de biodiversité ou de services écosystémiques.

Le Conservatoire du Littoral, quant à lui, pourra acquérir du foncier directement dans son périmètre d'intervention stratégique, et se verra céder par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou mettre à disposition des terrains dont l'habitat est propice à la présence et à l'installation des espèces afin d'en assurer la gestion.

D'autre part, les services de la Métropole se sont rapprochés de la CDC Biodiversité s'agissant de son opération pilote dite Cossure située sur la Plaine de Crau consistant en la l'entretien d'une « réserve d'actifs naturels » valorisable au titre de la compensation.

Ce projet écologique de renaturation porte sur 357 ha d'anciens vergers industriels situés sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau et a pour objectif de permettre de répondre à des enjeux écologiques réclamant une intervention rapide mais ne trouvant pas de réponse adaptée localement, et de garantir qu'au moment de l'impact sur l'environnement la mesure compensatoire soit déjà engagée, assurant ainsi une mise en œuvre effective et efficace dès le début.

Au titre de ce dispositif, la CDC Biodiversité s'engage à reconstituer une végétation de pelouse sèche rase, composée majoritairement d'espèces sauvages communes en Crau sèche, dans le but d'offrir un habitat favorable aux espèces d'oiseaux emblématiques de la Crau figurant sur la liste des espèces justifiant le classement du site en site Natura 2000, au titre desquelles figure notamment l'outarde canepetière. La gestion du site étant assurée par le Conservatoire des espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte-D'azur pour le compte et sous la responsabilité de la CDC Biodiversité.

Aussi la Métropole envisage de conventionner avec la CDC Biodiversité en vue de l'acquisition par la Métropole de 10 ha de Cossure dont la gestion et le suivi seront assurés par la CDC Biodiversité jusqu'à échéance de l'opération Cossure le 31 décembre 2038. Le coût de la prestation de service est estimé au montant de 48 500,00 € HT par hectare de foncier (un hectare = une unité de compensation).

Le coût global de mise en œuvre de ces mesures de compensation à travers l'acquisition et la gestion de terrains sur les sites du Bolmon et de Cossure est en cours d'évaluation et son chiffrage sera soumis au Bureau de la Métropole lors de l'approbation des deux conventions de partenariat à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation des principes de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux espèces protégées dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Florides ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de poursuivre la commercialisation de lots non aménagés au sein de la ZAC des Florides créée en 2006 ;
- Que les aménagements à réaliser ont des impacts environnementaux sur des milieux et des espèces végétales et animales protégés ;
- Qu'outre des mesures de réduction des impacts, il y a lieu de mettre en œuvre des actions spécifiques destinées à assurer la conservation, l'implantation et la pérennisation de ces espèces sur des territoires présentant un milieu propice à leur développement ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence engage un dispositif partenarial avec d'une part la SAFER et le Conservatoire du Littoral et d'autre part la CDC Biodiversité afin de mettre en œuvre une compensation foncière et une gestion efficace des terrains en cause en vue de permettre l'absence d'impacts sur l'environnement de son projet d'aménagement ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation des principes de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux espèces protégées dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de Florides ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des principes de mise en œuvre des mesures compensatoires relatives aux espèces protégées dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Florides.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-525/21/CT

■ CT1 - Concession de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 13 et 14èmes arrondissements - Convention passée avec la Soleam - Approbation du CRAC au 31 décembre 2020

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19650/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La délibération « Concession d'aménagement de la ZAC de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille, 13^e et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements et par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, le dossier de réalisation de cette ZAC.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°9 a prorogé la convention de concession de 5 ans, jusqu'en 2025, pour mener à bien les réflexions sur les secteurs Nord de la ZAC.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM. L'arrêté est aujourd'hui caduc.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 ayant transféré l'opération de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objectif principal de la Zone d'Aménagement Concertée des Hauts de Sainte Marthe concerne le développement de l'habitat et des équipements dédiés d'un secteur de 150 hectares situé dans le Nord du 14^e arrondissement de Marseille.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.

Ainsi que 224 000 m² d'espaces verts publics créés pour accompagner les centralités.

Cependant, le secteur des Hauts de Sainte Marthe accueille un patrimoine bâti, paysager et environnemental important, protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides.

Les délibérations approuvant les CRAC du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2018 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de Sainte Marthe dans l'objectif d'adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères, patrimoniales, agricoles et hydrologiques).

La Collectivité a dressé un état des lieux et évalué les enjeux du territoire restant à aménager. Elle a conclu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitaient une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère les secteurs de Sainte Marthe et Besson Giraudy afin d'y protéger les usages agricoles actuels et préserver des espaces à potentiels agronomiques élevés. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille. Le PADD restaure également les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs.

Il a donc été positionné un zonage AU fermé au PLUi dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. Ce zonage est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine pour évoluer.

La Métropole a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques de son plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020 la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles. La moitié de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe est concernée par ce projet.

Par la suite, le PLUi a évolué vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le pilotage de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 18 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu financier pour examen et approbation comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
6. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Compte tenu du parti pris sur les secteurs Nord de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a été principalement consacrée :

- Pour les travaux :
 - A la poursuite des travaux d'aménagement du cœur de quartier Mirabilis (ilot 25 Nord) comprenant 7 ilots à bâtir. En effet, malgré la crise sanitaire, les travaux de viabilisation se sont amplifiés, portés

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

par le démarrage des constructions des ilots G et D. Ces travaux ont nécessité la mise en place d'une organisation mutualisée de chantier.

- Les espaces verts de l'îlot 25 sud ont été repris en gestion, la rétrocession des ouvrages de la centralité mirabilis et de la voie U240 sont en cours de procédure. La reprise en gestion et la rétrocession des ouvrages réalisés dans le secteur Pâquerettes ont été approuvés le 6 juillet 2020.

- Pour les études :

- A la mobilisation des Urbaniste et Architecte Conseil et du BE de qualité environnementale pour garantir les objectifs de qualité urbaine, paysagère et environnementale, ainsi que leur suivi.
- A la mise en place d'une aide juridique pour accompagner le concédant et son concessionnaire dans la modification à venir de la ZAC.
- A la relance du marché de l'étude hydraulique suite à un appel d'offre infructueux.

- Pour le foncier :

- A la gestion de trois procédures de mise en demeure d'acquérir réalisées en 2020 (Comiti, Graziano et Mathieu).

Au 31/12/2020, 1551 logements font l'objet de permis délivrés dont 1236 sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 le long de l'avenue du Merlan.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 5 521 835€ TTC, le montant des dépenses réalisées est de 2 168 455 € TTC, soit un écart de 3,3 M€ TTC. Cet écart est principalement dû :

- A la baisse du budget foncier de 721 832 € liée au report de certaines acquisitions (Trinitaires, Matthieu)
- A la diminution du poste Etudes de 381 112 € dû au décalage du lancement de la mission hydraulique (appel d'offre infructueux) et à la réduction des autres postes en raison du report de certains chantiers ou travaux.
- A l'avancement réel des travaux du projet de l'îlot 25 nord (non consommation de 1.4M€) suivant la stratégie opérationnelle, les contraintes de chantier et de co-activité. Le budget non consommé est reporté sur les années suivantes. La non consommation du poste "travaux" s'élève à 1 661 455 €,
- A la baisse de 317 956 € du poste honoraire techniques, en rapport avec le ralentissement des travaux et moins coûteux que prévus sur la voie U240
- A la baisse de 231 207 € de la rémunération du concessionnaire dû principalement à la baisse du poste rémunération sur dépenses qui suit l'évolution des dépenses payées.

En termes de recettes, elles étaient estimées à 5 883 696 € TTC au bilan approuvé l'an dernier. Elles se sont élevées à 5 310 080 € TTC en 2020. Cette baisse de 573 616 € est principalement due au non encaissement de la participation constructeur de l'îlot « Pâquerettes », reportée en 2022.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses de la concession d'aménagement au 31 décembre 2020 s'élève à 179 393 824 € TTC. Ce montant correspond aux dépenses du bilan consolidé incluant le bilan de ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier et les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique.

La TVA résiduelle de l'opération est positive en faveur de l'aménageur pour un montant prévisionnel de 3 302 746 €, ce qui ramène le total des dépenses du bilan à 176 091 078 €.

Il est en hausse de 2 599 325 € TTC et s'explique par la variation des postes suivants :

- Augmentation du poste « Foncier » de 1 982 909 € TTC liée à la provision de sommes pour trois mises en demeure d'acquérir et la provision pour remboursement du solde de surfaces de planchers non développées à Bowfonds Marnigon sur la base du protocole d'accord avec SOLEAM
- Augmentation du poste « Travaux Nord ZAC » de 380 611 € TTC lié à la provision de sommes pour la déconstruction de trois maisons d'habitation situé bd ND de Santa Cruz et l'évacuation de déchets lourds et matériaux sur les terrains dit « Tessore »
- Augmentation du poste « Dépenses Annexes » de 144 733 €. Cette somme traduit les variations à la hausse du poste charges de gestion pour 255 890 € et gestion transitoire des terrains pour 268 890 € et à la baisse de 397 872 € du poste « reste à programmer » :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le poste « charges de gestion » (+255 890€) comprend les consommations d'eau et d'électricité. La consommation d'eau a augmenté en raison de la gestion par la ZAC des espaces verts avant leur reprise en gestion définitive par les collectivités et de l'organisation mutualisée du chantier de l'îlot 25 nord, qui sera refacturée aux promoteurs.
- Le poste « gestion transitoire des terrains » (268 890 €) correspond aux dépenses effectuées pour la mise à bail des 9ha de terres aux agriculteurs dans le cadre de l'appel à projet métropolitain. La somme correspondante est inscrite en recettes en 2022 sur une ligne intitulée « participation métropole gestion transitoire ».
- Le poste « reste à programmer » est diminué (- 397 872 €) du montant d'une acquisition (consorts Graziano) rapatriée dans le budget Foncier.
 - Augmentation du poste « Rémunération » de 289 949 € TTC lié à l'augmentation des postes dépenses et recettes.
 - Diminution du poste honoraires techniques de 121 777 € TTC lié principalement à la baisse des honoraires prévus initialement pour la voie U240.
 - Diminution de 77 100 € des postes études, travaux, travaux Mirabilis et Pâquerettes et frais financiers pour des montants peu élevés chacun.

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement de la ZAC hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires par les collectivités et hors subvention, s'élève à 104 311 386 € TTC, en hausse de 2 885 963 € par rapport au CRAC précédent. Cette hausse est due à l'intégration des recettes de cession de trois îlots du secteur Dolet bessons. Ces îlots étaient initialement destinés à solder le protocole transactionnel avec BOWFONDS MARIGNAN, avec qui une autre solution a été trouvée (voir plus haut).

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 755 €, identique au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 32 304 755 € TTC dont 16 millions d'euros déjà versés, le solde étant perçu selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2021 : 2 000 000 €

2022: 14 304 755 €

La modification de l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre fait l'objet d'un avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO. L'approbation de cet avenant est soumise en parallèle au Conseil de la Métropole du 19 novembre 2021.

Avance de trésorerie

La Métropole a versé une avance de 17 500 000 € TTC à la SOLEAM.

La SOLEAM remboursera l'avance à la Métropole selon l'échéancier suivant :

2022 : 12 304 755 € TTC

2025 : 5 195 244 € TTC

Cette modification de l'échéancier de remboursement de l'avance de trésorerie fait l'objet d'un avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie. L'approbation de cet avenant est soumise au Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Participation des collectivités pour financement des équipements

Cette participation publique aux équipements s'élève au CRAC au 31 décembre 2020 à 8 458 452€ TTC, en augmentation de 270 942 € TTC par rapport au dernier CRAC approuvé.

Elle se répartit ainsi :

- 3 653 895 € TTC pour la Ville de Marseille. Ce montant est inchangé.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 4 083 586 € TTC correspondant à la participation aux équipements primaires. Ce montant est inchangé. En effet, à la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

- 450 029 € TTC au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé

- 270 942 € TTC correspondant à la gestion transitoire des terrains Santa Cruz mis à bail rural par la SOLEAM et revenant à la Métropole in fine.

Dans le cadre des réflexions portées par la Métropole pour la mise en place du Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, il a été décidé que plusieurs terrains propriétés de l'Aménageur soient mis à disposition de futurs exploitants agricoles sous forme de baux. Ces baux concernent une superficie de 9ha et reviendront à la Métropole in fine. Cette mise en culture des terrains permet à la SOLEAM d'assurer une gestion transitoire de son foncier, en cohérence avec les intentions de la Métropole, autorité Concédante de la ZAC, pour l'aménagement de ce territoire.

Cet aménagement est pris en charge en intégralité par la collectivité pour un montant de 270 942 € TTC. Elle sera versée en totalité (270 942 €) en 2022.

Les participations à verser par la Métropole concédante pour financement des équipements s'élèvent donc à 4 804 557 € TTC, selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2022 : 450 029 € TTC pour la requalification de la voie des Pâquerettes et 270 942 € TTC pour la gestion transitoire des terrains Santa Cruz / Parc agricole des Piémonts de l'Etoile,

2025 : 4 083 586 € TTC pour la participation aux équipements.

Ces modifications de versement de la participation de la collectivité pour financement des équipements font l'objet de l'avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO dont l'approbation est soumise en parallèle au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 décembre 2021.

Participation de la ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 131 488 €, dont la totalité a été versée à la SOLEAM au 31 décembre 2019.

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 385 000 € TTC.

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la Ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du conseil municipal du 16 septembre 2019 et du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

Il faut noter que la durée actuelle du financement du projet du domaine Montgolfier dans la convention financière tripartite est adaptée à la durée de la concession d'aménagement actuellement prévue jusqu'en 2025, soit 5 ans, alors que le projet du plan de gestion et réhabilitation du domaine prévoit une mise en œuvre sur 10 ans.

Le CRAC au 31 décembre 2019 approuvé en début d'année 2021 faisait suite à l'approbation de la convention financière tripartite et toutes les études devaient être menées de front (programmiste, diagnostics, études paysages et travaux).

A la demande de la ville de Marseille (avril 2021), la consultation du programmiste a été interrompue. La ville de Marseille souhaite pour le moment mettre en œuvre uniquement les travaux de sécurisation du bâti et d'adduction d'eau brute au domaine.

Le bilan prévisionnel total au CRAC au 31/12/2020 est identique à celui du CRAC au 31/12/2019 : 14 525 000 € TTC. Le bilan prévisionnel au 31/12/2020 a été détaillé par sous budgets afin de permettre à la collectivité d'avoir un suivi plus fin des dépenses réellement engagées.

Une subvention de 140 000€ est accordée par l'Etat – Direction Régionale des Affaires Culturelles, concernant les travaux de mise en sécurité des bâtiments du domaine Montgolfier, prévue pour être versée sur justificatifs en 2023 après achèvement des travaux. Elle devrait venir baisser d'autant la participation municipale.

En 2021, le permis déposé par la SOLEAM pour les travaux de mise en sécurité a été accordé.

Perspectives 2021/2022

En 2021, les principaux objectifs sont :

- 1) Poursuivre le développement de la centralité Mirabilis : travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord comprenant 7 sous-îlots, commercialisation de quatre sous - îlots et mise au point des permis de construire, lancement d'un appel à candidature pour deux sous îlots.
- 2) Poursuivre les procédures de reprise en gestion par la Métropole des ouvrages et équipements réalisés dans le cadre de la concession.
- 3) Préparer la traduction réglementaire et juridique de la modification de la ZAC et de son périmètre.
- 4) Suivre l'étude hydraulique et hydrologique
- 5) Mettre à disposition les fonciers agricoles du secteur Santa Cruz (environ 10ha) aux agriculteurs dans le cadre d'un appel à projet lancé par la métropole, la SOLEAM et la chambre d'agriculture.

L'année 2022 sera essentiellement consacrée au secteur Dolet Besson : lancement des études préalables à la mise en oeuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dans le respect de l'OAP de composition urbaine du secteur Dolet Besson.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention

passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-526/21/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements - Convention passée avec la Soleam - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 15 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 5 à la convention d'avance de trésorerie

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19766/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille, 13^e et 14^e arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^e et 14^e arrondissements et par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, le dossier de réalisation de cette ZAC.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°9 a prorogé la convention de concession de 5 ans, jusqu'en 2025, pour mener à bien les réflexions sur les secteurs Nord de la ZAC.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM. L'arrêté est aujourd'hui caduque.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 ayant transféré l'opération de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objectif principal de la Zone d'Aménagement Concertée des Hauts de Sainte Marthe concerne le développement de l'habitat et des équipements dédiés d'un secteur de 150 hectares situé dans le Nord du 14^e arrondissement de Marseille.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.

Ainsi que 224 000 m² d'espaces verts publics créés pour accompagner les centralités.

Cependant, le secteur des Hauts de Sainte Marthe accueille un patrimoine bâti, paysager et environnemental important, protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides.

Les délibérations approuvant les CRAC du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2018 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de Sainte Marthe dans l'objectif d'adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères, patrimoniales, agricoles et hydrologiques).

La Collectivité a dressé un état des lieux et évalué les enjeux du territoire restant à aménager. Elle a conclu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitaient une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'Etoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère les secteurs de Sainte Marthe et Besson Giraudy afin d'y protéger les usages agricoles actuels et préserver des espaces à potentiels agronomiques élevés. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel

agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille. Le PADD restaure également les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs.

Il a donc été positionné un zonage AU fermé au PLUI dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. Ce zonage est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine pour évoluer.

La Métropole a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques de son plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020 la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles. La moitié de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe est concernée par ce projet.

Par la suite, le PLUI a évolué vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le pilotage de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 18 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu financier pour examen et approbation comportant notamment en annexe :

7. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
8. Le plan de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
9. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
10. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
11. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
12. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Compte tenu du parti pris sur les secteurs Nord de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) a été maintenu sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2020 a été principalement consacrée :

- Pour les travaux :
 - A la poursuite des travaux d'aménagement du cœur de quartier Mirabilis (ilot 25 Nord) comprenant 7 ilots à bâtir. En effet, malgré la crise sanitaire, les travaux de viabilisation se sont amplifiés, portés par le démarrage des constructions des ilots G et D. Ces travaux ont nécessité la mise en place d'une organisation mutualisée de chantier.
 - Les espaces verts de l'ilot 25 sud ont été repris en gestion, la rétrocession des ouvrages de la centralité mirabilis et de la voie U240 sont en cours de procédure. La reprise en gestion et la rétrocession des ouvrages réalisés dans le secteur Pâquerettes ont été approuvés le 6 juillet 2020.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Pour les études :
 - A la mobilisation des urbanistes et architectes conseil et du BE de qualité environnementale pour garantir les objectifs de qualité urbaine, paysagère et environnementale, ainsi que leur suivi.
 - A la mise en place d'une aide juridique pour accompagner le concédant et son concessionnaire dans la modification à venir de la ZAC.
 - A la relance du marché de l'étude hydraulique suite à un appel d'offre infructueux.
- Pour le foncier :
 - A la gestion de trois procédures de mise en demeure d'acquérir réalisées en 2020 (Comiti, Graziano et Mathieu)

Au 31/12/2020, 1551 logements font l'objet de permis délivrés dont 1236 sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 le long de l'avenue du Merlan.

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 5 521 835 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 2 168 455 € TTC, soit un écart de 3, 3M€ TTC. Cet écart est principalement dû :

- A la baisse du budget foncier de 721 832 € liée au report de certaines acquisitions (Trinitaires, Matthieu)
- A la diminution du poste Etudes de 381 112 € dû au décalage du lancement de la mission hydraulique (appel d'offre infructueux) et à la réduction des autres postes en raison du report de certains chantiers ou travaux.
- A l'avancement réel des travaux du projet de l'îlot 25 nord (non consommation de 1.4M€) suivant la stratégie opérationnelle, les contraintes de chantier et de co-activité. Le budget non consommé est reporté sur les années suivantes. La non consommation du poste "travaux" s'élève à 1 661 455 €,
- A la baisse de 317 956 € du poste honoraires techniques, en rapport avec le ralentissement des travaux et moins coûteux que prévus sur la voie U240
- A la baisse de 231 207€ de la rémunération du concessionnaire dû principalement à la baisse du poste rémunération sur dépenses qui suit l'évolution des dépenses payées.

En termes de recettes, elles étaient estimées à 5 883 696 € TTC au bilan approuvé l'an dernier. Elles se sont élevées à 5 310 080€ TTC en 2020. Cette baisse de 573 616 euros est principalement due au non encaissement de la participation constructeur de l'îlot « Pâquerettes » reportée en 2022.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses de la concession d'aménagement au 31 décembre 2020 s'élève à 179 393 824€ TTC. Ce montant correspond aux dépenses du bilan consolidé incluant le bilan de ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier et les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique.

La TVA résiduelle de l'opération est positive en faveur de l'aménageur pour un montant prévisionnel de 3 302 746 €, ce qui ramène le total des dépenses du bilan à 176 091 078 €.

Il est en hausse de 2 599 325 € TTC et s'explique par la variation des postes suivants :

- Augmentation du poste « Foncier » de 1 982 909 € TTC liée à la provision de sommes pour trois mises en demeure d'acquérir et la provision pour remboursement du solde de surfaces de planchers non développées à Bowfonds Marignan sur la base du protocole d'accord avec SOLEAM
- Augmentation du poste « Travaux Nord ZAC » de 380 611 € TTC lié à la provision de sommes pour la déconstruction de trois maisons d'habitation situé bd ND de Santa Cruz et l'évacuation de déchets lourds et matériaux sur les terrains dit « Tessore »
- Augmentation du poste « Dépenses Annexes » de 144 733 €. Cette somme traduit les variations à la hausse du poste charges de gestion pour 255 890 € et gestion transitoire des terrains pour 268 890€ et à la baisse de 397 872 € du poste « reste à programmer » :
 - Le poste « charges de gestion » (+255 890 €) comprend les consommations d'eau et d'électricité. La consommation d'eau a augmenté en raison de la gestion par la ZAC des espaces verts avant leur reprise en gestion définitive par les collectivités et de l'organisation mutualisée du chantier de l'îlot 25 nord, qui sera refacturée aux promoteurs.
 - Le poste « gestion transitoire des terrains » (268 890 €) correspond aux dépenses effectuées pour la mise à bail des 9ha de terres aux agriculteurs dans le cadre de l'appel à projet métropolitain. La somme correspondante est inscrite en recettes en 2022 sur une ligne intitulée « participation métropole gestion transitoire ».
 - Le poste « reste à programmer » est diminué (- 397 872 €) du montant d'une acquisition (consorts Graziano) rapatriée dans le budget Foncier

- Augmentation du poste « Rémunération » de 289 949 € TTC lié à l'augmentation des postes dépenses et recettes.
- Diminution du poste honoraires techniques de 121 777 € TTC lié principalement à la baisse des honoraires prévus initialement pour la voie U240.
- Diminution de 77 100 € des postes études, travaux, travaux Mirabilis et Pâquerettes et frais financiers pour des montants peu élevés chacun.

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement de la ZAC hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires par les collectivités et hors subvention, s'élève à 104 311 386 € TTC, en hausse de 2 885 963 € par rapport au CRAC précédent. Cette hausse est due à l'intégration des recettes de cession de trois îlots du secteur Dolet bessons. Ces îlots étaient initialement destinés à solder le protocole transactionnel avec BOWFONDS MARGNAN, avec qui une autre solution a été trouvée (voir plus haut).

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 755 €, identique au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 32 304 755 € TTC dont 16 millions d'euros déjà versés, le solde étant perçu selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2021 : 2 000 000 €

2022: 14 304 755 €

La modification de l'échéancier de remboursement de la participation à l'équilibre fait l'objet d'un avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO qu'il vous est proposé de délibérer.

Avance de trésorerie

La Métropole a versé une avance de 17 500 000 € TTC à la SOLEAM pour l'opération ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

La SOLEAM remboursera l'avance à la Métropole selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2022 : 12 304 755 € TTC

2025 : 5 195 244 € TTC

Cette modification du remboursement de l'avance de trésorerie fait l'objet d'un avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie dont l'approbation est soumise au Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Participation des collectivités pour financement des équipements :

Cette participation publique aux équipements s'élève au CRAC au 31 décembre 2020 à 8 458 452€ TTC, en augmentation de 270 942 € TTC par rapport au dernier CRAC approuvé.

Elle se répartit ainsi :

- 3 653 895 € TTC pour la Ville de Marseille. Ce montant est inchangé.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 4 083 586 € TTC correspondant à la participation aux équipements primaires. Ce montant est inchangé. En effet, à la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

- 450 029 € TTC au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé

- 270 942 € TTC correspondant à la gestion transitoire des terrains Santa Cruz mis à bail rural par la SOLEAM et revenant à la Métropole in fine.

Dans le cadre des réflexions portées par la Métropole pour la mise en place du Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, il a été décidé que plusieurs terrains propriétés de l'Aménageur soient mis à disposition de futurs exploitants agricoles sous forme de baux. Ces baux concernent une superficie de 9ha et reviendront à la Métropole in fine. Cette mise en

culture des terrains permet à la SOLEAM d'assurer une gestion transitoire de son foncier, en cohérence avec les intentions de la Métropole, autorité Concédante de la ZAC, pour l'aménagement de ce territoire.

Cet aménagement est pris en charge en intégralité par la collectivité pour un montant de 270 942 € TTC. Elle sera versée en totalité (270 942 €) en 2022.

Les participations à verser par la Métropole concédante pour financement des équipements s'élève donc à 4 804 557 € TTC, selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2022 : 450 029 € TTC pour la requalification de la voie des Pâquerettes et 270 942 € TTC pour la gestion transitoire des terrains Santa Cruz / Parc agricole des Piémonts de l'Etoile,

2025 : 4 083 586 € TTC pour la participation aux équipements.

Ces modifications de versement de la participation de la collectivité pour financement des équipements font l'objet de l'avenant n°15 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO dont l'approbation est soumise au Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Participation de la ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 131 488 €, dont la totalité a été versée à la SOLEAM au 31 décembre 2019.

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 385 000 € TTC.

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la Ville de Marseille à la ZAC de Sainte Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du conseil municipal du 16 septembre 2019 et du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

Il faut noter que la durée actuelle du financement du projet du domaine Montgolfier dans la convention financière tripartite est adaptée à la durée de la concession d'aménagement actuellement prévue jusqu'en 2025, soit 5 ans, alors que le projet du plan de gestion et réhabilitation du domaine prévoit une mise en œuvre sur 10 ans.

Le CRAC au 31 décembre 2019 approuvé en début d'année 2021 faisait suite à l'approbation de la convention financière tripartite et toutes les études devaient être menées de front (programmiste, diagnostics, études paysages et travaux).

A la demande de la ville de Marseille (avril 2021), la consultation du programmiste a été interrompue. La ville de Marseille souhaite pour le moment mettre en œuvre uniquement les travaux de sécurisation du bâti et d'adduction d'eau brute au domaine.

Le bilan prévisionnel total au CRAC au 31/12/2020 est identique à celui du CRAC au 31/12/2019 : 14 525 000 € TTC. Le bilan prévisionnel au 31/12/2020 a été détaillé par sous budgets afin de permettre à la collectivité d'avoir un suivi plus fin des dépenses réellement engagées.

Une subvention de 140 000 € est accordée par l'Etat – Direction Régionale des Affaires Culturelles, concernant les travaux de mise en sécurité des bâtiments du domaine Montgolfier, prévue pour être versée sur justificatif en 2023 après achèvement des travaux. Elle devrait venir baisser d'autant la participation municipale.

En 2021, le permis déposé par la SOLEAM pour les travaux de mise en sécurité a été accordé.

Perspectives 2021/2022

En 2021, les principaux objectifs sont :

- 6) Poursuivre le développement de la centralité Mirabilis : travaux de viabilisation de l'ilot 25 Nord comprenant 7 sous-îlots, commercialisation de quatre sous - îlots et mise au point des permis de construire, lancement d'un appel à candidature pour deux sous îlots.

- 7) Poursuivre les procédures de reprise en gestion par la Métropole des ouvrages et équipements réalisés dans le cadre de la concession.
- 8) Préparer la traduction réglementaire et juridique de la modification de la ZAC et de son périmètre.
- 9) Suivre l'étude hydraulique et hydrologique
- 10) Mettre à disposition les fonciers agricoles du secteur Santa Cruz (environ 10ha) aux agriculteurs dans le cadre d'un appel à projet lancé par la métropole, la SOLEAM et la chambre d'agriculture.

L'année 2022 sera essentiellement consacrée au secteur Dolet Besson : lancement des études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dans le respect de l'OAP de composition urbaine du secteur Dolet Besson.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2020, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 15 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 5 à la convention d'avance de trésorerie ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 15 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 5 à la convention d'avance de trésorerie ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^e arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 15 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 5 à la convention d'avance de trésorerie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-527/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte-Marthe

Avis du Conseil de Territoire DGDU 21/19942/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 – ZAC des Hauts de Sainte-Marthe » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans les 13^e et 14^e arrondissements sur un secteur fragile et protégé, la ZAC des Hauts de Sainte Marthe couvre un territoire de 150 hectares.

L'aménagement en a été confié, après mise en concurrence, à la SEM Marseille Aménagement, devenue la SPL SOLEAM, par concession d'aménagement approuvée par délibération du conseil municipal n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en tant que concédant suite aux évolutions de compétences.

Au compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) au 31/12/2020 :

- la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan s'élève à 32 304 755 euros TTC dont 16 000 000 euros TTC déjà versés.
- la participation de la Métropole aux équipements primaires s'élève à 4 804 557 euros TTC.

Les dépenses de gestion transitoire des terrains Santa Cruz, qui correspondent aux dépenses effectuées pour la mise à bail des 9 hectares de terres

Agricoles dans le cadre de l'appel à projet métropolitain, génèrent une augmentation de la participation de la collectivité au coût de l'opération de 270 942 euros.

Afin de pouvoir couvrir l'ensemble de ces dépenses, l'opération d'investissement n°2015119400 "ZAC des Hauts de Sainte-Marthe" inscrite au budget pour un montant de 36 900 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 37 400 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 – ZAC des Hauts de Sainte-Marthe ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte-Marthe ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 ZAC des Hauts de Sainte-Marthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-528/21/CT

■ CT1- Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 ZAC Vallon de Regny

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19943/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 - ZAC Vallon Régný » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement de Marseille, la ZAC de Vallon de Régný couvre un territoire d'environ 34 hectares. Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant de compléter et d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise. Il s'agit de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Une refonte du projet initial a été engagée dès 2015.

Cela a permis de concevoir un nouveau projet urbain plus ambitieux et vertueux visant à affirmer le lien entre la nature, la ville et les infrastructures. Il a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Marseille Provence approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Il s'agit à présent de le traduire dans le dossier de réalisation de ZAC, qui va faire l'objet d'une modification afin de créer les conditions adéquates à sa mise en œuvre. Ce qui se traduit en partie par une augmentation du budget travaux intégrant des chiffrages actualisés par la maîtrise d'œuvre de SOLEAM.

La délibération n°URBA 024-10332/21/BM approuvée par le Bureau de la Métropole du 7 Octobre 2020, a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité relatif à cette ZAC au 31 décembre 2020 faisant apparaître cette hausse de budget et intégrant une augmentation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan pour un montant de 3 315 671 euros.

L'opération d'investissement n°2015120100 "ZAC Vallon de Régný" inscrite au budget pour un montant de 5 350 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 3 950 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 9 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 - ZAC Vallon Régný ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 ZAC Vallon Rigny.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 ZAC Vallon Rigny.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-529/21/CT

**■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121400
Restauration immobilière du Vieux La Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19947/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121400 – Restauration immobilière du Vieux La Ciotat satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal de La Ciotat avait confié à Marseille Aménagement, devenu SOLEAM, la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

L'opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 Décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015. A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La SOLEAM a établi un nouveau Compte Rendu Annuel, arrêté au 31 décembre 2020 et délibéré lors du Conseil du 7 octobre 2021:

Il est ainsi prévu de proroger de deux années supplémentaires la durée de la concession, dont l'échéance est portée au 31 décembre 2025, afin de permettre la finalisation des acquisitions, la réalisation des travaux d'aménagement et le lancement et suivi des marchés publics de cession du foncier.

Par ailleurs il a été décidé par la Ville de La Ciotat fin 2020 de réaliser un aménagement public différent qui a occasionné un déficit d'opération et une évolution des dépenses.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

L'Architecte des Bâtiments de France a aussi par ailleurs demandé de nouvelles études patrimoniales qui auront pour conséquence de retarder d'au moins 12 mois le traitement de l'îlot RENAN.

Cet allongement des délais oblige par conséquent à réaliser des travaux de confortement et de sécurisation supplémentaires. Par ailleurs la gestion intercalaire pour la SOLEAM sur cet îlot est beaucoup plus longue (visites régulières, surveillance...).

Les études patrimoniales doivent débuter début 2022. Elles engendrent ainsi des dépenses supplémentaires pour le concessionnaire qui impacte le déficit de l'opération.

A terme, les recettes attendues pourraient être moindres que celle prévues jusqu'alors.

Pour ces raisons, l'opération d'investissement n°2015121400 "Restauration immobilière du Vieux La Ciotat" inscrite au budget pour un montant de 6 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant prévisionnel de l'opération à 6 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121400 – Restauration immobilière du Vieux La Ciotat » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121400 Restauration immobilière du Vieux La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121400 Restauration immobilière du Vieux La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

URB 020-530/21/CT

■ CT1- Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100600 "Etudes urbaines - Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 21/19939/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100600 – Etudes urbaines – Territoire Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Afin d'accompagner le développement urbain durable du territoire, le Conseil de Territoire Marseille Provence a pour objectif d'élaborer ou de faire réaliser sur son périmètre, des études préalables de type structuration urbaine ou de type études de faisabilité, dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement.

Ces études capacitaires et de faisabilité circonscrites à des secteurs à enjeux sont indispensables à l'application et à l'évolution du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence et alimentent la construction de projets urbains sur les 18 communes du territoire.

Ces projets urbains trouveront une traduction dans le PLUi sous forme d'Orientation d'Aménagement et de Programmation ou de zonages spécifiques.

L'opération d'investissement n°2022100600 "Etudes urbaines - Territoire Marseille Provence" d'un montant de 1 500 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 221064BP du programme 06, doit être affectée pour en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100600 – Etudes urbaines -Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100600 Etudes urbaines - Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100600 Etudes urbaines – Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-531/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille

Avis au Conseil de Territoire DUFVS 21/19945/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'EPF PACA sur le site de la zone d'activités des Aiguilles » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique de son territoire.

Pour cela, l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) l'accompagne depuis 2011 sur les secteurs tendus à vocation d'économie productive en renouvellement urbain et notamment le périmètre Marseille Nord couvert par la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Façade Maritime Nord.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion signée le 2 mars 2017 qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF PACA accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur le périmètre d'intervention.

Ce partenariat s'appuie sur les documents de planification (PLUi, Plan d'Action Foncière Marseille-Provence, Agenda du développement économique / stratégie de développement, DOFIE) afin de proposer la stratégie foncière d'intervention la mieux adaptée aux enjeux importants de ce territoire et créer les conditions d'optimisation du foncier, de densification, de mixité fonctionnelle.

L'étude relative au marché foncier économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dresse un diagnostic très fin de l'offre actuellement disponible et celle à venir à moyen terme (entre deux et cinq ans), à la fois en volumes, par secteurs géographiques et par typologie en fonction des cibles (locaux technologiques pour les activités scientifiques et techniques ; locaux d'activités pour les activités industrielles, de support, du BTP ... entrepôts pour la logistique etc...).

In fine, l'analyse parvient à une estimation des besoins fonciers à 15 ans de l'ordre de 1 450 ha brut (880 ha pour les entrepôts, 470 ha pour les locaux d'activités et 90 ha pour les locaux technologiques). En tenant compte des 900 ha en stock et en projets, il faudrait donc 750 ha de foncier complémentaire. 200 ha en sus correspondent à une marge de sécurité pour prévenir le risque de blocage ou décalage de projets.

Ces 750 ha à destination des utilisateurs d'activités et d'entrepôts sont projetables sur une vingtaine d'espaces de projets, dont 30% proviendraient d'opération d'extension et 70% de renouvellement urbain (optimisation, densification). Ces espaces de projets sont classés en 4 catégories selon la gamme d'offres qu'ils visent à compléter : pôles industriels d'innovation, plateformes logistiques, parcs d'activités et technopoles urbains. Il s'agit pour Marseille, de la Façade Maritime Nord et de la Vallée de l'Huveaune.

De cette analyse prospective, des périmètres prioritaires d'interventions ont déjà été identifiés sur la ville de Marseille, acquis et en cours d'acquisition, et des démarches de projets engagées à savoir :

- Périmètre d'impulsion

- Théodora / Ensemble maîtrisé par l'EPF et cédé dans le cadre du projet de Jaguar Network de Hub Digital d'Innovation.
- Moretti / Acquisition partielle réalisée / Désenclavement du projet à consolider.
- Actisud / Cédé à Cifréo Bona pour sa relocalisation rendue nécessaire par son implantation sur le projet EuroMed.
- Plombières / Acquisitions partielles effectuées – Démarche de projet engagée.

Ceci représente une maîtrise foncière globale de 94 776 m² d'emprise pour un montant de près de 30.000.000 d'euros. Les cessions des sites Actisud et d'une partie du 35 Capitaine Gèze, ont permis de réimplanter 3 entreprises et la cession de Théodora permettra la réalisation d'un complexe autour du numérique. Cela représente plus de 12,5 millions d'euros de cessions.

- Périmètre de veille active

- Les Arnavants / Action à engager
- La Cabucelle / Action à engager

Un avenant n°1 signé le 19 octobre 2017, a intégré un nouveau périmètre d'intervention « Solidarité » d'environ 2 hectares, inclut dans le périmètre du Projet de Renouvellement Urbain de la Solidarité (15^{ème} arrdt).

Un avenant n°2 signé le 18 mai 2018, a permis, pour les opérations avec équilibre contraint notamment, l'imputation des recettes locatives pour venir en déduction des prix et être intégrées à la stratégie de développement du projet.

Un avenant n°3 signé le 11 mars 2020, a précisé la « démarche de cession », permettant la cession directe à un utilisateur économique désigné.

Le présent avenant n°4 a pour objet :

- d'augmenter l'engagement financier de dix millions d'euros (10.000.000 €HT) portant le montant global à cinquante millions d'euros (50.000.000 €HT) afin de poursuivre les acquisitions nécessaires,
- intégrer un nouveau site d'intervention foncière sur le périmètre des Tuileries,
- proroger la convention soit jusqu'au 31 décembre 2023 pour finaliser les cessions en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du 15 juillet 2020 de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en oeuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 002-2501/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant N°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 027-3725/18/BM du 18 mai 2018 approuvant l'avenant N°2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 004-6921/19/BM approuvant l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille,
- L'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « L'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production de foncier économique en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin d'augmenter l'engagement financier portant le montant global à cinquante millions d'euros (50.000.000 €HT), d'intégrer un nouveau site d'intervention foncière sur le périmètre des Tuileries et enfin de proroger la convention soit jusqu'au 31 décembre 2023 pour finaliser les cessions en cours

Délibère

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-532/21/CT

■ CT1 - Zone d'Aménagement Concerté Campanelle à La Ciotat - Approbation d'un avenant n°1 au contrat de concession avec Bouygues Immobilier

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 21/19959/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Campanelle à La Ciotat est un secteur d'extension urbaine dévolu à l'habitat au Nord Est du Centre-Ville, entre l'A50 et l'avenue Guillaume Dulac. Le parti d'aménagement de la ZAC vise en outre à intégrer les critères d'un éco-quartier répondant à des principes de développement durable.

Par délibération du 5 juillet 2010, le Conseil municipal de LA CIOTAT a créé la ZAC de la Campanelle conformément aux dispositions des articles L. 311-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Par délibération du 23 décembre 2013, le Conseil municipal de LA CIOTAT a désigné la Société Bouygues Immobilier comme concessionnaire aménageur de la ZAC de la Campanelle. Une convention de concession a ainsi été conclue avec cette dernière le 31 décembre 2013 pour une durée de 8 ans.

Les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine sont venues renforcer les compétences de l'EPCI en matière d'aménagement de l'espace communautaire et notamment la réalisation de Zones d'Aménagement Concerté.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC de la Campanelle à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui se substitue en droits et obligations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue depuis le 1er janvier 2016 le concédant de l'opération.

Par délibération du 19 octobre 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une modification du dossier de réalisation de la ZAC précisant le programme des équipements publics.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'assemblée délibérante l'approbation de l'avenant N°1 de prorogation de la concession d'une durée de 2 ans. Cela portera la durée totale de la convention à 10 ans.

Bien que des constructions et équipements aient été réalisés, l'aménagement de la ZAC La Campanelle n'est pas achevé, et des projets sont actuellement en cours, notamment relativement au raccordement de la voie nouvelle à l'avenue Guillaume Dulac, du domaine départemental. En conséquence, il est apparu nécessaire de prolonger la durée de la concession.

En effet, l'article 4 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC La Campanelle signée le 31 décembre 2013, prévoit en son alinéa 2 : « Sa durée est fixée à 8 années à compter de sa date d'effet. Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement de l'opération par avenant exécutoire dans les conditions ci-dessus. ».

La concession d'aménagement de la ZAC La Campanelle conclue initialement pour une durée prévisionnelle de 8 années arrive à expiration le 31 décembre 2021

La durée résiduelle de la concession ne permet pas d'achever le programme actuel de l'opération d'aménagement, compte tenu du délai de négociation sur le carrefour avec l'avenue Guillaume Dulac, et la prise en compte de son réaménagement futur.

La dernière tranche des 247 logements sera livrée fin 2021, avec une partie de la voie nouvelle jusqu'à la voix douce. Cependant le raccordement de la voie nouvelle avec la voie départementale nécessite un délai supplémentaire pour trois raisons :

- Un accord du Département des Bouches-du-Rhône reste à obtenir avant de raccorder la voie nouvelle à la voie départementale, et ouvrir à la circulation des voitures et du bus.
- L'aménagement du futur carrefour a dû prendre en compte la géométrie de la future voie Guillaume Dulac définies par les études d'Avant-Projet engagées en juin 2021.
- L'aménagement du carrefour se réalisera en deux temps pour finaliser les cheminements piétons et vélos à partir de la voie douce jusqu'à la voie départementale, en intégrant un chemin de terre, dont la maîtrise foncière reste à réaliser.

Un accord du Département des Bouches-du-Rhône reste à obtenir avant de raccorder la voie nouvelle à la voie départementale, et ouvrir à la circulation des voitures et du bus.

L'aménagement du futur carrefour devra prendre en compte la géométrie de la future voie Guillaume Dulac définies par les études d'Avant-Projet engagées en juin 2021.

L'aménagement du carrefour se réalisera en deux temps pour finaliser les cheminements piétons et vélos à partir de la voie douce jusqu'à la voie départementale, en intégrant un chemin de terre, dont la maîtrise foncière reste à réaliser.

Il s'agira également d'organiser les réceptions des ouvrages publics dans de bonnes conditions.

En conséquence, le temps supplémentaire qui est estimé à ce jour nécessaire pour achever l'opération d'aménagement de la ZAC de la Campanelle est de deux (2) ans.

Il convient donc de proroger la présente concession, ainsi que l'y autorise l'article 4 de la Concession d'aménagement, qui précise que la concession peut être prorogée par avenant en cas d'inachèvement de l'opération au terme prévisionnellement envisagé par les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagement ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/05/CC du 21 décembre 2015 concernant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- Le projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté Campanelle à La Ciotat. Approbation d'un avenant N°1 de prorogation de la concession avec Bouygues Immobilier, d'une durée de 2 ans
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les conditions de raccordement sur la voie départementale Guillaume Dulac a occasionné un délai supplémentaire pour achever les équipements publics de la ZAC de la Campanelle.
- Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Zone d'Aménagement Concerté Campanelle à La Ciotat – Approbation d'un avenant n°1 au contrat de concession avec Bouygues Immobilier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-533/21/CT

■ CT1 - Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 21/19974/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Selon l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), Association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun.

La Métropole doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AGAM a proposé un programme partenarial approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2022 une aide de 3 297 200€ dont 755 000€ de la part du Conseil de Territoire Marseille Provence à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2022 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- Le projet de délibération au Bureau de la Métropole portant sur « Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Que le bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2022, relative à l'attribution d'une subvention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-534/21/CT

**■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage de 611 m², de pose de canalisation en tréfonds et d'entretien à titre gratuit de 270 m² sur les parcelles cadastrées 879 section C 257 et 265 sises chemin des Parankes à Marseille, 13ème arrondissement, propriété du Syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'opération de recalibrage des ruisseaux des Xaviers et de la Grave
DGADUST 21/19981/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Quartiers de la Grave et des Médecins – Quartier Château-Gombert – à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette opération consiste notamment à recalibrer les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. A cet effet, une déclaration d'utilité publique a été obtenue en 2008 et a permis à Marseille Provence Métropole, de procéder à l'expropriation des emprises nécessaires aux travaux.

En 2011, des accords de principe ont été signés avec les propriétaires des parcelles d'origine cadastrées 879 C n°10 et C n°11 dont sont issues les parcelles C 257 et C 265, prévoyant l'acquisition par la Métropole des emprises en DUP pour recalibrage du ruisseau et la mise en œuvre d'une servitude de passage permanente (d'environ 4 mètres de largeur sur la berge côté rive droite du ruisseau de la Grave), et ce afin de permettre l'aménagement d'une piste d'entretien du ruisseau recalibré.

L'acquisition des emprises par la Métropole a bien été réalisée devant notaire en 2018 mais les servitudes au profit de la métropole restent à mettre en œuvre.

Dans le cadre du PAE Les Parankes et de la construction du programme INSIDE PARK, le Syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC précédemment dénommé SNC MARSEILLE PARANQUE SUD, est devenu propriétaire des deux parcelles, ci-dessus mentionnées.

La finalisation de cette opération de recalibrage des ruisseaux suppose à présent la reprise, par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC, des accords initiés en 2011 et plus précisément la constitution de deux servitudes sur les parcelles cadastrées 879 C n°257 et 265 :

- Une servitude d'entretien et de passage permanent sur les parcelles : Cette servitude s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au protocole ci-annexé, sur une superficie totale de 611 m², chemin des Parankes sur la Commune de MARSEILLE (13013).
- Une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation et des ouvrages annexes liés dans une propriété privée : Cette servitude s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au protocole ci-annexé, sur une bande de 2 m de largeur, soit une superficie totale de 270 m², chemin des Parankes sur la Commune de MARSEILLE (13013).
- Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC a accepté de consentir à titre gratuit à la Métropole Aix Marseille Provence les servitudes ci-dessus visées nécessaires à la réalisation et à l'exploitation des ruisseaux des Xaviers et de la Grave.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de constitution de ces différentes servitudes et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à ladite constitution de servitude ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage éventuellement requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution d'une servitude de passage permanent et d'entretien de fonds de vallon sur les parcelles cadastrées 879 section C n° 257 et 265 sises à Chemin des Paranques, à Marseille 13^{ème} arrondissement, appartenant au SDC des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC, d'une surface d'environ 611 m², permettra au engins d'exploitation d'accéder à la piste prévue à cet effet et de prévoir des émergences (tampons et boîtes de branchement) en surface.
- Que la constitution d'une servitude de pose de canalisation d'une surface de 270 m² permettra l'implantation en tréfonds sur les parcelles 879 Section C n°257 et 265, d'une conduite d'évacuation des eaux usées publique et son entretien.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés la constitution à titre gratuit d'une servitude de passage et d'entretien de fonds de vallon, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur les parcelles cadastrées 879 section C n° 257 et 265, sises à Marseille, 13^{ème} arrondissement chemin des Paranques, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC, d'une surface d'environ 611 m², ainsi que le protocole foncier ci-annexé.

Article 2 :

Sont approuvés la constitution à titre gratuit d'une servitude de pose de canalisation en tréfonds, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur les parcelles cadastrées 879 section C n° 257 et 265 sises à Marseille, 13^{ème} arrondissement chemin des Paranques, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence INSIDE PARC, d'une surface d'environ 270 m², ainsi que le protocole foncier ci-annexé.

Article 3 :

L'Etude de Maître FERAUD et ASSOCIES, située à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte de constitution de servitudes.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente constitution de servitudes sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à ladite constitution de servitude ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage éventuellement requis.

Article 5 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est habilité à signer le projet d'acte ainsi que l'acte authentique et tous documents inhérents à la présente constitution de servitudes acquisition, dont le protocole foncier ci-annexé.

Article 6 :

Les crédits nécessaires à la constitution de servitudes sont inscrits au budget de la Métropole – Budget DEA – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-535/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant N°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de la Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'Abeille/ Maurelle/ Matagots à la Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 21/20051/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de la Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération HN 061-104/16/CT du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016, il a été approuvé la convention n°16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage Unique entre la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Projet de Rénovation Urbaine du Quartier de l'Abeille/ Maurelle/ Matagots à La Ciotat. Il s'agit de réaliser, lors d'une première phase, l'aménagement des espaces publics extérieurs et, lors d'une deuxième phase, la restructuration et l'aménagement du Stade Valentin Magri.

Les conditions, les modalités d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que les rapports entre cette dernière et la Ville de La Ciotat ont été formalisés dans le cadre de la convention n°16/0242 signée le 5 Août 2016.

Un avenant n°1 a la convention n° 17/0447 a permis d'actualiser la convention initiale, en intégrant dans le périmètre des travaux la rénovation de la piste d'athlétisme et l'aménagement des vestiaires et équipements associés.

A ce jour, la première phase de travaux correspondant à l'aménagement des abords du Centre Social Abeille, des abords du stade et de l'espace central Sainte Marguerite, est livrée. La deuxième phase, relative à la rénovation et le réaménagement du stade, est en cours de réalisation.

Le bilan financier de l'opération, objet de la convention, fait apparaître un dépassement de l'enveloppe initiale allouée à l'opération. Ce dépassement est dû, d'une part à un surcoût enregistré sur la première phase de travaux, et d'autre part, à une revalorisation nécessaire du coût estimatif de la deuxième phase de travaux. En effet, la gestion de la crise Covid, le rallongement des délais de réalisation et les conditions économiques actuelles induisent un surcoût qu'il faut prendre en compte.

Dans ce contexte, le budget prévisionnel doit être réévalué, qui tient compte par ailleurs du souhait de la Ville de reprendre en totalité le terrain engazonné du stade de rugby.

La convention initiale et son avenant n°1 fixent le montant prévisionnel global de l'opération à 6 699 013,80 € TTC. Le budget prévisionnel doit être réévalué, qui tient compte par ailleurs du souhait de la ville de reprendre en totalité le terrain engazonné du stade de rugby. Le montant de l'avenant correspond à une augmentation de 1 791 475,80 € TTC, la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage s'élève donc à 8 490 489,60 € TTC.

La participation financière tiendra compte des participations de l'ANRU, du Conseil Départemental et du Conseil Régional dont le montant s'établit à ce jour à 743 000 €.

La part de la commune sera minorée de ce montant qui correspond aux subventions des partenaires inscrits dans le tableau financier de la convention ANRU. La part de la commune s'établira donc en prévision à 7 747 489,60 € TTC.

La requalification du Stade Valentin Magri, équipement public structurant situé en plein cœur du quartier, marque la dernière phase du programme de rénovation urbaine du quartier Abeille/ Maurelle/ Matagots. La restructuration complète du quartier, débutée en 2010, sera ainsi totalement terminée. Les travaux devraient s'étaler sur deux ans, en 2022 et 2023

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 approuvant la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation Urbaine ;
- Les délibérations de la Ville de la Ciotat n° 8 du 18 décembre 2015 et de la Communauté urbaine n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 autorisant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat (DGR 15/14361/CC) ;
- Les délibérations de la Ville n° 17 du 13 juin 2016 et de la Métropole n° HN 061-104/16/CT du 30 Juin 2016, approuvant une convention de maîtrise d'ouvrage Unique avec la Commune de la Ciotat relative à l'aménagement des espaces extérieurs et le réaménagement de l'équipement sportif Valentin Magri ;
- Les délibérations de la Ville n° 04 du 6 Mars 2017 et de la Métropole n° URB 007-1677/17/BM du 30 Mars 2017, approuvant l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage Unique n°16/0242 avec la Commune de La Ciotat relative à l'aménagement des espaces extérieurs et le réaménagement de l'équipement sportif Valentin Magri ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de la Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de la Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

• Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de la Ciotat dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier de l'abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-536/21/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence - Engagement de la procédure de modification n°3 - Saisine du Conseil de la Métropole DUF 21/19923/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses conseils des territoires plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

Ce document qui se doit d'être un document vivant, est appelé à évoluer pour tenir compte de nouveaux projets, de nouveaux enjeux thématiques ou encore pour améliorer sa rédaction et sa lisibilité.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre un rythme périodique de procédures de modifications du document. A ce titre, deux procédures de modifications ont déjà été engagées.

Dans le prolongement de ces deux procédures et afin de maintenir le rythme de ces évolutions, une modification n°3 doit être prescrite. Celle-ci entre pleinement dans le champ d'application de la procédure de modification encadrée par l'article L153-36 et suivant du Code de l'Urbanisme.

L'article L153-36 prévoit que le plan local d'urbanisme peut être modifié « lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».

Ainsi une procédure de modification ne peut avoir pour objet :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La procédure de modification n°3 dite d'ordre général, aura notamment pour objet l'intégration de réflexions et d'analyses en matière d'urbanisme, et permettra la réalisation de projets mettant en œuvre des politiques publiques. Cette procédure donnera notamment lieu à des ouvertures de zones à l'urbanisation et à l'intégration de nouvelles mesures favorisant la nature en ville, et l'évolution de droits à construire (majoration ou minoration).

Par conséquent, le règlement écrit, le règlement graphique, et les OAP seront modifiées.

Dans ce contexte le Conseil de Territoire Marseille-Provence par délibération du 14 décembre 2021, doit saisir le Conseil de Métropole afin qu'il sollicite de la Présente l'engagement de la procédure de modification n°3, d'ordre général, du PLUi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les adaptations du PLUi envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification ;
- Qu'il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire approuve la saisine du Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de Madame la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-537/21/CT

■ CT1- Plan Local d'urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence. Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Réalisation d'un Commissariat de Police dans le 14ème arrondissement de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 21/20060/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan local d'urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence-Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité –Réalisation d'un Commissariat de Police dans le 14ème arrondissement de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce sur le territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Le PLUi du Territoire Marseille Provence a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs du développement du Territoire et répondre notamment aux besoins et enjeux définis par les autorités de l'Etat.

A ce titre, la réalisation d'un nouveau commissariat dans le 14ème arrondissement de Marseille apparaît comme une nécessité au regard des besoins inhérents aux missions de service public de la Police Nationale définies pour le territoire par les autorités compétentes. En effet, dans les 13ème et 14ème arrondissements de Marseille, les locaux utilisés par la Police Nationale sont vétustes et sous dimensionnés au regard des besoins du secteur et ne permettent plus d'accueillir le public, tant plaignants, victimes, que prévenus dans des conditions décentes.

Ces locaux vieillissants ne sont donc plus adaptés et une réhabilitation de ces derniers ne suffirait pas à répondre aux besoins exprimés.

L'accueil d'un commissariat sur un nouveau site identifié rue des Pèbre d'Ail, quartier du Merlan, dans le 14ème arrondissement permettra d'une part d'accueillir l'ensemble des effectifs souhaités par le Ministère de l'Intérieur dans ce secteur afin de répondre aux enjeux de sécurité sur le secteur, et d'autre part d'offrir à la population de bonnes conditions d'accueil.

La réalisation de ce projet, situé en zone AU1 (zone à urbaniser à vocation principale d'habitat) nécessite que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal en vigueur soit adapté.

Le préfet a donc saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi, pour la réalisation d'un Commissariat de Police sur le secteur considéré.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui permet d'adapter leurs dispositions par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la mise en œuvre du projet ainsi que les modifications à apporter au PLUi nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Conformément à l'article L103- 3 du même code il convient de définir les objectifs poursuivis et de définir les modalités de concertation.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Répondre aux enjeux de sécurité sur le secteur des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement ;
- Permettre de répondre aux besoins de la population en offrant des conditions d'accueil décentes.

Les modalités de concertation sont les suivantes :

1. Les objectifs de la concertation

- Donner un accès au public à une information claire tout au long de l'élaboration du projet ;
- Permettre au public de formuler ses observations.

2. La durée de la concertation

Conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Les dates d'ouverture et de clôture de la concertation seront portées à la connaissance du public par voie d'affichage et par voie de publication dans 2 journaux locaux, au moins 15 jours avant la date d'ouverture et de clôture de la concertation.

3. Les modalités de la concertation

- Mise à disposition du public d'un dossier de présentation complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure au siège de la Métropole Aix Marseille Provence 58 bd Charles Livon 13007 Marseille et en mairie de secteur du 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement de Marseille 72 rue Paul Coxe 13014.
-
- Le site internet de la Métropole permettra un accès à l'ensemble de ces éléments ;
- Un registre destiné à recevoir les observations du public sera mis à disposition du public au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et en mairie de secteur du 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement ;

Les observations du public pourront également être recueillies de la manière suivante :

- Par courrier à l'attention de la Direction la Planification et de l'Urbanisme du Conseil de Territoire Marseille Provence BP 48014 – 13567 Marseille cedex 02 ;
- Par courriel : concertationprojetmecducommissariat14@mail.registre-numerique.fr
- En déposant une contribution sur le registre dématérialisé consultable à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/concertationprojetmecducommissariat14>

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Plan Local d'urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence – Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Réalisation d'un Commissariat de Police dans le 14ème arrondissement de Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de Commissariat dans le 14ème arrondissement, quartier du Merlan revêt un caractère d'intérêt général ;
- Qu'il convient pour sa réalisation d'adapter les règles du PLUi du Territoire Marseille Provence en vigueur par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'engager d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Réalisation d'un Commissariat de Police dans le 14ème arrondissement de Marseille
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Réalisation d'un Commissariat de Police dans le 14ème arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-538/21/CT

■ CT1 - Approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime et prestations annexes pour l'année 2022 pour les ports situés dans le périmètre du Territoire Marseille Provence

**Information du Conseil de Territoire
 DGDU 21/20049/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires gère 28 ports de plaisance répartis sur les territoires de Marseille Provence CT1 (24 ports), Pays Salonais CT3 ((2 ports) et Istres-Ouest-Provence CT5 (2 ports).

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
 Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Ces ports font l'objet de deux budgets annexes, l'un dédié aux ports issus du territoire de Marseille Provence et l'autre concerne les ports ouest de la Métropole. L'objectif à terme consistera à regrouper les 28 ports dans un budget annexe unique.

L'occupation par les usagers des terre-pleins et des postes à flot situés sur le domaine public maritime transféré à la Métropole ainsi que les prestations annexes donnent lieu à perception de redevances dont les montants exprimés en euros hors taxes sont approuvés annuellement par le conseil métropolitain après avis obligatoire émis par les différents conseils portuaires. Ces redevances sont essentielles pour assurer l'équilibre des budgets annexes des ports.

L'objectif de la Métropole est d'améliorer les services rendus aux usagers des ports en proposant de nouvelles prestations qui correspondent aux besoins recherchés par les plaisanciers et aux nouvelles pratiques du nautisme et de la plaisance. Il est donc nécessaire d'ajuster si besoin certains tarifs et d'en créer de nouveaux en complétant ou réformant l'annexe tarifaire jointe au présent rapport.

Pour 2022 il est proposé de procéder à une augmentation des redevances d'occupation du Domaine Public maritime et prestations annexes telles que définies dans l'annexe tarifaire au présent rapport, de 2 %.

L'augmentation des redevances prévue dans le présent rapport ne concerne pas les professionnels, les délégataires de service public et les clubs nautiques qui bénéficient de contrats spécifiques sur une durée déterminée et dont la redevance fixée contractuellement évolue sur la base d'un indice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis des huit conseils portuaires en date du 30 novembre 2021 concernés par la présente délibération tarifaire ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime et prestations annexes pour l'année 2022 pour les ports situés dans le périmètre du Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de gestion des 28 ports de plaisance répartis sur les territoires de Marseille-Provence, du Pays Salonais et de Istres Ouest Provence ;
- Qu'il convient d'adopter les tarifs des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime portuaire pour l'exercice 2022 afin d'alimenter les budgets annexes des ports ;
- Les avis émis par les huit conseils portuaires des ports du Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport portant sur les redevances et leurs montants tels qu'annexés à la présente délibération, afférentes aux occupations du Domaine Public Maritime portuaire et aux prestations annexes pour les ports métropolitains du Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des ports de plaisance Marseille Provence – Sous Politique A430 – Nature 70851

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-539/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement liée à la réalisation de la voie U378 et l'élargissement du chemin de la grave à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DPI 21/19866/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

En 2017 a eu lieu une enquête publique concernant la réalisation des voies U378 et U372 dans le quartier des Paraniques La Claire à Marseille 13013.

Par délibération du 15 mai 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la déclaration de projet suite à l'avis favorable de la commission d'enquête sur l'utilité publique de ce projet.

Par arrêté préfectoral du 18 septembre 2018, les travaux nécessaires à la réalisation des voies U378 et U372.

Le calendrier prévisionnel envisagé prévoyait de réaliser en première phase la U372, et dans une deuxième phase la U378 ainsi que l'élargissement du chemin de la Grave.

Ainsi, la première phase de ces travaux s'est déroulée en 2018 et 2019 : Il convient dès à présent de réaliser la deuxième phase qui permettra de répondre aux besoins de circulation, dans un secteur où de nombreux logements ont été construits depuis 5 ans.

Le projet consiste en la requalification du chemin de la grave et en la création d'une voie (la U378).

La réalisation de la U378 permettra ainsi de créer une liaison entre le giratoire existant du boulevard Bara et le chemin de la grave.

Cet aménagement nécessitera d'une part, de créer un ouvrage de franchissement du canal de Marseille sur la U378 et d'autre part, d'élargir l'ouvrage de franchissement existant du chemin de la grave.

La U378 disposera d'une chaussée bidirectionnelle et d'une piste cyclable bidirectionnelle avec deux trottoirs tandis que le chemin de la Grave sera aménagé en sens unique dans sa première partie, puis élargie entre le pont sur le canal de Marseille et la U372 déjà réalisée.

Il convient dès lors de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation de la voie U378 et l'élargissement du chemin de la grave à Marseille (13ème arrondissement) pour un montant de 2 550 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 mai 2018, du Conseil de la Métropole approuvant la déclaration de projet suite à l'avis favorable sur l'utilité publique de ce projet ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réalisation de la voie U378 et l'élargissement du chemin de la grave à Marseille (13ème arrondissement) pour un montant de 2 550 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable concernant le projet de délibération relatif à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement liée de la Voie U378 et l'élargissement du chemin de la grave à Marseille (13ème arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-540/21/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings - Budget Annexe Parkings Métropole

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20013/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération n° TRA 013-4608/18/CM le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings » inscrite au budget annexe parkings Métropole.

Par délibérations n° TRA 013-6418/19/CM et n° TRA 013-7846/19/CM le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings ».

Afin d'améliorer le fonctionnement des parkings, leur attractivité, d'offrir davantage de services aux usagers, de sécuriser et parfaire l'accessibilité des sites, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux de mise aux normes, de remplacement de matériels de péage et de contrôle d'accès et d'équipements afférents, au sein des parkings situés à Istres Martigues et Carry le Rouet.

Aussi, l'opération d'investissement n°2018500600 inscrite au budget annexe parkings Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de la Métropole doit être révisée pour un montant de 425 500 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2018500600 de 2 577 500 euros HT à 3 003 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings - Budget Annexe Parkings Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings - Budget Annexe Parkings Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings - Budget Annexe Parkings Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-541/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant n°2 à la convention n°Z200280COV de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour les opérations d'éclairage public
DRMVEP 21/19950/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 (délibération VOI 013-7024/19/BM) a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marignane afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire en raison des observations du contrôle de légalité qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

Un premier avenant exécutoire le 25 janvier 2021, a eu pour objet de modifier cette convention n° Z200280COV en relevant le montant des dépenses de travaux d'éclairage à 1 217 053 € TTC.

Désormais et pour permettre la prise en charge d'une nouvelle tranche de travaux pour l'année 2022 dans le cadre du marché public de performance passé par la commune, il est envisagé de réévaluer ce montant à hauteur de 1 517 053 € TTC (soit + 300 000 €).

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 013-7024/19/BM du Bureau de Métropole en date du 24 octobre 2019 ;
- La convention Z200280COV exécutoire à compter du 28 janvier 2020 ;
- La délibération n° URBA 008-8983/20/BM du Bureau de Métropole en date du 17 décembre 2020 ;
- L'avenant n°1 à la convention n°Z200280COV exécutoire à compter du 25 janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant n°2 la convention Z200280COV relative à des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention Z200280COV ci-annexé portant Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour des opérations d'éclairage public.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 – Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-542/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos concernant l'enfouissement de réseaux d'éclairage public sur le territoire communal : rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert
DRMVEP 21/19955/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Gémenos pour les opérations de fonctionnement.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Gémenos, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'ensemble des travaux nécessaires à l'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

Ces travaux sont programmés pour débuter au premier trimestre de l'année 2022.

La commune de Gémenos souhaite réaliser la mise en discrétion des réseaux secs (réseaux électriques basse tension et réseaux de télécommunications) des rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert.

Dans le cadre de cette opération la Métropole envisage de fiabiliser le réseau de distribution d'énergie électrique pour le confort des administrés en réalisant l'enfouissement d'un réseau aérien vétuste.

Cette opération permettra d'améliorer le confort des habitants en modernisant le réseau d'éclairage public en utilisant la technologie LED. Elle permettra également à la Métropole de faire des économies dans le cadre de sa consommation électrique de l'ordre de 25 à 40% selon le type de matériel remplacé.

L'opération objet de la présente délégation ne prend en charge que l'enfouissement du réseau d'éclairage public.

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 51 000 euros TTC. Ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Gémenos pour la réalisation en 2022 de travaux nécessaires à l'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°T21140COV de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public : Tranche 2022 DRMVEP 21/19956/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Carry-le-Rouet pour des opérations d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché public global de performance exécuté sur le territoire communal.

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier la convention n° T21140COV en mentionnant un montant prévisionnel de dépenses dans le cadre de ce marché pour l'année 2022.

En effet, la commune envisage de réaliser un montant de 694 000 € TTC de travaux alors que la convention initiale prévoyait initialement 306 606 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n°VOIMOB 054-173/21/CT du Conseil de Territoire en date du 13 avril 2021 ;
- La convention T21140COV exécutoire à compter du 8 juillet 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant n°1 la convention T21140COV relative à la réalisation d'opérations découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention T21140COV passé entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Carry-le-Rouet, relatif à la réalisation d'opérations découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-544/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'une Convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les travaux d'éclairage public réalisés dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022
DRMVEP 21/19958/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour les opérations de fonctionnement.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Par convention, il est ainsi envisagé de confier à la commune de Cassis, la mission de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole, l'ensemble des travaux nécessaires au remplacement des mâts d'éclairage (avenue des Carriers, avenue Aristide Gambi et boulevard Jean Jaurès), à la rénovation de postes d'éclairage, à la séparation des réseaux aériens et à la vérification de supports d'éclairage public.

Ces travaux sont prévus durant l'année 2022, dans le cadre du marché de performance énergétique passé par la commune de Cassis

Le montant total des travaux s'élève prévisionnellement à 90 000 euros TTC. Ce projet est potentiellement subventionnable auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Une compensation communale est prévue via une diminution de l'attribution de compensation d'une part, et dans le cadre d'un fonds de concours de la commune d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il convient de donner mandat à la commune de Cassis pour la réalisation en 2022 de travaux nécessaires au remplacement des mâts d'éclairage (avenue des Carriers, avenue Ariste Gambi et boulevard Jean Jaurès), à la rénovation de postes d'éclairage, à la séparation des réseaux aériens et à la vérification de supports d'éclairage public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis pour les travaux d'éclairage public réalisés dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-545/21/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°T21182COV entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public
DRMVEP 21/19960/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Ainsi, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°T21182COV a été conclue entre la Métropole et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour des opérations d'éclairage public réalisées notamment dans le cadre du marché public global de performance exécuté sur le territoire communal.

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier la convention en mentionnant un montant prévisionnel de dépenses dans le cadre de ce marché pour l'année 2022.

La Métropole et la commune propose une modification de ladite convention par voie d'avenant. Les annexes financières 3 et 4 seront mises en cohérence avec le nouveau montant de travaux.

En effet, la commune envisage de réaliser un montant de 486 180 € TTC de travaux alors que la convention initiale prévoyait initialement 339 819 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités territoriales
- Le Code de la Commande Publique
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°VOIMOB 008-254/21/CT du 1^{er} juin 2021 portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier par avenant n°1 la convention n°T21182COV de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour les travaux d'éclairage public.

Article 2 :

Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 –
Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-546/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs en enclos de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20014/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par contrat de concession n°15/1623, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société EFFIA l'exploitation des parcs de stationnement en enclos de Marseille (parkings P1 à P7 des plages, Providence, Tilleuls et Beaugueard) pour une durée de 7 ans. Le contrat arrivera à échéance le 25 octobre 2022 à minuit.

Dans le cadre de travaux préparatoires afin d'accueillir les Jeux Olympiques 2024, la ville de Marseille réalise des aménagements sur la marina qui jouxte le parking P1.

A compter du 1er décembre 2021, ces travaux vont empiéter sur une partie de ce parking rendant inexploitable 27 places de stationnement.

De plus, le délégataire devra procéder entre le 1er et le 31 décembre 2021 au démontage de l'ensemble du matériel nécessaire à l'exploitation.

Ainsi, la Métropole a décidé de fermer ces 27 places aux publics dès le 1er décembre et de les retirer définitivement du périmètre du contrat de DSP à compter du 1er janvier 2022.

Il est convenu que le manque à gagner et les coûts relatifs au démontage du matériel seront compensés par un dégrèvement de la part fixe de la redevance due au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs en enclos de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs en enclos de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs en enclos de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-547/21/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19789/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis le 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté un plan d'actions afin de soutenir le développement de l'usage du vélo sur son territoire. Composé de 15 actions, ce plan d'actions ambitionne d'agir à la fois sur les services en faveur du vélo et sur la qualité du réseau cyclable à développer. Ainsi, ce Plan vélo métropolitain a identifié comme enjeu la création d'un réseau de lignes vélos sécurisées à l'image d'un réseau de transport de qualité : efficace, lisible, structurant, sécurisant, convainquant et donc attractif.

Sur Marseille, 8 lignes ont été identifiées dont la ligne « Voie verte de l'Huveaune » qui a fait l'objet en octobre 2019 d'un marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL Soleam (délibération TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019 « Approbation d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne »).

Ce projet structurant de la vallée de l'Huveaune comporte trois enjeux importants :

- Un enjeu de mobilité avec l'aménagement de nouveaux espaces publics en porosité avec les quartiers adjacents et leurs pôles générateurs de déplacements en modes actifs (pôles d'échanges, établissements d'enseignement, zones économiques, équipements sportifs et de loisirs, centre-ville et noyaux villageois) ;
- Un enjeu de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) ;
- Un enjeu de biodiversité qui doit permettre de retrouver et de valoriser la trame verte et bleue que constitue l'Huveaune, inscrite comme telle au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE).

Suite aux études préliminaires réalisées en coordination avec la direction GEMAPI de la Métropole, ce projet a évolué et déplacé son périmètre d'intervention, initialement situé en tête de berges, jusqu'au lit mineur du cours d'eau. Cette évolution permettra au projet, en fonction des potentialités, de proposer des aménagements à caractère « GEMAPI » de type reprofilage et renaturation de berges, d'intégrer plus largement les enjeux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et de biodiversité et d'avoir une action plus rapide et efficace pour répondre aux attentes de la population.

Depuis 2018, la Métropole exerce la compétence GEMAPI dans un objectif de cohérence et de gestion intégrée des enjeux de l'eau par bassin versant. Le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), au titre des compétences que lui a transférées et déléguées la Métropole, conduit et participe à la mise en œuvre des dispositifs réglementaires tels que la SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation) et les mesures du SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux), au travers d'un Contrat de rivière et d'un PAPI (Programme d'action de Prévention des Inondations). Des actions sont d'ores et déjà déclinées en opérations (études et travaux) sur le linéaire de l'Huveaune. Le projet d'aménagement des berges de l'Huveaune s'intègre donc dans cette démarche globale GEMAPI. La coordination entre le mandataire délégué SOLEAM et le SMBVH sera pris en compte dès la phase globale AVP afin de définir par secteur ou tronçon de l'Huveaune, le niveau d'ambition d'opérations GEMAPI qui y seront menées et coordonnées avec celles déjà existantes.

Au vu de ce nouveau périmètre d'ambition et d'intervention, le coût global de l'opération est porté à 24 666 582,00€ HT soit 29 599 898,40 € TTC sur une période qui a été prolongée à 2030. Ce projet va être découpé en deux phases opérationnelles (2022-2026 et 2026-2030).

Afin de permettre la réalisation de ce projet plus ambitieux d'aménagement des berges de l'Huveaune, il est nécessaire de proposer un avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage conclu entre la SPL Soleam et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019, portant Approbation d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la SOLEAM pour l'étude et la réalisation de la voie verte des Berges de l'Huveaune à Marseille et son étude de faisabilité sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM pour la réalisation du projet d'aménagement des Berges de l'Huveaune avec création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-548/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à l'offre de concours avec la Société Auchan Hypermarché France pour l'amélioration des conditions d'accès au centre commercial depuis le Tunnel Saint Loup à Marseille 10ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT1I 21/19966/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La réalisation des travaux puis la mise en service du tunnel Saint Loup à Marseille (10^{ème} arrondissement) a impacté l'accessibilité du Centre Commercial AUCHAN par la suppression de la voie d'entrée/sortie depuis le rond-point Charles Haddad préexistante.

C'est pourquoi, par délibération VOI 003-2650/17/BM du 19 octobre 2017, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'études permettant à la société AUCHAN d'étudier et de proposer des aménagements rétablissant la desserte du Centre Commercial.

Au terme des études produites, la société Auchan a proposé à la Métropole de concourir financièrement à la réalisation d'une bretelle de sortie du tunnel Saint-Loup vers le bd Achille Marcel dont la maîtrise d'ouvrage serait conduite par la Métropole. Ces dispositions ont été traduites dans une convention d'offre de concours n°18/0040 approuvée par délibération PROX 022-298/18/CT du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille-Provence. Les travaux de cet ouvrage ont démarré au dernier trimestre 2020 pour une mise en service programmée au début du 2^{ème} trimestre 2022.

Parallèlement, conformément aux dispositions de la Convention d'Offre de Concours, la Métropole a poursuivi les études en vue de rétablir les conditions initiales de desserte du Centre Commercial, et notamment en vue de créer un accès au Centre Commercial depuis la rue Pierre Doize. Ces études complémentaires ont confirmé la pertinence de cet aménagement.

Ces circonstances conduisent la société AUCHAN et la Métropole à conclure un avenant à la convention d'offre de concours du 26 juin 2018, pour y intégrer :

- Les conditions de réalisation par la Métropole d'une nouvelle voie d'accès au Centre Commercial depuis la rue Pierre Doize en complément de la réalisation de la Bretelle de sortie du tunnel Saint-Loup ;
- Le recalage du montant de l'offre de concours à la charge d'Auchan, pour tenir compte des plus-values liées à cette nouvelle voie d'accès, et des moins-values liées à la remise en état du terrain appartenant à Auchan et mis à disposition des entreprises titulaires des marchés de travaux conduits par la Métropole.

Le montant de l'offre de concours s'établit à 12 000 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération VOI 003-2650/1BM du 19 octobre 2017 le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'études permettant à la société AUCHAN d'étudier et de proposer des aménagements rétablissant la desserte du Centre Commercial ;
- La délibération PROX 022-298/18/CT du 26 juin 2018 du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à l'offre de concours avec la Société Auchan Hypermarché France pour l'amélioration des conditions d'accès au centre commercial depuis le Tunnel Saint Loup à Marseille 10ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à l'offre de concours avec la Société Auchan Hypermarché France pour l'amélioration des conditions d'accès au centre commercial depuis le Tunnel Saint Loup à Marseille 10ème arrondissement ;
- Considérant qu'il est nécessaire de créer une bretelle de sortie en vue d'améliorer l'accès au centre commercial Auchan Saint-Loup depuis le Boulevard Urbain Sud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à l'offre de concours avec la Société Auchan Hypermarché France pour l'amélioration des conditions d'accès au centre commercial depuis le Tunnel Saint Loup à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-549/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant n°1 à la convention de fonds de concours n°T210579COV avec la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public : Tranches 2021-2022 corrigées

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 21/19984/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La commune de Carry-le-Rouet agissant au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence, a notifié le 26 juin 2020, à la société BOUYGUES ENERGIE SERVICES, un marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public.

Dans le cadre de ce marché et à la demande de la Commune, la Métropole Aix-Marseille Provence va engager la reconstruction énergétique et photométrique de son éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet. La réalisation de ces équipements doit permettre de rationaliser et ainsi de mieux maîtriser la consommation d'énergie, mais également de faire de l'éclairage public un outil de promotion et de développement de l'activité économique et sociale, en améliorant les conditions d'éclairage des différentes voies et espaces publics.

Le patrimoine concerné se compose de 1100 foyers d'éclairage public. Les objectifs du marché sont de garantir à la Métropole :

- La réduction des consommations énergétiques
- Le respect des objectifs de performance en termes de qualité de service.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

La Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Carry-le-Rouet ont ainsi défini dans le cadre d'une convention de fonds de concours n°2210579COV, les modalités de participation de la commune aux opérations de rénovation de l'éclairage public concernées par le marché public global de performance notifié en 2020.

Dans le cadre du présent avenant les parties ont convenu de modifier les éléments financiers de la convention afin d'y ajuster les tranches 2021 et 2022 des travaux de réfection de l'éclairage public réalisés au moyen du marché global de performance.

Le coût global des travaux est désormais estimé à 1 734 517 euros TTC (+65 823 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention de fonds de concours n°T210579COV avec la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public : Tranches 2021-2022 corrigées ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'un avenant n°1 à la convention de fonds de concours n°T210579COV avec la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public : Tranches 2021-2022 corrigées ;
- Qu'il convient de réajuster la participation de la commune de Carry-le-Rouet dans le cadre de la convention de fonds de concours n°Z210579COV pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant n°1 à la convention de fonds de concours n°T210579COV avec la commune de Carry-le-Rouet pour les opérations de travaux découlant du marché public global de performance pour les travaux d'éclairage public : Tranches 2021-2022 corrigées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-550/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : Rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19985/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Gémenos pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

La commune de Gémenos souhaite réaliser la mise en discrétion des réseaux secs (réseaux électriques basse tension et réseaux de télécommunications) des rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert.

Une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Gémenos pour cette opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Ces travaux seront réalisés en début d'année 2022.

Dans le cadre de cette opération, la commune envisage de fiabiliser le réseau de distribution d'énergie électrique pour le confort des administrés en réalisant l'enfouissement d'un réseau aérien vétuste (câbles type BBN dans de nombreux cas et qui sont mis à défaut lors d'intempéries ou en cas de fort mistral).

Cette opération permettra d'améliorer le confort des habitants en modernisant le réseau d'éclairage public en utilisant la technologie LED. En effet cette nouvelle technologie supprime toutes les pollutions lumineuses générées par le matériel actuellement en place tout en améliorant la visibilité des cheminements piétons et autres voies de circulation. Elle permettra également à la Métropole de faire des économies dans le cadre de sa consommation électrique de l'ordre de 25 à 40% selon le type de matériel remplacé.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Gémenos.

Le montant des travaux liés à cette opération s'établit prévisionnellement à 51 000 € TTC. Cette opération est potentiellement subventionnable.

La commune, dans le cadre de cette convention fonds de concours, participera pour un montant de 21 250 €.

Une retenue sur l'attribution de compensation de la commune (21 384 €) et une récupération du montant du FCTVA (8 366 €) permettra à la Métropole d'équilibrer le plan de financement de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : Rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : Rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert ;
- Qu'il convient de solliciter la commune de Gémenos afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux liés à l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public dans les rues Massilié et Sébastien Maurice Lambert.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Gémenos pour l'opération d'enfouissement des réseaux d'éclairage public : Rue Massilié et rue Sébastien Maurice Lambert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-551/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19987/CT**

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour la tranche 2022 des travaux de rénovation de l'éclairage public pris en charge dans le cadre de leur marché de performance énergétique. Ces travaux réalisés, courant 2022, comprendront le remplacement des mâts d'éclairage (avenue des Carriers, avenue Aristide Gambi et boulevard Jean Jaurès), la rénovation de postes d'éclairage, la séparation des réseaux aériens d'éclairage public et la vérification des supports d'éclairage public.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Cassis pour ces opérations de travaux.

Le montant des travaux s'établit prévisionnellement à 90 000 € TTC ;

Une subvention est potentiellement envisageable sur ce type d'opération de rénovation.

La commune, dans le cadre de cette convention fonds de concours, participera pour un montant de 37 500 €.

Une retenue sur l'attribution de compensation de la commune (37 736 €) et une récupération du montant du FCTVA (14 764 €) permettra à la Métropole d'équilibrer le plan de financement de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022 ;
- Qu'il convient de solliciter la commune de Cassis afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours pour les travaux de réfection de l'éclairage public réalisés en 2022 dans le cadre de leur marché de performance énergétique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis pour les

opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : Tranche 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-552/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Marignane pour les opérations d'éclairage public

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 21/19988/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Marignane pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Marignane pour des opérations notamment de modernisation, de réfection et d'enfouissement des réseaux de la commune. Par avenant n°2 le montant des dépenses relatives à ces opérations, s'élève à 1 517 053 € TTC

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Marignane pour les opérations d'éclairage public ;
- Qu'il convient de solliciter la commune de Marignane afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux liés aux opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane pour les opérations d'éclairage public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-553/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille SEMM relative aux études et travaux de déviation et de protection des installations de réseaux enterrés d'adduction en eau potable, pour la partie NORD de l'extension du réseau de tramway de Marseille Phase 1**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 21/19980/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son

affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais.

Par arrêté n° 2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique les travaux de l'opération.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce, de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés d'adduction en eau potable, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

En vertu de l'article 62 du contrat de Délégation de Service Public de l'eau potable conclu avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), il appartient au Déléataire de procéder au contrôle des études et des travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des Tiers si ces derniers portent sur des ouvrages d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué.

Pour ce faire, il y a donc lieu d'établir une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle des études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction en eau potable pour la partie Nord du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

L'incidence financière est la suivante

Montant à charge de la Métropole (partie Nord)	Montant à charge de la SEMM (partie Nord)
613 141,34€ HT	0 € HT

Telles sont **Le Conseil de Territoire Marseille Provence**,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
 - La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye
 - La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
 - La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'électricité ;
 - La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération n° MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
 - L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n°2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux d'adduction en eau potable impactant le périmètre du projet ;
- Qu'il convient d'établir une convention avec la SEMM afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle des études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction en eau potable pour la partie NORD de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM) relative aux études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction en eau potable, pour la partie NORD de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-554/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille SEMM relative aux études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction d'eau potable pour la partie SUD de l'extension de réseau de tramway de Marseille phase 1**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19982/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais.

Par arrêté n° 2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique les travaux de l'opération.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schœsling jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend tant la réalisation des infrastructures liées au système de tramway que la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce, de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés d'adduction en eau potable, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

En vertu de l'article 62 du contrat de Délégation de Service Public de l'eau potable conclu avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), il appartient au Déléguataire de procéder au contrôle des études et des travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des Tiers si ces derniers portent sur des ouvrages d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué

Pour ce faire, il y a donc lieu d'établir une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle des études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction en eau potable pour la partie Sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

L'incidence financière est la suivante :

Montant à charge de la Métropole (partie Sud)	Montant à charge de la SEMM (partie Sud)
774 832,35 € HT	0 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'électricité ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n°2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux d'adduction en eau potable impactant le périmètre du projet ;
- Qu'il convient d'établir une convention avec la SEMM afin de définir les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle des études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction en eau potable pour la partie Sud de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM) relative aux études et travaux de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés d'adduction d'eau potable pour la partie SUD de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-555/21/CT

■ CT1 - Approbation du programme d'aménagement du pôle d'échanges multimodal PEM de Pierre Plantée à Vitrolles

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20012/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

En décembre 2019, le Conseil de la métropole a procédé à l'arrêt du projet de PDU (Plan de Mobilité), présentant ainsi les ambitions de la Métropole pour faire face aux défis environnementaux et économiques qui se présentent pour les prochaines années. Ce dernier donne comme objectif, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux d'ici 2025.

Pour y répondre, il est prévu de déployer un réseau interurbain à haut niveau de service, articulé autour du réseau ferroviaire et routier du territoire métropolitain (réseau REM) et de pôles d'échanges multimodaux (PEM) avec la création de 31 pôles d'échanges multimodaux, et le renforcement de 34 PEM existants.

Le PEM de Pierre Plantée fait partie des PEM à restructurer. Pour identifier les aménagements à réaliser, une étude technique a été conduite entre 2019 et 2020 afin de préciser les conditions d'insertion urbaines et paysagères de cet équipement au sein d'un espace public renouvelé, de définir ses nouvelles fonctionnalités, et préparer l'arrivée d'une offre de transport augmentée, notamment avec le projet d'extension du Zénibus entre Marignane et les Pennes Mirabeau.

Descriptif de l'opération :

Le pôle d'échange multimodal de Pierre Plantée est la troisième gare routière de la Métropole par sa fréquentation. Il est aujourd'hui saturé et doit être restructuré pour faire face au nombre important de lignes qui y sont regroupées.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du mail piéton existant sur l'avenue Salyens, qui sera prolongé vers le futur « mail capable », tel qu'imaginé dans le plan guide des aménagements urbains du centre-ville. Il comprend la requalification de la gare routière existante, l'aménagement d'une gare routière scolaire sur l'avenue Yitzhak Rabin, ainsi d'un parking-relais de 150 places sur la place centrale.

Le dimensionnement de la partie gare routière intègre 12 quais et des arrêts de passage afin d'accueillir 3 lignes du réseau express métropolitain (REM) : Vitrolles – Aix-en-Provence, Marseille – Vitrolles, Salon – Vitrolles, mais aussi 7 lignes du réseau urbain, ainsi que deux lignes du Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) Zénibus Est-Etang de Berre, positionnées au cœur du PEM.

Il est prévu d'intégrer de nouveaux équipements (local vélos sécurisé, parking relais, information voyageurs, espaces d'attente...), mais aussi de répondre aux enjeux de sécurité et de saturation du site actuel. Les aménagements de voirie comprendront notamment la suppression du giratoire devant la gare routière, et l'aménagement d'un carrefour à feux en lieu et place.

Pendant la phase travaux et jusqu'à la mise en service du P+R, des places de stationnement provisoires seront aménagées pour pallier la diminution provisoire du nombre de places. Le montant des travaux pour la réalisation de la totalité de l'opération est estimé à 7 340 000 euros HT. Le montant des études, travaux et frais de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ce PEM est estimé à 8 800 000 € HT, soit 10 560 000 € TTC. Une équipe de maîtrise d'œuvre sera désignée pour réaliser les études et suivre la réalisation des travaux.

La création et l'affectation de l'opération d'investissement d'un montant de 8,8M d'euros HT a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain en date du 16 décembre 2021.

Cette opération respectera le calendrier prévisionnel suivant :

- La gare scolaire démarrage en 2022 avec une livraison en 2023
- La gare routière démarrage en 2022 avec une livraison en 2026
- P+R livraison démarrage en lien avec l'opération d'ensemble prévue sur la place de la Victoire et livraison prévisionnelle au plus tard en 2027. Des parkings provisoires seront aménagés dans la même temporalité que la gare routière en attendant la livraison du P+R.

La présente délibération vise désormais à approuver le programme de cette opération qui se décomposant en trois sous-opérations sur la base des estimations suivantes:

- La gare scolaire 100 000,00 € HT
- La gare routière 5 300 000,00 € HT
- P+R 3 400 000,00 € HT

Le coût global prévisionnel en investissement de cette opération est ainsi estimé à 8,8M d'euros hors taxe ainsi réparti :

- Coût des travaux : 7 340 000 euros hors taxe
- Coût Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre : 1 460 000 euros hors taxe

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du programme d'aménagement du pôle d'échanges multimodal PEM de Pierre Plantée à Vitrolles ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du programme d'aménagement du pôle d'échanges multimodal PEM de Pierre Plantée à Vitrolles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du programme d'aménagement du pôle d'échanges multimodal PEM de Pierre Plantée à Vitrolles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-556/21/CT

■ CT1 - Lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes Mirabeau ZENIBUS avec la mise en service de 2 lignes de BHNS ZEN A et ZEN B

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20015/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, appelé phase 2, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM. Ce prolongement initial consistait à desservir, avec une seule ligne, au sud, la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Considérant d'une part la fréquentation importante du ZENIBUS actuel sur le bassin vitrollais (42 % des validations sur la commune de Vitrolles sur les 8000 voyages/jour) et d'autre part les enjeux de régularité sur le tracé avec une ligne trop étendue ne permettant pas de tenir les horaires, il a été proposé de mettre en service 2 lignes de BHNS-ZENIBUS en remplacement de la ligne actuelle, c'est-à-dire :

- Une ligne ZEN A, reliant le pôle d'échanges Cap Horizon à Vitrolles à celui de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau,
- Une ligne ZEN B reliant le Technoparc des Florides à Marignane au pôle d'échanges du Griffon à Vitrolles.

Par délibération n°MOB 008-10133/21/CM, le Conseil de Métropole a approuvé le 4 juin 2021 ce principe de mise en service de deux lignes de BHNS accompagné d'un programme de réalisation qui comprend :

- Une extension de 4,4 km de la future ligne ZEN A à l'Est vers le futur pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne. Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
 - 4 stations,
 - 4350 mètres de couloirs de bus,
 - D'un P+R de 29 places aux Pennes-Mirabeau,
 - 4400 mètres d'itinéraires cyclables,
 - 600 mètres de trottoirs en agglomération sur la commune des Pennes-Mirabeau,
 - L'extension du principe de priorité aux carrefours à feux vidéo-surveillés.
- Une extension de 2,5 km de la future ligne B au sud vers la ZAC des Florides (Marignane). Cette extension s'accompagne de la réalisation de :
 - 2 stations,
 - 300 mètres de couloirs de bus,
 - l'extension de la piste bidirectionnelle existante jusqu'au Rond-Point de la Barque.
- Un tronc commun de 4 kilomètres environ pour les deux lignes ZEN A et ZEN B sur la commune de Vitrolles qui s'accompagne de :
 - L'allongement de 8 stations,
 - La réalisation d'un pôle d'échanges au Griffon,
 - L'intégration du futur Réseau Express Métropolitain (REM) sur les arrêts Grand Vitrolles et Griffon/Clinique,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La réalisation d'une station supplémentaire sur le boulevard de l'Europe,
- La suppression de l'arrêt Athènes-Rome.
- Des améliorations sur la ligne actuelle centrées sur la commune de Marignane.
- L'amélioration des conditions de circulation du BHNS sur la rue Jean Giono,
- La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet en faveur des transports en commun.

Le coût total de ce programme a été approuvé à 18,75 millions d'euros HT (22,5 millions d'euros TTC) avec un objectif de mise en service pour fin 2025.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumise à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

En application de l'article L. 103-3 du même code, il appartient à l'organe délibérant de l'EPCI de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées par le projet et notamment :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet, à ce titre les principes d'aménagement d'infrastructures (trottoirs, pistes cyclables, etc...) seront portés à la concertation du public,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet,
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Par ailleurs, à ce stade du projet et considérant l'avancement des études, les documents présentés dans cette étape de concertation permettront une compréhension détaillée des enjeux et des principes d'aménagements.

Les modalités de la concertation préalable proposées pour cette opération sont les suivantes :

- L'organisation de réunions publiques;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines, dans les locaux de la Métropole Aix- Marseille-Provence et des Mairies des communes de Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles, et des Pennes-Mirabeau. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ainsi que le site www.registre-numerique.fr ;
- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition et un registre numérique sera mis en place afin de recueillir les avis du public.
L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.
À l'issue de la concertation, le bilan sera présenté et arrêté par l'organe délibérant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes Mirabeau ZENIBUS avec la mise en service de 2 lignes de BHNS ZEN A et ZEN B ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur le lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes Mirabeau ZENIBUS avec la mise en service de 2 lignes de BHNS ZEN A et ZEN B.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur le lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes Mirabeau ZENIBUS avec la mise en service de 2 lignes de BHNS ZEN A et ZEN B.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 019-557/21/CT

■ CT1 - Approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement FPS reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20022/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre de la réforme nationale de dépénalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat,

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon-de-Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leurs Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1er janvier 2023.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur l'exercice 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement FPS reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement FPS reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement FPS reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-558/21/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une partie de la traverse Régný, de l'impasse Pélissier et de plusieurs emprises de la ZAC du Vallon de Régný à Marseille - 9ème arrondissement**
DAEP 21/19992/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Situé dans le 9ème arrondissement, le secteur de Vallon Régný constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régný dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

La trame circulaire s'appuie sur l'axe structurant que constitue le boulevard Urbain Sud pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),

Des aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur (SOLEAM) comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que l'accès au nouveau Collège Gyptis (allée et place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie (rue Martha Hartmann) reliant entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régný a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Cette refonte de la voirie autour du BUS et les projets de constructions nécessitent de déclasser plusieurs espaces publics comme suit conformément aux plans joints et portant sur :

- l'impasse Pélissier pour 2 emprises de 77m² et 9m²
- une partie de la traverse Régný pour 3 emprises de 287m², 1m² et 3m².

Après leur déclassement, ces voirie et portions de voiries seront cédées à l'aménageur de la ZAC du Vallon de Régný qui mettra en œuvre le projet d'urbanisation du quartier.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le programme de la ZAC Vallon de Régný ;
- La réalisation du Boulevard Urbain SUD

DELIBERE

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de l'impasse Pélissier, d'une partie de la traverse Régný entre l'impasse Pélissier et l'ancien chemin de Cassis, d'une superficie issue de l'Ancien chemin de Cassis, d'une superficie issue de l'avenue de la Grande Bastide et d'une superficie issue de l'allée Didier Garnier.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain des voiries décrites à l'article 1 pour une superficie totale de 377 m² environ (CF plans joints en annexe).

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-559/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un contrat de location avec la SAFIM pour la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway Phase 1

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19993/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1).

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération.

Par arrêté n°2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré le projet d'utilité publique.

Dans le cadre de cette extension projetée, il est prévu la création d'un centre de remisage de tramway et d'un parking relais sur le site Dromel/Montfuron pour répondre aux besoins de l'exploitation du réseau étendu mais également pour offrir une capacité de stationnement pour les usagers du transport public sur ce secteur afin de favoriser le report modal. La mise en service de cet ouvrage, dont les travaux ont débuté en 2021, est prévue fin 2024.

Les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages conduisent la Métropole Aix-Marseille-Provence à fermer le parking relais de Dromel pendant la durée du chantier.

Pour compenser en partie la perte de la capacité de stationnement pour les usagers des transports en commun (environ 600 places), la Métropole Aix-Marseille-Provence a recherché des solutions transitoires. Le Parc Chanot, situé à proximité du pôle d'échanges de Dromel/Montfuron d'une part, et de la station Rond-Point du Prado d'autre part, peut offrir offre des capacités de stationnement (environ 300 places) en dehors des grands événements.

Par convention n°85/102 entre la Ville de Marseille et la SAFIM, la Ville de Marseille a confié la gestion et l'usage du Parc Chanot à la SAFIM.

Par délibération MOB 004-07/10/21 BM du 7 octobre 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé le contrat de location avec la SAFIM portant sur la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway – phase 1 pour la période d'octobre à décembre 2021.

Afin de maintenir cette offre de stationnement de substitution aux usagers des transports en commun, il est nécessaire de conclure un contrat de location entre la SAFIM et la Métropole pour le premier trimestre 2022 (période de janvier à mars 2022) pour les places de stationnement ainsi que pour les services associés permettant de contrôler les usagers utilisant ce service.

L'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence au regard de ce contrat de location représente : 88 291,84 € HT.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
 - La délibération MOB 001-9654-21-BM du 15 mai 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de l'opération ;
 - La délibération MOB 004-07/10/21 BM du 07 octobre 2021 portant sur l'approbation d'un contrat de location avec la SAFIM pour la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway - Phase 1 ;

- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway dans le cadre de l'opération d'extensions nord et sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que pour réaliser le futur site de maintenance et de remisage du tramway et le futur parking relais de Dromel, il est nécessaire de fermer le parking relais actuel pendant la durée des travaux ;
- Que la SAFIM, dans le cadre de son contrat d'exploitation du Parc Chanot avec la ville de Marseille, offre à la location des places de stationnement ;
- Qu'il convient d'approuver le contrat de location entre la SAFIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le premier trimestre 2022 (période de janvier à mars 2022) afin de maintenir une offre de stationnement de substitution aux usagers des transports en commun ainsi que pour les services associés permettant de contrôler les usagers utilisant ce service ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un contrat de location avec la SAFIM pour la location de places de stationnement pendant les travaux du site de maintenance et de remisage et du parking relais de l'opération tramway Phase 1.

Cet proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-560/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille

Information du Conseil de Territoire

DGSDCT11 21/19971/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2020, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2020 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2019, produit par la Société Prado Sud ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 13 décembre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2020 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Prado Sud.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille.

VOIMOB 023-561/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGSDCT11 21/19972/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du territoire Aix-Marseille (CT1). A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R14.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2020 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2020, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 13 Décembre 2021.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel d'activité 2020 a été remis dans les délais impartis par le concessionnaire, la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille.

VOIMOB 024-562/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille - DSP n°07/136 Qpark

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/19998/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Délégataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Le contrat portait sur une durée de treize ans et 11 mois et 15 jours s'est achevé le 30 novembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille - DSP n°07/136 Qpark ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille - DSP n°07/136 Qpark.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Espercieux et les Docks à Marseille - DSP n°07/136 Qpark.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 025-563/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°19/04 Indigo

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/19999/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 005-5984/19/CM du 16 mai 2019, le conseil de la Métropole a approuvé le choix du délégataire et du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage n°19/04 relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille. Le contrat d'une durée de 7 ans s'achèvera le 1^{er} juillet 2026.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°19/04 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°19/04 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n°19/04 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 026-564/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du Délégataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et en enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20009/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement Cassis en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et en enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et en enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et en enclos Madie, Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n° 14/026 Effia Stationnement Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 027-565/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat - DSP n°06/123 Indigo

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20010/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Déléataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer leur attractivité et leur visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat - DSP n°06/123 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à la Ciotat - DSP n°06/123 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Centre et Vieux-Port à la Ciotat - DSP n°06/123 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 028-566/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat - DSP 15/160 SAGS La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20011/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 007-3631/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/160, pour l'exploitation des parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat, confiée à la Société SAGS pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat - DSP 15/160 SAGS La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat - DSP 15/160 SAGS La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du Déléataire de Service Public pour les parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat - DSP 15/160 SAGS La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 029-567/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille - DSP n°14/005 Qpark**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20000/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté a approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille. Ce contrat a par la suite été prolongé pour une durée de 1 an et 6 mois et s'est achevé le 15 juin 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille - DSP n°14/005 Qpark ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille - DSP n°14/005 Qpark.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille - DSP n°14/005 Qpark.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 030-568/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille - DSP n°07/180 Indigo**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20001/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Le contrat d'une durée de treize ans et 10 mois a démarré en 2007 et s'est achevé le 30 novembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille - DSP n°07/180 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille - DSP n°07/180 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille - DSP n°07/180 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 031-569/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille - DSP n°07/143 Indigo

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20002/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce la compétence, la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules.

Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parc de stationnement République. Le contrat, d'une durée de treize ans et huit mois, a démarré le 9 octobre 2007 et s'est achevé le 30 novembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille - DSP n°07/143 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille - DSP n°07/143 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille - DSP n°07/143 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 032-570/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille - DSP n°09-149 Indigo**

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/20003/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, avait approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain de 700 places situé sous l'Esplanade du J4 à Marseille.

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait ensuite approuvé le choix de la Société Vinci Park France, aujourd'hui Indigo, en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain Vieux-Port Fort St-Jean, aujourd'hui nommé Vieux-Port MUCEM.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille - DSP n°09-149 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille - DSP n°09-149 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille - DSP n°09-149 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 033-571/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille - DSP 08/024 Qpark**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20004/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parking Vallier. Le contrat, d'une durée de 40ans, arrivera à échéance le 18 novembre 2048. En 2015, la société Qpark a racheté les parts du groupement Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, puis celles du groupe Fayat SA en 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille - DSP 08/024 Qpark ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille - DSP 08/024 Qpark.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille - DSP 08/024 Qpark.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 034-572/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille - DSP 91/343 Indigo

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20005/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée.

Le contrat fut attribué en 1991 sous forme de concession à la Société SOGEPARC devenue Vinci Park depuis 2006, puis Indigo depuis 2015, délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans et s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille - DSP 91/343 Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille - DSP 91/343 Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur la Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille - DSP 91/343 Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 035-573/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille DSP n°91/342 - Indigo

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20006/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée.

La Ville de Marseille avait confié en octobre 1991 par contrat de délégation de service public n°91/342 la gestion de ces parcs à la Société Vinci Park Services, filiale du groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession porte sur une durée de 50 ans et s'achèvera en décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille DSP n°91/342 – Indigo ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille DSP n°91/342 – Indigo.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille DSP n°91/342 – Indigo.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 036-574/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille - DSP n°15/1623 Effia Stationnement Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 21/20007/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 26 octobre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et le contrat n°15/1623 de délégation de service public sous la forme d'un affermage pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beugeard, confiée à la Société Effia Stationnement Marseille pour une durée de 7 ans. Le contrat s'achèvera le 25 octobre 2022.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille - DSP n°15/1623 Effia Stationnement Marseille ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille - DSP n°15/1623 Effia Stationnement Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille - DSP n°15/1623 Effia Stationnement Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 037-575/21/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n° 91/354 - QPark**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 21/20008/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, au droit de laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Ville de Marseille avait confié le 2 décembre 1991 par contrat de concession n°91/354 la gestion de ces parcs de stationnement à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Epolia en 2006 et par Qpark en juin 2008. Ce contrat de concession porte sur une durée de 31 ans et s'achèvera en décembre 2022.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n° 91/354 - Qpark ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n° 91/354 - Qpark.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité 2020 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol, Corderie, Cours Julien, Gambetta, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - DSP n° 91/354 - Qpark.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 038-576/21/CT

■ CT1 - Approbation du Plan de Mobilité métropolitain

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 21/20054/CT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, tous modes confondus, sur une période de 10 ans. C'est une démarche réglementaire de planification et de programmation qui indique les modalités de mise en œuvre ainsi que le financement de son plan d'actions.

Ce document, qui anticipe les évolutions à long terme de la politique de mobilité métropolitaine, vise un équilibre entre les besoins de mobilité, la protection de l'environnement, la santé et le renforcement de la cohésion sociale et urbaine. Il impose une coordination entre les acteurs institutionnels, associant l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi que les Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable limitrophes de la Métropole.

Avec l'entrée en vigueur de la loi d'Orientations des Mobilités adoptée le 24 décembre 2019, applicable pour les PDU en cours d'élaboration au 1er janvier 2021, le projet de Plan de Déplacements Urbains devient Plan de Mobilité.

Selon l'article L1214-7 de la Loi Orientation des Mobilités, le Plan de Mobilité est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain avec le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET), approuvé par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019, ainsi qu'avec le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé le 17 mai 2013. Les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent quant à eux être compatibles ou rendus compatibles avec le Plan de Mobilité. Le Plan de Mobilité est compatible avec le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) mentionné à l'article L22-26 du code de l'Environnement lorsque ce dernier recouvre un périmètre égal ou supérieur au ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Par ailleurs, le Plan de Mobilité est en cohérence avec les orientations stratégiques des autres documents cadres de la Métropole (projet métropolitain, agenda économique...). Il participe ainsi à un projet d'aménagement d'ensemble qui articule urbanisme, mobilité et enjeux environnementaux.

Le Plan de Mobilité, c'est aussi la première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Son plan d'actions, établi pour les 10 prochaines années, sera ensuite décliné dans des plans locaux de mobilité (PLM), qui préciseront ces actions à l'échelle des 25 bassins de proximité définis sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de PDU a fait l'objet d'une large concertation auprès des habitants, de mars 2018 à octobre 2019, à travers 19 ateliers thématiques répartis sur le territoire ayant réuni 436 personnes, deux enquêtes grand public ayant reçu 3 000 réponses ; puis un registre numérique qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance du projet. La Métropole a également reçu 116 contributions écrites. Le processus s'est achevé avec la rencontre des communes et des territoires, aux fins d'assurer la cohérence du Plan de Mobilité avec les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux. Le bilan de la concertation a été adopté par délibération du Conseil Métropolitain le 19 décembre 2019.

1) Les grandes orientations du Plan de Mobilité 2020-2030

L'objectif du Plan de Mobilité consiste en premier lieu à lutter contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, en favorisant l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à la voiture solo, et une meilleure organisation du transport de marchandises afin de contribuer efficacement à la préservation de la santé publique. Face à ces enjeux, et en s'inscrivant dans un horizon à 2050, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour ambition de développer un système de mobilité pour tous, répondant à la diversité des besoins des habitants d'un territoire multipolaire. La stratégie du Plan de Mobilité représente une première étape, conditionnée par la mise en œuvre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) et la gare souterraine de Marseille Saint Charles, attendue au-delà de

2030, afin d'offrir un service de type RER métropolitain constituant l'armature structurante du réseau de transports en commun desservant les différentes polarités métropolitaines. Les autoroutes seront configurées pour permettre le développement des transports collectifs à haut niveau de service (cadencés avec des voies dédiées) et inciter à l'usage collectif de la voiture. Un réseau de pistes cyclables interconnectées et sécurisées maillera le territoire et desservira les pôles d'échanges multimodaux connectés au système global de mobilité. Le réinvestissement des centres-villes favorisera la convivialité, le lien social, le commerce de proximité et les filières courtes, accordant ainsi plus de place aux piétons, vélos et autres modes actifs. La transition énergétique de la mobilité, le télétravail, les achats à distance favoriseront également la qualité de la vie dans ces espaces. La chaîne logistique de transport de marchandises aura été restructurée, en s'appuyant principalement sur le réseau ferré et fluvial, et sur une organisation urbaine adaptée, peu consommatrice d'énergie et d'espace.

Le système de mobilité global est pensé dans une logique évolutive et agile pour intégrer les possibilités offertes par les innovations technologiques et sociétales (véhicules autonomes, décarbonés et connectés).

Le Plan de Mobilité à 2030 constitue ainsi une étape vers cette vision à long terme de la mobilité métropolitaine. Il se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels, 7 leviers déclinés en 117 actions:

- « Un système vélo global », dans lequel le vélo a vocation à devenir un mode de déplacement du quotidien pour les courtes et moyennes distances. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérentes pour bâtir un véritable système autour de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé, et des services pour faciliter son usage. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, élaborée à l'échelle des 25 plans locaux de mobilité, permettant la desserte des équipements de proximité, ainsi que le déploiement de plusieurs services : stationnement sécurisé, équipements, réparation, intermodalité, information, communication digitale et sensibilisation;
- « Un système de transport collectif performant ». Le Plan de Mobilité s'inscrit dans une stratégie à long terme qui vise à décliner le concept de « RER métropolitain ». Dans son plan d'actions à 2030, il en préfigure la première étape selon trois axes :
 - Débloquer et moderniser le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire ;
 - Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau de transport interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
 - Réaliser plus de 200 km de THNS urbains (Transport à Haut Niveau de Service): métro, tramway, transport par câble et bus à haut niveau de service (Bus+), sur 14 communes.
- « Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». La stratégie de ce système repose prioritairement sur la réduction de la circulation automobile, l'introduction de la multimodalité et la hiérarchisation de ce réseau de manière à optimiser son usage, ainsi que sur un système logistique plus durable favorisant le fret ferroviaire et fluvial.
- « Un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM) », situé au cœur des politiques de mobilité. Les PEM sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers trouvent un panel de services de mobilité à leur disposition, adapté, varié et complémentaire.
- « Des espaces publics partagés et attractifs », confortables et accueillants, condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le Plan de Mobilité organise la maîtrise et la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, en le redéployant notamment dans les parcs-relais.
- « Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous », ces services devront être simples d'accès pour tous, à travers la tarification, l'achat des titres de transport et l'information. Ils devront également intégrer un bouquet de services publics et privés, facilitant la multimodalité. Le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, via des services dédiés avec une tarification adaptée.
- « Se donner les moyens de réussir », dans la mise en œuvre des actions du Plan de Mobilité, de manière coordonnée, en lien avec les différents partenaires impliqués et acteurs concernés. Le Plan de Mobilité prescrit 6 schémas stratégiques (Schémas directeurs : des Transports Collectifs en Site Propre, du stationnement, de la logistique, des modes actifs, schéma armature ferroviaire, schéma stratégique de la voirie structurante) définissant le cadre et la vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Ces schémas alimenteront les 25 Plans Locaux de Mobilité.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de développer une approche de proximité, destinée à favoriser l'appropriation du Plan de Mobilité par les habitants et les communes, à l'échelle locale. Six bassins de mobilités ont été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés en 25 bassins de proximité, sur la base de critères de continuité, de cohérence et de densité, correspondant à une logique de bassin de vie. C'est sur ces périmètres que les actions du Plan de Mobilité seront déclinées, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité à raison de 5 plans par an sur 5 ans. Cette déclinaison s'opérera au plus près du terrain, et en association étroite avec les acteurs locaux.

L'approche par levier d'actions et leur déclinaison territoriale sont complétées par une vision transversale, mettant l'accent sur 6 thèmes à fort enjeux métropolitains: l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie nocturne, la cohésion sociale, la logistique et la cohérence entre urbanisme et transports.

Conformément à l'article R1214-1 du code des transports, le Plan de Mobilité a fait l'objet d'une évaluation basée sur son programme d'actions. Cette évaluation porte sur les points suivants : l'évolution des parts modales, l'impact du projet de PDU sur l'environnement, la qualité de l'air, la santé publique (modes actifs), les GES (Gaz à effet de Serre), et la consommation d'espace. Une analyse mesure l'impact financier du programme d'actions notamment sur le budget métropolitain avec les modalités de financement en investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La réalisation de ces objectifs, la réponse au défi climatique et à l'amélioration de la qualité de vie des métropolitains, requièrent des moyens financiers à la hauteur du rattrapage attendu. Ainsi, la « Métropole de projet » se concentre sur les projets structurants portés par son Plan de Mobilité, et doit obtenir le soutien des maîtres d'ouvrages concernés, en premier lieu celui de l'Etat. La réunion de ces éléments est la condition indispensable pour répondre au défi climatique et améliorer la qualité de vie des métropolitains.

2) La consultation des personnes publiques associées

Par délibération en date du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a arrêté le projet de PDU. Conformément aux conditions d'élaboration fixées par voie réglementaire, le projet de PDU est soumis, pour avis aux personnes publiques associées (PPA) constituées des 92 communes métropolitaines, des Départements des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les autorités administratives compétentes de l'Etat concernées, soit 97 personnes publiques associées.

Le projet de PDU étant soumis à une évaluation environnementale, l'autorité environnementale représentée par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale dite MRAe est également consultée pour avis. Pour mémoire cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de PDU mais sur la qualité de l'évaluation environnementale produite et la prise en compte de l'environnement par ce dernier. Cet avis qualitatif vise à améliorer la conception du projet et la participation du public.

Initialement, prévue du 14 février jusqu'au 15 mai 2020, la consultation des personnes publiques associées, a été prorogée en raison de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'au 28 août 2020, soit 6 mois au lieu de 3. Face à une deuxième vague de la pandémie et au 2^{ème} confinement de novembre 2020 (décret du 14 octobre 2020 portant déclaration d'état d'urgence sanitaire), l'organisation de l'enquête publique initialement prévue entre le 04 novembre 2020 et le 10 décembre 2020 a été reportée. Ces reports et décalage ont entraîné l'obligation pour le projet de PDU de se conformer aux dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités applicables au 1^{er} janvier 2021.

Le projet de PDU a donc été soumis à l'avis de la nouvelle catégorie des personnes publiques associées dites « limitrophes ». Ainsi, aux 97 consultations des personnes publiques associées en février 2020, les 6 agglomérations environnantes concernées ont été consultées du 14 janvier 2021 au 15 avril 2021. Il s'agit des Agglomérations de Durance-Lubéron-Verdon, de Provence Verte, de Terre de Provence, de Sud Sainte Baume, de Lubéron-Monts de Vaucluse, d'Arles-Crau-Camargue-Montagne.

Sur l'ensemble des 103 personnes publiques consultées, 37 ont émis un avis dans les délais réglementaires impartis, dont l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, 26 communes métropolitaines et 5 personnes publiques associées limitrophes.

L'ensemble de ces avis a été soumis à la commission d'enquête. Il est à noter qu'un certain nombre d'avis sont parvenus hors délais ou non notifiés à la Métropole. Ces collectivités ont eu la possibilité néanmoins de déposer leur avis durant le temps de l'enquête publique. C'est le cas notamment de la Ville de Marseille.

a. L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale PACA (MRAe)

L'avis délibéré de la MRAe PACA sur le projet de PDU 2020-2030 précise que c'est le premier Plan de Mobilité à l'échelle de ce vaste territoire. Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont : la qualité de l'air, les nuisances sonores et les risques sanitaires associés, la lutte contre le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, la limitation de la consommation d'espaces et de l'étalement urbain, en favorisant le

développement autour des centralités urbaines et des pôles d'activités, la préservation de la biodiversité et le maintien des continuités écologiques. La MRAe souligne l'importance de la cohérence entre urbanisme et transport afin de limiter le volume global des déplacements et faciliter les reports modaux.

La MRAe note l'inflexion du projet de PDU, qui tranche avec les politiques passées, souvent tournées vers l'usage de la voiture. Cependant, elle considère que le projet de PDU dans sa forme actuelle manque encore d'ambition notamment en termes de réduction du nombre quotidien de véhicules sur le réseau routier, et vis-à-vis des enjeux de santé publique. Le projet de PDU apparaît par ailleurs peu précis, avec des déclinaisons à venir, sous forme de schémas sectoriels stratégiques et de plans locaux de mobilité qui devront renforcer encore, et non amoindrir, les ambitions de report modal et de prise en compte des enjeux environnementaux.

b. L'avis des personnes publiques associées:

D'une façon générale, le projet de PDU a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques associées.

Le Préfet, dans son avis, salue le projet de PDU qui constitue une étape clé de la stratégie de mobilité à l'échelle métropolitaine, ainsi que la qualité du travail effectué dans un délai contraint. Il souhaite néanmoins des améliorations pour relever les défis climatiques, de santé et de cohésion sociale ainsi qu'une clarification des modalités de financement et de hiérarchisation des opérations.

La Région donne un avis favorable en précisant que le projet de PDU intègre les ambitions du SRADDET relatives à la mobilité et au transport de marchandises et de manière plus globale celles concernant la lutte contre le changement climatique, la non-consommation d'espaces naturels et agricoles. Le PDU est ainsi cohérent avec la politique régionale déclinée dans le SRADDET. Elle émet cependant des réserves sur les objectifs de diminution de la pollution atmosphérique, inférieurs à ceux du SRADDET, sur le niveau d'ambition trop faible sur la politique vélo, et la soutenabilité financière du projet.

Sur les 92 communes saisies pour avis, 26 ont répondu par un avis délibéré ou un courrier.

Par conséquent il est à considérer que 66 avis sont réputés favorables.

Parmi l'ensemble des communes ayant répondu, 14 ont délibéré un avis favorable sans réserve, 7 avec réserve, et un avis défavorable émanant de la commune de Marignane. 4 communes ont demandé des précisions par courrier.

La commission d'enquête publique relève que la concertation préalable a pu proposer une vision territorialisée, permettant de mieux comprendre les enjeux métropolitains et locaux.

3) L'enquête publique

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, assorti des avis des personnes publiques associées, l'enquête a pu être organisée entre le 20 avril 2021 et le 21 mai 2021.

106 lieux d'enquête ont été ouverts sur le territoire métropolitain dans toutes les communes et mairies annexes de Marseille et d'Aix-en-Provence. La commission d'enquête, désignée par le Tribunal Administratif de Marseille était composée de 3 membres et un suppléant. Elle a organisé 24 permanences physiques, au cours desquelles 69 personnes ont été reçues par les commissaires, 30 entretiens téléphoniques au cours de 3 permanences dédiées. Plus de 1000 observations ont été déposées et 953 observations ont été consignées sur le registre numérique d'enquête publique.

La commission d'enquête souligne dans ses conclusions que la Métropole a su tenir compte des contraintes sanitaires liées à la pandémie et assurer les meilleures conditions possibles pour le bon déroulé de l'enquête publique. Elle souligne également qu'un nombre très important de personnes, de collectifs, d'institutions et de collectivités territoriales ont pu exprimer leur avis, déposer leurs requêtes sur le projet, mais aussi, pour certains, faire des propositions sous forme de dossiers, permettant ainsi à la commission d'enquête de dégager des centres de préoccupation ou d'inquiétude au regard de la politique de mobilité, notamment sur le bassin marseillais.

Il est à noter que la nouvelle municipalité de Marseille, élue en mars 2020, a déposé une délibération en date du 5 octobre 2020 lors de l'enquête publique, exprimant son avis sur le projet de PDU.

La commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions le 19 juillet 2021, émettant un avis favorable sur le projet de PDU, assorti de 4 réserves et 6 recommandations ainsi qu'une recommandation de « dernière minute ».

L'ensemble des contributions ainsi que le rapport de la commission d'enquête sont consultables sur le site de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/actualites/lancement-enquete-publique-PDU-metropolitain> ainsi que sur le registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>

4) La prise en compte des réserves

Réserve n° 1

La commission relève que la ville de Marseille a versé au dossier de l'enquête publique une délibération en date du 05 octobre 2020, portant sur un nombre conséquent de points relatifs à la mobilité sur son territoire communal. Elle

demande à ce que tous ces points soient expressément pris en considération. Elle précise qu'il appartient à la Métropole de rencontrer les acteurs décisionnaires de la Ville afin d'engager un travail constructif dans le but d'intégrer tout ou partie de ces points dans le Plan de Mobilité à approuver.

Dans ce sens et afin de lever la réserve, la Métropole a :

- Rencontré la Ville de Marseille au cours de deux réunions en dates du 27 octobre et du 09 novembre 2021, afin d'échanger sur les points soulevés dans sa délibération ;
- Apporté des modifications de rédaction sur les actions traitant du levier système de vélo global (V04) et espaces publics partagés (EP03), afin de tenir compte des observations formulées par la ville. Il s'agit des points relatifs aux modes actifs (7 points sur les 13 proposés ont fait l'objet d'une modification de rédaction) ;
- Apporté des explications concrètes à la Ville de Marseille illustrant une préoccupation partagée et commune de voir les objectifs du Plan de Mobilité atteints. Cela concerne essentiellement les sujets relatifs au développement des modes actifs (6 points sur les 13), la tarification, le développement du réseau de Transport par Tramway et par câble ;
- Engagé pour le Boulevard Urbain Sud, des réflexions avec la Ville de Marseille afin d'étudier des alternatives au projet, depuis le chemin du Roy d'Espagne jusqu'à la Pointe Rouge, afin de répondre aux besoins de mobilité de ce secteur, tant en matière de transport collectif, notamment d'insertion du B5, que de modes actifs ;
- Précisé pour le Tunnel Schœlching que les trémies aérauliques de traitement des fumées polluantes feront l'objet d'une attention particulière afin de réduire l'impact sur les espaces végétalisés du parc du 26^{ème} centenaire ;
- Précisé que le schéma directeur des transports collectifs en site propre devra évaluer à Marseille en priorité, un tramway jusqu'au Merlan et St Jérôme depuis la Belle de Mai et un THNS sur la RD4 Nord voire au-delà en direction d'Allauch Plan de Cuques. Il pourra étudier la création d'une nouvelle ligne de métro pour desservir les quartiers Nord et le renforcement des Bus+ existants (niveau de service, sites propres supplémentaires...), ainsi qu'un THNS vers les Plages du Prado et entre Aubagne et la Barasse.

Réserve n° 2

La commission demande à la Métropole de se conformer à l'obligation réglementaire en application des dispositions de l'article R1214-1 du code des transports, en intégrant au projet de PDU « une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient ».

L'étude des modalités de financement et de couverture des coûts d'exploitation des mesures du Plan de Mobilité figure en page 301 et suivantes du document. Elle a été précisée et actualisée pour répondre à la réserve de la commission d'enquête. En outre, la Métropole entend souligner l'implication de l'Etat dans le financement des projets structurants de transports collectifs. Ainsi, le projet de loi de finances 2022 aux articles 20 et 22, prévoit de débloquer un milliard d'euros pour les transports métropolitains du quotidien dans le cadre du Plan « Marseille en Grand ». Ce soutien est constitué d'un amendement du Gouvernement qui inscrit 256 M€ de subventions pour financer les infrastructures de transports collectifs du quotidien. Cette subvention sera portée par le budget de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). A cette subvention s'ajoute une enveloppe de 744 M€ d'avances remboursables, dans le cadre d'un amendement du Gouvernement qui crée un nouveau programme dédié au sein du compte de concours financiers « avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». L'adoption définitive du projet de loi de Finances 2022 est prévue fin décembre 2021.

Réserve n°3

La commission demande à corriger l'incohérence entre le projet de PDU et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, débattu en septembre 2019.

A ce titre, la Métropole rappelle qu'il ressort des dispositions de l'article L. 131-4 du Code de l'urbanisme que les PLUi sont compatibles ou rendus compatibles avec les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports et non l'inverse.

Néanmoins, la Métropole est attentive à une organisation harmonieuse des différents documents de planification afin d'assurer une gestion cohérente du territoire. Ainsi une analyse approfondie du PADD et des contributions de la commune d'Auriol a permis d'identifier et préciser l'origine de la demande de la Commune.

La nouvelle municipalité d'Auriol vise 5 éléments non contenus dans le PADD débattu en septembre 2019, et indique qu'elle souhaiterait les ajouter dans le projet de PLUi ou le modifier. Ainsi, le PADD tel qu'il a été débattu en septembre 2019 est bien cohérent avec le Plan de Mobilité.

Des échanges avec la commune d'Auriol ont d'ores et déjà permis d'accéder à sa demande sur le volet de l'amélioration des liaisons vers Aix-en-Provence et l'aménagement d'un parking relais à proximité du péage.

Réserve n°4

La commission demande à ce que le Plan de Mobilité tienne strictement compte des dispositions contenues dans le SRADDET, répondant ainsi aux réserves émises par l'Etat et la Région.

La Métropole rappelle les règles de compatibilité : selon l'article L. 1214-7 du Code des Transports, le Plan de Mobilité doit prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatible avec les règles générales du fascicule de ce document. A cet égard, le tableau de prise en compte des objectifs du SRADDET ainsi que de la compatibilité aux règles a été complété et précisé.

En outre, afin de tenir compte de la réserve de l'Etat et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, reprise par la commission, qui soulève un manque d'ambition du projet en raison d'objectifs estimés insuffisants, portant notamment sur l'objectif de part modale vélo; il est proposé de l'améliorer en passant ce dernier de 5% à 7%. Pour ce faire, la Métropole engage un budget supplémentaire qui sera affecté à la réalisation du réseau cyclable secondaire, estimé à 80 millions d'euros, portant ainsi le budget global affecté aux infrastructures cyclables à 100 millions au lieu de 20 millions prévus dans le projet de PDU arrêté.

La disponibilité des données de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA réalisée en 2019 et 2020 sur le territoire de la Métropole, a par ailleurs permis d'intégrer une hypothèse de développement du télétravail: 33% de télétravailleurs, dont 17% réguliers, télétravaillant 22% des jours ouvrés. Cette hypothèse permet de diminuer d'environ 2,5 % les distances parcourues en voiture par rapport à 2012. Sur la base de ces données, l'impact de l'augmentation de part modale vélo (7%) et de prise en compte du télétravail, génère une réduction de trafic de 3%. Ces éléments permettent d'atteindre une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 2% supplémentaires, passant de -26% à -28%, sans toutefois atteindre une réduction de -35%, prévue au SRADDET pour la mobilité.

Ainsi, il est à noter que l'objectif de la baisse des émissions de GES prévu au Plan de Mobilité de -28% en 2030, est compatible avec les objectifs fixés par le projet de PCAEM. A noter que cette baisse permet d'atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone de mars 2020. En effet, la Loi Climat-Energie du 8 novembre 2020 a confié à la SNBC la mission de définir la « *marche à suivre pour atteindre les objectifs nationaux de neutralité carbone. La SNBC2 modifie les objectifs assignés à la mobilité à -28% entre 2015 et 2030 et non plus 35%, en faisant le constat que les faibles prix des énergies ces dernières années, des gains d'efficacité énergétique pour les véhicules neufs moins importants que prévus, le décalage entre émissions théoriques des véhicules et émissions réelles, la reprise de l'activité économique et le décalage au regard de l'ambition en termes de report modal* » conduisaient à estimer les émissions du secteur, supérieures aux cibles envisagées initialement. Par conséquent, les objectifs ont été revus à la baisse pour le secteur des transports. Ce constat est partagé par AtmoSud qui a pris comme données d'entrée pour l'évaluation du Plan de Mobilité les données de la SNBC. Ainsi la SNBC s'appuie sur un contexte actualisé pour définir des objectifs de baisse des GES.

Le tableau ci-dessous précise de quelle manière la Métropole a fait évoluer ses objectifs afin de prendre en compte l'objectif le plus ambitieux entre celui du SRADDET et celui du projet de PCAEM, avec lequel le Plan de Mobilité doit également être compatible.

	Sources des objectifs du Plan de Mobilité *	Objectifs du Plan de mobilité	Objectifs SRADDET	du Evaluation du Plan de mobilité
GES	SNBC2	-28%	-35%	-28%
NOX	PCAEM	-75%	-56%	-67%
PM10	SRADDET	-47%	-47%	-56%
PM2,5	SRADDET	-55%	-55%	-67%
COVNM	SRADDET	-37%	-37%	-71%
ENERGIE	PCAEM	-29%	-17%	-19%
POPULATION EXPOSÉE	PPA	0	3%	< 250 personnes

* Prise en compte des objectifs les plus ambitieux, sauf pour la baisse des GES (intégration des évolutions de la Stratégie Nationale Bas Carbone 2)

5) Le traitement des recommandations de la commission

Le rapport de la commission est également assorti de 6 recommandations auxquelles a été ajoutée une 7^{ème} de « dernière minute ».

a. Première recommandation

Cette recommandation repose sur le principe selon lequel les Plans Locaux de Mobilité emporteraient la définition de certains objectifs du Plan de Mobilité, de sorte que l'équilibre général du plan nécessiterait une nouvelle concertation et une nouvelle enquête publique. La Métropole ne suit pas cette recommandation car le Plan de Mobilité précise dans l'action M04 qu'il « est directement opérationnel concernant les mesures de portée générale ou des projets d'échelle métropolitaine. Il ne peut cependant traiter tous les sujets d'échelle locale qui contribuent à sa réussite dans le détail. C'est pourquoi il déclinera ses actions dans des Plans Locaux de Mobilité en concertation avec les communes et les acteurs locaux ». Les PLM n'ont pas vocation à modifier le Plan de Mobilité et par conséquent n'impliquent pas une enquête publique. Ils précisent et déclinent localement les actions du Plan de Mobilité, en concertation avec les acteurs locaux. Le Plan de Mobilité fera cependant l'objet d'une évaluation à mi-parcours, et pourra si besoin, donner lieu à des ajustements.

b. Seconde recommandation

La commission constate l'engouement des associations d'usagers pour les déplacements à vélo et suggère de les associer plus étroitement au développement du plan. La Métropole suit cette recommandation en précisant que les associations ont été associées à la réalisation du Plan de Mobilité à travers un atelier spécifique organisé le 15 mai 2019, dont les conclusions sont consultables dans le bilan de la concertation annexé au plan. Elles seront associées au comité de suivi annuel du Plan de mobilité avec l'ensemble des acteurs ayant contribué à l'élaboration du document. Elles seront également associées à la concertation des plans locaux de mobilité pour notamment préciser le contour des réseaux secondaires cyclables.

c. Troisième recommandation

La commission recommande que le rapport en cours d'élaboration par la mission interministérielle sur la création de l'Etablissement Public d'Investissement à fiscalité propre, soit joint au projet. La création de l'Etablissement a été

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

écartée par l'Etat au profit de celle d'un groupe d'Intérêt Public de financement des transports en cours de discussion. Par conséquent la production de ce document n'est plus d'actualité.

d. Quatrième recommandation

La commission recommande de laisser un accès libre au registre d'enquête publique ainsi qu'aux différentes contributions versées. La Métropole suit cette recommandation et précise que le registre numérique d'enquête publique n'a pas été clôturé. L'ensemble du dossier du Plan de Mobilité, le rapport de la commission d'enquête et les contributions sont consultables pendant une année à compter de la date de remise du rapport de la commission le 19 juillet 2021.

e. Cinquième recommandation

La commission recommande de mettre en conformité les documents du Plan de Mobilité avec les nouvelles dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités. La Métropole suit cette recommandation et précise que les travaux d'élaboration ont été conduits à la lumière des travaux préparatoires de la LOM. Les quelques points qui restaient à préciser le sont dans le document définitif (itinéraires cyclables continus et sécurisés et franchissements de passage à niveau). Par ailleurs, la nouvelle dénomination : « Plan de Mobilité » remplace celle de « Plan de Déplacements Urbains ».

Elle recommande également de modifier la période de validité du projet 2020-2030 en la décalant de deux ans, soit 2022-2032. Le projet de PDU a été arrêté en 2019 au regard d'un projet précis indiquant les conditions de son financement et de sa réalisation. Il ne peut être décalé dans le temps sans remettre en cause l'équilibre général du projet et donc l'ensemble de la démarche. En revanche, le document a été actualisé avec les dernières informations disponibles en matière d'avancée des projets. La Métropole ne suivra pas cette recommandation et conservera la période de validité de 2020-2030.

f. Sixième recommandation

La commission recommande à la Métropole de puiser dans le millier de contributions pour améliorer le plan de Mobilité. La Métropole suit cette recommandation et indique que pour l'action M04, les contributeurs associatifs sont et seront associés à l'élaboration des plans locaux de mobilité à l'occasion de la concertation en vue de vérifier l'adaptation du projet et son enrichissement en total compatibilité avec les enjeux, objectifs et actions énoncées dans le Plan de Mobilité.

g. Recommandation de dernière minute

La commission recommande de tenir compte des dernières avancées issues de la nouvelle loi sur la stratégie nationale bas carbone 2 (SNBC2), dont les décrets d'application ont été publiés le 21 avril 2020. La Métropole suit cette recommandation et indique qu'elle a tenu compte des dernières avancées en matière d'évaluation des émissions des véhicules terrestres à moteur produites par les constructeurs automobiles. Elle a adapté son évaluation en conséquence, en tenant compte du développement d'un parc auto moins émetteur, et ainsi modifié l'objectif de réduction de -28% d'émission de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. Pour mémoire, le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire de la Région Sud, approuvé le 26 juin 2019, indique un objectif de -35%. La SNBC2 vise par ailleurs la décarbonation complète du secteur en 2050 à l'exception du secteur aérien.

6) Les évolutions du dossier après l'enquête publique

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

Concernant en particulier :

- La prise en compte de l'avis de la commune de Marseille formulé au cours de l'enquête publique, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 5 octobre 2020 et versée à l'enquête publique
- Les précisions apportées sur les conditions de financement des investissements pour la réalisation des infrastructures de transport et la soutenabilité financière du Plan de Mobilité ;
- L'amélioration du projet permettant de diminuer son impact environnemental en augmentant la part modale du vélo et d'améliorer son efficacité pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, des erreurs matérielles relevées lors de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

De plus, la déclaration d'utilité publique du Boulevard Urbain Multimodal LINEA ayant été annulée et les voies de recours purgées en 2020 après l'arrêt du projet de PDU, il n'est plus opportun de maintenir cette opération dans le levier « Système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». Cependant la Métropole souhaite engager une réflexion sur le devenir de ces emprises dans le cadre d'une démarche conjointe aménagement/mobilité.

L'annexe environnementale du Plan de Mobilité a été actualisée en prenant en compte les évolutions du calcul des émissions de polluants et gaz à effet de serre, et des précisions ont été apportées sur la prise en compte des objectifs du SRADDET et de la compatibilité du projet aux règles de ce document stratégique.

Il a également été tenu compte, lors de la rédaction du Plan de Mobilité, des travaux parlementaires d'élaboration de la Loi d'Orientation des Mobilités. A la suite de l'approbation de cette Loi postérieurement à l'arrêt du projet, des modifications complémentaires ont été intégrées,

Un document en annexe de la présente délibération met en exergue l'ensemble des modifications apportées.

L'ensemble de ces adaptations ne modifient pas l'économie générale du Plan de Mobilité tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019.

Le plan de mobilité d'Aix-Marseille-Provence, modifié de façon à tenir compte des résultats de l'enquête publique, est annexé à la présente délibération. Il est constitué des pièces suivantes :

- Plan de Mobilité 2020-2030 Aix-Marseille-Provence ;
- Le Rapport d'évaluation environnementale et le résumé non technique ;
- Annexe 1 : L'état initial de l'environnement ;
- Annexe 2: Les évaluations AtmoSud ;
- Annexe 3 : L'évaluation Acoucité ;
- Annexe 4 : l'annexe accessibilité ;
- Annexe 5 : la note financière ;
- Le bilan de la concertation.

7) Les avis du comité des partenaires et des conseils de territoire

Conformément aux dispositions de la loi LOM, le Plan de mobilité a été soumis à l'avis consultatif du comité des partenaires le 24 novembre 2021.

Conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils de Territoire ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Plan de Mobilité Métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du Plan de Mobilité Métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du Plan de Mobilité Métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 039-577/21/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'une ligne de tramway entre le boulevard Longchamp et la Belle de Mai à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPI 21/20064/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le réseau de tramway marseillais est aujourd'hui constitué de trois lignes : ligne T1 Noailles – Les Caillols de 6,1 km, ligne T2 Blancarde – Arenc de 5,4 km, ligne T3 Castellane – Arenc de 3,6 km.

Les extensions du tramway Nord-Sud phase 1 (T3) sont actuellement en cours de travaux : au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi qu'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways.

Il est déjà prévu d'initier la phase 2 des extensions Nord-Sud (T3) : vers le nord dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane (6,3 à 7,1 km selon variante) et vers le sud dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière (1,5 km).

L'extension de la ligne T2 sur 2,1 km entre la rue de Rome et la place du Quatre Septembre dans les 6ème et 7ème arrondissements sur l'axe Peytral / Puget / Corderie / Corse est également programmée.

L'Etat a récemment programmé un vaste plan d'investissement pour Marseille dénommé « Marseille en Grand ». Le Volet transports y tient une place majeure avec la volonté d'améliorer la réalisation d'opérations d'extensions du réseau de tramway, notamment celles qui auront vocation à désenclaver les quartiers prioritaires du Nord de Marseille. Un amendement à la loi de finances 2022 prévoit que l'Etat débloquent 1 milliard d'euros afin de développer les transports à Marseille et dans la Métropole. L'enveloppe étant composée en 256 millions d'euros de subvention et 744 millions d'euros d'avance remboursable.

En cohérence avec le nouveau plan de mobilité métropolitain (ex-PDU), le réseau de tramway de Marseille est envisagé vers les secteurs National / Arenc / Belle de Mai. Un déficit de desserte en transports lourds est en effet constaté dans les secteurs National / Belle de Mai. Les secteurs Belle de Mai - Arenc - Saint Mauront sont classés Quartier Prioritaire de la Ville. En outre, le projet de la gare nouvelle souterraine de Saint Charles amplifiera le besoin en modes de transports collectifs performants et capacitaires.

Le prolongement du tramway sera mené en cohérence avec la requalification urbaine du projet « Quartiers Libres ».

Ce projet comprend prioritairement une extension du réseau du tramway :

- Vers le Nord-Est entre le Boulevard Longchamp et le secteur Belle de Mai / Quartier Libre, via le boulevard National avec la possibilité de poursuivre vers le Merlan.

Par ailleurs, un prolongement du tramway vers Arenc pourra être étudié dans la perspective d'une cohérence d'exploitation du réseau.

Il convient dès lors de procéder à la création et à l'affectation d'une opération d'investissement relative à la création d'une ligne de tramway entre le Boulevard Longchamp et le secteur de la Belle de Mai à Marseille pour un montant de 7 000 000 euros HT, correspondant à l'élaboration d'un programme et aux premières études techniques.

Ce montant comprend les phases d'études suivantes :

- Diagnostic, études préliminaires sur l'ensemble du tracé avec notamment l'étude de raccordement de cette extension au réseau existant du Boulevard Longchamp, les études d'un passage en tunnel au droit des voies ferrées Boulevard National et aussi les études d'insertion dans les espaces réduits de la Belle de Mai.
- Les frais des bureaux d'études afférents aux études préliminaires et d'avant-projet, les études environnementales du projet, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle pendant la phase d'études.

Cette enveloppe ne comprend pas le coût des acquisitions foncières ni le coût des dévoiements de réseaux.

Par délibération MOB009-8157/20/BM en date du 31 juillet 2020, le Bureau de la Métropole a d'ores et déjà approuvé une demande de subvention relative au financement de l'opération « études de faisabilité concernant l'extension du Tramway de Marseille vers le Boulevard National – Arenc – Belle-de-Mai » à hauteur de 30 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations / Banque des Territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MOB009-8157/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la demande de subvention relative au financement de l'opération « études de faisabilité concernant l'extension du Tramway de Marseille vers le Boulevard National – Arenc – Belle-de-Mai » à hauteur de 30 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations / Banque des Territoires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger son réseau de tramway depuis le réseau existant sur le Boulevard Longchamp et la Belle de Mai ;
- Qu'il convient de procéder à la création d'une opération d'investissement relative à la création d'une ligne de tramway entre le boulevard Longchamp et la Belle de Mai à Marseille pour un montant de 7 000 000 d'euros HT ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération pour un montant de 7 000 000 d'euros afin de mener les études de faisabilité ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable concernant le projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'une ligne de tramway entre le Boulevard Longchamp et la Belle de Mai à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-578/21/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume - EcoScience Provence pour l'année 2022 - Approbation de l'avenant n°1 d'une convention pluriannuelle

**Avis du Conseil de Territoire
 DGPROP 21/19973/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence est engagé dans une démarche de réduction des déchets en accord avec le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés voté en décembre 2019. Au sein de cette démarche la sensibilisation aux bons gestes de réduction des déchets est fondamentale pour faire évoluer les comportements et ainsi réduire les déchets. Le Territoire Marseille-Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016. Les déchets des activités économiques représentent une part importante des déchets collectés. Des solutions doivent être recherchées pour faire évoluer les comportements des professionnels et faciliter l'adoption des bons gestes par les consommateurs

L'association Eco-Science Provence, créée en 2005, propose le déploiement du label Commerce Engagé sur le CT1. Le Commerce Engagé est une démarche de territoire, créée en 2006 par Eco-Science Provence, et recense un réseau de 600 commerçants sur 8 territoires déjà en place. Elle se décompose en 3 labels : Commerce Engagé, Producteur Engagé et Restaurant Engagé.

En plus de sensibiliser les professionnels à la réduction de leurs déchets, le label Commerce Engagé permet aux habitants d'un territoire de changer leurs habitudes de consommation en facilitant l'identification des acteurs économiques qui s'engagent dans une démarche éco-responsable.

Lancé en 2021 sur le CT1, ce projet s'inscrit pleinement dans une démarche de prévention des déchets avec une approche personnalisée aux besoins du territoire. Il est complémentaire d'autres projets tels que « Commerçants Engagés pour des plages zéro déchet » ou le festival Zéro Déchet organisé en partenariat avec Zéro Waste Marseille en Octobre 2021.

A ce titre et afin de poursuivre la démarche en 2022, l'association sollicite le Territoire Marseille-Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 40 500 €.

Présentation de l'action :

L'association Eco Science, en partenariat avec Zero Waste et CPIE Côte Provençale, souhaite poursuivre le déploiement du label Commerce Engagé sur le CT1 en 2022.

Bilan intermédiaire 2021 :

- 3 zones d'interventions sélectionnées :
Carry le Rouet, Sausset les Pins et Marseille 7^{ème} incluant le Frioul
- 50 questionnaires réalisés avec les commerçants de ces zones pour préparer le cahier des charges, basé sur un diagnostic des pratiques et des besoins d'accompagnement du public ciblé.
- Le comité de pilotage est planifié le 05/11/2021 avec les élus concernés afin de valider le cahier des charges et les indicateurs de suivi qui permettront de commencer les labellisations des commerçants en tant que « Commerce Engagé » et d'assurer le suivi personnalisé.

Pour rappel : le cadre pluriannuel (d'Avril 2021 à Mars 2024) de ce projet anticipe la labellisation de 150 à 250 labellisés d'ici 2023.

Objectifs 2022 :

- Etendre le déploiement du Commerce Engagé, avec un objectif de 50 à 100 labellisés
- Choix d'un nouveau périmètre d'intervention

Planning prévisionnel 2022 / 2023 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Planning prévisionnel

Echéances	Actions
Année 2022	Réunion de bilan annuel Choix d'éventuel nouveau territoire et présentation de la démarche Labellisations actives : objectif 100 labellisés Accompagnement sur le territoire 2021 Communication : 2 événements en plus des outils réguliers mis en place (site internet, page Facebook, ...) Comité technique (1 à 2 par an) Comité de suivi Bilan annuel sur la base des indicateurs renseignés Comité de pilotage de fin d'année
Année 2023	Déploiement potentiel sur un autre quartier / une autre commune Présentation de la démarche au nouveau territoire Communication : 1 événement par territoire en plus des outils réguliers mis en place (site internet, page Facebook, ...) Communication : 1 événement par territoire Comité technique (1 à 2 par an) Comité de suivi Bilan annuel sur la base des indicateurs renseignés Comité de pilotage Enquête et préparation du nouveau cahier des charges

Budget prévisionnel de l'action :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Services extérieurs (locations, assurances...)	29 112 ^	Subventions : Territoire Marseille Provence	40 500 ^
Charges de personnel	16 414 ^		
Autre charges de gestion courante	5 099 ^	Autofinancement	10 125 ^
Total charges	50 625 ^	Total Recettes	50 625 ^

L'association sollicite le Territoire Marseille-Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de 40 500€ pour l'année 2022.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA / LIFE16 IPE FR 005 et sera soutenue par l'Europe à hauteur maximum de 30%.

Par cette action, l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire, de sensibiliser à la réduction des déchets.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire
Marseille Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume – Eco-Science Provence pour l'année 2022 - Approbation de l'avenant n°1 d'une convention pluriannuelle ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis favorable sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume – Eco-Science Provence pour l'année 2022 - Approbation de l'avenant n°1 d'une convention pluriannuelle ;
- Que la sensibilisation à la réduction des déchets des habitants et professionnels représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de partenariat, ci-annexé, conclu avec l'Association Souffleurs d'écume / Eco-Science Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Souffleurs d'écume - EcoScience Provence pour l'année 2022 et l'approbation de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle, ci annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 002-579/21/CT

■ CT1 - Approbation des avenants n°1 aux conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 1 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille Provence pour l'année 2022 - Attribution des subventions

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 21/19986/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d'ici 2025. L'axe 4 de ce plan propose d'assurer un maillage du territoire en solution de proximité pour les habitants pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets ce qui permettra de leur donner une seconde vie.

La loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire définit les objectifs nationaux en matière de réemploi/réutilisation (atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030) et précise que les déchetteries doivent être utilisées comme lieux de récupération d'objets en bon état ou réparables.

C'est à ce titre que la métropole a lancé l'appel à projets « Prévention des déchets, réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 ».

Par délibération du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé, dans le cadre du volet 1 de l'appel à projets, trois conventions pluriannuelles portant autorisation de prélever des objets en bon état ou réparables dans les zones de dépôt prévues à cet effet par les personnes morales relevant d'associations ou de l'économie solidaire ainsi que l'attribution de subventions pour l'année 2021.

Ainsi depuis le mois de juin 2021 les trois structures retenues ont équipé et aménagé les espaces réemploi sur cinq déchèteries du Territoire Marseille-Provence (Marseille Château-Gombert, Cassis, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Saint-Victoret) but d'inciter les habitants à modifier leurs comportements en leur proposant des solutions de réemploi et réutilisation de leurs objets.

Les premiers résultats obtenus par la structure Evolio PAE sont 700 personnes sensibilisées avec en moyenne 70% atteints sur 80% prévus.

En outre la Régie Service 13 est associée chaque mois à la déchets' tri mobile pour promouvoir la récupération d'objets sur quatre secteurs de Marseille : Place Notre Dame du Mont (13006), Place du 4 septembre (13007), Boulevard Chave (13005), Square Stalingrad (13003).

Afin de poursuivre cette démarche d'évolution des comportements par la mise à disposition de solutions de proximité, les associations Déclic 13, Evolio PAE et Régie Service 13, sollicitent l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022.

Budget prévisionnel 2022 de l'action prévue par l'associationDECLIC13

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	8 800 €	Vente de produits	52 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	4 000 €	Subventions : Métropole AMP Territoire Marseille Provence	30 208 €
Autres charges	24 960 €	Autres recettes	
Charges fixes de fonctionnement		Autofinancement	7 500 €
Total général des charges	37 760 €	Total Recettes	37 760 €

L'association DECLIC 13 sollicite le territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **30 208 €** pour l'année 2022 en fonctionnement.

Budget prévisionnel 2022 de l'action prévue par l'association EVOLIO PAE:

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	10 300 €	Vente de produits	42 012 €
Services extérieurs (Locations, assurances...)	36 320 €	Subventions :	
Autres services extérieurs	17 100 €	Métropole AMP	
		Territoire Marseille Provence	81 360 €
		Département	10 500 €
		Région	6 000 €
Impôts, taxes	2 850 €		
Charges de personnel	157 871 €	Autres recettes	90 969 €
Autres charges	3 000 €		
Dotations aux amortissements et provisions	3 400 €		
Total général des charges	230 841 €	Total Recettes	230 841 €

L'association EVOLIO PAE sollicite le Territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **81 360 €** pour l'année 2022 en fonctionnement.

Budget prévisionnel 2022 de l'action prévue par l'association REGIE SERVICE 13:

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats matériels	2 800 €	Vente de produits	4 000 €
Services extérieurs (Locations, assurances...)	2 650 €	Subventions :	
Autres services extérieurs	4 410 €	Métropoles AMP	
		Territoire Marseille Provence	57 008 €
		Département	
		DREETS	
Impôts et taxes	3 770 €		
Charges de personnel	55 380 €	Autres recettes	
Charges fixes de fonctionnement	2250 €	Autofinancement	10 252 €
Total général des charges	71 260 €	Total Recettes	71 260 €

L'association REGIE SERVICE 13 sollicite le Territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **57 008 €** pour l'année 2022 dont 56 208 € en fonctionnement et 800 € en investissement.

Par l'ensemble de leurs actions, les trois associations citées ci-dessus participent à l'objectif de la Métropole et du Territoire de sensibiliser à la réduction des déchets les habitants.

Il est proposé de répondre favorablement à ces demandes de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération TCM 015-8720/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 octobre 2020 approuvant la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16 771 de mise en œuvre de la démarche de prévention des déchets dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. - Approbation de l'appel à projets « réemploi – réparation – réutilisation 2020-2024 » et de la procédure de lancement ;
- La délibération PED 006-182/21/CT du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 avril 2021 approuvant les conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 1 de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation » sur Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation des avenants n°1 aux conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 1 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille Provence pour l'année 2022 - Attribution des subventions ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation des avenants n°1 aux conventions pluriannuelles avec les lauréats du volet 1 de l'appel à projets Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation sur Marseille Provence pour l'année 2022 - Attribution des subventions ;
- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver les avenants n°1 aux conventions pluriannuelles de partenariat avec les lauréats de l'appel à projets.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution des subventions aux structures lauréates de l'appel à projets « Prévention des déchets réemploi, réparation et réutilisation 2020-2024 » pour l'année budgétaire 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 003-580/21/CT

■ CT1 - Approbation du Programme de déploiement de l'Extension des Consignes de Tri des emballages plastiques

Avis du Conseil de Territoire DGPROP 21/19989/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le présent rapport a pour objectif de décliner les différentes étapes et actions du programme de déploiement de l'Extension des Consignes de Tri des emballages plastiques sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence. Cette décision s'inscrit dans une démarche plus large. Elle est prise en compte à l'échelle de la Métropole dans le cadre de la généralisation de ce nouveau geste sur les autres territoires. Elle est indiquée dans les Schémas métropolitains de Gestion des Déchets, et dans la contractualisation avec l'éco-organisme pour la filière des emballages.

1-Contexte

Les lois Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV-2015) et Anti-gaspillage Economie Circulaire (AGEC-2020) ont fixé des objectifs ambitieux en termes de recyclage matière, en imposant notamment une généralisation de l'Extension des Consignes de Tri (ECT) des emballages plastiques au 31 décembre 2022 (art. L. 541-1 5° du code de l'environnement). Cela se traduit par le tri et la prise en charge de nouveaux flux, à savoir les films, les pots et barquettes jusqu'alors considérés comme refus de tri.

C'est dans ce contexte que le cahier des charges de la filière de Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) des emballages ménagers formalise les dispositions contractuelles sous forme d'appel à projets, et de mesures d'accompagnements aux collectivités, pour permettre un déploiement à compter de 2018 et d'ici fin 2022.

Au quatrième trimestre 2021, l'éco-organisme CITEO lance sa cinquième campagne d'appel à candidature en vue de la mise en œuvre de l'ECT, et pour l'optimisation des dispositifs de collecte, auquel le Territoire Marseille Provence souhaite candidater.

2- Objectifs et enjeux

Au-delà de satisfaire à une obligation réglementaire d'augmentation du taux de recyclage des plastiques pour contribuer au développement de territoires plus « durables », les objectifs du passage à l'extension des consignes de tri de tous les emballages plastiques sont de :

- Simplifier le geste de tri des habitants du Territoire Marseille Provence,
- Faciliter la compréhension et l'appropriation de ce geste de tri,
- Harmoniser les consignes de tri sur le territoire métropolitain,
- Augmenter les performances du recyclage du Territoire Marseille Provence.

A ce jour, la moitié de la population française est en consigne élargie. Au niveau national, la performance du recyclage des plastiques des collectivités en ECT est de l'ordre de 6.8 kg par habitant et par an. L'effet d'entraînement sur les autres matériaux d'emballage permet de bénéficier d'un sursaut de gain de performance de 3 kg par habitant et par an sur le total des emballages, soit pour Marseille Provence un objectif d'augmentation de 2 000 tonnes/an pour le recyclage matière.

La sélection de la candidature du Territoire Marseille Provence à l'Appel à Projets de CITEO pour l'ECT s'accompagnera d'une augmentation des soutiens versés par CITEO sur les tonnes de plastiques recyclées selon les standards : 660 €/t contre 600 €/t sans extension de consignes. Ce barème est appliqué sur la totalité des tonnages d'emballages en plastique : bouteilles et flacons, pots/barquettes et films, ce qui augmenterait les soutiens de 800 k€/an pour le territoire. Il entre en application au lancement opérationnel.

Enfin, il est à noter que la simplification du geste de tri pour les usagers et la prise en charge de nouveaux flux de plastiques est rendue possible grâce à la modernisation du centre de tri en lien avec le nouveau marché de tri des emballages. La mise en œuvre des modifications du centre de tri dont notamment la prise en charge des ECT et une mise aux normes du dispositif incendie liée à l'augmentation du tonnage traité sur le site sera opérationnel au 2^{ème} trimestre de 2022 et elle entraînera une augmentation du coût global de 800 k€ HT/an. Ces coûts intègrent les aménagements du centre de tri mais également les coûts induits par une réorganisation des centres de transfert amont.

3- Différentes étapes et actions

3-1 Accompagnement spécifique de CITEO

Au vu des retours d'expérience issus des précédents Appel à candidature, il a été démontré que le niveau de performance de recyclage initial des plastiques, était un des facteurs de risque de ne pas obtenir les résultats attendus. Ainsi, CITEO a décidé de proposer un accompagnement spécifique aux collectivités ayant des performances en bouteilles et flacons plastiques inférieures à 3,5 kg/hab/an.

Ce dernier ne constitue pas une garantie de sélection du Territoire Marseille Provence, qui doit déposer sa candidature dans les délais et conditions prescrits dans le cahier des charges.

L'Accompagnement à la Candidature porte sur 2 thématiques :

a) la thématique « technique » pour

- Assurer un contrôle de cohérence des données techniques et économiques
- Alerter sur les points de vigilances identifiés au regard de l'objectif à atteindre en matière de performance et des critères d'évaluation nationale du projet ;
- Formuler des recommandations techniques.

Elle comporte un nombre maximal de 8 jours de prestations de la société ATLANCE.

b) la thématique « communication » pour

- Accompagner l'élaboration de son diagnostic communication;
- Financer et piloter une enquête de perception avec l'institut d'étude IPSOS pour mesurer les connaissances et la perception des habitants de la Collectivité vis-à-vis du tri. L'analyse et les résultats de cette enquête seront entièrement partagés avec la Collectivité pour affiner et renforcer son diagnostic ;
- Accompagner l'analyse du diagnostic et l'élaboration du plan de communication

En cas de sélection du Territoire de Marseille Provence à l'ECT, Citeo pourra décider de financer et de piloter une seconde enquête de perception pour mesurer les connaissances et la perception des habitants s'agissant de l'extension effective des consignes de tri.

La convention prend effet à sa date de signature, et s'achève à la date limite de dépôt des candidatures fixée par CITEO.

3-2 Planification des actions

Convaincu de la nécessité de simplifier le geste de tri, le déploiement de l'ECT est l'opportunité d'une communication positive intégrée dans la charte REFLEXE, et un facilitateur pour augmenter les performances de recyclage sur le Territoire Marseille Provence. Pour permettre sa mise en œuvre, le programme d'actions suivant est proposé :

Période de septembre à décembre 2021

- Etat des lieux et diagnostic des schémas de pré-collecte (taux de remplissage et présentation, dotation) et collecte (fréquences)

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Elaboration de la stratégie de communication nécessaire pour les phases de pré-lancement, de lancement et pour le suivi de projet
- Elaboration du planning de déploiement sur les 18 communes du Territoire Marseille Provence ;
- Réalisation d'une enquête de perception par CITEO avec l'institut d'étude IPSOS pour mesurer les connaissances et la perception des habitants du territoire vis-à-vis du tri
- Evaluation budgétaire des dépenses en termes de communication (conception graphique, impressions, médias...), de tri, d'organisation de collecte et d'équipements de pré-collecte;
- Montage du dossier de candidature pour la réponse à l'appel à projet auprès de l'éco-organisme CITEO

Période de janvier à aout 2022

- Annonce des changements à venir aux acteurs et relais :
 - Sensibilisation interne des élus du Territoire et des communes
 - Information des services des communes
 - Formation des agents du pôle déchets
 - Information des prestataires, bailleurs, syndics, CIQ
- Refonte des supports de communication (mémo-tri, autocollants, affiches, etc...)
- Organisation du déploiement de l'ECT : délai, rythme et sectorisation

Période de septembre 2022 à décembre 2023

- Lancement opérationnel de l'ECT, matérialisé par une campagne massive de communication aux usagers (événementiel, plan multimédias, supports...)
- Réalisation de la communication de proximité avec des animations des éco-ambassadeurs et des prestataires
- Sensibilisation des scolaires
- Prise en compte l'impact sur la dotation en bacs jaunes, en PAV, sur le lavage des conteneurs, sur les marchés de collecte, et les collectes en régie pour les optimiser
- Réponse aux demandes des usagers lors du déploiement
- Suivi des indicateurs, bilan de la campagne : dotation, tonnages, débordements, plaintes

C'est dans ce cadre que le Territoire Marseille-Provence décide de poursuivre son engagement en faveur du tri et de l'augmentation de la valorisation des déchets en mobilisant ses habitants autour d'une simplification du geste de tri : tous les emballages plastiques se trient. Cette mobilisation ne pourra se faire qu'avec une communication ambitieuse et partagée par tous les acteurs du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Programme de déploiement de l'Extension des Consignes de Tri des emballages plastiques ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du Programme de déploiement de l'Extension des Consignes de Tri des emballages plastiques ;
- Que la mise en œuvre de l'ECT permettra à terme d'améliorer les performances du recyclage sur le Territoire Marseille Provence, et les soutiens versés par CITEO ;
- Qu'il est nécessaire de mener une communication sur le tri des emballages de grande ampleur sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient de signer une convention d'accompagnement à l'Appel à candidature.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de déploiement de l'Extension des Consignes de tri des emballages plastiques pour l'année 2022 et l'approbation d'une convention, ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 004-581/21/CT

■ CT1 - Approbation de la démarche de réduction des déchets des manifestations du Territoire Marseille Provence DGPROP 21/19990/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les services en charge de la gestion des déchets du territoire Marseille Provence accompagnent depuis plusieurs années l'organisation de manifestations sur ce territoire, en mettant à disposition des moyens matériels et techniques dédiés à l'enlèvement des déchets et au maintien de la propreté.

Si le service public de gestion des déchets ménagers et assimilés est financé par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et par la redevance spéciale, les prestations liées aux manifestations doivent en revanche faire l'objet d'une facturation spécifique.

Par délibération PEDD 002-294/14/CC du 18 juillet 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait fixé la tarification des prestations de collecte et propreté spécifiques aux manifestations et par délibération PEDD 009-1024/15/CC du 22 mai 2015, avait déterminé des modalités d'exonération afin de soutenir l'organisation de certaines manifestations.

Pour demeurer dans cette démarche, compte tenu du nombre croissant de demandes de gratuité de ces prestations pour des manifestations, et de la volonté de favoriser l'organisation de manifestations à vocation nationale, régionale ou internationale et d'animations communales, le Conseil de la Métropole a, par délibération HN 059-189/16/CM du 28 avril 2016 approuvé la possibilité de consentir la gratuité des prêts de conteneurs ou d'opérations de propreté en faveur des cas suivants :

- Manifestations à vocation humanitaire, sociale, culturelle et sportive participant à la valorisation, au rayonnement et à la médiatisation du territoire n°1 ;
- Manifestations organisées ou soutenues par les communes du Conseil de Territoire n°1 dans la limite de 10 par an et par commune ou mairie d'arrondissement.

Afin de poursuivre l'inscription dans les axes développés par le Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, approuvés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 19 octobre 2017, ainsi que dans le Plan de prévention des déchets approuvé le 19 décembre 2019, il est nécessaire de franchir une étape supplémentaire : celle du **développement des pratiques écoresponsables en matière de maîtrise des déchets** (réduction à la source et meilleure valorisation) lors des manifestations organisées sur le territoire Marseille-Provence.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Cette démarche est en phase avec le projet Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) adopté par le Conseil de la Métropole le 26 septembre 2019. Le PCAEM a en effet inscrit dans son plan d'actions la volonté d'inciter et de soutenir les éco-manifestations à l'échelle métropolitaine.

Pour faire émerger cette dynamique sur le territoire et la maintenir sur la durée, les conditions précédentes de mise à disposition de moyens matériels et techniques doivent être modifiées conformément aux conditions proposées ci-dessous.

En préambule, toute manifestation ne pourra être soutenue par la Métropole Aix-Marseille Provence si son organisateur ne s'engage pas à remplir et à respecter la Charte « réduction des déchets des manifestations » qui lui sera proposée.

Enjeux au niveau de la prévention des déchets :

La quantité de déchets générée lors de manifestations est considérable. Selon l'Ademe, une manifestation-type accueillant 5 000 personnes générerait 2.5 tonnes de déchets. De ce constat, il est nécessaire d'agir conformément au Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés afin de sensibiliser les organisateurs de manifestations et les encourager à réduire leur production ; mais également afin de baisser les coûts à la charge de la collectivité.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, il est proposé d'éco-conditionnaliser la mise à disposition de moyens matériels et techniques afin d'engager les organisateurs de manifestation à se responsabiliser dans la gestion de leurs déchets. Cette éco-conditionnalisation se basera sur le niveau d'engagement des organisateurs à la charte « réduction des déchets des manifestations ».

Niveaux d'engagements de la charte

Les indicateurs corrélés à ces niveaux d'engagements sont présentés dans l'annexe 2.

Le calcul du niveau d'engagement se fait automatiquement suite au remplissage des indicateurs par l'organisateur de l'évènement. Le système de points proposé permet une approche systématisée qui facilitera l'analyse des demandes.

- Niveau 1 : thématique « gestion sélective des déchets »
- Niveau 2 : niveau 1 + thématique « économie-circulaire et réemploi »
- Niveau 3 : niveau 2 + thématique « tendre vers le zéro déchet »

Contributions du territoire

En fonction du niveau d'engagements pris, les organisateurs de manifestations bénéficieront de prestations de mise à disposition variables et pourront prétendre, selon les cas, à certaines exonérations tarifaires, dans les conditions prévues à l'annexe 2 de la présente délibération.

Ces exonérations donneront lieu à la conclusion d'une convention de mise à disposition à titre gracieux de moyens matériels, logistiques et techniques conforme au modèle approuvé par délibération FBPA 033-9939/21/BM du Bureau de la Métropole dans sa séance du 4 juin 2021.

Contributions	Niveaux d'engagement
<ul style="list-style-type: none">• Mise à disposition des bacs de tri et prestations de collecte des recyclables (hors traitement des bacs recyclables)	Niveau 1
<ul style="list-style-type: none">• Mise à disposition des bacs de tri et prestations de collecte et traitement des recyclables• Ressources liés à la réduction des déchets	Niveau 2
<ul style="list-style-type: none">• Mise à disposition des bacs de tri et prestations de collecte et traitement des recyclables• Ressources liés à la réduction des déchets• Collecte et traitement des ordures ménagères	Niveau 3

La collecte et le traitement des ordures ménagères ne seront pas soumis à gratuité pour les « grandes manifestations » (>1 000 participants) hors atteinte du niveau trois de la charte.

Mise en œuvre :

3 typologies de manifestations :

Typologie	Indicateur	Charte	Objectif	Procédure
Petite manifestation	< 1000 participants	D'engagement	Inciter	Maintien de la procédure actuelle (demande d'autorisation, devis, évaluation) avec obligation pour l'organisateur de communiquer sur la gestion des déchets sur site (tri, prévention et réduction)
Grande manifestation / prestataire public ou privé	> = 1000 participants	Obligatoire	Responsabiliser	Nouvelle procédure basée sur les obligations liées à la charte (demande d'autorisation, devis, signature de la charte, possible gratuité, évaluation)
Manifestation participant à l'évolution des comportements sur les déchets sur le domaine public métropolitain	Manifestations en lien avec la réduction des déchets (ex. ramassages des déchets...)	D'engagement	Inciter	Nouvelle procédure d'accompagnement (demande d'autorisation, gratuité, évaluation)

Planification

- 2022 : phase de lancement de la démarche pour les trois typologies de manifestation ; suivi et évaluation des engagements des grandes manifestations sur le territoire (estimation de la jauge à 25%)
- 2023 : Evaluation du dispositif de la démarche

Evaluation

Un suivi sera assuré par le service en charge des déchets du territoire afin de valider les engagements pris par les organisateurs grâce à l'évaluation des rapports justificatifs et des visites terrains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 Juillet 2020 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° DEA 018-2836/17/CM du 19 Octobre 2017 portant approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° HN 059-189/16/CM du 28 avril 2016 portant approbation des modalités d'exonération des tarifications des prestations de propreté du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°ENV 001-6815/19/CM du 26 septembre 2019 portant approbation du Projet Plan Climat Air Energie Métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°DEA 038-8022/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réduire la production de déchets issus de l'activité des manifestations sur le territoire ainsi que d'en augmenter la valorisation.
- Qu'il convient d'approuver les conditions de mises à disposition de moyens matériels et techniques dédiés à la gestion des déchets issus de cette activité.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les trois typologies de manifestations (petite manifestation, grande manifestation, manifestation participant à l'évolution des comportements sur les déchets) et les procédures associées ci-annexées (annexe 1).

Article 2 :

Est approuvée la charte « réduction des déchets des manifestations » ainsi que la procédure de mise en œuvre intégrant les conditions de la mise à disposition gratuite de moyens matériels et techniques en fonction de la typologie des grandes manifestations ci-annexées (annexe 2).

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget annexe Collecte et Traitement des déchets du conseil de territoire Marseille Provence, section Fonctionnement – Nature 70688 – Fonction 7213 – sous politique G130.

Article 4 :

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur le 31/03/2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 005-582/21/CT

■ CT1 - Approbation portant sur la révision du montant des forfaits pour l'année 2022 et de l'ajustement des grilles forfaitaires de la Redevance Spéciale

Avis du Conseil de Territoire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DID 21/19991/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille-Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération N°DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a voté le règlement de la nouvelle Redevance Spéciale pour le territoire de Marseille Provence et par délibération TCM 030-9711/21/CM du 18 février 2021 son déploiement. Ce règlement et cette démarche s'inscrivent pleinement dans le cadre fixé par le schéma métropolitain, qui par ailleurs lui-même répond aux objectifs du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires).

Le territoire Marseille Provence a donc mis en œuvre la réforme de cette redevance spéciale avec une mise en application définitive au 1^{er} juillet 2021.

Ce rapport doit permettre de valider deux points :

1. La révision du montant des forfaits pour l'année 2022
2. L'ajustement des grilles forfaitaires suite à la mise en œuvre de la Redevance Spéciale

1- La révision du montant des forfaits pour l'année 2022

Comme le prévoit l'article 3.2 du règlement de la Redevance Spéciale, le montant de chaque forfait doit être révisé annuellement suite à l'approbation du Rapport sur le Prix et la Qualité de Service.

Le dernier RPQS de l'année 2020, voté au conseil du 07 octobre 2021, définit le nouveau coût aidé TTC pour la collecte et le traitement des Ordures Ménagères Résiduels :

Tableau de calcul du coût au litre

Année	Tonnage OMR Collecté	Montant total aidé TTC	Coût au litre
2019	408 145 T	162 593 043 Euros	0,0398 €/Litre
2020	405 052 T	162 111 585 Euros	0,0400 €/Litre

Le calcul tient compte d'une densité des OMR de 100Kg/m3

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Aussi le coût aidé TTC qui était de 0.0398 €/litre passe pour l'année 2020 à 0.0400 €/litre, soit une augmentation de +0.47%.

Les nouveaux forfaits applicables pour 2022 sont donc les suivantes :

Forfait	Tarif Annuel pour 2022
F0	0,00 € <i>Forfait compris dans le paiement de la TEOM</i>
F1	728,41 € / 655,57 €*
F2	3 933,40 €
F3	8 595,21 €
F4	18 210,20 €
F5	27 825,18 €

* Pour le forfait F1, une bonification de 10% s'applique (cf. article 3.5.1 du règlement de la redevance spéciale)

Rappel des tranches volumétriques définissant les forfaits

Forfaits	Tranches volumes produits (Litres hebdomadaire)
F0	≤ 490 litres
F1	491 à 840L
F2	841 à 2380L
F3	2381 à 4 620L
F4	4621 à 9 240L
F5	9241 à 13 860L
Hors seuils	➤ 13860 litres

2- L'ajustement des grilles forfaitaires suite à la mise en œuvre de la Redevance Spéciale

Grâce aux différents ateliers, et groupes de travail débutés en mars 2020 avec les équipes du service de la Redevance Spéciale et du Partenariat ainsi également des différents échanges ou réclamations réalisés auprès du guichet RS depuis la mise en ligne du logiciel de la RS, des ajustements de forfaits ont été réalisés individuellement après diagnostic par téléphone ou/et enquête terrain.

Afin de garantir une équité entre les entreprises et comme convenu dans le process d'amélioration continue du service, lorsque des ajustements concernent plusieurs entreprises d'un même secteur d'activité (Code NAF) et qu'il est donc constaté des écarts entre grille de référence et réalité observée, il est proposé d'ajuster les grilles permettant le forfait de référence.

Ces modifications de grilles concernent 45 codes NAF principalement les salles de sports, les organismes religieux, et les entreprises auto-entrepreneurs. Ces modifications de grilles impacteront les futures entreprises qui seront créées sur l'exercice de 2022 car celles d'une création antérieure a déjà fait l'objet au cours de l'année 2021 de ces ajustements individuellement. L'automatisation de ces calculs permettra de limiter les réclamations auprès du guichet RS et favorisera l'adhésion des professionnels au mécanisme de la Redevance Spéciale.

Les grilles sont fournies en annexe et celle modifiée sont mises en fond gris.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2224-14 et L2333-78 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment son article L541-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017 du conseil métropolitain, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste ;
- La délibération DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018 du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification ;

- La délibération TCM 030-9711/21/CM du 18 février 2021.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation portant sur la révision du montant des forfaits pour l'année 2022 et de l'ajustement des grilles forfaitaires de la Redevance Spéciale ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation portant sur la révision du montant des forfaits pour l'année 2022 et de l'ajustement des grilles forfaitaires de la Redevance Spéciale ;
- Qu'il convient de valider les ajustements des grilles forfaitaires ;
- Qu'il convient de valider les nouveaux montants des forfaits de la Redevance Spéciale.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision du montant des forfaits pour l'année 2022 et de l'ajustement des grilles forfaitaires de la Redevance Spéciale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 006-583/21/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SILIM Environnement

Information du Conseil de Territoire

DGPROP 21/19996/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 23 septembre au 1 octobre 2021, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème ; 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

Pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées ou de la régie, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais. La collecte des ordures ménagères étant prioritaire, les encombrants, se sont accumulés. Les ordures ménagères résorbées, la collecte des encombrants a pu reprendre.

C'est dans ce cadre qu'il a été demandé à la société SILIM Environnement, titulaire du marché Z18-205 de « mise à disposition de plateformes de réception et tri pour la valorisation des encombrants » de permettre un accès à sa plateforme sur une plage horaire plus large que celle prévue dans le marché. En effet, le marché prévoit une ouverture de la plateforme du lundi au samedi. Celle-ci a cependant été exceptionnellement ouverte le dimanche 10 octobre 2021.

Il convient de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société SILIM Environnement s'élevant à un montant de 844 euros TTC (840 € HT).

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la société SILIM Environnement afin de procéder au paiement de la prestation d'ouverture de sa plateforme le dimanche 10 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SILIM Environnement pour la mise à disposition de la plateforme des Aigalades le 10 octobre 2021 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations réalisées le 10 octobre 2021.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de mise à disposition de la plateforme des Aigalades le 10 octobre 2021.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-584/21/CT

■ CT1 - Budget EAU du territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, relative à la rénovation des aqueducs Valbonnette, Valmousse, La Clue et Gazay sur le Canal de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 21/19404/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Le « Canal de Marseille » est la principale adduction d'eau brute de Marseille et son agglomération. L'eau est prélevée dans la vallée de la Durance via le canal EDF construit entre 1840 et 1850, le canal parcourt 128 km de Saint Estève Janson à La Ciotat.

Le canal comprend un ensemble d'ouvrages remarquables (bassins de Saint-Christophe et de Réaltort), 93 souterrains dont 5 galeries de plus de 3,5 km et 23 aqueducs dont l'emblématique Monument Historique : l'Aqueduc de Roquefavour en cours de restauration.

Dans le cadre de la surveillance des ouvrages du canal, la Métropole a fait réaliser des diagnostics des aqueducs : Valbonnette, Valmousse, Gazay, La Clue. Ces 4 aqueducs ne présentent pas de désordre structurel mais, après cent soixante-dix 170 ans d'exploitation, il est constaté différentes pathologies :

- Percolations d'eau manifestées par la présence d'importantes zones de calcite et de stalactites ;
- Venues d'eau en voûtes ;
- Disjointoiements des pierres de taille ;
- Eclats de pierre sur les couvertines et les intrados en voûtes.

Afin de traiter ces pathologies il est nécessaire d'engager une opération de rénovation de ces quatre aqueducs.

L'opération d'investissement 2022101100 « Rénovation des aqueducs Valbonnette, Valmousse, La Clue et Gazay sur le Canal de Marseille », d'un montant de 3 500 000,00 euros HT inscrite au budget annexe eau du territoire Marseille Provence enregistrée dans le programme 12 « Eau » de la Métropole doit être affectée.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 3 500 000,00 euros HT de l'opération d'investissement Rénovation des aqueducs Valbonnette, Valmousse, La Clue et Gazay sur le Canal de Marseille afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, relative à la rénovation des aqueducs Valbonnette, Valmousse, La Clue et Gazay sur le Canal de Marseille.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget annexe EAU du territoire Marseille-Provence – sous politique F160 – nature 2031 et 2313 – code gestionnaire 3DEAE.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022 : 25 000,00€HT

CP 2023 : 25 000,00 € H.T.

CP 2024 : 400 000,00 € H.T.

CP 2025 : 1 300 000,00 € H.T.

CP 2026 : 1 300 000,00 € H.T.

CP 2027 : 450 000,00 € H.T.

EAU 002-585/21/CT

■ CT1 - Budget EAU - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Augmentation de la capacité d'évacuation des crues du barrage de Réaltort

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19414/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) exerce la compétence EAU sur son territoire, elle est donc le maître d'ouvrage de l'ensemble du dispositif d'alimentation en eau potable des communes membres et notamment du Canal de Marseille, ouvrage construit au milieu du 19ème siècle dans le but d'approvisionner la ville de Marseille en eau.

Le Canal de Marseille est alimenté à partir du canal EDF de la vallée de la Durance, au niveau de l'usine hydroélectrique de Saint Estève Janson. Il traverse 21 communes et en dessert 36, depuis sa prise d'eau au Nord, jusqu'à la ville de La Ciotat. La totalité de l'ouvrage est situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le Canal de Marseille s'étend sur un linéaire total de 177 km et compte : 93 souterrains, 23 aqueducs et 2 barrages : St Christophe et Réaltort, qui permettent le délimonage des eaux de la Durance avant leur traitement de potabilisation, et la régulation du débit dans le canal.

Le barrage du Réaltort a été construit dans les années 1860, sur les territoires des communes d'Aix-en-Provence et Cabriès. Il est constitué d'un mur central vertical en maçonnerie épaulé par deux remblais, sur une longueur de 620 m et 20 m de hauteur. L'évacuateur de crue, situé à l'extrémité est du barrage, est constitué de trois clapets automatiques à flotteurs de capacité totale 120 m³/s, correspondant au débit centennal de protection réglementaire, utilisé dans les années 90.

Le barrage de Réaltort relève de la catégorie B selon l'arrêté préfectoral n°38-2009 PC du 07 mai 2009.

Suite à la mise à jour de l'étude de danger en 2016 et conformément à l'arrêté du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages, il est apparu nécessaire de mettre à jour les hypothèses hydrologiques de l'ouvrage et de déterminer la nouvelle valeur du débit de crue exceptionnelle à évacuer sans dégât par l'évacuateur de sécurité du barrage (période de retour 3000 ans).

En 2018, la Métropole a confié cette expertise au bureau d'étude spécialisé TRACTEBEL, qui a établi le débit de crue exceptionnelle du barrage de Réaltort (Q3000 ans = 245 m³/s) et étudié la faisabilité technique des travaux de génie civil à réaliser sur l'évacuateur de crue existant du barrage.

Le projet consiste à construire deux clapets supplémentaires de 12 ml de largeur chacun, pour une capacité d'évacuation des crues supplémentaire de +125 m³/s.

Le coût estimatif total prévisionnel de l'opération est de 2,5 M€ HT.

L'opération d'investissement n° 2022101200 « Augmentation de la capacité d'évacuation des crues du barrage de Réaltort », d'un montant de 2 500 000,00 euros HT inscrite au budget annexe eau du Territoire Marseille Provence enregistrée au programme 12 « Eau » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation, pour un montant total de 2 500 000€HT, de l'opération d'investissement n°2022101200 « Augmentation de la capacité d'évacuation des crues du barrage de Réaltort » sur l'AP n°221122EA afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il est nécessaire d'inscrire aux exercices budgétaires concernés, les crédits de paiement y afférents ;

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022101200 Augmentation de la capacité d'évacuation des crues du barrage de Réaltort.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe EAU du Territoire Marseille Provence - sous politique F160 – nature 2031 et 2315, code gestionnaire 3DEAE, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2022 : 180 000€HT

CP 2023 : 79 070€HT

CP 2024 : 2 240 930€HT

EAU 003-586/21/CT

■ **CT1 - Budget EAU du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la sécurisation des opérations de délimonage du barrage de Saint-Christophe - Communes de La Roque d'Anthéron et Rognes**

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19416/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) exerce la compétence EAU sur son territoire, elle est donc le maître d'ouvrage de l'ensemble du dispositif d'alimentation en eau potable des communes membres et notamment du Canal de Marseille, ouvrage construit au milieu du 19ème siècle dans le but d'approvisionner la ville de Marseille en eau.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'Eau Potable sur le Territoire Marseille Provence, assure l'exploitation et la maintenance courante des ouvrages.

Le Canal de Marseille est alimenté à partir du canal EDF de la vallée de la Durance. Il traverse 21 communes et en dessert 36, depuis sa prise d'eau au Nord, jusqu'à la ville de Saint Cyr sur Mer dans le Var. La totalité de l'ouvrage est situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le Canal de Marseille s'étend sur un linéaire total de 177 km et compte : 93 souterrains, 23 aqueducs et 2 barrages : St Christophe et Réaltort, qui permettent la décantation des eaux de la Durance avant leur traitement de potabilisation, et la régulation du débit dans le canal.

Le barrage de Saint-Christophe (volume de retenue 1,4 Mm3) a été construit de 1876 à 1882, sur le territoire des communes de la Roque d'Anthéron et de Rognes, pour décanter les eaux dérivées de la Durance par le Canal de Marseille, ce rôle n'étant plus correctement assuré par la retenue du Réaltort.

Le bassin est entièrement ceinturé par deux canaux latéraux équipées de 970 petites vannes (vanelles) qui, suivant leur réglage, autorisent soit le déversement de l'eau décantée vers le canal du "départ ville", soit l'envoi de l'eau du canal dans les rigoles de nettoyage du bassin afin d'y chasser les limons accumulés (délimonage).

Le délimonage est une opération de grand nettoyage de la retenue, réalisée tous les 2 ans par la SEMM. Elle consiste à évacuer les 20 à 35 000 tonnes de limons accumulées durant les deux années passées, par dilution dans le canal EDF puis rejet dans la Durance à Mallemort.

Le délimonage débute par l'ouverture des vannes de fond du barrage pour vidanger le bassin en 48 heures, puis les vanelles sont ouvertes par série de 2 ou 6 au droit des rigoles en cours de nettoyage afin d'aider à chasser les limons, durant 72 heures supplémentaires. La remise en eau finale nécessite également 48 heures.

Courant 2020, la SEMM a fait réaliser une analyse des risques associés aux opérations de délimonage et plus particulièrement lors des interventions sur les 970 vantelles. Il ressort de cette expertise qu'il existe un risque prioritaire de chute de hauteur, qui doit être traité par la mise en œuvre d'un système de protection collective.

Les travaux de mise en sécurité collective des opérations de délimonage, à mettre en œuvre par la Métropole, consistent en l'aménagement de caillebotis antidérapant ou en résine, la pose de 4 kms de garde-corps en acier galvanisé et diverses rampes, échelles à crinoline ou portillons.

Le coût estimatif prévisionnel de l'opération est de 1,7 M€ HT.

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget annexe EAU du territoire Marseille Provence – sous politique F160 – nature 2031 et 2315.

CP 2022 = 52 000€HT
CP 2023 = 1 648 000€HT

L'opération d'investissement Sécurisation des opérations de délimonage du barrage de Saint-Christophe, d'un montant de 1 700 000,00 euros HT, inscrite au budget annexe EAU du territoire Marseille Provence enregistrée dans le programme 12 « Eau » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 700 000 € H.T. de l'opération d'investissement n°2022101300 « Sécurisation des opérations de délimonage du barrage de Saint-Christophe », AP 221122EA, afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la sécurisation des opérations de délimonage du barrage de Saint-Christophe - Communes de La Roque d'Anthéron et Rognes.

Article 2 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe EAU du territoire Marseille Provence – sous politique F160 – nature 2031 et 2315, code gestionnaire 3DEAE selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2022 = 52 000€HT

CP 2023 = 1 648 000€HT

EAU 004-587/21/CT

■ **CT1 - Budget Annexe EAU - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux opérations exceptionnelles bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol**

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19963/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

L'opération d'investissement 2019101900 relative aux opérations exceptionnelles 2019-2020 « bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité » sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol, d'un montant de 683 000 euros HT, est inscrite au budget annexe EAU du Territoire de Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme 191122EA du programme EAU de la Métropole.

Compte tenu de l'avancement des études menées par la Société du Canal de Provence, des travaux complémentaires de renforcement de la sécurité du site doivent être réalisés, ce qui nécessite une révision de l'opération. Celle-ci doit être augmentée de 285 000euros HT, portant le montant total à 968 000 euros HT.

Une partie des travaux prévus sur les années 2019 et 2020 ayant été reportés, l'opération 2019101900 doit être prolongée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 285 000 euros HT selon le budget annexe EAU de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de 285 000 euros HT selon le budget annexe de l'Eau de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiements correspondants aux exercices budgétaires concernés.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet prend acte sur le projet de délibération portant sur le Budget Annexe EAU - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux opérations exceptionnelles bâtiments, génie civil et renforcement de la sécurité sur la réserve d'eau brute de Vallon Dol.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence CT1 – Opération 2019101900 - sous politique F160 – nature 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

- CP 2019 : 154 379,94 € HT
- CP 2020 : 147 937,08 € HT
- CP 2021 : 234 996,00 € HT
- CP 2022 : 430 683,00 € HT
- CP 2023 : 3,98 € HT

EAU 005-588/21/CT

■ CT1 - Budget Annexe EAU du Territoire Marseille Provence - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Phase 2

Information du Conseil de Territoire DEA 21/19970/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'opération de réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe a été approuvée par délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 décembre 2016.

Une revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe a été approuvée par délibération DEA 001-5422/19/BM du 28 février 2019. Il est apparu en effet que nous pouvions sécuriser cette alimentation jusqu'à la prise d'eau de Four de Buse sur le canal de Marseille, soit 260 m de linéaire supplémentaire.

L'opération a ensuite dû être interrompu faute de disposer des autorisations foncières nécessaires à la mise en œuvre des travaux. Ce dernier point étant résolu, la poursuite des études a mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des équipements complémentaires afin :

- D'assurer la continuité du service d'alimentation en eau potable durant les travaux

- D'améliorer le secours de l'alimentation de l'usine de Ste Marthe par celle de Vallon Dol
- D'optimiser le fonctionnement de l'usine

Par ailleurs, les terrains traversés par les futures canalisations ont été mis en exploitation agricole. Les travaux ont dû être adaptés à ces nouvelles contraintes :

- Création d'un branchement sur les canalisations en projet afin d'irriguer le secteur agricole
- Sauvegarde des rigoles existantes
- Préservation des arbres
- Dépose des clôtures existantes et mise en place de clôtures provisoires, puis remise à l'état initial

Ces contraintes apparues à l'avancement des études génèrent des surcoûts de travaux.

La présente révision porte le montant de l'opération 2017102700 de 2 800 000 €HT à 3 800 000 €HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 011-1464/16/CM du 15 décembre 2016 portant création et affectation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de Sainte Marthe ;
- La délibération DEA 001-5422/19/BM du 28 février 2019 d'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Phase 2.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision d'un montant de 1 000 000 €HT pour un montant total de 3 800 000 €HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision de 1 000 000 €HT pour un montant total de 3 800 000 €HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour information sur le projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement relative à la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Phase 2.

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017102700, concernant « la réhabilitation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Phase 2 », pour un montant de 1 000 000 €HT, portant ainsi le montant total de l'opération à 3 800 000 €HT, rattachée au programme 171122EA

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Eau -sous politique F160 – natures 2031 et 2315 du territoire Marseille Provence, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Montant antérieur : 94 043,80 euros HT

Année 2022 : 1 684 480,00 euros HT

Année 2023 : 2 021 476,20 euros HT

EAU 006-589/21/CT

■ **CT1 - Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de la revalorisation du montant de l'opération d'investissement, pour l'aménagement pluvial de la ZA de Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule et de son affectation**

Information du Conseil de Territoire DEA 21/19925/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'opération relative à l'aménagement pluvial de la Zone d'Activités (ZA) de la Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule a été approuvée le 13 décembre 2018 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n° DEA 034-5254/18/CM.

Les travaux projetés comprennent la mise en place d'un réseau pluvial sur l'avenue des Carrières, la route d'Aubagne et sur la partie haute de la ZA ainsi que la création d'un bassin de rétention en bordure de la route d'Aubagne.

Cependant, compte tenu de la topographie du site et de la disponibilité foncière pour l'implantation du futur bassin de rétention, il est apparu nécessaire de prolonger le réseau pluvial prévu initialement d'environ 285 ml sur la route d'Aubagne jusqu'à une parcelle communale capable d'accueillir le futur bassin.

De plus, au vu de la configuration et des caractéristiques de l'avenue des Carrières ainsi que de la partie haute de la ZA et suite aux études de conception diligentées, il a été également nécessaire d'apporter des modifications au projet initial.

Le coût total supplémentaire est estimé à 870 000 € TTC.

L'opération d'investissement n°2019100200 pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule, d'un montant de 1 000 000 € TTC inscrite au budget Etat Spécial du territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme n° 191190BP du programme pluvial du territoire Marseille Provence, doit être réévaluée d'un montant de + 870 000 € TTC.

Cette revalorisation porte le montant de l'opération n°2019100200 de 1 000 000 € TTC à 1 870 000 € TTC.
Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 034-5254/18/CM du 13 décembre 2018 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation pour un montant total de 1 870 000 € TTC pour l'aménagement pluvial de la ZA de la Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule afin de permettre sa réalisation.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation du montant de l'opération d'investissement, pour l'aménagement pluvial de la ZA de Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule et de son affectation.

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019100200, « Approbation de la revalorisation du montant de l'opération d'investissement, pour l'aménagement pluvial de la ZA de Plaine du Caire à Roquefort-la-Bédoule et de son affectation », pour un montant de 1 000 000€HT, portant ainsi le montant total de l'opération à 1 870 000 € TTC, rattachée au programme pluvial Code AP 191190BP.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Etat Spécial du territoire Marseille Provence: Sous-Politique F180 – Nature 4581, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

- Exercice précédents : 46 142,66 € TTC ;
- Année 2021 : 11 505,00 € TTC ;
- Année 2022 : 200 000,00 € TTC ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Année 2023 : 1 612 352,34 € TTC.

EAU 007-590/21/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV ENVY VALLON REGNY

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 21/19890/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération

Par l'adoption de son Plan Climat Air Energie métropolitain le 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé sa volonté d'inscrire le développement durable dans sa politique publique.

Elle marque ainsi sa volonté d'agir par son engagement, et sa mobilisation sur un plan d'actions à la hauteur de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La température des eaux transitant dans les réseaux et le débit important associés, représentent une énergie exploitable grâce à des échangeurs qui vont permettre de produire du chaud l'hiver et du froid l'été.

Le principe de ces installations repose sur la réalisation d'échangeurs en radier dans les canalisations existantes ou hors collecteur en utilisant le même principe lié à la température des eaux usées, pour autant que le débit transité, le diamètre et la capacité des canalisations l'autorisent. L'échangeur est relié à une pompe à chaleur réversible qui pourra produire du chaud comme du froid.

La société SCCV ENVY VALLON REGNY et ses partenaires développent des compétences et des connaissances permettant de concevoir et de réaliser des solutions d'éco-efficacité énergétiques.

Ils ont conçu une solution de valorisation de l'énergie thermique des eaux usées, à construire à proximité d'un collecteur du réseau d'assainissement, pour répondre à tout ou partie des besoins de chauffage, de rafraîchissement et d'eau chaude sanitaire de l'îlot BE4 de la ZAC Vallon Regny situé dans le 09ème arrondissement à Marseille.

La Métropole, propriétaire du réseau d'assainissement, la société SCCV ENVY VALLON REGNY et le SERAMM, exploitant du réseau d'assainissement ont souhaité conclure une convention afin de convenir des modalités d'utilisation d'une partie des eaux usées pour mettre en œuvre ce procédé de valorisation de leur énergie thermique.

Cette délibération a pour objet l'approbation de cette convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AGER 002-043/11/CC du 11 février 2011 portant approbation des modalités de calcul de la redevance d'occupation du réseau et d'utilisation des eaux usées du domaine public pour la récupération d'énergie thermique

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du Conseil Métropolitain n° ENV-001-6815/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat Air Énergie métropolitain
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV ENVY VALLON REGNY ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a inscrit le développement durable dans sa politique publique, notamment dans son Plan Climat Air Énergie métropolitain ;
- Que l'exploitation de systèmes de récupération d'énergie des eaux usées dans les collecteurs d'assainissement concourt à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Que la société SCCV ENVY VALLON REGNY a conçu une solution de valorisation de l'énergie thermique des eaux usées pour répondre aux besoins de chauffage, de rafraîchissement et d'eau chaude sanitaire de l'îlot BE4 de la ZAC Vallon Regny ;
- Qu'il convient de conclure une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec SCCV ENVY VALLON REGNY et le SERAMM.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant l'approbation d'une convention d'utilisation des eaux usées pour la récupération d'énergie thermique avec la société SCCV ENVY VALLON REGNY.

Article 2 :

Les recettes sont inscrites au budget annexe de l'assainissement du territoire Marseille Provence – Sous-Politique F110 – Nature 703– Code gestionnaire 3DEAA.

EAU 008-591/21/CT

■ CT1 - Budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence- Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et à la mise en conformité du boulevard du Docteur Heckel à Marseille et de son affectation

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19409/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

L'impasse Honorine, située dans le 11^{ème} arrondissement à Marseille, est classée en zone d'assainissement collectif mais est dépourvue de réseau d'eaux usées.
Le boulevard Heckel, de part et d'autre de l'impasse Honorine est également dépourvu d'un réseau d'eaux usées séparatif.

Les habitations riveraines sont raccordées sur le réseau pluvial qui se rejette directement dans l'Huveaune participant ainsi à la pollution de la baie du Prado et son parc balnéaire.
Pour faire cesser cette pollution de l'Huveaune, il est nécessaire d'assainir l'impasse Honorine par la mise en place de canalisations sanitaires dont l'exutoire est le poste de refoulement public René Caillé.

Ce poste de refoulement existant est situé sur une parcelle cadastrée récemment acquise par la Métropole pour la création d'un pôle opérationnel de la voirie sud.

Par délibération DEA 008-6481/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'opération n° 2019105700 relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la Mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel 13011 Marseille, et affecté un montant de 500 000,00€ HT à cette opération.

A l'issue des études de projet, l'opération s'avère plus onéreuse que prévue.

En effet les travaux doivent prendre en compte :

- Le déplacement et l'approfondissement du poste de refoulement pour s'intégrer dans le projet du pôle opérationnel de la voirie sud sur l'emplacement du poste de refoulement existant ;
- L'extension de la desserte sur 50 ml pour raccorder au futur réseau la totalité des parcelles du Bd Heckel, y compris celles actuellement sur installations autonomes.
- Le repérage par sondages destructifs des branchements particuliers existants sur le Bd Heckel.

La prise en compte de ces prestations dans le programme de travaux rend nécessaire l'ajustement financier de l'opération.

L'opération d'investissement n° 2019105700 relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel 13011 Marseille d'un montant de 500 000 euros HT inscrite au budget annexe assainissement du territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme 191111AS du programme 11 « Ass » de la Métropole doit être revalorisée pour un montant de 150 000,00 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2019105700 de 500 000 euros HT à 650 000,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 008-6481/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'opération n° 2019105700 relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la Mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel 13011 Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 150 000,00 euros H.T. le budget de l'opération d'investissement 2019105700 afin de permettre la réalisation la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel 13011 Marseille ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision de 150 000 euros HT pour un montant total de 650 000,00 euros H.T. selon le budget de l'opération d'investissement.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur le budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et à la mise en conformité du boulevard du Docteur Heckel à Marseille et de son affectation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Assainissement du Territoire Marseille Provence - Sous-Politique F110 - Natures 2031 et 2315 - Code AP 201111AS – Opération 2019105700.selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur : 6 204,90 € HT

CP 2021 : 26 762 € HT

CP 2022 : 402 320 € HT

CP 2023 : 150 000 € HT

CP 2024 : 64 713,70€ HT

EAU 009-592/21/CT

■ CT1 - Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence - Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno à Marseille et de son affectation

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 21/19410/CT**

Madame la Présidente du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Le quartier de la Blancarde, dans le 4ème arrondissement de Marseille, dispose d'un réseau d'assainissement séparatif permettant de collecter les eaux usées pour les traiter à la station d'épuration et d'envoyer les eaux de pluie vers le Jarret.

Toutefois, il subsiste sur cette zone des enclaves unitaires. C'est-à-dire la présence d'un réseau unique qui collecte à la fois les eaux usées et les eaux pluviales. Lorsque le flux transitant par ce réseau est trop important, il se rejette directement dans le Jarret, contribuant à la pollution des plages par temps de pluie.

Par délibération DEA 012-7998/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'opération n°2020100400 relative à la réduction des enclaves unitaires du boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno – Marseille 13004, et affecté un montant de 500 000,00€ HT à cette opération.

A l'issue des études d'avant-projet, l'opération s'avère plus onéreuse que prévue.
En effet les travaux doivent prendre en compte :

- Les remises en état à l'identique de façade à façade du boulevard de la Blancarde en raison de la

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

requalification récente de cette voie.

- La déviation de deux conduites d'eau potables dans l'emprise du raccordement sur le collecteur sanitaire existant
- Le raccordement sur le puit d'accès au collecteur périphérique est complexe en raison de l'absence d'échelles. Il sera nécessaire de réaliser les prestations de raccordements en travaux sur corde.
- L'analyse du fonctionnement du bassin versant de l'enclave unitaire Blancarde Sud montre la nécessité d'étendre sur 155 ml supplémentaire la création d'un réseau sanitaire strict sur le Bd de la Blancarde.

La prise en compte de ces prestations dans le programme de travaux rend nécessaire l'ajustement financier de l'opération.

L'opération d'investissement n° 2020100400, relative la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno – Marseille 13004 doit être revalorisée de 615 000,00 euros HT. Cette révision porte le montant de l'opération n°2020100400 à 1 115 000,00 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 012-7998/19/CM du 19 décembre 2019, approuvant l'opération n°2020100400 relative à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno – Marseille 13004,
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 615 000,00 euros H.T. du montant de l'opération d'investissement afin de permettre la réalisation des travaux de réduction des enclaves unitaires du Bd de La Blancarde ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 115 000,00 euros H.T. selon le budget de l'opération d'investissement.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence- Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la réduction des enclaves unitaires boulevard de la Blancarde et rue Saint Bruno à Marseille et de son affectation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Assainissement Sous-Politique F110 - Natures 2031 et 2315 - Code AP 201111AS – Opération 2020100400 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur : 3 534,40 € HT

CP 2021 : 24 289,14€HT

CP 2022 : 448 500 € HT

CP 2023 : 638 676,46€ HT

EAU 010-593/21/CT

■ **CT1 - Budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence - Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul à Marseille et de son affectation**

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19462/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

L'opération de remise à niveau de la station d'épuration du Frioul a été approuvée par délibération du 20 juin 2019, DEA 014/6487/19/CM. Les études de conception ont été menées jusqu'en phase avant-projet. Une modification du montant de l'opération apparaît nécessaire afin de tenir compte du surcoût de l'acheminement par bateau de l'ensemble des fournitures et des personnels durant toute la phase travaux. Ce surcout n'avait pas été apprécié à sa juste valeur lors de l'estimation initiale du projet. Par ailleurs la présence d'espèces végétales protégées aux niveaux régional et national a été identifiée à l'intérieur du site et à ses abords immédiats. Des diagnostics et des compléments d'études ont été demandés. Des mesures de protection complémentaires vont devoir être mises en place.

L'opération d'investissement 2019104900, déconstruction et reconstruction station d'épuration du Frioul, d'un montant de 3 M€ HT inscrite au budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme 191112AS du programme Assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 800 000 €HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2019104900 de 3 000 000 €HT à 3 800 000 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l’opération DEA 014/6487/19/CM du 20 juin 2019 approuvant la création de l’opération de remise à niveau de la station d’épuration du Frioul ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 800 000 €HT de l’opération d’investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu’il convient de procéder à l’affectation de la révision pour un montant total de 3 800 000 €HT de l’opération d’investissement ;
- Qu’il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d’actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération sur l’approbation du budget annexe Assainissement du territoire Marseille Provence- Approbation de la révision de l’opération d’investissement, relative à la remise à niveau de la station d’épuration du Frioul à Marseille et de son affectation.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur la révision de l’opération d’investissement relative à la remise à niveau de la station d’épuration du Frioul à Marseille.

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l’affectation de l’opération d’investissement 2019104900, déconstruction et reconstruction station d’épuration du Frioul, pour un montant de 800 000€HT, portant ainsi le montant total de l’opération à 3 800 000 €HT, rattachée au programme Assainissement Code AP 191112AS.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l’assainissement du territoire Marseille Provence selon l’échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l’opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur 2019-2020 : 36 081,78 €HT.

CP 2021 : 49 018,22€ HT

CP 2022 : 100 000 €HT

CP 2023 : 2 100 000 € HT

CP 2024 : 1 514 900 € HT

EAU 011-594/21/CT

■ CT1 - Budget annexe Assainissement Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l’affectation de l’opération d’investissement relative à la couverture et ventilation des surverses de pré-décanteurs de l’usine Géolide, commune de Marseille 9ème

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19946/CT

Madame la Présidente du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

La station d'épuration des eaux usées de Marseille, Géolide, est équipée de 14 pré-décanteurs primaires. Leur rôle est de piéger les matières polluantes en suspension ou matières décantables des eaux usées. Les effluents sont admis d'un côté des décanteurs et ressortent par l'intermédiaire de 4 goulottes d'évacuation à l'opposé de l'admission des effluents.

Lors de leur passage dans ces ouvrages, les effluents produisent un gaz, l'hydrogène sulfuré (H₂S). Ce gaz, toxique à très faible dose, fait courir un risque pour les exploitants de la station d'épuration, et dégrade fortement les bétons de construction.

Afin de limiter la dispersion de l'H₂S dans le flux de ventilation de l'usine, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de le piéger sous des couvertures, souples ou rigides, amovibles. L'H₂S ainsi piégé sera transféré, via la mise en place d'un réseau d'aspiration, vers le dispositif de traitement de l'air vicié de l'usine.

Il est donc nécessaire d'engager une opération de couverture des pré-décanteurs et de création d'un réseau d'aspiration dédié, pour un montant estimé à 800 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation de l'opération d'investissement n°2022101600 « Mise en place d'une couverture des prédécanteurs de l'usine Géolide » sur le budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence pour un montant total de 800 000€ HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements y afférents ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation du budget annexe Assainissement Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la couverture et ventilation des surverses de pré-décanteurs de l'usine Géolide, commune de Marseille 9ème.

DELIBERE

Article 1 :

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la couverture et ventilation des surverses de pré-décanteurs de l'usine Géolide, commune de Marseille 9^{ème}.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe Assainissement du territoire Marseille Provence selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022 : 200 000€HT

CP 2023 : 600 000€HT

EAU 012-595/21/CT

■ CT1 - Budget Annexe de l'Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la Démolition Reconstruction du gazomètre de l'usine de traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou

Information du Conseil de Territoire DEASV 21/19967/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

L'usine de traitement des boues de la Station d'épuration de Marseille est une installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Suite à l'apparition de certains désordres, le Gazomètre de cette usine a fait l'objet d'un diagnostic génie Civil approfondi par phase entre 2018 et 2021.

Ce diagnostic s'est conclu par une mise à l'arrêt du gazomètre en septembre 2021 induisant des contraintes d'exploitation de l'usine des boues qu'il convient de minimiser dans le temps.

Concomitamment à la procédure de diagnostic, dans un souci d'anticipation les services de la Métropole ont engagé une procédure de Maitrise d'œuvre destinée à identifier et détailler la meilleure solution pour réhabiliter ou reconstruire le gazomètre.

L'étude d'Avant-projet a conclu à l'opportunité de démolir et reconstruire l'ouvrage avec une technologie nouvelle : un gazomètre à membrane souple.

Le montant prévisionnel des travaux est estimé à 1 100 000,00 € HT incluant les aléas de construction non encore connus.

L'opération d'investissement n°2022101500 relative à la Démolition Reconstruction du gazomètre de l'usine de traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou, d'un montant de 1 100 000,00 € HT inscrite au budget annexe d'assainissement, et enregistrée dans l'autorisation de programme 22112AS du programme 11 Assainissement, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire que la Métropole réalise des travaux démolition reconstruction du gazomètre de l'usine des boues de Sourniou ;
- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 100 000 HT de l'opération d'investissement travaux d'assainissement, afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte au projet de délibération portant l'Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la Démolition Reconstruction du gazomètre de l'usine de traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement du CT1 – Code AP 221112AS - nature 2031 et 2315 – sous-politique F130.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

2022:128 000 euros HT

2023: 972 000 euros HT

EAU 013-596/21/CT

■ CT1 - GEMAPI - Organisation de la compétence GEMAPI sur le Territoire Métropolitain

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19961/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire qui soit cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin hydrographique.

La même année, en vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite, en 2017, dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau.

L'exercice de cette nouvelle compétence GEMAPI est fondée sur l'habilitation prévue par l'article L. 211-7.1 du Code de l'Environnement, qui permet aux collectivités, à leurs groupements et aux syndicats mixtes d'intervenir sur des terrains sur lesquels ils ne disposent d'aucun droit réel (ni droit de propriété, ni servitude d'usage). La compétence GEMAPI n'emporte pas la propriété sur les ouvrages, les cours d'eau, les plans d'eau ou les milieux aquatiques, mais est toutefois subrogée dans les droits et les obligations du propriétaire public. Les missions relevant de cette compétence sont définies au 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence se déploie selon ces 4 items, tout en tenant compte de missions complémentaires associées et indissociables.

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE a permis de compléter et de consolider l'inventaire et le diagnostic des ouvrages GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Les conclusions de la démarche SOCLE ont souligné :

- L'opportunité de conserver la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La cohérence hydrographique de prendre en compte les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est l'Etang de Berre, d'une part et d'autre part, les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est La Méditerranée,
- La possibilité des structures existantes telles que le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), devenus EPAGE en 2019, à étendre leur périmètre géographique.

La nouvelle organisation reposera donc sur 4 grands acteurs principaux : une structure GEMAPI au sein de l'organisation métropolitaine participant à la stratégie et pilote de certaines opérations, les deux nouveaux EPAGE au périmètre élargi, et le SMAVD (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance) dont le champ d'intervention est élargi aux affluents de la Durance situés sur le territoire métropolitain, par délibération en date du 7 octobre 2021, et sera élargi au bassin versant de l'Eze, par délibération présentée au Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021.

Par ailleurs, la Métropole a délibéré au Conseil métropolitain du 19 décembre 2019, le transfert total de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain des villes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, au SYMADREM (Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer).

Une contribution statutaire annuelle de la Métropole permettra à chaque EPAGE ainsi qu'au SMAVD et au SYMADREM d'assurer l'exercice de la compétence GEMAPI. La mise en œuvre de cette nouvelle répartition sera effective lorsque l'arrêté préfectoral validant les statuts modifiés par chaque EPAGE entrera en vigueur au courant de l'année 2022; le SYMADREM et le SMAVD, ayant quant à eux les statuts adéquats aux missions élargies décrites ci-dessus.

Ainsi, afin d'optimiser la mise en œuvre opérationnelle du programme pluriannuel 2021-2024 GEMAPI, conciliant la prise en compte du risque inondation avec la restauration des milieux aquatiques, la Métropole, par délibération en date du 4 Juin 2021, a approuvé la révision des statuts des deux EPAGE nommés provisoirement « EPAGE BERRE » et « EPAGE MER », en partenariat avec leur autre EPCI membre : la Communauté d'Agglomération Provence Verte.

L'objet de la présente délibération vise à approuver la répartition de la compétence GEMAPI et des missions associées, le périmètre géographique ainsi que les modalités d'organisation entre les EPAGE et la structure GEMAPI de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La répartition de la compétence GEMAPI et des missions associées:

Les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI, sont transférés aux EPAGE.

Dans le cadre de conventions de délégations de compétence, chaque EPAGE pourra se voir déléguer selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et visant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

- a. L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin.
- b. L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- c. La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- d. La défense contre les inondations.

Enfin, chaque EPAGE sera habilité, par convention de quasi-régie, à titre accessoire, à effectuer des prestations dans les domaines concourant à son objet au profit de ses membres et de tiers non membres situés dans le périmètre d'intervention de l'EPAGE.

Pour atteindre les objectifs du programme d'actions 2021/2024 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI à l'échelle du territoire métropolitain, il importe de définir précisément le rôle de chaque acteur, pour chaque mission complémentaire associée aux 4 items de base de la compétence GEMAPI mais aussi pour les missions indissociables et qui visent une gestion intégrée par bassin versant du grand cycle de l'eau pour contribuer à l'aménagement durable du territoire. Le tableau de cette répartition entre acteurs est annexé à la présente délibération.

La mise en œuvre de ces missions et plans d'action associés sur le territoire métropolitain impose d'étoffer les équipes au sein des EPAGE et de la structure GEMAPI métropolitaine. Les EPAGE mettront en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à l'exercice de ces compétences.

Les périmètres géographiques de chaque EPAGE:

Le périmètre géographique d'exercice des compétences GEMAPI de chaque EPAGE est détaillé comme suit :

- L'EPAGE « BERRE » (ou Nord) inclut les bassins versants de l'Arc, de La Cadière et de La Touloubre ainsi que les bassins orphelins de Berre et l'Ouest de Berre,
- L'EPAGE « MER » (ou Sud) inclut les bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades ainsi que l'ensemble des bassins versants « orphelins côtiers ».

L'organisation de la compétence GEMAPI de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

La nouvelle organisation de la structure GEMAPI de la Métropole et ses conséquences détaillées feront l'objet d'un rapport qui sera présenté au comité technique en 2022.

Un Comité de Pilotage partagé entre la structure GEMAPI de la Métropole et les futurs EPAGE sera mis en place. Il se réunira à minima 1 fois par an. La composition de ce comité sera définie par la Présidente de la Métropole qui en fixera la gouvernance.

Ce Comité de Pilotage permettra de faire un bilan financier et technique de la compétence GEMAPI exercée par les structures et de fixer les objectifs à venir. Le rapport d'activité sera présenté à l'occasion de ce comité de pilotage.

Les deux EPAGE définiront dans leurs statuts le nombre des délégués syndicaux en fonction de chaque EPCI et leur éventuelle répartition dans des collèges spécifiques.

Dans le but de concertation et de suivi, considérant la répartition des missions entre la structure GEMAPI de la Métropole et les EPAGE, un comité technique regroupant les chargés de missions des différentes structures sera mis en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur Organisation de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SMBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- La délibération DEA 007-2806/18CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 ;
-
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA ;
- L'arrêté préfectoral SABA EPAGE ;
- L'arrêté préfectoral du 22 février 2019 relatif à l'entrée en vigueur des statuts du SMBVH ;
- L'arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SMBVH et délimitation de son périmètre d'intervention ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024.
- La délibération de juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'organisation de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter un projet de délibération portant sur l'organisation de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur l'organisation de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain.

EAU 014-597/21/CT

■ **CT1 - GEMAPI - Actualisation des conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés :**

Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 2

Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence

Information du Conseil de Territoire

DEE 21/19976/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de la compétence GEMAPI s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, SMBVH.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, en lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- À l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- À la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- À la prévention et à la défense contre les inondations.

Approbation de l'avenant 3 à la convention de quasi-régie n°2 n°Z200431CO entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour la mise en œuvre d'actions spécifiques dans le domaine de la compétence GEMAPI.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole et le SMBVH ont conclu une convention spécifique de quasi-régie n° Z200431CO Celle-ci confie au Syndicat la réalisation des missions suivantes :

- Participation aux astreintes « Anticipation Alerte Inondation » pour un montant de 6000 €
- Assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune pour un montant de 20 000 €

Par avenant 1 la durée de cette convention a été prolonger jusqu'au 31 décembre 2021.

Par avenant 2, à la convention de quasi régie n° 2 (n° Z200431COV) la Métropole a souhaité étendre les missions confiées au SMBVH, d'assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau, aux cours d'eau orphelins côtiers Ouest et au Bassin versant des Aygalades. La durée de la convention de quasi-régie n°2 a été prolongée jusqu'au 30 juin 2022. Le montant de la présente convention était porté à de 26 000 € à 96 000 € TTC.

La Métropole souhaite élargir le champ d'action du SMBVH sur le périmètre qui représente celui du futur EPAGE « Huveaune-Aygalades-côtiers » (EPAGE « MER »), et confier au SMBVH les nouvelles missions nécessaires au regard des priorités identifiées sur les bassins versants côtiers Ouest.

Des premiers travaux s'avèrent nécessaires, sur des vallats secs ou thalwegs, sans attendre les études de Plan Pluriannuel de Gestion et d'entretien sur ces secteurs, qui sont déjà lancés par le SMBVH.

Les opérations suivantes sont donc ajoutées à la convention de quasi régie N°2

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Travaux d'entretien d'axes d'écoulement : 20 000€
- Réalisation d'études sur des secteurs prioritaires (notamment Martigues / ruissellement post-incendie) : 50 000€

Le montant pris en charge par la Métropole au titre de la convention de quasi régie n° 2 est augmenté de 96 000 € à 166 000 € soit une augmentation de 70 000 € pour la durée de la convention.

Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence n° Z190523CO,

Par convention de délégation n° Z190523CO suivant délibération n° DEA 001 5762 19 CM du 28 mars 2019, la Métropole a confié au SMBVH l'exercice de différentes missions.

Dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau) pour la compétence GEMAPI la durée de la convention de délégation n° Z190523CO, a été prolongée d'un an soit jusqu'au 8 juillet 2022.

La convention prévoit également un bilan à mi-parcours et le réajustement des opérations. Les opérations prévues dans la convention initiale sont poursuivies, et complétées par d'autres projets, en déclinaison notamment du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune, du PAPI (plan d'actions de prévention des inondations) Huveaune-Aygalades ainsi que du Contrat d'aide Métropolitain avec l'Agence de l'eau.

Par voie d'avenant n°3 et d'ici l'entrée en vigueur des statuts révisés du Syndicat et de la nouvelle convention pluriannuelle de délégation de compétence, en application de la feuille de route Gemapi pour le bassin versant de l'Huveaune, il convient de compléter et d'ajuster la liste des opérations prévues à l'article 1, et, dans l'article 4.1, d'en ajuster les montants, qui seront pris en charge sur l'ensemble de la durée de la convention :

- 1 Aménagement GEMAPI du Parc de la Confluence à Auriol : études et travaux post mise en œuvre, suivi hydraulique, écologique, social et valorisation. Le montant évalué à 18 000 €, pris en charge par la Métropole reste inchangé.
- 2 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune entre Aubagne et La Penne-sur-Huveaune par traitement des « points de débordement », études et travaux : maîtrise d'œuvre complète dossiers réglementaires et études complémentaires pour intégration aux programmes d'actions du PAPI, dont le montant total pris en charge par la Métropole était fixé à 10 000 € est augmenté de 22 000 € et donc réajusté à 32 000 €.
- 3 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune dans le secteur amont du Pont Heckel à Marseille, études et travaux : maîtrise d'œuvre complète dossiers réglementaires et études complémentaires dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 40 000,00 € est augmenté de 10 000 € et donc réajusté à 50 000 €
- 4 Aménagement des berges de l'Huveaune à Aubagne - centre-ville études et travaux : Maîtrise d'œuvre complète (sur toutes les tranches) dossiers réglementaires et études complémentaires, en vue des travaux de première tranche. Le montant de cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 30 000 € reste inchangé.
- 5 Aménagement du Fauge-Maire et gestion de l'eau - Zone d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne - volets GEMAPI et associés, études et travaux : Maîtrise d'œuvre complète dossiers réglementaires et études complémentaires, dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 49 000 € reste inchangé.
- 6 L'opération : Aménagement GEMAPI des berges à Roquevaire dans le cadre de la voie verte reliant le collège au centre-ville, et le long du stade Léon David est complétée par d'autres missions GEMAPI, en déclinaison du Contrat de Rivière et du Contrat d'Aide Métropolitain. Il s'agit de réaliser des études et travaux comprenant des études de faisabilité et pré-opérationnelles notamment : étude de renaturation de l'Huveaune en centre-ville d'Auriol, étude Jarret-renouvellement urbain, étude de requalification des berges de Saint Zacharie. Cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était évalué à 39 000 € est augmenté de 15 000 € et donc réajusté à 54 000 €.
- 7 Aménagements gemapi sur des secteurs spécifiques du bassin versant de l'Huveaune : études de faisabilité et pré-opérationnelles ainsi que maîtrise d'œuvre en application du PAPI (actions 6-4, 6-5, 6-6 et 6-11). Le montant pris en charge par la Métropole fixé à 29 000 € est augmenté de 90 000 € et donc réajusté à 119 000 €.
- 8 Accompagnement (technique et de coordination) dans le cadre d'un co pilotage du projet de Voie Verte Huveaune en lien avec la Direction de la Mobilité de la Métropole dont le montant de la participation de la Métropole est fixé à 30 000 €.
- 9 Définition et contribution à la mise en œuvre d'un plan d'action spécifique sur le secteur Huveaune situé en aval du barrage de la Pugette à Marseille jusqu'à la mer dont le montant de la participation de la Métropole est fixé à 20 000 €.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Il convient de modifier par avenant 3 à la convention de délégation de compétences GEMAPI n° Z190523CO avec le SMBVH la liste des opérations confiées par délégation au SMBVH tenant compte de l'intégralité des modifications et d'en ajuster les montants dont l'incidence financière totale est de 187 000 €, portant le montant de la contribution de la Métropole de 320 000 € à 507 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI - Actualisation des conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés :
- Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 2
- Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération en date du 28 mars 2019 n° MET 19/10167/CM d'approbation de la convention de délégation de compétence avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 28 mars 2019 n° MET 19/10183/CM d'approbation de la convention de quasi régie 1 avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'approbation de la convention de quasi régie 2 avec le SMBVH ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'actualisation des conventions avec le SMBVH ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13350/CM d'approbation de la phase 2 du Contrat de Rivière ;
- La délibération en date du 19 décembre 2019 n° MET 19/13431/CM d'approbation du PAPI
- L'arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SMBVH et délimitation de son périmètre d'intervention ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024 ;
- La délibération de juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole-Aix-Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur GEMAPI - Actualisation des conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés : Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 2,
- Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter un projet de délibération portant sur GEMAPI - Actualisation des conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés : Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 2,
- Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur GEMAPI - Actualisation des conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés :
 Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de quasi-régie 2,
 Approbation de l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence.

EAU 015-598/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2022

Avis du Conseil de Territoire DGECE 21/19922/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Institut Méditerranéen de l'Eau par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Il convient donc de renouveler cette adhésion pour l'exercice 2022 et de payer la cotisation 2022 d'un montant de 11.340 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant sur l'adhésion de la Métropole à l'Institut Méditerranéen de l'Eau ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler son adhésion à l'Institut Méditerranéen de l'Eau afin de favoriser le développement de la coopération et les échanges avec les pays du bassin méditerranéen dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés ;
- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et au paiement de la cotisation 2022 d'un montant de 11 340 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 016-599/21/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2022

Avis du Conseil de Territoire DGECE 21/19921/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,
- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,

- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,

- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,

- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix- Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017, et a, depuis cette date renouveler son adhésion chaque année.

Il convient donc de renouveler cette adhésion pour l'exercice 2022 et de payer la cotisation 2022 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 010-893/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole à l'association Territoires Solidaires
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2022 d'un montant de 5 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2022 d'un montant de 5 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 017-600/21/CT

■ CT1 - Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement 2019102600 « opérations pluviales JO 2024

Avis du Conseil de Territoire DEASV 21/19472/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera les épreuves de voile des Jeux Olympiques de 2024. La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences, s'associe à l'ensemble des organisateurs, pour cette manifestation. La Métropole a notamment engagé un ensemble d'études visant à optimiser l'assainissement pluvial sur le secteur littoral.

Plus particulièrement, en accompagnement du projet de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc porté par la Ville de Marseille, la Métropole a engagé une réflexion afin d'optimiser le traitement qualitatif des eaux pluviales rejetées dans le plan d'eau de la base nautique.

Les résultats de l'ensemble des d'études engagées permettent désormais de dimensionner les investissements à réaliser sur le système d'assainissement pluvial littoral et notamment sur le site du Roucas Blanc, afin d'apporter une réponse adaptée à la vulnérabilité du site balnéaire et de protéger la qualité des eaux littorales.

Il est, par conséquent, nécessaire de procéder désormais à une révision de l'opération d'investissement, « opérations pluviales JO2024 » et de son affectation, pour permettre la réalisation des travaux correspondants.

L'opération d'investissement 2019102600, « opérations pluviales JO 2024 », d'un montant de 1 000 000,00 € TTC inscrite au Budget « Etat Spécial du Territoire Marseille Provence » enregistrée dans l'autorisation de programme 191190BP du programme Pluvial de la Métropole doit être révisée pour un montant de 3 200 000,00 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération 2019102600 de 1 000 000,00 TTC avant révision à un montant révisé de 4 200 000,00 € T.T.C.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 015-5235/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux sur le système d'assainissement pluvial dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques en 2024 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 200 000,00€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 200 000,00€ TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement 2019102600 « opérations pluviales JO 2024 ».

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019102600, « Etat Spécial du Territoire Marseille Provence » - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement 2019102600 « opérations pluviales JO 2024, pour un montant de 3 200 000,00 € TTC, portant ainsi le montant total de l'opération à 4 200 000,00€ TTC, rattachée au programme Pluvial de la Métropole Code AP 191190BP.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget « Etat Spécial du Territoire Marseille Provence » selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur : 146 300,32 € TTC

CP 2021 : 551 911€TTC

CP 2022 : 598 920€TTC

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

CP 2023 : 2 504 480€ TTC
CP 2024 : 335 000€ TTC
CP 2025 : 615 299€ TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"**

TCESDE 001-601/21/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération avance forfaitaire de la concession d'aménagement n° 98/432 la Barasse à Marseille, 11ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 21/19801/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Le secteur de la Barasse étant situé au sud du périmètre de la ZAC de la Valentine, (mais hors ZAC) dans un souci de cohérence opérationnelle, avait en effet vocation à être aménagé dans le cadre d'un lotissement d'activités économiques confié à Marseille Aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement pour laquelle la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée en tant que concédant dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence, cette dernière agissant en tant que concédant depuis le 7 Juillet 2000.

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007. La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3ème voie ferroviaire Marseille-Aubagne.

En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF et la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la Soleam avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3ème voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4ème voie Marseille-Aubagne-Toulon soit précisé ; c'est ce qui explique le « déficit de la concession » en l'absence de cession. Les emprises foncières devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF réseau (emprise voies et halte ferroviaires) et de MPM (pour le parking) devant être adaptées en fonction du tracé retenu.

Par délibération en date du 24 Octobre 2019, approuvant son avenant n° 15, le traité de concession à la SOLEAM a en effet été prorogé jusqu'au 9 Décembre 2021 par la Métropole et il convient de prévoir sa clôture d'ici la fin de l'année.

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

La révision de l'Autorisation de Programme est donc motivée par la nécessité de clôturer la concession de la Barasse (en conformité avec l'avis rendu par la Chambre Régionale des Comptes le 20 Novembre 2020) en intégrant l'enjeu financier de celle-ci.

Par délibération MET 21/20/62/BM en date du 7 Octobre 2021, le bureau Métropolitain a approuvé le bilan de pré-clôture au 31 Décembre 2020 et la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Le bilan de pré-clôture de la SOLEAM fait apparaître un déficit de 900 K€ en raison de l'impossibilité de céder les terrains. La participation du concédant, déjà versée à l'opération s'élève à 1 761 042 euros. L'acquisition par la Métropole des biens de retour est prévue pour un montant de 900 000 euros TTC selon la valeur devant être estimée par les Domaines. Cette acquisition exige une revalorisation de l'autorisation de programme. Il en résultera à la clôture un solde positif que l'aménageur doit restituer à la Métropole d'un montant de 50 676 euros.

Aussi, l'opération d'investissement n°2003138400 « Avance forfaitaire de la concession d'aménagement n° 98/432 « la Barasse » à Marseille 11ème arrondissement » inscrite au budget pour un montant de 1 131 410 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme n°2003138400 du programme 03, doit être révisée à hauteur de 900 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 2 031 410 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° ECO 007-3232/17/CM du 14 Décembre 2017 portant création de l'opération n° 2003138400 avance forfaitaire de la concession d'aménagement n° 98/432 la Barasse;
- La délibération MET 21/20/62/BM en date du 7 Octobre 2021 par laquelle le bureau Métropolitain a approuvé le bilan de pré-clôture au 31 Décembre 2020 et la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération d'investissement n°2003138400 avance forfaitaire de la concession d'aménagement n° 98/432 la Barasse à Marseille 11ème arrondissement doit être révisée à hauteur de 900 000 euros TTC.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 900 000 euros TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.
- Qu'il est prévu de réserver les crédits de paiement au budget primitif 2022 et d'actualiser les crédits de paiement nécessaires aux exercices budgétaires y afférents.

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération avance forfaitaire de la concession d'aménagement n°98/432 la Barasse à Marseille, 11ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relatif à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération avance forfaitaire de la concession d'aménagement n° 98/432 la Barasse à Marseille 11ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-602/21/CT

■ CT1 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre - PLIE MP CENTRE - Approbation de l'Avenant 2 au protocole d'accord 2018-2022 DPEAT 21/19930/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les 6 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont des dispositifs co-portés par l'Etat ; la Région ; le Département ; la Métropole ; les Territoires Istres-Ouest-Provence, Marseille-Provence, Pays d'Aix, Pays de Martigues ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique et de l'aide à la recherche d'emploi sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le Territoire Marseille Provence, l'offre est proposée selon 3 bassins de vie :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, leur objectif commun est de faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé.

Pour ce faire, la rédaction des 3 protocoles d'accord PLIE MP 2018-2022 (délibération Décembre 2017) sur chacun des 3 bassins de vie a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action et les communes concernées,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville (QPV) pour Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons ou de Veille Active (QVA) pour La Ciotat,
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

S'agissant du PLIE MP CENTRE, par délibération VECO 003-328/18/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un avis favorable à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022. Ce dernier étant agréé lors du Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, par délibération EMP 001-2893/17/BM. Ce même protocole a été rectifié afin d'y intégrer les attendus de la Région SUD suite à un avis favorable du Conseil de Territoire par délibération VECO 013-1157/17/CT du 26 juin 2018 puis confirmé lors du Bureau de la Métropole du 28 Juin 2021 par l'adoption de la délibération EMP 006-3933/18/BM.

Aujourd'hui, il convient d'adopter un avenant au protocole afin d'apporter les modifications suivantes :

A – Aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du protocole d'accord PLIE MP CENTRE 2018-2022 suite à l'audit PLIE réalisé en 2019 avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser à l'échelle de la Métropole l'offre d'accompagnement à l'emploi des personnes en insertion par :

- Harmonisation des règles et pratiques d'accompagnement (100 personnes en accompagnement annuel et par accompagnateur - 90 pour le PLIE MP CENTRE dont 60% de Bénéficiaire

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

du Revenu de Solidarité Active - BRSA ; adaptation des processus d'intégration des nouveaux entrants BRSA dans le PLIE en lien avec le Plan Pauvreté ; la date d'intégration ; la durée de parcours ; la période de consolidation et l'élaboration d'une fiche de synthèse de fin de parcours),

- Utilisation du tableau de bord rénové des personnes accompagnées,
- Généralisation de l'instance partenariale chargée de statuer collégialement sur les intégrations, les réorientations et les sorties,
- Etablissement d'un plan d'actions annuel relatif à la mobilisation des prescripteurs,
- Mise à disposition d'un accès informatique aux parcours d'insertion pour les équipes du Département dans le respect des conditions prévues par le RGPD,
- Harmonisation des typologies de sorties vers l'emploi et introduction de la notion de sorties dynamiques.

B – A l'article 7.2.1 portant sur la constitution du Comité de Pilotage et qui modifie l'intitulé de la fonction de l'élu représentant la Ville de Marseille et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE,

C – A l'article 7.2.2 portant sur la constitution du Comité Technique et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE.

D - Ainsi que le rajout d'un article 12 portant sur la préservation des données personnelles des publics accompagnés à l'emploi.

Enfin, les Comités de Pilotage du 26 Mars 2021 et du 18 Octobre 2021 ont approuvé le principe de produire un avenant au protocole d'accord PLIE MP CENTRE 2018-2022 prenant en compte les modifications précisées dans les points A, B, C et D.

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi et son additif n°2004-12 du 5 mai 2014 ;
- La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ;
- La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
- La délibération n° 23 du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en date du 24 juillet 2020, relative à l'adoption du programme départemental d'insertion pour les années 2020-2022 ;
- La délibération n° 38 de la Commission permanente du 27 juin 2019 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 entre l'Etat et le Département ;
- La délibération EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017 approuvant, par le Bureau de la Métropole, le protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La délibération EMP 006-3933/18/BM du 28 Juin 2018 approuvant, par le Bureau de la Métropole, le rectificatif de la délibération EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017, le protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain en 2019 et en 2020 ;
- La délibération CHL 006-9031/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- Le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;
- L'approbation des modifications portée par la gouvernance du PLIE MP CENTRE lors de ses Comités de Pilotage du 26 Mars 2021 et du 18 Octobre 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- Que par délibération EMP 006-3933/18/BM du 28 Juin 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé le rectificatif de la délibération MET 17/5345/BM du 14 Décembre 2017 portant sur le protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE ;
- Qu'il convient d'apporter une modification aux 5.1.1, 5.1.2, 7.2.1 et 7.2.2 du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE alors qu'un article 12 doit être rajouté ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 au protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP-CENTRE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP-CENTRE, ci-annexé.

Article 2 :

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification aux parties.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-603/21/CT

■ CT1 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre PLIE MP EST - Approbation de l'Avenant 2 au protocole d'accord 2018-2022 DPEAT 21/19932/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les 6 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont des dispositifs co-portés par l'Etat ; la Région ; le Département ; la Métropole ; les Territoires Istres-Ouest-Provence, Marseille Provence, Pays d'Aix, Pays de Martigues ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique et de l'aide à la recherche d'emploi sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le Territoire Marseille Provence, l'offre est proposée selon 3 bassins de vie :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, leur objectif commun est de faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé.

Pour ce faire, la rédaction des 3 protocoles d'accord PLIE MP 2018-2022 (délibération Décembre 2017) sur chacun des 3 bassins de vie a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action et les communes concernées,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville (QPV) pour Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons ou de Veille Active (QVA) pour La Ciotat,
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Sur ce dernier point, hormis la contribution financière annuelle du Territoire Marseille-Provence, il est aussi précisé celle du Département qui, sous la forme d'une convention financière, contribue par une recette au budget de la Métropole qui redélègue ces fonds via le Territoire, aux structures associatives chargées de l'animation des 3 PLIE MP, conformément aux objectifs déclinés au sein de la convention fonds de concours CD13 et MAMP 2021-2022.

S'agissant du PLIE MP EST, par délibération VECO 014-1158/17/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un avis favorable à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022. Ce dernier étant agréé lors du Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, par délibération EMP 002-2894/17/BM. Ce même protocole a été rectifié afin d'y intégrer les attendus de la Région SUD suite à un avis favorable du Conseil de Territoire par délibération VECO 004-329/18/CT du 26 juin 2018 puis confirmé lors du Bureau de la Métropole du 28 Juin 2021 par l'adoption de la délibération EMP 007-3934/18/BM.

Aujourd'hui, il convient d'adopter un avenant au protocole afin d'apporter les modifications suivantes :

A – Aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du protocole d'accord PLIE MP EST 2018-2022 suite à l'audit PLIE réalisé en 2019 avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser à l'échelle de la Métropole l'offre d'accompagnement à l'emploi des personnes en insertion par :

- Harmonisation des règles et pratiques d'accompagnement (100 personnes en accompagnement annuel et par accompagnateur - 90 pour le PLIE MP CENTRE dont 60% de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active - BRSA ; adaptation des processus d'intégration des nouveaux entrants BRSA dans le PLIE en lien avec le Plan Pauvreté; la date d'intégration; la durée de parcours; la période de consolidation et l'élaboration d'une fiche de synthèse de fin de parcours),
- Utilisation du tableau de bord rénové des personnes accompagnées,
- Généralisation de l'instance partenariale chargée de statuer collégialement sur les intégrations, les réorientations et les sorties,
- Etablissement d'un plan d'actions annuel relatif à la mobilisation des prescripteurs,
- Mise à disposition d'un accès informatique aux parcours d'insertion pour les équipes du Département dans le respect des conditions prévues par le RGPD,
- Harmonisation des typologies de sorties vers l'emploi et introduction de la notion de sorties dynamiques.

B – A l'article 7.2.1 portant sur la constitution du Comité de Pilotage et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE.

C – A l'article 7.2.2 portant sur la constitution du Comité Technique et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE.

D - Ainsi que le rajout d'un article 13 portant sur la préservation des données personnelles des publics accompagnés à l'emploi.

Enfin, le Comité de Pilotage du 25 Janvier 2021 a approuvé le principe de produire un avenant au protocole d'accord PLIE MP EST 2018-2022 prenant en compte les modifications précisées dans les points A, B, C et D.

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des plans locaux pluriannuels pour l’insertion et l’emploi et son additif n°2004-12 du 5 mai 2014 ;
- La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ;
- La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d’insertion ;
- La délibération n° 23 du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en date du 24 juillet 2020, relative à l’adoption du programme départemental d’insertion pour les années 2020-2022 ;
- La délibération n° 38 de la Commission permanente du 27 juin 2019 approuvant la convention d’appui à la lutte contre la pauvreté et d’accès à l’emploi 2019-2021 entre l’Etat et le Département ;
- La délibération EMP 002-2894/17/BM du 14 Décembre 2017 portant approbation d’un protocole d’accord 2018-2022 PLIE MP EST par le Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 007-3934/18/BM du 28 Juin 2018 approuvant le rectificatif de la délibération EMP 002-2894/17/BM du 14 décembre 2017 portant sur le protocole d’accord 2018-2022 du PLIE MP EST ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération CHL 006-9031/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l’engagement et les conditions d’affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;
- Le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;
- L’approbation des modifications portée par la gouvernance du PLIE MP EST lors de son Comité de Pilotage du 25 Janvier 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération MET 17/5346/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, a été approuvé le protocole d’accord 2018-2022 du PLIE MP EST ;
- Que par délibération MET 18/7431/BM du 28 Juin 2018 validée par le Bureau de la Métropole a approuvé le rectificatif du protocole d’accord 2018-2022 du PLIE MP EST ;
- Qu’il convient d’apporter une modification aux 5.1.1, 5.1.2, 7.2.1 et 7.2.2 du protocole d’accord 2018-2022 PLIE MP EST alors que l’article 13 doit être rajouté ;
- Qu’il convient d’approuver l’avenant n°1 au protocole d’accord 2018-2022 du PLIE MP EST.

DELIBERE

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP EST, ci-annexé.

Article 2 :

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification aux parties.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-604/21/CT

■ CT1 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Ouest - PLIE MP OUEST - Approbation de l'Avenant 2 au protocole d'accord 2018-2022 DPEAT 21/19933/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les 6 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont des dispositifs co-portés par l'Etat ; la Région ; le Département ; la Métropole ; les Territoires Istres-Ouest-Provence, Marseille Provence, Pays d'Aix, Pays de Martigues ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique et de l'aide à la recherche d'emploi sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le Territoire Marseille-Provence, l'offre est proposée selon 3 bassins de vie :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

D'une façon générale, leur objectif commun est de faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des personnes en difficulté, en proposant un accompagnement à l'emploi individualisé.

Pour ce faire, la rédaction des 3 protocoles d'accord PLIE MP 2018-2022 (délibération Décembre 2017) sur chacun des 3 bassins de vie a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action et les communes concernées,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville (QPV) pour Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons ou de Veille Active (QVA) pour La Ciotat,
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

S'agissant du PLIE MP OUEST, par délibération VECO 015-1159/17/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un avis favorable à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022. Ce dernier étant agréé lors du Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, par délibération EMP 003-2895/17/BM. Ce même protocole a été rectifié afin d'y intégrer les attendus de la Région SUD suite à un avis favorable du Conseil de Territoire par délibération VECO 005-330/18/CT du 26 juin 2018 puis confirmé lors du Bureau de la Métropole du 28 Juin 2021 par l'adoption de la délibération EMP 008-3935/18/BM.

Aujourd'hui, il convient d'adopter un avenant au protocole afin d'apporter les modifications suivantes :

A – Aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du protocole d'accord PLIE MP OUEST 2018-2022 suite à l'audit PLIE réalisé en 2019 avec l'Etat, La Région et le Département destinée à harmoniser à l'échelle de la Métropole l'offre d'accompagnement à l'emploi des personnes en insertion par :

- Harmonisation des règles et pratiques d'accompagnement (100 personnes en accompagnement annuel et par accompagnateur - 90 pour le PLIE MP CENTRE dont 60% de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active - BRSA ; adaptation des processus d'intégration des nouveaux entrants BRSA dans le PLIE en lien avec le Plan Pauvreté; la date d'intégration; la durée de parcours; la période de consolidation et l'élaboration d'une fiche de synthèse de fin de parcours),
- Utilisation du tableau de bord rénové des personnes accompagnées,
- Généralisation de l'instance partenariale chargée de statuer collégialement sur les intégrations, les réorientations et les sorties,
- Etablissement d'un plan d'actions annuel relatif à la mobilisation des prescripteurs,

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Mise à disposition d'un accès informatique aux parcours d'insertion pour les équipes du Département dans le respect des conditions prévues par le RGPD,
- Harmonisation des typologies de sorties vers l'emploi et introduction de la notion de sorties dynamiques.

B – A l'article 7.2.1 portant sur la constitution du Comité de Pilotage et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE,

C – A l'article 7.2.2 portant sur la constitution du Comité Technique et qui prend en compte le changement de l'intitulé d'un des services de l'Etat partenaires du PLIE.

D - Ainsi que le rajout d'un article 13 portant sur la préservation des données personnelles des publics accompagnés à l'emploi.

Enfin, le Comité de Pilotage du 23 Février 2021 a approuvé le principe de produire un avenant au protocole d'accord PLIE MP OUEST 2018-2022 prenant en compte les modifications précisées dans les points A, B, C et D.

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi et son additif n°2004-12 du 5 mai 2014 ;
- La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ;
- La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
- La délibération n° 23 du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en date du 24 juillet 2020, relative à l'adoption du programme départemental d'insertion pour les années 2020-2022 ;
- La délibération n° 38 de la Commission permanente du 27 juin 2019 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 entre l'Etat et le Département ;
- La délibération EMP 003-2895/17/BM du 14 Décembre 2017 portant approbation d'un protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP OUEST par le Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 008-3935/18/BM du 28 Juin 2018 approuvant le rectificatif de la délibération N°EMP 003-2895 17 BM du 14 décembre 2017 portant sur le protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP OUEST ;
- Les conclusions de la démarche évolutive des 6 PLIE du Territoire métropolitain 2019-2020 ;
- La délibération CHL 006-9031/20/BM du 17 Décembre 2020 approuvant les termes de la convention de fonds de concours 2021-2022 qui définit l'engagement et les conditions

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain ;

- Le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;
- L'approbation des modifications portée par la gouvernance du PLIE MP OUEST lors de son Comité de Pilotage du 23 Février 2021.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération EMP 003-2895/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, a été approuvé le protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP OUEST ;
- Que par délibération EMP 008-3935/18/BM du 28 Juin 2018 validée par le Bureau de la Métropole a approuvé le rectificatif du protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP OUEST ;
- Qu'il convient d'apporter une nouvelle modification aux 5.1.1, 5.1.2, 7.2.1 et 7.2.2 du protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP OUEST alors que l'article 12 doit être ajouté ;
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 au protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP OUEST.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 au protocole d'accord 2018-2022 du PLIE MP OUEST, ci-annexé.

Article 2 :

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification aux parties.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 005-605/21/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activités 2020 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

Avis au Conseil de Territoire DGEP 21/19995/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération n°CSGE 005-7160/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué, par contrat, la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société Vert Marine. Ce contrat a été conclu pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020.

Conformément à l'article L 3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Comme le prévoit l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'examen du rapport relatif à l'année 2020 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de l'autorité délégante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération CSGE 001-4252/18/CM du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 approuvant le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis ;
- La délibération CSGE 005-7160/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la présentation du rapport d'activités 2020 du délégataire de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis ;
- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020 a été remis à la Société VERT MARINE ;

Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis sur le projet de délibération portant sur le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020, remis par la Société VERT MARINE.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le rapport annuel du délégataire pour l'année 2020, remis par la Société VERT MARINE, titulaire du contrat de délégation de service public n°DSP/19/06 au titre de l'année 2020 et relatif à la gestion et à l'exploitation de la piscine Cap Provence à Cassis, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-606/21/CT

**■ CT1 - Accord du Conseil de Territoire Marseille Provence sur le projet de délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire
 DAJA 21/20056/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de Territoire Marseille Provence pour accord le projet de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, présenté ci-après.

1) Le cadre législatif d'exercice des compétences :

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui dispose particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaines ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

**Signé le Erreur ! Aucune variable de document fournie.
 Reçu au Contrôle de légalité le Erreur ! Aucune variable de document fournie.**

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ».

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1er du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

2) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022 de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux Conseils de Territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixées à l'échelon métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

L'accord du Conseil de Territoire est sollicité sur la délégation de compétences ci-après, en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Pour l'exercice des compétences déléguées, le Conseil de Métropole donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.
-

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, le Conseil de Territoire est autorisé à déléguer à son Président une partie de ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est sollicité pour donner son accord au projet de délégation de compétences du Conseil de Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence donne son accord au projet de délégation de compétences de la Métropole joint en annexe, tel que décrit ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022 est délégué au Conseil de Territoire Marseille Provence, conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Au regard de la définition de l'intérêt métropolitain, relèvent de l'exercice des attributions déléguées visées au c) du 1° ci-avant :

- a) l'entretien, la gestion et l'animation de la piscine Cap Provence sise avenue des Gorguettes à Cassis,
- b) la construction, l'entretien, la gestion et l'animation de la base de loisirs de l'Estéou sise en la commune de Marignane

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés

subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus ont pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'Etat spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HN 002-607/21/CT

■ CT1 - Délégation du Conseil de Territoire au Président

DAJA 21/20063/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a saisi pour accord le Conseil de Territoire Marseille Provence du projet de délégation de compétences soumis au Conseil de Métropole du 16 décembre 2021 pour une prise d'effet au 1^{er} janvier 2022.

Ce projet prévoit de reconduire jusqu'au 31 décembre 2022 la délégation précédemment consentie au Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le respect des dispositions de l'article 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également donné délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivants :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Par ailleurs, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, le projet de délégation de compétences soumis à l'approbation du Conseil de Métropole du 16 décembre 2021 autorise le Conseil de Territoire à déléguer à son Président une partie de ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances. Il autorise également le Président du Conseil de Territoire à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également être autorisé à donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

En conséquence, sous réserve de l'adoption par le Conseil de Métropole de la délibération portant délégation de compétences au Conseil de Territoire dont le projet est annexé à la présente, il est proposé au Conseil de Territoire d'adopter la délégation au Président d'une partie de ses attributions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 décembre 2021 portant accord sur la délégation de compétences au Conseil de Territoire

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’au regard de l’étendue des compétences déléguées et afin d’assurer la continuité des missions de service public, il convient de déléguer au Président du Conseil de Territoire certaines attributions.

DELIBERE

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, sous réserve de l’approbation par le Conseil de Métropole de la délégation de compétences au Conseil de Territoire, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

- préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes
 - : pour les marchés de fournitures et services, lorsqu’ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - pour les marchés de travaux lorsqu’ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- délivrer les autorisations de branchement aux réseaux d’eau potable ;
- délivrer les autorisations de raccordement aux réseaux d’assainissement ;
- conclure, réviser, résilier les conventions spéciales de déversement ;
- délivrer les autorisations de déversement.
- décider des exonérations temporaires à l’obligation de raccordement aux réseaux d’assainissement ;
- décider des intégrations d’ouvrages dans le périmètre des délégations de service public de l’eau et de l’assainissement ;
- délivrer les permissions de voirie, instruire les demandes et délivrer les autorisations de travaux relatives aux interventions sur la voirie sur le périmètre du Territoire ; délivrer les mises en demeure ;
- décider des retraits d’autorisation ;
- délivrer les avis sur les permis de construire ;
- conclure, réviser, résilier les conventions de redevance spéciale relatives à la collecte des déchets ;
- conclure les conventions de partenariat avec les organismes d’habitat collectif relatives à la gestion des déchets.

- fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme sur le Territoire Marseille Provence ;
- prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières du territoire Marseille Provence ;
- attribuer par délégation les aides financières affectées par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le logement social, sur le périmètre du territoire Marseille Provence aux maîtres d'ouvrage de ces opérations dans la limite de l'autorisation de programme approuvée par le Conseil de la Métropole et les notifier à leurs bénéficiaires ;
- agréer les dispositifs spécifiques en faveur du logement social non assortis d'aides financières ;
- signer les conventions ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement.
- approuver les baux et conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises et hôtels d'entreprises situés dans le périmètre géographique du Conseil de Territoire Marseille Provence.
- décider des exonérations de loyers et redevances concernant les pépinières d'entreprises et hôtels d'entreprises situés dans le périmètre géographique du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à subdéléguer par arrêté aux vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.